

**COMPTE RENDU
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2022

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-069 - Budget principal - Compte de gestion 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 28

votants : 37 dont 9 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA à Mani CAMBEFORT, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le compte de gestion constate, dans ses écritures, les opérations liées au budget primitif, au budget supplémentaire et aux décisions modificatives pour 2021.

Les opérations cumulées à la balance d'entrée au 1^{er} janvier 2021 ont permis d'établir la balance de sortie au 31 décembre 2021.

La situation patrimoniale de la collectivité est retracée dans le bilan par le comptable.

Les chiffres du compte de gestion en exécution concordent avec ceux de la comptabilité communale tels qu'ils ressortent du compte administratif relatif au budget principal.

Néanmoins au compte de gestion 2021 sont comptabilisés 2 mandats au chapitre 23 pour 32 007.33 euros alors que ces mandats concernent des écritures d'ordre qui devraient être comptabilisées au chapitre 041 en dépenses. Ces écritures étant correctement comptabilisées au compte administratif établi par la ville d'Auxerre. Cela ne modifie par le résultat de la section d'investissement.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les comptes de gestion 2021 présentés par le responsable du service de gestion comptable pour le budget principal.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 28
- Voix contre : 0
- Abstentions : 9 S. FEVRE, M. DEBAIN, M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE, I. POIFOL-FERREIRA, M. NAVARRE, F. ZIANI, D. ROYCOURT, F. LOURY
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

AUXERRE BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Thibaut HETTICH

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2021 AU 12/04/2022

089003 SGC AUXERRE

Population 35942
Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE	: Situation patrimoniale	3
	1 Bilan synthétique	Etat I-1 4
	2 Bilan	Etat I-2 5
	2.1 Bilan Actif	
	2.2 Bilan Passif	
	3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3 13
	4 Compte de résultat	Etat I-4 14
	5 Annexe	18
	Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5 19
2EME PARTIE	: Exécution budgétaire	22
	1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1 23
	2 Résultats d'exécution	Etat II-2 24
	3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3 26
	4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4 32
3EME PARTIE	: Comptabilité des deniers et valeurs	46
	1 Balance des comptes	Etat III-1 47
	2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2 99
4EME PARTIE	: Page des signatures	101

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

02400 - AUXERRE

ACTIF NET ⁽¹⁾	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	9 311,13	Dotations	70 467,04
Terrains	17 053,53	Fonds Globalisés	62 139,26
Constructions	125 185,19	Réserves	191 296,24
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	65 557,02	Différences sur réalisations d'immobilisations	11 213,74
Immobilisations corporelles en cours	204 644,63	Report à nouveau	6 254,11
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	22 150,59	Résultat de l'exercice	7 066,82
Autres immobilisations corporelles	37 347,32	Subventions transférables	6 763,76
Total immobilisations corporelles (nettes)	471 938,28	Subventions non transférables	73 837,20
Immobilisations financières	271,55	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermement et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	481 520,96	Autres fonds propres	
Stocks		TOTAL FONDS PROPRES	429 038,17
Créances	4 316,94	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4,50
Valeurs mobilières de placement		Dettes financières à long terme	61 852,24
Disponibilités	10 845,18	Fournisseurs ⁽²⁾	2 880,03
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	2 962,59
TOTAL ACTIF CIRCULANT	15 162,11	Total dettes à court terme	5 842,62
Comptes de régularisations	103,78	TOTAL DETTES	67 694,86
		Comptes de régularisations	49,33
TOTAL ACTIF	496 786,85	TOTAL PASSIF	496 786,85

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2022

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	14 008 111,67	6 757 401,57	7 250 710,10	6 486 521,61
	Autres immobilisations incorporelles	4 145 218,31	2 084 802,19	2 060 416,12	2 078 920,07
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	17 246 570,29	193 043,05	17 053 527,24	16 358 729,19
	Constructions en toute propriété	128 364 407,42	6 457 402,51	121 907 004,91	121 818 905,34
	Construction sur sol autrui en tte prop	3 278 184,32		3 278 184,32	3 278 184,32
	Réseaux installations voirie rés divers	65 911 661,62	354 641,13	65 557 020,49	65 405 218,24
	Collections et oeuvres d'art	3 013 626,89		3 013 626,89	3 011 519,69
	Autres immobilisations corporelles	76 516 813,16	42 192 401,85	34 324 411,31	34 624 244,16
	Immobilisations corporelles en cours	204 644 631,58		204 644 631,58	197 911 452,58
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff	22 150 593,91		22 150 593,91	22 150 593,91
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	61 249,42	61 249,40	0,02	0,02	
MONTANT A REPORTER	539 341 068,59	58 100 941,70	481 240 126,89	473 124 289,13	

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	539 341 068,59	58 100 941,70	481 240 126,89	473 124 289,13
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	14 509,54	5 228,74	9 280,80	9 280,80
	Participations et créances rattachées	136 530,44		136 530,44	136 530,44
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	30 000,00		30 000,00	30 000,00
	Avances en garanties d'emprunt				
Autres créances	105 019,22		105 019,22	105 019,22	
ACTIF IMMOBILISE TOTAL I		539 627 127,79	58 106 170,44	481 520 957,35	473 405 119,59

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	896 894,36	50 000,00	846 894,36	1 604 196,77
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes	193,98		193,98	193,98
	Créances sur l'Etat et collec publiques	1 602 400,78		1 602 400,78	774 239,82
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers	1 558 437,07		1 558 437,07	1 467 153,30
	Autres créances	309 011,87		309 011,87	489 815,91
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	10 845 175,95		10 845 175,95	8 162 887,77
	Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance					
ACTIF CIRCULANT TOTAL II		15 212 114,01	50 000,00	15 162 114,01	12 498 487,55

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer	103 777,48		103 777,48	138 369,98
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser	3,60		3,60	9 137,34
	Ecart de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	103 781,08		103 781,08	147 507,32
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	554 943 022,88	58 156 170,44	496 786 852,44	486 051 114,46

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
FONDS PROPRES	Dotations	70 467 042,84	70 467 042,84
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	191 296 240,65	186 085 735,45
	Neutra amortis subv equip versees	-515 871,53	
	Report à nouveau	6 254 113,68	6 852 340,14
	Résultat de l'exercice	7 066 817,66	4 656 707,03
	Subventions transférables	6 763 760,28	6 696 740,28
	Différences sur réalisations d'immob	11 729 611,04	11 457 041,21
	Fonds globalisés	62 139 256,25	60 234 312,19
	Subventions non transférables	73 837 199,10	71 670 830,58
Droits de l'affectant			
FONDS PROPRES TOTAL I	429 038 169,97	418 120 749,72	

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	4 500,00	4 500,00
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	4 500,00	4 500,00

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	60 524 627,87	60 955 057,09
	Emprunts et dettes financières divers	1 327 609,62	1 327 806,48
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 623 573,15	3 266 435,70
	Dettes fiscales et sociales	146 892,99	67 041,83
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	986 983,19	103 712,78
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	535 123,43	401 987,37
	Opérations pour le compte de tiers	1 140 472,13	1 100 538,39
	Autres dettes	148 812,65	259 090,57
	Fournisseurs d'immobilisations	256 455,08	907 134,10
Produits constatés d'avance	4 305,68		
DETTES TOTAL III	67 694 855,79	68 388 804,31	

BILAN (en Euros)

02400 - AUXERRE

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
COMPTES DE REGULARISATION	Recettes à classer ou à régulariser	49 326,68	-462 939,57
	Ecart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	49 326,68	-462 939,57
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	496 786 852,44	486 051 114,46

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôts et taxes perçus	32 654,52	30 081,02
Dotations et subventions reçues	12 440,09	12 456,65
Produits des services	1 913,08	1 491,67
Autres produits	1 110,30	3 895,54
Transfert de charges		172,96
Produits courants non financiers	48 118,00	48 097,84
Traitements, salaires, charges sociales	18 349,14	18 395,18
Achats et charges externes	10 373,64	10 174,99
Participations et interventions	7 790,10	10 366,00
Dotations aux amortissements et provisions	2 275,55	2 364,47
Autres charges	992,22	1 061,90
Charges courantes non financières	39 780,65	42 362,54
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	8 337,35	5 735,31
Produits courants financiers		0,01
Charges courantes financières	1 050,99	1 119,83
RESULTAT COURANT FINANCIER	-1 050,99	-1 119,82
RESULTAT COURANT	7 286,36	4 615,48
Produits exceptionnels	1 259,57	1 049,49
Charges exceptionnelles	1 479,11	1 008,26
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-219,54	41,22
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	7 066,82	4 656,71

COMPTE DE RESULTAT 2021

02400 - AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux	26 672 484,86	25 568 251,43
Autres impôts et taxes	5 982 039,83	4 512 769,76
Produits services, domaine et ventes div	1 913 082,44	1 491 670,96
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		2 700 610,09
Transferts de charges		172 962,48
Autres produits	1 110 300,24	1 194 930,61
Dotations de l'Etat	8 305 713,00	8 571 585,00
Subventions et participations	3 388 328,23	2 311 802,23
Autres attributions (péréquat, compensa)	746 050,50	1 573 260,50
TOTAL I	48 117 999,10	48 097 843,06
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	13 043 820,52	13 041 715,93
Charges sociales	5 305 316,54	5 353 463,67
Achats et charges externes	10 373 641,48	10 174 989,57
Impôts et taxes	698 730,98	663 915,03
Dotations amortissements des immob	2 240 961,81	2 329 873,06
Dot amort sur charges à répartir	34 592,50	34 592,50

COMPTE DE RESULTAT 2021

02400 - AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Dotations aux provisions		
Autres charges	293 484,83	397 987,46
Contingents et participations	3 032 189,16	5 640 248,61
Subventions	4 757 910,77	4 725 751,13
TOTAL II	39 780 648,59	42 362 536,96
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	8 337 350,51	5 735 306,10
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		10,69
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III		10,69
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 050 989,48	1 119 833,25
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	1 050 989,48	1 119 833,25

COMPTE DE RESULTAT 2021

02400 - AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	-1 050 989,48	-1 119 822,56
A + B - RESULTAT COURANT	7 286 361,03	4 615 483,54
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér	153 102,99	-272 814,66
Produits des cessions d'immobilisations	406 226,79	584 313,91
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat	17 026,75	281 222,25
Neutralisation des amortissements	515 871,53	
Prod exception capital : Autres opér	167 342,73	456 763,96
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	1 259 570,79	1 049 485,46
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations	1 055 860,62	86 924,57
Valeur comptable des immo cédées	133 656,96	856 874,57
Diff réalis(positives)transf à investist	289 596,58	8 661,59
Charg excep op capital-Autres opérations		55 801,24
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI	1 479 114,16	1 008 261,97

COMPTE DE RESULTAT 2021

02400 - AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-219 543,37	41 223,49
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	49 377 569,89	49 147 339,21
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	42 310 752,23	44 490 632,18
RESULTAT DE L'EXERCICE	7 066 817,66	4 656 707,03

02400 - AUXERRE

Opérations Compte de Tiers

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



Opérations Compte de Tiers

02400 - AUXERRE

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-001	139 560,87				139 560,87	
4582-001		45 458,33				45 458,33
4581-002	106 467,82				106 467,82	
4582-002		71 315,00				71 315,00
4581-003	158 409,22				158 409,22	
4582-003		98 114,00				98 114,00
4581-004	87 541,47				87 541,47	
4582-004		38 700,00				38 700,00
4581-05	847 952,94				847 952,94	
4582-05		653 999,04				653 999,04
4581-06	103 136,10				103 136,10	
4582-06		100 000,00				100 000,00

Opérations Compte de Tiers

02400 - AUXERRE

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-07	2 918,08				2 918,08	
4581-08	9 180,00				9 180,00	
4581-09	690,00				690,00	
4582-09		6 250,26		39 933,74		46 184,00
4581-10	11 296,80		91 283,77		102 580,57	
4582-2		86 701,76				86 701,76

Résultats budgétaires de l'exercice

02400 - AUXERRE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	38 997 717,13	53 165 178,72	92 162 895,85
Titres de recette émis (b)	17 286 354,71	51 196 563,64	68 482 918,35
Réductions de titres (c)		1 375 606,41	1 375 606,41
Recettes nettes (d = b - c)	17 286 354,71	49 820 957,23	67 107 311,94
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	38 997 717,13	53 165 178,72	92 162 895,85
Mandats émis (f)	16 690 502,77	45 784 189,46	62 474 692,23
Annulations de mandats (g)	91,52	3 030 049,89	3 030 141,41
Depenses nettes (h = f - g)	16 690 411,25	42 754 139,57	59 444 550,82
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	595 943,46	7 066 817,66	7 662 761,12
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	-5 200 451,41		595 943,46		-4 604 507,95
Fonctionnement	11 509 047,17	5 254 933,49	7 066 817,66		13 320 931,34
TOTAL I	6 308 595,76	5 254 933,49	7 662 761,12		8 716 423,39
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial 02401-CREMATORIUM AUXERRE					
Investissement			-3 000,00		-3 000,00
Fonctionnement	381 748,00		132 914,98		514 662,98
Sous-Total	381 748,00		129 914,98		511 662,98
TOTAL III	381 748,00		129 914,98		511 662,98
TOTAL I + II + III	6 690 343,76	5 254 933,49	7 792 676,10		9 228 086,37

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	10 000,00	44 428,29	54 428,29	44 428,29		44 428,29	10 000,00
13	Subventions d'investissement		8 038,30	8 038,30	8 038,30		8 038,30	
16	Emprunts et dettes assimilées	14 259 000,00	130 000,00	14 389 000,00	5 379 500,33		5 379 500,33	9 009 499,67
20	Immobilisations incorporelles	536 720,00	122 061,24	658 781,24	154 670,73		154 670,73	504 110,51
204	Subventions d'équipement versées	1 468 809,00	479 695,30	1 948 504,30	1 564 011,53		1 564 011,53	384 492,77
21	Immobilisations corporelles	1 871 766,00	1 524 169,88	3 395 935,88	1 876 397,72	91,52	1 876 306,20	1 519 629,68
23	Immobilisations en cours	4 605 452,00	3 338 229,00	7 943 681,00	5 403 533,37		5 403 533,37	2 540 147,63
26	Participations et créances rattachées à		300,00	300,00				300,00
27	Autres immobilisations financières		300,00	300,00				300,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	22 751 747,00	5 647 222,01	28 398 969,01	14 430 580,27	91,52	14 430 488,75	13 968 480,26
Opération n° 19001	Opération d'équipement n° 19001	215 000,00	155 000,00	370 000,00	274 758,97		274 758,97	95 241,03
Opération n° 19003	Opération d'équipement n° 19003		20 000,00	20 000,00				20 000,00
Opération n° 19004	Opération d'équipement n° 19004	466 248,00	400 000,00	866 248,00	273 116,00		273 116,00	593 132,00
Opération n° 19005	Opération d'équipement n° 19005	2 000,00		2 000,00				2 000,00
Opération n° 20010	Opération d'équipement n° 20010	450 000,00	-20 000,00	430 000,00	25 815,58		25 815,58	404 184,42
Opération n° 20012	Opération d'équipement n° 20012	1 201 905,00		1 201 905,00	967 305,45		967 305,45	234 599,55
Opération n° 22006	Opération d'équipement n° 22006		850 000,00	850 000,00				850 000,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION	2 335 153,00	1 405 000,00	3 740 153,00	1 540 996,00		1 540 996,00	2 199 157,00
458108	Opération pour compte tiers n° 458108	15 000,00		15 000,00				15 000,00
458110	Opération pour compte tiers n° 458110	910 000,00	34 216,86	944 216,86	91 283,77		91 283,77	852 933,09

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE	925 000,00	34 216,86	959 216,86	91 283,77		91 283,77	867 933,09
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	26 011 900,00	7 086 438,87	33 098 338,87	16 062 860,04	91,52	16 062 768,52	17 035 570,35
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	281 517,00	251 381,75	532 898,75	532 898,28		532 898,28	0,47
041	Opérations patrimoniales	137 500,00	28 528,10	166 028,10	94 744,45		94 744,45	71 283,65
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	419 017,00	279 909,85	698 926,85	627 642,73		627 642,73	71 284,12
001	Solde d'exécution de la section d'invest		5 200 451,41	5 200 451,41				5 200 451,41
TOTAL GENERAL		26 430 917,00	12 566 800,13	38 997 717,13	16 690 502,77	91,52	16 690 411,25	22 307 305,88

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	1 900 000,00	8 345 988,49	10 245 988,49	7 159 877,55		7 159 877,55	3 086 110,94
13	Subventions d'investissement	1 877 610,33	3 127 618,95	5 005 229,28	2 241 426,82		2 241 426,82	2 763 802,46
16	Emprunts et dettes assimilées	17 958 472,35	-5 451 178,58	12 507 293,77	5 002 503,00		5 002 503,00	7 504 790,77
27	Autres immobilisations financières				17 053,97		17 053,97	-17 053,97
024	Produits de cessions (recettes)	445 000,00	-406 226,79	38 773,21				38 773,21
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	22 181 082,68	5 616 202,07	27 797 284,75	14 420 861,34		14 420 861,34	13 376 423,41
458208	Opération pour compte tiers n° 458208	15 000,00		15 000,00				15 000,00
458209	Opération pour compte tiers n° 458209		48 288,74	48 288,74	39 933,74		39 933,74	8 355,00
458210	Opération pour compte tiers n° 458210	910 000,00		910 000,00				910 000,00
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE	925 000,00	48 288,74	973 288,74	39 933,74		39 933,74	933 355,00
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	23 106 082,68	5 664 490,81	28 770 573,49	14 460 795,08		14 460 795,08	14 309 778,41
021	Virement de la section de fonctionnement	937 334,32	6 400 527,68	7 337 862,00				7 337 862,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 250 000,00	473 253,54	2 723 253,54	2 698 807,85		2 698 807,85	24 445,69
041	Opérations patrimoniales	137 500,00	28 528,10	166 028,10	126 751,78		126 751,78	39 276,32
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	3 324 834,32	6 902 309,32	10 227 143,64	2 825 559,63		2 825 559,63	7 401 584,01
TOTAL GENERAL		26 430 917,00	12 566 800,13	38 997 717,13	17 286 354,71		17 286 354,71	21 711 362,42

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	11 873 678,37	646 776,50	12 520 454,87	13 027 057,66	2 417 288,29	10 609 769,37	1 910 685,50
012	Charges de personnel et frais assimilés	19 755 336,00	-610 000,00	19 145 336,00	18 991 580,38	62 135,89	18 929 444,49	215 891,51
014	Atténuations de produits	411 000,00	46 179,00	457 179,00	325 683,00		325 683,00	131 496,00
65	Autres charges de gestion courante	8 204 673,00	213 035,00	8 417 708,00	8 490 882,55	407 297,79	8 083 584,76	334 123,24
66	Charges financières	1 185 515,31	-127 800,00	1 057 715,31	1 193 383,30	142 393,82	1 050 989,48	6 725,83
67	Charges exceptionnelles	106 670,00	1 019 000,00	1 125 670,00	1 056 794,72	934,10	1 055 860,62	69 809,38
022	Dépenses imprévues - section de fonction		380 000,00	380 000,00				380 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	41 536 872,68	1 567 190,50	43 104 063,18	43 085 381,61	3 030 049,89	40 055 331,72	3 048 731,46
023	Virement à la section d'investissement (	937 334,32	6 400 527,68	7 337 862,00				7 337 862,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 250 000,00	473 253,54	2 723 253,54	2 698 807,85		2 698 807,85	24 445,69
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	3 187 334,32	6 873 781,22	10 061 115,54	2 698 807,85		2 698 807,85	7 362 307,69
TOTAL GENERAL		44 724 207,00	8 440 971,72	53 165 178,72	45 784 189,46	3 030 049,89	42 754 139,57	10 411 039,15

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	106 400,00		106 400,00	117 704,34		117 704,34	-11 304,34
70	Produits des services, du domaine et ven	1 298 779,00	-20 000,00	1 278 779,00	2 049 948,21	136 865,77	1 913 082,44	-634 303,44
73	Impôts et taxes	29 140 955,00	2 407 249,50	31 548 204,50	33 448 583,27	468 375,58	32 980 207,69	-1 432 003,19
74	Dotations et participations	12 774 151,00	-868 800,00	11 905 351,00	13 054 113,55	614 021,82	12 440 091,73	-534 740,73
75	Autres produits de gestion courante	1 092 405,00		1 092 405,00	1 257 888,37	147 588,13	1 110 300,24	-17 895,24
77	Produits exceptionnels	30 000,00	417 026,79	447 026,79	735 427,62	8 755,11	726 672,51	-279 645,72
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	44 442 690,00	1 935 476,29	46 378 166,29	50 663 665,36	1 375 606,41	49 288 058,95	-2 909 892,66
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	281 517,00	251 381,75	532 898,75	532 898,28		532 898,28	0,47
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	281 517,00	251 381,75	532 898,75	532 898,28		532 898,28	0,47
002	Résultat de fonctionnement reporté		6 254 113,68	6 254 113,68				6 254 113,68
TOTAL GENERAL		44 724 207,00	8 440 971,72	53 165 178,72	51 196 563,64	1 375 606,41	49 820 957,23	3 344 221,49

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 428,29		44 428,29
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	44 428,29		44 428,29
13251	GFP de rattachement	8 038,30		8 038,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	8 038,30		8 038,30
1641	Emprunts en euros	5 376 800,47		5 376 800,47
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 699,86		2 699,86
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	5 379 500,33		5 379 500,33
2031	Frais d'études	35 509,74		35 509,74
2033	Frais d'insertion	9 180,00		9 180,00
2051	Concessions et droits similaires	109 980,99		109 980,99
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	154 670,73		154 670,73
204132	Bâtiments et installations	366 666,00		366 666,00
204172	Bâtiments et installations	140 296,41		140 296,41
204182	Bâtiments et installations	56 976,64		56 976,64
20421	Biens mobiliers, matériel et études	232 479,58		232 479,58
20422	Bâtiments et installations	53 559,30		53 559,30
2046	Attributions de compensation d'investiss	714 033,60		714 033,60
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	Subventions d'équipement versées	1 564 011,53		1 564 011,53
2111	Terrains nus	4 771,61		4 771,61
2115	Terrains bâtis	506 400,00	91,52	506 308,48
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	139 569,46		139 569,46
2135	Installations générales agencements et a	540 213,43		540 213,43
2151	Réseaux de voirie	58 826,88		58 826,88
2152	Installations de voirie	146 121,36		146 121,36

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
21533	Réseaux cablés	21 842,40		21 842,40
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	15 360,00		15 360,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	2 107,20		2 107,20
2183	Matériel de bureau et matériel informati	90 664,10		90 664,10
2184	Mobilier	199 004,85		199 004,85
2188	Autres immobilisations corporelles	151 516,43		151 516,43
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	1 876 397,72	91,52	1 876 306,20
2312	Agencements et aménagements de terrains	399 351,53		399 351,53
2313	Constructions	2 138 547,13		2 138 547,13
2315	Installations matériels et outillage tec	2 763 957,58		2 763 957,58
2316	Restauration des collections et oeuvres	101 677,13		101 677,13
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	5 403 533,37		5 403 533,37
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	14 430 580,27	91,52	14 430 488,75
Opération n° 231319001	Constructions	274 758,97		274 758,97
SOUS-TOTAL OPERATION n° 19001	Opération d'équipement n° 19001	274 758,97		274 758,97
Opération n° 211519004	Terrains bâtis	173 000,00		173 000,00
Opération n° 231319004	Constructions	100 116,00		100 116,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 19004	Opération d'équipement n° 19004	273 116,00		273 116,00
Opération n° 231320010	Constructions	25 815,58		25 815,58
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20010	Opération d'équipement n° 20010	25 815,58		25 815,58
Opération n° 231320012	Constructions	813 413,25		813 413,25
Opération n° 23820012	Avances et acomptes versés sur immobilis	153 892,20		153 892,20
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20012	Opération d'équipement n° 20012	967 305,45		967 305,45
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION	1 540 996,00		1 540 996,00

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	91 283,77		91 283,77
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE	91 283,77		91 283,77
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	16 062 860,04	91,52	16 062 768,52
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	17 026,75		17 026,75
198	Neutralisation des amortissements des su	515 871,53		515 871,53
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	532 898,28		532 898,28
2313	Constructions	77 690,48		77 690,48
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	17 053,97		17 053,97
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	94 744,45		94 744,45
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	627 642,73		627 642,73
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	16 690 502,77	91,52	16 690 411,25

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (	1 695 186,00		1 695 186,00
10226	Taxe d'aménagement	209 758,06		209 758,06
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 254 933,49		5 254 933,49
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	7 159 877,55		7 159 877,55
1311	Subventions d'équipement transférables E	67 020,00		67 020,00
1321	Etat et Etablissements Nationaux	905 407,73		905 407,73
1322	Région	302 530,11		302 530,11
1323	Département	50 991,00		50 991,00
1327	Budget communautaire et fonds structurel	34 912,50		34 912,50
1328	Autres	23 830,06		23 830,06
1342	Fonds affectés à l'équipement non transf	153 201,00		153 201,00
1347	Dotation de soutien à l'investissement l	703 534,42		703 534,42
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	2 241 426,82		2 241 426,82
1641	Emprunts en euros	5 000 000,00		5 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 503,00		2 503,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	5 002 503,00		5 002 503,00
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	17 053,97		17 053,97
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	Autres immobilisations financières	17 053,97		17 053,97
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	14 420 861,34		14 420 861,34
4582	Opération pour compte de tiers n° 4582	39 933,74		39 933,74
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIE	39 933,74		39 933,74
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	14 460 795,08		14 460 795,08
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	289 596,58		289 596,58
2115	Terrains bâtis	125 036,95		125 036,95

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2118	Autres terrains	1 727,28		1 727,28
2182	Matériel de transport	6 892,73		6 892,73
2802	Amortissements frais liés à la réalisati	6 950,40		6 950,40
2804111	Biens mobiliers, matériel et études	302,99		302,99
2804131	Biens mobiliers, matériel et études	373,33		373,33
28041512	Bâtiments et installations	6 756,04		6 756,04
2804172	Bâtiments et installations	315 981,03		315 981,03
2804182	Bâtiments et installations	1 341,68		1 341,68
280421	Biens mobiliers, matériel et études	66 942,00		66 942,00
280422	Bâtiments et installations	126 609,44		126 609,44
28046	Attributions de compensation d'investiss	281 516,53		281 516,53
28051	Concessions et droits similaires	166 224,28		166 224,28
28121	Amortissements plantations d'arbres et d	2 087,27		2 087,27
28132	Immeubles de rapport	441 147,33		441 147,33
28135	Amortissements installations générales a	1 859,00		1 859,00
28152	Installations de voirie	74 988,39		74 988,39
28181	Installations générales agencements et a	19 793,00		19 793,00
28182	Matériel de transport	247 159,50		247 159,50
28183	Matériel de bureau et matériel informati	189 570,33		189 570,33
28184	Mobilier	70 865,54		70 865,54
28188	Amortissements autres immobilisations co	220 493,73		220 493,73
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID	34 592,50		34 592,50
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 698 807,85		2 698 807,85
2135	Installations générales agencements et a	9 107,53		9 107,53

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2183	Matériel de bureau et matériel informati	1 139,40		1 139,40
2188	Autres immobilisations corporelles	464,00		464,00
2313	Constructions	6 343,04		6 343,04
238	Avances et acomptes versés sur immobilis	109 697,81		109 697,81
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	126 751,78		126 751,78
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	2 825 559,63		2 825 559,63
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	17 286 354,71		17 286 354,71

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
605	Achats de matériel - équipements et trav	152 598,76	2 149,23	150 449,53
60611	Achats non stockés de fournitures non st	312 222,30	46 358,05	265 864,25
60612	Achats non stockés de fournitures non st	1 787 924,41	323 645,23	1 464 279,18
60613	Achats non stockés de fournitures non st	230 149,76	55 633,11	174 516,65
60621	Achats non stockés de combustibles	23 245,22	5 726,19	17 519,03
60622	Achats non stockés de carburants	253 611,10	26 158,14	227 452,96
60623	Achats non stockés d'alimentation	23 103,50	3 011,96	20 091,54
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	170 229,54	12 510,01	157 719,53
60631	Achats non stockés de fournitures d'entr	442 099,16	13 951,11	428 148,05
60632	Achats non stockés de fournitures de pet	464 013,43	38 370,39	425 643,04
60633	Achats non stockés de fournitures de voi	272 939,60	45 329,70	227 609,90
60636	Achats non stockés de vêtements de trava	25 242,30	6 365,94	18 876,36
6064	Achats non stockés de fournitures admini	7 443,98	744,78	6 699,20
6065	Achats non stockés de livres disques cas	119 913,81	19 483,97	100 429,84
6067	Achats non stockés de fournitures scolai	111 891,93	16 097,35	95 794,58
611	Contrats prestations de services	3 706 015,41	1 001 051,01	2 704 964,40
6132	Services extérieurs - locations immobili	296 164,30	7 859,34	288 304,96
6135	Services extérieurs - locations mobilièr	40 095,43	3 047,69	37 047,74
614	Services extérieurs - charges locatives	51 011,01	5 231,25	45 779,76
61521	Services extérieurs - entretien et répar	161 619,65	31 402,70	130 216,95
615221	Bâtiments publics	1 011 367,06	252 405,40	758 961,66
615228	Autres bâtiments	117 397,64	105 811,66	11 585,98
615231	Voieries	450 603,93	25 403,82	425 200,11
615232	Réseaux	20 700,00		20 700,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
61551	Services extérieurs - entretien et répar	63 681,63	2 947,58	60 734,05
61558	Services extérieurs - entretien et répar	114 973,76	16 186,67	98 787,09
6156	Services extérieurs - maintenance	209 592,90	53 865,80	155 727,10
6161	Multirisques	80 545,34	1 117,68	79 427,66
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi	104 649,81		104 649,81
617	Services extérieurs - études et recherch	53 522,40	13 293,60	40 228,80
6182	Services extérieurs - divers - documenta	9 390,73	1 084,30	8 306,43
6184	Services extérieurs - divers - versement	46 131,38	44 331,00	1 800,38
6188	Services extérieurs - autres frais diver	45 638,18	7 153,00	38 485,18
6226	Rémunération d'intermédiaires et honorai	26 336,58	12 795,00	13 541,58
6227	Rémunération d'intermédiaires et honorai	59 087,00	16 021,94	43 065,06
6228	Rémunération d'intermédiaires et honorai	56 797,49	8 052,21	48 745,28
6231	Publicité publications relations publicu	33 503,10	3 330,00	30 173,10
6232	Publicité publications relations publicu	7 784,90		7 784,90
6236	Publicité publications relations publicu	35 638,06	1 172,87	34 465,19
6237	Publicité publications relations publicu	2 462,76		2 462,76
6238	Publicité publications relations publicu	139 633,65	4 896,85	134 736,80
6247	Transports - transports collectifs	213 132,84	9 402,07	203 730,77
6251	Déplacements missions et réceptions - vo	480,80		480,80
6256	Déplacements missions et réceptions - mi	14 020,00	1 107,17	12 912,83
6257	Déplacements missions et réceptions - ré	82 133,28	9 060,38	73 072,90
6261	Frais d'affranchissement	7 555,40		7 555,40
6262	Frais de télécommunications	196 955,14	14 762,19	182 192,95
627	Autres services extérieurs - services ba	6 813,23	42,09	6 771,14

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6281	Autres services extérieurs - concours di	46 116,92	7 826,67	38 290,25
6282	Autres services extérieurs - frais gardi	848,34	534,82	313,52
6283	Autres services extérieurs - frais de ne	312 027,27	24 213,74	287 813,53
6284	Divers - redevances pour services rendus	154 888,23	17 143,96	137 744,27
62876	Remboursements de frais au fgp de rattac	169 267,32	91 029,73	78 237,59
63512	Impôts directs - taxes foncières	455 184,00		455 184,00
63513	Impôts directs - autres impôts locaux	3 633,72		3 633,72
637	Autres impôts taxes et versements assimi	23 028,27	8 168,94	14 859,33
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	13 027 057,66	2 417 288,29	10 609 769,37
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache	52 297,97	37 777,40	14 520,57
6218	Autre personnel extérieur au service	244 834,38	19 546,44	225 287,94
6331	Versement mobilité	61 271,78		61 271,78
6332	Cotisations versées au FNAL	55 678,47		55 678,47
6336	Cotisation au centre national et au cent	110 217,28	2 113,60	108 103,68
64111	Personnel titulaire - rémunération princ	8 293 529,20		8 293 529,20
64112	Personnel titulaire - nbi supplément fam	206 171,54		206 171,54
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	1 633 753,72	1 575,00	1 632 178,72
64131	Personnel non titulaire - rémunération	2 519 692,97	82,61	2 519 610,36
64138	Autres indemnités	486 954,03	143,34	486 810,69
6451	Charges securite sociale et prévoyance c	2 214 597,58		2 214 597,58
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 705 643,56		2 705 643,56
6454	Charges securite sociale et prévoyance c	120 634,75		120 634,75
6455	Charges securite sociale prevoyance-Co	39 763,58		39 763,58
6458	Charges securite sociale et prévoyance c	31 672,52		31 672,52

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
64731	Autres charges sociales allocations chô	32 678,42		32 678,42
6474	Autres charges sociales- versements aux a	117 094,68		117 094,68
6475	Autres charges sociales - médecine du tr	65 093,95	897,50	64 196,45
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	18 991 580,38	62 135,89	18 929 444,49
7391171	Dégrèvement de taxe foncière sur les pro	14,00		14,00
7391172	Dégrèvement de taxe habitation sur les l	97 075,00		97 075,00
7391178	Autres restitutions au titre de dégrèvem	949,00		949,00
739223	Fonds de péréquation des ressources comm	217 910,00		217 910,00
73928	Autres prélèvements pour versements de	6 179,00		6 179,00
7398	Reversements et restitutions et prélèvem	3 556,00		3 556,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	Atténuations de produits	325 683,00		325 683,00
6518	Autres	32 656,95	3 176,40	29 480,55
6531	Indemnités des maires adjoints et conseil	216 624,72		216 624,72
6532	Frais de mission des maires adjoints et	340,74		340,74
6533	Cotisations de retraite des maires adjoi	11 800,14		11 800,14
6534	Cotisations de sécurité sociale des mair	19 303,05		19 303,05
6535	Frais de formation des maires adjoints e	8 870,00	390,00	8 480,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 054,28		3 054,28
6542	Créances éteintes	4 398,75		4 398,75
6553	Contingents et participations obligatoire	2 635 769,97		2 635 769,97
6558	Contingents et participations obligatoire	530 317,49	133 898,30	396 419,19
657351	Subventions fonctionnement aux organisme	200 000,00		200 000,00
657362	Centre communal d'actions sociales (CCAS	922 766,08	12 893,09	909 872,99
65737	Subventions fonctionnement aux organisme	37 000,00		37 000,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	3 867 977,78	256 940,00	3 611 037,78
65888	Autres	2,60		2,60
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	8 490 882,55	407 297,79	8 083 584,76
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 003 060,35		1 003 060,35
66112	Intérêts - rattachement des icne	131 284,30	142 393,82	-11 109,52
6688	Autres	59 038,65		59 038,65
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	1 193 383,30	142 393,82	1 050 989,48
6711	Charges exceptionnelles - intérêts morat	10 123,44	366,00	9 757,44
6712	Charges exceptionnelles - amendes fiscal	100,00		100,00
6718	Charges exceptionnelles - autres charges	1 037 255,80	568,10	1 036 687,70
673	Charges exceptionnelles - titres annulés	9 315,48		9 315,48
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	1 056 794,72	934,10	1 055 860,62
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	43 085 381,61	3 030 049,89	40 055 331,72
675	Charges exceptionnelles - valeurs compta	133 656,96		133 656,96
6761	Différences sur réalisations (positives)	289 596,58		289 596,58
6811	Dotations aux Amortissements immobilisat	2 240 961,81		2 240 961,81
6812	Dotations aux Amortissements des charges	34 592,50		34 592,50
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 698 807,85		2 698 807,85
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	2 698 807,85		2 698 807,85
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	45 784 189,46	3 030 049,89	42 754 139,57

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6096	Rabais - remises - ristournes obtenus su	2 259,35		2 259,35
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	94 479,99		94 479,99
6459	Remboursement sur charges de sécurité so	20 965,00		20 965,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	117 704,34		117 704,34
7018	Autres ventes de produits finis	89 198,08		89 198,08
70311	Utilisation du domaine - concession dans	187 343,00	379,00	186 964,00
70312	Utilisation du domaine - redevances foncières	5 075,00		5 075,00
70323	Utilisation domaine - redevance d'occupation	265 649,51	20 000,00	245 649,51
70328	Utilisation du domaine - autres droits d	167 169,55	682,62	166 486,93
70384	Forfait de post-stationnement	108 226,01		108 226,01
7062	Prestation services redevances et droits	179 333,43		179 333,43
7066	Prestation services - redevances et droi	367 083,11		367 083,11
7067	Prestations services - redevances et dro	158 838,27		158 838,27
70688	Prestations de services autres prestatio	155 995,15	93 458,00	62 537,15
7083	Autres produits-locations diverses (autr	11 521,68		11 521,68
70848	Mise à disposition de personnel facturée	53 043,62	22 346,15	30 697,47
70873	Autres produits - remboursement de frais	49 111,80		49 111,80
70876	Autres produits remboursement frais par	252 360,00		252 360,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Produits des services, du domaine et ven	2 049 948,21	136 865,77	1 913 082,44
73111	Impôts directs locaux	26 747 856,00		26 747 856,00
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou	22 666,86		22 666,86
73211	Attribution de compensation	2 414 975,09	460 674,89	1 954 300,20
73223	Fonds de péréquation des ressources comm	4 981,00		4 981,00
7336	Taxes services publics et domaine - droi	138 259,95		138 259,95

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7338	Taxes services publics et domaine-autres	56 947,62	1 578,71	55 368,91
7342	Versement mobilité	223,14		223,14
7343	Taxes et participations liées à urbanisa	33 813,00		33 813,00
7351	Taxe sur la consommation finale d'électr	696 452,76		696 452,76
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure	1 015 949,53	6 121,98	1 009 827,55
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutatio	2 316 458,32		2 316 458,32
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	Impôts et taxes	33 448 583,27	468 375,58	32 980 207,69
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) do	4 936 177,00		4 936 177,00
74123	Dotation globale fonctionnement (DGF) de	2 659 631,00		2 659 631,00
74127	Dotation nationale de péréquation	481 505,00		481 505,00
744	FCTVA	135 486,00	341 364,00	-205 878,00
7461	D.G.D	434 278,00		434 278,00
74718	Autres participations de l'Etat	574 709,78	79 027,20	495 682,58
7472	Participations - Régions	22 182,69	12 700,00	9 482,69
7473	Participations - Départements	165 412,00	40 403,00	125 009,00
74751	Participations - GFP de rattachement	137 651,02	7 619,19	130 031,83
7478	Participations - autres organismes	2 761 030,56	132 908,43	2 628 122,13
7482	Compensation pour perte de taxe addition	7 705,00		7 705,00
74834	Etat compensation au titre des exonérati	670 071,00		670 071,00
748372	Dotation politique de la ville	19 000,00		19 000,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	41 420,00		41 420,00
7488	Autres attributions et participations	7 854,50		7 854,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Dotations et participations	13 054 113,55	614 021,82	12 440 091,73
752	Autres produits de gestion courante - re	704 589,14	100 935,04	603 654,10

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
757	Autres produits de la gestion courante -	246 517,40		246 517,40
7588	Autres produits divers de gestion couran	306 781,83	46 653,09	260 128,74
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	1 257 888,37	147 588,13	1 110 300,24
7711	Produits exceptionnels sur opérations ge	6 500,00		6 500,00
7713	Produits exceptionnels sur opérations ge	4 532,25		4 532,25
7714	Produits exceptionnels sur opérations ge	768,34		768,34
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	2 100,10		2 100,10
773	Produits exceptionnels mandats annulés (	139 202,30		139 202,30
775	Produits exceptionnels - produits des ce	406 226,79		406 226,79
7788	Produits exceptionnels divers	176 097,84	8 755,11	167 342,73
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	735 427,62	8 755,11	726 672,51
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	50 663 665,36	1 375 606,41	49 288 058,95
7761	Différences sur réalisations (négatives)	17 026,75		17 026,75
7768	Neutralisation des amortissements des su	515 871,53		515 871,53
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	532 898,28		532 898,28
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	532 898,28		532 898,28
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	51 196 563,64	1 375 606,41	49 820 957,23

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		69 986 605,07						69 986 605,07		69 986 605,07
10222	FCTVA		51 672 293,38			1 695 186,00			53 367 479,38		53 367 479,38
10223	TLE		7 352 246,24						7 352 246,24		7 352 246,24
10226	Taxe d'aménagement		1 055 852,99			209 758,06			1 265 611,05		1 265 611,05
10228	Autres fonds d'investissement		153 919,58						153 919,58		153 919,58
1022	Sous Total compte 1022		60 234 312,19			1 904 944,06			62 139 256,25		62 139 256,25
10251	Dons et legs en capital		480 437,77						480 437,77		480 437,77
1025	Sous Total compte 1025		480 437,77						480 437,77		480 437,77
102	Sous Total compte 102		130 701 355,03			1 904 944,06			132 606 299,09		132 606 299,09
1068	Excédit de fonctionnement capitalisé		186 085 735,45			44 428,29	5 254 933,49	44 428,29	191 340 668,94		191 296 240,65
106	Sous Total compte 106		186 085 735,45			44 428,29	5 254 933,49	44 428,29	191 340 668,94		191 296 240,65
10	Sous Total compte 10		316 787 090,48			44 428,29	7 159 877,55	44 428,29	323 946 968,03		323 902 539,74
110	Report à nouveau solde créditeur		6 852 340,14	5 254 933,49	4 656 707,03			5 254 933,49	11 509 047,17		6 254 113,68

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
11	Sous Total compte 11		6 852 340,14	5 254 933,49	4 656 707,03			5 254 933,49	11 509 047,17		6 254 113,68
12	Résultat exercice excéd déficit		4 656 707,03	4 656 707,03				4 656 707,03	4 656 707,03		0,00
12	Sous Total compte 12		4 656 707,03	4 656 707,03				4 656 707,03	4 656 707,03		0,00
1311	Subv équipt transf - Etat et EPN		8 379 701,53				67 020,00		8 446 721,53		8 446 721,53
1312	Subv équipt transf - Région		12 023,00						12 023,00		12 023,00
1318	Subv équipt transf - autres subv		12 999,33						12 999,33		12 999,33
131	Sous Total compte 131		8 404 723,86				67 020,00		8 471 743,86		8 471 743,86
1321	Etat et EPN		17 611 616,78				905 407,73		18 517 024,51		18 517 024,51
1322	Région		20 004 449,61				302 530,11		20 306 979,72		20 306 979,72
1323	Dépt		12 592 600,93				50 991,00		12 643 591,93		12 643 591,93
13241	Communes membres du GFP		8 703,33						8 703,33		8 703,33
1324	Sous Total compte 1324		8 703,33						8 703,33		8 703,33
13251	GFP de rattachement		4 114 498,11			8 038,30		8 038,30	4 114 498,11		4 106 459,81

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13258	Autres groupements		73 904,81						73 904,81		73 904,81
1325	Sous Total compte 1325		4 188 402,92			8 038,30		8 038,30	4 188 402,92		4 180 364,62
1326	Autres EPL		1 283 697,67						1 283 697,67		1 283 697,67
1327	Budget communautaire fonds structurels		3 248 011,80				34 912,50		3 282 924,30		3 282 924,30
1328	Autres		1 640 926,60				23 830,06		1 664 756,66		1 664 756,66
132	Sous Total compte 132		60 578 409,64			8 038,30	1 317 671,40	8 038,30	61 896 081,04		61 888 042,74
1342	Fds afftés équipt non transf amendes pol		10 667 223,43				153 201,00		10 820 424,43		10 820 424,43
1347	Dotation de soutien à l'investissement		327 756,87				703 534,42		1 031 291,29		1 031 291,29
134	Sous Total compte 134		10 994 980,30				856 735,42		11 851 715,72		11 851 715,72
1383	Autres subv invest non transf Dépt		97 440,64						97 440,64		97 440,64
138	Sous Total compte 138		97 440,64						97 440,64		97 440,64
13911	Subv équipt transf - Etat EPN	1 707 983,58						1 707 983,58		1 707 983,58	
1391	Sous Total compte 1391	1 707 983,58						1 707 983,58		1 707 983,58	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139	Sous Total compte 139	1 707 983,58						1 707 983,58		1 707 983,58	
13	Sous Total compte 13	1 707 983,58	80 075 554,44			8 038,30	2 241 426,82	1 716 021,88	82 316 981,26		80 600 959,38
15111	Prov litiges (nb)		4 500,00						4 500,00		4 500,00
1511	Sous Total compte 1511		4 500,00						4 500,00		4 500,00
151	Sous Total compte 151		4 500,00						4 500,00		4 500,00
15	Sous Total compte 15		4 500,00						4 500,00		4 500,00
1641	Emprunts en euros		60 770 144,04			5 376 800,47	5 000 000,00	5 376 800,47	65 770 144,04		60 393 343,57
164	Sous Total compte 164		60 770 144,04			5 376 800,47	5 000 000,00	5 376 800,47	65 770 144,04		60 393 343,57
165	Dép et caution reçus		326 204,30			2 699,86	2 503,00	2 699,86	328 707,30		326 007,44
1678	Autres emprunts et dettes			0,02	0,02			0,02	0,02		0,00
167	Sous Total compte 167			0,02	0,02			0,02	0,02		0,00
16818	Autres empts - autres prêteurs		905 260,35						905 260,35		905 260,35
1681	Sous Total compte 1681		905 260,35						905 260,35		905 260,35

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
168758	Autres groupements		88 719,23						88 719,23		88 719,23
16875	Sous Total compte 16875		88 719,23						88 719,23		88 719,23
16876	Autres dettes - autres epl		15 841,89						15 841,89		15 841,89
16878	Autres dettes - autres orga et particul	8 219,29						8 219,29		8 219,29	
1687	Sous Total compte 1687	8 219,29	104 561,12					8 219,29	104 561,12		96 341,83
16884	Ints courus sur emprunts éts financiers		184 913,05	184 913,05	131 284,30			184 913,05	316 197,35		131 284,30
1688	Sous Total compte 1688		184 913,05	184 913,05	131 284,30			184 913,05	316 197,35		131 284,30
168	Sous Total compte 168	8 219,29	1 194 734,52	184 913,05	131 284,30			193 132,34	1 326 018,82		1 132 886,48
16	Sous Total compte 16	8 219,29	62 291 082,86	184 913,07	131 284,32	5 379 500,33	5 002 503,00	5 572 632,69	67 424 870,18		61 852 237,49
192	Plus ou moins-values cessions immo		11 495 223,39			17 026,75	289 596,58	17 026,75	11 784 819,97		11 767 793,22
193	Autres neutralisations et régularisation	38 182,18						38 182,18		38 182,18	
198	Neutralisation des amortissements des su					515 871,53		515 871,53		515 871,53	
19	Sous Total compte 19	38 182,18	11 495 223,39			532 898,28	289 596,58	571 080,46	11 784 819,97		11 213 739,51

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1	1 754 385,05	482 162 498,34	10 096 553,59	4 787 991,35	5 964 865,20	14 693 403,95	17 815 803,84	501 643 893,64	2 270 256,58	486 098 346,38
202	Frais réalisation doc urb et num cadast	79 320,00						79 320,00		79 320,00	
2031	Frais d'études	1 350 842,83				35 509,74		1 386 352,57		1 386 352,57	
2033	Frais d'insertion	153 351,93				9 180,00		162 531,93		162 531,93	
203	Sous Total compte 203	1 504 194,76				44 689,74		1 548 884,50		1 548 884,50	
204111	Biens mobiliers, matériel et études	4 544,80						4 544,80		4 544,80	
20411	Sous Total compte 20411	4 544,80						4 544,80		4 544,80	
204131	Biens mobiliers, matériel et études	5 600,00						5 600,00		5 600,00	
204132	Bâtiments et installations	396 948,97				366 666,00		763 614,97		763 614,97	
20413	Sous Total compte 20413	402 548,97				366 666,00		769 214,97		769 214,97	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	2 112,00						2 112,00		2 112,00	
204141	Sous Total compte 204141	2 112,00						2 112,00		2 112,00	
20414	Sous Total compte 20414	2 112,00						2 112,00		2 112,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041512	Bâtiments et installations	291 212,89						291 212,89		291 212,89	
204151	Sous Total compte 204151	291 212,89						291 212,89		291 212,89	
20415	Sous Total compte 20415	291 212,89						291 212,89		291 212,89	
204172	Bâtiments et installations	8 281 640,35				140 296,41		8 421 936,76		8 421 936,76	
20417	Sous Total compte 20417	8 281 640,35				140 296,41		8 421 936,76		8 421 936,76	
204182	Bâtiments et installations	99 059,86				56 976,64		156 036,50		156 036,50	
20418	Sous Total compte 20418	99 059,86				56 976,64		156 036,50		156 036,50	
2041	Sous Total compte 2041	9 081 118,87				563 939,05		9 645 057,92		9 645 057,92	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	1 989 175,58				232 479,58		2 221 655,16		2 221 655,16	
20422	Bâtiments et installations	1 326 644,16				53 559,30		1 380 203,46		1 380 203,46	
2042	Sous Total compte 2042	3 315 819,74				286 038,88		3 601 858,62		3 601 858,62	
2046	Attributions de compensation d'investiss	47 161,53				714 033,60		761 195,13		761 195,13	
204	Sous Total compte 204	12 444 100,14				1 564 011,53		14 008 111,67		14 008 111,67	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2051	Concessions et droits similaires	2 407 032,82				109 980,99		2 517 013,81		2 517 013,81	
205	Sous Total compte 205	2 407 032,82				109 980,99		2 517 013,81		2 517 013,81	
20	Sous Total compte 20	16 434 647,72				1 718 682,26		18 153 329,98		18 153 329,98	
2111	Terrains nus	4 088 682,35				4 771,61		4 093 453,96		4 093 453,96	
2112	Terrains de voirie	895 129,55						895 129,55		895 129,55	
2113	Terr aménagés autres que voirie	1 525 058,82						1 525 058,82		1 525 058,82	
2115	Terrains bâtis	2 416 587,36				679 400,00	125 128,47	3 095 987,36	125 128,47	2 970 858,89	
2116	Cimetières	30 352,84						30 352,84		30 352,84	
2117	Bois et forêts	26 109,88						26 109,88		26 109,88	
2118	Autres terrains	729 871,49					1 727,28	729 871,49	1 727,28	728 144,21	
211	Sous Total compte 211	9 711 792,29				684 171,61	126 855,75	10 395 963,90	126 855,75	10 269 108,15	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 647 825,13				139 569,46		1 787 394,59		1 787 394,59	
2128	Autres agencet et aménagt terrains	5 190 067,55						5 190 067,55		5 190 067,55	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
212	Sous Total compte 212	6 837 892,68				139 569,46		6 977 462,14		6 977 462,14	
21311	Hôtel de ville	3 910 509,71						3 910 509,71		3 910 509,71	
21312	Batiments scolaires	24 779 901,52						24 779 901,52		24 779 901,52	
21318	Autres batiments publics	54 062 717,95						54 062 717,95		54 062 717,95	
2131	Sous Total compte 2131	82 753 129,18						82 753 129,18		82 753 129,18	
2132	Immeubles de rapport	19 543 732,42						19 543 732,42		19 543 732,42	
2135	Instal gales agencé amégts const	8 342 897,07				540 213,43	9 107,53	8 883 110,50	9 107,53	8 874 002,97	
2138	Autres constructions	17 193 542,85						17 193 542,85		17 193 542,85	
213	Sous Total compte 213	127 833 301,52				540 213,43	9 107,53	128 373 514,95	9 107,53	128 364 407,42	
2141	Construct sur sol autrui bats publics	3 278 184,32						3 278 184,32		3 278 184,32	
214	Sous Total compte 214	3 278 184,32						3 278 184,32		3 278 184,32	
2151	Réseaux de voirie	39 635 668,14				58 826,88		39 694 495,02		39 694 495,02	
2152	Installations de voirie	8 574 967,16				146 121,36		8 721 088,52		8 721 088,52	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21531	Réseaux adduction eau	127 774,60						127 774,60		127 774,60	
21532	Réseaux assainissement	2 587 038,63						2 587 038,63		2 587 038,63	
21533	Réseaux cablés					21 842,40		21 842,40		21 842,40	
21534	Réseaux électrification	11 696 200,63						11 696 200,63		11 696 200,63	
21538	Autres réseaux	3 063 221,82						3 063 221,82		3 063 221,82	
2153	Sous Total compte 2153	17 474 235,68				21 842,40		17 496 078,08		17 496 078,08	
21568	Autre mat outil incendie déf civ	65 595,77				15 360,00		80 955,77		80 955,77	
2156	Sous Total compte 2156	65 595,77				15 360,00		80 955,77		80 955,77	
21571	Mat outil voirie mat roulant	86 130,96						86 130,96		86 130,96	
21578	Autre mat et outillage de voirie	826 593,48						826 593,48		826 593,48	
2157	Sous Total compte 2157	912 724,44						912 724,44		912 724,44	
2158	Autres instal mat outil tech	46 301 623,40						46 301 623,40		46 301 623,40	
215	Sous Total compte 215	112 964 814,59				242 150,64		113 206 965,23		113 206 965,23	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2161	Oeuvres et objets d'art	1 196 259,57						1 196 259,57		1 196 259,57	
2162	Fonds anciens des bibliothèques musées	1 620 818,65						1 620 818,65		1 620 818,65	
2168	Autres collections et oeuvres d'art	194 441,47				2 107,20		196 548,67		196 548,67	
216	Sous Total compte 216	3 011 519,69				2 107,20		3 013 626,89		3 013 626,89	
21757	Mat et outillage de voirie	57 159,89						57 159,89		57 159,89	
21758	Autres instal mat outil tech	724,93						724,93		724,93	
2175	Sous Total compte 2175	57 884,82						57 884,82		57 884,82	
21782	Mat de transport	3 364,60						3 364,60		3 364,60	
2178	Sous Total compte 2178	3 364,60						3 364,60		3 364,60	
217	Sous Total compte 217	61 249,42						61 249,42		61 249,42	
2181	Instal gales agencé amngts divers	380 120,70						380 120,70		380 120,70	
2182	Mat de transport	7 711 070,86					6 892,73	7 711 070,86	6 892,73	7 704 178,13	
2183	Mat bureau mat informatique	6 360 653,88				90 664,10	1 139,40	6 451 317,98	1 139,40	6 450 178,58	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2184	Mobilier	3 134 328,86			1,00	199 004,85		3 333 333,71	1,00	3 333 332,71	
2188	Autres immobilisations corporelles	11 204 955,28			2 308,28	151 516,43	464,00	11 356 471,71	2 772,28	11 353 699,43	
218	Sous Total compte 218	28 791 129,58			2 309,28	441 185,38	8 496,13	29 232 314,96	10 805,41	29 221 509,55	
21	Sous Total compte 21	292 489 884,09			2 309,28	2 049 397,72	144 459,41	294 539 281,81	146 768,69	294 392 513,12	
2281	Instal gales agent amngts divers	14 509,54						14 509,54		14 509,54	
228	Sous Total compte 228	14 509,54						14 509,54		14 509,54	
22	Sous Total compte 22	14 509,54						14 509,54		14 509,54	
2312	Agencements et aménagements de terrains	4 550 215,29				399 351,53		4 949 566,82		4 949 566,82	
2313	Constructions	123 177 412,58				3 430 341,41	6 343,04	126 607 753,99	6 343,04	126 601 410,95	
2314	Constructions sur sol autrui	1 196,00						1 196,00		1 196,00	
2315	Instal mat outil techn	68 860 941,56				2 763 957,58		71 624 899,14		71 624 899,14	
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	774 544,17				101 677,13		876 221,30		876 221,30	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	530,72						530,72		530,72	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231	Sous Total compte 231	197 364 840,32				6 695 327,65	6 343,04	204 060 167,97	6 343,04	204 053 824,93	
238	Avances acptes vers sur immob corpo	546 612,26				153 892,20	109 697,81	700 504,46	109 697,81	590 806,65	
23	Sous Total compte 23	197 911 452,58				6 849 219,85	116 040,85	204 760 672,43	116 040,85	204 644 631,58	
241	Immo mises en concession ou en affermage	178 082,05						178 082,05		178 082,05	
2421	Immob mises à dispo Région (ensgt)	11 595 742,31						11 595 742,31		11 595 742,31	
2422	Immob mises à dispo Dépt (ensgt)	5 567 001,26						5 567 001,26		5 567 001,26	
2424	Immob mises à dispo sdis	1 032 963,73						1 032 963,73		1 032 963,73	
242	Sous Total compte 242	18 195 707,30						18 195 707,30		18 195 707,30	
246	Immob mises à dispo EPCI	3 776 804,56						3 776 804,56		3 776 804,56	
24	Sous Total compte 24	22 150 593,91						22 150 593,91		22 150 593,91	
261	Titres de participation	136 530,44						136 530,44		136 530,44	
26	Sous Total compte 26	136 530,44						136 530,44		136 530,44	
274	Prêts	30 000,00						30 000,00		30 000,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
275	Dépôts et cautionnements versés	26 362,11						26 362,11		26 362,11	
2762	Créances transf droits déduction TVA					17 053,97	17 053,97	17 053,97	17 053,97		0,00
276358	Créances sur autres regroupts	78 657,11						78 657,11		78 657,11	
27635	Sous Total compte 27635	78 657,11						78 657,11		78 657,11	
2763	Sous Total compte 2763	78 657,11						78 657,11		78 657,11	
276	Sous Total compte 276	78 657,11				17 053,97	17 053,97	95 711,08	17 053,97	78 657,11	
27	Sous Total compte 27	135 019,22				17 053,97	17 053,97	152 073,19	17 053,97	135 019,22	
2802	Amort frais réal doc urb et num cadastre		20 851,20				6 950,40		27 801,60		27 801,60
28031	Amort frais études		22 798,80						22 798,80		22 798,80
2803	Sous Total compte 2803		22 798,80						22 798,80		22 798,80
2804111	Biens mobiliers, matériel et études		2 120,93				302,99		2 423,92		2 423,92
280411	Sous Total compte 280411		2 120,93				302,99		2 423,92		2 423,92
2804131	Biens mobiliers, matériel et études		2 239,98				373,33		2 613,31		2 613,31

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280413	Sous Total compte 280413		2 239,98				373,33		2 613,31		2 613,31
2804151	Bâtiments et installations		40 536,24				6 756,04		47 292,28		47 292,28
2804151	Sous Total compte 2804151		40 536,24				6 756,04		47 292,28		47 292,28
280415	Sous Total compte 280415		40 536,24				6 756,04		47 292,28		47 292,28
2804172	Bâtiments et installations		4 744 118,61				315 981,03		5 060 099,64		5 060 099,64
280417	Sous Total compte 280417		4 744 118,61				315 981,03		5 060 099,64		5 060 099,64
2804182	Bâtiments et installations		8 050,08				1 341,68		9 391,76		9 391,76
280418	Sous Total compte 280418		8 050,08				1 341,68		9 391,76		9 391,76
28041	Sous Total compte 28041		4 797 065,84				324 755,07		5 121 820,91		5 121 820,91
280421	Biens mobiliers, matériel et études		460 393,70				66 942,00		527 335,70		527 335,70
280422	Bâtiments et installations		700 118,99				126 609,44		826 728,43		826 728,43
28042	Sous Total compte 28042		1 160 512,69				193 551,44		1 354 064,13		1 354 064,13
28046	Attributions de compensation d'investiss						281 516,53		281 516,53		281 516,53

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804	Sous Total compte 2804		5 957 578,53				799 823,04		6 757 401,57		6 757 401,57
28051	Concessions et droits similaires		1 867 977,51				166 224,28		2 034 201,79		2 034 201,79
2805	Sous Total compte 2805		1 867 977,51				166 224,28		2 034 201,79		2 034 201,79
280	Sous Total compte 280		7 869 206,04				972 997,72		8 842 203,76		8 842 203,76
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		8 055,02				2 087,27		10 142,29		10 142,29
28128	Amort autres agencet amégat terr		182 900,76						182 900,76		182 900,76
2812	Sous Total compte 2812		190 955,78				2 087,27		193 043,05		193 043,05
281318	Amort autres bâtiments publics		2 469 161,24						2 469 161,24		2 469 161,24
28131	Sous Total compte 28131		2 469 161,24						2 469 161,24		2 469 161,24
28132	Immeubles de rapport		3 529 178,64				441 147,33		3 970 325,97		3 970 325,97
28135	Amort instal gales agencet amégat constru		16 056,30				1 859,00		17 915,30		17 915,30
2813	Sous Total compte 2813		6 014 396,18				443 006,33		6 457 402,51		6 457 402,51
28152	Installations de voirie		279 652,74				74 988,39		354 641,13		354 641,13

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281568	Amort aut matér outil incend déf civile		32 270,10						32 270,10		32 270,10
28156	Sous Total compte 28156		32 270,10						32 270,10		32 270,10
281571	Mat roulant		62 423,10						62 423,10		62 423,10
281578	Amort autre mat outillage de voirie		367 088,46						367 088,46		367 088,46
28157	Sous Total compte 28157		429 511,56						429 511,56		429 511,56
28158	Autres instal mat outil tech		16 135 750,91						16 135 750,91		16 135 750,91
2815	Sous Total compte 2815		16 877 185,31				74 988,39		16 952 173,70		16 952 173,70
281757	Amort mat outillage voirie		57 159,89						57 159,89		57 159,89
281758	Autres instal mat outil tech		724,92						724,92		724,92
28175	Sous Total compte 28175		57 884,81						57 884,81		57 884,81
281782	Mat de transport		3 364,59						3 364,59		3 364,59
28178	Sous Total compte 28178		3 364,59						3 364,59		3 364,59
2817	Sous Total compte 2817		61 249,40						61 249,40		61 249,40

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28181	Instal gales agenct amngts divers		62 754,14				19 793,00		82 547,14		82 547,14
28182	Mat de transport		6 990 470,44				247 159,50		7 237 629,94		7 237 629,94
28183	Mat bureau mat informatique		5 404 935,13				189 570,33		5 594 505,46		5 594 505,46
28184	Mobilier		2 831 949,59		1,00		70 865,54	1,00	2 902 815,13		2 902 814,13
28188	Amort autres immobilisations corporelles		9 559 187,16	2 308,28			220 493,73	2 308,28	9 779 680,89		9 777 372,61
2818	Sous Total compte 2818		24 849 296,46	2 309,28			747 882,10	2 309,28	25 597 178,56		25 594 869,28
281	Sous Total compte 281		47 993 083,13	2 309,28			1 267 964,09	2 309,28	49 261 047,22		49 258 737,94
28281	Instal gales agenct amngts divers		5 228,74						5 228,74		5 228,74
2828	Sous Total compte 2828		5 228,74						5 228,74		5 228,74
282	Sous Total compte 282		5 228,74						5 228,74		5 228,74
28	Sous Total compte 28		55 867 517,91	2 309,28			2 240 961,81	2 309,28	58 108 479,72		58 106 170,44
	Total classe 2	529 272 637,50	55 867 517,91	2 309,28	2 309,28	10 634 353,80	2 518 516,04	539 909 300,58	58 388 343,23	539 627 127,79	58 106 170,44
4011	Fournisseurs		389 745,03	10 446 145,00	10 546 835,65			10 446 145,00	10 936 580,68		490 435,68

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		18 347,10	3 583,99	6 570,18			3 583,99	24 917,28		21 333,29
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			9 630,00	9 630,00			9 630,00	9 630,00		0,00
4017	Sous Total compte 4017		18 347,10	13 213,99	16 200,18			13 213,99	34 547,28		21 333,29
401	Sous Total compte 401		408 092,13	10 459 358,99	10 563 035,83			10 459 358,99	10 971 127,96		511 768,97
4041	Fournis immob		623 098,58	10 222 113,30	9 627 295,16			10 222 113,30	10 250 393,74		28 280,44
40471	Fournis immob - retenues de garantie		261 128,02	125 869,25	92 915,87			125 869,25	354 043,89		228 174,64
40472	Fournisseurs immo - Cession, Oppositions		22 307,50	569 982,63	547 675,13			569 982,63	569 982,63		0,00
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés		600,00	6 900,00	6 300,00			6 900,00	6 900,00		0,00
4047	Sous Total compte 4047		284 035,52	702 751,88	646 891,00			702 751,88	930 926,52		228 174,64
404	Sous Total compte 404		907 134,10	10 924 865,18	10 274 186,16			10 924 865,18	11 181 320,26		256 455,08
408	Fournis factures non parvenues		2 858 343,57	5 698 065,47	4 951 526,08			5 698 065,47	7 809 869,65		2 111 804,18
40971	Fournis autres avoirs amiable			2 259,35	2 259,35			2 259,35	2 259,35		0,00
4097	Sous Total compte 4097			2 259,35	2 259,35			2 259,35	2 259,35		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
409	Sous Total compte 409			2 259,35	2 259,35			2 259,35	2 259,35		0,00
40	Sous Total compte 40		4 173 569,80	27 084 548,99	25 791 007,42			27 084 548,99	29 964 577,22		2 880 028,23
4111	Redevables - amiable	1 075 179,66		2 012 339,63	2 831 564,25			3 087 519,29	2 831 564,25	255 955,04	
4116	Redevables - contentieux	172 175,47		628 366,67	313 740,00			800 542,14	313 740,00	486 802,14	
411	Sous Total compte 411	1 247 355,13		2 640 706,30	3 145 304,25			3 888 061,43	3 145 304,25	742 757,18	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	292 041,70		700 219,92	845 055,69			992 261,62	845 055,69	147 205,93	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	19 453,74		131 476,91	143 999,40			150 930,65	143 999,40	6 931,25	
414	Sous Total compte 414	311 495,44		831 696,83	989 055,09			1 143 192,27	989 055,09	154 137,18	
4161	Créances douteuses	193,98						193,98		193,98	
416	Sous Total compte 416	193,98						193,98		193,98	
4181	Redevables produits non encore facturés	95 346,20			95 346,20			95 346,20	95 346,20		0,00
418	Sous Total compte 418	95 346,20			95 346,20			95 346,20	95 346,20		0,00
41	Sous Total compte 41	1 654 390,75		3 472 403,13	4 229 705,54			5 126 793,88	4 229 705,54	897 088,34	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
421	Personnel - rémunérations dues			11 532 105,54	11 532 105,54			11 532 105,54	11 532 105,54		0,00
427	Personnel - oppositions			33 251,79	33 251,79			33 251,79	33 251,79		0,00
429	Deficit débetables comptables et régisseurs	2 131,00			6,40			2 131,00	6,40	2 124,60	
42	Sous Total compte 42	2 131,00		11 565 357,33	11 565 363,73			11 567 488,33	11 565 363,73	2 124,60	
431	Sécurité sociale			4 249 787,76	4 253 610,85			4 249 787,76	4 253 610,85		3 823,09
437	Autres organismes sociaux		353,34	2 614 950,51	2 618 497,17			2 614 950,51	2 618 850,51		3 900,00
43	Sous Total compte 43		353,34	6 864 738,27	6 872 108,02			6 864 738,27	6 872 461,36		7 723,09
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	10 873,60		2 000,00	12 873,60			12 873,60	12 873,60		0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			10 873,60	10 873,60			10 873,60	10 873,60		0,00
441	Sous Total compte 441	10 873,60		12 873,60	23 747,20			23 747,20	23 747,20		0,00
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	1 075,21		211 826,04	230 641,25			212 901,25	230 641,25		17 740,00
442	Sous Total compte 442	1 075,21		211 826,04	230 641,25			212 901,25	230 641,25		17 740,00
44311	Opér particul avec Etat dépenses			322 227,00	322 227,00			322 227,00	322 227,00		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4431	Sous Total compte 4431			322 227,00	322 227,00			322 227,00	322 227,00		0,00
44331	Opér particulières avec Département_Dé			366 666,00	366 666,00			366 666,00	366 666,00		0,00
4433	Sous Total compte 4433			366 666,00	366 666,00			366 666,00	366 666,00		0,00
44341	Opér part av Etat communes dépenses		1 905,32	2 216,20	10 615,13			2 216,20	12 520,45		10 304,25
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable			386 095,20				386 095,20		386 095,20	
4434	Sous Total compte 4434		1 905,32	388 311,40	10 615,13			388 311,40	12 520,45	375 790,95	
44351	Opér particul grp dépenses		74 393,46	475 097,39	1 342 953,71			475 097,39	1 417 347,17		942 249,78
44352	Opér particul avec grp recettes amiable			22 346,15	22 346,15			22 346,15	22 346,15		0,00
4435	Sous Total compte 4435		74 393,46	497 443,54	1 365 299,86			497 443,54	1 439 693,32		942 249,78
44371	Opér part av Etat col pub ccas dépenses			957 814,19	957 814,19			957 814,19	957 814,19		0,00
44372	Opér part avec Etat ccas rec amiable			49 111,80	49 111,80			49 111,80	49 111,80		0,00
4437	Sous Total compte 4437			1 006 925,99	1 006 925,99			1 006 925,99	1 006 925,99		0,00
44381	Aut serv organ pub - dépenses		27 414,00	3 032 600,31	3 039 615,47			3 032 600,31	3 067 029,47		34 429,16

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	48 708,23		25 350,00	74 058,23			74 058,23	74 058,23		0,00
4438	Sous Total compte 4438	48 708,23	27 414,00	3 057 950,31	3 113 673,70			3 106 658,54	3 141 087,70		34 429,16
443	Sous Total compte 443	48 708,23	103 712,78	5 639 524,24	6 185 407,68			5 688 232,47	6 289 120,46		600 887,99
44551	Etat - TVA à décaisser		351,00	110 542,00	140 828,00			110 542,00	141 179,00		30 637,00
4455	Sous Total compte 4455		351,00	110 542,00	140 828,00			110 542,00	141 179,00		30 637,00
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			12 738,44	12 738,00			12 738,44	12 738,00	0,44	
44566	TVA déduct sur autres biens et services	585,58		23 685,19	23 880,00			24 270,77	23 880,00	390,77	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	28 293,00		50 947,00	60 195,00			79 240,00	60 195,00	19 045,00	
4456	Sous Total compte 4456	28 878,58		87 370,63	96 813,00			116 249,21	96 813,00	19 436,21	
44571	Etat - TVA collectée		65 498,83	163 521,61	85 588,13			163 521,61	151 086,96	12 434,65	
4457	Sous Total compte 4457		65 498,83	163 521,61	85 588,13			163 521,61	151 086,96	12 434,65	
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			58 669,00	58 669,00			58 669,00	58 669,00		0,00
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie			361,25	361,25			361,25	361,25		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
445888	Taxes chiffre d'aff à régul ou attente	36 788,90						36 788,90		36 788,90	
44588	Sous Total compte 44588	36 788,90						36 788,90		36 788,90	
4458	Sous Total compte 4458	36 788,90		59 030,25	59 030,25			95 819,15	59 030,25	36 788,90	
445	Sous Total compte 445	65 667,48	65 849,83	420 464,49	382 259,38			486 131,97	448 109,21	38 022,76	
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés		1 913,87	578 321,28	578 634,96			578 321,28	580 548,83		2 227,55
4486	Autres charges à payer				101 000,00				101 000,00		101 000,00
4487	Produits à recevoir	648 990,51		1 160 080,47	648 990,51			1 809 070,98	648 990,51	1 160 080,47	
448	Sous Total compte 448	648 990,51		1 160 080,47	749 990,51			1 809 070,98	749 990,51	1 059 080,47	
44	Sous Total compte 44	775 315,03	171 476,48	8 023 090,12	8 150 680,98			8 798 405,15	8 322 157,46	476 247,69	
451007	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		401 987,37	28 017,77	161 153,83			28 017,77	563 141,20		535 123,43
451	Sous Total compte 451		401 987,37	28 017,77	161 153,83			28 017,77	563 141,20		535 123,43
4581001	Dépenses (à subdiviser par mandat)	139 560,87						139 560,87		139 560,87	
4581002	Dépenses (à subdiviser par mandat)	106 467,82						106 467,82		106 467,82	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581003	Dépenses (à subdiviser par mandat)	158 409,22						158 409,22		158 409,22	
4581004	Dépenses (à subdiviser par mandat)	87 541,47						87 541,47		87 541,47	
458105	Dépenses (à subdiviser par mandat)	847 952,94						847 952,94		847 952,94	
458106	Dépenses (à subdiviser par mandat)	103 136,10						103 136,10		103 136,10	
458107	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 918,08						2 918,08		2 918,08	
458108	Dépenses (à subdiviser par mandat)	9 180,00						9 180,00		9 180,00	
458109	Dépenses (à subdiviser par mandat)	690,00						690,00		690,00	
458110	Dépenses (à subdiviser par mandat)	11 296,80				91 283,77		102 580,57		102 580,57	
4581	Sous Total compte 4581	1 467 153,30				91 283,77		1 558 437,07		1 558 437,07	
4582001	Recettes (à subdiviser par mandat)		45 458,33						45 458,33		45 458,33
4582002	Recettes (à subdiviser par mandat)		71 315,00						71 315,00		71 315,00
4582003	Recettes (à subdiviser par mandat)		98 114,00						98 114,00		98 114,00
4582004	Recettes (à subdiviser par mandat)		38 700,00						38 700,00		38 700,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458205	Recettes (à subdiviser par mandat)		653 999,04						653 999,04		653 999,04
458206	Recettes (à subdiviser par mandat)		100 000,00						100 000,00		100 000,00
458209	Recettes (à subdiviser par mandat)		6 250,26				39 933,74		46 184,00		46 184,00
45822	Recettes (à subdiviser par mandat)		86 701,76						86 701,76		86 701,76
4582	Sous Total compte 4582		1 100 538,39				39 933,74		1 140 472,13		1 140 472,13
458	Sous Total compte 458	1 467 153,30	1 100 538,39			91 283,77	39 933,74	1 558 437,07	1 140 472,13	417 964,94	
45	Sous Total compte 45	1 467 153,30	1 502 525,76	28 017,77	161 153,83	91 283,77	39 933,74	1 586 454,84	1 703 613,33		117 158,49
4621	Créances cess immob - amiable			406 226,79	401 837,23			406 226,79	401 837,23	4 389,56	
4626	Créances cess immob - contentieux	2 200,00			2 200,00			2 200,00	2 200,00		0,00
462	Sous Total compte 462	2 200,00		406 226,79	404 037,23			408 426,79	404 037,23	4 389,56	
4633	Empt publics - titres amort ou k à remb		564,06						564,06		564,06
463	Sous Total compte 463		564,06						564,06		564,06
4643	Vacations encaissées à reverser			8 976,00	11 968,00			8 976,00	11 968,00		2 992,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
464	Sous Total compte 464			8 976,00	11 968,00			8 976,00	11 968,00		2 992,00
466	Excédit de versement		3 235,59	9 034,58	15 118,07			9 034,58	18 353,66		9 319,08
46711	Autres comptes créditeurs		255 290,92	5 799 486,06	5 680 132,65			5 799 486,06	5 935 423,57		135 937,51
4671	Sous Total compte 4671		255 290,92	5 799 486,06	5 680 132,65			5 799 486,06	5 935 423,57		135 937,51
46721	Débiteurs divers - amiable	364 774,21		753 230,99	883 756,35			1 118 005,20	883 756,35	234 248,85	
46726	Débiteurs divers - contentieux	120 930,70		40 129,28	92 811,12			161 059,98	92 811,12	68 248,86	
4672	Sous Total compte 4672	485 704,91		793 360,27	976 567,47			1 279 065,18	976 567,47	302 497,71	
4675	Mandataires opérations déléguées recette		220,00	220,00				220,00	220,00		0,00
467	Sous Total compte 467	485 704,91	255 510,92	6 593 066,33	6 656 700,12			7 078 771,24	6 912 211,04	166 560,20	
46	Sous Total compte 46	487 904,91	259 310,57	7 017 303,70	7 087 823,42			7 505 208,61	7 347 133,99	158 074,62	
4711	Verst des régisseurs	73 625,25		1 271 299,74	1 346 982,84			1 344 924,99	1 346 982,84		2 057,85
4712	Virements réimputés			56 149,54	57 323,54			56 149,54	57 323,54		1 174,00
47131	Raet : verst contrib directes	6 179,00		26 794 912,00	26 801 091,00			26 801 091,00	26 801 091,00		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47132	Raet : verst dgf			8 077 313,00	8 077 313,00			8 077 313,00	8 077 313,00		0,00
47133	Raet : fonds d'emprunt			9 995 500,00	9 995 500,00			9 995 500,00	9 995 500,00		0,00
47134	Raet : subv		1 031,74	1 236 510,72	1 274 574,98			1 236 510,72	1 275 606,72		39 096,00
47138	Raet : autres	420 167,81		13 025 427,67	13 446 687,66			13 445 595,48	13 446 687,66		1 092,18
4713	Sous Total compte 4713	426 346,81	1 031,74	59 129 663,39	59 595 166,64			59 556 010,20	59 596 198,38		40 188,18
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		2 377,30	7 138,79	5 284,08			7 138,79	7 661,38		522,59
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		21 292,83	504 017,22	482 724,42			504 017,22	504 017,25		0,03
47141	Sous Total compte 47141		23 670,13	511 156,01	488 008,50			511 156,01	511 678,63		522,62
47143	Flux d'encaissements à réimputer			207,00	265,11			207,00	265,11		58,11
4714	Sous Total compte 4714		23 670,13	511 363,01	488 273,61			511 363,01	511 943,74		580,73
47171	Recettes relevé BDF - Hors Héra		70,00	70,00				70,00	70,00		0,00
4717	Sous Total compte 4717		70,00	70,00				70,00	70,00		0,00
4718	Autres recettes à régulariser		11 431,62	3 420 403,14	3 414 159,58			3 420 403,14	3 425 591,20		5 188,06

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471	Sous Total compte 471	499 972,06	36 203,49	64 388 948,82	64 901 906,21			64 888 920,88	64 938 109,70		49 188,82
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts			6 575 154,00	6 575 154,00			6 575 154,00	6 575 154,00		0,00
47218	Autres dépenses	4 380,00		48 386,88	52 766,88			52 766,88	52 766,88		0,00
4721	Sous Total compte 4721	4 380,00		6 623 540,88	6 627 920,88			6 627 920,88	6 627 920,88		0,00
4722	Commissions bancaires en instance de mdt	42,15		67,18	109,33			109,33	109,33		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			3 166 085,83	3 166 082,23			3 166 085,83	3 166 082,23	3,60	
472	Sous Total compte 472	4 422,15		9 789 693,89	9 794 112,44			9 794 116,04	9 794 112,44	3,60	
4781	Frais de poursuites rattachés	173,83			173,83			173,83	173,83		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,12			1,12			1,12	1,12		0,00
478	Sous Total compte 478	174,95			174,95			174,95	174,95		0,00
47	Sous Total compte 47	504 569,16	36 203,49	74 178 642,71	74 696 193,60			74 683 211,87	74 732 397,09		49 185,22
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID	138 369,98					34 592,50	138 369,98	34 592,50	103 777,48	
481	Sous Total compte 481	138 369,98					34 592,50	138 369,98	34 592,50	103 777,48	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
487	Produits constatés d'avance				4 305,68				4 305,68		4 305,68
48	Sous Total compte 48	138 369,98			4 305,68		34 592,50	138 369,98	38 898,18	99 471,80	
4911	Prov dépréciat comptes redevables (nb)		50 000,00						50 000,00		50 000,00
491	Sous Total compte 491		50 000,00						50 000,00		50 000,00
49	Sous Total compte 49		50 000,00						50 000,00		50 000,00
	Total classe 4	5 029 834,13	6 193 439,44	138 234 102,02	138 558 342,22	91 283,77	74 526,24	143 355 219,92	144 826 307,90	4 483 153,79	5 954 241,77
5113	Titres spéc de paiemt et assim à encais	150,00		280,00	240,00			430,00	240,00	190,00	
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEment			6 692,23	6 692,23			6 692,23	6 692,23		0,00
5116	TIP à l'encaissement			254,90	254,90			254,90	254,90		0,00
51172	Chèques impayés			79 370,20	79 370,20			79 370,20	79 370,20		0,00
51178	Autres valeurs impayées			2 321,42	2 321,42			2 321,42	2 321,42		0,00
5117	Sous Total compte 5117			81 691,62	81 691,62			81 691,62	81 691,62		0,00
5118	Autres valeurs à l'encaisSEment			63 147,35	63 147,35			63 147,35	63 147,35		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
511	Sous Total compte 511	150,00		152 066,10	152 026,10			152 216,10	152 026,10	190,00	
515	Compte au trésor	8 157 150,62		58 666 390,57	55 984 348,32			66 823 541,19	55 984 348,32	10 839 192,87	
51	Sous Total compte 51	8 157 300,62		58 818 456,67	56 136 374,42			66 975 757,29	56 136 374,42	10 839 382,87	
5411	Disponibilités chez régisseurs d'avances	4 507,15		6 311,66	5 605,73			10 818,81	5 605,73	5 213,08	
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	1 080,00			500,00			1 080,00	500,00	580,00	
541	Sous Total compte 541	5 587,15		6 311,66	6 105,73			11 898,81	6 105,73	5 793,08	
54	Sous Total compte 54	5 587,15		6 311,66	6 105,73			11 898,81	6 105,73	5 793,08	
580	Opérations d'ordre budgétaires			3 358 457,91	3 358 457,91			3 358 457,91	3 358 457,91		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt	4 540,24		287 414,58	292 092,68			291 954,82	292 092,68		137,86
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			17 885,58	17 885,58			17 885,58	17 885,58		0,00
5872	Compte pivot - admission en non valeur			3 054,28	3 054,28			3 054,28	3 054,28		0,00
587	Sous Total compte 587			3 054,28	3 054,28			3 054,28	3 054,28		0,00
588	Autres virements internes		829,00	2 936 159,99	2 935 330,99			2 936 159,99	2 936 159,99		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
58	Sous Total compte 58	4 540,24	829,00	6 602 972,34	6 606 821,44			6 607 512,58	6 607 650,44		137,86
	Total classe 5	8 167 428,01	829,00	65 427 740,67	62 749 301,59			73 595 168,68	62 750 130,59	10 845 175,95	137,86
605	Achts de matériel équipés trvx					152 598,76	2 149,23	152 598,76	2 149,23	150 449,53	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					312 222,30	46 358,05	312 222,30	46 358,05	265 864,25	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					1 787 924,41	323 645,23	1 787 924,41	323 645,23	1 464 279,18	
60613	Achts non stkés fournit chauff urbain					230 149,76	55 633,11	230 149,76	55 633,11	174 516,65	
6061	Sous Total compte 6061					2 330 296,47	425 636,39	2 330 296,47	425 636,39	1 904 660,08	
60621	Achts non stkés combustibles					23 245,22	5 726,19	23 245,22	5 726,19	17 519,03	
60622	Achts non stkés carburants					253 611,10	26 158,14	253 611,10	26 158,14	227 452,96	
60623	Achts non stkés d'aliment					23 103,50	3 011,96	23 103,50	3 011,96	20 091,54	
60628	Achts autres fournit non stkées					170 229,54	12 510,01	170 229,54	12 510,01	157 719,53	
6062	Sous Total compte 6062					470 189,36	47 406,30	470 189,36	47 406,30	422 783,06	
60631	Achts non stkés fournit entretien					442 099,16	13 951,11	442 099,16	13 951,11	428 148,05	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					464 013,43	38 370,39	464 013,43	38 370,39	425 643,04	
60633	Achts non stkés fournit voirie					272 939,60	45 329,70	272 939,60	45 329,70	227 609,90	
60636	Achts non stkés vêtements travail					25 242,30	6 365,94	25 242,30	6 365,94	18 876,36	
6063	Sous Total compte 6063					1 204 294,49	104 017,14	1 204 294,49	104 017,14	1 100 277,35	
6064	Achts non stkés fournit admin					7 443,98	744,78	7 443,98	744,78	6 699,20	
6065	Achts non stkés livres-disques-cassettes					119 913,81	19 483,97	119 913,81	19 483,97	100 429,84	
6067	Achts non stkés fournit scolaires					111 891,93	16 097,35	111 891,93	16 097,35	95 794,58	
606	Sous Total compte 606					4 244 030,04	613 385,93	4 244 030,04	613 385,93	3 630 644,11	
6096	Rrro sur achats autres approv stockés						2 259,35		2 259,35		2 259,35
609	Sous Total compte 609						2 259,35		2 259,35		2 259,35
60	Sous Total compte 60					4 396 628,80	617 794,51	4 396 628,80	617 794,51	3 778 834,29	
611	Contrats prestations de services					3 706 015,41	1 001 051,01	3 706 015,41	1 001 051,01	2 704 964,40	
6132	Locations immobilières					296 164,30	7 859,34	296 164,30	7 859,34	288 304,96	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6135	Locations mobilières					40 095,43	3 047,69	40 095,43	3 047,69	37 047,74	
613	Sous Total compte 613					336 259,73	10 907,03	336 259,73	10 907,03	325 352,70	
614	Charges locatives et de copropriété					51 011,01	5 231,25	51 011,01	5 231,25	45 779,76	
61521	Entretien et réparations de terrains					161 619,65	31 402,70	161 619,65	31 402,70	130 216,95	
615221	Bâtiments publics					1 011 367,06	252 405,40	1 011 367,06	252 405,40	758 961,66	
615228	Autres bâtiments					117 397,64	105 811,66	117 397,64	105 811,66	11 585,98	
61522	Sous Total compte 61522					1 128 764,70	358 217,06	1 128 764,70	358 217,06	770 547,64	
615231	Voieries					450 603,93	25 403,82	450 603,93	25 403,82	425 200,11	
615232	Réseaux					20 700,00		20 700,00		20 700,00	
61523	Sous Total compte 61523					471 303,93	25 403,82	471 303,93	25 403,82	445 900,11	
6152	Sous Total compte 6152					1 761 688,28	415 023,58	1 761 688,28	415 023,58	1 346 664,70	
61551	Entretien réparations matériel roulant					63 681,63	2 947,58	63 681,63	2 947,58	60 734,05	
61558	Entretien réparations autres mobiliers					114 973,76	16 186,67	114 973,76	16 186,67	98 787,09	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6155	Sous Total compte 6155					178 655,39	19 134,25	178 655,39	19 134,25	159 521,14	
6156	Maintenance					209 592,90	53 865,80	209 592,90	53 865,80	155 727,10	
615	Sous Total compte 615					2 149 936,57	488 023,63	2 149 936,57	488 023,63	1 661 912,94	
6161	Multirisques					80 545,34	1 117,68	80 545,34	1 117,68	79 427,66	
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi					104 649,81		104 649,81		104 649,81	
616	Sous Total compte 616					185 195,15	1 117,68	185 195,15	1 117,68	184 077,47	
617	Etudes et recherches					53 522,40	13 293,60	53 522,40	13 293,60	40 228,80	
6182	Divers doc générale et technique					9 390,73	1 084,30	9 390,73	1 084,30	8 306,43	
6184	Divers verst à organismes formation					46 131,38	44 331,00	46 131,38	44 331,00	1 800,38	
6188	Autres frais divers					45 638,18	7 153,00	45 638,18	7 153,00	38 485,18	
618	Sous Total compte 618					101 160,29	52 568,30	101 160,29	52 568,30	48 591,99	
61	Sous Total compte 61					6 583 100,56	1 572 192,50	6 583 100,56	1 572 192,50	5 010 908,06	
6216	Personnel affecté par GFP de rattach					52 297,97	37 777,40	52 297,97	37 777,40	14 520,57	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6218	Autre personnel extérieur au service					244 834,38	19 546,44	244 834,38	19 546,44	225 287,94	
621	Sous Total compte 621					297 132,35	57 323,84	297 132,35	57 323,84	239 808,51	
6226	Rému intermédi honoraires					26 336,58	12 795,00	26 336,58	12 795,00	13 541,58	
6227	Rému intermédi honoraires frais act cont					59 087,00	16 021,94	59 087,00	16 021,94	43 065,06	
6228	Rému intermédi honoraires divers					56 797,49	8 052,21	56 797,49	8 052,21	48 745,28	
622	Sous Total compte 622					142 221,07	36 869,15	142 221,07	36 869,15	105 351,92	
6231	Pub public relat publ annonces insert					33 503,10	3 330,00	33 503,10	3 330,00	30 173,10	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					7 784,90		7 784,90		7 784,90	
6236	Pub public relat publ catalog imprimés					35 638,06	1 172,87	35 638,06	1 172,87	34 465,19	
6237	Pub public relat publ publications					2 462,76		2 462,76		2 462,76	
6238	Pub public relat publ divers					139 633,65	4 896,85	139 633,65	4 896,85	134 736,80	
623	Sous Total compte 623					219 022,47	9 399,72	219 022,47	9 399,72	209 622,75	
6247	Transports collectifs					213 132,84	9 402,07	213 132,84	9 402,07	203 730,77	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
624	Sous Total compte 624					213 132,84	9 402,07	213 132,84	9 402,07	203 730,77	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					480,80		480,80		480,80	
6256	Déplacts missions récep - missions					14 020,00	1 107,17	14 020,00	1 107,17	12 912,83	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					82 133,28	9 060,38	82 133,28	9 060,38	73 072,90	
625	Sous Total compte 625					96 634,08	10 167,55	96 634,08	10 167,55	86 466,53	
6261	Frais d'affranchissement					7 555,40		7 555,40		7 555,40	
6262	Frais de télécommunication					196 955,14	14 762,19	196 955,14	14 762,19	182 192,95	
626	Sous Total compte 626					204 510,54	14 762,19	204 510,54	14 762,19	189 748,35	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					6 813,23	42,09	6 813,23	42,09	6 771,14	
6281	Aut serv extér concours divers					46 116,92	7 826,67	46 116,92	7 826,67	38 290,25	
6282	Frais gardien églises forêts bois com					848,34	534,82	848,34	534,82	313,52	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					312 027,27	24 213,74	312 027,27	24 213,74	287 813,53	
6284	Redevances pour services rendus					154 888,23	17 143,96	154 888,23	17 143,96	137 744,27	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62876	Rembst frais aux GFP de rattach					169 267,32	91 029,73	169 267,32	91 029,73	78 237,59	
6287	Sous Total compte 6287					169 267,32	91 029,73	169 267,32	91 029,73	78 237,59	
628	Sous Total compte 628					683 148,08	140 748,92	683 148,08	140 748,92	542 399,16	
62	Sous Total compte 62					1 862 614,66	278 715,53	1 862 614,66	278 715,53	1 583 899,13	
6331	Versement mobilité					61 271,78		61 271,78		61 271,78	
6332	Cotisations versées au FNAL					55 678,47		55 678,47		55 678,47	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					110 217,28	2 113,60	110 217,28	2 113,60	108 103,68	
633	Sous Total compte 633					227 167,53	2 113,60	227 167,53	2 113,60	225 053,93	
63512	Impôts directs - taxes foncières					455 184,00		455 184,00		455 184,00	
63513	Impôts directs - autres impôts locaux					3 633,72		3 633,72		3 633,72	
6351	Sous Total compte 6351					458 817,72		458 817,72		458 817,72	
635	Sous Total compte 635					458 817,72		458 817,72		458 817,72	
637	Autres impôts tax verst sur rému aut org					23 028,27	8 168,94	23 028,27	8 168,94	14 859,33	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
63	Sous Total compte 63					709 013,52	10 282,54	709 013,52	10 282,54	698 730,98	
64111	Persl titulaire_rémun principale					8 293 529,20		8 293 529,20		8 293 529,20	
64112	Persl titulaire_NBI supplt fami indem rés					206 171,54		206 171,54		206 171,54	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					1 633 753,72	1 575,00	1 633 753,72	1 575,00	1 632 178,72	
6411	Sous Total compte 6411					10 133 454,46	1 575,00	10 133 454,46	1 575,00	10 131 879,46	
64131	Persel non titulaire - rémunération					2 519 692,97	82,61	2 519 692,97	82,61	2 519 610,36	
64138	Autres indemnités					486 954,03	143,34	486 954,03	143,34	486 810,69	
6413	Sous Total compte 6413					3 006 647,00	225,95	3 006 647,00	225,95	3 006 421,05	
6419	Rembst rémunérations du persel						94 479,99		94 479,99		94 479,99
641	Sous Total compte 641					13 140 101,46	96 280,94	13 140 101,46	96 280,94	13 043 820,52	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					2 214 597,58		2 214 597,58		2 214 597,58	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					2 705 643,56		2 705 643,56		2 705 643,56	
6454	Charges sécu cotisations ASSEDIC					120 634,75		120 634,75		120 634,75	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel					39 763,58		39 763,58		39 763,58	
6458	Charges sécu prévoyance cotisations					31 672,52		31 672,52		31 672,52	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						20 965,00		20 965,00		20 965,00
645	Sous Total compte 645					5 112 311,99	20 965,00	5 112 311,99	20 965,00	5 091 346,99	
64731	Autres charges soc alloc chômage					32 678,42		32 678,42		32 678,42	
6473	Sous Total compte 6473					32 678,42		32 678,42		32 678,42	
6474	Autres charges sociales-verSEMENTS aux a					117 094,68		117 094,68		117 094,68	
6475	Autres charges sociales médecine travail					65 093,95	897,50	65 093,95	897,50	64 196,45	
647	Sous Total compte 647					214 867,05	897,50	214 867,05	897,50	213 969,55	
64	Sous Total compte 64					18 467 280,50	118 143,44	18 467 280,50	118 143,44	18 349 137,06	
6518	Autres					32 656,95	3 176,40	32 656,95	3 176,40	29 480,55	
651	Sous Total compte 651					32 656,95	3 176,40	32 656,95	3 176,40	29 480,55	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					216 624,72		216 624,72		216 624,72	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6532	Frais mission maires adjts conseillers					340,74		340,74		340,74	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					11 800,14		11 800,14		11 800,14	
6534	Cotisations sécu soc maire adjts conseil					19 303,05		19 303,05		19 303,05	
6535	Frais formation maires adjts conseil					8 870,00	390,00	8 870,00	390,00	8 480,00	
653	Sous Total compte 653					256 938,65	390,00	256 938,65	390,00	256 548,65	
6541	Créances admises en non-valeur					3 054,28		3 054,28		3 054,28	
6542	Créances éteintes					4 398,75		4 398,75		4 398,75	
654	Sous Total compte 654					7 453,03		7 453,03		7 453,03	
6553	Cont particip service incendie					2 635 769,97		2 635 769,97		2 635 769,97	
6558	Autres contributions obligatoires					530 317,49	133 898,30	530 317,49	133 898,30	396 419,19	
655	Sous Total compte 655					3 166 087,46	133 898,30	3 166 087,46	133 898,30	3 032 189,16	
657351	Subv fonct aux orga pub GFP rattach					200 000,00		200 000,00		200 000,00	
65735	Sous Total compte 65735					200 000,00		200 000,00		200 000,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
657362	CCAS					922 766,08	12 893,09	922 766,08	12 893,09	909 872,99	
65736	Sous Total compte 65736					922 766,08	12 893,09	922 766,08	12 893,09	909 872,99	
65737	Subv fonct autres étab publics locaux					37 000,00		37 000,00		37 000,00	
6573	Sous Total compte 6573					1 159 766,08	12 893,09	1 159 766,08	12 893,09	1 146 872,99	
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					3 867 977,78	256 940,00	3 867 977,78	256 940,00	3 611 037,78	
657	Sous Total compte 657					5 027 743,86	269 833,09	5 027 743,86	269 833,09	4 757 910,77	
65888	Autres					2,60		2,60		2,60	
6588	Sous Total compte 6588					2,60		2,60		2,60	
658	Sous Total compte 658					2,60		2,60		2,60	
65	Sous Total compte 65					8 490 882,55	407 297,79	8 490 882,55	407 297,79	8 083 584,76	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					1 003 060,35		1 003 060,35		1 003 060,35	
66112	Intérêts - rattachement des icne					131 284,30	142 393,82	131 284,30	142 393,82		11 109,52
6611	Sous Total compte 6611					1 134 344,65	142 393,82	1 134 344,65	142 393,82	991 950,83	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
661	Sous Total compte 661					1 134 344,65	142 393,82	1 134 344,65	142 393,82	991 950,83	
6688	Autres					59 038,65		59 038,65		59 038,65	
668	Sous Total compte 668					59 038,65		59 038,65		59 038,65	
66	Sous Total compte 66					1 193 383,30	142 393,82	1 193 383,30	142 393,82	1 050 989,48	
6711	Charges except intérêts moratoires					10 123,44	366,00	10 123,44	366,00	9 757,44	
6712	Charges except - amendes fiscales					100,00		100,00		100,00	
6718	Charg except aut charg except opér gest					1 037 255,80	568,10	1 037 255,80	568,10	1 036 687,70	
671	Sous Total compte 671					1 047 479,24	934,10	1 047 479,24	934,10	1 046 545,14	
673	Charges except titres annulés					9 315,48		9 315,48		9 315,48	
675	Charges except vnc immob cédées					133 656,96		133 656,96		133 656,96	
6761	Différences sur réalisations (positives)					289 596,58		289 596,58		289 596,58	
676	Sous Total compte 676					289 596,58		289 596,58		289 596,58	
67	Sous Total compte 67					1 480 048,26	934,10	1 480 048,26	934,10	1 479 114,16	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6811	DA - immob					2 240 961,81		2 240 961,81		2 240 961,81	
6812	DA - charges fonct à répartir					34 592,50		34 592,50		34 592,50	
681	Sous Total compte 681					2 275 554,31		2 275 554,31		2 275 554,31	
68	Sous Total compte 68					2 275 554,31		2 275 554,31		2 275 554,31	
	Total classe 6					45 458 506,46	3 147 754,23	45 458 506,46	3 147 754,23	42 439 566,09	128 813,86
7018	Autres ventes de produits finis						89 198,08		89 198,08		89 198,08
701	Sous Total compte 701						89 198,08		89 198,08		89 198,08
70311	Concession dans cimetières (produit net)					379,00	187 343,00	379,00	187 343,00		186 964,00
70312	Redevances funéraires						5 075,00		5 075,00		5 075,00
7031	Sous Total compte 7031					379,00	192 418,00	379,00	192 418,00		192 039,00
70323	Redev occupation domaine public communal					20 000,00	265 649,51	20 000,00	265 649,51		245 649,51
70328	Autres droits stationnement et location					682,62	167 169,55	682,62	167 169,55		166 486,93
7032	Sous Total compte 7032					20 682,62	432 819,06	20 682,62	432 819,06		412 136,44

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70384	Forfait de post-stationnement						108 226,01		108 226,01		108 226,01
7038	Sous Total compte 7038						108 226,01		108 226,01		108 226,01
703	Sous Total compte 703					21 061,62	733 463,07	21 061,62	733 463,07		712 401,45
7062	Prestation serv redev droits culturel						179 333,43		179 333,43		179 333,43
7066	Prestation serv redev droits social						367 083,11		367 083,11		367 083,11
7067	Prest serv redev droits serv péri-scol						158 838,27		158 838,27		158 838,27
70688	Prest serv autres prestat service					93 458,00	155 995,15	93 458,00	155 995,15		62 537,15
7068	Sous Total compte 7068					93 458,00	155 995,15	93 458,00	155 995,15		62 537,15
706	Sous Total compte 706					93 458,00	861 249,96	93 458,00	861 249,96		767 791,96
7083	Aut produits locat div autre qu'immeuble						11 521,68		11 521,68		11 521,68
70848	Mise à dispo persel facturée autres org					22 346,15	53 043,62	22 346,15	53 043,62		30 697,47
7084	Sous Total compte 7084					22 346,15	53 043,62	22 346,15	53 043,62		30 697,47
70873	Autres prod rebst frais par CCAS						49 111,80		49 111,80		49 111,80

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70876	Aut prod rembst frais par GFP rattach						252 360,00		252 360,00		252 360,00
7087	Sous Total compte 7087						301 471,80		301 471,80		301 471,80
708	Sous Total compte 708					22 346,15	366 037,10	22 346,15	366 037,10		343 690,95
70	Sous Total compte 70					136 865,77	2 049 948,21	136 865,77	2 049 948,21		1 913 082,44
73111	Impôts directs locaux						26 747 856,00		26 747 856,00		26 747 856,00
7311	Sous Total compte 7311						26 747 856,00		26 747 856,00		26 747 856,00
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						22 666,86		22 666,86		22 666,86
731	Sous Total compte 731						26 770 522,86		26 770 522,86		26 770 522,86
73211	Attribution de compensation					460 674,89	2 414 975,09	460 674,89	2 414 975,09		1 954 300,20
7321	Sous Total compte 7321					460 674,89	2 414 975,09	460 674,89	2 414 975,09		1 954 300,20
73223	Fonds péréquation des ress com interco						4 981,00		4 981,00		4 981,00
7322	Sous Total compte 7322						4 981,00		4 981,00		4 981,00
732	Sous Total compte 732					460 674,89	2 419 956,09	460 674,89	2 419 956,09		1 959 281,20

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7336	Droits de place						138 259,95		138 259,95		138 259,95
7338	Taxes services publics - domaine-autres					1 578,71	56 947,62		1 578,71		56 947,62
733	Sous Total compte 733					1 578,71	195 207,57		1 578,71		195 207,57
7342	Versement mobilité						223,14				223,14
7343	Taxe sur pylones électriques						33 813,00				33 813,00
734	Sous Total compte 734						34 036,14		34 036,14		34 036,14
7351	Taxe sur électricité						696 452,76				696 452,76
735	Sous Total compte 735						696 452,76		696 452,76		696 452,76
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure					6 121,98	1 015 949,53		6 121,98		1 015 949,53
736	Sous Total compte 736					6 121,98	1 015 949,53		6 121,98		1 015 949,53
7381	Taxe addit droit mutation taxe pub fonc						2 316 458,32				2 316 458,32
738	Sous Total compte 738						2 316 458,32		2 316 458,32		2 316 458,32
7391171	Dégrèvt taxe fnb en faveur jeunes agri					14,00			14,00		14,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7391172	Dégrèvt taxe habitation logts vacants					97 075,00		97 075,00		97 075,00	
7391178	Autres restitutions dégrt contrib direct					949,00		949,00		949,00	
739117	Sous Total compte 739117					98 038,00		98 038,00		98 038,00	
73911	Sous Total compte 73911					98 038,00		98 038,00		98 038,00	
7391	Sous Total compte 7391					98 038,00		98 038,00		98 038,00	
739223	Fonds de péréquation des ress com interc					217 910,00		217 910,00		217 910,00	
73922	Sous Total compte 73922					217 910,00		217 910,00		217 910,00	
73928	Autres prélèvements pour revers de fisca					6 179,00		6 179,00		6 179,00	
7392	Sous Total compte 7392					224 089,00		224 089,00		224 089,00	
7398	Reverst restitutions prélevt divers					3 556,00		3 556,00		3 556,00	
739	Sous Total compte 739					325 683,00		325 683,00		325 683,00	
73	Sous Total compte 73					794 058,58	33 448 583,27	794 058,58	33 448 583,27		32 654 524,69
7411	DGFdotation forfaitaire						4 936 177,00		4 936 177,00		4 936 177,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74123	DGF solidarité urbaine						2 659 631,00		2 659 631,00		2 659 631,00
74127	Dotation nationale de péréquation						481 505,00		481 505,00		481 505,00
7412	Sous Total compte 7412						3 141 136,00		3 141 136,00		3 141 136,00
741	Sous Total compte 741						8 077 313,00		8 077 313,00		8 077 313,00
744	FCTVA					341 364,00	135 486,00	341 364,00	135 486,00	205 878,00	
7461	D.G.D						434 278,00		434 278,00		434 278,00
746	Sous Total compte 746						434 278,00		434 278,00		434 278,00
74718	Autres participations Etat					79 027,20	574 709,78	79 027,20	574 709,78		495 682,58
7471	Sous Total compte 7471					79 027,20	574 709,78	79 027,20	574 709,78		495 682,58
7472	Participations - Région					12 700,00	22 182,69	12 700,00	22 182,69		9 482,69
7473	Participations - Dépt					40 403,00	165 412,00	40 403,00	165 412,00		125 009,00
74751	Participations - GFP de rattachement					7 619,19	137 651,02	7 619,19	137 651,02		130 031,83
7475	Sous Total compte 7475					7 619,19	137 651,02	7 619,19	137 651,02		130 031,83

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7478	Participations - autres organismes					132 908,43	2 761 030,56	132 908,43	2 761 030,56		2 628 122,13
747	Sous Total compte 747					272 657,82	3 660 986,05	272 657,82	3 660 986,05		3 388 328,23
7482	Compens perte taxe addition taxe pub fon						7 705,00		7 705,00		7 705,00
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						670 071,00		670 071,00		670 071,00
748372	Dotation politique de la ville						19 000,00		19 000,00		19 000,00
74837	Sous Total compte 74837						19 000,00		19 000,00		19 000,00
7483	Sous Total compte 7483						689 071,00		689 071,00		689 071,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						41 420,00		41 420,00		41 420,00
7488	Autres attributions - participations						7 854,50		7 854,50		7 854,50
748	Sous Total compte 748						746 050,50		746 050,50		746 050,50
74	Sous Total compte 74					614 021,82	13 054 113,55	614 021,82	13 054 113,55		12 440 091,73
752	Revenus des immeubles					100 935,04	704 589,14	100 935,04	704 589,14		603 654,10
757	Redev versées par fermiers - concessions						246 517,40		246 517,40		246 517,40

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7588	Autres produits divers de gestion couran					46 653,09	306 781,83	46 653,09	306 781,83		260 128,74
758	Sous Total compte 758					46 653,09	306 781,83	46 653,09	306 781,83		260 128,74
75	Sous Total compte 75					147 588,13	1 257 888,37	147 588,13	1 257 888,37		1 110 300,24
7711	Dédits et pénalités perçus						6 500,00		6 500,00		6 500,00
7713	Libéralités recues						4 532,25		4 532,25		4 532,25
7714	Recouvrement sur créances non valeur						768,34		768,34		768,34
7718	Autres prod except sur opé gestion						2 100,10		2 100,10		2 100,10
771	Sous Total compte 771						13 900,69		13 900,69		13 900,69
773	Mdts anul exer antér ou déchéance quad						139 202,30		139 202,30		139 202,30
775	Produits des cessions d'immobilisatio						406 226,79		406 226,79		406 226,79
7761	Différences sur réalisations (négatives)						17 026,75		17 026,75		17 026,75
7768	Neutralisation des amortissements des su						515 871,53		515 871,53		515 871,53
776	Sous Total compte 776						532 898,28		532 898,28		532 898,28

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7788	Produits exceptionnels divers					8 755,11	176 097,84	8 755,11	176 097,84		167 342,73
778	Sous Total compte 778					8 755,11	176 097,84	8 755,11	176 097,84		167 342,73
77	Sous Total compte 77					8 755,11	1 268 325,90	8 755,11	1 268 325,90		1 259 570,79
	Total classe 7					1 701 289,41	51 078 859,30	1 701 289,41	51 078 859,30	531 561,00	49 909 130,89
	Total général	544 224 284,69	544 224 284,69	213 760 705,56	206 097 944,44	63 850 298,64	71 513 059,76	821 835 288,89	821 835 288,89	600 196 841,20	600 196 841,20

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille							0,00	0,00
ACCUEIL FORMALITES ADMINIST ETAT CIVIL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CENTRE SOCIAL RIVE DROITE	300,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00
EQUIP TERRITOIRE ST SIMEON	472,50	0,00	472,50	0,00	0,00	0,00	472,50	0,00
EQU. TERRITOIRE ROSOIRS	900,00	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00
EQUIP. TERRITOIRE STE GENEVIEVE	750,00	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00
EQUIP. TERRITOIRE PIEDALLOUE	1 050,00	0,00	1 050,00	0,00	450,00	450,00	600,00	0,00
EQUIP. TERRITOIRE CV/CONCHES/CLAIR	675,00	0,00	675,00	0,00	0,00	0,00	675,00	0,00
PARCMETRES CARTES	165 088,00	97 992,00	263 080,00	0,00	76 220,00	76 220,00	186 860,00	0,00
Chèques accompagnement	0,00	89 150,00	89 150,00	0,00	89 150,00	89 150,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	169 235,50	187 142,00	356 377,50	0,00	165 820,00	165 820,00	190 557,50	0,00
862 Correspondant							0,00	0,00
ACCUEIL FORMALITES ADMINIST ETAT CIVIL	525,00	0,00	525,00	0,00	0,00	0,00	525,00	0,00
CENTRE SOCIAL RIVE DROITE	262,50	0,00	262,50	0,00	0,00	0,00	262,50	0,00
EQUIP TERRITOIRE ST SIMEON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EQU. TERRITOIRE ROSOIRS	150,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00
EQUIP. TERRITOIRE STE GENEVIEVE	300,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00
EQUIP. TERRITOIRE PIEDALLOUE	0,00	450,00	450,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00
EQUIP. TERRITOIRE CV/CONCHES/CLAIR	792,00	0,00	792,00	0,00	411,00	411,00	381,00	0,00
PARCMETRES CARTES	24 102,50	88 597,50	112 700,00	0,00	62 020,00	62 020,00	50 680,00	0,00

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2021

02400 - AUXERRE

Exercice 2021

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
Chèques accompagnement	0,00	87 700,00	87 700,00	0,00	87 700,00	87 700,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	26 132,00	176 747,50	202 879,50	0,00	150 131,00	150 131,00	52 748,50	0,00
863							0,00	0,00
Prise en charge titre et valeur								
ACCUEIL FORMALITES ADMINIST ETAT CIVIL	0,00	0,00	0,00	525,00	0,00	525,00	0,00	525,00
CENTRE SOCIAL RIVE DROITE	0,00	0,00	0,00	562,50	0,00	562,50	0,00	562,50
EQUIP TERRITOIRE ST SIMEON	0,00	0,00	0,00	472,50	0,00	472,50	0,00	472,50
EQU. TERRITOIRE ROSOIRS	0,00	0,00	0,00	1 050,00	0,00	1 050,00	0,00	1 050,00
EQUIP. TERRITOIRE STE GENEVIEVE	0,00	0,00	0,00	1 050,00	0,00	1 050,00	0,00	1 050,00
EQUIP. TERRITOIRE PIEDALLOUE	0,00	0,00	0,00	1 050,00	0,00	1 050,00	0,00	1 050,00
EQUIP. TERRITOIRE CV/CONCHES/CLAIR	0,00	411,00	411,00	1 467,00	0,00	1 467,00	0,00	1 056,00
PARCMETRES CARTES	0,00	62 020,00	62 020,00	189 190,50	110 369,50	299 560,00	0,00	237 540,00
Chèques accompagnement	0,00	87 700,00	87 700,00	0,00	87 700,00	87 700,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	150 131,00	150 131,00	195 367,50	198 069,50	393 437,00	0,00	243 306,00
TOTAUX	195 367,50	514 020,50	709 388,00	195 367,50	514 020,50	709 388,00	243 306,00	243 306,00

Page des signatures

02400 - AUXERRE

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations : Visa avec réserves : Les opérations au chapitre 041 ne sont pas équilibrées en exécution - les subventions présentes aux 1311, 1312 et 1318 n'ont fait l'objet d'aucune reprise au compte de résultat - situation du 15111 sans mouvement depuis 2017 à revoir - situation des comptes 168758, 16876 et 16878 à régulariser - absence de dotation aux amortissements pour les actifs présents aux 204132, 2041411, 21531, 21532, 21568, 21578, 2158, 21758, 21782, 2281 - situation des études et frais d'insertion présents aux 2031 et 2033 à analyser - revoir la situation de la subvention 2014 présente au 2041512 qui n'est pas amortie - les comptes 28046 est supérieur au 2046 - plus de 2000 lignes à apurer aux 2312, 2313, 2314, 2315, 2316 et 2318 - actifs au 238 à régulariser - opérations sous mandat à régulariser avec les opérations de MAD Asst à la CAA - pièces au 4487 à régulariser - encaissements et titres au 4711 à apurer - 10 encaissements demeurent non régularisés au 4718 - 4728 à régulariser - ajustement des provisions pour dépréciation de créances à envisager - opérations de régularisation de produits à recevoir incorrectement comptabilisées

CHISLARD Sandrine (1018449916-0), Inspecteur divisionnaire FIP classe normale

A DDFIP DE L'YONNE, le 18/05/2022

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **AUXERRE** pendant l'année 2021 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques

A **AUXERRE**, le 18/05/2022

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-070 - Budget crématorium – Compte de gestion 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 28

votants : 37 dont 9 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA à Mani CAMBEFORT, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le compte de gestion constate, dans ses écritures, les opérations liées au budget primitif, au budget supplémentaire et aux décisions modificatives pour 2021.

Les opérations cumulées à la balance d'entrée au 1^{er} janvier 2021 ont permis d'établir la balance de sortie au 31 décembre 2021.

La situation patrimoniale de la collectivité est retracée dans le bilan par le comptable.

Les chiffres du compte de gestion en exécution concordent avec ceux de la comptabilité communale tels qu'ils ressortent du compte administratif relatif au budget annexe du crématorium.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les comptes de gestion 2021 présenté par le responsable du service de gestion comptable pour le budget annexe du crématorium.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 37
- Voix contre : 0
- Abstentions : 0
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

CREMATORIUM AUXERRE BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Thibaut HETTICH

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2021 AU 15/03/2022

089003 SGC AUXERRE

Nomenclature M4 spic
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE	: Situation patrimoniale	3
	1 Bilan synthétique	Etat I-1 4
	2 Bilan	Etat I-2 5
	2.1 Bilan Actif	
	2.2 Bilan Passif	
	3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3 13
	4 Compte de résultat	Etat I-4 14
	5 Annexe	18
	Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5 19
2EME PARTIE	: Exécution budgétaire	21
	1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1 22
	2 Résultats d'exécution	Etat II-2 23
	3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3 26
	4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4 30
3EME PARTIE	: Comptabilité des deniers et valeurs	34
	1 Balance des comptes	Etat III-1 35
	2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2 40
4EME PARTIE	: Page des signatures	41

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

ACTIF NET ⁽¹⁾	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)		Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions	244,94	Réserves	232,19
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	381,75
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	132,91
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)	244,94	Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermage et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	244,94	Autres fonds propres	
Stocks		TOTAL FONDS PROPRES	746,85
Créances	535,12	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Valeurs mobilières de placement		Dettes financières à long terme	9,79
Disponibilités		Fournisseurs ⁽²⁾	
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	23,43
TOTAL ACTIF CIRCULANT	535,12	Total dettes à court terme	23,43
Comptes de régularisations		TOTAL DETTES	33,21
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	780,06	TOTAL PASSIF	780,06

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2022

BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études de R D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété	244 938,26		244 938,26	244 938,26
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immob corpo en tte propriété				
	Immo corpo en cours en tte prop				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
Construction sur sol autrui mise à dispo					
MONTANT A REPORTER	244 938,26		244 938,26	244 938,26	

BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	244 938,26		244 938,26	244 938,26
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisation en cours mise à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Constructions reçues en affect ou conc				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Autres créances					
ACTIF IMMOBILISE TOTAL I		244 938,26		244 938,26	244 938,26

BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés				
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	535 123,43		535 123,43	401 987,37
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
Avances de trésorerie					
Charges constatées d'avance					
ACTIF CIRCULANT TOTAL II		535 123,43		535 123,43	401 987,37

BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecart de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	780 061,69		780 061,69	646 925,63

BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	232 188,26	232 188,26
	Report à nouveau	381 748,00	264 955,64
	Résultat de l'exercice	132 914,98	116 792,36
	Subventions d'investissement		
	Provisions règlementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
FONDS PROPRES TOTAL I	746 851,24	613 936,26	

BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		



BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	9 785,45	12 796,36
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes fiscales et sociales	23 425,00	20 193,01
	Autres dettes d'exploitation		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales impôt sur les bénéfices		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
Produits constatés d'avance			
DETTES TOTAL III	33 210,45	32 989,37	

BILAN (en Euros)

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

PASSIF		Exercice 2021	Exercice 2020
COMPTES DE REGULARISATION	Recettes à classer ou à régulariser		
	Ecart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	780 061,69	646 925,63

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services		
Autres produits	137,12	120,97
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	137,12	120,97
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes		
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges	3,78	3,64
Charges courantes non financières	3,78	3,64
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	133,34	117,33
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	0,42	0,54
RESULTAT COURANT FINANCIER	-0,42	-0,54
RESULTAT COURANT	132,91	116,79
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	132,91	116,79

COMPTE DE RESULTAT 2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises		
Prestations de services		
Divers produits d'exploitation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits d'exploitation	137 123,19	120 965,42
TOTAL I	137 123,19	120 965,42
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation stock mat prem, autres approv		
Autres achats et charges externes		
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés	3 784,00	3 637,00
Salaires et traitements		

COMPTE DE RESULTAT 2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Charges sociales		
Dotations amortissements des immob		
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges d'exploitation	0,35	
TOTAL II	3 784,35	3 637,00
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	133 338,84	117 328,42
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières, créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	423,86	536,06
Pertes de change		

COMPTE DE RESULTAT 2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	423,86	536,06
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-423,86	-536,06
A + B - RESULTAT COURANT	132 914,98	116 792,36
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI		
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		

COMPTE DE RESULTAT 2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	137 123,19	120 965,42
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	4 208,21	4 173,06
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	132 914,98	116 792,36

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Opérations Compte de Tiers

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Opérations Compte de Tiers

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	53 000,00	501 748,00	554 748,00
Titres de recette émis (b)		137 123,19	137 123,19
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)		137 123,19	137 123,19
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	53 000,00	501 748,00	554 748,00
Mandats émis (f)	3 000,00	4 254,57	7 254,57
Annulations de mandats (g)		46,36	46,36
Depenses nettes (h = f - g)	3 000,00	4 208,21	7 208,21
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		132 914,98	129 914,98
(h - d) Déficit	3 000,00		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services personnalisés

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial CREMATORIUM AUXERRE					
Investissement			-3 000,00		-3 000,00
Fonctionnement	381 748,00		132 914,98		514 662,98
Sous-Total	381 748,00		129 914,98		511 662,98
TOTAL III	381 748,00		129 914,98		511 662,98
TOTAL I + II + III	381 748,00		129 914,98		511 662,98

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	
21	Immobilisations corporelles	50 000,00		50 000,00				50 000,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	53 000,00		53 000,00	3 000,00		3 000,00	50 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	53 000,00		53 000,00	3 000,00		3 000,00	50 000,00
TOTAL GENERAL		53 000,00		53 000,00	3 000,00		3 000,00	50 000,00

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
021	Virement de la section d'exploitation	53 000,00		53 000,00				53 000,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	53 000,00		53 000,00				53 000,00
TOTAL GENERAL		53 000,00		53 000,00				53 000,00

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	38 500,00	381 748,00	420 248,00	3 784,00		3 784,00	416 464,00
65	Autres charges de gestion courante	22 010,91		22 010,91	0,35		0,35	22 010,56
66	Charges financières	489,09		489,09	470,22	46,36	423,86	65,23
67	Charges exceptionnelles	6 000,00		6 000,00				6 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	67 000,00	381 748,00	448 748,00	4 254,57	46,36	4 208,21	444 539,79
023	Virement à la section d'investissement (	53 000,00		53 000,00				53 000,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	53 000,00		53 000,00				53 000,00
TOTAL GENERAL		120 000,00	381 748,00	501 748,00	4 254,57	46,36	4 208,21	497 539,79

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00		120 000,00	137 123,19		137 123,19	-17 123,19
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	120 000,00		120 000,00	137 123,19		137 123,19	-17 123,19
002	Résultat d'exploitation reporté		381 748,00	381 748,00				381 748,00
TOTAL GENERAL		120 000,00	381 748,00	501 748,00	137 123,19		137 123,19	364 624,81

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	3 000,00		3 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00		3 000,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	3 000,00		3 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	3 000,00		3 000,00
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	3 000,00		3 000,00

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
--	----------	----------------	------------------	------------------------------



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
63512	Taxes foncières	3 784,00		3 784,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	3 784,00		3 784,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,35		0,35
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	0,35		0,35
66111	Intérêts réglés à l'échéance	434,77		434,77
66112	Intérêts - rattachement des icne	35,45	46,36	-10,91
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	470,22	46,36	423,86
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	4 254,57	46,36	4 208,21
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	4 254,57	46,36	4 208,21

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
757	Redevances versées par les fermiers et c	137 123,19		137 123,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	137 123,19		137 123,19
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	137 123,19		137 123,19
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	137 123,19		137 123,19

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		232 188,26						232 188,26		232 188,26
106	Sous Total compte 106		232 188,26						232 188,26		232 188,26
10	Sous Total compte 10		232 188,26						232 188,26		232 188,26
110	Report à nouveau solde créditeur		264 955,64		116 792,36				381 748,00		381 748,00
11	Sous Total compte 11		264 955,64		116 792,36				381 748,00		381 748,00
12	Résultat exercice bénéf ou perte		116 792,36	116 792,36				116 792,36	116 792,36		0,00
12	Sous Total compte 12		116 792,36	116 792,36				116 792,36	116 792,36		0,00
1641	Emprunts en euros		12 750,00			3 000,00		3 000,00	12 750,00		9 750,00
164	Sous Total compte 164		12 750,00			3 000,00		3 000,00	12 750,00		9 750,00
16883	Int courus emprunts obligataires			636,67	636,67			636,67	636,67		0,00
16884	Int sur empts étab crédit		46,36	46,36	35,45			46,36	81,81		35,45
1688	Sous Total compte 1688		46,36	683,03	672,12			683,03	718,48		35,45
168	Sous Total compte 168		46,36	683,03	672,12			683,03	718,48		35,45

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16	Sous Total compte 16		12 796,36	683,03	672,12	3 000,00		3 683,03	13 468,48		9 785,45
	Total classe 1		626 732,62	117 475,39	117 464,48	3 000,00		120 475,39	744 197,10		623 721,71
2135	Instal gales agencé amégts const	244 938,26						244 938,26		244 938,26	
213	Sous Total compte 213	244 938,26						244 938,26		244 938,26	
21	Sous Total compte 21	244 938,26						244 938,26		244 938,26	
	Total classe 2	244 938,26						244 938,26		244 938,26	
411	Clients			160 547,83	160 547,83			160 547,83	160 547,83		0,00
41	Sous Total compte 41			160 547,83	160 547,83			160 547,83	160 547,83		0,00
44551	Etat - TVA à décaisser		20 193,00	20 799,00	24 031,00			20 799,00	44 224,00		23 425,00
4455	Sous Total compte 4455		20 193,00	20 799,00	24 031,00			20 799,00	44 224,00		23 425,00
44571	Etat - TVA collectée		0,01	23 425,01	23 425,00			23 425,01	23 425,01		0,00
4457	Sous Total compte 4457		0,01	23 425,01	23 425,00			23 425,01	23 425,01		0,00
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			606,00	606,00			606,00	606,00		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4458	Sous Total compte 4458			606,00	606,00			606,00	606,00		0,00
445	Sous Total compte 445		20 193,01	44 830,01	48 062,00			44 830,01	68 255,01		23 425,00
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés			3 784,00	3 784,00			3 784,00	3 784,00		0,00
44	Sous Total compte 44		20 193,01	48 614,01	51 846,00			48 614,01	72 039,01		23 425,00
451007	Cpte rattaché avec à subdiv par budg ann	401 987,37		161 153,83	28 017,77			563 141,20	28 017,77	535 123,43	
451	Sous Total compte 451	401 987,37		161 153,83	28 017,77			563 141,20	28 017,77	535 123,43	
45	Sous Total compte 45	401 987,37		161 153,83	28 017,77			563 141,20	28 017,77	535 123,43	
46711	Autres comptes créditeurs			1 829,58	1 829,58			1 829,58	1 829,58		0,00
4671	Sous Total compte 4671			1 829,58	1 829,58			1 829,58	1 829,58		0,00
467	Sous Total compte 467			1 829,58	1 829,58			1 829,58	1 829,58		0,00
46	Sous Total compte 46			1 829,58	1 829,58			1 829,58	1 829,58		0,00
4721	Dép sans mandatement préalable			1 605,19	1 605,19			1 605,19	1 605,19		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			636,67	636,67			636,67	636,67		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
472	Sous Total compte 472			2 241,86	2 241,86			2 241,86	2 241,86		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,36	0,36			0,36	0,36		0,00
478	Sous Total compte 478			0,36	0,36			0,36	0,36		0,00
47	Sous Total compte 47			2 242,22	2 242,22			2 242,22	2 242,22		0,00
	Total classe 4	401 987,37	20 193,01	374 387,47	244 483,40			776 374,84	264 676,41	535 123,43	23 425,00
588	Autres virements internes			636,67	636,67			636,67	636,67		0,00
58	Sous Total compte 58			636,67	636,67			636,67	636,67		0,00
	Total classe 5			636,67	636,67			636,67	636,67		0,00
63512	Taxes foncières					3 784,00		3 784,00		3 784,00	
6351	Sous Total compte 6351					3 784,00		3 784,00		3 784,00	
635	Sous Total compte 635					3 784,00		3 784,00		3 784,00	
63	Sous Total compte 63					3 784,00		3 784,00		3 784,00	
658	Charges diverses gest courante					0,35		0,35		0,35	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65	Sous Total compte 65					0,35		0,35		0,35	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					434,77		434,77		434,77	
66112	Intérêts - rattachement des icne					35,45	46,36	35,45	46,36		10,91
6611	Sous Total compte 6611					470,22	46,36	470,22	46,36	423,86	
661	Sous Total compte 661					470,22	46,36	470,22	46,36	423,86	
66	Sous Total compte 66					470,22	46,36	470,22	46,36	423,86	
	Total classe 6					4 254,57	46,36	4 254,57	46,36	4 219,12	10,91
757	Redev versées fermiers concessionnaires						137 123,19		137 123,19		137 123,19
75	Sous Total compte 75						137 123,19		137 123,19		137 123,19
	Total classe 7						137 123,19		137 123,19		137 123,19
	Total général	646 925,63	646 925,63	492 499,53	362 584,55	7 254,57	137 169,55	1 146 679,73	1 146 679,73	784 280,81	784 280,81

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2021

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Exercice 2021

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

02401 - CREMATORIUM AUXERRE

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations : Réserve : budget soumis à obligation de rattachement ; aucune opération comptabilisée en rattachement sans justification de cette absence

CHISLARD Sandrine (1018449916-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale

A DDFIP DE L'YONNE, le 29/03/2022

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CREMATORIUM AUXERRE** pendant l'année 2021 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

HETTICH Thibaut (1008215723-0), Inspecteur principal des Finances Publiques

A AUXERRE, le 30/03/2022

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-071 - Budget principal - Compte administratif 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence de la 1^{ère} Adjointe, Carole CRESSON-GIRAUD.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 28

votants : 36 dont 8 pouvoirs

absents : 3

Étaient présents : Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRENIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Crescent MARAULT.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le compte administratif 2021 du budget principal de la Ville d'Auxerre est arrêté comme suit :

en euros	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	42 754 139,57	56 075 070,91
Investissement	21 890 862,66	17 286 354,71
restes a réaliser	4 741 590,46	5 648 053,57
Total Investissement	26 632 453,12	22 934 408,28

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le compte administratif 2021 tel que présenté ci-dessus.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 27
- Voix contre : 7 S. FEVRE, M. DEBAIN
M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE,
I. POIFOL-FERREIRA, F. LOURY,
D. ROYCOURT
- Abstentions : 2 M. NAVARRE, F. ZIANI
- Absents lors du vote : 3

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.



Compte Administratif 2021

Ville d'Auxerre

Rapport de présentation technique

- I. Introduction générale : une reprise des activités encore nuancée.
- II. Tableau général de réalisation et d'évolution
- III. Les recettes réelles de fonctionnement, réalisations et évolution
- IV. Les dépenses réelles de fonctionnement, réalisations et évolution
- V. Les dépenses réelles d'investissement, réalisations et évolution
- VI. Les recettes réelles d'investissement, réalisations et évolution
- VII. Les ratios financiers
- VIII. La dette
- IX. Les opérations d'ordre budgétaires
- X. Le budget annexe du Crématorium

Introduction Générale

I. Une reprise de l'activité encore nuancée

Le compte administratif retrace l'ensemble des recettes titrées et des mandats émis du 1^{er} janvier au 31 décembre, il est établi à partir de la comptabilité des titres et mandats émis tenue par l'ordonnateur mais également à partir de la comptabilité des engagements reçus ou donnés.

Les résultats du compte administratif sont calculés à partir des émissions de mandats et titres de l'année considérée mais intègrent également les résultats de l'année précédente. Les résultats tiennent également compte des dépenses et recettes de fonctionnement engagées et dont le service a été servi au 31 décembre ainsi que les dépenses d'investissement engagées au 31 décembre et les recettes d'investissements ayant fait l'objet d'une notification de la part de nos partenaires.

Pour la deuxième année consécutive, la crise sanitaire liée à la covid 19 et les mesures prises dans ce contexte ont impacté ce compte administratif. Sans comparaison avec 2020, cette crise sanitaire a néanmoins perturbé l'activité de la collectivité et a également engendré des dépenses supplémentaires et des recettes minorées, même si l'activité économique a pu reprendre ainsi que la majorité des activités municipales.

Le compte administratif traduit budgétairement les opérations et projets initiés et les orientations de gestion définies par la nouvelle équipe issue des dernières élections municipales de 2020.

Les tableaux de ce rapport retracent les opérations réelles du compte administratif, un paragraphe spécifique sera consacré aux opérations d'ordre, équilibrées en recettes et dépenses, qui sont des écritures purement comptables n'engendrant pas de flux de trésorerie.

II. Tableau général de réalisation et d'évolution

Les recettes réelles du compte administratif 2021, leurs évolutions par rapport à 2020 et 2019 ainsi que leurs taux de réalisation par rapport au budget voté en 2021 sont les suivantes :

Chapitre	Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgété 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021 - 2020	Evolution en % 2021-2020
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	0,00	0,00	445 000,00	0,00	0,00	0,00	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	2 450 804,81	4 108 085,28	10 245 988,49	7 159 877,55	69,88	3 051 792,27	74,29
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 034 970,58	3 513 207,93	5 005 229,28	2 241 426,82	44,78	-1 271 781,11	-36,20
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	4 005 054,02	6 003 340,00	12 507 293,77	5 002 503,00	40,00	-1 000 837,00	-16,67
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	33 175,99	27 157,75	0,00	17 053,97	0,00	-10 103,78	-37,20
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00	6 250,26	973 288,74	39 933,74	4,10	33 683,48	538,91
	Total Investissement	8 524 005,40	13 658 041,22	29 176 800,28	14 460 795,08	49,56	802 753,86	5,88
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	4 880 389,67	6 852 340,14	6 254 113,68	6 254 113,68	100,00	-598 226,46	-8,73
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	99 227,66	91 567,88	106 400,00	117 704,34	110,62	26 136,46	28,54
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VE	2 125 858,85	1 491 670,96	1 278 779,00	1 913 082,44	149,60	421 411,48	28,25
73	IMPOTS ET TAXES	30 995 742,37	30 484 021,19	31 548 204,50	32 980 207,69	104,54	2 496 186,50	8,19
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	12 937 748,35	12 456 647,73	11 905 351,00	12 440 091,73	104,49	-16 556,00	-0,13
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 263 932,45	1 194 930,61	1 092 405,00	1 110 300,24	101,64	-84 630,37	-7,08
76	PRODUITS FINANCIERS	486,75	10,69	0,00	0,00	0,00	-10,69	-100,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	485 527,01	768 263,21	40 800,00	726 672,51	1 781,06	-41 590,70	-5,41
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROV	0,00	2 700 610,09	0,00	0,00	0,00	-2 700 610,09	-100,00
	Total Fonctionnement	52 788 913,11	56 040 062,50	52 226 053,18	55 542 172,63	106,35	-497 889,87	-0,89
	Total Recettes	61 312 918,51	69 698 103,72	81 402 853,46	70 002 967,71	86,00	304 863,99	0,44

Les dépenses réelles du compte administratif 2021, leurs évolutions par rapport à 2020 et 2019 ainsi que leurs taux de réalisation par rapport au budget voté en 2021 sont les suivantes :

Chapitre	Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgété 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021 - 2020	Evolution en % 2021-2020
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	1 829 157,65	6 113 253,96	5 200 451,41	5 200 451,41	100,00	-912 802,55	-14,93
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	301,00	0,00	54 428,29	44 428,29	81,63	44 428,29	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	23 012,61	0,00	8 038,30	8 038,30	100,00	8 038,30	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	4 872 218,64	4 912 850,13	14 389 000,00	5 379 500,33	37,39	466 650,20	9,50
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	254 155,48	294 091,29	658 781,24	154 670,73	23,48	-139 420,56	-47,41
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	390 416,34	1 313 504,51	1 948 504,30	1 564 011,53	80,27	250 507,02	19,07
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	812 065,87	1 654 888,95	3 795 935,88	2 049 306,20	53,99	394 417,25	23,83
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	8 616 441,90	7 324 553,98	11 283 834,00	6 739 522,04	59,73	-585 031,94	-7,99
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00	21 166,80	959 216,86	91 283,77	9,52	70 116,97	331,26
	Total Investissement	16 797 769,49	21 634 309,62	38 298 790,28	21 231 212,60	55,44	-403 097,02	-1,86
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	12 572 544,86	10 446 335,60	12 700 458,98	10 609 769,37	83,54	163 433,77	1,56
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMI	18 785 863,37	18 879 316,48	19 145 336,00	18 929 444,49	98,87	50 128,01	0,27
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	402 053,00	403 000,00	457 179,00	325 683,00	71,24	-77 317,00	-19,19
022	DENPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	199 995,89	0,00	0,00	0,00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	8 175 448,46	10 763 987,20	8 417 708,00	8 083 584,76	96,03	-2 680 402,44	-24,90
66	CHARGES FINANCIERES	1 163 926,21	1 119 833,25	1 057 715,31	1 050 989,48	99,36	-68 843,77	-6,15
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	126 117,63	142 725,81	1 125 670,00	1 055 860,62	93,80	913 134,81	639,78
	Total Fonctionnement	41 205 953,53	41 755 198,34	43 104 063,18	40 055 331,72	92,93	-1 699 866,62	-4,07
	Total Dépenses	58 003 723,02	63 389 507,96	81 402 853,46	61 286 544,32	75,29	-2 102 963,64	-3,32

III. Les recettes Réelles de fonctionnement

Chapitre	CA 2019	CA 2020	BUDGET TOTAL	CA 2021	aux de réalis	Evolution	Evolution en %
		cumulées N-1	2021	avec OP. EQUIP.	tion 2021	2021-2020	2021-2020
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	4 880 389,67	6 852 340,14	6 254 113,68	6 254 113,68	100,00	-598 226,46	-8,73
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	99 227,66	91 567,88	106 400,00	117 704,34	110,62	26 136,46	28,54
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VEN	2 125 858,85	1 491 670,96	1 278 779,00	1 913 082,44	149,60	421 411,48	28,25
73 IMPOTS ET TAXES	30 995 742,37	30 484 021,19	31 548 204,50	32 980 207,69	104,54	2 496 186,50	8,19
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	12 937 748,35	12 456 647,73	11 905 351,00	12 440 091,73	104,49	-16 556,00	-0,13
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 263 932,45	1 194 930,61	1 092 405,00	1 110 300,24	101,64	-84 630,37	-7,08
76 PRODUITS FINANCIERS	486,75	10,69	0,00	0,00	0,00	-10,69	-100,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	485 527,01	768 263,21	40 800,00	726 672,51	1 781,06	-41 590,70	-5,41
78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVIS	0,00	2 700 610,09	0,00	0,00	0,00	-2 700 610,09	-100,00
Total Recettes	52 788 913,11	56 040 062,50	52 226 053,18	55 542 172,63	106,35	-497 889,87	-0,89

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 55 542 172.63 euros, supérieures de 3 316 119 euros à la prévision. Pour autant, on note une légère diminution de 0.89 % par rapport à 2020 soit 497 889.87 euros en moins.

Toutefois, si l'on ne tient pas compte du résultat reporté de 2020, en diminution de 598 000 euros par rapport à 2019, les recettes réelles restent stables avec une augmentation de 0.2% soit un peu plus de 100 000 euros de recettes supplémentaires.

- **Les atténuations de charge (chapitre 013)** constituées des remboursements sur rémunérations et charges de personnels sont en augmentation de 26 136.46 euros mais impactent peu les recettes.
- **Les produits des services et du domaine (chapitre 70)** se fixent à 1 913 082.44 euros, elles sont en augmentation de 28.25% par rapport à 2020 soit 421 411.48 euros supplémentaires mais restent encore inférieures au montant de 2019.

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
AUTRES VENTES DE PRODUITS FINIS	0,00	0,00	0,00	89 198,08	0,00	89 198,08	
CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	137 380,00	120 119,00	75 000,00	186 964,00	249,29	66 845,00	55,65
REDEVANCES FUNERAIRES	18 779,05	20 448,65	0,00	5 075,00	0,00	-15 373,65	-75,18
REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	61 250,28	143 085,24	130 412,00	245 649,51	188,36	102 564,27	71,68
AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION	516 856,95	185 337,41	230 000,00	166 486,93	72,39	-18 850,48	-10,17
FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT	169 723,82	67 969,74	131 000,00	108 226,01	82,62	40 256,27	59,23
AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	2 888,40	3 128,60	0,00	0,00	0,00	-3 128,60	-100,00
REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARAC. CUL	246 623,47	211 861,27	51 000,00	179 333,43	351,63	-32 527,84	-15,35
A CARACTERE SPORTIF	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACT. SO	399 087,70	330 433,94	353 975,00	367 083,11	103,70	36 649,17	11,09
REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET ENSEIG	172 918,28	111 192,99	170 000,00	158 838,27	93,43	47 645,28	42,85
AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	83 000,00	93 494,68	0,00	62 537,15	0,00	-30 957,53	-33,11
LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	11 602,76	4 996,45	0,00	11 521,68	0,00	6 525,23	130,60
AUX BUDG. ANNEX., REGIES MUNICIPALES, CCAS ET CDE	101 142,67	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	
AU GFP DE RATTACHEMENT	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	
AUX AUTRES ORGANISMES	68 993,99	65 366,99	61 000,00	30 697,47	50,32	-34 669,52	-53,04
PAR LES CCAS	8 487,00	8 056,00	8 000,00	49 111,80	613,90	41 055,80	509,63
PAR LE GFP DE RATTACHEMENT	127 024,48	126 180,00	0,00	252 360,00	0,00	126 180,00	100,00
AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES	0,00	0,00	20 392,00	0,00	0,00	0,00	

Les ventes de produits finis d'un montant de 89 198.08 euros concernent la valorisation des certificats d'énergie obtenus dans le cadre du marché de performance des installations thermiques.

Globalement le total des concessions dans les cimetières et redevances funéraires progresse d'un peu plus de 50 000 euros.

La RODP progresse fortement de 102 564.27 euros par rapport à 2020. Mais il convient de souligner que la RODP versée dans le cadre de la DSP du Silex de 52 763.85 euros était précédemment imputée à

l'article 7588 tout comme la RODP versée pour l'utilisation des réseaux pour partie imputée au compte 757.

La redevance d'affermage pour le théâtre municipal payé par le délégataire reste inchangée à un montant de 40 000 euros.

Les droits de stationnement de 166 486.33 euros sont encore en recul en 2021 de 18 850.48 euros (-10.17%) et restent très largement inférieur au niveau de 2019 (516 856.95 €). Cette perte est liée directement à la crise sanitaire et aux mesures d'accompagnement de gratuité du stationnement. Le forfait post stationnement progresse de 59.23% pour atteindre 108 226 euros sans pour autant revenir au niveau de 2019.

Pour mémoire au compte 70388 était encaissé jusqu'en 2020 la recette des sanisettes qui sont désormais gratuites.

Les redevances à caractère culturel que sont essentiellement les inscriptions au conservatoire de musique reculent de 15.35%. Toutefois, il convient de rappeler que des remises de dettes ont été accordées en 2020 pour un montant de 54 300 euros par conséquent, corrigées de ces remises, les recettes progressent de près de 22 000 euros sans pour autant revenir au niveau de 2019 ; , le conservatoire ayant été encore été impacté sur l'année scolaire 2020/2021 par la crise sanitaire.

Par contre les redevances à caractère social que sont les inscriptions aux centres de loisirs, crèches, équipements de quartiers etc..... progressent de 11.09% par rapport à 2020 pour atteindre un montant de 367 083.11 euros se rapprochant du montant de 2019 de 399 087.70 euros. Les effets de la crise sanitaire ont en effet été beaucoup moins notables sur 2021.

Il en est de même pour les redevances liées à l'accueil périscolaire qui progressent de 42.85% pour atteindre un montant de 158 838.2727 euros mais restent encore inférieures niveau de 2019 de 172 918.28 euros.

Les autres prestations de service concernent le remboursement par la Caisse des écoles des personnels mis à disposition pour les missions de réussite éducative soit un montant de 62 537.15 euros

Le reversement par la communauté d'agglomération de 252 360 euros pour l'entretien des zones d'activités tient compte des montants afférents aux exercices 2020 et 2021 soit 126 180 euros/an.

Les remboursements par le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) pour la participation au CNAS (Comité Nationale d'Action Sociale) et les salaires des agents mis a disposition sont en diminution compte tenu des mouvements de personnel.

- **Les impôts et taxes perçus (chapitre 73)** par la ville d'Auxerre sont d'un montant de 32 980 207.6969 euros et représentent près de 67% des recettes réelles hors résultat reporté. Elles sont en progression de 8.19% par rapport à 2020 soit 2 496 186.50 euros supplémentaires de produits. Cela s'explique par 2 éléments majeurs :
 - la réforme de la fiscalité qui modifie l'imputation comptable des recettes et qui ne constitue pas une augmentation aussi importante qu'il n'y paraît,
 - la forte progression de la taxe additionnelle sur les droits de mutation.

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	2021	2021-2020	2020
IMPOTS DIRECTS LOCAUX	25 205 493,00	25 575 396,00	26 762 533,00	26 747 856,00	99,95	1 172 460,00	4,58
AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	148 499,00	72 210,43	0,00	22 666,86	0,00	-49 543,57	-68,61
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	2 950 191,41	2 223 357,89	1 648 800,00	1 954 300,20	118,53	-269 057,69	-12,10
FONDS DE PEREQUATION DES RESS.COMMUNALES ET	12 038,00	4 981,00	0,00	4 981,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE PLACE	200 236,11	106 488,04	180 000,00	138 259,95	76,81	31 771,91	29,84
AUTRES TAXES	31 794,59	80 893,30	101 200,00	55 368,91	54,71	-25 524,39	-31,55
VERSEMENT mobilité	0,00	1 632,10	0,00	223,14	0,00	-1 408,96	-86,33
TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES	31 564,00	33 059,00	0,00	33 813,00	0,00	754,00	2,28
TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	743 130,21	705 099,20	740 000,00	696 452,76	94,12	-8 646,44	-1,23
TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE	692 800,97	514 849,74	1 011 000,00	1 009 827,55	99,88	494 977,81	96,14
TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCIERE	979 995,08	1 166 054,49	1 104 671,50	2 316 458,32	209,70	1 150 403,83	98,66

Les impôts directs locaux au compte 73 111 sont en augmentation de 4.58% soit un montant de 1 172 460 euros. Toutefois cette augmentation est à relativiser puisqu'il s'agit d'un impact de la réforme fiscale.

ville d'Auxerre - Evolution produits de fiscalité

source Etat 1259-2021

TFB	effectif 2020	effectif 2021	VARIATION	VARIATION %
BASES	54 514 518,00	53 314 535,00	-1 199 983,00	-2,20%
TAUX	24,76%	46,60%		
PRODUIT	13 497 794,66	24 844 573,31	11 346 778,65	84,06%
compensation TF	40 391,00	659 061,00	618 670,00	1531,70%
TOTAL TFB + Compensation	13 538 185,66	25 503 634,31	11 965 448,65	88,38%

diminution du fait des bases exonérées par la loi

taux ville + part taux département

augmentation de la compensation

TFNB	effectif 2020	effectif 2021	VARIATION	VARIATION %
BASES	186 360,00	193 335,00	6 975,00	3,74%
TAUX	74,27%	74,27%		
PRODUIT	138 409,57	143 589,90	5 180,33	3,74%
compensation TFNB		11 010,00	11 010,00	

effet du coefficient correcteur

TH sur résidences secondaires calcul à confirmer

TH	effectif 2020	effectif 2021	VARIATION	VARIATION %
BASES RP (connue)	51 202 124,00			
TAUX	21,14%	682 899,00		
PRODUIT	10 824 129,01		-10 141 230,01	-94%
BASES RS +locaux vacants	5 274 658,27			
TAUX	21,14%	1 076 793,79		
PRODUIT	1115062,758		-38 268,97	-3%
PRODUIT TH (RR + RS)	11939191,77	1 759 692,79	-10 179 498,98	-85%

	CA 2020	2021	VARIATION	VARIATION %
73 111 TOTAL IMPOTS DIRECTS	25 575 396,00	26 747 856,00	1 172 460,00	5%
74834 COMPENSATION TFNB + TFB	40 391,00	670 071,00	629 680,00	1559%
74835 COMPENSATION TH	1 477 209,00	-	1 477 209,00	
TOTAL PRODUITS	27 092 996,00	27 417 927,00	324 931,00	1%

Désormais, seule la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et locaux vacants est collectée. La taxe d'habitation sur les résidences principales est supprimée et compensée par une fraction de taux départemental

La loi de finances pour 2020 a prévu la compensation intégrale, à partir de 2021, des effets, pour les communes, de la suppression de la taxe d'habitation sur les locaux à usage d'habitation principale par le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Cette compensation est garantie par le mécanisme dit du « coefficient correcteur ».

Le coefficient correcteur et l'effet du coefficient correcteur définitif concernant la commune d'Auxerre pour l'année 2021 prend en compte les rôles supplémentaires de taxe d'habitation sur les locaux à usage d'habitation principale de 2020 émis jusqu'au 15 novembre 2021. Le montant pour 2021 est de 682 899 euros, imputé au compte 73111.

Par ailleurs, des modifications ont été apportées par la Loi portant sur l'exonération de certaines bases de taxes foncières des locaux industriels (modification méthode d'évaluation des bases), la diminution des bases et donc du produit fait l'objet d'une compensation. Pour 2021, le montant est de 651 389

euros est encaissé au chapitre 74- compte 74834 auxquelles s'ajoutent non bâti 11 010 euros.

A noter que les bases sur le foncier bâti progressent même si ce n'est pas visible directement du fait des exonérations appliquées depuis cette année par l'Etat.

Par conséquent, en prenant en compte l'ensemble de ces éléments, la progression nette des produits de fiscalité (impôts et compensation) est de près de 325 000 euros entre 2021 et 2022.

En complément, 22 666.86 euros ont été encaissés au titre du rôle supplémentaire (autres impôts locaux).

Pour ce qui est des autres produits encaissés au chapitre 74, l'attribution de compensation diminue de 269 057 euros par rapport à 2020.

Concernant les droits de place et terrasses, ils progressent de près de 30% par rapport à 2020 mais restent encore inférieurs à 2019. Les activités de marchés et fêtes n'ont pas repris normalement sur 2021.

Les occupations temporaires du domaine public (autres taxes) sont en diminution mais cette baisse est à relativiser puisqu'en 2020 des coupures de voirie de l'exercice 2019 ont été titrées.

Pour ce qui concerne la TLPE d'un montant de plus d'1 million d'euros, il s'agit du cumul de l'exercice 2019 et 2020 qui a fait l'objet d'une remise de dette. Une dépense d'un montant équivalent est donc inscrite au compte 6718 dépenses exceptionnelles.

La taxe additionnelle sur les droits de mutation continue de progresser puisqu'elle a quasiment doublé entre 2020 et 2021 pour se porter à un montant de 2 316 458.32 euros, preuve d'une activité immobilière forte.

- **Les dotations et participations (chapitre 74)** sont d'un montant de 12 440 091.73 euros et stagnent par rapport à 2020 (- 0.13%).

Toutefois il convient de souligner que la réforme de la fiscalité a conduit à supprimer la compensation d'exonération de taxe d'habitation de près d'1,5 million d'euros jusqu'alors encaissée au chapitre 74. Cette somme est compensée via la fraction de taux départemental de TFB et le coefficient correcteur comme précisé *supra* mais au chapitre 73. La progression des autres recettes de ce chapitre a donc limité la perte de la compensation d'exonération de la TH.

Par conséquent, si l'on corrige le montant du chapitre 74 des compensations TH et TF afin d'avoir des données comparables entre 2020 et 2021, les recettes nettes de compensations TH et TF progressent de 8%.

Cette progression s'explique par l'augmentation de la DGF et le rattachement de produit à l'exercice des recettes provenant de la CAF au titre de la prestation de service et du contrat enfance jeunesse afférentes à 2021.

Ainsi, la dotation globale de fonctionnement est de 8 077 313 euros soit une progression de 180 953 euros par rapport à 2020 (+2%). Si la dotation forfaitaire connaît une baisse très légère de 9 748 euros, la dotation de solidarité urbaine progresse de 110 450 euros et dotation de péréquation augmente de 80 251 euros.

EVOLUTION DE LA DGF

dotation	2019	2020	2021
Population DGF	37 473	36 586	36 612
Dotation forfaitaire	5 103 120 €	4 945 925 €	4 936 177 €
DF par habitant	136,18 €	135,19 €	134,82 €
Dotation de solidarité urbaine	2 421 236 €	2 549 181 €	2 659 631 €
DSU par habitant par habitant	64,61 €	69,68 €	72,64 €
Dotation nationale de péréquation	334 378 €	401 254 €	481 505 €
DNP par habitant	8,92 €	10,97 €	13,15 €
TOTAL DGF	7 858 734 €	7 896 360 €	8 077 313 €
TOTAL DGF par habitant	210 €	215,83 €	220,62 €

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
DOTATION FORFAITAIRE	5 103 120,00	4 945 925,00	4 936 177,00	4 936 177,00	100,00	-9 748,00	-0,20
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	2 421 236,00	2 549 181,00	2 656 631,00	2 659 631,00	100,11	110 450,00	4,33
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	346 418,00	406 237,00	481 505,00	481 505,00	100,00	75 268,00	18,53
FCTVA	105 400,00	235 964,00	80 000,00	-205 878,00	-257,35	-441 842,00	-187,25
D.G.D.	434 278,00	434 278,00	434 000,00	434 278,00	100,06	0,00	0,00
AUTRES	461 307,37	439 946,96	485 344,00	495 682,58	102,13	55 735,62	12,67
REGIONS	42 461,09	19 773,60	0,00	9 482,69	0,00	-10 290,91	-52,04
DEPARTEMENTS	154 505,04	134 516,00	26 000,00	125 009,00	480,80	-9 507,00	-7,07
GFP DE RATTACHEMENT	133 933,78	139 049,73	0,00	130 031,83	0,00	-9 017,90	-6,49
AUTRES ORGANISMES	2 242 151,07	1 578 515,94	2 081 214,00	2 628 122,13	126,28	1 049 606,19	66,49
COMPENSATION POUR PERTE DE TAXE ADDITIONNE	3 435,00	3 806,00	0,00	7 705,00	0,00	3 899,00	102,44
ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXES FONCIE	39 837,00	40 391,00	651 389,00	670 071,00	102,87	629 680,00	1558,96
ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXE HABITATI	1 395 003,00	1 477 209,00	0,00	0,00	0,00	-1 477 209,00	-100,00
DOTATION PUBLIQUE DE LA VILLE	0,00	0,00	19 000,00	19 000,00	100,00	19 000,00	
DOTATION DE RECENSEMENT	6 728,00	6 729,00	6 566,00	0,00	0,00	-6 729,00	-100,00
DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	41 420,00	37 870,00	41 000,00	41 420,00	101,02	3 550,00	9,37
AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	6 515,00	7 255,50	6 525,00	7 854,50	120,38	599,00	8,26

Le FCTVA (Fonds de Compensation sur la Valeur Ajoutée) sur les dépenses de fonctionnement présente un montant négatif en raison d'un rattachement à l'exercice précédent pour lequel le montant définitif encaissé est inférieur.

Le montant de la DGD hygiène et santé reste stable à 434 278 euros.

Les subventions «autres» regroupent les subventions versées par l'Etat et ses directions et agences. Les tableaux ci-dessous présentent les actions financées.

Libellé	Montant
AIDE FINANCIERE CENTRE DE VACCINATION AUXERRE	347 535,00
Actions financées par l'agence régionales de santé	347 535,00

CV_2021 LEZARDS DES ARTS COMPLEMENT	2 000,00
CV_2021- SUR LES CHEMINS CULTURELS, LEZARDS DES ARTS	2 000,00
CV_FAMILLES D'AUJOURD'HUI 2021 ETAT ANCT	2 000,00
CV-ALLEZ VERS 2021 ETAT ANCT	1 900,00
CV_CHANTIER JEUNES 2021 ETAT ANCT	1 500,00
CV_CARNET DE VOYAGE	3 000,00
CV_CARNET DE VOYAGE	1 000,00
SUBV 2789P0082301	2 000,00
CV_2021 QUAND LES ALBUMS SONT RACONTES PAR LES PAIRS	1 700,00

CV_2021 ECOLIERS ET BIO ACTEURS S'ENRACINENT DANS LES QUARTI	1 000,00
CV_2021 QUAND LES CONTES SE FAUFILIENT DANS LES QUARTIERS	1 000,00
CV_2021 NOS TRESORS D'ENFANCE	3 545,00
CV_2021 VACANCES A LA VILLE VACANCES SPORTIVES	4 000,00
Actions du contrat de ville financées par l'ANCT	26 645,00

ARCHIVES NUMERISATION	6 000,00
B3 LEZARD DES ARTS	3 000,00
CV_2021 PASSEURS D'IMAGE	2 000,00
CV_L'ARTOTHEQUE DANS LES QUARTIERS	1 500,00
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE PROGRAMME 2021	48 000,00
CV_2021 LES ROSOIRS EN SCENE	2 500,00
DRAC CHARGEE DE MISSION ARCHEOLOGIE 2021	41 597,00
Actions financées par la DRAC	104 597,00

SERVICE MINIMUM ACCUEIL	1 026,62
FRAIS ELECTIONS DEP+REG 2021	13 555,04
FRAIS COMMISSION PROPAGANDE	19 213,92
Solde DSIL 2020 CHRIS TRAVAUX TOUR D'AUVERGNE	58 027,20
Actions financées par l'Etat - Préfecture de l'YONNE	91 822,78

- La région BFC a versée 9 482.69 euros pour des actions conduites dans le cadre du contrat de ville pour des chantiers jeunes notamment.
- Le Conseil Départemental de l'Yonne a versé 125 0009 euros pour les actions menées par les espaces d'accueil et d'animations et autres actions du contrat de ville.
- La Communauté de l'Auxerrois a versé 130 031.83 euros pour les actions menées au titre du contrat de ville.

Les participations des autres organismes sont en forte progression puisqu'on note un montant de plus d'1 M d'euro supplémentaire par rapport à 2020. Il s'agit des versements de la CAF et de la MSA autre titre de la PSO et du CEJ. Cela s'explique essentiellement par le rattachement à l'exercice 2021 des recettes de PSO et CEJ 2021 pour un montant de 776 000 euros, contrairement à 2020 où le CEJ 2020 n'avait pas été rattaché à l'exercice 2020.

Comme évoqué *supra*, la compensation sur les exonérations de TH est supprimée et une compensation est versée pour les exonérations de taxe foncière sur les locaux industriels.

Un montant de 19 000 euros a été encaissé pour le financement des correspondants pour l'année 2020. (dotation publique de la ville)

41 420 euros ont été versés par l'Etat au titre des dotations pour les titres sécurisés ainsi que 7 854.50 euros par l'agence nationale des titres sécurisés.

➤ **Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) se sont contractés de 5.46 %.**

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
REVENUS DES IMMEUBLES	624 310,06	612 735,87	546 354,00	603 654,10	110,49	-9 081,77	-1,48
REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCE	309 272,27	308 230,54	255 241,00	246 517,40	96,58	-61 713,14	-20,02
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	330 350,12	273 964,20	290 810,00	260 128,74	89,45	-13 835,46	-5,05

Les revenus des loyers restent stables.

Si les redevances versées sont en diminution, c'est parce qu'il s'agit d'une modification d'imputation comptable des montants des redevances de réseau qui sont dorénavant imputées au chapitre 70 comme exposé *supra*.

Les redevances sont composées par la redevance d'affermage restauration collective versée par ELRES.

- Les **produits financiers (chapitre 76)** sont en replis pour un montant non significatif de 10 euros.
- Les produits exceptionnels sont en diminution de 5.41%. Ils se portent à 726 672.51 euros, soit 41 590.70 euros de recettes en moins par rapport à 2020.

Chapitre 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	CA 2019	CA 2020	BUDGET TOTAL 2021	CA 2021	taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
7711 DEDITS ET PENALITES PERCUES	343 196,81	-343 196,81	0,00	6 500,00	0,00	349 696,81	-101,89
7713 LIBERALITES RECUES	0,00	0,00	0,00	4 532,25	0,00	4 532,25	0,00
7714 RECOUVR. SUR CREANCES ADMISES	1 234,32	234,35	0,00	768,34	0,00	533,99	227,86
7718 AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 971,63	709,79	0,00	2 100,10	0,00	1 390,31	195,88
773 MANDATS ANNULES SUR EXERCICES	16 209,38	69 438,01	0,00	139 202,30	0,00	69 764,29	100,47
775 PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILI	15 192,35	584 313,91	0,00	406 226,79	0,00	-178 087,12	-30,48
7788 PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	105 722,52	456 763,96	40 800,00	167 342,73	410,15	-289 421,23	-63,36
Total Chapitre PRODUITS EXCEPTIONNELS	485 527,01	768 263,21	40 800,00	726 672,51	1 781,06	-41 590,70	-5,41

Les mandats annulés sur exercice antérieurs portent sur essentiellement sur la régularisation d'avoir

Les cessions intervenues en 2021 pour un montant total de 406 226.79 € sont :

- Cessions pour 55 316.41 euros via agora store pour la vente de petits mobiliers et matériels et véhicules
- terrain 39 B rue du 24 Aout : 150 000 €
- terrain clos de la roche : 3690 €
- terrain clos de la roche : 3240 €
- terrain clos de la roche : 3900 €
- vente immeuble 11 rue 4 septembre : 112 500 €
- immeuble rue Chapelle à LABORDE : 70080,38 €
- terrain place Corot : 5000 €
- cession immobilisation véhicule incendié Citroen Jumper : 2 500 € versé par la SMACL

Les produits exceptionnels divers sont constitués de :

- dommages et intérêts au bénéfice de la ville suite à contentieux
- régularisations sur consommation
- versement d'indemnités par les assurances suite à sinistre

Pour mémoire, le chapitre 78 en 2020 concernait la reprise de la provision au titre de la contribution au SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours). Il n'y a pas d'écriture en 2021.

IV. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement sont en net repli par rapport à 2020 (-4.07%), pour s'établir à 40 055 331,72 euros soit près de 1.7 million d'euros d'économies. Cela s'explique tout d'abord par des moindres dépenses liées à la crise sanitaire, mais surtout par la diminution des « autres charges de gestion courante ».

Les charges à caractère général (chapitre 011) en net repli en 2020 du fait du peu d'activité des services, retrouvent un montant en augmentation mais maîtrisé et absorbant les surcoûts de la crise sanitaire.

Cette tendance exprime la volonté forte de maîtrise des dépenses de fonctionnement et l'évolution de seulement +1.56 % du chapitre 011 en est la traduction.

A l'intérieur de ce chapitre, notons les évolutions à la hausse des dépenses suivantes :

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
ENTRETIEN BATIMENTS PUBLICS	808 417,98	337 018,63	912 740,79	758 961,66	83,15	421 943,03	125,20
LOCATIONS IMMOBILIERES	201 408,15	160 221,00	308 955,65	288 304,96	93,32	128 083,96	79,94
FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	291 789,81	321 774,74	461 145,93	425 643,04	92,30	103 868,30	32,28
DIVERS	101 420,89	32 222,94	170 612,00	134 736,80	78,97	102 513,86	318,14
VOIRIES	535 479,02	338 135,14	480 000,00	425 200,11	88,58	87 064,97	25,75
ENERGIE - ELECTRICITE	1 943 363,15	1 408 300,14	1 573 072,11	1 464 279,18	93,08	55 979,04	3,97
TRANSPORTS COLLECTIFS	214 039,65	177 200,64	283 466,00	203 730,77	71,87	26 530,13	14,97
ANNONCES ET INSERTIONS	47 889,48	9 852,30	46 000,00	30 173,10	65,59	20 320,80	206,25
FOURNITURES DE VOIRIE	244 714,58	212 069,35	252 000,00	227 609,90	90,32	15 540,55	7,33
TAXES FONCIERES	527 046,00	441 328,00	469 603,00	455 184,00	96,93	13 856,00	3,14
EAU ET ASSAINISSEMENT	227 040,98	255 116,55	266 907,00	265 864,25	99,61	10 747,70	4,21

Les nécessaires travaux d'entretien des équipements communaux ont mobilisé 758 K€ en nette augmentation par rapport à 2020, les locations mobilières connaissent une forte évolution mais 113 K€ sont imputables à la location d'Auxerexpo pour le centre de vaccination. L'augmentation de l'achat de fournitures d'équipement traduit la reprise des activités municipales et un rattrapage sur ce qui n'avait pu être réalisé en 2020. Les dépenses diverses et droits d'entrés des activités en hausse traduisent également la reprise des activités des services, notamment des équipements de quartiers et centre de loisirs auquel il faut ajouter les transports collectifs pour se rendre sur les lieux d'activités.

Il est à noter que 70 702 euros concernent le protocole transactionnel réglant le litige sur les années antérieurs avec l'AJA.

Les dépenses liées aux fournitures et à l'entretien des voiries retrouvent quasiment leur niveau de 2019, tandis que les frais d'électricité subissent les fortes hausses nationales.

Face à ces hausses variées, de nombreuses baisses significatives sont à relever :

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	3 316 655,19	3 148 130,57	3 507 075,37	2 704 964,40	77,13	-443 166,17	-14,08
AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	174 232,94	326 760,94	221 990,78	157 719,53	71,05	-169 041,41	-51,73
AUTRES BATIMENTS	0,00	125 031,31	11 808,22	11 585,98	98,12	-113 445,33	-90,73
MAINTENANCE	373 192,80	240 552,10	258 443,34	155 727,10	60,26	-84 825,00	-35,26
FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	77 675,02	65 726,10	0,00	7 555,40	0,00	-58 170,70	-88,50
CHAUFFAGE URBAIN	170 309,80	215 318,01	202 000,00	174 516,65	86,39	-40 801,36	-18,95
VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	81 825,30	32 707,36	71 500,00	1 800,38	2,52	-30 906,98	-94,50
RECEPTIONS	112 393,45	99 422,93	72 597,33	73 072,90	100,66	-26 350,03	-26,50
FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	188 484,99	201 579,00	184 000,00	182 192,95	99,02	-19 386,05	-9,62
FOURNITURES SCOLAIRES	120 769,58	115 124,41	114 194,00	95 794,58	83,89	-19 329,83	-16,79
A D'AUTRES ORGANISMES	22 974,16	14 320,32	500,00	0,00	0,00	-14 320,32	-100,00
AU GFP DE RATTACHEMENT	14 992,28	91 029,73	69 100,00	78 237,59	113,22	-12 792,14	-14,05
VOYAGES ET DEPLACEMENTS	0,00	10 841,84	4 480,80	480,80	10,73	-10 361,04	-95,57

La maîtrise et la rationalisation a permis une économie substantielle sur les contrats de prestations de services en baisse de 443 166 euros ainsi que sur les consommables (-169 041 €), sur les couts

L'amélioration thermique des bâtiments municipaux et les actions d'économies d'énergie initiées en 2020 continuent de produire des effets bénéfiques sur les dépenses d'énergie et combustibles.

Les frais de réception sont passés de 112393 en 2019 à 72 597 € en 2021. Les frais de télécommunications ont également diminué de près de 20 000 euros entre 2020 et 2021.

Les dépenses de personnel (chapitre 012) :

Les dépenses de personnel étaient inscrites au BP pour 19 755 336 €. Le compte administratif s'élève à 18 929 444 €. Il était de 18 879 316 € en 2020, soit une quasi stabilité (+0.27 %, + 50 128 €).

Sur 2021, les charges de personnel ont été impactées par diverses charges : l'augmentation du SMIC en janvier et octobre 2021 a représenté 64 000 euros, les avancements de grade 44 000 euros, les avancements d'échelon 73 000 euros, la poursuite de la revalorisation du régime indemnitaire 127 000 euros, l'instauration de la prime de précarité 44 000 euros. La revalorisation de l'indice minimum de rémunération à compter du 01/10/2021 a coûté 7 000 euros et la poursuite du PPCR des catégories A et C 90 000 euros.

Il convient de relever également le surcoût lié à la mise en place de personnel non permanent pour la vaccination contre le covid 19 qui a impacté le budget à hauteur de 90 800 euros ainsi que l'organisation des élections régionales qui a représenté une dépense de 40 000 euros.

Ces hausses ont été absorbées par les économies réalisées par le non remplacement ou la réaffectation de certains agents (Correspondants de nuit, agents des services culturels ...), le décalage dans le temps de recrutements ainsi que les vacances de certains postes.

Les atténuations de produits (chapitre 014) sont à un montant de 325 683 euros soit une baisse de presque 20%. Sont mandatés à ce chapitre, le FPIC ainsi que des dégrèvements sur les trois taxes d'impôts locaux (TF, TFNB, TH) et sur les friches commerciales.

Les autres charges de gestion courantes (chapitre 65) ont connu diminution de 24.90 % pour revenir en dessous de leur niveau de 2019. A ce chapitre est versée la contribution au SDIS pour 2 635 769 euros.

Il comprend également les indemnités aux élus qui, charges comprises, atteignent 256 548 toujours inférieur à leurs niveaux de 2019. Les renouvellements de redevances pour logiciels et l'abonnement pour le service de téléalerte atteignent 29 480 euros, les autres contributions obligatoires que sont les participations aux écoles privées, les participations aux autres communes ayant des enfants auxerrois scolarisés dans leurs écoles, et le reversement au CCAS d'un tiers des concessions de cimetières diminuent de 18.98%.

Les créances éteintes et admissions en non valeurs présentées par le trésorier municipal se sont élevées à 7 453 euros contre 130 371 euros en 2020 et 36 006 euros en 2019.

La contribution à la Communauté d'Agglomération au titre de la participation au service des navettes est inchangée à hauteur de 200 000 euros.

Enfin, en sensible augmentation, le soutien aux fonctionnements des associations auxerroises avec plus de 3 611 037 euros de versés en 2021 en faveur du monde associatif local.

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCE	49 749,43	22 631,48	0,00	0,00	0,00	-22 631,48	-100,00
Autres	0,00	0,00	50 469,00	29 480,55	58,41	29 480,55	
IMDEMNITES	224 391,97	210 963,39	260 000,00	216 624,72	83,32	5 661,33	2,68
FRAIS DE MISSION	202,50	507,42	3 000,00	340,74	11,36	-166,68	-32,85
COTISATIONS DE RETRAITE	11 267,00	10 800,72	0,00	11 800,14	0,00	999,42	9,25
COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONAL	18 806,08	18 002,58	0,00	19 303,05	0,00	1 300,47	7,22
FORMATION	2 572,00	4 141,60	15 000,00	8 480,00	56,53	4 338,40	104,75
COTISAT. AU FONDS DE FINAN. ALLOC. DE FIN MANDAT	682,54	567,07	0,00	0,00	0,00	-567,07	-100,00
CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	32 123,64	0,00	30 000,00	3 054,28	10,18	3 054,28	
CREANCES ETEINTES	3 882,45	130 371,72	4 000,00	4 398,75	109,97	-125 972,97	-96,63
SERVICE D'INCENDIE	2 602 276,18	5 150 962,90	2 660 000,00	2 635 769,97	99,09	-2 515 192,93	-48,83
AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	501 635,07	489 285,71	602 000,00	396 419,19	65,85	-92 866,52	-18,98
GFP DE RATTACHEMENT	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	100,00	0,00	0,00
CCAS	876 000,00	891 570,82	923 000,00	909 872,99	98,58	18 302,17	2,05
AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	49 000,00	37 000,00	37 000,00	37 000,00	100,00	0,00	0,00
SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES	3 602 565,91	3 597 180,31	3 633 239,00	3 611 037,78	99,39	13 857,47	0,39
AUTRES	293,69	1,48	0,00	2,60	0,00	1,12	75,68

La charge financière pesant sur la ville d'Auxerre a encore diminué en 2021 (-6.15%) par rapport à 2020, avec un montant global de 1 050 989 euros soit une économie de 68 843 euros par rapport à l'exercice précédent.

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
INTERETS REGLES A ECHEANCE	1 083 026,26	1 053 445,92	1 070 000,00	1 003 060,35	93,74	-50 385,57	-4,78
INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE	-462,24	-734,36	-12 284,69	-11 109,52	90,43	-10 375,16	1412,82
AUTRES	81 362,19	67 121,69	0,00	59 038,65	0,00	-8 083,04	-12,04

Ce chapitre est formé par les intérêts des emprunts réglés lors des échéances pour 1 003 060 euros, ainsi que les régularisations d'intérêts à échoir sur 2022 mais concernant l'exercice 2021 diminué des intérêts payés en 2021 au titre de l'exercice 2020 soit -11 109 euros.

A cela s'ajoutent pour 59 038.65 euros, les intérêts d'un emprunt renégocié et les frais et commissions divers.

Les charges à caractères exceptionnels (chapitre 67) payés en 2021 s'élèvent à 1 055 860 euros contre 142 725 euros l'année précédente expliqués par la remise exceptionnelle sur les TLPE 2019 et 2020 pour 1 010 774.65 euros.

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	0,00	0,00	45 000,00	9 757,44	21,68	9 757,44	
AMENDES FISCALES ET PENALES	0,00	231,00	0,00	100,00	0,00	-131,00	-56,71
BOURSES ET PRIX	8 346,75	0,00	5 120,00	0,00	0,00	0,00	
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE DE GE	31 810,36	74 709,91	1 065 550,00	1 036 687,70	97,29	961 977,79	1287,62
TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	85 960,52	11 983,66	10 000,00	9 315,48	93,15	-2 668,18	-22,27
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	55 801,24	0,00	0,00	0,00	-55 801,24	-100,00

Les prix attribués habituellement aux lauréats du concours des maisons du fait de la crise sanitaire comme en 2020.

La crise sanitaire impacte cette année encore ce chapitre par des remboursements accordés de 360 euros sur les cotisations AQUAGYM séniors 2020, et 2571 euros sur les cartes de stationnement annuelles.

V. Les dépenses réelles d'investissement

La section d'investissement est appréhendée ici dans une approche de projets plutôt que de chapitres comptables stricto sensu.

Un projet peut impacter plusieurs chapitres tels que les travaux en cours (chapitre 23), les acquisitions d'immobilisations incorporelles (chapitres 20) et corporelles (chapitre 21) mais ces différents chapitres concourent tous à la réalisation du même projet.

Les investissements les plus conséquents et qui se déroulent sur plusieurs années sont votés et exécutés en autorisation de programme et crédits de paiements, le tableau ci-dessous retrace la situation des APCP au cours de l'exercice 2021.

Autorisation de Programme Crédits de paiement Situation 2021	Année Ouverture AP	Autorisation de Programme		Exécution budgétaire 2021	
		Montant AP actuelle	Montant Réalisé antérieur	Budgété 2021	Mandaté 2021
OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	2019	1 300 000,00	428 859,71	370 000,00	274 758,97
ARQUEBUSE	2019	6 588,00	6 588,00	0,00	0,00
ETANG SAINT VIGILE/PLACE DES CORDELIERS	2019	22 438,00	2 438,00	20 000,00	0,00
MONTARDOINS	2019	2 100 000,00	130 680,00	866 248,00	273 116,00
NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	2019	29 825 160,00	68 644,20	2 000,00	0,00
NPNRU ROSOIRS	2019	19 328 377,00	0,00	0,00	0,00
COULEE VERTE	2003	1 915 478,77	1 315 478,77	300 000,00	257 388,75
Eglise Saint pierre	2017	158 216,98	158 216,98	0,00	0,00
Tour de l'horloge	2017	51 167,08	51 167,08	0,00	0,00
Complexe Gymnique	2018	545 000,00	540 266,15	0,00	0,00
Gymnase Albert Camus	2018	1 100 000,00	366 666,00	366 666,00	366 666,00
AP ABBAYE SAINT GERMAIN	2020	22 000 000,00	0,00	0,00	0,00
AP AUXERREXPO	2020	1 725 000,00	0,00	430 000,00	25 815,58
AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	2020	577 000,00	19 992,00	0,00	0,00
AP TOUR DE L'HORLOGE	2020	2 583 000,00	444 493,14	1 201 905,00	967 305,45
AP BOUCLE LOCALE OPTIQUE	2021	500 000,00	0,00	0,00	0,00
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	2021	8 400 000,00	0,00	850 000,00	0,00
TOTAL PROGRAMMATION		92 137 425,83	3 533 490,03	4 406 819,00	2 165 050,75

En plus de ces autorisations de programme pluriannuels, d'autres projets spécifiques, à savoir :

Libellé	Budgeté 2021	CA 2021	taux de réalisation %
VIGIPIRATE	97 000,00	86 383,96	89,06
SCHEMA ACCESSIBILITE PROG	611 381,66	242 645,34	39,69
SCHEMA NUMERIQUE	65 968,00	30 668,42	46,49
VIGIPIRATE	33 546,91	27 509,26	82,00
QUAIS DE BUS	30 525,78	24 516,85	80,32
VIDEO PROTECTION URBAINE	7 167,98	6 020,64	83,99
CITERGIE	64 617,41	35 977,86	55,68
GS LES CLAIRIONS	29 811,51	20 941,72	70,25
CONTRAT CHAUFFE	158 099,60	0,00	0,00
PLACE ST GERMAIN	227 948,75	166 279,61	72,95
CONSEILS DE QUARTIERS	79 741,83	37 931,83	47,57
Total	1 405 809,43	678 875,49	48,30

Des opérations d'investissement viennent compléter les projets ci-dessus :

Infrastructures liées à la Véloroute ont été réalisés pour un montant total de 249 124 euros,
 Aménagements dans les cours d'écoles (GS Marie Noël , GS Saint Siméon) pour 35 671 euros,
 Réalisation d'une voie de Bus avenue Pierre de Courtenay pour 23 373 euros,
 Aménagements de voirie (coussins ralentisseurs, allées piétonnes) pour 861 454 euros,
 Sécurisation de traversées piétonnes pour 37 101 euros,
 Finalisation des terrains de football synthétiques pour 93 938 euros,
 Modernisation de l'éclairage publique pour 854 551 euros,
 Installation d'abris à vélos pour 35 709 euros
 Modernisation de carrefours à feux pour 24 044 euros,
 Travaux de génie civil préalable a l'installation de 6 sanisettes pour 35 554 euros,
 Arrosage automatique parc de l'Arbre Sec pour 91 451 euros,
 En plus du schéma numérique un investissement de mise à niveau des matériels et logiciels informatiques de 174 245 euros dont 64 641euros pour le pack office 2019 et 62 701 euros d'ordinateurs portables nécessaires pour le télétravail,
 Achat de mobilier pour les différentes structures municipales pour 159 490 euros ainsi que des équipements et matériels pour 73 053 euros,
 Modernisation et de sécurisation de l'Abbaye Saint Germain pour 768 966 euros et de la bibliothèque J.LACARRIERE pour 109 302 euros,
 Les soldes des travaux de la réfection des locaux du stade Pierre Bouillot pour 189 713 euros.
 Travaux de désamiantage sur plusieurs sites pour 58 892 euros,
 Aménagement d'un restaurant scolaire au GS Brazza pour 289 835 euros,
 Programme de sécurisation des toitures pour 123 574 euros,
 Restaurations d'œuvres dans les musées pour 94 620 euros et 29 080 euros d'acquisition de matériels et mobiliers,
 Les équipements sportifs ont bénéficié de 37 223 euros d'acquisitions de matériels nouveaux.

Les investissements cités ci-dessus représentent 4 450 143 euros.

Au titre des subventions d'équipements (chapitre 204), 714 033 euros ont été versés à la Communauté d'Agglomération au titre des attributions de compensation d'investissement, 53 559 euros d'aides à la rénovation des toitures et façades ont été versés en 2021,

Les clubs sportifs et associations diverses ont bénéficié de 227 048 euros d'aide à l'acquisition de nouveaux matériels d'activités,

L'Office Auxerrois de l'Habitat a été soutenu dans ses investissements pour un montant de 56 472 euros pour la maison de santé rive droite.

VI. Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 14 460 795 euros en augmentation de +5.88 % par rapport à 2020, à titre de comparaison, elles étaient de 13 658 041 euros en 2020 et 8 524 005.40 euros en 2019.

Au titre des dotations et fonds divers, la taxe d'aménagement a été perçue pour un montant de 209 758 euros contre 108 085 euros en 2020. Un montant de 1 695 186 euros a été encaissé au titre du FCTVA.

L'excédent de fonctionnement capitalisé, ressource propre participant au financement de l'autofinancement de l'investissement, s'est inscrite à hauteur de 5 254 933 en 2021 contre 4 millions d'euros en 2020 et 2.2 millions en 2019.

Hormis l'excédent de fonctionnement capitalisé et l'autofinancement dégagé de la section d'investissement, de nombreux projets portés par la collectivité sont cofinancés par des partenaires institutionnels tels que l'Etat, la Région, le Département ou la Communauté d'Agglomération.

Grace à une recherche active de cofinancement nécessitant parfois des montages de dossiers complexes dans des délais réduits, le montant des subventions perçues a été de 2 241 426 euros en 2021.

Le ratio entre les opérations d'investissement mandatées aux chapitres 20,21 et 23 et les subventions perçues au chapitre 13 donne un taux de cofinancement de 25.06 % en 2021.

La répartition par financeurs :

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021 en %	Evolution 2021 2020	Evolution en % 2021-2020
ETAT Aide à la relance construction durable	27 808,26	0,00	0,00	67 020,00		67 020,00	
CAISSE ALLOCATION FAMILIALE	0,00	12 999,33	0,00	0,00		-12 999,33	-100,00
ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	948 703,71	1139984,8	1 513 452,24	905 407,73	59,82	-234 577,07	-20,58
REGIONS	105 956,70	759 506,48	662 290,05	302 530,11	45,68	-456 976,37	-60,17
DEPARTEMENTS	213 896,00	280 560,26	513 334,00	50 991,00	9,93	-229 569,26	-81,83
COMMUNAUTE AGGLOMERATION	101 894,01	198 806,29	0,00	0,00		-198 806,29	-100,00
FONDS STRUCTURELS EUROPEENS	31 584,43	397 692,82	35 625,00	34 912,50	98,00	-362 780,32	-91,22
AUTRES FINANCEURS	150 996,50	97 265,08	48 948,86	23 830,06	48,68	-73 435,02	-75,50
AMENDES DE POLICE	370 011,00	298 636,00	250 000,00	153 201,00	61,28	-145 435,00	-48,70
DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL	0,00	327 756,87	1 981 579,13	703 534,42	35,50	375 777,55	114,65

L'Etat reste le financeur le plus important pour la ville puisqu'il représente 75% des subventions encaissées en 2021

ASSO DES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE	1 666,06 €	0%
CAISSE D ALLOCATIONS FAMILIALE	564,00 €	0%
DEPARTEMENT DE L YONNE	50 991,00 €	2%
AGENCE NATIONALE DU SPORT	148 427,55 €	7%
ETAT DRAC DIR REGION AFF CULTURELLE	278 898,07 €	12%
ETAT MINISTERE DE LA CULTURE	8 657,81 €	0%
ETAT PREFECTURE DE L YONNE	1 393 179,72 €	62%
FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL	1 600,00 €	0%
FONDATION VITALITE ARTISTIQUE AG	20 000,00 €	1%
REGION BOURGOGNE FRANCHE CO - BE	337 442,61 €	15%
TOTAL	2 241 426,82 €	100%

75%

Dans le tableau ci-dessous sont mentionnés les montants des cofinancements des principaux projets exécutés en 2021 :

TOUR DE L'HORLOGE	418 853,20
TERRAINS SYNTHETIQUES HAUTS D AUXERRE ET STADE AUXERROIS	303 872,59
ABBAYE ST GERMAIN	241 235,10
AMENAGEMENT PLACE SAINT GERMAIN	239 707,81
GROUPE SCOLAIRE ST SIMEON BAT.COLETTE	120 772,31
REPLACEMENT CHAUDIERES HOTEL DE VILLE ET POLE RD	101 456,48
COULEE VERTE	92 182,60
TRAVAUX SECURISATION SCOLAIRE	69 407,92
ADAP ACCESSIBILITE	14 926,20
MISE EN PLACE / PROGRAMME DE SECURITE DIVERS SITES	9 683,40

Le total des cofinancements ci-dessus est de 1 612 097.61 euros.

L'investissement est également financé en ayant recours à l'emprunt. En 2021, un montant de 5 000 000 d'euros d'emprunt a été encaissé au chapitre 16, montant inférieur à 2020 (6 000 000 d'euros en 2020).

Type	Prêteur	Montant initial	Durée	Taux
Emprunt	CREDIT AGRICOLE	4 000 000,00 €	15 ans	Taux fixe à 0.34 %
Emprunt	BANQUE POSTALE	1 000 000,00 €	20 ans	Taux fixe à 0.66 %

VII. Les ratios financiers

L'Épargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts.

Elle continue sa progression pour atteindre 10 283 717 euros contre 8 552 357 euros en 2020 et 7 785 134 euros en 2019.

Épargne brute : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie soit épargne de gestion – charges d'intérêts.

L'épargne brute connaît également une évolution très favorable pour atteindre 9 232 727 euros en 2021 pour 7 432 524 euros en 2020 et 6 702 570 en 2019, l'autofinancement des investissements est de par le fait amélioré.

L'Épargne nette : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette. Elle progresse fortement également en passant de 2 522 431 euros en 2020 à 3 855 927 en 2021, elle n'était que de 1 837 851 euros en 2019.

Ce ratio qui mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette poursuit son amélioration au 31 décembre 2021.

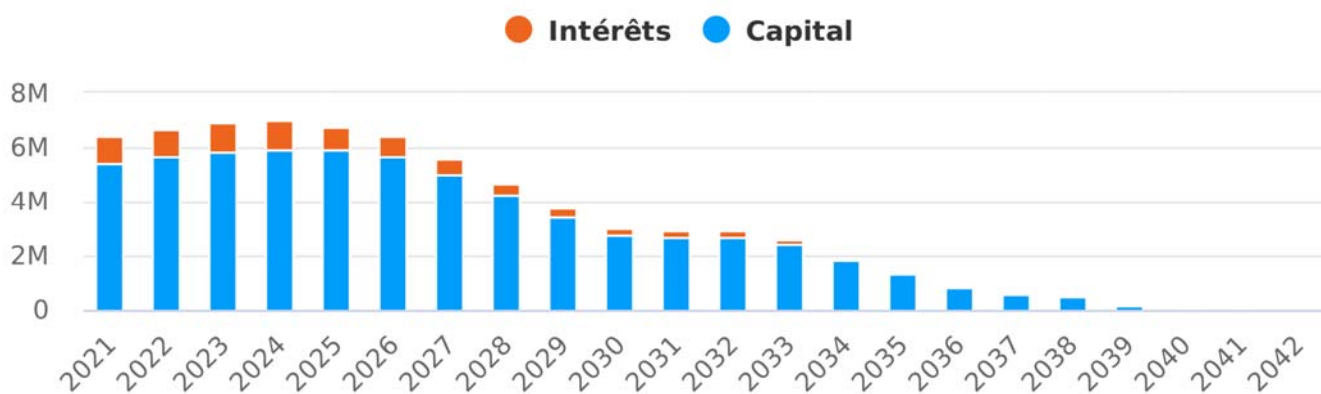
VIII. La dette de la ville d'Auxerre

➤ Evolution de dette globale

Au 31/12/2021, la dette globale de la ville d'Auxerre (budget principal et budget annexe crématorium) est composée de 34 emprunts pour un capital restant dû de 57 546 398 euros. Le taux moyen est de 1,77%. La durée de vie résiduelle est de 11 ans, La dette est majoritairement indexée à taux fixe (70%). La part des taux variables est de 30%.

La dette globale de la ville est constituée quasi exclusivement par la dette du budget principal, le budget annexe Crématorium supportant un seul emprunt dont le capital restant dû au 31/12/2021 s'élève à 9 750 euros et dont le terme est fixé au 25/02/2025.

Profil de remboursement de le dette globale



➤ Evolution de la dette du budget principal

Au cours de l'exercice 2021, 5 376 800.47 euros de capital ont été remboursés et 2 nouveaux emprunts ont été souscrits pour un montant total de 5 000 000 euros. Les intérêts payés sur la période ont été 1 062 098.99 euros.

Ainsi, la dette du budget principal est passée en 2021 de 57 913 448.93 euros à 57 536 648.46 euros soit une diminution de 376 800.47 euros (0.65%). Le recours à l'emprunt a permis de financer le programme d'investissement 2020 tout en évitant d'accroître le montant total de la dette.

Elements de synthèse	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Variation
Votre dette globale est de :	57 536 648.46 €	57 913 448.93 €	➔
Son taux moyen hors swap s'élève à :	1.67 %	1.80 %	➔
Son taux moyen avec swap s'élève à :	1.77 %	1.91 %	➔
Sa durée résiduelle moyenne est de :	11.06 ans	11.49 ans	⬇
Sa durée de vie moyenne est de :	5.84 ans	6.11 ans	⬇

- La capacité de désendettement est de **6.23 ans**, durée inférieure au seuil critique. Ce ratio permet d'estimer en combien d'années d'exercices budgétaires la collectivité peut rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre l'intégralité de son épargne brute chaque année. Mode de calcul : Encours de la dette au 31 décembre / épargne brute
- L'encours de la dette par habitant s'élève à 1 570 euros.

IX. Les opérations d'ordre budgétaires

Les opérations d'ordre sont des opérations comptables ne générant ni décaissement ni encaissement de fonds.

Les opérations d'ordre sont obligatoirement équilibrées en dépenses et recettes, elles peuvent être effectuées en type section ou à l'intérieur d'une même section.

Libellé	CA 2019	CA 2020	Budgeté 2021	CA 2021	Taux de réalisation 2021	Evolution 2021-2020	Evolution en % 2021-2020
Transfert entre sections : Dépenses Fonctionnement → Recettes Investissement							
OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	2 116 081,84	3 230 001,72	2 300 000,00	2 698 807,85	117,34	-531 193,87	-16,45
Transfert entre sections : Dépenses Investissement → Recettes Fonctionnement							
OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	0,00	454 184,73	515 872,00	532 898,28	103,30	78 713,55	17,33
Transfert intra section : Dépenses Investissement → Recettes Investissement							
OPERATIONS PATRIMONIALES	10 675,99	43 597,19	166 028,10	126 751,78	76,34	83 154,59	190,73
OPERATIONS PATRIMONIALES	10 675,99	43 597,19	166 028,10	126 751,78	76,34	83 154,59	190,73

Au titre du transfert entre les dépenses de fonctionnement et les recettes d'investissement,

- les amortissements des biens acquis pour un montant de 2 240 961.81 euros,
- l'étalement de charges covid 2021 pour 34 592.50 euros,
- les écritures comptables liées aux différentes cessions pour 423 253.54 euros.

Au titre du transfert entre les dépenses d'investissement et les recettes de fonctionnement,

- les écritures comptables liées aux différentes cessions pour 17 026.75 euros
- la neutralisation des ACI (régul 2019 +2020) pour 515 871.53 euros

Au titre des écritures d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement,

- Les écritures de remboursement des avances forfaitaires sur marchés versées aux entreprises pour un montant de 126 751.78 euros.

X. Le budget annexe du Crématorium

Section de Fonctionnement		
Recettes de fonctionnement	137 123,19	a
Dépenses de fonctionnement	4 208,21	b
Résultat exercice 2021	132 914,98	c=a-b
Report 2020	381 748,00	d
Résultat final 2021	514 662,98	e=c+d
Section d'Investissement		
Recettes d'investissement	0,00	a
Dépenses d'investissement	3 000,00	b
solde exercice 2021	-3 000,00	c=a-b
Report 2020	0,00	d
Solde avec reports	-3 000,00	e=c+d
Restes à Réaliser 2021 recettes	0,00	f
Restes à Réaliser 2021 dépenses	0,00	g
Solde des RAR 2021	0,00	h=f-g
Solde Investissement corrigé des RAR	-3 000,00	i=e+h

Le déficit d'investissement de 3 000 euros sera couvert par l'excédent de fonctionnement et le solde de celui-ci sera reporté sur 2022 pour 511 668.98 euros.

ANNEXE – TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES REELLES

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT : MONTANT						
€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Var CA 2020/ CA 2021	BP 2022	Var CA 2021/ BP 2022
Produits fonctionnement courant stricts	47 323 282	45 627 270	48 443 682	6,17 %	44 963 269	-7,18 %
Impôts et taxes	17 684 667	30 484 021	32 980 208	8,19 %	30 746 260	-6,90 %
Contributions directes	25 176 622	25 647 606	26 770 523	4,38 %	27 030 250	0,97 %
- Dont Taxes foncières sur les propriétés bâties	13 274 667	13 487 795	24 864 362	84,21 %	25 113 000	1,00 %
- Dont Taxes foncières sur les propriétés non bâties	136 367	138 410	141 336	2,11 %	142 750	1,00 %
Atribution de compensation reçue	2 950 191	2 223 358	1 954 300	-12,10 %	1 447 000	-25,96 %
Atribution FPIC	24 076	4 961	4 961	0,00 %	0	-100,00 %
Droits de mutation (7381)	979 995	1 166 054	2 316 458	98,66 %	900 000	-61,15 %
Solde impôts et taxes	1 664 666	1 442 021	1 933 945	34,11 %	1 326 000	-31,33 %
Dotations et participations	12 937 748	12 486 648	12 440 092	-0,13 %	11 612 133	-7,38 %
DGF	7 656 734	7 901 343	8 077 313	2,23 %	8 366 000	3,82 %
Compensations fiscales	1 434 840	1 517 600	670 071	-55,85 %	667 900	-1,82 %
FCTVA fct	105 400	235 964	-205 678	-187,25 %	110 752	-153,79 %
Solde participations diverses	3 536 774	2 801 741	3 696 566	39,15 %	2 367 461	-39,27 %
Autres produits de fct courant	3 389 791	2 686 602	3 023 382	12,54 %	2 735 886	-9,51 %
Produits des services et du domaine (70)	2 126 869	1 491 671	1 913 082	28,25 %	1 691 326	-11,59 %
Mise à disposition de personnel (7084)	170 137	65 367	30 697	-53,04 %	2 500	-91,86 %
Solde produits des services	1 956 722	1 426 304	1 882 385	31,98 %	1 686 825	-10,28 %
Autres produits de gestion courante (75)	1 263 932	1 194 931	1 110 300	-7,08 %	1 044 661	-5,92 %
Atténuations de charges	99 228	91 668	117 704	28,54 %	38 700	-67,12 %
Produits de fonctionnement courant	47 422 509	45 718 838	48 561 386	6,22 %	45 001 969	-7,33 %
Produits exceptionnels larges	486 014	3 468 884	726 673	-79,05 %	52 000	-92,84 %
Produits financiers divers (76 hs int.)	487	11	0	-100,00 %	0	#DIV/0!
Produits exceptionnels (77)	486 527	3 468 873	726 672	-79,05 %	52 000	-92,84 %
Produits de fonctionnement	47 908 523	49 187 722	49 288 059	0,20 %	45 053 969	-8,59 %
CHARGES DE FONCTIONNEMENT : MONTANT						
€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Var CA 2020/ CA 2021	BP 2022	Var CA 2021/ BP 2022
Charges de fonctionnement courant	39 915 910	40 492 639	37 948 481	-6,28 %	40 746 226	7,37 %
Charges à caractère général	12 572 545	10 446 336	10 609 769	1,56 %	12 759 323	20,26 %
Charges de personnel	18 765 863	18 879 316	18 929 444	0,27 %	19 486 890	2,94 %
Autres charges de gestion courante	8 175 448	10 763 987	8 083 585	-24,90 %	8 049 013	-0,43 %
Atténuations de produits	402 053	403 000	325 683	-19,19 %	451 000	38,48 %
Contribution FPIC	352 561	323 645	217 910	65,44 %	0	-100,00 %
Solde atténuations de produits	49 492	79 355	107 773	138,17 %	451 000	318,47 %
Charges exceptionnelles larges	207 480	142 726	1 055 861	639,78 %	42 670	-95,96 %
Frais financiers divers (66 hs int.)	81 362				0	#DIV/0!
Charges exceptionnelles (67)	126 118	142 726	1 055 861	639,78 %	42 670	-95,96 %
Charges de fct hors intérêts	40 123 389	40 635 365	39 004 342	-4,01 %	40 788 896	4,58 %
Intérêts	1 082 564	1 119 833	1 050 989	-6,15 %	934 681	-11,07 %
Charges de fonctionnement	41 205 953	41 755 198	40 055 331	-4,07 %	41 723 577	4,16 %

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Var CA 2020/ CA 2021	BP 2022	Var CA 2021/ Total budget 2022
Remboursement du capital de l'emprunt	4 864 719	4 910 093	5 376 800	9,51 %	5 637 000	5,54 %
Subventions d'équipement versées	390 416	1 313 505	1 564 012	19,07 %	1 447 676	20,91 %
Dépenses directes d'équipement	9 682 663	9 273 534	8 943 499	-3,56 %	14 164 889	119,50 %
Autres (10-165-45)	30 814	23 924	146 450	512,16 %	69 000	507,13 %
Dépenses d'investissement hors dette	10 103 893	10 610 962	10 653 961	0,41 %	15 681 565	110,35 %
Total dépenses d'investissement	14 968 612	15 521 056	16 030 761	3,28 %	21 318 565	75,20 %
€	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Var CA 2020/ CA 2021	BP 2022	Var CA 2021/ Total budget 2022
FCTVA	0	0	1 695 186	-	1 481 079	76,87 %
Produits des cessions	15 192	0	0	-	1 986 500	-
Diverses RPI	255 337	108 085	209 758	94,07 %	210 000	0,12 %
Ressources propres d'inv. (RPI)	270 530	108 085	1 904 944	1662,45 %	3 677 579	172,70 %
INDICE RPI	7,8	24,3	3,0	-0,9	0,4	-1,0
Fonds affectés (amendes, ...)	370 011	36 748	59 491	61,89 %	55 000	1537,88 %
Subventions yc DGE / DETR / DSIL	1 664 960	3 513 208	2 241 427	-36,20 %	1 586 500	190,95 %
Emprunt d'équilibre	4 000 000	6 000 000	5 000 000	-16,67 %	12 669 094	23,91 %
Recettes d'investissement	6 305 500	9 658 041	9 205 862	-4,68 %	17 988 173	105,15 %
Variables de pilotage	2019	2020	2 021		2022	
Encours de dette au 31/12	56 823 543	57 913 449	57 536 648		63 912 439	
Capacité de désendettement	8,48	7,79	6,23		19,19	
Epargne de gestion	7 785 134	8 552 357	10 283 717		4 265 073	
Epargne brute	6 702 570	7 432 524	9 232 727		3 330 392	
Epargne nette	1 837 851	2 522 431	3 855 927		-2 306 608	
Recettes propres d'investissement : indice	7,8	24,3	3,0		0,4	

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE
D'AUXERRE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21890024900010

POSTE COMPTABLE : Auxerre

M 14

**Compte administratif
voté par nature**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	22


IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	31
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	43
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	89
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	128
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	129
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	135
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	136
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	137
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	139
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	140
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	141
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	142
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	143
A4 - Etat des provisions	144
A5 - Etalement des provisions	145
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	146
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	147
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	149
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	150
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	151
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	158
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	165
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	166
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	167
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	168
A8 - Etat des charges transférées	169
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	170
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	173
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	178
A10.3 - Opérations liées aux cessions	180
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	181
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	182
A11 - Etat des travaux en régie	183
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	185

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	186
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	200
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	201
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	202
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	203
B1.6 - Etat des engagements reçus	204

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE²⁰⁸

B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	209
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	210
C1.2 - Actions de formation des élus	211
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	216
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	217
C3.2 - Liste des établissements publics créés	218
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	219
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	220
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	221
C3.6 - Identification des flux croisés	222
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	224
D2 - Arrêté et signatures	225

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.



Code INSEE
89024

VILLE D'AUXERRE
BUDGET PRINCIPAL

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	35942
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	620
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
32914636.00	37733778.00	1029.79	1293.46

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1114.00	1212.00
2	Produit des impositions directes/population	744.83	670.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1371.32	1405.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	292.35	301.00
5	Encours de dette/population	1600.82	1018.00
6	DGF/population	137.34	202.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.47	0.62
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.81	0.93
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.21	0.21
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	1.17	0.72

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE⁽¹⁾**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	42 754 139,57	G	49 820 957,23
	Section d'investissement	B	16 690 411,25	H	17 286 354,71
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	6 254 113,68 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	5 200 451,41 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	64 645 002,23	= G+H+I+J	73 361 425,62
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 741 590,46	L	5 648 053,57
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 741 590,46	= K+L	5 648 053,57
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	42 754 139,57	= G+I+K	56 075 070,91
	Section d'investissement	= B+D+F	26 632 453,12	= H+J+L	22 934 408,28
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	69 386 592,69	= G+H+I+J+K+L	79 009 479,19

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 4 741 590,46	L 5 648 053,57
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	1 545 209,00
13	Subventions d'investissement	0,00	3 183 456,98
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	262 377,46	0,00
204	Subventions d'équipement versées	291 123,55	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	Titres restants à émettre
21	Immobilisations corporelles	1 273 597,25	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 094 743,38	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
458110	Opération pour compte de tiers n° 10 - CHRS HUMANISATION (2)	819 748,82	0,00
458209	Opération pour compte de tiers n° 09 - FACADES MARIE NOËL (2)	0,00	8 355,00
458210	Opération pour compte de tiers n° 10 - CHRS HUMANISATION (2)	0,00	911 032,59

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	12 700 458,98	8 704 405,49	1 905 363,88	0,00	2 090 689,61
012	Charges de personnel, frais assimilés	19 145 336,00	18 908 590,66	20 853,83	0,00	215 891,51
014	Atténuations de produits	457 179,00	325 683,00	0,00	0,00	131 496,00
65	Autres charges de gestion courante	8 417 708,00	7 799 889,49	283 695,27	0,00	334 123,24
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		40 720 681,98	35 738 568,64	2 209 912,98	0,00	2 772 200,36
66	Charges financières	1 057 715,31	919 705,18	131 284,30	0,00	6 725,83
67	Charges exceptionnelles	1 125 670,00	1 052 969,42	2 891,20	0,00	69 809,38
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	199 995,89				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		43 104 063,18	37 711 243,24	2 344 088,48	0,00	3 048 731,46
023	Virement à la section d'investissement (2)	7 337 862,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	2 300 000,00	2 698 807,85			-398 807,85
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		9 637 862,00	2 698 807,85			6 939 054,15
TOTAL		52 741 925,18	40 410 051,09	2 344 088,48	0,00	9 987 785,61
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	106 400,00	117 704,34	0,00	0,00	-11 304,34
70	Produits services, domaine et ventes div	1 278 779,00	1 658 619,78	254 462,66	0,00	-634 303,44
73	Impôts et taxes	31 548 204,50	32 964 807,69	15 400,00	0,00	-1 432 003,19
74	Dotations et participations	11 905 351,00	11 549 873,92	890 217,81	0,00	-534 740,73
75	Autres produits de gestion courante	1 092 405,00	1 110 300,24	0,00	0,00	-17 895,24
Total des recettes de gestion courante		45 931 139,50	47 401 305,97	1 160 080,47	0,00	-2 630 246,94
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	40 800,00	726 672,51	0,00	0,00	-685 872,51
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		45 971 939,50	48 127 978,48	1 160 080,47	0,00	-3 316 119,45
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	515 872,00	532 898,28			-17 026,28
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		515 872,00	532 898,28			-17 026,28
TOTAL		46 487 811,50	48 660 876,76	1 160 080,47	0,00	-3 333 145,73
Pour information		(3) 6 254 113,68				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES


DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	658 781,24	154 670,73	262 377,46	241 733,05
204	Subventions d'équipement versées	1 948 504,30	1 564 011,53	291 123,55	93 369,22
21	Immobilisations corporelles	3 395 935,88	1 876 306,20	1 273 597,25	246 032,43
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 943 681,00	5 371 526,04	2 094 743,38	477 411,58
	Total des opérations d'équipement	3 740 153,00	1 540 996,00	0,00	2 199 157,00
	Total des dépenses d'équipement	17 687 055,42	10 507 510,50	3 921 841,64	3 257 703,28
10	Dotations, fonds divers et réserves	54 428,29	44 428,29	0,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement	8 038,30	8 038,30	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	14 389 000,00	5 379 500,33	0,00	9 009 499,67
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	300,00	0,00	0,00	300,00
27	Autres immobilisations financières	300,00	0,00	0,00	300,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	14 452 066,59	5 431 966,92	0,00	9 020 099,67
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	959 216,86	91 283,77	819 748,82	48 184,27
	Total des dépenses réelles d'investissement	33 098 338,87	16 030 761,19	4 741 590,46	12 325 987,22
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	515 872,00	532 898,28		-17 026,28
041	Opérations patrimoniales (1)	166 028,10	126 751,78		39 276,32
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	681 900,10	659 650,06		22 250,04
	TOTAL	33 780 238,97	16 690 411,25	4 741 590,46	12 348 237,26
	Pour information	(2) 5 200 451,41			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	5 005 229,28	2 241 426,82	3 183 456,98	-419 654,52
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	12 498 293,77	5 000 000,00	0,00	7 498 293,77
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	17 503 523,05	7 241 426,82	3 183 456,98	7 078 639,25
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	4 991 055,00	1 904 944,06	1 545 209,00	1 540 901,94
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	5 254 933,49	5 254 933,49	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	9 000,00	2 503,00	0,00	6 497,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	17 053,97	0,00	-17 053,97
024	Produits des cessions d'immobilisations	445 000,00		0,00	
	Total des recettes financières	10 699 988,49	7 179 434,52	1 545 209,00	1 975 344,97
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	973 288,74	39 933,74	919 387,59	13 967,41
	Total des recettes réelles d'investissement	29 176 800,28	14 460 795,08	5 648 053,57	9 067 951,63
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	7 337 862,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	2 300 000,00	2 698 807,85		-398 807,85
041	Opérations patrimoniales (1)	166 028,10	126 751,78		39 276,32
	Total des recettes d'ordre d'investissement	9 803 890,10	2 825 559,63		6 978 330,47
	TOTAL	38 980 690,38	17 286 354,71	5 648 053,57	16 046 282,10

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le à réaliser
 ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE



Crédits annulés

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	Pour information	(2) 0,00	
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 609 769,37		10 609 769,37
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 929 444,49		18 929 444,49
014	Atténuations de produits	325 683,00		325 683,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 083 584,76		8 083 584,76
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	1 050 989,48	0,00	1 050 989,48
67	Charges exceptionnelles	1 055 860,62	423 253,54	1 479 114,16
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	2 275 554,31	2 275 554,31
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		40 055 331,72	2 698 807,85	42 754 139,57
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	44 428,29	0,00	44 428,29
13	Subventions d'investissement	8 038,30	0,00	8 038,30
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 379 500,33	0,00	5 379 500,33
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	1 540 996,00		1 540 996,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		532 898,28	532 898,28
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	154 670,73	0,00	154 670,73
204	Subventions d'équipement versées	1 564 011,53	0,00	1 564 011,53
21	Immobilisations corporelles (6)	1 876 306,20	0,00	1 876 306,20
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	5 371 526,04	109 697,81	5 481 223,85
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	17 053,97	17 053,97
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	91 283,77	0,00	91 283,77
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		16 030 761,19	659 650,06	16 690 411,25
Pour information				5 200 451,41
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				5 200 451,41

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	117 704,34		117 704,34
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 913 082,44		1 913 082,44
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	32 980 207,69		32 980 207,69
74	Dotations et participations	12 440 091,73		12 440 091,73
75	Autres produits de gestion courante	1 110 300,24	0,00	1 110 300,24
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	726 672,51	532 898,28	1 259 570,79
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		49 288 058,95	532 898,28	49 820 957,23
Pour information				6 254 113,68
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 904 944,06	0,00	1 904 944,06
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 254 933,49		5 254 933,49
13	Subventions d'investissement	2 241 426,82	0,00	2 241 426,82
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 002 503,00	0,00	5 002 503,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		289 596,58	289 596,58
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	144 367,89	144 367,89
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	116 040,85	116 040,85
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	17 053,97	0,00	17 053,97
28	Amortissement des immobilisations		2 240 961,81	2 240 961,81
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	39 933,74	0,00	39 933,74
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		34 592,50	34 592,50
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		14 460 795,08	2 825 559,63	17 286 354,71
Pour information				0,00
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.


(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	12 700 458,98	8 704 405,49	1 905 363,88	0,00	2 090 689,61
605	Achats matériel, équipements et travaux	151 040,00	150 293,29	156,24	0,00	590,47
60611	Eau et assainissement	266 907,00	202 924,69	62 939,56	0,00	1 042,75
60612	Energie - Electricité	1 573 072,11	981 529,92	482 749,26	0,00	108 792,93
60613	Chauffage urbain	202 000,00	162 028,78	12 487,87	0,00	27 483,35
60621	Combustibles	27 500,00	17 519,03	0,00	0,00	9 980,97
60622	Carburants	232 000,00	227 452,96	0,00	0,00	4 547,04
60623	Alimentation	57 006,74	19 275,54	816,00	0,00	36 915,20
60628	Autres fournitures non stockées	221 990,78	156 739,05	980,48	0,00	64 271,25
60631	Fournitures d'entretien	439 007,85	405 132,16	23 015,89	0,00	10 859,80
60632	Fournitures de petit équipement	461 145,93	360 183,38	65 459,66	0,00	35 502,89
60633	Fournitures de voirie	252 000,00	216 165,04	11 444,86	0,00	24 390,10
60636	Vêtements de travail	27 073,22	13 810,17	5 066,19	0,00	8 196,86
6064	Fournitures administratives	5 375,75	6 699,20	0,00	0,00	-1 323,45
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	101 783,72	96 375,32	4 054,52	0,00	1 353,88
6067	Fournitures scolaires	114 194,00	90 885,06	4 909,52	0,00	18 399,42
611	Contrats de prestations de services	3 507 075,37	2 031 725,17	673 239,23	0,00	802 110,97
6132	Locations immobilières	308 955,65	288 304,96	0,00	0,00	20 650,69
6135	Locations mobilières	41 875,00	35 770,77	1 276,97	0,00	4 827,26
614	Charges locatives et de copropriété	59 169,89	49 416,43	363,33	0,00	13 390,13
61521	Entretien terrains	156 910,00	130 216,95	0,00	0,00	26 693,05
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	912 740,79	404 098,55	354 863,11	0,00	153 779,13
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	11 808,22	11 585,98	0,00	0,00	222,24
615231	Entretien, réparations voiries	480 000,00	374 677,85	50 522,26	0,00	54 799,89
615232	Entretien, réparations réseaux	20 700,00	5 160,09	15 539,91	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	63 820,00	53 536,36	7 197,69	0,00	3 085,95
61558	Entretien autres biens mobiliers	141 396,19	70 089,66	28 697,43	0,00	42 609,10
6156	Maintenance	258 443,34	152 778,60	2 948,50	0,00	102 716,24
6161	Multirisques	97 000,00	79 427,66	0,00	0,00	17 572,34
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	110 800,00	104 649,81	0,00	0,00	6 150,19
617	Etudes et recherches	43 480,80	11 086,80	29 142,00	0,00	3 252,00
6182	Documentation générale et technique	13 560,00	8 306,43	0,00	0,00	5 253,57
6184	Versements à des organismes de formation	71 500,00	-7 391,62	9 192,00	0,00	69 699,62
6188	Autres frais divers	105 320,00	37 285,53	1 199,65	0,00	66 834,82
6226	Honoraires	42 000,00	11 737,61	1 803,97	0,00	28 458,42
6227	Frais d'actes et de contentieux	75 000,00	43 065,06	0,00	0,00	31 934,94
6228	Divers	66 200,00	39 145,99	9 599,29	0,00	17 454,72
6231	Annonces et insertions	46 000,00	29 006,70	1 166,40	0,00	15 826,90
6232	Fêtes et cérémonies	11 000,00	6 803,90	981,00	0,00	3 215,10
6236	Catalogues et imprimés	34 749,50	34 465,19	0,00	0,00	284,31
6237	Publications	8 000,00	2 462,76	0,00	0,00	5 537,24
6238	Divers	170 612,00	129 148,24	5 588,56	0,00	35 875,20
6247	Transports collectifs	283 466,00	197 210,86	6 519,91	0,00	79 735,23
6251	Voyages et déplacements	4 480,80	480,80	0,00	0,00	4 000,00
6256	Missions	35 480,00	12 912,83	0,00	0,00	22 567,17
6257	Réceptions	72 597,33	69 121,47	3 951,43	0,00	-475,57
6261	Frais d'affranchissement	0,00	7 555,40	0,00	0,00	-7 555,40
6262	Frais de télécommunications	184 000,00	157 936,99	24 255,96	0,00	1 807,05
627	Services bancaires et assimilés	5 000,00	6 771,14	0,00	0,00	-1 771,14
6281	Concours divers (cotisations)	43 365,00	35 563,85	2 726,40	0,00	5 074,75
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	600,00	313,52	0,00	0,00	286,48
6283	Frais de nettoyage des locaux	326 200,00	287 813,53	0,00	0,00	38 386,47
6284	Redevances pour services rendus	192 000,00	137 744,27	0,00	0,00	54 255,73
62873	Remb. frais au CCAS	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	69 100,00	78 237,59	0,00	0,00	-9 137,59
62878	Remb. frais à d'autres organismes	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
63512	Taxes foncières	469 603,00	455 184,00	0,00	0,00	14 419,00
63513	Autres impôts locaux	6 792,00	3 633,72	0,00	0,00	3 158,28
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	17 060,00	14 350,50	508,83	0,00	2 200,67
012	Charges de personnel, frais assimilés	19 145 336,00	18 908 590,66	20 853,83	0,00	215 891,51
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	14 520,57	0,00	0,00	-14 520,57
6218	Autre personnel extérieur	157 500,00	211 257,82	14 030,12	0,00	-67 787,94
6331	Versement mobilité	136 058,00	61 271,78	0,00	0,00	74 786,22
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	58 638,00	55 678,47	0,00	0,00	2 959,53
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	174 412,00	103 869,15	4 234,53	0,00	66 308,32
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	35 181,00	0,00	0,00	0,00	35 181,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 486 139,00	8 293 529,20	0,00	0,00	192 609,80

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou à employer)		réaliser au 31/12	Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées		
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	231 944,00	206 171,54	0,00	0,00	25 772,46
64118	Autres indemnités titulaires	1 673 302,00	1 632 178,72	0,00	0,00	41 123,28
64131	Rémunérations non tit.	2 543 467,00	2 519 610,36	0,00	0,00	23 856,64
64138	Autres indemnités non tit.	328 032,00	486 810,69	0,00	0,00	-158 778,69
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 200 185,00	2 214 597,58	0,00	0,00	-14 412,58
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 774 188,00	2 705 643,56	0,00	0,00	68 544,44
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	121 290,00	120 634,75	0,00	0,00	655,25
6455	Cotisations pour assurance du personnel	50 000,00	39 763,58	0,00	0,00	10 236,42
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	31 672,52	0,00	0,00	-31 672,52
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	32 678,42	0,00	0,00	-32 678,42
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	120 000,00	117 094,68	0,00	0,00	2 905,32
6475	Médecine du travail, pharmacie	55 000,00	61 607,27	2 589,18	0,00	-9 196,45
014	Atténuations de produits	457 179,00	325 683,00	0,00	0,00	131 496,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	0,00	14,00	0,00	0,00	-14,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat* sur logements vaca	100 000,00	97 075,00	0,00	0,00	2 925,00
7391178	Autres restitut* dégrèvt contrib. direct	18 000,00	949,00	0,00	0,00	17 051,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	333 000,00	217 910,00	0,00	0,00	115 090,00
73928	Autres préel. pour revers. de fiscalité	6 179,00	6 179,00	0,00	0,00	0,00
7398	Reverst., restitut* et prélevt divers	0,00	3 556,00	0,00	0,00	-3 556,00
65	Autres charges de gestion courante	8 417 708,00	7 799 889,49	283 695,27	0,00	334 123,24
6518	Autres	50 469,00	21 991,83	7 488,72	0,00	20 988,45
6531	Indemnités	260 000,00	216 624,72	0,00	0,00	43 375,28
6532	Frais de mission	3 000,00	340,74	0,00	0,00	2 659,26
6533	Cotisations de retraite	0,00	11 800,14	0,00	0,00	-11 800,14
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	19 303,05	0,00	0,00	-19 303,05
6535	Formation	15 000,00	7 080,00	1 400,00	0,00	6 520,00
6541	Créances admises en non-valeur	30 000,00	3 054,28	0,00	0,00	26 945,72
6542	Créances éteintes	4 000,00	4 398,75	0,00	0,00	-398,75
6553	Service d'incendie	2 660 000,00	2 635 769,97	0,00	0,00	24 230,03
6558	Autres contributions obligatoires	602 000,00	323 169,53	73 249,66	0,00	205 580,81
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	923 000,00	908 334,10	1 538,89	0,00	13 127,01
65737	Autres établissements publics locaux	37 000,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat*, personnes privée	3 633 239,00	3 411 019,78	200 018,00	0,00	22 201,22
65888	Autres	0,00	2,60	0,00	0,00	-2,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		40 720 681,98	35 738 568,64	2 209 912,98	0,00	2 772 200,36
66	Charges financières (b)	1 057 715,31	919 705,18	131 284,30	0,00	6 725,83
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 070 000,00	1 003 060,35	0,00	0,00	66 939,65
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-12 284,69	-142 393,82	131 284,30	0,00	-1 175,17
6688	Autres	0,00	59 038,65	0,00	0,00	-59 038,65
67	Charges exceptionnelles (c)	1 125 670,00	1 052 969,42	2 891,20	0,00	69 809,38
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	45 000,00	9 757,44	0,00	0,00	35 242,56
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	100,00	0,00	0,00	-100,00
6714	Bourses et prix	5 120,00	0,00	0,00	0,00	5 120,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 065 550,00	1 033 796,50	2 891,20	0,00	28 862,30
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	9 315,48	0,00	0,00	684,52
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	199 995,89				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		43 104 063,18	37 711 243,24	2 344 088,48	0,00	3 048 731,46
023	Virement à la section d'investissement	7 337 862,00	0,00			7 337 862,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	2 300 000,00	2 698 807,85			-398 807,85
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	133 656,96			-133 656,96
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	289 596,58			-289 596,58
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 250 000,00	2 240 961,81			9 038,19
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	50 000,00	34 592,50			15 407,50
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		9 637 862,00	2 698 807,85			6 939 054,15
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		9 637 862,00	2 698 807,85			6 939 054,15
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		52 741 925,18	40 410 051,09	2 344 088,48	0,00	9 987 785,61

Affiché le **à employer** 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE
 Dates à réaliser au **31/12**
 Crédits annuels

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou	
			Mandats émis	Chap rattachées
Pour information		0,00		
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	131 284,30
Montant des ICNE de l'exercice N-1	142 393,82
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-11 109,52

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (5) Dont 675 et 676.
- (6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	106 400,00	117 704,34	0,00	0,00	-11 304,34
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	2 259,35	0,00	0,00	-2 259,35
6419	Remboursements rémunérations personnel	96 400,00	94 479,99	0,00	0,00	1 920,01
6459	Rembours charges SS et prévoyance	10 000,00	20 965,00	0,00	0,00	-10 965,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 278 779,00	1 658 619,78	254 462,66	0,00	-634 303,44
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	89 198,08	0,00	0,00	-89 198,08
70311	Concessions cimetières (produit net)	75 000,00	186 964,00	0,00	0,00	-111 964,00
70312	Redevances funéraires	0,00	5 075,00	0,00	0,00	-5 075,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	130 412,00	245 649,51	0,00	0,00	-115 237,51
70328	Autres droits stationnement et location	230 000,00	166 486,93	0,00	0,00	63 513,07
70384	Forfait de post-stationnement	131 000,00	108 226,01	0,00	0,00	22 773,99
7062	Redevances services à caractère culturel	51 000,00	179 333,43	0,00	0,00	-128 333,43
7066	Redevances services à caractère social	353 975,00	367 083,11	0,00	0,00	-13 108,11
7067	Redev. services périscolaires et enseign	170 000,00	158 838,27	0,00	0,00	11 161,73
70688	Autres prestations de services	0,00	60 434,49	2 102,66	0,00	-62 537,15
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	11 521,68	0,00	0,00	-11 521,68
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	36 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	61 000,00	30 697,47	0,00	0,00	30 302,53
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	8 000,00	49 111,80	0,00	0,00	-41 111,80
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	252 360,00	0,00	-252 360,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	20 392,00	0,00	0,00	0,00	20 392,00
73	Impôts et taxes	31 548 204,50	32 964 807,69	15 400,00	0,00	-1 432 003,19
73111	Impôts directs locaux	26 762 533,00	26 747 856,00	0,00	0,00	14 677,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	22 666,86	0,00	0,00	-22 666,86
73211	Attribution de compensation	1 648 800,00	1 954 300,20	0,00	0,00	-305 500,20
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	4 981,00	0,00	0,00	-4 981,00
7336	Droits de place	180 000,00	138 259,95	0,00	0,00	41 740,05
7338	Autres taxes	101 200,00	39 968,91	15 400,00	0,00	45 831,09
7342	Versement mobilité	0,00	223,14	0,00	0,00	-223,14
7343	Taxes sur les pylônes électriques	0,00	33 813,00	0,00	0,00	-33 813,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	740 000,00	696 452,76	0,00	0,00	43 547,24
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	1 011 000,00	1 009 827,55	0,00	0,00	1 172,45
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 104 671,50	2 316 458,32	0,00	0,00	-1 211 786,82
74	Dotations et participations	11 905 351,00	11 549 873,92	890 217,81	0,00	-534 740,73
7411	Dotation forfaitaire	4 936 177,00	4 936 177,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	2 656 631,00	2 659 631,00	0,00	0,00	-3 000,00
74127	Dotation nationale de péréquation	481 505,00	481 505,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	80 000,00	-280 542,00	74 664,00	0,00	285 878,00
7461	DGD	434 000,00	434 278,00	0,00	0,00	-278,00
74718	Autres participations Etat	485 344,00	491 682,58	4 000,00	0,00	-10 338,58
7472	Participat° Régions	0,00	-9 917,31	19 400,00	0,00	-9 482,69
7473	Participat° Départements	26 000,00	116 257,00	8 752,00	0,00	-99 009,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	122 712,64	7 319,19	0,00	-130 031,83
7478	Participat° Autres organismes	2 081 214,00	1 852 039,51	776 082,62	0,00	-546 908,13
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	7 705,00	0,00	0,00	-7 705,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	651 389,00	670 071,00	0,00	0,00	-18 682,00
748372	Dotation politique de la ville	19 000,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	6 566,00	0,00	0,00	0,00	6 566,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	41 000,00	41 420,00	0,00	0,00	-420,00
7488	Autres attributions et participations	6 525,00	7 854,50	0,00	0,00	-1 329,50
75	Autres produits de gestion courante	1 092 405,00	1 110 300,24	0,00	0,00	-17 895,24
752	Revenus des immeubles	546 354,00	603 654,10	0,00	0,00	-57 300,10
757	Redevances versées par fermiers, conces.	255 241,00	246 517,40	0,00	0,00	8 723,60
7588	Autres produits div. de gestion courante	290 810,00	260 128,74	0,00	0,00	30 681,26
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		45 931 139,50	47 401 305,97	1 160 080,47	0,00	-2 630 246,94
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	40 800,00	726 672,51	0,00	0,00	-685 872,51
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	6 500,00	0,00	0,00	-6 500,00
7713	Libéralités reçues	0,00	4 532,25	0,00	0,00	-4 532,25
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	768,34	0,00	0,00	-768,34
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	2 100,10	0,00	0,00	-2 100,10
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	139 202,30	0,00	0,00	-139 202,30
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	406 226,79	0,00	0,00	-406 226,79
7788	Produits exceptionnels divers	40 800,00	167 342,73	0,00	0,00	-126 542,73

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (o			
			Titres émis	Pro rattachés	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		45 971 939,50	48 127 978,48	1 160 080,47	0,00	-3 316 119,45
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	515 872,00	532 898,28			-17 026,28
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	17 026,75			-17 026,75
7768	Neutral. amort. subv. équip. versées	515 872,00	515 871,53			0,47
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		515 872,00	532 898,28			-17 026,28
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		46 487 811,50	48 660 876,76	1 160 080,47	0,00	-3 333 145,73
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		6 254 113,68				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	658 781,24	154 670,73	262 377,46	241 733,05
202	Frais réalisé* documents urbanisme	680,00	0,00	0,00	680,00
2031	Frais d'études	464 792,13	35 509,74	219 803,20	209 479,19
2033	Frais d'insertion	31 032,00	9 180,00	0,00	21 852,00
2051	Concessions, droits similaires	162 277,11	109 980,99	42 574,26	9 721,86
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	1 948 504,30	1 564 011,53	291 123,55	93 369,22
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	366 666,00	0,00	-366 666,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	51 756,00	0,00	51 756,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	140 297,00	140 296,41	0,00	0,59
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat*	57 082,00	56 976,64	0,00	105,36
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	327 752,17	232 479,58	90 285,79	4 986,80
20422	Privé : Bâtiments, installations	576 807,13	53 559,30	149 081,76	374 166,07
2046	Attrib. de compensation d'investissement	794 810,00	714 033,60	0,00	80 776,40
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	3 395 935,88	1 876 306,20	1 273 597,25	246 032,43
2111	Terrains nus	75 096,84	4 771,61	38 300,00	32 025,23
2115	Terrains bâtis	573 666,00	506 308,48	67 266,00	91,52
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	139 998,08	139 569,46	0,00	428,62
2135	Installations générales, agencements	991 118,43	540 213,43	345 400,68	105 504,32
2151	Réseaux de voirie	59 000,00	58 826,88	0,00	173,12
2152	Installations de voirie	792 557,06	146 121,36	640 258,20	6 177,50
21533	Réseaux câblés	24 500,00	21 842,40	0,00	2 657,60
21568	Autres matériels, outillages incendie	38 000,00	15 360,00	22 640,00	0,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	26 500,00	2 107,20	18 208,69	6 184,11
2183	Matériel de bureau et informatique	173 870,52	90 664,10	74 871,73	8 334,69
2184	Mobilier	244 965,18	199 004,85	17 326,55	28 633,78
2188	Autres immobilisations corporelles	256 663,77	151 516,43	49 325,40	55 821,94
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	7 943 681,00	5 371 526,04	2 094 743,38	477 411,58
2312	Agencements et aménagements de terrains	468 112,75	399 351,53	14 880,00	53 881,22
2313	Constructions	3 894 111,98	2 138 547,13	1 437 835,11	317 729,74
2315	Installat*, matériel et outillage techni	3 391 558,92	2 731 950,25	561 916,04	97 692,63
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	189 897,35	101 677,13	80 112,23	8 107,99
19001	Opération d'équipement n° 19001 (2)	370 000,00	274 758,97	0,00	95 241,03
19002	Opération d'équipement n° 19002 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
19003	Opération d'équipement n° 19003 (2)	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
19004	Opération d'équipement n° 19004 (2)	866 248,00	273 116,00	0,00	593 132,00
19005	Opération d'équipement n° 19005 (2)	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
20010	Opération d'équipement n° 20010 (2)	430 000,00	25 815,58	0,00	404 184,42
20011	Opération d'équipement n° 20011 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20012	Opération d'équipement n° 20012 (2)	1 201 905,00	967 305,45	0,00	234 599,55
22006	Opération d'équipement n° 22006 (2)	850 000,00	0,00	0,00	850 000,00
Total des dépenses d'équipement		17 687 055,42	10 507 510,50	3 921 841,64	3 257 703,28
10	Dotations, fonds divers et réserves	54 428,29	44 428,29	0,00	10 000,00
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 428,29	44 428,29	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	8 038,30	8 038,30	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	8 038,30	8 038,30	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	14 389 000,00	5 379 500,33	0,00	9 009 499,67
1641	Emprunts en euros	5 380 000,00	5 376 800,47	0,00	3 199,53
16449	Opérat* de tirage sur ligne trésorerie	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	9 000,00	2 699,86	0,00	6 300,14
166	Refinancement de dette	5 000 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	300,00	0,00	0,00	300,00
261	Titres de participation	300,00	0,00	0,00	300,00
27	Autres immobilisations financières	300,00	0,00	0,00	300,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	300,00	0,00	0,00	300,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		14 452 066,59	5 431 966,92	0,00	9 020 099,67
458108	travaux forcés pour tiers (3)	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
458110	CHRS HUMANISATION (3)	944 216,86	91 283,77	819 748,82	33 184,27
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		959 216,86	91 283,77	819 748,82	48 184,27
TOTAL DEPENSES REELLES		33 098 338,87	16 030 761,19	4 741 590,46	12 325 987,22

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	SLO Crédits
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	515 872,00	532 898,28		-17 026,28
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	515 872,00	515 871,53		0,47
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	17 026,75		-17 026,75
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	0,00	515 871,53		-515 871,53
28046	Attributions compensation investissement	515 872,00	0,00		515 872,00
	Charges transférées (6)	0,00	17 026,75		-17 026,75
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	17 026,75		-17 026,75
041	Opérations patrimoniales (7)	166 028,10	126 751,78		39 276,32
204412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	28 528,10	0,00		28 528,10
2313	Constructions	100 000,00	77 690,48		22 309,52
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	32 007,33		-32 007,33
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	37 500,00	17 053,97		20 446,03
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		681 900,10	659 650,06		22 250,04
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		33 780 238,97	16 690 411,25	4 741 590,46	12 348 237,26
Pour information		5 200 451,41			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	5 005 229,28	2 241 426,82	3 183 456,98	-419 654,52
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	67 020,00	0,00	-67 020,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 513 452,24	905 407,73	718 847,24	-110 802,73
1322	Subv. non transf. Régions	662 290,05	302 530,11	454 354,99	-94 595,05
1323	Subv. non transf. Départements	513 334,00	50 991,00	495 002,00	-32 659,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	35 625,00	34 912,50	87 713,88	-87 001,38
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	48 948,86	23 830,06	168 149,94	-143 031,14
1342	Amendes de police non transférables	250 000,00	153 201,00	0,00	96 799,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	1 981 579,13	703 534,42	1 259 388,93	18 655,78
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	12 498 293,77	5 000 000,00	0,00	7 498 293,77
1641	Emprunts en euros	3 498 293,77	5 000 000,00	0,00	-1 501 706,23
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00
166	Refinancement de dette	5 000 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		17 503 523,05	7 241 426,82	3 183 456,98	7 078 639,25
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 245 988,49	7 159 877,55	1 545 209,00	1 540 901,94
10222	FCTVA	4 791 055,00	1 695 186,00	1 545 209,00	1 550 660,00
10226	Taxe d'aménagement	200 000,00	209 758,06	0,00	-9 758,06
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 254 933,49	5 254 933,49	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	9 000,00	2 503,00	0,00	6 497,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	17 053,97	0,00	-17 053,97
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	17 053,97	0,00	-17 053,97
024	Produits des cessions d'immobilisations	445 000,00		0,00	
Total des recettes financières		10 699 988,49	7 179 434,52	1 545 209,00	1 975 344,97
458208	Travaux forcés pour tiers (2)	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
458209	FACADES MARIE NOËL (2)	48 288,74	39 933,74	8 355,00	0,00
458210	CHRS HUMANISATION (2)	910 000,00	0,00	911 032,59	-1 032,59
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		973 288,74	39 933,74	919 387,59	13 967,41
TOTAL DES RECETTES REELLES		29 176 800,28	14 460 795,08	5 648 053,57	9 067 951,63
021	Virement de la sect° de fonctionnement	7 337 862,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	2 300 000,00	2 698 807,85		-398 807,85
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	289 596,58		-289 596,58
2115	Terrains bâtis	0,00	125 036,95		-125 036,95
2118	Autres terrains	0,00	1 727,28		-1 727,28
2182	Matériel de transport	0,00	6 892,73		-6 892,73
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	6 950,40		-6 950,40
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	302,99		-302,99
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	373,33		-373,33
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	6 756,04		-6 756,04
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	315 981,03		-315 981,03
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	1 341,68		-1 341,68
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	66 942,00		-66 942,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	126 609,44		-126 609,44
28046	Attributions compensation investissement	0,00	281 516,53		-281 516,53
28051	Concessions et droits similaires	0,00	166 224,28		-166 224,28
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	2 087,27		-2 087,27
28132	Immeubles de rapport	0,00	441 147,33		-441 147,33
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	1 859,00		-1 859,00
28152	Installations de voirie	0,00	74 988,39		-74 988,39
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	19 793,00		-19 793,00
28182	Matériel de transport	0,00	247 159,50		-247 159,50

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres é		
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	189 570,33		-189 570,33
28184	Mobilier	0,00	70 865,54		-70 865,54
28188	Autres immo. corporelles	2 250 000,00	220 493,73		2 029 506,27
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	50 000,00	34 592,50		15 407,50
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		9 637 862,00	2 698 807,85		6 939 054,15
041	Opérations patrimoniales (5)	166 028,10	126 751,78		39 276,32
2135	Installations générales, agencements	0,00	9 107,53		-9 107,53
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	1 139,40		-1 139,40
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	464,00		-464,00
2313	Constructions	37 500,00	6 343,04		31 156,96
238	Avances versées commandes immo. incorp.	100 000,00	109 697,81		-9 697,81
458205	BIEF DE LA MALADIÈRE	25 392,00	0,00		25 392,00
458206	GIRATOIRE CHAINETTE	3 136,10	0,00		3 136,10
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		9 803 890,10	2 825 559,63		6 978 330,47
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		38 980 690,38	17 286 354,71	5 648 053,57	16 046 282,10
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19001 (1)
LIBELLE : OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		370 000,00	A 274 758,97	0,00	95 241,03	B 548 250,10
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	370 000,00	274 758,97	0,00	95 241,03	548 250,10
2313	Constructions	370 000,00	274 758,97	0,00	95 241,03	548 250,10

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 159 302,51
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	159 302,51
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	0,00	159 302,51
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-274 758,97	D - B	-388 947,59

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19002 (1)****LIBELLE :****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 6 588,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	6 588,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 588,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-6 588,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19003 (1)
LIBELLE : ETANG SAINT VIGILE/PLACE DES CORDELIERS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)		
DEPENSES		20 000,00	A	0,00	0,00	20 000,00	B	2 438,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	20 000,00		0,00	0,00	20 000,00		2 438,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	20 000,00		0,00	0,00	20 000,00		2 438,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)		
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C	0,00	0,00	0,00	D	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-2 438,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**
OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19004 (1)
LIBELLE : MONTARDOINS
Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		866 248,00	A 273 116,00	0,00	593 132,00	B 403 796,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	400 000,00	173 000,00	0,00	227 000,00	173 000,00
2115	Terrains bâtis	400 000,00	173 000,00	0,00	227 000,00	173 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	466 248,00	100 116,00	0,00	366 132,00	230 796,00
2313	Constructions	466 248,00	100 116,00	0,00	366 132,00	230 796,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-273 116,00	D - B	-403 796,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19005 (1)
LIBELLE : NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)		
DEPENSES		2 000,00	A	0,00	0,00	2 000,00	B	68 644,20
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	2 000,00		0,00	0,00	2 000,00		68 644,20
2313	Constructions	2 000,00		0,00	0,00	2 000,00		68 644,20

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)		
TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C	0,00	0,00	0,00	D	11 675,00
13	Subventions d'investissement	0,00		0,00	0,00		11 675,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00		0,00	0,00		11 675,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-56 969,20

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20010 (1)
LIBELLE : AUXERREXPO****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		430 000,00	A 25 815,58	0,00	404 184,42	B 25 815,58
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	430 000,00	25 815,58	0,00	404 184,42	25 815,58
2313	Constructions	430 000,00	25 815,58	0,00	404 184,42	25 815,58

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-25 815,58	D - B	-25 815,58

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20011 (1)****LIBELLE :****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 19 992,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	19 992,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	19 992,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-19 992,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**
OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20012 (1)
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE
Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		1 201 905,00	A 967 305,45	0,00	234 599,55	B 1 411 798,59
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	198,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	198,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 201 905,00	967 305,45	0,00	234 599,55	1 411 600,59
2313	Constructions	1 201 905,00	813 413,25	0,00	388 491,75	1 120 600,59
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	153 892,20	0,00	-153 892,20	291 000,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 721 217,30
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	721 217,30
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	341 897,83
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	149 990,21
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	0,00	0,00	179 329,26
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-967 305,45	D - B	-690 581,29

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 22006 (1)
LIBELLE : CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		850 000,00	A 0,00	0,00	850 000,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	850 000,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	850 000,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	5 842 268	382 500	1 903	1 052 268	2 472 155	1 254 313	147 756	405 689	146 454	4 233 009	92 447	16 030 761
- Equipements municipaux (2)		379 775	1 903	1 044 768	2 472 155	425 594	0	403 307	6 157	4 098 879	92 447	8 943 499
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		2 400	0	7 500	0	828 719	56 472	2 382	140 296	123 717	0	1 564 012
- Opérations financières	5 842 268											5 842 268
Dépenses d'ordre	532 898											659 650
Solde d'exécution reporté de N-1	5 200 451											5 200 451
Total dépenses	11 575 618	460 190	1 903	1 055 884	2 480 828	1 254 313	147 756	405 689	146 454	4 265 016	97 212	21 890 863
Total recettes	14 953 089	326 067	0	226 904	844 193	355 293	0	124 211	0	438 519	18 077	17 286 355
Solde d'investissement	3 377 471	-134 123	-1 903	-828 980	-1 636 635	-899 020	-147 756	-281 477	-146 454	-3 826 497	-79 135	-4 604 508
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	12 768	550 349	21 440	428 128	948 404	179 017	819 749	166 074	0	1 567 522	48 139	4 741 590
Total RAR recettes	1 545 209	46 401	0	90 919	1 733 979	422 704	911 033	179 402	0	484 961	233 446	5 648 054
SOLDE RAR investissement	1 532 441	-503 948	-21 440	-337 209	785 575	243 686	91 284	13 329	0	-1 082 562	185 306	906 463

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Total dépenses	4 273 720	5 927 734	3 363 874	5 922 168	7 411 833	4 299 713	912 273	4 606 499	71 548	4 914 447	1 050 332	42 754 140
Total recettes	49 490 666	1 061 751	110	438 901	564 072	616 571	3 491	2 207 636	28 777	1 157 410	505 685	56 075 071
Solde de fonctionnement	45 216 946	-4 865 983	-3 363 764	-5 483 267	-6 847 761	-3 683 142	-908 782	-2 398 863	-42 771	-3 757 036	-544 647	13 320 931
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		11 588 386	1 010 539	23 343	1 484 012	3 429 232	1 433 330	967 505	571 763	146 454	5 832 539	145 351	26 632 453
Dépenses réelles		5 855 036	932 849	23 343	1 480 396	3 420 559	1 433 330	967 505	571 763	146 454	5 800 531	140 587	20 772 352
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	44 428	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 428
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 428	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 428
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 038	0	8 038
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 038	0	8 038
16	Emprunts et dettes assimilées	5 376 800	325	0	0	0	0	0	0	0	2 375	0	5 379 500
1641	Emprunts en euros	5 376 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 376 800
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	325	0	0	0	0	0	0	0	2 375	0	2 700
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	129 648	0	37 500	82 071	0	0	38 640	0	129 189	0	417 048
2031	Frais d'études	0	10 049	0	37 500	52 208	0	0	38 640	0	116 916	0	255 313
2033	Frais d'insertion	0	9 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 180
2051	Concessions, droits similaires	0	110 419	0	0	29 863	0	0	0	0	12 273	0	152 555
204	Subventions d'équipement versées	402 526	2 400	0	16 167	0	911 604	56 472	9 782	140 296	315 888	0	1 855 135
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	366 666	0	0	0	0	0	366 666
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 756	0	51 756
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	140 296	0	0	140 296
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0	0	0	0	0	0	56 472	0	0	505	0	56 977
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	2 400	0	0	0	310 583	0	9 782	0	0	0	322 765
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	16 167	0	0	0	0	0	186 474	0	202 641
2046	Attrib. de compensation d'investissement	402 526	0	0	0	0	234 355	0	0	0	77 153	0	714 034
21	Immobilisations corporelles	15 303	388 577	23 343	471 146	332 411	42 555	0	148 361	6 157	1 658 359	63 691	3 149 903
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43 072	0	43 072
2115	Terrains bâtis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	573 574	0	573 574
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	139 569	0	139 569
2135	Installations générales, agencements	15 303	111 103	0	357 605	112 103	2 768	0	131 792	6 157	86 098	62 683	885 614

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9			
											services urbains, environnement	économique	TOTAL	
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 827	0	58 827
2152	Installations de voirie	0	50 305	0	0	0	0	0	0	0	0	736 074	0	786 380
21533	Réseaux câblés	0	21 842	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 842
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	0	20 000	0	0	0	0	0	0	0	18 000	0	38 000
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0	0	0	0	20 316	0	0	0	0	0	0	0	20 316
2183	Matériel de bureau et informatique	0	145 325	0	10 056	10 155	0	0	0	0	0	0	0	165 536
2184	Mobilier	0	20 675	0	34 962	151 573	0	0	9 122	0	0	0	0	216 331
2188	Autres immobilisations corporelles	0	39 327	3 343	68 523	38 264	39 787	0	7 447	0	0	3 144	1 008	200 842
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	15 979	411 899	0	955 583	2 038 771	479 171	0	100 220	0	0	3 413 566	51 080	7 466 269
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	0	99 671	0	0	0	0	314 561	0	414 232
2313	Constructions	15 979	411 899	0	796 609	1 856 982	359 538	0	100 220	0	0	1 327	33 828	3 576 382
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	158 974	0	19 962	0	0	0	0	3 097 678	17 252	3 293 866
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0	0	0	0	181 789	0	0	0	0	0	0	0	181 789
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	967 305	0	0	274 759	0	0	273 116	25 816	1 540 996
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	0	0	0	0	0	0	0	274 759	0	0	0	0	274 759
19004	MONTARDOINS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	273 116	0	273 116
20010	AUXERREXPO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 816	25 816
20012	TOUR DE L'HORLOGE	0	0	0	0	967 305	0	0	0	0	0	0	0	967 305
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	911 033	0	0	0	0	0	911 033
458110	CHRS HUMANISATION	0	0	0	0	0	0	911 033	0	0	0	0	0	911 033
Dépenses d'ordre		532 898	77 690	0	3 617	8 673	0	0	0	0	0	32 007	4 765	659 650
040	Opérat° ordre transfert entre sections	532 898	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	532 898
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	17 027	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 027
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	515 872	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	515 872
041	Opérations patrimoniales	0	77 690	0	3 617	8 673	0	0	0	0	0	32 007	4 765	126 752
2313	Constructions	0	77 690	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77 690
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 007	0	32 007
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0	0	0	3 617	8 673	0	0	0	0	0	0	4 765	17 054
001	Solde d'exécution reporté de N-1	5 200 451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 200 451

RECETTES

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		
											services urbains, environnement	économique	TOTAL
Total recettes d'investissement		16 498 298	372 468	0	317 824	2 578 172	777 997	911 033	303 614	0	923 480	251 523	22 934 408
Recettes réelles		13 799 490	262 771	0	314 207	2 569 500	777 997	911 033	303 614	0	923 480	246 759	20 108 849
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 705 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 705 087
10222	FCTVA	3 240 395	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 240 395
10226	Taxe d'aménagement	209 758	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209 758
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 254 933	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 254 933
13	Subventions d'investissement	94 403	260 753	0	310 591	2 512 538	777 997	0	303 614	0	922 995	241 994	5 424 884
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	67 020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 020
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	950	0	128 272	1 039 731	221 447	0	0	0	233 855	0	1 624 255
1322	Subv. non transf. Régions	0	12 408	0	0	523 665	76 812	0	0	0	144 000	0	756 885
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	400 000	83 334	0	0	0	62 659	0	545 993
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	122 626	0	122 626
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	21 666	22 164	0	148 150	0	0	0	191 980
1342	Amendes de police non transférable	0	153 201	0	0	0	0	0	0	0	0	0	153 201
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	27 383	94 194	0	182 319	527 475	374 240	0	155 464	0	359 854	241 994	1 962 923
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000 000	2 018	0	0	0	0	0	0	0	485	0	5 002 503
1641	Emprunts en euros	5 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	2 018	0	0	0	0	0	0	0	485	0	2 503
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	3 617	8 673	0	0	0	0	0	4 765	17 054
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0	0	0	3 617	8 673	0	0	0	0	0	4 765	17 054
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	48 289	0	911 033	0	0	0	0	959 321
458209	FACADES MARIE NOËL	0	0	0	0	48 289	0	0	0	0	0	0	48 289
458210	CHRS HUMANISATION	0	0	0	0	0	0	911 033	0	0	0	0	911 033
Recettes d'ordre		2 698 808	109 698	0	3 617	8 673	0	0	0	0	0	4 765	2 825 560

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		TOTAL	
											services urbains, environnement	économique		
040	Opérat° ordre transfert entre sections	2 698 808	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 698 808
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	289 597	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	289 597
2115	Terrains bâtis	125 037	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	125 037
2118	Autres terrains	1 727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 727
2182	Matériel de transport	6 893	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 893
2802	Frais liés à la réalisation des document	6 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 950
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	303	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	303
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	373	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	373
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	6 756	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 756
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	315 981	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	315 981
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	1 342	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 342
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	66 942	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66 942
280422	Privé : Bâtiments, installations	126 609	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126 609
28046	Attributions compensation investissement	281 517	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	281 517
28051	Concessions et droits similaires	166 224	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	166 224
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 087
28132	Immeubles de rapport	441 147	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	441 147
28135	Installations générales, agencements, ..	1 859	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 859
28152	Installations de voirie	74 988	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	74 988
28181	Installations générales, aménagt divers	19 793	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 793
28182	Matériel de transport	247 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247 160
28183	Matériel de bureau et informatique	189 570	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	189 570
28184	Mobilier	70 866	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 866
28188	Autres immo. corporelles	220 494	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	220 494
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	34 593	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 593
041	Opérations patrimoniales	0	109 698	0	3 617	8 673	0	0	0	0	0	4 765	0	126 752
2135	Installations générales, agencements	0	0	0	0	8 646	0	0	0	0	0	462	0	9 108
2183	Matériel de bureau et informatique	0	0	0	1 139	0	0	0	0	0	0	0	0	1 139
2188	Autres immobilisations corporelles	0	0	0	464	0	0	0	0	0	0	0	0	464
2313	Constructions	0	0	0	2 013	27	0	0	0	0	0	4 303	0	6 343
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	109 698	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 698
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9 services urbains, environnement	9 économique	TOTAL 2022_071-DE
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	-----------------	----------------------

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement	4 273 720	5 927 734	3 363 874	5 922 168	7 411 833	4 299 713	912 273	4 606 499	71 548	4 914 447	1 050 332	42 754 140	
Dépenses réelles	1 574 912	5 927 734	3 363 874	5 922 168	7 411 833	4 299 713	912 273	4 606 499	71 548	4 914 447	1 050 332	40 055 332	
011 Charges à caractère général	64 376	2 872 738	34 496	1 537 306	892 405	1 162 156	1 166	763 441	71 548	2 993 874	216 263	10 609 769	
605 Achats matériel, équipements et travaux	0	82 464	0	44 158	4 779	11 355	0	4 065	0	3 628	0	150 450	
60611 Eau et assainissement	4 275	43 007	430	53 696	7 540	55 228	0	12 754	3 824	84 474	636	265 864	
60612 Energie - Electricité	15 117	223 024	144	141 512	97 778	220 435	0	73 876	12 690	613 060	66 642	1 464 279	
60613 Chauffage urbain	0	0	0	89 524	0	70 318	0	14 674	0	0	0	174 517	
60621 Combustibles	0	14 790	0	0	0	0	0	2 729	0	0	0	17 519	
60622 Carburants	0	227 453	0	0	0	0	0	0	0	0	0	227 453	
60623 Alimentation	0	1 368	0	-407	578	3 702	0	12 350	0	0	2 500	20 092	
60628 Autres fournitures non stockées	0	22 835	8 035	7 023	21 280	8 687	0	30 885	0	56 478	2 496	157 720	
60631 Fournitures d'entretien	1 123	198 814	43	4 991	9 023	32 939	989	8 789	625	153 310	17 504	428 148	
60632 Fournitures de petit équipement	0	115 091	4 626	63 394	25 288	44 554	177	28 136	3 620	139 747	1 008	425 643	
60633 Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	227 610	0	227 610	
60636 Vêtements de travail	0	8 311	10 551	0	0	15	0	0	0	0	0	18 876	
6064 Fournitures administratives	0	2 623	0	0	3 056	0	0	1 020	0	0	0	6 699	
6065 Livres, disques, ... (médiathèque)	0	198	0	0	99 312	0	0	920	0	0	0	100 430	
6067 Fournitures scolaires	0	0	0	95 795	0	0	0	0	0	0	0	95 795	
611 Contrats de prestations de services	31 007	428 003	4 581	779 778	193 921	308 825	0	185 063	-1 112	773 509	1 390	2 704 964	
6132 Locations immobilières	0	47 687	0	0	24 538	74 642	0	134 609	0	6 828	0	288 305	
6135 Locations mobilières	0	19 594	1 559	0	6 154	2 391	0	7 350	0	0	0	37 048	
614 Charges locatives et de copropriété	0	11 881	0	0	6 423	17 875	0	9 601	0	0	0	45 780	
61521 Entretien terrains	0	0	0	0	0	14 913	0	0	0	115 304	0	130 217	
615221 Entretien, réparations bâtiments publics	5 135	186 657	271	59 218	282 212	52 256	0	65 099	50 605	58 767	-1 260	758 962	
615228 Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	0	0	0	11 586	0	0	0	11 586	
615231 Entretien, réparations voiries	0	10 043	800	0	0	0	0	0	0	414 358	0	425 200	
615232 Entretien, réparations réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 700	0	20 700	
61551 Entretien matériel roulant	0	29 078	0	0	0	0	0	0	0	31 657	0	60 734	
61558 Entretien autres biens mobiliers	0	47 932	0	0	7 280	2 952	0	2 018	0	38 606	0	98 787	
6156 Maintenance	0	100 048	1 756	4 533	28 323	0	0	0	0	21 068	0	155 727	
6161 Multirisques	0	69 608	0	0	9 820	0	0	0	0	0	0	79 428	
6162 Assur. obligatoire dommage-construction	0	104 650	0	0	0	0	0	0	0	0	0	104 650	
617 Etudes et recherches	0	-1 608	0	0	28 800	0	0	12 108	0	0	929	40 229	

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		TOTAL
											services urbains, environnement	économique	
6182	Documentation générale et technique	0	4 104	0	0	3 262	238	0	702	0	0	0	8 306
6184	Versements à des organismes de formation	0	13 759	0	0	0	4 300	0	-16 259	0	0	0	1 800
6188	Autres frais divers	0	36 038	0	0	2 447	0	0	0	0	0	0	38 485
6226	Honoraires	0	11 884	0	0	0	0	0	0	0	1 658	0	13 542
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	52 956	0	0	0	0	0	0	0	-9 891	0	43 065
6228	Divers	0	48 745	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 745
6231	Annonces et insertions	0	27 840	0	0	0	0	0	0	0	0	2 333	30 173
6232	Fêtes et cérémonies	0	7 785	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 785
6236	Catalogues et imprimés	0	2 912	328	6 079	15 080	0	0	9 482	0	583	0	34 465
6237	Publications	0	2 463	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 463
6238	Divers	0	78 058	0	9 538	0	19 938	0	27 207	0	-5	0	134 737
6247	Transports collectifs	0	0	0	158 830	1 084	28 245	0	15 572	0	0	0	203 731
6251	Voyages et déplacements	0	0	0	0	481	0	0	0	0	0	0	481
6256	Missions	0	2 250	1 314	144	4 811	1 131	0	3 245	0	18	0	12 913
6257	Réceptions	0	72 528	0	0	545	0	0	0	0	0	0	73 073
6261	Frais d'affranchissement	0	7 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 555
6262	Frais de télécommunications	0	182 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	182 193
627	Services bancaires et assimilés	6 771	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 771
6281	Concours divers (cotisations)	0	27 819	0	2 909	2 164	0	0	0	0	5 398	0	38 290
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	314	0	0	0	0	0	0	0	0	0	314
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	9 209	0	16 591	4 024	167 904	0	80 057	0	10 029	0	287 814
6284	Redevances pour services rendus	671	12 817	0	0	0	3 668	0	10 370	0	110 218	0	137 744
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	9 180	0	0	0	0	0	0	0	69 058	0	78 238
63512	Taxes foncières	0	250 352	0	0	0	13 323	0	15 184	0	54 240	122 085	455 184
63513	Autres impôts locaux	0	207	0	0	436	885	0	809	1 297	0	0	3 634
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	276	18 220	59	0	1 965	1 436	0	-562	0	-6 535	0	14 859
012	Charges de personnel, frais assimilés	117 095	2 417 120	693 608	4 055 890	4 947 962	2 411 972	0	3 220 782	0	851 470	213 545	18 929 444
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0	14 521	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 521
6218	Autre personnel extérieur	0	40 846	211	154 007	166	30 058	0	0	0	0	0	225 288
6331	Versement mobilité	0	7 085	1 930	13 366	16 666	7 950	0	10 857	0	2 686	731	61 272
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	6 442	1 731	12 151	15 150	7 227	0	9 871	0	2 441	665	55 678
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	19 477	3 158	21 874	27 248	13 010	0	17 745	0	4 395	1 197	108 104
64111	Rémunération principale titulaires	0	1 177 195	353 499	1 642 310	2 352 274	982 562	0	1 324 450	0	387 549	73 690	8 293 529
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	28 121	16 315	27 008	54 077	29 059	0	42 200	0	8 493	898	206 172
64118	Autres indemnités titulaires	0	275 480	128 255	267 141	387 836	201 063	0	247 685	0	102 796	21 922	1 632 179

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Affiché le 05/07/2022		
											9 services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
64131	Rémunérations non tit.	0	95 083	14 277	707 119	616 809	386 395	0	557 656	0	93 885	48 387	2 519 610
64138	Autres indemnités non tit.	0	25 044	5 292	138 727	86 860	102 012	0	104 595	0	16 521	7 761	486 811
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	221 658	57 001	531 681	581 314	293 669	0	408 069	0	92 122	29 083	2 214 598
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	392 818	109 767	500 527	772 486	335 311	0	441 018	0	127 084	26 633	2 705 644
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	4 845	824	34 231	27 936	19 760	0	26 290	0	4 475	2 274	120 635
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	39 764	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 764
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	4 548	1 348	5 749	9 141	3 895	0	5 152	0	1 537	304	31 673
64731	Allocations chômage versées directement	0	0	0	0	0	0	0	25 193	0	7 485	0	32 678
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	117 095	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 095
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	64 196	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 196
014	Atténuations de produits	325 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	325 683
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	97 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	97 075
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	949	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	949
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	217 910	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	217 910
73928	Autres préél. pour revers. de fiscalité	6 179	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 179
7398	Reverst., restitut° et préèlèvt divers	3 556	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 556
65	Autres charges de gestion courante	7 454	630 338	2 635 770	328 971	1 571 050	725 585	911 107	620 316	0	32 471	620 523	8 083 585
6518	Autres	0	12 240	0	0	500	0	0	0	0	16 741	0	29 481
6531	Indemnités	0	216 625	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216 625
6532	Frais de mission	0	341	0	0	0	0	0	0	0	0	0	341
6533	Cotisations de retraite	0	11 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 800
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	19 303	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 303
6535	Formation	0	8 480	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 480
6541	Créances admises en non-valeur	3 054	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 054
6542	Créances éteintes	4 399	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 399
6553	Service d'incendie	0	0	2 635 770	0	0	0	0	0	0	0	0	2 635 770
6558	Autres contributions obligatoires	0	67 448	0	328 971	0	0	0	0	0	0	0	396 419
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	903 107	6 766	0	0	0	909 873
65737	Autres établissements publics locaux	0	0	0	0	0	0	0	37 000	0	0	0	37 000
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	94 100	0	0	1 570 550	725 585	8 000	576 550	0	15 730	620 523	3 611 038

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		
											services urbains, environnem	économique	TOTAL
65888	Autres	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 050 989	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 050 989
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 003 060	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 003 060
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-11 110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-11 110
6688	Autres	59 039	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 039
67	Charges exceptionnelles	9 315	7 537	0	0	416	0	0	1 960	0	1 036 632	0	1 055 861
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 757	0	9 757
6712	Amendes fiscales et pénales	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	7 437	0	0	416	0	0	1 960	0	1 026 874	0	1 036 688
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	9 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 315
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		2 698 808	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 698 808
042	Opérat° ordre transfert entre sections	2 698 808	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 698 808
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	133 657	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	133 657
6761	Différences sur réalisations (positives)	289 597	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	289 597
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 240 962	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 240 962
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	34 593	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 593
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Déficit de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		49 490 666	1 061 751	110	438 901	564 072	616 571	3 491	2 207 636	28 777	1 157 410	505 685	56 075 071
Recettes réelles		42 703 654	1 061 751	110	438 901	564 072	616 571	3 491	2 207 636	28 777	1 157 410	505 685	49 288 059
013	Atténuations de charges	0	117 477	0	227	0	0	0	0	0	0	0	117 704
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0	2 259	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 259
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	94 253	0	227	0	0	0	0	0	0	0	94 480

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		TOTAL
											services urbains, environnem	économique	
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0	20 965	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 965
70	Produits des services, du domaine, vente	142 646	345 907	0	158 838	272 097	172 226	0	200 157	0	621 211	0	1 913 082
7018	Autres ventes de produits finis	89 198	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	89 198
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	186 964	0	0	0	0	0	0	0	0	0	186 964
70312	Redevances funéraires	0	5 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 075
70323	Redev. occupat° domaine public communal	53 448	0	0	0	92 764	5 300	0	0	0	94 138	0	245 650
70328	Autres droits stationnement et location	0	0	0	0	0	0	0	0	0	166 487	0	166 487
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108 226	0	108 226
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	179 333	0	0	0	0	0	0	179 333
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	166 926	0	200 157	0	0	0	367 083
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	158 838	0	0	0	0	0	0	0	158 838
70688	Autres prestations de services	0	62 537	0	0	0	0	0	0	0	0	0	62 537
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	11 522	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 522
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	30 697	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 697
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0	49 112	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 112
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	252 360	0	252 360
73	Impôts et taxes	32 786 356	223	0	0	0	0	0	0	0	55 369	138 260	32 980 208
73111	Impôts directs locaux	26 747 856	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 747 856
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	22 667	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 667
73211	Attribution de compensation	1 954 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 954 300
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	4 981	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 981
7336	Droits de place	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138 260	138 260
7338	Autres taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55 369	0	55 369
7342	Versement mobilité	0	223	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223
7343	Taxes sur les pylônes électriques	33 813	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 813
7351	Taxe consommation finale d'électricité	696 453	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	696 453
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	1 009 828	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 009 828

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		TOTAL	
											services urbains, environnement	économique		
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	2 316 458	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 316 458
74	Dotations et participations	9 618 797	126 085	110	13 772	284 134	405 081	0	1 976 800	0	15 313	0	0	12 440 092
7411	Dotation forfaitaire	4 936 177	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 936 177
74123	Dotation de solidarité urbaine	2 659 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 659 631
74127	Dotation nationale de péréquation	481 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	481 505
744	FCTVA	-205 878	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-205 878
7461	DGD	434 278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	434 278
74718	Autres participations Etat	0	42 769	-18 890	10 772	89 597	4 000	0	364 435	0	3 000	0	0	495 683
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	0	0	0	13 283	0	-3 800	0	0	9 483
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	96 500	0	0	28 509	0	0	0	0	125 009
74751	Participat° GFP de rattachement	0	11 000	0	3 000	95 457	6 000	0	14 575	0	0	0	0	130 032
7478	Participat° Autres organismes	635 308	23 042	0	0	2 580	395 081	0	1 555 999	0	16 113	0	0	2 628 122
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	7 705	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 705
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	670 071	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	670 071
748372	Dotation politique de la ville	0	0	19 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 000
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	41 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 420
7488	Autres attributions et participations	0	7 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 855
75	Autres produits de gestion courante	-30 150	325 908	0	266 064	7 738	18 883	3 491	25 969	28 777	96 196	367 425	0	1 110 300
752	Revenus des immeubles	0	146 420	0	0	0	17 482	0	25 969	0	88 148	325 635	0	603 654
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0	0	0	239 490	0	0	0	0	0	7 027	0	0	246 517
7588	Autres produits div. de gestion courante	-30 150	179 488	0	26 573	7 738	1 401	3 491	0	28 777	1 020	41 790	0	260 129
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	186 006	146 150	0	0	103	20 381	0	4 711	0	369 321	0	0	726 673
7711	Dédits et pénalités perçus	200	0	0	0	0	6 300	0	0	0	0	0	0	6 500
7713	Libéralités reçues	0	0	0	0	0	0	0	4 532	0	0	0	0	4 532
7714	Recouvré créances admises en non valeur	768	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	768
7718	Autres produits except. opérat° gestion	2 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 100
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	125 121	0	0	0	0	14 081	0	0	0	0	0	0	139 202
775	Produits des cessions d'immobilisations	57 816	0	0	0	0	0	0	0	0	348 410	0	0	406 227
7788	Produits exceptionnels divers	0	146 150	0	0	103	0	0	178	0	20 911	0	0	167 343

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9			
											services urbains, environnement	économique	TOTAL	
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		532 898	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	532 898
042	Opérat° ordre transfert entre sections	532 898	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	532 898
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	17 027	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 027
7768	Neutral. amort. subv. équip. versées	515 872	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	515 872
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		6 254 114	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 254 114

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		4 273 720,28	5 894 133,53	4 000,00	29 600,00	0,00	10 201 453,81
Réalizations		4 273 720,28	5 894 133,53	4 000,00	29 600,00	0,00	10 201 453,81
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	64 375,64	2 872 737,74	0,00	0,00	0,00	2 937 113,38
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	82 464,22	0,00	0,00	0,00	82 464,22
60611	Eau et assainissement	4 274,99	43 007,10	0,00	0,00	0,00	47 282,09
60612	Energie - Electricité	15 117,38	223 024,06	0,00	0,00	0,00	238 141,44
60621	Combustibles	0,00	14 790,38	0,00	0,00	0,00	14 790,38
60622	Carburants	0,00	227 452,96	0,00	0,00	0,00	227 452,96
60623	Alimentation	0,00	1 368,29	0,00	0,00	0,00	1 368,29
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	22 835,06	0,00	0,00	0,00	22 835,06
60631	Fournitures d'entretien	1 122,63	198 813,54	0,00	0,00	0,00	199 936,17
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	115 091,20	0,00	0,00	0,00	115 091,20
60636	Vêtements de travail	0,00	8 310,52	0,00	0,00	0,00	8 310,52
6064	Fournitures administratives	0,00	2 622,76	0,00	0,00	0,00	2 622,76
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	197,51	0,00	0,00	0,00	197,51
611	Contrats de prestations de services	31 007,13	428 002,57	0,00	0,00	0,00	459 009,70
6132	Locations immobilières	0,00	47 687,12	0,00	0,00	0,00	47 687,12
6135	Locations mobilières	0,00	19 594,13	0,00	0,00	0,00	19 594,13
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	11 880,75	0,00	0,00	0,00	11 880,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 135,16	186 657,20	0,00	0,00	0,00	191 792,36
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	10 042,54	0,00	0,00	0,00	10 042,54
61551	Entretien matériel roulant	0,00	29 077,53	0,00	0,00	0,00	29 077,53
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	47 931,63	0,00	0,00	0,00	47 931,63
6156	Maintenance	0,00	100 047,99	0,00	0,00	0,00	100 047,99
6161	Multirisques	0,00	69 607,70	0,00	0,00	0,00	69 607,70
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	104 649,81	0,00	0,00	0,00	104 649,81
617	Etudes et recherches	0,00	-1 608,00	0,00	0,00	0,00	-1 608,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	4 104,46	0,00	0,00	0,00	4 104,46
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	13 759,20	0,00	0,00	0,00	13 759,20
6188	Autres frais divers	0,00	36 038,18	0,00	0,00	0,00	36 038,18
6226	Honoraires	0,00	11 883,97	0,00	0,00	0,00	11 883,97
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	52 956,00	0,00	0,00	0,00	52 956,00
6228	Divers	0,00	48 745,28	0,00	0,00	0,00	48 745,28
6231	Annonces et insertions	0,00	27 840,30	0,00	0,00	0,00	27 840,30
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	7 784,90	0,00	0,00	0,00	7 784,90
6236	Catalogues et imprimés	0,00	2 912,28	0,00	0,00	0,00	2 912,28
6237	Publications	0,00	2 462,76	0,00	0,00	0,00	2 462,76
6238	Divers	0,00	78 058,44	0,00	0,00	0,00	78 058,44

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022


Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan	Affiché le ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE santarej	
6256	Missions	0,00	2 250,32	0,00	0,00		0,00	2 250,32
6257	Réceptions	0,00	72 528,22	0,00	0,00		0,00	72 528,22
6261	Frais d'affranchissement	0,00	7 555,40	0,00	0,00		0,00	7 555,40
6262	Frais de télécommunications	0,00	182 192,95	0,00	0,00		0,00	182 192,95
627	Services bancaires et assimilés	6 771,14	0,00	0,00	0,00		0,00	6 771,14
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	27 818,63	0,00	0,00		0,00	27 818,63
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	313,52	0,00	0,00		0,00	313,52
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	9 209,34	0,00	0,00		0,00	9 209,34
6284	Redevances pour services rendus	671,21	12 816,57	0,00	0,00		0,00	13 487,78
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	9 179,59	0,00	0,00		0,00	9 179,59
63512	Taxes foncières	0,00	250 352,00	0,00	0,00		0,00	250 352,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	206,52	0,00	0,00		0,00	206,52
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	276,00	18 220,34	0,00	0,00		0,00	18 496,34
012	Charges de personnel, frais assimilés	117 094,68	2 417 120,37	0,00	0,00		0,00	2 534 215,05
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	14 520,57	0,00	0,00		0,00	14 520,57
6218	Autre personnel extérieur	0,00	40 846,05	0,00	0,00		0,00	40 846,05
6331	Versement mobilité	0,00	7 085,19	0,00	0,00		0,00	7 085,19
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	6 441,59	0,00	0,00		0,00	6 441,59
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	19 476,75	0,00	0,00		0,00	19 476,75
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	1 177 194,73	0,00	0,00		0,00	1 177 194,73
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	28 120,76	0,00	0,00		0,00	28 120,76
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	275 479,62	0,00	0,00		0,00	275 479,62
64131	Rémunérations non tit.	0,00	95 082,76	0,00	0,00		0,00	95 082,76
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	25 044,02	0,00	0,00		0,00	25 044,02
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	221 658,14	0,00	0,00		0,00	221 658,14
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	392 817,92	0,00	0,00		0,00	392 817,92
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	4 844,66	0,00	0,00		0,00	4 844,66
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	39 763,58	0,00	0,00		0,00	39 763,58
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	4 547,58	0,00	0,00		0,00	4 547,58
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	117 094,68	0,00	0,00	0,00		0,00	117 094,68
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	64 196,45	0,00	0,00		0,00	64 196,45
014	Atténuations de produits	325 683,00	0,00	0,00	0,00		0,00	325 683,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	14,00	0,00	0,00	0,00		0,00	14,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	97 075,00	0,00	0,00	0,00		0,00	97 075,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	949,00	0,00	0,00	0,00		0,00	949,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	217 910,00	0,00	0,00	0,00		0,00	217 910,00
73928	Autres prél. pour revers. de fiscalité	6 179,00	0,00	0,00	0,00		0,00	6 179,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	3 556,00	0,00	0,00	0,00		0,00	3 556,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	2 698 807,85	0,00	0,00	0,00		0,00	2 698 807,85
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	133 656,96	0,00	0,00	0,00		0,00	133 656,96
6761	Différences sur réalisations (positives)	289 596,58	0,00	0,00	0,00		0,00	289 596,58
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 240 961,81	0,00	0,00	0,00		0,00	2 240 961,81
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	34 592,50	0,00	0,00	0,00		0,00	34 592,50
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 454,15	596 737,98	4 000,00	29 600,00		0,00	637 792,13
6518	Autres	0,00	12 239,85	0,00	0,00		0,00	12 239,85
6531	Indemnités	0,00	216 624,72	0,00	0,00		0,00	216 624,72
6532	Frais de mission	0,00	340,74	0,00	0,00		0,00	340,74

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan	Affiché le ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE des classes de dépenses sanitaires	
6533	Cotisations de retraite	0,00	11 800,14	0,00	0,00		0,00	11 800,14
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	19 303,05	0,00	0,00		0,00	19 303,05
6535	Formation	0,00	8 480,00	0,00	0,00		0,00	8 480,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 054,28	0,00	0,00	0,00		0,00	3 054,28
6542	Créances éteintes	4 398,75	0,00	0,00	0,00		0,00	4 398,75
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	67 448,00	0,00	0,00		0,00	67 448,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	200 000,00	0,00	0,00		0,00	200 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	60 500,00	4 000,00	29 600,00		0,00	94 100,00
65888	Autres	1,12	1,48	0,00	0,00		0,00	2,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
66	Charges financières	1 050 989,48	0,00	0,00	0,00		0,00	1 050 989,48
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 003 060,35	0,00	0,00	0,00		0,00	1 003 060,35
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-11 109,52	0,00	0,00	0,00		0,00	-11 109,52
6688	Autres	59 038,65	0,00	0,00	0,00		0,00	59 038,65
67	Charges exceptionnelles	9 315,48	7 537,44	0,00	0,00		0,00	16 852,92
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	100,00	0,00	0,00		0,00	100,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	7 437,44	0,00	0,00		0,00	7 437,44
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	9 315,48	0,00	0,00	0,00		0,00	9 315,48
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
	RECETTES	49 490 666,13	1 061 750,89	0,00	0,00		0,00	50 552 417,02
	Réalisations	49 490 666,13	1 061 750,89	0,00	0,00		0,00	50 552 417,02
002	Résultat de fonctionnement reporté	6 254 113,68	0,00	0,00	0,00		0,00	6 254 113,68
013	Atténuations de charges	0,00	117 477,08	0,00	0,00		0,00	117 477,08
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	2 259,35	0,00	0,00		0,00	2 259,35
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	94 252,73	0,00	0,00		0,00	94 252,73
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	20 965,00	0,00	0,00		0,00	20 965,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	532 898,28	0,00	0,00	0,00		0,00	532 898,28
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	17 026,75	0,00	0,00	0,00		0,00	17 026,75
7768	Neutral. amort. subv. équip. versées	515 871,53	0,00	0,00	0,00		0,00	515 871,53
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	142 645,83	345 907,10	0,00	0,00		0,00	488 552,93
7018	Autres ventes de produits finis	89 198,08	0,00	0,00	0,00		0,00	89 198,08
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	186 964,00	0,00	0,00		0,00	186 964,00
70312	Redevances funéraires	0,00	5 075,00	0,00	0,00		0,00	5 075,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	53 447,75	0,00	0,00	0,00		0,00	53 447,75
70688	Autres prestations de services	0,00	62 537,15	0,00	0,00		0,00	62 537,15
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	11 521,68	0,00	0,00		0,00	11 521,68
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	30 697,47	0,00	0,00		0,00	30 697,47
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	49 111,80	0,00	0,00		0,00	49 111,80
73	Impôts et taxes	32 786 355,69	223,14	0,00	0,00		0,00	32 786 578,83
73111	Impôts directs locaux	26 747 856,00	0,00	0,00	0,00		0,00	26 747 856,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	22 666,86	0,00	0,00	0,00		0,00	22 666,86
73211	Attribution de compensation	1 954 300,20	0,00	0,00	0,00		0,00	1 954 300,20
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	4 981,00	0,00	0,00	0,00		0,00	4 981,00
7342	Versement mobilité	0,00	223,14	0,00	0,00		0,00	223,14

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetière et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7343	Taxes sur les pylônes électriques			33 813,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 813,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité			696 452,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	696 452,76
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur			1 009 827,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 009 827,55
7381	Taxes additionnelles droits de mutation			2 316 458,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 316 458,32
74	Dotations et participations			9 618 796,50	126 085,35	0,00	0,00	0,00	0,00	9 744 881,85
7411	Dotation forfaitaire			4 936 177,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 936 177,00
74123	Dotation de solidarité urbaine			2 659 631,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 659 631,00
74127	Dotation nationale de péréquation			481 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	481 505,00
744	FCTVA			-205 878,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-205 878,00
7461	DGD			434 278,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	434 278,00
74718	Autres participations Etat			0,00	42 768,96	0,00	0,00	0,00	0,00	42 768,96
74751	Participat° GFP de rattachement			0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
7478	Participat° Autres organismes			635 307,50	23 041,89	0,00	0,00	0,00	0,00	658 349,39
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation			7 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 705,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière			670 071,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	670 071,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés			0,00	41 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 420,00
7488	Autres attributions et participations			0,00	7 854,50	0,00	0,00	0,00	0,00	7 854,50
75	Autres produits de gestion courante			-30 150,00	325 907,94	0,00	0,00	0,00	0,00	295 757,94
752	Revenus des immeubles			0,00	146 420,35	0,00	0,00	0,00	0,00	146 420,35
7588	Autres produits div. de gestion courante			-30 150,00	179 487,59	0,00	0,00	0,00	0,00	149 337,59
76	Produits financiers			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels			186 006,15	146 150,28	0,00	0,00	0,00	0,00	332 156,43
7711	Dédits et pénalités perçus			200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
7714	Recouvr. créances admises en non valeur			768,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768,34
7718	Autres produits except. opérat° gestion			2 100,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,10
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)			125 121,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 121,30
775	Produits des cessions d'immobilisations			57 816,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 816,41
7788	Produits exceptionnels divers			0,00	146 150,28	0,00	0,00	0,00	0,00	146 150,28
78	Reprise sur amortissements et provisions			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)				45 216 945,85	-4 832 382,64	-4 000,00	-29 600,00	0,00	0,00	40 350 963,21

Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetière et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		3 351 900,44	262 453,25	1 029 644,61	6 115,69	481 393,98	381 437,08	381 188,48	0,00	0,00
Réalisations		3 351 900,44	262 453,25	1 029 644,61	6 115,69	481 393,98	381 437,08	381 188,48	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 415 866,54	0,00	26 851,05	6 115,69	239 920,97	120 937,08	63 046,41	0,00	0,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	82 464,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	21 706,35	0,00	151,57	0,00	1 460,16	13 348,57	6 340,45	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	134 249,29	0,00	4 551,72	0,00	24 085,54	59 328,69	808,82	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
60621	Combustibles	14 790,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	227 452,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 368,29	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	12 307,64	0,00	100,80	0,00	9 668,70	0,00	757,92	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	194 797,11	0,00	0,00	0,00	1 996,02	336,59	1 683,82	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	90 923,33	0,00	10 670,14	4 369,21	2 755,25	4 645,66	1 727,61	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	8 310,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	2 622,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	197,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	218 942,28	0,00	1 139,37	1 053,72	146 957,74	26 786,87	33 122,59	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	39 203,12	0,00	0,00	0,00	8 484,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	16 361,32	0,00	0,00	0,00	3 232,81	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	11 880,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	162 994,36	0,00	0,00	0,00	0,00	15 100,18	8 562,66	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 042,54	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	29 077,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	41 684,55	0,00	0,00	0,00	6 247,08	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	100 047,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	69 607,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	104 649,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	-1 608,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	4 104,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	13 759,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	36 038,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	11 883,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	52 956,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	48 745,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	29 610,30	0,00	0,00	-1 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	7 784,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	497,00	0,00	2 415,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	2 462,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	78 037,67	0,00	20,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	416,31	0,00	349,52	0,00	1 484,49	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	42 230,15	0,00	4 515,60	0,00	25 782,47	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	7 555,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	182 192,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonction

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	27 818,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	313,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	7 818,82	0,00	0,00	0,00	0,00	1 390,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	12 816,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	9 179,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	250 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	206,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	11 821,92	0,00	0,00	0,00	6 398,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	916 255,13	5 904,60	1 002 793,56	0,00	241 473,01	0,00	250 694,07	0,00	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	14 520,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	11 638,81	0,00	23 643,84	0,00	5 563,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	2 446,00	0,00	3 084,83	0,00	742,18	0,00	812,18	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 223,61	0,00	2 805,10	0,00	674,52	0,00	738,36	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 884,78	0,00	5 048,49	0,00	1 214,28	0,00	1 329,20	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	362 947,86	0,00	540 774,52	0,00	123 913,52	0,00	149 558,83	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 989,97	0,00	18 580,58	0,00	912,97	0,00	2 637,24	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	101 019,02	0,00	114 645,33	0,00	34 394,64	0,00	25 420,63	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	69 775,85	0,00	21 725,06	0,00	3 581,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	13 512,64	0,00	4 418,86	0,00	7 112,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	85 911,50	0,00	90 509,98	0,00	22 450,19	0,00	22 786,47	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	131 643,60	0,00	174 372,21	0,00	39 982,84	0,00	46 819,27	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 360,06	0,00	1 051,47	0,00	433,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	33 858,98	5 904,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 325,43	0,00	2 133,29	0,00	496,97	0,00	591,89	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	64 196,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonction

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73928	Autres prél. pour revers. de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	12 241,33	256 548,65	0,00	0,00	0,00	260 500,00	67 448,00	0,00	0,00
6518	Autres	12 239,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	216 624,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	340,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	11 800,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	19 303,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	8 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 448,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 500,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
67	Charges exceptionnelles	7 537,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6712	Amendes fiscales et pénales	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	7 437,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		807 456,15	0,00	32 768,96	0,00	28 781,03	0,00	192 744,75	0,00	0,00	
Réalisations		807 456,15	0,00	32 768,96	0,00	28 781,03	0,00	192 744,75	0,00	0,00	
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
013	Atténuations de charges	115 217,73	0,00	0,00	0,00	2 259,35	0,00	0,00	0,00	0,00	
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	0,00	0,00	2 259,35	0,00	0,00	0,00	0,00	
6419	Remboursements rémunérations personnel	94 252,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6459	Rembours charges SS et prévoyance	20 965,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7768	Neutral. amort. subv. équip. versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services, du domaine, vente	142 346,42	0,00	0,00	0,00	11 521,68	0,00	192 039,00	0,00	0,00	
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 964,00	0,00	0,00	
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 075,00	0,00	0,00	
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70688	Autres prestations de services	62 537,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	11 521,68	0,00	0,00	0,00	0,00	
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	30 697,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	49 111,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73	Impôts et taxes	223,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7342	Versement mobilité	223,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	78 316,39	0,00	32 768,96	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	6 000,00	0,00	32 768,96	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	23 041,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	41 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	7 854,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	325 202,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705,75	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	146 420,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	178 781,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705,75	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	146 150,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvert créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	146 150,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-2 544 444,29	-262 453,25	-996 875,65	-6 115,69	-452 612,95	-381 437,08	-188 443,73	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1


FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		3 224 904,10	138 970,00	0,00	3 363 874,10
Réalizations		3 224 904,10	138 970,00	0,00	3 363 874,10
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	27 741,88	6 754,36	0,00	34 496,24
60611	Eau et assainissement	429,91	0,00	0,00	429,91
60612	Energie - Electricité	144,35	0,00	0,00	144,35
60628	Autres fournitures non stockées	8 034,51	0,00	0,00	8 034,51
60631	Fournitures d'entretien	42,53	0,00	0,00	42,53
60632	Fournitures de petit équipement	4 626,39	0,00	0,00	4 626,39
60636	Vêtements de travail	10 551,00	0,00	0,00	10 551,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 580,80	0,00	4 580,80
6135	Locations mobilières	0,00	1 558,56	0,00	1 558,56
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	271,24	0,00	0,00	271,24
615231	Entretien, réparations voiries	800,00	0,00	0,00	800,00
6156	Maintenance	1 755,60	0,00	0,00	1 755,60
6236	Catalogues et imprimés	328,01	0,00	0,00	328,01
6256	Missions	699,06	615,00	0,00	1 314,06
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	59,28	0,00	0,00	59,28
012	Charges de personnel, frais assimilés	561 392,25	132 215,64	0,00	693 607,89
6218	Autre personnel extérieur	210,60	0,00	0,00	210,60
6331	Versement mobilité	1 571,13	358,66	0,00	1 929,79
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 405,48	325,95	0,00	1 731,43
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 571,63	586,19	0,00	3 157,82
64111	Rémunération principale titulaires	279 583,80	73 915,53	0,00	353 499,33
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	11 716,93	4 598,12	0,00	16 315,05
64118	Autres indemnités titulaires	110 668,54	17 586,24	0,00	128 254,78
64131	Rémunérations non tit.	11 340,16	2 936,96	0,00	14 277,12
64138	Autres indemnités non tit.	4 371,97	919,70	0,00	5 291,67
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	46 396,52	10 604,76	0,00	57 001,28
6453	Cotisations aux caisses de retraites	89 779,16	19 988,07	0,00	109 767,23
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	679,07	144,49	0,00	823,56
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 097,26	250,97	0,00	1 348,23
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 635 769,97	0,00	0,00	2 635 769,97
6553	Service d'incendie	2 635 769,97	0,00	0,00	2 635 769,97
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le Total  ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		110,00	0,00	0,00	110,00
Réalizations		110,00	0,00	0,00	110,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	110,00	0,00	0,00	110,00
74718	Autres participations Etat	-18 890,00	0,00	0,00	-18 890,00
748372	Dotation politique de la ville	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-3 224 794,10	-138 970,00	0,00	-3 363 764,10

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		139 517,91	0,00	448 671,87	2 636 714,32	0,00
Réalizations		139 517,91	0,00	448 671,87	2 636 714,32	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	8 628,31	0,00	18 169,22	944,35	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	429,91	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	144,35	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	8 034,51	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	42,53	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	593,80	0,00	4 032,59	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	10 551,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	271,24	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	1 755,60	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	328,01	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	699,06	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	59,28	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	130 889,60	0,00	430 502,65	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	210,60	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
6331	Versement mobilité	396,07	0,00	1 175,06	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	337,05	0,00	1 068,43	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	648,17	0,00	1 923,46	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	76 800,88	0,00	202 782,92	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 883,73	0,00	7 833,20	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	14 634,68	0,00	96 033,86	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	11 340,16	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	4 371,97	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	11 114,20	0,00	35 282,32	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	22 786,66	0,00	66 992,50	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	679,07	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	288,16	0,00	809,10	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 635 769,97	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	2 635 769,97	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	-18 890,00	0,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-139 517,91	0,00	-448 561,87	-2 636 714,32	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



re 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		686 366,78	3 503 115,24	0,00	45 127,14	0,00	1 687 558,50	0,00	5 922 167,66
Réalizations		686 366,78	3 503 115,24	0,00	45 127,14	0,00	1 687 558,50	0,00	5 922 167,66
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	-422,94	675 802,51	0,00	45 127,14	0,00	816 799,36	0,00	1 537 306,07
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	44 157,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 157,83
60611	Eau et assainissement	0,00	51 250,73	0,00	0,00	0,00	2 445,45	0,00	53 696,18
60612	Energie - Electricité	0,00	131 336,53	0,00	0,00	0,00	10 175,64	0,00	141 512,17
60613	Chauffage urbain	0,00	89 523,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 523,69
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-406,79	0,00	-406,79
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	7 023,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 023,10
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 055,99	0,00	0,00	0,00	934,80	0,00	4 990,79
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	56 158,47	0,00	0,00	0,00	7 235,66	0,00	63 394,13
6067	Fournitures scolaires	0,00	93 605,20	0,00	0,00	0,00	2 189,38	0,00	95 794,58
611	Contrats de prestations de services	-422,94	120 482,33	0,00	45 127,14	0,00	614 591,71	0,00	779 778,24
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	52 311,20	0,00	0,00	0,00	6 907,27	0,00	59 218,47
6156	Maintenance	0,00	3 072,72	0,00	0,00	0,00	1 459,93	0,00	4 532,65
6236	Catalogues et imprimés	0,00	6 079,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 079,20
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 538,20	0,00	9 538,20
6247	Transports collectifs	0,00	112,42	0,00	0,00	0,00	158 717,17	0,00	158 829,59
6256	Missions	0,00	42,50	0,00	0,00	0,00	101,53	0,00	144,03
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 909,41	0,00	2 909,41
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	16 590,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 590,60
012	Charges de personnel, frais assimilés	686 789,72	2 498 341,54	0,00	0,00	0,00	870 759,14	0,00	4 055 890,40
6218	Autre personnel extérieur	154 007,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 007,05
6331	Versement mobilité	1 808,96	8 512,67	0,00	0,00	0,00	3 044,58	0,00	13 366,21
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 644,48	7 738,84	0,00	0,00	0,00	2 767,30	0,00	12 150,62
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 960,57	13 932,22	0,00	0,00	0,00	4 981,03	0,00	21 873,82
64111	Rémunération principale titulaires	210 943,84	1 110 774,82	0,00	0,00	0,00	320 591,02	0,00	1 642 309,68
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 001,17	19 806,00	0,00	0,00	0,00	3 201,20	0,00	27 008,37
64118	Autres indemnités titulaires	43 146,80	168 433,86	0,00	0,00	0,00	55 560,33	0,00	267 140,99
64131	Rémunérations non tit.	88 547,23	412 935,11	0,00	0,00	0,00	205 636,22	0,00	707 118,56
64138	Autres indemnités non tit.	31 508,66	69 699,00	0,00	0,00	0,00	37 518,96	0,00	138 726,62
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	69 047,53	331 170,21	0,00	0,00	0,00	131 463,55	0,00	531 681,29
6453	Cotisations aux caisses de retraites	73 475,85	331 943,25	0,00	0,00	0,00	95 108,08	0,00	500 527,18

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 26



Plan de relances forçées
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement		
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 860,86	19 524,80	0,00	0,00	0,00	9 845,59	0,00	34 231,25
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	836,72	3 870,76	0,00	0,00	0,00	1 041,28	0,00	5 748,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	328 971,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 971,19
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	328 971,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 971,19
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	12 972,26	0,00	26 573,42	0,00	399 355,29	0,00	438 900,97
Réalisations		0,00	12 972,26	0,00	26 573,42	0,00	399 355,29	0,00	438 900,97
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	227,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227,26
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	227,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227,26
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 838,27	0,00	158 838,27
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 838,27	0,00	158 838,27
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	12 745,00	0,00	0,00	0,00	1 026,62	0,00	13 771,62
74718	Autres participations Etat	0,00	9 745,00	0,00	0,00	0,00	1 026,62	0,00	10 771,62
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	26 573,42	0,00	239 490,40	0,00	266 063,82
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 490,40	0,00	239 490,40
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	26 573,42	0,00	0,00	0,00	26 573,42
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00


VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement		
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-686 366,78	-3 490 142,98	0,00	-18 553,72	0,00	-1 288 203,21	0,00	-5 483 266,69

Affiché le 26
Plan de relances foras
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE
santaire)



(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		1 789 590,40	1 405 227,14	308 297,70	1 498 027,33	138 765,99	0,00	2 444,66	48 320,52
Réalizations		1 789 590,40	1 405 227,14	308 297,70	1 498 027,33	138 765,99	0,00	2 444,66	48 320,52
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	141 058,13	226 446,68	308 297,70	631 341,16	134 693,02	0,00	2 444,66	48 320,52
605	Achats matériel, équipements et travaux	2 395,35	30 192,86	11 569,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	7 786,33	7 443,42	36 020,98	2 445,45	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	22 329,70	17 012,50	91 994,33	10 175,64	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	89 523,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	-406,79	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	566,12	6 456,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 512,70	2 105,49	437,80	934,80	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	24 964,83	27 432,09	3 761,55	6 980,38	0,00	0,00	255,28	0,00
6067	Fournitures scolaires	28 935,18	64 670,02	0,00	0,00	0,00	0,00	2 189,38	0,00
611	Contrats de prestations de services	31 163,44	55 837,06	33 481,83	602 742,95	0,00	0,00	0,00	11 848,76
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	19 663,38	20 266,70	12 381,12	6 907,27	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	2 194,80	877,92	0,00	1 459,93	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	6 079,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 538,20
6247	Transports collectifs	112,42	0,00	0,00	0,00	134 693,02	0,00	0,00	24 024,15
6256	Missions	0,00	42,50	0,00	101,53	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 909,41
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	16 590,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 648 532,27	849 809,27	0,00	866 686,17	4 072,97	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	5 563,67	2 949,00	0,00	3 028,69	15,89	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 057,80	2 681,04	0,00	2 752,84	14,46	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 106,29	4 825,93	0,00	4 955,01	26,02	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	768 612,65	342 162,17	0,00	320 591,02	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	14 668,32	5 137,68	0,00	3 201,20	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	114 212,63	54 221,23	0,00	55 560,33	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	242 695,49	170 239,62	0,00	202 932,37	2 703,85	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	32 247,95	37 451,05	0,00	37 331,66	187,30	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	205 114,86	126 055,35	0,00	130 576,58	886,97	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	237 319,83	94 623,42	0,00	94 986,67	121,41	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	11 113,61	8 411,19	0,00	9 728,52	117,07	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 819,17	1 051,59	0,00	1 041,28	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	328 971,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	328 971,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		227,26	0,00	12 745,00	277 822,41	0,00	0,00	0,00	121 532,88
Réalizations		227,26	0,00	12 745,00	277 822,41	0,00	0,00	0,00	121 532,88
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	227,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	227,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	38 332,01	0,00	0,00	0,00	120 506,26
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	38 332,01	0,00	0,00	0,00	120 506,26
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	12 745,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 026,62
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	9 745,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 026,62
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	239 490,40	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	239 490,40	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 789 363,14	-1 405 227,14	-295 552,70	-1 220 204,92	-138 765,99	0,00	-2 444,66	73 212,36

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		301 550,97	3 812 106,61	3 098 314,04	199 861,46	0,00	7 411 833,08
Réalizations		301 550,97	3 812 106,61	3 098 314,04	199 861,46	0,00	7 411 833,08
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	17,50	116 808,40	704 317,36	71 261,46	0,00	892 404,72
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	474,74	4 303,92	0,00	0,00	4 778,66
60611	Eau et assainissement	0,00	1 735,00	4 827,76	976,95	0,00	7 539,71
60612	Energie - Electricité	0,00	17 311,44	78 924,26	1 542,30	0,00	97 778,00
60623	Alimentation	0,00	325,02	230,68	22,67	0,00	578,37
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	8 923,75	12 356,66	0,00	0,00	21 280,41
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 817,13	7 093,65	112,02	0,00	9 022,80
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	4 653,67	20 634,59	0,00	0,00	25 288,26
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	3 056,44	0,00	0,00	3 056,44
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	99 312,14	0,00	0,00	99 312,14
611	Contrats de prestations de services	0,00	62 373,00	122 996,93	8 551,24	0,00	193 921,17
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	3 786,24	20 751,90	0,00	24 538,14
6135	Locations mobilières	0,00	715,13	5 438,72	0,00	0,00	6 153,85
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	6 422,52	0,00	0,00	6 422,52
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	5 606,77	276 605,48	0,00	0,00	282 212,25
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	6 594,90	684,66	0,00	0,00	7 279,56
6156	Maintenance	0,00	0,00	28 323,18	0,00	0,00	28 323,18
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	9 819,96	0,00	9 819,96
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	28 800,00	0,00	28 800,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	2 397,74	864,60	0,00	0,00	3 262,34
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	2 447,00	0,00	0,00	2 447,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	15 080,23	0,00	0,00	15 080,23
6247	Transports collectifs	0,00	1 083,99	0,00	0,00	0,00	1 083,99
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	480,80	0,00	480,80
6256	Missions	17,50	608,52	4 185,29	0,00	0,00	4 811,31
6257	Réceptions	0,00	0,00	389,43	155,25	0,00	544,68
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	443,00	1 721,00	0,00	0,00	2 164,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	4 023,82	0,00	0,00	4 023,82
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	436,08	0,00	0,00	436,08
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 744,60	172,08	48,37	0,00	1 965,05
012	Charges de personnel, frais assimilés	209 783,47	2 349 682,22	2 388 496,68	0,00	0,00	4 947 962,37
6218	Autre personnel extérieur	0,00	165,80	0,00	0,00	0,00	165,80
6331	Versement mobilité	668,46	8 159,27	7 838,05	0,00	0,00	16 665,78
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	607,70	7 417,31	7 125,28	0,00	0,00	15 150,29
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 093,75	13 317,41	12 836,95	0,00	0,00	27 248,11

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Affiché le Par. de charges (coût sanitaire)	564 072,16
64111	Rémunération principale titulaires	86 150,03	1 111 734,89	1 154 388,96	0,00	0,00	2 352 273,88
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	27,48	14 088,64	39 961,05	0,00	0,00	54 077,17
64118	Autres indemnités titulaires	26 889,55	131 246,94	229 699,94	0,00	0,00	387 836,43
64131	Rémunérations non tit.	27 204,80	341 057,81	248 545,95	0,00	0,00	616 808,56
64138	Autres indemnités non tit.	8 735,51	45 883,63	32 240,87	0,00	0,00	86 860,01
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	24 209,43	293 220,10	263 884,06	0,00	0,00	581 313,59
6453	Cotisations aux caisses de retraites	32 404,74	363 811,80	376 269,16	0,00	0,00	772 485,70
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 448,96	15 307,23	11 179,74	0,00	0,00	27 935,93
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	343,06	4 271,39	4 526,67	0,00	0,00	9 141,12
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	91 750,00	1 345 200,00	5 500,00	128 600,00	0,00	1 571 050,00
6518	Autres	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	91 750,00	1 345 200,00	5 000,00	128 600,00	0,00	1 570 550,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	415,99	0,00	0,00	0,00	415,99
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	415,99	0,00	0,00	0,00	415,99
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	476 596,20	87 475,96	0,00	0,00	564 072,16
	Réalisations	0,00	476 596,20	87 475,96	0,00	0,00	564 072,16
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	232 274,69	39 822,59	0,00	0,00	272 097,28
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	92 763,85	0,00	0,00	0,00	92 763,85
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	139 510,84	39 822,59	0,00	0,00	179 333,43
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	239 956,83	44 177,00	0,00	0,00	284 133,83
74718	Autres participations Etat	0,00	48 000,00	41 597,00	0,00	0,00	89 597,00
7473	Participat° Départements	0,00	96 500,00	0,00	0,00	0,00	96 500,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	95 456,83	0,00	0,00	0,00	95 456,83
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	2 580,00	0,00	0,00	2 580,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 278,20	3 459,62	0,00	0,00	7 737,82
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	4 278,20	3 459,62	0,00	0,00	7 737,82
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	86,48	16,75	0,00	0,00	103,23
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	86,48	16,75	0,00	0,00	103,23
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-301 550,97	-3 335 510,41	-3 010 838,08	-199 861,46	0,00	-6 847 760,92

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinéma et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		2 874 669,16	218 087,25	709 693,94	9 656,26	1 212 894,57	1 125 370,57	43 948,64	716 100,26
Réalizations		2 874 669,16	218 087,25	709 693,94	9 656,26	1 212 894,57	1 125 370,57	43 948,64	716 100,26
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	72 366,38	19 091,82	15 693,94	9 656,26	219 695,68	100 328,79	43 948,64	340 344,25
605	Achats matériel, équipements et travaux	474,74	0,00	0,00	0,00	4 262,72	0,00	0,00	41,20
60611	Eau et assainissement	1 279,73	455,27	0,00	0,00	1 093,07	1 143,93	0,00	2 590,76
60612	Energie - Electricité	13 016,28	4 295,16	0,00	0,00	34 628,59	15 768,07	0,00	28 527,60
60623	Alimentation	325,02	0,00	0,00	0,00	46,74	57,00	126,94	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	75,30	8 848,45	0,00	0,00	0,00	11 277,62	1 079,04	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 465,32	325,75	26,06	0,00	317,57	165,92	0,00	6 610,16
60632	Fournitures de petit équipement	2 025,35	2 382,43	245,89	0,00	6 861,74	10 225,97	3 471,24	75,64
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	3 056,44	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	99 312,14	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	41 139,46	2 784,76	8 792,52	9 656,26	23 042,39	33 136,89	37 696,69	29 120,96
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	3 786,24	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	715,13	0,00	0,00	0,00	0,00	5 075,40	363,32	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	6 422,52	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 222,20	0,00	4 384,57	0,00	10 363,02	3 165,92	0,00	263 076,54
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 350,00	0,00	2 244,90	0,00	138,37	0,00	0,00	546,29
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	22 264,52	0,00	0,00	6 058,66
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	2 397,74	0,00	0,00	0,00	0,00	769,56	95,04	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 447,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	49,50	14 058,73	972,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 083,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	608,52	0,00	0,00	0,00	1 160,75	1 801,98	0,00	1 222,56
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	389,43	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	443,00	0,00	0,00	0,00	400,00	1 225,00	96,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 549,94	0,00	0,00	2 473,88
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	436,08	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 744,60	0,00	0,00	0,00	113,91	9,80	48,37	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 155 186,79	194 495,43	0,00	0,00	993 198,89	1 024 541,78	0,00	370 756,01
6218	Autre personnel extérieur	165,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	7 431,86	727,41	0,00	0,00	3 270,51	3 421,37	0,00	1 146,17
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 756,16	661,15	0,00	0,00	2 972,92	3 110,43	0,00	1 041,93
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	12 124,48	1 192,93	0,00	0,00	5 347,97	5 613,50	0,00	1 875,48
64111	Rémunération principale titulaires	1 060 678,20	51 056,69	0,00	0,00	553 993,69	414 338,32	0,00	186 056,95
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	11 731,00	2 357,64	0,00	0,00	19 025,12	17 641,21	0,00	3 294,72
64118	Autres indemnités titulaires	124 855,22	6 391,72	0,00	0,00	106 859,93	80 458,91	0,00	42 381,10
64131	Rémunérations non tit.	275 811,53	65 246,28	0,00	0,00	23 732,79	193 361,56	0,00	31 451,60
64138	Autres indemnités non tit.	33 089,84	12 793,79	0,00	0,00	308,06	28 513,06	0,00	3 419,75
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	258 677,30	34 542,80	0,00	0,00	97 331,10	129 349,15	0,00	37 203,81
6453	Cotisations aux caisses de retraites	347 589,03	16 222,77	0,00	0,00	177 214,88	138 257,11	0,00	60 797,17
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	12 156,30	3 150,93	0,00	0,00	973,55	8 865,84	0,00	1 340,35

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	Musees	Archives	Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	4 120,07	151,32	0,00	0,00	2 168,37	1 611,32	0,00	746,98
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	646 700,00	4 500,00	694 000,00	0,00	0,00	500,00	0,00	5 000,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	646 700,00	4 500,00	694 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	415,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	415,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		376 834,71	2 719,44	40 000,00	57 042,05	8 072,91	77 383,05	0,00	2 020,00
Réalizations		376 834,71	2 719,44	40 000,00	57 042,05	8 072,91	77 383,05	0,00	2 020,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	136 791,40	2 719,44	40 000,00	52 763,85	4 613,29	33 189,30	0,00	2 020,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	40 000,00	52 763,85	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	136 791,40	2 719,44	0,00	0,00	4 613,29	33 189,30	0,00	2 020,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	239 956,83	0,00	0,00	0,00	0,00	44 177,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	48 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 597,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	96 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	95 456,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 580,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 278,20	3 459,62	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 278,20	3 459,62	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	86,48	0,00	0,00	0,00	0,00	16,75	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	86,48	0,00	0,00	0,00	0,00	16,75	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-2 497 834,45	-215 367,81	-669 693,94	47 385,79	-1 204 821,66	-1 047 987,52	-43 948,64	-714 080,26

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire) à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  (05/07/2022). Les lignes reports 00

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		1 278 487,51	1 202 508,09	1 818 717,02	0,00	4 299 712,62
Réalizations		1 278 487,51	1 202 508,09	1 818 717,02	0,00	4 299 712,62
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	78 990,88	756 342,89	326 822,57	0,00	1 162 156,34
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	11 355,27	0,00	0,00	11 355,27
60611	Eau et assainissement	0,00	53 989,20	1 239,10	0,00	55 228,30
60612	Energie - Electricité	0,00	205 593,44	14 841,16	0,00	220 434,60
60613	Chauffage urbain	0,00	70 318,49	0,00	0,00	70 318,49
60623	Alimentation	391,91	0,00	3 310,23	0,00	3 702,14
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	366,09	8 321,20	0,00	8 687,29
60631	Fournitures d'entretien	2 460,21	27 434,44	3 044,37	0,00	32 939,02
60632	Fournitures de petit équipement	10 209,22	30 012,48	4 332,52	0,00	44 554,22
60636	Vêtements de travail	0,00	-114,54	129,38	0,00	14,84
611	Contrats de prestations de services	59 531,30	140 061,25	109 232,00	0,00	308 824,55
6132	Locations immobilières	0,00	27 872,62	46 769,40	0,00	74 642,02
6135	Locations mobilières	2 373,84	0,00	17,00	0,00	2 390,84
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	17 875,20	0,00	17 875,20
61521	Entretien terrains	0,00	14 913,36	0,00	0,00	14 913,36
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	50 734,96	1 521,32	0,00	52 256,28
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 952,00	0,00	0,00	0,00	2 952,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	237,90	0,00	237,90
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	4 300,00	0,00	4 300,00
6238	Divers	496,70	0,00	19 441,30	0,00	19 938,00
6247	Transports collectifs	0,00	52,04	28 192,94	0,00	28 244,98
6256	Missions	575,70	0,00	554,96	0,00	1 130,66
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	108 933,00	58 970,79	0,00	167 903,79
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	3 668,45	0,00	3 668,45
63512	Taxes foncières	0,00	13 323,00	0,00	0,00	13 323,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	123,00	762,24	0,00	885,24
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 374,79	61,11	0,00	1 435,90
012	Charges de personnel, frais assimilés	669 990,63	446 165,20	1 295 815,67	0,00	2 411 971,50
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	30 058,44	0,00	30 058,44
6331	Versement mobilité	2 387,44	1 430,93	4 131,94	0,00	7 950,31
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 170,29	1 300,89	3 756,28	0,00	7 227,46
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 906,59	2 341,74	6 761,72	0,00	13 010,05
64111	Rémunération principale titulaires	166 225,38	257 488,52	558 848,12	0,00	982 562,02
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 961,68	1 426,41	24 670,57	0,00	29 058,66
64118	Autres indemnités titulaires	40 041,39	57 563,82	103 457,67	0,00	201 062,88
64131	Rémunérations non tit.	222 354,88	0,00	164 040,08	0,00	386 394,96

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (c	Affiché le	
64138	Autres indemnités non tit.	46 909,69	0,00	55 102,04	0,00	05/07/2022	102 011,73
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	106 190,62	40 149,47	147 329,30	0,00	05/07/2022	293 669,39
6453	Cotisations aux caisses de retraites	65 308,98	83 410,83	186 591,01	0,00	05/07/2022	335 310,82
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	10 874,08	0,00	8 886,15	0,00	05/07/2022	19 760,23
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	659,61	1 052,59	2 182,35	0,00	05/07/2022	3 894,55
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	529 506,00	0,00	196 078,78	0,00		725 584,78
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	529 506,00	0,00	196 078,78	0,00		725 584,78
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		29 381,00	54 907,35	532 282,53	0,00		616 570,88
Réalisations		29 381,00	54 907,35	532 282,53	0,00		616 570,88
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	5 300,00	0,00	166 926,30	0,00		172 226,30
70323	Redev. occupat° domaine public communal	5 300,00	0,00	0,00	0,00		5 300,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	166 926,30	0,00		166 926,30
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	10 000,00	29 724,55	365 356,23	0,00		405 080,78
74718	Autres participations Etat	4 000,00	0,00	0,00	0,00		4 000,00
74751	Participat° GFP de rattachement	6 000,00	0,00	0,00	0,00		6 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	29 724,55	365 356,23	0,00		395 080,78
75	Autres produits de gestion courante	0,00	18 882,80	0,00	0,00		18 882,80
752	Revenus des immeubles	0,00	17 481,54	0,00	0,00		17 481,54
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1 401,26	0,00	0,00		1 401,26
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits exceptionnels	14 081,00	6 300,00	0,00	0,00		20 381,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	6 300,00	0,00	0,00		6 300,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	14 081,00	0,00	0,00	0,00		14 081,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
SOLDE (3)		-1 249 106,51	-1 147 600,74	-1 286 434,49	0,00		-3 683 141,74

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
DEPENSES		799 461,56	353 211,23	0,00	48 042,38	1 792,92	1 819 266,99	-549,97	0,00
Réalisations		799 461,56	353 211,23	0,00	48 042,38	1 792,92	1 819 266,99	-549,97	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	391 050,43	315 457,16	0,00	48 042,38	1 792,92	328 732,54	-1 909,97	0,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	11 355,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	9 069,96	41 273,83	0,00	3 645,41	0,00	1 092,89	146,21	0,00
60612	Energie - Electricité	77 178,06	116 098,23	0,00	12 317,15	0,00	13 133,14	1 708,02	0,00
60613	Chauffage urbain	70 318,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 310,23	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	366,09	8 321,20	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 469,50	25 964,94	0,00	0,00	0,00	3 044,37	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	17 497,32	10 871,17	0,00	1 643,99	0,00	4 332,52	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	-114,54	0,00	0,00	0,00	0,00	129,38	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	64 813,74	64 413,67	0,00	10 833,84	0,00	112 996,20	-3 764,20	0,00
6132	Locations immobilières	27 872,62	0,00	0,00	0,00	0,00	46 769,40	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 875,20	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	14 913,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	10 542,14	20 590,83	0,00	19 601,99	0,00	1 521,32	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237,90	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 300,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 441,30	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	52,04	28 192,94	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	554,96	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	100 924,87	8 008,13	0,00	0,00	0,00	58 970,79	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 668,45	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	13 323,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	123,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762,24	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 374,79	61,11	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	408 411,13	37 754,07	0,00	0,00	0,00	1 295 815,67	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 058,44	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 303,37	127,56	0,00	0,00	0,00	4 131,94	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 184,99	115,90	0,00	0,00	0,00	3 756,28	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 133,04	208,70	0,00	0,00	0,00	6 761,72	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	234 300,83	23 187,69	0,00	0,00	0,00	558 848,12	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 426,41	0,00	0,00	0,00	0,00	24 670,57	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	54 386,12	3 177,70	0,00	0,00	0,00	103 457,67	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 040,08	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 102,04	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	36 571,58	3 577,89	0,00	0,00	0,00	147 329,30	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	76 144,95	7 265,88	0,00	0,00	0,00	186 591,01	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 886,15	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	959,84	92,75	0,00	0,00	0,00	2 182,35	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 718,78	1 360,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 718,78	1 360,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	32 456,16	2 855,25	17 481,54	2 114,40	0,00	532 282,53	0,00	0,00
	Réalisations	32 456,16	2 855,25	17 481,54	2 114,40	0,00	532 282,53	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 926,30	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 926,30	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	24 754,90	2 855,25	0,00	2 114,40	0,00	365 356,23	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	24 754,90	2 855,25	0,00	2 114,40	0,00	365 356,23	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 401,26	0,00	17 481,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	17 481,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1 401,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	6 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	6 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-767 005,40	-350 355,98	17 481,54	-45 927,98	-1 792,92	-1 286 984,46	549,97	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		0,00	912 272,87	0,00	912 272,87
Réalizations		0,00	912 272,87	0,00	912 272,87
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	1 165,96	0,00	1 165,96
60631	Fournitures d'entretien	0,00	988,70	0,00	988,70
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	177,26	0,00	177,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	911 106,91	0,00	911 106,91
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	903 106,91	0,00	903 106,91
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	3 491,33	0,00	3 491,33
Réalizations		0,00	3 491,33	0,00	3 491,33
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 491,33	0,00	3 491,33
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	3 491,33	0,00	3 491,33
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	-908 781,54	0,00	-908 781,54

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établissements sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	904 272,87	0,00	0,00	0,00	8 000,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	904 272,87	0,00	0,00	0,00	8 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	1 165,96	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	988,70	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	177,26	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	903 106,91	0,00	0,00	0,00	8 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	903 106,91	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	3 491,33	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	3 491,33	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 491,33	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 491,33	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	-900 781,54	0,00	0,00	0,00	-8 000,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire) à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le  (05/07/2022). Les lignes reports 00
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1


FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		2 045 702,44	-179,25	0,00	7 966,08	2 553 009,64	0,00	4 606 498,91
Réalizations		2 045 702,44	-179,25	0,00	7 966,08	2 553 009,64	0,00	4 606 498,91
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	543 622,12	-179,25	0,00	0,00	219 997,98	0,00	763 440,85
605	Achats matériel, équipements et travaux	4 065,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 065,06
60611	Eau et assainissement	9 470,78	0,00	0,00	0,00	3 283,06	0,00	12 753,84
60612	Energie - Electricité	53 226,87	0,00	0,00	0,00	20 649,51	0,00	73 876,38
60613	Chauffage urbain	14 674,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 674,47
60621	Combustibles	2 728,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 728,65
60623	Alimentation	9 870,47	0,00	0,00	0,00	2 479,06	0,00	12 349,53
60628	Autres fournitures non stockées	11 612,32	0,00	0,00	0,00	19 272,77	0,00	30 885,09
60631	Fournitures d'entretien	2 845,57	0,00	0,00	0,00	5 943,46	0,00	8 789,03
60632	Fournitures de petit équipement	18 824,92	0,00	0,00	0,00	9 311,45	0,00	28 136,37
6064	Fournitures administratives	1 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 020,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	920,19	0,00	920,19
611	Contrats de prestations de services	105 522,17	-179,25	0,00	0,00	79 719,64	0,00	185 062,56
6132	Locations immobilières	130 853,40	0,00	0,00	0,00	3 756,08	0,00	134 609,48
6135	Locations mobilières	7 350,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 350,36
614	Charges locatives et de copropriété	6 732,00	0,00	0,00	0,00	2 869,29	0,00	9 601,29
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	10 970,24	0,00	0,00	0,00	54 129,15	0,00	65 099,39
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	11 585,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 585,98
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 607,87	0,00	0,00	0,00	409,96	0,00	2 017,83
617	Etudes et recherches	12 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 108,00
6182	Documentation générale et technique	701,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	701,73
6184	Versements à des organismes de formation	-19 563,00	0,00	0,00	0,00	3 304,18	0,00	-16 258,82
6236	Catalogues et imprimés	9 482,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 482,27
6238	Divers	27 207,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 207,16
6247	Transports collectifs	15 572,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 572,21
6256	Missions	2 989,96	0,00	0,00	0,00	254,99	0,00	3 244,95
6283	Frais de nettoyage des locaux	70 982,84	0,00	0,00	0,00	9 074,26	0,00	80 057,10
6284	Redevances pour services rendus	5 884,46	0,00	0,00	0,00	4 485,65	0,00	10 370,11
63512	Taxes foncières	15 184,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 184,00
63513	Autres impôts locaux	673,60	0,00	0,00	0,00	135,28	0,00	808,88
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	-562,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-562,24
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 500 120,32	0,00	0,00	0,00	1 720 661,66	0,00	3 220 781,98
6331	Versement mobilité	5 039,78	0,00	0,00	0,00	5 817,66	0,00	10 857,44
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 581,59	0,00	0,00	0,00	5 289,16	0,00	9 870,75

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Plan de calcul des frais sanitaires	Affiché le ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 246,78	0,00	0,00	0,00	9 498,61	0,00	17 745,39	
64111	Rémunération principale titulaires	604 477,70	0,00	0,00	0,00	719 972,31	0,00	1 324 450,01	
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	25 657,40	0,00	0,00	0,00	16 542,79	0,00	42 200,19	
64118	Autres indemnités titulaires	118 854,45	0,00	0,00	0,00	128 831,03	0,00	247 685,48	
64131	Rémunérations non tit.	249 509,74	0,00	0,00	0,00	308 146,73	0,00	557 656,47	
64138	Autres indemnités non tit.	51 581,09	0,00	0,00	0,00	53 013,43	0,00	104 594,52	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	188 501,93	0,00	0,00	0,00	219 566,99	0,00	408 068,92	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	204 134,32	0,00	0,00	0,00	236 883,48	0,00	441 017,80	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	11 973,16	0,00	0,00	0,00	14 317,12	0,00	26 290,28	
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 369,16	0,00	0,00	0,00	2 782,35	0,00	5 151,51	
64731	Allocations chômage versées directement	25 193,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 193,22	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	7 966,08	612 350,00	0,00	620 316,08	
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	6 766,08	0,00	0,00	6 766,08	
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	37 000,00	
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	1 200,00	575 350,00	0,00	576 550,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	1 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 960,00	
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 960,00	
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		903 626,62	0,00	0,00	1 800,00	1 302 209,59	0,00	2 207 636,21	
Réalizations		903 626,62	0,00	0,00	1 800,00	1 302 209,59	0,00	2 207 636,21	
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services, du domaine, vente	4 715,65	0,00	0,00	0,00	195 441,16	0,00	200 156,81	
7066	Redevances services à caractère social	4 715,65	0,00	0,00	0,00	195 441,16	0,00	200 156,81	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations et participations	868 410,18	0,00	0,00	1 800,00	1 106 590,07	0,00	1 976 800,25	
74718	Autres participations Etat	364 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364 435,00	
7472	Participat° Régions	13 282,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 282,69	
7473	Participat° Départements	28 509,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 509,00	
74751	Participat° GFP de rattachement	14 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 575,00	
7478	Participat° Autres organismes	447 608,49	0,00	0,00	1 800,00	1 106 590,07	0,00	1 555 998,56	
75	Autres produits de gestion courante	25 968,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 968,54	
752	Revenus des immeubles	25 968,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 968,54	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Plan de réalisation sanitaire)	Plan de réalisation sanitaire)
77	Produits exceptionnels	4 532,25	0,00	0,00	0,00	178,36	0,00	4 710,61
7713	Libéralités reçues	4 532,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 532,25
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	178,36	0,00	178,36
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 142 075,82	179,25	0,00	-6 166,08	-1 250 800,05	0,00	-2 398 862,70

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT**

IV

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		15 401,66	56 146,42	0,00	0,00	0,00	71 548,08
Réalizations		15 401,66	56 146,42	0,00	0,00	0,00	71 548,08
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	15 401,66	56 146,42	0,00	0,00	0,00	71 548,08
60611	Eau et assainissement	3 823,87	0,00	0,00	0,00	0,00	3 823,87
60612	Energie - Electricité	12 689,89	0,00	0,00	0,00	0,00	12 689,89
60631	Fournitures d'entretien	0,00	624,53	0,00	0,00	0,00	624,53
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	3 619,96	0,00	0,00	0,00	3 619,96
611	Contrats de prestations de services	-1 112,10	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 112,10
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	50 604,93	0,00	0,00	0,00	50 604,93
63513	Autres impôts locaux	0,00	1 297,00	0,00	0,00	0,00	1 297,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	28 776,96	0,00	0,00	0,00	28 776,96
Réalizations		0,00	28 776,96	0,00	0,00	0,00	28 776,96
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	28 776,96	0,00	0,00	0,00	28 776,96
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	28 776,96	0,00	0,00	0,00	28 776,96
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Plan de relance	
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-15 401,66	-27 369,46	0,00	0,00	0,00	-42 771,12

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE



(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT**

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		1 598 412,96	3 316 033,56	0,00	0,00	4 914 446,52
Réalisations		1 598 412,96	3 316 033,56	0,00	0,00	4 914 446,52
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 590 502,45	1 403 371,79	0,00	0,00	2 993 874,24
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	3 628,49	0,00	0,00	3 628,49
60611	Eau et assainissement	4 649,65	79 824,29	0,00	0,00	84 473,94
60612	Energie - Electricité	493 940,05	119 120,22	0,00	0,00	613 060,27
60628	Autres fournitures non stockées	288,47	56 189,60	0,00	0,00	56 478,07
60631	Fournitures d'entretien	74 740,80	78 569,34	0,00	0,00	153 310,14
60632	Fournitures de petit équipement	18 096,17	121 651,02	0,00	0,00	139 747,19
60633	Fournitures de voirie	0,00	227 609,90	0,00	0,00	227 609,90
611	Contrats de prestations de services	658 817,58	114 691,90	0,00	0,00	773 509,48
6132	Locations immobilières	0,00	6 828,20	0,00	0,00	6 828,20
61521	Entretien terrains	0,00	115 303,59	0,00	0,00	115 303,59
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 191,54	56 575,20	0,00	0,00	58 766,74
615231	Entretien, réparations voiries	133 416,27	280 941,30	0,00	0,00	414 357,57
615232	Entretien, réparations réseaux	20 700,00	0,00	0,00	0,00	20 700,00
61551	Entretien matériel roulant	10 690,04	20 966,48	0,00	0,00	31 656,52
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	38 606,07	0,00	0,00	38 606,07
6156	Maintenance	0,00	21 067,68	0,00	0,00	21 067,68
6226	Honoraires	0,00	1 657,61	0,00	0,00	1 657,61
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	-9 890,94	0,00	0,00	-9 890,94
6236	Catalogues et imprimés	0,00	583,20	0,00	0,00	583,20
6238	Divers	0,00	-5,00	0,00	0,00	-5,00
6256	Missions	0,00	17,50	0,00	0,00	17,50
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	5 398,21	0,00	0,00	5 398,21
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	10 028,88	0,00	0,00	10 028,88
6284	Redevances pour services rendus	103 913,88	6 304,05	0,00	0,00	110 217,93
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	69 058,00	0,00	0,00	0,00	69 058,00
63512	Taxes foncières	0,00	54 240,00	0,00	0,00	54 240,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	-6 535,00	0,00	0,00	-6 535,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	851 469,87	0,00	0,00	851 469,87
6331	Versement mobilité	0,00	2 685,57	0,00	0,00	2 685,57
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 441,41	0,00	0,00	2 441,41
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	4 394,86	0,00	0,00	4 394,86
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	387 549,19	0,00	0,00	387 549,19
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	8 492,90	0,00	0,00	8 492,90
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	102 796,42	0,00	0,00	102 796,42
64131	Rémunérations non tit.	0,00	93 885,00	0,00	0,00	93 885,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022


(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (c	Affiché le	089-218900249-20220630-2022_071-DE
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	16 521,43	0,00		0,00	16 521,43
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	92 122,19	0,00		0,00	92 122,19
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	127 083,99	0,00		0,00	127 083,99
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	4 474,90	0,00		0,00	4 474,90
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 536,81	0,00		0,00	1 536,81
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	7 485,20	0,00		0,00	7 485,20
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	32 470,70	0,00		0,00	32 470,70
6518	Autres	0,00	16 740,70	0,00		0,00	16 740,70
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	15 730,00	0,00		0,00	15 730,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 910,51	1 028 721,20	0,00		0,00	1 036 631,71
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	9 757,44	0,00		0,00	9 757,44
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	7 910,51	1 018 963,76	0,00		0,00	1 026 874,27
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
RECETTES		67 944,88	1 089 465,20	0,00		0,00	1 157 410,08
Réalisations		67 944,88	1 089 465,20	0,00		0,00	1 157 410,08
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	9 996,34	611 214,51	0,00		0,00	621 210,85
70323	Redev. occupat° domaine public communal	9 996,34	84 141,57	0,00		0,00	94 137,91
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	166 486,93	0,00		0,00	166 486,93
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	108 226,01	0,00		0,00	108 226,01
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	252 360,00	0,00		0,00	252 360,00
73	Impôts et taxes	0,00	55 368,91	0,00		0,00	55 368,91
7338	Autres taxes	0,00	55 368,91	0,00		0,00	55 368,91
74	Dotations et participations	16 113,40	-800,00	0,00		0,00	15 313,40
74718	Autres participations Etat	0,00	3 000,00	0,00		0,00	3 000,00
7472	Participat° Régions	0,00	-3 800,00	0,00		0,00	-3 800,00
7478	Participat° Autres organismes	16 113,40	0,00	0,00		0,00	16 113,40
75	Autres produits de gestion courante	22 811,00	73 384,68	0,00		0,00	96 195,68
752	Revenus des immeubles	22 811,00	65 337,35	0,00		0,00	88 148,35
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	7 027,00	0,00		0,00	7 027,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1 020,33	0,00		0,00	1 020,33
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	19 024,14	350 297,10	0,00		0,00	369 321,24
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	348 410,38	0,00		0,00	348 410,38
7788	Produits exceptionnels divers	19 024,14	1 886,72	0,00		0,00	20 910,86
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (c
SOLDE (3)		-1 530 468,08	-2 226 568,36	0,00	0,00

Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE
 0,00 -3 757 036,44

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		1 291,71	202 474,27	103 913,88	344 273,16	946 459,94	0,00	0,00
Réalizations		1 291,71	202 474,27	103 913,88	344 273,16	946 459,94	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 291,71	202 474,27	103 913,88	344 273,16	938 549,43	0,00	0,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	4 649,65	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	8 217,84	485 722,21	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	288,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	74 740,80	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 003,24	0,00	0,00	17 092,93	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	226 690,36	432 127,22	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	2 191,54	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	133 416,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	20 700,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	10 690,04	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	103 913,88	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	69 058,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 910,51	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	7 910,51	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	9 656,04	22 811,00	0,00	19 024,14	0,00	16 453,70
Réalisations		0,00	9 656,04	22 811,00	0,00	19 024,14	0,00	16 453,70
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	9 656,04	0,00	0,00	0,00	0,00	340,30
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	9 656,04	0,00	0,00	0,00	0,00	340,30
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 113,40
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 113,40
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	22 811,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	22 811,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	19 024,14	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	19 024,14	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 291,71	-192 818,23	-81 102,88	-344 273,16	-927 435,80	0,00	16 453,70

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		1 372 217,75	144 409,71	1 255 439,68	550 501,42	-6 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		1 372 217,75	144 409,71	1 255 439,68	550 501,42	-6 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 583,93	136 220,60	720 600,84	550 501,42	-6 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	0,00	0,00	3 628,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	3 928,33	75 895,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	101 469,15	17 651,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	56 189,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	26 067,51	52 501,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	108 217,62	2 274,28	11 159,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	22 466,46	205 143,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 913,32	53 850,27	56 928,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	5 452,15	0,00	0,00	1 376,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	115 303,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	39 839,04	16 736,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	171 067,62	109 873,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	14 086,25	6 880,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	38 606,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	-45,60	1 040,00	0,00	20 073,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 657,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	-9 890,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	583,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	-5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	17,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	5 398,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	10 028,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	6 304,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	54 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	333 371,73	0,00	518 098,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 058,40	0,00	1 627,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	962,11	0,00	1 479,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 731,98	0,00	2 662,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	155 421,90	0,00	232 127,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 460,77	0,00	7 032,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	51 342,03	0,00	51 454,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	27 137,93	0,00	66 747,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	5 842,11	0,00	10 679,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	34 735,73	0,00	57 386,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	51 707,81	0,00	75 376,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 339,11	0,00	3 135,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	631,85	0,00	904,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	7 485,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 730,00	0,00	16 740,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	16 740,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574		15 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spécif. lutte contre la pollution	Preservation du milieu naturel
	Subv. fonct. Associat°, personnes privée									
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 020 532,09	8 189,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	9 757,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 010 774,65	8 189,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	-800,00	225 492,53	176 911,65	254 246,72	433 614,30	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	-800,00	225 492,53	176 911,65	254 246,72	433 614,30	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	170 123,62	110 553,97	252 360,00	78 176,92	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	5 964,65	0,00	0,00	78 176,92	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	164 158,97	2 327,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	108 226,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	252 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	55 368,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	55 368,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	-800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	-3 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	66 357,68	0,00	7 027,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	65 337,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	7 027,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	1 020,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	1 886,72	348 410,38	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	348 410,38	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	1 886,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 373 017,75	81 082,82	-1 078 528,03	-296 254,70	440 149,30	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à deux chiffres (correspondant à la fonction et à la sous-fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à deux chiffres (correspondant à la fonction et à la sous-fonction). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT**

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		642 060,80	329 043,59	0,00	0,00	0,00	79 227,53	0,00	0,00	1 050 331,92
Réalizations		642 060,80	329 043,59	0,00	0,00	0,00	79 227,53	0,00	0,00	1 050 331,92
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	98 537,80	115 498,16	0,00	0,00	0,00	2 227,53	0,00	0,00	216 263,49
60611	Eau et assainissement	0,00	2 691,41	0,00	0,00	0,00	-2 055,00	0,00	0,00	636,41
60612	Energie - Electricité	0,00	63 214,55	0,00	0,00	0,00	3 427,53	0,00	0,00	66 642,08
60623	Alimentation	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	2 496,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 496,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	17 504,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 504,34
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	1 008,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008,06
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 390,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	-1 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 260,00
617	Etudes et recherches	928,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	928,80
6231	Annonces et insertions	0,00	2 332,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 332,80
63512	Taxes foncières	97 609,00	23 621,00	0,00	0,00	0,00	855,00	0,00	0,00	122 085,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	213 545,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 545,43
6331	Versement mobilité	0,00	731,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	731,49
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	664,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	664,92
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 196,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 196,88
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	73 690,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 690,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	898,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	898,44
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	21 922,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 922,12
64131	Rémunérations non tit.	0,00	48 386,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 386,93
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	7 760,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 760,69
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	29 082,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 082,78
6453		0,00	26 632,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 632,92

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plus de colonnes (prise sommaire)	089-218900249-20220630-2022_071-DE
6454	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	2 273,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 273,94
6458	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	303,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303,96
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	303,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303,96
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	543 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 000,00	0,00	0,00	620 523,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	543 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 000,00	0,00	0,00	620 523,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	367 292,51	138 259,95	0,00	0,00	0,00	132,84	0,00	0,00	505 685,30
	Réalizations	367 292,51	138 259,95	0,00	0,00	0,00	132,84	0,00	0,00	505 685,30
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	138 259,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 259,95
7336	Droits de place	0,00	138 259,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 259,95
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	367 292,51	0,00	0,00	0,00	0,00	132,84	0,00	0,00	367 425,35
752	Revenus des immeubles	325 635,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 635,32
7588	Autres produits div. de gestion courante	41 657,19	0,00	0,00	0,00	0,00	132,84	0,00	0,00	41 790,03
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Blas de colons (prise sommaire)	98 Blas de colons (prise sommaire)
	Reprise sur amortissements et provisions									
	Restes à réaliser au 31/12	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	SOLDE (3)	-274 768,29	-190 783,64	0.00	0.00	0.00	-79 094,69	0.00	0.00	-544 646,62

Affiché le 05/07/2022
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2


FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		11 588 385,90	1 010 539,33	0,00	0,00	0,00	12 598 925,23
Réalizations		11 575 617,99	460 190,25	0,00	0,00	0,00	12 035 808,24
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	5 200 451,41	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200 451,41
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	532 898,28	0,00	0,00	0,00	0,00	532 898,28
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	17 026,75	0,00	0,00	0,00	0,00	17 026,75
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	515 871,53	0,00	0,00	0,00	0,00	515 871,53
041	Opérations patrimoniales	0,00	77 690,48	0,00	0,00	0,00	77 690,48
2313	Constructions	0,00	77 690,48	0,00	0,00	0,00	77 690,48
10	Dotations, fonds divers et réserves	44 428,29	0,00	0,00	0,00	0,00	44 428,29
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 428,29	0,00	0,00	0,00	0,00	44 428,29
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 376 800,47	325,00	0,00	0,00	0,00	5 377 125,47
1641	Emprunts en euros	5 376 800,47	0,00	0,00	0,00	0,00	5 376 800,47
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	325,00	0,00	0,00	0,00	325,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	83 875,82	0,00	0,00	0,00	83 875,82
2031	Frais d'études	0,00	4 436,94	0,00	0,00	0,00	4 436,94
2033	Frais d'insertion	0,00	9 180,00	0,00	0,00	0,00	9 180,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	70 258,88	0,00	0,00	0,00	70 258,88
204	Subventions d'équipement versées	402 525,60	2 400,00	0,00	0,00	0,00	404 925,60
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
2046	Attrib. de compensation d'investissement	402 525,60	0,00	0,00	0,00	0,00	402 525,60
21	Immobilisations corporelles	15 302,80	178 541,04	0,00	0,00	0,00	193 843,84
2135	Installations générales, agencements	15 302,80	26 363,72	0,00	0,00	0,00	41 666,52
2152	Installations de voirie	0,00	8 520,00	0,00	0,00	0,00	8 520,00
21533	Réseaux câblés	0,00	21 842,40	0,00	0,00	0,00	21 842,40
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	77 808,15	0,00	0,00	0,00	77 808,15
2184	Mobilier	0,00	19 524,04	0,00	0,00	0,00	19 524,04
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	24 482,73	0,00	0,00	0,00	24 482,73
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 211,14	117 357,91	0,00	0,00	0,00	120 569,05

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Plan de calcul des fonds sanitaires)	Affiché le ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE	
2313	Constructions	3 211,14	117 357,91	0,00	0,00	0,00	120 569,05	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		12 767,91	550 349,08	0,00	0,00	0,00	563 116,99	
RECETTES (2)		16 498 297,76	372 468,31	0,00	0,00	0,00	16 870 766,07	
Réalisations		14 953 088,76	326 067,16	0,00	0,00	0,00	15 279 155,92	
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat° ordre transfert entre sections	2 698 807,85	0,00	0,00	0,00	0,00	2 698 807,85	
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	289 596,58	0,00	0,00	0,00	0,00	289 596,58	
2115	Terrains bâtis	125 036,95	0,00	0,00	0,00	0,00	125 036,95	
2118	Autres terrains	1 727,28	0,00	0,00	0,00	0,00	1 727,28	
2182	Matériel de transport	6 892,73	0,00	0,00	0,00	0,00	6 892,73	
2802	Frais liés à la réalisation des document	6 950,40	0,00	0,00	0,00	0,00	6 950,40	
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	302,99	0,00	0,00	0,00	0,00	302,99	
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	373,33	0,00	0,00	0,00	0,00	373,33	
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	6 756,04	0,00	0,00	0,00	0,00	6 756,04	
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	315 981,03	0,00	0,00	0,00	0,00	315 981,03	
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	1 341,68	0,00	0,00	0,00	0,00	1 341,68	
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	66 942,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 942,00	
280422	Privé : Bâtiments, installations	126 609,44	0,00	0,00	0,00	0,00	126 609,44	
28046	Attributions compensation investissement	281 516,53	0,00	0,00	0,00	0,00	281 516,53	
28051	Concessions et droits similaires	166 224,28	0,00	0,00	0,00	0,00	166 224,28	
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 087,27	0,00	0,00	0,00	0,00	2 087,27	
28132	Immeubles de rapport	441 147,33	0,00	0,00	0,00	0,00	441 147,33	
28135	Installations générales, agencements, ..	1 859,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 859,00	
28152	Installations de voirie	74 988,39	0,00	0,00	0,00	0,00	74 988,39	
28181	Installations générales, aménagt divers	19 793,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 793,00	
28182	Matériel de transport	247 159,50	0,00	0,00	0,00	0,00	247 159,50	
28183	Matériel de bureau et informatique	189 570,33	0,00	0,00	0,00	0,00	189 570,33	
28184	Mobilier	70 865,54	0,00	0,00	0,00	0,00	70 865,54	
28188	Autres immo. corporelles	220 493,73	0,00	0,00	0,00	0,00	220 493,73	
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	34 592,50	0,00	0,00	0,00	0,00	34 592,50	
041	Opérations patrimoniales	0,00	109 697,81	0,00	0,00	0,00	109 697,81	
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	109 697,81	0,00	0,00	0,00	109 697,81	
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 159 877,55	0,00	0,00	0,00	0,00	7 159 877,55	
10222	FCTVA	1 695 186,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 695 186,00	
10226	Taxe d'aménagement	209 758,06	0,00	0,00	0,00	0,00	209 758,06	

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Opérations non ventilables						Plan de classement (sanitaire)	ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE
		01	02	03	04	05	06		
		Opérations non ventilables	Administration générale	Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen.				
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 254 933,49	0,00	0,00	0,00	0,00		5 254 933,49	
13	Subventions d'investissement	94 403,36	214 351,35	0,00	0,00	0,00		308 754,71	
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	67 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00		67 020,00	
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00		950,00	
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
1342	Amendes de police non transférable	0,00	153 201,00	0,00	0,00	0,00		153 201,00	
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	27 383,36	60 200,35	0,00	0,00	0,00		87 583,71	
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000 000,00	2 018,00	0,00	0,00	0,00		5 002 018,00	
1641	Emprunts en euros	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000 000,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 018,00	0,00	0,00	0,00		2 018,00	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
Restes à réaliser au 31/12		1 545 209,00	46 401,15	0,00	0,00	0,00		1 591 610,15	
SOLDE (2)		4 909 911,86	-638 071,02	0,00	0,00	0,00		4 271 840,84	

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020	021	022	023	024	025	026	041	048
		Administrat° générale collectivité	Assemblée locale	Administration générale de l'état	Information, communication, publicité	Fêtes et cérémonies	Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		916 705,05	0,00	3 286,80	0,00	1 594,37	15 436,73	73 516,38	0,00	0,00
Réalisations		428 663,64	0,00	3 286,80	0,00	1 081,46	10 101,74	17 056,61	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	77 690,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	77 690,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonction

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	83 875,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	4 436,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	9 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	70 258,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2046	Attrib. de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	165 621,46	0,00	3 286,80	0,00	0,00	0,00	9 632,78	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	26 363,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 520,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	21 842,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	77 808,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	19 524,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	20 083,15	0,00	3 286,80	0,00	0,00	0,00	1 112,78	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	101 185,88	0,00	0,00	0,00	1 081,46	7 701,74	7 388,83	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	101 185,88	0,00	0,00	0,00	1 081,46	7 701,74	7 388,83	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	488 041,41	0,00	0,00	0,00	512,91	5 334,99	56 459,77	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	369 878,31	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00	1 640,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	323 477,16	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00	1 640,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28046	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonctio

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	109 697,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	109 697,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	213 401,35	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	153 201,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	60 200,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	378,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	378,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonction

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		46 401,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-546 826,74	0,00	-2 336,80	0,00	-1 594,37	-15 436,73	-71 876,38	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		23 342,60	0,00	0,00	23 342,60
Réalizations		1 902,60	0,00	0,00	1 902,60
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 902,60	0,00	0,00	1 902,60
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 902,60	0,00	0,00	1 902,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		21 440,00	0,00	0,00	21 440,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	11	12	13	Affiché le	To
		Sécurité intérieure	Hygiène et salubrité publique	Plan de relance (crise sanitaire)	089-218900249-20220630-2022_071-DE	SLO
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00		0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00		0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00		0,00
SOLDE (2)		-23 342,60	0,00	0,00		-23 342,60

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	3 342,60	20 000,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	1 902,60	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 902,60	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 902,60	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	1 440,00	20 000,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	-3 342,60	-20 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	967 812,57	0,00	96 442,60	0,00	419 757,11	0,00	1 484 012,28
Réalizations		0,00	613 346,04	0,00	87 775,49	0,00	354 762,71	0,00	1 055 884,24
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	3 616,50
2762	Créances transfert droit déduct* TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	3 616,50
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	21 952,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 952,80
2031	Frais d'études	0,00	21 952,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 952,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	282 682,48	0,00	0,00	0,00	43 776,60	0,00	326 459,08
2135	Installations générales, agencements	0,00	249 734,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 734,29
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	3 219,60	0,00	0,00	0,00	6 836,40	0,00	10 056,00
2184	Mobilier	0,00	15 955,96	0,00	0,00	0,00	12 063,41	0,00	28 019,37
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	13 772,63	0,00	0,00	0,00	24 876,79	0,00	38 649,42
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	308 710,76	0,00	80 275,49	0,00	307 369,61	0,00	696 355,86
2313	Constructions	0,00	167 734,87	0,00	80 275,49	0,00	307 369,61	0,00	555 379,97

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 26



Plan de relance forçés
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement		
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	140 975,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 975,89
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	354 466,53	0,00	8 667,11	0,00	64 994,40	0,00	428 128,04
RECETTES (2)		0,00	231 240,76	0,00	0,00	0,00	86 583,00	0,00	317 823,76
Réalisations		0,00	156 191,48	0,00	0,00	0,00	70 713,00	0,00	226 904,48
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	3 616,50
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 139,40	0,00	1 139,40
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	464,00	0,00	464,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 013,10	0,00	2 013,10
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	156 191,48	0,00	0,00	0,00	63 480,00	0,00	219 671,48
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	104 549,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 549,66
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	51 641,82	0,00	0,00	0,00	63 480,00	0,00	115 121,82
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 26



Plan de relance forçés
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE
sanitaire)

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement		
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	3 616,50
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	3 616,50
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	75 049,28	0,00	0,00	0,00	15 870,00	0,00	90 919,28
SOLDE (2)		0,00	-736 571,81	0,00	-96 442,60	0,00	-333 174,11	0,00	-1 166 188,52

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		290 255,75	140 341,99	537 214,83	419 757,11	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		158 685,02	121 068,75	333 592,27	354 762,71	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	21 952,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	21 952,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	94 404,24	74 038,28	114 239,96	43 776,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	85 044,33	54 609,60	110 080,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	3 219,60	6 836,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	5 056,36	10 899,60	0,00	12 063,41	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 303,55	8 529,08	940,00	24 876,79	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	64 280,78	47 030,47	197 399,51	307 369,61	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	47 379,93	47 030,47	73 324,47	307 369,61	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	16 900,85	0,00	124 075,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	131 570,73	19 273,24	203 622,56	64 994,40	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	27 332,66	47 765,55	156 142,55	86 583,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	23 099,66	20 640,55	112 451,27	70 713,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	1 139,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	464,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	2 013,10	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	23 099,66	20 640,55	112 451,27	63 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	21 118,16	9 015,55	74 415,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	1 981,50	11 625,00	38 035,32	63 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00	3 616,50	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	4 233,00	27 125,00	43 691,28	15 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-262 923,09	-92 576,44	-381 072,28	-333 174,11	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2


FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	280 693,30	3 143 929,70	4 608,56	0,00	3 429 231,56
Réalizations		0,00	163 084,94	2 316 816,71	926,14	0,00	2 480 827,79
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	8 672,87
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	8 672,87
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	27 448,82	0,00	0,00	27 448,82
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	27 448,82	0,00	0,00	27 448,82
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	78 105,06	205 978,54	0,00	0,00	284 083,60
2135	Installations générales, agencements	0,00	51 873,12	48 849,62	0,00	0,00	100 722,74
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	2 107,20	0,00	0,00	2 107,20
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	2 799,95	0,00	0,00	2 799,95
2184	Mobilier	0,00	0,00	142 339,66	0,00	0,00	142 339,66
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	26 231,94	9 882,11	0,00	0,00	36 114,05
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	76 307,01	1 116 083,90	926,14	0,00	1 193 317,05
2313	Constructions	0,00	76 307,01	1 014 406,77	926,14	0,00	1 091 639,92
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	101 677,13	0,00	0,00	101 677,13
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	967 305,45	0,00	0,00	967 305,45
20012	TOUR DE L'HORLOGE	0,00	0,00	967 305,45	0,00	0,00	967 305,45
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	117 608,36	827 112,99	3 682,42	0,00	948 403,77

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Affiché le Plan de calculs (coûts sanitaires) ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE	
RECETTES (2)		0,00	499 421,74	2 078 750,64	0,00	0,00	2 578 172,38
Réalizations		0,00	41 968,54	802 224,69	0,00	0,00	844 193,23
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	8 672,87
2135	Installations générales, agencements	0,00	8 645,53	0,00	0,00	0,00	8 645,53
2313	Constructions	0,00	27,34	0,00	0,00	0,00	27,34
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	24 622,80	762 290,95	0,00	0,00	786 913,75
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	451 753,27	0,00	0,00	451 753,27
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	147 718,11	0,00	0,00	147 718,11
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	21 666,06	0,00	0,00	21 666,06
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	24 622,80	141 153,51	0,00	0,00	165 776,31
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	8 672,87
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	8 672,87
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	39 933,74	0,00	0,00	39 933,74
458209	FACADES MARIE NOËL	0,00	0,00	39 933,74	0,00	0,00	39 933,74
Restes à réaliser au 31/12		0,00	457 453,20	1 276 525,95	0,00	0,00	1 733 979,15
SOLDE (2)		0,00	218 728,44	-1 065 179,06	-4 608,56	0,00	-851 059,18

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		217 143,12	1 310,75	61 423,31	816,12	347 297,72	248 757,25	31 422,33	2 516 452,40
Réalizations		101 152,50	1 058,41	60 710,01	164,02	240 957,98	138 863,98	28 815,38	1 908 179,37
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 448,82	0,00	
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 448,82	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	26 231,94	0,00	51 873,12	0,00	160 538,78	37 558,93	0,00	
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	51 873,12	0,00	40 968,79	0,00	0,00	
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 107,20	0,00	
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 799,95	0,00	
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	118 781,60	23 558,06	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	26 231,94	0,00	0,00	0,00	788,39	9 093,72	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	74 920,56	1 058,41	164,02	164,02	80 419,20	101 305,05	1 366,56	
2313	Constructions	74 920,56	1 058,41	164,02	164,02	74 729,58	6 684,10	0,00	
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	5 689,62	94 620,95	1 366,56	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20012	TOUR DE L'HORLOGE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	967 305,45	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		115 990,62	252,34	713,30	652,10	106 339,74	109 893,27	2 606,95	
RECETTES (2)		472 306,00	0,00	27 115,74	0,00	42 374,06	64 095,78	0,00	
Réalizations		21 691,80	0,00	20 276,74	0,00	42 374,06	24 858,38	0,00	
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	8 645,53	0,00	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	0,00	0,00	27,34	0,00	0,00	0,00	0,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	21 691,80	0,00	2 931,00	0,00	42 374,06	24 858,38	0,00	

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musees	Archives	Entretien du patrimoine culturel
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	40 708,00	5 472,00	0,00	405 573,27
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 386,38	0,00	128 331,73
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 666,06	0,00	0,00	20 000,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	21 691,80	0,00	2 931,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 153,51
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	8 672,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 933,74
458209	FACADES MARIE NOËL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 933,74
Restes à réaliser au 31/12		450 614,20	0,00	6 839,00	0,00	0,00	39 237,40	0,00	1 237 288,55
SOLDE (2)		255 162,88	-1 310,75	-34 307,57	-816,12	-304 923,66	-184 661,47	-31 422,33	-544 171,60

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		661 933,78	709 256,83	62 139,67	0,00	1 433 330,28
Réalizations		630 937,78	616 473,29	6 902,00	0,00	1 254 313,07
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	593 714,67	234 355,00	649,00	0,00	828 718,67
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	366 666,00	0,00	0,00	0,00	366 666,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	227 048,67	0,00	649,00	0,00	227 697,67
2046	Attrib. de compensation d'investissement	0,00	234 355,00	0,00	0,00	234 355,00
21	Immobilisations corporelles	37 223,11	3 343,04	1 989,00	0,00	42 555,15
2135	Installations générales, agencements	0,00	2 768,36	0,00	0,00	2 768,36
2188	Autres immobilisations corporelles	37 223,11	574,68	1 989,00	0,00	39 786,79
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	378 775,25	4 264,00	0,00	383 039,25
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	99 670,62	0,00	0,00	99 670,62
2313	Constructions	0,00	259 142,51	4 264,00	0,00	263 406,51
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	19 962,12	0,00	0,00	19 962,12
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		30 996,00	92 783,54	55 237,67	0,00	179 017,21
RECETTES (2)		0,00	421 156,42	356 840,40	0,00	777 996,82
Réalizations		0,00	341 010,77	14 282,40	0,00	355 293,17
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (c	Affiché le	089-218900249-20220630-2022_071-DE
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	341 010,77	14 282,40	0,00	0,00	355 293,17
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	207 728,59	13 718,40	0,00	0,00	221 446,99
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	46 812,00	0,00	0,00	0,00	46 812,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	33 332,00	0,00	0,00	0,00	33 332,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	1 600,00	564,00	0,00	0,00	2 164,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	51 538,18	0,00	0,00	0,00	51 538,18
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	80 145,65	342 558,00	0,00	0,00	422 703,65
SOLDE (2)		-661 933,78	-288 100,41	294 700,73	0,00	0,00	-655 333,46

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		197 453,15	250 931,88	234 355,00	26 516,80	0,00	59 406,61	2 733,06	0,00
Réalizations		143 143,79	217 130,98	234 355,00	21 843,52	0,00	5 801,97	1 100,03	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	234 355,00	0,00	0,00	649,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonction 42

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives			
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	649,00	0,00	0,00
2046	Attrib. de compensation d'investissement	0,00	0,00	234 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	574,68	0,00	0,00	2 768,36	0,00	1 989,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	2 768,36	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	574,68	0,00	0,00	0,00	0,00	1 989,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	142 569,11	217 130,98	0,00	19 075,16	0,00	3 163,97	1 100,03	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	99 670,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	42 898,49	197 168,86	0,00	19 075,16	0,00	3 163,97	1 100,03	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	19 962,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		54 309,36	33 800,90	0,00	4 673,28	0,00	53 604,64	1 633,03	0,00
RECETTES (2)		45 681,83	375 474,59	0,00	0,00	0,00	14 282,40	342 558,00	0,00
Réalisations		35 538,18	305 472,59	0,00	0,00	0,00	14 282,40	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	35 538,18	305 472,59	0,00	0,00	0,00	14 282,40	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	207 728,59	0,00	0,00	0,00	13 718,40	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	46 812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	33 332,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	564,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	35 538,18	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonction 42

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives			
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser au 31/12	10 143,65	70 002,00	0,00	0,00	0,00	342 558,00	0,00	
	SOLDE (2)	-151 771,32	124 542,71	-234 355,00	-26 516,80	0,00	339 824,94	0,00	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		56 472,00	911 032,59	0,00	967 504,59
Réalizations		56 472,00	91 283,77	0,00	147 755,77
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	56 472,00	0,00	0,00	56 472,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	56 472,00	0,00	0,00	56 472,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	91 283,77	0,00	91 283,77
458110	CHRS HUMANISATION	0,00	91 283,77	0,00	91 283,77
Restes à réaliser au 31/12		0,00	819 748,82	0,00	819 748,82
RECETTES (2)		0,00	911 032,59	0,00	911 032,59
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
458210	CHRS HUMANISATION	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	911 032,59	0,00	911 032,59
SOLDE (2)		-56 472,00	0,00	0,00	-56 472,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	56 472,00	0,00	911 032,59	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	56 472,00	0,00	91 283,77	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	56 472,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	56 472,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	91 283,77	0,00	0,00	0,00	0,00
458110	CHRS HUMANISATION	0,00	0,00	0,00	91 283,77	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	819 748,82	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	911 032,59	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458210	CHRS HUMANISATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	911 032,59	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	-56 472,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT**

IV

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		515 689,86	0,00	0,00	0,00	56 072,81	0,00	571 762,67
Réalizations		396 422,59	0,00	0,00	0,00	9 266,30	0,00	405 688,89
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 381,91	0,00	2 381,91
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	2 381,91	0,00	2 381,91
21	Immobilisations corporelles	49 985,97	0,00	0,00	0,00	4 586,33	0,00	54 572,30
2135	Installations générales, agencements	38 003,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 003,28
2184	Mobilier	5 157,45	0,00	0,00	0,00	3 964,33	0,00	9 121,78
2188	Autres immobilisations corporelles	6 825,24	0,00	0,00	0,00	622,00	0,00	7 447,24
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	71 677,65	0,00	0,00	0,00	2 298,06	0,00	73 975,71
2313	Constructions	71 677,65	0,00	0,00	0,00	2 298,06	0,00	73 975,71
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		274 758,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 758,97
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	274 758,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 758,97
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		119 267,27	0,00	0,00	0,00	46 806,51	0,00	166 073,78
RECETTES (2)		296 562,74	0,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	303 613,74
Réalizations		124 211,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 211,46

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Plan	
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	124 211,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 211,46
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	124 211,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 211,46
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		172 351,28	0,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	179 402,28
SOLDE (2)		-219 127,12	0,00	0,00	0,00	-49 021,81	0,00	-268 148,93

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

SLO

Plan
des collèges
sanitaires

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		6 157,38	0,00	140 296,41	0,00	0,00	146 453,79
Réalizations		6 157,38	0,00	140 296,41	0,00	0,00	146 453,79
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	140 296,41	0,00	0,00	140 296,41
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	140 296,41	0,00	0,00	140 296,41
21	Immobilisations corporelles	6 157,38	0,00	0,00	0,00	0,00	6 157,38
2135	Installations générales, agencements	6 157,38	0,00	0,00	0,00	0,00	6 157,38
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Plan de relance	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-6 157,38	0,00	-140 296,41	0,00	0,00	-146 453,79

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE



(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT**

IV

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		161 632,37	5 413 517,59	257 388,75	0,00	5 832 538,71
Réalizations		154 204,37	3 853 423,16	257 388,75	0,00	4 265 016,28
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	32 007,33	0,00	0,00	32 007,33
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	32 007,33	0,00	0,00	32 007,33
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	8 038,30	0,00	0,00	8 038,30
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	8 038,30	0,00	0,00	8 038,30
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 374,86	0,00	0,00	2 374,86
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 374,86	0,00	0,00	2 374,86
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	21 393,29	0,00	0,00	21 393,29
2031	Frais d'études	0,00	9 120,00	0,00	0,00	9 120,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	12 273,29	0,00	0,00	12 273,29
204	Subventions d'équipement versées	77 153,00	46 563,94	0,00	0,00	123 716,94
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	504,64	0,00	0,00	504,64
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	46 059,30	0,00	0,00	46 059,30
2046	Attrib. de compensation d'investissement	77 153,00	0,00	0,00	0,00	77 153,00
21	Immobilisations corporelles	63 526,48	887 135,22	0,00	0,00	950 661,70
2111	Terrains nus	0,00	4 771,61	0,00	0,00	4 771,61
2115	Terrains bâtis	0,00	506 308,48	0,00	0,00	506 308,48
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	139 569,46	0,00	0,00	139 569,46
2135	Installations générales, agencements	48 166,48	37 931,83	0,00	0,00	86 098,31
2151	Réseaux de voirie	0,00	58 826,88	0,00	0,00	58 826,88
2152	Installations de voirie	0,00	137 601,36	0,00	0,00	137 601,36
21568	Autres matériels, outillages incendie	15 360,00	0,00	0,00	0,00	15 360,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 125,60	0,00	0,00	2 125,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	13 524,89	2 582 794,22	257 388,75	0,00	2 853 707,86

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (c	Affiché le	2022_071-DE
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	42 292,16	257 388,75		0,00	299 680,91
2313	Constructions	0,00	266,75	0,00		0,00	266,75
2315	Installat°, matériel et outillage techni	13 524,89	2 540 235,31	0,00		0,00	2 553 760,20
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	273 116,00	0,00		0,00	273 116,00
19004	MONTARDOINS	0,00	273 116,00	0,00		0,00	273 116,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		7 428,00	1 560 094,43	0,00		0,00	1 567 522,43
RECETTES (2)		0,00	738 297,12	185 182,60		0,00	923 479,72
Réalisations		0,00	346 336,45	92 182,60		0,00	438 519,05
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	345 851,45	92 182,60		0,00	438 034,05
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	126 707,81	0,00		0,00	126 707,81
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	108 000,00	0,00		0,00	108 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	17 659,00	0,00		0,00	17 659,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	34 912,50	0,00		0,00	34 912,50
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	58 572,14	92 182,60		0,00	150 754,74
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	485,00	0,00		0,00	485,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	485,00	0,00		0,00	485,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	391 960,67	93 000,00		0,00	484 960,67
SOLDE (2)		-161 632,37	-4 675 220,47	-72 206,15		0,00	-4 909 058,99

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	113 465,89	0,00	48 166,48	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	106 037,89	0,00	48 166,48	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	77 153,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2046	Attrib. de compensation d'investissement	0,00	77 153,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	15 360,00	0,00	48 166,48	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135		0,00	0,00	0,00	48 166,48	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
	Installations générales, agencements							
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	15 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	13 524,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagement de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat*, matériel et outillage techni	0,00	13 524,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004	MONTARDOINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	7 428,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-113 465,89	0,00	-48 166,48	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	2 034 312,81	1 747 606,81	398 401,29	1 233 196,68	257 388,75	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	1 238 939,36	1 503 597,60	271 006,17	839 880,03	257 388,75	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	32 007,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	32 007,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spec. lutte contre la pollution	Preservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	8 038,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	8 038,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	2 374,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	2 374,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	12 273,29	0,00	0,00	9 120,00	0,00	0,00	0,00	
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	9 120,00	0,00	0,00	0,00	
2051	Concessions, droits similaires	0,00	12 273,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	46 563,94	0,00	0,00	0,00	
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	504,64	0,00	0,00	0,00	
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	46 059,30	0,00	0,00	0,00	
2046	Attrib. de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	136 041,36	98 318,71	141 695,06	511 080,09	0,00	0,00	0,00	
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	4 771,61	0,00	0,00	0,00	
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	506 308,48	0,00	0,00	0,00	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	139 569,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	37 931,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	58 826,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2152	Installations de voirie	0,00	136 041,36	1 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	2 125,60	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	1 090 624,71	1 362 858,40	129 311,11	0,00	257 388,75	0,00	0,00	
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	42 292,16	0,00	257 388,75	0,00	0,00	
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	266,75	0,00	0,00	0,00	0,00	
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	1 090 624,71	1 362 858,40	86 752,20	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	273 116,00	0,00	0,00	0,00	
19004	MONTARDOINS	0,00	0,00	0,00	0,00	273 116,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	795 373,45	244 009,21	127 395,12	393 316,65	0,00	0,00	0,00	

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
RECETTES (2)		0,00	214 671,64	389 560,48	0,00	134 065,00	185 182,60	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	68 572,14	240 192,81	0,00	37 571,50	92 182,60	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	68 572,14	239 707,81	0,00	37 571,50	92 182,60	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	10 000,00	116 707,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	108 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	15 000,00	0,00	2 659,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	34 912,50	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	58 572,14	0,00	0,00	0,00	92 182,60	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	485,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	485,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	146 099,50	149 367,67	0,00	96 493,50	93 000,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 819 641,17	-1 358 046,33	-398 401,29	-1 099 131,68	-72 206,15	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		93 263,53	33 827,84	0,00	0,00	0,00	18 260,04	0,00	0,00	145 351,41
Réalizations		45 642,73	33 309,22	0,00	0,00	0,00	18 260,04	0,00	0,00	97 211,99
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	4 764,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 764,60
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	4 764,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 764,60
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	15 062,55	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008,00	0,00	0,00	16 070,55
2135	Installations générales, agencements	15 062,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 062,55
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008,00	0,00	0,00	1 008,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	33 309,22	0,00	0,00	0,00	17 252,04	0,00	0,00	50 561,26

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plus de colonnes (voir sommaire)	0630-2022_071-DE
2313	Constructions	0,00	33 309,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 309,22
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 252,04	0,00	0,00	17 252,04
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		25 815,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 815,58
20010	AUXERREXPO	25 815,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 815,58
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		47 620,80	518,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 139,42
RECETTES (2)		241 145,20	10 378,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 523,20
Réalisations		16 333,20	1 744,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 077,40
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	4 764,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 764,60
2135	Installations générales, agencements	462,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462,00
2313	Constructions	4 302,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 302,60
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 804,00	1 744,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 548,20
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	6 804,00	1 744,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 548,20
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plus de colonnes (prise sommaire)	98 ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE
	Immobilisations reçues en affectation									
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	4 764,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 764,60
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	4 764,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 764,60
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		224 812,00	8 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 445,80
SOLDE (2)		147 881,67	-23 449,84	0,00	0,00	0,00	-18 260,04	0,00	0,00	106 171,79

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	28/12/2009	2 250 000,00	0,00	5 249,81	0,00	2 000 000,00
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	28/12/2009	675 000,00	0,00	1 565,85	0,00	607 500,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		2 925 000,00	0,00	6 815,66	0,00	2 607 500,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					102 494 966,76									
1641 Emprunts en euros (total)					96 494 966,76									
200502 - 3029828 ME	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	2 300 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,793	EUR	T	C	O	A-1
200503 - 3046062	CAISSE D'EPARGNE	24/10/2005	24/10/2005	25/01/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.24 %	3,240	3,280	EUR	T	C	O	A-1
200505-1 - min237058eur 001 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 500 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé) + 0.04	2,460	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 900 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé) + 0.04	2,433	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 900 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé) + 0.04	2,433	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200601 - 30 58185	CAISSE D'EPARGNE	04/02/2006	04/02/2006	25/07/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.49 %	3,490	3,536	EUR	T	P	O	A-1
200605 - 3241440 ME	CAISSE D'EPARGNE	22/02/2007	22/02/2007	25/05/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,854	EUR	T	P	O	A-1
200704 - MON533351EUR	BANQUE POSTALE	30/11/2007	30/11/2007	01/12/2008	4 900 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	4,653	4,721	EUR	A	P	O	A-1
200705	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	27/12/2007	27/12/2007	27/03/2008	4 600 000,00	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,728	EUR	T	P	O	A-1
200801 - 3275810	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	15/12/2008	15/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.68 %	4,680	4,763	EUR	T	P	O	A-1
200803 - 1129850 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	23/12/2008	01/05/2009	3 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.39)-Floor -0.39 sur Euribor 3M	3,443	3,539	EUR	T	P	O	A-1
200804 - 1129854 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/02/2009	10/02/2009	01/08/2009	3 500 000,00	V	LEP + 1.04	4,040	4,040	EUR	T	P	O	A-1
200902	CREDIT MUTUEL	20/11/2009	01/01/2010	31/03/2010	1 500 000,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,300	4,370	EUR	T	P	O	A-1
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	28/12/2009	30/12/2009	15/02/2010	5 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	1,295	1,314	EUR	X	X	O	A-1

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Date de clôture des remboursements (6)	Proportion d'amortissement (7)	Date de remboursement anticipé O/N	Categorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	28/12/2009	01/01/2020	15/03/2020	4 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,290	0,294	EUR	X	X	O	A-1
201301 - AN096685	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2012	28/12/2012	10/04/2013	5 500 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,413	EUR	T	P	O	A-1
201401 - MIN281747EUR	SFIL CAFFIL	24/12/2013	11/02/2014	01/12/2014	1 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.75	1,944	2,502	EUR	T	C	O	A-1
201501-MON504646EUR	SFIL CAFFIL	06/05/2015	22/05/2015	01/09/2015	1 506 861,39	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,236	EUR	T	P	O	A-1
201502-MON504645EUR	SFIL CAFFIL	06/05/2015	01/01/2020	01/03/2020	672 063,69	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	1,407	EUR	T	P	O	A-1
201503 - 95 77579	CREDIT FONCIER DE FRANCE	20/07/2015	20/07/2015	25/03/2016	3 079 206,77	F	Taux fixe à 1.86 %	1,860	1,873	EUR	T	P	O	A-1
201601- MIN509471EUR	SFIL CAFFIL	29/12/2014	16/02/2015	01/06/2016	4 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.14	1,070	1,214	EUR	T	P	O	A-1
201602 - 9790715	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2016	25/10/2016	25/01/2017	2 658 733,91	V	(Euribor 3M + 0.58)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,580	0,590	EUR	T	P	O	A-1
201603 - 9791056	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2016	25/10/2016	25/01/2017	1 910 147,71	V	(Euribor 3M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,530	0,539	EUR	T	P	O	A-1
201701- MON517385EUR	SFIL CAFFIL	17/05/2017	23/05/2017	01/09/2017	3 021 834,27	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,650	0,661	EUR	T	P	O	A-1
201702 - 9923759 ME	CAISSE D'EPARGNE	03/05/2017	23/05/2017	25/08/2017	1 581 330,69	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	0,742	EUR	T	P	O	A-1
201703 - ONE	SOCIETE GENERALE	22/12/2016	30/06/2017	30/09/2017	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	0,763	EUR	T	C	O	A-1
8935922-8935922-8935927														
2018 03-MON527058EUR	SFIL CAFFIL	21/12/2018	11/02/2019	01/06/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2018 04-MIN531749	SFIL CAFFIL	18/12/2018	31/12/2019	01/04/2020	2 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.51	0,145	0,155	EUR	T	C	O	A-1
201801 - MON520299EUR DO	SFIL CAFFIL	15/01/2018	30/01/2018	01/02/2019	1 464 788,33	V	(Euribor 12M + 0.21)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,210	0,213	EUR	A	P	O	A-1
201802 - MIN526942EUR DO	SFIL CAFFIL	15/01/2018	30/01/2019	01/05/2019	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	1,488	EUR	T	P	O	A-1
202003-00003229025	CREDIT AGRICOLE	24/12/2020	15/04/2021	15/07/2021	4 000 000,00	F	Taux fixe à 0.34 %	0,340	0,340	EUR	T	C	O	A-1
2021-01	BANQUE POSTALE	17/12/2021	21/12/2021	01/04/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,662	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					6 000 000,00									
2020-02 CP0902	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/04/2020	04/05/2020	04/08/2020	2 900 000,00	F	Taux fixe à 1.43 %	1,430	1,459	EUR	T	C	O	A-1
CP0903	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/04/2020	04/05/2020	04/08/2020	3 100 000,00	F	Taux fixe à 1.43 %	1,430	1,459	EUR	T	C	O	A-1

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	Date de clôture des remboursements (6)	Promesse d'amortissement (7)	Date de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Niveau de taux (5)					
								Taux actuariel							
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00										
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00										
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00										
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00										
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00										
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00										
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00										
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00										
1681 Autres emprunts (total)					0,00										
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00										
1687 Autres dettes (total)					0,00										
Total général					102 494 966,76										

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

**IV
A2.2**

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 31/12/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		1 688 594,99		57 536 648,46					5 376 800,47	1 052 192,40	-9 906,59	131 448,02
1641 Emprunts en euros (total)		1 688 594,99		52 136 648,46					4 976 800,47	970 281,20	-9 906,59	119 221,52
200502 - 3029828 ME	N	0,00	A-1	373 750,00	3,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,732	115 000,00	16 666,39	0,00	1 359,00
200503 - 3046062	N	0,00	A-1	600 000,00	3,82	F	Taux fixe à 3.24 %	3,233	150 000,00	22 477,50	0,00	3 510,00
200505-1 - min237058eur 001 DO	O	477 899,85	A-1	477 899,90	4,92	F	Taux fixe à 2.65 %	3,178	85 987,26	13 905,17	-2 803,73	0,00
200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	O	605 347,57	A-1	605 347,63	4,92	F	Taux fixe à 2.65 %	3,178	108 916,41	17 613,44	-3 551,43	0,00
200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	O	605 347,57	A-1	605 347,63	4,92	F	Taux fixe à 2.65 %	3,178	108 916,41	17 613,44	-3 551,43	0,00
200601 - 30 58185	N	0,00	A-1	866 956,90	4,32	F	Taux fixe à 3.49 %	3,482	174 929,78	34 089,02	0,00	5 463,03
200605 - 3241440 ME	N	0,00	A-1	2 036 224,10	5,15	F	Taux fixe à 3.8 %	3,791	344 072,52	85 586,88	0,00	7 522,72
200704 - MON533351EUR	N	0,00	A-1	1 955 400,48	5,92	V	Euribor 1M-Floor 0 sur Euribor 1M	0,000	277 441,88	0,00	0,00	0,00
200705	N	0,00	A-1	1 839 772,93	5,99	F	Taux fixe à 4.58 %	4,631	260 662,44	93 027,83	0,00	936,24
200801 - 3275810	N	0,00	A-1	3 309 210,68	7,04	F	Taux fixe à 4.68 %	4,668	374 985,57	165 903,19	0,00	32 264,80
200803 - 1129850 DO	N	0,00	A-1	1 485 876,82	7,08	V	(Euribor 3M + 0.39)-Floor -0.39 sur Euribor 3M	0,000	183 563,60	0,00	0,00	0,00
200804 - 1129854 DO	N	0,00	A-1	1 764 280,29	7,08	V	LEP + 1.04	2,019	185 815,09	38 082,41	0,00	5 871,78
200902	N	0,00	A-1	756 060,50	8,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,289	77 588,19	34 606,93	0,00	0,00
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	N	0,00	A-1	2 000 000,00	7,12	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,215	250 000,00	5 249,81	0,00	3 728,75
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	N	0,00	A-1	607 500,00	8,21	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,216	67 500,00	1 565,85	0,00	1 028,28
201301 - AN096685	N	0,00	A-1	3 537 554,89	11,03	F	Taux fixe à 3.37 %	3,361	254 522,72	124 598,96	0,00	26 492,36

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après ouverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
201401 - MIN281747EUR	N	0,00	A-1	637 500,00	12,67	V	Euribor 3M + 1.61	1,079	50 000,00	7 258,66	0,00	552,50
201501-MON504646EUR	N	0,00	A-1	783 486,83	6,42	F	Taux fixe à 1.23 %	1,227	115 081,30	10 522,94	0,00	776,30
201502-MON504645EUR	N	0,00	A-1	572 264,38	10,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,396	50 248,33	8 452,15	0,00	645,39
201503 - 95 77579	N	0,00	A-1	2 221 321,67	12,98	F	Taux fixe à 1.86 %	1,855	149 695,13	43 060,83	0,00	573,84
201601- MIN509471EUR	N	0,00	A-1	3 022 864,73	14,17	F	Taux fixe à 2.19 %	2,184	178 869,90	68 655,70	0,00	5 332,84
201602 - 9790715	N	0,00	A-1	1 915 247,60	12,07	V	(Euribor 3M + 0.58)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,586	150 425,86	11 815,69	0,00	2 067,40
201603 - 9791056	N	0,00	A-1	1 145 433,73	7,07	V	(Euribor 3M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,536	154 567,19	6 674,29	0,00	1 129,85
201701- MON517385EUR	N	0,00	A-1	2 425 724,64	11,92	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,657	144 217,91	16 582,96	0,00	1 313,93
201702 - 9923759 ME	N	0,00	A-1	703 353,90	3,40	F	Taux fixe à 0.74 %	0,738	197 637,98	6 119,74	0,00	506,02
201703 - ONE 8935922-8935922-8935927	N	0,00	A-1	2 712 500,00	15,50	F	Taux fixe à 0.75 %	0,758	175 000,00	21 456,64	0,00	56,51
2018 03-MON527058EUR	N	0,00	A-1	1 725 000,00	17,17	F	Taux fixe à 1.47 %	1,486	100 000,00	26 639,67	0,00	2 113,13
2018 04-MIN531749	N	0,00	A-1	1 815 789,47	17,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,465	105 263,16	8 775,31	0,00	2 111,36
201801 - MON520299EUR DO	N	0,00	A-1	1 250 791,46	11,08	V	(Euribor 12M + 0.21)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,212	74 839,51	2 830,22	0,00	2 429,66
201802 - MIN526942EUR DO	N	0,00	A-1	3 517 520,64	17,08	F	Taux fixe à 1.48 %	1,476	177 718,99	53 706,25	0,00	8 531,94
202003-00003229025	N	0,00	A-1	3 866 666,66	14,29	F	Taux fixe à 0.34 %	0,337	133 333,34	6 743,33	0,00	2 738,89
2021-01	N	0,00	A-1	1 000 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,601	0,00	0,00	0,00	165,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		5 400 000,00					400 000,00	81 911,20	0,00	12 226,50
2020-02 CP0902	N	0,00	A-1	2 610 002,00	13,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,446	193 332,00	39 590,43	0,00	5 909,48

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
CP0903	N	0,00	A-1	2 789 998,00	13,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,446	206 668,00	42 320,77	0,00	6 317,02
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		1 688 594,99		57 536 648,46					5 376 800,47	1 052 192,40	-9 906,59	131 448,02

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	34	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	57 536 648,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		1 688 595,16					1 688 594,99				0,00	0,00	0,00
swap 200505 - 2617396M DO	200505-1 - min237058eur 001 DO	477 899,90	01/12/2026	NATIXIS	swap	taux	477 899,85	01/07/2010	01/12/2026	M	0,00	0,00	0,00
swap 200505 - 2617396M DO	200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	605 347,63	01/12/2026	NATIXIS	swap	taux	605 347,57	01/07/2010	01/12/2026	M	0,00	0,00	0,00
swap 200505 - 2617396M DO	200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	605 347,63	01/12/2026	NATIXIS	swap	taux	605 347,57	01/07/2010	01/12/2026	M	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		1 688 595,16					1 688 594,99				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

**IV
A2.5**

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						983 691,52	41 445,01		
swap 200505 - 2617396M DO	200505-1 - min237058eur 001 DO	Taux fixe à 2.65 %	2,682	Euribor 1M + 0.03	-0,539	278 400,70	11 729,61	A-1	A-1
swap 200505 - 2617396M DO	200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	Taux fixe à 2.65 %	2,682	Euribor 1M + 0.03	-0,539	352 645,41	14 857,70	A-1	A-1
swap 200505 - 2617396M DO	200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	Taux fixe à 2.65 %	2,682	Euribor 1M + 0.03	-0,539	352 645,41	14 857,70	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						983 691,52	41 445,01		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE
DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME****A2.8****A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires(ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DE****A2.9 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES


CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €			2019-10-03
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (BENNE ORDURES)	8	01/01/1997
L	202 - M14 - FRAIS REA DOC URBA ET NUM CADASTRE	10	03/10/2019
L	2031 - M14 - FRAIS D'ETUDES	5	03/10/2019
L	204172 - M14 - FONDS DE CONCOURS AUTRES ETS	15	03/10/2019
L	20421 - M14 - SUBV PRIVE BIENS MOB MAT ET ETUDES	5	03/10/2019
L	20422 - M14 - SUBV PRIVE BAT ET INSTAL	30	03/10/2019
L	2051 - M14 - CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5	03/10/2019
L	2121 - M14 - PLANTATION	15	03/10/2019
L	2128 - M14 - AGCMT ET AMNGT AUTRES TERRAINS	30	03/10/2019
L	2135 - M14 - INSTAL AGCMT ET AMNGT CONSTRUCTIONS	15	03/10/2019
L	2152 - M14 - INSTALLATIONS DE VOIRIE	10	03/10/2019
L	21568 - M14 - AUTRES MAT OUTILLAGE INCENDIE	15	03/10/2019
L	2181 - M14 - INSTALL GENERALES ET AGCMT	15	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH FONCTION)	10	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH 2 ROUES)	5	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH LEGERS)	10	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH CAMIONS CARS INDUS)	10	03/10/2019
L	2183 - M14 - MATERIEL INFORMATIQUE	5	03/10/2019
L	2183 - M14 - MATERIEL REPROGRAPHIE	5	03/10/2019
L	2184 - M14 - MOBILIER	10	03/10/2019
L	2188 - M14 - AUTRE MATERIEL	5	03/10/2019
L	2188 - M14 - EQUIPEMENTS DES CUISINES	10	03/10/2019

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS****A4****A4 – ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022	
Reçu en préfecture le 05/07/2022	
Affiché le	
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE	

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		5 434 428,29	5 421 228,76
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		5 380 000,00	5 376 800,47
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	5 380 000,00	5 376 800,47
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		54 428,29	44 428,29
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 428,29	44 428,29
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	5 421 228,76	4 741 590,46	5 200 451,41	15 363 270,63

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		15 073 917,00	III 4 197 552,34
Ressources propres externes de l'année (a)		4 991 055,00	1 921 998,03
10222	FCTVA	4 791 055,00	1 695 186,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	200 000,00	209 758,06
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	17 053,97
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		10 082 862,00	2 275 554,31
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	6 950,40
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	302,99
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	373,33
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	6 756,04
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	315 981,03
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	1 341,68
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	66 942,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	126 609,44
28046	Attributions compensation investissement	0,00	281 516,53
28051	Concessions et droits similaires	0,00	166 224,28
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	2 087,27
28132	Immeubles de rapport	0,00	441 147,33
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	1 859,00
28152	Installations de voirie	0,00	74 988,39
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	19 793,00
28182	Matériel de transport	0,00	247 159,50
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	189 570,33
28184	Mobilier	0,00	70 865,54
28188	Autres immo. corporelles	2 250 000,00	220 493,73
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	50 000,00	34 592,50
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	445 000,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	7 337 862,00	0,00

Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
---------------------------------	--	--	---	----------

Total ressources propres disponibles	4 197 552,34	5 648 053,57	0,00
---	---------------------	---------------------	-------------

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	15 363 270,63
Ressources propres disponibles	IV	15 100 539,40
Solde	V = IV - II (3)	-262 731,23

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

A7.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**

A7.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT****A7.2.1**

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

(1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	1 372,53
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	-2 055,00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	3 427,53
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		1 372,53
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		1 372,53

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	2 327,96
70328	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION	2 327,96
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	399 033,20
752	REVENUS DES IMMEUBLES	7 040,20
752	REVENUS DES IMMEUBLES	65 337,35
752	REVENUS DES IMMEUBLES	325 635,32
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	1 020,33
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		401 361,16
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		401 361,16

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

COEL (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	24 350,20
752	REVENUS DES IMMEUBLES	24 350,20
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		24 350,20
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		24 350,20

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CS (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	34,86
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	34,86
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		34,86
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		34,86

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	184,17
752	REVENUS DES IMMEUBLES	184,17
752	REVENUS DES IMMEUBLES	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		184,17
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		184,17

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service CAMPING (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	0,00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service CLEMENCEAU (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
752	REVENUS DES IMMEUBLES	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service LOCATION (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	69 035,04
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	8 600,00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	17 714,66
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	404,62
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	1 354,69
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	-5 799,37
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	21 581,88
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	9 994,56
63512	TAXES FONCIERES	15 184,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		69 035,04
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		69 035,04

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 434,17
752	REVENUS DES IMMEUBLES	1 434,17
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		1 434,17
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		1 434,17

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service PARKING (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	142 278,21
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 115,32
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	64 034,17
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	2 858,04
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	676,56
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	1 195,90
615221	BATIMENTS PUBLICS	7 920,67
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	208,67
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	10 028,88
63512	TAXES FONCIERES	54 240,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		142 278,21
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		142 278,21

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT****A7.2.2**

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	203,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	203,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		203,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		203,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

COEL(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CS(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service CAMPING⁽¹⁾

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service CLEMENCEAU(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service LOCATION(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	13 487,80
2135	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	12 290,55
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 197,25
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	50 204,44
2313	CONSTRUCTIONS	0,00
2313	CONSTRUCTIONS	50 204,44
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		63 692,24
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		63 692,24

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service PARKING(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 374,86
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	2 374,86
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		2 374,86
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		2 374,86

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM****A7.3.1**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM****A7.3.2**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
	Total des dépenses réelles	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
	Total des recettes réelles	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU
COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT****A7.4.1****A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU
COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT****A7.4.2****A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES****A8****A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- le- ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- le- ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 08		Intitulé de l'opération : travaux forcés pour tiers Travaux forcés pour tiers				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	9 180,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	9 180,00	
45 travaux forcés pour tiers (2)	9 180,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	9 180,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	9 180,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	9 180,00	
RECETTES (b)	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	

N° opération : 09		Intitulé de l'opération : FACADES MARIE NOËL				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,00	
45 FACADES MARIE NOËL (2)	690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,00	
RECETTES (b)	6 250,26	48 288,74	39 933,74	8 355,00	0,00	46 184,00	
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	6 250,26	48 288,74	39 933,74	8 355,00	0,00	46 184,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	6 250,26	48 288,74	39 933,74	8 355,00	0,00	46 184,00	

N° opération : 10		Intitulé de l'opération : CHRS HUMANISATION				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	11 296,80	944 216,86	91 283,77	819 748,82	33 184,27	102 580,57	
45 CHRS HUMANISATION (2)	11 296,80	944 216,86	91 283,77	819 748,82	33 184,27	102 580,57	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	11 296,80	944 216,86	91 283,77	819 748,82	33 184,27	102 580,57	
RECETTES (b)	0,00	910 000,00	0,00	911 032,59	-1 032,59	0,00	
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	910 000,00	0,00	911 032,59	-1 032,59	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	910 000,00	0,00	911 032,59	-1 032,59	0,00	

N° opération : 11		Intitulé de l'opération : ACCES CCAS				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
45 ACCES CCAS (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2021	subvention equipement privés 2020	25 408,00	5 081,00	5
01/01/2021	subvention equipement public 2020	7 161,82	238,00	30
27/01/2021	AGENCEMENTS DIVERS	6 651,60	0,00	0
27/01/2021	AMENAGEMENT DE VOIRIE	71 462,29	0,00	0
27/01/2021	MAISON DES RANDONNEURS REFECTION DES DOUCHES (202001-00326)	2 768,36	0,00	15
27/01/2021	PANNEAUX EN DIBOND	808,80	0,00	0
27/01/2021	MOBILIERS POUR EQUIPEMENT DES ROSOIRS-LA SOURCE	583,22	0,00	0
27/01/2021	3 CLIMATISEURS MOBILES POUR EAA LA CONFLUENCE	1 866,00	0,00	0
27/01/2021	CLIMATISEUR MOBILE POUR MULTI ACCUEIL PONT	622,00	0,00	0
27/01/2021	TABLES SALLE DE LABORDE	1 197,25	0,00	0
27/01/2021	TABLES GYMNASES	574,68	0,00	0
28/01/2021	PIANO DE SCENE NUMERIQUE YAMAHA P125 BK	666,00	0,00	0
28/01/2021	TIMBALES STANDARD SYMPHONIQUE 23" ET 32"	6 766,01	0,00	0
28/01/2021	ENCEINTES JBL CHARGE 4 POUR ECOLES	1 158,95	0,00	0
28/01/2021	TABLES ET CHAISES ELEM COLETTE	2 168,16	0,00	0
28/01/2021	3 CADRES A ROULETTES LITS 2 MATISSE ET 1 COURBET	273,00	0,00	0
28/01/2021	FOUR MICRO ONDE MOULINEX M020MSBL MAT MARIE NOEL	70,00	0,00	0
01/02/2021	OUTILS NUMERIQUES ECOLES : VIDEO/ECRAN/VISUALISEUR	3 219,60	0,00	0
01/02/2021	VIGIPIRATE MATERNELLE HENRI MATISSE CLOTURE (202101-00014)	4 500,00	0,00	15
01/02/2021	VIGIPIRATE MATERNELLE BRICHERES CLOTURE (202101-00015)	9 876,38	0,00	15
03/02/2021	LOCAL BALAYEURS QUAI DE LA MARINE MISSION CONTROLE (202001-00150)	48 166,48	0,00	0
03/02/2021	MOBILIERS POUR AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUE STE GENEVI	19 955,01	0,00	0
03/02/2021	REFRIGERATEUR LIEBHERR POUR HOTEL RIBIERE	1 000,00	0,00	0
03/02/2021	5 ORDINATEURS ULTRA PORTABLES	62 701,13	0,00	0
03/02/2021	MATERIELS SERVICES SPORTS	1 024,68	0,00	0
05/02/2021	GS CLAIRIONS ACCESSIBILITE ET RENOVATION THERMIQUE (201901-00214)	2 284,80	0,00	0
05/02/2021	MAT ROSOIRS PROG LUTTE SURCHAUFFES THERMIQUES CLOT (201901-00454)	44 844,66	0,00	0
05/02/2021	SUBVENTION DEPARTEMENT - GYMNASSE	366 666,00	0,00	30
05/02/2021	SUBVENTIONS EQUIPEMENT 2021	82 479,58	0,00	5
05/02/2021	SUBV 2021- RENOVATION TOITURE FACADE OPAHRU	46 059,30	0,00	30
05/02/2021	ACQUISITION CHARRONS-CHAMPLYS - DN 80 ACQUISITION	3 021,34	0,00	0
05/02/2021	ACQUISITION ETANG ST VIGILE	506 308,48	0,00	0
08/02/2021	VITRINES POUR SALLES PERMANENTES	13 707,28	0,00	0
08/02/2021	MACHINE SOUS VIDE HOTEL RIBIERE	298,80	0,00	0
08/02/2021	SUBV 20-21 PROG INVEST ABBE DESCHAMPS	150 000,00	0,00	5
09/02/2021	3 PLASTIFIEUSES ECOLES POUR DTE	261,32	0,00	0
10/02/2021	TROTTINETTE, TRICYCLES, VELOS ECOLES DIVERSES	1 261,67	0,00	0
11/02/2021	PLANTATIONS D ARBRES 2020	49 998,08	0,00	0
12/02/2021	NICHOIRS A OISEAUX	287,00	0,00	0
17/02/2021	NICHOIRS A OISEAUX	369,00	0,00	0
17/02/2021	SUBVENTION OAH - PLAN DE RELANCE DE LA DETTE	140 296,41	0,00	15
22/02/2021	MUSEE LEBLANC DUVERNOY MENUISERIE (202101-00035)	6 157,38	0,00	15
24/02/2021	CAFETIERES ET MICRO ONDE CABINET DU MAIRE	1 057,88	0,00	0
24/02/2021	REFRIGERATEUR CONGELATEUR CL RIVE DROITE	549,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
24/02/2021	3 TABLEAUX TRYPTIQUES 200 X 120 POUR ELEM RENOIR	1 989,50	0,00	0
25/02/2021	DEUX AMPLI GUITARE ET UN AMPLI BASSE AVEC TETE	427,00	0,00	0
25/02/2021	DEUX ACCORDEONS MENGASCINI MODELE 30MB	3 900,00	0,00	0
01/03/2021	RAYONNAGES POUR TABLEAUX MUSEE D ART ET D HISTOIRE	2 025,00	0,00	0
02/03/2021	BATTERIE YAMAHA AVEC TABOURET	1 099,00	0,00	0
04/03/2021	ACQUISITION HETZ - BEQUILLYS - DS 38 À 40	1 006,79	0,00	0
04/03/2021	MOBILIERS POUR EQUIPEMENT DES PIEDALLOUES LA BOUSS	4 574,23	0,00	0
05/03/2021	VITRINE D AFFICHAGE EXTERIEUR REVERSO ELEM J ZAY	248,40	0,00	0
05/03/2021	JEUX D IMITATION MAT MATISSE	474,30	0,00	0
05/03/2021	VELOS ET DRAISIENNES ECOLES DIVERSES	1 425,01	0,00	0
05/03/2021	THERMOHYGROMETRES	895,10	0,00	0
05/03/2021	THERMOHYGROMETRES MUSEE D ART ET D HISTOIRE	255,74	0,00	0
05/03/2021	THERMOHYGROMETRES BIBLIOTHEQUE	383,62	0,00	0
05/03/2021	IMPRIMANTE HP COLOR LASER PRO MAT BRAZZA	369,90	0,00	0
05/03/2021	TABLETTES, MICRO CHAINE, ENCEINTE POUR ECOLES DIVE	2 434,00	0,00	0
05/03/2021	CISAILLE PRO IDEAL 1058 POUR ECOLE	454,80	0,00	0
05/03/2021	VELOS SERVICE DES SPORTS	1 800,00	0,00	5
15/03/2021	NETTOYEUR HAUTE PRESSION	149,00	0,00	5
17/03/2021	SECHES LINGE ET LAVES LINGE POUR DIVERS SERVICES	5 100,00	0,00	0
18/03/2021	1 TABOURET JAUNE + 1 COMBINE LINGERIE MAT RIVE DRO	402,84	0,00	0
18/03/2021	MICRO + PIED MICRO + CABLES ELEM CLAIRIONS	83,70	0,00	0
24/03/2021	AGENCEMENT ET AMENAGEMENT DE TERRAINS	18 750,00	0,00	0
26/03/2021	1 VIDEOPROJECTEUR + 4 CARTES MEMOIRE ECOLES	628,97	0,00	0
30/03/2021	PETITS INSTRUMENTS EVEIL INSTRUMENTAL	474,00	0,00	0
06/04/2021	VIOLONCELLE 1/4 STENTOR STUDENT II	978,00	0,00	0
06/04/2021	VIOLONS D ETUDE 3/4 PRIMA, 1/4, 4/4 STENTOR STUDEN	1 128,00	0,00	0
07/04/2021	SITE DE DIFFUSION DES ARCHIVES	27 448,82	21 394,00	2
07/04/2021	VELOROUTE AUGY	1 560,00	1 729,00	15
07/04/2021	CUISINE EQUIPEE POUR EAA ALLIANCE ST SIMEON	10 721,92	0,00	10
07/04/2021	MATERNELLE RIVE DROITE RENOVATION SALLES DE CLASS (202101-00066)	11 234,86	0,00	15
07/04/2021	IMPRIMANTES HP LASERJET PRO M404DN	1 449,52	0,00	0
07/04/2021	LICENCES OFFICE 2019	64 641,92	0,00	5
07/04/2021	CAMESCOPE	1 000,00	0,00	0
12/04/2021	2 FAUTEUILS BORABORA ACCOUDOIRS NOIR ELEM RENOIR	241,27	0,00	0
12/04/2021	TABLES ET BANCS ELEM COURBET	1 227,32	0,00	0
12/04/2021	BIBLIOTHEQUE ELEM BRAZZA	191,82	0,00	0
12/04/2021	1 TABLEAU TRIPTYQUE ELEM BOUSSICATS	443,24	0,00	0
12/04/2021	1 TABLE ET 6 CHAISES MAT PARIS	289,16	0,00	0
12/04/2021	10 CHAISES MAT COURBET	264,00	0,00	0
12/04/2021	1 BLOC DE RANGT MAT BRICHERES	297,41	0,00	0
12/04/2021	2 BLOCS A ROULETTES ET 30 BACS PLASTIQUE MAT MARIE	910,01	0,00	0
13/04/2021	23 KIT CASIER FORME VAGUE ELEM COLETTE	292,84	0,00	0
13/04/2021	1 PISTE GRAPHIQUE MAT COURBET	483,97	0,00	0
13/04/2021	1 TABLE ET 1 CHAISE ELEM CLAIRIONS	554,34	0,00	0
13/04/2021	1 TABLE ET 1 CHAISE ELEM PIEDALLOUES	855,47	0,00	0
13/04/2021	TRIPTYQUE, CHAUFFEUSE ET POUFS ELEM JEAN ZAY	756,59	0,00	0
13/04/2021	1 TABLE ET 1 CHAISE ELEM JEAN ZAY	554,34	0,00	0
13/04/2021	1 ARMOIRE BASSE ELEM JEAN ZAY	218,86	0,00	0
14/04/2021	PERCOLATEUR POUR CABINET DU MAIRE	129,60	0,00	0
21/04/2021	2 TABLEAUX TRIPTYQUES ET 1 BUREAU ELEM PIEDALLOUES	1 132,85	0,00	0
21/04/2021	1 BIBLIOTHEQUE MAT MIGNOTTES	350,92	0,00	0
27/04/2021	ARMOIRE BASSE PORTES COULISSANTES MAT RENOIR	302,50	0,00	0
27/04/2021	1 ARMOIRE ET 1 SECHOIR A DESSINS MAT PIEDALLOUES	860,83	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
28/04/2021	BIBLIOTHEQUE J LACARRIERE (201901-00484)	40 968,79	0,00	0
29/04/2021	5 TROTTINETTES PIERRE CURIE	182,01	0,00	0
29/04/2021	5 TROTTINETTES ELEM PIERRE CURIE	175,02	0,00	0
04/05/2021	CHARIOTS DE LA LAVAGE BI BACS	665,77	0,00	0
06/05/2021	OUTILLAGE POUR EAA LA BOUSSOLE	898,16	0,00	0
07/05/2021	PANNEAUX DE BASKET	1 876,80	0,00	5
11/05/2021	PANNEAUX	984,00	0,00	5
17/05/2021	IN19011901 MATERIEL PHOTO : REFLEX/TREPIED/STARBLI	347,48	0,00	0
17/05/2021	TABLES ET CHAISES EAA LA SOURCE	2 614,20	0,00	0
21/05/2021	TAPIS DE RECEPTION STRUCTURE ARTICIELLE	7 003,20	0,00	5
21/05/2021	INSTALLATIONS DIVERSES CEP	12 530,23	0,00	0
26/05/2021	TAPIS RECEPTION STRUCTURES ESCALADE ARTIFICIELLE	4 359,60	0,00	0
28/05/2021	ELEMENTAIRE RENOIR DESAMIANTAGE MISSION SPS (202001-00159)	660,00	0,00	20
28/05/2021	BACS DE RANGEMENT POUR MUSEE ST GERMAIN	2 850,00	0,00	0
01/06/2021	3 LOTS DE 4 COUCHETTES 55X130 POUR ECOLES	431,10	0,00	0
01/06/2021	IMPRIMANTE ETIQUETTES POUR CUISINE CENTRALE	6 836,40	0,00	0
01/06/2021	TERMINAL SAMSUNG XCOVER 4	895,20	0,00	0
01/06/2021	LAVE LINGE, FOUR INOX, TABLE CUISSON ELEM BRAZZA	1 242,00	0,00	0
01/06/2021	SUBV ORANGE MISE EN SOUTERRAIN RÉSEAU K	504,64	0,00	1
08/06/2021	TABLES TENNIS DE TABLES ET PANIERS DE BASKET	1 822,10	0,00	5
10/06/2021	CHARIOTS CIMETIERE	1 112,78	0,00	0
10/06/2021	URNES ELECTORALES	2 055,60	0,00	0
10/06/2021	SECTION AUXERREXPO MONETEAU	0,00	0,00	0
14/06/2021	MODERNISATION DE CARREFOURS À FEUX	24 044,05	0,00	0
15/06/2021	AD AP THEATRE ACCESSIBILITE SANITAIRE PMR (202001-00344)	25 182,88	0,00	15
15/06/2021	ISOLOIRS PMR	1 231,20	0,00	0
15/06/2021	OBJECTIFS APPAREIL PHOTO COLLECTIONS	948,00	0,00	0
15/06/2021	MOULAGE CROTALUS HORRIDUS	825,00	0,00	0
15/06/2021	MODELE OEUF POUR COLLECTIONS	419,60	0,00	0
15/06/2021	AUXERREXPO TRAITEMENT DU HALL VERRIERE MISSION MO (202101-00131)	2 383,20	0,00	0
21/06/2021	ROBOT MULTI FONCTION ET BLADER HOTEL RIBIERE	827,99	0,00	0
21/06/2021	MOBILIERS D'ACCUEIL POUR LE CABINET DU MAIRE	1 165,88	0,00	10
24/06/2021	PARCELLE LIEU DIT CHAMPLYS DM 34	108,00	0,00	0
24/06/2021	SECTION AUXERREXPO MONETEAU	58 826,88	0,00	0
24/06/2021	CHAISES ET TABLES EAA LA BOUSSOLE	2 436,67	0,00	0
25/06/2021	MHN VITABRIS POUR ANIMATIONS	3 996,00	0,00	0
25/06/2021	MHN COMMANDE MOULAGES COLLECTIONS	862,60	0,00	0
25/06/2021	VITRINE REVERSO ELEM COLETTE	231,60	0,00	0
30/06/2021	CHARIOT DE TRANSPORT SPORTS	1 153,20	0,00	5
30/06/2021	CLIMATISATION SCE CONTROLE DE GESTION (202101-00141)	25 464,92	0,00	15
30/06/2021	MOBILIERS AMENAGEMENT DE LA NOUVELLE BIBLIOTHEQUE	97 700,51	0,00	0
01/07/2021	SUBVENTIONS EQUIPEMENT 2021	7 500,00	0,00	30
12/07/2021	14 MITEL POSTES TEL SIP	1 010,64	0,00	5
13/07/2021	PIED POUR ECRAN TV HOTEL RIBIERE	213,99	0,00	0
15/07/2021	CISAILLE MASSICOT A3 IDEAL 1058 MAT PIEDALLOUES	486,00	0,00	0
15/07/2021	2 PANNEAUX DE BASKET ENFT B200 ELEM COLETTE	170,10	0,00	0
19/07/2021	EGLISE ST EUSEBE PROG DE SECURISATION DES INTERV T (202001-00178)	3 991,20	0,00	0
20/07/2021	MHN SCENOGRAPHIE EXPO TOLKIEN	348,88	0,00	0
27/07/2021	POSTES TEL SIP	1 489,36	0,00	0
27/07/2021	MINITEL	16,46	0,00	1
29/07/2021	MOBILIERS POUR ESPACE ADMINISTRATIF DU CABINET DU	2 877,16	0,00	10
29/07/2021	FAUTEUILS POUR DIVERS AGENTS DE LA VILLE D'AUXERRE	1 518,41	0,00	10
30/07/2021	ACQUISITION PROT PARCELLE DM 1 CHAMPLYS	635,48	0,00	0
30/07/2021	AMENAGEMENT PARCOURS DE MOTRICITE MULTI ACCUEIL RO	459,36	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
30/07/2021	ETAGERES FITNESS	1 530,52	0,00	0
30/07/2021	SONORISATION -POUR LE CSRYA-	849,00	0,00	0
05/08/2021	MEUBLES DE RANGEMENT POUR ASSISTANTES CABINET DU M	517,99	0,00	1
11/08/2021	NICHOIRS A OISEAUX	91,00	0,00	0
20/08/2021	NICHOIRS A OISEAUX	569,80	0,00	0
20/08/2021	ARMEMENT POLICE MUNICIPALE	1 902,60	0,00	0
27/08/2021	VITRINE POUR LE BUREAU DU MAIRE	565,20	0,00	0
27/08/2021	DEFENSE INCENDIE 2021	15 360,00	0,00	0
03/09/2021	ECRANS POUR EXPOS	1 799,95	0,00	0
03/09/2021	RÉFRIGÉRATEUR CONGÉLATEUR 2 PORTES ESSENTIEL B	674,96	0,00	5
03/09/2021	IMPRIMANTE HP LASERJET PRO 404DN	543,14	0,00	0
03/09/2021	CIVIL NET FINANCES : MODULE SUBVENTIONS	5 600,50	0,00	1
03/09/2021	VIDEOPROTECTION 2021	22 286,40	0,00	10
07/09/2021	GS BRAZZA AMENAGEMENT DU RS (202101-00108)	31 029,02	0,00	0
07/09/2021	DESAMIANPAGE SUR MULTI-SITES AVANT TRAVAUX	56 736,00	0,00	0
07/09/2021	TABLES ET CHAISES POUR LES RS JEAN ZAY ET PARIS	1 513,78	0,00	0
07/09/2021	PANNEAU D'AFFICHAGE POUR CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	565,93	0,00	0
07/09/2021	TENTES PLIANTES	4 914,00	0,00	0
07/09/2021	VIGIPRATE GS CLAIRIONS - PIEDALLOUES - CLOTURES	86 383,96	0,00	15
08/09/2021	MISE EN PLACE DE FILM SOLAIRE SUR LE SITE ARMATIS (202101-00196)	12 290,55	0,00	15
09/09/2021	VTT	10 088,73	0,00	0
09/09/2021	FRIGO	349,00	0,00	0
09/09/2021	BUT DE BASKET	1 119,48	0,00	0
09/09/2021	MOBILIER POUR CABINET DU MAIRE	2 390,98	0,00	10
09/09/2021	MOBILIER POUR LA BIBLIOTHEQUE JACQUES LACARRIERE	1 126,08	0,00	0
13/09/2021	BACS DE RANGEMENT ST GERMAIN	1 724,55	0,00	0
13/09/2021	ROUE GEANTE + TUNNEL POLYESTER MAT JEAN ZAY	409,34	0,00	5
13/09/2021	EUPHONIUMS	554,00	0,00	0
13/09/2021	MHN SIEGES EXPOS IMAGINAIRES ET SUIVANTES	557,04	0,00	0
16/09/2021	4 PHOTOCOPIEURS CRECHE + BIBLI + MUSEUM + DIREC SP	8 559,60	0,00	0
23/09/2021	LICENCES ET LOGICIELS 2021	12 273,29	0,00	5
28/09/2021	VIDEOPROJECTEUR MAT COURBET	802,80	0,00	0
01/10/2021	MONTARDOINS 7 RUE DES SENONS	173 000,00	0,00	0
07/10/2021	2 BASSONS PETITE MAIN	6 912,00	0,00	0
07/10/2021	MATERIEL POUR EVEIL MUSICAL	213,00	0,00	0
07/10/2021	COR D'HARMONIE EN FA POUR ENFANT	349,00	0,00	0
08/10/2021	REMORQUES VELOS SPORT	1 062,10	0,00	0
08/10/2021	ARTICLES DE RANGEMENT	131,70	0,00	0
11/10/2021	ACQUISITION DE 40 SPHÈRES PLIABLES GAÏA	3 038,35	0,00	0
12/10/2021	SUBVENTION OAH MAISON DE SANTE RIVE DROITE	56 472,00	0,00	0
12/10/2021	PANNEAU AFFICHAGE EXTERIEUR MAT RENOIR	231,60	0,00	0
15/10/2021	MHN MOBILIER SCENOGRAPHIE IMAGINAIRES	2 334,98	0,00	0
18/10/2021	DESHUMIDIFICATEUR 2500N POUR MUSEUM	1 623,29	0,00	0
21/10/2021	TABLES EN INOX POUR RS ST SIMEON	1 352,40	0,00	0
21/10/2021	CHARIOTS SCE + MANUTENTION ET SUPPORTS SACS POUB	2 784,00	0,00	0
25/10/2021	POLE RD MISE EN PLACE ALIMENTATION PROVISOIRE DESA (202101-00234)	1 496,80	0,00	15
26/10/2021	MARCHE 189004 PASSAGE FIBRE / VIDEOPROTECTION	21 842,40	0,00	0
02/11/2021	ECLAIRAGE PUBLIC 2021	19 626,27	0,00	0
04/11/2021	CONTREBASSE 1/2 CHINE NEUVE	2 200,00	0,00	0
04/11/2021	PROG SECURITE 2020 EGLISE SAINT-EUSEBE (202101-00243)	3 889,63	0,00	0
05/11/2021	RIDEAUX POUR MATERNELLE DE LABORDE (202101-00246)	818,79	0,00	0
08/11/2021	GS COURBET ET RENOIR CHANGEMENT DES HUISSERIES (202101-00245)	41 256,00	0,00	15
09/11/2021	REFRIGERATEUR	199,00	0,00	0
09/11/2021	ARMOIRE FRIGO POSITIVE 2 PORTES	2 362,26	0,00	0
09/11/2021	MOBILIER POUR CRECHE KIELHMANN	661,20	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
09/11/2021	SIEGE FLEXIBLE MATERNELLE MIGNOTTES	256,80	0,00	0
16/11/2021	ARMOIRES VENTILEES POUR SALLES DES GARDES ET BOUTI	1 816,80	0,00	0
17/11/2021	MHN SCIE SAUTEUSE ET SCIE CIRCULAIRE BOIS EXPOS	615,14	0,00	0
19/11/2021	ESCABEAU POUR CRECHE KIELHMANN	350,94	0,00	0
24/11/2021	AD AP THEATRE BANQUE D ACCUEIL PMR (202101-00271)	26 690,24	0,00	15
24/11/2021	LAVE LINGE MIELE POUR MAISON DES RANDONNEURS	1 008,00	0,00	0
24/11/2021	10 CHAISES 129R-CV31PO VERT POMME MAT COURBET	237,96	0,00	0
29/11/2021	SEMAPHORE AMENAGEMENT BUREAUX (202101-00275)	38 003,28	0,00	0
29/11/2021	MATERNELLE ROSOIRS SALLE MOTRICITE RIDEAUX (202101-00276)	6 662,43	0,00	15
29/11/2021	MOBILIER POUR CRECHE KIEHLMANN	2 492,83	0,00	0
01/12/2021	MHN INSECTRON DEVIS DM0729716	770,78	0,00	0
02/12/2021	ONDULEURS	812,08	0,00	5
06/12/2021	RANGEMENT COMPLEMENTAIRE PR BUREAU ASSISTANTS DU C	331,70	0,00	10
07/12/2021	AUXERREXPO AMENAGEMENT DE L'ESPACE POLYVALENT (202101-00130)	388,80	0,00	0
07/12/2021	PLANTATION D'ARBRES 2021	89 571,38	0,00	0
09/12/2021	INSTALLATION DE MOBILIER URBAIN	4 104,00	0,00	10
10/12/2021	AFFICHAGE SECONDES SUR PUPITRE	1 920,00	0,00	5
14/12/2021	CP21016701 ENSEMBLE D'ACCESSOIRES DE CUISINE ET DE	1 115,63	0,00	0
15/12/2021	ACI SNAS 2021	234 355,00	0,00	1
15/12/2021	ACI PLUVIAL 2021	77 153,00	0,00	1
15/12/2021	ACI MUTUALISATION 2021	402 525,60	0,00	1
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		3 756 687,33	28 442,00	

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES

A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
29/06/2021	TERRAIN MILITAIRE PIEDALLOUES [P]	72 891,18	0	0,00	72 891,18	3 240,00	-69 651,18
29/06/2021	TERRAIN MILITAIRE PIEDALLOUES [P]	72 891,18	0	0,00	72 891,18	3 690,00	-69 201,18
29/06/2021	TERRAIN MILITAIRE PIEDALLOUES [P]	72 891,18	0	0,00	72 891,18	3 900,00	-68 991,18
29/11/2021	vehicule jumper dev 7506 ST	19 904,63	10	19 904,63	0,00	2 500,00	2 500,00
13/12/2021	Evier+meuble bas pr MQ Rosoirs	2 308,28	8	2 308,28	0,00	309,02	309,02
13/12/2021	SCOOTER THERMIQUE PEUGEOT	2 135,20	4	2 135,20	0,00	544,42	544,42
13/12/2021	PLONGE BATTERIE INOX CODE E880	1 006,46	8	1 006,46	0,00	287,62	287,62
13/12/2021	BANQUETTES POUR TRIBUNES	1 735,77	10	1 735,77	0,00	270,50	270,50
13/12/2021	Tondeuse 8043 SY	27 411,12	10	27 411,12	0,00	1 662,35	1 662,35
13/12/2021	Clio 950 SV pour Maint Bat	11 157,63	10	11 157,63	0,00	765,26	765,26
14/12/2021	1597TN berline pr CM + CG	30 695,19	10	30 695,19	0,00	1 386,72	1 386,72
14/12/2021	AG191TNTondeuse autoportée+CG	21 857,46	10	21 857,46	0,00	3 480,50	3 480,50
14/12/2021	CP241G Cyclomoteur pr BMN	769,73	7	769,73	0,00	573,52	573,52
14/12/2021	CL244FF fourgonnette Sports	15 001,78	10	12 001,44	3 000,34	1 001,52	-1 998,82
14/12/2021	SCOOTER VIVACITY 8306RW CHA.	1 950,25	5	1 950,25	0,00	410,02	410,02
14/12/2021	VEHICULE UTILITAIRE BERLINGO G	11 269,64	12	11 269,64	0,00	541,85	541,85
14/12/2021	VEH. TYPE MASCOTT IMM. 6325 SB	29 081,48	12	29 081,48	0,00	2 667,30	2 667,30
14/12/2021	8060 SL 89 BERLINGO GPL BAT.MA	11 768,33	10	11 768,33	0,00	1 056,30	1 056,30
14/12/2021	Fourgon immatriculé 8793 SY	17 160,29	10	17 160,29	0,00	976,70	976,70
14/12/2021	Clio 436 SV pour D Sports	11 157,63	10	11 157,63	0,00	977,55	977,55
15/12/2021	9543TG Berline pr DETP	10 038,06	10	10 038,06	0,00	1 258,32	1 258,32
15/12/2021	858TH berlingo sce propreté	12 768,47	10	12 768,47	0,00	911,64	911,64
15/12/2021	Porte sacs suivant devis 608449	242,53	1	242,53	0,00	6,85	6,85
15/12/2021	FOURNEAU (BAR)	2 290,79	8	2 290,79	0,00	84,74	84,74
15/12/2021	ENSEMBLE SONORISATION	11 755,95	20	11 755,95	0,00	143,81	143,81
15/12/2021	DESSERTTE AMPHITEO EBENISTERIE	692,87	10	692,87	0,00	279,91	279,91
15/12/2021	PLONGE INOX ADOSSEE MARQUE CIM	1 131,35	8	1 131,35	0,00	336,41	336,41
15/12/2021	BAC CHEF INOX 700X650 CODEE83	610,98	8	610,98	0,00	171,20	171,20
15/12/2021	PLONGE INOX 2 BACS + EG CODE	987,31	8	987,31	0,00	524,73	524,73
15/12/2021	PEUGEOT 106 ZEN 7733 SF - DIR	7 505,07	10	7 505,07	0,00	920,20	920,20
15/12/2021	SAXO BIC 9398 SJ 89 - SERVICE	7 587,82	10	7 587,82	0,00	1 592,16	1 592,16
15/12/2021	REMORQUE	1 998,83	10	1 998,83	0,00	350,96	350,96
15/12/2021	Clio 435 SV pour D Bat	11 157,63	10	11 157,63	0,00	1 093,11	1 093,11
15/12/2021	Clio 949 SV pour DEV	11 157,63	10	11 157,63	0,00	1 665,78	1 665,78
15/12/2021	Clio 437 SV pour DPL	11 157,63	10	11 157,63	0,00	977,55	977,55
15/12/2021	Dessertes mobiles - M.Clairion	538,85	10	538,85	0,00	130,11	130,11

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	au jour de la cession	cession	moins values
15/12/2021	Desserte mobile - Mat.Clairion	179,61	10	179,61	0,00	89,02	89,02
15/12/2021	LAVE VAISSELLE	2 437,25	8	2 437,25	0,00	534,14	534,14
05/01/2022	LOTS DE 2 TABLES	596,83	1	596,83	0,00	28,25	28,25
06/01/2022	Table rectangulaire	93,60	1	93,60	0,00	3,42	3,42
06/01/2022	Tables pliantes	882,98	10	882,98	0,00	75,33	75,33
06/01/2022	BALAYEUSE DE VOIRIE DE 2M3 ENV	86 788,58	12	86 788,58	0,00	3 398,32	3 398,32
06/01/2022	RAYONNAGE 7000	564,29	10	564,29	0,00	15,41	15,41
06/01/2022	DOUBLE FACE-BI BUREAU COMPACT GAUCHE Réf.5460	744,63	10	744,63	0,00	8,56	8,56
06/01/2022	NACELLE ELEVATRICE TYPE 172	37 689,97	12	37 689,97	0,00	1 398,70	1 398,70
06/01/2022	Bureau/caisson pr Droits Place	401,26	1	401,26	0,00	31,67	31,67
10/01/2022	AH-460-RD engins transport +CG	46 709,12	12	42 816,73	3 892,39	1 364,46	-2 527,93
13/01/2022	RUE DE LA CHAPELLE - QUARTIER	36,95	0	0,00	36,95	70 080,38	70 043,43
13/01/2022	SERRES - 39 B RUE DU 24 AOUT	749,50	0	0,00	749,50	150 000,00	149 250,50
14/01/2022	couchettes emplilables	286,90	1	286,90	0,00	28,25	28,25
14/01/2022	tables rectangle	267,64	1	267,64	0,00	20,54	20,54
14/01/2022	Poubelles CL Brichères	635,94	10	635,94	0,00	11,98	11,98
14/01/2022	CHARIOT LAVAGE	2 320,81	10	2 320,81	0,00	107,86	107,86
14/01/2022	30 CHAISES 970T 6	656,57	1	656,57	0,00	30,82	30,82
14/01/2022	TABLES PLIANTES	1 687,61	1	1 687,61	0,00	100,00	100,00
14/01/2022	RAYONNAGES SERIE 7000	2 990,49	10	2 990,49	0,00	883,39	883,39
14/01/2022	CHARIOTS POUR TABLES	520,67	1	520,67	0,00	30,11	30,11
14/01/2022	ENSEMBLE RAYONNAGES	1 733,96	10	1 733,96	0,00	182,33	182,33
14/01/2022	LOT DE 40 CHAISES CAROLINE TAI	1 200,99	1	1 200,99	0,00	304,74	304,74
14/01/2022	CITROEN SAXO 3 PTES IMMATICUL	7 129,56	10	7 129,56	0,00	955,30	955,30
14/01/2022	LOT 25 CHAISES 160 - BIBLIOTHE	1 674,95	1	1 674,95	0,00	24,82	24,82
14/01/2022	106 OPEN 1,1 L 8558 SG - DIREC	6 801,96	10	6 801,96	0,00	1 027,20	1 027,20
14/01/2022	LOT 20 CHAISES SOUVIGNET-MAIRI	618,49	1	618,49	0,00	114,70	114,70
14/01/2022	3111 SK MASTER - PROPRETE	18 880,59	10	18 880,59	0,00	600,00	600,00
14/01/2022	AMENAG. FOURGON 3111 SK - SCE	3 453,05	10	3 453,05	0,00	58,26	58,26
14/01/2022	6 TABLES VERCORS GRIS	757,36	1	757,36	0,00	21,40	21,40
14/01/2022	RAYONNAGE SIMPLE FACE	2 452,73	10	2 452,73	0,00	130,97	130,97
14/01/2022	14 TABLES PLIANTES ET 2 CHARIO	2 823,02	1	2 823,02	0,00	231,12	231,12
20/01/2022	ACQUISITION ETANG ST VIGILE [P]	506 308,48	0	0,00	506 308,48	112 500,00	-393 808,48
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		1 267 742,52					-347 581,12



IV – ANNEXES		
ELEMENTS DU BILAN		
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS		A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	445 000,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	406 226,79
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	133 656,96

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES****A10.4****A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES****A10.5****A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A11**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00


SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.


(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	49 288 058,95
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	A12

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

B.1.1

B.1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					1 200 000,00	453 541,49										6 856,76	94 670,20	
OGEC SAINT JOSEPH*	2012	P	Construction école Ste Thérèse	CREDIT AGRICOLE	500 000,00	156 807,78	3,20	M	F	Taux fixe à 2.35 %	2,376	F	Taux fixe à 2.35 %	2,345	A-1	EUR	4 271,24	45 890,44
OGEC SAINT JOSEPH*	2011	P	Construction école Ste Thérèse	CE	700 000,00	296 733,71	5,85	M	F	Taux fixe à 3.25 %	3,299	F	Taux fixe à 0.8 %	0,798	A-1	EUR	2 585,52	48 779,76
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					164 770 460,88	104 270 548,96										1 797 296,05	3 918 282,37	
DOMANYS	2013	P	Construction d'une résidence étudiante	CDC	1 965 263,58	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.16	2,410	V	Livret A + 1.16	1,670	A-1	EUR	10 676,24	0,00
DOMANYS	2013	P	Construction d'une résidence étudiante	CDC	193 121,55	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.05	2,300	V	Livret A + 1.05	1,560	A-1	EUR	977,11	0,00
DOMANYS	2014	P	Opération Denfert- Rochereau (61 PLS)	CDC	359 250,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.04	2,290	V	Livret A + 1.04	1,555	A-1	EUR	3 927,55	0,00
DOMANYS	2014	P	Opération de la Maladière (40 PLUS)	CDC	187 250,00	162 347,92	32,25	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 830,52	4 062,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMANYS	2020	P		CDC	1 761 187,03	1 681 424,86	31,67	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,446	A-1	EUR	24 976,20	41 071,35
DOMANYS	2020	P		CDC	172 641,33	164 822,61	31,67	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,446	A-1	EUR	2 448,31	4 026,04
DOMANYS	2020	P		CDC	329 500,76	315 127,07	32,25	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,446	A-1	EUR	4 676,74	7 406,52
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1999	P	AVENANT REAMENAGT 119439	CDC	4 064 096,01	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	4,300	V	Livret A + 1.2	2,771	A-1	EUR	23 192,70	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	64C-EPER- RESID.EPERON	CDC	25 458,99	11 031,21	11,00	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	233,74	955,34
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	64C-EPER- RESID.EPERON	CDC	268 005,37	112 038,49	11,00	A	V	Livret A + 0.7	3,700	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	1 769,01	9 962,06
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	13A-EGR4-REHA 112 LOGTS EGRISSELLES	CDC	136 506,00	29 848,13	3,58	A	V	Livret A + 0.25	2,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	281,26	7 652,91
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	84C-BRI3-BRICHERES CONST 40 ANRU	CDC	596 000,00	478 463,12	33,92	A	V	Livret A + 0.5	2,500	V	Livret A + 0.5	0,997	A-1	EUR	4 902,30	11 767,34
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-BRI5-BRICHERES 30 PLUS CD	CDC	2 327 300,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,158	A-1	EUR	5 409,28	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	18A-SGM2-STE GENEVIEVE REHA 205 LGTS	CDC	44 906,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,150	A-1	EUR	37,10	3 225,91
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2006	P	84C-BRI4-BRICH.2E TR PRU FONCIER	CDC	381 000,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,158	A-1	EUR	1 053,32	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	10C-BR60-1401-BRICHERES 140 REHA	CDC	254 000,00	99 119,42	6,58	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	0,948	A-1	EUR	1 071,14	13 631,94
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI6-BRICH.CONST 9 LOGTS PREFI	CDC	645 536,82	506 685,63	28,17	A	V	Livret A + 0.45	1,700	V	Livret A + 0.45	0,948	A-1	EUR	4 957,10	15 114,29
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI6-BRICH. CONST 9 LOGTS PREFI	CDC	62 934,33	53 008,42	38,17	A	V	Livret A + 0.45	1,700	V	Livret A + 0.45	0,947	A-1	EUR	514,21	1 118,66

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CONST 18 LOGTS PREFI	CDC	195 020,40	147 837,64	28,08	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	305,57	4 946,64
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CDC	2 935 586,57	2 059 352,58	14,01	A	V	Livret A + 0.6	3,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	29 193,66	103 141,09
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Reamenagement emprunts compactes	CDC	4 368 289,00	3 506 660,24	17,01	A	V	Livret A + 1.15	4,150	V	Livret A + 1.15	1,648	A-1	EUR	69 051,20	127 613,67
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2007	P	Réaménagement emprunts compactés	CDC	407 451,28	0,00	0,00	S	V	Inflation Livret A + 2.35	1,910	V	Inflation Livret A + 2.35	2,134	A-1	EUR	620,60	38 038,90
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2007	P	Réaménagement emprunts compactés	CDC	4 452 454,21	0,00	0,00	S	V	Inflation Livret A + 2.35	1,910	V	Inflation Livret A + 2.35	2,253	A-1	EUR	6 900,03	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CDC	86 868,52	53 005,38	11,26	S	V	Inflation Livret A + 2.35	1,910	V	Inflation Livret A + 2.35	2,473	A-1	EUR	1 198,84	3 980,79
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	77A-FJT2-FJTEUSES REHA 106 LOGTS	CDC	502 000,00	286 589,19	12,00	A	V	Livret A + 0.25	4,250	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	3 071,37	20 547,83
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI3-BRICHERES CONST 40 ANRU	CDC	136 000,00	101 873,40	23,00	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 056,13	3 739,40
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI4-BRICHERES 40 PLUS CD	CDC	200 000,00	149 813,80	23,00	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 553,13	5 499,13
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI5-BRICHERES 30 PLUS CD	CDC	215 000,00	161 049,85	23,00	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 669,61	5 911,56
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 19 LGTS	CDC	271 563,92	239 873,76	40,25	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 689,33	4 610,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 5 LGTS	CDC	383 575,35	311 046,44	30,25	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	961,82	9 560,77
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 5 LGTS	CDC	55 082,62	47 240,50	40,25	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	144,97	1 081,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 24 LGTS	CDC	247 353,11	199 762,00	30,25	A	V	Livret A + (-0.3)	1,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	412,00	6 240,20

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 18LGTS	CDC	243 037,42	214 676,19	40,25	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 406,83	4 126,61
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 4 LGTS	CDC	224 024,91	181 664,82	30,25	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	561,75	5 583,91
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 4 LGTS	CDC	50 005,56	42 886,25	40,25	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	131,60	981,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 22 LGTS	CDC	223 023,60	180 113,54	30,25	A	V	Livret A + (-0.3)	1,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	371,48	5 626,41
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	94C-VEEN-CONST 27 LOGTS PREFI	CDC	1 992 186,92	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.13	3,380	V	Livret A + 1.13	1,645	A-1	EUR	20 813,64	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	94C-VEEN-CONST 27 LOGTS PREFI	CDC	465 951,60	423 693,11	40,25	A	V	Livret A + 1.13	3,380	V	Livret A + 1.13	1,626	A-1	EUR	7 023,98	7 225,84
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	77A-FJT2-FJTEUSES REHA 106 LOGTS	CDC	53 790,00	35 010,79	14,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	408,62	2 136,07
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	90C-GRA1-AVE GRATTERY-CH.FONCIERE	CDC	312 163,00	272 056,33	40,67	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 050,15	5 229,59
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	18A-SGE2-SGE4-REHA	CDC	1 580 926,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,108	A-1	EUR	4 146,48	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	COMPACTAGE 119434-01/06/2012	CDC	2 859 117,40	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	F	Taux fixe à 3.39 %	3,385	A-1	EUR	12 301,49	362 875,80
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	94C-VEEN-PL.VEENS VEFA 15 LGTS	CDC	688 110,00	579 420,41	31,67	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	6 539,06	15 039,61
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	94C-VEEN-PL.VEENS VEFA 15 LGTS	CDC	112 390,00	99 239,04	41,67	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 111,99	1 851,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	98C-PLC1-PL CENTRALE CONST 31 LOGTS	CDC	2 215 062,00	1 865 184,59	31,67	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	21 049,58	48 413,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	98C-PLC1-PL.CENTRALE CONST 31 LOGTS	CDC	45 138,00	39 856,34	41,67	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	446,60	743,51

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Réhabilitation de 284 logements situés allées Roncelin, Heurtebise et Beschereau à Auxerre	CDC	1 142 342,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,111	A-1	EUR	7 871,68	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Réhabilitation énergétique de 48 logements – Résidence Jean-Jaurès à Auxerre	CDC	124 314,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	766,11	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 164 logements – Quartier Sainte-Geneviève à Auxerre	CDC	422 810,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 605,63	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Réhabilitation de 98 logements quartier des Rosoires à Auxerre	CDC	219 649,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,107	A-1	EUR	237,60	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1986	P	ACQ.AMEL.7 LOGTS RUE DE PARIS	CDC	281 954,46	28 274,64	1,92	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	434,70	14 342,78
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	RESIDENCE DU PARC	CDC	1 059 000,00	415 206,92	6,08	A	V	Livret A + 0.45	3,450	V	Livret A + 0.45	0,947	A-1	EUR	4 486,95	57 103,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	Réaménagement emprunt n° 50	CDC	569 042,44	300 178,79	9,67	A	V	Livret A + 1.2	2,450	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	5 579,40	28 021,09
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	Réaménagement emprunt n° 137	CDC	101 594,45	25 395,42	3,17	A	V	Livret A + 1.2	3,700	V	Livret A + 1.2	1,698	A-1	EUR	559,70	7 528,32
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	COMPACTAGE 5	CDC	6 054 045,66	4 058 569,45	11,51	S	V	Inflation Livret A + 2.05	1,573	V	Inflation Livret A + 2.05	1,936	A-1	EUR	115 223,26	273 505,92
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	90C-GRA1-AVE GRATTERY-CONST 40 LOGTS	CDC	1 889 000,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.65	3,650	V	Livret A + 0.65	1,163	A-1	EUR	15 298,63	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	89C-NOU1-CONST 20 LGTS CHARGE.FONC PREFI	CDC	247 694,73	211 562,50	38,17	A	V	Livret A + 0.8	2,050	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	2 804,21	4 145,78
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	89C-NOU1-LA NOUE CONST 23 LOGTS PREFI	CDC	31 921,19	26 131,25	38,17	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	80,29	630,71
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	89C-NOU1-LA NOUE CONST 23 LOGTS PREFI	CDC	191 424,15	145 817,09	28,17	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	451,87	4 805,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2007	P	AVENANT REAMENAGT 119436	CDC	17 087 727,17	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,771	A-1	EUR	268 404,28	347 021,24
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	71C-TUR1-CONST 20 LGTS CHARGE.FONC PREFI	CDC	142 878,09	121 079,92	38,17	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 359,11	2 475,70
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CHARGE FONCIERE PREFI	CDC	347 061,61	294 112,23	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 301,38	6 013,66
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CONST 3/18 LOGTS PREFI	CDC	174 254,25	129 602,21	28,33	A	V	Livret A + (-0.7)	0,550	V	Livret A + (-0.7)	-0,199	A-1	EUR	-268,14	4 469,04
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CONST 3/18 LOGTS PREFI	CDC	68 216,98	54 559,50	38,33	A	V	Livret A + (-0.7)	0,550	V	Livret A + (-0.7)	-0,199	A-1	EUR	-111,92	1 398,96
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 53 logements – Hameau des Brichères à Auxerre – 4ème tranche B	CDC	1 023 400,00	919 570,16	42,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	10 298,50	16 656,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 53 logements – Hameau des Brichères à Auxerre – 4ème tranche B	CDC	166 347,00	140 110,44	32,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	432,43	4 033,33
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 53 logements – Hameau des Brichères à Auxerre – 4ème tranche B	CDC	41 300,00	36 252,81	42,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	111,12	788,78
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 12 logements – Hameau des Brichères à Auxerre – 4ème tranche B	CDC	238 500,00	214 302,80	42,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 400,03	3 881,85
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 12 logements – Hameau des Brichères à Auxerre – 4ème tranche B	CDC	202 882,00	170 883,07	32,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	527,41	4 919,18
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 12 logements – Hameau des Brichères à Auxerre – 4ème tranche B	CDC	44 500,00	39 061,75	42,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	119,73	849,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 29 logements – Les Images à Auxerre	CDC	265 000,00	238 114,22	42,42	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 666,70	4 313,17
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 28 logements – Résidence des Carrières à Auxerre	CDC	1 987 320,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	12 061,01	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 28 logements – Résidence des Carrières à Auxerre	CDC	640 000,00	575 068,29	42,42	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	6 440,33	10 416,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 15 logements – Résidence des Carrières à Auxerre	CDC	304 000,00	273 157,42	42,42	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 059,16	4 947,94
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	460 000,00	419 620,03	43,17	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 697,05	7 384,48
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	116 416,00	100 534,15	33,17	A	V	Livret A + (-0.2)	0,800	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	310,02	2 804,66
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	229 800,00	205 421,19	43,17	A	V	Livret A + (-0.2)	0,800	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	629,35	4 361,21
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	284 065,00	259 129,03	43,17	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 900,58	4 560,16
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	91 126,50	78 694,73	33,17	A	V	Livret A + (-0.2)	0,800	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	242,67	2 195,39
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	34 338,75	30 695,85	43,17	A	V	Livret A + (-0.2)	0,800	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	94,04	651,69
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	43 556,25	39 732,77	43,17	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	444,75	699,22
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	1 243 716,00	1 007 221,76	19,00	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	5 274,97	47 771,83
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	90 000,00	77 721,91	33,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,800	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	239,67	2 168,26
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	57 500,00	49 655,67	33,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,800	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	153,12	1 385,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	C		CIC EST	532 750,00	339 627,98	12,62	T	F	Taux fixe à 3.4 %	3,444	F	Taux fixe à 3.4 %	3,391	A-1	EUR	12 113,40	26 637,52
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	C		CREDIT COOPERATIF	2 000 000,00	1 066 666,76	7,85	T	F	Taux fixe à 3.3 %	3,341	F	Taux fixe à 3.3 %	3,292	A-1	EUR	37 950,00	133 333,32
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	C		CREDIT COOPERATIF	498 732,30	307 551,51	9,08	T	F	Taux fixe à 2.6 %	2,626	F	Taux fixe à 2.6 %	2,593	A-1	EUR	8 536,63	33 248,84



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	1ère tranche BRICHERES	C.I.L.	502 700,00	202 843,25	8,08	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	3 356,24	20 905,81
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	32 logts Résidence Jeanna Hérold	C.I.L.	196 800,00	79 410,31	8,08	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	1 313,92	8 184,33
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	10 logts rue Camille Desmoulins	C.I.L.	108 000,00	43 578,85	7,08	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	721,05	4 491,40
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	BAT. AVENUE DE LA TURGOTINE	C.I.L.	38 112,00	10 479,56	5,72	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	182,05	1 657,37
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	4 LOGTS RUE DES PRES COULONS	C.I.L.	21 960,00	6 038,26	5,72	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	104,90	954,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2003	P	RUE HUBERT FABUREAU 20 LGTS	C.I.L.	224 700,00	71 556,39	6,78	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	1 217,75	9 627,05
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2003	P	RUE DE L'ALOUETTE 7 LGTS	C.I.L.	86 000,00	27 386,97	6,78	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	466,07	3 684,59
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	RESDC E LEON PEIGNE 4 LOGTS	C.I.L.	7 470,00	3 224,71	11,90	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,496	A-1	EUR	52,02	243,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	REHABILITAT. 84 LOGTS ST SIMEON	C.I.L.	381 122,54	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,502	A-1	EUR	328,06	21 870,79
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	524 000,00	478 001,93	43,50	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	5 350,55	8 411,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	106 660,00	98 816,60	44,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 105,58	1 690,31
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	134 000,00	124 146,11	44,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 388,97	2 123,58
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	470 165,00	416 385,96	34,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	1 282,96	11 267,11
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	92 700,00	84 433,19	44,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	258,55	1 750,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	260 000,00	230 260,33	34,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	709,47	6 230,68
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	2 048 000,00	1 656 558,67	19,33	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	4 343,09	80 676,27
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	730 799,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,108	A-1	EUR	2 154,26	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	18 011,00	15 950,85	34,83	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	49,15	431,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	377 996,00	258 517,62	9,83	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,043	A-1	EUR	2 863,50	24 397,46
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	COMPACTAGE 119432-01/06/2012	CDC	1 342 295,81	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,775	A-1	EUR	8 264,97	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	310 000,00	310 000,00	35,67	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 410,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	40 908,00	38 063,45	31,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	429,57	987,99
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	476 500,00	421 896,14	21,42	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	1 101,32	18 631,94
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	192 656,50	180 281,30	22,50	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,845	A-1	EUR	3 450,72	6 244,31
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	C		C.C.C.COOP	645 220,40	537 683,65	12,41	T	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,954	A-1	EUR	5 400,16	43 014,68
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 289 143,33	1 135 487,10	13,17	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,727	A-1	EUR	20 663,98	53 885,42
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 814 355,74	1 640 895,36	29,75	A	V	Livret A + 0.65	1,400	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	19 394,57	45 589,37
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	2 473 582,86	2 237 097,47	29,75	A	V	Livret A + 0.65	1,400	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	26 441,39	62 153,78

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 489 536,38	1 386 840,74	31,08	A	V	Livret A + 0.65	1,400	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	16 359,08	35 687,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	13 462 559,54	12 960 906,55	29,00	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,763	A-1	EUR	270 783,56	175 923,77
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 732 133,04	1 618 048,89	30,25	A	V	Livret A + 1.13	1,880	V	Livret A + 1.13	1,626	A-1	EUR	27 024,23	39 879,27
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 236 458,44	1 064 189,39	20,67	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	12 199,23	44 831,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 093 281,13	998 139,48	20,54	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,737	A-1	EUR	17 857,96	25 658,40
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	987 483,57	907 847,46	27,25	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	10 289,47	27 559,33
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	107 461,74	98 795,44	27,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 119,74	2 999,11
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	365 492,91	336 017,55	27,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 808,40	10 200,41
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	197 224,45	176 751,44	27,92	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 003,29	5 365,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 440 103,25	1 339 792,02	22,58	A	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	F	Taux fixe à 1.18 %	1,177	A-1	EUR	16 404,85	50 449,80
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	302 573,06	290 884,33	34,75	A	V	Livret A + 0.65	1,150	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	3 413,03	5 900,81
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	322 012,12	309 572,43	34,75	A	V	Livret A + 0.65	1,150	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	3 632,30	6 279,92
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	217 760,07	213 749,94	36,08	A	V	Livret A + 0.65	1,150	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	2 504,24	4 010,13
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 524 998,19	1 331 531,68	12,67	A	F	Taux fixe à 0.76 %	0,760	F	Taux fixe à 0.76 %	0,758	A-1	EUR	10 857,60	97 099,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	3 018 024,53	2 754 207,82	15,08	T	V	Livret A + 1	0,373	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	42 503,15	151 955,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	954 070,82	915 626,89	37,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	10 284,49	19 327,11
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	900 524,09	864 237,81	37,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	9 707,28	18 242,38
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	166 375,58	159 683,62	37,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 793,53	3 364,45
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	44 430,81	43 359,46	29,07	A	V	Livret A + 0.71	1,210	V	Livret A + 0.71	1,208	A-1	EUR	537,61	1 071,35
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	881 552,38	850 664,98	35,62	A	V	Livret A + 0.9	1,400	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	12 127,98	15 619,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	103 610,67	102 421,68	36,00	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 045,57	1 188,99
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	940 505,99	902 608,67	37,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	10 138,27	19 052,31
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	3 720 543,93	3 645 808,31	37,42	A	V	Livret A + 0.67	1,170	V	Livret A + 0.67	1,167	A-1	EUR	43 105,00	38 379,36
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	2 715 547,62	2 600 958,36	32,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	29 246,60	57 823,43
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	545 162,72	522 158,22	32,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	5 871,43	11 608,41
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 860 818,58	1 782 296,72	32,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	20 041,12	39 623,29
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 798 473,11	1 722 582,08	32,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	19 369,66	38 295,73
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	781 298,51	748 329,68	32,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	8 414,63	16 636,56

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	50 913,09	47 635,63	24,92	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	542,12	1 647,69
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	2 450 595,05	2 351 123,76	33,17	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	26 414,53	50 197,23
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	4 218 586,19	4 047 350,95	33,50	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	45 471,39	86 412,22
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	825 981,26	809 373,27	34,08	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	9 085,79	16 607,99
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 439 031,95	1 439 031,95	35,08	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	15 829,35	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 857 267,57	1 857 267,57	35,08	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	20 429,94	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	564 565,85	542 507,67	34,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	6 090,04	11 132,02
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	342 291,11	328 917,43	34,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 692,33	6 749,25
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	569 374,68	547 128,62	34,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	6 141,91	11 226,84
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	708 748,87	681 057,32	34,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	7 645,36	13 975,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	688 536,49	661 634,65	34,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	7 427,32	13 576,46
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	476 766,00	458 138,26	34,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	5 142,93	9 400,80
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	244 479,77	234 556,17	33,17	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 635,20	5 007,85
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	73 817,12	71 805,94	29,00	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	744,92	2 011,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	283 418,00	270 356,66	37,17	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	831,19	6 707,35
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 000,00	107 959,58	47,17	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	330,14	2 088,21
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	173 500,00	168 395,03	47,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 881,53	2 652,83
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	300 089,50	288 296,74	37,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 238,20	6 085,38
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P	réhabilitation de 142 logements – les Boussicats 1 Auxerre	CDC	994 000,00	955 419,90	23,92	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,244	A-1	EUR	4 970,00	38 580,11
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 757 213,50	1 693 909,78	23,92	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,453	A-1	EUR	15 112,04	63 303,73
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	181 500,00	176 159,65	47,92	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 968,28	2 775,14
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	437 700,00	420 499,49	37,92	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 723,13	8 875,93
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	96 000,00	92 536,79	47,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	282,98	1 789,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	248 865,50	237 396,52	37,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	729,86	5 889,63
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	C		CIC	973 662,83	924 979,69	14,01	T	F	Taux fixe à 1.38 %	1,387	F	Taux fixe à 1.38 %	1,370	A-1	EUR	7 945,73	48 683,13
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P	réseau de chaleur St Siméon	CREDIT COOPERATIF	3 218 078,00	3 078 165,44	23,60	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,155	F	Taux fixe à 1.15 %	1,147	A-1	EUR	36 205,72	112 090,48
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	C		BANQUE POPULAIRE	276 997,00	273 534,54	19,67	T	F	Taux fixe à 0.9 %	0,903	F	Taux fixe à 0.9 %	0,895	A-1	EUR	623,25	3 462,47
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	199 456,50	199 456,50	51,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	0,360	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 208 260,00	1 208 260,00	41,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	0,360	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	273 398,50	273 398,50	51,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,098	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 656 182,00	1 656 182,00	41,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,098	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					165 970 460,88	104 724 090,45											1 804 152,81	4 012 952,57

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT
GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.



IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.6****B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)			0,00	0,00	0,00
	8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)			0,00	0,00	0,00
	8028	Autres engagements reçus			0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
<u>Associations</u>		
A COEUR JOIE CHORALE	200,00	
ADAVIRS	4 000,00	
AFAPA	150,00	
AIDA ASS ICAUNAISE DIFFUSION ARTISTIQUE THEATRE	694 000,00	
AJA FOOTBALL ASSOCIATION	16 000,00	
AJA FOOTBALL SECTION PRO	48 000,00	
AJA FOOTBALL SECTION PRO	150 000,00	
AJA MUSIQUE	1 500,00	
AJA OMNISPORTS	55 000,00	
AJA OMNISPORTS	340,00	
AJA OMNISPORTS	600,00	
AJA OMNISPORTS	11 336,00	
AMIDON 89	5 000,00	
ARTEM	5 500,00	
ASC AUXERRE SPORTS CITOYEN	9 600,00	
ASPTT OMNISPORT	20 860,00	
ASPTT OMNISPORT	1 617,00	
ASS SPORTIVE ANIMATION CHESNEZ	360,00	
ASSOCIATION COUP DE POUCE AUXERR	17 000,00	
ASSOCIATION DES BRICHERES	1 500,00	
ASSOCIATION ISSE	1 500,00	
AUX ID	2 000,00	
AUXERRE AQUATIC CLUB	7 000,00	
AUXERRE PIEDS POINGS ASSOCIATION SPORTIVE	1 600,00	
AUXERRE PIEDS POINGS ASSOCIATION SPORTIVE	2 091,60	
AUXERRE SPORTS CONTACT ARTS MART	2 800,00	
AUXERRE SPORTS CONTACT ARTS MART	1 320,00	
AUXERRE TWIRLING SPORT	300,00	
AUXR JUDO	6 000,00	
AVF ACCUEIL VILLES FRANCAISES	200,00	
BASSA TOSCANA	1 500,00	
BOURSE SAINTE GENEVIEVE	120,00	
BZOU AUXERRE BZOU CHEZ M. EL BADAQUI ABDERRAZZAK	1 500,00	
CABRIOLE	70 200,00	
CADETS D AUXERRE	500,00	
CDOS 89 - MAISON DES SPORTS COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE S	1 600,00	
CENTRE ETUDES MEDIEVALES SAINT GERMAIN	5 000,00	
CERCLE CONDORCET	1 500,00	
CERCLE D'ESCRIME AUXERROIS	2 500,00	
CHRONIQUES NOMADES	6 000,00	
CIDFF CENTRE INFORMATION DROIT DES FEMMES DE LA FAMILLE	4 000,00	
CLUB DE PLONGEE PAUL BERT	3 150,00	
COMITE DEPART HANDISPORT YONNE	200,00	
CYCLOTOURISTES AUXERROIS	700,00	
EPICERIE SOLIDAIRE AUXERROIS	4 000,00	
FOOTBALL CLUB DES PIEDALLOUES	800,00	
FOUILLES ARCHEOLOGIQUES ET MONUMENTS HISTORIQUES	200,00	
FOYER DE VAUX	600,00	
FRANCE BENEVOLAT YONNE CENTRE DE BENEVOLAT	500,00	
HANDBALL CLUB AUXERROIS	24 150,00	
HANDBALL CLUB AUXERROIS	2 500,00	
HARMONIE D AUXERRE	45 000,00	
HORS CADRE	15 000,00	
ICA ONNA	200,00	
ICAUNAISE DE BOTANIQUE	100,00	
JALMALV AUXERRE	400,00	
LA TRIBU D ESSENCE	1 800,00	
LE CLUB VERT AAEP ASSOC AUXER EDUCAT POPULAIRE	23 000,00	
LES 4 ARTS	1 000,00	
LES GULLIVERTS CLUB VERT	82 400,00	
LES LUTINS	771,86	
LES LUTINS	73 800,00	
LES PETITS DEBROUILLARDS GRAND E	300,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)
LES PRETENDANTS	500,00
LIGUE DES DROITS DE L HOMME	400,00
LIGUE ENSEIGNEMENT BOURGOGNE FRANCHE COMTE ANTENNE 89	3 000,00
LION'S BOXING CLUB	1 300,00
LPO LIGUE PROTECTION OISEAUX	2 500,00
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DE AUXERROIS	48 000,00
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTU MJC	128 600,00
MAISON JUMELAGES FRANCOPHONIE ET ECHANGES INTERNATIONAUX	29 600,00
MAXIME PLUS	350,00
MFB SSAM LES LOUPIOTS	94 500,00
MISSION LOCALE	85 405,00
MISSION SOURIRE	1 000,00
MOUV ART	4 500,00
MUSEE DU LIVRE SCOLAIRE	150,00
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	17 500,00
OGEC SAINT JOSEPH SAINTE THERESE ECOLE LA SALLE	115 682,77
OGEC SAINTE MARIE	144 700,34
OLYMPIC CANOE KAYAK AUXERROIS OCKA	20 000,00
OLYMPIC CANOE KAYAK AUXERROIS OCKA	9 000,00
OPERATION TAM TAM	150,00
PASSERELLE	1 200,00
PEP 89 CENTRE BOURGOGNE FRANCHE	2 500,00
PETITS FRERES DES PAUVRES	150,00
PIEDALLOUES LA NOUE	400,00
PLPB PATRONAGE LAIQUE P BERT	65 600,00
PREMIERE COMPAGNIE D ARC D AUXERRE TIR A L ARC	4 400,00
REPUBLICAINS ESPAGNOLS MEMOIRE HISTOIRE MME TOTTA GABRIELLE	200,00
RESTOS DU COEUR	2 300,00
RIBAMBELLE LRG	64 800,00
RING CLUB AUXERROIS	2 100,00
RUGBY CLUB AUXERROIS	94 000,00
SAINT SIMEON SPORTIVE ASS	400,00
SAINT VINCENT DE PAUL	500,00
SECOURS CATHOLIQUE	500,00
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE L YONNE	2 000,00
SERVICE COMPRIS	635 000,00
SOC NALE ENTRAIDE MEDAILLES MILITAIRES 176EME SECTION	240,00
SOCIETE MYCOLOGIQUE AUXERROISE	100,00
STADE AUXERROIS OMNISPORT	121 500,00
STADE AUXERROIS OMNISPORT	1 280,00
STADE AUXERROIS OMNISPORT	2 050,00
STADE AUXERROIS OMNISPORT	3 600,00
STADE AUXERROIS OMNISPORT	4 000,00
STADE AUXERROIS OMNISPORT	4 400,00
SYND DES PROPRIETAIRES ET CHASSE DE VAUX	400,00
TWIRLING AUXERROIS	400,00
UNION NATIONALE PARACHUTISTES	150,00
UNION NATIONALE PARACHUTISTES	300,00
UNIVERSITE POUR TOUS	1 600,00
VELO CLUB D'AUXERRE	6 200,00
VELO CLUB D'AUXERRE	1 500,00
VELODROME DE L YONNE	2 500,00
VISITE DES MALADES ETS HOSPIT	300,00
VIVE LE CINEMA CINEMANIE	2 500,00
WOOD COXERRE	240,00
<u>Entreprises</u>	
CENTRE FRANCE PARC EXPO AUXERREXPO	408 000,00
COMITE DEP SPORT ADAPTE YONNE	2 000,00
ENTREPRISE FRERY	77 000,00
GAZELEC	2 800,00
LA MAISON DES RANDONNEURS	39 310,00
LAURE IDA SCI	1 524,49
RESIDENCES JEUNES DE L YONNE	8 000,00
SCI DEK	1 524,49
SKIRKA VALERIE ETRE ET SAVOIRS	1 880,00
SOC EXPLOIT CINEMATO AUXERROISE MEGA CGR	3 000,00
SYNDIC COPRO 25 RUE PHILIBERT RO	1 524,49
<u>Personnes physiques</u>	
LODOLO LIONEL	1 524,49
PERRET BENOIT	4 500,00
<u>Autres</u>	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
MFB SSAM CRECHE FAMILIALE MUTUALISTE DE L AUXERROIS	180 000,00	
MFB SSAM RELAIS DAUPHIN	42 000,00	
Personnes de droit public		
<u>Etat</u>		
LYCEE PROFESSIONNEL ST GERMAIN M LE PROVISEUR	200,00	
<u>Régions</u>		
LYCEE FOURIER AGENT COMPTABLE	600,00	
LYCEE JACQUES AMYOT AGENT COMPTABLE	500,00	
LYCEE VAUBAN	200,00	
<u>Départements</u>		
COLLEGE PAUL BERT	200,00	
DEPARTEMENT DE L YONNE	366 666,00	
SDIS DE L YONNE	2 635 769,97	
<u>Communes</u>		
COMMUNE DE CHENY	1 140,00	
COMMUNE DE COURSON LES CARRIERES	310,88	
COMMUNE DE MONTEAU	461,25	
COMMUNE DE VENOUY	384,00	
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE	67 448,00	
CENTRE COMMUNAL ACTION SOCIALE	908 334,10	
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE L AUXERROIS	714 033,60	
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE L AUXERROIS	200 000,00	
GCS CRECHE INTERHOSPITALIERE D AUXERRE	37 000,00	
OFFICE AUXERROIS DE L HABITAT	140 296,41	
<u>Autres</u>		
TOTAL GENERAL	9 026 646,74	

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
AP20010/2020 AP AUXERREXPO	575 000,00	0,00	575 000,00	0,00	430 000,00	25 815,58	0,00
AP20011/2020 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	597 000,00	0,00	597 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
AP20012/2020 AP TOUR DE L'HORLOGE	2 583 000,00	0,00	2 583 000,00	446 120,60	1 201 905,00	967 305,45	334 974,40
19002/2019 ARQUEBUSE	5 390 300,00	0,00	5 390 300,00	17 588,00	0,00	0,00	4 064 712,00
AP22006/2021 CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	0,00	8 400 000,00	8 400 000,00	0,00	850 000,00	0,00	5 050 000,00
2018-3/2018 Complexe Gymnique	545 000,00	0,00	545 000,00	540 274,83	0,00	0,00	0,00
2003-2/2003 Coulée verte	1 616 059,34	0,00	1 616 059,34	1 316 002,34	300 000,00	257 388,75	0,00
19003/2019 ETANG SAINT VIGILE/PLACE DES CORDELIERS	200 000,00	0,00	200 000,00	5 000,00	20 000,00	0,00	175 000,00
2018-4/2018 Gymnase Albert Camus	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	366 700,00	366 666,00	366 666,00	0,00
19004/2019 MONTARDOINS	646 000,00	454 000,00	1 100 000,00	154 000,00	866 248,00	273 116,00	0,00
19006/2019 NPNRU ROSOIRS	15 638 696,00	0,00	15 638 696,00	0,00	0,00	0,00	15 298 696,00
19005/2019 NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	15 136 357,00	0,00	15 136 357,00	70 000,00	2 000,00	0,00	14 219 357,00
19001/2019 OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00	428 859,71	370 000,00	274 758,97	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.2****B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	
ENGAGEMENTS HORS BILAN	
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses
		0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		82,00	2,00	84,00	65,09	4,60	69,69
Adjoint administratif pal 1 cl	C	15,00	1,00	16,00	14,59	0,00	14,59
Adjoint administratif pal 2 cl	C	24,00	0,00	24,00	21,30	0,00	21,30
Adjoint administratif terr.	C	16,00	1,00	17,00	15,40	0,00	15,40
Attaché	A	14,00	0,00	14,00	4,80	4,60	9,40
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur principal 1 cl	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur principal 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		103,00	45,00	148,00	116,75	2,00	118,75
Adjoint technique pal 1 cl	C	18,00	2,00	20,00	15,43	1,00	16,43
Adjoint technique pal 2 cl	C	40,00	9,00	49,00	41,87	0,00	41,87
Adjoint technique territorial	C	31,00	34,00	65,00	46,45	0,00	46,45
Agent de maîtrise	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise principal	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Technicien principal de 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		46,00	0,00	46,00	36,10	7,00	43,10
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	12,00	0,00	12,00	11,80	0,00	11,80
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	19,00	0,00	19,00	17,70	0,00	17,70
Assistant socio-éducatif	A	6,00	0,00	6,00	1,80	4,00	5,80
Conseiller socio-éducatif	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	7,00	0,00	7,00	4,80	2,00	6,80
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		3,00	1,00	4,00	11,04	4,89	15,93
Auxil de puériculture pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	5,65	0,00	5,65
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	2,89	3,89	6,78
Cadre de santé de 1ère classe	A	0,00	0,00	0,00	0,80	0,00	0,80
Infirmier soins gén cl sup	A	0,00	1,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Infirmier soins gén clas nle	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EMPLOIS POURVUS SUR BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Infirmier soins gén hors class	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice de classe sup	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		10,00	0,00	10,00	2,80	6,80	9,60
Conseiller ter A.P.S principal	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,80	1,80
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Educateur territorial A.P.S	B	5,00	0,00	5,00	0,80	4,00	4,80
FILIERE CULTURELLE (h)		73,00	30,00	103,00	60,36	14,92	75,28
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	5,00	1,00	6,00	5,40	0,00	5,40
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	6,00	4,00	10,00	7,83	0,00	7,83
Adjoint territorial patrimoine	C	8,00	1,00	9,00	5,00	0,00	5,00
Assistant conservation pal 1c	B	4,00	0,00	4,00	3,90	0,00	3,90
Assistant conservation pal 2c	B	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
Assistant de conservation	B	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	11,00	8,00	19,00	9,85	1,55	11,40
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	4,00	6,00	10,00	1,80	4,50	6,30
Assistant ens. artistique	B	3,00	6,00	9,00	0,00	4,05	4,05
Attaché cons.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal conservation	A	2,00	0,00	2,00	1,90	0,00	1,90
Bibliothécaire territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur (bibliothèque)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur (patrimoine)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur étab ens art 1ca	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur de dessin	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Professeur ens. art. cl.N	A	12,00	4,00	16,00	11,88	1,82	13,70
FILIERE ANIMATION (i)		46,00	12,00	58,00	43,80	1,00	44,80
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	18,00	2,00	20,00	17,22	0,00	17,22
Adjoint territorial animation	C	12,00	10,00	22,00	14,58	0,00	14,58
Animateur	B	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Animateur principal de 1ère cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Animateur principal de 2ème cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		13,00	0,00	13,00	8,00	0,00	8,00
Brigadier (appellation)	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Brigadier-chef principal	C	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Gardien-brigadier	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		1,00	0,00	1,00	0,00	4,00	4,00
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Intervenant		0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		377,00	90,00	467,00	343,94	45,21	389,15

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	558	0,00	A	A
Animateur	B	ANIM	478	0,00	3-4	CDI
Assistant de conservation	B	CULT	388	0,00	3-1	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	372	0,00	3-1	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	372	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	513	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	484	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	484	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	506	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	480	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	415	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	431	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	478	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	415	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	372	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	372	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	388	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	478	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	A	A
Attaché	A	ADM	499	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	3-3-2°	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	356	0,00	3-2	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	356	0,00	3-2	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	356	0,00	3-2	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	359	0,00	3-2	CDD
Conseiller socio-éducatif	A	S	532	0,00	3-3-2°	CDD
Conseiller ter A.P.S principal	A	SP	896	0,00	A	A
Conseiller ter A.P.S principal	A	SP	995	0,00	A	A
Educateur A.P.S pal 2cl	B	SP	599	0,00	A	A
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	512	0,00	3-3-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	388	0,00	3-3-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	397	0,00	A	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	397	0,00	A	A

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Educateur territorial A.P.S	B	SP	478	0,00	A	A
Infirmier soins gén clas nle	A	MS	489	0,00	3-a°	CDD
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Intervenant		OTR	0	0,00	A	A
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	558	0,00	3-3-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	712	0,00	A	A
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	712	0,00	A	A
Technicien	B	TECH	372	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_071-DE

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N**

C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
CONSEILLERS MUNICIPAUX LOURY FLORENCE PONROY LAURENT	OPTIMISER LE CONSEIL MUNICIPAL REpondre AUX ENJEUX DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE APRES LA CRISE DU COVID AMELIORER SA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT
FINANCIER**

C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hotel de ville Auxerre (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Détention d'une part du capital</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
-	DOMANYS		SA HLM	2 323 722,45
-	OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT		OPH	101 946 826,45
-	OGEK SAINT JOSEPH*		Association	453 541,48
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT****C3.1****C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE****C3.2****C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)**

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.



IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES****C3.5****C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES****1 – BUDGET PRINCIPAL**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 033 690,38	16 693 411,25	4 741 590,46	17 598 688,67
RECETTES	39 033 690,38	17 286 354,71	5 648 053,57	16 099 282,10
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 243 673,18	42 758 347,78	0,00	10 485 325,40
RECETTES	53 243 673,18	49 958 080,42	0,00	3 285 592,76

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 033 690,38	16 693 411,25	4 741 590,46	17 598 688,67
RECETTES	39 033 690,38	17 286 354,71	5 648 053,57	16 099 282,10
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 243 673,18	42 758 347,78	0,00	10 485 325,40
RECETTES	53 243 673,18	49 958 080,42	0,00	3 285 592,76
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	92 277 363,56	59 451 759,03	4 741 590,46	28 084 014,07
TOTAL GENERAL DES RECETTES	92 277 363,56	67 244 435,13	5 648 053,57	19 384 874,86

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS
ANNEXES****C3.5****4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des
principales opérations en annexe de la M14) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

**5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la
neutralisation des flux réciproques) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 033 690,38	16 693 411,25	4 741 590,46	17 598 688,67
RECETTES	39 033 690,38	17 286 354,71	5 648 053,57	16 099 282,10
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 243 673,18	42 758 347,78	0,00	10 485 325,40
RECETTES	53 243 673,18	49 958 080,42	0,00	3 285 592,76
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	92 277 363,56	59 451 759,03	4 741 590,46	28 084 014,07
TOTAL GENERAL DES RECETTES	92 277 363,56	67 244 435,13	5 648 053,57	19 384 874,86

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
IDENTIFICATION DES FLUX CROISES****C3.6****C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES****1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)**

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES**DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES****D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES**

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00			0,00	0,00

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-072 - Budget Crématorium - Compte administratif 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence de la 1^{ère} Adjointe, Carole CRESSON-GIRAUD.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 28

votants : 36 dont 8 pouvoirs

absents : 3

Étaient présents : Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Crescent MARAULT.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le compte administratif 2021 du budget Crématorium de la Ville d'Auxerre est arrêté comme suit :

en euros	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	4 208,21	518 871,19
Investissement	3 000,00	0,00
restes a réaliser	0,00	0,00
Total Investissement	3 000,00	0,00

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le compte administratif 2021 tel que présenté ci-dessus.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 36
- Voix contre : 0
- Abstention : 0
- Absents lors du vote : 3

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21890024900481	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE D'AUXERRE
--	--

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CREMATORIUM (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	4
-----------------------------	---

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	16
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	21
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	23
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	25
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	26
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes	27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	29
A3.2 - Etalement des provisions	30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	36
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	37
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	38
A6 - Etat des charges transférées	39
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers	40
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	41
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	42
A8.3 - Opérations liées aux cessions	43
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	44
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	45
A10 - Etat des travaux en régie	46

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	48
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	49
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	50
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	51
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	52
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	53
B1.7 - Etat des engagements reçus	54
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	55
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	56

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	57
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	59
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	60
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	61

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMIN VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 4 208,21	G 137 123,19	G-A 132 914,98
	Section d'investissement	B 3 000,00	H 0,00	H-B -3 000,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 381 748,00 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)		

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
=		=		
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 7 208,21	Q= G+H+I+J 518 871,19	=Q-P 511 662,98

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 4 208,21	= G+I+K 518 871,19	514 662,98
	Section d'investissement	= B+D+F 3 000,00	= H+J+L 0,00	-3 000,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 7 208,21	= G+H+I+J+K+L 518 871,19	511 662,98

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	Affiché le	Titres restants à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	ID : 089-218900249-20220630-2022_072-DE	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	420 248,00	3 784,00	0,00	0,00	416 464,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	22 010,91	0,35	0,00	0,00	22 010,56
Total des dépenses de gestion courante		442 258,91	3 784,35	0,00	0,00	438 474,56
66	Charges financières	489,09	388,41	35,45	0,00	65,23
67	Charges exceptionnelles	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		448 748,00	4 172,76	35,45	0,00	444 539,79
023	Virement à la section d'investissement (4)	53 000,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		53 000,00	0,00			53 000,00
TOTAL		501 748,00	4 172,76	35,45	0,00	497 539,79
Pour information		0,00				
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1						

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
Total des recettes de gestion courante		120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00	0,00			0,00
TOTAL		120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
Pour information		381 748,00				
R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1						

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF**SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	53 000,00	3 000,00	0,00	50 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00		0,00
	TOTAL	53 000,00	3 000,00	0,00	50 000,00
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	53 000,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	53 000,00	0,00		53 000,00
	TOTAL	53 000,00	0,00	0,00	53 000,00
	Pour information	0,00			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 784,00		3 784,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,35		0,35
66	Charges financières	423,86	0,00	423,86
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		4 208,21	0,00	4 208,21

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 208,21
---	-----------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000,00	0,00	3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		3 000,00	0,00	3 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	3 000,00
--	-----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	137 123,19		137 123,19
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		137 123,19	0,00	137 123,19

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	381 748,00
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	518 871,19
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	0,00
---	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	420 248,00	3 784,00	0,00	0,00	416 464,00
618	Divers	409 748,00	0,00	0,00	0,00	409 748,00
63512	Taxes foncières	10 500,00	3 784,00	0,00	0,00	6 716,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	22 010,91	0,35	0,00	0,00	22 010,56
658	Charges diverses de gestion courante	22 010,91	0,35	0,00	0,00	22 010,56
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		442 258,91	3 784,35	0,00	0,00	438 474,56
66	Charges financières (b) (5)	489,09	388,41	35,45	0,00	65,23
66111	Intérêts réglés à l'échéance	500,00	434,77	0,00	0,00	65,23
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-10,91	-46,36	35,45	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		448 748,00	4 172,76	35,45	0,00	444 539,79
023	Virement à la section d'investissement	53 000,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		53 000,00	0,00			53 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		53 000,00	0,00			53 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		501 748,00	4 172,76	35,45	0,00	497 539,79
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	35,45
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	46,36
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-10,91

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
757	Redevances des fermiers, concession..	120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		120 000,00	137 123,19	0,00	0,00	-17 123,19
Pour information		381 748,00				
R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1						

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
2135	Installations générales, agencements	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		53 000,00	3 000,00	0,00	50 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		53 000,00	3 000,00	0,00	50 000,00
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	53 000,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		53 000,00	0,00		53 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		53 000,00	0,00		53 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		53 000,00	0,00	0,00	53 000,00
Pour information		0,00			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					60 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					60 000,00									
200502 - 3029828 ME	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	60 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,793	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					60 000,00									

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_072-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		9 750,00					3 000,00	434,77	0,00	35,45
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		9 750,00					3 000,00	434,77	0,00	35,45
200502 - 3029828 ME	N	0,00	A-1	9 750,00	3,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,732	3 000,00	434,77	0,00	35,45
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		9 750,00					3 000,00	434,77	0,00	35,45

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

The logo for SLOW, consisting of the word "SLOW" in a stylized, italicized font with a blue-to-purple gradient.

ID : 089-218900249-20220630-2022_072-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	9 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE
AUTRES DETTES****A1.8****A1.8 – AUTRES DETTES****(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
<p>Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €</p>	

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS****A3.1****A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS**

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).



IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS

A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		3 000,00	3 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		3 000,00	3 000,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 000,00	3 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		53 000,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		53 000,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	53 000,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 3 000,00
Ressources propres disponibles	IV 0,00
Solde	V = IV – II (3) -3 000,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION****A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT****A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**

A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT****A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU
COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT****A5.3.1****A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU
COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT****A5.3.2****A5.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT**

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.



IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS****A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES****A8.1****A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES****A8.2****A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS****A8.3****A8.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES****A9.1****A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES****A9.2****A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A10**SECTION D'EXPLOITATION**

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles d'exploitation	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE**

B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT
GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET****B1.3****B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL****B1.4****B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES****B1.6****B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.7****B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.1****B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.2****B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT
EMPLOYE PAR LA REGIE****C1.2****C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT
FINANCIER**

C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hotel de Ville d'Auxerre (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE****C3****C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)**

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION****PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES
(uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)****C4****C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES****1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC**

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	53 243 673,18	42 758 347,78	0,00	42 758 347,78
RECETTES	53 243 673,18	49 958 080,42	0,00	49 958 080,42
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 033 690,38	16 693 411,25	4 741 590,46	21 435 001,71
RECETTES	39 033 690,38	17 286 354,71	5 648 053,57	22 934 408,28

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	53 243 673,18	42 758 347,78	0,00	42 758 347,78
RECETTES	53 243 673,18	49 958 080,42	0,00	49 958 080,42
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	39 033 690,38	16 693 411,25	4 741 590,46	21 435 001,71
RECETTES	39 033 690,38	17 286 354,71	5 648 053,57	22 934 408,28
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	92 277 363,56	59 451 759,03	4 741 590,46	64 193 349,49
TOTAL AGREGE DES RECETTES	92 277 363,56	67 244 435,13	5 648 053,57	72 892 488,70

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-073 - Budget principal - Affectation des résultats 2021 - Approbation

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Après l'approbation du compte administratif 2021 du budget principal de la Ville d'Auxerre, il peut être procédé à l'affectation des résultats comme suit :

Excédent de fonctionnement à affecter : 13 320 931,34 €

Solde d'exécution de la section d'investissement (001) : -4 604 507,95 €

Solde des Restes à Réaliser : 906 463,11 €

Solde d'investissement après correction des restes à réaliser : -4 741 590,46 €

Couverture du déficit d'investissement (1068) et affectation :

Dotation en réserve (1068) : 4 741 590,46 €

Report sur l'exercice 2022 (002) : 8 579 340,88 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter l'affectation des résultats compte administratif 2021 telle que présentée ci-dessus.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 30
- Voix contre : 7 S. FEVRE, M. DEBAIN
M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE,
I. POIFOL-FERREIRA, F. LOURY,
D. ROYCOURT
- Abstention : 0
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-074 - Budget Crématorium – Affectation des résultats 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Après l'approbation du compte administratif 2021 du budget Crématorium de la Ville d'Auxerre, il peut être procédé à l'affectation des résultats comme suit :

Excédent de fonctionnement à affecter : 514 662,98 €

Solde d'exécution de la section d'investissement (001) : -3 000,00 €

Solde des Restes à Réaliser : 0.00 €

Solde d'investissement après correction des restes à réaliser : - 3 000.00 €

Couverture du déficit d'investissement (1068) et affectation :

Dotation en réserves (1068) : 3 000.00 €

Report sur l'exercice 2022 (002) : 511 662.98 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter l'affectation des résultats compte administratif 2021 du budget annexe du crématorium telle que présentée ci-dessus.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 37
- Voix contre : 0
- Abstentions : 0
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-075 - Autorisations de programme / crédits de paiement - Modification

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales permettent aux communes de plus de 3 500 habitants d'inscrire des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

Les Autorisations de Programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Il est proposé de modifier le montant de l'AP 'Conservatoire de Musique et Danse' pour la porter de 8 400 000 euros à 9 150 000 euros, selon le détail joint en annexe.

Il est proposé de modifier les crédits de Paiements 2022 et suivants selon le tableau joint en annexe de la délibération pour les AP suivantes :

AP 19001 Optimisation des locaux ST SIMEON
AP 2003-2 Coulée verte
AP 20009 Abbaye Saint Germain
AP 20010 Auxerrexpo
AP 20011 Cathédrale Saint Etienne
AP 20012 Tour de l'Horloge
AP 22006 Conservatoire Musique et Danse
AP 22021 Salle Vaulabelle
AP 22022 Groupe Scolaire Rive Droite

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De modifier le montant de l'AP 'Conservatoire de Musique et Danse',
- D'adopter les modifications de crédits de Paiements des AP ci-dessus tels que présentées dans le tableau joint en annexe,
- De dire que les crédits correspondants aux CP 2022 modifiés sont inscrits au Budget supplémentaire 2022.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 28
- Voix contre : 0
- Abstentions : 9 S. FEVRE, M. DEBAIN
M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE,
I. POIFOL-FERREIRA, F. LOURY,
D. ROYCOURT, M. NAVARRE, F. ZIANI
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES REVISEES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_075-DE

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - Exercice : 2022 - BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Type de Programme GERE EN ACP

Programme	AP		Montant AP	Répartition par Exercice						
				<2022	2022	2023	2024	2025	2026	>=2027
19001 OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	2019	Dépenses	1 300 000.00	703 618.68	346 631.42	100 000.00	149 749.90			
		AP Proposition Total	1 300 000.00	703 618.68	195 000.00 541 631.42	-55 000.00 45 000.00	-140 000.00 9 749.90			
		Recettes								
		AP Proposition Total								
2003-2 Coulée verte	2003	Dépenses	1 915 478.77	1 572 867.52		342 611.25				
		AP Proposition Total	1 915 478.77	1 572 867.52	1 160.00 1 160.00	-1 160.00 341 451.25				
		Recettes								
		AP Proposition Total								
AP20009 AP ABBAYE SAINT GERMAIN	2020	Dépenses	22 000 000.00		1 450 000.00	2 550 000.00	2 000 000.00	2 000 000.00	2 000 000.00	12 000 000.00
		AP Proposition Total	22 000 000.00		-200 000.00 1 250 000.00	200 000.00 2 750 000.00	2 000 000.00	2 000 000.00	2 000 000.00	12 000 000.00
		Recettes								
		AP Proposition Total								
AP20010 AP AUXERREXPO	2020	Dépenses	1 725 000.00	25 815.58	720 000.00	575 000.00	404 184.42			
		AP Proposition Total	1 725 000.00	25 815.58	-150 000.00 570 000.00	150 000.00 725 000.00	404 184.42			
		Recettes								
		AP Proposition Total								
AP20011 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	2020	Dépenses	577 000.00	19 992.00	290 000.00	267 008.00				
		AP Proposition Total	577 000.00	19 992.00	-140 000.00 150 000.00	140 000.00 407 008.00				
		Recettes								
		AP Proposition Total								

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES REVISEES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_075-DE

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - Exercice : 2022 - BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Type de Programme GERE EN APCP

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice						
					<2022	2022	2023	2024	2025	2026	>=2027
		Recettes	AP Proposition Total								
AP20012 AP TOUR DE L'HORLOGE	2020	Dépenses	AP Proposition Total	2 583 000.00 2 583 000.00	1 411 798.59 1 411 798.59	930 000.00 190 000.00 1 120 000.00	241 201.41 -190 000.00 51 201.41				
		Recettes	AP Proposition Total								
AP22006 CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	2021	Dépenses	AP Proposition Total	8 400 000.00 750 000.00 9 150 000.00		2 510 000.00 -200 000.00 2 310 000.00	2 500 000.00 950 000.00 3 450 000.00	3 390 000.00 3 390 000.00			
		Recettes	AP Proposition Total								
AP22021 SALLE VAULABELLE	2022	Dépenses	AP Proposition Total	2 490 000.00 2 490 000.00		850 000.00 -300 000.00 550 000.00	1 640 000.00 300 000.00 1 940 000.00				
		Recettes	AP Proposition Total								
AP22022 GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	2022	Dépenses	AP Proposition Total	2 460 000.00 2 460 000.00		250 000.00 -175 000.00 75 000.00	1 000 000.00 175 000.00 1 175 000.00	1 210 000.00 1 210 000.00			
		Recettes	AP Proposition Total								
GERE EN APCP		Dépenses	AP Proposition Total	43 450 478.77 750 000.00 44 200 478.77	3 734 092.37 3 734 092.37	7 346 631.42 -778 840.00 6 567 791.42	9 215 820.66 1 668 840.00 10 884 660.66	7 153 934.32 -140 000.00 7 013 934.32	2 000 000.00 2 000 000.00	2 000 000.00 2 000 000.00	12 000 000.00 12 000 000.00

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES REVISEES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_075-DE

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - Exercice : 2022 - BUDGET SUPPLEMENTAIRE

			Montant AP	Répartition par Exercice						
				<2022	2022	2023	2024	2025	2026	>=2027
TOTALUX	Dépenses	AP	43 450 478.77	3 734 092.37	7 346 631.42	9 215 820.66	7 153 934.32	2 000 000.00	2 000 000.00	12 000 000.00
		Proposition	750 000.00		-778 840.00	1 668 840.00	-140 000.00			
		Total	44 200 478.77	3 734 092.37	6 567 791.42	10 884 660.66	7 013 934.32	2 000 000.00	2 000 000.00	12 000 000.00
	Recettes	AP								
		Proposition								
		Total								

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-076 - Budget Principal – Budget supplémentaire 2022

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le budget supplémentaire intègre dans ses propositions l'affectation des résultats 2021, les restes à réaliser en investissement ainsi que des propositions de crédits nouveaux.

Les principales inscriptions de ce budget supplémentaire sont :

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de personnel sont réajustées au chapitre 012 à hauteur de + 439 100 euros,

Les dépenses à caractère général subissent l'effet des hausses des coûts de l'énergie avec 790 000 euros de crédits supplémentaires auxquels s'ajoutent 230 000 euros pour l'énergie du Snas, ceux-ci étant remboursés par la communauté d'agglomération ainsi que 438 000 euros pour l'ajustement du marché d'énergie (P1, P2 et P3 F).

202 000 euros sont inscrits dans le cadre du contournement SUD d'Auxerre pour l'évacuation des déchets sur l'ancien terrain des gens du voyage.

6 600 euros sont prévus pour la sécurisation des abords arborés de l'accrobranche du bois du thureau. Enfin divers ajustements de lignes sont nécessaires par rapport aux prévisions du BP 2022 concernant l'entretien des véhicules pour 30 000 euros, 95500 euros pour prendre en compte la hausse du coût des carburants, 45 000 euros pour les augmentations du coût du chauffage urbain, 85000 euros pour la remise en état de l'atelier signalisation aux Cassoirs suite à un sinistre incendie 25 000 euros de frais de déménagement du conservatoire de musique et de danse, 42750 euros pour l'exposition Echos centre Pompidou, 25 000 euros pour la mise en place de la Fan zone du 14 mai.

1 274 805,96 euros sont inscrits au chapitre 022 de dépenses imprévues.

L'autofinancement de la section d'investissement est augmenté de 6 370 000 euros.

Recettes de fonctionnement

Plusieurs recettes dont les éléments de calcul étaient non connus au moment du BP 2022 sont inscrites ou réajustées dans ce budget supplémentaire comme la DGD hygiène et santé pour + 434 000, le produit des concessions de cimetière pour + 50 000 euros, les conventions CAF pour l'enfance et la petite enfance pour + 70 000 euros, la RODP « coriance » pour +75 000 euros, la fiscalité directe +494 080 euros, les dotations et compensations de l'Etat pour -51 311 euros, l'attribution de compensation revue à la baisse de 159 300 euros et le remboursement pour l'électricité du Snas pour 230 000 euros.

Dépenses d'investissement

Les APCP suivantes sont ajustées en crédits de paiement :

OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON +195 000 euros

Coulée verte + 1 160 euros

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

ABBAYE SAINT GERMAIN	-200 000 euros
AUXERREXPO	-150 000 euros
CATHEDRALE SAINT ETIENNE	-140 000 euros
TOUR DE L'HORLOGE	+190 000 euros
CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	-200 000 euros
SALLE VAULABELLE	-300 000 euros
GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	-175 000 euros

D'autres crédits sont également prévus pour l'acquisition de terrain avenue Gambetta et une réserve foncière sur le secteur Brichères-Charrons-Champlys pour 1 650 000 euros ainsi que 520 000 euros pour une acquisition rue de Preuilly.

180 000 euros sont prévus pour d'ers travaux complémentaires à la micro crèche et mille club des Brichères, 227 000 euros pour la réhabilitation des bâtiments rue Lepelletier de Saint Fargeau.

En recettes d'investissement

L'emprunt d'équilibre, compte tenu des résultats 2021 est diminué de -6 473 511 euros, l'autofinancement provenant de la section de fonctionnement augmente de 6 370 000 euros auquel s'ajoutent un complément d'amortissement pour 405 000 euros.

Des subventions de partenaires sont inscrites après notifications, telles que : 270 532 euros de la Ca pour les travaux à Auxerrexpo, 36 329 euros de la DRAC pour l'abbaye Saint Germain, de la région 400 000 euros pour le conservatoire de musique et danse, 624 496 euros l'Abbaye Saint Germain et 87 840 euros pour le désamiantage et la démolition de l'ancien site Guillet. Le Feder apporte un soutien de 329 328 euros pour les travaux d'aménagement piétonnier et cyclables rue de l'Ile aux Plaisirs. Le FCTVA est ajusté à hauteur de -28 000 euros.

Le budget supplémentaire 2022 du budget principal de la Ville d'Auxerre est arrêté comme suit :

	Dépenses	Recettes
Investissement	11 471 140,88	11 471 140,88
Fonctionnement	11 055 106,68	11 055 106,68

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le budget supplémentaire 2022 du budget principal de la Ville d'Auxerre tel que présenté ci-dessus.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 30
- Voix contre : 5 S. FEVRE, M. DEBAIN
M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE,
I. POIFOL-FERREIRA
- Abstentions : 2 D. ROYCOURT, F. LOURY
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE
D'AUXERRE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21890024900010

POSTE COMPTABLE : Auxerre

M. 14

**Budget supplémentaire (3)
Voté par nature**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	38
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	43
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	65
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	97
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	98
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	104
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	105
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	106
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	108
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	109
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	110
A4 - Etat des provisions	111
A5 - Etalement des provisions	112
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	113
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	114
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	115
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	116
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	117
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	118
A8 - Etat des charges transférées	119
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	120

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	122
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	123
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	124
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	125
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	126
B1.6 - Etat des engagements reçus	127
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	128
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	129
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	130
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	131

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	132
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	137
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	138
C3.2 - Liste des établissements publics créés	139
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	140
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	141

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	142
--	-----

D2 - Arrêté et signatures

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE
89024VILLE D'AUXERRE
BUDGET PRINCIPALSLO
BS

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	35942
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	620
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
38565363.00	43683929.00	1029.79	1293.46

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1160.86	1228.00
2	Produit des impositions directes/population	752.05	659.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1253.52	1431.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	434.38	358.00
5	Encours de dette/population	1573.00	1044.00
6	DGF/population	136.36	200.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.47	0.61
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	1.04	0.93
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.35	0.25
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	1.25	0.73

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° du).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	11 055 106,68	1 432 220,18
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
R E P O R T S	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 9 622 886,50
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)		11 055 106,68	11 055 106,68

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	2 125 042,47	5 823 087,31
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	4 741 590,46	5 648 053,57
R E P O R T S	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 4 604 507,95	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		11 471 140,88	11 471 140,88
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET (3)		22 526 247,56	22 526 247,56

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	12 759 323,00	0,00	2 454 428,72	2 454 428,72	15 213 751,72
012	Charges de personnel, frais assimilés	19 486 890,00	0,00	439 100,00	439 100,00	19 925 990,00
014	Atténuations de produits	451 000,00	0,00	8 383,00	8 383,00	459 383,00
65	Autres charges de gestion courante	8 049 013,00	0,00	60 466,00	60 466,00	8 109 479,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		40 746 226,00	0,00	2 962 377,72	2 962 377,72	43 708 603,72
66	Charges financières	934 681,00	0,00	18 923,00	18 923,00	953 604,00
67	Charges exceptionnelles	42 670,00	0,00	24 000,00	24 000,00	66 670,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		1 274 805,96	1 274 805,96	1 274 805,96
Total des dépenses réelles de fonctionnement		41 723 577,00	0,00	4 280 106,68	4 280 106,68	46 003 683,68
023	Virement à la section d'investissement (5)	1 738 900,00		6 370 000,00	6 370 000,00	8 108 900,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	2 350 000,00		405 000,00	405 000,00	2 755 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		4 088 900,00		6 775 000,00	6 775 000,00	10 863 900,00
TOTAL		45 812 477,00	0,00	11 055 106,68	11 055 106,68	56 867 583,68

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	56 867 583,68
--	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	38 700,00	0,00	0,00	0,00	38 700,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 691 325,00	0,00	721 107,00	721 107,00	2 412 432,00
73	Impôts et taxes	30 705 250,00	0,00	401 780,00	401 780,00	31 107 030,00
74	Dotations et participations	11 522 133,00	0,00	297 633,18	297 633,18	11 819 766,18
75	Autres produits de gestion courante	1 044 561,00	0,00	-5 300,00	-5 300,00	1 039 261,00
Total des recettes de gestion courante		45 001 969,00	0,00	1 415 220,18	1 415 220,18	46 417 189,18
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	52 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00	69 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		45 053 969,00	0,00	1 432 220,18	1 432 220,18	46 486 189,18
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	758 508,00		0,00	0,00	758 508,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		758 508,00		0,00	0,00	758 508,00
TOTAL		45 812 477,00	0,00	1 432 220,18	1 432 220,18	47 244 697,18

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	9 622 886,50
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	56 867 583,68
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	10 105 392,00
---	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DF\ 043 = RF\ 043$.
(6) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	321 014,00	262 377,46	45 000,00	45 000,00	628 391,46
204	Subventions d'équipement versées	1 447 676,00	291 123,55	152 200,00	152 200,00	1 890 999,55
21	Immobilisations corporelles	1 269 880,00	1 273 597,25	2 431 808,60	2 431 808,60	4 975 285,85
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 749 995,00	2 094 743,38	138 133,87	138 133,87	5 982 872,25
	Total des opérations d'équipement	8 824 000,00	0,00	-780 000,00	-780 000,00	8 044 000,00
	Total des dépenses d'équipement	15 612 565,00	3 921 841,64	1 987 142,47	1 987 142,47	21 521 549,11
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 641 000,00	0,00	37 900,00	37 900,00	5 678 900,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	5 651 000,00	0,00	37 900,00	37 900,00	5 688 900,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers(8)	55 000,00	819 748,82	0,00	0,00	874 748,82
	Total des dépenses réelles d'investissement	21 318 565,00	4 741 590,46	2 025 042,47	2 025 042,47	28 085 197,93
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	758 508,00		0,00	0,00	758 508,00
041	Opérations patrimoniales (4)	535 000,00		100 000,00	100 000,00	635 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	1 293 508,00		100 000,00	100 000,00	1 393 508,00
	TOTAL	22 612 073,00	4 741 590,46	2 125 042,47	2 125 042,47	29 478 705,93

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

4 604 507,95

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

34 083 213,88

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 586 500,00	3 183 456,98	1 751 554,00	1 751 554,00	6 521 510,98
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	12 669 094,00	0,00	-6 473 511,53	-6 473 511,53	6 195 582,47
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	14 255 594,00	3 183 456,98	-4 721 957,53	-4 721 957,53	12 717 093,45
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 691 079,00	1 545 209,00	-28 000,00	-28 000,00	3 208 288,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	3 698 044,84	3 698 044,84	3 698 044,84
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 986 500,00	0,00	0,00	0,00	1 986 500,00
	Total des recettes financières	3 677 579,00	1 545 209,00	3 670 044,84	3 670 044,84	8 892 832,84
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	55 000,00	919 387,59	0,00	0,00	974 387,59
	Total des recettes réelles d'investissement	17 988 173,00	5 648 053,57	-1 051 912,69	-1 051 912,69	22 584 313,88
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	1 738 900,00		6 370 000,00	6 370 000,00	8 108 900,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	2 350 000,00		405 000,00	405 000,00	2 755 000,00

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Affiché le	VOTE (3)	SLD
					ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE	III	IV = I + II + III
041	Opérations patrimoniales (4)	535 000,00		100 000,00		100 000,00	635 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		4 623 900,00		6 875 000,00		6 875 000,00	11 498 900,00
TOTAL		22 612 073,00	5 648 053,57	5 823 087,31		5 823 087,31	34 083 213,88

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	34 083 213,88
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE
FONCTIONNEMENT (10)**

10 105 392,00

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**BALANCE GENERALE DU BUDGET****1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 454 428,72		2 454 428,72
012	Charges de personnel, frais assimilés	439 100,00		439 100,00
014	Atténuations de produits	8 383,00		8 383,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	60 466,00		60 466,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	18 923,00	0,00	18 923,00
67	Charges exceptionnelles	24 000,00	0,00	24 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	405 000,00	405 000,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 274 805,96		1 274 805,96
023	Virement à la section d'investissement		6 370 000,00	6 370 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		4 280 106,68	6 775 000,00	11 055 106,68

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 055 106,68
--	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	37 900,00	0,00	37 900,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	-780 000,00		-780 000,00
198	Neutral. amort. subv. équip. versées		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	307 377,46	0,00	307 377,46
204	Subventions d'équipement versées	443 323,55	0,00	443 323,55
21	Immobilisations corporelles (6)	3 705 405,85	100 000,00	3 805 405,85
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 232 877,25	0,00	2 232 877,25
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	819 748,82	0,00	819 748,82
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		6 766 632,93	100 000,00	6 866 632,93

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	4 604 507,95
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 471 140,88
---	----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	721 107,00		721 107,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	401 780,00		401 780,00
74	Dotations et participations	297 633,18		297 633,18
75	Autres produits de gestion courante	-5 300,00	0,00	-5 300,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	17 000,00	0,00	17 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		1 432 220,18	0,00	1 432 220,18

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	9 622 886,50
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 055 106,68
--	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 517 209,00	0,00	1 517 209,00
13	Subventions d'investissement	4 935 010,98	0,00	4 935 010,98
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	-6 473 511,53	0,00	-6 473 511,53
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	100 000,00	100 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		405 000,00	405 000,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	919 387,59	0,00	919 387,59
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		6 370 000,00	6 370 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		898 096,04	6 875 000,00	7 773 096,04

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	3 698 044,84
-----------------------------------	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 471 140,88
---	----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	12 759 323,00	2 454 428,72	2 454 428,72
605	Achats matériel, équipements et travaux	53 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	265 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 680 000,00	1 020 000,00	1 020 000,00
60613	Chauffage urbain	212 000,00	45 000,00	45 000,00
60621	Combustibles	29 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	172 741,91	95 500,00	95 500,00
60623	Alimentation	58 870,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	220 607,50	2 700,00	2 700,00
60631	Fournitures d'entretien	285 807,19	6 750,00	6 750,00
60632	Fournitures de petit équipement	497 234,29	899,00	899,00
60633	Fournitures de voirie	242 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	26 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 850,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	83 065,00	12 650,00	12 650,00
6067	Fournitures scolaires	110 167,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 939 099,19	989 678,75	989 678,75
6132	Locations immobilières	144 395,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	85 047,93	13 000,00	13 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	45 991,08	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	473 000,00	6 660,00	6 660,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	969 309,07	127 000,00	127 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	582 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	23 200,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	83 860,00	30 000,00	30 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	98 634,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	205 316,00	8 000,00	8 000,00
6161	Multirisques	85 000,00	2 000,00	2 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	113 435,30	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	81 462,40	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	14 096,80	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	72 200,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	39 900,00	5 001,00	5 001,00
6226	Honoraires	39 213,20	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	34 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	70 647,28	15 908,04	15 908,04
6231	Annonces et insertions	38 500,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	9 925,20	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	45 921,60	2 000,00	2 000,00
6237	Publications	38 310,41	0,00	0,00
6238	Divers	100 239,80	8 850,00	8 850,00
6241	Transports de biens	0,00	10 500,00	10 500,00
6247	Transports collectifs	256 999,71	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	14 208,00	0,00	0,00
6256	Missions	25 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	73 906,60	12 430,93	12 430,93
6262	Frais de télécommunications	15 000,00	2 000,00	2 000,00
627	Services bancaires et assimilés	5 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	21 870,00	2 900,00	2 900,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	1 500,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	321 994,12	10 445,00	10 445,00
6284	Redevances pour services rendus	137 612,42	16 500,00	16 500,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	16 830,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	7 000,00	7 000,00
63512	Taxes foncières	460 070,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	2 345,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	32 940,00	1 056,00	1 056,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	19 486 890,00	439 100,00	439 100,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	46 890,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	162 000,00	272 355,00	272 355,00
6331	Versement mobilité	0,00	60 026,13	60 026,13
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	55 082,00	55 082,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 500,00	94 959,00	94 959,00
64111	Rémunération principale titulaires	19 093 287,99	-10 838 747,99	-10 838 747,99
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	194 053,87	194 053,87
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	33 300,00	33 300,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 728 502,00	1 728 502,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	3 092 346,00	3 092 346,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	55 805,00	55 805,00



Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)		
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	461 304,00	461 304,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	2 288 612,00	2 288 612,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 000,00	2 597 465,00	2 597 465,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	182 792,00	182 792,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	50 000,00	50 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	27 539,00	27 539,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	24 919,00	24 919,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	125 212,01	4 787,99	4 787,99
6475	Médecine du travail, pharmacie	41 000,00	54 000,00	54 000,00
014	Atténuations de produits	451 000,00	8 383,00	8 383,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	100 000,00	8 383,00	8 383,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	18 000,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	333 000,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 049 013,00	60 466,00	60 466,00
6518	Autres	70 080,00	2 500,00	2 500,00
6531	Indemnités	278 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	98 600,00	98 600,00
6542	Créances éteintes	4 000,00	3 600,00	3 600,00
6553	Service d'incendie	2 690 000,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	461 000,00	51 000,00	51 000,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	200 000,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	917 000,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	194 200,00	-188 200,00	-188 200,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	3 214 733,00	92 966,00	92 966,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		40 746 226,00	2 962 377,72	2 962 377,72
66	Charges financières (b)	934 681,00	18 923,00	18 923,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	948 000,00	18 923,00	18 923,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-13 319,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	42 670,00	24 000,00	24 000,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	1 000,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	120,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	36 550,00	17 000,00	17 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 000,00	7 000,00	7 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	1 274 805,96	1 274 805,96
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		41 723 577,00	4 280 106,68	4 280 106,68
023	Virement à la section d'investissement	1 738 900,00	6 370 000,00	6 370 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)	2 350 000,00	405 000,00	405 000,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 300 000,00	405 000,00	405 000,00
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	50 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		4 088 900,00	6 775 000,00	6 775 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		4 088 900,00	6 775 000,00	6 775 000,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		45 812 477,00	11 055 106,68	11 055 106,68

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 055 106,68
--	----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	118 047,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	131 366,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-13 319,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (11) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES


Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	38 700,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	700,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	38 000,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 691 325,00	721 107,00	721 107,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	75 000,00	50 000,00	50 000,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	25 150,00	205 107,00	205 107,00
70328	Autres droits stationnement et location	758 000,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	175 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	41 000,00	236 000,00	236 000,00
70631	Redevances services à caractère sportif	2 600,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	469 075,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	30 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	85 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	2 500,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	8 000,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	230 000,00	230 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	20 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	30 705 250,00	401 780,00	401 780,00
73111	Impôts directs locaux	27 030 250,00	494 080,00	494 080,00
73211	Attribution de compensation	1 447 000,00	-159 300,00	-159 300,00
7336	Droits de place	180 000,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	60 000,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	33 000,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	705 000,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	350 000,00	67 000,00	67 000,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	900 000,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	11 522 133,00	297 633,18	297 633,18
7411	Dotation forfaitaire	4 901 000,00	-10 699,00	-10 699,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	2 780 000,00	-10 303,00	-10 303,00
74127	Dotation nationale de péréquation	705 000,00	-136 979,00	-136 979,00
744	FCTVA	110 752,00	0,00	0,00
7461	DGD	0,00	434 000,00	434 000,00
74718	Autres participations Etat	198 257,00	58 000,00	58 000,00
7472	Participat° Régions	8 700,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	134 400,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	95 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	1 875 600,00	-143 055,82	-143 055,82
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	657 900,00	106 670,00	106 670,00
7484	Dotation de recensement	6 604,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	41 420,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	7 500,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 044 561,00	-5 300,00	-5 300,00
752	Revenus des immeubles	496 466,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	240 300,00	-5 300,00	-5 300,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	307 795,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		45 001 969,00	1 415 220,18	1 415 220,18
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	52 000,00	17 000,00	17 000,00
7788	Produits exceptionnels divers	52 000,00	17 000,00	17 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		45 053 969,00	1 432 220,18	1 432 220,18
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	758 508,00	0,00	0,00
7768	Neutral. amort. subv. équip. versées	758 508,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		758 508,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		45 812 477,00	1 432 220,18	1 432 220,18

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	9 622 886,50
--	---------------------

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Affiché les nouvelles (3)
			 ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 055 106,68
--	----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	321 014,00	45 000,00	45 000,00
2031	Frais d'études	150 000,00	-8 000,00	-8 000,00
2033	Frais d'insertion	20 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	151 014,00	53 000,00	53 000,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	1 447 676,00	152 200,00	152 200,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	7 500,00	-7 500,00	-7 500,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	366 668,00	0,00	0,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	133 500,00	133 500,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	80 785,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	115 215,00	0,00	0,00
2046	Attrib. de compensation d'investissement	877 508,00	26 200,00	26 200,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	1 269 880,00	2 431 808,60	2 431 808,60
2111	Terrains nus	7 000,00	1 650 000,00	1 650 000,00
2115	Terrains bâtis	0,00	520 000,00	520 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	26 593,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	53 407,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	7 500,00	7 500,00
2135	Installations générales, agencements	425 000,00	96 484,42	96 484,42
2152	Installations de voirie	157 500,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	14 325,78	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	13 000,00	7 000,00	7 000,00
2161	Oeuvres et objets d'art	2 000,00	143 274,18	143 274,18
2168	Autres collections et oeuvres d'art	10 330,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	252 174,22	10 250,00	10 250,00
2184	Mobilier	151 850,00	-2 700,00	-2 700,00
2188	Autres immobilisations corporelles	156 700,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	3 749 995,00	138 133,87	138 133,87
2312	Agencements et aménagements de terrains	278 617,60	0,00	0,00
2313	Constructions	1 518 939,46	77 213,58	77 213,58
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 867 237,94	204 194,47	204 194,47
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	85 200,00	-143 274,18	-143 274,18
19001	Opération d'équipement n° 19001 (5)	502 000,00	195 000,00	195 000,00
19002	Opération d'équipement n° 19002 (5)	0,00	0,00	0,00
19003	Opération d'équipement n° 19003 (5)	0,00	0,00	0,00
19004	Opération d'équipement n° 19004 (5)	1 000 000,00	0,00	0,00
19005	Opération d'équipement n° 19005 (5)	50 000,00	0,00	0,00
20009	Opération d'équipement n° 20009 (5)	1 450 000,00	-200 000,00	-200 000,00
20010	Opération d'équipement n° 20010 (5)	720 000,00	-150 000,00	-150 000,00
20011	Opération d'équipement n° 20011 (5)	290 000,00	-140 000,00	-140 000,00
20012	Opération d'équipement n° 20012 (5)	930 000,00	190 000,00	190 000,00
22001	Opération d'équipement n° 22001 (5)	250 000,00	0,00	0,00
22006	Opération d'équipement n° 22006 (5)	2 510 000,00	-200 000,00	-200 000,00
22019	Opération d'équipement n° 22019 (5)	22 000,00	0,00	0,00
22021	Opération d'équipement n° 22021 (5)	850 000,00	-300 000,00	-300 000,00
22022	Opération d'équipement n° 22022 (5)	250 000,00	-175 000,00	-175 000,00
Total des dépenses d'équipement		15 612 565,00	1 987 142,47	1 987 142,47
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 641 000,00	37 900,00	37 900,00
1641	Emprunts en euros	5 237 000,00	37 500,00	37 500,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	400 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	400,00	400,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		5 651 000,00	37 900,00	37 900,00
458108	travaux forcés pour tiers (6)	5 000,00	0,00	0,00
458110	CHRS HUMANISATION (6)	50 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		55 000,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Affiché propositions nouvelles (3)	SLD
TOTAL DEPENSES REELLES		21 318 565,00	2 025 042,47	2 025 042,47
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (7)</i>	758 508,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur (8)</i>	758 508,00	0,00	0,00
28046	<i>Attributions compensation investissement</i>	758 508,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées (9)</i>	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales (10)</i>	535 000,00	100 000,00	100 000,00
21318	<i>Autres bâtiments publics</i>	0,00	100 000,00	100 000,00
2313	<i>Constructions</i>	500 000,00	0,00	0,00
2762	<i>Créances transfert droit déduct° TVA</i>	35 000,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		1 293 508,00	100 000,00	100 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		22 612 073,00	2 125 042,47	2 125 042,47

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	4 741 590,46
-----------------------------------	---------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	4 604 507,95
---	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 471 140,88
---	----------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 586 500,00	1 751 554,00	1 751 554,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	270 532,00	270 532,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	85 000,00	39 358,00	39 358,00
1322	Subv. non transf. Régions	382 500,00	1 112 336,00	1 112 336,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	329 328,00	329 328,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	69 000,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	150 000,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	900 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	12 669 094,00	-6 473 511,53	-6 473 511,53
1641	Emprunts en euros	12 669 094,00	-6 473 511,53	-6 473 511,53
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		14 255 594,00	-4 721 957,53	-4 721 957,53
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 691 079,00	3 670 044,84	3 670 044,84
10222	FCTVA	1 481 079,00	-28 000,00	-28 000,00
10226	Taxe d'aménagement	210 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	3 698 044,84	3 698 044,84
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements recus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 986 500,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		3 677 579,00	3 670 044,84	3 670 044,84
458208	Travaux forcés pour tiers (5)	5 000,00	0,00	0,00
458209	FACADES MARIE NOËL (5)	0,00	0,00	0,00
458210	CHRS HUMANISATION (5)	50 000,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		55 000,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		17 988 173,00	-1 051 912,69	-1 051 912,69
021	Virement de la sect° de fonctionnement	1 738 900,00	6 370 000,00	6 370 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	2 350 000,00	405 000,00	405 000,00
28188	Autres immo. corporelles	2 300 000,00	405 000,00	405 000,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	50 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		4 088 900,00	6 775 000,00	6 775 000,00
041	Opérations patrimoniales (9)	535 000,00	100 000,00	100 000,00
2031	Frais d'études	0,00	100 000,00	100 000,00
2313	Constructions	35 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	500 000,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		4 623 900,00	6 875 000,00	6 875 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		22 612 073,00	5 823 087,31	5 823 087,31

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	5 648 053,57
-----------------------------------	---------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	11 471 140,88
---	----------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R I 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19001 (1)
LIBELLE : OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		548 250,10	a 0,00	195 000,00	b 195 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	548 250,10	0,00	195 000,00	195 000,00	0,00
2313	Constructions	548 250,10	0,00	195 000,00	195 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-195 000,00
---	--------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19002 (1)****LIBELLE :****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		6 588,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 588,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	6 588,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00
---	-------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19003 (1)****LIBELLE :****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		2 438,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b)	0,00
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19004 (1)
LIBELLE : MONTARDOINS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		403 796,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	173 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	173 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	230 796,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	230 796,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00
---	-------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19005 (1)
LIBELLE : NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHÈRES****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		68 644,20	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	68 644,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	68 644,20	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00
---	-------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20009 (1)
LIBELLE : ABBAYE SAINT GERMAIN****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	-200 000,00	b -200 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-200 000,00	-200 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	-200 000,00	-200 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b)	200 000,00
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20010 (1)
LIBELLE : AUXERREXPO**

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		25 815,58	a 0,00	-150 000,00	b -150 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	25 815,58	0,00	-150 000,00	-150 000,00	0,00
2313	Constructions	25 815,58	0,00	-150 000,00	-150 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	150 000,00
---	-------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20011 (1)
LIBELLE : CATHEDRALE SAINT ETIENNE****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		19 992,00	a 0,00	-140 000,00	b -140 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	19 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	19 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-140 000,00	-140 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	-140 000,00	-140 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	140 000,00
---	-------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20012 (1)
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		1 411 798,59	a 0,00	190 000,00	b 190 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	198,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	198,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 411 600,59	0,00	190 000,00	190 000,00	0,00
2313	Constructions	1 120 600,59	0,00	190 000,00	190 000,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	291 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-190 000,00
---	--------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 22001 (1)
LIBELLE : BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b)	0,00
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 22006 (1)
LIBELLE : CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	-200 000,00	b -200 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	260 000,00	260 000,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	260 000,00	260 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-460 000,00	-460 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	-460 000,00	-460 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b)	200 000,00
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 22019 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00
---	-------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 22021 (1)
LIBELLE : SALLE VAULABELLE****Pour vote**

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	-300 000,00	b -300 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b)	300 000,00
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2202 (1)
LIBELLE : GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE**

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	-175 000,00	b -175 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-175 000,00	-175 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	-175 000,00	-175 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	175 000,00
---	-------------------

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES												
Dépenses réelles	7 004 991	2 071 142	40 000	304 771	4 699 022	1 198 596	50 294	483 926	133 500	6 454 355	903 010	23 343 607
- Equipements municipaux (2)		2 011 527	35 000	304 771	4 699 022	520 773	294	479 941	0	6 317 202	903 010	15 999 831
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		55 215	0	0	0	677 823	0	3 985	133 500	137 153	0	1 599 876
- Opérations financières	7 004 991											7 004 991
Dépenses d'ordre	858 508											1 393 508
Total dépenses de l'exercice	7 863 499	2 571 142	40 000	304 771	4 699 022	1 198 596	50 294	483 926	133 500	6 454 355	938 010	24 737 115
RAR N-1 et reports	4 617 276	488 400	38 924	428 128	956 643	142 773	864 469	161 508	0	1 599 839	48 139	9 346 098
Total cumulé dépenses d'investissement	12 480 775	3 059 542	78 924	732 899	5 655 665	1 341 370	914 763	645 434	133 500	8 054 194	986 149	34 083 214
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	25 407 106	500 000	5 000	0	1 508 325	30 000	50 000	59 000	0	567 168	308 561	28 435 160
RAR N-1 et reports	1 545 209	33 993	0	90 919	1 746 387	422 704	911 033	179 402	0	484 961	233 446	5 648 054
Total cumulé recettes d'investissement	26 952 315	533 993	5 000	90 919	3 254 712	452 704	961 033	238 402	0	1 052 129	542 007	34 083 214

FONCTIONNEMENT

DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	13 907 400	9 038 156	3 585 755	6 259 040	7 875 411	4 931 945	928 957	4 098 823	19 189	4 631 578	1 591 329	56 867 584
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total cumulé dépenses de fonctionnement	13 907 400	9 038 156	3 585 755	6 259 040	7 875 411	4 931 945	928 957	4 098 823	19 189	4 631 578	1 591 329	56 867 584
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	40 839 236	425 341	434 000	354 000	655 400	937 097	3 200	1 633 562	50 685	1 178 007	734 169	47 244 697
RAR N-1 et reports	9 622 887	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 622 887
Total cumulé recettes de fonctionnement	50 462 123	425 341	434 000	354 000	655 400	937 097	3 200	1 633 562	50 685	1 178 007	734 169	56 867 584

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES													
Total dépenses investissement		7 876 267	3 059 542	78 924	732 899	5 655 665	1 341 370	914 763	645 434	133 500	8 054 194	986 149	29 478 706
Dépenses réelles		7 017 759	2 559 542	78 924	732 899	5 655 665	1 341 370	914 763	645 434	133 500	8 054 194	951 149	28 085 198
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	5 674 500	4 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 678 900
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	73 347	0	15 547	228 561	30 000	0	38 640	0	234 796	7 500	628 391
204	Subventions d'équipement versées	592 200	55 215	0	8 667	0	760 708	0	11 385	133 500	329 324	0	1 891 000
21	Immobilisations corporelles	0	414 365	73 924	255 803	416 932	92 467	0	567 700	0	3 030 964	123 131	4 975 286
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	44 059	1 462 215	0	327 882	982 352	458 194	45 014	27 709	0	2 634 930	519	5 982 872
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		697 000	550 000	0	125 000	4 027 820	0	0	0	0	1 824 180	820 000	8 044 000
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	697 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	697 000
19004	MONTARDOINS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000 000	0	1 000 000
19005	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHES	0	0	0	50 000	0	0	0	0	0	0	0	50 000
20009	ABBAYE SAINT GERMAIN	0	0	0	0	1 250 000	0	0	0	0	0	0	1 250 000
20010	AUXERREXPO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	570 000	570 000
20011	CATHEDRALE SAINT ETIENNE	0	0	0	0	150 000	0	0	0	0	0	0	150 000
20012	TOUR DE L'HORLOGE	0	0	0	0	1 120 000	0	0	0	0	0	0	1 120 000
22001	BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000	250 000
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	0	0	0	0	1 507 820	0	0	0	0	802 180	0	2 310 000
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 000	0	22 000
22021	SALLE VAULABELLE	0	550 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	550 000

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9			
											services urbains, environnement	économique	TOTAL	
22022	GRUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	0	0	0	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	75 000
	Opérations pour compte de tiers	0	0	5 000	0	0	0	869 749	0	0	0	0	0	874 749
458108	travaux forcés pour tiers	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
458110	CHRS HUMANISATION	0	0	0	0	0	0	869 749	0	0	0	0	0	869 749
	<i>Dépenses d'ordre</i>	<i>858 508</i>	<i>500 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>35 000</i>	<i>0</i>	<i>1 393 508</i>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>758 508</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>758 508</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>100 000</i>	<i>500 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>35 000</i>	<i>0</i>	<i>635 000</i>

Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

RECETTES													
Total recettes investissement		26 952 315	533 993	5 000	90 919	3 254 712	452 704	961 033	238 402	0	1 052 129	542 007	34 083 214
Recettes réelles		15 988 415	33 993	5 000	90 919	3 254 712	452 704	961 033	238 402	0	1 052 129	507 007	22 584 314
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 986 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 986 500
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 906 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 906 333
13	Subventions d'investissement	900 000	33 993	0	90 919	3 246 357	452 704	0	238 402	0	1 052 129	507 007	6 521 511
16	Emprunts et dettes assimilées	6 195 582	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 195 582
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Opérations pour compte de tiers	0	0	5 000	0	8 355	0	961 033	0	0	0	0	974 388
458208	Travaux forcés pour tiers	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
458209	FACADES MARIE NOËL	0	0	0	0	8 355	0	0	0	0	0	0	8 355
458210	CHRS HUMANISATION	0	0	0	0	0	0	961 033	0	0	0	0	961 033
	<i>Recettes d'ordre</i>	<i>10 963 900</i>	<i>500 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>35 000</i>	<i>0</i>	<i>11 498 900</i>
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>	<i>8 108 900</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>8 108 900</i>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>2 755 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 755 000</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>100 000</i>	<i>500 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>35 000</i>	<i>0</i>	<i>635 000</i>

FONCTIONNEMENT

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9 services urbains, environnement	TOTAL 2022_076-DE	
DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		13 907 400	9 038 156	3 585 755	6 259 040	7 875 411	4 931 945	928 957	4 098 823	19 189	4 631 578	1 591 329	56 867 584
Dépenses réelles		3 043 500	9 038 156	3 585 755	6 259 040	7 875 411	4 931 945	928 957	4 098 823	19 189	4 631 578	1 591 329	46 003 684
011	Charges à caractère général	216 507	4 542 362	93 808	1 708 326	1 452 748	1 832 529	18 957	998 083	19 189	3 810 197	521 045	15 213 752
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	4 031 044	801 947	4 125 714	4 821 893	2 336 273	0	2 813 625	0	745 733	249 761	19 925 990
014	Atténuations de produits	459 383	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	459 383
022	Dépenses imprévues	1 274 806	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 274 806
65	Autres charges de gestion courante	126 200	444 843	2 690 000	425 000	1 600 270	763 143	910 000	287 000	0	42 500	820 523	8 109 479
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	953 604	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	953 604
67	Charges exceptionnelles	13 000	19 907	0	0	500	0	0	115	0	33 148	0	66 670
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>10 863 900</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>10 863 900</i>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>8 108 900</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>8 108 900</i>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>2 755 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 755 000</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		40 839 236	425 341	434 000	354 000	655 400	937 097	3 200	1 633 562	50 685	1 178 007	734 169	47 244 697
Recettes réelles		40 080 728	425 341	434 000	354 000	655 400	937 097	3 200	1 633 562	50 685	1 178 007	734 169	46 486 189
013	Atténuations de charges	0	20 700	0	0	0	0	0	18 000	0	0	0	38 700
70	Produits des services, du domaine, vente	25 150	133 000	0	115 000	359 500	484 200	0	217 475	0	1 052 807	25 300	2 412 432
73	Impôts et taxes	30 867 030	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000	180 000	31 107 030
74	Dotations et participations	9 188 548	68 974	434 000	0	289 600	448 307	0	1 374 337	0	16 000	0	11 819 766
75	Autres produits de gestion courante	0	185 667	0	235 000	6 300	4 590	3 200	23 750	50 685	1 200	528 869	1 039 261
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	17 000	0	4 000	0	0	0	0	0	48 000	0	69 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>758 508</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>758 508</i>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>758 508</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>758 508</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

The logo for SLO (Système de Logiciels Open) is displayed in a stylized blue font.

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		13 907 400,39	9 038 156,47	0,00	0,00	0,00	22 945 556,86
Dépenses de l'exercice		13 907 400,39	9 038 156,47	0,00	0,00	0,00	22 945 556,86
011	Charges à caractère général	216 507,43	4 542 362,47	0,00	0,00	0,00	4 758 869,90
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	4 031 044,00	0,00	0,00	0,00	4 031 044,00
014	Atténuations de produits	459 383,00	0,00	0,00	0,00	0,00	459 383,00
022	Dépenses imprévues	1 274 805,96	0,00	0,00	0,00	0,00	1 274 805,96
023	Virement à la section d'investissement	8 108 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 108 900,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	2 755 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 755 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	126 200,00	444 843,00	0,00	0,00	0,00	571 043,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	953 604,00	0,00	0,00	0,00	0,00	953 604,00
67	Charges exceptionnelles	13 000,00	19 907,00	0,00	0,00	0,00	32 907,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		50 462 122,50	425 341,00	0,00	0,00	0,00	50 887 463,50
Recettes de l'exercice		40 839 236,00	425 341,00	0,00	0,00	0,00	41 264 577,00
013	Atténuations de charges	0,00	20 700,00	0,00	0,00	0,00	20 700,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	758 508,00	0,00	0,00	0,00	0,00	758 508,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	25 150,00	133 000,00	0,00	0,00	0,00	158 150,00
73	Impôts et taxes	30 867 030,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 867 030,00
74	Dotations et participations	9 188 548,00	68 974,00	0,00	0,00	0,00	9 257 522,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	185 667,00	0,00	0,00	0,00	185 667,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		9 622 886,50	0,00	0,00	0,00	0,00	9 622 886,50
SOLDE (2)		36 554 722,11	-8 612 815,47	0,00	0,00	0,00	27 941 906,64

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Affiché le	
		020 Administrat ^o générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act ^o de coopérat ^o décentralisée	Sous-fonction 04 ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE
DEPENSES (2)		6 270 270,22	285 376,32	984 099,60	38 886,41	789 569,64	250 407,67	419 546,61	0,00	0,00	
Dépenses de l'exercice		6 270 270,22	285 376,32	984 099,60	38 886,41	789 569,64	250 407,67	419 546,61	0,00	0,00	
011	Charges à caractère général	3 733 457,22	7 376,32	49 506,60	38 886,41	394 650,64	156 164,67	162 320,61	0,00	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 482 216,00	0,00	926 683,00	0,00	394 919,00	0,00	227 226,00	0,00	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat ^o ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat ^o ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	34 690,00	278 000,00	7 910,00	0,00	0,00	94 243,00	30 000,00	0,00	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	19 907,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (2)		270 567,00	0,00	19 804,00	7 000,00	0,00	0,00	127 970,00	0,00	0,00	
Recettes de l'exercice		270 567,00	0,00	19 804,00	7 000,00	0,00	0,00	127 970,00	0,00	0,00	
013	Atténuations de charges	20 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat ^o ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat ^o ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services, du domaine, vente	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations et participations	48 920,00	0,00	19 804,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	
75	Autres produits de gestion courante	177 947,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits exceptionnels	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SOLDE (2)		-5 999 703,22	-285 376,32	-964 295,60	-31 886,41	-789 569,64	-250 407,67	-291 576,61	0,00	0,00	

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les dépenses et les recettes et les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes
ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		3 254 446,00	331 309,00	0,00	3 585 755,00
Dépenses de l'exercice		3 254 446,00	331 309,00	0,00	3 585 755,00
011	Charges à caractère général	52 808,00	41 000,00	0,00	93 808,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	511 638,00	290 309,00	0,00	801 947,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 690 000,00	0,00	0,00	2 690 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	434 000,00	0,00	434 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	434 000,00	0,00	434 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	434 000,00	0,00	434 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 254 446,00	102 691,00	0,00	-3 151 755,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		79 629,00	0,00	464 556,00	2 710 261,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
	Dépenses de l'exercice	79 629,00	0,00	464 556,00	2 710 261,00	0,00
011	Charges à caractère général	3 500,00	0,00	29 047,00	20 261,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	76 129,00	0,00	435 509,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 690 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-79 629,00	0,00	-464 556,00	-2 710 261,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	622 058,00	3 800 853,28	0,00	79 000,00	0,00	1 757 129,16	0,00	6 259 040,44
	Dépenses de l'exercice	622 058,00	3 800 853,28	0,00	79 000,00	0,00	1 757 129,16	0,00	6 259 040,44
011	Charges à caractère général	0,00	774 429,15	0,00	79 000,00	0,00	854 897,16	0,00	1 708 326,31
012	Charges de personnel, frais assimilés	622 058,00	2 601 424,13	0,00	0,00	0,00	902 232,00	0,00	4 125 714,13
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	425 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	269 000,00	0,00	354 000,00
	Recettes de l'exercice	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	269 000,00	0,00	354 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	115 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00	0,00	235 000,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 26



Plan de dépenses forcé
ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE
sanitaire)

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement		
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-622 058,00	-3 715 853,28	0,00	-79 000,00	0,00	-1 488 129,16	0,00	-5 905 040,44

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES (2)	1 423 383,61	1 243 422,67	1 134 047,00	1 545 507,16	162 450,00	0,00	0,00	49 172,00
	Dépenses de l'exercice	1 423 383,61	1 243 422,67	1 134 047,00	1 545 507,16	162 450,00	0,00	0,00	49 172,00
011	Charges à caractère général	213 916,48	254 781,67	305 731,00	643 275,16	162 450,00	0,00	0,00	49 172,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 209 467,13	563 641,00	828 316,00	902 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	425 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	85 000,00	0,00	265 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
	Recettes de l'exercice	0,00	85 000,00	0,00	265 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	85 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	235 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-1 423 383,61	-1 158 422,67	-1 134 047,00	-1 280 507,16	-162 450,00	0,00	0,00	-45 172,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les dépenses et les recettes. Les dépenses correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  les dépenses. Les dépenses

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		686 327,06	3 858 829,22	2 634 732,10	695 522,91	0,00	7 875 411,29
Dépenses de l'exercice		686 327,06	3 858 829,22	2 634 732,10	695 522,91	0,00	7 875 411,29
011	Charges à caractère général	5 817,06	319 212,22	845 322,10	282 397,04	0,00	1 452 748,42
012	Charges de personnel, frais assimilés	542 420,00	2 210 117,00	1 784 830,00	284 525,87	0,00	4 821 892,87
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	138 090,00	1 329 000,00	4 580,00	128 600,00	0,00	1 600 270,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	540 800,00	60 600,00	54 000,00	0,00	655 400,00
Recettes de l'exercice		0,00	540 800,00	60 600,00	54 000,00	0,00	655 400,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	298 500,00	7 000,00	54 000,00	0,00	359 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	238 000,00	51 600,00	0,00	0,00	289 600,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 300,00	2 000,00	0,00	0,00	6 300,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-686 327,06	-3 318 029,22	-2 574 132,10	-641 522,91	0,00	-7 220 011,29

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Section 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinéma et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		2 890 781,24	181 608,00	774 119,89	12 320,09	1 122 688,90	1 244 894,57	10 001,00	257 147,63
Dépenses de l'exercice		2 890 781,24	181 608,00	774 119,89	12 320,09	1 122 688,90	1 244 894,57	10 001,00	257 147,63
011	Charges à caractère général	189 017,24	37 755,00	80 119,89	12 320,09	290 196,90	287 976,57	10 001,00	257 147,63
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 066 264,00	143 853,00	0,00	0,00	832 492,00	952 338,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	635 000,00	0,00	694 000,00	0,00	0,00	4 580,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		476 500,00	0,00	40 000,00	24 300,00	9 000,00	51 600,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		476 500,00	0,00	40 000,00	24 300,00	9 000,00	51 600,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	238 500,00	0,00	40 000,00	20 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	238 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 600,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 300,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 414 281,24	-181 608,00	-734 119,89	11 979,91	-1 113 688,90	-1 193 294,57	-10 001,00	-257 147,63

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 303 695,02	1 686 218,15	1 942 031,57	0,00	4 931 944,74
Dépenses de l'exercice		1 303 695,02	1 686 218,15	1 942 031,57	0,00	4 931 944,74
011	Charges à caractère général	98 425,02	1 276 637,15	457 466,57	0,00	1 832 528,74
012	Charges de personnel, frais assimilés	619 027,00	409 581,00	1 307 665,00	0,00	2 336 273,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	586 243,00	0,00	176 900,00	0,00	763 143,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 600,00	262 690,00	671 807,10	0,00	937 097,10
Recettes de l'exercice		2 600,00	262 690,00	671 807,10	0,00	937 097,10
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	2 600,00	230 000,00	251 600,00	0,00	484 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	28 100,00	420 207,10	0,00	448 307,10
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 590,00	0,00	0,00	4 590,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 301 095,02	-1 423 528,15	-1 270 224,47	0,00	-3 994 847,64

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
DEPENSES (2)		952 513,36	360 840,80	320 000,00	44 498,32	8 365,67	1 937 031,57	5 000,00	0,00
Dépenses de l'exercice		952 513,36	360 840,80	320 000,00	44 498,32	8 365,67	1 937 031,57	5 000,00	0,00
011	Charges à caractère général	542 932,36	360 840,80	320 000,00	44 498,32	8 365,67	452 466,57	5 000,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	409 581,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 307 665,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 900,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		24 590,00	6 000,00	230 000,00	2 100,00	0,00	671 807,10	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		24 590,00	6 000,00	230 000,00	2 100,00	0,00	671 807,10	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	230 000,00	0,00	0,00	251 600,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	20 000,00	6 000,00	0,00	2 100,00	0,00	420 207,10	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	4 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-927 923,36	-354 840,80	-90 000,00	-42 398,32	-8 365,67	-1 265 224,47	-5 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)					
		0,00	928 957,00	0,00	928 957,00
Dépenses de l'exercice		0,00	928 957,00	0,00	928 957,00
011	Charges à caractère général	0,00	18 957,00	0,00	18 957,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	910 000,00	0,00	910 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)					
		0,00	3 200,00	0,00	3 200,00
Recettes de l'exercice		0,00	3 200,00	0,00	3 200,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 200,00	0,00	3 200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-925 757,00	0,00	-925 757,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	928 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	928 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	18 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	910 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-925 757,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 978 894,30	87 100,00	0,00	7 000,00	2 025 828,62	0,00	4 098 822,92
Dépenses de l'exercice		1 978 894,30	87 100,00	0,00	7 000,00	2 025 828,62	0,00	4 098 822,92
011	Charges à caractère général	583 258,30	87 100,00	0,00	0,00	327 724,62	0,00	998 082,92
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 338 571,00	0,00	0,00	0,00	1 475 054,00	0,00	2 813 625,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	57 000,00	0,00	0,00	7 000,00	223 000,00	0,00	287 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	65,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	115,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		527 225,00	0,00	0,00	0,00	1 106 337,08	0,00	1 633 562,08
Recettes de l'exercice		527 225,00	0,00	0,00	0,00	1 106 337,08	0,00	1 633 562,08
013	Atténuations de charges	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	7 475,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	217 475,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	478 000,00	0,00	0,00	0,00	896 337,08	0,00	1 374 337,08
75	Autres produits de gestion courante	23 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 750,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 451 669,30	-87 100,00	0,00	-7 000,00	-919 491,54	0,00	-2 465 260,84

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les dépenses et les recettes. Les dépenses correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  les dépenses. Les dépenses

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT**

IV

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	19 189,03	0,00	0,00	0,00	19 189,03
Dépenses de l'exercice		0,00	19 189,03	0,00	0,00	0,00	19 189,03
011	Charges à caractère général	0,00	19 189,03	0,00	0,00	0,00	19 189,03
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	50 685,00	0,00	0,00	0,00	50 685,00
Recettes de l'exercice		0,00	50 685,00	0,00	0,00	0,00	50 685,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	50 685,00	0,00	0,00	0,00	50 685,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	31 495,97	0,00	0,00	0,00	31 495,97

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT**

IV

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 643 092,65	2 985 916,21	2 568,75	0,00	4 631 577,61
Dépenses de l'exercice		1 643 092,65	2 985 916,21	2 568,75	0,00	4 631 577,61
011	Charges à caractère général	1 621 092,65	2 186 535,21	2 568,75	0,00	3 810 196,61
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	745 733,00	0,00	0,00	745 733,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	42 500,00	0,00	0,00	42 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	22 000,00	11 148,00	0,00	0,00	33 148,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		51 500,00	1 126 507,00	0,00	0,00	1 178 007,00
Recettes de l'exercice		51 500,00	1 126 507,00	0,00	0,00	1 178 007,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	9 500,00	1 043 307,00	0,00	0,00	1 052 807,00
73	Impôts et taxes	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
74	Dotations et participations	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	26 000,00	22 000,00	0,00	0,00	48 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 591 592,65	-1 859 409,21	-2 568,75	0,00	-3 453 570,61

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	170 000,00	0,00	558 832,65	914 260,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						Transports urbains	Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public			
	Dépenses de l'exercice	0,00	170 000,00	0,00	558 832,65	914 260,00	0,00	0,00	
011	Charges à caractère général	0,00	170 000,00	0,00	558 832,65	892 260,00	0,00	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES (2)	0,00	9 500,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	16 000,00	
	Recettes de l'exercice	0,00	9 500,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	16 000,00	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00	
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	SOLDE (2)	0,00	-160 500,00	0,00	-558 832,65	-888 260,00	0,00	16 000,00	

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act ^e spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
DEPENSES (2)		273 875,00	270 861,32	1 423 846,37	1 008 570,52	8 763,00	2 568,75	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		273 875,00	270 861,32	1 423 846,37	1 008 570,52	8 763,00	2 568,75	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	46 540,00	259 861,32	894 997,37	976 373,52	8 763,00	2 568,75	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	207 335,00	0,00	506 201,00	32 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat ^e ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat ^e ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00	0,00	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	11 000,00	148,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	113 507,00	933 000,00	5 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	113 507,00	933 000,00	5 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat ^e ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat ^e ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	35 307,00	933 000,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	17 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-273 875,00	-157 354,32	-490 846,37	-1 003 570,52	66 237,00	-2 568,75	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		786 506,65	514 393,14	0,00	0,00	0,00	90 429,00	200 000,00	0,00	1 591 328,79
Dépenses de l'exercice		786 506,65	514 393,14	0,00	0,00	0,00	90 429,00	200 000,00	0,00	1 591 328,79
011	Charges à caractère général	242 983,65	264 632,14	0,00	0,00	0,00	13 429,00	0,00	0,00	521 044,79
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	249 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 761,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	543 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 000,00	200 000,00	0,00	820 523,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		552 045,00	182 124,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	734 169,00
Recettes de l'exercice		552 045,00	182 124,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	734 169,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	25 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 300,00
73	Impôts et taxes	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Blas de colons (prise sommaire)	528 869,00
75	Autres produits de gestion courante	526 745,00	2 124,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 869,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-234 461.65	-332 269.14	0.00	0.00	0.00	-90 429.00	-200 000.00	0.00	-857 159.79

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		12 480 774,76	3 059 541,71	0,00	0,00	0,00	15 540 316,47
Dépenses de l'exercice		7 863 498,90	2 571 141,91	0,00	0,00	0,00	10 434 640,81
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	758 508,00	0,00	0,00	0,00	0,00	758 508,00
041	Opérations patrimoniales	100 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 674 500,00	4 400,00	0,00	0,00	0,00	5 678 900,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	35 814,00	0,00	0,00	0,00	35 814,00
204	Subventions d'équipement versées	592 200,00	55 215,00	0,00	0,00	0,00	647 415,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	219 172,61	0,00	0,00	0,00	219 172,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	31 290,90	1 206 540,30	0,00	0,00	0,00	1 237 831,20
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		697 000,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	1 247 000,00
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	697 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	697 000,00
22021	SALLE VAULABELLE	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		4 617 275,86	488 399,80	0,00	0,00	0,00	5 105 675,66
RECETTES (2)		26 952 315,31	533 993,15	0,00	0,00	0,00	27 486 308,46
Recettes de l'exercice		25 407 106,31	500 000,00	0,00	0,00	0,00	25 907 106,31
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	8 108 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 108 900,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 986 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 986 500,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	2 755 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 755 000,00
041	Opérations patrimoniales	100 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 361 123,84	0,00	0,00	0,00	0,00	5 361 123,84

(1)	Libellé	01		02		03		04		Plan	
		Opérations non ventilables		Administration générale		Justice		Coopérat° décentralisée, act° européen.			
13	Subventions d'investissement	900 000,00		0,00		0,00		0,00		0,00	900 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 195 582,47		0,00		0,00		0,00		0,00	6 195 582,47
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 545 209,00		33 993,15		0,00		0,00		0,00	1 579 202,15
SOLDE (2)		14 471 540,55		-2 525 548,56		0,00		0,00		0,00	11 945 991,99

Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE



(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		2 227 380,39	0,00	10 710,34	0,00	594 739,47	81 500,74	145 210,77	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 807 612,33	0,00	10 710,34	0,00	589 535,52	74 532,72	88 751,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	27 814,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 215,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	90 457,03	0,00	2 710,34	0,00	30 690,52	8 721,72	86 593,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-foncti...

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 185 341,30	0,00	0,00	0,00	8 845,00	10 596,00	1 758,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22021	SALLE VAULABELLE	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		419 768,06	0,00	0,00	0,00	5 203,95	6 968,02	56 459,77	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		533 993,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonctio...

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		33 993,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 693 387,24	0,00	-10 710,34	0,00	-594 739,47	-81 500,74	-145 210,77	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		78 924,00	0,00	0,00	78 924,00
Dépenses de l'exercice		40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
458108	travaux forcés pour tiers	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
Restes à réaliser – reports		38 924,00	0,00	0,00	38 924,00
RECETTES (2)		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
Recettes de l'exercice		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	11	12	13	Affiché le	Total
		Sécurité intérieure	Hygiène et salubrité publique	Plan de relance (crise sanitaire)		
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00		0,00
Opérations pour compte de tiers		5 000,00	0,00	0,00		5 000,00
458208	Travaux forcés pour tiers	5 000,00	0,00	0,00		5 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00		0,00
SOLDE (2)		-73 924,00	0,00	0,00		-73 924,00

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		34 844,00	0,00	1 440,00	42 640,00	0,00
Dépenses de l'exercice		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	15 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458108	travaux forcés pour tiers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		14 844,00	0,00	1 440,00	22 640,00	0,00
RECETTES (2)		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
	Recettes de l'exercice	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458208	Travaux forcés pour tiers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-29 844,00	0,00	-1 440,00	-42 640,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	657 003,85	0,00	8 667,11	0,00	67 228,48	0,00	732 899,44
Dépenses de l'exercice		0,00	302 537,32	0,00	0,00	0,00	2 234,08	0,00	304 771,40
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	110 608,78	0,00	0,00	0,00	508,08	0,00	111 116,86
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	66 928,54	0,00	0,00	0,00	1 726,00	0,00	68 654,54
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
19005	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
22022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	354 466,53	0,00	8 667,11	0,00	64 994,40	0,00	428 128,04

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 26



Plan de salaires forcé
ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE
sanitaire)

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement		
RECETTES (2)		0,00	75 049,28	0,00	0,00	0,00	15 870,00	0,00	90 919,28
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	75 049,28	0,00	0,00	0,00	15 870,00	0,00	90 919,28
SOLDE (2)		0,00	-581 954,57	0,00	-8 667,11	0,00	-51 358,48	0,00	-641 980,16

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		182 812,66	54 543,50	419 647,69	67 228,48	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		50 571,40	35 270,26	216 695,66	2 234,08	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	39 779,40	26 912,26	43 917,12	508,08	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 792,00	8 358,00	47 778,54	1 726,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19005	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		132 241,26	19 273,24	202 952,03	64 994,40	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		4 233,00	27 125,00	43 691,28	15 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	4 233,00	27 125,00	43 691,28	15 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-178 579,66	-27 418,50	-375 956,41	-51 358,48	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 851 334,52	3 796 907,60	7 422,42	0,00	5 655 664,54
Dépenses de l'exercice		0,00	1 513 492,68	3 181 789,29	3 740,00	0,00	4 699 021,97
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	165 700,00	0,00	0,00	165 700,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	50 873,60	317 730,87	0,00	0,00	368 604,47
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	-45 200,48	178 358,42	3 740,00	0,00	136 897,94
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	1 507 819,56	2 520 000,00	0,00	0,00	4 027 819,56
20009	ABBAYE SAINT GERMAIN	0,00	0,00	1 250 000,00	0,00	0,00	1 250 000,00
20011	CATHEDRALE SAINT ETIENNE	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
20012	TOUR DE L'HORLOGE	0,00	0,00	1 120 000,00	0,00	0,00	1 120 000,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	0,00	1 507 819,56	0,00	0,00	0,00	1 507 819,56
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	337 841,84	615 118,31	3 682,42	0,00	956 642,57
RECETTES (2)		0,00	857 453,20	2 397 258,95	0,00	0,00	3 254 712,15
Recettes de l'exercice		0,00	400 000,00	1 108 325,00	0,00	0,00	1 508 325,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	30		31		32		33	
		Services communs		Expression artistique		Conservation et diffusion des patrimoine		Action culturelle	
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00		0,00		0,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00		0,00		0,00		0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00		400 000,00		1 108 325,00		0,00	1 508 325,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
458209	FACADES MARIE NOËL	0,00		0,00		0,00		0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00		457 453,20		1 288 933,95		0,00	1 746 387,15
SOLDE (2)		0,00		-993 881,32		-1 399 648,65		-7 422,42	-2 400 952,39

Affiché le
 ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		1 676 215,18	12 427,94	1 376,30	161 315,10	350 130,04	271 524,49	15 106,95	3 160 146,12
Dépenses de l'exercice		1 339 991,08	12 175,60	663,00	160 663,00	239 051,50	161 631,22	9 000,00	2 772 106,57
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	159 000,00	6 700,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	39 764,00	11 109,60	0,00	0,00	78 183,50	210 682,40	9 000,00	19 864,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	-207 592,48	1 066,00	663,00	160 663,00	1 868,00	-55 751,18	0,00	232 241,60
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
Opérations d'équipement		1 507 819,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520 000,00
20009	ABBAYE SAINT GERMAIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 000,00
20011	CATHEDRALE SAINT ETIENNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
20012	TOUR DE L'HORLOGE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 120 000,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	1 507 819,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		336 224,10	252,34	713,30	652,10	111 078,54	109 893,27	6 106,95	388 039,55
RECETTES (2)		850 614,20	0,00	6 839,00	0,00	85 000,00	51 645,40	0,00	2 260 613,55
Recettes de l'exercice		400 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	1 023 325,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	400 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	1 023 325,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458209	FACADES MARIE NOËL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		450 614,20	0,00	6 839,00	0,00	0,00	51 645,40	0,00	1 237 288,55
SOLDE (2)		-825 600,98	-12 427,94	5 462,70	-161 315,10	-265 130,04	-219 879,09	-15 106,95	-899 532,57

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		499 964,00	784 091,96	57 313,64	0,00	1 341 369,60
Dépenses de l'exercice		468 968,00	725 919,18	3 709,00	0,00	1 198 596,18
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées	441 668,00	234 355,00	1 800,00	0,00	677 823,00
21	Immobilisations corporelles	27 300,00	65 000,00	167,00	0,00	92 467,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	396 564,18	1 742,00	0,00	398 306,18
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		30 996,00	58 172,78	53 604,64	0,00	142 773,42
RECETTES (2)		0,00	110 145,65	342 558,00	0,00	452 703,65
Recettes de l'exercice		0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (c	Affiché le	05/07/2022
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	80 145,65	342 558,00	0,00	0,00	422 703,65
SOLDE (2)		-499 964,00	-673 946,31	285 244,36	0,00	0,00	-888 665,95

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		31 106,87	292 142,08	234 355,00	226 488,01	0,00	57 313,64	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		11 283,00	258 341,18	234 355,00	221 940,00	0,00	3 709,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	234 355,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	167,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	11 283,00	228 341,18	0,00	156 940,00	0,00	1 742,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		19 823,87	33 800,90	0,00	4 548,01	0,00	53 604,64	0,00	0,00
RECETTES (2)		10 143,65	80 002,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	342 558,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	10 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le  Sous-fonction 42

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives			
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	10 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		10 143,65	70 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 558,00	0,00
SOLDE (2)		-20 963,22	-212 140,08	-234 355,00	-206 488,01	0,00	-57 313,64	342 558,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	914 762,65	0,00	914 762,65
Dépenses de l'exercice		0,00	50 294,00	0,00	50 294,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	294,00	0,00	294,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
458110	CHRS HUMANISATION	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	864 468,65	0,00	864 468,65
RECETTES (2)		0,00	961 032,59	0,00	961 032,59
Recettes de l'exercice		0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
458210	CHRS HUMANISATION	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	911 032,59	0,00	911 032,59
SOLDE (2)		0,00	46 269,94	0,00	46 269,94

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	914 762,65	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	50 294,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	294,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458110	CHRS HUMANISATION	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	864 468,65	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	961 032,59	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458210	CHRS HUMANISATION	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	911 032,59	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	46 269,94	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2


FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	143 099,06	0,00	0,00	0,00	502 334,61	0,00	645 433,67
	Dépenses de l'exercice	28 397,56	0,00	0,00	0,00	455 528,10	0,00	483 925,66
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 985,00	0,00	3 985,00
21	Immobilisations corporelles	23 145,56	0,00	0,00	0,00	450 765,10	0,00	473 910,66
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 252,00	0,00	0,00	0,00	778,00	0,00	6 030,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	114 701,50	0,00	0,00	0,00	46 806,51	0,00	161 508,01
	RECETTES (2)	172 351,28	0,00	0,00	0,00	66 051,00	0,00	238 402,28
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00	0,00	59 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Plan de santé publique	Affiché le ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00	0,00	59 000,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser – reports		172 351,28	0,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	179 402,28	
SOLDE (2)		29 252,22	0,00	0,00	0,00	-436 283,61	0,00	-407 031,39	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	133 500,00	0,00	0,00	133 500,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	133 500,00	0,00	0,00	133 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	133 500,00	0,00	0,00	133 500,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Plan de relance	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-133 500,00	0,00	0,00	-133 500,00

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE



(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		81 941,00	7 968 234,59	4 018,50	0,00	8 054 194,09
Dépenses de l'exercice		77 153,00	6 374 202,45	3 000,00	0,00	6 454 355,45
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	127 000,00	0,00	0,00	127 000,00
204	Subventions d'équipement versées	77 153,00	60 000,00	0,00	0,00	137 153,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 322 907,00	3 000,00	0,00	2 325 907,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 040 115,01	0,00	0,00	2 040 115,01
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	1 824 180,44	0,00	0,00	1 824 180,44
19004	MONTARDOINS	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	0,00	802 180,44	0,00	0,00	802 180,44
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	0,00	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		4 788,00	1 594 032,14	1 018,50	0,00	1 599 838,64
RECETTES (2)		0,00	1 022 128,67	30 000,00	0,00	1 052 128,67
Recettes de l'exercice		0,00	567 168,00	0,00	0,00	567 168,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81					84 Plan de relance (c)	Affiché le ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE
		81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (c)	85 Autres services		
13	Subventions d'investissement	0,00	567 168,00	0,00	0,00	0,00	567 168,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser – reports		0,00	454 960,67	30 000,00	0,00	0,00	484 960,67	
SOLDE (2)		-81 941,00	-6 946 105,92	25 981,50	0,00	0,00	-7 002 065,42	

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	81 941,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	77 153,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	77 153,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004	MONTARDOINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	4 788,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						Transports urbains	Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public			
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	SOLDE (2)	0,00	-81 941,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	DEPENSES (2)	0,00	1 257 332,17	2 517 007,55	485 478,22	3 708 416,65	0,00	0,00	0,00	4 018,50
	Dépenses de l'exercice	0,00	461 488,00	2 238 512,85	359 101,60	3 315 100,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	47 000,00	65 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	92 500,00	0,00	53 407,00	2 177 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	321 988,00	1 361 332,41	305 694,60	51 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	812 180,44	0,00	1 012 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004	MONTARDOINS	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	0,00	0,00	792 180,44	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	0,00	0,00	20 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	795 844,17	278 494,70	126 376,62	393 316,65	0,00	0,00	0,00	1 018,50

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 05/07/2022



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
RECETTES (2)		0,00	146 099,50	628 695,67	63 000,00	184 333,50	30 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	479 328,00	0,00	87 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	479 328,00	0,00	87 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	146 099,50	149 367,67	63 000,00	96 493,50	30 000,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 111 232,67	-1 888 311,88	-422 478,22	-3 524 083,15	30 000,00	0,00	0,00	-4 018,50

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		985 120,80	518,62	0,00	0,00	0,00	510,00	0,00	0,00	986 149,42
Dépenses de l'exercice		937 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510,00	0,00	0,00	938 010,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510,00	0,00	0,00	75 510,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00
20010	AUXERREXPO	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570 000,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plus de colonnes (prise sommaire)	089-218900249-20220630-2022_076-DE
22001	BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	47 620,80	518,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 139,42
	RECETTES (2)	530 344,00	8 633,80	0,00	0,00	3 029,00	0,00	0,00	0,00	542 006,80
	Recettes de l'exercice	305 532,00	0,00	0,00	0,00	3 029,00	0,00	0,00	0,00	308 561,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	270 532,00	0,00	0,00	0,00	3 029,00	0,00	0,00	0,00	273 561,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	224 812,00	8 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 445,80
	SOLDE (2)	-454 776,80	8 115,18	0,00	0,00	3 029,00	-510,00	0,00	0,00	-444 142,62

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



les budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002
ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
Chaîne exemple 2	03/12/2021	170 099 372,32	6,78	79 888,41	7 070 357,43	190 863 361,14
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
Chaîne exemple 7	03/12/2021	7 350,29	5 449 202 132,02	0,14	546,26	937,20
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		170 106 722,61	5 449 202 138,80	79 888,55	7 070 903,69	190 864 298,34

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					101 494 966,76									
1641 Emprunts en euros (total)					95 494 966,76									
200502 - 3029828 ME	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	2 300 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,793	EUR	T	C	O	A-1
200503 - 3046062	CAISSE D'EPARGNE	24/10/2005	24/10/2005	25/01/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.24 %	3,240	3,280	EUR	T	C	O	A-1
200505-1 - min237058eur 001 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 500 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé) + 0.04	2,460	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 900 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé) + 0.04	2,433	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 900 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé) + 0.04	2,433	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200601 - 30 58185	CAISSE D'EPARGNE	04/02/2006	04/02/2006	25/07/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.49 %	3,490	3,536	EUR	T	P	O	A-1
200605 - 3241440 ME	CAISSE D'EPARGNE	22/02/2007	22/02/2007	25/05/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,854	EUR	T	P	O	A-1
200704 - MON533351EUR	BANQUE POSTALE	30/11/2007	30/11/2007	01/12/2008	4 900 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	4,653	4,721	EUR	A	P	O	A-1
200705	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	27/12/2007	27/12/2007	27/03/2008	4 600 000,00	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,728	EUR	T	P	O	A-1
200801 - 3275810	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	15/12/2008	15/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.68 %	4,680	4,763	EUR	T	P	O	A-1
200803 - 1129850 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	23/12/2008	01/05/2009	3 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.39)-Floor -0.39 sur Euribor 3M	3,443	3,539	EUR	T	P	O	A-1
200804 - 1129854 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/02/2009	10/02/2009	01/08/2009	3 500 000,00	V	LEP + 1.04	4,040	4,040	EUR	T	P	O	A-1
200902	CREDIT MUTUEL	20/11/2009	01/01/2010	31/03/2010	1 500 000,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,300	4,370	EUR	T	P	O	A-1
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	28/12/2009	30/12/2009	15/02/2010	5 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	1,295	1,314	EUR	X	X	O	A-1

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	Date de clôture des remboursements (6)	Promesse d'amortissement (7)	Date de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Niveau de taux (5)					
								Taux actuariel							
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00										
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00										
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00										
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00										
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00										
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00										
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00										
1681 Autres emprunts (total)					0,00										
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00										
1687 Autres dettes (total)					0,00										
Total général					101 494 966,76										

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

**IV
A2.2**

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		1 688 594,99		56 536 648,46					5 636 224,28	949 132,36	-7 731,59	118 598,08
1641 Emprunts en euros (total)		1 688 594,99		51 136 648,46					5 236 224,28	873 020,61	-7 731,59	107 277,24
200502 - 3029828 ME	N	0,00	A-1	373 750,00	3,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,793	115 000,00	12 365,39	0,00	940,84
200503 - 3046062	N	0,00	A-1	600 000,00	3,82	F	Taux fixe à 3.24 %	3,280	150 000,00	17 617,50	0,00	2 632,50
200505-1 - min237058eur 001 DO	O	477 899,85	A-1	477 899,90	4,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	89 036,67	11 589,74	-2 188,17	0,00
200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	O	605 347,57	A-1	605 347,63	4,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	112 778,96	14 680,53	-2 771,71	0,00
200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	O	605 347,57	A-1	605 347,63	4,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	112 778,96	14 680,53	-2 771,71	0,00
200601 - 30 58185	N	0,00	A-1	866 956,90	4,32	F	Taux fixe à 3.49 %	3,536	181 115,19	27 903,61	0,00	4 321,76
200605 - 3241440 ME	N	0,00	A-1	2 036 224,10	5,15	F	Taux fixe à 3.8 %	3,854	357 334,78	72 324,62	0,00	6 202,56
200704 - MON533351EUR	N	0,00	A-1	1 955 400,48	5,92	V	Euribor 1M-Floor 0 sur Euribor 1M	0,000	290 254,15	0,00	0,00	0,00
200705	N	0,00	A-1	1 839 772,93	5,99	F	Taux fixe à 4.58 %	4,728	272 807,40	80 713,64	0,00	797,41
200801 - 3275810	N	0,00	A-1	3 309 210,68	7,04	F	Taux fixe à 4.68 %	4,763	392 845,32	148 043,44	0,00	28 434,56
200803 - 1129850 DO	N	0,00	A-1	1 485 876,82	7,08	V	(Euribor 3M + 0.39)-Floor -0.39 sur Euribor 3M	0,000	188 465,35	0,00	0,00	0,00
200804 - 1129854 DO	N	0,00	A-1	1 764 280,29	7,08	V	LEP + 1.04	2,040	196 109,25	37 922,62	0,00	5 980,01
200902	N	0,00	A-1	756 060,50	8,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	80 978,67	31 216,45	0,00	0,00
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	N	0,00	A-1	2 000 000,00	7,12	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,215	250 000,00	4 296,86	0,00	3 603,82
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	N	0,00	A-1	607 500,00	8,21	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,214	67 500,00	1 302,09	0,00	1 048,48

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
201301 - AN096685	N	0,00	A-1	3 537 554,89	11,02	F	Taux fixe à 3.37 %	3,413	263 209,14	115 912,54	0,00	24 521,21
201401 - MIN281747EUR	N	0,00	A-1	637 500,00	12,67	V	Euribor 3M + 1.61	1,054	50 000,00	6 820,75	0,00	588,96
201501-MON504646EUR	N	0,00	A-1	783 486,83	6,42	F	Taux fixe à 1.23 %	1,236	116 503,35	9 100,89	0,00	660,87
201502-MON504645EUR	N	0,00	A-1	572 264,38	10,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	50 955,53	7 744,95	0,00	587,92
201503 - 95 77579	N	0,00	A-1	2 221 321,67	12,98	F	Taux fixe à 1.86 %	1,873	152 498,94	40 257,02	0,00	534,45
201601- MIN509471EUR	N	0,00	A-1	3 022 864,73	14,17	F	Taux fixe à 2.19 %	2,208	182 819,43	64 706,17	0,00	5 010,31
201602 - 9790715	N	0,00	A-1	1 915 247,60	12,07	V	(Euribor 3M + 0.58)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,590	151 300,25	10 929,17	0,00	1 904,08
201603 - 9791056	N	0,00	A-1	1 145 433,73	7,07	V	(Euribor 3M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,539	155 388,02	5 842,05	0,00	976,57
201701- MON517385EUR	N	0,00	A-1	2 425 724,64	11,92	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,661	151 565,14	15 614,49	0,00	1 231,84
201702 - 9923759 ME	N	0,00	A-1	703 353,90	3,40	F	Taux fixe à 0.74 %	0,742	199 104,58	4 653,14	0,00	362,78
201703 - ONE 8935922-8935922-8935927	N	0,00	A-1	2 712 500,00	15,50	F	Taux fixe à 0.75 % (Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,763	175 000,00	16 817,62	0,00	35,24
2018 03-MON527058EUR	N	0,00	A-1	1 725 000,00	17,17	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500	100 000,00	25 149,26	0,00	1 990,63
2018 04-MIN531749	N	0,00	A-1	1 815 789,47	17,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,468	105 263,16	8 284,36	0,00	1 988,96
201801 - MON520299EUR DO	N	0,00	A-1	1 250 791,46	11,08	V	(Euribor 12M + 0.21)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,213	78 581,49	2 663,14	0,00	2 277,02
201802 - MIN526942EUR DO	N	0,00	A-1	3 517 520,64	17,08	F	Taux fixe à 1.48 %	1,488	180 363,87	51 061,37	0,00	8 094,46
202003-00003229025	N	0,00	A-1	3 866 666,66	14,29	F	Taux fixe à 0.34 %	0,340	266 666,68	12 806,67	0,00	2 550,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		5 400 000,00					400 000,00	76 111,75	0,00	11 320,84
2020-02 CP0902	N	0,00	A-1	2 610 002,00	13,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,459	193 332,00	36 787,39	0,00	5 471,75
CP0903	N	0,00	A-1	2 789 998,00	13,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,459	206 668,00	39 324,36	0,00	5 849,09
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		1 688 594,99		56 536 648,46					5 636 224,28	949 132,36	-7 731,59	118 598,08

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	33	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	56 536 648,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

**IV
A2.5**

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE****DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME****A2.6****A2.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N de l'exercice	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires</u> (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE	
AUTRES DETTES	A2.7

A2.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-03

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (BENNE ORDURES)	8	01/01/1997
L	202 - M14 - FRAIS REA DOC URBA ET NUM CADASTRE	10	03/10/2019
L	2031 - M14 - FRAIS D'ETUDES	5	03/10/2019
L	204172 - M14 - FONDS DE CONCOURS AUTRES ETS	15	03/10/2019
L	20421 - M14 - SUBV PRIVE BIENS MOB MAT ET ETUDES	5	03/10/2019
L	20422 - M14 - SUBV PRIVE BAT ET INSTAL	30	03/10/2019
L	2051 - M14 - CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	5	03/10/2019
L	2121 - M14 - PLANTATION	15	03/10/2019
L	2128 - M14 - AGCMT ET AMNGT AUTRES TERRAINS	30	03/10/2019
L	2135 - M14 - INSTAL AGCMT ET AMNGT CONSTRUCTIONS	15	03/10/2019
L	2152 - M14 - INSTALLATIONS DE VOIRIE	10	03/10/2019
L	21568 - M14 - AUTRES MAT OUTILLAGE INCENDIE	15	03/10/2019
L	2181 - M14 - INSTALL GENERALES ET AGCMT	15	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH FONCTION)	10	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH 2 ROUES)	5	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH LEGERS)	10	03/10/2019
L	2182 - M14 - MAT TRSPT (VH CAMIONS CARS INDUS)	10	03/10/2019
L	2183 - M14 - MATERIEL INFORMATIQUE	5	03/10/2019
L	2183 - M14 - MATERIEL REPROGRAPHIE	5	03/10/2019
L	2184 - M14 - MOBILIER	10	03/10/2019
L	2188 - M14 - AUTRE MATERIEL	5	03/10/2019
L	2188 - M14 - EQUIPEMENTS DES CUISINES	10	03/10/2019

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS

A4**A4 – ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).



IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 5 647 000,00	37 500,00	II 37 500,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		5 637 000,00	37 500,00	37 500,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	5 237 000,00	37 500,00	37 500,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	400 000,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		10 000,00	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00	0,00
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	5 684 500,00	4 741 590,46	4 604 507,95	15 030 598,41

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 7 766 479,00	6 747 000,00	VI 6 747 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		1 691 079,00	-28 000,00	-28 000,00
10222	FCTVA	1 481 079,00	-28 000,00	-28 000,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	210 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		6 075 400,00	6 775 000,00	6 775 000,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28188	Autres immo. corporelles	2 300 000,00	405 000,00	405 000,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations			
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	50 000,00	0,00	0,00
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers			
59...	Prov. dépréc. comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 986 500,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	1 738 900,00	6 370 000,00	6 370 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	14 513 479,00	5 648 053,57	0,00	3 698 044,84	23 859 577,41

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 15 030 598,41
Ressources propres disponibles	VIII 23 859 577,41
Solde	IX = VIII – IV (5) 8 828 979,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

A7.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**

A7.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.2.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
752	REVENUS DES IMMEUBLES	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.2.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
020	Dépenses imprévues	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement (3)</i>	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 08		Intitulé de l'opération : travaux forcés pour tiers Travaux forcés pour tiers			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	18 360,00	0,00	5 000,00	5 000,00	
45 travaux forcés pour tiers (5)	9 180,00	0,00	0,00	0,00	
45 travaux forcés pour tiers (5)	9 180,00	0,00	5 000,00	5 000,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	18 360,00	0,00	5 000,00	5 000,00	
RECETTES (b)	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	

N° opération : 09		Intitulé de l'opération : FACADES MARIE NOËL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
DEPENSES (a)	690,00	0,00	0,00	0,00	
45 FACADES MARIE NOËL (5)	690,00	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	690,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (b)	46 184,00	0,00	0,00	0,00	
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	46 184,00	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	46 184,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 10	Intitulé de l'opération : CHRS HUMANISATION			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	
DEPENSES (a)	178 967,06	0,00	50 000,00	50 000,00
45 CHRS HUMANISATION (5)	89 483,53	0,00	0,00	0,00
45 CHRS HUMANISATION (5)	89 483,53	0,00	50 000,00	50 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	178 967,06	0,00	50 000,00	50 000,00
RECETTES (b)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT
GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES****B1.5****B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.6****B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET****B1.7****B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
AP22019/2022 AMENAGEMENT PLACES CENTRE VILLE	0,00	4 802 000,00	4 802 000,00	0,00	22 000,00	500 000,00	4 280 000,00
AP20009/2020 AP ABBAYE SAINT GERMAIN	60 000,00	21 940 000,00	22 000 000,00	0,00	1 250 000,00	2 750 000,00	18 000 000,00
AP20010/2020 AP AUXERREXPO	575 000,00	1 150 000,00	1 725 000,00	430 000,00	570 000,00	725 000,00	0,00
AP22001/2021 AP BOUCLE LOCALE OPTIQUE	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	0,00
AP20011/2020 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	597 000,00	-20 000,00	577 000,00	19 992,00	150 000,00	407 008,00	0,00
AP20012/2020 AP TOUR DE L'HORLOGE	2 583 000,00	0,00	2 583 000,00	1 646 398,14	1 120 000,00	-183 398,14	0,00
19002/2019 ARQUEBUSE	5 390 300,00	-5 383 712,00	6 588,00	6 588,00	0,00	0,00	0,00
AP22006/2021 CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	8 400 000,00	750 000,00	9 150 000,00	850 000,00	2 310 000,00	3 450 000,00	2 540 000,00
2003-2/2003 Coulée verte	1 616 059,34	299 419,43	1 915 478,77	1 615 478,77	1 160,00	298 840,00	0,00
19003/2019 ETANG SAINT VIGILE/PLACE DES CORDELIERS	200 000,00	-177 562,00	22 438,00	22 438,00	0,00	0,00	0,00
AP22022/2022 GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	0,00	2 460 000,00	2 460 000,00	0,00	75 000,00	1 175 000,00	1 210 000,00
2018-4/2018 Gymnase Albert Camus	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	733 332,00	366 668,00	0,00	0,00
19004/2019 MONTARDOINS	1 100 000,00	1 000 000,00	2 100 000,00	996 928,00	1 000 000,00	103 072,00	0,00
19006/2019 NPNRU ROSOIRS	15 638 696,00	3 689 681,00	19 328 377,00	0,00	0,00	671 984,00	18 656 393,00
19005/2019 NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	15 136 357,00	14 688 803,00	29 825 160,00	70 644,20	50 000,00	499 200,00	29 205 315,80
19001/2019 OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00	798 859,71	541 631,42	45 000,00	-85 491,13
AP22021/2022 SALLE VAULABELLE	0,00	2 490 000,00	2 490 000,00	0,00	550 000,00	1 940 000,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.2****B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



IV – ANNEXES	
ENGAGEMENTS HORS BILAN	
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses
		0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		82,00	2,00	84,00	65,89	4,60	70,49
Adjoint administratif pal 1 cl	C	15,00	1,00	16,00	14,59	0,00	14,59
Adjoint administratif pal 2 cl	C	24,00	0,00	24,00	22,10	0,00	22,10
Adjoint administratif terr.	C	16,00	1,00	17,00	15,40	0,00	15,40
Attaché	A	14,00	0,00	14,00	4,80	4,60	9,40
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur principal 1 cl	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur principal 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		103,00	45,00	148,00	116,75	2,00	118,75
Adjoint technique pal 1 cl	C	18,00	2,00	20,00	15,43	1,00	16,43
Adjoint technique pal 2 cl	C	40,00	9,00	49,00	41,87	0,00	41,87
Adjoint technique territorial	C	31,00	34,00	65,00	46,45	0,00	46,45
Agent de maîtrise	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise principal	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Technicien principal de 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		46,00	0,00	46,00	36,10	7,00	43,10
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	12,00	0,00	12,00	11,80	0,00	11,80
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	19,00	0,00	19,00	17,70	0,00	17,70
Assistant socio-éducatif	A	6,00	0,00	6,00	1,80	4,00	5,80
Conseiller socio-éducatif	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	7,00	0,00	7,00	4,80	2,00	6,80
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		17,00	4,00	21,00	13,04	3,89	16,93
Auxil de puériculture pal 1 cl	C	4,00	2,00	6,00	5,65	0,00	5,65
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	9,00	1,00	10,00	3,89	3,89	7,78
Cadre de santé de 1ère classe	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Infirmier soins gén cl sup	A	0,00	1,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Infirmier soins gén hors class	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Puéricultrice de classe sup	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		10,00	0,00	10,00	2,80	6,80	9,60
Conseiller ter A.P.S principal	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,80	1,80
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
Educateur territorial A.P.S	B	5,00	0,00	5,00	0,80	4,00	4,80
FILIERE CULTURELLE (h)		71,00	30,00	101,00	60,36	14,92	75,28
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	5,00	1,00	6,00	5,40	0,00	5,40
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	6,00	4,00	10,00	7,83	0,00	7,83
Adjoint territorial patrimoine	C	8,00	1,00	9,00	6,00	0,00	6,00
Assistant conservation pal 1c	B	4,00	0,00	4,00	3,90	0,00	3,90
Assistant conservation pal 2c	B	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
Assistant de conservation	B	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	11,00	8,00	19,00	9,85	1,55	11,40
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	4,00	6,00	10,00	1,80	4,50	6,30
Assistant ens. artistique	B	2,00	6,00	8,00	0,00	4,05	4,05
Attaché cons.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal conservation	A	2,00	0,00	2,00	1,90	0,00	1,90
Bibliothécaire territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur (bibliothèque)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur (patrimoine)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur étab ens art 1ca	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur de dessin	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Professeur ens. art. cl.N	A	11,00	4,00	15,00	10,88	1,82	12,70
FILIERE ANIMATION (i)		46,00	12,00	58,00	44,80	1,00	45,80
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	18,00	2,00	20,00	17,22	0,00	17,22
Adjoint territorial animation	C	12,00	10,00	22,00	15,58	0,00	15,58
Animateur	B	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Animateur principal de 1ère cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Animateur principal de 2ème cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		13,00	0,00	13,00	8,00	0,00	8,00
Brigadier (appellation)	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Brigadier-chef principal	C	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Gardien-brigadier	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		1,00	0,00	1,00	0,00	7,00	7,00
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Intervenant		0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	7,00

VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - BS - 2022

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		389,00	93,00	482,00	347,74	47,21	394,95

Affiché le
 EFFECTIFS POURVUS SUR SLO
 BUDGETAIRES EN ETPT (4)
 ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	558	0,00	A	A
Animateur	B	ANIM	478	0,00	3-4	CDI
Assistant de conservation	B	CULT	372	0,00	3-1	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	372	0,00	3-2	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	388	0,00	3-1	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	513	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	484	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	484	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	506	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	480	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	399	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	431	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	478	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	415	0,00	3-3-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	372	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	372	0,00	3-2	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	388	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	478	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	A	A
Attaché	A	ADM	469	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	3-3-2°	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	356	0,00	3-2	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	356	0,00	3-2	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	356	0,00	3-2	CDD
Auxil de puériculture pal 2 cl	C	MS	359	0,00	3-2	CDD
Conseiller socio-éducatif	A	S	532	0,00	3-3-2°	CDD
Conseiller ter A.P.S principal	A	SP	896	0,00	A	A
Conseiller ter A.P.S principal	A	SP	995	0,00	A	A
Educateur A.P.S pal 2cl	B	SP	599	0,00	A	A
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	512	0,00	3-3-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	444	0,00	3-2	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	388	0,00	3-3-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	397	0,00	A	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	397	0,00	A	A

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Educateur territorial A.P.S	B	SP	478	0,00	A	A
Intervenant		OTR	0	0,00	A	A
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Intervenant		OTR	0	0,00	3-a°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	712	0,00	A	A
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	712	0,00	A	A
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	558	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien	B	TECH	372	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_076-DE

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER****C2****C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mairie d'Auxerre (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Détention d'une part du capital</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
-	DOMANYS		SA HLM	2 323 722,45
-	OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT		OPH	98 034 484,95
-	OGEC SAINT JOSEPH*		Association	453 541,48
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).



IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT**

C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Communauté de l'Auxerrois		Subventions	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE****C3.2****C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)**

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.



IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE



IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES**DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES****D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES**

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00			0,00	0,00

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-077 - Budget Crématorium – Budget supplémentaire 2022

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le budget supplémentaire 2022 du budget du crématorium de la Ville d'Auxerre est arrêté comme suit :

en euros	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	511 662,98	511 662,98
Investissement	3 000,00	3 000,00
Total	514 662,98	514 662,98

Ce budget intègre les reports des résultats 2021 votés précédemment.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le budget supplémentaire 2022 du budget crématorium de la Ville d'Auxerre tel que présenté ci-dessus.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 37
- Voix contre : 0
- Abstentions : 0
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21890024900481	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE D'AUXERRE
--	--

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : CREMATORIUM (3)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	24
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	26
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	28
A3.2 - Etalement des provisions	29
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	32
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	33
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	34
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	35
A6 - Etat des charges transférées	36
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	37

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	38
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	39
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	40
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	41
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	42
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	43
B1.7 - Etat des engagements reçus	44
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	45
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	46

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	47
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	49
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	50
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	51

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	52
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	511 662,98	0,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 511 662,98
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		511 662,98	511 662,98

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	3 000,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 3 000,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		3 000,00	3 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	514 662,98	514 662,98
----------------------------	------------	------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	52 000,00	0,00	311 662,98	311 662,98	363 662,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
Total des dépenses de gestion des services		97 000,00	0,00	311 662,98	311 662,98	408 662,98
66	Charges financières	339,00	0,00	0,00	0,00	339,00
67	Charges exceptionnelles	39 661,00	0,00	200 000,00	200 000,00	239 661,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		137 000,00	0,00	511 662,98	511 662,98	648 662,98
023	Virement à la section d'investissement (6)	3 000,00		0,00	0,00	3 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		3 000,00		0,00	0,00	3 000,00
TOTAL		140 000,00	0,00	511 662,98	511 662,98	651 662,98

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	651 662,98
---	-------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	140 000,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
Total des recettes de gestion des services		140 000,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		140 000,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		140 000,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	511 662,98
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	651 662,98
---	-------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	3 000,00
---	-----------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	3 000,00
--	-----------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	6 000,00
---	-----------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	3 000,00		0,00	0,00	3 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	3 000,00		0,00	0,00	3 000,00
	TOTAL	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	6 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	6 000,00
---	-----------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	3 000,00
---	-----------------

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	311 662,98		311 662,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	200 000,00	0,00	200 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	511 662,98	0,00	511 662,98

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	511 662,98
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	3 000,00
--	-----------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	511 662,98
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	511 662,98
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	3 000,00
------------------------------------	-----------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	52 000,00	311 662,98	311 662,98
618	Divers	48 000,00	311 662,98	311 662,98
63512	Taxes foncières	4 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	45 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	45 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		97 000,00	311 662,98	311 662,98
66	Charges financières (b) (8)	339,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	350,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-11,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	39 661,00	200 000,00	200 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	39 661,00	200 000,00	200 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		137 000,00	511 662,98	511 662,98
023	Virement à la section d'investissement	3 000,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		3 000,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		3 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		140 000,00	511 662,98	511 662,98

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	511 662,98
---	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	46,36
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	57,27
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-11,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	140 000,00	0,00	0,00
757	Redevances des fermiers, concession..	140 000,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		140 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		140 000,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		140 000,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	511 662,98
--	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	511 662,98
---	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		3 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		3 000,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		3 000,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	3 000,00
---	-----------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	3 000,00	3 000,00
1068	Autres réserves	0,00	3 000,00	3 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	3 000,00	3 000,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	3 000,00	3 000,00
021	Virement de la section d'exploitation	3 000,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		3 000,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		3 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		3 000,00	3 000,00	3 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					60 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					60 000,00									
200502 - 3029828 ME	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	60 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,793	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					60 000,00									

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_077-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		9 750,00					3 000,00	322,57	0,00	24,54
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		9 750,00					3 000,00	322,57	0,00	24,54
200502 - 3029828 ME	N	0,00	A-1	9 750,00	3,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,793	3 000,00	322,57	0,00	24,54
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		9 750,00					3 000,00	322,57	0,00	24,54

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

VILLE D'AUXERRE - CREMATORIUM - BS - 2022

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_077-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	9 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE	
AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS****A2****A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS****A3.1****A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS**

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS**

A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 3 000,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		3 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	3 000,00	0,00	3 000,00	6 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 3 000,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		3 000,00	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
29...	Dépréciation des immobilisations			
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à répartir plusieurs exercices			
021	Virement de la section d'exploitation	3 000,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	6 000,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 6 000,00
Ressources propres disponibles	VIII 6 000,00
Solde	IX = VIII – IV (5) 0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**

A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**

A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION****A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**

A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES

**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS****A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT
GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET****B1.3****B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL****B1.4****B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES****B1.6****B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.7****B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.1****B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES**ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.2****B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT
EMPLOYE PAR LA REGIE****C1.2****C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hotel de Ville d'Auxerre (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES**ARRETE ET SIGNATURES****D**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-078 - Attribution de subventions 2022 – Complément

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer un ensemble de subventions suivantes à divers organismes et associations locales aux montants précisés dans la liste ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Imputation	Subvention proposée
PLPB	Cyclo-cross international 12 et 13 novembre 2022	40 - 6574	5 000 €
Wood'coxerre	Manifestation – meeting voitures anciennes 17 et 18 septembre 2022	33 - 6574	3 000 €
Maison de la Francophonie	Trophée sport	40 - 6574	700 €
AuxR Judo	Championnat d'Europe	40 - 6574	500 €
HBCA	Trophée des Champ'Yonne	40 - 6574	1 500 €
ARTEM	Les Cadets Roussel du rire	30 - 6574	2 500 €
Amicale des Sapeurs-Pompiers	Bal des pompiers	025-6574	500 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer les subventions selon le tableau ci-joint,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget supplémentaire 2022,
- d'autoriser le maire à signer toutes les conventions nécessaires au versement de ces subventions.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 36
- Voix contre : 0
- Abstention : 1 M. A. BAULU
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-079 - Construction de 18 logements - Résidence Gembloux à Auxerre - Garantie d'emprunt au profit de l'Office Auxerrois de l'Habitat

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

VU l'article L 2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du 18 Octobre 2021 du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat portant souscription d'un contrat de prêt composé de 5 lignes de prêts pour un montant total de 2 450 798 euros, dont le détail figure en annexe de la présente délibération, auprès de la Banques des Territoires pour une opération de construction de 18 logements locatifs sis rue de Gembloux à Auxerre,

Vu le Contrat de Prêt n°134553 en annexe signé entre l'Office Auxerrois de l'Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;

Considérant la demande de l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la ville d'Auxerre pour que celle-ci se porte garant de cet emprunt à hauteur de 50 %,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la Communauté de l'Auxerrois est également sollicitée à hauteur de 50 % ,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1^{er} : La ville d'Auxerre accorde sa garantie d'emprunt à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 450 798 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°134553, constitué de 5 Lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 225 399 euros – un million deux cent vingt cinq mille trois cent quatre vingt dix neuf euros, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5473400	5473399	5473398	5473397
Montant de la Ligne du Prêt	499 561 €	104 933 €	1 311 262 €	265 042 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt ²	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5473401			
Montant de la Ligne du Prêt	270 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,72 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,72 %			
Phase d'amortissement				
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	1,72 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	Sans objet			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Article 3 : La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement

Article 4 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Municipal autorise le Maire de la ville d'Auxerre, avec faculté de lui substituer l'adjoint ayant délégation, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'Office Auxerrois de l'Habitat.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 35
- Voix contre : 0
- Abstentions : 2 V. VALLÉ, S. DOLOZILEK
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

**OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
 OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS**

**EXTRAIT
 REGISTRE DES DELIBERATIONS**

CONSEIL d'ADMINISTRATION

REUNION DU LUNDI 18 OCTOBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le lundi 18 octobre 2021, à 19 heures, les membres du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Salle Polyvalente de Chevannes.

PRESENTS : Auria BOUROUBA, Mahiédine CHENOUNA, Anna CONTANT, Mathieu DEBAIN, Raymonde DELAGE, Jean-Michel FREVILLE, Elisabeth GERARD-BILLEBAULT, Valérie GIABBANI, Gilles JACQUEMARD, Isabelle JOAQUINA, Christian LALANDRE, Samira MARCHOUD, Abderahmane NASSOUR, Alain THUAULT, Vincent VALLE, Manuella INES Représentante de l'Etat.

EXCUSES : Ouafaa EL KHOUDAR (Pouvoir à Christian LALANDRE), Bernard Riant, Sylvie MONARD (Pouvoir à Gilles JACQUEMARD), Bernard BUFFAUT (Pouvoir à Alain THUAULT), Christiane ANTENNI, Christophe BONNEFOND (Pouvoir à Isabelle JOAQUINA), Sylvain DUVAL

10 AUXERRE – RESIDENCE GEMBOUX – ACTUALISATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET ECHANGE FONCIER

Par délibération en date du 06 septembre 2021, le Bureau du Conseil d'Administration de l'OAH a approuvé le nouveau plan de financement de construction de 18 logements locatifs sociaux situé sur le quartier des Rosoirs à Auxerre. Cependant, une erreur matérielle s'est glissée dans la présente délibération.

Actualisation du plan de financement

Ainsi, le plan de financement pour la construction de 18 logements est actualisé comme suit :

Pour les 13 logements PLUS :

DEPENSES	MONTANT TTC TVA 10%PLUS	RECETTES	MONTANT TTC	REPARTITION
TRAVAUX	1 592 761€	SUBVENTION ETAT	0€	0.60%
FONCIER	284 545€	SUBVENTION INTERCOMMUNALITE	13 000€	
HONORAIRES	206 610€	PRET CONSTRUCTION CDC	1 329 459€	94.40%
REVISIONS	35 517€	PRET FONCIER CDC	282 800€	
		PRET ACTION LOGEMENT	195 000€	
		PRET BOOSTER 20ANS	195 000€	
		APPORT ORGANISME	104 174€	5%
TOTAL	2 119 433€	TOTAL	2 119 433€	100%

Préfecture de l'Yonne
 Service du Courrier

21 OCT. 2021

ARRIVÉE

Pour les 5 logements PLAI :

DEPENSES	MONTANT TTC TVA 5.5% PLAI	RECETTES	MONTANT TTC	REPARTITION
TRAVAUX	604 792€	SUBVENTION ETAT	29 130€	5%
FONCIER	92 183€	SUBVENTION INTERCOMMUNALITE	10 000€	
HONORAIRES	78 452€	PRET CONSTRUCTION CDC	480 929€	90%
REVISIONS	13 486€	PRET FONCIER CDC	87 610€	
		PRET ACTION LOGEMENT	65 000€	
		PRET BOOSTER 20ANS	75 000€	
		APPORT ORGANISME	41 244€	5%
TOTAL	788 913€	TOTAL	788 913€	100%

Le prix de revient global de l'opération est de 2 908 346€.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration, à l'unanimité, approuvent le nouveau plan de financement et autorisent le Directeur Général à :

- ✚ Solliciter les subventions prévues au plan de financement, les garanties d'emprunt et les prêts auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations et d'Action Logement.
- ✚ Signer les contrats de prêts

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.
 Certifié exécutoire, dûment habilité aux présentes.

Pour copie conforme

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
 OPH de la Communauté de l'Auxerrois
 12 avenue des Brichères
 BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
 278 900 014 RCS AUXERRE
 Tél. : 03.86.72.59.00

Le Directeur Général,


 Eric CAMPOY

Préfecture de l'Yonne
 Service du Courrier

21 OCT. 2021

ARRIVÉE

Monsieur le Président
De la Communauté
D'agglomération de l'Auxerrois
3 rue Clémenceau – BP58
89010 Auxerre Cédex

Nos réf. : Département administratif et financier – AB/NB
Dossier suivi par : Nathalie BEAUFUME Tél : 03.86.72.59.55

Objet : Garantie d'emprunt CDC

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'opération de construction de 18 logements - Résidence Gembloux à Auxerre, l'OAH a contracté un contrat de prêt composé de 5 lignes d'un montant de 2 450 798,00 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- Un prêt PLAI de 499 561 €
- Un prêt PLAI Foncier de 104 933 €
- Un prêt PLUS de 1 311 262 €
- Un prêt PLUS Foncier de 265 042 €
- Un prêt Booster de 270 000 €

L'OAH sollicite la garantie de cet emprunt à hauteur de 50% avec la ville d'Auxerre et 50% avec la communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Vous trouverez ci-joint :

- La délibération d'autorisation d'emprunt du Bureau du Conseil d'Administration de l'office.
- Le contrat de prêt + tableaux d'amortissement
- Le modèle de délibération de garantie de la CDC pour la Ville et pour la CA.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur Général



Eric CAMPOY



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Franck TAQUI
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 13/04/2022 10:21:58

Eric CAMPOY
DIRECTEUR GENERAL
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
Signé électroniquement le 14/04/2022 08:29:55

Préfecture de l'Yonne-service du courrier
15 AVR. 2022
ARRIVÉE

CONTRAT DE PRÊT

N° 134553

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT - n° 000289993

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT, SIREN n°: 278900014, sis(e) 12 AVENUE DES BRICHERES CS 20357 89006 AUXERRE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 18 logements situés RUE DE GEMBOUX 89000 AUXERRE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions quatre-cent-cinquante mille sept-cent-quatre-vingt-dix-huit euros (2 450 798,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille cinq-cent-soixante-et-un euros (499 561,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre mille neuf-cent-trente-trois euros (104 933,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million trois-cent-onze mille deux-cent-soixante-deux euros (1 311 262,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-soixante-cinq mille quarante-deux euros (265 042,00 euros) ;
- Prêt Booster Taux fixe - Soutien à la production, d'un montant de deux-cent-soixante-dix mille euros (270 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux OAT** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux OAT. En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée à la date de calcul, la Courbe de Taux OAT sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux OAT (taux « bid ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure. En l'absence de publication de l'ensemble des taux de la courbe à la date de calcul, le taux retenu pour chaque maturité sera le dernier taux publié sur la page pour la référence de marché susvisée.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor. En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation. En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Booster** » est destiné à soutenir la production nouvelle de logements sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (**DL**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux OAT** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés (taux « bid ») sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. En cas d'absence de publication de la Courbe de Taux OAT sur la page Bloomberg à la date de calcul, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

La « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/04/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5473400	5473399	5473398	5473397
Montant de la Ligne du Prêt	499 561 €	104 933 €	1 311 262 €	265 042 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt ²	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5473401			
Montant de la Ligne du Prêt	270 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,72 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,72 %			
Phase d'amortissement				
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	1,72 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	Sans objet			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evènement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- **Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :**

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** » d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'AUXERRE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article « **Conditions financières des remboursements anticipés volontaires** » sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
CS 20357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108230, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 134553, Ligne du Prêt n° 5473400

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
CS 20357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108230, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 134553, Ligne du Prêt n° 5473399

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
CS 20357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108230, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 134553, Ligne du Prêt n° 5473398

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
CS 20357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108230, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 134553, Ligne du Prêt n° 5473397

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

12 AVENUE DES BRICHERES
CS 20357
89006 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108230, OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 134553, Ligne du Prêt n° 5473401

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR7540031000010000318533F80 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004030 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



Emprunteur : 0289993 - OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 134553 / N° de la Ligne du Prêt : 5473400
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 499 561 €
Taux actuariel théorique : 0,80 %
Taux effectif global : 0,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/04/2023	0,80	14 643,13	10 646,64	3 996,49	0,00	488 914,36	0,00
2	13/04/2024	0,80	14 643,13	10 731,82	3 911,31	0,00	478 182,54	0,00
3	13/04/2025	0,80	14 643,13	10 817,67	3 825,46	0,00	467 364,87	0,00
4	13/04/2026	0,80	14 643,13	10 904,21	3 738,92	0,00	456 460,66	0,00
5	13/04/2027	0,80	14 643,13	10 991,44	3 651,69	0,00	445 469,22	0,00
6	13/04/2028	0,80	14 643,13	11 079,38	3 563,75	0,00	434 389,84	0,00
7	13/04/2029	0,80	14 643,13	11 168,01	3 475,12	0,00	423 221,83	0,00
8	13/04/2030	0,80	14 643,13	11 257,36	3 385,77	0,00	411 964,47	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	13/04/2031	0,80	14 643,13	11 347,41	3 295,72	0,00	400 617,06	0,00
10	13/04/2032	0,80	14 643,13	11 438,19	3 204,94	0,00	389 178,87	0,00
11	13/04/2033	0,80	14 643,13	11 529,70	3 113,43	0,00	377 649,17	0,00
12	13/04/2034	0,80	14 643,13	11 621,94	3 021,19	0,00	366 027,23	0,00
13	13/04/2035	0,80	14 643,13	11 714,91	2 928,22	0,00	354 312,32	0,00
14	13/04/2036	0,80	14 643,13	11 808,63	2 834,50	0,00	342 503,69	0,00
15	13/04/2037	0,80	14 643,13	11 903,10	2 740,03	0,00	330 600,59	0,00
16	13/04/2038	0,80	14 643,13	11 998,33	2 644,80	0,00	318 602,26	0,00
17	13/04/2039	0,80	14 643,13	12 094,31	2 548,82	0,00	306 507,95	0,00
18	13/04/2040	0,80	14 643,13	12 191,07	2 452,06	0,00	294 316,88	0,00
19	13/04/2041	0,80	14 643,13	12 288,59	2 354,54	0,00	282 028,29	0,00
20	13/04/2042	0,80	14 643,13	12 386,90	2 256,23	0,00	269 641,39	0,00
21	13/04/2043	0,80	14 643,13	12 486,00	2 157,13	0,00	257 155,39	0,00
22	13/04/2044	0,80	14 643,13	12 585,89	2 057,24	0,00	244 569,50	0,00
23	13/04/2045	0,80	14 643,13	12 686,57	1 956,56	0,00	231 882,93	0,00
24	13/04/2046	0,80	14 643,13	12 788,07	1 855,06	0,00	219 094,86	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	13/04/2047	0,80	14 643,13	12 890,37	1 752,76	0,00	206 204,49	0,00
26	13/04/2048	0,80	14 643,13	12 993,49	1 649,64	0,00	193 211,00	0,00
27	13/04/2049	0,80	14 643,13	13 097,44	1 545,69	0,00	180 113,56	0,00
28	13/04/2050	0,80	14 643,13	13 202,22	1 440,91	0,00	166 911,34	0,00
29	13/04/2051	0,80	14 643,13	13 307,84	1 335,29	0,00	153 603,50	0,00
30	13/04/2052	0,80	14 643,13	13 414,30	1 228,83	0,00	140 189,20	0,00
31	13/04/2053	0,80	14 643,13	13 521,62	1 121,51	0,00	126 667,58	0,00
32	13/04/2054	0,80	14 643,13	13 629,79	1 013,34	0,00	113 037,79	0,00
33	13/04/2055	0,80	14 643,13	13 738,83	904,30	0,00	99 298,96	0,00
34	13/04/2056	0,80	14 643,13	13 848,74	794,39	0,00	85 450,22	0,00
35	13/04/2057	0,80	14 643,13	13 959,53	683,60	0,00	71 490,69	0,00
36	13/04/2058	0,80	14 643,13	14 071,20	571,93	0,00	57 419,49	0,00
37	13/04/2059	0,80	14 643,13	14 183,77	459,36	0,00	43 235,72	0,00
38	13/04/2060	0,80	14 643,13	14 297,24	345,89	0,00	28 938,48	0,00
39	13/04/2061	0,80	14 643,13	14 411,62	231,51	0,00	14 526,86	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 13/04/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	13/04/2062	0,80	14 643,07	14 526,86	116,21	0,00	0,00	0,00
Total			585 725,14	499 561,00	86 164,14	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE



Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Emprunteur : 0289993 - OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 134553 / N° de la Ligne du Prêt : 5473399
Opération : Construction
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 104 933 €
Taux actuariel théorique : 0,80 %
Taux effectif global : 0,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/04/2023	0,80	2 554,57	1 715,11	839,46	0,00	103 217,89	0,00
2	13/04/2024	0,80	2 554,57	1 728,83	825,74	0,00	101 489,06	0,00
3	13/04/2025	0,80	2 554,57	1 742,66	811,91	0,00	99 746,40	0,00
4	13/04/2026	0,80	2 554,57	1 756,60	797,97	0,00	97 989,80	0,00
5	13/04/2027	0,80	2 554,57	1 770,65	783,92	0,00	96 219,15	0,00
6	13/04/2028	0,80	2 554,57	1 784,82	769,75	0,00	94 434,33	0,00
7	13/04/2029	0,80	2 554,57	1 799,10	755,47	0,00	92 635,23	0,00
8	13/04/2030	0,80	2 554,57	1 813,49	741,08	0,00	90 821,74	0,00
9	13/04/2031	0,80	2 554,57	1 828,00	726,57	0,00	88 993,74	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOX

ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/04/2032	0,80	2 554,57	1 842,62	711,95	0,00	87 151,12	0,00
11	13/04/2033	0,80	2 554,57	1 857,36	697,21	0,00	85 293,76	0,00
12	13/04/2034	0,80	2 554,57	1 872,22	682,35	0,00	83 421,54	0,00
13	13/04/2035	0,80	2 554,57	1 887,20	667,37	0,00	81 534,34	0,00
14	13/04/2036	0,80	2 554,57	1 902,30	652,27	0,00	79 632,04	0,00
15	13/04/2037	0,80	2 554,57	1 917,51	637,06	0,00	77 714,53	0,00
16	13/04/2038	0,80	2 554,57	1 932,85	621,72	0,00	75 781,68	0,00
17	13/04/2039	0,80	2 554,57	1 948,32	606,25	0,00	73 833,36	0,00
18	13/04/2040	0,80	2 554,57	1 963,90	590,67	0,00	71 869,46	0,00
19	13/04/2041	0,80	2 554,57	1 979,61	574,96	0,00	69 889,85	0,00
20	13/04/2042	0,80	2 554,57	1 995,45	559,12	0,00	67 894,40	0,00
21	13/04/2043	0,80	2 554,57	2 011,41	543,16	0,00	65 882,99	0,00
22	13/04/2044	0,80	2 554,57	2 027,51	527,06	0,00	63 855,48	0,00
23	13/04/2045	0,80	2 554,57	2 043,73	510,84	0,00	61 811,75	0,00
24	13/04/2046	0,80	2 554,57	2 060,08	494,49	0,00	59 751,67	0,00
25	13/04/2047	0,80	2 554,57	2 076,56	478,01	0,00	57 675,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/04/2048	0,80	2 554,57	2 093,17	461,40	0,00	55 581,94	0,00
27	13/04/2049	0,80	2 554,57	2 109,91	444,66	0,00	53 472,03	0,00
28	13/04/2050	0,80	2 554,57	2 126,79	427,78	0,00	51 345,24	0,00
29	13/04/2051	0,80	2 554,57	2 143,81	410,76	0,00	49 201,43	0,00
30	13/04/2052	0,80	2 554,57	2 160,96	393,61	0,00	47 040,47	0,00
31	13/04/2053	0,80	2 554,57	2 178,25	376,32	0,00	44 862,22	0,00
32	13/04/2054	0,80	2 554,57	2 195,67	358,90	0,00	42 666,55	0,00
33	13/04/2055	0,80	2 554,57	2 213,24	341,33	0,00	40 453,31	0,00
34	13/04/2056	0,80	2 554,57	2 230,94	323,63	0,00	38 222,37	0,00
35	13/04/2057	0,80	2 554,57	2 248,79	305,78	0,00	35 973,58	0,00
36	13/04/2058	0,80	2 554,57	2 266,78	287,79	0,00	33 706,80	0,00
37	13/04/2059	0,80	2 554,57	2 284,92	269,65	0,00	31 421,88	0,00
38	13/04/2060	0,80	2 554,57	2 303,19	251,38	0,00	29 118,69	0,00
39	13/04/2061	0,80	2 554,57	2 321,62	232,95	0,00	26 797,07	0,00
40	13/04/2062	0,80	2 554,57	2 340,19	214,38	0,00	24 456,88	0,00
41	13/04/2063	0,80	2 554,57	2 358,91	195,66	0,00	22 097,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOX

ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	13/04/2064	0,80	2 554,57	2 377,79	176,78	0,00	19 720,18	0,00
43	13/04/2065	0,80	2 554,57	2 396,81	157,76	0,00	17 323,37	0,00
44	13/04/2066	0,80	2 554,57	2 415,98	138,59	0,00	14 907,39	0,00
45	13/04/2067	0,80	2 554,57	2 435,31	119,26	0,00	12 472,08	0,00
46	13/04/2068	0,80	2 554,57	2 454,79	99,78	0,00	10 017,29	0,00
47	13/04/2069	0,80	2 554,57	2 474,43	80,14	0,00	7 542,86	0,00
48	13/04/2070	0,80	2 554,57	2 494,23	60,34	0,00	5 048,63	0,00
49	13/04/2071	0,80	2 554,57	2 514,18	40,39	0,00	2 534,45	0,00
50	13/04/2072	0,80	2 554,73	2 534,45	20,28	0,00	0,00	0,00
Total			127 728,66	104 933,00	22 795,66	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Emprunteur : 0289993 - OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 134553 / N° de la Ligne du Prêt : 5473398
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 311 262 €
Taux actuariel théorique : 1,53 %
Taux effectif global : 1,53 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/04/2023	1,53	44 072,09	24 009,78	20 062,31	0,00	1 287 252,22	0,00
2	13/04/2024	1,53	44 072,09	24 377,13	19 694,96	0,00	1 262 875,09	0,00
3	13/04/2025	1,53	44 072,09	24 750,10	19 321,99	0,00	1 238 124,99	0,00
4	13/04/2026	1,53	44 072,09	25 128,78	18 943,31	0,00	1 212 996,21	0,00
5	13/04/2027	1,53	44 072,09	25 513,25	18 558,84	0,00	1 187 482,96	0,00
6	13/04/2028	1,53	44 072,09	25 903,60	18 168,49	0,00	1 161 579,36	0,00
7	13/04/2029	1,53	44 072,09	26 299,93	17 772,16	0,00	1 135 279,43	0,00
8	13/04/2030	1,53	44 072,09	26 702,31	17 369,78	0,00	1 108 577,12	0,00
9	13/04/2031	1,53	44 072,09	27 110,86	16 961,23	0,00	1 081 466,26	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOX

ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 13/04/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/04/2032	1,53	44 072,09	27 525,66	16 546,43	0,00	1 053 940,60	0,00
11	13/04/2033	1,53	44 072,09	27 946,80	16 125,29	0,00	1 025 993,80	0,00
12	13/04/2034	1,53	44 072,09	28 374,38	15 697,71	0,00	997 619,42	0,00
13	13/04/2035	1,53	44 072,09	28 808,51	15 263,58	0,00	968 810,91	0,00
14	13/04/2036	1,53	44 072,09	29 249,28	14 822,81	0,00	939 561,63	0,00
15	13/04/2037	1,53	44 072,09	29 696,80	14 375,29	0,00	909 864,83	0,00
16	13/04/2038	1,53	44 072,09	30 151,16	13 920,93	0,00	879 713,67	0,00
17	13/04/2039	1,53	44 072,09	30 612,47	13 459,62	0,00	849 101,20	0,00
18	13/04/2040	1,53	44 072,09	31 080,84	12 991,25	0,00	818 020,36	0,00
19	13/04/2041	1,53	44 072,09	31 556,38	12 515,71	0,00	786 463,98	0,00
20	13/04/2042	1,53	44 072,09	32 039,19	12 032,90	0,00	754 424,79	0,00
21	13/04/2043	1,53	44 072,09	32 529,39	11 542,70	0,00	721 895,40	0,00
22	13/04/2044	1,53	44 072,09	33 027,09	11 045,00	0,00	688 868,31	0,00
23	13/04/2045	1,53	44 072,09	33 532,40	10 539,69	0,00	655 335,91	0,00
24	13/04/2046	1,53	44 072,09	34 045,45	10 026,64	0,00	621 290,46	0,00
25	13/04/2047	1,53	44 072,09	34 566,35	9 505,74	0,00	586 724,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/04/2048	1,53	44 072,09	35 095,21	8 976,88	0,00	551 628,90	0,00
27	13/04/2049	1,53	44 072,09	35 632,17	8 439,92	0,00	515 996,73	0,00
28	13/04/2050	1,53	44 072,09	36 177,34	7 894,75	0,00	479 819,39	0,00
29	13/04/2051	1,53	44 072,09	36 730,85	7 341,24	0,00	443 088,54	0,00
30	13/04/2052	1,53	44 072,09	37 292,84	6 779,25	0,00	405 795,70	0,00
31	13/04/2053	1,53	44 072,09	37 863,42	6 208,67	0,00	367 932,28	0,00
32	13/04/2054	1,53	44 072,09	38 442,73	5 629,36	0,00	329 489,55	0,00
33	13/04/2055	1,53	44 072,09	39 030,90	5 041,19	0,00	290 458,65	0,00
34	13/04/2056	1,53	44 072,09	39 628,07	4 444,02	0,00	250 830,58	0,00
35	13/04/2057	1,53	44 072,09	40 234,38	3 837,71	0,00	210 596,20	0,00
36	13/04/2058	1,53	44 072,09	40 849,97	3 222,12	0,00	169 746,23	0,00
37	13/04/2059	1,53	44 072,09	41 474,97	2 597,12	0,00	128 271,26	0,00
38	13/04/2060	1,53	44 072,09	42 109,54	1 962,55	0,00	86 161,72	0,00
39	13/04/2061	1,53	44 072,09	42 753,82	1 318,27	0,00	43 407,90	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	13/04/2062	1,53	44 072,04	43 407,90	664,14	0,00	0,00	0,00
Total			1 762 883,55	1 311 262,00	451 621,55	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOX

ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	13/04/2064	1,53	7 622,99	6 649,30	973,69	0,00	56 990,33	0,00
43	13/04/2065	1,53	7 622,99	6 751,04	871,95	0,00	50 239,29	0,00
44	13/04/2066	1,53	7 622,99	6 854,33	768,66	0,00	43 384,96	0,00
45	13/04/2067	1,53	7 622,99	6 959,20	663,79	0,00	36 425,76	0,00
46	13/04/2068	1,53	7 622,99	7 065,68	557,31	0,00	29 360,08	0,00
47	13/04/2069	1,53	7 622,99	7 173,78	449,21	0,00	22 186,30	0,00
48	13/04/2070	1,53	7 622,99	7 283,54	339,45	0,00	14 902,76	0,00
49	13/04/2071	1,53	7 622,99	7 394,98	228,01	0,00	7 507,78	0,00
50	13/04/2072	1,53	7 622,65	7 507,78	114,87	0,00	0,00	0,00
Total			381 149,16	265 042,00	116 107,16	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,00 % (Livret A).

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	13/04/2048	1,53	7 622,99	5 215,14	2 407,85	0,00	152 160,66	0,00
27	13/04/2049	1,53	7 622,99	5 294,93	2 328,06	0,00	146 865,73	0,00
28	13/04/2050	1,53	7 622,99	5 375,94	2 247,05	0,00	141 489,79	0,00
29	13/04/2051	1,53	7 622,99	5 458,20	2 164,79	0,00	136 031,59	0,00
30	13/04/2052	1,53	7 622,99	5 541,71	2 081,28	0,00	130 489,88	0,00
31	13/04/2053	1,53	7 622,99	5 626,49	1 996,50	0,00	124 863,39	0,00
32	13/04/2054	1,53	7 622,99	5 712,58	1 910,41	0,00	119 150,81	0,00
33	13/04/2055	1,53	7 622,99	5 799,98	1 823,01	0,00	113 350,83	0,00
34	13/04/2056	1,53	7 622,99	5 888,72	1 734,27	0,00	107 462,11	0,00
35	13/04/2057	1,53	7 622,99	5 978,82	1 644,17	0,00	101 483,29	0,00
36	13/04/2058	1,53	7 622,99	6 070,30	1 552,69	0,00	95 412,99	0,00
37	13/04/2059	1,53	7 622,99	6 163,17	1 459,82	0,00	89 249,82	0,00
38	13/04/2060	1,53	7 622,99	6 257,47	1 365,52	0,00	82 992,35	0,00
39	13/04/2061	1,53	7 622,99	6 353,21	1 269,78	0,00	76 639,14	0,00
40	13/04/2062	1,53	7 622,99	6 450,41	1 172,58	0,00	70 188,73	0,00
41	13/04/2063	1,53	7 622,99	6 549,10	1 073,89	0,00	63 639,63	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/04/2032	1,53	7 622,99	4 090,31	3 532,68	0,00	226 804,09	0,00
11	13/04/2033	1,53	7 622,99	4 152,89	3 470,10	0,00	222 651,20	0,00
12	13/04/2034	1,53	7 622,99	4 216,43	3 406,56	0,00	218 434,77	0,00
13	13/04/2035	1,53	7 622,99	4 280,94	3 342,05	0,00	214 153,83	0,00
14	13/04/2036	1,53	7 622,99	4 346,44	3 276,55	0,00	209 807,39	0,00
15	13/04/2037	1,53	7 622,99	4 412,94	3 210,05	0,00	205 394,45	0,00
16	13/04/2038	1,53	7 622,99	4 480,45	3 142,54	0,00	200 914,00	0,00
17	13/04/2039	1,53	7 622,99	4 549,01	3 073,98	0,00	196 364,99	0,00
18	13/04/2040	1,53	7 622,99	4 618,61	3 004,38	0,00	191 746,38	0,00
19	13/04/2041	1,53	7 622,99	4 689,27	2 933,72	0,00	187 057,11	0,00
20	13/04/2042	1,53	7 622,99	4 761,02	2 861,97	0,00	182 296,09	0,00
21	13/04/2043	1,53	7 622,99	4 833,86	2 789,13	0,00	177 462,23	0,00
22	13/04/2044	1,53	7 622,99	4 907,82	2 715,17	0,00	172 554,41	0,00
23	13/04/2045	1,53	7 622,99	4 982,91	2 640,08	0,00	167 571,50	0,00
24	13/04/2046	1,53	7 622,99	5 059,15	2 563,84	0,00	162 512,35	0,00
25	13/04/2047	1,53	7 622,99	5 136,55	2 486,44	0,00	157 375,80	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Edité le : 13/04/2022

Emprunteur : 0289993 - OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 134553 / N° de la Ligne du Prêt : 5473397
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 265 042 €
Taux actuariel théorique : 1,53 %
Taux effectif global : 1,53 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/04/2023	1,53	7 622,99	3 567,85	4 055,14	0,00	261 474,15	0,00
2	13/04/2024	1,53	7 622,99	3 622,44	4 000,55	0,00	257 851,71	0,00
3	13/04/2025	1,53	7 622,99	3 677,86	3 945,13	0,00	254 173,85	0,00
4	13/04/2026	1,53	7 622,99	3 734,13	3 888,86	0,00	250 439,72	0,00
5	13/04/2027	1,53	7 622,99	3 791,26	3 831,73	0,00	246 648,46	0,00
6	13/04/2028	1,53	7 622,99	3 849,27	3 773,72	0,00	242 799,19	0,00
7	13/04/2029	1,53	7 622,99	3 908,16	3 714,83	0,00	238 891,03	0,00
8	13/04/2030	1,53	7 622,99	3 967,96	3 655,03	0,00	234 923,07	0,00
9	13/04/2031	1,53	7 622,99	4 028,67	3 594,32	0,00	230 894,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOX

ID : 089-218900249-20220630-2022_079-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 13/04/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	13/04/2032	1,72	16 069,51	13 320,88	2 748,63	0,00	146 483,48	0,00
11	13/04/2033	1,72	16 069,51	13 549,99	2 519,52	0,00	132 933,49	0,00
12	13/04/2034	1,72	16 069,51	13 783,05	2 286,46	0,00	119 150,44	0,00
13	13/04/2035	1,72	16 069,51	14 020,12	2 049,39	0,00	105 130,32	0,00
14	13/04/2036	1,72	16 069,51	14 261,27	1 808,24	0,00	90 869,05	0,00
15	13/04/2037	1,72	16 069,51	14 506,56	1 562,95	0,00	76 362,49	0,00
16	13/04/2038	1,72	16 069,51	14 756,08	1 313,43	0,00	61 606,41	0,00
17	13/04/2039	1,72	16 069,51	15 009,88	1 059,63	0,00	46 596,53	0,00
18	13/04/2040	1,72	16 069,51	15 268,05	801,46	0,00	31 328,48	0,00
19	13/04/2041	1,72	16 069,51	15 530,66	538,85	0,00	15 797,82	0,00
20	13/04/2042	1,72	16 069,54	15 797,82	271,72	0,00	0,00	0,00
Total				321 390,23	270 000,00	51 390,23		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 13/04/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Emprunteur : 0289993 - OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 134553 / N° de la Ligne du Prêt : 5473401
Opération : Construction
Produit : Prêt Booster - Taux fixe - Soutien à la production

Capital prêté : 270 000 €
Taux actuariel théorique : 1,72 %
Taux effectif global : 1,72 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	13/04/2023	1,72	16 069,51	11 425,51	4 644,00	0,00	258 574,49	0,00
2	13/04/2024	1,72	16 069,51	11 622,03	4 447,48	0,00	246 952,46	0,00
3	13/04/2025	1,72	16 069,51	11 821,93	4 247,58	0,00	235 130,53	0,00
4	13/04/2026	1,72	16 069,51	12 025,26	4 044,25	0,00	223 105,27	0,00
5	13/04/2027	1,72	16 069,51	12 232,10	3 837,41	0,00	210 873,17	0,00
6	13/04/2028	1,72	16 069,51	12 442,49	3 627,02	0,00	198 430,68	0,00
7	13/04/2029	1,72	16 069,51	12 656,50	3 413,01	0,00	185 774,18	0,00
8	13/04/2030	1,72	16 069,51	12 874,19	3 195,32	0,00	172 899,99	0,00
9	13/04/2031	1,72	16 069,51	13 095,63	2 973,88	0,00	159 804,36	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-080 - Opération au 1 rue Joubert à Auxerre – Garantie d'emprunt au profit de La Familiale Auxerroise

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIREDDIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Pascal HENRIAT

VU l'article L 2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

VU la demande de l'association LA FAMILIALE AUXERROISE auprès de ACTION LOGEMENT SERVICE, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, pour le financement de cette opération, par convention ACTION CŒUR DE VILLE n°ACV0000659 avec prêt long terme dont le détail figure en annexe de la présente délibération

Considérant la demande de l'association LA FAMILIALE auprès de la ville d'Auxerre pour que celle-ci se porte garant de cet emprunt à hauteur de 50 %,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la Communauté de l'Auxerrois est également sollicitée à hauteur de 50 %,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1^{er} : La ville d'Auxerre accorde sa garantie d'emprunt à l'association LA FAMILIALE pour une opération de réhabilitation d'un immeuble portant création de 9 logements comportant 5 logements de norme ANAH Social, 4 logements de norme ANAH Intermédiaire, à hauteur de **50 %** pour le remboursement d'un contrat de Prêt Long Terme d'un montant total de 318 141 euros comportant 2 lignes, souscrit auprès de ACTION LOGEMENT SERVICE

Article 2 : Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Objet : ligne 1 prêt filière ANAH Social

Nature : prêt dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction « PEEC »

Montant : 182 938 euros (cent quatre-vingt-deux mille neuf cent trente-huit euros)

Durée du prêt : 180 mois

Différé : 24 mois

Taux fixe : 0.25%

Périodicité des échéances : échéances mensuelles constantes

Coût total du prêt : 3 922.40 €

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Objet : ligne 2 prêt filière ANAH Intermédiaire

Nature : prêt dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction « PEEC »

Montant : 135 203 euros (cent trente-cinq mille deux cent trois euros)

Durée du prêt : 180 mois

Différé : 24 mois

Taux fixe : 0.25%

Périodicité des échéances : échéances mensuelles constantes

Coût total du prêt : 2 897.92 euros

Article 3 : La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple ACTION LOGEMENT SERVICE, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement

Article 4 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Municipal autorise le Maire de la ville d'Auxerre, avec faculté de lui substituer l'adjoint ayant délégation, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre l'association LA FAMILIALE et ACTION LOGEMENT SERVICE.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 35

- Voix contre : 0

- Abstentions : 2 M. DEBAIN, S. DOLOZILEK

- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

CONVENTION ACTION COEUR DE VILLE N°ACV0000659

Parc Privé

L'ensemble formé par les présentes conditions générales, les conditions particulières et les tableaux d'amortissement correspondants, constitue la convention de prêt(s) avec réservations locatives conclue entre ALS, l'emprunteur, le bénéficiaire et/ou le bailleur, formant un tout indissociable et indivisible. En cas d'incompatibilité, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales de la Convention.

ENTRE :

Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, dûment représentée par Monsieur Olivier RICO, en sa qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « ALS »,

ET :

LA FAMILIALE AUXERROISE, Associations et fondations dont le siège social est situé 5 Place De L'abbé Deschamps à AUXERRE (89000) immatriculé(e) au registre du commerce et des sociétés de AUXERRE sous le numéro d'identification unique 800 780 132, représentée par Monsieur Michel CHAUFOURNAIS, en sa qualité de Représentant de l'Association,

Ci-après dénommée successivement l'« **Emprunteur** », le « **Bénéficiaire** » et/ou le « **Bailleur** »,

ALS et l'Emprunteur, le Bénéficiaire et/ou le Bailleur sont désignés ensemble comme les « **Parties** » et séparément comme une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La présente convention a été établie en application de l'article L.313-3 du Code de la construction et de l'habitation et réalisée conformément à la convention quinquennale Etat/Action Logement en vigueur et aux directives émises par Action Logement Groupe qui précisent les conditions de mise en œuvre de ces financements.

Conformément à l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, en contrepartie des financements accordés par ALS, le Bailleur concerné doit s'obliger à lui consentir des droits de réservation locative sur des logements situés dans l'opération immobilière financée et/ou des logements faisant partie de son patrimoine.

Dans ce cadre, les dispositions de la présente convention ont été établies à l'issue des travaux ou échanges entre l'Emprunteur et la Délégation régionale d'Action Logement Services Bourgogne Franche-Comté représentée par Monsieur Florent TRUBLET, validées par la Commission Crédit d'ALS au titre de l'exercice 2022.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

CONDITIONS PARTICULIERES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

La convention (la « **Convention** ») est constituée des présentes conditions particulières (les « **Conditions Particulières** ») et des conditions générales qui s'y rattachent (les « **Conditions Générales** ») de même que, le cas échéant, du tableau d'amortissement prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme (le « **Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme** ») .et, le cas échéant, du tableau d'amortissement prévisionnel du Contrat de Prêt Court Terme (le « **Tableau d'Amortissement du Contrat de Prêt Court Terme** »).

La Convention est un *instrumentum* contenant jusqu'à quatre contrats distincts (les « **Contrats** ») : un contrat de prêt long terme (le « **Contrat de Prêt Long Terme** »), un contrat de prêt court terme (le « **Contrat de Prêt Court Terme** »), un contrat de subvention (le « **Contrat de Subvention** ») et un contrat de réservation (le « **Contrat de Réservation** »).

LOCALISATION ET FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

L'Emprunteur s'engage à utiliser les financements accordés afin de réaliser l'opération de Acquisition d'un immeuble avec obligation de travaux (l'« **Opération** ») de l'ensemble immobilier situé 1 Rue Joubert à 89000 AUXERRE et comportant 5 logements de norme ANAH Social, 4 logements de norme ANAH Intermédiaire (l'« **Immeuble** »).

A ce titre, l'Emprunteur déclare que le prix de revient prévisionnel de l'Opération s'élève à 794 732,00 € et se décompose de la façon suivante :

	Filière ANAH Intermédiaire	Filière ANAH Social	TOTAL
Aléas / Imprévus	0,00 €	7 143,00 €	7 143,00 €
Construction / Travaux	299 282,00 €	404 945,00 €	704 227,00 €
Divers	4 040,00 €	5 465,00 €	9 505,00 €
Honoraires	27 280,00 €	46 577,00 €	73 857,00 €
TOTAL	330 602,00 €	464 130,00 €	794 732,00 €

L'Emprunteur déclare que le plan de financement prévisionnel de l'Opération est le suivant :

	Filière ANAH Intermédiaire	Filière ANAH Social	TOTAL
Autres prêts	16 643,00 €	39 322,00 €	55 965,00 €
Prêt long terme PEEC Action Cœur de Ville	135 203,00 €	182 938,00 €	318 141,00 €
Subvention ANAH	57 588,00 €	77 921,00 €	135 509,00 €
Subvention Autres	63 224,00 €	85 547,00 €	148 771,00 €
Subvention PEEC Action Cœur de Ville	57 944,00 €	78 402,00 €	136 346,00 €
TOTAL	330 602,00 €	464 130,00 €	794 732,00 €

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 - MONTANT DU PRÊT LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur un prêt (le « Prêt Long Terme ») dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction « PEEC » d'un montant de 318 141,00 € (Trois cent dix-huit mille cent quarante et un euros) aux conditions suivantes :

Nature	Montant	Durée	Différé	Périodicité	Filière	Taux d'intérêt nominal annuel	TEG	Coût total du prêt
Prêt amortissable	182 938,00 €	180 mois	24 mois	mensuelle	ANAH Social	0,25 %	0,25%	3 922,40 €
Prêt amortissable	135 203,00 €	180 mois	24 mois	mensuelle	ANAH Intermédiaire	0,25 %	0,25%	2 897,92 €

ARTICLE 2 – CONDITIONS D'UTILISATION

Le Prêt Long Terme sera mis à disposition à la date demandée par l'Emprunteur en un ou plusieurs versement(s) (un « Versement ») sous réserve de la satisfaction des conditions stipulées à l'article 2 des Conditions Générales et à l'article 3 ci-dessous.

Toute demande de Versement devra être adressée par l'Emprunteur à ALS par voie électronique ou postale précisant le numéro de la Convention et la somme demandée.

ALS virera sur le compte de l'Emprunteur les fonds correspondant au Versement dans un délai de 30 Jours Ouvrés suivant la réception d'une demande de Versement dûment adressée.

ARTICLE 3 – DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur atteste que :

- Le montant maximum des financements Action Cœur de Ville issus de la PEEC est plafonné au montant des travaux éligibles y compris les honoraires y afférents, dans la limite de 1000 € TTC par m² de surface habitable sauf dérogation de la Commission crédit, au sens de l'article R.111-2 du Code de la construction et de l'habitation.
- Les logements produits dans le cadre de l'Opération ont fait l'objet ou pourront faire l'objet, d'un conventionnement Anah avec ou sans travaux. Dans cette hypothèse, le Prêt Long Terme est octroyé sous la condition suspensive de l'obtention effective par

l'Emprunteur du conventionnement demandé et de sa justification auprès d'ALS. A défaut de présentation par l'Emprunteur de cette décision, ALS pourra considérer la Convention comme caduque.

Les travaux financés ont pour objectif d'atteindre le niveau de performance environnementale déclaré et justifié par l'Emprunteur pour l'octroi du financement, le cas échéant.

- Au moins 75% des logements réhabilités ne dépasseront pas les plafonds de loyers et de ressources du logement intermédiaire.

ARTICLE 4 – REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE PARTIEL EN CAS DE SUR-FINANCEMENT

Sur présentation des pièces justificatives en vue du versement du solde du Prêt Long Terme et, le cas échéant, de la Subvention, le sur-financement est observé quand les conditions de financement initial ne sont plus respectées :

- le montant total des financements en Prêt Long Terme et, le cas échéant, en Subvention exprimé en € par m² de surface habitable dépasse le ratio initialement accordé en € par m² de surface habitable ;
- le montant total des financements en Prêt Long Terme et, le cas échéant, en Subvention dépasse le montant total du coût des travaux liés aux logements et des honoraires de l'Opération (financement supérieur à l'assiette finançable).

Le montant du sur-financement sera reparti au prorata des montants du Prêt Long Terme et, le cas échéant, de la Subvention (article 5 des Conditions Particulières du Contrat de Subvention) et sera déduit du dernier versement.

ARTICLE 5 – LIVRAISON DES LOGEMENTS

L'Emprunteur déclare que la livraison des logements situés dans l'Immeuble, objet de la Convention, est prévue en Juillet 2022. L'Emprunteur s'engage à notifier à ALS, dès qu'il en aura connaissance, toute modification apportée à cette date.

ARTICLE 6 – DUREE ET REMBOURSEMENT DU PRET LONG TERME

6.1 La date de dernière échéance du Prêt Long Terme est le 15^{ème} anniversaire de la date de mise à disposition du premier Versement, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date d'Echéance du Prêt Long Terme sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

6.2 Le Prêt Long Terme devra être remboursé en plusieurs échéances mensuelles à chaque date de paiement d'intérêts à hauteur d'un montant déterminé conformément à l'article 4 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme et tel que reflété, à la Date de Signature de la Convention, dans le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme. Le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme sera mis à jour par ALS et notifié à l'Emprunteur dès lors qu'un évènement en affecte le contenu (versement, remboursement anticipé, annulation).

ARTICLE 7 – REMUNERATION DU PRET LONG TERME

7.1 Le Prêt Long Terme produira des intérêts au taux indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

7.2 Les intérêts seront payés le dernier jour de chaque Période d'Intérêts (la « **Date de Paiement d'Intérêts** »), étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la **Date de Paiement d'Intérêts** sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

7.3 Les périodes d'intérêts sont déterminées à compter de la date de premier Versement et selon une périodicité mensuelle (les « **Périodes d'Intérêts** ») selon les règles suivantes :

- a) La première Période d'Intérêts commencera à la date du premier Versement et se terminera le jour correspondant à l'expiration d'un délai de 1 Mois à compter de la date du Versement ;
- b) Pour tout Versement postérieur, la première Période d'Intérêts relative à ce Versement commencera à la date de mise à disposition de ce Versement et se terminera le dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement ;
- c) Chaque Période d'Intérêts ultérieure commencera le dernier jour de la Période d'Intérêts précédente et se terminera à l'expiration d'un délai de 1 Mois ;

7.4 Pour chaque Période d'Intérêts, les intérêts dus seront calculés en multipliant le taux d'intérêt annuel par le nombre de jours de la Période d'Intérêts divisé par le nombre de jours de l'année (mode de calcul proportionnel). Le nombre de jours de la Période d'Intérêts, calculés à compter du premier jour (inclus) de la Période d'Intérêts considérée jusqu'au dernier jour (exclu) de la Période d'Intérêts considérée, et le nombre de jours de l'année sont déterminés sur la base de mois de 30 jours et d'une année de 360 jours (base de calcul).

7.5 Pour les besoins des articles L.314-1 à L.314-5 et R.314-1 et suivants du Code de la consommation et de l'article L.313-4 du Code monétaire et financier, les Parties reconnaissent que le taux de période s'élève à 0,0208% par mois et que le taux effectif global s'élève à 0,25% l'an.

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code de la consommation, le taux effectif global comprend, outre les intérêts, les frais et commissions ou rémunération de toute nature, directs ou indirects. C'est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le taux effectif global susmentionné, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance de ALS lors de l'instruction du Prêt.

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que le calcul du taux effectif global est fourni à titre indicatif avec l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début d'amortissement théorique du Prêt. Le taux effectif global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En outre, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugerait utiles à l'appréciation du coût global du contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 8 – PAIEMENT

L'Emprunteur autorise et donne mandat à ALS afin de prélever toute somme exigible sur le compte de l'Emprunteur. Ce mandat étant réputé d'intérêt commun, il est réputé irrévocable.

ARTICLE 9 – GARANTIES

Le Prêt Long Terme est garanti par la(les) sûreté(s) suivante(s) :

- **Garantie d'emprunt GAR00000246 et GAR00000247 auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales (annexe Collectivité Territoriale)**

Montant à garantir	Collectivité publique garante	Taux de garantie	Montant garanti
182 938,00 €	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	50 %	91 469,00 €
-	Ville d'Auxerre	50 %	91 469,00 €
135 203,00 €	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois	50 %	67 601,50 €
-	Ville d'Auxerre	50 %	67 601,50 €

L'Emprunteur s'engage à constituer, au profit d'ALS une garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales. Dès la première défaillance de remboursement constatée pour quelle que cause que ce soit, la (les) collectivité(s) territoriale(s) s'engage(nt) à rembourser à ALS toutes les sommes dues, dans les conditions prévues par la délibération de garantie. Le Contrat de Prêt Long Terme est conclu sous la condition suspensive de l'obtention d'une délibération de garantie d'emprunt d'une ou plusieurs collectivités territoriales, matérialisant son (leur) engagement. Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels la (les) garantie(s) d'emprunt et son (leur) exécution pourraient donner lieu, seront à la charge de l'Emprunteur.

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE SUBVENTION

ARTICLE 1 – MONTANT DE LA SUBVENTION

ALS accorde au Bénéficiaire une subvention (la « **Subvention** ») dont les fonds sont issus de la PEEC d'un montant de 136 346,00 € (Cent trente-six mille trois cent quarante-six euros), comme indiqué ci-dessous :

Nature	Montant	Filière
Subvention	78 402,00 €	ANAH Social
Subvention	57 944,00 €	ANAH Intermédiaire

ARTICLE 2 – DESTINATION DE LA SUBVENTION

La Subvention est destinée à permettre la réalisation de l'Opération.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'UTILISATION

La Subvention sera mise à disposition à la date demandée par le Bénéficiaire sous réserve de la satisfaction des conditions stipulées à l'article 2 des Conditions Générales du Contrat de Subvention.

Toute demande de Versement devra être adressée par le Bénéficiaire à ALS par voie postale ou électronique précisant le numéro de la Convention et la somme demandée.

ALS virera, sur le compte du Bénéficiaire, les fonds correspondant au Versement dans un délai de 30 Jours Ouvrés suivant la réception d'une demande de Versement dûment adressée.

ARTICLE 4 – DECLARATION DU BENEFICIAIRE

En signant la Convention, le Bénéficiaire atteste que :

- Le montant maximum des financements Action Cœur de Ville issus de la PEEC est plafonné au montant des travaux éligibles y compris les honoraires y afférents, dans la limite de 1000 € TTC par m² de surface habitable sauf dépassement accordé par la Commission crédit, au sens de l'article R.111-2 du Code de la construction et de l'habitation.
- Les logements produits dans le cadre de l'Opération ont fait l'objet ou pourront faire l'objet, d'un conventionnement Anah avec ou sans travaux. Dans cette hypothèse, la Subvention est octroyée sous la condition suspensive de l'obtention effective par le bénéficiaire du conventionnement demandé et de sa justification auprès d'ALS. A défaut de présentation par le bénéficiaire de cette décision, ALS pourra considérer la Convention comme caduque.
- Les travaux financés ont pour objectif d'atteindre le niveau de performance environnementale déclaré et justifié par le Bénéficiaire pour l'octroi du financement, le cas échéant.
- Au moins 75% des logements réhabilités ne dépasseront pas les plafonds de loyers et de ressources du logement intermédiaire.

ARTICLE 5 – REMBOURSEMENT OBLIGATOIRE PARTIEL EN CAS DE SUR-FINANCEMENT

Sur présentation des pièces justificatives en vue de versement du solde du Prêt Long Terme et/ou de la Subvention, le sur-financement est observé quand les conditions de financement initiales ne sont plus respectées :

- le montant total des financements en Subvention et Prêt Long Terme exprimé en € par m² de surface habitable dépasse le ratio initialement accordé en € par m² de surface habitable ;
- le montant total des financements en Subvention et Prêt Long Terme dépasse le montant total du coût des travaux liés aux logements et des honoraires de l'Opération (financement supérieur à l'assiette finançable) ;

Le montant du sur-financement sera réparti au prorata du montant de la Subvention et le cas échéant, du Prêt Long Terme (article 4 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme) et sera déduit du dernier versement.

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE RÉSERVATION

En contrepartie du Financement accordé au titre de la PEEC, le Bailleur s'oblige à affecter des logements locatifs à l'usage de personnes proposées par ALS. Ainsi, le Bailleur s'engage à mettre à la disposition d'ALS les droits de réservation suivants :

Contrepartie(s) locative(s) : 6 réservation(s), détaillée(s) comme suit :								
Ancien / Neuf	Livraison prévue le	Nb. Réserv.	Type Réserv.	Durée*	Nature	Norme	Localisation	Informations complémentaires
Neuf	01/07/2022	4	DS	9 ans	Collectif	ANAH LS	Dans l'opération financée	
Neuf	01/07/2022	2	DS	9 ans	Collectif	LI	Dans l'opération financée	

DS : droit de suite / DU : droit unique

** à compter de la mise à disposition effective des logements*

Cette mise à disposition de logements constitue pour le Bailleur une obligation de résultat à l'égard d'ALS pour une durée de 9 ans à compter de la date de 1^{ère} mise en location (inscrite sur le bail locatif) et ce, pour chaque logement identifié ci-dessus.

Contreparties locatives : 6 réservations, détaillées comme suit :										
Réservation	Durée	Norme de financement	Plafond de ressources applicable	Nature (collectif / individuel)	Typologie	Surface Habitable	Surface Utile	Loyer moyen HC/m²SU	Loyer en €/logt HC/mois	Descriptif annexes
OUI	9 ans	ANAH social	ANAH social	Collectif	T3	58,37	58,37	7,18 €	419 €	
		ANAH intermédiaire	ANAH intermédiaire	Collectif	T3	57,21	57,21	8,04 €	460 €	
		ANAH social	ANAH social	Collectif	T3	51,43	51,43	7,18 €	369 €	
		ANAH intermédiaire	ANAH intermédiaire	Collectif	T2	51,82	51,82	8,04 €	417 €	
		Anah Social	Anah Social	Collectif	T2	39,18	39,18	7,64 €	299 €	
		Anah Social	Anah Social	Collectif	T1 DUPLEX	51,13	51,13	7,18 €	367 €	
NON		ANAH social	ANAH social	Collectif	T3	70,8	70,8	6,15 €	435 €	
		ANAH intermédiaire	ANAH intermédiaire	Collectif	T2	42,34	42,34	8,93 €	378 €	
		ANAH intermédiaire	ANAH intermédiaire	Collectif	T2	48,85	48,85	8,93 €	436 €	
TOTAL		9 logements dont 6 réservés		Collectif	Du T2 au T4	471,13	471,13		3 580 €	

CONDITIONS GENERALES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Chaque terme commençant par une majuscule dans la Convention aura la signification qui lui est donnée dans celle-ci.

"Date de Signature" désigne la date de signature de la Convention par ALS.

"Groupe" désigne ALS et toute autre société ou autre entité contrôlée par ALS, contrôlant ALS ou contrôlée par la même personne que celle contrôlant ALS (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce).

"Jour Ouvré" désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à [Paris] tout en étant, s'il s'agit d'un jour où un paiement en euros doit être effectué, un Jour TARGET.

"Jour TARGET" désigne un jour quelconque où TARGET2 est ouvert au règlement de paiements en euros.

"Mois" désigne une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

- i. (Sous réserve du paragraphe (iii) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au Jour Ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent) ;
- ii. Si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce mois calendaire ;
- iii. Si la Période d'Intérêts commence le dernier Jour Ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

Les règles énoncées ci-dessus s'appliqueront uniquement au dernier Mois d'une période.

"TARGET2" désigne le système de paiement Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer (système de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel) qui utilise une plate-forme unique partagée (single shared platform) et qui a été lancé le 19 novembre 2007.

ARTICLE 2 – INTERPRETATION

2.1 Dans la Convention, sauf indication contraire :

- i. Toute référence à "ALS" inclut les successeurs, cessionnaires et ayants-droit à, ou de, ses droits et/ou obligations au titre du Contrat concerné ;
- ii. Toute référence à la "Convention", à un « Contrat », une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;
- iii. Toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'amendée ou mise à jour.

2.2 L'appréciation de la mesure dans laquelle un taux est "pour une période égale en durée" à une Période d'Intérêts ignorera toute incohérence résultant de la détermination du dernier jour de cette Période d'Intérêts conformément aux termes du Contrat de Prêt Long Terme.

2.3 Les titres articles sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du Contrat concerné.

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – OBJET DU PRET LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur le Prêt Long Terme dont les fonds sont issus de la PEEC aux conditions définies dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et dans les Conditions Générales du Prêt Long Terme.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

La mise à disposition de tout Versement du Prêt Long Terme sera subordonnée à la remise des documents suivants par l'Emprunteur, qui devront être satisfaisant tant sur la forme que sur le fond pour ALS, et à l'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée ou cas de remboursement anticipé obligatoire en cours ou pouvant résulter de la mise à disposition du Versement :

- La copie de la convention signée entre l'Emprunteur et l'Anah et/ou la copie de la notification du conventionnement avec l'Anah, sauf absence de conventionnement Anah ;
- L'exemplaire revenant à ALS, dûment paraphé et signé par l'Emprunteur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières et le Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme ;
- La copie de l'acte d'acquisition ou de l'attestation notariée ou du document justifiant que l'Emprunteur est titulaire d'un droit réel sur l'Immeuble ;

- La copie de la déclaration d'ouverture de chantier faisant suite à un permis de construire, ou en l'absence de permis de construire, l'original de la déclaration d'ouverture de chantier « Action Cœur de Ville » ;
- Un justificatif de prise de la garantie lorsqu'une garantie est demandée dans les conditions particulières (attestation d'inscription hypothécaire, copie de délibération de la collectivité accordant la garantie...) et plus particulièrement lorsque la garantie demandée est une garantie hypothécaire, un justificatif de prise de garantie hypothécaire, le cas échéant (attestation de signature devant notaire), faisant suite à la régularisation sous la forme authentique d'un acte réitératif du prêt consenti par ALS ou d'une reconnaissance de dette, contenant l'affectation hypothécaire visée dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme ;
- Tout document qu'ALS pourrait réclamer afin de pouvoir identifier l'Emprunteur ainsi que ses bénéficiaires effectifs et plus généralement afin de se conformer aux procédures d'identification des contreparties mises en place en application des articles 561-32 et suivants du Code monétaire et financier, de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ou toute autre loi ou réglementation qui lui est applicable ;

L'Emprunteur doit faire la demande du ou des déblocage(s) des fonds dans les délais éventuellement indiqués aux Conditions Particulières, sans dépasser un délai de 5 ans suivant la Date de Signature de la Convention. A défaut, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé.

Les fonds devront être décaissés au plus tard dans les délais suivants :

- S'agissant d'une opération de construction de logements ou d'acquisition de logements neufs, à l'expiration de celui des 2 délais suivants dont le terme est le plus éloigné : soit un an après la délivrance de la déclaration d'achèvement des travaux, soit 3 mois après la première occupation du logement ;
- S'agissant d'une opération visant l'amélioration de logements, 3 mois après l'achèvement des travaux ;
- S'agissant d'une opération d'acquisition de logements existants, 3 mois après l'acquisition ou la décision de l'agrément de l'Etat ou d'une collectivité ayant conclu avec l'Etat une convention de délégation de compétence pour la gestion du financement du logement, ce délai pouvant être porté à 24 mois lorsque l'aide accordée finance également des travaux d'amélioration.

Sur demande formulée par l'Emprunteur par voie postale ou électronique, le versement des fonds se fera selon les modalités suivantes :

- 25 % du montant du Prêt Long Terme pourra être décaissé sur présentation :
 - du document justifiant du démarrage effectif des travaux sus visé ;
 - d'une photo du panneau d'affichage relatif à l'opération financée y faisant figurer le logo ALS tel que visé à l'article 11 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme ;
 - des justificatifs des financements notifiés (offre de prêt bancaire, notification de la subvention Anah s'il y a lieu...)
- 50 % du montant du Prêt Long Terme pourra être décaissé sur présentation des appels de fonds accompagnés des factures, en deux versements ou plus ;
- Le solde sera décaissé sur présentation :
 - de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux ou du procès-verbal de réception de fin de chantier ;
 - de l'attestation de surface réalisée par un diagnostiqueur ou maître d'œuvre ;
 - du plan de financement définitif accompagné des justificatifs des financements effectivement perçus par l'Emprunteur ;
 - du prix de revient définitif détaillé de l'opération visé à l'article 11 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme ;
 - de la notification de subvention Anah effectivement obtenue, sauf absence de conventionnement Anah ;
 - du dossier de commercialisation des contreparties visé à l'article 2 des Conditions Générales du Contrat de réservation.

ARTICLE 3 – EMPLOI DES FONDS ISSUS DE LA PEEC

L'Emprunteur s'engage à affecter les fonds reçus pour l'Opération et à rendre compte de leur utilisation à ALS par courrier et pendant toute la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle par ALS, l'Emprunteur s'engage à notifier par écrit toute modification apportée à l'Opération pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé que l'utilisation de tout ou partie des fonds reçus pour financer un autre objet que l'Opération rendrait immédiatement exigible le remboursement à ALS des fonds considérés.

ARTICLE 4 – TAUX D'INTERET ET CALCUL DES ECHEANCES

Le Prêt Long Terme fera l'objet d'un remboursement à échéances constantes, le cas échéant à l'expiration de la phase de différé d'amortissement. Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la période i (Ei) :

$$E_i = CRD_{i-1} \times \frac{t}{1 - (1 + t)^{-(n-i+1)}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital Restant Dû (« **Capital Restant Dû** ») à l'issue de la période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement,

et étant précisé que :

- t est la conversion, le cas échéant, en taux périodique proportionnel du taux d'intérêt nominal annuel, conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article 7.4. des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

- le Capital Restant Dû initial (CRD₀) correspond à la somme des montants débloqués à la date de premier versement.
- Calcul des intérêts de la période i (I_f) :

$$I_f = CRD_{i-1} \times t$$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la période i (A_i) :

$$A_i = E_i - I_f$$

- Calcul du Capital Restant Dû à l'issue de la période i (CRD_i) :

$$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$$

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'évolue pas et il n'y a pas de calcul d'échéance et d'amortissement. Le montant de l'échéance est alors égal au montant des intérêts dus sur la période.

Cas spécifique des versements postérieurs au premier versement :

Le ou les versements postérieurs au premier Versement seront consolidés dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce ou ces versements pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce ou ces versements. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce ou ces versements à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

ARTICLE 5 – CADUCITE

Conformément à l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, en contrepartie du Prêt Long Terme et, le cas échéant de la Subvention accordé(s) par ALS, l'Emprunteur s'oblige à lui consentir des droits de réservation locative sur des logements situés dans l'Opération immobilière financée et/ou des logements faisant partie de son patrimoine aux termes du Contrat de Réservation.

Le Contrat de Prêt Long Terme étant lié au Contrat de Réservation, le cas échéant au Contrat de Subvention, et le cas échéant au Contrat de Prêt Court Terme, la nullité de l'un ou l'autre de ces Contrats entraînera la caducité du Contrat de Prêt Long Terme. Il est précisé que le remboursement de la Subvention accordée en cas de non-respect de l'un des engagements pris par le Bénéficiaire au titre du Contrat de Subvention, n'est pas assimilable à l'annulation du Contrat de Subvention et n'entraînera donc pas la caducité du Contrat de Prêt Long Terme (mais constituera un Cas d'Exigibilité Anticipé pouvant entraîner son remboursement). Il est également précisé que, si les Conditions Particulières prévoient un Prêt Court Terme, l'annulation de l'engagement d'ALS au titre de la mise à disposition du Prêt Court Terme dans les conditions précisées au Contrat de Prêt Court Terme de même que tout remboursement ou exigibilité anticipé du Prêt Court Terme n'est pas assimilable à l'annulation du Contrat de Prêt Court Terme et n'entraînera donc pas la caducité du Contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 6 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des échéances de remboursement et d'intérêts devra intervenir sur le compte bancaire d'ALS. Dans le cas d'un prélèvement, l'Emprunteur autorise, jusqu'à la dernière échéance, ALS à prélever, sur ce compte, les sommes correspondantes aux échéances dues.

ARTICLE 7 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

7.1 L'Emprunteur pourra rembourser par anticipation tout ou partie du Prêt Long Terme dans la limite d'une fois par an (étant entendu que tout remboursement partiel devra être d'un montant minimum de 10.000 euros et de 10% du Capital Restant Dû) sous réserve d'un préavis écrit à ALS d'au moins trois mois et que le remboursement intervienne à une Date de Paiement d'Intérêts. Tout avis de remboursement anticipé remis par l'Emprunteur sera irrévocable et précisera la date de remboursement ainsi que son montant.

7.2 Tout remboursement anticipé volontaire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé et donnera lieu au paiement de pénalités à hauteur de 6 mois d'intérêt sans pouvoir excéder 3% du Capital Restant Dû. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

ARTICLE 8 – REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE

8.1 En cas d'aliénation (notamment par voie de vente, d'apport ou d'échange) de tout ou partie des droits réels de l'Emprunteur sur l'Immeuble, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les dix (10) Jours Ouvrés après la signature de la promesse et au moins vingt (20) Jours Ouvrés avant la signature de l'acte de vente, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant Dû du Prêt Long Terme le jour de l'aliénation, en donnant instruction irrévocable au notaire de virer la somme due à ALS.

Toutefois, en cas d'aliénation de la totalité des droits réels sur l'Immeuble par l'Emprunteur à un tiers et de la substitution de plein droit de ce tiers dans les droits et obligations du Bailleur au titre du Contrat de Réservation par application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties peuvent toutefois convenir avec ce tiers, sous réserve de l'accord d'ALS, de la cession du Contrat de Prêt Long Terme, en ce compris les dettes et créances y afférentes, par l'Emprunteur à ce tiers.

8.2 En cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l'objet du Contrat de Réservation, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les plus brefs délais, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé après un délai de trente (30) jours et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Prêt Long Terme dans un délai de six mois à compter de la date du sinistre ou, s'il perçoit une indemnité d'assurance au titre de ce sinistre avant l'expiration de ce délai de six mois, dès réception de cette indemnité.

Cependant, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme ne sera pas annulé et l'Emprunteur ne sera pas tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant dû du Prêt Long Terme s'il justifie dans un délai de trente (30) jours (par une attestation d'architecte si ALS en fait la demande) que l'Immeuble peut être reconstruit dans un délai tel que cela ne remet pas en cause sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat de Réservation et qu'il justifie de la réalisation des travaux de reconstruction en temps utile en communiquant notamment la copie de tout permis de construire, déclaration d'achèvement et certificat de conformité.

8.3 Tout remboursement anticipé obligatoire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé mais ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité à l'exception des coûts de remploi. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

ARTICLE 9 – INTERETS DE RETARD

Si l'Emprunteur ne paye pas à bonne date un montant dû au titre du Contrat de Prêt Long Terme, ce montant portera intérêts, dans les limites autorisées par la loi et sans mise en demeure, pendant la période comprise entre sa date d'échéance et la date de son paiement effectif (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) à un taux de 4 % par an s'ajoutant au taux qui aurait été dû si le montant impayé avait constitué, pendant la période de retard de paiement, un Versement mis à disposition pendant des Périodes d'Intérêts successives fixées comme indiqué aux alinéas (a) et (b) de l'article 7.3 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur devra payer les intérêts échus au titre du présent article à première demande d'ALS.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non payés seront capitalisés avec le montant impayé au titre duquel ils seraient dus, dans la mesure où ils seraient dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 10 – EXIGIBILITE ANTICIPEE

10.1 Chacun des événements et circonstances mentionnés au présent Article 10.1 constitue un cas d'exigibilité anticipée (« **Cas d'Exigibilité Anticipée** ») :

- a) L'Emprunteur ne paie pas à sa date d'exigibilité une somme due au titre du Contrat de Prêt Long Terme, sauf si le non-paiement résulte d'une erreur administrative ou technique et le paiement est effectué 2 Jours Ouvrés après sa date d'exigibilité ;
- b) L'Emprunteur ne respecte pas l'une des stipulations du Contrat de Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention ou du Contrat de Réservation (autre que celles mentionnées au (a)) sauf si cette inexécution est susceptible de remédiation et s'il y est remédié dans un délai de 10 jours après la date la plus proche entre (A) la date à laquelle ALS aura avisé l'Emprunteur de l'inexécution et (B) la date à laquelle l'Emprunteur en aura eu connaissance ;
- c) Toute déclaration ou affirmation faite ou réputée faite par l'Emprunteur dans le Contrat de Prêt Long Terme, le Contrat de Prêt Court Terme, le Contrat de Subvention ou le Contrat de Réservation ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte de l'Emprunteur au titre de l'un de ces Contrats ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été, inexacte ou trompeuse sur un point significatif au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite ;
- d) Toute opération de fusion, de scission, de dissolution, de liquidation ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions affectant l'Emprunteur qui serait réalisée sans l'accord écrit préalable d'ALS ;
- e) La démolition ou le changement de destination de l'Immeuble ;
- f) La résiliation ou résolution du Contrat de Réservation ;
- g) L'emprunteur sollicite la désignation d'un mandataire ad hoc ou engage une procédure de conciliation en application des articles L.611-3 à L.611-15 du Code de commerce, l'Emprunteur est en état de cessation de paiement ou un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (en ce compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, une procédure de sauvegarde accélérée ou de sauvegarde financière accélérée), de redressement ou de liquidation judiciaire, ou un jugement ordonnant la cession totale ou partielle de l'entreprise est prononcé à l'encontre de l'Emprunteur en application des articles L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce.

10.2 À tout moment après la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée sous réserve qu'il persiste, ALS pourra, sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification à l'Emprunteur mais sans préjudice des dispositions impératives des articles L.611-16 et L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce :

- a) Résilier son engagement au titre du Prêt Long Terme ;
- b) Déclarer immédiatement exigibles tout ou partie du Prêt Long Terme, augmenté des intérêts en cours ou échus et de tous montants échus au titre de la Convention. Ces montants deviendront alors immédiatement exigibles.

ARTICLE 11 – OBLIGATION D'INFORMATION

11.1 Lors de l'arrêt des comptes de l'opération immobilière financée, l'Emprunteur devra remettre à ALS les éléments suivants :

- Le prix de revient définitif de l'opération immobilière ;
- Le plan de financement définitif de l'opération immobilière ;
- Le justificatif de mise à disposition des logements ;
- La copie de la déclaration d'achèvement des travaux ou du procès-verbal de réception des travaux.

11.2 Sur 1^{ère} demande d'ALS, l'Emprunteur s'engage à communiquer sous 10 jours :

- La copie de ses comptes annuels ;
- L'état locatif des logements réservés (numéros, type de logements, loyers et charges, nom des locataires, date d'entrée des locataires) ;

- Toute autre pièce d'ordre administratif, juridique, comptable et technique permettant de vérifier la bonne utilisation des fonds.

11.3 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de forme sociale dont il pourrait faire l'objet et lui communiquera une copie à jour de ses statuts dans les plus brefs délais après la décision de transformation.

11.4 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

11.5 L'Emprunteur avisera ALS de la survenance d'un quelconque Cas d'Exigibilité Anticipée (ainsi que des démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance et, si ALS lui en fait la demande, il remettra une attestation d'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée.

ARTICLE 12 – AFFICHAGE ET DOCUMENTATION RELATIFS A L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à mentionner la participation d'ALS en tant que financeur sur le panneau d'affichage (déclaration préalable/ permis de construire) relatif à l'opération financée en y faisant figurer un logo d'une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi). Il s'engage également sur tout document relatif à l'opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d'ALS transmise à l'Emprunteur.

ARTICLE 13 – PUBLICATION DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

ALS se réserve la possibilité de faire réitérer, devant notaire, le Contrat de Prêt Long Terme et de le faire publier au service de la publicité foncière. A cet effet, l'Emprunteur s'engage à remettre à l'office notarial désigné par ALS, dans un délai d'un mois à compter de la demande formulée par ALS, tous les renseignements et documents nécessaires à cette publication, ainsi qu'à signer l'acte de réitération.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie accepte de garder confidentiels les documents/informations (ci-après les « **Informations** ») qui leur sont communiqués par l'autre Partie pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Par conséquent, chaque Partie s'engage à :

- Utiliser les Informations communiquées par l'autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- Ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à ces Informations sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet du Contrat de Prêt Long Terme ;
- Prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Informations à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette Information que celui prévu aux présentes ;
- Prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite Information.

ALS pourra toutefois communiquer des Informations dans les circonstances où cela est permis par les dispositions de l'article L.511-33 du Code monétaire et financier sur le secret professionnel (notamment en cas de recours à un prestataire) ainsi qu'aux entités du Groupe et à toute autorité compétente dont l'ANCOLS.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ALS est engagée dans une démarche continue de protection des données à caractère personnel des personnes physiques qui entrent en relation avec elle, en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de votre demande, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction de votre dossier et sa gestion. Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement Services et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Action Logement Services est tenue au secret professionnel concernant ces données.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'Emprunteur dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement, d'un droit de limitation du traitement de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de données et d'un droit à la portabilité des données ainsi que du droit de définir le sort de vos données en cas de décès. Ces droits peuvent être exercés par courrier signé, en écrivant à Action Logement Services – Service conformité, 21, quai d'Austerlitz CS 41455 ; 75643 Paris cedex 13, en joignant la copie d'un titre d'identité comportant une signature, ainsi qu'un justificatif du domicile pour la réponse.

Pour information, le DPO d'Action Logement Services peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

L'Emprunteur dispose également du droit d'introduire une réclamation directement auprès de la CNIL, 3, place de Fontenoy ; 75007 Paris.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, Action Logement Services est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. Action Logement Services vérifie à cette fin l'identité et l'adresse de l'Emprunteur et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

L'Emprunteur est dûment informé qu'Action Logement Services a l'obligation de cesser sans délai toute relation d'affaires avec lui si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, Action Logement Services peut demander à l'Emprunteur de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine ou concernant ses bénéficiaires effectifs. L'Emprunteur est tenu de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en leur absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée de l'Emprunteur, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible de l'Emprunteur, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Conformément à la réglementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec l'Emprunteur intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 17 – AUTORITES DE CONTROLE

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud ; 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

ALS, en tant que société de financement, est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

Au sein du ministère chargé de l'Economie, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contribue à la conception et à la mise en œuvre de la politique économique, en veillant au bon fonctionnement des marchés sous tous leurs aspects, au bénéfice des consommateurs et des entreprises. Elle est située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13 (<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP>).

ARTICLE 18 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

Toute modification du Contrat de Prêt Long Terme devra faire l'objet d'un avenant.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi l'Emprunteur consent à l'avance, étant précisé que l'Emprunteur consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 19 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Prêt Long Terme est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 20 – FRAIS

Tous frais de recouvrement, frais de justice, taxes ainsi que tous honoraires présents ou à venir, versés par ALS pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 21 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Prêt Long Terme est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties font éléction de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris.**

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE SUBVENTION

ARTICLE 1 – OBJET DE LA SUBVENTION

La Subvention est une subvention Action Cœur de Ville, qui vient, le cas échéant, en complément d'un Prêt Long Terme et qui permet de financer des travaux liés à des opérations d'acquisition-amélioration, d'acquisition de locaux ou immeubles pour transformation d'usage, de réhabilitation d'immeubles entiers situés dans un périmètre d'opération de revitalisation des territoires, considérés comme stratégiques par les collectivités porteuses du projet.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Le Bénéficiaire doit faire la demande du ou des déblocage(s) des fonds dans les délais éventuellement indiqués aux Conditions Particulières, sans dépasser un délai de 5 ans suivant la Date de Signature. A défaut, l'engagement d'ALS au titre du Subvention sera annulé.

Les fonds devront être décaissés au plus tard dans les délais suivants :

- S'agissant d'une opération de construction de logements ou d'acquisition de logements neufs, à l'expiration de celui des 2 délais suivants dont le terme est le plus éloigné : soit un an après la délivrance de la déclaration d'achèvement des travaux, soit 3 mois après la première occupation du logement ;
- S'agissant d'une opération visant l'amélioration de logements, 3 mois après l'achèvement des travaux ;
- S'agissant d'une opération d'acquisition de logements existants, 3 mois après l'acquisition ou la décision de l'agrément de l'Etat ou d'une collectivité ayant conclu avec l'Etat une convention de délégation de compétence pour la gestion du financement du logement, ce délai pouvant être porté à 24 mois lorsque l'aide accordée finance également des travaux d'amélioration.

Sur demande formulée par l'Emprunteur par voie postale ou électronique, le versement des fonds se fera selon les modalités suivantes :

- 50 % du montant de la subvention pourra être décaissé sur présentation :
 - La copie de la déclaration d'ouverture de chantier faisant suite à un permis de construire, ou en l'absence de permis de construire, l'original de la déclaration d'ouverture de chantier « Action Cœur de Ville » ;
 - D'une photo du panneau d'affichage relatif à l'opération financée y faisant figurer le logo ALS tel que visé à l'article 8 -des Conditions Générales du Contrat de Subvention ;
 - Des justificatifs des financements notifiés (offre de prêt bancaire, notification de la subvention Anah s'il y a lieu...)
- Le solde de 50% sera décaissé sur présentation :
 - De la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux ou du procès-verbal de réception de fin de chantier ;
 - De l'attestation de surface réalisée par un diagnostiqueur ou maître d'œuvre ;
 - Du plan de financement définitif et des justificatifs des financements effectivement perçus par le Bénéficiaire ;
 - Du prix de revient définitif détaillé de l'opération ;
 - De la notification de subvention Anah effectivement obtenue, sauf absence de conventionnement Anah ;
 - Du dossier de commercialisation des contreparties visé à l'article 2 des Conditions Générales du Contrat de réservation.

ARTICLE 3 – OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à avertir ALS de la date de fin des travaux de l'Opération.

Le Bénéficiaire s'oblige, pendant toute la durée d'exécution du Contrat de Subvention, à fournir à ALS toutes les pièces justificatives qu'il pourrait lui demander afin d'examiner la conformité de sa situation au regard des obligations découlant du Contrat de Subvention. Le Bénéficiaire autorise ALS à effectuer tout contrôle nécessaire pour s'assurer de l'emploi correct des fonds.

Conformément à l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, en contrepartie de la Subvention accordée par ALS, le Bénéficiaire s'oblige à lui consentir des droits de réservation locative sur des logements situés dans l'Opération immobilière financée et/ ou des logements faisant partie de son patrimoine conformément au Contrat de Réservation.

ARTICLE 4 – REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

En cas d'aliénation (notamment par voie de vente, d'apport ou d'échange) de tout ou partie des droits réels du Bénéficiaire sur l'Immeuble, dès lors que les engagements du Contrat de Réservation ne pourront être poursuivis, le Bénéficiaire s'engage à rembourser le montant de la Subvention au prorata temporis entre la date du versement de la Subvention et la date de cession effective, dans les 2 mois qui suivent l'aliénation.

En cas de non-respect de l'un des engagements pris par le Bénéficiaire au titre du Contrat de Subvention, du Contrat de Prêt Long Terme, le cas échéant du Contrat de Prêt Court Terme, et du Contrat de Réservation, après mise en demeure préalable adressée par ALS au Bénéficiaire par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet sous un délai de 10 jours, le remboursement de la Subvention devient de plein droit exigible.

Le remboursement de la Subvention deviendra également de plein droit exigible en cas de résiliation ou résolution du Contrat de Réservation.

ALS pourra également réclamer le remboursement de la Subvention sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification au Bénéficiaire, si toute déclaration ou affirmation faite ou réputée faite par le Bénéficiaire dans le Contrat de Prêt Long Terme, (sauf si les Conditions Particulières ne prévoient pas de Prêt Court terme) le Contrat de Prêt Court Terme, le Contrat de Subvention ou le Contrat de Réservation ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte du Bénéficiaire au titre de l'un de ces Contrats ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été, inexacte ou trompeuse sur un point significatif au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite.

ARTICLE 5 – CADUCITE

Le Contrat de Subvention étant lié au Contrat de Réservation et (sauf si les Conditions Particulières ne prévoient pas de Prêt Long Terme et de Prêt Court Terme) au Contrat de Prêt Long Terme, au Contrat de Prêt Court Terme la nullité de l'un ou l'autre de ces Contrats entraînera la caducité du Contrat de Subvention. Il est précisé que, si les Conditions Particulières prévoient un Prêt Long Terme, un Prêt Court Terme, l'annulation de l'engagement d'ALS au titre de la mise à disposition du Prêt Long Terme, du Prêt Court Terme dans les conditions précisées au Contrat de Prêt Long Terme, au Contrat de Prêt Court Terme de même que tout remboursement ou exigibilité anticipé du Prêt Long Terme, du Prêt Court Terme n'est pas assimilable à l'annulation du Contrat de Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme et n'entraînera donc pas la caducité du Contrat de Subvention.

ARTICLE 6 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE SUBVENTION

Aucune modification ne pourra être apportée au Contrat de Subvention autrement que sous la seule forme d'un avenant.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Subvention ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi le Bénéficiaire consent à l'avance, étant précisé que le Bénéficiaire consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Subvention ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 7 – OBLIGATION D'INFORMATION

7.1 Lors de l'arrêté des comptes de l'opération immobilière financée, le Bénéficiaire devra remettre à ALS les éléments suivants :

- Le prix de revient définitif de l'opération immobilière ;
- Le plan de financement définitif de l'opération immobilière ;
- Le justificatif de mise à disposition des logements ;
- La copie de la déclaration d'achèvement des travaux ou du procès-verbal de réception des travaux.

7.2 Sur 1^{ère} demande d'ALS, l'Emprunteur s'engage à communiquer sous 10 jours :

- La copie de ses comptes annuels ;
- L'état locatif des logements réservés (numéros, type de logements, loyers et charges, nom des locataires, date d'entrée des locataires) ;
- Toute autre pièce d'ordre administratif, juridique, comptable et technique permettant de vérifier la bonne utilisation des fonds.

7.3 Le Bénéficiaire informera préalablement ALS de tout changement de forme sociale dont il pourrait faire l'objet et lui communiquera une copie à jour de ses statuts dans les plus brefs délais après la décision de transformation.

7.4 Le Bénéficiaire informera préalablement ALS de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

ARTICLE 8 – AFFICHAGE ET DOCUMENTATION RELATIFS A L'OPERATION

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner la participation d'ALS en tant que financeur sur le panneau d'affichage (déclaration préalable / permis de construire...) relatif à l'opération financée en y faisant figurer un logo d'une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi). Il s'engage également sur tout document relatif à l'opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d'ALS transmise au Bénéficiaire l'Emprunteur.

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ALS est engagée dans une démarche continue de protection des données à caractère personnel des personnes physiques qui entrent en relation avec elle, en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de votre demande, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction de votre dossier et sa gestion. Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement Services et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Action Logement Services est tenue au secret professionnel concernant ces données.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le Bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement, d'un droit de limitation du traitement de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de données et d'un droit à la portabilité des données ainsi que du droit de définir le sort de vos données en cas de décès. Ces droits peuvent être exercés par courrier signé, en écrivant à Action Logement Services – Service conformité, 21, quai d'Austerlitz CS 41455 ; 75643 Paris cedex 13, en joignant la copie d'un titre d'identité comportant une signature, ainsi qu'un justificatif du domicile pour la réponse.

Pour information, le DPO d'Action Logement Services peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

Le Bénéficiaire dispose également du droit d'introduire une réclamation directement auprès de la CNIL, 3, place de Fontenoy ; 75007 Paris.

ARTICLE 10 - LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, Action Logement Services est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. Action Logement Services vérifie à cette fin l'identité et l'adresse du Bénéficiaire et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

Le Bénéficiaire est dûment informé qu'Action Logement Services a l'obligation de cesser sans délai toute relation d'affaires avec lui si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, Action Logement Services peut demander au Bénéficiaire de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine ou concernant ses bénéficiaires effectifs. Le Bénéficiaire est tenu de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en leur absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée du Bénéficiaire, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible du Bénéficiaire, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Conformément à la réglementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec le Bénéficiaire, intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 11 - AUTORITES DE CONTROLE

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud ; 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

ALS, en tant que société de financement, est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

Au sein du ministère chargé de l'Economie, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contribue à la conception et à la mise en œuvre de la politique économique, en veillant au bon fonctionnement des marchés sous tous leurs aspects, au bénéfice des consommateurs et des entreprises. Elle est située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13 (<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP>).

ARTICLE 12 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Subvention est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 13 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Subvention est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Subvention, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de de Subvention, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris.**

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE RÉSERVATION

ARTICLE 1 – OBJET

Le Contrat de Réservation a pour objet de définir les conditions et les modalités d'exercice des droits de réservations locatives octroyés par le Bailleur, à ALS, afin de loger les salariés des entreprises, en contrepartie du Prêt Long Terme et, le cas échéant, de la Subvention accordés (ci-après le « **Financement** »).

Le Bailleur est tenu de remettre au locataire un logement décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé, répondant à un critère de performance énergétique minimale et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation.

Ces logements pourront faire l'objet ou non, d'un conventionnement Anah avec travaux ou d'un conventionnement Anah sans aide aux travaux.

Logements conventionnés Anah

Le conventionnement Anah devra être recherché en priorité, afin que les logements bénéficient d'un conventionnement Anah avec ou sans travaux relevant des catégories « très social, social et intermédiaire ». Ils sont ainsi soumis aux conditions de ressources et de loyers prévus et révisés annuellement au titre des articles L 321-4 et L 321-8 du Code de la construction et de l'habitation.

Logements non conventionnés Anah

Les logements dont les caractéristiques ne peuvent faire l'objet d'un conventionnement par la délégation locale de l'Anah (surface minimum requise, logements meublés, loyer intermédiaire en zone détendue...) devront respecter des conditions de plafonds de loyers et de ressources définis par Action Logement Services et correspondants aux plafonds en vigueur, publiés au Journal officiel, appliqués par l'Anah et fixés annuellement en logements très sociaux, sociaux et intermédiaires (articles L. 321-4 et L. 321-8 CCH).

Logements hors plafonds de loyers et de ressources

Les Logements dits à « loyers libres » sont autorisés dans la limite de 25% des logements du programme financé, et ne sont soumis à aucun plafonds de ressources ni de loyers (loyers libres)

ARTICLE 2 – DEFINITION DU DROIT DE RESERVATION

En application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, le Bailleur doit affecter, pour la durée et dans les conditions définies aux Conditions Particulières du Contrat de Réservation, les logements locatifs réservés à des personnes proposées par ALS, cette obligation étant la contrepartie directe du Financement accordé.

Pour chaque logement réservé, le Bailleur devra fournir à ALS, au minimum, les informations suivantes :

- L'adresse postale du logement ;
- La surface habitable ;
- Un descriptif des équipements ;
- Des photographies de la façade, des parties communes et des principales pièces à vivre ;
- Le montant du loyer et de ses annexes, et des charges prévisionnelles associées de chaque logement ;
- Les modalités de visite et les modalités de gestion locative (par le bailleur, par une agence immobilière, autre).

ALS propose au Bailleur un locataire pour chacun des logements réservés à chaque vacance de ces logements pendant la durée du Contrat de Réservation.

A ce titre, le Bailleur s'engage à notifier à ALS la date de disponibilité des logements réservés :

- Au plus tard un mois avant la fin présumée des travaux pour les logements réservés vacants au moment de la conclusion du Contrat de Réservation ;
- A la première libération du logement par le locataire en place à compter de la date de la signature de la Convention, pour les logements réservés non vacants au moment de la conclusion du Contrat de Réservation. L'information d'ALS par le Bailleur doit être adressée dans les quinze jours qui suivent la notification du congé ;
- Et ensuite à chaque libération du logement par le locataire en place, dans les quinze jours qui suivent la notification du congé, jusqu'au terme du Contrat de Réservation.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT D'UTILISATION DU DROIT DE RESERVATION

Pour chaque réservation, ALS s'engage à présenter dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après la date de notification de la disponibilité du logement (disponibilité après travaux ou après libération du logement), au moins une candidature de locataire.

Si la ou les candidatures présentées dans ce délai d'un mois n'aboutissent pas, ALS peut présenter d'autres candidatures dans un délai maximum d'un mois après la date de disponibilité du logement.

ALS s'engage à ce que la composition familiale et les ressources du ou des ménages présentés soient en adéquation avec la taille du logement et le niveau du loyer.

Le Bailleur ne pourra pas refuser plus de trois propositions respectant ces critères.

ARTICLE 4 – NON-PRESENTATION DE CANDIDATURE PAR ALS

En cas de non-respect par ALS des délais de présentation des candidatures fixés ci-dessus, le Bailleur peut louer le logement au locataire de son choix (à l'exclusion, le cas échéant, du nu-propriétaire, d'un indivisaire ou d'un associé de la SCI), dès lors que ses revenus n'excèdent pas les plafonds de ressources.

- Pour les logements conventionnés « Anah » : fixés annuellement par l'Anah en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- Pour les logements non conventionnés Anah mais sous plafonds de ressources et de loyers : plafonds de loyers et de ressources définis par ALS et correspondants aux plafonds en vigueur, publiés au Journal officiel, appliqués par l'Anah et fixés annuellement en logements très sociaux, sociaux et intermédiaires (articles L. 321-4 et L. 321-8 CCH).
- Les logements à loyer libre ne sont pas concernés.

Lors du congé donné par le locataire désigné par le Bailleur, le droit de réservation accordé à Action Logement Services en contrepartie du Financement s'exerce à nouveau jusqu'au terme du Contrat de Réservation.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'INFORMATION DU RESERVATAIRE

Le Bailleur s'engage à informer par écrit (courrier ou courriel) ALS de la mise à disposition du logement.

Il s'engage également à informer ALS de tout changement d'adresse.

ARTICLE 6 – VENTE DES LOGEMENTS RESERVES

Le droit de réservation étant la contrepartie du Prêt Long Terme accordé, le montant du Capital Restant Dû sera immédiatement exigible en cas de vente des logements réservés. Dans cette hypothèse, le Bailleur fera part à ALS de son intention, par courrier recommandé avec accusé de réception. Toutefois, en cas de vente de l'ensemble du bâtiment, le transfert du prêt au cessionnaire est possible sous réserve de l'accord express d'ALS.

Conformément aux dispositions de l'article L.313-26 et de l'article L.321-11 du Code de la construction et de l'habitation, toute alienation des logements réservés substituera de plein droit l'acquéreur dans les droits et obligations du vendeur, y compris ceux résultant du Contrat de Réservation. Ce Contrat de Réservation devra être annexé à tout contrat de vente relatif à l'un des logements réservés.

Même en l'absence de transfert du Prêt long Terme, le Bailleur s'engage expressément à avertir l'éventuel acquéreur des logements réservés au profit d'ALS, et s'oblige à mentionner, dans l'acte de vente, ces réservations locatives afin qu'elles soient respectées – le Contrat de Réservation sera annexé à l'acte de vente. Il devra également mentionner les dispositions réglementaires relatives aux plafonds de loyers et de ressources applicables. Au préalable, le Bailleur aura informé ALS de la vente. Le Bailleur s'engage à faire en sorte que l'acquéreur signe tout avenant au Contrat de Réservation ou autre acte constatant cette substitution de plein droit.

Lorsque le financement accordé est une subvention qui complète ou non le Prêt Long Terme, en cas de vente de l'immeuble financé, si les engagements du Contrat de Réservation ne peuvent être poursuivis, le Bailleur s'engage à rembourser le montant de la Subvention qui lui a été octroyé par ALS, dans les 2 mois qui suivent la vente, selon les modalités prévues à l'article 4 des Conditions Générales du Contrat de Subvention.

ARTICLE 7 – DUREE DU CONTRAT DE RESERVATION

Le Contrat de Réservation produit ses effets à la date de sa signature de la Convention par les parties jusqu'à l'extinction des droits de réservation, telle que prévue aux Conditions Particulières du Contrat de Réservation

La responsabilité d'ALS ne saurait être engagée en cas de retard ou défaillance dans le fonctionnement des instances du Bailleur dans le cadre de la procédure d'attribution du logement.

ARTICLE 8 – CADUCITE

Le Contrat de Réservation étant lié au Contrat de Prêt Long Terme et (sauf si les Conditions Particulières ne prévoient pas de Subvention) au Contrat de Subvention, la nullité de l'un ou l'autre de ces Contrats entraînera la caducité du Contrat de Réservation, étant précisé que :

- L'annulation de l'engagement d'ALS au titre de la mise à disposition du Prêt Long Terme dans les conditions précisées au Contrat de Prêt Long Terme, de même que tout remboursement ou exigibilité anticipé du Prêt Long Terme, n'est pas assimilable à l'annulation du Contrat de Prêt Long Terme et n'entraînera donc pas la caducité du Contrat de Réservation ;
- Le remboursement de la Subvention accordée en cas de non-respect de l'un des engagements pris par le Bénéficiaire au titre du Contrat de Subvention, n'est pas assimilable à l'annulation du Contrat de Subvention et n'entraînera donc pas la caducité du Contrat de Réservation.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE RESPONSABILITE

Chaque Partie sera responsable du préjudice direct causé à l'autre Partie du fait de l'inexécution de ses obligations au titre du Contrat de Réservation.

ARTICLE 10 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE RESERVATION

Toute modification des conditions ou des modalités du Contrat de Réservation, établie d'un commun accord, fera l'objet d'un avenant. Les conditions et modalités nouvelles ne pourront conduire à remettre en cause l'objectif fixé dans le Contrat de Réservation.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Réservation ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi le Bailleur consent à l'avance, étant précisé que le Bailleur consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Réservation ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 11 – CHANGEMENT DE LEGISLATION OU DE REGLEMENTATION

Les Parties s'obligent pendant toute la durée d'exécution du Contrat de Réservation, en cas de modification législative et/ou réglementaire ayant un impact sur celui-ci, à négocier de nouvelles conditions contractuelles prenant raisonnablement en compte les conséquences de cette modification.

Si la modification législative et/ou réglementaire rend impossible la mise en œuvre du Contrat de Réservation, celui-ci pourra être résilié sans préavis par ALS, par courrier recommandé avec avis de réception. Dans ce cas, la résiliation ne pourra donner lieu à aucune indemnité en cas d'un quelconque préjudice direct ou indirect résultant de cette modification. Pour autant, ALS s'engage à revenir vers le Bailleur pour négocier les nouvelles conditions conventionnelles destinées à maintenir la continuité des services à rendre à ses salariés.

ARTICLE 12 – RESOLUTION DE LA CONVENTION

En cas de faute grave de l'une des Parties, l'autre Partie pourra résilier à tout moment le Contrat de Réservation sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification à l'autre Partie.

En cas d'inexécution totale ou partielle par l'une des Parties de l'une de ses obligations mises à sa charge par les présentes, le Contrat de Réservation pourra être résolu par l'autre Partie après une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 10 jours à compter de la première présentation de la lettre recommandée, sans autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire et par notification à l'autre Partie.

La résolution en cas de faute grave ou d'inexécution totale ou partielle du Bailleur implique le remboursement des sommes versées par ALS.

ARTICLE 13 – CONTROLE D’ALS

Le Bailleur s’engage à faciliter le contrôle d’ALS, tant d’un point de vue quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l’utilisation du Financement et d’une manière générale de la bonne exécution du Contrat de Réservation.

Sur simple demande d’ALS, le Bailleur s’engage à lui communiquer tout document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion utile.

ARTICLE 14 – CLAUSE DE COMMUNICATION

L’Emprunteur s’engage à mentionner la participation d’ALS en tant que financeur sur le panneau d’affichage (déclaration préalable / permis de construire) relatif à l’opération financée en y faisant figurer un logo d’une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi). Il s’engage également sur tout document relatif à l’opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d’ALS transmise au Bailleur.

ARTICLE 15 – ASSURANCE ET DESTRUCTION DES LOGEMENTS RESERVES

Le Bailleur atteste avoir souscrit une police d’assurance auprès d’une société d’assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle, délictuelle et/ ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels et immatériels causés au locataire ou à tout tiers dans le cadre de l’exécution du Contrat de Réservation.

Le Bailleur s’engage à maintenir les logements assurés pour une valeur suffisante auprès d’une société d’assurance notoirement solvable et s’oblige, en cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l’objet du Contrat de Réservation, dans la limite de l’indemnité perçue en vertu de la police d’assurance souscrite, à reconstruire les locaux ou à les remettre en état d’habitabilité dans les meilleurs délais.

S’agissant des réservations locatives, les effets du Contrat de Réservation seront suspendus de plein droit pendant toute la durée d’indisponibilité des logements réservés.

Dès l’achèvement des travaux de reconstruction, les locataires des logements détruits seront prioritaires sur les logements reconstruits.

En cas d’impossibilité avérée de relogement, le Bailleur s’engage à rembourser à ALS le montant des droits de réservation retirés, au prorata du temps restant à courir.

ARTICLE 16 – CHANGEMENT DE SITUATION DU BAILLEUR

En cas de toute opération de fusion, de scission, de dissolution, de liquidation ou d’apport partiel d’actifs soumis au régime des scissions affectant le Bailleur ou de transformation du Bailleur, ce dernier s’engage à en informer préalablement ALS.

Le Contrat de Réservation sera résilié et la totalité des sommes restant dues deviendront exigibles en cas de dissolution ou de liquidation du Bailleur à moins qu’il s’agisse d’une dissolution sans liquidation relevant de l’article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d’une dissolution faisant suite à une fusion ou une scission.

ARTICLE 17 – PUBLICATION DE LA CONVENTION DE RESERVATION

ALS se réserve la possibilité de faire réitérer, devant notaire, le Contrat de Réservation et de le faire publier au service de la publicité foncière. A cet effet, le Bailleur s’engage à remettre à l’office notarial désigné par ALS, dans un délai d’un mois à compter de la demande formulée par ALS, tous les renseignements et documents nécessaires à cette publication, ainsi qu’à signer l’acte de réitération.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE

Les Parties s’engagent à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver la confidentialité des informations échangées à l’occasion de l’élaboration et/ou de l’exécution du Contrat de Réservation, et plus particulièrement celles qui concernent les candidats à la location des logements réservés. Chaque Partie reconnaît que la divulgation non autorisée des informations communiquées par l’autre Partie peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent chaque Partie s’engage à :

- Utiliser les informations communiquées par l’autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- Ne pas permettre à un tiers d’avoir accès à ces informations sauf dans les cas où une divulgation de celles-ci s’avère nécessaire à la réalisation de l’objet du Contrat de Réservation ;
- Prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d’informations à un tiers est nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- Prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l’accès à ladite information.

Cette clause de confidentialité s’étend à tous les membres du personnel auprès duquel toutes mesures nécessaires devront être prises pour respecter la présente obligation.

Cependant, certaines données pourront être transmises à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux autorités administratives et judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

ARTICLE 19 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET AUTORITES DE CONTROLE

Les articles 9 (Protection des données personnelles), 10 (Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme) et 11 (Autorités de contrôle) des Conditions Générales du Contrat de Subvention sont réputés faire partie du Contrat de Réservation.

ARTICLE 20 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Réservation est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 21 – FRAIS

Tous frais de recouvrement, frais de justice, taxes ainsi que tous honoraires présents ou à venir, versés par ALS pour l'exécution du Contrat de Réservation seront à la charge du Bailleur.

ARTICLE 22 – LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Réservation est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Réservation, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de contestation sur l'interprétation, l'exonération et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de Réservation, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris.**

Fait à PARIS, le 13 mai 2022

En deux exemplaires originaux,

LA FAMILIALE AUXERROISE

Monsieur Michel CHAUFORNAIS
Représentant de l'Association

(Cachet et signature)

ACTION LOGEMENT SERVICES

Monsieur Olivier RICO
Directeur Général

(Cachet et signature)

Association LA FAMILIALE
1 Rue Joubert
89000 AUXERRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_080-DE

Monsieur le Maire d'Auxerre
Monsieur le Président de la Communauté
De l'Auxerrois.

Objet : Aides à la rénovation de logements

Monsieur le Maire, Monsieur le Président,

L'association la Familiale a entrepris avec l'aide de plusieurs organismes la réhabilitation d'appartements inhabitables, voire insalubres au : 1 Rue Joubert à AUXERRE.

L'ANAH (Urbanis), ACTION LOGEMENT, EFFILOGIS (Région), la Commune et la Communauté de l'Auxerrois ont accepté ce projet.

ACTION LOGEMENT, par leurs instances nationales, nous apporte une subvention, également un prêt dont il nous demande une garantie par la Communauté de l'Auxerrois ou la Commune.

Nous vous sollicitons pour nous apporter ce soutien.

Par ces travaux, nous répondons à une amélioration de notre ville et facilitons son repeuplement.

Nous sommes à votre disposition pour toutes informations utiles à vos services.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, Monsieur le Président, nos salutations les meilleures.

Michel CHAUFOURNAIS
Le Président



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-081 - Programme Démonstrateurs de la ville durable - Protocole d'accord définissant les modalités de réalisation de l'opération

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIREDDIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

France 2030 a été lancé en 2021 par le Président de la République. C'est 34 milliards d'euros pour mieux vivre, mieux comprendre et mieux produire, auxquels s'ajoutent les 20 milliards d'euros du 4^{ème} programme d'investissement avenir dit PIA4.

France 2030 c'est un programme coordonné par le secrétariat général pour l'investissement pour le compte au Premier Ministre et mis en œuvre par l'ADEME, l'Agence Nationale de la Recherche, la Banque Publique d'Investissement et la Banque des Territoires. La gouvernance est interministérielle. Les financements sont des financements de priorités stratégiques qui répondent aux grands enjeux de transitions.

France 2030, concrètement :

- Traduit une double ambition : transformer durablement des secteurs clefs de l'économie (énergie automobile, aéronautique ou encore espace) par l'innovation technologique, et positionner la France non pas seulement en acteur, mais bien en leader du monde de demain. De la recherche fondamentale, à l'émergence d'une idée jusqu'à la production d'un produit ou service nouveau, France 2030 soutient tout le cycle de vie de l'innovation jusqu'à l'industrialisation.
- Est inédit par son ampleur : 54 milliards d'euros seront investis pour les entreprises, les universités, les organismes de recherche. L'enjeu est de leur permettre de répondre de manière compétitive aux défis écologiques et d'attractivité du monde et faire émerger les futurs champions des filières d'excellence. France 2030 est défini par deux objectifs transversaux consistant à consacrer 50% de ses dépenses à la décarbonation de l'économie et 50% à des acteurs émergents, porteurs d'innovation sans dépenses défavorables à l'environnement. Il y a aussi la volonté d'accompagner le risque, et donc d'accepter l'échec.
- Sera mis en œuvre collectivement : pensé et déployé en concertation avec les acteurs économiques, académiques, locaux et européens pour en déterminer les orientations stratégiques et les actions phares.

En résumé, France 2030 c'est 54 milliards au bénéfice de la décarbonation avec un continuum d'actions allant de l'innovation à l'industrialisation, en passant par la formation et la recherche.

Parmi les stratégies d'innovation et d'accélération de France 2030, il y a celle de la ville durable et des bâtiments innovants, à laquelle répond le programme démonstrateurs de la ville durable, appel à projet géré par la Banque des Territoires. Il y a 3 axes prioritaires identifiés :

- Favoriser le développement d'une approche intégrée dans la manière de concevoir et gérer les villes
- Agir sur le bâti pour la sobriété et la résilience
- Accompagner le développement des filières.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

C'est également un fil conducteur :

- Des villes sobres, résilientes, inclusives, productives
- Un réseau national de professionnels de la ville durable en pointe et visibles, une équipe de France de la fabrique de la ville de demain.

Être lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt de programme démonstrateur de la ville durable c'est être membre de l'équipe de France de la ville durable. Ce n'est pas seulement avoir des financements pour la mise en œuvre d'un projet, c'est faire partie d'un réseau et travailler en réseau, il y a une volonté de répliquabilité, une volonté d'être démonstrateur national de la ville de demain.

Il y a 39 lauréats dont 5 en ville dite moyenne, dont Auxerre.

Le Conseil municipal du 07 octobre dernier avait approuvé la signature d'un protocole avec la société Aire Nouvelle, filiale d'ENGIE, afin de déposer notre dossier de candidature.

Aujourd'hui, lauréat de cet AMI, la société Aire Nouvelle – EQUANS, souhaite continuer sa collaboration avec la Collectivité et propose la signature d'un protocole d'accord définissant les modalités de réalisation de l'opération.

Ce protocole doit permettre conformément aux dispositions du règlement de l'AMI, de travailler sur la phase d'incubation du projet (36 mois maximum), en partenariat avec le Ministère de la Transition Écologique et la Banque des Territoires.

Ce protocole a pour objet de définir notamment :

- Les caractéristiques essentielles de l'Opération d'aménagement notamment son périmètre et sa programmation
- Les objectifs poursuivis par l'Opération d'aménagement
- Les études pré-opérationnelles et opérationnelles à réaliser et les engagements des parties pour leur conduite
- La création d'un partenariat et les responsabilités des parties
- Les modalités de gouvernance du projet
- Le contenu du protocole relatif à la conduite de l'Opération d'aménagement à intervenir ultérieurement

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les termes du protocole,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer le protocole.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 30
- Voix contre : 0

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

- Abstentions : 7 S. FEVRE, M. DEBAIN,
I. POIFOL-FERREIRA, M. CAMBEFORT,
R. PROU-MÉLINE, D. ROYCOURT,
F. LOURY

- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :
*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*
Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

PROTCOLE PARTENARIAL RELATIF A LA CONCEPTION DU PROJET URBAIN « AUXERRE AMBITIEUSE » A AUXERRE

SITES DU BATARDEAU ET DES MONTARDOINS

Le présent protocole d'objectifs (ci-après le « Protocole ») est signé entre :

1.- La Société AIRE NOUVELLE, société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est situé 1 place Samuel de Champlain - Faubourg de l'Arche - 92930 Paris La Défense Cedex, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 824 810 493.

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Marc DAUMAS, dûment habilité à l'effet des présentes ;

Ci-après dénommé « Aire Nouvelle »,

Et

2.- LA COMMUNE D'AUXERRE, représentée par Crescent MARAULT en qualité de Maire en exercice, domicilié au siège de l'Hôtel de Ville sis 14 place de l'Hôtel de ville, 89000 AUXERRE, dûment habilité et autorisé à cet effet par le Conseil Municipal en date du 30 juin 2022.

Ci-après dénommée « la Ville »,

PREAMBULE

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

1. Rappel

La ville d'Auxerre et Aire Nouvelle ont conclu en date du 25 octobre 2021 un protocole ci-annexé (Annexe n°1) ayant pour objet d'organiser leurs relations dans le cadre de leur candidature à l'AMI « démonstrateur de la ville durable » et aux termes duquel il était prévu que les Parties précisent et réitèrent leurs engagements à travers la signature d'un deuxième protocole ayant pour objet la description de leurs engagements respectifs.

A ce titre, les Parties ont convenu d'un commun accord de :

- poursuivre les études pré-opérationnelles devant assurer la faisabilité juridique, technique et financière du projet « Auxerre Ambitieuse »,
- mener si nécessaire la concertation préalable prévue par l'article L103-2 du code de l'urbanisme selon les modalités à préciser,
- mener tous les actes relatifs et les procédures réglementaires préalables à la réalisation du projet.

2. Contexte et objectifs du projet d'aménagement « Auxerre Ambitieuse ».

En date du 13 mai 2022, Aire Nouvelle et la Ville d'Auxerre ont été désignés lauréats aux termes de la première phase de l'Appel à manifestation d'intérêt « démonstrateur ville durable ».

Le 17 septembre 2022, date prévue pour la signature de la convention avec la Banque des territoires, et pour une durée de 36 mois, démarrera une nouvelle phase dite « d'incubation », durant laquelle les lauréats vont devoir démontrer le bien-fondé de leur projet. Pour se faire, la Ville bénéficie d'une subvention de la part de l'Etat pour réaliser et financer les études nécessaires au projet d'un montant maximum de 500 K€.

Le projet « Auxerre Ambitieuse » (ci-après « le Projet urbain »), a pour objectif de restructurer et requalifier le quartier Montardoins et Batardeau.

Afin d'accroître l'attractivité du centre-ville, ouvrir le quartier sur le centre-ville, de renouveler le parc urbain/de logement, ainsi que de développer un quartier innovant notamment sur le plan énergétique, le Projet urbain développera des programmes immobiliers et des espaces publics qualitatifs sur plusieurs sites.

La poursuite des études de faisabilité et des études pré-opérationnelles pour la réalisation du Projet urbain nécessite un engagement partagé entre Aire Nouvelle et la Ville.

C'est pourquoi les Parties souhaitent créer un partenariat fort pour mener ensemble la phase d'incubation du Projet « Auxerre Ambitieuse » et définir leurs engagements respectifs durant cette phase.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.

ARTICLE 1 OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de définir :

- Les caractéristiques essentielles du Projet urbain, notamment son périmètre et sa programmation ;
- Les objectifs poursuivis par le Projet urbain ;
- Les études pré-opérationnelles à réaliser et les engagements des Parties pour leur conduite ;
- La création d'un partenariat et les responsabilités des parties ;
- Les modalités de la gouvernance du Projet ;
- Les conditions d'engagement de la phase opérationnelle du Projet urbain ;
- Les autres engagements des parties ;
- Le contenu du protocole relatif à la conduite du Projet urbain à intervenir ultérieurement.

ARTICLE 2 PERIMETRE, OBJECTIFS, PROGRAMME, BILAN ET CALENDRIER PREVISIONNELS DE L'OPERATION

Article 2.1. Périmètre du Projet urbain

En vue de redynamiser et restructurer le centre-ville d'Auxerre, le Projet urbain, d'une superficie d'environ 18 ha, concerne plusieurs sites stratégiques pour l'évolution de la dynamique du secteur, à savoir :

- Les sites maîtrisés par la Commune : ex Halle Guilliet
- Les sites maîtrisés par l'Etablissement Public Foncier Bourgogne Franche Comté pour le compte de la Commune : ex Ex Laiterie
- Les sites en cours de maîtrise foncière par la Commune ou l'EPF BFC
- Les sites actuellement composés de propriétés privées

Ce périmètre est délimité sur le plan annexé aux présentes (Plan de situation, Annexe n°2). Ce périmètre de Projet a été validé par les parties.

Article 2.2. Objectifs du Projet urbain

Les Parties se sont également accordées sur les objectifs suivants pour le Projet urbain :

- Le développement d'une nouvelle offre de logements qualitative, répondant aux besoins de la population.
- Le développement d'une offre commerciale complémentaire et non concurrentielle avec celle du centre-ville en lien avec le développement du quartier, dans la Halle Guilliet, comprenant l'implantation d'une moyenne surface alimentaire, permettant d'animer le secteur de manière plus pérenne. L'investisseur exploitant de cette nouvelle halle sera sélectionné à l'issue d'une consultation.
- La création d'un parc public.
- La requalification de voiries existantes, la création de voies dédiées aux circulations douces, et d'une passerelle piétonne.

Article 2.3. Programmation prévisionnelle du Projet urbain

Sous réserve des résultats des études pré-opérationnelles dont le contenu est détaillé à l'article 4.1, les Parties conviennent de la programmation prévisionnelle suivante :

- Secteur 1 – Halle Guilliet : 13 000 m² SDP environ dédiés aux programmes tertiaires, services et commerces
- Secteur 2 – Prairie : 5 000 m² SDP environ dédiés aux logements
- Secteur 3 – parc public
- Secteur 4 – ilot Montardoins : 16 400 m² SDP environ dédiés principalement à l'habitat
- Secteur 5 – secteur ex Laiterie : 9 000 m² SDP environ dédiés à l'habitat
- Secteur site EQUANS : création d'un parking public en silo

La programmation exacte sera précisée dans le cadre d'études conduites par la Ville d'Auxerre et ses partenaires.

Article 2.4. Calendrier prévisionnel du Projet urbain

Sous réserve des résultats des études pré-opérationnelles dont le contenu est détaillé aux articles 4.1 et 4.2, les Parties se fixent les objectifs calendaires suivants :

- Stabilisation de la programmation et du bilan financier prévisionnel du Projet : Printemps 2023
- Elaboration du planning des premières consultations d'opérateurs : été 2023
- Arrêt de la programmation, de la conception, du bilan financier et des conditions de mise en œuvre du Projet : T4 2023

Ce calendrier prévisionnel sera précisé et actualisé au fur et à mesure de la réalisation des études pré-opérationnelles prévues à l'article 4 du présent protocole ci-après.

ARTICLE 3 PARTENARIAT ET RESPONSABILITE DES PARTIES

Article 3.1. Partenariat

Le Protocole acte la convergence forte entre la politique d'attractivité territoriale à l'œuvre, la stratégie municipale de redynamisation de centre-ville d'Auxerre à travers la requalification des secteurs du Batardeau et des Montardoins, et la volonté d'Aire Nouvelle de contribuer à la création d'un quartier innovant, sobre et exemplaire.

Les orientations territoriales et municipales en matière d'animation commerciale, de gestion intégrée et de nouveaux concepts commerciaux rejoignent les démarches d'innovation initiées par Aire Nouvelle articulant les actions d'aménagement au service de l'économie servicielle.

La programmation d'équipements publics et de logements diversifiés répond aux demandes locales comme aux enjeux d'attractivité à l'échelle du territoire auxerrois.

En conséquence, les Parties s'engagent, dans le cadre du partenariat créé par le présent protocole, à porter ensemble, l'une en tant qu'autorité politique et l'autre en tant que partie prenante, le Projet urbain « Auxerre Ambitieuse » décrit ci-avant.

Article 3.2. Responsabilité d'Aire Nouvelle

Aire Nouvelle a vocation à être une partie prenante référente du Projet « Auxerre Ambitieuse ».

A ce titre, Aire nouvelle :

- Conduira l'ensemble des études relatives à l'innovation, à la desserte énergétique et à l'économie circulaire telles que décrites à l'article 4.1 du présent Protocole ;
- S'entourera des partenaires et s'attachera des compétences nécessaires à son intervention.
- Conseillera la ville sur la mise en place de solutions énergétiques innovantes avec le soutien de partenaires académiques et privés associés au Projet

- Contribuera, d'une manière générale, par son action à la réussite de la phase « incubation » du Projet.

Et sous réserve de la signature des futurs protocoles de réalisation et foncier dans les conditions prévues à l'article 6, Aire nouvelle :

- Procèdera, directement ou indirectement, seul ou en association, en totalité ou en partie aux acquisitions foncières des terrains détenus par les acteurs publics sur l'ensemble des îlots (hors voiries du domaine public destinées à le rester après l'opération)
- Assurera la maîtrise d'ouvrage, seul ou en association, en totalité ou en partie des travaux :
 - o de démolition des bâtiments non conservés ;
 - o de la remise en état des sols ;
 - o d'aménagement intérieur aux îlots ;
 - o d'aménagement des espaces publics indissociables des opérations immobilières intérieures aux îlots ;
 - o de construction des immeubles avec des opérateurs immobiliers choisis d'un commun accord avec la Ville dans le cadre d'éventuelles consultations.
- Procèdera aux cessions des volumes assortis de droits à construire pour les différents programmes publics et privés ;
- Participera au financement des équipements publics sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité dans le cadre de Projets urbain de partenariat (PUP)
- Rétrocèdera, sous réserve de l'accord de la collectivité concernée, les voiries et espaces communs destinés à être ouverts au public

Article 3.3. Responsabilité de la Ville

A ce titre, la ville :

- Conduira l'ensemble des études techniques et réglementaires telles que décrites aux articles 4.2 et 5.2 du présent Protocole ;
- S'entourera des partenaires et s'attachera des compétences nécessaires à son intervention.
- Contribuera, d'une manière générale, par son action à la réussite de la phase « incubation » du Projet.

Et, sous réserve de la signature des nouveaux protocoles de réalisation et foncier dans les conditions prévues à l'article 6, la Ville d'Auxerre coordonnera la mise en œuvre du Projet et assurera la maîtrise d'ouvrage :

- de la démolition de certains bâtiments propriété communale
- de la construction d'un parking silo,
- de l'aménagement d'un parc public.
- de la requalification des voies existantes au sein du Projet ainsi que la création de voies dédiées aux circulations douces et d'une passerelle piétonne.

La Ville s'engagera également à jouer pleinement son rôle d'animateur de la Halle Guilliet et d'accompagner la mise au point du Projet par un ensemble d'actions visant à faire du site un lieu de vie accueillant et animé.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTIES RELATIFS A LA REALISATION DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES ET A LA DEFINITION DU MONTAGE DU PROJET

Afin de confirmer la faisabilité du Projet urbain, il est nécessaire que les Parties conduisent des études pré-opérationnelles et études de montage, ainsi que poursuivent les négociations avec les personnes concernées, précisées ci-après.

Article 4.1. Etudes de définition et de montage à réaliser par Aire Nouvelle

Aire Nouvelle s'engage à réaliser, faire réaliser ou participer en lien avec la Ville dans le cadre du présent protocole, les études, suivantes :

- Etudes techniques liées aux solutions énergétiques permettant de développer un modèle innovant de quartier autonome en énergie ;
- Etude des certifications et labels (Certification Effinature/ Label R2S Aménagement Quartier),

Etudes sur les aspects innovants (Lab crigen, Efficacity, Lab Ampère et IUT Dijon) Aire Nouvelle s'engage également à :

- Mener une réflexion sur les solutions pour favoriser les mobilités actives et les commodités dédiées /
- Conseiller la ville sur le concept de Biocité (travailler le tissu urbain en lien avec les trames vertes et bleues dès l'élaboration du plan masse dans l'optique de favoriser la biodiversité et la lutte contre les îlots de chaleur urbain (ICU))
- Mobiliser Efficacity (institut de recherche et développement pour la transition énergétique et écologique de la ville) sur la réflexion sur les ICU (îlots de chaleur urbain) et Bioclimatisme

Article 4.2. Etudes de définition et de montage à réaliser par la Ville

La Ville s'engage à réaliser ou faire réaliser, en lien avec Aire Nouvelle, les études, suivantes :

- Etudes urbaines. Ces études auront pour but :
 - o de préciser l'organisation spatiale, urbaine et paysagère du Projet ;
 - o de préciser les interactions entre les différents programmes.
- Etudes foncières. Afin de préparer les conditions d'acquisition du foncier mutable nécessaire à la réalisation du Projet, les études foncières conduites par la Ville auront notamment pour objet :
 - o De préparer les négociations avec les propriétaires privés des parcelles restant à acquérir ;
 - o De déterminer les conditions d'engagement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique éventuellement nécessaire pour acquérir le foncier privé indispensable à la réalisation du Projet urbain.
 - o D'établir un bilan prévisionnel d'aménagement faisant apparaître la valorisation du foncier communal (et de l'EPFLO) entrant dans l'assiette de l'opération ;
 - o De préparer un protocole foncier et le ou les cahier(s) des charges de cessions afférent(s)
- Etudes juridiques relatives au montage de l'opération d'aménagement. Ces études devront permettre d'analyser :
 - o la faisabilité technique, juridique et financière du Projet et des futures opérations qui le composent.
- Etudes préalables et de programmation des équipements publics sous maîtrise d'ouvrage publique. Ces études auront pour objet de définir :
 - o la programmation des travaux de requalification de voirie afin d'assurer une qualité d'aménagement et de service uniforme entre les différents sites du Projet.
 - o la programmation des équipements publics sous maîtrise d'ouvrage publique, afin de permettre notamment d'estimer leur coût, et leur calendrier de réalisation prévisionnel.

- Etudes règlementaires et techniques liées à la cession des biens immobiliers détenus par la ville sur les secteurs concernés,
- Mener l'évaluation environnementale le cas échéant, ainsi que toute procédure nécessaire et préalable à la mise en œuvre du Projet,

Article 4.3 Etudes de définition et de montage à réaliser conjointement par les Parties

Dans le cadre des études pré-opérationnelles, Aire Nouvelle et la Ville s'engagent à préciser et valider conjointement, dans le cadre du présent protocole, la programmation, la conception et l'organisation spatiale du Projet, ses conditions de mise en œuvre, son calendrier ainsi que le détail de sa faisabilité économique.

Les études menées par les parties permettront de préciser le calendrier de réalisation du Projet et de définir les conditions d'engagement de la future ou des futures opérations d'aménagement et immobilières, ainsi que les dates et jalons clefs à respecter par elles.

Dans ce cadre, les Parties s'engagent à valider, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent protocole, un calendrier prévisionnel d'exécution de la phase « incubation » plus détaillé que celui de l'article 2.4 et à faire leurs meilleurs efforts pour en respecter chaque échéance relevant de leur responsabilité respective.

- Montages contractuels. Les Parties s'engagent, sur la base des études juridiques pré-opérationnelles, à arrêter d'un commun accord, le partenariat contractuel retenu pour la réalisation de l'opération « Auxerre Ambitieuse ».
- Bilan financier du Projet. Dans le cadre des études pré-opérationnelles, le bilan financier du Projet sera précisé. Sur la base ce bilan financier, Aire Nouvelle et la Ville s'engagent, au plus tard à la date d'expiration du présent protocole à :
 - o Fixer les prix de vente des biens immobiliers assortis de droits à construire appartenant à la Ville nécessaires à la réalisation de l'opération.
 - o Préciser les conditions d'établissement d'une clause de retour à meilleure fortune au profit de la Ville.
 - o Fixer le prix de vente des volumes immobiliers destinés à recevoir les équipements publics.
 - o Fixer le montant de la participation des futurs constructeurs au financement des équipements publics induits par le Projet.
 - o Etudier les modalités de perception et de reversement des aides financières de l'Etat.

Article 4.4. Information mutuelle

Dans le cadre des instances de gouvernance créées par le présent protocole, chaque partie informera l'autre de l'état d'avancement des études réalisées sous leur conduite respective, et pourra solliciter l'autre partie pour observation dont l'expertise s'avèrerait nécessaire à chaque étape clé de la réalisation de ces études.

ARTICLE 5 AUTRES ENGAGEMENTS DES PARTIES

Article 5.1. Engagements communs

Mobilisation et coordination techniques

La Ville et Aire Nouvelle s'engagent à mobiliser leurs moyens internes ou externes nécessaires à la bonne conduite des études et des négociations à intervenir dans le cadre du présent protocole et à en assurer la coordination dans le cadre de la gouvernance du Projet.

Coordination à l'égard des tiers

La Ville et Aire Nouvelle s'engagent à coordonner leurs actions à l'égard des tiers pour tout ce qui contribue à la réalisation des objectifs du Protocole, notamment en matière de développement des concepts programmatiques innovants, de promotion du Projet auprès des opérateurs et investisseurs potentiels, de recherche de financements publics.

Actions de concertation et de communication

Les Parties ont pour ambition d'établir conjointement une stratégie de communication et de concertation adaptée et se déployant durant toute la phase de conception du Projet. Les Parties s'engagent à coordonner leurs actions de communication et de concertation, en particulier au regard des modalités retenues par la ville pour la concertation préalable dont relèvera le Projet.

Article 5.2. Engagements particuliers de la Ville

Les engagements de la Ville sont les suivants :

- Poursuivre les acquisitions foncières, via l'intervention de l'EPF BFC
- Réaliser les études relatives au parking public silo
- Réaliser ou faire réaliser par un opérateur privé les études relatives à la transformation et à la mise en valeur de la halle Guilliet et de ses abords
- Engager les négociations relatives à la relocalisation de la surface alimentaire existante au sein du Projet
- Rechercher des subventions complémentaires
- Engager la procédure d'évolution des documents d'urbanisme en vigueur (PLU) et/ou futur (PLUiHD)

Article 5.3. Engagements particuliers d'Aire Nouvelle

Les engagements d'Aire Nouvelle sont les suivants :

- Piloter l'intégration de l'infrastructure énergétique innovante du quartier
- Contribuer à l'ambition du Projet et ses performances environnementales et sociales, afin de structurer et présenter les objectifs opérationnels du Projet,
- Contribuer à préciser les opérations à conduire et justifier leur faisabilité technique/économique,
- Identifier un ou plusieurs opérateurs chargés de la mise en œuvre des différentes dimensions du Projet visant la création d'un écoquartier
- Compléter la liste des innovations qui seront déployées au sein du Projet et vérifier de leur faisabilité,
- Définir une méthode d'évaluation et les indicateurs de performance environnementale, économique et sociale du Projet,
- Accompagner la Ville dans la finalisation de sa stratégie et/ou des conditions de réplcation, en particulier pour identifier les caractéristiques propres du territoire accueillant le démonstrateur de la ville durable et ceux présentant des enjeux similaires pertinents pour accueillir les innovations,
- Consolider la gouvernance et l'écosystème d'acteurs nécessaires à la réalisation du Projet et à sa réplcation.

Aire Nouvelle s'engage à mobiliser toutes ses expertises et ressources afin de sécuriser techniquement, juridiquement et financièrement le Projet et de s'assurer de la conduite de l'ensemble des études pré-opérationnelles ainsi que de la réalisation du Projet, conformément aux attentes et au calendrier de la Ville. Cet engagement sera repris dans le protocole visé à l'article 6.

ARTICLE 6 CONFIRMATION DE L'ENGAGEMENT DU PROJET URBAIN ET NOUVEAU PROTOCOLE

A l'issue des études dont le programme est détaillé à l'article 4, les Parties se réuniront afin de décider de poursuivre, en totalité ou en partie, ou d'abandonner la réalisation du Projet urbain.

Chaque Partie pourra décider d'abandonner la réalisation du Projet urbain, sans indemnité de quelque nature que ce soit, chaque Partie supportant les frais qu'elle a engagés dans le cadre de l'exécution du présent protocole.

Aire Nouvelle s'engagera dans la phase opérationnelle du Projet urbain si les conditions suivantes sont réunies :

- L'arrêt d'une programmation détaillée ;
- l'assurance d'un échange foncier (ou équivalent) entre Aire Nouvelle et la Ville pour la réalisation d'un programme à vocation principale résidentielle ;

- La fixations d'un prix indicatif de vente des biens immobiliers de la Ville, et le cas échéant de l'EPF BBC, nécessaires à la réalisation du Projet, permettant l'équilibre financier des opérations immobilières où Aire Nouvelle sera partie prenante en tant que co-promoteur ;
- La fixation d'un montant indicatif de participation au financement des équipements publics sous maîtrise d'ouvrage publique induits par le Projet.

a) Si les Parties décident de poursuivre le Projet urbain, elles s'engagent à conclure un futur protocole de réalisation . Ce protocole aura pour objet :

- de confirmer ou de modifier le périmètre, les objectifs du Projet urbain ;
- de définir le programme définitif des équipements publics sous maîtrise d'ouvrage publique ;
- de définir le programme définitif des constructions privées à édifier ;
- d'adapter le bilan financier prévisionnel qui devra identifier l'ensemble des dépenses prévisionnelles à consentir et des recettes prévisionnelles à encaisser par chaque partie, avec leur échéancier de trésorerie prévisionnelle ;
- d'adapter le calendrier prévisionnel de réalisation du Projet urbain et des opérations qui le composent ;
- de confirmer les responsabilités de chaque partie ;
- de confirmer leurs engagements et les préciser ;
- d'organiser les modalités de leur coopération dans la phase de la conduite du Projet urbain.

En parallèle de ce protocole de réalisation, les Parties s'engagent à conclure un protocole foncier qui aura pour objet de :

- définir les terrains ou volumes appartenant à la Ville qui seront cédés à Aire Nouvelle,
- fixer les conditions financières et le calendrier de ces cessions.

b) La Ville s'engagera, sous réserve de l'accord de son organe délibérant, à signer des promesses de vente au profit de groupements constitués par Aire Nouvelle et ses copromoteurs

d) La Ville s'engagera à prendra en charge les négociations avec les commerçants actuels de la moyenne surface alimentaire, en vue de sa relocalisation.

e) La CA en accord avec la Ville engagera l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme actuel sur les zones concernées par le Projet.

f) Aire Nouvelle s'engagera à nouveau à mobiliser toutes ses expertises et ressources afin de sécuriser techniquement, juridiquement et financièrement le Projet et de s'assurer de sa réalisation, conformément aux attentes et au calendrier de la Ville et de ses partenaires.

Sous réserve d'un éventuel abandon du Projet urbain, les Parties se donnent pour objectif de signer ce protocole au plus tard le 31 décembre 2024.

ARTICLE 7 INSTANCES DE GOUVERNANCE

La gouvernance du Projet est assise sur plusieurs instances ayant chacune un rôle singulier et une composition propre.

7.1. Le Comité de Pilotage (COPIL)

Le Comité de Pilotage est Présidé par Monsieur le Maire d'Auxerre.

Il est constitué à minima du Maire d'Auxerre, du Directeur Général d'Aire Nouvelle ou de leurs représentants, désignés par les entités susmentionnées selon les règles qui leur sont propres, ainsi que de leurs collaborateurs en charge du Projet « Auxerre Ambitieuse ».

Il assure la conduite politique du Projet, conformément aux objectifs et aux engagements figurant dans le présent protocole. Il est le lieu des échanges stratégiques entre les différents acteurs du Projet, en vue de sa bonne réalisation.

Il se réunit au moins deux (2) fois par an et au vu de l'ordre du jour, des partenaires peuvent y être conviés et notamment les représentants de certaines parties prenantes du Projet.

L'organisation et le secrétariat des COPIL sont assurés par la ville d'Auxerre, qui convoque le COPIL, en établit l'ordre du jour en concertation avec Aire Nouvelle et établit les comptes rendus, qui sont transmis à l'ensemble des participants.

7.2. Le Comité technique (COTECH)

Il a pour objet de réunir les partenaires du Projet pour aborder l'ensemble des études et thématiques techniques soulevées par le Projet, et les tenir informés de l'actualité du Projet. Il prépare les grandes décisions qui devront faire l'objet d'une validation lors du COPIL (validation planning prévisionnel, lancement des procédures, etc.).

Il est composé à minima des représentants de la Ville et de Aire Nouvelle, qui les désigneront ultérieurement.

Le COTECH se réunit tous les mois.

L'organisation des COTECH est assurée par la Ville d'Auxerre, qui convoque le COTECH, en établit l'ordre du jour en concertation avec Aire Nouvelle, et établit les comptes rendus, qui sont transmis à l'ensemble des participants.

7.3. Ateliers thématiques

Des ateliers thématiques pourront être organisés en tant que de besoin, pour approfondir certaines thématiques particulières concernant le site et le Projet.

Ils réunissent les services de la Ville, d'Aire Nouvelle, et les acteurs concernés par les thématiques.

L'organisation des ateliers thématiques (ordre du jour, compte-rendu, animation) est assurée par la ville d'Auxerre, qui les convoque, en établit l'ordre du jour en concertation avec Aire Nouvelle et établit les comptes rendus, qui sont transmis à l'ensemble des participants.

ARTICLE 8 CARACTERE GRATUIT DU PROTOCOLE

Le présent Protocole est conclu à titre gratuit et sans paiement d'un prix

ARTICLE 9 PROPRIETE DES DOCUMENTS

Les études et tous les documents établis, en application du présent protocole, sont la propriété respective des personnes pour le compte desquelles elles auront été réalisées. En cas d'abandon du Projet par l'une ou l'autre des Parties, les études et documents établis demeureront la propriété de chacune d'elles. Chacune des parties s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants de l'Administration les documents qui pourraient lui être confiés au titre de l'exécution du présent protocole, sauf accord des autres parties et documents communicables sur le fondement de la loi n°78- 753 du 17 juillet 1978.

ARTICLE 10 LITIGES

En cas de différend relatif au présent protocole, les Parties s'obligent à négocier dans un esprit de loyauté et de bonne foi un accord amiable préalablement à toute saisine du juge. La Partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant les éléments du différend.

Si, au terme d'un délai de deux (2) mois, les Parties ne parvenaient pas à s'entendre, le différend pourra être soumis à la juridiction compétente par la partie la plus diligente, après en avoir informé l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. Durant tout le processus de négociation et jusqu'à son issue, les parties s'interdisent d'exercer toute action en justice l'une contre l'autre et pour le différend objet de la négociation. Par exception, les Parties sont autorisées à saisir la juridiction des référés.

ARTICLE 11 MODIFICATIONS DES CLAUSES DE LA CONVENTION

Toute modification apportée à l'une des clauses des présentes fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 12 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention produira ses effets à compter de sa signature et jusqu'à l'entrée en vigueur du protocole prévu à l'article 6 ou au plus tard le 31 décembre 2024.

LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1 : Protocole partenarial du 25 octobre 2021,

Annexe n°2 : Plan de situation,

Fait àle..... (en deux exemplaires)

Monsieur Créscent MARAULT

Le Maire d'Auxerre,

Monsieur Marc Daumas

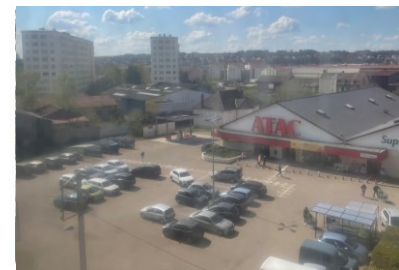
Directeur Général d'Aire Nouvelle



FRONT DE LYONNE



PARKING SILO PARCELLE ENGIE



LE FUTUR PARVIS ENTRE DEUX QUARTIERS



L'USINE GUILLET



LA PRAIRIE



PORT FLUVIAL

GARE SAINT-GERVAIS

SITE DU BATARDEAU

SITE DES MONTARDOINS

COULÉE VERTE

GARE I SAINT-GERVAIS

LES SILOS DU BATARDEAU

LA COULÉE VERTE

LA PLAINE DES SPORTS

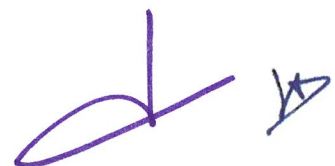
PORTE SUD DE LA VILLE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_081-DE



**Protocole partenarial au titre de
l'appel à manifestation d'intérêt
« Démonstrateurs de la ville durable »**

Site des Montardoins et du Batardeau



ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La Ville d'AUXERRE, représentée par Monsieur Crescent Marault en sa qualité de Maire en exercice, domicilié ès qualités à l'hôtel de ville sis 14 place de l'Hôtel de ville 89 000 AUXERRE

Ci-après dénommée « LA VILLE »
DE PREMIERE PART



ET

La société AIRE NOUVELLE, société par actions simplifiée au capital social de 100 000 euros, dont le siège social est sis 1 place Samuel de Champlain 92400 COURBEVOIE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 824 810 493, filiale de copromotion du groupe Engie (anciennement nommée Engie avenue)
Représentée par Madame Sylvie DAO, Présidente

Ci-après dénommée « AIRE NOUVELLE »
DE DEUXIEME PART,



« La VILLE » et « AIRE NOUVELLE », seront ci-après désignés ensemble « les Partenaires ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

1. De première part, au titre du 4^e Programme d'investissements d'avenir (PIA) et du plan France Relance, le Ministère du Logement, le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, le Secrétariat général pour l'investissement et la Banque des Territoires, en partenariat avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour les projets situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en renouvellement urbain, ont lancé l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Démonstrateurs de la ville durable : Habiter la France de demain », dont le cahier des charges figure en annexe 1.

Les projets retenus à l'issue de cet AMI au titre de démonstrateurs de la ville durable ont pour objectif de contribuer à la transformation d'un îlot ou d'un quartier, en mettant en œuvre un ensemble d'expérimentations et d'innovations dans une approche multisectorielle et intégrée. Ils reposent sur le principe de s'appuyer sur des projets de territoires ambitieux en matière de recyclage urbain, de la résilience climatique et de transition écologique et démographique, pour y expérimenter et soutenir des solutions et des procédés innovants qui contribuent à répondre aux problématiques qui s'y posent et identifier les conditions de leur répliation, leur industrialisation et leur adaptation en vue de les mettre en œuvre dans les territoires pertinents.

L'un des objectifs recherchés est ainsi la création d'un réseau national de démonstrateurs illustrant la diversité des enjeux de transition écologique et de développement durable des espaces urbains français. Ce programme s'inscrit dans la relance de la construction durable et la démarche « Habiter la France de Demain », lancée par le Gouvernement en faveur de villes sobres, résilientes, inclusives et productives.

Ce programme mobilisera jusqu'à 10 millions d'euros de subvention par démonstrateur, pour une période de 10 ans à compter de la désignation en qualité de lauréat.


Porté par une collectivité (ou un établissement public en accord avec elle) appuyée par un consortium fédérant l'ensemble des acteurs publics ou privés impliqués dans le projet, il s'inscrit dans le cadre d'une opération d'aménagement ou de renouvellement urbain à l'échelle d'un îlot, d'un groupe d'îlots ou d'un quartier répondant aux enjeux locaux, et comprend une stratégie de répliation dans d'autres territoires.

Les lauréats de l'AMI bénéficieront d'une phase d'incubation du projet d'une durée de 36 mois maximum soutenue financièrement et techniquement par l'État. Arrivés à maturité, les projets bénéficieront du soutien du PIA pour leur réalisation.

La participation à la deuxième vague de sélection de l'AMI nécessite le dépôt d'une candidature pour le 5 novembre 2021.

2. De seconde part, le site des Montardoins et du Batardeau à Auxerre constitue aujourd'hui un ensemble urbain hétéroclite qui regroupe essentiellement des activités appelées à muter (les silos, la fonderie, les garages et diverses autres emprises), mais également des logements collectifs ou individuels.

A ce titre et compte tenu de sa localisation à proximité du centre-ville d'Auxerre, le site (dont le périmètre figure en annexe 2) est identifié parmi les secteurs au fort potentiel de mutation par le diagnostic du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville d'Auxerre.



3/7

Le site des Montardoins et du Batardeau a commencé à muter depuis quelques années avec notamment la réalisation d'un programme de logements ou encore d'une résidence seniors, et fait par ailleurs fait l'objet de réflexions en vue d'un projet d'aménagement d'ensemble.

Le site est également couvert par une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) visant à la mise en œuvre d'un programme diversifié et mixte de requalification industrielle et urbaine ainsi qu'à la qualification et à l'ouverture du quartier sur la ville à travers l'aménagement des espaces publics. Etant ici précisé que la société AIRE NOUVELLE, filiale de copromotion du groupe ENGIE, détient un ténement foncier dans le périmètre de cette OAP.


Les ambitions de la ville pour le réaménagement de ce secteur sont très affirmées, et visent notamment à la réalisation d'un modèle innovant de quartier autonome en énergie, que ce soit par la réalisation d'une boucle d'eau tempérée ou encore le recours à l'hydrogène.

Celles-ci correspondant aux objectifs poursuivis par l'AMI « Démonstrateurs de la Ville Durable », la ville a décidé d'y présenter sa candidature.

3. Ainsi, c'est dans la perspective du dépôt de la candidature de la Ville à l'AMI, qu'AIRE NOUVELLE s'est rapprochée de la Ville pour convenir d'une démarche permettant à cette dernière de poursuivre sa réflexion concernant l'aménagement du site des Montardoins et du Batardeau afin de faire de ce site un quartier durable innovant et bas carbone susceptible de faire l'objet d'une stratégie de réplique.

Le présent protocole vise donc à organiser les relations entre les Partenaires pendant la phase de candidature étant précisé qu'un protocole ultérieur viendra préciser les engagements des Partenaires lors de la seconde phase de l'AMI.

À la suite d'une délibération du Conseil municipal en date du **07 octobre 2021** prise sous le numéro **2021-132**, le maire a été autorisé à signer le protocole (annexe 3).



Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet d'acter le principe d'un partenariat entre les Partenaires dans le cadre de la candidature de la Ville à l'AMI « Démonstrateurs de la Ville Durable » (deuxième vague de sélection) au titre du projet d'opération d'aménagement pour le site des Montardoins et du Batardeau, et d'organiser les modalités de leur collaboration à ce titre.

Le présent protocole marque la volonté formelle des Partenaires de faire en sorte que le projet d'opération d'aménagement du Site des Montardoins et du Batardeau soit désigné lauréat de l'AMI « Démonstrateurs de la Ville Durable ».

Chaque partie s'engage donc en conséquence à prendre toute mesure qu'elle estime utile à cette fin.

ARTICLE II - ROLES DES PARTENAIRES

- a. Conformément aux exigences du cahier des charges de l'AMI, la Ville assume seule la maîtrise d'ouvrage du projet d'opération d'aménagement objet de sa candidature à l'AMI.

A cet égard, il lui appartient de décider de réaliser ou faire réaliser toute étude, notamment paysagère, socio-économique ou de programmation urbaine qu'elle juge utile, et de solliciter l'assistance des opérateurs économiques de son choix.

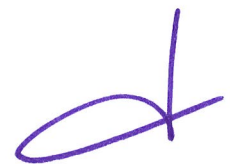
La Ville pourra solliciter l'avis d'AIRE NOUVELLE sur toute réflexion relative à sa candidature à l'AMI et au projet.

La Ville s'engage à tenir AIRE NOUVELLE informée du dépôt de sa candidature à l'AMI et de la décision prise par l'Etat.

- b. Au regard du caractère innovant en matière d'énergie que la Ville ambitionne pour le site des Montardoins et du Batardeau, AIRE NOUVELLE, en sa qualité de filiale de copromotion d'ENGIE, a fait connaître à la ville son souhait de participer à la réflexion sur ce projet, susceptible de répliation.

A ce titre, AIRE NOUVELLE propose de réaliser toute étude utile pour conférer au projet d'opération d'aménagement un caractère innovant et en permettre la répliation, notamment sur le plan énergétique, concernant tant les espaces non-bâties que les bâtiments (comme par exemple, utilisation de l'hydrogène, stratégie bas carbone, conception et exploitation d'une boucle d'eau tempérée et ou d'un réseau de chauffage urbain, performance énergétique des bâtiments, génie électrique et climatique, génie digital, smart building, sécurité, télécommunications, etc.), que ce soit au titre de l'élaboration de son dossier de candidature par la Ville ou, ensuite, durant la phase d'incubation du projet.

Ces études, réalisées à l'initiative d'AIRE NOUVELLE, sous sa propre maîtrise d'ouvrageseront communiquées à la Ville au titre de sa candidature à l'AMI et AIRE NOUVELLE en conservera la propriété intellectuelle jusqu'à la contractualisation des phases opérationnelles du projet.



ARTICLE III - COMITE DE SUIVI

Dès l'entrée en vigueur du protocole, les Partenaires mettent en place un comité de suivi présidé par le maire d'Auxerre ou son représentant, et regroupant des représentants de chacun des Partenaires (librement désignés par elles).

Ce comité se réunira au moins une fois par mois, et autant de fois que nécessaire à l'initiative d'au moins un des Partenaires.

La Ville assure le secrétariat du comité de suivi et en convoque les membres.

Les réunions du comité de suivi ont pour objet de permettre à la Ville de concevoir son dossier de candidature en s'appuyant sur les compétences et le savoir-faire reconnus d'ENGIE et d'AIRE NOUVELLE en matière d'énergie et de les tenir informés de l'avancement de la préparation et du dépôt du dossier de candidature à l'AMI au plus tard le 5 novembre 2021.

Une fois la candidature déposée et dès notification à la Ville de la décision l'informant de sa qualité de lauréate, le projet d'opération d'aménagement entre en phase d'incubation pour une durée maximum de 36 mois.

Les réunions du comité permettront alors aux Partenaires d'échanger sur l'avancement des études réalisées par ENGIE et AIRE NOUVELLE ainsi que sur les réflexions relatives au projet.

ARTICLE IV - ABSENCE D'ONEROSITE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est conclu à titre gratuit et sans paiement d'un prix.

ARTICLE V - DURÉE ET TERME DU PROTOCOLE

Le présent protocole est conclu pour une durée d'un an à compter de sa signature.

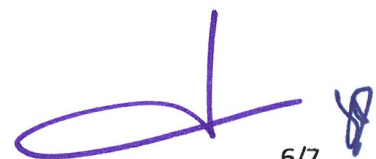
Il pourra le cas échéant être prorogé par voie d'avenant.

Quel que soit le motif d'expiration du présent protocole, et sauf accord contraire des Partenaires, chaque partie conservera la propriété des études qu'elle aura faites réaliser et conservera à sa charge les frais afférents.

ARTICLE VI - EXCLUSIVITE

AIRE NOUVELLE s'engage à n'apporter ses compétences et son savoir-faire qu'à la seule Ville d'Auxerre dans le cadre de l'AMI « Démonstrateurs de la Ville durable » et s'interdit en conséquence d'intervenir de quelque manière que ce soit au soutien de la candidature d'un autre candidat.

Ce rapprochement est exclusif et chaque Partenaire s'engage à ne pas participer à l'AMI directement ou indirectement, autrement qu'au travers du présent partenariat



En sa qualité de filiale de copromotion du Groupe ENGIE, AIRE NOUVELLE garantit à la Ville d'AUXERRE qu'aucune autre entité du groupe ENGIE n'interviendra de quelque manière que ce soit au soutien de la candidature au présent AMI d'un autre candidat.

ARTICLE VII - CONFIDENTIALITE

Sous réserve des dispositions des articles L. 311-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration applicables à la Ville, les Partenaires s'engagent à garder confidentielles toutes les informations et documents identifiés comme telles par l'un des partenaires

ARTICLE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

Toute notification, transmission et demande d'avis préalable à faire au titre des présentes devront être effectuées aux domiciles ci-après désignés des Partenaires.

Pour l'exécution des présentes, les Partenaires déclarent faire élection de domicile aux adresses suivantes :

- i) Pour LA VILLE : 14 place de l'Hôtel de ville 89 000 AUXERRE
- ii) Pour AIRE NOUVELLE : 1 place Samuel de Champlain 92400 COURBEVOIE

Pour tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent Protocole, les Partenaires s'efforceront de résoudre à l'amiable le différend qui les oppose. A défaut d'aboutissement des discussions amiables, le Partenaire le plus diligent pourra saisir la juridiction compétente.

Fait à AUXERRE
En deux exemplaires originaux
Le 25 octobre 2021

Pour la Ville d'Auxerre

Pour la société AIRE NOUVELLE



- Annexe 1 Cahier des Charges de l'AMI « Démonstrateurs de la Ville durable : Habiter la France de demain »
- Annexe 2 Périmètre du site des Montardoins et du Batardeau
- Annexe 3 Délibération autorisant le maire à signer le présent protocole

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-082 - Parcelle cadastrée DS 26, lieu-dit Les Béquillys – Acquisition

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

Monsieur Jean-Manuel GALHARDO, représentant le Consorts GALHARDO a informé la Ville d'Auxerre de leur intention de vendre une unité foncière, cadastrée section DS 26, d'une contenance de 2 161 m², située à l'intérieur du périmètre de la zone à urbaniser des Brichères-Charrons-Champlys.

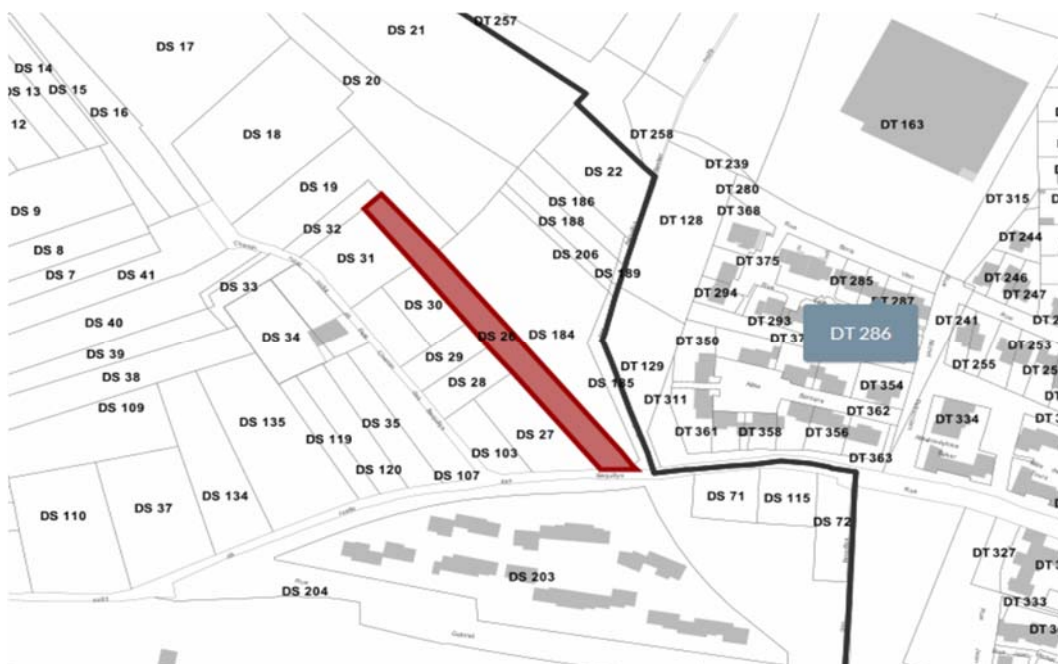
Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) constitue l'une des pièces du dossier du plan local d'urbanisme et expose la manière dont la collectivité souhaite mettre en valeur, restructurer et aménager ce secteur.

Dans le cadre des opérations menées en matière de développement, ce secteur constitue, à l'Ouest de la Ville, un pôle important pour proposer, sur la base d'un plan d'aménagement d'ensemble, l'offre foncière adaptée aux demandes.

Ce site a vocation, après équipement des terrains, à accueillir du logement, des jardins partagés, de l'agriculture urbaine, des espaces de boisements, vergers et loisirs.

Sur le fondement des objectifs poursuivis et des études réalisées traduites dans le PLU, la ville d'Auxerre a constitué des réserves foncières significatives sur ce secteur, estimées à 17 hectares.

Ce terrain clos, sur lequel est édifié une construction à usage d'abri jardin est planté de fruitiers en bon état d'entretien et d'un puits alimenté par une source. De plus, cette parcelle est située en limite de la zone urbaine. Aussi, un accord est intervenu sur un prix d'acquisition de 4,50 € le m², soit un montant global de 9 724,50 euros.



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'acquérir la parcelle DS 26, d'une superficie de 2 161 m², pour un montant global de 9 724,50 euros auprès des Consorts GALHARDO,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir,
- De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 à l'article 2111.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 32
- Voix contre : 0
- Abstentions : 5 S. FEVRE, M. DEBAIN,
M. CAMBEFORT, I. POIFOL-FERREIRA,
R. PROU-MÉLINE
- Absent lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-083 - Portage foncier par l'EPF - Acquisition d'une propriété cadastrée HL 123, HL 124, HL 125, HL 128 sises 62-64 rue Guynemer

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIREDDIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

La ville d'Auxerre met en œuvre l'OAP « Berges de l'Yonne », dont les principes sont l'aménagement des berges, prenant en compte les différentes séquences, fonctions, spécificités et potentiels des espaces qui bordent cet élément structurant et central.

Les objectifs sont :

- Développer les activités économiques,
- Aménager, requalifier les quais dans la continuité des aménagements au niveau de la Ville historique ;
- Développer des programmes mixtes (logements, bureaux) ouverts sur l'Yonne ;
- Créer des liens, des percées visuelles vers l'Yonne ;

L'Etablissement Public Foncier Doubs BFC, institué par arrêté préfectoral du 18 janvier 2007, a été créé notamment pour assurer une mission de portage foncier, afin d'accompagner les projets des collectivités territoriales.

Les conditions générales d'intervention de l'EPF sont régies par les articles L. 324-1 à 324-10 du code de l'urbanisme, et précisées par son règlement intérieur. Une convention opérationnelle, qui fixe les conditions particulières de l'opération, doit être conclue entre la commune et l'EPF.

Par délibération n° 2022-053, du Conseil municipal du 19 mai, il a été acté de confier, à l'Etablissement public foncier, les acquisitions sur la commune d'Auxerre, sur le périmètre situé du Pont de la Tournelle au début du Chemin de halage rue de la Maladière).

La commune a été informée de la vente d'une propriété appartenant à la SAS UNIMER, cadastrée HL 123, HL 124, HL 125, HL 128, sise 62 et 64 rue Guynemer, à proximité de la rue de la Maladière. La maîtrise de ce foncier permettrait de constituer une réserve foncière, dans un secteur artisanal, afin de procéder à des relocalisations ou des échanges fonciers.

Il est donc opportun de se porter acquéreur de cette unité foncière, d'une superficie de 8 743 m², comprenant un bâtiment d'une surface de 1 452 m², pour un montant de 840 000 euros, hors frais d'actes,

Il est à noter que l'avis des Domaines en date du 06 mai 2021 (validité de 18 mois) estimait la valeur vénale du bien à 890 000 euros.

A cet effet, il est donc proposé au Conseil municipal de :

- Rattacher cette unité foncière au périmètre dénommé « îlot Maladière »,
- De confier cette acquisition à l'Etablissement Public Foncier Doubs BFC, qui sera chargé d'acquérir, de gérer transitoirement et de rétrocéder les biens à la commune d'Auxerre ou à tout opérateur désigné par elle.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De rattacher l'unité foncière au périmètre dénommé « îlot Maladière »,
- De confier l'acquisition à l'Etablissement Public Foncier Doubs BFC, de l'unité foncière appartenant à la SAS Unimer, cadastrée section HL 123, HL 124, HL 125, HL 128, représentant une superficie de 8 743 m², pour un montant de 840 000 euros, dans les conditions susmentionnées.
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir,
- De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 28
- Voix contre : 0
- Abstentions : 9 S. FEVRE, M. DEBAIN, M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE, I. POIFOL-FERREIRA, M. NAVARRE, F. ZIANI, D. ROYCOURT, F. LOURY
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

Direction régionale des Finances publiques de Bourgogne –
Franche-comté et du Département de la Côte d'Or

le 06/05/2021

Pôle d'évaluation domaniale

25 rue de la Boudronnée
21047 DIJON CEDEX

téléphone : 03 80 28 65 88
mél. : drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Isabelle GARREL

téléphone : 03 80 28 66 28
courriel : isabelle.garrel@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 3952216
Réf LIDO/OSE : 2021-89024-21489

CA DU GRAND AUXERROIS – A
L'ATTENTION DE CORINNE POINSOT

6 B, PLACE DU MARECHAL LECLERC P 58
89 010 AUXERRE CEDEX

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : Ensemble immobilier comprenant immeuble de bureaux et terrain à bâtir (anciens locaux de Pôle Emploi sur un terrain de 8 743m² dans la ZA).

Adresse du bien : 60-62-64, rue Gynemer 89 000 AUXERRE

Valeur vénale : 890 000 euros hors taxes et hors frais de mutation.

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 – SERVICE CONSULTANT

CA DE L'AUXERROIS

affaire suivie par : Corinne POINSOT

2 – DATE

de consultation : 24/03/2021

de réception : 24/03/2021

de visite : 22/04/2021

de constitution de dossier « en état » : 29/04/2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Acquisition amiable d'un immeuble de bureaux situé près de la rivière de l'Yonne, concomitamment à plusieurs terrains donnant sur les berges, pour créer un port fluvial

complémentaire au port principal situé Parc Roscoff ; cela permettrait la délocalisation des ateliers de réparation de bateaux, et l'installation d'un commerce de bateaux.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Commune	Section	N°	Rue	Surface totale en m ²	nature
AUXERRE	HL	123	62-64, rue Guynemer	7539	sol
AUXERRE	HL	124	64, rue Guynemer	683	sol
AUXERRE	HL	125	64, rue Guynemer	412	sol
AUXERRE	HL	128	60, rue Guynemer	109	sol
			SURFACE TOTALE	8743	

Description des biens :

Immeuble de bureaux édifié en 1997 de plein-pied, avec des murs en parpaings crépis et vitrage en aluminium à effet « miroirisé », ainsi qu'un bardage en bac acier sur la partie haute, charpente métallique et toiture sans amiante (selon le consultant) en bac acier isolé, fenêtres en PVC et aluminium, et comprenant :

- une salle d'archives aux normes (sol : dalle en béton, grande hauteur sous plafond, portes coupe-feu, système de désenfumage) ;
- des sanitaires avec rampe d'accès PNR ;
- espace d'accueil avec deux portes double automatiques et banque d'accueil, ainsi que deux accès sur les façades Nord et Sud ;
- grand espace central modulable, avec comme seule contrainte d'aménagement futur la présence de deux poteaux (descente des eaux pluviales et soutènement) ;
- 21 box d'accueil aux normes pôle emploi (deux accès, deux grandes lucarnes latérales, bouton d'alerte) ;
- 9 bureaux, 2 salles de réunion, salle de pause, locaux techniques en cloisons modulables ;
- chaufferie accessible par l'extérieur, avec chaudière (groupe air chaud) alimentant des cassettes dans les faux plafonds par réseau de cuivre, et groupe air froid pour la climatisation, situé à proximité à l'extérieur du bâtiment.

Surface utile totale : **1 452m²**

Ces locaux ont été édifiés en 1997 pour les ASSEDIC de Bourgogne, devenu Pôle Emploi et ils présentent une conception modulable, une structure en bon état et des prestations attractives.

Ils sont bâtis sur la parcelle HL n°123, avec du terrain d'agrément sur les parcelles HL n°124-125-128.



Le bâtiment a fait l'objet de plusieurs effractions et d'une occupation illégale, qui ont entraîné des dégradations :

- arrachage d'une partie des faux-plafonds et emport du réseau de cuivre, le système de chauffage ne fonctionne plus ; des câbles électriques sont coupés, des luminaires déplacés, la baie de brassage ne fonctionne plus.
- toiture éventrée pour pénétrer dans les locaux, et fissurée par endroits suite au déplacement sur le toit ;
- revêtements de sol enlevés pour partie .

Terrain clos qui dispose d'une façade d'environ 100 sur la rue Guynemer, avec deux grands portails non automatiques et une grande surface bitumée de parkings, ainsi que des espaces verts, dont une partie de 3 900m² environ est détachable et qualifiable de terrain à bâtir, car il est desservi par une voirie, par les réseaux et constructible selon le PLU.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du Propriétaire : Société UNIMER – 8, rue Képler 75 016 PARIS

Situation d'occupation : bien estimé libre d'occupation

6 – URBANISME – RÉSEAUX

Document d'urbanisme : PLU

Zone d'urbanisme : UAE, hors de la zone inondable

Définition de la zone UAE : elle regroupe les secteurs à vocation d'activités, à l'image de la zone d'activités des Pieds de Rats. Il s'agit de secteurs à vocation économique, et notamment industrielle, situés pour l'essentiel entre l'Yonne et la voie ferrée.

7 – DATE DE RÉFÉRENCE

Néant.

8 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer. La méthode par le revenu est testée à titre de corroboration.

La valeur vénale du bien est estimée à 890 000€ hors taxe et hors frais de mutation.

Marge d'appréciation : 15 %

9 – DURÉE DE VALIDITÉ

Dix-huit mois.

10 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Le directeur régional des Finances publiques de Bourgogne – Franche
Comté et du département de la Côte-d'Or,
par délégation,



Dominique DIMEY
Administrateur des Finances Publiques.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-084 - Règlements de fonctionnement et des projets d'établissement des crèches municipales - Mise à jour

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 29

votants : 37 dont 8 pouvoirs

absents : 2

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIREDDIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Philippe RADET, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Une réforme des modes d'accueil est en cours avec notamment le décret 2021-1131 qui précise le nouveau cadre réglementaire applicable aux crèches et requiert :

- Une réécriture du **règlement de fonctionnement** (précédemment mis à jour par délibération du conseil municipal du 7 octobre 2021) qui intègre les nouvelles parties surlignées en jaune dans le document joint et qui annexe :
 - les protocoles médicaux et les protocoles d'urgence
 - une conduite à tenir en cas de suspicion de maltraitance
 - un protocole de sortie
 - le PPMS
- Une réécriture du **projet d'établissement** qui comprend des nouvelles parties et qui intègre
 - Un projet d'accueil avec une description des compétences professionnelles mobilisées, notamment en application de l'article R. 2324-38 du Code de la Santé publique, ainsi que des actions menées en matière d'analyse des pratiques professionnelles en application de l'article R. 2324-37 du Code de la Santé publique,
 - Un projet éducatif qui précise les dispositions prises pour assurer l'accueil, le soin, le développement, le bien-être et l'éveil des enfants, notamment en matière artistique et culturelle, et pour favoriser l'égalité entre les filles et les garçons,
 - Un projet social et de développement durable.
- La mise en place **d'un référent santé et inclusion obligatoire** sur nos crèches, à savoir une infirmière puéricultrice qui intervient 30 h par an, réparties en 4h minimum par trimestre, pour de la formation, rencontre des familles et suivi des enfants nécessitant une prise en charge particulière.
- **Des temps d'analyse de pratiques obligatoires**, déjà mis en place sur nos crèches, selon les dispositions suivantes : 3 h pour l'analyse de pratiques managériales de nos directions, 16 h de réunions sur les pratiques professionnelles pour nos agents
- Des dispositions concernant le choix du taux **d'encadrement** de nos crèches : 1 adulte pour 6 enfants pour nos accueils en multi âge, et 1 adulte pour 5 bébés et 1 adulte pour 8 marcheurs sur l'accueil classique (section bébés, moyens et grands)
- Des certificats administratifs de **nomination** des directions de nos crèches

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les règlements de fonctionnement et projets d'établissement des crèches municipales,
- De valider les organisations proposées ci-dessus.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 37
- Voix contre : 0
- Abstentions : 0
- Absents lors du vote : 2

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

**RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS
MUNICIPAUX D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT**



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

En application des réglementations suivantes :

- **Code général des collectivités territoriales,**
- •*Décret n° 2021-1131 du 30 août 2021* relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil du jeune enfant
- *Arrêté du 31 août 2021* créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage
- *Décret n° 2021-1446 du 4 novembre 2021* relatif aux conditions d'agrément, de suivi et de contrôle des assistants maternels et des assistants familiaux et aux règles applicables aux locaux et à l'aménagement intérieur des établissements d'accueil du jeune enfant
- *Décret n°2021-1115 du 25 août 2021* relatif aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en Établissements d'accueil du jeune enfant
- Réglementation relative aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans : *arrêté du 26 décembre 2000 et arrêté du 3 décembre 2018*
- *Arrêté du 23 septembre 2021* portant création d'une charte nationale pour l'accueil du jeune enfant
- *Arrêté du 8 octobre 2021* relatif aux modalités d'organisation de l'accueil en surnombre en établissement et service d'accueil du jeune enfant
- Réglementation relative à l'autorité parentale : *loi n°2002-305 du 04 mars 2002*
- *Loi 2019-721 du 10 juillet 2019* relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires
- Réglementation relative à la vaccination obligatoire : *décret n° 2018-42 du 25 janvier 2018*
- *Décret n° 2019-149 du 27 février 2019 modifiant le décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007* relatif à l'obligation vaccinale par le vaccin antituberculeux BCG
- Réglementation pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées : *loi n°2005-102 du 11 février 2005*
- Direction Protection Maternelle et Infantile / Mise à jour le 16/11/2021 Décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 1
- Réglementation relative à l'accueil des jeunes enfants des bénéficiaires de certaines prestations sociales : *décret n° 2006-1753 du 23 décembre 2006*
- Circulaire ministérielle *n° DGCS/SD2C/2016/261 du 17 août 2016* relative à la préparation aux situations d'urgence particulière pouvant toucher la sécurité des établissements d'accueil du jeune enfant ou des établissements relevant de la protection de l'enfance

- Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers et aux libertés informatiques
- Réglementation hygiène alimentaire et hygiène des locaux
- Code de la santé publique
- Circulaire CNAF n° 2019-005 relative à l'évolution du barème national des participations familiales, Instructions de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales
- Réglementation relative à la protection des données (décret 2019-536 de mise en conformité du droit national avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD))

Le présent règlement de fonctionnement a pour objet de fixer les modalités d'inscription, les conditions d'admission des enfants telles que fixées le cas échéant par le délégant dans le cadre d'une délégation de service public ou par l'autorité contractante dans le cadre d'un marché public et de préciser le mode de fonctionnement de l'établissement.

Le règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant de la ville d'Auxerre est adapté comme suit,

Il est soumis à la validation de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne et du service de Protection Maternelle et Infantile du Conseil Départemental.

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Titre I - Généralités	p 1
Article 1 : fonctionnement courant et fermetures	p 2
Article 2 : direction et continuité de direction	p 2-3
Article 3 : personnel intervenant dans les établissements	p 4
Article 4 : rôle du médecin, du référent santé et du psychologue	p 5
Article 4.1 : rôle du médecin	p 5
Article 4.2 : rôle du référent santé	p 5
Article 4.3 : rôle du psychologue	p 6
Titre II – Admission	p 7
Article 5 : pré-inscription et attribution de place	P 7
Article 6 : conditions d'âge	p 8
Article 7 : conditions de résidence	p 8
Article 8 : conditions sanitaires	p 9
Article 9 : dossier administratif	p 10
Article 9.1 : éléments relatifs à l'autorité parentale	p 10
Article 9.2 : éléments relatifs à la garde alternée	p 10
Article 9.3 : contenu du dossier	p 10
Article 10 : période d'adaptation	p 11
Article 11 : durée de l'accueil et reconduction	p 11
Article 12 : accueil d'urgence et accueil de dépannage	p 12
Titre III – Vie quotidienne	p 13
Article 13 : modalités d'accueil	p 13
Article 13.1 : accueil régulier	p 14
Article 13.2 : accueil occasionnel	p 14
Article 13.3 : détermination et modification des modalités d'accueil	p 14
Article 14 : arrivées et départs	p 15
Article 14.1 : règles relatives aux horaires d'accueil des enfants	p 15
Article 14.2 : règles relatives au respect des horaires	p 15
Article 14.3 : règles relatives à la facturation	p 16

Article 15 : absences	
Article 15.1 : prise de congés dans le cadre de l'accueil régulier au forfait	p 16
Article 15.2 : annulation de réservation dans le cadre de l'accueil régulier au prévisionnel	p 17
Article 15.3 : absences gratuites	p 17
Article 16 : alimentation	p 18
Article 16.1 : les laits	p 18
Article 16.2 : les repas	p 18
Article 17 : hygiène, vêtement et changes	p 19
Article 18 : bijoux et sécurité des enfants	p 19
Article 19 : entrées, sorties et sécurité des enfants	p 19
Article 19.1 : contrôle des entrées – Mise en œuvre du plan Vigipirate	p 19
Article 19.2 : sortie des enfants avec les parents ou le tiers habilité	p 20
Article 19.3 : mise en danger de l'enfant	p 20
Article 19.4 : absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement	p 21
Article 20 : responsabilité et assurance	p 21
Article 21 : photographies et films	p 22
Titre IV – Surveillance médicale des enfants	p 23
Article 22 : dossier médical de l'enfant	p 23
Article 23 : vaccinations	p 23
Article 24 : protocole médical et autorisation de prise en charge	p 24
Article 25 : projet d'accueil individualisé	p 24
Article 26 : enfant présentant des symptômes de maladie lors de son arrivée	p 25
Article 27 : obligation d'information	p 26
Article 28 : mise en œuvre de prescriptions médicales sur ordonnance	p 26
Article 29 : maladies à éviction obligatoire	p 27

Titre V – Information et participation des parents à la vie de l'établissement

Article 30 : transmission d'informations et de documents	p 28
Article 31 : échanges entre parents et professionnels	p 28
Article 32 : organisation de réunions	p 29
Article 33 : organisation de temps parents-enfants	p 29

Titre VI - Participation financière des familles p 30

Article 34 : détermination du tarif horaire	p 31
Article 34.1 : principe général	p 31
Article 34.2 : détermination initiale du tarif horaire	p 31
Article 34.3 : révision du tarif horaire	p 32
Article 34.4 : tarifications spéciales	p 32
Article 35 : facturation	p 33
Article 35.1 : facturation de l'accueil occasionnel	p 33
Article 35.2 : facturation de l'accueil régulier au forfait	p 33
Article 35.3 : facturation de l'accueil régulier au prévisionnel	p 34
Article 36 : règlement des factures	p 34
Article 37 : Attestation de frais de garde	p 35

Titre VII – Dispositions diverses p 36

Article 38 : conditions de radiation	p 36
Article 39 : départ définitif de l'enfant	

Documents annexes

- Présentation du gestionnaire
- Présentation de l'établissement
- Protocole des mesures à prendre dans les situations d'urgence, les conditions et modalités du recours aux services d'aide médicale d'urgence

- Protocole détaillant les mesures préventives d'hygiène et les mesures d'hygiène renforcées à prendre en cas de maladie infectieuse ou d'épidémie, ou tout autre situation dangereuse pour la santé
- Protocole des modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers
- Protocole des conduites à tenir et les mesures à prendre en cas de suspicion de maltraitance ou de situation présentant un danger pour l'enfant
- Protocole des mesures de sécurité à suivre lors des sorties hors de l'établissement ou de son espace extérieur privatif, telles que visées à l'article R. 2324-43-2 du présent code.

TITRE I - GENERALITES

La Ville d'Auxerre assure la gestion de quatre établissements d'accueil de la petite enfance : la crèche Kiehlmann, la petite crèche des Rosoirs, la petite crèche du Pont et la petite crèche Rive-Droite.

Ce règlement s'applique aux familles dont l'enfant est accueilli dans l'un ou l'autre des quatre établissements. Il est complété par des arrêtés de fonctionnements spécifiques indiquant les caractéristiques propres à chacun, notamment les horaires.

Chaque structure construit un projet d'établissement contenant le projet éducatif, pédagogique, social et d'accueil adapté aux possibilités de la crèche et aux caractéristiques du quartier. Ce projet est mis à la disposition des familles qui souhaitent le consulter au sein des structures.

D'une manière générale, les structures de la ville s'engagent dans une démarche éducative et pédagogique bienveillante auprès des enfants et de leurs parents et, réciproquement, les familles s'engagent à respecter le personnel et le projet des structures.

Les quatre établissements relèvent du service Petite Enfance, au sein de la Direction cohésion sociale et temps de l'enfant. Ses coordonnées sont les suivantes :

Ville d'Auxerre – Service petite enfance - 14 place de l'hôtel de Ville BP 700 59 – 89 012 Auxerre Cedex.

Tél : 03 86 72 48 69

Courriel : petite.enfance@auxerre.com.

Au travers de ses services de Protection Maternelle et Infantile, le Président du Conseil Départemental a un rôle d'agrément et de contrôle des établissements qui garantit le respect de la réglementation.

ARTICLE 1 : FONCTIONNEMENT COURANT ET FERMETURES

Les établissements sont ouverts du lundi au vendredi, selon les horaires propres à chacun. (Voir annexe)

Ils sont fermés les jours fériés, le pont de l'ascension, trois semaines l'été, et environ une semaine fin décembre, selon un calendrier établi annuellement.

Les dates de fermeture seront communiquées aux parents au mois de septembre.

Ils peuvent également être fermés pour permettre la tenue de réunions d'équipe, ou pour toute autre raison ne permettant pas de maintenir le service dans de bonnes conditions (travaux par exemple). Ponctuellement les horaires pourront également être modifiés pour les mêmes raisons. Les familles en sont averties le plus tôt possible, par voie d'affichage notamment et oralement dans les établissements.

ARTICLE 2 : DIRECTION ET CONTINUITÉ DE DIRECTION ET PERSONNELS

Dès leur entrée en fonction, l'ensemble du personnel doit se soumettre à un examen médical et doit être à jour de ses vaccinations obligatoires. Une demande d'extrait de casier judiciaire est réalisée par le gestionnaire conformément à l'article R 2324-33 et transmis au service de PMI de Conseil Départemental.

Chaque établissement est placé sous la responsabilité d'une directrice remplissant les conditions de diplôme et d'expérience requises par la réglementation définie à l'article R2324-42 (40- 60).

- Les éducateurs de jeunes enfants (EJE) peuvent être
 - en direction (R2324-34),
 - direction adjointe (R2324-35),
 - auprès des enfants et professionnels (articles R2324-42 et R2324-41)

- Les puériculteurs (IPDE) peuvent être
 - En direction (R2324-34)
 - Référent santé & accueil inclusif (R2324-39)
 - Professionnel paramédical (> 25 places R2324-40)
 - Direction adjointe (>60 places R2324-35)
- Les infirmiers (IDE) peuvent être :
 - En direction (R2324-34) sous conditions de certification de niveau 6, ou d'expérience de direction depuis plus de trois ans,
 - En direction adjointe (R2324-35),
 - Référent santé & accueil inclusif sous condition d'un diplôme universitaire en matière de santé de l'enfant ou d'une expérience minimale de trois ans auprès de jeunes enfants,
 - Ou bien encore professionnel paramédical (>25 places R2324-40)

Le/la directeur(trice) assure la gestion de l'établissement, l'encadrement du personnel, organise l'accueil et les admissions. Le/la directeur(trice) doit s'assurer que les dossiers personnels des enfants sont tenus à jour. Le/la directeur(trice) est responsable du projet d'établissement et, avec son équipe, de sa mise en œuvre. Le/la directeur(trice) assure toute information sur le fonctionnement de l'établissement.

Le/la directeur(trice) doit également gérer le budget de sa crèche.

En cas d'absence du/de la directeur(trice) au sein de l'établissement, L'article R2324-36 du code de la santé publique prévoit que la continuité est assurée par une personne présente dans l'établissement, relevant de l'article R2324-42 ou du même article sous la condition d'une expérience professionnelle d'au moins 1 an.

Une personne qui peut être soit une EJE ou un personnel encadrant qui assure la continuité de la fonction de direction en interne et qui peut toujours joindre par téléphone soit son/sa directeur (trice), soit un/une directeur(trice) assurant une astreinte.

Dans tous les cas une puéricultrice, une infirmière ou la référente santé est joignable pour toute question d'ordre médical.

ARTICLE 3 : PERSONNEL INTERVENANT ETABLISSEMENTS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

DANS LES SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Conformément à la réglementation, le personnel qui participe à l'encadrement des enfants est titulaire, pour au moins 40% de l'effectif, du diplôme de puériculteur, infirmier, d'éducateur de jeunes enfants, ou d'auxiliaire de puériculture. Les autres professionnels intervenant auprès des enfants sont titulaires du CAP Petite Enfance, d'une qualification ou d'une expérience reconnue.

L'effectif du personnel placé auprès des enfants est :

Un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas, et un professionnel pour huit enfants qui marchent.

Pour les crèches multi-âge, un professionnel pour six enfants.

La capacité d'accueil pourra si nécessaire être réduite afin de respecter le taux légal d'encadrement :

- En fonction de l'âge des enfants accueillis,
- En fonction du nombre de professionnels présents dans la structure.

Un référent santé intervient également dans chaque structure. Il permet d'informer, de sensibiliser et de conseiller la direction et l'équipe en matière de santé et d'accueil des enfants en situation d'handicap.

Il présente à l'équipe les protocoles médicaux.

Des stagiaires, des personnes en contrat d'apprentissage, d'autres professionnels (psychomotricien, animateur sportif, animateur de bibliothèque ou de ludothèque...) ou encore des bénévoles peuvent également intervenir auprès des enfants.

Des agents d'intendance participent au bon fonctionnement des établissements.

ARTICLE 4 : RÔLE DU MEDECIN, DU PSYCHOLOGUE ET DU REFERENT SANTE

Un médecin et un psychologue et un référent santé, référents du service petite enfance de la Ville d'Auxerre, interviennent dans les établissements municipaux.

Article 4.1 : Rôle du médecin

Il veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie. Il définit avec les directrices d'établissement et le référent santé les protocoles médicaux et les protocoles d'action dans les situations d'urgence. Il participe aux actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel.

Il assure obligatoirement une visite médicale d'admission pour les enfants de moins de quatre mois et les enfants présentant un handicap, une affection chronique ou tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière et le cas échéant met en place un projet d'accueil individualisé (PAI) ou y participe (voir article 25).

Par ailleurs à la demande de la directrice il peut assurer pour les autres enfants une visite médicale d'admission ou de prévention.

Article 4.2 : Rôle du référent santé

Le référent santé ne peut être qu'une personne titulaire des diplômes visés au III de l'article R2324-39 du CSP peuvent exercer la fonction de référent « Santé et Accueil inclusif ». Les services de PMI et les gestionnaires ne peuvent pas y déroger.

Le référent santé doit informer, sensibiliser et conseiller la direction et l'équipe en matière de santé du jeune enfant et d'inclusion des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique, afin de fournir à ces derniers un accueil individualisé et un accompagnement spécifique. Il doit être titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou être un médecin possédant une spécialisation, une qualification ou une expérience en matière de santé du jeune enfant ou encore un infirmier disposant d'un diplôme universitaire ou interuniversitaire en matière de santé du jeune enfant ou d'une expérience minimale de trois ans notamment au sein d'Eaje.

A noter qu'il travaille en lien étroit avec les professionnels des services de protection maternelle et infantile (PMI) et tous les acteurs locaux en matière de santé et handicap.

Ce référent aide à mettre en œuvre les mesures nécessaires à l'adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins. Il contribue également au repérage de ceux en danger et accompagne l'équipe dans le projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant en accord avec la famille. Il doit aussi assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels, portant par exemple sur la nutrition, les activités physiques, le sommeil, l'exposition aux écrans et la santé environnementale.

Article 4.3 : Rôle du psychologue

Le psychologue intervient auprès des équipes afin d'assurer un accompagnement et une analyse de leurs pratiques professionnelles. Il participe également à des réunions collectives avec les parents et peut, ponctuellement, rencontrer individuellement les familles qui en expriment le souhait auprès de la direction pour évoquer un sujet concernant leur enfant.

TITRE II – ADMISSION

ARTICLE 5 : PRE-INSCRIPTION, ATTRIBUTION DE PLACE ET ADMISSION

Les demandes d'accueil régulier font l'objet d'une pré-inscription sur liste d'attente, à partir du 5ème mois de grossesse. Cette démarche s'effectue par téléphone à la Mairie, avec une conseillère petite enfance qui pourra informer et orienter la famille en fonction de son besoin.

L'inscription sur liste d'attente n'est valable uniquement après la réception de la fiche de pré-inscription signée.

Les parents inscrits sur liste d'attente sont tenus de renvoyer une copie de l'acte de naissance le cas échéant et de répondre aux courriers de mise à jour de la liste d'attente. Il est demandé aux parents de définir le plus précisément leur besoin d'accueil (jours et créneaux horaires) de manière à organiser au mieux l'accueil des enfants et satisfaire le plus de familles possibles.

L'attribution des places se fait par la commission composée de l'élue(e) en charge du secteur Petite Enfance, d'un membre de la direction générale et/ou la responsable du service Petite Enfance, de l'assistant(e) administratif(ve) du service, des directrices des crèches municipales et associatives, d'un représentant(e) de la CAF et d'un Représentant(e) de la PMI.

La commission attribue les places sur la base du besoin exprimé et au regard des places disponibles, en fonction de la date de pré-inscription, de l'âge de l'enfant, de la situation professionnelle et sociale de la famille. Les parents disposent de 5 jours ouvrés pour contacter la directrice de la crèche et confirmer ou non leur intérêt pour la proposition. Sans réponse au bout de ce délai, une relance téléphonique est effectuée, avant de considérer la proposition comme refusée, et la place attribuée à une autre famille. Les parents recevront un courrier leur indiquant que leur dossier reste sur la liste des préinscriptions.

Plusieurs commissions seront organisées dans l'année.

Pour les rentrées scolaires, la procédure se déroule en mai-juin et les parents qui se voient attribuer une place acceptent de ne pas modifier de manière importante leur demande en septembre (toute situation particulière étant étudiée par la Direction de la petite enfance). Ils sont informés que dans le cas contraire, l'attribution de la place pourra être remise en cause.

L'inscription est ensuite réalisée par la directrice de l'établissement concerné sur rendez-vous. L'admission n'est définitive que si toutes les conditions sont satisfaites et le dossier complet, tel qu'indiqué dans les articles ci-dessous. Elle est prononcée par la direction de l'établissement.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ÂGE

Les établissements d'accueil du jeune enfant accueillent les enfants de 10 semaines à 3 ans révolus.

Ils sont des modes d'accueil adapté aux très jeunes enfants et donc prioritairement préscolaires.

Pour les enfants scolarisés ou en âge d'être scolarisés, l'accueil est possible, sous réserve des places disponibles, uniquement :

- dans le cadre d'un accueil périscolaire le mercredi et pendant les vacances scolaires,
- au cours de la première année de fréquentation de l'école,
- et jusqu'au 31/07 maximum

Pour les enfants en situation de handicap, l'accueil est possible jusqu'à 5 ans révolus dès lors que la structure a pu mettre en place un projet d'accueil adapté (tel que défini à l'article 25).

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE RÉSIDENCE

Les établissements municipaux accueillent prioritairement les enfants dont les parents sont domiciliés à Auxerre puis au sein de la Communauté de l'Auxerrois, les établissements accueillent en dernier lieu, les enfants dont les parents travaillent sur Auxerre mais habitent hors Communauté de l'Auxerrois.

Pour les changements de domicile hors Communauté, les enfants pourront continuer à bénéficier du service jusqu'à la fermeture annuelle de l'été. Au-delà, la situation sera étudiée par la direction Temps de l'enfant après demande motivée des parents, au regard notamment de l'intérêt de l'enfant et du règlement des factures.

ARTICLE 8 : CONDITIONS SANITAIRES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

L'admission n'est définitive qu'après vérification des vaccinations obligatoires dans le carnet de santé de l'enfant (ou autre document remis par un professionnel de santé). En cas de non-conformité aux obligations vaccinales, et sauf contre-indication médicale reconnue, conformément à la réglementation un accueil temporaire pourra être proposé pour 3 mois de manière à permettre la réalisation de la ou les vaccinations manquantes selon les modalités spécifiquement prévues. A l'issue des 3 mois, si toutes les vaccinations ne sont pas réalisées, il sera demandé avis au médecin référent du service ou à un médecin du service de Protection maternelle et infantile de l'Yonne pour décider de la prolongation ou de l'arrêt de l'accueil de l'enfant. En cas de prolongation, les vaccinations devront être poursuivies et justifiées par les documents susmentionnés. En cas d'arrêt, la famille recevra un courrier de radiation à effet immédiat.

Par ailleurs, la présentation d'un certificat médical de non contre-indication à la vie en collectivité datant de moins de 2 mois est obligatoire. Dans les cas prévus par la réglementation ou à la demande de la direction, une visite médicale par le médecin référent du service petite enfance pourra être nécessaire.

Au moment de l'inscription puis à tout moment, les parents sont tenus d'avertir la direction de l'établissement de tout élément concernant la santé de leur enfant susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge. En particulier, pour tout type d'intolérance ou d'allergie, suspectée ou avérée, les parents doivent nécessairement alerter la direction. Un Projet d'accueil individualisé pourra être nécessaire.

ARTICLE 9 : DOSSIER ADMINISTRATIF

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Article 9.1 : Eléments relatifs à l'autorité parentale

L'inscription d'un enfant ne peut être effectuée que par le ou les titulaires de l'autorité parentale (dont les personnes disposant temporairement de l'autorité parentale, dans le cadre d'une délégation volontaire ou imposée par le juge aux affaires familiales).

L'inscription en crèche étant considérée comme un acte usuel, l'accord entre les titulaires de l'autorité parentale est présumé et une seule signature est exigée, sauf à ce que l'un d'eux ait manifesté son désaccord.

En cas de séparation ou de divorce, la direction considère que l'autorité parentale reste aux deux parents, sauf à présenter une ordonnance ou un jugement du juge aux affaires familiales donnant des indications contraires. En cas de changement affectant l'autorité parentale postérieurement à l'inscription, le (ou les) parent(s) informe(nt) sans délai la direction de l'établissement.

Article 9.2 : Eléments relatifs à la garde alternée

En cas de garde alternée, un dossier d'inscription est réalisé avec chacun des parents dès lors que la situation a été déclarée à la CAF ou à la MSA et que le parent en a informé la direction de l'établissement. Un contrat est établi avec chaque parent pour l'accueil de l'enfant. Chacun reçoit une facture correspondant à ses réservations, avec un tarif basé sur les ressources et le nombre d'enfants à charge de son nouveau foyer.

En cas de convention, d'ordonnance ou de jugement relatif à une garde alternée, les contrats de chacun des parents devront être en conformité avec le rythme de garde de l'enfant inscrit dans le document juridique.

Article 9.3 : Contenu du dossier

L'admission ne pourra être effective qu'une fois le dossier administratif constitué.

Il est demandé aux parents, en présentant les originaux, de fournir les documents suivants : copie du livret de famille (à défaut copie d'acte de naissance de l'enfant), attestation responsabilité civile comportant le nom et prénom de l'enfant, copie du jugement de divorce ou décision judiciaire organisant la garde de l'enfant et l'autorité parentale le cas échéant. Pour répondre aux exigences du

plan Vigipirate (cf article 19.1), il est également demandé de des pièces d'identité de toutes les personnes qui seront a chercher l'enfant.

Les parents remplissent les fiches de renseignements et les diverses autorisations nécessaires à l'inscription. Il appartient aux parents de se mettre d'accord concernant les diverses autorisations, y compris en garde alternée. Ils déclarent avoir pris connaissance du règlement de fonctionnement et signent une attestation en ce sens.

Dans l'intérêt de leur enfant, les parents doivent obligatoirement avertir la direction de l'établissement des éventuels changements d'adresse ou numéro de téléphone en cours d'année, afin qu'ils restent joignables, pendant la durée de l'accueil de l'enfant et en cas d'urgence. Une attestation de domicile devra être fournie en cas de changement d'adresse.

ARTICLE 10 : PÉRIODE D'ADAPTATION

L'admission n'est possible qu'après une période d'adaptation convenue avec la direction. L'appréciation du meilleur moment pour organiser le premier accueil de l'enfant se fera conjointement avec les parents. La période d'adaptation comprend obligatoirement des temps de présence de l'enfant avec un (ou les) parent(s), permettant à celui-ci (ceux-ci) d'échanger avec les professionnels et à l'enfant de se familiariser sereinement avec un environnement nouveau.

ARTICLE 11 : DURÉE DE L'ACCUEIL ET RECONDUCTION

L'admission est prononcée, en accueil régulier, sur la base des réservations demandées. A chaque changement une validation par la direction de l'établissement sera nécessaire.

Les familles fréquentant un établissement de manière régulière sont sollicitées au mois de mai de chaque année pour indiquer leurs souhaits pour la rentrée suivante. Sur cette base, la reconduction est automatique sauf dans le cas d'un déménagement (cf : article 6) et sous réserve de la mise à jour du dossier administratif et médical (bilan des vaccinations, attestation de responsabilité civile valide, nouveau justificatif de domicile). Tout élément non conforme au présent règlement peut remettre en cause la reconduction de l'accueil.

ARTICLE 12 : ACCUEIL D'URGENCE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Dans certaines situations, un accueil d'urgence est possible pour des motifs liés à la rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès...), la rupture du mode de garde (hospitalisation de l'assistante maternelle...), ou à des impératifs non prévus à l'avance d'insertion professionnelle (entretien d'embauche, proposition de formation immédiate...).

L'accueil est dit d'urgence lorsqu'il n'a pas pu être anticipé, même quelques jours à l'avance.

L'appréciation de la situation relève des directrices de structure, qui évaluent par ailleurs la possibilité d'accueillir l'enfant au regard des places disponibles. Lorsqu'elle ne peut être anticipée, l'admission de l'enfant pourra être facilitée en termes de conditions sanitaires (vaccinations et certificat médical) et de justificatifs administratifs, mais dès la première heure d'accueil le parent devra présenter sa carte d'identité et si possible les documents attestant de l'autorité parentale. La situation devra ensuite être régularisée dans les meilleurs délais, en particulier en cas d'accueil supérieur à 3 jours.

TITRE III – VIE QUOTIDIENNE

En préambule, il est précisé que l'accueil en établissement est un accueil collectif, soumis à des normes et à des contraintes organisationnelles et s'inscrivant dans le cadre de la politique éducative de la ville d'Auxerre. C'est pourquoi, si l'intérêt de l'enfant et le respect de son individualité constituent une priorité, il n'est pas toujours possible, pour des raisons logistiques ou de choix pédagogiques, de répondre à l'ensemble des demandes individuelles des familles. Cependant les équipes et notamment les directions d'établissement sont à la disposition des familles pour échanger et répondre à tout questionnement.

ARTICLE 13 : MODALITÉS D'ACCUEIL

Les établissements proposent de l'accueil régulier, prévisionnel ou occasionnel.

Article 13.1 : Accueil régulier

Conformément aux recommandations de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), l'accueil est dit régulier dès lors que les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Il concerne ainsi tous les enfants fréquentant l'établissement au moins une fois par semaine.

- L'accueil au forfait

L'accueil régulier est adapté aux familles dont les besoins d'accueil sont relativement fixes, et permet la réservation de plages horaires se renouvelant de manière régulière sur une période d'un an.

Pour faciliter la prise des congés, les contrats sont établis uniquement sur les jours hors vacances scolaires.

15 jours avant le début de ces dernières, les familles devront réserver les jours de présence dont ils ont besoins (Ces jours seront facturés en sus au tarif du contrat de la famille).

Il est formalisé par un contrat d'accueil signé, établi par la directrice sur la base des besoins exprimés en jours et horaires par la famille, après une période d'adaptation et une période « d'essai » (permettant aux parents d'ajuster les horaires du contrat). Ce contrat débute donc dans le mois qui suit l'arrivée de l'enfant dans la structure.

L'accueil au prévisionnel est adapté aux familles dont les besoins d'accueil varient d'une semaine à l'autre ou d'un mois à l'autre. Il permet une réservation à l'avance des plages horaires, mais cette réservation doit être validée au cas par cas par la direction de l'établissement, en fonction des places disponibles. L'accueil de l'enfant n'étant pas toujours possible faute de place, plus la réservation est effectuée tôt, plus elle a de chance d'être acceptée. Il est donc demandé aux parents d'anticiper autant que possible. Dans tous les cas, un planning de réservation doit être formalisé. Il constitue la base de la facturation.

Article 13.2 : Accueil occasionnel

L'accueil occasionnel correspond à un accueil ponctuel ou exceptionnel. L'enfant est inscrit dans un seul établissement à la demande des parents. L'accueil ne peut être possible qu'en cas de place disponible :

- par anticipation, au moins 24h à l'avance
- le jour même sur proposition de la directrice ou le service petite enfance.

Les parents peuvent également faire la demande par téléphone auprès du service petite enfance.

Article 13.3 : détermination et modifications des modalités d'accueil

En fonction des besoins exprimés par la famille au moment de l'admission, la direction propose l'une des modalités d'accueil exposées ci-dessus. Les parents s'engagent à respecter ce contrat. A la rentrée, seuls des ajustements d'horaires sont possibles pour l'établissement du contrat, une période « d'essai » permettant aux parents de vérifier leur adéquation au besoin.

ARTICLE 14 : ARRIVÉES ET DÉPARTS

Article 14.1 : Règles relatives aux horaires d'accueil des enfants

Les directrices organisent l'accueil au plus près des besoins des parents. Cependant, pour le bien-être des enfants, les entrées et sorties ne sont pas possibles sur certains temps de milieu de journée définis en fonction des établissements dans les arrêtés de fonctionnement spécifiques (voir annexe). Ainsi, pour permettre aux enfants de trouver leurs repères et s'épanouir pleinement au sein de nos crèches, il est recommandé d'arriver avant 10h.

Article 14.2 : Règles relatives au respect des horaires

Pour assurer le bon fonctionnement du service, en particulier pour assurer les conditions d'encadrement mais également pour le bon déroulement des activités mises en place pour les enfants, il est demandé aux parents de respecter les horaires réservés, à l'arrivée et au départ de l'enfant.

Les horaires d'arrivée et de départ sont enregistrés grâce à l'écran tactile prévu à cet effet et utilisé par les parents à l'arrivée et au départ de l'enfant. Les temps d'échange avec les professionnels sont importants et font partie intégrante du temps d'accueil. C'est pourquoi il est conseillé d'arriver 10 minutes avant l'heure de fin prévu.

En cas de retard à l'arrivée ou au départ de l'enfant, il est impératif de prévenir l'établissement. En cas de retard trop important sur l'heure d'arrivée et en l'absence d'information de la part des parents, la place ne pourra être garantie. Enfin les parents sont tenus de respecter les horaires d'ouverture des établissements. Ils doivent donc avoir récupéré leur enfant et ressortir de l'établissement au maximum à l'heure de fermeture définie dans l'arrêté de fonctionnement spécifique. Tout dépassement ne saurait être que très exceptionnel et justifié.

Article 14.3 : Règles relatives à la facturation

La facturation est basée sur un arrondi à la demi-heure.

Dans le cadre de l'accueil régulier, une arrivée tardive ou un départ anticipé de l'enfant par rapport à l'horaire réservé n'entraîne pas de déduction ou de compensation. Dans le cas inverse d'une arrivée anticipée ou d'un départ tardif, tout dépassement de plus de 5 minutes donne lieu à la facturation d'une ½ heure. Dans le cadre de l'accueil occasionnel, la facturation est basée sur les heures de présence arrondies à la demi-heure.

Dans les deux cas, en cas d'oubli le matin et/ou le soir, les horaires retenus pour la facturation seront ceux d'ouverture et de fermeture de la structure.

ARTICLE 15 : ABSENCES

D'une manière générale, il est demandé aux parents de prévenir le plus tôt possible en cas d'absence de leur enfant, ceci afin de permettre le bon fonctionnement du service et de permettre le cas échéant à un autre enfant de pouvoir bénéficier de la place. Les conséquences financières des absences sont détaillées ci-dessous.

Article 15.1: Prise de congés dans le cadre de l'accueil au forfait

Au moment de la contractualisation, il est possible de prendre des congés hors vacances scolaires. Dans ce cas, la famille nous indique un nombre de jours de congés pour la durée du contrat, c'est-à-dire pendant lesquels l'enfant ne fréquentera pas l'établissement. Ces jours sont traduits en heures et ne seront pas facturés.

Dans tous les cas, outre les périodes de fermeture des établissements, la prise de congés se fait librement mais au minimum à la journée et de manière anticipée, à savoir :

- Hors vacances scolaires : 48 heures à l'avance et le vendredi midi dernier délai pour le lundi matin.

En dehors des cas évoqués à l'article 15.3 toute absence ne remplissant pas ces conditions sera facturée. Il en est de même pour tout congé supplémentaire au-delà du volume sur lequel le contrat a été construit.

Plusieurs absences non-justifiées entraînera la radiation du contrat.

Article 15.2 : annulation de réservation dans le cadre de l'accueil au prévisionnel

L'annulation d'une réservation ne donne pas lieu à facturation dans la mesure où elle intervient :

- Hors vacances scolaires : 48 heures à l'avance et le vendredi midi dernier délai pour le lundi matin.

Pour les périodes des vacances scolaires, y compris d'été : 2 semaines avant le début des vacances scolaires, sauf :

- en cas de changement induit par des obligations professionnelles.

Article 15.3 : absences gratuites

En dehors des règles indiquées aux articles 15.1 et 15.2, quelques situations exceptionnelles peuvent entraîner la non facturation des absences et, dans le cas de l'accueil au forfait, une réduction de la participation mensuelle :

- > éviction de l'établissement par le médecin référent du service petite enfance, et dans le cas des 11 pathologies citées à l'article 29,
- > hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un bulletin d'hospitalisation,
- > maladie entraînant une absence supérieure à 2 jours calendaires : la déduction intervient à partir du 3ème jour à compter de la date du certificat médical,
- > fermeture de la structure en dehors des semaines prévues d'août et de décembre.

ARTICLE 16 : ALIMENTATION

La participation demandée aux familles couvre la prise en charge pendant son temps de présence dans la structure, y compris les repas et goûters.

Article 16.1 : Les laits

Le lait est fourni par l'établissement. Il ne sera proposé aux enfants qu'une marque de lait, tout en tenant compte de l'évolution de l'enfant avec des laits 1^{er} et 2^{ème} âge, ainsi que du lait de croissance. La marque choisie sera portée à la connaissance des parents par la direction de l'établissement sur demande.

Les laits d'autres animaux (brebis, chèvre, jument, ânesse, etc.), comme les jus de végétaux, ont une composition ne correspondant pas aux besoins nutritionnels des enfants, et ne sont donc pas utilisés en collectivité.

Si l'enfant doit bénéficier d'un lait spécifique, du fait d'une contre-indication médicale, les parents le fournissent et en assument les frais, sans que cela donne lieu à une déduction. Un projet d'accueil individualisé (PAI) pourra être nécessaire.

Les mamans qui souhaitent poursuivre l'allaitement maternel doivent en faire part à la directrice de la structure afin de mettre en place le protocole adapté (hygiène, transport, stockage...) ou d'organiser dans de bonnes conditions un allaitement sur site.

Article 16.2 : Les repas

Les repas servis aux enfants sont préparés selon les réglementations en vigueur. Une grande attention est donnée à la composition des repas, à travers le respect des recommandations diététiques adaptées aux enfants en bas âge (GEMRCN) et l'introduction de produits labellisés et/ou certifiés et/ou issus de l'agriculture biologique, majoritairement issus des circuits courts d'approvisionnement.

Dans le cas d'un régime alimentaire particulier nécessaire suite à diagnostic médical, le/la directeur/trice de l'établissement estimera, en lien si besoin avec le médecin référent du service petite enfance et dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé, si les repas, voire les goûters, peuvent être fournis par la Ville ou s'ils doivent être fournis par la famille, dans des conditions clairement définies. Cela ne donne pas lieu à déduction financière.

Dans le cadre de la diversification alimentaire du nourrisson, toutes les introductions d'aliments devront être réalisées au domicile.

ARTICLE 17 : HYGIÈNE, VÊTEMENT ET CHANGES

La participation demandée aux familles couvre les soins d'hygiène d'usage courant (couches, produits de toilette). Les marques et produits choisis sont portés à la connaissance des parents par la direction de l'établissement sur demande. Sauf prescription médicale particulière, il n'est pas possible d'apporter de produits personnalisés.

Les parents s'obligent, durant le temps d'accueil de leur enfant, à lui assurer quotidiennement une hygiène corporelle et vestimentaire correcte. Si l'enfant porte une couche, pour son confort celle-ci doit être changée avant l'arrivée dans la structure. Les parents doivent fournir une tenue de change, des chaussons et un sac imperméable destiné à recevoir le linge souillé. Les différents vêtements (intérieur et extérieur) doivent être marqués au nom de l'enfant ainsi que les chaussons, chaussures et bottes.

La Ville décline toute responsabilité quant aux échanges ou pertes qui pourraient intervenir.

ARTICLE 18 : BIJOUX, ACCESSOIRES, ET SÉCURITÉ DES ENFANTS

Tout bijou ou petit accessoire est interdit afin de réduire les risques d'ingestion, d'étouffement ou d'étranglement. Il est demandé aux parents de veiller à ce que leur enfant n'ait rien dans les poches à son arrivée dans l'établissement

ARTICLE 19 : ENTREES, SORTIES ET SÉCURITÉ DES ENFANTS

Article 19.1 : Contrôle des entrées – Mise en œuvre du plan Vigipirate

Les établissements d'accueil du jeune enfant appliquent des consignes liées au plan Vigipirate. En particulier, le contrôle des accès est renforcé. Toute personne non connue des services sera amenée à décliner son identité et les personnes n'ayant pas été inscrites dans le formulaire d'autorisations signé par les parents se verront refuser l'entrée. Il est rappelé que la carte d'identité sera demandée à toute personne, y compris aux parents lorsqu'un agent les rencontre pour la première fois, et qu'une copie sera conservée dans le dossier administratif de l'enfant. En cas de réaction agressive, la police sera immédiatement contactée.

Il est demandé aux parents – et aux personnes autorisées par eux - de faire preuve de compréhension et de coopération dans l'application des consignes affichées dans les établissements et dans la mise en œuvre d'une vigilance partagée. En particulier, ils ne doivent pas laisser entrer quelqu'un qu'ils ne connaissent pas et accepter le contrôle visuel des sacs le cas échéant.

Article 19.2 : Sortie des enfants avec les parents ou le tiers

Les enfants pourront être rendus soit aux personnes détenant l'autorité parentale, soit à toute autre personne pour laquelle les personnes exerçant l'autorité parentale auront donné une autorisation expresse et écrite, et prévenu par avance la directrice. Ces personnes seront âgées de 18 ans au moins. Toute personne habilitée à venir récupérer un enfant, y compris les parents, devra être munie d'une pièce d'identité. Dès que les parents (ou tiers) ont récupéré leur enfant, celui-ci se trouve placé sous leur responsabilité.

En dehors de tout document juridique limitant l'autorité parentale de l'un des parents ou spécifiant des modalités de garde alternée, l'enfant sera remis à l'un ou l'autre des parents indifféremment.

Si l'autorité parentale n'est accordée qu'à un seul parent, l'équipe ne peut remettre l'enfant qu'à celui-ci, sauf autorisation écrite qu'il donnerait au bénéficiaire de l'autre. Cette autorisation est révocable à tout moment.

En cas de changement affectant l'autorité parentale au cours de la période d'accueil de l'enfant, le ou les parents doivent informer sans délai la direction de l'établissement.

En cas de tutelle confiée à un tiers, l'enfant est remis à son tuteur légal. La décision du juge des tutelles doit être remise au responsable de l'établissement.

En cas de garde alternée encadrée juridiquement, une copie de la décision du juge est remise au responsable de l'établissement qui remet l'enfant au parent désigné selon le rythme fixé par le juge (sauf si une autorisation à venir chercher l'enfant a été signée au bénéfice de l'autre enfant). Une copie du document restera dans le dossier de l'enfant.

Dans tous les cas, il appartient aux parents de prévenir la direction en cas de changement de coordonnées notamment téléphoniques, pour eux et pour les tiers autorisés à venir chercher l'enfant ou à prévenir en cas d'urgence

Article 19.3 : Mise en danger de l'enfant

Lorsque la personne venant chercher l'enfant n'est pas en capacité de s'en occuper et d'assurer sa sécurité, l'agent peut refuser le départ de l'enfant. Selon la situation il contactera la police, la direction Temps de l'Enfant ou la direction générale de la ville, qui avisera des suites à donner. Les services compétents de la protection de l'enfance seront également informés.

Article 19.4: Absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement

Les enfants que les parents ne seront pas venus chercher seront gardés par la directrice (ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction) et un agent de l'établissement pendant trente minutes environ. En cas de recherche infructueuse de la personne habilitée à venir récupérer l'enfant, la directrice (ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction) contactera les personnes autorisées à venir chercher l'enfant (consignées sur la liste établie au moment de l'inscription) selon l'ordre fixé par les parents. Un message sera alors laissé aux parents pour les informer du nom de la personne à qui l'enfant a été remis.

A défaut, les services de police ou de gendarmerie seront contactés, et décideront des suites à donner quant à la garde de l'enfant.

ARTICLE 20 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

La Ville d'Auxerre a souscrit les assurances nécessaires pour garantir les enfants accueillis en cas d'accident à l'intérieur de l'établissement ou lors des sorties extérieures, ou mettant en cause la responsabilité du personnel de l'établissement. L'assurance responsabilité civile de la Ville couvre l'activité des établissements d'accueil communaux. Cependant, si un enfant se blesse lorsque sont présents un agent et l'un des parents, la détermination de la personne responsable sera examinée au cas par cas.

La Ville d'Auxerre demande aux parents des enfants inscrits dans une structure petite enfance municipale d'être assurés pour tous dommages causés par leur enfant. Les parents devront transmettre, au moment de l'inscription de l'enfant, une attestation d'assurance en « responsabilité civile » mentionnant le nom de l'enfant. Cette attestation est à transmettre à chaque renouvellement.

Par ailleurs, dans le cas où les parents seraient accompagnés ponctuellement par un enfant non inscrit dans l'établissement, d'une part celui-ci est placé sous leur surveillance, d'autre part en cas de dégradation de matériel, la responsabilité des parents sera mise en œuvre.

La Ville d'Auxerre ne pourra être tenue responsable du vol ou de la dégradation des poussettes déposées par les familles dans les espaces dédiés à cet effet.

ARTICLE 21 : PHOTOGRAPHIES ET FILMS

Au moment de l'inscription, les parents autorisent ou non que leurs enfants soient photographiés ou filmés et que les photos ou films soient exploités dans le cadre de l'activité de la structure (affichage dans les locaux, transmission aux parents) et/ou de la Ville d'Auxerre (Auxerre Mag, le cahier des parents, le journal du personnel de la Ville d'Auxerre, le site Internet de la Ville d'Auxerre...).

Les deux parents sont présumés être en accord, y compris en cas de garde alternée. Si un contrat d'accueil est établi avec chacun des deux parents, ils doivent trouver un accord concernant ces autorisations. A défaut, c'est l'interdiction qui sera retenue.

Par ailleurs il est demandé aux familles de ne pas prendre de photos collectives ou de films au sein de la crèche, afin de respecter le droit à l'image de chacun.

TITRE IV – SURVEILLANCE MÉDICALE DES ENFANTS

ARTICLE 22 : DOSSIER MÉDICAL DE L'ENFANT

Le dossier médical de l'enfant comprend la photocopie de la page concernant les vaccinations, le certificat d'aptitude à la vie en collectivité, et le cas échéant, les indications relatives aux antécédents médicaux, à un éventuel régime, allergie, ou traitement, en particulier s'ils font l'objet d'un projet d'accueil individualisé (PAI).

Ce dossier médical est constitué par la directrice de l'établissement qui avisera des informations à donner à l'équipe pour assurer la sécurité de l'enfant, des autres enfants et du personnel. Il peut être consulté par le médecin référent du service petite enfance, par les infirmières du service petite enfance, par une directrice d'un établissement municipal d'accueil du jeune enfant dans le cadre de la continuité de direction et, avec accord des parents, par un médecin ou une puéricultrice de PMI. Toutes ces personnes susceptibles d'avoir accès à ces informations médicales sont tenues au secret professionnel.

ARTICLE 23 : VACCINATIONS

Les enfants devront être soumis aux vaccinations obligatoires conformément au calendrier vaccinal en vigueur, à [l'article L3111-2](#) du CSP. Sauf contre-indication médicale reconnue, les vaccinations obligatoires sont DTP (diphtérie, tétanos, poliomyélite), coqueluche, haemophilus influenzae, pneumocoque et méningocoque C, hépatite B, ROR (rougeole, oreillons et rubéole).

En cas de non-respect du calendrier antérieurement à l'admission, les modalités prévues à l'article 8 s'appliqueront. En cas de non-respect du calendrier constaté postérieurement à l'admission, un nouveau délai de 3 mois s'appliquera dans les mêmes conditions, à compter de la date du constat.

Parmi les vaccins non obligatoires, la vaccination contre le BCG est fortement recommandée pour les enfants présentant un facteur de risque (selon les recommandations officielles en vigueur).

ARTICLE 24 : PROTOCOLE MÉDICAL ET AUTORISATION DE PRISE EN CHARGE

Un protocole médical est établi en collaboration avec le médecin référent du service pour l'ensemble des structures municipales d'accueil de la petite enfance. Ce protocole est consultable par les parents sur demande.

Il sera appliqué dans toute situation nécessitant une prise en charge, y compris en cas d'accident ou de toute autre urgence nécessitant ou non l'hospitalisation de l'enfant. A cet effet les parents sont tenus de signer lors de l'admission une autorisation de prise en charge médicale de l'enfant. Ils seront prévenus dans les plus brefs délais.

ARTICLE 25 : PROJET D'ACCUEIL INDIVIDUALISE (PAI)

Les établissements municipaux concourent à l'intégration sociale des enfants présentant un handicap, atteints d'une affection chronique, ou de tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière, à condition que leur état de santé permette la vie en collectivité.

La décision d'admission - ou de maintien si la pathologie se déclare alors que l'enfant est déjà accueilli - relève de la directrice d'établissement qui met en place un projet d'accueil individualisé (PAI) établi avec les parents, le médecin référent de l'enfant et le médecin référent du service petite enfance. La décision est conditionnée par la prise en compte de l'intérêt de l'enfant et la possibilité pour l'équipe d'établir et de mettre en œuvre le PAI.

Dans certains cas, la situation sera être étudiée par la Direction Temps de l'Enfant qui orientera les parents vers l'établissement susceptible de répondre au mieux aux besoins de l'enfant. Il pourra être pris contact avec les autres professionnels intervenant auprès de l'enfant pour établir le PAI et organiser au mieux les modalités d'accueil.

Si dans un délai de 15 jours le PAI n'a pas été mis en place, l'accueil sera suspendu.

ARTICLE 26 : ENFANT PRÉSENTANT DES SYMPTÔMES DE MALADIE LORS DE SON ARRIVÉE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

L'accueil des enfants présentant des symptômes de maladie est possible mais ne constitue pas une obligation. Il est soumis à l'appréciation de la directrice.

Elle peut notamment refuser l'accueil d'un enfant s'il présente une température supérieure à 38,5° sans diagnostic médical. Si la température est inférieure à 38°5 et qu'elle évolue au cours de la journée ou si l'état de santé de l'enfant nécessite une éviction rapide, les parents seront prévenus et devront prendre leurs dispositions afin de venir le chercher le plus rapidement possible. Les premiers soins, en cas de fièvre notamment, seront assurés en attendant l'arrivée des parents, selon le protocole de soins. En cas d'urgence l'enfant sera transporté par les services de secours vers le centre hospitalier d'Auxerre.

Par ailleurs, pour certaines maladies la fréquentation de la collectivité est déconseillée à la phase aiguë de la maladie. La décision d'accueillir ou non l'enfant est prise au cas par cas par la responsable de l'établissement et conditionnée par le confort de l'enfant et des autres enfants notamment si les symptômes sont sévères. Il en est de même dans le cas des poux.

La phase de repos fait partie intégrante de la guérison.

Un protocole particulier est mis en place pour la COVID, les protocoles évoluant très régulièrement, les directrices tiendront informer les parents de chaque changement.

ARTICLE 27 : OBLIGATION D'INFORMATION

Dans l'intérêt de leur enfant, les parents sont tenus d'informer les professionnels qui l'accueillent de toute prise de médicament précédant l'arrivée dans l'établissement.

Ils sont tenus également de signaler toute maladie contagieuse de leur enfant, de ses frères ou sœurs ou de son entourage.

D'une manière générale, tout élément concernant la santé de l'enfant, non connu au moment de l'inscription et susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge, doit être porté à la connaissance de la direction de l'établissement (en particulier allergies, intolérance...).

ARTICLE 28 : MISE EN OEUVRE DE PRESCRIPTIONS MEDICALES SUR ORDONNANCE

La mise en œuvre de prescriptions médicales au sein des établissements d'accueil du jeune enfant est exceptionnelle. Les parents sont tenus d'en informer leur médecin traitant, pour que celui-ci en tienne compte dans ses ordonnances. Ils sont tenus également de vérifier avec lui la possibilité d'effectuer les prises de médicaments aux horaires où l'enfant est à domicile.

A titre exceptionnel, une ordonnance (au nom de l'enfant, lisible, dûment datée et signée) pourra être mise en œuvre sur le temps d'accueil mais uniquement après validation par la directrice infirmière ou l'infirmière d'astreinte. La décision sera prise en fonction de la situation au cas par cas.

Le cas échéant, les médicaments devront être préparés et marqués au nom de l'enfant avec la durée du traitement. Une copie de l'ordonnance sera conservée dans l'établissement. En cas de médicaments génériques, le pharmacien devra avoir précisé les correspondances sur l'ordonnance et sur le flacon.

Les médicaments seront administrés par un professionnel d'établissement d'accueil du jeune enfant ayant l'une des qualifications mentionnées aux articles R. 2324-34, R. 2324-35 et R. 2324-42

Les traitements homéopathiques ne seront pas administrés.

ARTICLE 29 : MALADIES À ÉVICTION OBLIGATOIRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

L'éviction de la collectivité est une obligation réglementaire pour onze pathologies : l'angine à streptocoque, la coqueluche, l'hépatite A, l'impétigo (lorsque les lésions sont étendues), les infections invasives à méningocoque, les oreillons, la rougeole, la scarlatine, la tuberculose, la gastro-entérite (à Escherichia coli et à Shigelles) et la gale.

La décision d'éviction et de retour dans la collectivité se fait sur avis de la directrice, conformément aux recommandations du guide élaboré par le Ministère de la santé, l'Assurance Maladie et la société française de pédiatrie. Une ordonnance d'antibiotiques n'est ni une pièce justificative, ni un argument facilitant la réadmission de l'enfant en collectivité. L'éviction d'un enfant pour ces onze pathologies entraîne la déduction du temps d'accueil, sans délai de carence. Pour certaines d'entre elles, un certificat médical de retour à la collectivité sera exigé.

ARTICLE 30 : TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET DE DOCUMENT

L'établissement s'engage à transmettre aux parents les éléments concernant la vie et le fonctionnement général de l'établissement.

Le présent règlement de fonctionnement est donné au moment de l'inscription définitive, et devra être signé par les parents (ou attestation équivalente). Le projet d'établissement et le protocole médical sont consultables sur demande. Les menus de la semaine ainsi que la liste des allergènes associés, et toute autre information utile sont donnés par voie d'affichage.

Par ailleurs un questionnaire de satisfaction est réalisé régulièrement.

ARTICLE 31 : ÉCHANGES ENTRE PARENTS ET PROFESSIONNELS

Les établissements d'accueil du jeune enfant ont vocation à contribuer au bien-être, à l'éveil et à l'épanouissement des enfants. Pour y parvenir, les équipes municipales mettent en œuvre des projets pédagogiques dont l'ambition est de permettre à chaque enfant de découvrir le collectif tout en étant respecté dans son individualité et sécurisé sur le plan émotionnel. Un travail de réflexion pluridisciplinaire est mené pour ajuster les pratiques et s'adapter en permanence aux besoins des enfants. Les professionnels et en particulier la direction de l'établissement se tiennent à la disposition des parents pour échanger avec eux sur les pratiques mises en œuvre ou sur la situation de leur enfant.

D'une manière générale, les échanges entre parents et professionnels sont essentiels pour une bonne prise en charge des enfants.

Les parents peuvent également se rapprocher de la direction s'ils souhaitent évoquer la situation de leur enfant avec la psychologue du service.

ARTICLE 32 : ORGANISATION DE RÉUNIONS

Dans certains établissements des réunions sont proposées aux parents pour présenter le fonctionnement de l'établissement, les projets ou le bilan de l'année. Par ailleurs des réunions thématiques concernant le développement de l'enfant peuvent être organisées sur proposition de l'équipe ou sur demande de parents.

ARTICLE 33 : ORGANISATION DE TEMPS PARENTS-ENFANTS

Les parents peuvent être conviés à des goûters festifs organisés à la discrétion des établissements et lors de la semaine des parents. Il s'agit de temps d'échanges conviviaux rassemblant enfants, parents et professionnels. Les enfants sont alors placés sous la responsabilité de leurs parents en termes de surveillance et d'alimentation (notamment au regard des préparations culinaires qui peuvent être apportées à cette occasion par les parents).

Par ailleurs des ateliers parents-enfants (comptines, lecture, musique, activités manuelles...) peuvent être organisés sur proposition de l'équipe dans le cadre du projet pédagogique de la structure. Ils sont proposés, selon les possibilités, sur le temps d'ouverture habituel de la structure ou en dehors. Ils sont gratuits mais l'inscription préalable est obligatoire.

TITRE VI - PARTICIPATION FINANCIERE DES

ARTICLE 34 : DÉTERMINATION DU TARIF HORAIRE**Article 34.1 : Principe général**

La participation des familles est basée sur le principe du paiement à la demi-heure.

Pour les ressortissants du régime général et du régime agricole, le tarif horaire est déterminé par un taux d'effort variable en fonction des ressources et de la composition de la famille. Ce taux d'effort, ainsi qu'un plancher et un plafond de ressources, sont déterminés chaque année par la Caisse Nationale des Allocations Familiales. Ils font l'objet d'un arrêté du maire.

Conformément à la circulaire 2019-005, le barème national des participations familiales est établi comme suit :

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif

Nombre d'enfants	Du 01/01/21 au 31/12/21	Du 01/01/22 au 31/12/22
1 enfant	0,0615%	0,0619%
2 enfants	0,0512%	0,0516%
3 enfants	0,0410%	0,0413%
4 enfants	0,0307%	0,0310%
5 enfants	0,0307%	0,0310%
6 enfants	0,0307%	0,0310%
7 enfants	0,0307%	0,0310%
8 enfants	0,0205%	0,0206%
9 enfants	0,0205%	0,0206%
10 enfants	0,0205%	0,0206%

La Caisse d'Allocations Familiales et la Caisse de Mutualité Sociale Agricole versent à la Ville un complément financier pour chaque enfant qui lui est affilié.

Article 34.2 : Détermination initiale du tarif horaire

Le calcul du tarif horaire de la famille intervient dès la période d'adaptation. Il est basé sur les revenus déclarés de l'année n-2 avant abattements. Pour les ressortissants du régime général et du régime agricole, les directrices et les personnes assurant la continuité de direction disposent d'un accès personnalisé au fichier ressources des familles allocataires encadré par une convention avec la Caisse d'Allocations familiales de l'Yonne d'une part, la Caisse régionale de Mutualité Sociale Agricole de Bourgogne d'autre part. Au moment de l'inscription, les parents en sont informés et les autorisent à consulter ce fichier. En signant la fiche d'inscription les parents confirment le montant de leurs ressources et le nombre d'enfants à charge.

En l'absence de dossier CAF ou MSA accessible, l'avis d'imposition de l'année n-1 (sur les revenus n-2) sera demandé pour pouvoir calculer le taux d'effort. En cas de refus, la participation financière sera calculée sur la base du prix plafond

Le plancher des ressources :

Le montant des ressources plancher à retenir est égal au RSA socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement. A compter du 1er septembre 2019, le plancher des ressources à prendre en compte s'élève à 705,27€. Pour les années suivantes, le montant sera publié en début d'année civile par la Cnaf et consultable par les familles à l'accueil de chaque structure.

Le plancher de ressources est à retenir pour les familles ayant des ressources nulles ou inférieures au montant plancher déterminer. Il est appliqué également dans le cadre de certaines tarifications spéciales (article 35.4)

Le plafond des ressources :

Année d'application	Plafond
2018	4 874,62 €
2019 (au 1er septembre)	5 300,00 €
2020 (au 1er janvier)	5 600,00 €
2021 (au 1er janvier)	5 800,00 €
2022 (au 1er janvier)	6 000,00 €

Article 34.3 : Révision du tarif horaire

Le tarif est systématiquement révisé au 1er septembre et au 1^{er} janvier pour tenir compte d'une part des modifications effectuées par la CNAF sur les taux d'effort et les plancher et plafond de ressources, d'autre part de l'actualisation des ressources des familles. Le tarif est également révisé à chaque modification de contrat, dans le cadre de l'accueil forfait.

En dehors de ces deux dates, il appartient aux familles de signaler à la direction de l'établissement et à la CAF ou à la MSA tout changement de situation professionnelle ou familiale de nature à influencer sur le tarif. La modification tarifaire interviendra dès lors que le dossier allocataire aura été mis à jour.

Article 34.4 : Tarifications spéciales

En cas de présence d'un enfant porteur de handicap au sein du foyer, le taux d'effort immédiatement inférieur est appliqué, que l'enfant accueilli soit ou non celui en situation de handicap.

L'accueil des enfants pendant que les parents participent à des actions du centre social est gratuit sur présentation des justificatifs nécessaires.

L'accueil pendant les ateliers parents-enfants l'est également.

Le plancher de ressources est à retenir pour les accueils suivants :

- enfants placés en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance,
- enfants dont les parents ne sont pas allocataires et ne disposent ni d'avis d'imposition, ni de fiches de salaires

Les participations familiales seront facturées au tarif moyen pour les accueils suivants :

- accueil d'enfant en urgence (tel que défini à l'article 12), pour une durée inférieure à 3 jours.
- accueil d'enfants gardés par une assistante maternelle qui part en formation obligatoire sur demande du Conseil départemental (facturation établie au Conseil départemental)

ARTICLE 35 : FACTURATION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

En dehors des temps gratuits prévus à l'article 35.4, le temps d'accueil fait l'objet d'une facturation avec arrondi à la demi-heure.

Article 35.1 : Facturation de l'accueil occasionnel

Dans le cadre d'un accueil occasionnel, la facturation s'effectue au début du mois pour la fréquentation du mois précédent, en fonction des heures réalisées arrondies à la demi-heure, et des régularisations liées aux oublis de pointage.

Article 35.2 : Facturation de l'accueil régulier

Dans le cadre d'un accueil régulier, la facturation s'effectue au début du mois suivant la fréquentation sur la base d'un forfait mensuel, auquel s'ajoute les heures réalisées en supplément (dépassement des horaires réservés, oubli de pointage, accueil complémentaire hors contrat).

Ce forfait mensuel est déterminé lors de la contractualisation, en fonction des besoins horaires exprimés par les parents. Il est calculé selon le nombre d'heures quotidiennes et de jours de présence réservés pendant la période de référence, en tenant compte des « congés » prévus et des jours fériés, qui sont automatiquement décomptés du forfait. Le forfait mensuel correspond à une moyenne et sera le même tous les mois. La formule de calcul est la suivante :

$$\frac{((\text{nombre d'heures contractualisées sur la période} - (\text{nb de jours de congés} \times \text{journée moyenne exprimée en heures})) \times \text{tarif horaire})}{\text{durée du contrat exprimée en mois}}$$

Lorsque le volume de congés a été surestimé, une régularisation globale est effectuée en fin d'année en fonction des règlements préalablement versés et de la présence de l'enfant. Lorsque le volume de congés a été sous-estimé, il ne pourra être procédé à aucun remboursement

Par ailleurs en cas de modification du contrat d'accueil selon les conditions de l'article 13.3, une rupture de contrat interviendra avec régularisation (sur les heures et les congés), et un nouveau forfait mensuel sera établi.

Article 35.3 : Facturation de l'accueil au prévisionnel

Dans le cadre d'un accueil au prévisionnel, la facturation s'effectue au début du mois suivant la fréquentation sur la base des heures réservées auxquelles s'ajoutent les heures réalisées en supplément (dépassement des horaires réservés, oubli de pointage, accueil complémentaire). Les heures réservées et annulées dans les conditions prévues à l'article 15.2 ne seront pas facturées.

ARTICLE 36 : RÈGLEMENT DES FACTURES

Les frais d'accueil en établissement municipal d'accueil du jeune enfant font l'objet, le cas échéant, d'une facturation commune avec les frais d'accueil en centre de loisirs et les frais liés aux activités périscolaires des écoles publiques auxerroises (garderie du matin et du soir en école maternelle, garderie du matin et étude surveillées le soir en école élémentaire).

Les factures sont établies à terme échu et doivent être réglées à réception, auprès de la régie unique située en Mairie annexe – place de l'hôtel de ville à Auxerre. Conformément à la réglementation sur les finances publiques, aucun paiement partiel ne peut être accepté.

Le paiement peut avoir lieu par prélèvement automatique dès lors qu'un mandat a été signé, par chèque bancaire à l'ordre du régisseur de la régie unique d'Auxerre, en espèces, ou par chèques Emploi Service Universel (CESU) pour ce qui concerne les enfants de moins de 6 ans. Il est également possible de payer en ligne via le portail famille mis à disposition par ville d'Auxerre, via la création d'un compte personnel.

Tout retard de paiement fait obligatoirement l'objet d'une mise en recouvrement avec émission d'un titre de recettes et envoi aux parents d'un avis des sommes à payer par le Trésor Public. Tout titre de recettes devra être payé selon les modalités de règlement mentionnées sur l'avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public : directement auprès de la Trésorerie d'Auxerre, par carte bancaire via le site internet de la ville d'Auxerre (www.auxerre.com), etc. Après mise en recouvrement, le paiement des factures concernées ne peut être accepté par la régie unique.

Les parents sont informés que le Trésor Public pourra, le cas échéant, recouvrer les sommes dues par tout moyen (saisie sur salaire, sur allocations...). Le défaut de paiement de facture(s) pourra conduire la collectivité à réexaminer les possibilités d'accueil de l'enfant (diminution du temps d'accueil, clôture d'inscription).

ARTICLE 37 : ATTESTATION DE FRAIS DE GARDE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Les frais de garde peuvent faire l'objet en partie d'un crédit d'impôt. Des attestations annuelles sont délivrées en début de chaque année par la régie unique d'Auxerre sur demande de la famille auprès du service régie ou seront transmises via le portail citoyen.

Conformément à réglementation fiscale, elles concernent les factures émises de janvier à décembre de l'année n, et réglées directement auprès de l'établissement d'accueil. Les attestations indiquent le cas échéant le montant versé en CESA. Il est de la responsabilité de la famille de le déduire du montant des frais de garde pour la déclaration fiscale.

TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 38 : DÉPART DÉFINITIF DE L'ENFANT**

Dans tous les cas de figure, les parents sont tenus de prévenir la directrice, par écrit, du départ de l'enfant, un mois avant la date prévue. A défaut, le paiement d'une participation forfaitaire équivalente à un mois de fréquentation sera exigé.

ARTICLE 39 : CONDITIONS DE RADIATION

Les parents sont tenus de se conformer au présent règlement.

Ils s'engagent notamment à respecter les horaires d'ouverture et de fermeture de l'établissement, à respecter les clauses de leur contrat d'accueil personnalisé, de prévenir en cas d'absence de leur enfant et à régler leurs factures.

Ils sont également tenus de traiter le personnel avec courtoisie.

En cas de manquement à ces règles, un courrier sera adressé aux familles, les modalités de fréquentation pourront être revues, puis le maintien de la place sera réexaminé par la Ville. La radiation est prononcée par le maire ou son représentant. La décision, motivée, est notifiée à la famille par courrier.

La radiation de l'enfant peut également être envisagée dans le cas de toute déclaration inexacte concernant l'autorité parentale, les ressources de la famille, le lieu de résidence, ou encore en cas de non-respect des obligations vaccinales fixées par la loi. Elle sera immédiate en cas de troubles pouvant mettre en danger la sécurité des enfants ou du personnel de l'établissement.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DOCUMENTS ANNEXES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

PRESENTATION DU GESTIONNAIRE

Mairie d'Auxerre
14 place de l'hôtel de ville
89000 AUXERRE
Tel : 03.86.72.43.00

Identité de la compagnie d'assurance : SMACL

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUES A LA CRECHE KIEHLMANN

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les coordonnées de la crèche Kiehlmann sont les suivantes :

Adresse : 5 place Saint Pierre 89000 AUXERRE

Téléphone : 03 86 52 11 16 - Adresse mail : crechekiehlmann@auxerre.com

L'établissement propose de l'accueil régulier, de l'accueil occasionnel, de l'accueil de dépannage et de l'accueil d'urgence dans les conditions prévues dans le règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant.

Sa capacité d'accueil est de 55 places.

ARTICLE 2 : HORAIRES D'OUVERTURE

La crèche Kiehlmann est ouverte du lundi au vendredi de 7 h 30 à 18 h 30. Les fermetures ou modifications d'horaire interviennent conformément à ce qui est indiqué dans le règlement de fonctionnement des établissements municipaux d'accueil de la petite enfance.

ARTICLE 3 : ARRIVEES ET SORTIES DES ENFANTS

Pour le bien-être des enfants, les parents ne sont pas autorisés à venir à la crèche entre 13h et 14h30 et entre 16h et 16h30.

Les enfants qui arriveront entre 11h00 et 13h00 devront avoir pris leur repas.

ARTICLE 4 : ALIMENTATION

Les repas proposés aux enfants sont préparés à la crèche Kiehlmann par un cuisinier selon les règles d'hygiène et de diététique en vigueur.

MESSAGE D'ALERT

SAMU 15

LES POMPIERS 18

FICHE A METTRE DANS LA TROUSSE D'URGENCE ET A AFFICHER A COTE DE CHAQUE TELE PHONE

1. **ENONCER CLAIREMENT VOS COORDONNEES :**

- Votre nom et votre fonction
- Nom de la crèche : crèche Kiehlmann
- Adresse : 5 place Saint Pierre
- A 89000 Auxerre
- Numéro de téléphone : 03.86.52.11.16
- Code d'accès :

2. **DESCRIPTION DE L'ENFANT ET DE SON ETAT :**

- Son nom et prénom
- Son âge
- Conscience
- Etat respiratoire, état cardiaque
- Vomissements
- Température
- Mouvements anormaux, convulsions (mettre l'enfant en PLS)
- Actions entreprises

SI ACCIDENT :

- Heure de survenue, circonstances
- Type de blessures (chute, choc, etc...)
- Brûlure (localisation, étendue, avec quoi)
- Ingestion toxique (lequel, quantité)
- Nombre de blessés ou intoxiqués
- Actions entreprises

3. **PRECISER SI DU PERSONNEL PARAMEDICAL EST PRESENT**

4. **ECOUTER ET APPLIQUER LES DIRECTIVES**

- La conversation est enregistrée et vaut prescription

5. **ATTENDRE L'AUTORISATION DE RACCROCHER**

6. **SURVEILLER LA VENUE DES SECOURS AFIN DE LEUR FACILITER L'ACCES**

REGLES APPLICABLES EN CAS D'EPIDEMIE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Définition :

On parle d'épidémie apparition et propagation d'une maladie contagieuse, quand plusieurs enfants ou adultes présentent les mêmes signes et sont au nombre de 3.

Certaines maladies nécessitent une éviction, des mesures de désinfection etc... Le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) a défini les durées d'éviction et les mesures d'hygiène préventives et curatives en cas de maladies contagieuses.

Se référer au guide

« Survenue des maladies infectieuses dans une collectivité conduites à tenir » en ligne sur le site <https://www.hcsp.fr>

Se référer aux fiches DU PROTOCOLE MEDICAL :

- Fiche 1 accueil de l'enfant malade
- Fiche 12 hygiène
- Annexe 11 lavage des mains
- Annexe 12 gel hydroalcoolique

Numéros utiles

Pédiatre des crèches : 03.86.72.43.80 (service petite enfance)

Le référent santé :

- Catherine ravier : 03.86.72.44.48

Service d'hygiène de la mairie d'Auxerre :

- Xavier Pohu : 03.86.42.07.18 ou 06.75.66.74.14

ARS : 08.08.80.71.07

La pmi : 03.86.72.88.62

Suivre les décisions gouvernementales en cas d'épidémies nationales en ligne sur site <https://www.service-public.fr>

ACCUEIL DE L'ENFANT MALADE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

La crèche n'est pas un lieu de soins. Elle offre un accueil personnalisé et individualisé autant que peut le permettre la vie au sein d'un groupe et les possibilités d'accueil. Le responsable de l'établissement et le personnel paramédical dispose du pouvoir d'appréciation pour admettre, maintenir ou refuser l'enfant s'ils le jugent nécessaire.

Cette décision s'appréciera en fonction :

- **L'intérêt de l'enfant.**
- **L'impact sur l'accueil des autres enfants.**
- **Du risque de contamination.**
- **Si maladie à éviction.**
- **Selon les capacités de prise en charge par l'équipe.**

Afin de prévoir de telles éventualités, il est utile d'aborder ce problème avec les parents au cours de l'une des premières rencontres et de discuter des moyens de garde auxquels ils peuvent faire appel au cas où la maladie empêcherait l'enfant d'aller en crèche.

AGIR EN FONCTION DE LA SITUATION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

- **Si l'enfant est malade pendant son temps d'accueil** : mettre en œuvre les protocoles selon les symptômes et prévenir les parents afin qu'ils prennent leur disposition pour consulter le soir si besoin.
- Si les symptômes persistent ou **si l'état général de l'enfant est incompatible** avec son maintien en crèche (l'enfant ne joue pas, ne mange pas, et/ou ne dort pas et pleure avec une fièvre qui persiste) les parents sont invités **à venir le chercher** pour consulter rapidement.
- **Si le parent n'est pas joignable** ou rapidement disponible : **contacter le médecin de l'établissement. Si urgence, appeler le SAMU au 15.**
- Si l'enfant a un traitement/ il peut être réintégré si son état le permet.
- **Dans tous les cas, il convient de bien noter tout constat, évolution, actions menées, médicaments administrés sur la feuille de suivi santé et de signer.**

Il est nécessaire de contacter le médecin de l'établissement en cas :

- De doute sur l'état d'un enfant et la possibilité ou non de le garder à la crèche ;
- De désaccord avec les parents sur le maintien d'un enfant malade dans la crèche.

LES MALADIES A EVICTION : QUEL INTERET ?

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Dans certains cas de maladies contagieuses, l'exclusion momentanée de l'enfant malade avant qu'il n'ait pu contaminer ses camarades est un moyen efficace de prévenir l'épidémie.

Le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) a défini les durées d'éviction et les mesures d'hygiène préventives et curatives en cas de maladies contagieuses. Se conformer au tableau ci-dessous.

La décision d'éviction et de retour dans la collectivité se fait sur avis médical, dans le respect du nombre de jours d'éviction minimum.

Un certificat médical est exigé dans les cas marqués par un* dans le tableau ci-contre.

Formule demandée : « ...certifie que l'état de santé de l'enfant.....autorise la vie en collectivité ». (Pas de certificat de non contagion)

Si les parents vous informent que l'enfant est hospitalisé, il est important de noter l'hôpital et l'adresse de ce dernier afin que le médecin de l'établissement puisse prendre contact.

CONDUITE A TENIR EN FONCTION DES MALADIES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

11 maladies à éviction obligatoire	
Coqueluche	3 à 5 jours après le début des ATB
Infection à streptocoque A : scarlatine, angine	2 jours après le début des ATB
Diphthérie*	Jusqu'à négativation de 2 prélèvements
Hépatite A ou E	10 jours après le début de l'ictère ou des signes
Impétigo (si lésions étendues non protégées)	72h après le début des ATB
Méningites bactériennes, à méningocoques	Hospitalisation
Rougeole	5 jours après le début de l'éruption
Tuberculose*	Mini un mois après début ATB et examen microscopique négatif
Gale (scabiose)	3 jours de traitement ou examen parasitologie négatif
Gastro-entérite à Escherichia coli et Shigelles, typhoïde et paratyphoïde	Retour avec certificat 2 coprocultures négatives
Oreillons*	Attention aux femmes enceintes et hommes non immunisés
Autres maladies	
Teigne	Si absence d'un certificat et d'un traitement adapté
Grippe*	Selon souches ministérielles
Conjonctivite	Sauf si traitée
Gastroentérite (diarrhée, vomissement)	Selon tolérance et importance
Otite purulente	Selon tolérance et abondance de l'écoulement purulent
Roséole, mononucléose infectieuses	
Varicelle*	Selon tolérance et informer du cas
Pédiculose (poux)	Sauf si traitée et informer du cas
Méningite virale	Selon tolérance
Pied, main, bouche si stomatite*	Selon tolérance
Bronchiolite, rhinopharyngite	Surtout bébé < 3 mois et selon tolérance et avis MT
Covid	10 jours si positif ou 17 jours si cas contact

HYGIENE DU PERSONNEL ET PRATIQUES

- Vêtements de travail propres et renouvelés régulièrement, cheveux attachés, chaussures uniquement pour la crèche.
- Chaussures de ville rangées dans une boîte fermée, séparées des chaussures de crèche ; vestiaire avec 2 compartiments
- Absence de vernis à ongles et de bijoux
- Lavage des mains pour la prévention des transmissions d'infections. Il doit s'effectuer à l'arrivée au travail puis, autant de fois que nécessaire dans la journée.
- Lors des changes :
 - Utiliser du matériel jetable lors d'une selle
 - Les femmes enceintes doivent porter des gants à chaque change, surtout si non immunisées au CMV

HYGIENE DES LOCAUX

- Respecter les plans de nettoyage. Nettoyer, désinfecter tous les jours les surfaces lavables, sans oublier les robinets, poignées de portes, loquets, chasse d'eau.
- Température de la structure 18-20°C maximum.
- Aérer régulièrement les pièces où il y a des enfants, sauf si pic de pollution.
- Approvisionnement permanent des lave-mains en essuie-mains, savon, gel hydroalcoolique (SHA)
- Masques et mouchoirs à disposition
- Poubelles avec couvercle à pédale dans chaque pièce. Panniers à linge sale avec couvercle.

HYGIENE DU MATERIEL

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

- Nettoyer, désinfecter tous les jours le matériel utilisé sans oublier les pots, jouets, téléphones, tapis de sol et tout le matériel de cuisine. Nettoyer le linge de lit au minimum une fois par semaine.
- Le linge de table (bavoirs) après chaque repas. Vider, laver, désinfecter tous les jours les poubelles. WC : approvisionnement permanent d'essuie-mains, papier, savons, gel hydroalcoolique

BRULURES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DEFINITION

Lésion de la peau ou des muqueuses provoquée par l'exposition à une chaleur intense ou par contact avec un agent physique ou chimique. Elle se classe en 3 groupes :

- 1er degré rougeur de la peau type coup de soleil
- 2ème degré présence de cloques ou bulles
- 3ème degré peau nécrosée insensible

TRAITER BRULURES LEGERES : rougeur limitée, cloque ou lésion cutanée suintante. Surface inférieure à la paume de la main de l'enfant. (SAUF pour les doigts ou les organes génitaux pour lesquels une consultation médicale est obligatoire)

- Rafraichir à l'eau tempérée pendant 5 à 10 minutes en laissant couler l'eau en amont de la région brûlée SANS FROTTER.
- Protéger avec une compresse stérile et un bandage
- Si douleur, donner du Paracétamol selon le protocole
- Appeler le médecin de l'établissement pour avis
- S'assurer de la mise à jour du vaccin antitétanique

PREVENIR

1. Prise de la température au moment du repas, elle ne doit pas être supérieure à 37°C. Effectuer un test de température du lait sur l'intérieur du poignet avant de donner un biberon ou une purée à un bébé
2. Bien mélanger les aliments après passage au micro-ondes (biberons interdits)
3. Les plats chauds restent sur le haut du chariot
4. Protection des radiateurs dans la crèche, en particulier dans les sections

COUPS DE SOLEIL :

Traiter comme une brûlure légère. Si étendu, traiter comme une brûlure grave.

PREVENIR

1. Appliquer de la crème solaire protection 50 toutes les deux heures environ.
2. Port de chapeau, de vêtements amples, légers et couvrants, voire de lunettes.
3. Pas d'exposition pendant les heures les plus chaudes.

TRAITER (suite)

BRULURES GRAVES : cloques, rougeurs, aspect blanchâtre. Surface totale supérieure à la moitié de la paume de l'enfant.

- Rafraîchir à l'eau tempérée pendant 5 à 10 minutes maximum sur la seule région brûlée, SANS FROTTER.
- Surveiller la conscience de l'enfant et sa fonction respiratoire
- Réhydrater l'enfant
- Ne pas toucher la brûlure. Ne pas retirer les vêtements

APPELER LE SAMU AU 15 ET METTRE EN ŒUVRE LES CONSIGNES DU MEDECIN URGENTISTE.

ALERTER :

- Appeler le SAMU au 15 en fonction de la gravité
- Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- Appeler immédiatement les parents pour les avertir et les orienter si l'enfant a besoin d'être vu par son médecin traitant rapidement. Leur expliquer les soins apporter à l'enfant.
- Prévenir le médecin de l'établissement et/ou le médecin de la PMI
- Assurer des transmissions écrites et précises
- Remplir la fiche évènement indésirable

DEFINITION

Toute chute chez l'enfant peut être grave, quelle que soit la hauteur. Il faut agir rapidement et alerter dès que possible.

TRAITER

- Ne pas bouger l'enfant, ne pas lui demander de se lever.
- Rassurer l'enfant et le consoler
- Assurer une surveillance de l'évolution pendant 48h, lésion, bosse, absence de signe de gravité

CHUTE AVEC BOSSE OU LESION TYPE COUPURE :

- Surveiller l'état de conscience de l'enfant et sa respiration
- Poche de froid entouré d'un gant ou d'un linge pendant 5 minutes
- Si lésion ou coupure simple : désinfecter la plaie avec solution de Chlorhexidine (BISEPTINE par exemple)

CHUTE AVEC TRAUMATISME AU NIVEAU D'UN MEMBRE

- Laisser l'enfant dans la position où il se sent le mieux
- Ne pas le mobiliser
- **APPEL DU SAMU AU 15 SI :**
 - ->Difficulté ou impossibilité à bouger le membre
 - ->Douleur, chaleur locale
 - ->Hématome important, œdème, déformation du membre ou fracture ouverte
 - ->Vomissements

TRAITER SUITE**CHUTE VIOLENTE AVEC POSSIBILITE DE TRAUMATISME CRANIE**

- Garder son calme
- Couvrir l'enfant (couverture de survie)
- Ne pas donner à boire ni à manger
- Surveiller l'état de conscience de l'enfant et son état cardio-respiratoire
- Si l'enfant est inconscient et respire, le mettre en PLS sur le côté traumatisé en continuant à surveiller la respiration. S'il bouge le laisser dans la position où il se sent le mieux
- Si arrêt respiratoire, démarrer la réanimation cardio-respiratoire
- Noter l'heure de l'accident et du début des soins

APPEL DU SAMU AU 15 SI :

->Perte de connaissance, somnolence	->Plaie importante au niveau du cuir chevelu
->Pas de pleurs immédiats	->Déformation du crâne, bosse importante
->Comportement anormal : agité ou calme	->Dilatation des pupilles, asymétrie
->Enfant titubant ou bégayant	->Grande pâleur, maux de tête
->Vomissement en jet, maux de ventre	->Convulsions
->Saignement par le nez ou l'oreille	

ALERTER

- ➔ Appeler le SAMU au 15 en fonction de la gravité
- ➔ Prévenir le responsable de la structure ou la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents pour prévenir et expliquer les soins apportés à l'enfant
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement et/ou le médecin de PMI
- ➔ Assurer les transmissions écrites et précises
- ➔ Remplir la fiche évènement indésirable si nécessaire le jour même

CONVULSIONS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DEFINITION

Une convulsion se présente comme des spasmes ou contractions involontaires d'un ou plusieurs muscles du corps. Chez le petit enfant, il s'agit le plus souvent de convulsions hyperthermiques ; **elles durent rarement plus de 5 minutes**. C'est très impressionnant, mais dans la majorité des cas, les convulsions fébriles sont bénignes et de courte durée.

TRAITER

Pendant la convulsion :

- Garder son calme
- **Noter l'heure de début et de fin de la crise**
- Allonger l'enfant au sol en position latérale de sécurité (PLS) pour éviter l'inhalation en cas de vomissement et éviter qu'il ne se blesse
- NE RIEN INTRODUIRE dans la bouche
- Isoler les autres enfants
- Noter s'il y a d'autres signes (pertes des urines, dilatation des pupilles, état de conscience, types de mouvements ou raideur, quelles parties du corps, temps de récupération)
- **En cas de PAI** pour antécédents de convulsions appliquer le protocole

Après la convulsion :

- Laisser l'enfant se reposer, le rassurer et le surveiller
- Prendre la température. En cas de fièvre, donner l'antipyrétique (paracétamol)

DIARRHÉE AIGÜE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DÉFINITION

La diarrhée est caractérisée par des selles nombreuses, pâteuses ou liquides dans un volume fécal souvent augmenté. La diarrhée est dite aigüe à partir de trois selles molles ou liquides par jour et quand elle dure moins de dix jours. Son retentissement sur l'état général peut être rapide (quelques heures) surtout lorsqu'il s'agit du nourrisson ou de l'enfant.

TRAITER

1. Peser l'enfant et comparer au dernier poids de référence
2. Noter chaque selle et consistance sur la feuille de suivi santé
3. Donner la solution de réhydratation orale (SRO)=> à diluer soit un sachet dans 200ml d'eau uniquement. Faire boire 5 à 10ml toutes les 10mn.
4. **Surveiller l'état général de l'enfant et les signes d'aggravation :**
 - Selles liquides répétées avec vomissements
 - Refus de boire ou au contraire soif intense
 - Enfant apathique, hypotonique, pâle, geignard
 - Perte de poids supérieure à 5%
 - Fièvre

LE RISQUE MAJEUR EST LA DÉSHYDRATATION

APPEL DU SAMU AU 15 SI :

->Yeux creux

->Pli cutané qui reste marqué après le pincement de la peau

->Sécheresse des muqueuses

ALERTER

- Prévenir la responsable d'établissement ou la continuité de direction
- Appeler les parents si l'enfant refuse de s'hydrater, de manger et qu'il a fait plus de 3 selles dans la journée
- Assurer des transmissions écrites et précises

ADMINISTRATION DE LA SOLUTION DE RÉHYDRATATION ORAL (ADIARIL, PICOLITE, GES 45)

1. Assurer par voie orale la compensation des pertes en eau et en minéraux consécutives à la diarrhée.
2. Diluer un sachet dans 200ml d'eau
3. Proposer cette SRO, 30ml à la fois, plusieurs fois par heure
4. Noter les quantités réellement bues et reposer l'enfant au bout de 6 heures
5. La préparation se conserve 24h au réfrigérateur
6. Ne rien ajouter dedans et ne pas accepter la solution reconstituée par les parents
7. Poursuivre l'alimentation et ne pas donner de SRO exclusivement
 - Sur prescription médicale, lait pauvre ou sans lactose pour l'enfant de moins de 6 mois
 - **Aliments permis** : carottes, pommes de terre, riz, pâtes, compotes (pommes, bananes, poires, coings, myrtilles) dinde, poulet, jambon, poisson, yaourts naturels, boudoirs, petit beurre
 - **Aliments déconseillés** : beurre, crème, lait, fromage blanc, petit suisse, plats en sauce, légumes verts, oranges, clémentines, chocolat

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Mesures d'hygiène prophylactiques :

1. Lavage des mains au savon bactéricide
2. Port de gants lors des changes
3. Décontamination systématique des surfaces avec un produit désinfectant
4. Linge souillé rincé et mis sous plastique occlusif

ERYTHEME FESSIER

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DEFINITION

On parle d'érythème fessier lorsque des plaques rouges, chaudes et douloureuses apparaissent sur les fesses, les cuisses et les organes génitaux. L'irritation cutanée est due à la macération avec l'urine et les selles, une réaction à un produit (antibiotiques) ou certaines affections.

Elle est favorisée par les antibiotiques, une infection ou une poussée dentaire. Une surinfection bactérienne (impétigo) ou fongique (mycose) est possible.

TRAITER

1. Laver à l'eau et au savon doux (sans savon)
2. Appliquer BEPANTHEN pommade sans étaler
3. Mettre une couche non serrée (taille supérieure)
4. Changer fréquemment la couche pour éviter toute macération
5. Utiliser des coto-couches si l'irritation est sévère

CONSULTATION AVEC LE MEDECIN TRAITANT SI :

- Les symptômes persistent plus de quatre jours et s'aggravent
- Apparition de boutons, cloques
- Fièvre

ALERTER

- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement ou de la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents et les prévenir des soins apportés à leur enfant. Conseiller aux parents de consulter un médecin rapidement s'il y a des signes d'aggravation
- ➔ Assurer des transmissions écrites précises

DEFINITION

On parle de fièvre si la température corporelle est **supérieure à 38°5**. La fièvre témoigne d'une réaction inflammatoire ou infectieuse de l'organisme. Souvent due à des virus, elle ne présente pas de caractère de gravité mais nécessite une surveillance et parfois un traitement

TRAITER

1. **Prendre la température** en axillaire (sous les aisselles) à l'aide d'un thermomètre médical :
 - Caler la sonde bien au milieu du creux de l'aisselle et plaquer le bras contre le thorax
 - Durée de la mesure entre 60 à 120 secondes
 - Lecture de la température et ajouter 0,5°C (par exemple : 36,5°C + 0,5°C = 37°C)
2. **Déshabiller l'enfant**. Retirer les épaisseurs petit à petit (le laisser en couches ou en body)
3. **Vérifier le poids de l'enfant sur la fiche de suivi, sinon peser l'enfant**
4. Vérifier l'autorisation parentale d'administrer du paracétamol en cas de fièvre, et l'absence d'allergie
5. **Vérifier l'heure de la dernière prise** > à 6 heures, appeler les parents en cas de doute
6. Donner l'antipyrétique : une dose en fonction du poids de l'enfant si fièvre supérieure à 38°5C
7. **Réhydrater** en lui proposant de l'eau à volonté
8. **Rafrachir** avec un gant humide
9. Prévenir les parents

10. Reprendre la température une heure après la prise du traitement
11. Assurer une surveillance régulière de la température et des symptômes manifestés par l'enfant : irritabilité, perte d'appétit, mauvaise succion au biberon, pleurs continus, pas d'intérêt pour le jeu.

APPEL DU SAMU AU 15 SI

- >Apparition de tâches rouges/violacées (pétéchies) qui ne s'effacent pas à la pression. A rechercher sur tout le corps et à entourer au stylo pour le suivi de l'évolution
- > Fièvre très élevée ou qui ne baisse pas malgré le paracétamol
- > Altération franche de son état général
- > Somnolence, ne bouge pas, convulsions
- > Difficulté respiratoire

ALERTER

- ➔ Appeler le SAMU au 15 en fonction de la gravité
- ➔ Prévenir la responsable de l'établissement ou la continuité de direction avant d'administrer le Paracétamol
- ➔ Appeler les parents pour les prévenir au plus vite
- ➔ Assurer les transmissions écrites précises datées (jour et heures) sur la fiche de suivi santé

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

ADMINISTRATION DU PARACETAMOL (doliprane pédiatrique)

Le paracétamol est utilisé contre la fièvre (antipyrétique) et contre la douleur (antalgique) et sera administré à partir de 38°5C sauf précision particulière du médecin traitant ou contre-indication.

- **En priorité administrer à l'enfant la forme sirop suspension buvable.** Donner la dose correspondant au poids de l'enfant, soit **une dose par kg toutes les 6 heures tant que la fièvre persiste.** Exemple pour un enfant de 6kg => dose n°6 ; pour un enfant de 12kg => dose n°12
- **La durée de validité d'un flacon après ouverture est de 6 mois (**

DEFINITION

La gêne respiratoire est l'impression d'étouffer ou de ne pas respirer normalement.

Il est important de déterminer le contexte dans lequel elle survient.

Les causes les plus rencontrées en crèche :

- Crise d'asthme : apparition soudaine. Gêne respiratoire avec sifflement à l'expiration
- Bronchiolite : due au Virus Respiratoire Syncytial (VRS)
- Laryngite : toux rauque inspiratoire
- Rhinopharyngite
- Bronchite
- Réaction allergique avec possible Œdème de Quincke (Cf. conduite à tenir en cas de réaction allergique)

TRAITER

1. Faciliter la respiration
 - Installer l'enfant en position assise ou demi-assise
 - Surélever le matelas
 - Desserrer les vêtements
2. Désobstruction du nez si besoin, surtout avant le repas :
 - Moucher avec instillation de quelques gouttes de sérum physiologique
3. Fractionner les repas
4. Hydrater l'enfant ; faire boire de petites quantités d'eau très régulièrement

5. Surveillance de la température
6. Surveillance de l'enfant et de l'évolution de son état

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Si l'enfant dispose d'un PAI pour asthme ou allergie : administration du traitement par Ventoline et/ou corticoïdes selon le protocole du PAI. (Cf. la fiche d'utilisation du baby haler)

Surveillance de l'évolution. Si pas d'amélioration malgré les traitements, **appeler le SAMU AU 15**

INFECTION DE L'ŒIL

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DEFINITION

Il s'agit d'une inflammation d'une membrane de l'œil due à une infection virale ou microbienne. Très fréquente et sans gravité, elle est contagieuse.

L'enfant présente des yeux rouges, parfois douloureux, larmoyants et purulents. La conjonctivite allergique nécessite un traitement spécifique. Elle n'est pas contagieuse mais peut se surinfecter.

La conjonctivite obstructive : fréquente chez les tout-petits, est due à l'obstruction du canal lacrymal gênant l'évacuation du liquide lacrymal par les voies naturelles, qui déborde et coule.

TRAITER

- Nettoyer les yeux à l'aide d'une compresse imbibée de sérum physiologique (une par œil), au minimum à chaque change
- Renforcer les mesures d'hygiène (lavage des mains, des jouets et surfaces)
- Demander aux parents de consulter le soir même

L'enfant ne sera réadmis qu'avec fourniture de l'ordonnance pour la poursuite du traitement (collyre et compresses)

Cas particulier : « poussière » ou projection dans l'œil :

- Rincer abondamment avec du sérum physiologique
- Demander un avis médical si besoin et conseiller aux parents de consulter un ophtalmologue si une gêne persiste

ALERTER

- Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction.
- Prévenir les parents et leur demander de consulter leur médecin au plus vite.
- Assurer des transmissions écrites précises

DEFINITION

Une intoxication est un ensemble de troubles dû à l'introduction d'une substance toxique dans l'organisme. L'intoxication peut être digestive, respiratoire ou cutanée.

Elle survient suite à l'ingestion accidentelle d'aliments contaminés, de plantes toxiques, de médicaments ou de produits toxiques types produits ménagers (cosmétiques, de bricolage ou autres).

TRAITER

Les signes :

- Découverte de l'enfant :
 - Visage ou mains salis par la plante, les baies, ou un produit
 - Jouant avec produit ménager, médicament ou tout autre produit toxique
 - Vêtement souillé
 - Troubles digestifs : vomissements, diarrhée
 - Gêne respiratoire : crise d'asthme, toux
 - Trouble de la conscience : somnolence, agitation, perte de connaissance voire convulsion
 - Eruption ou brûlure cutanée, démangeaisons
1. **Faire cracher** si possible et **nettoyer la bouche** avec une compresse sur un doigt
 2. Repérer le produit ou la plante responsable de l'intoxication, en garder un échantillon ou l'emballage ou à défaut le vomi de l'enfant
 3. **Evaluer la quantité** ingérée et depuis combien de temps
 4. **Connaitre** :

- Le poids de l'enfant (pour définir la dose toxiologique si médicaments ingérés)
 - L'heure du dernier repas
 - Les pictogrammes sur les emballages
5. **Repérer si** : vomissements, douleurs abdominales, diarrhées, convulsions, hypothermie <36°C, somnolence
 6. Repérer si d'autres enfants présentent les mêmes symptômes
 7. Chercher les informations de **la fiche de données de sécurité du produit**

Ce qu'il ne faut pas faire : neutraliser le produit en faisant boire, ni faire vomir

APPEL DU SAMU AU 15 :

- Conscient : dans la position où il se sent le mieux
- Conscient avec gêne respiratoire : assis
- Inconscient et respire : PLS
- Inconscient et ne respire pas : RCP

ALERTER

- Appeler le SAMU au 15 LE CENTRE ANTI POISON DE VOTRE REGION 01.40.05.48.48 ou l'hôpital d'Auxerre au 03.86.72.48.48
- Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- Appeler les parents et les informer des soins apportés à leur enfant
- Prévenir le médecin de l'établissement et/ ou le médecin de PMI
- Assurer des transmissions écrites et précises
- Remplir la fiche évènement indésirable si nécessaire le jour même

PREVENIR

- Ne laisser aucun produit à portée de l'enfant. Ni dans le placard du bas, dans un seau ou à proximité du plan de changes
- Les produits d'entretien doivent être rangés en hauteur, dans un placard si possible. Choisir des produits avec des bouchons de sécurité
- Tout médicament doit être rangé dans l'armoire à pharmacie en hauteur, fermée, ou au réfrigérateur si nécessaire
- INTERDICTION de transvaser des produits toxiques, corrosifs, ménagers dans tout autre récipient pour le diluer ou le conserver
- Demander les fiches techniques et données de sécurité de tous les produits utilisés à la crèche
- Utiliser les produits chimiques, type pulvérisateur avec parcimonie et aérer régulièrement
- Vérifier la propreté de espaces extérieurs avant de sortir les enfants

DEFINITION

La morsure est une pulsion et non pas un acte agressif. Un enfant ne mord pas consciemment pour faire mal. A ce stade du développement, son cerveau n'est pas mature et n'est pas capable de mauvaises intentions, ni de violence. La morsure ne doit pas être banalisée même si elle n'est pas toujours évitable en crèche. Elle peut avoir des conséquences physiques et psychiques pour les enfants et leurs parents.

TRAITER

- ⇒ Garder son calme
- ⇒ Intervenir rapidement, sans crier ni punir.
- ⇒ Sécuriser et rassurer (consoler, prendre dans les bras) les enfants, le mordeur et le mordu.
- ⇒ Mettre des mots sur les actes pour accueillir la douleur de l'un et donner du sens au vécu de l'autre

Soigner :

- ⇒ Pas de lésion : poche de froid entouré d'un gant ou d'un linge.
- ⇒ Si lésion : désinfecter la plaie avec de la chlorhexidine (ex. Biseptine) et protéger avec un pansement si besoin.
- ⇒ Surveiller l'évolution.

ALERTER

- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement immédiatement.
- ➔ La direction ou la continuité de direction appelle immédiatement les parents pour les prévenir et échanger avec eux :
 - Être précis en décrivant la situation
 - Ne pas transmettre le nom de l'enfant mordeur même s'ils insistent

- Expliquer les soins apportés à l'enfant
 - Comprendre la colère des parents et l'acceptation
 - Ne pas banaliser la situation
 - Expliquer ce qui sera mis en place pour éviter que la situation ne se reproduise
- ➔ Assurer les transmissions écrites précises.
- ➔ Remplir la fiche d'évènement indésirable quand la morsure peut provoquer des séquelles physiques, le jour même.

PIQUES D'INSECTE (MOUSTIQUES, GUÊPES, ABEILLES...)

DEFINITION

Une piqûre d'insecte est une lésion qui se caractérise par l'insertion dans la peau d'un dard provoquant une réaction locale plus ou moins douloureuse. Certains insectes vont laisser le dard dans la peau ! Attention au risque d'allergie =>risque plus élevé en cas de piqûres au visage

TRAITER

- Calmer l'enfant
- Si le dard est très visible essayer de l'enlever avec une pince à épiler (ne pas presser la piqûre avec les doigts !)
- Refroidir la piqûre
- Appliquer localement un gel anti-inflammatoire spécifique pour les piqûres d'insectes et autorisé pour les enfants de moins de 3 ans POMMADE TYPE Baby Apaisyl après-piqûre
- Donner une dose de 3 granules d'Apis Mellifica

SIGNES DE GRAVITE :

Apparition d'une réaction allergique : gonflement de la zone de piqûre, œdème, extension de la réaction à tout le corps, VIGILANCE ++ en cas de gonflement du visage, des lèvres et d'une gêne respiratoire => **appeler le 15 SAMU**

L'OEDEME DE QUINCKE : SAMU au 15

- **Signes** : gonflement du visage, des lèvres et du cou, gêne respiratoire, voire asphyxie (avec ou sans cyanose), bruit inspiratoire (stridor), toux rauque, œdème de la luette, difficulté à parler/avalier.

NE PAS ALLONGER L'ENFANT, LE LAISSER ASSIS OU DANS LA POSITION QUI LUI CONVIENT POUR RESPIRER

Peut être associé à une crise d'asthme.

CHOC ANAPHYLACTIQUE : SAMU au 15

- **Signes** : réaction circulatoire avec malaise général par atteinte cardiaque, pâleur et rythme cardiaque très rapide, perte de connaissance.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DEFINITION

Une plaie en crèche peut avoir plusieurs causes, comme la chute, la morsure ou l'altercation avec un autre enfant. Il est important de ne pas minimiser les faits et d'être conscient des conséquences physiques ou psychiques pour l'enfant. Une plaie qui paraît superficielle doit être surveillée

TRAITER

PETITES COUPURES/PLAIES/ECHARDES SITUÉES LOIN DES ORIFICES :

1. Nettoyer à l'eau et au savon
2. Retirer les petits débris, les échardes si c'est facile
3. Désinfecter avec de la chlorhexidine (par ex. BISEPTINE spray) et recouvrir d'une compresse stérile ou d'un pansement
4. Surveiller l'évolution

PLAIE DE LA LÈVRE ET AUTRES PLAIES SITUÉES PRES DES ORIFICES :

1. Nettoyer au sérum physiologique avec une compresse stérile
2. Plaie de la lèvre : comprimer avec cette même compresse
3. Appliquer une poche de froid protégée par un linge pour limiter le gonflement
4. Surveiller l'évolution

SAIGNEMENT DE NEZ :

1. Noter l'heure de début
2. Installer l'enfant en position assise, la tête penchée en avant
3. Effectuer une compression des deux narines pendant 10 minutes
4. **Appeler le SAMU AU 15 pour avis** si le saignement ne s'arrête pas ou s'il reprend ; si le saignement fait suite à un traumatisme, ou si l'enfant a une pathologie ou un traitement qui peut favoriser le saignement.

REACTION CUTANEE ALLERGIQUE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DEFINITION

Une réaction cutanée est le plus souvent d'origine allergique ou virale. La surveillance de l'évolution est primordiale pour évaluer l'urgence de la prise en charge.

Si l'enfant a une éruption de boutons des plaques rouges avec de la fièvre, l'origine est probablement virale ; appeler les parents afin qu'il consulte un médecin rapidement.

Si l'éruption est brutale suite à l'ingestion d'un aliment, un médicament, une piqûre d'insecte, ou le contact avec une substance chimique, végétale, l'origine est probablement allergique.

Un enfant ayant déjà eu des manifestations allergiques devra faire l'objet d'un PAI.

TRAITER

Conduite générale :

- Garder son calme. Rassurer l'enfant
- Repérer l'allergène surtout si un aliment est en cause (préciser ce que l'enfant a mangé lors de son dernier repas), savoir quel médicament il a pris....

APPELER LE SAMU AU 15 SI :

LES REACTIONS CUTANÉES :

- Signes : urticaire, éruption importante voir généralisée, plaques rouges et blanches surélevées (idem piqûres d'orties) démangeaisons, avec ou sans fièvre.
- Si PAI appliquer le protocole
- Conduite à tenir : appeler les parents pour consultation avec le médecin, surveiller l'évolution.

CRISE D'ASTHME : SAMU au 15.

- Signes : respiration sifflante, toux sèche incessante et quinteuse, difficulté pour parler, sensation de thorax bloqué, angoisse, agitation, fatigue.
- Si PAI appliquer le protocole

L'OEDEME DE QUINCKE : SAMU au 15

- Signes : gonflement du visage, des lèvres et du cou, gêne respiratoire, voire asphyxie (avec ou sans cyanose), bruit inspiratoire (stridor), voix rauque, œdème de la luette, difficulté à parler/avaler.
- NE PAS ALLONGER L'ENFANT, LE LAISSER ASSIS OU DANS LA POSITION QUI LUI CONVIENT POUR RESPIRER
- Peut être associé à une crise d'asthme.

VOMISSEMENTS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

DÉFINITION

Les vomissements de l'enfant sont généralement dus à un virus responsable de la gastro-entérite aiguë. Mais cela peut aussi être dans de rares cas une allergie alimentaire, une urgence chirurgicale ou bien être secondaire à une cause neurologique.

Le risque majeur est la déshydratation.

TRAITER

1. Peser l'enfant et comparer au dernier poids
2. Noter l'heure de survenue
3. Noter si l'enfant a mangé quelque chose d'inhabituelle
4. Prendre la température de l'enfant si fièvre > à 38°5 C =>se référer au protocole fièvre
5. Donner la solution de réhydratation orale (SRO)=> à diluer soit un sachet dans 200ml d'eau uniquement. Faire boire 5 à 10ml toutes les 10mn.
6. Surveiller l'état général de l'enfant et les signes d'aggravation :
 - Vomissements répétés
 - Apparition de selles liquides
 - Refus de boire ou au contraire soif intense
 - Enfant apathique, hypotonique, pâle, geignard
 - Perte de poids supérieure à 5%
 - Fièvre

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

APPEL DU SAMU AU 15 SI :

- Vomissements après une chute avec traumatisme crânien
- Somnolence, perte de connaissance
- Forte fièvre et perte de connaissance
- Plus de 4 vomissements en une heure
- Yeux creux
- Pli cutané qui reste marqué après le pincement de la peau
- Sécheresse des muqueuses

**FICHE DE TRANSMISSION D'UNE INFORMATION PRÉOCCUPANTE
À TRANSMETTRE A LA CELLULE DE RECUEIL DES INFORMATIONS
PRÉOCCUPANTES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA YONNE (CRIP)**

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

PAR MAIL : crip89@yonne.fr
OU PAR FAX : 03 86 72 84 61

CONTACTER LA CRIP AU 03 86 72 84 60 POUR TOUT RENSEIGNEMENT
COMPLÉMENTAIRE

Selon l'article 375 du Code Civil, « un mineur est en danger ou en risque de l'être si les conditions d'éducation ou de développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ou si la santé, la sécurité ou la moralité sont menacées ».

Motifs : (par exemple : carences éducatives, violences conjugales impactant l'enfant, difficultés relationnelles et affectives au sein de la famille...)

1-Auteur de l'information préoccupante

Coordonnées professionnelles du signalant	
Nom Prénom	
Institution	
Adresse	
Téléphone	
Fonction	

2-Enfant(s) concerné(s) par l'IP**2-1 Informations relatives à l'état civil**

Nom-Prénom	Sexe	Date et lieu de naissance	Adresse-Téléphone	Vit au domicile

2-2 Informations relatives à l'état civil de la famille

La mère :

Nom-Prénom	
Adresse	
Téléphone	
Date de naissance	
Profession	

Le père :

Nom-Prénom	
Adresse	
Téléphone	
Date de naissance	
Profession	

2-3 Informations sur les personnes vivant au domicile

Nom	Prénom	Lien avec l'enfant	Date de naissance	Nom des parents (pour les mineurs)	Lieu de vie

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le :

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

2-4 Informations sur le ou les titulaires de l'autorité p

Nom-Prénom	
Adresse	
Téléphone	

3 Informations sur le ou les auteur(s) présumé(s) :

Nom Prénom	
Adresse	
Téléphone	
Date de naissance	

Nom Prénom	
Adresse	
Téléphone	
Date de naissance	

4-Transcription des éléments constitutifs du danger ou danger :

4-1 Description des faits :

Décrire la situation dans laquelle se trouve(nt) le ou les enfants, en distinguant les faits avérés des faits supposés.

Compléter avec précision les 3 champs suivants, notamment en datant les faits :

Les éléments qui ont déclenché l'envoi de l'information préoccupante		

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Les éléments concernant l'aspect physique de l'enfant, sa santé au quotidien, son comportement, sa santé, sa vie sociale, sa scolarité, son environnement, etc...

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Les éléments complémentaires		

4-2 Fréquence des faits :

Sont-ils actuels ?	
Sont-ils fréquents ?	
Sont-ils occasionnels ?	
Commentaires	

5 - Information de la famille sur la démarche de transmission :

Attention : la famille doit obligatoirement être prévenue de cet envoi, sauf intérêt contraire de l'enfant et sauf dans le cas de suspicion d'abus sexuels intra familiaux et de suspicion de violences graves et manifestes intra familiales.

Informée le

Informé le

Fait à

Le

Signature

SORTIE DANS L'ESPACE PRIVATIF (JARDIN) OU À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Espace privatif

L'espace du jardin, de la cour ou de la terrasse de la structure.

Avant de sortir les enfants :

- Vérifier l'état de propreté de l'espace (absence d'ordures, d'objets dangereux, mégots, déjections animal...)
- Vérifier l'absence de personne inconnue du service, pas d'ouvrier (jardinier par exemple)
- S'assurer de la fermeture des issues du jardin
- Vérifier l'intégrité du matériel extérieur
- Respecter le taux d'encadrement identique à celui de l'intérieur

Au moment de sortir les enfants :

- Adapter l'habillement des enfants à la saison
- En cas de journée ensoleillée appliquer la crème solaire (fournie par la structure) avant de sortir et protéger la tête de l'enfant
- Prendre la trousse sortie extérieure, boîte de mouchoirs, une petite poubelle,

- Prendre le téléphone
- Cahier de transmissions, liste des numéros de téléphone des familles, liste des numéros d'urgence

Sortie à l'extérieur de la crèche (Taux encadrement 1 adulte pour 2 enfants)

Sortie à la bibliothèque par exemple

- Vérifier les autorisations parentales pour les sorties extérieures des enfants qui participent à l'activité
- Respecter le taux d'encadrement réglementaire pour les sorties
- Prendre la trousse de sortie (contenant aussi les numéros de téléphones d'urgences) et selon situation les trousse des enfants ayant un PAI
- Avoir la liste des enfants du groupe, le cahier de transmissions
- Emporter un téléphone portable chargé

PROTOCOLES MEDICAUX DES CRECHES MUNICIPALES VILLE D'AUXERRE 2022



SOMMAIRE DES PROTOCOLES MEDICAUX

1 ACCUEIL DE L'ENFANT MALADE

2 **ASPHYXIE PAR INHALATION D'UN CORPS ETRANGER**

3 BRULURES

4 **CHUTE**

5 **CONVULSION**

6 DIARRHEE AIGUE

7 ERYTHEME FESSIER

8 EVENEMENT INDESIRABLE

9 FIEVRE

10 FORTES CHALEURS

11 **GENE RESPIRATOIRE**

12 HYGIENE

13 INFECTION DE L'ŒIL

14 **INTOXICATION**

15 MEDICAMENTS

16 MORSURE

17 **PROTOCOLE D'ACCUEIL INDIVIDUALISE OU PAI**

18 PHARMACIE

19 PIQÛRES D'INSECTE

20 **PLAIE**

21 **REACTION CUTANEE OU ALLERGIQUE**

22 SIESTE

23 SINISTRE

24 VACCINATIONS

25 VOMISSEMENTS

26 COVID

27 COVID REGLES APPLICABLES POUR LES PERSONNELS DES CRÈCHES

28 INFORMATION PRÉOCCUPANTE ENFANT EN DANGER

29 ABSENCE DU PARENT A LA FERMETURE DE L'ÉTABLISSEMENT

30 **VIGIPIRATE**

AUXERRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

31 SORTIE DANS L'ESPACE PRIVATIF (JARDIN) OU À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

32 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

33 REGLES APPLICABLES EN CAS D'ÉPIDÉMIE

ACCUEIL DE L'ENFANT MALADE

La crèche n'est pas un lieu de soins. Elle offre un accueil personnalisé et individualisé autant que peut le permettre la vie au sein d'un groupe et les possibilités d'accueil. Le responsable de l'établissement et le personnel paramédical dispose du pouvoir d'appréciation pour admettre, maintenir ou refuser l'enfant s'ils le jugent nécessaire.

Cette décision s'appréciera en fonction :

- L'intérêt de l'enfant.
- L'impact sur l'accueil des autres enfants.
- Du risque de contamination.
- Si maladie à éviction.
- Selon les capacités de prise en charge par l'équipe.

Afin de prévoir de telles éventualités, il est utile d'aborder ce problème avec les parents au cours de l'une des premières rencontres et de discuter des moyens de garde auxquels ils peuvent faire appel au cas où la maladie empêcherait l'enfant d'aller en crèche.

AGIR EN FONCTION DE LA SITUATION

- Si l'enfant est malade pendant son temps d'accueil : mettre en œuvre les protocoles selon les symptômes et prévenir les parents afin qu'ils prennent leur disposition pour consulter le soir si besoin.
- Si les symptômes persistent ou si l'état général de l'enfant est incompatible avec son maintien en crèche (l'enfant ne joue pas, ne mange pas, et/ou ne dort pas et pleure avec une fièvre qui persiste) les parents sont invités à venir le chercher pour consulter rapidement.
- Si le parent n'est pas joignable ou rapidement disponible : contacter le médecin de l'établissement. Si urgence, appeler le SAMU au 15.
- Si l'enfant a un traitement/ il peut être réintégré si son état le permet.
- Dans tous les cas, il convient de bien noter tout constat, évolution, actions menées, médicaments administrés sur la feuille de suivi santé et de signer.

Il est nécessaire de contacter le médecin de l'établissement en cas :

- De doute sur l'état d'un enfant et la possibilité ou non de le garder à la crèche ;
- De désaccord avec les parents sur le maintien d'un enfant malade dans la crèche.

LES MALADIES A EVICTION : QUEL INTERET ?

Dans certains cas de maladies contagieuses, l'exclusion momentanée de l'enfant malade avant qu'il n'ait pu contaminer ses camarades est un moyen efficace de prévenir l'épidémie.

Le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) a défini les durées d'éviction et les mesures d'hygiène préventives et curatives en cas de maladies contagieuses. Se conformer au tableau ci-dessous.

La décision d'éviction et de retour dans la collectivité se fait sur avis médical, dans le respect du nombre de jours d'éviction minimum.

Un certificat médical est exigé dans les cas marqués par un* dans le tableau ci-contre.

Formule demandée : « ...certifie que l'état de santé de l'enfant.....autorise la vie en collectivité ». (Pas de certificat de non contagion)

Si les parents vous informent que l'enfant est hospitalisé, il est important de noter l'hôpital et l'adresse de ce dernier afin que le médecin de l'établissement puisse prendre contact.

CONDUITE A TENIR EN FONCTION DES MALADIES

11 maladies à éviction obligatoire	
Coqueluche	3 à 5 jours après le début des ATB
Infection à streptocoque A : scarlatine, angine	2 jours après le début des ATB
Diphthérie *	Jusqu'à négativation de 2 prélèvements
Hépatite A ou E	10 jours après le début de l'ictère ou des signes
Impétigo (si lésions étendues non protégées)	72h après le début des ATB
Méningites bactériennes, à méningocoques	Hospitalisation
Rougeole	5 jours après le début de l'éruption
Tuberculose*	Mini un mois après début ATB et examen microscopique négatif
Gale (scabiose)	3 jours de traitement ou examen parasitologie négatif
Gastro-entérite à Escherichia coli et Shigelles, typhoïde et paratyphoïde	Retour avec certificat 2 coprocultures négatives
Oreillons *	Attention aux femmes enceintes et hommes non immunisés
Autres maladies	
Teigne	Si absence d'un certificat et d'un traitement adapté
Grippe *	Selon souches ministérielles
Conjonctivite	Sauf si traitée
Gastroentérite (diarrhée, vomissement)	Selon tolérance et importance
Otite purulente	Selon tolérance et abondance de l'écoulement purulent
Roséole, mononucléose infectieuses	
Varicelle *	Selon tolérance et informer du cas
Pédiculose (poux)	Sauf si traitée et informer du cas
Méningite virale	Selon tolérance
Pied, main, bouche si stomatite*	Selon tolérance
Bronchiolite, rhinopharyngite	Surtout bébé < 3 mois et selon tolérance et avis MT
Covid	10 jours si positif ou 17 jours si cas contact

ASPHYXIE

PAR INHALATION D'UN CORPS ETRANGER

DEFINITION

Obstruction partielle ou totale des voies aériennes par un objet inhalé, par strangulation, ou étouffement.

TRAITER

URGENCE EXTREME APPEL AU SAMU AU 15

OBSTRUCTION TOTALE

L'enfant ne respire plus, ne crie pas, ne parle pas, ne tousse pas. Enfant prostré, bouche ouverte, pupilles dilatées, cyanose (coloration bleutée), perte de connaissance. Risque vital par arrêt cardio-respiratoire.

- 1 Vérifier si le corps étranger est accessible dans la bouche et le récupérer si possible.
- 2 Pratiquer immédiatement la manœuvre des claques dans le dos (manœuvre de Heimlich)
- 3 Puis si échec réaliser :
 - Des compressions thoraciques si l'enfant **a moins d'un an**
 - Des compressions abdominales à l'enfant **de plus d'un an**
 - Alternier les 2 techniques tant que l'enfant est conscient
 - Si perte de connaissance le mettre en PLS
 - Si arrêt cardio respiratoire, faire la Réanimation Cardio Pulmonaire (RCP) sans attendre.

OBSTRUCTION PARTIELLE

Toux violente et agitation. Puis, si l'objet n'est pas ressorti, le teint rosit, la toux cesse ; cela signifie qu'il est descendu plus bas.

- Ne rien faire, ni suspension par les pieds, ni frappe dans le dos, ni doigt dans la bouche = danger d'aggravation et obstruction totale.
- Ne pas coucher l'enfant, le maintenir assis, le laisser tousser.
- Rassurer l'enfant en respirant avec lui, en lui parlant calmement

ALERTER

- ➔ Appeler le SAMU au 15
- ➔ Prévenir la responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents dès que possible pour les prévenir et expliquer les soins apportés à l'enfant
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement
- ➔ Assurer des transmissions écrites et précises
- ➔ Remplir la fiche évènement indésirable si nécessaire le jour même

PREVENIR

Ne faites confiance qu'aux jouets et au matériel de puériculture portant le sigle NF, NF petite enfance, NF crèche (la norme CE ne suffit pas) et adapté à l'âge des enfants. Pas de récupération de jouets, commande chez des fournisseurs homologués uniquement.

- Tout jouet cassé est à **exclure**. Vérifier l'intégrité du jouet au moment du nettoyage.
- Les petits jouets et bijoux apportés de la maison sont interdits.
- Vérifier la conformité et l'état des **doudous et tétines**. Cordons à tétines interdits.
- Surveillance lors des jeux de transvasement : pâtes, riz....
- Les fruits à coque (cacahuète, noix, noisette, amande...) sont interdits avant 4 ans.
- Faire attention que l'enfant ne mette pas trop de nourriture dans sa bouche à la fois.
- Découper les aliments en cubes moyens comme le raisin (retirer la peau et couper en deux)
- Les ballons de baudruche sont interdits en crèche.
- Jeter les bouchons des stylos.
- Surveillance accrue lors des jeux d'eau.

BRULURES

DEFINITION

Lésion de la peau ou des muqueuses provoquée par l'exposition à une chaleur intense ou par contact avec un agent physique ou chimique. Elle se classe en 3 groupes :

- 1er degré rougeur de la peau type coup de soleil
- 2ème degré présence de cloques ou bulles
- 3ème degré peau nécrosée insensible

TRAITER

BRULURES LEGERES : rougeur limitée, cloque ou lésion cutanée suintante. Surface inférieure à la paume de la main de l'enfant. (SAUF pour les doigts ou les organes génitaux pour lesquels une consultation médicale est obligatoire)

- Rafraichir à l'eau tempérée pendant 5 à 10 minutes en laissant couler l'eau en amont de la région brûlée SANS FROTTER.
- Protéger avec une compresse stérile et un bandage
- Si douleur, donner du Paracétamol selon le protocole
- Appeler le médecin de l'établissement pour avis
- S'assurer de la mise à jour du vaccin antitétanique

PREVENIR

1. Prise de la température au moment du repas, elle ne doit pas être supérieure à 37°C. Effectuer un teste de température du lait sur l'intérieur du poignet avant de donner un biberon ou une purée à un bébé
2. Bien mélanger les aliments après passage au micro-ondes (biberons interdits)
3. Les plats chauds restent sur le haut du chariot
4. Protection des radiateurs dans la crèche, en particulier dans les sections

COUPS DE SOLEIL :

Traiter comme une brûlure légère. Si étendu, traiter comme une brûlure grave.

PREVENIR

1. Appliquer de la crème solaire protection 50 toutes les deux heures environ.
2. Port de chapeau, de vêtements amples, légers et couvrants, voire de lunettes.
3. Pas d'exposition pendant les heures les plus chaudes.

TRAITER (suite)

BRULURES GRAVES : cloques, rougeurs, aspect blanchâtre. Surface totale supérieure à la moitié de la paume de l'enfant.

- Rafraichir à l'eau tempérée pendant 5 à 10 minutes maximum sur la seule région brûlée, SANS FROTTER.
- Surveiller la conscience de l'enfant et sa fonction respiratoire
- Réhydrater l'enfant
- Ne pas toucher la brûlure. Ne pas retirer les vêtements

**APPELER LE SAMU AU 15 ET METTRE EN ŒUVRE LES
CONSIGNES DU MEDECIN URGENTISTE.**

ALERTER :

- ➔ Appeler le SAMU au 15 en fonction de la gravité
- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- ➔ Appeler immédiatement les parents pour les avertir et les orienter si l'enfant a besoin d'être vu par son médecin traitant rapidement. Leur expliquer les soins apporter à l'enfant.
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement et/ou le médecin de la PMI
- ➔ Assurer des transmissions écrites et précises
- ➔ Remplir la fiche événement indésirable

CHUTE

DEFINITION

Toute chute chez l'enfant peut être grave, quelle que soit la hauteur. Il faut agir rapidement et alerter dès que possible.

TRAITER

- Ne pas bouger l'enfant, ne pas lui demander de se lever.
- Rassurer l'enfant et le consoler
- Assurer une surveillance de l'évolution pendant 48h, lésion, bosse, absence de signe de gravité

CHUTE AVEC BOSSE OU LESION TYPE COUPURE :

- Surveiller l'état de conscience de l'enfant et sa respiration
- Poche de froid entouré d'un gant ou d'un linge pendant 5 minutes
- Si lésion ou coupure simple : désinfecter la plaie avec solution de Chlorhexidine (BISEPTINE par exemple)

CHUTE AVEC TRAUMATISME AU NIVEAU D'UN MEMBRE

- Laisser l'enfant dans la position où il se sent le mieux
- Ne pas le mobiliser

APPEL DU SAMU AU 15 SI :

- >DIFFICULTÉ OU IMPOSSIBILITÉ À BOUGER LE MEMBRE
- >DOULEUR, CHALEUR LOCALE
- >HÉMATOME IMPORTANT, CÈDÈME, DÉFORMATION DU MEMBRE OU FRACTURE OUVERTE
- >VOMISSEMENTS

TRAITER SUITE

CHUTE VIOLENTE AVEC POSSIBILITE DE TRAUMATISME CRANIEEN :

- Garder son calme
- Couvrir l'enfant (couverture de survie)
- Ne pas donner à boire ni à manger
- Surveiller l'état de conscience de l'enfant et son état cardio-respiratoire
- Si l'enfant est inconscient et respire, le mettre en PLS sur le côté traumatisé en continuant à surveiller la respiration. S'il bouge le laisser dans la position où il se sent le mieux
- Si arrêt respiratoire, démarrer la réanimation cardio-respiratoire
- Noter l'heure de l'accident et du début des soins

APPEL DU SAMU AU 15 SI :

->PERTE DE CONNAISSANCE, SOMNOLENCE

->PAS DE PLEURS IMMÉDIATS

->COMPORTEMENT ANORMAL : AGITÉ OU CALME

->ENFANT TITUBANT OU BÉGAYANT

->VOMISSEMENT EN JET, MAUX DE VENTRE

->SAIGNEMENT PAR LE NEZ OU L'OREILLE

->PLAIE IMPORTANTE AU NIVEAU DU CUIR

CHEVELU

->DÉFORMATION DU CRÂNE, BOSSE IMPORTANTE

->DILATATION DES PUPILLES, ASYMMÉTRIE

->GRANDE PÂLEUR, MAUX DE TÊTE

->CONVULSIONS

ALERTER

- ➔ Appeler le SAMU au 15 en fonction de la gravité
- ➔ Prévenir le responsable de la structure ou la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents pour prévenir et expliquer les soins apportés à l'enfant
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement et/ou le médecin de PMI
- ➔ Assurer les transmissions écrites et précises
- ➔ Remplir la fiche événement indésirable si nécessaire le jour même

CONVULSIONS

DEFINITION

Une convulsion se présente comme des spasmes ou contractions involontaires d'un ou plusieurs muscles du corps. Chez le petit enfant, il s'agit le plus souvent de convulsions hyperthermiques ; elles durent rarement plus de 5 minutes.

C'est très impressionnant, mais dans la majorité des cas, les convulsions fébriles sont bénignes et de courte durée.

TRAITER

Pendant la convulsion :

- Garder son calme
- Noter l'heure de début et de fin de la crise
- Allonger l'enfant au sol en position latérale de sécurité (PLS) pour éviter l'inhalation en cas de vomissement et éviter qu'il ne se blesse
- NE RIEN INTRODUIRE dans la bouche
- Isoler les autres enfants
- Noter s'il y a d'autres signes (pertes des urines, dilatation des pupilles, état de conscience, types de mouvements ou raideur, quelles parties du corps, temps de récupération)
- En cas de PAI pour antécédents de convulsions appliquer le protocole

Après la convulsion :

- Laisser l'enfant se reposer, le rassurer et le surveiller
- Prendre la température. En cas de fièvre, donner l'antipyrétique (paracétamol)

ALERTER

APPEL DU SAMU AU 15 DANS TOUS LES CAS ET SUIVRE LES INDICATIONS DU MÉDECIN URGENTISTE. SI LES CONVULSIONS SONT CONNUES, SUIVRE LE PAI DE L'ENFANT ET ALERTE LE SAMU

->PRÉVENIR LA RESPONSABLE DE L'ÉTABLISSEMENT OU LA CONTINUITÉ DE DIRECTION

->APPELER LES PARENTS POUR LES PRÉVENIR AU PLUS VITE

->ASSURER LES TRANSMISSIONS ÉCRITES PRÉCISES DATÉES (JOUR ET HEURES) SUR LA FICHE DE SUIVI SANTÉ

DIARRHÉE AIGÜE

DÉFINITION

La diarrhée est caractérisée par des selles nombreuses, pâteuses ou liquides dans un volume fécal souvent augmenté. La diarrhée est dite aigüe à partir de trois selles molles ou liquides par jour et quand elle dure moins de dix jours. Son retentissement sur l'état général peut être rapide (quelques heures) surtout lorsqu'il s'agit du nourrisson ou de l'enfant.

TRAITER

1. Peser l'enfant et comparer au dernier poids de référence
2. Noter chaque selle et consistance sur la feuille de suivi santé
3. Donner la solution de réhydratation orale (SRO)=> à diluer soit un sachet dans 200ml d'eau uniquement. Faire boire 5 à 10ml toutes les 10mn.
4. Surveiller l'état général de l'enfant et les signes d'aggravation :
 - Selles liquides répétées avec vomissements
 - Refus de boire ou au contraire soif intense
 - Enfant apathique, hypotonique, pâle, geignard
 - Perte de poids supérieure à 5%
 - Fièvre

LE RISQUE MAJEUR EST LA DÉSHYDRATATION

APPEL DU SAMU AU 15 SI :

->YEUX CREUX

->PLI CUTANÉ QUI RESTE MARQUÉ APRÈS LE PINCEMENT DE LA PEAU

->SÉCHERESSE DES MUQUEUSES

ALERTER

- ➔ Prévenir la responsable d'établissement ou la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents si l'enfant refuse de s'hydrater, de manger et qu'il a fait plus de 3 selles dans la journée
- ➔ Assurer des transmissions écrites et précises

ADMINISTRATION

DE LA SOLUTION DE RÉHYDRATATION ORAL (ADIARIL, PICOLITE, GES 45)

1. Assurer par voie orale la compensation des pertes en eau et en minéraux consécutives à la diarrhée.
2. Diluer un sachet dans 200ml d'eau
3. Proposer cette SRO, 30ml à la fois, plusieurs fois par heure
4. Noter les quantités réellement bues et repeser l'enfant au bout de 6 heures
5. La préparation se conserve 24h au réfrigérateur
6. Ne rien ajouter dedans et ne pas accepter la solution reconstituée par les parents
7. Poursuivre l'alimentation et ne pas donner de SRO exclusivement
 - Sur prescription médicale, lait pauvre ou sans lactose pour l'enfant de moins de 6 mois
 - **Aliments permis** : carottes, pommes de terre, riz, pâtes, compotes (pommes, bananes, poires, coings, myrtilles) dinde, poulet, jambon, poisson, yaourts naturels, boudoirs, petit beurre
 - **Aliments déconseillés** : beurre, crème, lait, fromage blanc, petit suisse, plats en sauce, légumes verts, oranges, clémentines, chocolat

MESURES D'HYGIÈNE PROPHYLACTIQUES :

1. Lavage des mains au savon bactéricide
2. Port de gants lors des changes
3. Décontamination systématique des surfaces avec un produit désinfectant
4. Linge souillé rincé et mis sous plastique occlusif

ERYTHEME FESSIER

DEFINITION

On parle d'érythème fessier lorsque des plaques rouges, chaudes et douloureuses apparaissent sur les fesses, les cuisses et les organes génitaux. L'irritation cutanée est due à la macération avec l'urine et les selles, une réaction à un produit (antibiotiques) ou certaines affections.

Elle est favorisée par les antibiotiques, une infection ou une poussée dentaire. Une surinfection bactérienne (impétigo) ou fongique (mycose) est possible.

TRAITER

1. Laver à l'eau et au savon doux (sans savon)
2. Appliquer BEPANTHEN pommade sans étaler
3. Mettre une couche non serrée (taille supérieure)
4. Changer fréquemment la couche pour éviter toute macération
5. Utiliser des coto-couches si l'irritation est sévère

CONSULTATION AVEC LE MEDECIN TRAITANT SI :

- Les symptômes persistent plus de quatre jours et s'aggravent
- Apparition de boutons, cloques
- Fièvre

ALERTER

- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement ou de la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents et les prévenir des soins apportés à leur enfant. Conseiller aux parents de consulter un médecin rapidement s'il y a des signes d'aggravation
- ➔ Assurer des transmissions écrites précises

EVENEMENT INDESIRABLE

DEFINITION :

Sont considérés comme évènement indésirable :

- Les incidents qui ne génèrent aucun dommage
- Les accidents qui entraînent un dommage corporel ou matériel
- Les situations à risque ou exposition pouvant entraîner un dommage

OBJECTIF

Le recueil de fiches d'évènement indésirable permet d'identifier, d'analyser et de traiter les risques liés à notre activité afin de s'améliorer. L'objectif est de réduire les risques liés à notre activité, d'améliorer la qualité de la prise en charge des enfants et la qualité de vie au travail des professionnels.

Le service petite enfance de la DTE et le CHSCT en assure l'enregistrement et l'analyse pour en déterminer les actions d'amélioration à mettre en place.

MISE EN ŒUVRE

Tout le monde peut déclarer un évènement indésirable.

1. Rédaction de la fiche d'évènement indésirable.
2. Transmission par mail à la responsable petite enfance et au pédiatre du service
3. Archiver le document dans le dossier adéquat, de l'enfant, du personnel ou autre.

FIEVRE

DEFINITION

On parle de fièvre si la température corporelle est **supérieure à 38°5**. La fièvre témoigne d'une réaction inflammatoire ou infectieuse de l'organisme. Souvent due à des virus, elle ne présente pas de caractère de gravité mais nécessite une surveillance et parfois un traitement.

TRAITER

1. **Prendre la température** en axillaire (sous les aisselles) à l'aide d'un thermomètre médical :
 - Caler la sonde bien au milieu du creux de l'aisselle et plaquer le bras contre le thorax
 - Durée de la mesure entre 60 à 120 secondes
 - Lecture de la température et ajouter 0,5°C (par exemple : 36,5°C + 0,5°C = 37°C)
2. **Déshabiller l'enfant**. Retirer les épaisseurs petit à petit (le laisser en couches ou en body)
3. **Vérifier le poids de l'enfant sur la fiche de suivi, sinon peser l'enfant**
4. Vérifier l'autorisation parentale d'administrer du paracétamol en cas de fièvre, et l'absence d'allergie
5. **Vérifier l'heure de la dernière prise** > à 6 heures, appeler les parents en cas de doute
6. Donner l'antipyrétique : une dose en fonction du poids de l'enfant si fièvre supérieure à 38°5C
7. **Réhydrater** en lui proposant de l'eau à volonté
8. **Rafraichir** avec un gant humide
9. Prévenir les parents
10. Reprendre la température une heure après la prise du traitement
11. Assurer une surveillance régulière de la température et des symptômes manifestés par l'enfant : irritabilité, perte d'appétit, mauvaise succion au biberon, pleurs continus, pas d'intérêt pour le jeu.

APPEL DU SAMU AU 15 SI

->APPARITION DE TÂCHES ROUGES/VIOLACÉES (PÉTÉCHIES) QUI NE S'EFFACENT PAS À LA PRESSION. A RECHERCHER SUR TOUT LE CORPS ET À ENTOURER AU STYLO POUR LE SUIVI DE L'ÉVOLUTION

-> FIÈVRE TRÈS ÉLEVÉE OU QUI NE BAISSÉ PAS MALGRÉ LE PARACÉTAMOL

-> ALTÉRATION FRANCHE DE SON ÉTAT GÉNÉRAL

-> SOMNOLENCE, NE BOUGE PAS, CONVULSIONS

-> DIFFICULTÉ RESPIRATOIRE

ALERTER

- Appeler le SAMU au 15 en fonction de la gravité
- Prévenir la responsable de l'établissement ou la continuité de direction avant d'administrer le Paracétamol
- Appeler les parents pour les prévenir au plus vite
- Assurer les transmissions écrites précises datées (jour et heures) sur la fiche de suivi santé

ADMINISTRATION DU PARACETAMOL (DOLIPRANE OU EFFERALGAN PÉDIATRIQUE)

Le paracétamol est utilisé contre la fièvre (antipyrétique) et contre la douleur (antalgique) et sera administré à partir de 38°5C sauf précision particulière du médecin traitant ou contre-indication.

- En priorité administrer à l'enfant la forme sirop suspension buvable. Donner la dose correspondant au poids de l'enfant, soit une dose par kg toutes les 6 heures tant que la fièvre persiste. Exemple pour un enfant de 6kg => dose n°6 ; pour un enfant de 12kg => dose n°12
- La durée de validité d'un flacon après ouverture est de 6 mois (noter la date sur le flacon)

En cas de refus du sirop par l'enfant, de vomissements, de troubles de la conscience mais en l'absence de diarrhée, administrer la forme suppositoire.

Paracétamol suppositoire : en fonction du poids de l'enfant et pas plus d'une dose toutes les 6 heures.

Dosage :

- 100mg de 3kg à 8 kg
- 150mg de 8kg à 12kg
- 200mg de 12kg à 16kg
- 300mg de 16kg à 24kg

Mode d'emploi :



Détacher un suppositoire selon les pointillés.



Écarter les deux bords pour ouvrir.



Sens d'introduction du suppositoire (le bout plat en premier pour éviter son rejet).

FORTES CHALEURS

DEFINITION

L'exposition à de fortes chaleurs est un stress pour l'organisme. Le corps s'adapte de plusieurs façons : transpiration plus intense, dilatation des vaisseaux sanguins. Si le corps ne réussit pas à maintenir sa température autour de 37°C des manifestations graves peuvent apparaître.

Les enfants sont constitués à 90% d'eau : le risque majeur est la déshydratation. Il faut surveiller les enfants asthmatiques ou ayant une maladie chronique car ils sont plus vulnérables.

TRAITER

L'INSOLATION

Liée à l'effet direct du soleil sur la tête et favorisée par la chaleur.

ATTENTION, les enfants sont plus sensibles que les adultes.

Les signes :

- Maux de tête violents, somnolence, troubles du comportement, perte de connaissance.
- Nausées, vomissements, soif intense.
- Fièvre avec parfois des brûlures cutanées.

APPELER LE SAMU AU 15 troubles de la conscience ou respiratoires

Conduites à tenir :

- Déshabiller l'enfant, l'allonger à l'ombre ou dans un endroit bien ventilé, le rafraichir ;
- Lui faire boire une solution de réhydratation (SRO) en priorité, sinon de l'eau ;
- Administrer du Paracétamol si fièvre selon le protocole

TRAITER (SUITE)

LE COUP DE CHALEUR

URGENCE EXTREME, APPEL SAMU AU 15

Le corps n'arrive pas à contrôler la température qui augmente vite et peut atteindre ou dépasser 40°C.

Les signes de gravité :

- Peau chaude, rouge et sèche, soif intense, perte de poids.
- Maux de tête violents, confusion.
- Hyperthermie à 40°C
- Perte de poids de 10%.
- Perte de connaissance, convulsions.

Conduite à tenir en attente du SAMU

- Déshabiller l'enfant, l'allonger à l'ombre ou dans un endroit bien ventilé.
- Le rafraichir avec un gant d'eau fraîche, à renouveler régulièrement.

ALERTER

➔ Appeler le SAMU au 15

- ➔ Prévenir la responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents dès que possible pour les prévenir et expliquer les soins apportés à l'enfant
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement
- ➔ Assurer des transmissions écrites et précises
- ➔ Remplir la fiche évènement indésirable si nécessaire le jour même

PRECAUTIONS

- Aérer la pièce.
- Favoriser les vêtements légers, si besoin mettre en body.
- Proposer à boire fréquemment.
- Ne pas sortir les enfants à l'extérieur surtout pendant les heures les plus chaudes.
- Utiliser des brumisateurs en aérosol.
- Surveiller l'état de conscience des enfants.
- Surveiller l'apparition de signes de déshydratation (léthargique, hypotonique, pâle, geignard, perte de poids > 5%, yeux creux, pli cutané qui reste marqué après le pincement, sécheresse des muqueuses)

GENE RESPIRATOIRE

DEFINITION

La gêne respiratoire est l'impression d'étouffer ou de ne pas respirer normalement.

Il est important de déterminer le contexte dans lequel elle survient.

Les causes les plus rencontrées en crèche :

- Crise d'asthme : apparition soudaine. Gêne respiratoire avec sifflement à l'expiration
- Bronchiolite : due au Virus Respiratoire Syncytial (VRS)
- Laryngite : toux rauque inspiratoire
- Rhinopharyngite
- Bronchite
- Réaction allergique avec possible Œdème de Quincke (Cf. conduite à tenir en cas de réaction allergique)

TRAITER

1. Faciliter la respiration
 - Installer l'enfant en position assise ou demi-assise
 - Surélever le matelas
 - Desserrer les vêtements
2. Désobstruction du nez si besoin, surtout avant le repas :
 - Moucher avec instillation de quelques gouttes de sérum physiologique
3. Fractionner les repas
4. Hydrater l'enfant ; faire boire de petites quantités d'eau très régulièrement
5. Surveillance de la température
6. Surveillance de l'enfant et de l'évolution de son état

Si l'enfant dispose d'un PAI pour asthme ou allergie : administration du traitement par Ventoline et/ou corticoïdes selon le protocole du PAI. (Cf. la fiche d'utilisation du baby haler)

Surveillance de l'évolution. Si pas d'amélioration malgré les traitements, **appeler le SAMU AU 15**

APPEL DU SAMU AU 15 SI

- RESPIRATION RAPIDE
- PAUSES RESPIRATOIRES
- TIRAGE : CREUX AU NIVEAU DU COU, DES CÔTES ET SOUS LE STERNUM
- BATTEMENT DES AILES DU NEZ : LES NARINES SE COLLENT AU MOMENT DE L'INSPIRATION CAR L'ENFANT « CHERCHE SON AIR »
- PÂLEUR, YEUX CERNÉS
- CYANOSE, TEINTE BLEUE DES EXTRÉMITÉS ET DU CONTOUR DES LÈVRES (CONTRÔLER LA COULEUR DE LA MUQUEUSE BUCCALE POUR LES PEAUX NOIRES)
- SUEURS
- FATIGUE INTENSE
- REFUS DE S'ALIMENTER
- SOMNOLENCE, NE BOUGE PAS
- DIFFICULTÉ RESPIRATOIRE : UNE RESPIRATION BRUYANTE OU UNE ABSENCE DE VOIX (APHONE),

ALERTER

- Appeler le SAMU au 15
- Prévenir la responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- Appeler les parents dès que possible pour les prévenir et expliquer les soins apportés à l'enfant
- Prévenir le médecin de l'établissement
- Assurer des transmissions écrites et précises
- Remplir la fiche événement indésirable si nécessaire le jour même

HYGIENE

HYGIENE DU PERSONNEL ET PRATIQUES

- Vêtements de travail propres et renouvelés régulièrement, cheveux attachés, chaussures uniquement pour la crèche.
- Chaussures de ville rangées dans une boîte fermée, séparées des chaussures de crèche ; vestiaire avec 2 compartiments
- Absence de vernis à ongles et de bijoux
- Lavage des mains pour la prévention des transmissions d'infections. Il doit s'effectuer à l'arrivée au travail puis, autant de fois que nécessaire dans la journée.
- Lors des changes :
 - Utiliser du matériel jetable lors d'une selle
 - Les femmes enceintes doivent porter des gants à chaque change, surtout si non immunisées au CMV

HYGIENE DES LOCAUX

- Respecter les plans de nettoyage. Nettoyer, désinfecter tous les jours les surfaces lavables, sans oublier les robinets, poignées de portes, loquets, chasse d'eau.
- Température de la structure 18-20°C maximum.
- Aérer régulièrement les pièces où il y a des enfants, sauf si pic de pollution.
- Approvisionnement permanent des lave-mains en essuie-mains, savon, gel hydroalcoolique (SHA)
- Masques et mouchoirs à disposition
- Poubelles avec couvercle à pédale dans chaque pièce. Panniers à linge sale avec couvercle.

HYGIENE DU MATERIEL

- Nettoyer, désinfecter tous les jours le matériel utilisé sans oublier les pots, jouets, téléphones, tapis de sol et tout le matériel de cuisine.
- Nettoyer le linge de lit au minimum une fois par semaine.
- Le linge de table (bavoirs) après chaque repas.
- Vider, laver, désinfecter tous les jours les poubelles.
- WC : approvisionnement permanent d'essuie-mains, papier, savons, gel hydroalcoolique

HYGIENE RENFORCEE EN CAS DE MALADIES INFECTIEUSES

LES SELLES

- Utiliser des gants et du matériel jetable pour le change
- Privilégier l'utilisation de solution hydroalcoolique
- Manipuler tout objet ou matériel souillé avec des gants à usage unique, mettre dans un sac fermé, nettoyer et désinfecter. Nettoyer soigneusement les matelas de change et les lits souillés

LES SECRETIONS RESPIRATOIRES

- Se couvrir la bouche en cas de toux, le nez en cas d'éternuements
- Se moucher ou cracher dans des mouchoirs en papier à usage unique
- Se laver les mains après s'être mouché, avoir toussé, éternué, avoir mouché un enfant
- Laver les surfaces, jouets et autres objets présents dans les lieux fréquentés par l'enfant malade. Ne pas oublier les poignées de portes
- Rhume ou toux : possibilité de porter un masque lors de tout contact rapproché avec l'enfant

LESIONS CUTANEEES

- Utiliser des gants jetables à usage unique pour effectuer les soins d'une lésion cutanée. Jeter les gants et se laver les mains avant de toucher un autre objet. Protéger la peau avec un pansement
- Conjonctivite : nettoyer chaque œil avec une nouvelle compresse
- Infection du cuir chevelu (poux) : laver les taies d'oreiller et les brosses à cheveux avec un produit adapté
- Verrues : nettoyer les tapis et les sols si les enfants ont marché pieds nus

PRODUITS BIOLOGIQUES

- Contact avec la peau, nettoyer immédiatement à l'eau et au savon, rincer puis désinfecter
- Contact avec une muqueuse, appliquer le protocole en cas d'accident d'exposition au sang (AES)

INFECTION DE L'ŒIL

DEFINITION

Il s'agit d'une inflammation d'une membrane de l'œil due à une infection virale ou microbienne. Très fréquente et sans gravité, elle est contagieuse.

L'enfant présente des yeux rouges, parfois douloureux, larmoyants et purulents.

La conjonctivite allergique nécessite un traitement spécifique. Elle n'est pas contagieuse mais peut se surinfecter.

La conjonctivite obstructive : fréquente chez les tout-petits, est due à l'obstruction du canal lacrymal gênant l'évacuation du liquide lacrymal par les voies naturelles, qui déborde et coule.

TRAITER

- Nettoyer les yeux à l'aide d'une compresse imbibée de sérum physiologique (une par œil), au minimum à chaque change
- Renforcer les mesures d'hygiène (lavage des mains, des jouets et surfaces)
- Demander aux parents de consulter le soir même

L'enfant ne sera réadmis qu'avec fourniture de l'ordonnance pour la poursuite du traitement (collyre et compresses)

Cas particulier : « poussière » ou projection dans l'œil :

- Rincer abondamment avec du sérum physiologique
- Demander un avis médical si besoin et conseiller aux parents de consulter un ophtalmologue si une gêne persiste

ALERTER

- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction.
- ➔ Prévenir les parents et leur demander de consulter leur médecin au plus vite.
- ➔ Assurer des transmissions écrites précises.

INTOXICATION

DEFINITION

Une intoxication est un ensemble de troubles dû à l'introduction d'une substance toxique dans l'organisme. L'intoxication peut être digestive, respiratoire ou cutanée.

Elle survient suite à l'ingestion accidentelle d'aliments contaminés, de plantes toxiques, de médicaments ou de produits toxiques types produits ménagers (cosmétiques, de bricolage ou autres).

TRAITER

Les signes :

- Découverte de l'enfant :
 - Visage ou mains salis par la plante, les baies, ou un produit
 - Jouant avec produit ménager, médicament ou tout autre produit toxique
 - Vêtement souillé
- Troubles digestifs : vomissements, diarrhée
- Gêne respiratoire : crise d'asthme, toux
- Trouble de la conscience : somnolence, agitation, perte de connaissance voire convulsion
- Eruption ou brûlure cutanée, démangeaisons
- 1. **Faire cracher** si possible et **nettoyer la bouche** avec une compresse sur un doigt
- 2. Repérer le produit ou la plante responsable de l'intoxication, en garder un échantillon ou l'emballage ou à défaut le vomi de l'enfant
- 3. **Evaluer la quantité** ingérée et depuis combien de temps
- 4. **Connaitre** :
 - Le poids de l'enfant (pour définir la dose toxique si médicaments ingérés)
 - L'heure du dernier repas
 - Les pictogrammes sur les emballages
- 5. **Repérer si** : vomissements, douleurs abdominales, diarrhées, convulsions, hypothermie <math>< 36^{\circ}\text{C}</math>, somnolence
- 6. Repérer si d'autres enfants présentent les mêmes symptômes
- 7. Chercher les informations de la **fiche de données de sécurité** du produit

Ce qu'il ne faut pas faire : neutraliser le produit en faisant boire, ni faire vomir

APPEL DU SAMU AU 15 :

- **CONSCIENT : DANS LA POSITION OÙ IL SE SENT LE MIEUX**
- **CONSCIENT AVEC GÊNE RESPIRATOIRE : ASSIS**
- **INCONSCIENT ET RESPIRE : PLS**
- **INCONSCIENT ET NE RESPIRE PAS : RCP**

ALERTER

- ➔ Appeler le SAMU au 15 LE CENTRE ANTI POISON DE VOTRE REGION
01.40.05.48.48 ou l'hôpital d'Auxerre au 03.86.72.48.48
- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents et les informer des soins apportés à leur enfant
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement et/ ou le médecin de PMI
- ➔ Assurer des transmissions écrites et précises
- ➔ Remplir la fiche évènement indésirable si nécessaire le jour même

PREVENIR

- Ne laisser aucun produit à portée de l'enfant. Ni dans les casiers, placard du bas, dans un seau ou à proximité du plan de changes
- Les produits d'entretien doivent être rangés en hauteur, dans un placard si possible. Choisir des produits avec des bouchons de sécurité
- Tout médicament doit être rangé dans l'armoire à pharmacie en hauteur, fermée, ou au réfrigérateur si nécessaire
- INTERDICTION de transvaser des produits toxiques, corrosifs, ménagers dans tout autre récipient pour le diluer ou le conserver
- Demander les fiches techniques et données de sécurité de tous les produits utilisés à la crèche
- Utiliser les produits chimiques, type pulvérisateur avec parcimonie et aérer régulièrement
- Vérifier la propreté de espaces extérieurs avant de sortir les enfants

MEDICAMENTS

L'administration de médicaments en crèche est possible mais s'inscrit dans un cadre respecté par les parents et les professionnels de la crèche.

Le responsable de l'établissement s'assure que l'équipe est informée des modalités d'acceptation d'une prescription médicale.

Le protocole à l'attention des professionnels est affiché dans chaque section et celui à l'attention des parents à l'entrée de la crèche. Si possible, demandez aux parents d'organiser la prise des médicaments au domicile, grâce à des doses bi-quotidiennes, matin et soir.

QUI ?

Les médicaments prescrits peuvent être administrés en crèche par tous les professionnels auprès de l'enfant, à l'exception du Salbutamol inhalé (la Ventoline), où seule la puéricultrice, l'infirmière ou l'auxiliaire de puériculture si elle est formée, y sont autorisées. Dans la mesure du possible, c'est l'infirmière ou la puéricultrice qui donne les médicaments.

L'ORDONNANCE MEDICALE

Aucune substance n'est administrée à la crèche sans prescription médicale, cela quelque soit le mode d'administration et la délivrance libre ou non du produit (libre en pharmacie).

La personne qui accueille l'enfant doit vérifier tous les éléments sur l'ordonnance. Si elle est illisible ou qu'un des éléments suivants n'y figurent pas, **aucun médicament ne pourra être administré.**

- La clarté de l'ordonnance
- Les nom, qualité et signature du médecin.
- Les nom, prénom, date de naissance et poids de l'enfant.
- Le nom des médicaments sur l'ordonnance doit correspondre aux médicaments fournis (en cas de générique, équivalence précisée par le pharmacien sur l'ordonnance)
- La durée du traitement.
- La posologie (quantité et nombre de fois par jour).
- Pas de « si besoin », pas de posologies imprécises.

COMMENT ?

Avant l'administration :

- L'emballage, la notice, ainsi que la mesurette d'origine seront exigés jusqu'à la fin du traitement. Les pipettes d'administration devront être maintenues rigoureusement propres.
- Tout médicament doit être identifié et daté du jour d'ouverture et/ou reconstitution
- Les antibiotiques ou autres médicaments sont reconstitués par les parents ; c'est leur seule responsabilité. Si le médicament se conserve au réfrigérateur, les parents prennent soin de le transporter dans un étui conservant la température (glacière).
- Vérifier les durées et modalités de conservation après ouverture des médicaments, pommades, collyres sur la notice du laboratoire.
- Vérifier les dates de péremption des produits.

L'administration se fait à partir de la lecture directe de l'ordonnance :

- Contrôler l'ordonnance et l'adéquation médicament/ordonnance avec l'infirmière, la puéricultrice ou le responsable de l'établissement. En cas de doute, n'hésitez pas à contacter l'infirmière-puéricultrice de la DTE ou le médecin de l'établissement.
- Le recopiage est interdit. L'ordonnance reste dans le classeur de transmission durant toute la durée du traitement, puis archivée dans le dossier médical de l'enfant.
- La prise est notée sur la Feuille de Suivi Santé (FSS) en place en précisant l'heure et en émargeant.

MORSURE

DEFINITION

La morsure est une pulsion et non pas un acte agressif. Un enfant ne mord pas consciemment pour faire mal. A ce stade du développement, son cerveau n'est pas mature et n'est pas capable de mauvaises intentions, ni de violence. La morsure ne doit pas être banalisée même si elle n'est pas toujours évitable en crèche. Elle peut avoir des conséquences physiques et psychiques pour les enfants et leurs parents.

TRAITER

- ⇒ Garder son calme
- ⇒ Intervenir rapidement, sans crier ni punir.
- ⇒ Sécuriser et rassurer (consoler, prendre dans les bras) les enfants, le mordeur et le mordu.
- ⇒ Mettre des mots sur les actes pour accueillir la douleur de l'un et donner du sens au vécu de l'autre

Soigner :

- ⇒ Pas de lésion : poche de froid entouré d'un gant ou d'un linge.
- ⇒ Si lésion : désinfecter la plaie avec de la chlorhexidine (ex. Biseptine) et protéger avec un pansement si besoin.
- ⇒ Surveiller l'évolution.

ALERTER

- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement immédiatement.
- ➔ La direction ou la continuité de direction appelle immédiatement les parents pour les prévenir et échanger avec eux :
 - Être précis en décrivant la situation
 - Ne pas transmettre le nom de l'enfant mordeur même s'ils insistent
 - Expliquer les soins apportés à l'enfant
 - Comprendre la colère des parents et l'accepter
 - Ne pas banaliser la situation
 - Expliquer ce qui sera mis en place pour éviter que la situation ne se reproduise
- ➔ Assurer les transmissions écrites précises.
- ➔ Remplir la fiche d'évènement indésirable quand la morsure peut provoquer des séquelles physiques, le jour même.

PETIT MEMO A DESTINATION DES PROFESSIONNELS

Comprendre pourquoi l'enfant mord permet de prévenir et mieux gérer la situation.

L'enfant mord :

- Pour découvrir l'autre
- Dans une situation de jeu -> conflits d'objets
- Par angoisse, insécurité
- Parce qu'il a été surpris ou a eu peur
- Parce qu'il y a frustration ou mécontentement
- Parce qu'il a du mal à supporter la vie en grand groupe

Prévenir et limiter les risques de morsures :

- Anticiper l'organisation et aménager l'espace afin de faciliter des échanges positifs
- Avoir des jeux en nombre suffisants et identiques
- Accompagner l'enfant avec des temps d'éveil
- Installer un cadre stable : des professionnels posés et disponibles, éviter les allées et venues
- Avoir un regard contenant, attentif et vigilant, notamment lors des temps de transition

Combattre les idées reçues sur la morsure :

- L'enfant mordeur n'est pas méchant et ne doit pas être puni cela inhiberait le développement d'une partie de son cerveau
- Il est inutile de répéter au quotidien à l'enfant mordeur de ne pas mordre car cela risque plutôt de provoquer l'effet inverse

PROTOCOLE D'ACCUEIL INDIVIDUALISÉ OU PAI

DEFINITION

Le PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) est un document qui est établi à chaque fois que nécessaire quand un enfant présente :

- Un problème de santé qui nécessite une prise en charge particulière au quotidien
- Un handicap qui nécessite une prise en charge particulière au quotidien
- Une intolérance ou allergie alimentaire

Dans ce document se trouve les signes, consignes à respecter, le nom des personnes qui suivent l'enfant ainsi que le protocole à suivre en cas d'urgence si nécessaire.

Tout enfant ayant une intolérance ou une allergie alimentaire doit bénéficier d'un PAI.

TRAITER

Les parents doivent systématiquement être reçus par la directrice, qui leur remettra **le document à faire remplir par le médecin qui suit l'enfant**. Ensuite elle fixera un RV avec le médecin de la structure qui validera le protocole et si nécessaire formera le personnel qui s'occupera de l'enfant.

Selon la pathologie le PAI précise s'il y a un traitement d'urgence à appliquer. Dans ce cas, les parents fournissent **une trousse d'urgence** contenant les médicaments.

Toutes les personnes qui s'occupent de l'enfant doivent connaître ce protocole (PAI) ainsi que le lieu où est rangé la trousse d'urgence avec le traitement.

Les personnes s'occupant de l'enfant respectent le secret professionnel.

Spécificité de l'allergie alimentaire => gestion d'un panier repas

Quand l'enfant ne peut pas consommer les repas de la collectivité, les parents doivent apporter chaque jour un panier repas.

Le transport du panier-repas se fait dans une glacière en respectant la chaîne du froid. L'auxiliaire qui accueille l'enfant doit contrôler les produits, la température des aliments, les dates de péremption, l'étiquetage des plats au nom de l'enfant.

PHARMACIE

LE CONTENU DE LA PHARMACIE

La pharmacie de l'établissement a pour but de répondre aux besoins de santé ponctuels des enfants pendant leur accueil. Plusieurs trousseaux composent la pharmacie ; elles doivent être nommées comme sur le protocole :

1. **Une trousse de soins** : matériels et désinfectants pour les soins de bases et blessures des enfants et du personnel.
2. **Une trousse d'urgence** : protocole d'urgence avec le message d'appel au SAMU. Médicaments et dispositifs médicaux à administrer à la demande du SAMU.
3. **Les sacs de PAI éventuels**
4. **La trousse de sortie** qui doit être emportée à chaque fois que des sorties sont autorisées.
5. **La trousse d'évacuation** en cas de départ obligatoire de la crèche.

Elles doivent être hors de portée des enfants et leur emplacement doit être connu de tous.

ENTRETIEN ET CONTROLE

- Vérifier le stock et les dates de péremption tous les mois à l'aide des fiches de contrôle
- Laisser les médicaments et matériel dans leur emballage d'origine et conserver les notices.
- Veiller à la propreté et à l'intégrité de la pharmacie.

Certains traitements apportés par les parents tels que le Bépanthén doivent être vérifiés de la même manière. Utiliser les produits dont la date de péremption est la plus proche en premier.

REUNION D'INFORMATION/APPRENTISSAGE

Des réunions d'information sur l'utilisation de la trousse d'urgence doivent être effectuées tous les semestres par la puéricultrice ou l'infirmière de la crèche. Pour les structures sans infirmière c'est celle de la DTE qui peut intervenir. Une feuille d'émargement doit être complétée et archivée pendant 2 ans.

EMPLACEMENT DE CHAQUE TROUSSE DANS LA CRECHE

(À compléter !)

Trousse d'urgence et de soins :

.....

Trousse d'évacuation (dans chaque section)

.....

Trousse de sortie :

.....

PIQUES D'INSECTE (MOUSTIQUES, GUÊPES, ABEILLES...)

DEFINITION

Une piqûre d'insecte est une lésion qui se caractérise par l'insertion dans la peau d'un dard provoquant une réaction locale plus ou moins douloureuse. Certains insectes vont laisser le dard dans la peau ! Attention au risque d'allergie =>risque plus élevé en cas de piqûres au visage

TRAITER

- Calmer l'enfant
- Si le dard est très visible essayer de l'enlever avec une pince à épiler (ne pas presser la piqûre avec les doigts !)
- Refroidir la piqûre
- Appliquer localement un gel anti-inflammatoire spécifique pour les piqûres d'insectes et autorisé pour les enfants de moins de 3 ans POMMADE TYPE Baby Apaisyl après-piqûre
- Donner une dose de 3 granules d'Apis Mellifica

SIGNES DE GRAVITE :

Apparition d'une réaction allergique : gonflement de la zone de piqûre, œdème, extension de la réaction à tout le corps, VIGILANCE ++ en cas de gonflement du visage, des lèvres et d'une gêne respiratoire => **appeler le 15 SAMU**

L'OEDEME DE QUINCKE : **SAMU au 15**

- Signes : gonflement du visage, des lèvres et du cou, gêne respiratoire, voire asphyxie (avec ou sans cyanose), bruit inspiratoire (stridor), toux rauque, œdème de la luette, difficulté à parler/avaler.

NE PAS ALLONGER L'ENFANT, LE LAISSER ASSIS OU DANS LA POSITION QUI LUI CONVIENT POUR RESPIRER

Peut être associé à une crise d'asthme.

CHOC ANAPHYLACTIQUE : **SAMU au 15.**

- Signes : réaction circulatoire avec malaise général par atteinte cardiaque, pâleur et rythme cardiaque très rapide, perte de connaissance.

ALERTER

- ➔ Appeler le SAMU au 15
- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction.
- ➔ Appeler les parents et les informer des soins apportés à leur enfant
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement et/ ou le médecin de PMI
- ➔ Assurer des transmissions écrites et précises : noter l'heure, les circonstances, les symptômes

PLAIE

DEFINITION

Une plaie en crèche peut avoir plusieurs causes, comme la chute, la morsure ou l'altercation avec un autre enfant. Il est important de ne pas minimiser les faits et d'être conscient des conséquences physiques ou psychiques pour l'enfant. Une plaie qui paraît superficielle doit être surveillée.

TRAITER

PETITES COUPURES/PLAIES/ECHARDES SITUÉES LOIN DES ORIFICES :

1. Nettoyer à l'eau et au savon
2. Retirer les petits débris, les échardes si c'est facile
3. Désinfecter avec de la chlorhexidine (par ex. BISEPTINE spray) et recouvrir d'une compresse stérile ou d'un pansement
4. Surveiller l'évolution

PLAIE DE LA LÈVRE ET AUTRES PLAIES SITUÉES PRES DES ORIFICES :

1. Nettoyer au sérum physiologique avec une compresse stérile
2. Plaie de la lèvre : comprimer avec cette même compresse
3. Appliquer une poche de froid protégée par un linge pour limiter le gonflement
4. Surveiller l'évolution

SAIGNEMENT DE NEZ :

1. Noter l'heure de début
2. Installer l'enfant en position assise, la tête penchée en avant
3. Effectuer une compression des deux narines pendant 10 minutes
4. Appeler le SAMU AU 15 pour avis si le saignement ne s'arrête pas ou s'il reprend ; si le saignement fait suite à un traumatisme, ou si l'enfant a une pathologie ou un traitement qui peut favoriser le saignement.

TRAITER SUITE :

HÉMORRAGIES ET PLAIES GRAVES APPEL DU SAMU AU 15 ET :

1. Garder son calme. Mettre des gants et agir vite car c'est une urgence vitale.
2. Allonger l'enfant, ce qui favorise la distribution du sang aux organes vitaux et limite la défaillance circulatoire
3. Stopper l'hémorragie en appuyant directement sur la plaie avec un linge et effectuer une compression sans relâcher, jusqu'à l'arrêt du saignement ou l'arrivée des secours.
4. Ne pas donner à boire ou à manger
5. Couvrir l'enfant et le rassurer
6. Surveiller la conscience de l'enfant et son état cardio-respiratoire

Si plaie à l'œil : allonger l'enfant sur le dos et lui demander de ne pas bouger et de fermer les yeux. S'il refuse, protéger les yeux avec une compresse stérile.

Si section d'un segment (ex : doigt) : mettre l'enfant en position allongée, protéger le moignon avec des compresses stériles. Envelopper le segment dans une compresse stérile qui sera glissé dans un sachet plastique puis mettre ce sachet dans un autre sachet qui contiendra des glaçons.

ALERTE

- ➔ Appeler le SAMU AU 15 en fonction de la gravité
- ➔ Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction
- ➔ Appeler les parents pour les avertir et les orienter si l'enfant a besoin d'être vu par son médecin traitant rapidement. Leur expliquer les soins apportés à l'enfant. Leur demander de surveiller l'évolution.
- ➔ Prévenir le médecin de l'établissement et/ ou de la PMI
- ➔ Assurer des transmissions écrites et précises (heure de l'accident, circonstances, soins...)
- ➔ Remplir la feuille d'évènement indésirable

REACTION CUTANEE OU ALLERGIQUE

DEFINITION

Une réaction cutanée est le plus souvent d'origine allergique ou virale. La surveillance de l'évolution est primordiale pour évaluer l'urgence de la prise en charge.

Si l'enfant a une éruption de boutons des plaques rouges avec de la fièvre, l'origine est probablement virale ; appeler les parents afin qu'il consulte un médecin rapidement.

Si l'éruption est brutale suite à l'ingestion d'un aliment, un médicament, une piqûre d'insecte, ou le contact avec une substance chimique, végétale, l'origine est probablement allergique.

Un enfant ayant déjà eu des manifestations allergiques devra faire l'objet d'un PAI.

TRAITER

Conduite générale :

- Garder son calme. Rassurer l'enfant
- Repérer l'allergène surtout si un aliment est en cause (préciser ce que l'enfant a mangé lors de son dernier repas), savoir quel médicament il a pris...

APPELER LE SAMU AU 15 SI :

LES REACTIONS CUTANÉES :

- Signes : urticaire, éruption importante voir généralisée, plaques rouges et blanches surélevées (idem piqûres d'orties) démangeaisons, avec ou sans fièvre.
- Si PAI appliquer le protocole
- Conduite à tenir : appeler les parents pour consultation avec le médecin, surveiller l'évolution.

CRISE D'ASTHME : SAMU au 15.

- Signes : respiration sifflante, toux sèche incessante et quinteuse, difficulté pour parler, sensation de thorax bloqué, angoisse, agitation, fatigue.
- Si PAI appliquer le protocole

L'OEDEME DE QUINCKE : SAMU au 15

- Signes : gonflement du visage, des lèvres et du cou, gêne respiratoire, voire asphyxie (avec ou sans cyanose), bruit inspiratoire (stridor), taux rauque, œdème de la lèvre, difficulté à parler/avalier.
- NE PAS ALLONGER L'ENFANT, LE LAISSER ASSIS OU DANS LA POSITION QUI LUI CONVIENT POUR RESPIRER
- Peut être associé à une crise d'asthme.

TRAITER SUITE

CHOC ANAPHYLACTIQUE : SAMU au 15.

Signes : réaction circulatoire avec malaise général par atteinte cardiaque, pâleur et rythme cardiaque très rapide, perte de connaissance.

Conduite à tenir : allonger Si perte de connaissance, mettre l'enfant en PLS, si arrêt cardiaque, débiter une RCP.

ALERTER

- Appeler le SAMU au 15
- Prévenir le responsable de l'établissement ou la continuité de direction.
- Appeler les parents et les informer des soins apportés à leur enfant
- Prévenir le médecin de l'établissement et/ ou le médecin de PMI
- Assurer des transmissions écrites et précises : noter l'heure, les circonstances, les symptômes
- Remplir la fiche d'évènement indésirable

SIESTE

DEFINITION :

Le sommeil fait partie de la vie des enfants en collectivité. Il s'articule en plusieurs cycles, et évolue selon l'âge de l'enfant. Tout au long de la journée son rythme sera respecté.

L'attitude du personnel doit être encadrante et soutenante, c'est-à-dire, rassurer l'enfant à travers des mots rassurants, un geste doux.

La surveillance de la sieste est obligatoire car elle permet d'éviter les accidents dont la mort subite du nourrisson. Elle permet, et d'agir rapidement et de repérer toute anomalie chez l'enfant : coloration, respiration, agitation, pleurs....

LES PRINCIPES DE SECURITE :

- ➔ **Coucher sur le dos TOUS les bébés** (jamais sur le côté ni sur le ventre)
- ➔ Ne pas mettre d'oreiller, couette, tour de lit, ni de liens qui pourraient étrangler. Attention aux gros doudous ou grosses peluches dans lesquels il pourrait enfouir sa tête
- ➔ Pour les doudous en tissu, type lange, foulard, t-shirt : faire un nœud.
- ➔ Installer l'enfant en body dans sa gigoteuse fermée. Retirer la gigoteuse du lit si elle n'est pas utilisée.
- ➔ Pour les grands, ne pas garder de vêtements trop chauds.
- ➔ Les couettes et les couvertures sont interdites. Utiliser des combi-draps.
- ➔ Les lits doivent être labellisés « petite enfance » utilisés selon les recommandations pour l'âge.

COMMENT ?

Dans le dortoir des bébés, la porte doit rester ouverte. Un passage toutes les 10 minutes maximum doit être fait avec une surveillance visuelle en entrant. (Fiche surveillance de sieste avec émargement)

Chez les moyens et les grands, un professionnel doit être présent constamment pendant que l'ensemble du groupe dort. Se positionner entre les deux pièces si certains enfants dorment et d'autres jouent dans la pièce à vivre. Continuer la surveillance toutes les dix minutes.

Quand il y a une porte, celle-ci doit être grande ouverte ; une petite barrière légère peut être utilisée pour empêcher les enfants éveillés de venir importuner les dormeurs.

PETIT MEMO A DESTINATION DES PROFESSIONNELS

- ➔ L'accompagnement à l'endormissement et au lever est obligatoire pour tous les enfants
- ➔ Lorsque les enfants ont du mal à trouver le sommeil ou se réveillent durant la sieste il est indispensable de se mettre près d'eux, de les rassurer, les apaiser, leur permettre de se détendre soit se rendormir soit se reposer.
- ➔ Il est formellement interdit de maintenir physiquement un enfant sur son lit
- ➔ Quand un enfant ne souhaite plus se reposer, il est nécessaire de s'organiser pour qu'il puisse rejoindre un(e) autre professionnel(le) présent(e) dans la salle d'activités afin qu'il puisse jouer

SINISTRE OU ACCIDENT

DECLARATION D'UN SINISTRE

Il est obligatoire de déclarer un sinistre auprès de notre société d'assurances en cas d'accident survenu au sein de l'établissement engendrant une consultation médicale ou si l'accident peut engendrer des séquelles physiques ou des dégâts matériels (lunettes cassées par exemple).

=> Remplir la déclaration de manière objective dans les 48 heures. Elle ne doit comporter aucun élément à caractère confidentiel comme un diagnostic médical, un traitement...

=> faire valider par la responsable du service petite enfance (Marie DEFRANCE 03.86.72.43.80) avant de l'adresser au Service affaires juridiques et assurances de la Mairie d'Auxerre (responsable Chantal PERREAU 03.86.72.43.40)

INFORMATION SOUS FORME D'E-MAIL :

Exemple de situation nécessitant juste une information sous forme d'e-mail auprès du service petite enfance :

- ➔ Si un événement survient sans entraîner de consultation immédiate mais requiert une surveillance sur quelques jours
- ➔ Si une manifestation est organisée dans la crèche (intérieur ou jardin) en dehors des horaires d'ouvertures définis, envoyer un mail à la direction du Temps de l'Enfant (+ ou - le cabinet du Maire) 15 jours avant l'évènement. Préciser la date, la tranche horaire concernée, le type de manifestation (réunion, fête) et si possible le nombre de participants
- ➔ Si une sortie est organisée en dehors de la crèche envoyer un mail à la direction du Temps de l'Enfant (à revoir avec Marie, ex bibliothèque, passerelle école....)

A SAVOIR :

- Il est interdit d'utiliser son véhicule personnel pour accompagner un enfant ou un collègue à l'hôpital. Si la situation ne requiert pas l'appel des secours, demander conseil au service petite enfance ou à la DRH selon le motif
- En cas de départ de l'enfant seul avec les pompiers, il conviendra de prévenir votre responsable hiérarchique si un professionnel accompagne l'enfant. Cette action vaudra mission justifiant le changement de poste de travail.
- Il est impératif de respecter le plan Vigipirate et d'établir une fiche risque/organisation avant toute sortie avec les enfants et de la transmettre au service petite enfance de la Mairie d'Auxerre
- En cas d'intervention du SAMU ou des pompiers ; la PMI doit être systématiquement prévenue par mail.

REPÈRES POUR VOTRE PRATIQUE

OBLIGATIONS VACCINALES CHEZ LE NOURRISSON

PROFESSIONNELS
DE SANTÉ

Afin de réduire les cas de maladies infectieuses, éviter la persistance de foyers épidémiques et améliorer la couverture vaccinale, la loi du 30 décembre 2017 étend le nombre de vaccinations obligatoires chez le nourrisson.

A compter du 1^{er} janvier 2018, huit vaccinations, qui étaient recommandées dans le calendrier vaccinal du nourrisson, deviennent obligatoires en plus des trois déjà obligatoires, en France, depuis plus de cinquante ans.

Plus de sept enfants sur dix recevaient déjà l'ensemble de ces vaccinations inscrites au calendrier des vaccinations.

Que dit la loi ?

L'article 49 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 dispose que « les vaccinations suivantes sont obligatoires, sauf contre-indication médicale reconnue, dans des conditions d'âge déterminées par décret en Conseil d'État, pris après avis de la Haute Autorité de santé :

- 1 - Antidiphtérique
- 2 - Antitétanique
- 3 - Antipoliomyélitique
- 4 - Contre la coqueluche
- 5 - Contre les infections invasives à *Haemophilus influenzae* de type b
- 6 - Contre le virus de l'hépatite B
- 7 - Contre les infections invasives à pneumocoque
- 8 - Contre le méningocoque de séro groupe C
- 9 - Contre la rougeole
- 10 - Contre les oreillons
- 11 - Contre la rubéole ».

Qui est concerné ?

Pour les enfants nés à partir du 1^{er} janvier 2018, les vaccinations obligatoires réalisées aux âges précisés dans le calendrier vaccinal publié par le ministère de la Santé, seront exigées pour l'entrée ou le maintien en collectivité.

Les vaccinations du nourrisson 2018
calendrier simplifié des vaccinations

Vaccinations obligatoires pour les nourrissons nés à partir du 1^{er} janvier 2018

Âge approprié	2 mois	4 mois	5 mois	11 mois	12 mois	16-18 mois
Diphtérie-Tétanos-Poliomyélite						
Coqueluche						
Haemophilus influenzae de type b (HIB)						
Hépatite B						
Pneumocoque						
Méningocoque C						
Rougeole-Oreillons-Rubéole						

Quelles sont les conséquences pratiques ?

La loi est entrée en vigueur le 1^{er} Janvier 2018. Cela signifie que pour les enfants nés à partir du 1^{er} janvier 2018, les vaccinations obligatoires conditionnent l'entrée ou le maintien dans toute école, garderie, colonie de vacances ou autre collectivité d'enfants. La preuve de leur réalisation sera exigée pour l'admission ou le maintien en collectivités à compter du 1^{er} Juin 2018.

Pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2018, seules les vaccinations contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite sont exigées pour leur entrée en collectivité. Toutefois, toutes les autres vaccinations du calendrier vaccinal sont indispensables pour protéger ces enfants des maladies infectieuses évitables par la vaccination.

Quel est le rôle du professionnel de santé ?

Le professionnel de santé vaccinateur informe les parents du caractère obligatoire des vaccinations qu'il effectue et s'assure de la traçabilité de ces vaccins dans le carnet de santé de l'enfant. Ce carnet sera exigé pour vérifier que les vaccinations ont bien été réalisées.

En l'absence de carnet de santé, le professionnel rédigerait un document attestant de la situation de l'enfant au regard des vaccinations obligatoires.

Le dialogue et la pédagogie autour du bénéfice individuel et collectif des vaccinations pour la protection de tous et en particulier des plus fragiles, est un élément important dans la compréhension du caractère obligatoire de ces vaccinations.

Le professionnel pourra s'appuyer sur tout document d'information et ressources numériques mis à disposition des usagers du système de santé par le ministère de la Santé (*voir infra*).

Quels sont les documents qui attestent que la vaccination a bien été effectuée ?

Les documents attestant que les vaccinations obligatoires ont bien été effectuées sont le carnet de santé ou, à défaut, tout document produit par un professionnel habilité certifiant que l'enfant est

à jour obligatoires conformément au calendrier des vaccinations en vigueur.

Que risque légalement un professionnel de santé qui s'oppose à la vaccination d'un enfant ?

L'objectif de la loi est d'améliorer la protection individuelle et collective contre les maladies infectieuses à prévention vaccinale.

En dehors de situations qui restent exceptionnelles (contre-indications reconnues), le fait de ne pas proposer les vaccinations obligatoires, ne pas avoir expliqué les conséquences du refus de vaccination, entraîne la responsabilité du professionnel.

Le professionnel peut alors faire l'objet de sanctions disciplinaires sur la base du non-respect des articles R. 4127-2, R. 4127-12, R. 4127-43 et R. 4127-49 du code de la santé publique.

Par ailleurs, la production d'un faux certificat médical constitue un délit sanctionné par une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende (article 441-1 du code pénal).

Que se passe-t-il en cas de non-respect de l'obligation de la part des titulaires de l'autorité parentale ?

Les parents s'exposent au fait que leur enfant ne soit pas admis ou maintenu en collectivité. La sanction spécifique au refus de faire vacciner son enfant a été supprimée ; en revanche, l'infraction générale du code pénal relative aux atteintes aux intérêts de l'enfant subsiste.



Comment les vaccins obligatoires du nourrisson sont-ils pris en charge par l'assurance maladie ?

Ils sont pris en charge selon le droit commun : 65 % par l'assurance maladie et 35 % par les organismes complémentaires. Le vaccin ROR est pris en charge à 100 %.

Quelles sont les contre-indications médicales reconnues ?

Les contre-indications à une vaccination sont celles contenues dans le résumé des caractéristiques du produit (RCP). Elles sont précisées sous forme de tableau dans le calendrier des vaccinations et recommandations vaccinales 2018.

Qui vérifie que l'enfant satisfait aux obligations légales pour l'entrée en collectivité ?

Le décret prévoit que la vérification des documents attestant de la situation de l'enfant au regard des obligations vaccinales soit effectuée par l'organisateur de l'accueil ou son représentant, qui s'assure du respect de leur confidentialité.

Il est conseillé aux vaccinateurs de tracer, dans le dossier médical papier ou dans le logiciel de gestion du cabinet : les oppositions de la part des titulaires de l'autorité parentale aux vaccinations, l'information donnée sur l'utilité des vaccins et leur caractère obligatoire pour l'entrée en collectivité pour les enfants nés à partir du 1^{er} janvier 2018.

La nouvelle loi ne modifie pas :

- le calendrier des vaccinations, qui est publié chaque année par le ministère de la Santé après avis de la Haute Autorité de santé ;
- les prescripteurs, les vaccinateurs, les lieux de vaccination ;
- les modalités de prescription et de délivrance ;
- la prise en charge financière des vaccinations ;
- les rappels des vaccinations des enfants, des adolescents et des adultes, qui restent indispensables mais non obligatoires ;
- les modalités de déclaration des effets indésirables.

EXEMPLES PRATIQUES POUR L'ENTRÉE EN COLLECTIVITÉ

Cas de l'enfant né après le 1^{er} janvier 2018, non à jour à l'entrée en crèche à compter du 1^{er} juin 2018

Cet enfant est né après le janvier 2018. Il doit donc satisfaire aux obligations légales pour être admis en collectivité d'enfants. Les titulaires de l'autorité parentale disposent d'un délai de trois mois pour régulariser sa situation et effectuer les vaccinations manquantes, faute de quoi son inscription ne sera pas finalisée et il ne pourra pas être maintenu en crèche.

Cas de l'enfant âgé de 6 ans non vacciné, né avant le 1^{er} janvier 2018, entrant à l'école primaire

Pour cet enfant né avant le 1^{er} janvier 2018, seule la preuve de la vaccination contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite sera exigée pour son admission à l'école. Cependant, il importe d'informer les parents sur les autres vaccinations recommandées du calendrier vaccinal et d'assurer la

traçabilité de l'information dans le dossier médical en cas de refus de leur part.

Outre les vaccinations contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite qui sont obligatoires, il est recommandé d'effectuer un rattrapage en vaccinant cet enfant contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (en utilisant le vaccin combiné), le méningocoque C, l'hépatite B et la coqueluche.

Cas de l'enfant âgé de 4 mois, né après le 1^{er} janvier, déjà admis en collectivité

Cet enfant né après le 1^{er} janvier 2018 devra satisfaire aux obligations légales de vaccination jusqu'à ses 2 ans pour pouvoir être maintenu en collectivité. Il devra avoir reçu, à l'âge de 11 mois, les vaccinations complètes contre le DTP, la coqueluche, l'*Haemophilus influenzae* de type b, l'hépatite B et le pneumocoque. Il recevra, à l'âge de 12 mois, la première dose de ROR et la seconde dose de méningocoque C et, entre 16 et 18 mois, la seconde dose ROR.

POUR EN SAVOIR PLUS

- **République française.** Loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018, article 49. Journal officiel, 31 décembre 2017.
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036339090 [dernière consultation le 03/01/2018]
- **République française.** Décret n° 2018-42 du 25 janvier 2018 relatif à la vaccination obligatoire. Journal officiel, 26 janvier 2018.
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/1/25/SSAP1732098D/jo/texte>
- **Ministère de la Santé :** <http://solidarites-sante.gouv.fr>
- **Ministère de la santé.** Calendrier des vaccinations et recommandations vaccinales 2018.
<http://solidarites-sante.gouv.fr/prevention-en-sante/preserver-sa-sante/vaccination/calendrier-vaccinal>
- Site d'information Vaccination info service : www.vaccination-info-service.fr



Le site de référence qui répond à vos questions



VACCINATIONS

QUEL INTERET ?

Les vaccins jouent un rôle de premier plan dans la prévention de nombreuses maladies contagieuses. La vaccination des petits enfants est essentielle pour protéger la collectivité.

Le contrôle vaccinal est une obligation administrative dès l'entrée en collectivité, non soumise au secret médical et sous la responsabilité du responsable de l'établissement, du médecin et du professionnel paramédical. Ils doivent veiller au suivi pendant toute la durée de l'accueil de l'enfant.

DEPUIS 2018 => 11 VACCINATIONS OBLIGATOIRES

LES RECOMMANDATIONS

- Vérifier avant le début de l'adaptation que l'enfant a bien eu sa première injection DT Pcoq et prévenar.
- Sensibiliser les parents à remettre une copie du carnet de santé après chaque vaccination.
- Si elles sont obligatoires, vous ne pourrez accueillir leur enfant à la crèche, pour des raisons légales :
 - Un premier courrier sera remis aux parents avec une date butoir.
 - S'il n'est pas respecté, un deuxième courrier, validé par la direction du Temps de l'Enfant sera envoyé par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (copie dans le casier), dans lequel sera précisé la date du dernier jour de présence de l'enfant dans l'établissement (environ une semaine après la date d'envoi du courrier).
 - Les vaccinations recommandées : expliquer aux parents réticents leur responsabilité envers la collectivité et les risques encourus pour leur propre enfant et les autres par la non vaccination.
 - Cas particulier et sur avis du médecin de la crèche : si contre-indication vaccinale, un certificat médical sera exigé en précisant la durée de cette contre-indication

TABLEAU DE CORRESPONDANCE

Ajouter le doc officiel 2021

VOMISSEMENTS

DÉFINITION

Les vomissements de l'enfant sont généralement dus à un virus responsable de la gastro-entérite aiguë. Mais cela peut aussi être dans de rares cas une allergie alimentaire, une urgence chirurgicale ou bien être secondaire à une cause neurologique.

Le risque majeur est la déshydratation.

TRAITER

1. Peser l'enfant et comparer au dernier poids
2. Noter l'heure de survenue
3. Noter si l'enfant a mangé quelque chose d'inhabituelle
4. Prendre la température de l'enfant si fièvre > à 38°5 C => se référer au protocole fièvre
5. Donner la solution de réhydratation orale (SRO) => à diluer soit un sachet dans 200ml d'eau uniquement. Faire boire 5 à 10ml toutes les 10mn.
6. Surveiller l'état général de l'enfant et les signes d'aggravation :
 - Vomissements répétés
 - Apparition de selles liquides
 - Refus de boire ou au contraire soif intense
 - Enfant apathique, hypotonique, pâle, geignard
 - Perte de poids supérieure à 5%
 - Fièvre

APPEL DU SAMU AU 15 SI :

- VOMISSEMENTS APRÈS UNE CHUTE AVEC TRAUMATISME CRÂNIEN
- SOMNOLENCE, PERTE DE CONNAISSANCE
- FORTE FIÈVRE ET PERTE DE CONNAISSANCE
- PLUS DE 4 VOMISSEMENTS EN UNE HEURE
- YEUX CREUX
- PLI CUTANÉ QUI RESTE MARQUÉ APRÈS LE PINCEMENT DE LA PEAU
- SÉCHERESSE DES MUQUEUSES

ALERTER

- Prévenir la responsable d'établissement ou la continuité de direction
- Appeler les parents si l'enfant refuse de s'hydrater, de manger et qu'il a vomi plus de 3 fois dans la journée
- Assurer des transmissions écrites et précises

REGLES D'ACCUEIL DANS LES CRECHES PERIODE DU COVID

⇒ **SUIVRE LES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES**

⇒ Site <https://www.service-public.fr>

		Obligatoires	Conseillés
REGLES A SUIVRE	3 niveaux de suivi de l'épidémie selon les critères de l'éducation nationale		
PERSONNEL	Port du masque	X	
	Tenue de crèche	X	
	Vaccination	X	
FAMILLES	Port du masque	X	
	Désinfection des mains avec gel hydroalcoolique	X	
	Accueil individuel	X	
	Information structure si COVID+ ou contact	X	
	Éviction de l'enfant si fébrile	X	
	Pass sanitaire	Sans objet	Sans objet
ENFANTS	Prise de la température à l'arrivée	X	
	Lavage des mains au lavabo ou lingettes à l'arrivée	X	
	Fièvre en cours de journée => appel parents et départ	X	
STRUCTURE	Désinfection espace d'accueil, bouton poussoir entre chaque enfant	X	
	Renforcement des règles d'hygiène=> procédures	X	
	Organisation des activités par groupe, limiter les brassages pour le contact tracing	X	
	Aération des salles toutes les heures	X	
	Jeux, jouets dédiés à un groupe, possibilité de rotation toutes les 48h	X	
CAS COVID	Parent positif => information et éviction enfant	17 jours	
	Enfant cas contact	17 jours	
	Enfant positif	10 jours	
	Personnel positif	10 jours	

INFORMATION PRÉOCCUPANTE

ENFANT EN DANGER

DÉFINITION :

Un enfant en danger est défini par l'article 375 du code civil : « si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel e social sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par justice... »

L'information préoccupante (IP) est une information transmise à la cellule départementale, pour alerter le président du conseil départemental sur la situation d'un mineur, pouvant laisser craindre que sa santé, sa sécurité ou sa moralité sont en danger ou risque de l'être ou que les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif et social sont gravement compromises ou en risque de l'être.

La finalité de cette transmission est d'évaluer la situation d'un mineur et de déterminer les actions de protection et d'aide dont ce mineur et sa famille peuvent bénéficier.

Conformément aux réformes de mars 2007 et 2016 concernant la protection de l'enfance, le département de l'Yonne a organisé le recueil et le traitement des informations préoccupantes des situations d'enfants en danger.

Le repérage des enfants en danger exige une vigilance active des institutions en contact avec les enfants et les familles, au premier rang desquelles figurent entre autres les [structures d'accueil d'enfants](#).

REPÉRAGE DE L'ENFANCE EN DANGER

Les situations de danger se rencontrent dans tous les milieux sociaux.

Il est toujours important de ne pas rester seul dans l'analyse ou dans l'observation.

Le danger peut être avéré et les signes facilement reconnaissables, mais toutes les lésions ne sont pas visibles et certains troubles peuvent être particulièrement difficiles à déceler.

ATTENTION : un élément isolé n'est pas forcément révélateur d'une situation de danger, c'est la répétition ou le croisement de plusieurs éléments qui doit alerter.

QUELQUES REPÈRES :

Le contexte familial peut présenter :

- Insuffisance ou négligence éducative de la part des parents
- Difficultés relationnelles et affectives au sein de la famille

L'enfant peut être victime de privations, ou de violences physiques, psychologiques ou sexuelles, sous forme de :

- Défaut de soins graves
- Blessures plus ou moins graves ou absence de prévention des blessures ou des souffrances
- Humiliations, manifestations de rejet, exigences excessives
- Viol et autres agressions ou atteintes sexuelles, pédophilie, exploitation pornographique, prostitution

L'enfant peut présenter :

- Un aspect négligé
- Des ecchymoses, plaies, brûlures, fractures, lacérations
- Des blessures et/ou infections génito-urinaires
- Des douleurs abdominales, maux de tête
- Des désordres alimentaires (anorexie, vomissements, boulimie)
- Un arrêt du développement physique et psychomoteur

Il peut :

- Être agressif, agité, indifférent, triste, replié sur lui-même, fatigué (troubles du sommeil)
- Craindre l'adulte et autrui en général
- Utiliser un vocabulaire inadapté pour son âge
- Présenter un intérêt excessif pour les parties génitales (dessins, gestes, paroles)
- Souffrir d'énurésie, d'encoprésie
- Refuser de se dévêtir à la piscine ou lors des visites médicales
- Être absent de façon récurrente et sans justificatif de l'école
- Présenter des addictions
- Fuguer
- Faire des tentatives de suicides

TRAITER

VOTRE RESPONSABILITÉ CONSISTE À :

- **Observer** : l'enfant n'a pas forcément de mots pour exprimer sa souffrance, importance du non verbal, des postures, de son mode relationnel....
- **Croiser** : interroger-vous en équipe, si vous le pouvez, échanger sur vos préoccupations, prenez le temps

- **Solliciter un avis extérieur** : discuter-en avec vos collègues, votre responsable ou avec des professionnels du Conseil Départemental (service de l'enfance, social, PMI)
- **Dialoguer avec les parents** : autant que possible, sans jugement. Si vous alertez, vous devez en informer les parents SAUF SI CELA EST CONTRAIRE A L'INTERET DE L'ENFANT
- **Téléphone en cas de doute** n'hésitez pas à appeler le **03.86.72.84.60**

VOUS NE DEVEZ PAS :

- **Vous taire** : obligation légale de signaler la situation d'une personne en danger (code pénal art.223.6)
- **Interdire au parent de reprendre son enfant** : toujours mettre en avant le dialogue dans le respect de la personne qui vous fait face. Vous devez alerter les services compétents dès que possible
- **Investiguer, fouiller la vie de l'enfant** : ce n'est pas de votre compétence
- **Interpréter les paroles ou les faits** : toujours rester sur du factuel, toujours citer les paroles des autres entre guillemets
- **Rester seul, ni physiquement, ni moralement**

ALLO ENFANCE EN DANGER

Un numéro de téléphone unique

119

Le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger ou SNATED

La cellule de recueils des informations préoccupante (la CRIP)

Toute personne est habilitée à faire une information préoccupante

[Fiche de transmission d'une information préoccupante du conseil départemental de l'Yonne \(cf en annexe\)](#)

ABSENCE DU PARENT A LA FERMETURE DE L'ÉTABLISSEMENT

DEFINITION

A la fermeture de la structure si un parent n'est pas venu chercher son enfant, respecter les consignes de sécurité et le protocole tel que défini dans le règlement de fonctionnement.

TRAITER

Consignes de sécurité dans l'établissement :

- 2 personnes restent avec l'enfant
- Prévenir la DTE qui aidera à gérer la situation
- Envoyer une personne au domicile pour voir si le parent s'y trouve

Protocole du règlement de fonctionnement :

- Appeler le/les parents, si pas joignables =>
- Appeler les personnes en contact dans le dossier de l'enfant et autorisées à venir chercher l'enfant, si pas joignables =>
- Aller au domicile pour voir si le parent répond, si pas de réponse =>
- Appeler la police pour qu'elle intervienne, si elle ne peut pas intervenir
- Appeler les pompiers qui, avec la police, iront au domicile voir si le parent est là
- Appeler l'hôpital pour savoir si le parent est hospitalisé

ALERTER

Si aucune de ces solutions n'aboutit, et que personne n'est en capacité de prendre en charge l'enfant dans le respect du règlement de fonctionnement, et après avis de la DTE :

- Joindre la CRIP au conseil départemental qui prendra les décisions judiciaires concernant le devenir de l'enfant (placement au foyer de l'enfance ou autre décision)
 - Tél : 03.86.72.84.60 en journée
 - Tél : 03.86.72.84.34 astreintes du soir

Autre numéro utile le foyer de l'enfance d'Auxerre : 03.86.42.02.42



DE SITUATIONS SUSPECTES

Recommandations à l'usage du grand public

Chacun a un rôle à jouer dans la prévention d'un passage à l'acte violent. En signalant un comportement dangereux, vous pouvez éviter qu'un acte criminel soit commis.

1 Pourquoi signaler une situation suspecte ?

En étant attentif à son environnement quotidien, **chacun peut remarquer et signaler des faits, objets ou comportements pouvant indiquer un possible passage à l'acte.**

L'expérience a montré que de simples indices repérés par un passant ou par un voisin pouvaient permettre de prévenir une attaque terroriste.

La préparation d'un attentat peut être simple ou complexe :

- **attentat simple** : l'individu pourra être détecté juste avant son passage à l'acte ;
- **attentat complexe** : des indices de sa préparation et des moyens humains et matériels pourront être repérés.

L'attention de tout un chacun, portée à des détails simples, sauve des vies.

2 Comment détecter une situation suspecte ?

Des incohérences apparaissent et vous pouvez les détecter. **Faites appel à votre bon sens et à votre intuition.** Vous devez savoir vous étonner de ces incohérences et vous demander si cela ne mérite pas un signalement. Il faut apprendre à être un observateur attentif de son environnement.

Un individu sur le point de commettre un attentat manifestera un comportement pouvant trancher avec son environnement : signes de peur, d'anxiété ou de dissimulation. Plusieurs individus peuvent également se préparer ensemble à passer à l'acte et avoir un comportement coordonné.

3 Comment réagir et signaler ?

Si vous êtes témoin d'un comportement suspect, **restez discret. Observez et mémorisez des éléments objectifs** qui pourraient être transmis à la police ou à la gendarmerie nationale (plaque d'immatriculation, modèle de véhicule, description précise des individus, direction de fuite, etc.).

Pour que votre signalement puisse être utile aux forces de sécurité intérieure, les éléments objectifs que vous pourrez donner sont absolument essentiels.

Appelez les forces de sécurité intérieure au 17, 112 ou 114 (pour les personnes ayant des difficultés à entendre et à parler).



La préparation d'un acte terroriste laisse un ensemble d'indices qui, telles les pièces d'un puzzle, peuvent être assemblés par les forces de sécurité pour déjouer un projet d'attentat.

INCOHÉRENCE → ÉTONNEMENT → SIGNALEMENT



4 Comment se prépare une action terroriste ?

Comprendre la manière dont se planifie une action violente peut vous aider à déceler certains indices de préparation.

4.1 - Le choix des cibles

Les actions terroristes peuvent viser des cibles symboliques (des personnalités, une communauté, un corps de métiers représentant l'Etat, etc.) ou indifférenciées (population dans son ensemble) pour créer un climat de terreur et/ou toucher les intérêts économiques du pays.

4.2 - La préparation de l'action

Les terroristes conduisent souvent des reconnaissances de la cible visée pour en identifier les vulnérabilités et déterminer le mode d'action qui leur permettra d'atteindre l'objectif visé :

- a) **reconnaissance physique du site ciblé, seul, en binôme ou en groupe** (chronométrage, présence d'une même personne sur le même lieu plusieurs fois sans raison apparente, stationnement prolongé d'un véhicule avec des personnes à bord, etc.) ;
- b) **rassemblement d'un maximum d'informations sur la cible :**
 - recherches de complicités internes ;
 - demandes de renseignements sur les mesures de sécurité, ou observation du déroulement des contrôles de sécurité ;
 - prises de vues (photographie ou film) des infrastructures du site ciblé et du dispositif de protection mis en place (porte d'entrée d'un ministère, patrouille de militaires, etc.).

4.3 - La phase précédant l'action

Un individu sur le point de commettre une attaque terroriste dissimulera probablement des armes : couteau, fusil d'assaut, arme de poing, ceinture d'explosifs, munitions, etc. Il aura donc une tenue adaptée et pourra :

- **porter un sac anormalement lourd** ou déformé par une arme ;
- **porter des protections** (genouillères, gilet pare-balle) ;
- **avoir une tenue inappropriée pour la saison** ou suffisamment ample pour cacher une arme ;
- **dissimuler une arme dans le dos** afin de franchir un point de contrôle qui se limiterait à l'ouverture des vestes sans palpation ;
- **montrer des signes de nervosité, de colère, d'anxiété ou de méfiance** en contraste avec l'environnement.

Une attaque à l'explosif peut également être réalisée. Certaines situations doivent vous alerter :

- un colis ou un sac abandonné. Un sac positionné dans un lieu de passage important doit entraîner un signalement ;
- un véhicule en stationnement prolongé depuis longtemps à proximité d'un lieu de rassemblement (marché, lieu de culte, etc.) ou d'un site sensible (mairie, ambassade, etc.).

SORTIE DANS L'ESPACE PRIVATIF (JARDIN) OU À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

ESPACE PRIVATIF

L'espace du jardin, de la cour ou de la terrasse de la structure.

Avant de sortir les enfants :

- Vérifier l'état de propreté de l'espace (absence d'ordures, d'objets dangereux, mégots, déjections animal...)
- Vérifier l'absence de personne inconnue du service, pas d'ouvrier (jardinier par exemple)
- S'assurer de la fermeture des issues du jardin
- Vérifier l'intégrité du matériel extérieur
- Respecter le taux d'encadrement identique à celui de l'intérieur

Au moment de sortir les enfants :

- Adapter l'habillement des enfants à la saison
- En cas de journée ensoleillée appliquer la crème solaire (fournie par la structure) avant de sortir et protéger la tête de l'enfant
- Prendre la trousse sortie extérieure, boîte de mouchoirs, une petite poubelle,
- Prendre le téléphone
- Cahier de transmissions, liste des numéros de téléphone des familles, liste des numéros d'urgence

SORTIE A L'EXTÉRIEUR DE LA CRÈCHE (TAUX ENCADREMENT 1 ADULTE POUR 2 ENFANTS)

Sortie à la bibliothèque par exemple

- Vérifier les autorisations parentales pour les sorties extérieures des enfants qui participent à l'activité
- Respecter le taux d'encadrement réglementaire pour les sorties
- Prendre la trousse de sortie (contenant aussi les numéros de téléphones d'urgences) et selon situation les trousses des enfants ayant un PAI
- Avoir la liste des enfants du groupe, le cahier de transmissions
Emporter un téléphone portable chargé

PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

DÉFINITION :

S'occuper des jeunes enfants est passionnant, utile mais source de fatigue et de tensions. Les professionnels s'impliquent dans leur travail avec leur sensibilité et leur corps ce qui peut les fragiliser et engendrer épuisements et souffrances professionnelles.

La crèche est un lieu de vie où se croisent des tout-petits et des adultes.

L'environnement de travail comprend du mobilier adapté aux enfants avec pour objectif leur confort et leur sécurité physique. Pendant longtemps les besoins physiques des adultes n'ont pas été pris en compte.

Facteurs de risques liés au mal de dos :

- Contraintes répétées par un travail répétitif
- Mauvaises postures
- Vibrations
- Les variations de poids
- L'insuffisance musculaire
- Le stress

L'ergonomie au travail doit permettre à chaque agent de protéger son corps. La prévention des lombalgies et des TMS (troubles musculo-squelettiques) consiste à réfléchir à l'aménagement de l'espace et l'utilisation de matériel adapté.

Quelques conseils simples à mettre en œuvre et source de soulagement et prévention des TMS comme l'utilisation de matériel adapté pour les adultes et l'aménagement de l'espace.

ACHAT DE MATERIEL :

Le choix de chaussures adaptées: tenir le pied et le talon pour éviter chute, être fermées pour protéger en cas de chute d'un jouet sur les pieds, souples pour permettre de bien plier le pied (position accroupie...) et éviter de faire mal à un enfant

Des tabourets à roulettes réglable en hauteur avec un pied central car il y a une meilleure stabilité

Des fauteuils pour donner les biberons avec accoudoirs et repose-pied

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE :

- Dortoir : couchage au sol pour tous les enfants dans des lits avec un pourtour en mousse pour les plus petits, matelas et couchettes pour les plus grands. C'est la

solution ergonomique la plus naturelle, la plus logique et qui tient compte à la fois du corps de l'enfant et de celui de l'adulte.

- Les avantages : pas de risque de chute, un cout très faible, une manipulation facilitée pour l'adulte.
- Inconvénient : la surveillance par l'adulte pendant la sieste, être attentif à sa posture
- **Le plan de change** : ce poste de travail nécessite beaucoup de contraintes rachidiennes et articulaires. Il n'existe pas de poste de change idéal sur le marché ! Il faut prendre en compte :
 - Le point d'eau accessible sans avoir ni à se contorsionner ni à s'écartier du bébé
 - La largeur du plan de change, pouvoir changer dans les 2 sens (de face et de côté selon l'âge de l'enfant)
 - La hauteur du plan de change. C'est une vraie question car tous les agents qui travaillent en crèche n'ont pas la même taille
 - Pour les grands prévoir un escalier pour monter sur le plan
 - L'accès au matériel pour le change à portée de mains

AUTRES RECOMMANDATIONS DANS LES GESTES DU QUOTIDIEN :

La forme physique et l'activité sportive des agents en dehors du travail sont essentielles.

Chaque jour :

- Plier les genoux pour se baisser
- Utiliser le mobilier adapté à disposition
- Adapter le rangement des lieux, armoires, étagères en mettant à la bonne hauteur ce qu'on utilise le plus etc...
- Utiliser les aides à la manutention lorsqu'elles existent : ex. chariot, etc....
- Porter les enfants => moment aussi très important toujours penser à porter la charge le plus près du corps et pas les bras tendus
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied

ACCIDENT DU TRAVAIL OU ACCIDENT /MALAISE D'UN COLLÈGUE (VOIR ANNEXES 31 ET 32 SUR LA CONDUITE À TENIR À LA MAIRIE D'AUXERRE)

SERVICE ET PERSONNES DE RÉFÉRENCE RH VA-CA

- Service de ressources humaines VA-CA

- CHSCT (comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail) comité constitué de représentants syndicaux élus
- Agent de prévention des risques professionnels : Audrey SEQUINO (tél : 03.86.72.43.47)

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE DE LA VILLE D'AUXERRE :

- Protocole relatif à la santé au travail VA-CA
- Charte alcool et conduites addictives
- Dispositif de signalement sexisme au travail
- <http://www.dosetpetitenfance.fr/>

REGLES APPLICABLES EN CAS D'ÉPIDÉMIE

DÉFINITION :

On parle d'épidémie apparition et propagation d'une maladie contagieuse, quand plusieurs enfants ou adultes présentent les mêmes signes et sont au nombre de 3.

Certaines maladies nécessitent une éviction, des mesures de désinfection etc...

Le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) a défini les durées d'éviction et les mesures d'hygiène préventives et curatives en cas de maladies contagieuses.

SE RÉFÉRER AU GUIDE

« SURVENUE DES MALADIES INFECTIEUSES DANS UNE COLLECTIVITÉ CONDUITES À TENIR » en ligne sur le site <https://www.hcsp.fr>

SE RÉFÉRER AUX FICHES DU PROTOCOLE MEDICAL :

- FICHE 1 ACCUEIL DE L'ENFANT MALADE
- FICHE 12 HYGIÈNE
- FICHE 26 ACCUEIL DANS LES CRÈCHES PERIODE DU COVID
- ANNEXE 11 LAVAGE DES MAINS
- ANNEXE 12 GEL HYDROALCOOLIQUE

NUMÉROS UTILES

PÉDIATRE DES CRÈCHES : 03.86.72.43.80 (SERVICE PETITE ENFANCE)

LE RÉFÉRENT SANTÉ :

- CATHERINE RAVIER : 03.86.72.44.48

SERVICE D'HYGIÈNE DE LA MAIRIE D'AUXERRE :

- XAVIER POHU : 03.86.42.07.18 OU 06.75.66.74.14

ARS : 08.08.80.71.07

LA PMI : 03.86.72.88.62

SUIVRE LES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES EN CAS D'ÉPIDÉMIES NATIONALES en ligne sur site <https://www.service-public.fr>

LE PROJET D'ETABLISSEMENT CRECHE KIEHLMANN



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p 1
NOS ENGAGEMENTS POUR L'ENFANT	p 3

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSÉES	p 4
A- Accueil régulier	p 4
• Accueil au forfait	p 4
• Accueil au prévisionnel	p 4
B- Accueil occasionnel	p 5
C-Accueil d'urgence	p 5
II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION	p 6
III- LES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES MOBILISÉES	p 7
A - Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire	p 7
B - Description des compétences professionnelles mobilisées	p 9
C - Analyse des pratiques professionnelles	p 12
D - Réunions d'équipe et journées pédagogiques	p 13
E - Transmissions en équipe	p 13
F - Prévention des risques professionnels	p 14
G - Remise à jour des connaissances et formation,	p 16
H - La place des écrans dans la pratique professionnelle	p 17

LE PROJET ÉDUCATIF

I-	L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE	p 18
	A - Les 1 ^{ères} rencontres	p 18
	B - L'accompagnement du lien	p 19
	C - L'accueil au quotidien	
II-	L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE	p 20
III-	L'EVEIL	p 21
	A - Grandes lignes pédagogiques	p 21
	B - Le jeu	p 22
	C - L'activité libre	p 22
	D - Chaque enfant se développe à son propre rythme	p 23
	E - Communication	p 23
IV-	L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE	p 25
V-	LES SORTIES EXTERIEURES	p 25
VI-	PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT	p 26
	A - Les repas	p 26
	B - Les soins	p 27
	C - Le sommeil	p 27
	D - Place de l'objet transitionnel	p 28
VII-	LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT	p 29

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS	p 30
A - L'environnement social	p 30
B - Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle	p 34
C - Les partenaires locaux	p 35
D - Participations des familles	p 36
• Accompagnement à la parentalité	p 36
II- MODE ET MOYEN DE COMMUNICATION AVEC LES FAMILLES	p 37
III- DEMARCHES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE	p37

INTRODUCTION

Nos engagements pour l'enfant se mobilisent à partir de la charte nationale d'accueil du jeune enfant. Cette dernière établit les principes applicables à l'**accueil du jeune enfant**, quel que soit le mode d'**accueil**, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

Nous avons souhaité travailler sur les droits des enfants à la crèche.

Notre travail a consisté en amont à mener une réflexion autour de chacun des 10 grands engagements de la charte pour donner à voir notre vision et nos valeurs.

1- <<Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille>>.

La neutralité est au cœur de nos valeurs d'accueil puisque nous souhaitons avoir l'approche la plus humaniste possible pour réduire à maxima les inégalités, en nous adaptant à tous les modèles familiaux existants, et professionnaliser nos comportements et notre posture pour tendre à l'exigence d'un même accueil, une même place, les mêmes chances.

2- <<J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.>>

La mise à disposition des jeux dans un aménagement des espaces pensé dans l'intérêt développemental de l'enfant nous permet de lui offrir un terrain d'expérimentations riche et qui développe son potentiel.

Nous exigeons de nos équipes des réponses systématiques aux besoins exprimés, afin de développer la confiance en soi. Nous acceptons le refus de l'enfant, la répétition, l'erreur et surtout respectons les choix de l'enfant quand ils sont bien sûr dans son intérêt

3- <<Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.>>

Les parents restent les premiers éducateurs et nous œuvrons pour une co-éducation dynamique en rendant lisible, compréhensible nos projets pédagogiques et en autorisant toutes les familles à entrer voir ce qui se passe dans nos crèches.

4- <<Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.>>

Toutes les paroles adressées aux enfants sont empathiques et valorisantes afin de favoriser l'estime de soi.

La qualité de l'interaction adulte/ enfant est notre priorité.

5- <<Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.>>

Nous voulons réduire chaque jour les inégalités face aux apprentissages en mettant à disposition des enfants et de leur famille toutes les informations nécessaires à son bon développement.

C'est en partageant des choses simples et reproductibles que cela sera possible dans la récurrence.

6- <<Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.>>

Les sens constamment en éveil la nature est notre alliée dans l'accompagnement de l'enfant et très présente dans nos pratiques professionnelles.

Nous faisons entrer la nature à la crèche et transportons la crèche dans le jardin.

7- <<Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.>>

Nous multiplions les propositions faites aux enfants pour multiplier les possibilités et laissons le maximum de matériel à disposition de tous les enfants.

8- <<J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.>>

L'ambiance est un facteur important d'épanouissement pour l'enfant. Nous avons à cœur de mettre à sa disposition des beaux objets, des œuvres d'art, de la diversité, de la quantité pour que chacun trouve ce dont il a besoin pour construire son esthétisme.

9- <<Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.>>

Nos directrices sont sur le terrain afin de partager le quotidien des professionnels, montrer par l'exemple, soutenir et évaluer les besoins.

Nous sommes attentifs à déployer une ambiance conviviale où il fait bon vivre

10-<<J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.>>

Nos équipes sont informées des attentes et de l'exigence vis-à-vis des enfants et s'investissent en connaissance de cause.

En accord avec le projet, il est alors plus facile de coconstruire pour mener à bien notre mission et répondre à l'exigence de la responsabilité engagée.

Nos engagements pour l'enfant :

Être libre de circuler et de bouger car c'est comme ça que mon cerveau apprend

Être libre de jouer sans que l'adulte ne m'explique comment faire

Être libre de déplacer, combiner et mélanger tous les jeux

Être pris dans les bras quand je pleure

Être aidé tout au long de la journée et pour tout car je suis dépendant

Être entendu et compris dans mes émotions et dans mon incapacité à les gérer seul

M'aider à m'apaiser car je ne peux me calmer seul

Ne pas me demander d'attendre, de partager, de comprendre, de réfléchir car je n'en suis pas encore capable

Ne pas dire de moi que je suis agressif, capricieux car je ne peux pas être doté de ses intentions à mon âge

Comprendre que je ne peux m'intéresser qu'à moi-même car je suis dépendant et que je ne suis pas encore prêt à me socialiser

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSEES

A- Accueil régulier

L'accueil est dit régulier dès lors que les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Il concerne ainsi tous les enfants fréquentant l'établissement au moins une fois par semaine.

2 types d'accueil sont proposés :

- L'ACCUEIL AU FORFAIT

Cet accueil est adapté aux familles dont les besoins d'accueil sont relativement fixes, et permet la réservation de plages horaires se renouvelant de manière régulière sur une période d'un an.

Pour faciliter la prise des congés, les contrats sont établis uniquement sur les jours hors vacances scolaires.

15 jours avant le début de ces dernières, les familles devront réserver les jours de présence dont ils ont besoins (Ces jours seront facturés en sus au tarif du contrat de la famille).

Il est formalisé par un contrat d'accueil signé, établi par la directrice sur la base des besoins exprimés en jours et horaires par la famille, après une période d'adaptation et une période « d'essai » (permettant aux parents d'ajuster les horaires du contrat). Ce contrat débute donc dans le mois qui suit l'arrivée de l'enfant dans la structure.

- L'ACCUEIL AU PREVISIONNEL

L'accueil au prévisionnel est adapté aux familles dont les besoins d'accueil varient d'une semaine à l'autre ou d'un mois à l'autre. Il permet une réservation à l'avance des plages horaires, mais cette réservation doit être validée au cas par cas par la direction de l'établissement, en fonction des places disponibles. L'accueil de l'enfant n'étant pas toujours possible faute de place, plus la réservation est effectuée tôt, plus elle a de chance d'être acceptée. Il est donc demandé aux parents d'anticiper autant que possible.

Dans tous les cas, un planning de réservation doit être formalisé. Il constitue la base de la facturation.

B- Accueil occasionnel

L'accueil occasionnel correspond à un accueil ponctuel ou exceptionnel. L'enfant est inscrit dans un seul établissement à la demande des parents.

L'accueil ne peut être possible qu'en cas de place disponible :

- par anticipation, au moins 24h à l'avance
- le jour même sur proposition de la directrice ou le service petite enfance.

Les parents peuvent également faire la demande par téléphone auprès du service petite enfance.

C- Accueil d'urgence

Dans certaines situations, un accueil d'urgence est possible pour des motifs liés à la rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès...), la rupture du mode de garde (hospitalisation de l'assistante maternelle...), ou à des impératifs non prévus à l'avance d'insertion professionnelle (entretien d'embauche, proposition de formation immédiate...).

L'accueil est dit d'urgence lorsqu'il n'a pas pu être anticipé, même quelques jours à l'avance.

L'appréciation de la situation relève des directrices de structure, qui évaluent par ailleurs la possibilité d'accueillir l'enfant au regard des places disponibles.

Lorsqu'elle ne peut être anticipée, l'admission de l'enfant pourra être facilitée en termes de conditions sanitaires (vaccinations et certificat médical) et de justificatifs administratifs, mais dès la première heure d'accueil le parent devra présenter sa carte d'identité et si possible les documents attestant de l'autorité parentale. La situation devra ensuite être régularisée dans les meilleurs délais, en particulier en cas d'accueil supérieur à 3 jours.

II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION

Être un professionnel c'est agir selon ses missions et non selon ses points de vue personnels.

Avant toute chose, l'enfant ne doit pas s'adapter à l'adulte c'est l'adulte qui doit s'adapter à l'enfant.

Être professionnel c'est être responsable d'un enfant, c'est veiller avant tout à sa sécurité physique, physiologique et affective.

Pour cela une observation accrue est nécessaire tout au long de la journée pour percevoir les besoins de l'enfant et y répondre au plus juste.

Être responsable d'un enfant ou plusieurs c'est adapter sa posture, à hauteur de l'enfant, son langage tant dans l'intonation et la hauteur de la voix que dans le choix des mots et vos gestes.

Il est important de ritualiser les moments partagés avec l'enfant pour lui permettre de trouver le cadre sécurisant nécessaire à son bien être individuel.

Notre rôle consiste donc à aborder l'enfant avec une attitude positive et en ayant le souci de bien faire pour lui.

Nous allons suivre un enfant dans son développement et ses acquisitions, nous allons prendre soin de lui, c'est donc le prévenir de ce qui va se passer, lui parler d'une voix douce et posée, lui sourire, lui expliquer ce qui arrive, prendre son temps.

Nous allons être bienveillant et respecter son rythme et ses besoins d'enfant dépendant et en construction.

Nous allons l'aider à s'épanouir en étant un enfant souriant, heureux de jouer.

Nous allons l'accueillir tel qu'il est.

Nous nous faisons une priorité de faire grandir chaque enfant en l'accompagnant à son rythme avec le souci d'une prise en charge adaptée et pertinente

Cette démarche nous la mettons en place de manière spécifique pour les enfants porteurs de handicap.

Selon la nature et le degré de handicap, l'accompagnement proposé et le soutien seront différents.

Ce qui compte c'est que tous les acteurs soient mobilisés autour de cet accueil et que chacun participe à animer le meilleur dispositif possible pour cet enfant que l'on accueille.

En tout premier plan, l'accord de l'équipe institutionnelle est incontournable car l'enfant doit être porté par l'ensemble d'une équipe. C'est la capacité de l'accueil qui conditionnera la qualité de celui-ci.

Intégrer un enfant handicapé sou tend donc l'idée d'un partenariat et d'une responsabilité partagée avec la avec la PMI (dans le cadre de PAI) et avec des intervenants extérieurs tels que le Centre Médico-Psychologique (CMP), le SSESSAD, les écoles spécialisés et le CAMPS etc.

Ce travail en équipe élargie va nous permettre d'élaborer non seulement un projet d'accueil individualisé pour l'enfant et sa famille mais aussi de coconstruire des savoirs être, savoirs faire professionnels mutualisés.

III- LES COMPETENCES PROFESSIONNELLES MOBILISEES

Laïcité, non jugement, écoute, compréhension, accompagnement à la parentalité sont les compétences mobilisées afin d'accueillir l'enfant et sa famille en établissant un lien de confiance entre les professionnels, les parents et l'enfant.

A- Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire

L'équipe de la crèche accompagne l'enfant dans son acquisition progressive de l'autonomie dans un climat affectueux, sécurisant, stimulant et esthétique, au sens étymologique du terme : explorer le monde à l'aide des sens avec émotion, intelligence et sensibilité.

Les professionnels ouvrent des espaces de liberté à l'enfant et lui donnent ainsi la possibilité d'agir, de penser et de s'exprimer selon son choix.

Ils mettent en place des moyens pour limiter les obstacles à l'expression de cette liberté. L'enfant ne devient pas autonome brusquement. Les professionnels vont donc élargir l'espace et le domaine de liberté à mesure que l'enfant développe ses capacités d'autonomie. Ainsi les professionnels accompagnent chaque enfant dans son développement et ses acquisitions vers l'autonomie par l'expression de sa liberté individuelle.

Être une équipe signifie faire ensemble autour d'un projet commun, et pour cela il faut avoir connaissance du fonctionnement de l'institution et adhérer au projet, mais aussi savoir travailler en équipe et avec tous les membres de l'équipe

Pour rester une équipe il faut construire ensemble, c'est-à-dire que chacun des membres doit échanger ses propres observations (des enfants, des temps de vie quotidienne, et outils pédagogiques) et ses pratiques.

Ce qui compte c'est la mise en commun et pour cela il faut :

- Prendre connaissance du projet, le maîtriser, se l'approprier individuellement puis en équipe.
- Prendre conscience des limites de ce que l'on peut ou non réaliser seul ou avec les autres,
- Être disponible, à l'écoute et soutenir les projets des uns et des autres
- Soutenir/ou ne pas contredire les propos de ses collègues devant les enfants et les parents
- Se questionner pour avancer et améliorer les pratiques professionnelles
- La participation et l'investissement de tous pour porter le projet institutionnel,
- Échanger des observations à propos des enfants pour retransmettre des informations similaires aux parents
- Noter chaque jour les moments partagés avec les enfants sur le panneau
- Ne pas discuter au-dessus de la tête des enfants si cela ne concerne pas directement l'enfant dont on s'occupe (soins, repas, sommeil, état de l'enfant, tout ce qui concerne son développement et son bien-être)
- Prendre connaissance des transmissions à son arrivée, transmettre les informations nécessaires à ses collègues avant de partir en pause ; et se renseigner des transmissions à son retour de pause
- Avoir la possibilité d'apprendre et d'évoluer professionnellement
- Être responsabilisé pour prendre conscience et réaliser la part de travail de l'autre, chacun étant indispensable pour l'aboutissement du travail d'équipe

B- Description des compétences professionnelles mobilisées

Dans notre structure EJE (Educateur Jeune Enfant), AP (Auxiliaire de Puéricultrice), personnes détentrices d'un CAP AEPE toutes interviennent dans l'accueil, l'éducation et le soin des enfants quel que soit leur âge.

L'important est d'avoir une cohérence pour l'enfant et une continuité et suivi dans les soins.

Aussi chaque personne de l'équipe et ce quel que soit sa qualification participe activement à tous les temps et activités de la journée.

L'avis de l'enfant est d'ailleurs respecté lorsqu'il refuse d'être changé par un adulte et exprime clairement son choix pour un autre adulte.

Ecoute et disponibilité auprès des parents font parties des compétences de l'équipe.

Les missions de la directrice sont :

- L'écriture du projet pédagogique, être garante de sa mise en place, de son suivi et de son évaluation.
- Accompagnement de l'équipe dans le déploiement et la mise en place du projet pédagogique
- Gestion du personnel : planning, suivi du temps de travail, suivi des congés, évaluation annuelle et suivi des demandes de formation.
- Accueil des parents et des enfants : administratif, évaluation de leurs besoins pour établissement du contrat d'accueil, écoute, disponibilité, organisation de la période de familiarisation, transmissions,
- Assurer la gestion financière : budget de fonctionnement, vérification en vue de la facturation, bilan annuel d'activités, déclarations CAF
- Observation des enfants et prévention développementale
- Observation des professionnels, évaluation des pratiques et dynamique d'amélioration continue
- Accompagnement à la parentalité
- Animation de réunions d'équipe, avec les familles, avec les responsables de section.
- Garantir la protection médicale et les soins aux enfants.

La continuité de direction est organisée au sein même de la structure.

L'équipe dans sa globalité est formée pour pouvoir prendre le relais.

Un cahier de continuité de direction existe afin que tout évènement important y soit noté.

En cas de présence non physique de la direction (hors congés ou arrêts) :

- Dès l'ouverture l'agent du matin de la section des grands prend la continuité de direction (ce qui implique répondre au téléphone, prendre les messages)
- Quand la directrice est absente dans la journée pour cause de réunions, c'est la responsable de la section des bébés qui prend la continuité de direction. La directrice reste joignable sur son téléphone portable.

- Le soir la continuité de direction est donné également à l'agent de fermeture de la section des bébés.

En cas d'absence de la direction :

- En cas d'absence prévue de la directrice un document de continuité de direction est écrit pour l'organisation de la continuité de la semaine suivant les personnes présentes cette semaine-là ou cette journée-là.
- En cas d'absence imprévue c'est le protocole de présence non physique qui prévaut. Les agents de continuité suivent le protocole médical et peuvent toujours se référer au référent santé inclusion pour toutes questions. Ce référent peut effectuer une continuité de direction sur une longue période d'absence de la directrice.
- Les numéros d'urgence et d'astreinte technique sont affichés dans chaque section de la crèche.

Les missions de chaque catégorie de professions

- Les personnes détentrices d'un diplôme d'auxiliaire de puériculture (AP), d'éducatrice de jeunes enfants (EJE), d'un CAP AEPE ont les mêmes missions au sein de notre structure en apportant chacune leur expertise.

Pour les AP leur domaine d'expertise étant le développement de l'enfant et les soins, les EJE apportent leur expertise au niveau de la pédagogie et de l'éducatif et les CAP AEPE ont une formation axée sur les soins, l'hygiène et les activités.

- Accueil des enfants, des parents et des substituts parentaux
 - Création et mise en œuvre des conditions nécessaires au bien-être de l'enfant
 - Accompagnement de l'enfant lors de toutes ses expérimentations.
 - Elaborations des projets d'activités des enfants
 - Accompagnement au repas des enfants
 - Mise en œuvre des règles de sécurité (physique et affective) et d'hygiène.
 - Aménagement, nettoyage et désinfection des espaces de vie de l'enfant et du matériel
 - Transmissions d'informations aux familles, à ses collègues ainsi qu'à la direction
 - Participation à l'encadrement des stagiaires.
- Une responsable de section est nommée dans chaque groupe d'âge, elle a pour mission de garantir la mise en place du projet éducatif au sein de la section. Elle participe à des réunions avec les 2 autres responsables de section afin d'harmoniser le fond des pratiques c'est-à-dire les valeurs du projet éducatif.
 - Une responsable « logistique » est nommée dans chaque section. Elle a pour mission de gérer les stocks de produits d'hygiène (couches, savons, pommades, sérum physiologiques...) au sein de la section dont elle fait partie.

- La(e) cuisinière(er) a pour mission de répondre au besoin alimentaire, de découverte des goûts et du plaisir de manger des enfants. Les repas sont cuisinés sur place. La(e) cuisinière(er) participe à des ateliers cuisine avec les enfants. Elle est également l'une des référentes pour l'entretien du compost.
- Les agents d'entretien ont pour mission le contrôle de l'état de l'entretien des locaux ; le nettoyage des locaux, le tri et l'évacuation des déchets ; entretien et rangement du linge ainsi que du matériel utilisé (machine à laver, sèche-linge, ...) ; contrôle de l'approvisionnement en matériel et en produit avec la mise en sécurité de ceux-ci ; mise en sécurité des locaux avec la fermeture de tous les accès possibles le soir (fenêtres, portes, portail ...)
- Une référente pour l'accompagnement des stagiaires a été nommé par section sur la base du volontariat.

Le référent santé inclusion

Le référent santé doit informer, sensibiliser et conseiller la direction et l'équipe en matière de santé du jeune enfant et d'inclusion des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique, afin de fournir à ces derniers un accueil individualisé et un accompagnement spécifique.

Il doit être titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou être un médecin possédant une spécialisation, une qualification ou une expérience en matière de santé du jeune enfant ou encore un infirmier disposant d'un diplôme universitaire ou interuniversitaire en matière de santé du jeune enfant ou d'une expérience minimale de trois ans notamment au sein de crèches

A noter qu'il travaille en lien étroit avec les professionnels des services de protection maternelle et infantile (PMI) et tous les acteurs locaux en matière de santé et handicap.

Ce référent aide à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins. Il contribue également au repérage de ceux en danger et accompagne l'équipe dans le projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant en accord avec la famille. Il doit aussi assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels, portant par exemple sur la nutrition, les activités physiques, le sommeil, l'exposition aux écrans et la santé environnementale.

Sur nos crèches une infirmière puéricultrice qui interviewent 30h par an réparties en 4h minimum par trimestre, pour de la formation, rencontre des familles et suivi des enfants nécessitant une prise en charge particulière.

Organisation de l'accueil des stagiaires

Les demandes de stages sont réceptionnées par le service petite enfance de la ville d'AUXERRE. Nous avons un dossier partagé sur lequel nos places disponibles pour l'accueil des stagiaires est noté. L'assistante petite enfance appelle la directrice de la structure qui peut accueillir le ou la stagiaire et lui fait parvenir le CV. Elle se charge de prévenir les stagiaires que nous ne pouvons pas accueillir.

La directrice prend ensuite contact avec la stagiaire afin de prendre rdv pour compléter la convention et prendre connaissance des objectifs de stage.

Il y a un délai d'environ 3 semaines maximum pour que la convention soit signée par un élu.

En général la stagiaire effectue sa période de stage dans une seule section afin d'avoir le temps de connaître les enfants et de bien comprendre l'organisation et le fonctionnement d'une section et de voir évoluer les enfants sur plusieurs semaines.

C- Analyse des pratiques professionnelles

Une réunion de 2h d'analyse des pratiques professionnelles est organisée chaque mois avec la psychologue pour chacune des sections. Elle intervient auprès de l'équipe pour assurer un accompagnement et une analyse de leur pratique professionnelle.

A chaque fin de réunion, une situation à observer ou l'observation d'un enfant en particulier, ou les deux, est décidé afin de pouvoir arriver avec des observations pour la réunion d'analyse des pratiques professionnelles suivante.

Ces réunions d'équipe vont permettre d'entraîner l'équipe, de les stimuler car chacun peut s'exprimer sans être bridé ou jugé.

C'est un lieu pour insuffler de la motivation et faire circuler la parole. Une équipe participative et responsabilisée sur les sujets est une équipe qui sera stimulée et aura envie d'avancer

L'objectif de cette réunion est avant tout la prévention sur les pratiques professionnelles :

L'objectif est d'accompagner les équipes pour comprendre et accepter les différentes phases de développement du jeune enfant et réadapter les pratiques et venir éclairer les pratiques avec un autre regard,

C'est un espace de parole et de soutien aux professionnels et de co-construction.

L'avis de la psychologue est consultatif et dans un souci d'inscription dans le projet de la structure.

La présence de la directrice en réunion est importante afin de valider ou pas les propositions faites suite aux hypothèses énoncées et aux avis donnés.

La réunion peut avoir lieu sans la présence de la directrice afin d'offrir un espace de parole et de réflexion sans risque d'évaluation

D- Réunions d'équipe et journées pédagogiques :

- Deux journées pédagogiques sont organisées chaque année. Cela permet de travailler en équipe entière sur un sujet ou une pratique que nous souhaitons soit approfondir soit changer et qui demande plus de temps qu'une réunion de 2 heures.
- Une réunion entre la directrice et les 3 responsables de section a lieu une fois par semaine afin de pouvoir identifier les facilités et les difficultés rencontrées dans la pratique professionnelle de chaque agent, pratique guidée par le projet d'accueil ainsi que par le projet éducatif.
- Une réunion d'équipe de section est organisée une fois par mois et plus si le besoin s'en fait ressentir pour avoir du temps de parler des projets et de l'organisation.
- Un séminaire petite enfance est organisé une fois par an afin de pouvoir enrichir les connaissances des professionnels de nos structures toujours dans le but de faire coïncider les pratiques professionnelles et le besoin des enfants à la lumière des connaissances actuelles sur le fonctionnement du cerveau des enfants.
- Une réunion en équipe entière est organisée une fois par trimestre afin de pouvoir parler de sujets concernant les 3 sections pour que l'équipe dans son intégralité entende le même discours.

E- Transmissions en équipe

Chaque section dispose d'un cahier de transmission afin qu'un agent absent (congrés ou arrêt maladie) puisse connaître les faits importants. Un classeur regroupe une fiche par enfant afin de pouvoir y noter des transmissions spécifiques qui peuvent nous être utiles pour la compréhension d'un comportement d'un enfant et nous servir de base pour en discuter avec les parents ou lors de nos réunions d'analyse des pratiques.

Une fiche journalière contenant tous les noms des enfants présents sert de base pour les transmissions orales d'accueil et de départ de chaque enfant.

F- Prévention des risques professionnels

DOCUMENT UNIQUE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

L'Organisation Internationale du Travail place la santé des travailleurs au cœur de ses préoccupations.

Cette Directive a été transposée en droit français par la loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 qui crée les articles L.230-1 et suivants du code du travail¹. Elle impose aux entreprises une « évaluation exhaustive des risques à traiter auxquels les travailleurs sont exposés ». Le décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 impose aux entreprises de conserver les résultats de cette évaluation et fixe les modalités de sa transmission ou de sa mise à disposition.

Ce document est conservé sous le nom de Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels.

Les objectifs du document unique d'évaluation des risques professionnels sont de

- Protéger la santé et la sécurité des travailleurs,
- Assurer de bonnes conditions de travail,
- Favoriser le dialogue social,
- Répondre aux obligations légales.

Afin de se mettre en conformité avec la loi, la Ville d'Auxerre a confié l'élaboration du document unique à la Direction de l'Hygiène et de la Gestion des qui, au sein des services municipaux, a notamment pour mission de veiller à la santé et à la sécurité des agents.

Il convient de rappeler ici que le document unique ne concerne que les risques auxquels sont exposés les agents du fait de leurs activités.

S'occuper des jeunes enfants est passionnant, utile mais source de fatigue et de tensions. Les professionnels s'impliquent dans leur travail avec leur sensibilité et leur corps ce qui peut les fragiliser et engendrer épuisements et souffrances professionnelles.

La crèche est un lieu de vie où se croisent des tout-petits et des adultes.

L'environnement de travail comprend du mobilier adapté aux enfants avec pour objectif leur confort et leur sécurité physique. Pendant longtemps les besoins physiques des adultes n'ont pas été pris en compte.

Le port des E.P.I est une consigne de sécurité qui doit être respectée par les agents. Son non-respect est constitutif d'une faute qui peut justifier une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement de l'agent.

Les régimes de responsabilité en cas d'accident du travail ou de maladies professionnelles : L'élaboration du document unique est aussi l'occasion d'effectuer un rappel des régimes de

responsabilité et d'indemnisation des victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. En cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou de dommage subi par un agent, trois types de régimes peuvent être mis en œuvre pour son indemnisation. Il convient de distinguer le régime de l'assurance maladie et deux types de responsabilité, la responsabilité civile et la responsabilité pénale

Quelques conseils simples à mettre en œuvre et source de soulagement et prévention des TMS comme l'utilisation de matériel adapté pour les adultes et l'aménagement de l'espace.

· Le plan de change : ce poste de travail nécessite beaucoup de contraintes rachidiennes et articulaires. Il n'existe pas de poste de change idéal sur le marché ! Il faut prendre en compte :

- Le point d'eau accessible sans avoir ni à ne se contorsionner ni à s'écarter du bébé
- La largeur du plan de change, pouvoir changer dans les 2 sens (de face et de côté selon l'âge de l'enfant)
- La hauteur du plan de change. C'est une vraie question car tous les agents qui travaillent en crèche n'ont pas la même taille
- Pour les grands prévoir un escalier pour monter sur le plan ou un plan de change debout
- L'accès au matériel pour le change à portée de mains

Autres recommandations dans les gestes du quotidien :

La forme physique et l'activité sportive des agents en dehors du travail sont essentielles.

Chaque jour :

- Plier les genoux pour se baisser
- Utiliser le mobilier adapté à disposition
- Adapter le rangement des lieux, armoires, étagères en mettant à la bonne hauteur ce qu'on utilise le plus etc...
- Utiliser les aides à la manutention lorsqu'elles existent : lève-couchette, chariot
- Porter les enfants => moment aussi très important toujours penser à porter la charge le plus près du corps et pas les bras tendus et se baisser au sol en pliant les genoux avant de porter l'enfant.
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied.

G- Remise à jour des connaissances et formation

Que signifie être professionnel ? Comment adopter une posture professionnelle dans les métiers de la relation humaine ?

Ce que nous faisons chaque jour a un impact sur la vie de l'enfant.

Nous avons donc la responsabilité de savoir expliquer ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons.

Devenir professionnel est une véritable transformation.

Cela va nécessiter du temps et va se faire au gré des connaissances et des expériences.

Il va s'agir de trouver du sens au travail et d'élaborer des compétences, c'est-à-dire transformer les connaissances en compétences, développer des savoir-faire et des savoir être.

Il va falloir trouver la conduite appropriée, adopter les comportements et les attitudes attendus.

La posture professionnelle va concerner la posture physique dans un premier temps, la manière de se tenir, la pose que l'on prend, la manière dont on s'habille, l'attitude que l'on a.

La posture professionnelle va concerner les habiletés à effectuer des missions, mais aussi la manifestation des comportements nécessaires.

Les missions sont confiées par l'institution et dans un cadre de fonctionnement.

Pour travailler auprès d'enfants il faut avoir des connaissances relatives à leur développement et à leurs besoins.

Les professionnels vont mettre en place des actions éducatives, pour cela ils vont devoir mettre de côté l'ensemble de leurs propres croyances, de leurs comportements liés à leur histoire familiale et personnelle, pour répondre aux besoins des enfants en fonction de leur développement affectif, cognitif, moteur et social et aux attentes et besoins de leurs familles

Cet accompagnement éducatif doit être une réponse adaptée aux capacités des enfants et à leurs besoins.

Les récentes recherches scientifiques nous apportent un éclairage pour mieux connaître et comprendre le développement de l'enfant.

Avec l'appui de la recherche nous savons aujourd'hui qu'il y a des choses que l'enfant ne peut pas faire car son cerveau est immature.

Cela permet de sortir des points de vue et de s'appuyer sur des connaissances factuelles pour répondre aux besoins de sécurité du jeune enfant, à sa dépendance et à son immaturité cérébrale, c'est donc aussi cela avoir une posture professionnelle.

La posture professionnelle doit permettre de passer de la spontanéité à l'activité très organisée,

Le professionnel doit être disponible, disposé et dans l'envie.

L'influence des adultes qui accueillent l'enfant est donc majeure, car c'est dans la rencontre avec des professionnels bienveillants ainsi que dans ses interactions que l'enfant va se construire.

_H- La place des écrans dans la pratique professionnelle

L'usage des téléphones portables est proscrit auprès des enfants.

Des tablettes, dans lesquelles, nous retrouvons les coordonnées des parents, sont à disposition des professionnel(le)s.

Dans le respect du cadre réglementaire, aucun écran n'est branché en WI-FI.

LE PROJET EDUCATIF

I- L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE

A- Les premières rencontres

Une réunion de présentation avec possibilités de visite de la structure est proposée aux futures familles accueillies avec 2 créneaux horaires possibles (une réunion sur l'horaire du midi mais sans visite par respect pour les enfants accueillis et un horaire en fin de journée avec visite)

On y parle de ce qu'est une crèche et de comment va se dérouler une journée de vie à la crèche. On y explique la période de familiarisation. A la fin de cette réunion chaque parent prend rendez-vous avec la directrice pour l'entretien administratif pendant lequel la période de familiarisation va être organisée et leur besoin d'accueil affiné.

La familiarisation : La prévisibilité est primordiale pour rassurer l'enfant, si chaque jour il est face à une nouveauté, il ne peut alors pas être rassuré. Il doit pouvoir anticiper ce qui va lui arriver pour être en confiance et il doit pouvoir « parier » sur ce qui va lui arriver et en tirer des conclusions c'est pour cela que l'accueil de l'enfant, au moment de la familiarisation, a lieu toujours dans la même pièce et avec les mêmes jeux afin de donner des repères à l'enfant. Si ce n'est pas le cas, il est alors insécurisé puisque ce qu'il avait prévu ne s'est pas produit.

Pour se familiariser avec le nouvel environnement, le premier jour le parent reste avec son enfant dans la pièce de vie de la section. Ils sont accueillis par un agent de la section de leur enfant, une visite de la section est proposée. Un temps d'échange va alors débiter sur les habitudes (sommeil, objets transitionnels, habitudes...) de leur enfant. Cet échange peut durer entre 30 minutes et 1h30 selon ce que le parent souhaite nous livrer de son enfant et son besoin d'assurance. Il n'y a aucune obligation de laisser son enfant seul le premier jour car les connaissances actuelles nous ont permis de comprendre que l'enfant est un scientifique et qu'il a besoin de pouvoir anticiper ce qui va se passer et le fait qu'il puisse rester de 30 à 60 minutes seuls ensuite n'aide en rien l'enfant à se projeter pour le lendemain par contre ça peut avoir un effet bénéfique pour les parents c'est pour cela que nous laissons ce choix à la famille car la familiarisation est aussi un moment important pour la famille.

Ensuite l'enfant vient le reste de la semaine suivant son contrat.

Si son contrat est de 3 matinées alors il viendra sur les matinées du contrat, si son contrat c'est 3 jours l'enfant viendra 3 jours.

Si l'amplitude horaire est de l'ouverture à la fermeture alors on proposera une familiarisation de 09h à 16h 30 afin que l'enfant ait les repères d'une journée sans la fatigue d'une grande journée et que ses parents puissent encore profiter de temps avec leur enfant sur cette semaine où ils sont disponibles.

Rien n'est immuable cette organisation peut être modifiée selon les besoins de l'enfant et/ou de ses parents.

B- L'accompagnement du lien

Un ou deux professionnels s'occupe de la familiarisation mais l'enfant peut choisir sa figure d'attachement et c'est cette figure d'attachement qui continuera l'accueil sur cette période.

L'attachement (comme défini par John Bowlby, psychanalyste anglais) est un besoin primaire. L'enfant sait faire la différence entre la figure d'attachement primaire (mère) et celle de substitution (professionnel de crèche qui le prend en charge toute la journée). L'attachement ne rend pas dépendant, il permet de se sentir suffisamment en sécurité pour affronter les défis et développer l'autonomie.

C- L'accueil au quotidien

En dehors de la familiarisation, l'enfant et la personne qui l'accompagne (parent, grand-parent, nourrice, oncle...) sont accueillis dans la pièce de vie de l'enfant. Le professionnel se met à hauteur de l'enfant pour lui dire bonjour, et montrer à l'enfant qu'il est disponible s'il a besoin d'un câlin au moment du départ du parent. La personne accompagnant l'enfant transmet à l'équipe les informations qui lui semblent nécessaires.

Il est important qu'au moment de la séparation le parent dise au revoir à son enfant.

Lors des transmissions journalières une seule famille est dans la pièce de vie des enfants nous permettant de respecter la confidentialité des échanges. Si le besoin d'un moment plus long de transmission se fait sentir celui-ci peut avoir lieu dans le bureau de la directrice avec ou non sa présence à condition que le taux d'encadrement puisse être respecté sinon c'est reporté au lendemain avec une organisation trouvée pour faciliter cet échange

II- L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE

L'aménagement de l'espace est pensé de manière à ce que l'enfant soit toujours en sécurité tant au niveau physique qu'au niveau affectif.

Tout doit être aménagé de façon à ce que l'enfant ait toujours en vue un adulte afin de se sentir en confiance dans son environnement (ce qu'on appelle « l'adulte phare »).

Les aménagements proposés ainsi que les jeux doivent permettre à l'enfant d'étudier les causes à effets des objets avec d'autres objets afin de le nourrir intellectuellement.

Un enfant qui joue c'est un enfant dont les structures neuronales se développent.

- Dans la section des bébés, un espace cabane sensorielle a été aménagé et des jeux sensoriels sont à disposition (hochets, livres à toucher, livres sonores, tissus de différentes matières ...).

L'aménagement de l'espace doit permettre à l'enfant d'expérimenter en toute sécurité afin de ne pas le freiner dans ses découvertes et donc ne pas freiner le développement de ses neurones. Pour cela les jeux proposés doivent être variés (au moins de 3 sortes différentes) et combinables. Dans les 3 sections d'âge on retrouve des contenants (cartons, bol, boîte, sac en papier, seaux ...) qui se combinent avec toutes sortes de jeux et permettent à l'enfant de nombreuses expérimentations.

Au fur et à mesure de l'année, et donc de l'évolution des enfants, les propositions de jeux changent afin de correspondre aux besoins des enfants.

- Dans la section des moyens, qui accueillent des enfants de 10 mois à 20 mois en début d'année scolaire (et donc de 20 mois à 30 mois en fin d'année scolaire) on retrouve un espace « cocooning » avec des tapis, des livres...), un petit espace imitation avec dinettes, outils, mallette de coiffeur..., une structure de motricité et d'autres espaces ou différents jeux sont proposés.
Dans cette section on doit toujours y trouver des contenants et plusieurs sortes de jeux ou d'objets y entrant afin de répondre à la phase d'expérimentation des enfants de cet âge et qu'il puisse ainsi remplir et vider les contenants.
- Dans la section des grands on retrouve les mêmes espaces que celle de la section des moyens mais avec des espaces imitations plus développés.
- La section des bébés a un espace extérieur privatif. C'est une terrasse en sol souple. C'est donc un avantage car ils ont accès à un espace extérieur sécurisé. L'inconvénient est qu'elle ne peut être utilisée uniquement lorsqu'elle est sèche.
- Les sections des moyens et des grands ont accès à un seul et même jardin. Il y a donc un planning d'utilisation de l'espace afin d'éviter un trop grand nombre d'enfants et donc de frustration quant à l'obtention des draisiennes, et autres véhicules. Des ateliers sont mis en place dans le jardin car ce qui est fait en intérieur peut et doit être fait en extérieur.

III- L'EVEIL

A- Grandes lignes pédagogiques

Notre choix pédagogique se porte sur la connaissance du fonctionnement du cerveau : les neurosciences. A la crèche Kiehlmann nous nous appuyons beaucoup sur les connaissances apportées par Josette SERRES, notamment pour la période de familiarisation, l'affordance des objets et jeux d'autant plus que toutes ces découvertes datent de plus de 20 ans mais qu'elles ont été portées à la connaissance du grand public il y a moins de 10 ans.

Anne-Marie Fontaine est aussi l'une de nos références pour ce qui est de l'observation du jeune enfant.

Nous nous attachons également à ce que l'enfant ait plusieurs référentes dans la section où il est accompagné, et une référente sur la journée pour les soins (en référence à Emmie PICKLER) mais avec une moins grande importance qu'il y a quelques années car effectivement l'enfant peut s'attacher à une adulte qui n'est pas à l'origine sa référente et dans ce cas on respecte le choix de l'enfant. Ce qui est donc important c'est le repère de lieu et les rituels instaurés tout au long de la journée comme les comptines avant le repas, les histoires avant l'accompagnement au sommeil.

Nous nous basons également sur les découvertes de Maria Montessori (pédagogue italienne). Elle a démontré l'importance de l'observation de l'enfant, de le considérer comme une personne digne d'intérêt. Il porte en lui les germes de son propre développement. S'il est laissé libre dans un environnement sécurisant, il trouve naturellement du plaisir à se dépasser. Elle dit « l'aider à faire seul ». Cette attitude permet de développer l'estime de soi et la confiance en soi de l'enfant.

Je ne suis pas pour suivre une unique ligne ou « mouvement » pédagogique mais plutôt me nourrir de toutes les connaissances actuelles pour faire au mieux pour l'enfant et surtout le point le plus important est l'observation de l'enfant car nous travaillons avec des êtres humains en construction, qui est un public vulnérable, dont les besoins sont différents pour chacun et l'observation est, à mon sens, l'outil le plus important pour savoir comment répondre au besoin individuel de chaque enfant de la façon la plus adaptée et ce n'est pas en suivant une ligne pédagogique avec une grande rigueur que nous pouvons y arriver.

B- Le jeu

Un enfant qui joue ne fait pas rien !

Albert Einstein disait que « le jeu est la forme la plus élevée de la recherche ».

Pour Josette SERRES « l'enfant ne joue pas il expérimente ».

Le jeu est donc une nécessité absolue pour l'enfant.

Le jeu permet à l'enfant de grandir, d'expérimenter, de comprendre, d'être nourrit intellectuellement.

L'enfant ne voit pas le jeu comme l'adulte le vois.

Quand l'enfant voit un jeu il souhaite le toucher, c'est ce qu'on appelle la boucle perception-action (tiré du livre *Et si on revisitait certaines idées sur les jeunes enfants ?* d'Anne-Marie Fontaine et Josette SERRES). L'affordance d'un objet est toutes les possibilités d'actions sur cet objet que l'enfant veut effectuer avec et non l'utilisation défini par un adulte. Par exemple l'affordance d'une table peut être de monter dessus soit pour s'y coucher soit pour s'y mettre debout....

Dans notre structure l'enfant va pouvoir expérimenter en toute sécurité sous le regard bienveillant et confiant des adultes.

Les jeux proposés doivent être en assez grande quantité et variés afin que l'enfant puissent effectuer diverses expérimentations. Les jeux peuvent être mélangés (on retrouve encore l'affordance).

Si un enfant s'ennui l'adulte doit se demander si les jeux sortis sont en assez grands nombres et variés mais aussi s'ils intéressent cet enfant par rapport à où il en est de ses expérimentations. C'est pour cela qu'un maximum de jeux doit être en accès libre.

Dans la journée plusieurs ateliers sont proposés. L'enfant y participe ou non, et y reste le temps qu'il souhaite même si ce n'est qu'une minute. Il n'y aucune obligation pour l'enfant de s'asseoir.

C- L'activité libre

La libre exploration motrice est en place dans notre établissement depuis le mois d'avril 2021.

Le jeu libre est un espace aménagé par l'adulte pour les enfants et accessible à tout moment de la journée sans passer par l'adulte.

L'enfant peut déplacer, mélanger et combiner les jeux selon ses envies et ses explorations.

Il permet de renforcer les capacités d'apprentissages des enfants.

Le jeu libre permet à l'enfant d'apprendre ce que son corps peut faire avec l'objet (et non la fonction de l'objet).

Chaque enfant est libre de pratiquer ses propres expérimentations (mettre une poupée dans un four, un animal sur un garage, des jeux de constructions dans l'évier) afin de permettre le développement de son cerveau. C'est pour cela que l'adulte ne doit pas donner de règles d'utilisation des objets car le jeu de l'enfant n'est pas dans un contexte d'adultes. L'enfant est libre du choix de ses activités.

L'adulte doit être présent et jouer avec l'enfant sans pour autant diriger son jeu.

Des jeux sont proposés en accès libre (sur des étagères à hauteur des enfants, dans des meubles ouverts).

D- Chaque enfant se développe à son propre rythme

Dans notre structure, nous respectons le rythme de l'enfant.

Cela se traduit par :

- Laisser un enfant dormir et se réveiller par lui-même
- Accepter qu'un enfant ait peu ou pas faim et l'accepter
- Respecter les capacités du corps de l'enfant : un enfant qui n'a pas acquis la station assise ou debout ne doit pas être installé assis ou debout par un adulte ; nous n'entraînons pas un enfant à marcher en le tenant sous les bras car cela va à l'encontre de ses capacités, l'enfant s'entraîne seul selon son envie et pour cela nous mettons à disposition du matériel favorisant ses explorations comme des barres de marches, des tables d'éveil sur lesquelles il peut s'appuyer pour se lever.
- On propose toujours à l'enfant s'il veut par exemple mettre ses chaussures seuls ou s'il a besoin d'aide mais nous ne le forçons pas.
- On ne demande pas à un enfant de se dépêcher.
- Il n'est pas possible de comparer 2 enfants du même âge, chacun va à son propre rythme au niveau des acquisitions aussi bien motrices qu'au niveau du langage ...

E- Communication

Les professionnel(le)s communiquent avec les enfants en s'adressant directement à l'enfant en utilisant son prénom (pour qu'il comprenne qu'on va s'adresser à lui), en se mettant à sa hauteur et en le regardant dans les yeux. Elles utilisent le "je" et "tu" (pas "on" et "il") et évitent l'utilisation d'expression du second degré (comme par exemple : « froid de canard », « larmes de crocodile ») que l'enfant n'est pas capable de comprendre. La manière de s'exprimer doit être claire et posée.

-La perception des sons est liée aux mouvements des lèvres de l'interlocuteur et les bébés reproduisent les mouvements de la bouche lors du babillage pour produire les premiers sons.

Les professionnel(le)s intervenant auprès des enfants doivent être le plus précises possibles quand elles s'adressent à un enfant car beaucoup de notions sont encore abstraites pour lui, comme celle du temps. Elles diront par exemple « tu pars après Lucie » et non « tu ne pars pas tout de suite »

Quand un enfant parle avec un autre, nous n'intervenons pas.

Pour communiquer avec un enfant les professionnel(le)s s'approchent de lui et utilisent les mots du langage courant et non le « langage bébé » comme par exemple utilisé blessure et non bobo, utilisé aller se reposer et non aller faire dodo...-parce que l'enfant associe très vite un son à un mot, que s'il ne parle pas, il comprend ce qu'on lui dit et que de cette façon on enrichit son vocabulaire.

Nous utilisons la communication gestuelle associée à la parole dans notre structure depuis septembre 2018. C'est un outil de communication apprécié des équipes et des parents. Les enfants qui s'en saisissent peuvent exprimer leur besoin avant même d'avoir acquis le langage. De plus cet outil de communication favorise une communication à hauteur d'enfant puisqu'il faut faire le geste devant l'enfant pour être certain qu'il l'ait vu.

Nous verbalisons nos actions ainsi que les actions des enfants pour que l'enfant se trouve « baigner » dans un « bain de langage » et associer un mot à une action et par conséquent acquérir du vocabulaire, et pour permettre à l'enfant d'anticiper l'action.

Nous reformulons ce que l'enfant dit ou fait pour être sûr de l'avoir compris. Si nous l'avons compris cela valorise l'enfant et le fait de dire à l'enfant à voix haute ce que nous avons compris contribue à l'enrichissement de son vocabulaire et si nous n'avons pas très bien compris cela incite l'enfant à répéter et donc à améliorer sa prononciation. Il ne faut bien entendu pas faire répéter jusqu'à la perfection l'enfant et s'il n'y arrive pas il faut accepter cet « échec » et valoriser l'enfant en le félicitant (« bravo romain c'est bien d'essayer tu peux être fier de toi »).

Nous décrivons à l'enfant les différents temps de la journée et les actions individuelles (soins, mouchage, changement de couche, ...).

Les professionnel(le)s sont attentives à la communication non verbale de l'enfant.

Chaque agent a conscience qu'un enfant qui fait preuve d'instabilité motrice ou de gestes violents est un enfant qui a besoin d'attention et donc d'être rassuré par la voix ou contenu émotionnellement à l'aide d'un câlin.

Chaque action d'enfant jugé comme inadaptée lui est expliquée en lui indiquant l'effet de son geste sur l'autre enfant (un enfant qui en pousse un autre par ex) mais en aucun cas il est puni ou humilié.

La communication avec les parents est aussi très importante dans notre profession. On accueille un être humain faisant partie d'une famille.

Les temps de transmissions sont importants. On se doit d'être entièrement transparent sur ce qui se passe pour leur enfant à la crèche.

Les transmissions contribuent à un travail de co-éducation en toute confiance.

Le matin, une professionnelle doit se rendre disponible pour accueillir l'enfant et recevoir les informations que le parent veut transmettre.

Au départ de l'enfant il est important de transmettre aux parents ce qu'a fait son enfant dans la journée au niveau des ateliers, de ses expérimentations et jeux, de ses progrès et de toujours terminer par une transmission positive quand il y en a eu une de négative (morsure, chute...). Les connaissances actuelles du fonctionnement du cerveau montrent que plus un enfant vit des choses positives plus il aura confiance en lui et sera lui-même dans la positivité. Il ne faut pas oublier qu'un

enfant imite. Il est donc important qu'en tant que professionnel on puisse toujours apporter un regard positif soi-même sur l'enfant et faire en sorte que le parent parte de la structure avec un regard positif sur son enfant également.

IV- L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE

Cette ouverture à l'art et à la culture se traduit par la proposition quotidienne aux enfants de comptines chantées par les professionnelles ou bien écoutées par le biais d'un poste CD.

Les enfants sont regroupés en petits groupes pour :

- des chansons mimées, marionnettes, comptines
- loto sonore, imagiers, photos, objets à manipuler pour illustrer les chansons : l'enfant peut être acteur de la chanson.
- histoires : être fidèle au texte, livre tourné vers l'enfant, connaître l'histoire avant de la lire aux enfants, créer un climat propice (lieu, installation, moment de la journée), choix du livre (adapté à l'âge de l'enfant), adulte face à l'enfant, livre lu lentement. Durant la durée de la lecture ne pas hésiter à montrer sur les images les objets ou l'action correspondant à ce que nous sommes en train de lire afin d'aider l'enfant à rendre concret ce que nous racontons et ainsi le nourrir de façon cognitive.

En plus des comptines nous pouvons passer des histoires audios pour lesquelles nous avons le livre.

Des livres sont mis à disposition des enfants qu'ils peuvent regarder seuls s'ils le souhaitent ou avec un adulte qui va lui lire l'histoire. Les livres laissés à disposition des enfants sont des histoires qui ont déjà été lues aux enfants et, que par conséquent, ils connaissent.

Des instruments de musique type maracas, castagnettes, triangle, tambourin, xylophone sont régulièrement présentés aux enfants physiquement et auditivement.

La découverte des différentes matières et outils sont un réel plaisir pour les enfants : peinture, pâte à sel, argile, craie, feutres...

Leurs œuvres, individuelles ou collectives sont régulièrement exposées dans la salle de vie à la vue des enfants et de leurs parents. Les enfants aiment montrer aux différents adultes et enfants qu'ils ont créés ou participés à cette œuvre.

V- LES SORTIES EXTERIEURES

La crèche Kiehlmann bénéficie d'un espace extérieur de 675 m² qui est aménagé avec un tourniquet, un toboggan, un jeu ressort et un bateau en bois, avec des chemins, des parties engazonnées et des arbres apportant des zones ombragées.

Afin que chaque enfant puisse avoir accès au jardin et aux jeux proposés, un planning d'utilisation du jardin a été mis en place afin de ne pas avoir 48 enfants en même temps.

La section des grands y a accès les lundi, mercredi et vendredi matin ainsi que les mardi et jeudi après-midi.

La section des moyens y a accès les lundi, mercredi et vendredi après-midi ainsi que les mardi et jeudi matin.

Une activité extérieure doit être proposée tous les jours sauf en cas de fortes pluies, de canicule ou de grand froid.

VI- PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT

A- Les repas

Les plats sont préparés sur place par la cuisinière de la crèche avec le respect de la méthode HACCP et des recommandations du GERCM (Groupe d'études des marchés de restauration collective et nutrition). Nous proposons des menus composés avec 40% de bio et 50% venant de la production locale.

La diversification se fait entre 4 et 6 mois avec les parents. A partir de 6 mois, tous les aliments peuvent être proposés.

Au mois de septembre, deux sortes de purée sont préparées par la cuisinière par rapport à ce que la majorité des parents ont introduits puis au fur et à mesure de l'année, une diversité de proposition s'effectue.

Dans la section des moyens et des grands, afin de laisser le choix aux enfants, chaque adulte est toujours à la même table afin que l'enfant puisse choisir sa place. Pour l'enfant qui n'est pas en capacité de faire ce choix il doit être accompagné par l'adulte.

Les professionnelles proposent à l'enfant de goûter mais en aucun cas n'y obliger ni le priver d'un aliment (pain, dessert) sous prétexte qu'il a peu ou pas mangé.

Dans la section des bébés le repas est un temps d'échange individuel, pour qu'il soit de qualité l'adulte doit être entièrement tourné vers l'enfant. Le biberon est donné systématiquement dans les bras.

Pour favoriser l'acquisition de l'autonomie au moment du repas l'adulte et l'enfant ont chacun une cuillère. L'enfant est libre de toucher à la nourriture avec ses doigts et ce quelle que soit la section.

L'enfant peut se servir seul, ouvrir son yaourt, et cela toujours dans le respect de ce que chaque enfant est en capacité de faire et toujours lui proposer de l'aide.

Les aliments sont présentés dans leurs intégralités à l'enfant avant d'être découpés devant eux.

Avant le repas, dans le cadre de l'accompagnement à l'autonomie nous accompagnons les enfants dans l'acquisition du lavage de leurs mains soit au lavabo soit avec un gant.

Les enfants sont installés sur du mobilier bas, adapté à la taille des enfants (nous l'installons assis à table s'il sait s'asseoir seul au sol)

Pendant le repas, le respect du rythme de chaque enfant est respecté. Les enfants sortent de table au fur et à mesure qu'ils ont terminé le repas. Certains enfants souhaitent avoir de l'entrée au dessert dans leur assiette à compartiment d'autres préfèrent avoir chaque plat tour à tour.

B- Les soins

Le moment de change est un moment de relation privilégiée avec l'enfant. L'adulte s'approche vers l'enfant pour lui signifier par la parole et par le geste qu'il va l'accompagner dans la salle de bains pour effectuer le change. L'adulte signifie cela à l'enfant dans un moment où l'enfant n'est pas en train de jouer.

Il peut arriver qu'un enfant exprime le souhait d'être « changé » par un autre professionnel et ce choix doit être respecté.

Le change est effectué suivant le besoin de l'enfant. Une fois encore l'observation est primordiale.

Dans certains cas, érythème fessier important, mycoses, le change est effectué plus fréquemment afin d'anticiper le non confort ou la douleur de l'enfant.

« La continence est une acquisition qui prend du temps et qui diffère d'un enfant à l'autre » (Christine Schul et Josette Serres, Petite enfance et Neurosciences).

La propreté ne s'apprend pas, elle s'acquiert. On propose à l'enfant d'aller aux toilettes s'il en exprime le besoin.

C- Le sommeil

Le temps de repos est primordial pour chaque enfant ; il permet la récupération physique et mentale. Il est important de connaître les habitudes de sommeil de chaque enfant pour l'accompagner au mieux.

Au sein de la crèche Kiehlmann chaque enfant a un lit adapté à son développement et une place attitrée.

Dans la section des bébés, les enfants ont soit un lit bas avec un contour soit une couchette suivante où ils en sont dans leur développement. Les lits bas sont ergonomiques pour les professionnels(les). Et permettent d'avoir une vue sur l'ensemble des enfants. Nous avons 2 lits hauts à barreaux pour l'évacuation.

Un temps de repos est proposé dès que nécessaire, en fonction des besoins de repos de l'enfant.

Le choix est laissé à l'enfant de se déshabiller durant son temps de repos. Pour les bébés le parent nous indique les habitudes de l'enfant (habillé/déshabillé pour la sieste).

Il est primordial de mettre en place un cadre sécurisant et rassurant dont le professionnel est garant. Il veille au respect des normes de sécurité (enfant couché sur le dos, pas de tour de lit, gigoteuse de taille adapté pour les enfants non marcheurs, pas d'oreiller, pas de petits objets, température du dortoir entre 18 et 19°).

Il est important de respecter le besoin de sommeil qui est différent d'un enfant à l'autre. Pour se faire nous faisons le lever progressif, l'enfant qui souhaite se lever peut le faire et revenir jouer dans la salle quand il le désire. De même, le professionnel ne réveille pas un enfant qui dort, et ce même si c'est l'heure du goûter (qui sera gardé bien évidemment et proposé lorsqu'il se réveille).

D- Place de l'objet transitionnel

Nous proposons aux enfants de venir à la crèche avec son objet transitionnel (doudou) et de repartir avec à domicile s'il en possède un, ce qui n'est pas une obligation.

Donald Winnicott (pédiatre et psychanalyste britannique) dit "l'objet transitionnel fait en quelque sorte interface entre l'enfant et sa mère, permettant un vécu non angoissant de la séparation."

Parce que c'est un objet qui vient de la maison et qui accompagne l'enfant pour le rassurer en créant un lien entre la maison et la crèche en l'absence de ses parents. Que grâce à cet objet transitionnel, l'enfant a près de lui une odeur connue et rassurante d'où l'importance qu'il reparte à la maison tous les soirs pour garder l'odeur de la maison. Si les parents souhaitent que le doudou reste à la crèche nous l'acceptons aussi après leur avoir expliqué l'importance du trajet maison/crèche et crèche/maison.

Les doudous sont en libre accès soit auprès de lui soit rangé dans sa pochette nominative (chaque pochette a une photo de l'enfant) qui se trouve à sa hauteur. L'enfant peut aussi le prendre : dans le jardin, pour un change, au repas, ...

Pour les enfants possédant une tétine, elle est également en libre accès et régulièrement nettoyée.

VII- LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT

Dans notre structure l'adulte doit être : un « adulte jardinier acceptera [...] de laisser faire à l'enfant des expériences variées et inédites, tout en veillant à sa sécurité et en lui servant de tuteur bienveillant dans ses apprentissages » comme le décrit Alison GOPNIK

Le rôle de l'adulte dans les explorations/expérimentations de l'enfant est d'être auprès de l'enfant pour l'accompagner et que l'enfant se sente en sécurité.

Par exemple quand un enfant monte sur une table, l'adulte doit l'observer avant d'intervenir (Un adulte doit intervenir immédiatement si l'enfant se met en danger) puis le féliciter pour ses découvertes.

En cas de danger potentiel l'adulte va accompagner l'enfant dans ses gestes en lui expliquant ou en lui montrant comment descendre de la table en toute sécurité. L'enfant enregistrera alors la façon de faire et imitera à nouveau ce qu'il a appris.

L'adulte doit pouvoir aussi poser un cadre. En cas d'action entraînant un risque de grave danger le « stop » ou le « non » doit être énoncé clairement puis on prend le temps d'expliquer très succinctement à l'enfant le pourquoi. Par exemple un enfant grimant sur un meuble bas pour ensuite tenter de monter sur un radiateur on va dire « stop » pour que l'enfant comprenne immédiatement ce que nous attendons de lui (l'enfant en âge préscolaire ne comprend pas la négation si on lui dit ne grimpe pas sur le radiateur il va comprendre grimpe sur le radiateur) puis on va lui expliquer que c'est dangereux et donc interdit.

L'adulte doit être présent auprès des enfants et jouer avec eux sans pour autant diriger leurs jeux.

Le travail en équipe a une dimension importante en structure d'accueil petite enfance. Les transmissions sont importantes ainsi que la communication dans l'équipe. Par exemple, si un enfant a besoin d'être mouché, c'est la collègue qui se trouve soit debout soit sans enfants auprès d'elle qui va se déplacer moucher l'enfant afin qu'il y ait toujours un adulte au sol.

Les professionnels doivent veiller à ne pas parler au-dessus de la tête des enfants et s'isoler en cas de transmission urgente.

L'adulte se doit d'être disponible pour l'enfant, de répondre aux besoins de l'enfants (pleurs, soif, sommeil et doit mettre des mots sur les émotions ou besoins de l'enfant. L'adulte ne doit minimiser les émotions de l'enfant et ne pas dire « ce n'est pas grave »

Si l'enfant tombe, se blesse, lors de l'endormissement, d'une maladie, d'un chagrin : l'adulte rassure l'enfant, lui parle. Suivant l'âge de l'enfant et son besoin immédiat l'attitude varie (proximité de l'adulte, contact de la main sur lui, câlin sur les genoux, dans les bras, bisous...) ce qui nous montre encore une fois l'importance de l'observation.

L'équipe pluridisciplinaire de la crèche Kiehlmann a une formation de base sur le développement de l'enfant.

Chaque année, des formations tendent à approfondir ces connaissances tant sur les découvertes du fonctionnement du cerveau (neurosciences) que sur les pratiques (libre exploration motrice).

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS

A- L'environnement social

Chiffres clés population/famille Dynamique démographique (INSEE)

La population de la ville d'Auxerre est de 34 451 habitants (au 01/01/2022) avec une baisse qui s'est amorcée dans les années 1990 et qui se poursuit (-4 % entre 2010 et 2018).

La population auxerroise est relativement âgée (29 % de la population a plus de 60 ans).

Le nombre de naissances est en baisse depuis 2011 (384 en 2019).

En 2018, les nouveaux arrivants sur la commune sont âgés de 25 à 54 ans (39 %) mais on note également une part importante de 15/24 ans (32 %). Parmi ces nouveaux habitants, la catégorie socio-professionnelle la plus représentée est celle des employés (19 % en 2018) sachant toutefois que la catégorie « autres » qui recouvre des situations diverses de personnes sans activité professionnelle (élèves, étudiants, personnes au foyer) représente 34 % des arrivants.

La part de la population immigrée s'élève à 12 % et celle de la population étrangère à 9 %.

Typologie des ménages (INSEE)

Les couples avec enfants sont peu présents dans la commune (17 % des ménages) et on note une diminution du nombre de familles avec enfants entre 2008 et 2018 : -12 %.

Les familles ont un nombre d'enfants peu élevé (25% ont 1 seul enfant) ; toutefois 10 % ont 3 enfants et plus.

Les ménages composés d'une seule personne sont très présents (21 % d'hommes seuls et 29 % de femmes seules).

On note une surreprésentation des familles monoparentales (22%).

Données relatives à la petite enfance (données INSEE)

La part des enfants de moins de 3 ans est inférieure à la moyenne française (2,9% contre 3,3%) avec une baisse de 0,8 % entre 2008 et 2018.

60 % des familles icaunaises avec un enfant n'ont qu'un seul parent qui travaille.

La part des 2 ans scolarisés est de 17 %.

Données relatives à l'enfance et à la jeunesse (données INSEE)

La part des 3/17 ans dans la population auxerroise est stable avec 17%.

Les 18/29 ans sont très présents à Auxerre 15 % mais on constate une baisse importante (-18 % entre 2008 et 2018).

Spécificité des quartiers Politique de la ville (données CAF)

La ville d'Auxerre comporte 3 quartiers prioritaires (Brichères Sainte Geneviève, Rosoirs et Rive Droite) ainsi qu'un quartier en veille (Saint Siméon) ce qui pour une ville de cette taille a un impact important.

Ces quartiers ont des caractéristiques souvent spécifiques comparées celles de l'ensemble de la commune :

- Une part de familles avec enfants importante : 39% Rive Droite, 41 % Rosoirs et 48% Brichères Sainte Geneviève ;
- Une part importante d'habitants de moins de 25 ans : 33 % Rive Droite, 39 % Brichères Sainte Geneviève et 41 % Rosoirs ;
- Une part de familles monoparentales qui varie : 15 % Rive Droite, 21 % Brichères Sainte Geneviève et 27 % Rosoirs.
- Part des enfants de 0 à 2 ans : 17 % Rive Droite, 13% Brichères Sainte Geneviève et 20 % Rosoirs

Spécificités du Centre-Ville

On note plusieurs signaux en lien avec une précarisation du Centre-Ville :

- Le quartier Centre-Ville constitue l'un des quartiers de la commune comprenant la part la plus importante des 18 – 24 ans (plus de 10%) traduisant la présence d'une population jeune étudiante ou débutant dans la vie professionnelle et donc fragilisée
- La part de familles monoparentales est également importante dans le Centre-Ville (plus de 20%)
- Des situations de précarité en hausse (le pourcentage de la population du Centre-Ville reçue au CCAS a augmenté

Territoire d'intervention :

S'agissant de l'organisation territoriale, la Ville d'Auxerre a, seule, la compétence petite enfance. A ce jour, il n'est pas prévu que la communauté de l'auxerrois prenne cette compétence. Elle ne figure d'ailleurs pas dans la dernière définition de l'intérêt communautaire délibéré en décembre 2018.

A noter que les établissements auxerrois proposent une priorité d'accès aux habitants d'Auxerre et de la communauté, et que le périmètre de la communauté d'agglomération s'est agrandi ces dernières années (29 communes à ce jour). Mais dans le même temps l'offre d'accueil s'est développée dans l'auxerrois et alentours (Monéteau, Saint-Georges, Chevannes, Gurgy...).

Les besoins des familles se sont exprimés différemment depuis la mise en place de la PSU (paiement à l'heure par les familles) et des RTT (changement de rythme des familles). D'une façon générale, les familles expriment au moment de la pré-inscription puis de l'inscription de gros besoins de garde et ceux-ci se réduisent considérablement lorsqu'il s'agit de contractualiser. De plus en plus de familles modifient aussi leurs besoins en cours d'année et il faut tenir compte de l'aide familiale non-prévue certains jours de la semaine. Entre cette aide, les jours de RTT et le temps non-complet du mercredi, les lundis, mercredis et vendredis peuvent être des journées difficiles à remplir (et encore plus sur certains créneaux horaires).

On relève régulièrement des demandes de « dépannage » pour des formations professionnelles dont les bénéficiaires sont prévenus tardivement. Beaucoup de familles expriment aussi un besoin de garde très peu de temps avant la fin du congé de maternité.

Environnement socio-économique :

Des Auxerrois avec un profil socio-professionnel varié :

- Une légère surreprésentation d'ouvriers dans la commune : 13 % contre 12 % en France
- Une part de la population de la CSP « Autres », souvent plus précaire, bien présente : 18 % contre 15 % dans la CA
- Comme dans la CA et en France, environ un quart de la population relève de la CSP « employés »

Des Auxerrois avec des niveaux de diplôme contrastés :

- Une population non diplômée ou diplômée uniquement du BEPC très présente dans la ville : 32 %
- Une part de la population diplômée de l'enseignement supérieur néanmoins plus élevée que dans le département (27 % à Auxerre, 21 % dans le département)
- Une population diplômée de plus en plus présente à Auxerre : + 11 % de diplômés de l'enseignement supérieur entre 2008 et 2018

Une insertion socio-professionnelle qui semble difficile :

- Un taux d'activité des 15-64 ans peu élevé : 71 % contre 74 dans l'Yonne et en France
- Un taux de chômage particulièrement fort : 17 % à Auxerre contre 13 % dans la CA et en France

- Des emplois plus précaires qu'ailleurs : des actifs en CDI ou dans la Fonction Publique, c'est-à-dire en emploi stable, moins représentés à Auxerre (72 % des actifs contre 74 % dans la CA de l'Auxerrois), une part élevée de personnes en CDD (39 %)
- Une ville qui accueille de nombreux emplois sur son territoire : 0,50 actif occupé pour un emploi sur le territoire, soit un nombre d'emplois plus élevé que le nombre d'actifs
- Des emplois présents relevant notamment de la CSP Employés (8 079 emplois), Professions Intermédiaires (7 750 emplois)
- Une part très élevée d'actifs travaillant à Auxerre-même : 71 %, un chiffre largement supérieur aux autres territoires (1/3 des actifs en France seulement travaillent dans leur commune de résidence)

Enquête à la population :

Dans le cadre du diagnostic social partagé réalisé entre janvier et avril 2022, 152 parents avec des enfants à charge de moins de 3 ans se sont exprimés sur les modes d'accueil petite enfance :

Des répondants qui privilégient les modes d'accueil collectifs :

- 46% indiquent un multi-accueil comme mode de garde principal
- 30% indiquent leur entourage et/ou leur famille
- 18% seulement indiquent faire appel à un assistant maternel

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde actuel est le premier choix et dont ils sont satisfaits :

- Sur 135 répondants, 82% indiquent que leur mode de garde actuel est leur premier choix
- Sur les 18% répondants dont le mode de garde actuel n'est pas le premier choix, le premier choix était en grande majorité celui de l'accueil collectif en crèche

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde correspond à leurs besoins :

- 85% indiquent que leur mode de garde correspond à leurs besoins
- Parmi les répondants estimant que leur mode de garde actuel ne correspond pas à leurs besoins, 28 répondants ont précisé la raison : 43% d'entre eux identifient les horaires d'ouverture des structures d'accueil, 43% indiquent des raisons financières et 32% indiquent d'autres raisons, principalement des parents souhaitant que leur enfant soit accueilli de manière plus régulière à la crèche et non pas de manière occasionnelle

Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle :

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l'individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d'instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l'enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l'enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n'est pas qu'une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à tous, les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

B- Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l'individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d'instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l'enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l'enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n'est pas qu'une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à toutes les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

C- Les partenaires locaux

La crèche Kiehlmann est l'un des 4 établissements municipaux d'accueil du jeune enfant, et l'un des 10 établissements d'accueil collectif. Il travaille en partenariat étroit avec les autres structures municipales grâce à l'appartenance à un même service (liste d'attente commune, règlement de fonctionnement commun, partage de connaissances et compétences, réflexions communes).

Au cas par cas des liens existent avec les acteurs du Conseil départemental (PMI en particulier) et des structures médico-sociales de prise en charge de l'enfant (CAMPS)

Un partenariat existe avec d'autres services de la ville comme un temps d'accueil à la bibliothèque municipale et avec le service vie sportive avec l'intervention d'une éducatrice sportive une fois par semaine. Elle intervient dans une section différente chaque semaine.

D-Participation des familles

○ Accompagnement à la parentalité

Les familles sont invitées à participer à une réunion de « pré rentrée » au mois de juin au sein de la structure avant l'inscription pour septembre. Pendant cette réunion, le projet pédagogique et l'organisation générale de la structure sont présentés. Les parents visitent la crèche et les directrices répondent à leurs questions. Un rendez-vous individuel d'une durée minimum d'une heure est fixé afin d'établir le dossier administratif et échanger avec eux quant au fonctionnement de la crèche. C'est un moment primordial pour répondre aux questionnements et interrogations diverses des parents de l'enfant qui va être accueilli.

Des ateliers parents/enfants sont proposés pour la fête des mères/fêtes des pères (propositions de lectures, ateliers cuisine, ateliers jardinage, parcours sensoriels...),

Des réunions courant l'automne sont organisées afin de faire un point sur les premiers mois de leurs enfants au sein de la structure et revenir notamment sur la période de familiarisation de leurs enfants. A cette occasion un diaporamas photos est projeté nous permettant d'expliquer les moments forts d'une journée et les raisons de nos actions. Ces temps décharges permettent aux parents de faire connaissance avec les autres parents, de poser des questions aux professionnel(le)s, de discuter avec les autres parents....

Une autre réunion est organisée au printemps afin de parler de l'évolution de leurs enfants avec à nouveau un diaporama photo et de parler du passage de leur enfant dans la section suivante.

Des cafés des parents sont proposés tout au long de l'année.

Des expositions, empruntés au REAAP (Réseaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents) tels que "Ecran et santé" et "Ecran et parentalité" et des « limites pour grandir » sont organisés afin d'avoir un support pour lancer les échanges sur ces sujets ou autres.

Une bibliothèque est mise à disposition des parents qui peuvent emprunter des livres aussi bien pour eux que pour leurs enfants.

Une fête annuelle de la crèche où différents ateliers encadrés par les professionnels leur sont proposés, semaine de la petite enfance, quinzaine de la parentalité...

Les membres de l'équipe sont présents sur ces temps, ce qui permet des échanges différents de ceux du quotidien avec les parents.

A chaque réunion, nous rappelons aux parents que mon bureau est toujours ouvert, que les professionnel(le) sont là pour les enfants et aussi pour les parents, qu'il n'y a aucune question bête et qu'au moindre questionnement ils doivent nous en faire part car nous avons souvent les explications permettant de les rassurer.

II- Mode et moyen de communication avec les familles

Affichages au sein de chaque section d'informations telles que horaires du personnel, activité du jour, documentations à destination des parents.

- Communication par mails pour les diverses informations concernant le dossier administratif, les plannings mais également les invitations pour les ateliers, organisation de réunions etc...
- RDV individuel avec la directrice mais également en présence d'un agent de la structure si le besoin s'en fait sentir
- Utilisation de l'outil framadata afin d'intégrer les parents dans la décision de la date de réunions. Quand nous utilisons cet outil, il y a souvent plus de parents présents.

III- Démarches en faveur du développement durable

Nous avons mis en place un composteur qui est actuellement en fermentation. Le but est de s'en servir pour les carrés potagers qui doivent être installés à la place du bac à sable et de pouvoir en distribuer aux parents usagers de la crèche. Les enfants de la section des grands emmènent, avec un adulte, les épluchures au composteur, des explications leurs sont donnés afin de leur expliquer l'intérêt.

Des jeux faits avec du matériel de récupération sont construits.

Nous récupérons les stylos usagers puis les emmenons dans le container d'une grande surface prévu à cet effet.

La communication par mail permet de diminuer l'utilisation de papier.

Les couches et les savons sont bio.

Les produits d'entretien sont également bio.

Pour l'alimentation, 40% des produits sont bio et 50% vient de la production locale.

LE PROJET D'ETABLISSEMENT PETITE CRECHE DU PONT



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p 1
NOS ENGAGEMENTS POUR L'ENFANT	p 3

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSÉES	p 4
A- Accueil régulier	p 4
• Accueil au forfait	p 4
• Accueil au prévisionnel	p 4
B- Accueil occasionnel	p 5
C- Accueil d'urgence	p 5
II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION	p 6
III- LES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES MOBILISÉES	p 7
A - Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire	p 7
B - Description des compétences professionnelles mobilisées	p 9
C - Analyse des pratiques professionnelles	p 12
D - Réunions d'équipe et journées pédagogiques	p 13
E - Transmissions en équipe	p 14
F - Prévention des risques professionnels	p 15
G - Remise à jour des connaissances et formation,	p 16
H - La place des écrans dans la pratique professionnelle	p 18

LE PROJET ÉDUCATIF

I-	L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE	p 19
	A - Les 1 ^{ères} rencontres	p 19
	B - L'accompagnement du lien	p 20
II-	L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE	p 21
III-	L'EVEIL	p 23
	A - Grandes lignes pédagogiques	p 23
	B - Le jeu	p 26
	C - L'activité libre	p 27
	D - Chaque enfant se développe à son propre rythme	p 28
	E - Communication	p 28
IV-	L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE	p 29
V-	LES SORTIES EXTERIEURES	p 30
	A - Sorties extérieures dans la structure	p 30
	B - Sorties extérieures hors de la structure	p 31
VI-	PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT	p 31
	A - Les repas	p 31
	B - Les soins	p 32
	C - Le sommeil	p 32
	D - Place de l'objet transitionnel	p 33
VII-	LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT	p 35

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS	p 34
A - L'environnement social	p 34
B - Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle	p 38
C - Les partenaires locaux	p 39
D - Participations des familles	p 39
• Accompagnement à la parentalité	p 39
II- MODE ET MOYEN DE COMMUNICATION AVEC LES FAMILLES	p 40
III- DEMARCHES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE	p40

INTRODUCTION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Nos engagements pour l'enfant se mobilisent à partir de la charte nationale d'accueil du jeune enfant. Cette dernière établit les principes applicables à l'**accueil du jeune enfant**, quel que soit le mode d'**accueil**, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

Nous avons souhaité travailler sur les droits des enfants à la crèche.

Notre travail a consisté en amont à mener une réflexion autour de chacun des 10 grands engagements de la charte pour donner à voir notre vision et nos valeurs.

1- <<Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille>>.

La neutralité est au cœur de nos valeurs d'accueil puisque nous souhaitons avoir l'approche la plus humaniste possible pour réduire à maxima les inégalités, en nous adaptant à tous les modèles familiaux existants, et professionnaliser nos comportements et notre posture pour tendre à l'exigence d'un même accueil, une même place, les mêmes chances.

2- <<J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.>>

La mise à disposition des jeux dans un aménagement des espaces pensé dans l'intérêt développemental de l'enfant nous permet de lui offrir un terrain d'expérimentations riche et qui développe son potentiel.

Nous exigeons de nos équipes des réponses systématiques aux besoins exprimés, afin de développer la confiance en soi. Nous acceptons le refus de l'enfant, la répétition, l'erreur et surtout respectons les choix de l'enfant quand ils sont bien sûr dans son intérêt

3- <<Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.>>

Les parents restent les premiers éducateurs et nous œuvrons pour une co-éducation dynamique en rendant lisible, compréhensible nos projets pédagogiques et en autorisant toutes les familles à entrer voir ce qui se passe dans nos crèches.

4- <<Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.>>

Toutes les paroles adressées aux enfants sont empathiques et valorisantes afin de favoriser l'estime de soi.

La qualité de l'interaction adulte/ enfant est notre priorité.

5- <<Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.>>

Nous voulons réduire chaque jour les inégalités face aux apprentissages en mettant à disposition des enfants et de leur famille toutes les informations nécessaires à son bon développement.

C'est en partageant des choses simples et reproductibles que cela sera possible dans la récurrence.

6- <<Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.>>

Les sens constamment en éveil la nature est notre alliée dans l'accompagnement de l'enfant et très présente dans nos pratiques professionnelles.

Nous faisons entrer la nature à la crèche et transportons la crèche dans le jardin.

7- <<Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.>>

Nous multiplions les propositions faites aux enfants pour multiplier les possibilités et laissons le maximum de matériel à disposition de tous les enfants.

8- <<J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.>>

L'ambiance est un facteur important d'épanouissement pour l'enfant. Nous avons à cœur de mettre à sa disposition des beaux objets, des œuvres d'art, de la diversité, de la quantité pour que chacun trouve ce dont il a besoin pour construire son esthétisme.

9- <<Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.>>

Nos directrices sont sur le terrain afin de partager le quotidien des professionnels, montrer par l'exemple, soutenir et évaluer les besoins.

Nous sommes attentifs à déployer une ambiance conviviale où il fait bon vivre

10-<<J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.>>

Nos équipes sont informées des attentes et de l'exigence vis-à-vis des enfants et s'investissent en connaissance de cause.

En accord avec le projet, il est alors plus facile de coconstruire pour mener à bien notre mission et répondre à l'exigence de la responsabilité engagée.

Nos engagements pour l'enfant :

Être libre de circuler et de bouger car c'est comme ça que mon cerveau apprend

Être libre de jouer sans que l'adulte ne m'explique comment faire

Être libre de déplacer, combiner et mélanger tous les jeux

Être pris dans les bras quand je pleure

Être aidé tout au long de la journée et pour tout car je suis dépendant

Être entendu et compris dans mes émotions et dans mon incapacité à les gérer seul

M'aider à m'apaiser car je ne peux me calmer seul

Ne pas me demander d'attendre, de partager, de comprendre, de réfléchir car je n'en suis pas encore capable

Ne pas dire de moi que je suis agressif, capricieux car je ne peux pas être doté de ses intentions à mon âge

Comprendre que je ne peux m'intéresser qu'à moi-même car je suis dépendant et que je ne suis pas encore prêt à me socialiser

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSEES

A- Accueil régulier

L'accueil est dit régulier dès lors que les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Il concerne ainsi tous les enfants fréquentant l'établissement au moins une fois par semaine.

2 types d'accueil sont proposés :

- **L'ACCUEIL AU FORFAIT**

Cet accueil est adapté aux familles dont les besoins d'accueil sont relativement fixes, et permet la réservation de plages horaires se renouvelant de manière régulière sur une période d'un an.

Pour faciliter la prise des congés, les contrats sont établis uniquement sur les jours hors vacances scolaires.

15 jours avant le début de ces dernières, les familles devront réserver les jours de présence dont ils ont besoins (Ces jours seront facturés en sus au tarif du contrat de la famille).

Il est formalisé par un contrat d'accueil signé, établi par la directrice sur la base des besoins exprimés en jours et horaires par la famille, après une période d'adaptation et une période « d'essai » (permettant aux parents d'ajuster les horaires du contrat). Ce contrat débute donc dans le mois qui suit l'arrivée de l'enfant dans la structure.

- **L'ACCUEIL AU PREVISIONNEL**

L'accueil au prévisionnel est adapté aux familles dont les besoins d'accueil varient d'une semaine à l'autre ou d'un mois à l'autre. Il permet une réservation à l'avance des plages horaires, mais cette réservation doit être validée au cas par cas par la direction de l'établissement, en fonction des places disponibles. L'accueil de l'enfant n'étant pas toujours possible faute de place, plus la réservation est effectuée tôt, plus elle a de chance d'être acceptée. Il est donc demandé aux parents d'anticiper autant que possible.

Dans tous les cas, un planning de réservation doit être formalisé. Il constitue la base de la facturation.

B- Accueil occasionnel

L'accueil occasionnel correspond à un accueil ponctuel ou exceptionnel. L'enfant est inscrit dans un seul établissement à la demande des parents.

L'accueil ne peut être possible qu'en cas de place disponible :

- par anticipation, au moins 24h à l'avance
- le jour même sur proposition de la directrice ou le service petite enfance.

Les parents peuvent également faire la demande par téléphone auprès du service petite enfance.

C- Accueil d'urgence

Dans certaines situations, un accueil d'urgence est possible pour des motifs liés à la rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès...), la rupture du mode de garde (hospitalisation de l'assistante maternelle...), ou à des impératifs non prévus à l'avance d'insertion professionnelle (entretien d'embauche, proposition de formation immédiate...).

L'accueil est dit d'urgence lorsqu'il n'a pas pu être anticipé, même quelques jours à l'avance.

L'appréciation de la situation relève des directrices de structure, qui évaluent par ailleurs la possibilité d'accueillir l'enfant au regard des places disponibles.

Lorsqu'elle ne peut être anticipée, l'admission de l'enfant pourra être facilitée en termes de conditions sanitaires (vaccinations et certificat médical) et de justificatifs administratifs, mais dès la première heure d'accueil le parent devra présenter sa carte d'identité et si possible les documents attestant de l'autorité parentale. La situation devra ensuite être régularisée dans les meilleurs délais, en particulier en cas d'accueil supérieur à 3 jours.

II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION

Être un professionnel c'est agir selon ses missions et non selon ses points de vue personnels.

Avant toute chose, l'enfant ne doit pas s'adapter à l'adulte c'est l'adulte qui doit s'adapter à l'enfant.

Être professionnel c'est être responsable d'un enfant, c'est veiller avant tout à sa sécurité physique, physiologique et affective.

Pour cela une observation accrue est nécessaire tout au long de la journée pour percevoir les besoins de l'enfant et y répondre au plus juste.

Être responsable d'un enfant ou plusieurs c'est adapter sa posture, à hauteur de l'enfant, son langage tant dans l'intonation et la hauteur de la voix que dans le choix des mots et vos gestes.

Il est important de ritualiser les moments partagés avec l'enfant pour lui permettre de trouver le cadre sécurisant nécessaire à son bien être individuel.

Notre rôle consiste donc à aborder l'enfant avec une attitude positive et en ayant le souci de bien faire pour lui.

Nous allons suivre un enfant dans son développement et ses acquisitions, nous allons prendre soin de lui, c'est donc le prévenir de ce qui va se passer, lui parler d'une voix douce et posée, lui sourire, lui expliquer ce qui arrive, prendre son temps.

Nous allons être bienveillant et respecter son rythme et ses besoins d'enfant dépendant et en construction.

Nous allons l'aider à s'épanouir en étant un enfant souriant, heureux de jouer.

Nous allons l'accueillir tel qu'il est.

Nous nous faisons une priorité de faire grandir chaque enfant en l'accompagnant à son rythme avec le souci d'une prise en charge adaptée et pertinente

Cette démarche nous la mettons en place de manière spécifique pour les enfants porteurs de handicap. Selon la nature et le degré de handicap, l'accompagnement proposé et le soutien seront différents.

Ce qui compte c'est que tous les acteurs soient mobilisés autour de cet accueil et que chacun participe à animer le meilleur dispositif possible pour cet enfant que l'on accueille.

En tout premier plan, l'accord de l'équipe institutionnelle est incontournable car l'enfant doit être porté par l'ensemble d'une équipe. C'est la capacité de l'accueil qui conditionnera la qualité de celui-ci.

Intégrer un enfant handicapé sous-tend donc l'idée d'un partenariat et d'une responsabilité partagée avec la PMI (dans le cadre de PAI) et avec des intervenants extérieurs tels que le Centre Médico-Psychologique (CMP), le SSESSAD, les écoles spécialisées et le CAMPS etc.

Ce travail en équipe élargie va nous permettre d'élaborer non seulement un projet d'accueil individualisé pour l'enfant et sa famille mais aussi de construire des savoirs être, savoirs faire professionnels mutualisés.

III- LES COMPETENCES PROFESSIONNELLES MOBILISEES

A- Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire

L'équipe de la crèche accompagne l'enfant dans son acquisition progressive de l'autonomie dans un climat affectueux, sécurisant, stimulant et esthétique, au sens étymologique du terme : explorer le monde à l'aide des sens avec émotion, intelligence et sensibilité.

Les professionnels ouvrent des espaces de liberté à l'enfant et lui donnent ainsi la possibilité d'agir, de penser et de s'exprimer selon son choix.

Ils mettent en place des moyens pour limiter les obstacles à l'expression de cette liberté. L'enfant ne devient pas autonome brusquement. Les professionnels vont donc élargir l'espace et le domaine de liberté à mesure que l'enfant développe ses capacités d'autonomie. Ainsi les professionnels accompagnent chaque enfant dans son développement et ses acquisitions vers l'autonomie par l'expression de sa liberté individuelle.

Être une équipe signifie faire ensemble autour d'un projet commun, et pour cela il faut avoir connaissance du fonctionnement de l'institution et adhérer au projet, mais aussi savoir travailler en équipe et avec tous les membres de l'équipe

Pour rester une équipe il faut construire ensemble, c'est-à-dire que chacun des membres doit échanger ses propres observations (des enfants, des temps de vie quotidienne, et outils pédagogiques) et ses pratiques.

Ce qui compte c'est la mise en commun et pour cela il faut :

- Prendre connaissance du projet, le maîtriser, se l'approprier individuellement puis en équipe.
- Prendre conscience des limites de ce que l'on peut ou non réaliser seul ou avec les autres,
- Être disponible, à l'écoute et soutenir les projets des uns et des autres
- Soutenir/ou ne pas contredire les propos de ses collègues devant les enfants et les parents
- Se questionner pour avancer et améliorer les pratiques professionnelles
- La participation et l'investissement de tous pour porter le projet institutionnel,

- Échanger des observations à propos des enfants pour retransmettre des informations similaires aux parents
- Noter chaque jour les moments partagés avec les enfants sur le panneau
- Ne pas discuter au-dessus de la tête des enfants si cela ne concerne pas directement l'enfant dont on s'occupe (soins, repas, sommeil, état de l'enfant, tout ce qui concerne son développement et son bien-être)
- Prendre connaissance des transmissions à son arrivée, transmettre les informations nécessaires à ses collègues avant de partir en pause ; et se renseigner des transmissions à son retour de pause
- Avoir la possibilité d'apprendre et d'évoluer professionnellement
- Que chacun soit responsabilisé pour prendre conscience et réaliser la part de travail de l'autre, chacun étant indispensable pour l'aboutissement du travail d'équipe

B- Description des compétences professionnelles mobilisées

❖ Missions de la directrice :

Poste à temps plein

50% de temps administratif/ 50% de temps auprès des enfants

Elle est garante du respect du cadre règlementaire. Elle est responsable de la gestion pédagogique, éducative, logistique, administrative et financière de la structure.

Elle accueille et accompagne les familles, veille à la sécurité, la santé et au bon développement des enfants accueillis.

Elle est garante de la qualité de la prise en charge des enfants et de leurs parents en entretenant des relations de qualités.

Elle encadre et organise le temps de travail d'une équipe pluridisciplinaire.

Elle est responsable de la mise en œuvre et en application du projet éducatif.

La continuité de direction :

La continuité de direction est organisée au sein même de la structure par la directrice.

La directrice a formé l'ensemble de son équipe afin qu'elle puisse être un relais efficace et que tout le monde ait le même niveau d'informations.

Un cahier de continuité est donné au professionnel nommé pour cette mission afin que tout événement ou transmissions importantes y soient notés.

L'agent de continuité suit le protocole médical et peut se référer au référent santé inclusion pour toute question.

Les numéros d'urgences et d'astreinte technique sont à sa disposition en cas de besoin.

❖ Missions de chaque catégorie de professions

- **L'Éducatrice de Jeunes Enfants (EJE) :**

Il y a une EJE temps plein au sein de la petite crèche du Pont.

Elle assure le confort, les soins, la sécurité et l'éveil des enfants accueillis. Elle veille à leur épanouissement et à leur intégration sociale.

Elle organise les activités adaptées au développement des enfants et veille au respect du projet pédagogique. Elle met en place et définit un planning d'activités. Elle crée les conditions nécessaires au bien-être et à la sécurité des enfants, participe et réfléchit à l'aménagement de l'espace et au matériel nécessaire. Elle organise différents évènements tout au long de l'année (fêtes, café des parents, ateliers parents-enfants).

Elle soutient les parents dans leur rôle éducatif et établit avec eux une relation basée sur la confiance et le respect.

Elle prend la continuité de direction en l'absence de la directrice.

- **Les CAP AEPE (accompagnement éducatif) ou auxiliaires petite enfance (AP):**

Elles sont au nombre de deux au sein de la petite crèche du Pont.

Elles assurent le confort, les soins, l'alimentation, la sécurité et l'éveil des enfants accueillis. Elles veillent à leur bien-être et identifient les besoins physiques, moteurs et affectifs des enfants.

Elles proposent et accompagnent les enfants dans les activités préparées en amont avec l'EJE.

Elles ont également pour mission d'être à l'écoute des parents, dans le respect et la bienveillance.

La directrice les responsabilise sur la gestion des stocks de matériels (couches, cotons, ...) et des produits d'entretiens, ainsi que sur la commande hebdomadaire des goûters afin d'effectuer la commande en fonction des besoins chaque lundi.

La continuité de direction leur est donnée en cas d'absence de la directrice et de l'EJE.

- Un agent d'entretien :

Il a pour mission l'entretien et l'hygiène des locaux de la petite crèche du Pont chaque jour après la fermeture de la structure durant 1h30.

❖ Le référent santé inclusion

Le référent santé doit informer, sensibiliser et conseiller la direction et l'équipe en matière de santé du jeune enfant et d'inclusion des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique, afin de fournir à ces derniers un accueil individualisé et un accompagnement spécifique.

Il doit être titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou être un médecin possédant une spécialisation, une qualification ou une expérience en matière de santé du jeune enfant ou encore un infirmier disposant d'un diplôme universitaire ou interuniversitaire en matière de santé du jeune enfant ou d'une expérience minimale de trois ans notamment au sein de crèches

A noter qu'il travaille en lien étroit avec les professionnels des services de protection maternelle et infantile (PMI) et tous les acteurs locaux en matière de santé et handicap.

Ce référent aide à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins. Il contribue également au repérage de ceux en danger et accompagne l'équipe dans le projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant en accord avec la famille. Il doit aussi assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels, portant par exemple sur la nutrition, les activités physiques, le sommeil, l'exposition aux écrans et la santé environnementale.

Sur nos crèches une infirmière puéricultrice qui intervient 30h par an réparties en 4h minimum par trimestre, pour de la formation, rencontre des familles et suivi des enfants nécessitant une prise en charge particulière.

❖ Organisation d'accueil des stagiaires

Les demandes de stages sont réceptionnées par le service petite enfance de la ville d'AUXERRE. Nous avons un dossier partagé sur lequel nos places disponibles pour l'accueil des stagiaires est noté. L'assistante petite enfance appelle la directrice de la structure qui peut accueillir le ou la stagiaire et lui fait parvenir le CV. Elle se charge de prévenir les stagiaires que nous ne pouvons pas accueillir.

La directrice prend ensuite contact avec la stagiaire afin de prendre rdv pour compléter la convention et prendre connaissance des objectifs de stage.

Il y a un délai d'environ 3 semaines maximum pour que la convention soit signée par un élu.

En général la stagiaire effectue sa période de stage dans une seule section afin d'avoir le temps de connaître les enfants et de bien comprendre l'organisation et le fonctionnement d'une section et de voir évoluer les enfants sur plusieurs semaines.

C- Analyse des pratiques professionnelles

Une réunion de 2h d'analyse des pratiques professionnelles est organisée chaque mois avec la psychologue. Elle intervient auprès de l'équipe pour assurer un accompagnement et une analyse de leur pratique professionnelle.

A chaque fin de réunion, une situation à observer ou l'observation d'un enfant en particulier, ou les deux, est décidée afin de pouvoir arriver avec des observations pour la réunion d'analyse des pratiques professionnelles suivante.

Ces réunions d'équipe vont permettre d'entraîner l'équipe, de les stimuler car chacun peut s'exprimer sans être bridé ou jugé.

C'est un lieu pour insuffler de la motivation et faire circuler la parole. Une équipe participative et responsabilisée sur les sujets est une équipe qui sera stimulée et aura envie d'avancer

L'objectif de cette réunion est avant tout la prévention sur les pratiques professionnelles :

L'objectif est d'accompagner les équipes pour comprendre et accepter les différentes phases de développement du jeune enfant et réadapter les pratiques et venir éclairer les pratiques avec un autre regard,

C'est un espace de parole et de soutien aux professionnels et de co-construction.

L'avis de la psychologue est consultatif et dans un souci d'inscription dans le projet de la structure.

La présence de la directrice en réunion est importante afin de valider ou pas les propositions faites suite aux hypothèses énoncées et aux avis donnés.

La réunion peut avoir lieu sans la présence de la directrice afin d'offrir un espace de parole et de réflexion sans risque d'évaluation

D- Réunions d'équipe et journées pédagogiques :

- **Réunion pédagogique**, 1 fois par semaine le mercredi :

Cette réunion est menée par l'EJE.

Ce temps d'échanges en équipe permet de faire un point sur la semaine écoulée concernant les activités proposées et la réaction du groupe d'enfants au regard de ces ateliers ou de l'aménagement de l'espace.

Elle permet de préparer le planning d'activités de la semaine à venir, en tenant compte des activités proposées par des prestataires extérieurs au sein de la petite crèche du Pont ou de nos déplacements (à la bibliothèque municipale par exemple).

Nous échangeons également sur les créations à venir, l'évolution des différentes décorations en lien avec le thème annuel, ...

Cette réunion se fait après les pauses du personnel, pendant le temps de repos des enfants, en début d'après-midi. Elle dure 30 minutes environ.

- **Réunion d'équipe**, 1 fois par trimestre après la fermeture de la structure :

Cette réunion est menée par la directrice.

Elle permet de transmettre des informations à l'équipe de manière simultanée, de reprendre des points importants, de faire un point ou développer des projets, d'échanger sur des problématiques, d'approfondir nos connaissances ou faire évoluer nos pratiques.

Cette réunion est l'occasion d'un temps de partage et d'échanges.

Un ordre du jour est donné en amont de la réunion afin de faire connaître aux agents les points qui seront abordés, les professionnels peuvent faire part en amont à la directrice des points qu'ils souhaitent aborder.

Un compte rendu est imprimé et mis à disposition au sein de la structure après la réunion.

- **Journées pédagogiques :**

Ces journées sont des temps de partage et de réflexions autour des pratiques pédagogiques mises en place ou à développer.

Durant ces 2 journées, nous n'accueillons pas les enfants au sein de la petite crèche mais l'équipe complète est présente afin de réfléchir, améliorer ou développer des pratiques pédagogiques dans

le but qu'elles soient les mieux adaptées au développement des enfants en suivant le projet éducatif qui définit nos pratiques.

Deux journées pédagogiques par an sont organisées :

- ❖ Une, la veille de la fermeture estivale ou le jour de la réouverture.

Elle permet de préparer la rentrée, échanger sur le nouveau groupe d'enfants, réaménager l'espace, réfléchir sur le projet annuel, redéfinir les différentes missions de chacun des membres de l'équipe pour l'année à venir, de réfléchir sur les pratiques pédagogiques.

- ❖ Une en cours d'année, journée consacrée à la formation de l'équipe, approfondissements des connaissances et des besoins. Le thème de cette formation est défini en fonction des besoins communs de l'équipe.

- **Une journée séminaire Petite Enfance** : journée de formation à destination de tous les membres du personnel de la petite enfance

E- Transmissions en équipe

- Cahiers :

Un cahier de transmissions à destination des enfants : nous notons les informations concernant l'enfant dès son accueil et tout au long de la journée (activités que l'enfant a faites, ce qu'il a aimé ou non, le comportement, certaines réflexions qu'il a pu faire, les soins prodigués...) afin de faire un retour précis de la journée écoulée au parent.

Un autre cahier est mis à disposition afin d'y annoter toutes les informations importantes à destination du personnel de la structure comme par exemple le contenu d'un appel téléphonique, des informations données par un parent ne concernant pas nécessairement l'enfant mais que l'équipe doit savoir, une visite, la date et heure d'un RDV, ...

- Tableau d'affichage :

Les plannings du personnel y sont mis chaque semaine ainsi que les documents à destination de l'équipe

F- Prévention des risques professionnels :

DOCUMENT UNIQUE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

L'Organisation Internationale du Travail place la santé des travailleurs au cœur de ses préoccupations.

Cette Directive a été transposée en droit français par la loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 qui crée les articles L.230-1 et suivants du code du travail¹. Elle impose aux entreprises une « évaluation exhaustive des risques à traiter auxquels les travailleurs sont exposés ». Le décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 impose aux entreprises de conserver les résultats de cette évaluation et fixe les modalités de sa transmission ou de sa mise à disposition.

Ce document est conservé sous le nom de Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels.

Les objectifs du document unique d'évaluation des risques professionnels sont de

- Protéger la santé et la sécurité des travailleurs,
- Assurer de bonnes conditions de travail,
- Favoriser le dialogue social,
- Répondre aux obligations légales.

Afin de se mettre en conformité avec la loi, la Ville d'Auxerre a confié l'élaboration du document unique à la Direction de l'Hygiène et de la Gestion des Risques qui, au sein des services municipaux, a notamment pour mission de veiller à la santé et à la sécurité des agents.

Il convient de rappeler ici que le document unique ne concerne que les risques auxquels sont exposés les agents du fait de leurs activités.

S'occuper des jeunes enfants est passionnant, utile mais source de fatigue et de tensions. Les professionnels s'impliquent dans leur travail avec leur sensibilité et leur corps ce qui peut les fragiliser et engendrer épuisements et souffrances professionnelles.

La crèche est un lieu de vie où se croisent des tout-petits et des adultes.

L'environnement de travail comprend du mobilier adapté aux enfants avec pour objectif leur confort et leur sécurité physique. Pendant longtemps les besoins physiques des adultes n'ont pas été pris en compte.

Le port des E.P.I est une consigne de sécurité qui doit être respectée par les agents. Son non-respect est constitutif d'une faute qui peut justifier une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement de l'agent.

Les régimes de responsabilité en cas d'accident du travail ou de maladies professionnelles : L'élaboration du document unique est aussi l'occasion d'effectuer un rappel des régimes de responsabilité et d'indemnisation des victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Quelques conseils simples à mettre en œuvre et source de soulagement et prévention des TMS comme l'utilisation de matériel adapté pour les adultes et l'aménagement de l'espace.

· Le plan de change : ce poste de travail nécessite beaucoup de contraintes rachidiennes et articulaires. Il n'existe pas de poste de change idéal sur le marché ! Il faut prendre en compte :

- Le point d'eau accessible sans avoir ni à ne se contorsionner ni à s'écarter du bébé
- La largeur du plan de change, pouvoir changer dans les 2 sens (de face et de côté selon l'âge de l'enfant)
- La hauteur du plan de change. C'est une vraie question car tous les agents qui travaillent en crèche n'ont pas la même taille
- Pour les grands prévoir un escalier pour monter sur le plan
- L'accès au matériel pour le change à portée de mains

Autres recommandations dans les gestes du quotidien :

La forme physique et l'activité sportive des agents en dehors du travail sont essentielles.

Chaque jour :

- Plier les genoux pour se baisser
- Utiliser le mobilier adapté à disposition
- Adapter le rangement des lieux, armoires, étagères en mettant à la bonne hauteur ce qu'on utilise le plus etc...
- Utiliser les aides à la manutention lorsqu'elles existent : ex. chariot, etc....
- Porter les enfants => moment aussi très important toujours penser à porter la charge le plus près du corps et pas les bras tendus
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied plus près du corps et pas les bras tendus
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied

G- Remise à jour des connaissances et formation

Que signifie être professionnel ? Comment adopter une posture professionnelle dans les métiers de la relation humaine ?

Ce que nous faisons chaque jour a un impact sur la vie de l'enfant.

Nous avons donc la responsabilité de savoir expliquer ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons.

Devenir professionnel est une véritable transformation.

Cela va nécessiter du temps et va se faire au gré des connaissances et des expériences.

Il va s'agir de trouver du sens au travail et d'élaborer des compétences, c'est-à-dire transformer les connaissances en compétences, développer des savoir-faire et des savoir être.

Il va falloir trouver la conduite appropriée, adopter les comportements et les attitudes attendus.

La posture professionnelle va concerner la posture physique dans un premier temps, la manière de se tenir, la pose que l'on prend, la manière dont on s'habille, l'attitude que l'on a.

La posture professionnelle va concerner les habiletés à effectuer des missions, mais aussi la manifestation des comportements nécessaires.

Les missions sont confiées par l'institution et dans un cadre de fonctionnement.

Pour travailler auprès d'enfants il faut avoir des connaissances relatives à leur développement et à leurs besoins.

Les professionnels vont mettre en place des actions éducatives, pour cela ils vont devoir mettre de côté l'ensemble de leurs propres croyances, de leurs comportements liés à leur histoire familiale et personnelle, pour répondre aux besoins des enfants en fonction de leur développement affectif, cognitif, moteur et social et aux attentes et besoins de leurs familles

Cet accompagnement éducatif doit être une réponse adaptée aux capacités des enfants et à leurs besoins.

Les récentes recherches scientifiques nous apportent un éclairage pour mieux connaître et comprendre le développement de l'enfant.

Avec l'appui de la recherche nous savons aujourd'hui qu'il y a des choses que l'enfant ne peut pas faire car son cerveau est immature.

Cela permet de sortir des points de vue et de s'appuyer sur des connaissances factuelles pour répondre aux besoins de sécurité du jeune enfant, à sa dépendance et à son immaturité cérébrale, c'est donc aussi cela avoir une posture professionnelle.

La posture professionnelle doit permettre de passer de la spontanéité à l'activité très organisée,

Le professionnel doit être disponible, disposé et dans l'envie.

L'influence des adultes qui accueillent l'enfant est donc majeure, car c'est dans la rencontre avec des professionnels bienveillants ainsi que dans ses interactions que l'enfant va se construire.

H- La place des écrans dans la pratique professionnelle

Le téléphone portable est proscrit en crèche.

Des tablettes dans lesquelles nous retrouvons les coordonnées des parents sont à dispositions des professionnels au sein de la pièce de vie de la structure.

Au sein de la petite crèche du Pont, nous nous servons d'une tablette/cadre numérique pour prendre chaque jour des photos des enfants évoluant dans la structure et nous les diffusons aux parents chaque soir dans le SAS d'accueil où se font les transmissions.

Dans le respect du cadre réglementaire, aucune tablette n'est branchée en WI-FI.

LE PROJET EDUCATIF

Il est essentiel à la petite crèche du Pont de tout mettre en œuvre pour que chaque enfant joue, s'amuse, découvre, vive des expériences qui lui permettent de s'épanouir, de grandir en lui apportant les moyens de le faire dans les meilleures conditions.

I- L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE

A- Les premières rencontres :

L'entrée en collectivité est une étape durant laquelle l'enfant va se séparer de ses parents, de son environnement familial pour découvrir un nouveau milieu.

La période d'adaptation/de familiarisation est un moment primordial où enfant, parent(s) et équipe vont apprendre à se connaître afin d'amorcer progressivement et au mieux la séparation.

Ce temps est organisé en amont par la directrice de la structure d'accueil lors d'un rendez-vous individuel avec le ou les parents. Ce premier temps d'échanges est important car il permet certes de monter le dossier administratif mais surtout de faire connaissance, d'échanger, de rassurer, de connaître leurs besoins, d'expliquer l'organisation au quotidien au sein de la crèche, de présenter le projet éducatif, de répondre à leurs questions. Cet entretien est riche, c'est le premier échange au sein de la structure, la découverte du milieu, la présentation quand cela est possible avec le personnel. Il permet également d'organiser la familiarisation.

Il est préconisé de compter une semaine pour la période de familiarisation. Ce premier échange peut être réévalué en fonction de la réaction de l'enfant et du besoin des parents.

Le premier jour de familiarisation, l'enfant et son(ses) parent(s) entrent au sein de la structure, découvrent ensemble les locaux ce qui permet à chacun de se projeter au mieux. Une des professionnelles, la « référente » ou « figure d'attachement » (défini en amont en équipe) remplit avec le parent un document concernant toutes les habitudes de vie de l'enfant (repas, sommeil, développement, goûts, habitudes ...). Il est toujours précisé que ces questions ne sont pas une intrusion dans leur vie privée mais véritablement nécessaires pour connaître au mieux l'enfant et donc être au plus proche de ses besoins.

Idéalement, la professionnelle qui accueille l'enfant le premier jour, le suit durant toute sa semaine d'adaptation afin de lui apporter sécurité, repère. Cela peut être une clé pour rassurer l'enfant les premiers temps de l'accueil, et même parfois par la suite.

Le reste de la semaine se déroule selon le planning établi en amont entre les parents et la directrice, au plus près du planning que l'enfant fera quotidiennement.

B- Accueil au quotidien :

L'accueil est un moment clé, une étape importante qui peut influencer sur la journée entière de l'enfant au sein de la structure.

Accueillir l'enfant, c'est être à l'écoute de ses réactions, de ses émotions, de ses besoins. C'est être disponible.

Accueillir l'enfant, c'est aussi accueillir son/ses parent(s).

Chaque jour, un temps d'échanges individualisé est fait avec chaque parent et son enfant à son arrivée. Le parent est libre de transmettre ce qu'il souhaite ou ce qu'il pense important de dire concernant son enfant (comportement, alimentation, sommeil, problème, temps fort, ...). Le professionnel recevant ces informations doit être disponible, présent, à l'écoute. Il doit accompagner le parent, l'accompagnement à la parentalité faisant partie intégrante de nos missions.

Ce temps d'écoute et de partage doit se faire dans le respect et la confiance. Le parent ne doit pas se sentir jugé mais écouté et compris. Le professionnel doit respecter la confidentialité des échanges ; chaque membre de l'équipe est tenu au secret professionnel.

Le professionnel retranscrira sur le cahier de transmissions ces informations de la manière la plus factuelle possible.

Les retrouvailles après la journée passée en crèche sont un temps fort également pour l'enfant, avec un mélange d'émotions que le professionnel doit être en mesure d'expliquer au parent.

Le professionnel fera une restitution du déroulement de la journée de l'enfant à la personne qui va venir le chercher. Ces transmissions doivent être ciblées sur l'enfant, sur ce qu'il a fait durant la journée, tant au niveau des activités, des interactions que du comportement. Chaque professionnel doit être en total transparence en ce qui concerne l'enfant.

II- L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE

Notre rôle en tant que professionnel de la petite enfance est de créer un environnement à la fois sécurisant (sécurité physique et affective, réponse émotionnelle) et stimulant (réponse cognitive) afin de permettre à l'enfant d'explorer, de découvrir, d'expérimenter, de se construire, d'apprendre, et ce en jouant.

Les enfants doivent pouvoir se mouvoir et se déplacer librement au sein de la structure.

L'espace d'exploration doit être riche et varié.

Différents espaces sont créés au sein d'une même pièce :

- Espace sensoriel avec matériel et jeux tels que des bouteilles et tapis sensoriels de différentes textures, avec différents objets, qui produisent différents sons. Les enfants touchent, explorent, manipulent avec les mains, les pieds, le corps, le but étant de découvrir différentes sensations pour appréhender et comprendre le monde qui les entoure.



- Espace d'imitation comme coin cuisine, coin garage, et tout autre jeu symbolique (mise à disposition de déguisements par exemple) : ils permettent à l'enfant de développer son autonomie, sa motricité, sa dextérité, des compétences cognitives tel que le langage mais aussi l'imitation et l'imagination, des compétences sociales et affectives.



- Espace moteur : l'enfant doit pouvoir explorer en toute sécurité et prendre des risques à hauteur de ses compétences.

Au sein de la petite crèche du Pont, une structure de motricité est présente, les enfants peuvent y aller à tout moment, monter le toboggan dans le sens qu'ils le souhaitent (pas de sens de circulation). Des porteurs sont à disposition au sein de la pièce principale.

Nous avons également des blocs moteurs que nous installons régulièrement afin de pouvoir répondre aux besoins moteurs des enfants.



De plus, un éducateur sportif vient faire une séance de motricité 1 fois par quinzaine au sein de notre structure. Il apporte son propre matériel afin de pouvoir proposer des nouvelles choses aux enfants.

- Espace détente et lecture : cet espace doit être chaleureux, cocooning, accueillant. Des livres sont en libre accès, les enfants peuvent s'en saisir et les regarder quand ils le souhaitent.

D'autres livres sont réservés aux temps de lectures définis, rituels avant les repas. Il est important que le professionnel qui anime le temps de lecture connaisse en amont l'histoire, soit fidèle au texte, lise lentement et distinctement, avec le livre tourné vers l'enfant.



Ces différents espaces doivent être pensés et aménagés pour l'enfant en équipe et évoluent dans le temps.

L'observation professionnelle a une place importante et va permettre de faire évoluer ces différents espaces en fonction des besoins des enfants, de leur développement et de leur évolution.

III- L'EVEIL

A- Grandes lignes pédagogiques

Nous avons choisi l'**approche Snøezelen** pour répondre aux besoins et au rythme des enfants accueillis au sein de notre petite crèche du Pont.

L'intérêt de cette approche est la recherche du bien-être, la réponse aux besoins des enfants en alliant sécurité, détente et exploration sensorielle. Elle fait appel aux 5 sens et permet une relation privilégiée entre l'adulte et l'enfant.

Pour ce faire, il est nécessaire de créer une atmosphère propice au bien-être.

Nous proposons des moments d'atelier Snøezelen aux enfants dans un lieu défini, excentré de la pièce principale, aménagé avec des tapis blancs, avec des lumières tamisées, l'ambiance devant être agréable et apaisante. Nous y mettons des coussins, parfois des couvertures, de la musique relaxante afin de créer une ambiance tamisée, propice à la détente et au bien-être.

Une séance Snøezelen consiste à placer l'enfant dans une situation de libre choix : il évolue dans un espace sécurisant, appelant à la détente et proposant des sollicitations sensorielles.

Les équipements et jeux sont adaptés et permettent la stimulation des sens ; pour se faire nous avons du matériel spécifique à l'atelier Snøezelen comme des fibres optiques, des balles lumineuses de différentes formes et différentes couleurs, des jeux avec des miroirs, ...

Les situations et les activités de découverte sensorielle proposées peuvent stimuler un ou plusieurs sens à la fois.

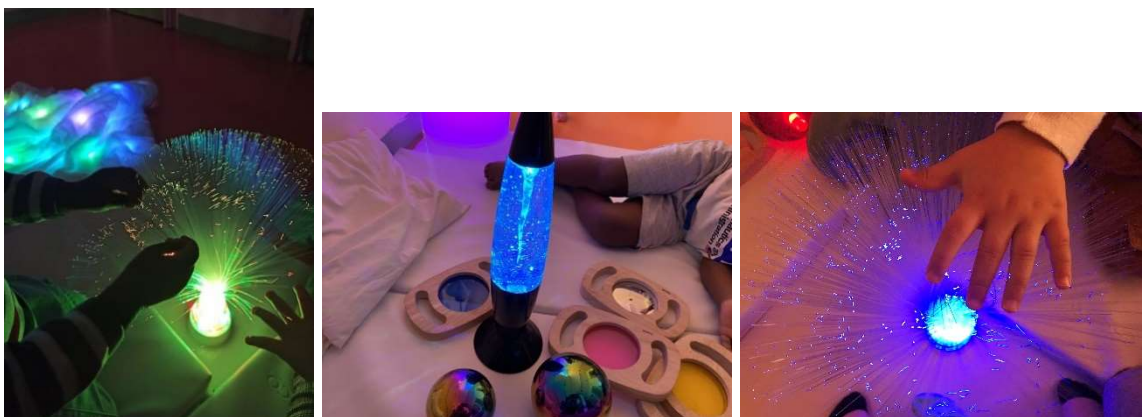
Cette approche permet de faciliter la communication et la relation aux autres, favorise la découverte, l'expérimentation.

La présence sécurisante d'un adulte est nécessaire, la professionnelle se positionne comme « le phare ».

Nous avons créé un partenariat avec l'IME des ISLES/ EPNAK pour développer cette approche au sein de la petite crèche du Pont. Une professionnelle de cette institution, formée aux pratiques Snoezelen, anime une séance 1 mercredi /2 accompagnée d'un enfant porteur de handicap.

Ces interventions permettent non seulement un moment de bien-être et d'éveil sensoriel pour les enfants accueillis mais cela permet également d'ouvrir notre structure au handicap.

Un des projets de la petite crèche du Pont est de continuer à approfondir nos connaissances sur cette approche et de le développer davantage pour accentuer les bienfaits que cela apporte aux enfants.



Au sein de la petite crèche du Pont, notre projet s'articule autour de la **sensorialité**.

L'éveil sensoriel est une dimension essentielle du développement de l'enfant et de son rapport au monde qui l'entoure, il lui permet de découvrir son environnement par les différents sens. L'enfant découvre son environnement grâce au toucher, à l'ouïe, à l'odorat, à la vue et au goût. Il a besoin de cela pour s'assurer que l'objet existe.

Ceci permet de susciter la curiosité de l'enfant et de le faire se questionner sur le monde qui l'entoure, de faire évoluer sa créativité et son besoin cognitif à son propre rythme. L'enfant va d'autant plus être acteur de son évolution et son développement.

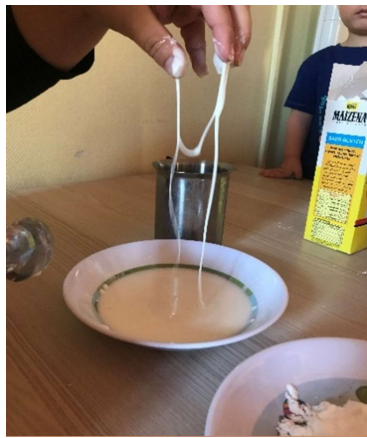
Pour se faire, l'environnement doit être propice et adapté.

Nous proposons de nombreuses choses stimulant les 5 sens au quotidien.

- Bouteilles et tapis sensoriels à disposition, de différentes couleurs, avec différentes matières, certaines émettant des sons, d'autres non.
- Petits sachets tissus dans lesquels sont mis riz, semoule, boutons, coton...
- Matière à toucher sur certains meubles, fenêtres, ...
- Création de boîte à senteurs



- Créations et manipulations de différentes textures, matières ; par exemple eau et maïzena, pâte à sel, peinture gonflante, table à savon, pâte à modeler, sable magique, ...
- Ateliers cuisine : les enfants participent à la confection de la pâte à gâteau par exemple. Ils touchent la farine, cassent les œufs, ... mais le mange également au goûter. Les 5 sens sont alors sollicités : l'ouïe, le toucher, l'odorat, le goût et la vue !



- Nous écoutons de la musique, nous proposons des ateliers avec libre accès à différents instruments de musique ; les enfants découvrent ainsi les sons émanant des différents instruments.
- Création d'une cabane sensorielle sur laquelle nous avons dans un premier temps collé des bouteilles de lait mais qui est évolutive. Les enfants peuvent s'y cacher, s'isoler mais ils peuvent également toucher les bouteilles ce qui apporte une sensation particulière et retirer/remettre les bouchons, la manipulation favorisant la motricité fine.



Nous travaillons en partenariat avec l'IME des Isles à Auxerre sur la confection de panneaux sensoriels avec différents éléments de récupération afin que les enfants puissent toucher, sentir, puissent découvrir et éprouver différentes sensations.

B- Le jeu

« Tout peut être prétexte à jouer avec [l'] enfant. En plus d'être un moment agréable et partagé, le jeu permet à [l'] enfant de développer ses sens. [L'] enfant est plein d'imagination [...]. [Jouer] favorise les apprentissages, améliore l'attention, fait baisser le stress, développe l'imagination et le vocabulaire. » extrait *Le livret de nos 1000 premiers jours*, de solidarite-sante.gouv.fr

Le jeu est un besoin fondamental de l'enfant et a un rôle majeur dans son développement.

Par le jeu, l'enfant se découvre, explore son environnement, expérimente, développe son imagination créative et s'ouvre aux autres. Le rôle du professionnel est de créer un environnement/un espace sécurisant et stimulant dans le but d'explorer, d'expérimenter, de se construire et de jouer.

Le jeu est donc au centre de nos pratiques et favorise la communication, la stimulation et le plaisir, mais développe

Il permet de répondre au besoin cognitif de l'enfant.

« L'enfant ne joue pas pour apprendre mais apprend parce qu'il joue » Jean Epstein

Les jeux doivent être :

- en quantité suffisante et en plusieurs exemplaires identiques pour éviter les conflits
- ludiques afin qu'ils puissent explorer, manipuler et combiner
- adaptés à l'âge et au développement de l'enfant afin de favoriser son autonomie
- adaptés aux normes de sécurité
- à disposition des enfants ; l'enfant doit pouvoir s'en saisir sans difficulté

Il doit également y avoir des contenants en quantités et tailles différentes (paniettes, cuvettes, seaux, boîtes, cartons, ...). « Tous ces matériels « *bons à tout faire* » enrichissent les combinaisons d'action

avec les jouets classiques et développent l'expérimentation et l'imagination des enfants», J. SERRES et AM FONTAINE, *Et si on revisitait certaines idées sur les jeunes enfants*.

L'enfant peut détourner les jeux, ils les combinent entre eux, les détourne de leur fonction première ; il n'est pas interdit de jouer avec la voiture dans le coin cuisine par exemple, l'important étant de laisser libre cours à l'imagination de l'enfant, de le laisser faire ses propres expériences.

Différents ateliers sont proposés chaque jour. Ces ateliers doivent être réfléchis en équipe, préparés, organisés et adaptés. Aucune activité « dirigée » ne doit être imposée aux enfants. Chacun est libre d'y participer. Au sein de notre structure, 2 ateliers différents sont proposés dans 2 salles différentes afin de favoriser un maximum les petits groupes. Le portillon entre ces 2 espaces reste ouvert ; le choix est laissé à l'enfant de participer ou non, il peut passer d'un univers à un autre, sans aucune obligation de résultat.

Un planning hebdomadaire d'activités est réfléchi chaque semaine afin de les prévoir, les préparer et les proposer la semaine suivante.

C- L'activité libre

Le jeu libre favorise la créativité, l'autonomie et la confiance de l'enfant.

L'enfant s'approprie son corps et le matériel à sa disposition sans que l'adulte n'ait à intervenir afin de lui permettre de développer la confiance en soi, stimuler sa créativité, son autonomie et faire de nouveaux apprentissages.

Un adulte reste systématiquement en observation (=adulte phare) mais n'intervient pas forcément, le but étant de laisser l'enfant décider de ce qu'il veut faire.

L'adulte ne donne pas de consigne de jeux, l'enfant doit apprendre seul sous l'œil attentif et vigilant du professionnel qui est là pour l'encourager, l'accompagner et le valoriser.

« L'adulte ne doit pas prendre le pouvoir sur le jeu », Anne Sophie CASAL, psychologue, ce qui signifie que l'enfant est maître de son jeu. Nous le laissons au maximum aller au bout de son jeu sans intervenir, sans le guider.

La préparation de l'environnement du jeu libre par le professionnel est primordiale ; en effet, il doit choisir les jeux et le matériel adaptés à l'âge, aux compétences et au développement de l'enfant (comme cité précédemment dans le paragraphe intitulé « le jeu »), l'environnement doit être ludique afin de lui donner l'envie de jouer.

D- Chaque enfant se développe à son propre rythme

L'enfant a besoin d'être reconnu dans son individualité pour développer son estime de soi. Le respect du rythme de l'enfant est fondamental. On ne demande pas à un enfant de se dépêcher de finir de manger, on ne le réveille pas de la sieste, le rythme est propre à chacun, nous nous devons en tant que professionnel à le respecter au maximum.

Il n'est pas possible de comparer 2 enfants du même âge concernant son développement psychomoteur. Chacun est différent, a une histoire différente, un contexte de vie différent. C'est pourquoi il est pris en charge en collectivité certes, mais dans son individualité.

Il est important et primordial d'être toujours sécurisée, même dans les moments de transitions. Parfois difficiles à gérer, il est important qu'un certain nombre de rituels soit mis en place afin de sécuriser au maximum l'enfant. Cela rythme la journée.

Au sein de la petite crèche du Pont, différents rituels sont mis en place pour sécuriser l'enfant. Ne sachant pas se repérer au cours de la journée par exemple, c'est à nous adulte de mettre en place des rituels à des moments précis de la journée.

Nous chantons des comptines avant de passer à table, nous lisons des histoires avant le temps de sieste...

Ces rituels structurent la journée et permettent à l'enfant d'anticiper les événements à venir.

E- Communication

« *C'est dans l'échange que le bébé se construit* », extrait de *Le livret de nos 1000 premiers jours*, solidarité-santé.gouv.fr

Le professionnel doit être attentif. Attentif à l'enfant, à ce qu'il dit mais également à ce que son corps exprime, la communication non verbale donnant de nombreuses informations sur l'enfant, ce qu'il ressent, ce qu'il souhaite, les émotions qu'il vit.

L'adulte doit communiquer avec l'enfant en s'adressant directement à lui. Il le nomme par son prénom et utilise-le « je » et le « tu ».

Il se place toujours à sa hauteur et le regarde. Il ne crie pas son prénom de l'autre bout de la pièce lorsqu'il veut l'interpeler mais se déplace vers lui.

Le professionnel dit systématiquement à l'enfant ce qu'il va lui faire, le vocabulaire doit être simple et adapté. Il accompagne les gestes de mots. Tout ceci permet à l'enfant d'enrichir son vocabulaire.

Le professionnel doit éviter la négation ou trop d'interdictions mais expliquer les choses calmement, posément.

De plus, il est indispensable de s'intéresser à ce que dit ou ce que l'enfant essaie de dire, si besoin de reformuler ou répéter les choses afin d'être au plus près de ce que l'enfant veut nous transmettre. Cela le valorise.

Au sein de la petite crèche du Pont, nous avons également mis en place de certains signes tirés de la communication gestuelle pour des activités ou besoins du quotidien à savoir manger, dormir, changer la couche, dire bonjour.

Le but d'intégrer quelques signes est d'aider l'enfant dans l'apprentissage des mots car chaque signe est accompagné de la parole. Il est plus aisé pour lui de se faire comprendre quand il n'a pas

encore accès à la parole. Il n'y a aucune obligation de retour signé de la part de l'enfant, chacun est libre de s'en servir ou non.

Cette communication gestuelle impose également à l'adulte de se mettre à hauteur de l'enfant, de le regarder et lui dire en signant ce qu'il va lui faire ou lui proposer de manière individuelle, ce qui sous-entend une véritable communication de l'adulte avec l'enfant, un échange entre les 2.

IV- L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE

« La sensibilisation aux pratiques culturelles et artistiques favorise, dès le plus jeune âge, la curiosité, la construction et l'épanouissement de l'enfant. » extrait de *L'éveil artistique des jeunes enfants, passerelle vers l'accès à la culture*, culture.gouv.fr

Objectifs :

- Sensibilisation et ouverture d'esprit
- Egalité des chances

➤ Le livre/la lecture

Le livre tient une place très importante au sein de notre structure.

En plus du plaisir qu'il procure, le livre permet de rentrer en relation avec l'enfant, de développer son langage et enrichir son vocabulaire, de l'aider à maîtriser ou à mettre des mots sur ses émotions. Ceci est très important dans la construction de son psychisme.

Différents projets :

- * Accompagnement des enfants à la bibliothèque municipale : se fait le plus régulièrement possible ; un groupe d'enfants (4 en général), accompagné de 2 professionnels se rendent à la bibliothèque afin d'y découvrir de nouveaux livres. L'enfant peut les regarder seul, les manipuler mais également solliciter l'adulte pour lui lire.
- * Ateliers lecture à la bibliothèque municipale : ces ateliers sont animés par un à deux professionnels exerçant à la bibliothèque ; des histoires sont contées au groupe d'enfant (4 en moyenne), histoires adaptées à l'âge et au développement de l'enfant.
- * Association lire et faire lire : une conteuse de l'association vient au sein de la petite crèche du Pont 1 fois par semaine durant 45 minutes avec des œuvres qu'elle a elle-même choisi et qu'elle propose aux enfants. Afin que chacun puisse profiter de ce moment, nous proposons à chaque enfant d'y participer en petit groupe. Nous nous installons dans notre espace « snoezelen », nous aménageons cet espace avec des tapis, des petits coussins, des lumières douces pour que ce moment de lecture se fasse dans une ambiance la plus sereine et agréable possible.
- * Participation au comité de lecture
- * Rituels de lecture : chaque jour, avant le temps de repos des enfants, nous lisons des histoires aux enfants, moment de calme avant la sieste
- * Conteuse sensorielle : en projet

➤ Partenariat avec le théâtre :

Participation à divers ateliers (en favorisant des ateliers sensoriels) adaptés au développement des enfants accueillis dans notre structure. Nous pouvons nous rendre avec un groupe d'enfants au théâtre mais il est également possible de faire venir les intermittents du spectacle au sein de la petite crèche du Pont pour afin qu'ils animent divers ateliers adaptés aux enfants et à leur développement.

➤ Partenariat avec l'artothèque :

C'est un projet qui permettra à chaque enfant de découvrir l'art. Pour se faire, nous souhaitons emprunter des œuvres d'art en lien avec le projet annuel de la structure pour plus de cohérence et de lien.

V- LES SORTIES EXTERIEURES

A- Sorties extérieures dans la structure

La nature permet de mettre les sens en éveil. Il est donc important de permettre aux enfants de découvrir les bruits qui émanent de la nature, les odeurs (celle des fleurs, de l'herbe, sentir le vent sur la peau, la chaleur que procure le soleil, ...

La crèche du Pont bénéficie d'un extérieur. Cet extérieur est commun à la copropriété dans laquelle se situe la crèche ce qui demande une grande organisation pour que les enfants puissent jouer et évoluer dans les meilleures conditions possibles dehors. La cour est interdite aux personnes extérieures de la petite crèche quand nous sommes dehors.

Tout ce qui est proposé à l'intérieur peut être fait à l'extérieur (jeux, ateliers,) ; il est demandé à l'équipe de sortir des jeux, de proposer des activités, mais également sortir des couvertures pour que les enfants aient la possibilité de trouver un endroit plus cocooning pour se poser et se reposer s'ils le souhaitent.

Régulièrement, nous proposons des pique-niques ou goûter en extérieur.

Sortir permet aux enfants de découvrir la nature mais il est également possible de faire entrer la nature à l'intérieur de la structure. Pour se faire, nous proposons des ateliers avec des choses naturelles, pomme de pin, écorces de bois, ... Nous avons également une jardinière dans laquelle nous mettons des plantes aromatiques que nous faisons toucher et sentir régulièrement.

B- Sorties extérieures hors de la structure

Nous mettons un point d'honneur à nous rendre régulièrement à la bibliothèque municipale qui se trouve à proximité de la structure.

Cela permet aux enfants de découvrir de livres certes mais dans un nouvel endroit, un autre environnement.

Nous pouvons nous rendre au théâtre de la ville d'Auxerre pour bénéficier de certains ateliers adaptés à l'âge des enfants accueillis.

Une réflexion est également en cours pour se rendre au sein de la structure voisine, la crèche Kiehlmann, afin d'organiser des activités communes, de partager certains moments de fêtes sur des thèmes communs, ou simplement de bénéficier de l'extérieur qui propose des jeux et structures que nous n'avons pas au sein de la petite crèche du Pont.

VI- PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT

A- Les repas :

Le temps de repas n'est pas seulement une réponse à un besoin mais aussi et surtout un moment de partage, d'échanges, de convivialité, de découvertes et de plaisir pour l'enfant.

Les repas sont préparés par une cuisinière exerçant au sein de la crèche Kiehlmann, crèche située à proximité de la petite crèche du Pont. Elle suit les recommandations nutritionnelles en vigueur (GEMRCN = Groupement d'Études des marchés en Restauration Collective et Nutrition) et respecte les normes sanitaires et d'hygiène (normes HACCP).

Les menus sont élaborés par une diététicienne et validés lors d'une commission de menus qui a lieu une fois par trimestre en présence du prestataire, de la diététicienne et d'un représentant des structures municipales de la ville d'Auxerre. Ils sont équilibrés et variés, les produits proposés sont composés de 40% BIO et 50% des produits proviennent de la production locale.

Les textures sont adaptées en fonction de la progression et du développement de chaque enfant.

La diversification se fait entre 4 et 6 mois avec les parents.

Au-delà de 6 mois, nous considérons que la diversification est complète, l'enfant pourra manger tout ce qui sera proposé au sein de la structure.

A la petite crèche du Pont, le déjeuner est proposé à 11h30, le goûter à 15h45.

Chaque enfant choisit la place à laquelle il souhaite manger ; les professionnels se positionnent systématiquement à la même table. L'enfant choisit donc le professionnel avec lequel il souhaite manger.

Il est interdit de forcer un enfant à manger ou goûter un aliment s'il ne le désire pas. L'adulte doit respecter le choix et les goûts de l'enfant.

Avant chaque repas, le menu est annoncé aux enfants. Les plats sont présentés puis servis en totalité. De ce fait, un enfant peut manger le dessert avant l'entrée, mélanger ou non les aliments, les toucher, l'intérêt étant de prendre plaisir à manger et de tendre à l'autonomie.

B- Les soins :

Les soins sont prodigués dès que nécessaire. Les enfants sont changés régulièrement avec des couches fournies par la structure. Le temps de change est un moment privilégié, un temps d'échange entre l'enfant et l'adulte. Les gestes sont effectués avec douceur dans le plus grand respect du corps et de l'intimité de l'enfant. Le professionnel verbalise et lui explique ce qu'il va faire avant de faire le soin. Il le sollicite et favorise sa participation active en veillant toujours à sa sécurité. Les changes peuvent être faits couché ou debout en fonction de l'enfant. Un petit toilette est présent dans la salle de bain pour les enfants qui le souhaitent.

« L'acquisition du contrôle sphinctérien -communément appelé l'acquisition de la propreté- dépend de la maturation neurologique et psychique de l'enfant : l'enfant doit être prêt dans son corps et dans sa tête. [...] L'enfant, respecté dans son rythme et dans son intimité, ne grandit pas pour faire plaisir à l'adulte qui lui demande, mais a plaisir à grandir, accompagné par l'adulte » explique Monique Busquet, psychomotricienne, dans un article des pros de la petite enfance du 21 juin 2017. Nous suivons ce principe et attendons que l'enfant soit prêt et qu'il en fasse la demande.

C- Le sommeil

Le temps de repos est primordial pour chaque enfant ; il permet la récupération physique et mentale. Il est important de connaître les habitudes de sommeil de chaque enfant pour l'accompagner au mieux.

Au sein de de la petite crèche du Pont, chaque enfant a un lit adapté à son développement et une place attitrée.

Un temps de repos est proposé dès que nécessaire, en fonction des besoins de repos de l'enfant.

Le choix est laissé à l'enfant de se déshabiller durant son temps de repos.

Il est primordial de mettre en place un cadre sécurisant et rassurant dont le professionnel est garant. Il veille au respect des normes de sécurité (enfant couché sur le dos, pas de tour de lit, gigoteuse de taille adapté pour les enfants non marcheurs, pas d'oreiller, pas de petits objets, température du dortoir entre 18 et 19°).

Il est important de respecter le besoin de sommeil qui est différent d'un enfant à l'autre. Pour se faire nous faisons le lever progressif, l'enfant qui souhaite se lever peut le faire et revenir jouer dans la salle quand il le désire. De même, le professionnel ne réveille pas un enfant qui dort, et ce même si c'est l'heure du goûter (qui sera gardé bien évidemment et proposé lorsqu'il se réveille).

D- Place de l'objet transitionnel

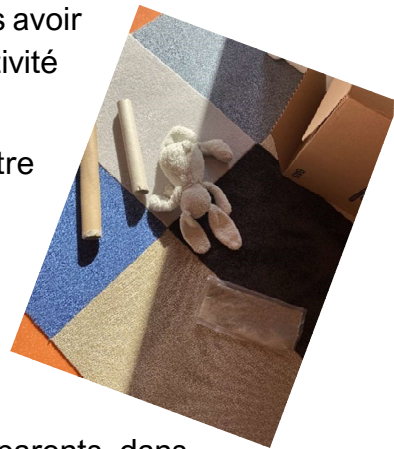
Le « doudou » et/ou la tétine permette(nt) à l'enfant de ressentir la continuité, de faire le lien entre la maison et la structure d'accueil ce qui le rassure l'enfant... Il aide à la séparation avec le parent.

Ces objets restent en libre accès au sein de la crèche du Pont ; l'enfant peut les avoir à tout moment de la journée, dedans comme dehors, quel que soit l'activité proposée.

Le professionnel le propose si l'enfant semble triste, s'il pleure ou toute autre situation où il a besoin d'être rassuré, sécurisé, réconforté.

Nous demandons aux parents de laisser une tétine au sein de la structure pour les enfants qui en ont une, et nous leur suggérons que le « doudou » passe de la maison à la crèche pour qu'il s'imprègne de l'odeur et soit encore plus sécurisant pour l'enfant.

Néanmoins, en période épidémique ou de crise sanitaire, il est demandé aux parents, dans la mesure du possible, de laisser un « doudou » dans la structure pour éviter un maximum de brasser les microbes.



VII- LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT

Le professionnel doit être :

- Bien traitant
- Bien veillant
- A l'écoute
- Disponible
- Empathique

Pour aider l'enfant à se construire et à s'épanouir, le professionnel doit être disponible pour l'enfant, bien traitant, à l'écoute de ses besoins mais également à l'écoute des parents.

La communication doit être bienveillante, sans jugement, toujours dans le respect.

Le professionnel a différentes missions, celle de l'accueil, du soin mais aussi de l'accompagnement en comprenant comment « fonctionne » l'enfant, ce qu'il veut, ce dont il a besoin, en lui donnant suffisamment confiance en lui pour cheminer vers l'autonomie.

Il a également un rôle au niveau du développement cognitif de l'enfant.

Il participe à l'émancipation future en l'aidant à devenir moins dépendant de l'adulte et en le laissant faire ses choix dans le respect et la sécurité. Il est important qu'il félicite l'enfant et soit positif ce qui permet à l'enfant de développer la confiance en soi.

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS

A- L'environnement social :

Chiffres clés population/famille Dynamique démographique (INSEE)

La population de la ville d'Auxerre est de 34 451 habitants (au 01/01/2022) avec une baisse qui s'est amorcée dans les années 1990 et qui se poursuit (-4 % entre 2010 et 2018).

La population auxerroise est relativement âgée (29 % de la population a plus de 60 ans).

Le nombre de naissances est en baisse depuis 2011 (384 en 2019).

En 2018, les nouveaux arrivants sur la commune sont âgés de 25 à 54 ans (39 %) mais on note également une part importante de 15/24 ans (32 %). Parmi ces nouveaux habitants, la catégorie socio-professionnelle la plus représentée est celle des employés (19 % en 2018) sachant toutefois que la catégorie « autres » qui recouvre des situations diverses de personnes sans activité professionnelle (élèves, étudiants, personnes au foyer) représente 34 % des arrivants.

La part de la population immigrée s'élève à 12 % et celle de la population étrangère à 9 %.

Typologie des ménages (INSEE)

Les couples avec enfants sont peu présents dans la commune (17 % des ménages) et on note une diminution du nombre de familles avec enfants entre 2008 et 2018 : -12 %.

Les familles ont un nombre d'enfants peu élevé (25% ont 1 seul enfant) ; toutefois 10 % ont 3 enfants et plus.

Les ménages composés d'une seule personne sont très présents (21 % d'hommes seuls et 29 % de femmes seules).

On note une surreprésentation des familles monoparentales (22%).

Données relatives à la petite enfance (données INSEE)

La part des enfants de moins de 3 ans est inférieure à la moyenne française (2,9% contre 3,3%) avec une baisse de 0,8 % entre 2008 et 2018.

60 % des familles icaunaises avec un enfant n'ont qu'un seul parent qui travaille.

La part des 2 ans scolarisés est de 17 %.

Données relatives à l'enfance et à la jeunesse (données INSEE)

La part des 3/17 ans dans la population auxerroise est stable avec 17%.

Les 18/29 ans sont très présents à Auxerre 15 % mais on constate une baisse importante (-18 % entre 2008 et 2018).

Spécificité des quartiers Politique de la ville (données CAF)

La ville d'Auxerre comporte 3 quartiers prioritaires (Brichères Sainte Geneviève, Rosoirs et Rive Droite) ainsi qu'un quartier en veille (Saint Siméon) ce qui pour une ville de cette taille a un impact important.

Ces quartiers ont des caractéristiques souvent spécifiques comparées celles de l'ensemble de la commune :

- Une part de familles avec enfants importante : 39% Rive Droite, 41 % Rosoirs et 48% Brichères Sainte Geneviève ;
- Une part importante d'habitants de moins de 25 ans : 33 % Rive Droite, 39 % Brichères Sainte Geneviève et 41 % Rosoirs ;
- Une part de familles monoparentales qui varie : 15 % Rive Droite, 21 % Brichères Sainte Geneviève et 27 % Rosoirs.
- Part des enfants de 0 à 2 ans : 17 % Rive Droite, 13% Brichères Sainte Geneviève et 20 % Rosoirs

Spécificités du Centre-Ville

On note plusieurs signaux en lien avec une précarisation du Centre-Ville :

- Le quartier Centre-Ville constitue l'un des quartiers de la commune comprenant la part la plus importante des 18 – 24 ans (plus de 10%) traduisant la présence d'une population jeune étudiante ou débutant dans la vie professionnelle et donc fragilisée
- La part de familles monoparentales est également importante dans le Centre-Ville (plus de 20%)
- Des situations de précarité en hausse (le pourcentage de la population du Centre-Ville reçue au CCAS a augmenté

Territoire d'intervention :

S'agissant de l'organisation territoriale, la Ville d'Auxerre a, seule, la compétence petite enfance. A ce jour, il n'est pas prévu que la communauté de l'auxerrois prenne cette compétence. Elle ne figure d'ailleurs pas dans la dernière définition de l'intérêt communautaire délibéré en décembre 2018.

A noter que les établissements auxerrois proposent une priorité d'accès aux habitants d'Auxerre et de la communauté, et que le périmètre de la communauté d'agglomération s'est agrandi ces dernières années (29 communes à ce jour). Mais dans le même temps l'offre d'accueil s'est développée dans l'auxerrois et alentours (Monéteau, Saint-Georges, Chevannes, Gurgy...).

Les besoins des familles se sont exprimés différemment depuis la mise en place de la PSU (paiement à l'heure par les familles) et des RTT (changement de rythme des familles). D'une façon générale, les familles expriment au moment de la pré-inscription puis de l'inscription de gros besoins de garde et ceux-ci se réduisent considérablement lorsqu'il s'agit de contractualiser. De plus en plus de familles modifient aussi leurs besoins en cours d'année et il faut tenir compte de l'aide familiale non-prévue certains jours de la semaine. Entre cette aide, les jours de RTT et le temps non-complet du mercredi, les lundis, mercredis et vendredis peuvent être des journées difficiles à remplir (et encore plus sur certains créneaux horaires).

On relève régulièrement des demandes de « dépannage » pour des formations professionnelles dont les bénéficiaires sont prévenus tardivement. Beaucoup de familles expriment aussi un besoin de garde très peu de temps avant la fin du congé de maternité.

Environnement socio-économique :

Des Auxerrois avec un profil socio-professionnel varié :

- Une légère surreprésentation d'ouvriers dans la commune : 13 % contre 12 % en France
- Une part de la population de la CSP « Autres », souvent plus précaire, bien présente : 18 % contre 15 % dans la CA
- Comme dans la CA et en France, environ un quart de la population relève de la CSP « employés »

Des Auxerrois avec des niveaux de diplôme contrastés :

- Une population non diplômée ou diplômée uniquement du BEPC très présente dans la ville : 32 %
- Une part de la population diplômée de l'enseignement supérieur néanmoins plus élevée que dans le département (27 % à Auxerre, 21 % dans le département)
- Une population diplômée de plus en plus présente à Auxerre : + 11 % de diplômés de l'enseignement supérieur entre 2008 et 2018

Une insertion socio-professionnelle qui semble difficile :

- Un taux d'activité des 15-64 ans peu élevé : 71 % contre 74 dans l'Yonne et en France
- Un taux de chômage particulièrement fort : 17 % à Auxerre contre 13 % dans la CA et en France

- Des emplois plus précaires qu'ailleurs : des actifs en CDI ou dans la Fonction Publique, c'est-à-dire en emploi stable, moins représentés à Auxerre (72 % des actifs contre 74 % dans la CA de l'Auxerrois), une part élevée de personnes en CDD (39 %)
- Une ville qui accueille de nombreux emplois sur son territoire : 0,50 actif occupé pour un emploi sur le territoire, soit un nombre d'emplois plus élevé que le nombre d'actifs
- Des emplois présents relevant notamment de la CSP Employés (8 079 emplois), Professions Intermédiaires (7 750 emplois)
- Une part très élevée d'actifs travaillant à Auxerre-même : 71 %, un chiffre largement supérieur aux autres territoires (1/3 des actifs en France seulement travaillent dans leur commune de résidence)

Enquête à la population :

Dans le cadre du diagnostic social partagé réalisé entre janvier et avril 2022, 152 parents avec des enfants à charge de moins de 3 ans se sont exprimés sur les modes d'accueil petite enfance :

Des répondants qui privilégient les modes d'accueil collectifs :

- 46% indiquent un multi-accueil comme mode de garde principal
- 30% indiquent leur entourage et/ou leur famille
- 18% seulement indiquent faire appel à un assistant maternel

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde actuel est le premier choix et dont ils sont satisfaits :

- Sur 135 répondants, 82% indiquent que leur mode de garde actuel est leur premier choix
- Sur les 18% répondants dont le mode de garde actuel n'est pas le premier choix, le premier choix était en grande majorité celui de l'accueil collectif en crèche

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde correspond à leurs besoins :

- 85% indiquent que leur mode de garde correspond à leurs besoins
- Parmi les répondants estimant que leur mode de garde actuel ne correspond pas à leurs besoins, 28 répondants ont précisé la raison : 43% d'entre eux identifient les horaires d'ouverture des structures d'accueil, 43% indiquent des raisons financières et 32% indiquent d'autres raisons, principalement des parents souhaitant que leur enfant soit accueilli de manière plus régulière à la crèche et non pas de manière occasionnelle

Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle :

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l'individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d'instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l'enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l'enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n'est pas qu'une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à tous, les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

B- Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l'individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d'instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l'enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l'enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n'est pas qu'une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à toutes les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

C- Les partenaires locaux :

La petite crèche du Pont est localisée dans un quartier du centre-ville où se situe également la bibliothèque municipale et le théâtre. Nous avons souhaité créer un partenariat avec ces 2 institutions, en impliquant les parents dans ces échanges, ce qui permet une ouverture à l'art aux familles inscrites sur notre structure. Chaque enfant, quel que soit sa situation sociale, quel que soit l'implication des parents à la culture, a l'opportunité de découvrir l'art, la culture dans des établissements spécialisés. Nous donnons à chaque enfant les mêmes chances de découvertes et d'ouverture.

Un partenariat existe également avec un autre service de la ville, celui du service vie sportive avec la venue d'un éducateur sportif 1X/quinzaine.

Il est important de noter qu'au cas par cas des liens existent avec les acteurs du Conseil Départemental (PMI en particulier et des structures médico-sociales de prise en charge de l'enfant (CAMPS)).

D- Participation des familles

○ Accompagnement à la parentalité

C'est une mission à part entière. Le professionnel de la petite enfance est en première ligne pour accompagner, soutenir, guider et conseiller les parents des enfants accueillis au sein de notre petite crèche.

Il doit faire preuve d'empathie et de respect mais aussi d'écoute active, en les aidant à trouver leur propre solution, en les guidant et en leur permettant de trouver une solution par eux-mêmes à leur préoccupation. Ceci va leur permettre de se construire en tant que parent.

Une confiance doit s'instaurer entre le personnel et les parents afin que ceux-ci puissent échanger et communiquer en toute sincérité.

Nous pouvons guider les parents et les diriger vers divers partenaires en fonction de leurs besoins comme, le médecin de crèche, différents professionnels exerçant à la PMI, la CAF ou des associations qui pourraient leur venir en aide.

- Diaporama photos : afin d'impliquer un maximum les parents, nous prenons chaque jour des photos des enfants évoluant dans la petite crèche du Pont (photos des enfants en train d'expérimenter, de découvrir, de jouer, en interaction, pendant les ateliers, le repas, la sieste, dedans comme dehors) et nous les diffusons chaque jour dans le SAS d'accueil de la structure. Cela permet aux parents de mettre des images sur les transmissions que nous leur faisons.
- Ateliers parents-enfants, ateliers proposés régulièrement pour leur permettre de participer à la vie de la crèche, de s'impliquer, échanger avec d'autres parents mais aussi avec le personnel tout en partageant un moment de complicité et d'échanges avec leur propre enfant.
- Goûter ou café des parents : ces moments conviviaux permettent aux parents d'échanger entre eux ainsi qu'avec les professionnels, de pouvoir exprimer et partager certaines choses, des questionnements, demander des conseils. Les professionnels accompagnent les parents et les amènent à trouver les réponses à leur questionnement.
- Fêtes au sein de la structure : ces fêtes sont des moments conviviaux qui regroupent les familles et les professionnels durant un temps donné.

Elles favorisent les échanges entre les professionnels et les parents mais permettent également aux parents de faire connaissance, d'échanger entre eux.

- Nous sollicitons également les familles concernant différents projets en cours. Nous avons par exemple, demandé aux parents qui le souhaitaient de garder et nous apporter les bouteilles vides de lait afin de confectionner notre cabane sensorielle.

II- Mode et moyen de communication avec les familles

- Affichages au sein du SAS d'accueil et messages sur l'écran de pointage à destination des parents
- Envoi de mails pour les diverses informations concernant le dossier administratif, les plannings mais également les invitations pour les ateliers etc...
- RDV individuel avec la directrice mais également en présence d'un agent de la structure si le besoin s'en fait sentir

III- Démarches en faveur du développement durable

Nous utilisons des produits bio comme les couches et les savons et les produits d'entretien.

Nombreux objets créés/fabriqués avec des matériaux de recyclage

- Création de tapis sensoriels et de bouteilles sensorielles avec des objets de récupération tel que du sable, des objets nichés dans la nature, ...
- Création d'une cabane avec des bouteilles de lait
- Création de livres sensoriels avec des chutes de tissus
- Création d'un parcours sensoriel avec des chutes de moquettes et autres matériaux de sol

→ Création de panneaux sensoriels à accrocher sur les murs avec des produits de récupération

Une journée sans jouets est proposée chaque semaine avec objets/ matériaux du quotidien : les jouets sont retirés et les enfants évoluent la journée avec divers objets de récupération, des cartons de différentes contenance, des tissus de différentes formes et textures, des rouleaux de cartons, des boîtes vides...

Le tri sélectif est fait au sein de la petite crèche du Pont.

De plus, nous essayons autant que faire se peut de recycler, de créer de nouvelles choses dont nous avons besoin au quotidien. Par exemple, une professionnelle à recyclé des serviettes de bain et des gants de taille classique pour créer des gants adaptés à la taille des mains des enfants afin que ceux-ci puissent se laver seul et facilement la bouche après avoir mangé.



LE PROJET D'ETABLISSEMENT PETITE CRECHE RIVE DROITE



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p 1
NOS ENGAGEMENTS POUR L'ENFANT	p 3

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSÉES	p 4
A- Accueil régulier	p 4
• Accueil au forfait	p 4
• Accueil au prévisionnel	p 4
B- Accueil occasionnel	p 5
C- Accueil d'urgence	p 5
II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION	p 6
III- LES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES MOBILISÉES	p 7
A - Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire	p 7
B - Description des compétences professionnelles mobilisées	p 8
C - Analyse des pratiques professionnelles	p 10
D - Réunions d'équipe et journées pédagogiques	p 11
E - Transmissions en équipe	p 12
F - Prévention des risques professionnels	p 13
G - Remise à jour des connaissances et formation,	p 14
H - La place des écrans dans la pratique professionnelle	p 15

LE PROJET ÉDUCATIF

I-	L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE	p 16
	A - Les 1 ^{ères} rencontres	p 16
	B - L'accompagnement du lien	p 17
II-	L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE	p 18
III-	L'EVEIL	p 19
	A - Grandes lignes pédagogiques	p 19
	B - Le jeu	p 20
	C - L'activité libre	p 21
	D - Chaque enfant se développe à son propre rythme	p 22
	E - Communication	p 26
IV-	L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE	p 27
V-	LES SORTIES EXTERIEURES	p 27
VI-	PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT	p 28
	A - Les repas	p 28
	B - Les soins	p 30
	C - Le sommeil	p 30
	D - Place de l'objet transitionnel	p 31
VII-	LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT	p 32

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS	p 33
A - L'environnement social	p 33
B - Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle	p 37
C - Les partenaires locaux	p 38
D - Participations des familles	p 39
• Accompagnement à la parentalité	p 39
II- MODE ET MOYEN DE COMMUNICATION AVEC LES FAMILLES	p 39
III- DEMARCHES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE	p39

INTRODUCTION

Nos engagements pour l'enfant se mobilisent à partir de la charte nationale d'accueil du jeune enfant. Cette dernière établit les principes applicables à l'**accueil du jeune enfant**, quel que soit le mode d'**accueil**, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

Nous avons souhaité travailler sur les droits des enfants à la crèche.

Notre travail a consisté en amont à mener une réflexion autour de chacun des 10 grands engagements de la charte pour donner à voir notre vision et nos valeurs.

1- <<Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille>>.

La neutralité est au cœur de nos valeurs d'accueil puisque nous souhaitons avoir l'approche la plus humaniste possible pour réduire à maxima les inégalités, en nous adaptant à tous les modèles familiaux existants, et professionnaliser nos comportements et notre posture pour tendre à l'exigence d'un même accueil, une même place, les mêmes chances.

2- <<J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.>>

La mise à disposition des jeux dans un aménagement des espaces pensé dans l'intérêt développemental de l'enfant nous permet de lui offrir un terrain d'expérimentations riche et qui développe son potentiel.

Nous exigeons de nos équipes des réponses systématiques aux besoins exprimés, afin de développer la confiance en soi. Nous acceptons le refus de l'enfant, la répétition, l'erreur et surtout respectons les choix de l'enfant quand ils sont bien sûr dans son intérêt

3- <<Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.>>

Les parents restent les premiers éducateurs et nous œuvrons pour une co-éducation dynamique en rendant lisible, compréhensible nos projets pédagogiques et en autorisant toutes les familles à entrer voir ce qui se passe dans nos crèches.

4- <<Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.>>

Toutes les paroles adressées aux enfants sont empathiques et valorisantes afin de favoriser l'estime de soi.

La qualité de l'interaction adulte/ enfant est notre priorité.

5- <<Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.>>

Nous voulons réduire chaque jour les inégalités face aux apprentissages en mettant à disposition des enfants et de leur famille toutes les informations nécessaires à son bon développement.

C'est en partageant des choses simples et reproductibles que cela sera possible dans la récurrence.

6- <<Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.>>

Les sens constamment en éveil la nature est notre alliée dans l'accompagnement de l'enfant et très présente dans nos pratiques professionnelles.

Nous faisons entrer la nature à la crèche et transportons la crèche dans le jardin.

7- <<Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.>>

Nous multiplions les propositions faites aux enfants pour multiplier les possibilités et laissons le maximum de matériel à disposition de tous les enfants.

8- <<J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.>>

L'ambiance est un facteur important d'épanouissement pour l'enfant. Nous avons à cœur de mettre à sa disposition des beaux objets, des œuvres d'art, de la diversité, de la quantité pour que chacun trouve ce dont il a besoin pour construire son esthétisme.

9- <<Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.>>

Nos directrices sont sur le terrain afin de partager le quotidien des professionnels, montrer par l'exemple, soutenir et évaluer les besoins.

Nous sommes attentifs à déployer une ambiance conviviale où il fait bon vivre

10-<<J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.>>

Nos équipes sont informées des attentes et de l'exigence vis-à-vis des enfants et s'investissent en connaissance de cause.

En accord avec le projet, il est alors plus facile de coconstruire pour mener à bien notre mission et répondre à l'exigence de la responsabilité engagée.

Nos engagements pour l'enfant :

Être libre de circuler et de bouger car c'est comme ça que mon cerveau apprend

Être libre de jouer sans que l'adulte ne m'explique comment faire

Être libre de déplacer, combiner et mélanger tous les jeux

Être pris dans les bras quand je pleure

Être aidé tout au long de la journée et pour tout car je suis dépendant

Être entendu et compris dans mes émotions et dans mon incapacité à les gérer seul

M'aider à m'apaiser car je ne peux me calmer seul

Ne pas me demander d'attendre, de partager, de comprendre, de réfléchir car je n'en suis pas encore capable

Ne pas dire de moi que je suis agressif, capricieux car je ne peux pas être doté de ses intentions à mon âge

Comprendre que je ne peux m'intéresser qu'à moi-même car je suis dépendant et que je ne suis pas encore prêt à me socialiser

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSEES

A- Accueil régulier

L'accueil est dit régulier dès lors que les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Il concerne ainsi tous les enfants fréquentant l'établissement au moins une fois par semaine.

2 types d'accueil sont proposés :

- L'ACCUEIL AU FORFAIT

Cet accueil est adapté aux familles dont les besoins d'accueil sont relativement fixes, et permet la réservation de plages horaires se renouvelant de manière régulière sur une période d'un an.

Pour faciliter la prise des congés, les contrats sont établis uniquement sur les jours hors vacances scolaires.

15 jours avant le début de ces dernières, les familles devront réserver les jours de présence dont ils ont besoins (Ces jours seront facturés en sus au tarif du contrat de la famille).

Il est formalisé par un contrat d'accueil signé, établi par la directrice sur la base des besoins exprimés en jours et horaires par la famille, après une période d'adaptation et une période « d'essai » (permettant aux parents d'ajuster les horaires du contrat). Ce contrat débute donc dans le mois qui suit l'arrivée de l'enfant dans la structure.

- L'ACCUEIL AU PREVISIONNEL

L'accueil au prévisionnel est adapté aux familles dont les besoins d'accueil varient d'une semaine à l'autre ou d'un mois à l'autre. Il permet une réservation à l'avance des plages horaires, mais cette réservation doit être validée au cas par cas par la direction de l'établissement, en fonction des places disponibles. L'accueil de l'enfant n'étant pas toujours possible faute de place, plus la réservation est effectuée tôt, plus elle a de chance d'être acceptée. Il est donc demandé aux parents d'anticiper autant que possible.

Dans tous les cas, un planning de réservation doit être formalisé. Il constitue la base de la facturation.

B- Accueil occasionnel

L'accueil occasionnel correspond à un accueil ponctuel ou exceptionnel. L'enfant est inscrit dans un seul établissement à la demande des parents.

L'accueil ne peut être possible qu'en cas de place disponible :

- par anticipation, au moins 24h à l'avance
- le jour même sur proposition de la directrice ou le service petite enfance.

Les parents peuvent également faire la demande par téléphone auprès du service petite enfance.

C- Accueil d'urgence

Dans certaines situations, un accueil d'urgence est possible pour des motifs liés à la rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès...), la rupture du mode de garde (hospitalisation de l'assistante maternelle...), ou à des impératifs non prévus à l'avance d'insertion professionnelle (entretien d'embauche, proposition de formation immédiate...).

L'accueil est dit d'urgence lorsqu'il n'a pas pu être anticipé, même quelques jours à l'avance.

L'appréciation de la situation relève des directrices de structure, qui évaluent par ailleurs la possibilité d'accueillir l'enfant au regard des places disponibles.

Lorsqu'elle ne peut être anticipée, l'admission de l'enfant pourra être facilitée en termes de conditions sanitaires (vaccinations et certificat médical) et de justificatifs administratifs, mais dès la première heure d'accueil le parent devra présenter sa carte d'identité et si possible les documents attestant de l'autorité parentale. La situation devra ensuite être régularisée dans les meilleurs délais, en particulier en cas d'accueil supérieur à 3 jours.

II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION

Être un professionnel c'est agir selon ses missions et non selon ses points de vue personnels.

Avant toute chose, l'enfant ne doit pas s'adapter à l'adulte c'est l'adulte qui doit s'adapter à l'enfant.

Être professionnel c'est être responsable d'un enfant, c'est veiller avant tout à sa sécurité physique, physiologique et affective.

Pour cela une observation accrue est nécessaire tout au long de la journée pour percevoir Les besoins de l'enfant et y répondre au plus juste.

Être responsable d'un enfant ou plusieurs c'est adapter sa posture, à hauteur de L'enfant, son langage tant dans l'intonation et la hauteur de la voix que dans le choix des mots et vos gestes.

Il est important de ritualiser les moments partagés avec l'enfant pour lui permettre de trouver le cadre sécurisant nécessaire à son bien être individuel.

Notre rôle consiste donc à aborder l'enfant avec une attitude positive et en ayant le souci de bien faire pour lui.

Nous allons suivre un enfant dans son développement et ses acquisitions, nous allons prendre soin de lui, c'est donc le prévenir de ce qui va se passer, lui parler d'une voix douce et posée, lui sourire, lui expliquer ce qui arrive, prendre son temps.

Nous allons être bienveillant et respecter son rythme et ses besoins d'enfant dépendant et en construction.

Nous allons l'aider à s'épanouir en étant un enfant souriant, heureux de jouer.

Nous allons l'accueillir tel qu'il est.

Nous nous faisons une priorité de faire grandir chaque enfant en l'accompagnant à son rythme avec le souci d'une prise en charge adaptée et pertinente

Cette démarche nous la mettons en place de manière spécifique pour les enfants porteurs de handicap.

Selon la nature et le degré de handicap, l'accompagnement proposé et le soutien seront différents.

Ce qui compte c'est que tous les acteurs soient mobilisés autour de cet accueil et que chacun participe à animer le meilleur dispositif possible pour cet enfant que l'on accueille.

En tout premier plan, l'accord de l'équipe institutionnelle est incontournable car l'enfant doit être porté par l'ensemble d'une équipe. C'est la capacité de l'accueil qui conditionnera la qualité de celui-ci.

Intégrer un enfant handicapé sou tend donc l'idée d'un partenariat et d'une responsabilité partagée avec la avec la PMI (dans le cadre de PAI) et avec des intervenants extérieurs tels que le Centre Médico-Psychologique (CMP), le SSESSAD, les écoles spécialisés et le CAMPS etc.

Ce travail en équipe élargie va nous permettre d'élaborer non seulement un projet d'accueil individualisé pour l'enfant et sa famille mais aussi de coconstruire des savoirs être, savoirs faire professionnels mutualisés.

III- LES COMPETENCES PROFESSIONNELLES MOBILISEES

Laïcité, non jugement, écoute, compréhension, accompagnement à la parentalité sont les compétences mobilisées afin d'accueillir l'enfant et sa famille en établissant un lien de confiance entre les professionnels, les parents et l'enfant.

A- Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire

L'équipe de la crèche accompagne l'enfant dans son acquisition progressive de l'autonomie dans un climat affectueux, sécurisant, stimulant et esthétique, au sens étymologique du terme : explorer le monde à l'aide des sens avec émotion, intelligence et sensibilité.

Les professionnels ouvrent des espaces de liberté à l'enfant et lui donnent ainsi la possibilité d'agir, de penser et de s'exprimer selon son choix.

Ils mettent en place des moyens pour limiter les obstacles à l'expression de cette liberté. L'enfant ne devient pas autonome brusquement. Les professionnels vont donc élargir l'espace et le domaine de liberté à mesure que l'enfant développe ses capacités d'autonomie. Ainsi les professionnels accompagnent chaque enfant dans son développement et ses acquisitions vers l'autonomie par l'expression de sa liberté individuelle.

Être une équipe signifie faire ensemble autour d'un projet commun, et pour cela il faut avoir connaissance du fonctionnement de l'institution et adhérer au projet, mais aussi savoir travailler en équipe et avec tous les membres de l'équipe

Pour rester une équipe il faut construire ensemble, c'est-à-dire que chacun des membres doit échanger ses propres observations (des enfants, des temps de vie quotidienne, et outils pédagogiques) et ses pratiques.

Ce qui compte c'est la mise en commun et pour cela il faut :

- Prendre connaissance du projet, le maîtriser, se l'approprier individuellement puis en équipe.
- Prendre conscience des limites de ce que l'on peut ou non réaliser seul ou avec les autres,
- Être disponible, à l'écoute et soutenir les projets des uns et des autres

- Soutenir/ou ne pas contredire les propos de ses collègues devant les enfants et les parents
- Se questionner pour avancer et améliorer les pratiques professionnelles
- La participation et l'investissement de tous pour porter le projet institutionnel,
- Échanger des observations à propos des enfants pour retransmettre des informations similaires aux parents
- Noter chaque jour les moments partagés avec les enfants sur le panneau
- Ne pas discuter au-dessus de la tête des enfants si cela ne concerne pas directement l'enfant dont on s'occupe (soins, repas, sommeil, état de l'enfant, tout ce qui concerne son développement et son bien-être)
- Prendre connaissance des transmissions à son arrivée, transmettre les informations nécessaires à ses collègues avant de partir en pause ; et se renseigner des transmissions à son retour de pause
- Avoir la possibilité d'apprendre et d'évoluer professionnellement
- Être responsabilisé pour prendre conscience et réaliser la part de travail de l'autre, chacun étant indispensable pour l'aboutissement du travail d'équipe

B- Description des compétences professionnelles mobilisées

Le personnel de la crèche est actuellement exclusivement féminin.

L'équipe est constituée d'une directrice (EJE) et de 5 agents auprès des enfants (Auxiliaire de Puériculture et CAP Petite Enfance). Un prestataire extérieur a la charge de l'entretien des locaux et de la préparation des repas en liaison froide.

La directrice est responsable de l'accueil des enfants et de leurs familles conformément à la réglementation.

- Elle garantit la sécurité des enfants accueillis.
- Elle organise le fonctionnement de la structure dans le cadre du projet d'établissement et sous l'autorité du Maire d'Auxerre.
- Elle encadre l'équipe quotidiennement en l'accompagnant sur le terrain, en observant et en évaluant les pratiques.
- Elle est responsable des ressources humaines et financières de la crèche (gestion du budget, suivi du temps de travail des agents).
- Elle rencontre les familles pour définir le contrat d'accueil et accompagne les parents dans leur rôle par l'écoute, la disponibilité, l'orientation vers des partenaires relais.

Les professionnels exerçant au quotidien auprès des enfants accueillent les familles dans le cadre du projet d'établissement et sous l'autorité de la directrice.

- Ils créent les conditions nécessaires au bien-être et à la sécurité des enfants.
- Ils entretiennent le matériel et les équipements de la structure.
- Chaque professionnel a une mission spécifique ajoutée à l'accueil des enfants : la gestion du stock des produits d'hygiène, des produits d'entretien, des produits alimentaires

nécessaires aux collations et repas, de la pharmacie des enfants. L'inventaire et le suivi des dates de péremption est ensuite communiqué à la directrice qui effectue les commandes de réapprovisionnement.

- Chaque agent est mis en projet sur la période d'une année scolaire après un temps d'échange avec la directrice. Lors de cet entretien la directrice écoute les attentes et envies qui animent le professionnel afin de mettre en valeur un projet individuel. Ce projet s'inscrit dans le projet éducatif et doit être réalisable. Les différents projets sont annoncés et partagés en équipe afin d'obtenir le soutien de tous. Par cette mise en projet, chaque professionnel est ainsi investi personnellement d'une mission au service du collectif. Il est valorisé sur ses capacités et fait accroître ses compétences professionnelles et sa confiance en soi. L'équipe est également dynamisée par cette montée en compétence et l'investissement de chacun. Deux bilans annuels permettent d'évaluer l'avancée du projet personnel, la faisabilité et les freins. Ils sont l'occasion de réajuster avec l'agent afin d'atteindre la satisfaction d'un projet mené à terme.

La continuité de direction

Chaque membre de l'équipe, en fonction de son horaire de travail, peut être amené à assurer une continuité de direction en l'absence de la directrice.

L'ensemble de l'équipe est donc formé par la directrice pour ce faire.

Le professionnel qui ouvre la crèche forme un binôme avec le professionnel qui ferme la crèche le jour où la directrice est absente afin de recueillir les informations sur le travail, l'absence d'un enfant, une demande urgente d'un parent.

Si l'agent ne sait pas répondre à une demande urgente, il connaît les coordonnées d'une autre directrice auprès de laquelle il peut poser sa question.

Les demandes non-urgentes seront traitées dès le retour de la directrice.

En l'absence de la directrice, chaque professionnel de l'équipe connaît et sait appliquer les protocoles de santé et le nom de la référente santé à contacter si besoin.

L'accueil des stagiaires

La crèche accueille des stagiaires en formation.

A son arrivée, le stagiaire est reçu par la directrice qui lui présente la structure et le personnel.

Un binôme de professionnels l'encadrera durant son stage.

Après un rappel des consignes de sécurité, d'hygiène et du respect du secret professionnel, le stagiaire présente ses objectifs de stage (donnés par l'école de formation) et ses objectifs personnels.

A mi- stage, la directrice reçoit le stagiaire avec un professionnel du binôme d'encadrant afin de faire un bilan sur le ressenti du stagiaire depuis son arrivée, les objectifs déjà atteints et ceux à approfondir, l'attitude professionnelle. Les encadrants soulignent les points positifs et les éléments à améliorer.

En fin de stage, un dernier bilan sous forme d'échange est fait entre le binôme encadrant, le stagiaire et la directrice. Il permet de statuer sur les compétences validées ou non, les objectifs personnels atteints ou pas et de remplir l'évaluation de l'école.

C-Analyse des pratiques professionnelles

Une réunion de 2h d'analyse des pratiques professionnelles est organisée chaque mois avec la psychologue pour chacune des sections. Elle intervient auprès de l'équipe pour assurer un accompagnement et une analyse de leur pratique professionnelle.

A chaque fin de réunion, une situation à observer ou l'observation d'un enfant en particulier, ou les deux, est décidé afin de pouvoir arriver avec des observations pour la réunion d'analyse des pratiques professionnelles suivante.

Ces réunions d'équipe vont permettre d'entraîner l'équipe, de les stimuler car chacun peut s'exprimer sans être bridé ou jugé.

C'est un lieu pour insuffler de la motivation et faire circuler la parole. Une équipe participative et responsabilisée sur les sujets est une équipe qui sera stimulée et aura envie d'avancer

L'objectif de cette réunion est avant tout la prévention sur les pratiques professionnelles :

L'objectif est d'accompagner les équipes pour comprendre et accepter les différentes phases de développement du jeune enfant et réadapter les pratiques et venir éclairer les pratiques avec un autre regard,

C'est un espace de parole et de soutien aux professionnels et de co-construction.

L'avis de la psychologue est consultatif et dans un souci d'inscription dans le projet de la structure.

La présence de la directrice en réunion est importante afin de valider ou pas les propositions faites suite aux hypothèses énoncées et aux avis donnés.

La réunion peut avoir lieu sans la présence de la directrice afin d'offrir un espace de parole et de réflexion sans risque d'évaluation

D- Réunions d'équipe et journées pédagogiques

Réunions d'équipe

La directrice réunit l'équipe pédagogique une fois par mois en fin de journée. Cette réunion répond à 2 objectifs :

- D'un point de vue organisationnel : elle informe l'équipe du planning des congés, notes émanant de la direction du Temps de l'Enfant, l'évolution des protocoles, l'accueil des stagiaires, et tout autre sujet d'actualité
- D'un point de vue pédagogique : elle vise à permettre un temps d'échange entre les membres de l'équipe pour réajuster ses pratiques et dynamiser le projet pédagogique. Chaque professionnel est participatif et le climat de bienveillance permet à chacun de proposer des évolutions ou réaménagements en lien avec ses observations.

Journées pédagogiques

L'équipe de la crèche se réunit 2 fois par an en journée pédagogique.

- La 1^{ère} journée a lieu fin août afin de préparer la rentrée à venir et permet à l'équipe de faire connaissance : répartition des enfants entre les 2 sous-groupes (petits et grands) et des professionnels sur ces mêmes groupes, lecture et appropriation du projet éducatif de la crèche, choix du projet annuel, aménagement de l'espace en fonction de l'âge des enfants attendus à la rentrée.
- La 2^{ème} journée se situe en milieu d'année scolaire (février/mars). Elle permet de faire un bilan à mi-année sur le dynamisme du projet annuel, le respect de la mise en place du projet éducatif et les difficultés rencontrées. Ce temps doit permettre de chercher en équipe des solutions et réajustements pour la 2^{ème} partie de l'année. Cette journée doit remobiliser l'équipe en notant les points forts de la période écoulée et en listant ceux à atteindre.

E- Transmissions en équipe

La communication orale au sein de l'équipe est à privilégier. Un support écrit soutient l'information de manière :

- À tenir informé chacun des professionnels et maintenir le même niveau d'informations
- À permettre une relecture de l'information au moment opportun

Ces transmissions orales et écrites sont variées : les transmissions d'équipe et les transmissions concernant les enfants accueillis. Elles restent confidentielles et ne sont pas à la disposition des parents.

Les transmissions d'équipe informent :

- La directrice envers les agents
- Les agents envers la directrice
- Les agents entre eux

Les transmissions concernant les enfants accueillis sont consignées dans un cahier tout au long de la journée et servent de support de communication avec la famille au moment du départ de l'enfant.

Un code d'abréviations est établi en équipe afin de garantir la confidentialité des écrits.

F- Prévention des risques professionnels

DOCUMENT UNIQUE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

L'Organisation Internationale du Travail place la santé des travailleurs au cœur de ses préoccupations.

La prévention des risques professionnels a été transposée en droit français par la loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 qui crée les articles L.230-1 et suivants du code du travail¹. Elle impose aux entreprises une « évaluation exhaustive des risques à traiter auxquels les travailleurs sont exposés ». Le décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 impose aux entreprises de conserver les résultats de cette évaluation et fixe les modalités de sa transmission ou de sa mise à disposition.

Ce document est conservé sous le nom de Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels.

Les objectifs du document unique d'évaluation des risques professionnels sont de

- Protéger la santé et la sécurité des travailleurs,
- Assurer de bonnes conditions de travail,
- Favoriser le dialogue social,
- Répondre aux obligations légales.

Afin de se mettre en conformité avec la loi, la Ville d'Auxerre a confié l'élaboration du document unique à la Direction de l'Hygiène et de la Gestion des Risques qui, au sein des services municipaux, a notamment pour mission de veiller à la santé et à la sécurité des agents.

Il convient de rappeler ici que le document unique ne concerne que les risques auxquels sont exposés les agents du fait de leurs activités.

S'occuper des jeunes enfants est passionnant, utile mais source de fatigue et de tensions. Les professionnels s'impliquent dans leur travail avec leur sensibilité et leur corps ce qui peut les fragiliser et engendrer épuisements et souffrances professionnelles.

La crèche est un lieu de vie où se croisent des tout-petits et des adultes.

L'environnement de travail comprend du mobilier adapté aux enfants avec pour objectif leur confort et leur sécurité physique. Pendant longtemps les besoins physiques des adultes n'ont pas été pris en compte.

Le port des E.P.I est une consigne de sécurité qui doit être respectée par les agents. Son non-respect est constitutif d'une faute qui peut justifier une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement de l'agent.

Les régimes de responsabilité en cas d'accident du travail ou de maladies professionnelles : L'élaboration du document unique est aussi l'occasion d'effectuer un rappel des régimes de responsabilité et d'indemnisation des victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Quelques conseils simples à mettre en œuvre et source de soulagement et prévention des TMS comme l'utilisation de matériel adapté pour les adultes et l'aménagement de l'espace.

· Le plan de change : ce poste de travail nécessite beaucoup de contraintes rachidiennes et articulaires. Il n'existe pas de poste de change idéal sur le marché ! Il faut prendre en compte :

- Le point d'eau accessible sans avoir ni à ne se contorsionner ni à s'écarter du bébé
- La largeur du plan de change, pouvoir changer dans les 2 sens (de face et de côté selon l'âge de l'enfant)
- La hauteur du plan de change. C'est une vraie question car tous les agents qui travaillent en crèche n'ont pas la même taille
- Pour les grands prévoir un escalier pour monter sur le plan
- L'accès au matériel pour le change à portée de mains

Autres recommandations dans les gestes du quotidien :

La forme physique et l'activité sportive des agents en dehors du travail sont essentielles.

Chaque jour :

- Plier les genoux pour se baisser
- Utiliser le mobilier adapté à disposition
- Adapter le rangement des lieux, armoires, étagères en mettant à la bonne hauteur ce qu'on utilise le plus etc...
- Utiliser les aides à la manutention lorsqu'elles existent : ex. chariot, etc....
- Porter les enfants => moment aussi très important toujours penser à porter la charge le plus près du corps et pas les bras tendus
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied plus près du corps et pas les bras tendus
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied

G- Remise à jour des connaissances et formation

Que signifie être professionnel ? Comment adopter une posture professionnelle dans les métiers de la relation humaine ?

Ce que nous faisons chaque jour a un impact sur la vie de l'enfant.

Nous avons donc la responsabilité de savoir expliquer ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons.

Devenir professionnel est une véritable transformation.

Cela va nécessiter du temps et va se faire au gré des connaissances et des expériences.

Il va s'agir de trouver du sens au travail et d'élaborer des compétences, c'est-à-dire transformer les connaissances en compétences, développer des savoir-faire et des savoir être.

Il va falloir trouver la conduite appropriée, adopter les comportements et les attitudes attendus.

La posture professionnelle va concerner la posture physique dans un premier temps, la manière de se tenir, la pose que l'on prend, la manière dont on s'habille, l'attitude que l'on a.

La posture professionnelle va concerner les habiletés à effectuer des missions, mais aussi la manifestation des comportements nécessaires.

Les missions sont confiées par l'institution et dans un cadre de fonctionnement.

Pour travailler auprès d'enfants il faut avoir des connaissances relatives à leur développement et à leurs besoins.

Les professionnels vont mettre en place des actions éducatives, pour cela ils vont devoir mettre de côté l'ensemble de leurs propres croyances, de leurs comportements liés à leur histoire familiale et personnelle, pour répondre aux besoins des enfants en fonction de leur développement affectif, cognitif, moteur et social et aux attentes et besoins de leurs familles

Cet accompagnement éducatif doit être une réponse adaptée aux capacités des enfants et à leurs besoins.

Les récentes recherches scientifiques nous apportent un éclairage pour mieux connaître et comprendre le développement de l'enfant.

Avec l'appui de la recherche nous savons aujourd'hui qu'il y a des choses que l'enfant ne peut pas faire car son cerveau est immature.

Cela permet de sortir des points de vue et de s'appuyer sur des connaissances factuelles pour répondre aux besoins de sécurité du jeune enfant, à sa dépendance et à son immaturité cérébrale, c'est donc aussi cela avoir une posture professionnelle.

La posture professionnelle doit permettre de passer de la spontanéité à l'activité très organisée,

Le professionnel doit être disponible, disposé et dans l'envie.

L'influence des adultes qui accueillent l'enfant est donc majeure, car c'est dans la rencontre avec des professionnels bienveillants ainsi que dans ses interactions que l'enfant va se construire.

H- La place des écrans dans la pratique professionnelle

L'usage des téléphones portables est proscrit auprès des enfants.

Des tablettes, dans lesquelles, nous retrouvons les coordonnées des parents, sont à disposition des professionnel(le)s.

Dans le respect du cadre réglementaire, aucun écran n'est branché en WI-FI.

LE PROJET EDUCATIF

I- L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE

A- Les premières rencontres

Une période d'adaptation est essentielle pour permettre à l'enfant et à sa famille de se familiariser avec la crèche.

Pour l'enfant il s'agit d'investir un nouveau lieu, de rencontrer de nouvelles personnes, de vivre de nouvelles expériences.

Pour les parents, l'arrivée à la crèche coïncide souvent avec la première séparation avec leur enfant.

La période d'adaptation varie en fonction des besoins des parents et de l'attitude de l'enfant. Si l'accueil est urgent, la séparation sera donc rapide et la période d'adaptation réduite. Si la famille en exprime le besoin, la période peut s'étendre sur 2 semaines.

L'adaptation est proposée de façon redondante c'est à dire avec plusieurs journées identiques consécutives.

Pourquoi ?

Parce que la prévisibilité est primordiale pour rassurer l'enfant : si chaque jour il est face à une nouveauté, alors il ne peut pas être rassuré.

Parce que l'enfant doit pouvoir anticiper ce qui va lui arriver pour être en confiance

Pour qu'il puisse « parier » sur ce qui va lui arriver et en tirer des conclusions (par exemple : lors de la 1ère visite à la crèche, s'il joue sur un tapis bleu avec un ballon vert à proximité de Marie, il va « parier » que lors de sa 2ème visite, il retrouvera le ballon vert à côté de Marie sur le tapis bleu. Si ce n'est pas le cas, il est alors insécurisé puisque ce qu'il avait prévu ne s'est pas produit.

Pour se familiariser avec le nouvel environnement.

Comment ?

- 1^{er} jour : visite de la crèche et présentation de l'équipe avec les parents (30 à 45 min) puis les parents partent et l'enfant reste pendant 2 heures environ.

- les jours suivants : l'enfant est accueilli pendant un temps proche de celui de son contrat avec les repères rythmant sa journée (temps d'éveil, repas, sieste, goûter,) mais en lui proposant une durée plus courte. (Exemple : 10h-15h pour un enfant ayant un contrat 8h-18h)

Si le contrat de l'enfant ne compte que 2 jours de présence, l'enfant vient uniquement ces 2 jours pour l'adaptation.

- Chaque enfant est accompagné pendant cette période d'adaptation par un binôme composé de 2 professionnels mais au quotidien 6 adultes travaillent à la crèche et peuvent accueillir l'enfant et sa famille. Ces 2 référents lors de l'adaptation offrent la sécurité affective nécessaire à l'enfant pour qu'il puisse découvrir progressivement l'ensemble des adultes et des lieux. La notion de référent permet à la famille et à l'enfant de se sentir en confiance pour explorer davantage.

- Nous veillons à installer les mêmes jouets au même endroit (sur le même tapis pour les bébés) et à accueillir les enfants dans la même salle de jeux pour que les enfants retrouvent leurs repères durant cette période d'adaptation

- Nous proposons aux enfants qui ont un doudou, une tétine ou tout autre tissu ayant l'odeur de la maison de l'apporter

- Nous consacrons un temps de rencontre important avec les parents pour échanger sur les habitudes de l'enfant en remplissant la feuille des habitudes et des introductions alimentaires à la 1^{ère} visite. Les professionnels sont disponibles et accueillent chaque famille dans le respect de ses valeurs et habitudes familiales sans jugement ni discrimination. En amont, lors de l'inscription, la directrice aura présenté aux parents le projet éducatif qu'ils se sont engagés à accepter. Les valeurs professionnelles de la structure sont donc connues des parents et en accord avec les leurs.

B- Accueil au quotidien

Chaque jour, à l'arrivée et au départ des enfants, nous proposons un espace de discussion avec les familles. Le personnel est accueillant et souriant et permet aux parents souhaitant échanger de pouvoir le faire. Nous veillons à la confidentialité des propos en nous tenant à distance des autres familles. Cet échange se déroule dans l'espace d'accueil des enfants et ne doit pas impacter sur la vigilance des professionnels vis-à-vis des enfants déjà accueillis.

Durant ces échanges, nous pouvons recueillir des informations auprès des parents (heure du dernier biberon, état de santé, ...) et échanger avec la famille (questionnement des parents sur l'acquisition de la propreté, difficultés de sommeil, ...).

Ces informations permettent de faire le lien entre la famille et la crèche. Elles sont nécessaires pour accueillir l'enfant dans une continuité éducative.

II- L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE

La crèche comporte 1 bureau, 1 hall, 1 salle de jeux, 1 salle de bain, 2 dortoirs, 1 office et 1 terrasse.

L'espace se situe sur 2 niveaux reliés par un escalier aux larges marches permettant aux enfants d'y jouer. La structure est lumineuse avec ses larges fenêtres et ses murs aux couleurs claires.

Les lieux sont aménagés afin de répondre aux besoins des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans conformément à la réglementation. Les conditions d'hygiène, de confort et de sécurité sont réunies. Chaque jour, l'aménagement de l'espace satisfait les différents besoins des enfants : le repas, le sommeil, les soins corporels, les propositions d'éveil.

Chaque espace est pensé pour offrir la possibilité aux enfants d'accéder en autonomie aux activités et permettre la libre circulation des enfants :

- Les chaises du coin repas n'ont pas d'accoudoir pour permettre aux enfants de s'y mouvoir et de s'y installer seul, leur taille est pensée pour que les pieds des enfants touchent le sol afin qu'ils montent et descendent en sécurité
- Les lits du dortoir sont choisis pour garantir la sécurité et l'autonomie des enfants. Dès qu'un enfant arrive à se mettre debout dans son lit à barreaux, il est alors installé dans une couchette au sol pour lui permettre de se coucher et se lever seul, de se mouvoir sans la contrainte des barreaux
- La salle de bain est équipée de petits WC, d'un plan de change pour les plus petits et d'un espace « change debout » pour les enfants qui marchent. Ainsi les enfants qui le souhaitent peuvent participer au change et enlever seul leur couche, la jeter, essayer de se laver, ... Un lave-main à la hauteur des enfants avec bouton poussoir permet aux enfants de se familiariser avec le lavage des mains.
- L'espace de jeux présente différents pôles accessibles librement : la motricité libre, la manipulation, l'imitation, la lecture, le graphisme, la construction, la détente.

Les tables sont présentées comme mobilier pour jouer : les enfants peuvent y poser un jouet, s'y allonger, approcher une chaise pour s'asseoir

Dans cet espace, des boîtes de mouchoirs et poubelles sont à la disposition des enfants à leur hauteur pour qu'ils puissent y accéder seuls

L'escalier est un espace de jeux à part entière. Il permet de circuler et de jouer. Des étagères sur un côté proposent du matériel.

Les tapis garantissent la sécurité aux abords du mobilier de motricité tel que le toboggan mais ne doivent pas freiner la circulation des enfants notamment des plus jeunes dans l'acquisition de la marche.

- Le hall permet d'étendre l'espace de jeux et de circuler avec les objets roulants tels que les porteurs, poussettes, ballons, ...
- La terrasse est le lieu de contact avec la nature. Elle est équipée de jardinières de plantes et fleurs entretenues par les enfants. Son sol souple permet aux enfants de profiter pieds-nus de l'extérieur et de façon libre ils peuvent choisir de passer de la salle de jeux à la

terrasse. Les plus petits fréquentent également la terrasse. Toutes les propositions de jeux installées à l'intérieur peuvent l'être à l'extérieur. Le mobilier se transporte facilement.

- L'office est le lieu de stockage et de réchauffe des repas.

L'aménagement de l'espace est réinterrogé régulièrement en réunion d'équipe pour l'adapter aux capacités et besoins des enfants en perpétuelle évolution.

Cependant, il doit toujours permettre la libre circulation des enfants.

L'installation des équipements doit toujours garantir la sécurité physique des enfants et la sécurité affective. La hauteur et la disposition du mobilier doit permettre aux enfants et aux professionnels de se voir quel que soit le lieu.

L'espace dédié aux bébés est protégé lorsque les plus grands se trouvent à proximité.

III- L'EVEIL

A- Grandes lignes pédagogiques

Au sein de la crèche, nous proposons l'**Itinérance Ludique**.

Il s'agit d'un environnement stimulant favorisant les découvertes et les expérimentations.

L'enfant se déplace et choisit ce qu'il veut expérimenter.

Les professionnels se positionnent physiquement (comme un phare éclairant le jeu de l'enfant) et dans la relation avec l'enfant de manière à garantir la sécurité affective.

Les propositions sont variées et réfléchies en amont de manière à ce qu'elles soient diversifiées chaque jour.

Pourquoi ?

- Pour répondre aux besoins cognitifs des enfants.
- Pour répondre aux besoins moteurs des enfants.
- Parce que les bébés ont besoin d'un équilibre entre aventure et sécurité.
- Pour favoriser le développement de l'imaginaire.
- Pour laisser l'enfant rêver, prendre le temps, faire ses propres choix.
- Parce que l'enfant expérimente toutes les actions sur les objets pour tester les propriétés et anticiper le résultat.

Il utilise la théorie bayésienne : il fait des hypothèses sur les choses donc il maîtrise son pouvoir sur le monde ce qui lui permet de prendre conscience de soi.

- Parce que les enfants de moins de 3 ans sont des « chercheurs » qui découvrent les propriétés des objets, les rapports de leur corps à l'espace. Ils s'exercent et répètent leurs expériences.

- Pour permettre à l'enfant de comprendre les caractéristiques du monde qui l'entoure, les objets, les relations entre ceux-ci avant les représentations, les consignes, les règles liées aux apprentissages scolaires.

Comment ?

Nous ne proposons pas d'activités dirigées mais des univers ludiques chaque jour sous forme de pôles accessibles librement : la motricité libre, la manipulation, l'imitation, la lecture, le graphisme, la construction, la détente.

Les enfants sont libres de circuler entre les différents univers. Ils passent de l'un à l'autre sans en faire la demande. Ils peuvent revenir plusieurs fois à un même pôle s'ils le souhaitent ou ne pas explorer certains univers. Ils font leurs choix.

B- Le jeu

Les jeux sont à disposition des enfants et installés avant l'arrivée des enfants le matin, avant le réveil de sieste. Ils sont mis en scène. Régulièrement dans la journée, les professionnels replacent les jouets dans les différents coins jeux, réinstallent les univers pour susciter l'envie et structurer la pensée des enfants. Un seul professionnel se déplace pour organiser l'espace pendant que les autres maintiennent leur positionnement rassurant.

Les professionnels adoptent une attitude rassurante en étant disponible pour les enfants et répartis dans l'espace. Chaque professionnel est positionné à proximité d'un univers de jeux pour l'animer, pour garantir la sécurité physique et la sécurité affective. Il est le « phare » de cet espace et éclaire l'enfant de manière à le rassurer par sa présence.

Si le nombre d'adulte est inférieur au nombre de pôles proposés alors il faut d'abord s'assurer que la sécurité physique est garantie et que les enfants sont assez rassurés pour explorer cet univers sans adulte physiquement présent. Si ce n'est pas le cas, les professionnels choisissent de réduire le nombre d'univers proposés ce jour.

Nous créons chaque jour pour les enfants des univers stables avec des petites touches de nouveauté, de surprise pour relancer le jeu, les surprendre, susciter la curiosité.

Si nous proposons une activité ludique à table, les enfants peuvent s'y installer debout ou s'asseoir s'ils le souhaitent.

C- L'activité libre

UNIVERS MOTRICITE LIBRE :

La sécurité de l'enfant prime toujours. Le matériel est utilisé sous la surveillance du professionnel. L'attitude du professionnel est rassurante et encourageante.

Les professionnels favorisent les propositions motrices tout au long de la journée. Les enfants ont besoin d'être en mouvement pour construire leurs pensées. Les neurosciences nous apprennent que le cerveau des jeunes enfants est en mouvement donc le corps doit lui aussi pouvoir être en mouvement, sans contrainte. Si on réduit le mouvement alors on réduit les pensées.

Les bébés sont installés sur le dos au sol parce que le schéma corporel de l'enfant est en constante évolution, l'enfant a besoin de découvrir son corps et ses limites.

Toutes les perceptions de l'enfant lui déclenchent des actions (aller voir ou saisir un objet). Les professionnels permettent à l'enfant de pouvoir se mouvoir sans gêne. Les enfants jouent pieds nus (ils enlèvent les chaussettes dès leur arrivée).

Nous n'installons pas l'enfant dans une position qu'il n'a pas acquise seul parce que c'est le mettre dans une situation d'insécurité (par exemple : nous n'installons pas assis un enfant qui ne sait pas s'asseoir seul).

Les enfants utilisent les porteurs, poussettes et autres objets roulants sur lesquels on peut monter dans tout l'espace de la crèche et la terrasse.

Les toboggans et les escaliers peuvent se monter et se descendre comme les enfants le veulent tant que leur sécurité est garantie. Il n'y a pas de sens de circulation sur la structure de motricité.

Nous laissons la possibilité aux enfants de monter sur les structures de motricité avec le doudou ou un jouet (la structure est un espace de jeux et pas seulement un lieu de motricité). Notre seule limite est en rapport avec la sécurité des enfants : ils ne peuvent pas monter sur la structure de motricité avec les porteurs car il y a un risque de chute (objet roulant sur lequel on peut monter).

Les professionnels accompagnent les enfants dans les déplacements s'ils observent une crainte ou une mise en danger de l'enfant. L'intérêt est de montrer aux enfants à redescendre d'un mobilier en se retournant pour éviter un risque de chute.

Chaque jour des objets roulants sont à disposition des enfants (porteurs, ballons, ...)

Les jeux sont en plusieurs exemplaires et identiques.

Les enfants peuvent combiner deux objets ou détourner un objet de son utilisation habituelle et normée des adultes (s'asseoir sur un garage, poser une bassine sur sa tête,)

Les professionnels connaissent l'affordance des objets et du mobilier. Ils savent que l'utilisation de l'objet faite par l'enfant est suggérée par l'objet lui-même et dépend de ses propriétés physiques. L'enfant observe l'objet et cherche toutes ses propriétés, sans limite.

D- Chaque enfant se développe à son propre rythme

UNIVERS MANIPULATION :

La base du jeu est constituée de diverses matières et objets ludiques, insolites et neutres à manipuler. Les objets utilisés peuvent être achetés ou de récupération (boîtes en carton, bouteilles en plastique,) Des objets qui se combinent, à explorer librement sont proposés chaque jour. Ils sont renouvelés chaque fois qu'ils sont détériorés pour proposer du matériel attrayant et de qualité aux enfants.

Il y a toujours des contenants en quantité et de tailles différentes à disposition.

Les jeux sont en plusieurs exemplaires et identiques.

La manipulation s'exerce aussi en transvasant de petits objets dans des récipients. Nous mettons les enfants devant des expériences à résoudre (objets à empiler, à emboîter, à vider sans consigne de l'adulte).

La motricité fine est développée avec la manipulation de matières telles que l'argile, la pâte à sel, le sable, que l'enfant peut toucher, écraser, trouser, tirer, couper, taper...

UNIVERS IMITATION :

Cet univers permet aux enfants d'imiter, de créer, imaginer.

Les jouets sont proposés indépendamment des stéréotypes culturels ou du genre de l'enfant.

Les jeux sont en plusieurs exemplaires et identiques.

Les coins jeux ne sont pas fermés car avant 3 ans, les enfants ne peuvent pas classer les objets (la dinette dans le coin dinette, les voitures dans le garage,). Ils doivent d'abord les explorer. Ils peuvent donc transporter et déplacer les jouets d'un coin à l'autre.

UNIVERS LECTURE :

L'intérêt de mettre à disposition très tôt les livres est de proposer un bain langagier riche à chaque enfant.

Le coin livres est installé dans un lieu propice au calme.

Les livres sont présentés à tous les enfants dès leur arrivée à la crèche. Ils sont disposés sur une étagère à différentes hauteurs pour permettre à tous les enfants d'y accéder.

Les livres présentés sont cartonnés et en papier. Il s'agit d'imagiers, d'histoires courtes du quotidien, de poèmes, de comptines, d'albums jeunesse, ...

Les professionnels s'installent quotidiennement et plusieurs fois par jour au sol dans le coin livres.

Ils observent les enfants manipuler les livres, répondent à leurs sollicitations pour regarder ensemble un livre, lisent à un ou plusieurs enfants un livre.

Les livres sont des objets donc ils peuvent être déplacés dans un autre coin jeu.

Les enfants peuvent regarder un livre dans n'importe quel espace de la crèche et dans n'importe quelle position.

La quantité et la diversité des livres est réajustée suite aux observations des professionnels.

Les livres présentés sont en bon état. Ceux qui sont abîmés sont dans un premier temps réparés puis remplacés s'ils sont trop dégradés.

UNIVERS GRAPHISME :

Les supports au graphisme sont variés. Ils permettent aux enfants de créer, laisser simplement une trace, faire l'expérience d'un dessin.

Les professionnels proposent des réalisations collectives ou individuelles, verticales au mur ou sur un chevalet, horizontales sur une table ou sur le sol.

Les techniques sont diversifiées : craie, crayon de couleur, pastel, peinture, feutre, collage, ...

Après des parents, les professionnels véhiculent l'idée du besoin d'expérimenter plus que de résultat. L'importance est donnée au temps passé à la réalisation, aux échanges qui ont lieu, au ressenti de l'enfant.

UNIVERS CONSTRUCTION :

Les propositions de constructions sont variées et répondent aux besoins de structuration de la pensée et d'expérimentation des enfants.

Les éléments permettant de construire sont variés (formes, tailles, matières, propriétés,).

Les professionnels laissent les enfants devant des expériences à faire sans donner de modèle. Les enfants sont libres de leur réalisation. Ils construisent et démontent à leur gré.

Un des rôles des professionnels est de permettre à chaque enfant d'avoir un espace protégé où il pourra construire sans risque de voir sa réalisation cassée par un autre enfant s'il ne le souhaite pas. L'enfant est ainsi dans un engagement actif qui est très favorable pour améliorer ses capacités d'apprentissage.

UNIVERS DETENTE :

Cet espace est dédié à la détente et permet à chaque enfant de venir se poser, reposer, rêver, se lover, explorer ses sens.

Il peut être jumelé avec l'univers lecture ou différencié. Un coin calme dans une ambiance chaleureuse est propice.

S'il est installé dans un espace dédié, il est alors proposé suivant l'approche Snoozelen. Il s'agit de proposer une stimulation multisensorielle aux enfants. Cette pratique vise à éveiller la sensorialité en créant un espace spécialement aménagé, éclairé d'une lumière tamisée, bercé d'une musique douce, et laissant à disposition des enfants des lumières et matières à manipuler.

Au sein de la crèche, nous proposons aux enfants un **environnement rassurant et adoptons une posture sécurisante.**

Pourquoi ?

Parce que l'attachement (comme défini par John Bowlby (psychanalyste anglais)) est un besoin primaire. L'enfant sait faire la différence entre la figure d'attachement primaire (sa mère) et celle de substitution (professionnel de crèche qui le prend en charge toute la journée)

L'attachement ne rend pas dépendant, il permet de se sentir suffisamment en sécurité pour affronter les défis et développer l'autonomie.

Parce que c'est l'équilibre entre le processus d'attachement et l'envie d'exploration (la curiosité) qui définit la notion de sécurité pour l'enfant.

Comment ?

Les professionnels s'installent à la hauteur des enfants dès l'accueil. Ils sont positionnés au sol et invitent les parents à déposer leur bébé à proximité (le simple contact ou regard peut suffire à mettre en confiance). Les enfants qui marchent sont accueillis de la même manière mais peuvent faire le choix de se déplacer immédiatement.

Durant chaque moment de la journée, les professionnels sont positionnés dans l'espace afin que les enfants soient à la vue de l'adulte, sous le regard de l'adulte. L'adulte est un phare pour l'enfant.

Les professionnels favorisent les petits groupes d'enfants lors de déplacements dans le hall pour se chauffer ou à la salle de bain pour se laver les mains par exemple.

Sous la notion d'accueil de l'enfant, les professionnels savent être disponible sans être envahissant (l'enfant peut choisir de venir voir l'adulte ou de s'en écarter : l'adulte ne le retient pas)

Nous **communiquons** avec les enfants et nous laissons les enfants communiquer entre eux

Pourquoi ?

Pour respecter l'enfant en tant qu'individu.

Parce que les bébés reproduisent les mouvements de la bouche lors du babillage pour produire les premiers sons.

Pour enrichir le vocabulaire des enfants.

Réduire les inégalités face aux futurs apprentissages

Comment ?

Les professionnels sont attentifs au langage corporel de l'enfant qui ne parle pas encore pour adapter leur attitude et action.

Lorsque l'enfant commence à verbaliser, les professionnels reformulent ce que l'enfant dit ou fait pour être sûr de l'avoir compris

Dans la relation individuelle avec l'enfant (pour un soin par exemple), le professionnel verbalise ses actions et les actions de l'enfant afin de lui permettre d'être acteur en lui expliquant ce qui va lui arriver. Ainsi l'enfant peut anticiper et être rassuré.

L'utilisation d'un langage correct est primordiale pour parler au quotidien à l'enfant. Les mots choisis ne sont pas infantilisants.

Pour nommer l'enfant, les professionnels utilisent le prénom de l'enfant uniquement. Les surnoms sont réservés au contexte familial.

Les professionnels utilisent la communication gestuelle pour associer un geste à un mot dans les actions quotidiennes récurrentes des enfants. Ce mode de communication permet aux enfants qui ne verbalisent pas de se faire comprendre des adultes et ainsi de réduire leur frustration.

Quand un enfant parle avec un autre, les professionnels n'interviennent pas. Ce temps est privilégié et appartient aux enfants.

Des petits groupes d'enfants qui le souhaitent sont réunis quotidiennement pour partager un moment de développement langagier : regarder un livre, écouter une histoire, chanter, chansons mimées, marionnettes, kamishibai, comptines, loto sonore, imagiers, photos,

Les professionnels parlent à l'enfant le plus souvent possible individuellement en face à face les yeux dans les yeux à sa hauteur car la perception des sons est liée aux mouvements des lèvres de l'interlocuteur.

L'enfant est **valorisé** dans son quotidien en respectant **ses émotions**.

Pourquoi ?

- Faire grandir l'estime de soi
- Augmenter la confiance en soi.

Comment ?

En adoptant un regard bienveillant sur l'enfant et ce qu'il fait, en respectant ce que l'enfant fait et pense.

L'enfant ne déçoit jamais le professionnel qui place sa réussite dans l'épanouissement personnel de l'enfant.

Ainsi le professionnel accepte les choix et décisions de l'enfant sans l'obliger. Il accepte le refus de l'enfant à participer, à coopérer. Il accepte les échecs de l'enfant sans l'humilier ou faire à sa place.

Le professionnel valorise l'enfant en le félicitant (quand il commence à manger seul, se met debout, s'habille seul, fait une tour de cubes, ...).

Les professionnels encouragent sans stress, sans pression. Il n'y a pas d'obligation de résultat.

Chaque professionnel veille à être patient, aller au rythme de l'enfant, sans le bousculer en tenant compte individuellement des capacités de chacun.

Les professionnels savent faire confiance aux enfants lorsqu'ils échangent entre eux, lorsque les conditions sont favorables (exemple : un grand et un bébé jouent à proximité)

L'adulte doit être plus dans l'observation que dans l'action.

Les professionnels savent que les comparaisons entre enfants et les menaces sont interdites car elles nuisent au développement émotionnel des enfants.

Les professionnels reconnaissent les découvertes de Maria Montessori (pédagogue italienne). Elle a démontré l'importance de l'observation de l'enfant, de le considérer comme une personne digne d'intérêt. Elle a dit qu'« il porte en lui les germes de son propre développement. S'il est laissé libre dans un environnement sécurisant, il trouve naturellement du plaisir à se dépasser ». Elle utilise la notion de « l'aider à faire seul ». Ainsi les professionnels reconnaissent l'importance de laisser l'enfant faire seul même si c'est maladroit, même si c'est plus long.

Les professionnels font preuve d'empathie quand ils s'adressent à l'enfant pour lui permettre de comprendre ses émotions en mettant des mots sur ce qu'il éprouve.

Une attitude réconfortante et bienveillante, sans minimiser ce que vit l'enfant est nécessaire (ne pas dire "ce n'est pas grave").

Un enfant qui pleure ne reste pas seul. Le professionnel se déplace vers lui, le réconforte en cherchant à comprendre les raisons de ses pleurs (douleurs, besoin physiologique, ...)

Un enfant qui tombe, se blesse, lors de l'endormissement, d'une maladie, d'un chagrin : l'adulte rassure l'enfant, lui parle et lui propose un contact s'il le souhaite (chaque enfant a un besoin différent d'être consolé).

E- Communication

Les parents sont les premiers éducateurs de leur enfant. Il est donc nécessaire que les professionnels de la crèche prenant le relais des parents lors du temps d'accueil en structure communiquent avec les parents.

Cette communication quotidienne est basée sur une confiance établie progressivement. L'équipe de la crèche transmet avec respect et honnêteté des informations à la famille de l'enfant concernant la journée de celui-ci. Elle relate les points forts du temps d'accueil (heure du dernier biberon, température si l'enfant est malade,) et des faits anecdotiques permettant aux parents de s'imaginer la journée de leur enfant (glissade sur le toboggan en riant, discussion à table avec un copain,).

Les parents doivent recevoir des informations essentielles et des informations complémentaires pour restituer au mieux la journée de leur enfant.

Les éléments difficiles à annoncer aux parents par l'équipe (morsures, chute, ...) et toutes les informations concernant les conséquences involontaires des interactions négatives entre enfant font l'objet d'un appel téléphonique dans la journée afin de garantir la transparence et la qualité d'accompagnement nécessaire.

Tout est communiqué avec la plus grande bienveillance possible. Si la situation est trop compliquée, la directrice peut prendre le relais et échanger avec la famille.

IV- L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE

Il est essentiel de permettre un accès à l'art et à la culture au sein de la crèche. Les sens des enfants se développent au contact d'éléments riches et variés. Les supports artistiques sont des vecteurs d'émotions.

La découverte et la manipulation des livres quotidiennement est une approche à la portée des plus jeunes.

L'éveil des sens passe également par l'écoute de musiques variées temporellement et culturellement.

Le travail en partenariat avec l'artothèque permet de présenter aux enfants des œuvres de grandes tailles (peintures, aquarelles, croquis, ...) dans leur environnement quotidien de la crèche.

V- LES SORTIES EXTERIEURES

La crèche dispose d'une terrasse qui est le lieu de contact avec la nature. Elle est équipée de jardinières de plantes et fleurs entretenues par les enfants. Les plantes permettent aux insectes et oiseaux de se poser et ainsi aux enfants de côtoyer la faune.

Son sol souple permet aux enfants de profiter pieds-nus de l'extérieur et de ressentir les sensations sur la plante des pieds. Les enfants peuvent choisir de passer librement de la salle de jeux à la terrasse.

Les plus petits fréquentent également la terrasse à plat ventre pour ramper ou allongés sur le dos, ombragés par le store.

Même si les propositions motrices avec les porteurs, vélos et balançoire sont prédestinées à cet espace, toutes les propositions de jeux installées à l'intérieur peuvent l'être à l'extérieur. Le mobilier se transporte facilement.

Les enfants peuvent également déjeuner et prendre le goûter sur la terrasse.

A proximité de la crèche, les locaux du centre de loisirs peuvent accueillir ponctuellement les enfants pour une découverte des lieux lors d'ateliers partagés avec les enfants et animateurs du centre de loisirs.

VI- PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT

A- Les repas

Les enfants allaités peuvent continuer de l'être à la crèche. La maman peut tirer son lait et l'apporter quotidiennement. Le professionnel réchauffera le lait et le donnera à l'enfant. Les règles d'hygiène concernant le recueil et le transport du lait maternel sont expliqués aux parents lors de l'inscription.

Les repas sont préparés par un prestataire extérieur. Nous proposons des menus composés avec 40% de bio et 50% venant de la production locale.

Ils sont livrés chaque matin en liaison froide. Un professionnel de l'équipe a la charge du réchauffage des repas. Un roulement au niveau du planning est organisé pour que chaque professionnel y participe. Les professionnels sont formés aux normes réglementaires HACCP.

Le temps du repas est une relation duelle à privilégier pour les plus jeunes. Les bébés prennent leur repas dans les bras du professionnel. Le contact, le regard et le portage soutiennent l'enfant pour lui permettre de se détendre et d'apprécier son repas.

Le bébé prend son repas au moment où il en exprime le besoin. Les biberons et purées sont préparés à la demande de l'enfant. Les professionnels ne réveillent pas un enfant qui dort pour lui donner son repas.

La diversification alimentaire est initiée à la maison La diversification se fait entre 4 et 6 mois avec les parents. A partir de 6 mois, tous les aliments peuvent être proposés.

De la même manière, si les parents souhaitent un régime alimentaire pour leur enfant, ils l'indiquent lors de l'inscription et ce principe personnel est respecté sans jugement de valeur.

Lorsque l'enfant se tient assis seul, c'est-à-dire lorsqu'il est en capacité de passer seul du sol à la position assise, nous l'installons dans un petit fauteuil pour qu'il prenne son repas. Ce fauteuil est équipé d'une tablette amovible qui peut permettre de poser l'assiette ou d'approcher l'enfant d'une petite table pour progressivement s'installer en groupe.

Cette évolution motrice correspond également au désir de toucher les aliments et les mettre seul à sa bouche. Pour le professionnel, il s'agit d'accompagner l'enfant et de l'encourager dans ses nouvelles acquisitions. Il peut alors proposer à l'enfant d'utiliser ses doigts ou une cuillère tout en prenant une cuillère supplémentaire pour aider l'enfant. L'eau est proposée au verre.

Le déjeuner :

Le repas débute vers 11h30 après le lavage des mains des enfants à la salle de bain.

Les plus grands s'installent à table sur une petite chaise. Ils choisissent leur place. Les professionnels s'installant toujours à la même table, l'enfant peut faire son choix en anticipant. Cette organisation le rassure.

Les enfants ont une assiette compartimentée et un verre devant eux. Ils se servent une cuillère et une fourchette.

Le menu est présenté oralement aux enfants en montrant les plats qui sont sur le chariot de repas.

L'entrée, le plat, le laitage et le dessert sont proposés simultanément à table. Les enfants se servent et font passer le plat à l'enfant situé à côté d'eux. Les professionnels veillent à respecter les régimes alimentaires de chacun et la quantité versée dans chaque assiette.

Aucun aliment n'est valorisé plus qu'un autre. L'enfant est respecté dans son envie de goûter ou pas un aliment.

Si un enfant ne mange pas, il n'est pas obligé de rester à table et peut aller jouer à proximité.

L'adulte a aussi un rôle pédagogique dans la découverte de nouveaux aliments, nouvelles textures...Le repas favorise aussi le langage, les enfants échangent entre eux et avec l'adulte (exemple : images d'aliments sur les murs du coin repas, atelier préparation d'une compote, ...).

Nous favorisons l'autonomie, à la fin du repas les enfants se lavent la bouche avec un gant, seuls ou avec aide, et mettent leur gant et bavoir au sale dans des seaux à proximité.

Le goûter :

Le goûter a lieu vers 16 h, il est composé d'un fruit (de saison, compote maison, fruits secs, ...), de tartines de pain (avec beurre, confiture, chocolat ou miel) et de lait bio ou d'un laitage (yaourt, fromage blanc, fromage, ...).

Lorsqu'un enfant fête son anniversaire, il peut réaliser son gâteau le matin et le partager au moment du goûter.

B- Les soins

Le temps de change

Si l'hygiène est indispensable au maintien de la bonne santé de l'enfant, l'approche psychoaffective l'est tout autant pour l'équilibre psychique de l'enfant.

Le change est un moment individuel et privilégié tant pour les enfants que pour les adultes. Le respect de l'intimité et de la pudeur de l'enfant est pris en compte.

Avec le bébé, la professionnelle entre en communication par le regard et le toucher. Des sensations et émotions nouvelles peuvent être nommées.

Avec un plus grand, l'enfant devient acteur de son temps de change au fur et à mesure qu'il grandit (enlever seul sa couche, la jeter, se laver, enfiler sa couche, remonter son pantalon,);

Le change debout est privilégié pour l'enfant qui marche et qui veut participer. L'adulte s'assoit à hauteur de l'enfant et c'est l'enfant qui participe.

L'apprentissage de la propreté chez les grands

Il n'y a pas d'âge pour acquérir cette étape. Les professionnels sont attentifs aux signes montrant que l'enfant a acquis une certaine maturité sphinctérienne. L'enfant doit pouvoir nous signifier son besoin.

Les professionnels échangent avec les parents pour qu'il y ait une continuité et une cohérence entre la maison et la structure d'accueil. La discussion est bienveillante et respectueuse des habitudes familiales. Les professionnels savent rassurer et encourager une famille inquiète, ou freiner des parents pressés. Ils mettent en avant leurs connaissances dans l'intérêt de l'enfant et de son développement harmonieux.

Lors du change, nous proposons à l'enfant d'aller aux toilettes, nous l'encourageons dans cette démarche mais l'enfant peut aussi aller aux toilettes à d'autres moments en désignant la porte, en parlant, par son attitude corporelle.

Aller aux toilettes est véhiculé comme un acte naturel et non imposé, les petits « accidents » sont dédramatisés.

C- Le sommeil

Il y a deux dortoirs qui communiquent.

Il est important :

- que chaque enfant ait une place prévue pour lui avec la literie propre
- que la température de la pièce soit entre 18 et 20°C
- que la pièce soit dans une semi-obscurité
- qu'un professionnel assure la surveillance (ou porte ouverte et passage fréquent)

- que la présence soit rassurante si l'enfant en éprouve le besoin

Chaque enfant a un rythme différent que les professionnels veillent à respecter en étant attentifs aux signes de fatigue (pleurs de l'enfant, se frotte les yeux...). L'enfant est couché dans son lit à chaque fois qu'il en éprouve le besoin, indépendamment de l'heure ou des autres enfants.

Les transmissions dans le cahier d'accueil sont importantes pour connaître le rythme de l'enfant.

Les parents savent que le rythme en collectivité peut être différent de celui de la maison car les enfants sont plus sollicités donc plus fatigués par leur journée en collectivité.

Pour favoriser le sommeil de l'enfant il est important d'instaurer des rituels qui lui permettent de se sentir rassuré. Le passage aux toilettes fait partie des rituels des plus grands au moment du coucher.

Dès que l'adulte repère les signes de fatigue il prépare l'enfant par la parole à aller à la sieste. L'enfant prend son doudou et/ou sa tétine. Il a son propre lit et nous reprenons les habitudes de la maison.

En fonction des besoins de l'enfant, la présence de l'adulte à ses côtés peut le rassurer. Les enfants ont besoin d'un temps d'adaptation plus ou moins long pour se réveiller complètement, moment que l'adulte respecte.

Le déshabillage n'est pas systématique : il dépend de ce que souhaite l'enfant car nous respectons ses choix et ses envies. Bien évidemment nous régulons ses envies pour qu'elles soient en adéquation avec ses besoins physiologiques (température corporelle, ...)

Dans le dortoir, le rôle des professionnels est de veiller à ce que chaque enfant ait une installation confortable lui permettant de se détendre. La présence de l'adulte rassure certains enfants. Enfin, le professionnel surveille l'état de santé des enfants durant le sommeil (risque d'étouffement, difficultés respiratoires,).

Chacun dort selon ses besoins : nous ne réveillons pas les enfants. Si le parent vient le chercher, nous lui proposons de revenir plus tard ou d'aller lui-même réveiller son enfant.

Le réveil est échelonné au rythme de chaque enfant : l'enfant prend un temps pour se réveiller et rejoint le groupe dans la salle de vie.

D- Place de l'objet transitionnel

Nous proposons aux enfants de venir à la crèche avec leur objet transitionnel (son doudou, sa tétine, son tissu ou objet à odeur,) et de repartir avec à domicile pour favoriser la sécurité affective.

Il s'agit d'un objet qui vient de la maison et qui accompagne l'enfant pour le rassurer en créant un lien entre la maison et la crèche en l'absence de ses parents.

Les professionnels respectent le fait que certains enfants n'en aient pas.

Dans les échanges avec la famille, en respectant l'intimité des parents, nous pouvons leur demander d'apporter un "tissus à odeurs" pour permettre une meilleure séparation et être rassuré.

Quotidiennement, à la crèche les doudous sont à disposition des enfants en permanence. Ils sont dans la même pièce que l'enfant.

Si l'enfant le souhaite, il peut l'avoir avec lui sur la terrasse, pour un change, au repas, le doudou c'est partout et tout au long de la journée !

VII- LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT

L'équipe porte sur chaque enfant un regard bienveillant.

L'adulte veille à toujours avoir une posture rassurante pour l'enfant, pour cela il doit par son attitude, par son regard et son positionnement dans l'espace montrer à l'enfant qu'il est présent.

Cette présence physique et psychique l'accompagne dans son jeu ou dans un échange avec un autre enfant.

Les professionnels respectent l'enfant dans son intégrité.

Ils accueillent l'enfant sans jugement de valeur, ni discrimination.

Les soins apportés à l'enfant respectent sa pudeur.

Les propositions quotidiennes respectent ses choix et envies.

Les professionnels encouragent et valorisent les enfants.

Les professionnels encouragent l'enfant dans ses apprentissages et dans ses découvertes mais ne fait jamais à sa place. De cette manière l'enfant ressent de la confiance.

La reconnaissance des émotions qui animent l'enfant et leur verbalisation ainsi que l'empathie sont essentielles pour faire grandir sa confiance en soi.

La valorisation d'un enfant le porte et le soutient pour expérimenter.

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS

A- L'environnement social :

Chiffres clés population/famille Dynamique démographique (INSEE)

La population de la ville d'Auxerre est de 34 451 habitants (au 01/01/2022) avec une baisse qui s'est amorcée dans les années 1990 et qui se poursuit (-4 % entre 2010 et 2018).

La population auxerroise est relativement âgée (29 % de la population a plus de 60 ans).

Le nombre de naissances est en baisse depuis 2011 (384 en 2019).

En 2018, les nouveaux arrivants sur la commune sont âgés de 25 à 54 ans (39 %) mais on note également une part importante de 15/24 ans (32 %). Parmi ces nouveaux habitants, la catégorie socio-professionnelle la plus représentée est celle des employés (19 % en 2018) sachant toutefois que la catégorie « autres » qui recouvre des situations diverses de personnes sans activité professionnelle (élèves, étudiants, personnes au foyer) représente 34 % des arrivants.

La part de la population immigrée s'élève à 12 % et celle de la population étrangère à 9 %.

Typologie des ménages (données INSEE)

Les couples avec enfants sont peu présents dans la commune (17 % des ménages) et on note une diminution du nombre de familles avec enfants entre 2008 et 2018 : -12 %.

Les familles ont un nombre d'enfants peu élevé (25% ont 1 seul enfant) ; toutefois 10 % ont 3 enfants et plus.

Les ménages composés d'une seule personne sont très présents (21 % d'hommes seuls et 29 % de femmes seules).

On note une surreprésentation des familles monoparentales (22%).

Données relatives à la petite enfance (données INSEE)

La part des enfants de moins de 3 ans est inférieure à la moyenne française (2,9% contre 3,3%) avec une baisse de 0,8 % entre 2008 et 2018.

60 % des familles icaunaises avec un enfant n'ont qu'un seul parent qui travaille.

La part des 2 ans scolarisés est de 17 %.

Données relatives à l'enfance et à la jeunesse (données INSEE)

La part des 3/17 ans dans la population auxerroise est stable avec 17%.

Les 18/29 ans sont très présents à Auxerre 15 % mais on constate une baisse importante (-18 % entre 2008 et 2018).

Spécificité des quartiers Politique de la ville (données CAF)

La ville d'Auxerre comporte 3 quartiers prioritaires (Brichères Sainte Geneviève, Rosoirs et Rive Droite) ainsi qu'un quartier en veille (Saint Siméon) ce qui pour une ville de cette taille a un impact important.

Ces quartiers ont des caractéristiques souvent spécifiques comparées celles de l'ensemble de la commune :

- Une part de familles avec enfants importante : 39% Rive Droite, 41 % Rosoirs et 48% Brichères Sainte Geneviève ;
- Une part importante d'habitants de moins de 25 ans : 33 % Rive Droite, 39 % Brichères Sainte Geneviève et 41 % Rosoirs ;
- Une part de familles monoparentales qui varie : 15 % Rive Droite, 21 % Brichères Sainte Geneviève et 27 % Rosoirs.
- Part des enfants de 0 à 2 ans : 17 % Rive Droite, 13% Brichères Sainte Geneviève et 20 % Rosoirs

Spécificités du Centre-Ville

On note plusieurs signaux en lien avec une précarisation du Centre-Ville :

- Le quartier Centre-Ville constitue l'un des quartiers de la commune comprenant la part la plus importante des 18 – 24 ans (plus de 10%) traduisant la présence d'une population jeune étudiante ou débutant dans la vie professionnelle et donc fragilisée
- La part de familles monoparentales est également importante dans le Centre-Ville (plus de 20%)
- Des situations de précarité en hausse (le pourcentage de la population du Centre-Ville reçue au CCAS a augmenté

Territoire d'intervention :

S'agissant de l'organisation territoriale, la Ville d'Auxerre a, seule, la compétence petite enfance. A ce jour, il n'est pas prévu que la communauté de l'auxerrois prenne cette compétence. Elle ne figure d'ailleurs pas dans la dernière définition de l'intérêt communautaire délibéré en décembre 2018.

A noter que les établissements auxerrois proposent une priorité d'accès aux habitants d'Auxerre et de la communauté, et que le périmètre de la communauté d'agglomération s'est agrandi ces dernières années (29 communes à ce jour). Mais dans le même temps l'offre d'accueil s'est développée dans l'auxerrois et alentours (Monéteau, Saint-Georges, Chevannes, Gurgy...).

Les besoins des familles se sont exprimés différemment depuis la mise en place de la PSU (paiement à l'heure par les familles) et des RTT (changement de rythme des familles). D'une façon générale, les familles expriment au moment de la pré-inscription puis de l'inscription de gros besoins de garde et ceux-ci se réduisent considérablement lorsqu'il s'agit de contractualiser. De plus en plus de familles modifient aussi leurs besoins en cours d'année et il faut tenir compte de l'aide familiale non-prévue certains jours de la semaine. Entre cette aide, les jours de RTT et le temps non-complet du mercredi, les lundis, mercredis et vendredis peuvent être des journées difficiles à remplir (et encore plus sur certains créneaux horaires). On relève régulièrement des demandes de « dépannage » pour des formations professionnelles dont les bénéficiaires sont prévenus tardivement. Beaucoup de familles expriment aussi un besoin de garde très peu de temps avant la fin du congé de maternité.

Environnement socio-économique :

Des Auxerrois avec un profil socio-professionnel varié :

- Une légère surreprésentation d'ouvriers dans la commune : 13 % contre 12 % en France
- Une part de la population de la CSP « Autres », souvent plus précaire, bien présente : 18 % contre 15 % dans la CA
- Comme dans la CA et en France, environ un quart de la population relève de la CSP « employés »

Des Auxerrois avec des niveaux de diplôme contrastés :

- Une population non diplômée ou diplômée uniquement du BEPC très présente dans la ville : 32 %
- Une part de la population diplômée de l'enseignement supérieur néanmoins plus élevée que dans le département (27 % à Auxerre, 21 % dans le département)
- Une population diplômée de plus en plus présente à Auxerre : + 11 % de diplômés de l'enseignement supérieur entre 2008 et 2018

Une insertion socio-professionnelle qui semble difficile :

- Un taux d'activité des 15-64 ans peu élevé : 71 % contre 74 dans l'Yonne et en France
- Un taux de chômage particulièrement fort : 17 % à Auxerre contre 13 % dans la CA et en France

- Des emplois plus précaires qu’ailleurs : des actifs en CDI ou dans la Fonction Publique, c’est-à-dire en emploi stable, moins représentés à Auxerre (72 % des actifs contre 74 % dans la CA de l’Auxerrois), une part élevée de personnes en CDD (39 %)
- Une ville qui accueille de nombreux emplois sur son territoire : 0,50 actif occupé pour un emploi sur le territoire, soit un nombre d’emplois plus élevé que le nombre d’actifs
- Des emplois présents relevant notamment de la CSP Employés (8 079 emplois), Professions Intermédiaires (7 750 emplois)
- Une part très élevée d’actifs travaillant à Auxerre-même : 71 %, un chiffre largement supérieur aux autres territoires (1/3 des actifs en France seulement travaillent dans leur commune de résidence)

Enquête à la population :

Dans le cadre du diagnostic social partagé réalisé par la ville d’Auxerre entre janvier et avril 2022, 152 parents avec des enfants à charge de moins de 3 ans se sont exprimés sur les modes d’accueil petite enfance :

Des répondants qui privilégient les modes d’accueil collectifs :

- 46% indiquent un multi-accueil comme mode de garde principal
- 30% indiquent leur entourage et/ou leur famille
- 18% seulement indiquent faire appel à un assistant maternel

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde actuel est le premier choix et dont ils sont satisfaits :

- Sur 135 répondants, 82% indiquent que leur mode de garde actuel est leur premier choix
- Sur les 18% répondants dont le mode de garde actuel n’est pas le premier choix, le premier choix était en grande majorité celui de l’accueil collectif en crèche

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde correspond à leurs besoins :

- 85% indiquent que leur mode de garde correspond à leurs besoins
- Parmi les répondants estimant que leur mode de garde actuel ne correspond pas à leurs besoins, 28 répondants ont précisé la raison : 43% d’entre eux identifient les horaires d’ouverture des structures d’accueil, 43% indiquent des raisons financières et 32% indiquent d’autres raisons, principalement des parents souhaitant que leur enfant soit accueilli de manière plus régulière à la crèche et non pas de manière occasionnelle

Places d’accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d’insertion sociale et professionnelle :

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l’individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d’instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l’enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l’enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n'est pas qu'une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à tous, les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

A- Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l'individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d'instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l'enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l'enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n'est pas qu'une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à toutes les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

B- Les partenaires locaux :

La crèche est implantée au cœur du pôle rive droite, bâtiment musical qui regroupe un espace d'accueil et d'animation (agrée centre social), un centre de loisir et une petite crèche.

Elle est donc à proximité du centre social ce qui permet de travailler en collaboration. Des familles fréquentant le centre social ont réalisé lors d'ateliers couture des gants de toilette pour les enfants de la crèche.

Le centre de loisirs, également à proximité, dispose de salles qu'il est possible d'utiliser pour des ateliers. De plus, des rencontres entre les enfants du centre de loisirs et ceux de la crèche permettent aux fratries de se retrouver sur des ateliers spécifiques.

Sur ce quartier, deux écoles sont à proximité avec lesquelles un partenariat est instauré pour organiser une passerelle avant la rentrée de septembre. Ce lien permet aux enfants et aux familles de découvrir l'école qui sera fréquentée à la rentrée avec l'accompagnement et le soutien des professionnels de la crèche.

C- Participation des familles

Accompagnement à la parentalité

La co-éducation est une de nos priorités.

Les professionnels partagent avec les parents l'éducation des enfants qui leurs sont confiés. Ils se doivent d'être à l'écoute et disponibles pour communiquer avec les familles sans être dans le jugement.

L'écoute attentive et bienveillante est la porte ouverte à la communication. Les familles peuvent confier des difficultés ou des joies aux professionnels qui savent les entendre.

Ils apportent un soutien à la famille simplement par l'écoute ou en répondant si besoin.

La fréquentation de la crèche permet, pour certaines familles en difficulté, d'atténuer une certaine forme d'isolement. Les familles se rencontrent et se parlent.

Les ateliers parents/enfants de la crèche sont aussi l'occasion de faire davantage connaissance avec les familles pour renforcer le lien de confiance établi et ainsi oser se confier. Les familles entre elles commencent à créer un lien lors de ces rencontres.

Pour des parents issus de l'immigration et en rupture de lien social nous pouvons les soutenir par rapport à leurs questionnements, les orienter vers le centre social du pôle. Les liens que le centre social mettront en place lors des temps festifs permettront des relations d'entraide.

II- Mode et moyen de communication avec les familles

L'équipe installe dans le hall de la crèche des vitrines montrant les jeux proposés aux enfants chaque jour. De plus, un panneau d'affichage indique quotidiennement les ateliers proposés.

La directrice communique principalement avec les familles verbalement lors de l'arrivée et du départ de l'enfant.

Pour des questions d'organisation ou administratives, des mails sont envoyés aux familles.

Le projet d'établissement est affiché dans le hall pour être consulté. Il est présenté à chaque famille lors de l'inscription et envoyé par mail.

III- Démarches en faveur du développement durable

Nous avons fait le choix de placer le développement durable au cœur de nos réflexions afin d'améliorer la qualité de notre accueil :

- Pour les soins quotidiens des enfants (couches bio, utilisation de serviettes et gants lavables,)
- Pour les temps de jeu des enfants (récupération de cartons et emballages pour jouer, confection de pâte à sel maison, fabrication de jouets maison,)
- Pour le nettoyage et la désinfection des jouets et surfaces (produits d'entretien ecolabels)

Chaque semaine, les professionnels organisent une journée sans jouet, où seul des objets de récupération (comme des cartons, des boîtes de cacao en poudre, petites bouteilles de lait, pots de crème,) lui seront proposés.

C'est l'occasion de transvaser, construire, imiter, imaginer, transporter...

Cette démarche est expliquée aux parents et véhicule l'idée que les enfants peuvent jouer avec du matériel de récupération et pas uniquement avec des jouets commercialisés. Elle démontre également que les jeux les plus riches cognitivement et émotionnellement ne sont pas ceux que nous achetons mais bien ceux dont les enfants se saisissent quotidiennement.

LE PROJET D'ETABLISSEMENT PETITE CRECHE DES ROSOIRS



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p 1
NOS ENGAGEMENTS POUR L'ENFANT	p 3

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSÉES	p 4
A- Accueil régulier	p 4
• Accueil au forfait	p 4
• Accueil au prévisionnel	p 4
B- Accueil occasionnel	p 5
C- Accueil d'urgence	p 5
II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION	p 6
III- LES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES MOBILISÉES	p 7
A - Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire	p 7
B - Description des compétences professionnelles mobilisées	p 8
C - Analyse des pratiques professionnelles	p 9
D - Réunions d'équipe et journées pédagogiques	p 10
E - Transmissions en équipe	p 10
F - Prévention des risques professionnels	p 10
G - Remise à jour des connaissances et formation,	p 12
H - La place des écrans dans la pratique professionnelle	p 13

LE PROJET ÉDUCATIF

I-	L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE	p 14
	A - Les 1 ^{ères} rencontres	p 14
	B - L'accompagnement du lien	p 15
II-	L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE	p 16
III-	L'EVEIL	p 17
	A - Grandes lignes pédagogiques	p 17
	B - Le jeu	p 17
	C - L'activité libre	p 18
	D - Chaque enfant se développe à son propre rythme	p 18
	E - Communication	p 19
IV-	L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE	p 19
V-	LES SORTIES EXTERIEURES	p 21
	A - Sorties extérieures dans la structure	p 21
VI-	PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT	p 22
	A - Les repas	p 22
	B - Les soins	p 22
	C - Le sommeil	p 23
	D - Place de l'objet transitionnel	p 24
VII-	LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT	p 24

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I-	LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS	p 25
	A - L'environnement social	p 25
	B - Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle	p 29
	C - Les partenaires locaux	p 30
	D - Participations des familles	p 30
	• Accompagnement à la parentalité	p 30
II-	MODE ET MOYEN DE COMMUNICATION AVEC LES FAMILLES	p 31
III-	DEMARCHES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE	p 31

INTRODUCTION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Nos engagements pour l'enfant se mobilisent à partir de la charte nationale d'accueil du jeune enfant. Cette dernière établit les principes applicables à l'**accueil du jeune enfant**, quel que soit le mode d'**accueil**, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

Nous avons souhaité travailler sur les droits des enfants à la crèche.

Notre travail a consisté en amont à mener une réflexion autour de chacun des 10 grands engagements de la charte pour donner à voir notre vision et nos valeurs.

1- <<Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille>>.

La neutralité est au cœur de nos valeurs d'accueil puisque nous souhaitons avoir l'approche la plus humaniste possible pour réduire à maxima les inégalités, en nous adaptant à tous les modèles familiaux existants, et professionnaliser nos comportements et notre posture pour tendre à l'exigence d'un même accueil, une même place, les mêmes chances.

2- <<J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.>>

La mise à disposition des jeux dans un aménagement des espaces pensé dans l'intérêt développemental de l'enfant nous permet de lui offrir un terrain d'expérimentations riche et qui développe son potentiel.

Nous exigeons de nos équipes des réponses systématiques aux besoins exprimés, afin de développer la confiance en soi. Nous acceptons le refus de l'enfant, la répétition, l'erreur et surtout respectons les choix de l'enfant quand ils sont bien sûr dans son intérêt

3- <<Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.>>

Les parents restent les premiers éducateurs et nous œuvrons pour une co-éducation dynamique en rendant lisible, compréhensible nos projets pédagogiques et en autorisant toutes les familles à entrer voir ce qui se passe dans nos crèches.

4- <<Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnels qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.>>

Toutes les paroles adressées aux enfants sont empathiques et valorisantes afin de favoriser l'estime de soi.

La qualité de l'interaction adulte/ enfant est notre priorité.

5- <<Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.>>

Nous voulons réduire chaque jour les inégalités face aux apprentissages en mettant à disposition des enfants et de leur famille toutes les informations nécessaires à son bon développement.

C'est en partageant des choses simples et reproductibles que cela sera possible dans la récurrence.

6- <<Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.>>

Les sens constamment en éveil la nature est notre alliée dans l'accompagnement de l'enfant et très présente dans nos pratiques professionnelles.

Nous faisons entrer la nature à la crèche et transportons la crèche dans le jardin.

7- <<Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnels qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.>>

Nous multiplions les propositions faites aux enfants pour multiplier les possibilités et laissons le maximum de matériel à disposition de tous les enfants.

8- <<J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.>>

L'ambiance est un facteur important d'épanouissement pour l'enfant. Nous avons à cœur de mettre à sa disposition des beaux objets, des œuvres d'art, de la diversité, de la quantité pour que chacun trouve ce dont il a besoin pour construire son esthétisme.

9- <<Pour que je sois bien traité, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.>>

Nos directrices sont sur le terrain afin de partager le quotidien des professionnels, montrer par l'exemple, soutenir et évaluer les besoins.

Nous sommes attentifs à déployer une ambiance conviviale où il fait bon vivre

10-<<J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.>>

Nos équipes sont informées des attentes et de l'exigence vis-à-vis des enfants et s'investissent en connaissance de cause.

En accord avec le projet, il est alors plus facile de coconstruire pour mener à bien notre mission et répondre à l'exigence de la responsabilité engagée.

Nos engagements pour l'enfant :

Être un professionnel c'est agir selon ses missions et non selon ses points de vue personnels.

Avant toute chose, l'enfant ne doit pas s'adapter à l'adulte c'est l'adulte qui doit s'adapter à l'enfant.

Être professionnel c'est être responsable d'un enfant, c'est veiller avant tout à sa sécurité physique, physiologique et affective.

Pour cela une observation accrue est nécessaire tout au long de la journée pour percevoir les besoins de l'enfant et y répondre au plus juste.

Être responsable d'un enfant ou plusieurs c'est adapter sa posture, à hauteur de l'enfant, son langage tant dans l'intonation et la hauteur de la voix que dans le choix des mots et vos gestes.

Il est important de ritualiser les moments partagés avec l'enfant pour lui permettre de trouver le cadre sécurisant nécessaire à son bien être individuel.

Notre rôle consiste donc à aborder l'enfant avec une attitude positive et en ayant le souci de bien faire pour lui.

Nous allons suivre un enfant dans son développement et ses acquisitions, nous allons prendre soin de lui, c'est donc le prévenir de ce qui va se passer, lui parler d'une voix douce et posée, lui sourire, lui expliquer ce qui arrive, prendre son temps.

Nous allons être bienveillant et respecter son rythme et ses besoins d'enfant dépendant et en construction.

Nous allons l'aider à s'épanouir en étant un enfant souriant, heureux de jouer.

Nous allons l'accueillir tel qu'il est.

Nous nous faisons une priorité de faire grandir chaque enfant en l'accompagnant à son rythme avec le souci d'une prise en charge adaptée et pertinente

Cette démarche nous la mettons en place de manière spécifique pour les enfants porteurs de handicap.

Selon la nature et le degré de handicap, l'accompagnement proposé et le soutien seront différents.

Ce qui compte c'est que tous les acteurs soient mobilisés autour de cet accueil et que chacun participe à animer le meilleur dispositif possible pour cet enfant que l'on accueille.

En tout premier plan, l'accord de l'équipe institutionnelle est incontournable car l'enfant doit être porté par l'ensemble d'une équipe. C'est la capacité de l'accueil qui conditionnera la qualité de celui-ci.

Intégrer un enfant handicapé sou tend donc l'idée d'un partenariat et d'une responsabilité partagée avec la avec la PMI (dans le cadre de PAI) et avec des intervenants extérieurs tels que le Centre Médico-Psychologique (CMP), le SSESSAD, les écoles spécialisés et le CAMPS etc. Ce travail en équipe élargie va nous permettre d'élaborer non seulement un projet d'accueil individualisé pour l'enfant et sa famille mais aussi de coconstruire des savoirs être, savoirs faire professionnels mutualisés.

LE PROJET D'ACCUEIL

I- LES PRESTATIONS D'ACCUEIL PROPOSEES

A- Accueil régulier

L'accueil est dit régulier dès lors que les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Il concerne ainsi tous les enfants fréquentant l'établissement au moins une fois par semaine.

2 types d'accueil sont proposés :

- **L'ACCUEIL AU FORFAIT**

Cet accueil est adapté aux familles dont les besoins d'accueil sont relativement fixes, et permet la réservation de plages horaires se renouvelant de manière régulière sur une période d'un an.

Pour faciliter la prise des congés, les contrats sont établis uniquement sur les jours hors vacances scolaires.

15 jours avant le début de ces dernières, les familles devront réserver les jours de présence dont ils ont besoins (Ces jours seront facturés en sus au tarif du contrat de la famille).

Il est formalisé par un contrat d'accueil signé, établi par la directrice sur la base des besoins exprimés en jours et horaires par la famille, après une période d'adaptation et une période « d'essai » (permettant aux parents d'ajuster les horaires du contrat). Ce contrat débute donc dans le mois qui suit l'arrivée de l'enfant dans la structure.

- **L'ACCUEIL AU PREVISIONNEL**

L'accueil au prévisionnel est adapté aux familles dont les besoins d'accueil varient d'une semaine à l'autre ou d'un mois à l'autre. Il permet une réservation à l'avance des plages horaires, mais cette réservation doit être validée au cas par cas par la direction de l'établissement, en fonction des places disponibles. L'accueil de l'enfant n'étant pas toujours possible faute de place, plus la réservation est effectuée tôt, plus elle a de chance d'être acceptée. Il est donc demandé aux parents d'anticiper autant que possible.

Dans tous les cas, un planning de réservation doit être formalisé. Il constitue la base de la facturation.

B- Accueil occasionnel

L'accueil occasionnel correspond à un accueil ponctuel ou exceptionnel. L'enfant est inscrit dans un seul établissement à la demande des parents.

L'accueil ne peut être possible qu'en cas de place disponible :

- par anticipation, au moins 24h à l'avance
- le jour même sur proposition de la directrice ou le service petite enfance.

Les parents peuvent également faire la demande par téléphone auprès du service petite enfance.

C- Accueil d'urgence

Dans certaines situations, un accueil d'urgence est possible pour des motifs liés à la rupture de l'équilibre familial (hospitalisation, décès...), la rupture du mode de garde (hospitalisation de l'assistante maternelle...), ou à des impératifs non prévus à l'avance d'insertion professionnelle (entretien d'embauche, proposition de formation immédiate...).

L'accueil est dit d'urgence lorsqu'il n'a pas pu être anticipé, même quelques jours à l'avance.

L'appréciation de la situation relève des directrices de structure, qui évaluent par ailleurs la possibilité d'accueillir l'enfant au regard des places disponibles.

Lorsqu'elle ne peut être anticipée, l'admission de l'enfant pourra être facilitée en termes de conditions sanitaires (vaccinations et certificat médical) et de justificatifs administratifs, mais dès la première heure d'accueil le parent devra présenter sa carte d'identité et si possible les documents attestant de l'autorité parentale. La situation devra ensuite être régularisée dans les meilleurs délais, en particulier en cas d'accueil supérieur à 3 jours.

II- L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DOIT REpondre AUX SPECIFICITES DE SA SITUATION

Être un professionnel c'est agir selon ses missions et non selon ses points de vue personnels.

Avant toute chose, l'enfant ne doit pas s'adapter à l'adulte c'est l'adulte qui doit s'adapter à l'enfant.

Être professionnel c'est être responsable d'un enfant, c'est veiller avant tout à sa sécurité physique, physiologique et affective.

Pour cela une observation accrue est nécessaire tout au long de la journée pour percevoir les besoins de l'enfant et y répondre au plus juste.

Être responsable d'un enfant ou plusieurs c'est adapter sa posture, à hauteur de l'enfant, son langage tant dans l'intonation et la hauteur de la voix que dans le choix des mots et vos gestes.

Il est important de ritualiser les moments partagés avec l'enfant pour lui permettre de trouver le cadre sécurisant nécessaire à son bien être individuel.

Notre rôle consiste donc à aborder l'enfant avec une attitude positive et en ayant le souci de bien faire pour lui.

Nous allons suivre un enfant dans son développement et ses acquisitions, nous allons prendre soin de lui, c'est donc le prévenir de ce qui va se passer, lui parler d'une voix douce et posée, lui sourire, lui expliquer ce qui arrive, prendre son temps.

Nous allons être bienveillant et respecter son rythme et ses besoins d'enfant dépendant et en construction.

Nous allons l'aider à s'épanouir en étant un enfant souriant, heureux de jouer.

Nous allons l'accueillir tel qu'il est.

Nous nous faisons une priorité de faire grandir chaque enfant en l'accompagnant à son rythme avec le souci d'une prise en charge adaptée et pertinente

Cette démarche nous la mettons en place de manière spécifique pour les enfants porteurs de handicap.

Selon la nature et le degré de handicap, l'accompagnement proposé et le soutien seront différents.

Ce qui compte c'est que tous les acteurs soient mobilisés autour de cet accueil et que chacun participe à animer le meilleur dispositif possible pour cet enfant que l'on accueille.

En tout premier plan, l'accord de l'équipe institutionnelle est incontournable car l'enfant doit être porté par l'ensemble d'une équipe. C'est la capacité de l'accueil qui conditionnera la qualité de celui-ci.

Intégrer un enfant handicapé sou tend donc l'idée d'un partenariat et d'une responsabilité partagée avec la avec la PMI (dans le cadre de PAI) et avec des intervenants extérieurs tels que le Centre Médico-Psychologique (CMP), le SSESSAD, les écoles spécialisées et le CAMPS etc.

Ce travail en équipe élargie va nous permettre d'élaborer non seulement un projet d'accueil individualisé pour l'enfant et sa famille mais aussi de co construire des savoirs être, savoirs faire professionnels mutualisés.

III- LES COMPETENCES PROFESSIONNELLES MOBILISEES

A- Les connaissances professionnelles de l'équipe pluridisciplinaire

L'équipe de la crèche accompagne l'enfant dans son acquisition progressive de l'autonomie dans un climat affectueux, sécurisant, stimulant et esthétique, au sens étymologique du terme : explorer le monde à l'aide des sens avec émotion, intelligence et sensibilité.

Les professionnels ouvrent des espaces de liberté à l'enfant et lui donnent ainsi la possibilité d'agir, de penser et de s'exprimer selon son choix.

Ils mettent en place des moyens pour limiter les obstacles à l'expression de cette liberté. L'enfant ne devient pas autonome brusquement. Les professionnels vont donc élargir l'espace et le domaine de liberté à mesure que l'enfant développe ses capacités d'autonomie. Ainsi les professionnels accompagnent chaque enfant dans son développement et ses acquisitions vers l'autonomie par l'expression de sa liberté individuelle.

Être une équipe signifie faire ensemble autour d'un projet commun, et pour cela il faut avoir connaissance du fonctionnement de l'institution et adhérer au projet, mais aussi savoir travailler en équipe et avec tous les membres de l'équipe

Pour rester une équipe il faut construire ensemble, c'est-à-dire que chacun des membres doit échanger ses propres observations (des enfants, des temps de vie quotidienne, et outils pédagogiques) et ses pratiques.

Ce qui compte c'est la mise en commun et pour cela il faut :

- Prendre connaissance du projet, le maîtriser, se l'approprier individuellement puis en équipe.
- Prendre conscience des limites de ce que l'on peut ou non réaliser seul ou avec les autres,
- Être disponible, à l'écoute et soutenir les projets des uns et des autres
- Soutenir/ou ne pas contredire les propos de ses collègues devant les enfants et les parents
- Se questionner pour avancer et améliorer les pratiques professionnelles
- La participation et l'investissement de tous pour porter le projet institutionnel,
- Échanger des observations à propos des enfants pour retransmettre des informations similaires aux parents
- Noter chaque jour les moments partagés avec les enfants sur le panneau

- Ne pas discuter au-dessus de la tête des enfants si cela ne concerne pas directement l'enfant dont on s'occupe (soins, repas, sommeil, état de l'enfant, tout ce qui concerne son développement et son bien-être)
- Prendre connaissance des transmissions à son arrivée, transmettre les informations nécessaires à ses collègues avant de partir en pause ; et se renseigner des transmissions à son retour de pause
- Avoir la possibilité d'apprendre et d'évoluer professionnellement
- Que chacun soit responsabilisé pour prendre conscience et réaliser la part de travail de l'autre, chacun étant indispensable pour l'aboutissement du travail d'équipe
- - B- Description des compétences professionnelles mobilisées

L'équipe De la petite crèche des Rosoirs est constituée de six personnes, dans le respect de la réglementation en vigueur :

- Une Educatrice de Jeunes Enfants qui occupe les fonctions de direction (conformément à la réglementation en vigueur), à temps plein
- Trois auxiliaires de puériculture à temps partiel et une auxiliaire de puériculture à temps plein, en charge du soin et de l'éveil des enfants.
- Une auxiliaire petite enfance à temps non complet
- Un agent d'entretien

Conformément à la réglementation, le personnel qui participe à l'encadrement des enfants est titulaire, pour au moins 40 % du diplôme de puéricultrice, infirmière, éducatrice, ou auxiliaire de puériculture. Les autres professionnels sont titulaires du CAP Petite enfance.

Directrice : L'établissement est placé sous la responsabilité d'une directrice remplissant les conditions de diplôme et d'expérience requises par la réglementation.

Elle assure la gestion de l'établissement, l'encadrement du personnel, organise l'accueil et les admissions.

Elle doit assurer que les dossiers personnels des enfants sont à jour. Elle est responsable du projet d'établissement et, avec son équipe de la mise en œuvre.

Continuité de direction : Une personne assure la continuité en interne (l'auxiliaire du matin ou du soir) et peut joindre soit la directrice, soit une autre directrice assurant l'astreinte.

L'auxiliaire de puériculture assure l'accueil des enfants de moins de 4 ans, elle organise et effectue l'accueil et les activités qui contribuent au développement de l'enfant dans le cadre du projet de l'établissement et sous l'autorité hiérarchique de l'équipe de direction de la structure.

Elle crée au quotidien les conditions nécessaires au bien-être et à la sécurité des enfants et les aide dans l'acquisition de leur autonomie.

Elles assurent également la préparation des repas

L'auxiliaire petite enfance : CAP AEPE elles assurent le confort de l'enfant, son éveil, les soins d'hygiène corporelle, le service repas, l'aménagement et l'entretien.

Elles font partie d'une équipe et sont placées sous l'autorité et le contrôle de la directrice de la structure Elles assurent également la gestion des stocks (épicerie, collations, produit hygiène ..)

Travailler en crèche implique bien entendu d'apprécier la compagnie des enfants, d'être patient, mais aussi d'être à l'écoute tant des enfants que des parents. Il faut également apprécier occuper un poste polyvalent, aussi bien axé sur l'hygiène que sur l'apprentissage. La directrice sert de lien entre les équipes et sait communiquer de façon claire, neutre et précise. C'est pourquoi une grande collaboration et une bonne communication au sein de l'équipe est nécessaire.

Les regards croisés de différentes formations apportent une connaissance globale et des échanges enrichissant.

Accueil des stagiaires : Chaque stage est différent. Sa durée, son but et son encadrement dépendent du niveau et de la formation de l'étudiant

Souvent l'entretien débute par la présentation du stagiaire, puis c'est au tour de la directrice de présenter son équipe et sa structure. Cela permet à chacun de connaître un peu plus les motivations de l'autre. La présentation aux parents se fera à l'arrivée de la stagiaire.

Un membre du personnel est désigné comme référent

Ce sont les référents qui évaluent, notent et font des bilans de stage en collaboration avec la directrice de la structure.

C- Analyse des pratiques professionnelles

L'observation est un outil essentiel pour le travail auprès des jeunes enfants. Elle peut être thématique (sur l'organisation d'un moment de la journée, l'aménagement d'un espace, la mise en place d'un projet) L'objectif est alors de préparer la réflexion pour l'évaluation et l'amélioration de nos pratiques, et développer la qualité de notre travail.

Elle peut concerner également le suivi du développement d'un enfant, son évolution, cela nous permet d'ajuster nos propositions.

L'observation permet de noter les points à travailler pour améliorer les pratiques.

Lors de cette observation, nous analysons les pratiques et cherchons des solutions pour les améliorer pour être au plus prêt des besoins de l'enfant.

D- Réunions d'équipe et journées pédagogiques

Deux journées pédagogiques a lieu tous les ans, afin de faire le point sur la mise en œuvre du projet d'établissement, l'organisation du travail.

Ce temps d'échange pourra permettre des adaptations du projet d'établissement.

Nous organisons également des réunions d'équipe qui se déroule une fois par mois, pour permettre aux équipes, d'échanger sur les projets en cours, l'organisation au quotidien, l'accueil de l'enfant et sa famille.

Cela offre une prise de recul nécessaire pour un positionnement professionnel, plaçant l'enfant au cœur de nos pratiques.

La sécurité physique et affective est un socle indispensable à l'être humain pour favoriser la confiance en soi

L'enfant a besoin d'avoir confiance en l'adulte qui l'accompagne, pour cela il faut la disponibilité physique et psychique du professionnel, une attitude adaptée, un regard bienveillant, soutenant et positif.

E- Transmissions en équipe

Un cahier de transmission est mis en place entre l'équipe et la directrice pour toute information reçue dans la journée (appel d'une famille pour une absence, changement planning...)

F- Prévention des risques professionnels

DOCUMENT UNIQUE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

L'Organisation Internationale du Travail place la santé des travailleurs au cœur de ses préoccupations.

La prévention des risques professionnels a été transposée en droit français par la loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 qui crée les articles L.230-1 et suivants du code du travail¹. Elle impose aux entreprises une « évaluation exhaustive des risques à traiter auxquels les travailleurs sont exposés ». Le décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 impose aux entreprises de conserver les résultats de cette évaluation et fixe les modalités de sa transmission ou de sa mise à disposition.

Ce document est conservé sous le nom de Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels.

Les objectifs du document unique d'évaluation des risques professionnels sont de

- Protéger la santé et la sécurité des travailleurs,
- Assurer de bonnes conditions de travail,
- Favoriser le dialogue social,
- Répondre aux obligations légales.

Afin de se mettre en conformité avec la loi, la Ville d'Auxerre a confié l'élaboration du document unique à la Direction de l'Hygiène et de la Gestion des Risques qui, au sein des services municipaux, a notamment pour mission de veiller à la santé et à la sécurité des agents.

Il convient de rappeler ici que le document unique ne concerne que les risques auxquels sont exposés les agents du fait de leurs activités.

S'occuper des jeunes enfants est passionnant, utile mais source de fatigue et de tensions. Les professionnels s'impliquent dans leur travail avec leur sensibilité et leur corps ce qui peut les fragiliser et engendrer épuisements et souffrances professionnelles.

La crèche est un lieu de vie où se croisent des tout-petits et des adultes.

L'environnement de travail comprend du mobilier adapté aux enfants avec pour objectif leur confort et leur sécurité physique. Pendant longtemps les besoins physiques des adultes n'ont pas été pris en compte.

Le port des Équipements de Protection Individuelle (E.P.I) est une consigne de sécurité qui doit être respectée par les agents. Son non-respect est constitutif d'une faute qui peut justifier une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement de l'agent.

Les régimes de responsabilité en cas d'accident du travail ou de maladies professionnelles : L'élaboration du document unique est aussi l'occasion d'effectuer un rappel des régimes de responsabilité et d'indemnisation des victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Quelques conseils simples à mettre en œuvre et source de soulagement et prévention des TMS comme l'utilisation de matériel adapté pour les adultes et l'aménagement de l'espace.

· Le plan de change : ce poste de travail nécessite beaucoup de contraintes rachidiennes et articulaires. Il n'existe pas de poste de change idéal sur le marché ! Il faut prendre en compte :

- Le point d'eau accessible sans avoir ni à se contorsionner ni à s'écarter du bébé
- La largeur du plan de change, pouvoir changer dans les 2 sens (de face et de côté selon l'âge de l'enfant)
- La hauteur du plan de change. C'est une vraie question car tous les agents qui travaillent en crèche n'ont pas la même taille
- Pour les grands prévoir un escalier pour monter sur le plan
- L'accès au matériel pour le change à portée de mains

Autres recommandations dans les gestes du quotidien :

La forme physique et l'activité sportive des agents en dehors du travail sont essentielles.

Chaque jour :

- Plier les genoux pour se baisser
- Utiliser le mobilier adapté à disposition
- Adapter le rangement des lieux, armoires, étagères en mettant à la bonne hauteur ce qu'on utilise le plus etc...
- Utiliser les aides à la manutention lorsqu'elles existent : ex. chariot, etc....

- Porter les enfants => moment aussi très important toujours penser à porter la charge le plus près du corps et pas les bras tendus
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied plus près du corps et pas les bras tendus
- Porter des vêtements souples, des chaussures qui tiennent le pied

G- Remise à jour des connaissances et formation

Que signifie être professionnel ? Comment adopter une posture professionnelle dans les métiers de la relation humaine ?

Ce que nous faisons chaque jour a un impact sur la vie de l'enfant.

Nous avons donc la responsabilité de savoir expliquer ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons.

Devenir professionnel est une véritable transformation.

Cela va nécessiter du temps et va se faire au gré des connaissances et des expériences.

Il va s'agir de trouver du sens au travail et d'élaborer des compétences, c'est-à-dire transformer les connaissances en compétences, développer des savoir-faire et des savoir être.

Il va falloir trouver la conduite appropriée, adopter les comportements et les attitudes attendus.

La posture professionnelle va concerner la posture physique dans un premier temps, la manière de se tenir, la pose que l'on prend, la manière dont on s'habille, l'attitude que l'on a.

La posture professionnelle va concerner les habiletés à effectuer des missions, mais aussi la manifestation des comportements nécessaires.

Les missions sont confiées par l'institution et dans un cadre de fonctionnement.

Pour travailler auprès d'enfants il faut avoir des connaissances relatives à leur développement et à leurs besoins.

Les professionnels vont mettre en place des actions éducatives, pour cela ils vont devoir mettre de côté l'ensemble de leurs propres croyances, de leurs comportements liés à leur histoire familiale et personnelle, pour répondre aux besoins des enfants en fonction de leur développement affectif, cognitif, moteur et social et aux attentes et besoins de leurs familles

Cet accompagnement éducatif doit être une réponse adaptée aux capacités des enfants et à leurs besoins.

Les récentes recherches scientifiques nous apportent un éclairage pour mieux connaître et comprendre le développement de l'enfant.

Avec l'appui de la recherche nous savons aujourd'hui qu'il y a des choses que l'enfant ne peut pas faire car son cerveau est immature.

Cela permet de sortir des points de vue et de s'appuyer sur des connaissances factuelles pour répondre aux besoins de sécurité du jeune enfant, à sa dépendance et à son immaturité cérébrale, c'est donc aussi cela avoir une posture professionnelle.

La posture professionnelle doit permettre de passer de la spontanéité à l'activité très organisée,

Le professionnel doit être disponible, disposé et dans l'envie.

L'influence des adultes qui accueillent l'enfant est donc majeure, car c'est dans la rencontre avec des professionnels bienveillants ainsi que dans ses interactions que l'enfant va se construire.

H- La place des écrans dans la pratique professionnelle

Les professionnels veillent à proscrire l'usage des téléphones portables à proximité des enfants, à limiter l'usage des matériaux potentiellement nocifs et polluants et l'émission, dans les pièces d'accueil, d'ondes magnétiques dont les effets sont encore mal connus.

En référence à la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, il n'est pas recommandé de laisser un enfant de moins de trois ans devant un écran compte tenu des risques pour son développement.

LE PROJET EDUCATIF

I- L'ACCUEIL DE L'ENFANT ET SA FAMILLE

A- Les premières rencontres

L'inscription est un temps particulier qui permet à la directrice de prendre en compte la situation administrative de la famille et les besoins d'accueil de l'enfant, mais également, pour certaines familles, d'exposer leur situation et l'environnement familial de l'enfant. C'est également le moment où les parents peuvent aborder les régimes alimentaires dus à des allergies ou à une origine culturelle.

Au cours de ce premier contact, les parents peuvent exprimer leurs attentes, verbaliser leurs angoisses face à la séparation, visiter la structure. Le temps de l'inscription participe à la mise en confiance de la famille car la directrice est disponible et à l'écoute.

Le regard est neutre et identique à chaque famille, c'est accueillir chaque enfant dans une perspective de mixité sociale, et d'inclusion, de donner la même chance à tous.

La petite crèche occupe une place essentielle dans le quartier des Rosoirs, et accueille de nombreuses familles monoparentales ou rencontrant des difficultés d'insertion socio-professionnelle. De par l'écoute et la disponibilité, la crèche peut devenir un lieu d'échanges, de lien social, de mixité et de réduire les inégalités

Un règlement de fonctionnement leur est distribué au moment de l'inscription de leur enfant. La directrice prend le temps d'échanger avec la famille et cadre ainsi ses relations avec la petite crèche et son équipe.

L'adaptation consiste à :

- Accueillir l'enfant et ses parents (ou un tiers habilité) dans la structure
- Veiller à ce que la séparation soit progressive afin qu'ils apprennent à vivre séparés mais aussi permettre de se retrouver ensuite
- Accompagner l'enfant et ses parents, leur permettre d'exprimer leur angoisse, leur désarroi
- Retrouver un espace dédié, où il se sent accueilli avec sa famille

La séparation est un moment important, elle doit s'effectuer dans un climat de confiance et de sécurité. Un rapport privilégié se met en place lors de la période d'adaptation entre les parents et les agents qui encadrent les enfants, qui restera souvent privilégié tout au long de la période d'accueil de l'enfant.

L'adaptation est une première étape, elle permet une découverte du lieu pour l'enfant et les parents. Répéter une action à plusieurs reprises va permettre au cerveau de comprendre l'événement, et à l'enfant d'être capable de reconnaître une situation et de construire des repères pour se sentir en sécurité, c'est pourquoi nous accueillons les enfants et leurs parents sur des séquences identiques pendant plusieurs jours. La directrice demande aux parents, selon leurs disponibilités, de venir à des moments différents de la journée afin de familiariser leur enfant à un nouveau milieu. L'enfant s'habitue progressivement aux bruits, couleurs, personnes et aux autres enfants.

La socialisation des enfants est également primordiale en crèche. Les enfants apprennent à évoluer en collectivité et à respecter les limites de l'autre. Le mélange des âges permet également à chaque enfant de bénéficier du savoir-être et savoir-faire de l'autre.

Les enfants plus petits apprennent des plus grands en les regardant faire et jouer. Ils sont une motivation extérieure et spontanée pour pousser les plus petits à explorer et développer de nouvelles compétences. Les enfants plus grands apprennent la patience et l'empathie auprès des plus petits. Montrer ce qu'ils savent faire leur permet également de gagner en estime d'eux-mêmes.

Le groupe est alors appréhendé comme un lieu de vie, de partage, et d'apprentissage où l'enfant développera des compétences spécifiques et où il aura une place parmi d'autres enfants en dehors de sa famille.

B Accueil au quotidien :

Il nécessite de s'adapter à chaque enfant et de respecter les rituels de séparation et de retrouvaille.

Il implique également le respect de l'individu. Cet accueil quotidien est garant pour l'enfant d'un bon moment.

L'enfant est un être unique, chaque enfant est différent de l'autre. Il est important de le respecter avec ses différences qui peuvent être culturelles, sociales, religieuses ou physiques, dans le respect de chacun.

La vie de l'enfant est rythmée par l'organisation de la vie quotidienne de la structure. Tout au long de la journée, le personnel prend en charge le soin, l'alimentation, l'hygiène de l'enfant, tout en veillant à son épanouissement et à sa sécurité.

Au quotidien, les transmissions entre parents et professionnels se font oralement à chaque arrivée et départ des enfants.

Le partage d'informations, d'anecdotes, d'observations, concernant l'enfant entre le parent et l'équipe permet un accompagnement adapté, une bonne prise de relais et participe à une relation bénéfique pour l'enfant.

Afin de respecter l'enfant dans son individualité, l'équipe éducative doit assurer à l'enfant une certaine continuité entre la maison et la crèche

Cette individualisation est rendue possible par l'écoute et l'observation de l'enfant. Les observations recueillies sont transmises dans le **cahier de transmission**. Celui-ci est à la fois un outil de travail qui permet d'assurer les transmissions entre les différents membres de l'équipe mais il est aussi un relais entre la famille et l'équipe. En effet, les parents indiquent à l'équipe les habitudes de leur enfant, des observations, des remarques, des messages destinés au personnel. Le cahier permet un lien entre parents, enfants et personnel.

II- L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE

L'aménagement des espaces nécessite une réflexion en amont de la part des professionnelles, avec du mobilier adapté et à hauteur d'enfant.

Nous sommes soucieux que les jeux soient à disposition complète des enfants, au cours de la journée, ils sont en nombre suffisants avec des exemplaires identiques, non genrés, pour répondre aux besoins de découverte et éveiller la curiosité.

La mise à disposition des jeux et de l'adulte est un temps proposé par l'adulte à l'enfant où ce dernier va pouvoir évoluer librement dans différents espaces définis en zones de jeux aménagées et pensées pour lui.

Concrètement, l'enfant évolue librement dans un espace disposant de plusieurs « espaces » fournis en matériel. Cette activité est donc rythmée au gré de son envie et de sa capacité à investir l'espace et les objets : ex : les chaises, très bien illustré dans « la chaise bleue » de Claude Boujon

L'**espace jeux** est spacieux, coloré et clair. Il propose à chaque enfant des activités selon son âge :

- Le **coin bébé**, équipé de tapis de couleurs, des jeux à disposition. Afin d'attirer l'attention des tout-petits.
- Un **espace motricité** constitué de matériel de motricité
- Des **espaces jeux** : dînette, garage...
- Un **coin lecture et musique**

Les enfants ont à leur disposition du matériel pédagogique (papier, peinture, pâte à modeler, feutre, gommettes...) et des jeux (puzzle, perles...).

- L'**espace activité** permet aux enfants de faire des ateliers en petits groupes : peinture, collage, pâte à modeler
- Une **salle de change et un coin toilette**, séparés des salles d'activités, comprennent plans de change, toilettes et lavabo enfant. Y sont également placés le lave-linge et le sèche-linge
- Les **dortoirs** sont constitués de deux espaces, selon l'âge des enfants. Ils peuvent accueillir simultanément 10 enfants dans chaque dortoir
- La **tisanerie** est équipée d'un réfrigérateur, d'un congélateur, d'un four à remise à température et d'un micro-onde et d'un plan de travail. Les enfants prennent leur repas dans l'espace jeux aménagé à cet effet.
- Un **bureau** permet à la directrice de gérer la petite crèche. C'est également un lieu de confidentialité pour les familles.

III- L'EVEIL

A- Grandes lignes pédagogiques

Au sein de la crèche, nous avons choisi les grandes lignes pédagogiques comme (Montessori, Loczy, itinérance ludique, Snöezelen...) afin de répondre aux besoins et rythmes des enfants

L'environnement est organisé en pôles de jeux qui évoluent en fonction des besoins. L'enfant est libre de les investir en fonction de ses envies, sans être dirigé par l'adulte : on dit qu'il est acteur de sa journée, c'est l'itinérance libre.

Mais cette itinérance se fait toujours sous le regard bienveillant et attentif des professionnels, qui accompagnent l'enfant dans ses découvertes en valorisant, encourageant et félicitant ses gestes et actions.

B- Le jeu

Pour l'enfant, le jeu est une activité très sérieuse qui l'aide à se construire physiquement, intellectuellement et socialement. Le jeu lui permet de développer son imagination.

"L'enfant ne joue pas pour apprendre, mais il apprend par ce qu'il joue !" Jean Epstein

L'éveil et le développement de l'enfant passent par la découverte de son corps, ce qui lui permet d'être maître de lui-même (attraper, s'asseoir, marcher, pousser...) et de découvrir l'environnement qui l'entoure. Pour que l'enfant prenne conscience de ses possibilités, il est nécessaire de favoriser son autonomie.

L'adulte reste présent pour l'encourager et lui donner confiance en lui.

Petit à petit, l'enfant découvrira l'espace, les autres enfants. La relation devient plus importante.

C'est une activité libre et qui n'a pas d'autre finalité que d'être source de plaisir et avoir la possibilité de détourner le jeu de son utilisation initiale

L'enfant construit des jeux plus élaborés et durables lorsque les divers matériels qui sont mis à sa disposition sont combinables et qu'il est autorisé à les combiner

Nous organisons régulièrement une journée sans jouet, l'objectif est également de favoriser les échanges entre les enfants, de favoriser le langage. En utilisant des matériaux du quotidien, les enfants découvrent de nouvelles matières et textures, prennent du plaisir et s'amuse autrement.

Les enfants adorent s'appropriier les objets du quotidien et regorgent d'imagination pour les transformer, les empiler, les emboîter, les encastrent, les trier... Les cartons deviennent cachettes, voitures, déguisements papier font de formidables jumelles ou les tissus se transforment en cabanes.

C- L'activité libre

L'aventure, la découverte, les expériences, et surtout du plaisir !

C'est par ses expériences que l'enfant découvre le monde qui l'entoure, et apprend. L'enfant, naturellement, expérimente. L'enfant a besoin de pouvoir expérimenter et ne peut s'empêcher de faire des expériences.

Besoin sensoriel : toucher, sentir, écouter, voir

Besoin de motricité globale : grimper, sauter, tirer, pousser

Besoin de motricité fine, manipuler, transvaser

Besoin d'extérioriser ses tensions physiques et psychiques

Des **activités** sont également proposées, elles doivent être adaptées à l'âge des enfants et ont pour objectifs d'éveiller leur curiosité et leur envie de découverte.

Des moments dans la journée permettent d'organiser des ateliers par petit groupe : Les activités proposées aux enfants évoluent selon l'âge et leurs demandes.

D- Chaque enfant se développe à son propre rythme

Chaque enfant a un rythme de développement propre, en fonction d'éléments qui lui sont personnels (sa personnalité, sa croissance, sa communication, les sollicitations extérieures...). L'enfant ne progresse pas dans tous les domaines en même temps, mais étape par étape.

Les professionnelles s'adapteront au rythme de l'enfant et à son évolution. Il est nécessaire de respecter la motricité libre de l'enfant pour favoriser la découverte et l'exploration.

Il faut laisser libre cours à tous les mouvements spontanés de l'enfant, un enfant ne sera jamais mis dans une position qu'il ne sait pas prendre lui-même.

Le regard de l'adulte est structurant pour lui. Sa parole, la mise en mots de ce que fait l'enfant, de ce qu'il manifeste participent à ce climat de confiance et de sécurisation de l'enfant.

Chaque évolution étant individuelle, les professionnelles sont amenées à gérer autant de situations individuelles que d'enfants, tout en gérant un groupe d'enfants et en veillant au respect de la vie en collectivité.

Cette prise en compte de l'individualité passe par :

- Un attachement sécurisé à une personne privilégiée, indispensable au développement de l'enfant
- Des repères, des objets personnalisés (photo sur le casier) qui participent à l'accueil de l'enfant dans sa singularité
- Des espaces et des temps pour s'isoler
- Accompagner ses émotions, donner des réponses aux besoins exprimés
- Accepter la répétition
- Accepter ses choix

E- Communication

Avant le langage, il y a la communication. Et il nous paraît important de créer les bonnes conditions pour favoriser le bon échange. L'exercice réside donc dans le fait de trouver un endroit adéquat pour des ateliers, et de faire baisser le niveau sonore global de la crèche. Les ateliers proposés se font généralement en petits groupes : c'est plus agréable pour les enfants et pour la professionnelle qui peut plus facilement prendre du temps avec chacun.

Des comptines pour les imprégner du langage et des histoires pour enrichir le vocabulaire. Toutes les manipulations que l'enfant va faire sont également importantes dans le développement du langage. L'enfant va ainsi intégrer d'autres mots et de nouvelles notions et gagner en confiance et estime de soi.

Nous utilisons, en support, la communication gestuelle : La communication gestuelle associée à la parole est le fait d'utiliser des gestes ou des « signes », inspirés de la Langue des Signes Française (**LSF**). « Dormir », « encore », ou « manger » ...les professionnelles mettent l'accent sur les mots que les enfants utilisent le plus au quotidien.

IV- L'OUVERTURE A L'ART ET A LA CULTURE

Nous voulons mettre l'art à la portée des enfants, à leur disposition dans le cadre d'activités. Nous souhaitons offrir aux enfants et à leurs parents un bain culturel et langagier, permettant une démystification de l'art.

L'art devient pour l'enfant source de jeu lorsqu'il devient familier, c'est une activité qui participe au développement du jeune enfant comme toutes les autres.

Faire entrer l'art, sous toutes ses formes à la crèche pour qu'il soit présent comme un espace naturel.

Mettre à disposition des œuvres spécifiques qui deviennent le point de départ d'échanges et d'interactions avec les tout petits et leurs familles.

L'art est d'abord un libre court à l'expression, le rôle de l'adulte est de proposer des supports favorisant cette expression. En fonction de la thématique artistique choisie, l'adulte proposera un ou plusieurs supports (peinture, modelage, construction, livre, musique, danse, chant...) adaptés tant à l'âge qu'aux compétences qu'aux envies de chaque enfant.

Espace musique

L'enfant en expérimentant des sons et des matières va pouvoir développer sa créativité, découvrir et apprendre sur ce qui l'entoure, développer son intelligence

Cette activité liée à l'expérimentation sensori-motrice va permettre à l'enfant de découvrir de nouveaux sons, de manipuler des instruments faits de matières différentes (bois, métal, peau...).

L'enfant va développer son sens auditif et simuler sa perception. L'enfant va découvrir des rythmes, jouer avec son corps, prendre du plaisir à écouter, laisser aller son imagination au fil de la musique.

L'enfant va pouvoir intégrer des notions musicales dans son corps, les ressentir. L'association de l'éveil corporel est un support à de nombreux aspects de l'activité (rythmique...)

Une sono a été installée dans la salle d'éveil et le hall et qui diffuse des musiques (classiques, comptines, chansons dans toutes langues, relaxante ...)

Espace littérature enfantine

La découverte des livres et leur manipulation participe au bon développement de l'enfant au même titre qu'un autre jeu.

Dans cet espace, l'adulte met donc à disposition de l'enfant des livres de différentes textures : livres en plastique, en carton, en tissus, avec un renouvellement pensé en fonction de l'évolution des enfants.

Pour les plus grands, une bibliothèque est accessible quand ils le souhaitent avec une variété de supports et de matières.

Les livres sont en permanence à disposition de l'enfant et il est libre de les regarder, de se raconter lui-même des histoires.

Les livres sont posés au sol, accessibles, l'enfant les touche, les mordille, les regarde. C'est en portant le livre à la bouche que le bébé va le découvrir, et il est indispensable de le laisser découvrir par lui-même.

Les plus grands pourront le manipuler, le raconter, se le faire raconter.

Espace peinture et manipulation

Nous souhaitons donner à l'enfant l'opportunité d'explorer un champ le plus large possible d'expérimentations cela lui permettra au fur et à mesure de s'affirmer en tant que sujet capable de développer et repérer ses goûts.

L'enfant va expérimenter spontanément à chaque minute les possibilités de son corps et se les approprier petit à petit dans son quotidien.

Quel que soit le support, qu'il soit matière (sable, eau, terre) ou bien objet ludique (poupée, voiture, animaux), c'est à travers la découverte de son environnement que l'enfant se construit.

Cette activité permet donc à l'enfant de prendre conscience de son corps, de ses possibilités et ses limites, de son pouvoir d'action sur le monde qui l'entoure, sur l'objet comme prolongement des mouvements de son propre corps.

Il peut décharger son énergie et ses tensions et petit à petit apprendre à gérer ses émotions et maîtriser son environnement.

Un projet bibliothèque miniature en libre-service va voir le jour dans le hall de la crèche. Les parents inscrits peuvent emporter les ouvrages chez eux.

Pourquoi ce projet ? Le livre reste un média incontournable et n'ayant pas d'infrastructure sur le quartier, nous avons souhaité mettre à disposition une bibliothèque au sein de la crèche, les livres sont accessibles par les enfants à tout moment.

« Un enfant qui lit, sera un adulte qui pense »

L'idée principale est de faire du livre un objet du quotidien et d'inviter parents et enfants à lire et découvrir ensemble une histoire :

- Susciter la curiosité
- Développer l'imaginaire
- Mettre des mots sur son ressenti

V- LES SORTIES EXTERIEURES

A- Sorties extérieures dans la structure

Les espaces naturels constituent d'excellents outils pédagogiques. Ils offrent de multiples sources de jeux, de découvertes et d'apprentissage.

Tous les enfants ont besoin de rencontrer la nature et de jouer dehors, pour sentir le vent, la pluie et le soleil sur leur peau, humer les parfums d'arbres, d'herbes et de fleurs, admirer les couleurs changeantes, se mouvoir sur des terrains différents, patouiller dans le sable, la terre et l'eau, connaître le bonheur de se cacher, de courir, de tomber et de se salir. En observant les insectes, les végétaux, les animaux, votre enfant découvre la nature, apprend de nouveaux mots et élargit son champ de connaissance.

Afin de contribuer à l'éveil des enfants à la nature, nous avons mis en place deux bacs de plantation au sein du jardin de la crèche : nous y mettons des tomates cerises ou fleurs. Ce carré potager est à disposition des enfants, en accès libre. Dès qu'un professionnel de la crèche se trouve dehors, chacun peut y aller pour regarder, sentir, toucher...les différentes plantations et les arroser.

Les enfants y sont attachés et apprécient d'y aller. Grâce à ce potager, les tout-petits développent leurs sens : toucher, odorat, vue, goût. Certains vont choisir de manipuler la terre, d'autres de sentir et certains font le choix de prendre le temps d'observer.

VI- PRISE EN CHARGE INDIVIDUALISEE DE L'ENFANT

A- Les repas

L'alimentation joue un rôle primordial non seulement dans la construction physique de l'enfant, mais aussi dans la relation affective enfant/adulte et dans les rapports individus/alimentation. Il est nécessaire que le professionnel crée une ambiance agréable et calme pour ce temps. Ce doit être un temps de plaisir partagé, un moment d'échanges et de convivialité :

- Accepter le refus
- Accepter ses choix
- Lui proposer de sortir de table dès qu'il souhaite

Les biberons sont donnés selon les besoins des enfants. Ils sont préparés dans des conditions d'hygiène rigoureuses. Le moment du biberon est un temps privilégié qui implique calme, confort et tendresse.

L'adulte favorise la découverte d'aliments variés tout en respectant l'âge et les besoins nutritionnels de l'enfant (son goût, son appétit, son rythme, son besoin alimentaire, son régime particulier, ses allergies alimentaires...).

Il faut présenter les aliments et les nommer. Les enfants ont un plateau avec fourchette et cuillère.

La diversification alimentaire est personnalisée., elle commence toujours à la maison.

La diversification se fait entre 4 et 6 mois avec les parents. A partir de 6 mois, tous les aliments peuvent être proposés.

Le midi, les enfants prennent des repas préparés par un prestataire spécialisé. Les repas sont équilibrés, variés. Nous proposons des menus composés avec 40% de bio et 50% venant de la production locale.

Les plats sont présentés avec attention de façon à donner envie à l'enfant.

La préparation et la conservation des aliments répondent aux normes de qualité et de sécurité.

La petite crèche propose de façon quotidienne un goûter (yaourt, compote ou fruit, pain et chocolat, pain et fromage, du lait, de l'eau et parfois des goûters exceptionnels tels que les gâteaux d'anniversaire, les crêpes), l'après-midi.

B- Les soins :

Le **moment de change** est un moment où l'enfant a une relation privilégiée avec l'adulte. C'est un moment de découverte et d'échanges qui doit s'effectuer dans des conditions de sécurité et toujours en lui expliquant les gestes de la professionnelle.

Au travers de ces temps de soin, l'enfant, tout en découvrant son corps, va peu à peu devenir acteur de ce soin

Les changes sont effectués en fonction des besoins des enfants afin de favoriser son confort.

Des soins spécifiques peuvent être donnés afin d'assurer le bien-être de l'enfant. Le **lavage des mains** se fait après le passage aux toilettes, avant et après les collations et repas. L'équipe veille à aider l'enfant lorsqu'il est petit puis à le rendre autonome en lui apprenant à se laver les mains seul.

L'acquisition de la propreté

L'acquisition de la propreté est une étape importante dans la vie de l'enfant et son autonomie, pendant laquelle l'équipe accompagne l'enfant.

Être dans un climat encourageant, bienveillant, soutenant et de coopération.

L'enfant montre qu'il est prêt à cet apprentissage par différents moyens : il informe l'adulte que sa couche doit être changée, il a la capacité de se retenir (couche sèche) et il demande à l'adulte d'aller aux toilettes. Lors de cette acquisition, le personnel sera très vigilant aux besoins et à la progression des enfants. Cet apprentissage se fera en continuité entre la maison et la crèche. Les parents fourniront des vêtements de rechange durant cette phase d'apprentissage.

La propreté de l'enfant est un moment fort pour les familles qui peuvent parfois pour certaines qui souhaitent voir leur enfant propre rapidement (à tel âge, pour l'entrée à l'école...). L'équipe échange avec les familles afin de leur faire comprendre que tous les enfants ne sont pas propres au même âge et qu'il est nécessaire de respecter leur rythme.

C- Le sommeil

Le respect du rythme du sommeil est fondamental : c'est une période de repos pour l'organisme, nécessaire pour récupérer les facultés physiques et mentales. Le sommeil est nécessaire à la croissance et à la maturation du système nerveux de l'enfant. Cependant, les besoins de sommeil sont différents d'un enfant à l'autre et se modifient au fil des mois.

L'enfant doit se sentir en sécurité pour s'endormir. L'adulte accompagne l'enfant dans son endormissement et veille à son bon déroulement en respectant ses habitudes (la tétine, le doudou qui permet la transition entre la maison, les parents et la petite crèche...). L'enfant dormira dans un lit adapté.

L'équipe prend le temps de coucher les enfants, il a la possibilité d'une présence toute proche ou non du professionnel en fonction des besoins de chacun. Elle respecte les rites d'endormissement, les besoins de sommeil et le réveil naturel.

Un échange important se fait entre les parents et l'équipe à propos du sommeil, à propos des rituels d'endormissement par exemple. L'équipe laisse les enfants dormir autant que de besoin

Le dortoir permet d'accueillir les enfants dans les meilleures conditions au moment de la sieste. Des couchettes pour les plus grands peuvent être également installées dans la salle d'activité.

D- Place de l'objet transitionnel

Donald Winnicott, pédiatre, psychiatre et psychanalyste britannique définit l'objet transitionnel comme un objet essentiel au développement psychique de l'enfant. Bien souvent, l'enfant peut faire le choix d'investir une peluche, un tissu... Cet objet est d'ailleurs souvent imprégné d'une odeur, d'une texture, d'une « histoire » qui rassure l'enfant

Certains enfants n'ont pas d'objet transitionnel. Ils peuvent avoir trouvé une sécurité dans une habitude : se toucher les cheveux, manipuler l'étiquette de son vêtement

A la crèche, le doudou est à disposition de l'enfant, qui va aller le chercher en fonction de son besoin, s'il a un chagrin, une émotion trop compliquée à gérer ou simplement un manque de son parent. Les professionnelles vont également l'accompagner et le réconforter.

VII- LA PLACE DE L'ADULTE PAR RAPPORT A L'ENFANT

- L'enfant a besoin d'avoir confiance en l'adulte qui l'accompagne. La crèche a pour mission de veiller à la sécurité physique et affective des enfants durant le temps où ils sont accueillis.
- La sécurité affective va être favorisée par une attitude contenante, c'est-à-dire :
- La disponibilité physique et psychique du professionnel (l'enfant doit pouvoir être rassuré par sa simple présence)
- Une attitude adaptée (à la hauteur de l'enfant, juste ton dans la voix, à l'écoute)
- Un regard bienveillant, soutenant et positif.
- L'aménagement de l'espace, la mise en place de repères. La verbalisation, la continuité des soins. La stabilité : éviter les ruptures (déplacement des professionnels dans l'espace, allers et venues) : une personne au sol, « phare »>>
- L'objectif est de signifier à l'enfant qu'une personne lui porte de l'intérêt, est capable de le rassurer et est disponible pour l'accompagner vers les autres.

LE PROJET SOCIAL ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- LES MODALITES D'INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET VIS-A-VIS DES PARTENAIRES EXTERIEURS

A- L'environnement social :

Chiffres clés population/famille Dynamique démographique (INSEE)

La population de la ville d'Auxerre est de 34 451 habitants (au 01/01/2022) avec une baisse qui s'est amorcée dans les années 1990 et qui se poursuit (-4 % entre 2010 et 2018).

La population auxerroise est relativement âgée (29 % de la population a plus de 60 ans).

Le nombre de naissances est en baisse depuis 2011 (384 en 2019).

En 2018, les nouveaux arrivants sur la commune sont âgés de 25 à 54 ans (39 %) mais on note également une part importante de 15/24 ans (32 %). Parmi ces nouveaux habitants, la catégorie socio-professionnelle la plus représentée est celle des employés (19 % en 2018) sachant toutefois que la catégorie « autres » qui recouvre des situations diverses de personnes sans activité professionnelle (élèves, étudiants, personnes au foyer) représente 34 % des arrivants.

La part de la population immigrée s'élève à 12 % et celle de la population étrangère à 9 %.

Typologie des ménages (données INSEE)

Les couples avec enfants sont peu présents dans la commune (17 % des ménages) et on note une diminution du nombre de familles avec enfants entre 2008 et 2018 : -12 %.

Les familles ont un nombre d'enfants peu élevé (25% ont 1 seul enfant) ; toutefois 10 % ont 3 enfants et plus.

Les ménages composés d'une seule personne sont très présents (21 % d'hommes seuls et 29 % de femmes seules).

On note une surreprésentation des familles monoparentales (22%).

Données relatives à la petite enfance (données INSEE)

La part des enfants de moins de 3 ans est inférieure à la moyenne française (2,9% contre 3,3%) avec une baisse de 0,8 % entre 2008 et 2018.

60 % des familles icaunaises avec un enfant n'ont qu'un seul parent qui travaille.

La part des 2 ans scolarisés est de 17 %.

Données relatives à l'enfance et à la jeunesse (données INSEE)

La part des 3/17 ans dans la population auxerroise est stable avec 17%.

Les 18/29 ans sont très présents à Auxerre 15 % mais on constate une baisse importante (-18 % entre 2008 et 2018).

Spécificité des quartiers Politique de la ville (données CAF)

La ville d'Auxerre comporte 3 quartiers prioritaires (Brichères Sainte Geneviève, Rosoirs et Rive Droite) ainsi qu'un quartier en veille (Saint Siméon) ce qui pour une ville de cette taille a un impact important.

Ces quartiers ont des caractéristiques souvent spécifiques comparées celles de l'ensemble de la commune :

- Une part de familles avec enfants importante : 39% Rive Droite, 41 % Rosoirs et 48% Brichères Sainte Geneviève ;
- Une part importante d'habitants de moins de 25 ans : 33 % Rive Droite, 39 % Brichères Sainte Geneviève et 41 % Rosoirs ;
- Une part de familles monoparentales qui varie : 15 % Rive Droite, 21 % Brichères Sainte Geneviève et 27 % Rosoirs.
- Part des enfants de 0 à 2 ans : 17 % Rive Droite, 13% Brichères Sainte Geneviève et 20 % Rosoirs

Spécificités du Centre-Ville

On note plusieurs signaux en lien avec une précarisation du Centre-Ville :

- Le quartier Centre-Ville constitue l'un des quartiers de la commune comprenant la part la plus importante des 18 – 24 ans (plus de 10%) traduisant la présence d'une population jeune étudiante ou débutant dans la vie professionnelle et donc fragilisée
- La part de familles monoparentales est également importante dans le Centre-Ville (plus de 20%)
- Des situations de précarité en hausse (le pourcentage de la population du Centre-Ville reçue au CCAS a augmenté

Territoire d'intervention :

S'agissant de l'organisation territoriale, la Ville d'Auxerre a, seule, la compétence petite enfance. A ce jour, il n'est pas prévu que la communauté de l'auxerrois prenne cette compétence. Elle ne figure d'ailleurs pas dans la dernière définition de l'intérêt communautaire délibéré en décembre 2018.

A noter que les établissements auxerrois proposent une priorité d'accès aux habitants d'Auxerre et de la communauté, et que le périmètre de la communauté d'agglomération s'est agrandi ces dernières années (29 communes à ce jour). Mais dans le même temps l'offre d'accueil s'est développée dans l'auxerrois et alentours (Monéteau, Saint-Georges, Chevannes, Gurgy...).

Les besoins des familles se sont exprimés différemment depuis la mise en place de la PSU (paiement à l'heure par les familles) et des RTT (changement de rythme des familles). D'une façon générale, les familles expriment au moment de la pré-inscription puis de l'inscription de gros besoins de garde et ceux-ci se réduisent considérablement lorsqu'il s'agit de contractualiser. De plus en plus de familles modifient aussi leurs besoins en cours d'année et il faut tenir compte de l'aide familiale non-prévue certains jours de la semaine. Entre cette aide, les jours de RTT et le temps non-complet du mercredi, les lundis, mercredis et vendredis peuvent être des journées difficiles à remplir (et encore plus sur certains créneaux horaires).

On relève régulièrement des demandes de « dépannage » pour des formations professionnelles dont les bénéficiaires sont prévenus tardivement. Beaucoup de familles expriment aussi un besoin de garde très peu de temps avant la fin du congé de maternité.

Environnement socio-économique :

Des Auxerrois avec un profil socio-professionnel varié :

- Une légère surreprésentation d'ouvriers dans la commune : 13 % contre 12 % en France
- Une part de la population de la CSP « Autres », souvent plus précaire, bien présente : 18 % contre 15 % dans la CA
- Comme dans la CA et en France, environ un quart de la population relève de la CSP « employés »

Des Auxerrois avec des niveaux de diplôme contrastés :

- Une population non diplômée ou diplômée uniquement du BEPC très présente dans la ville : 32 %
- Une part de la population diplômée de l'enseignement supérieur néanmoins plus élevée que dans le département (27 % à Auxerre, 21 % dans le département)
- Une population diplômée de plus en plus présente à Auxerre : + 11 % de diplômés de l'enseignement supérieur entre 2008 et 2018

Une insertion socio-professionnelle qui semble difficile :

- Un taux d'activité des 15-64 ans peu élevé : 71 % contre 74 dans l'Yonne et en France
- Un taux de chômage particulièrement fort : 17 % à Auxerre contre 13 % dans la CA et en France

- Des emplois plus précaires qu’ailleurs : des actifs en CDI ou dans la Fonction Publique, c’est-à-dire en emploi stable, moins représentés à Auxerre (72 % des actifs contre 74 % dans la CA de l’Auxerrois), une part élevée de personnes en CDD (39 %)
- Une ville qui accueille de nombreux emplois sur son territoire : 0,50 actif occupé pour un emploi sur le territoire, soit un nombre d’emplois plus élevé que le nombre d’actifs
- Des emplois présents relevant notamment de la CSP Employés (8 079 emplois), Professions Intermédiaires (7 750 emplois)
- Une part très élevée d’actifs travaillant à Auxerre-même : 71 %, un chiffre largement supérieur aux autres territoires (1/3 des actifs en France seulement travaillent dans leur commune de résidence)

Enquête à la population :

Dans le cadre du diagnostic social partagé réalisé par la ville d’Auxerre entre janvier et avril 2022, 152 parents avec des enfants à charge de moins de 3 ans se sont exprimés sur les modes d’accueil petite enfance :

Des répondants qui privilégient les modes d’accueil collectifs :

- 46% indiquent un multi-accueil comme mode de garde principal
- 30% indiquent leur entourage et/ou leur famille
- 18% seulement indiquent faire appel à un assistant maternel

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde actuel est le premier choix et dont ils sont satisfaits :

- Sur 135 répondants, 82% indiquent que leur mode de garde actuel est leur premier choix
- Sur les 18% répondants dont le mode de garde actuel n’est pas le premier choix, le premier choix était en grande majorité celui de l’accueil collectif en crèche

Une grande majorité de répondants dont le mode de garde correspond à leurs besoins :

- 85% indiquent que leur mode de garde correspond à leurs besoins
- Parmi les répondants estimant que leur mode de garde actuel ne correspond pas à leurs besoins, 28 répondants ont précisé la raison : 43% d’entre eux identifient les horaires d’ouverture des structures d’accueil, 43% indiquent des raisons financières et 32% indiquent d’autres raisons, principalement des parents souhaitant que leur enfant soit accueilli de manière plus régulière à la crèche et non pas de manière occasionnelle

Places d’accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d’insertion sociale et professionnelle :

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l’individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d’instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l’enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l’enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n’est pas qu’une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à tous, les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

B- Places d'accueil pour les enfants de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle

Les fragilités psychosociales viennent impacter le devenir de l'individu. Dans les familles vulnérables (précarité économique, faible niveau d'instruction, trouble psychique, statut migratoire, isolement social), les pratiques parentales sont moins ajustées au développement de l'enfant et elles connaissent plus de stress lié aux conditions de vie.

Une moins bonne connaissance du développement de l'enfant peut également entraîner une moins bonne compréhension du rôle des interactions.

Les inégalités du devenir liées à la pauvreté des interactions adultes /enfants n'est pas qu'une question de pauvreté monétaire, mais surtout une question de pauvreté éducative.

En effet, les parents qui ont moins de pratiques éducatives, moins d'interrogations, moins de préoccupations ne sont pas forcément des familles dites vulnérables.

La mise en place de pratiques parentales ajustées requiert :

- Une capacité à la sensibilité parentale qui va permettre de répondre aux besoins exprimés par l'enfant
- Une capacité de mentalisation pour se mettre à la place de l'enfant

Il est nécessaire de transmettre de l'information, de rendre accessible à toutes les données sur le développement de l'enfant pour pouvoir, déconstruire certains systèmes éducatifs et de retravailler certaines représentations qui vont donner lieu à des pratiques parentales altérées.

Des interventions précoces auprès de parents ont tout leur sens et ce quel que soit leur catégorie socio-économique.

En ce sens nous facilitons l'accès aux crèches aux parents en leur réservant des places pour un accueil régulier durant leur temps de formation ou insertion professionnelle.

Au-delà du service rendu aux familles, il traduit l'affirmation d'une mission socio-éducative : mixité, intégration, prévention contre les exclusions et les inégalités...

Il doit inscrire la structure dans une dynamique territoriale et partenariale : c'est l'occasion de travailler sur la complémentarité, la globalité et la cohérence de l'intervention entre les différentes institutions œuvrant auprès des jeunes enfants et de leurs familles.

C- Les partenaires locaux

Le multi-accueil est un partenaire important dans la vie de quartier et entretient des liens avec les autres acteurs du territoire :

- L'école maternelle : une visite est organisée en fin d'année scolaire pour présenter l'école et une immersion de deux matinées, accompagnée par un professionnel de la crèche.
- La protection maternelle et infantile qui reçoit les familles dans les mêmes locaux. Les familles fréquentent souvent les deux établissements, ce qui permet d'échanger au quotidien, en particulier dans le champ de la prévention médico-sociale
- Le centre de loisirs : Nous proposons d'accompagner en adaptation les enfants qui fréquenteront à la rentrée et des temps d'ateliers communs sont présentés pendant les vacances scolaires.

D- Participation des familles

Accompagnement à la parentalité

L'équipe se met à l'écoute des familles, qui pour certaines sont en demande et peuvent trouver à la crèche un espace d'échanges. Les parents sont encouragés à participer à la vie de l'établissement, à voir évoluer leur enfant dans un environnement différent du leur.

Au-delà des informations qui leur sont quotidiennement données et transmises sur la vie de leur enfant, nous souhaitons qu'ils aient la possibilité de participer à la vie de la crèche : par des ateliers organisés (spectacle de marionnettes crée par les professionnels, gouter de Noel, baby gym , spectacle sur les saisons animés par deux comédiens...)

Face à une population parfois en difficulté, les professionnels accompagnent en veillant à ne pas se substituer aux parents dans leur rôle éducatif.

Il ne s'agit pas pour les professionnels de tenir compte de la singularité des demandes, ni des désirs, ni pour les professionnels de conseiller, de guider les parents, il s'agit d'ouvrir la crèche et les espaces de rencontre et d'échanges, une dimension positive de respect et prise en compte du point de vue des parents, en tant qu'acteurs de l'accueil de leur enfant.

II- Mode et moyen de communication avec les familles

Le projet d'établissement est à disposition des familles.

Lors de l'inscription de leur enfant, les grands points sont abordés et échangés.

Nous avons mis en place un tableau d'affichage pour inscrire les ateliers mis en place au quotidien, des photos des différents moments à la crèche, des recettes, la description des menus....

C'est un bon support, et cela renforce le lien entre le lieu d'accueil et la famille.

III- Démarches en faveur du développement durable

Nous veillons à la qualité des produits que nous utilisons en crèche :

- Alimentation (bio ou circuit court), produit de saison
- Produits d'entretien (écolabel)
- Les couches bio
- Le tri sélectif
- Limitation du plastique pour le matériel fourni aux enfants
- Plateau repas et céramique et couverts et pichet en inox
- Projet d'un compost

PLAN PARTICULIER DE MISE EN SÛRETÉ (PPMS)

Petite crèche
du Pont

PROPOS INTRODUCTIFS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Ce document a été rédigé en mai 2022. Il appartient aux responsables du site de l'actualiser régulièrement, notamment après chaque exercice si besoin, et de s'assurer de son appropriation par les différents intervenants.

Il est à destination de l'ensemble des personnels municipaux – titulaires, contractuels, ou prestataires amenés à intervenir au sein des établissements – intervenant dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), les services périscolaires les services de restauration scolaire, les centres de loisirs.

Il a été élaboré avec par les services de la Direction Temps de l'Enfant (DTE), en lien avec les responsables de sites, la direction du Développement Durable, la Police Municipale, le référent sûreté de la Police Nationale.

Le présent PPMS a été transmis :

- au(x) responsable(s) du site concerné : Alexia FRECHOT (**directrice**)
- à la Direction du développement durable de la Ville d'Auxerre,
- à la Police municipale de la ville d'Auxerre,
- selon le type d'équipement, aux partenaires institutionnels suivant : Protection Maternelle et Infantile, Inspection Académique, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

QU'EST-CE QU'UN PPMS ?

Les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) recensent les différents risques majeurs auxquels un établissement pourrait être confronté et identifie les conduites à tenir les cas échéant. Les risques majeurs pris en compte sont divers (inondation, incendie, attentat...).

Ils peuvent être d'origine naturelle ou malveillante et peuvent survenir à l'intérieur ou à proximité de l'établissement.

L'intérêt de tels plans est d'amener chacun à réfléchir en amont à ces différents types de situation pour réagir de la manière la plus appropriée possible le cas échéant.

Il existe de longue date une obligation pour l'Éducation Nationale de mettre en place des PPMS au sein des établissements scolaires. Suite aux attentats commis en France en 2015, cette obligation a été renforcée, avec la nécessité d'ajouter le risque d'intrusion malveillante dans la liste des risques identifiés et de réaliser des exercices de simulation correspondant à ce nouveau type de risque.

Sur recommandation de la Préfecture et en lien avec les services de la Police nationale, la Ville d'Auxerre a engagé le même type de démarche en direction de l'ensemble des personnels municipaux intervenant dans les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les restaurants scolaires et les centres de loisirs.

Le document ci-après a été rédigé à partir d'une trame commune déclinée spécifiquement en fonction du site et du public accueilli.

Toute crise se prépare et nécessite une sensibilisation de tous les acteurs, ainsi que des exercices d'application. Il est indispensable que chacun porte une attention particulière à ce document et effectue les exercices avec le plus grand sérieux. La communication qui doit en être faite auprès des enfants et des parents doit être réfléchie en amont au sein des équipes éducatives, en fonction de l'âge des enfants.

Par ailleurs, le PPMS correspond à une gestion de crise potentielle. En ce qui concerne le risque d'attentat, il complète mais ne remplace aucunement les mesures de vigilance et de prévention définies antérieurement qui doivent bien-entendu continuer de s'appliquer (voir annexe).

SOMMAIRE

Fiche établissement

Plan de l'établissement

Recommandations générales:

> Identifier les différents types de risque et les conduites à tenir

> La chaîne d'alerte

Fiche incendie – Plan spécifique

Fiche intrusion malveillante - Affiche «réagir en cas d'alerte terroriste» à afficher dans les salles du personnel et dans chaque espace d'accueil- Plan spécifique

Fiche nuage toxique ou accident nucléaire – Plan spécifique

Fiche explosion – Plan spécifique

Fiche inondation – rupture de barrage – Plan spécifique

Fiche glissement de terrain – Plan spécifique

Conduite et secours d'urgence

Missions et responsabilités

Gestion de l'information

Annuaire de crise

Mallette d'urgence

Exercice de simulation

Annexe:

Rappel des mesures Vigipirate à appliquer au quotidien dans l'établissement.

FICHE ETABLISSEMENT

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Nom de l'établissement : petite crèche du Pont

Adresse : 1 rue Courtilière
89000 AUXERRE

N° de téléphone : 03.86.52.20.20

Directrice : Alexia Fréchet

Portable :

Personnes ressources : Florent Chaïbedra (réfèrent technique)

Portable : 06 75 58 45 78

Nombre d'enfants potentiellement accueillis : 13

Nombre d'adultes potentiellement présents : 4

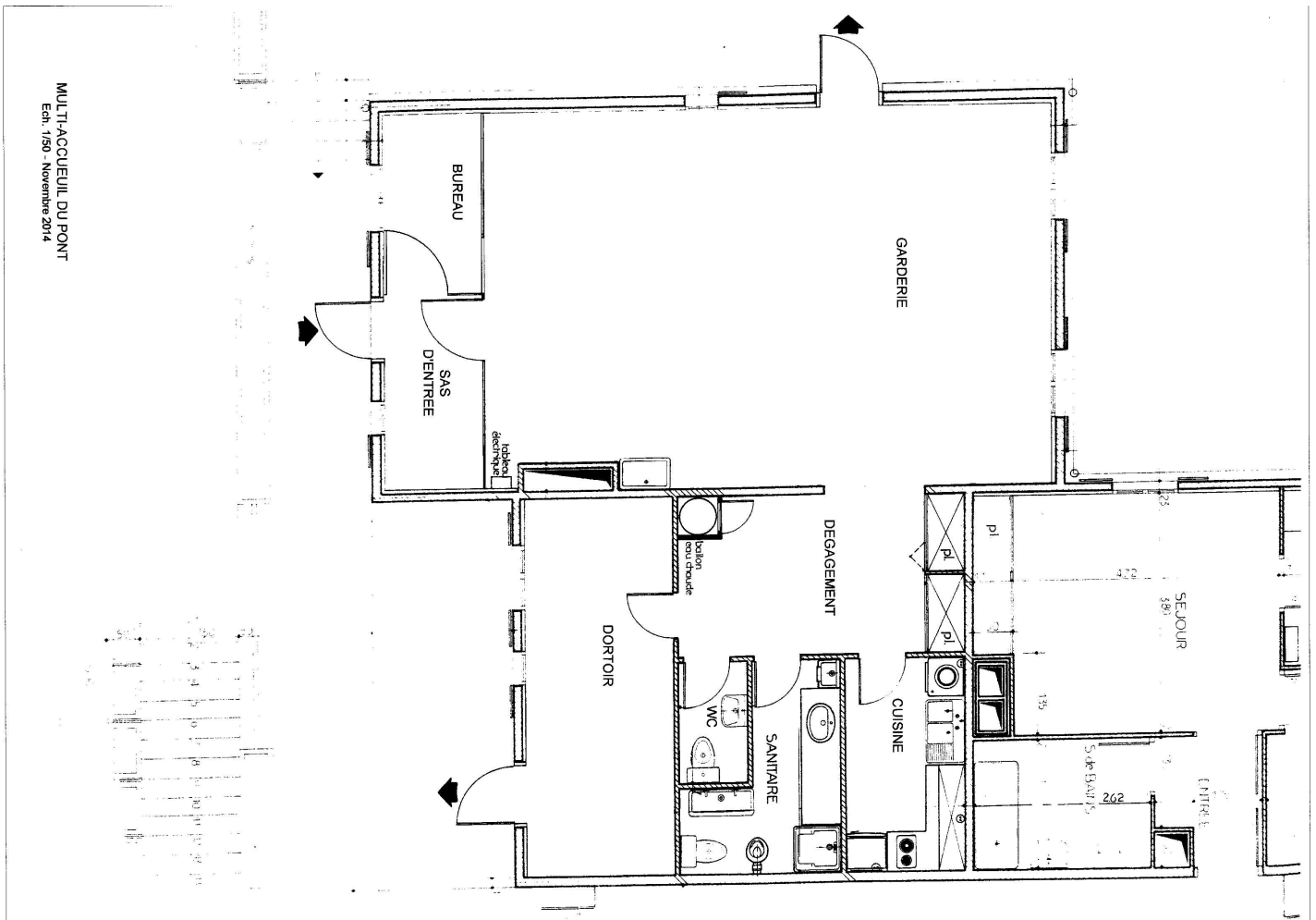
CONNAISSANCE DU SITE

Un plan de l'établissement est proposé ci-après. Il est impératif de savoir situer :

- Les organes de coupure du gaz, de l'électricité, des ventilations, du chauffage, de l'eau
- Les boîtiers de déclenchement des alarmes incendie
- Les locaux à risque (à définir) et causes possibles de sur-accident
- Les ascenseurs
- Les points d'entrée des secours
- Les lieux de rassemblement en cas d'incendie et en cas d'inondation
- Les lieux de confinement (= locaux les plus adaptés pour se confiner)
- Les lieux de mise à l'abri (= locaux les plus sûrs pour se cacher ou se barricader si possible)
- Les lieux de regroupement après fuite

Les éléments à connaître en fonction des types de risques sont repris dans des plans simplifiés sur chaque fiche.

PLAN



MULTI-ACCUEIL DU PONT
Ech. 1/50 - Novembre 2014

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Identifier les différents types de risques et les conduites à tenir					
RISQUES	ÉVACUER	FUIR	SE CONFINER	SE CACHER SE BARRICADER	
INCENDIE	✓				
INTRUSION TERRORISTE		✓		✓	Selon la situation
ACCIDENT NUCLÉAIRE OU NUAGE TOXIQUE			✓		
EXPLOSION	✓		✓		Selon la situation
INONDATION	✓				
TEMPÊTE	✓		✓		Selon la situation
GLISSEMENT DE TERRAIN	✓				

➤ **Evacuer** signifie que les adultes et les enfants doivent s'extraire du bâtiment voire de l'établissement pour s'éloigner d'un danger repéré au sein de l'établissement. L'évacuation doit généralement se faire dans le calme et de manière organisée, avec un point de regroupement identifié en amont selon le type de risque (cour ou lieu à proximité).

➤ **Fuir** dans certaines situations d'urgence, dans le cadre notamment d'une attaque terroriste, **la fuite dispersée** est la seule option possible. Dans ce cas et en fonction de l'âge des enfants, un lieu de rassemblement après dispersion, externe à l'établissement, pourra être identifié.

➤ **Se confiner** signifie se rassembler et se calfeutrer en limitant les entrées d'air extérieur potentiellement dangereux. Les mesures consistent à fermer les fenêtres, volets, rideaux, calfeutrer les bas de porte, couper les ventilations et éventuellement le chauffage, le gaz et l'électricité. Le rassemblement peut se faire dans un lieu identifié à cet effet en amont ou bien dans les salles d'activités ou de classe selon les situations. Il est important de choisir un lieu sécurisant pour les enfants et dans lequel des activités peuvent être menées avec eux car la durée du confinement peut être relativement longue.

➤ **Se cacher** suppose d'adopter des conduites permettant de ne pas être vu ou entendu (se baisser, mettre son téléphone en mode silencieux...). **Se barricader** consiste à mettre en œuvre des mesures pour éviter ou freiner l'intrusion d'un individu extérieur (verrouiller fenêtres et portes et placer devant du mobilier) et limiter sa visibilité (fermer volets ou rideaux.). Dans ce type de situation question du temps est essentielle. L'alerte aux forces d'intervention doit être aussi rapide que possible.

LA CHAÎNE D'ALERTE

Vous repérez une menace – vous donnez l'alerte

➤ L'alerte à l'intérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, le système d'alerte sera différent. Il est essentiel de bien les connaître car une mauvaise utilisation pourrait mettre en danger les autres personnes dans l'établissement (exemple : le bouton d'alerte incendie ne doit en aucun cas être utilisé en cas d'intrusion terroriste).

➤ L'alerte à l'extérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, il s'agira de prévenir soit la police, soit les pompiers. **Cette alerte doit être donnée le plus tôt possible car elle déclenchera l'intervention des autorités et des secours.**

- le **17** permet de joindre la Police nationale
- le **18** permet de joindre les pompiers
- le **112** est un numéro d'urgence généraliste qui réoriente vers les services d'urgence concernés (police ou pompiers). Il est **prioritaire** sur l'ensemble des réseaux de téléphones mobiles.

En cas d'impossibilité de passer ces appels ou messages, prévenir par tout moyen, dès lors que la situation le permet, une personne qui pourra relayer l'information.

**Si vous n'en êtes pas sûr,
n' imaginez jamais
que quelqu'un
a déjà donné l'alerte !**

Vous entendez ou recevez une alerte

➤ Vous entendez un signal interne

Suivez les préconisations du présent PPMS selon le type de signal. Donnez l'alerte aux forces de secours ou d'intervention si vous n'êtes pas sûr que quelqu'un l'a déjà fait.

➤ Vous recevez une information de votre direction, de la mairie, de la police, de la Préfecture...

Si vous n'êtes pas sûr de l'identité de la personne, **effectuez un contre-appel** pour vérifier avant de suivre les instructions (contre-appel au standard pour ne pas encombrer les lignes téléphoniques).

➤ **Vous entendez le code national d'alerte à la population émis par les sirènes** = 3 cycles de 1 minute et 41 secondes (son montant et descendant) entrecoupés par 5 secondes de silence (il s'agit du même signal émis pour essai chaque premier mercredi du mois, mais avec seulement 1 cycle). Rejoignez un local en dur, fermez le gaz et l'électricité, le chauffage, la ventilation et l'eau. Écoutez **France Bleu 101,3 / 103,5** ou **France info 105,5** en attendant de recevoir d'autres consignes.

➤ Vous recevez une alerte vigilance via l'application smartphone SAIP

Contactez la DTE pour connaître les consignes spécifiques aux ÉAJE.

➤ Toute information vous parvenant par un autre biais doit faire l'objet d'une vérification auprès des autorités compétentes.

FICHE INCENDIE

Alerte interne

Bouton alarme incendie

Alerte externe

18 ou 112

- Evacuez et faites évacuer les enfants en prenant :

- le sacs des couvertures prévu à cet effet ;
- le téléphone (sans fil ou portable) ;
- le cahier de présence des enfants.

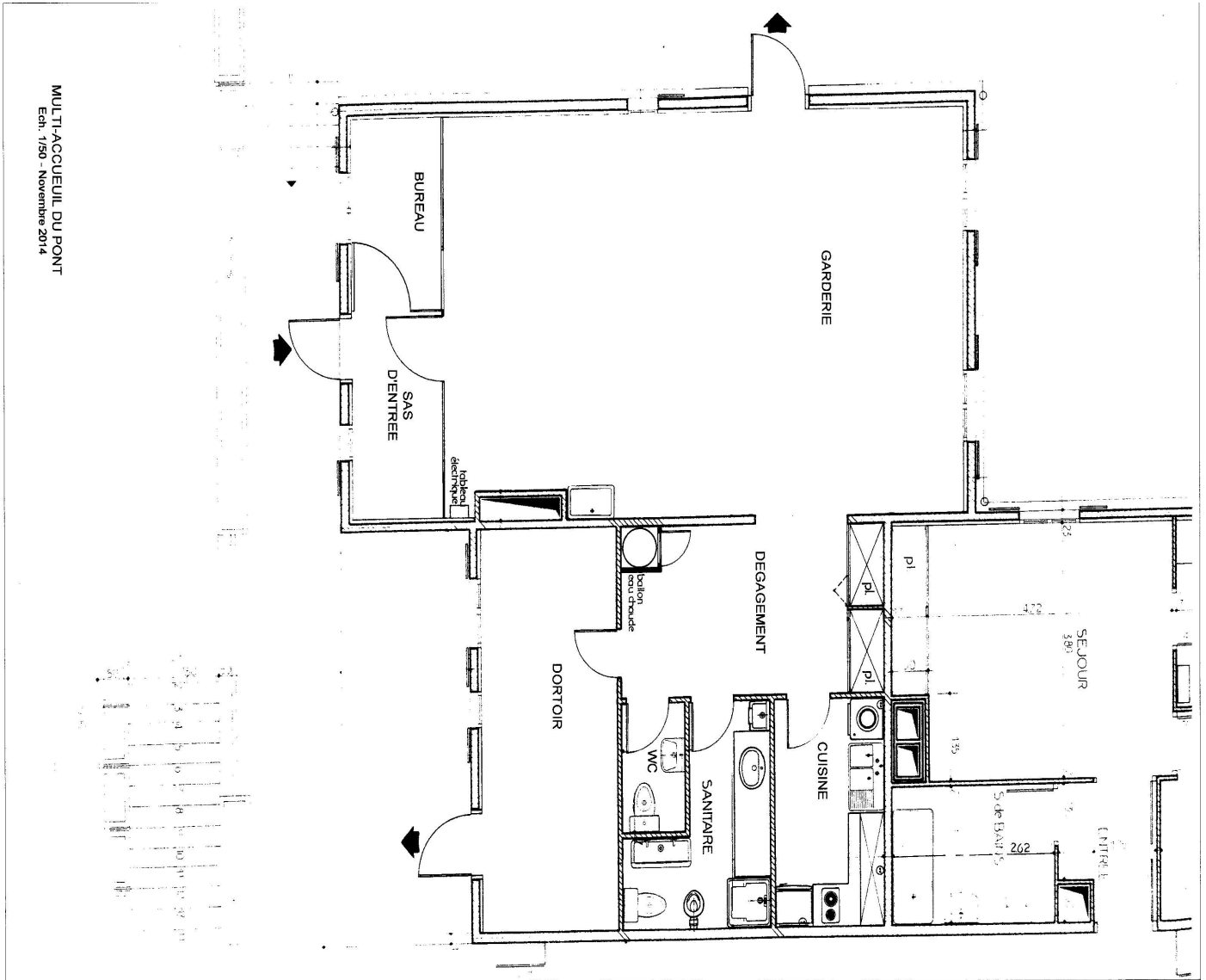
Ne perdez pas de temps à récupérer vos affaires personnelles !

- Fermez les portes et les fenêtres en vérifiant que vous ne laissez personne derrière vous.
- En cas de présence de fumée respirez à travers un linge et baissez-vous.
- N'utilisez pas les ascenseurs.
- Rejoignez le point de rassemblement incendie **sur l'esplanade derrière le bâtiment de la petite crèche.**
- Comptez les enfants et faites l'appel si nécessaire.
- Coupez le gaz et l'électricité.
- Même une fois l'incendie maîtrisé, ne pénétrez pas dans l'établissement sans l'accord des pompiers.

Si vous n'avez pas pu évacuer :

- Calfeutrez les portes et fenêtres avec du linge mouillé si possible , respirez (ainsi que les enfants) à travers du linge mouillé si possible, baissez vous pour respirer le plus près du sol.

PLAN SPÉCIFIQUE INCENDIE



MULTI-ACCUEUIL DU PONT
Ech. 1/50 - Novembre 2014

FICHE

INTRUSION MALVEILLANTE

L'intrusion terroriste peut prendre différentes formes : individu isolé ou groupe d'individus, armes lourdes ou armes blanches qui peuvent être dissimulées, introduction d'engins explosifs, pénétration d'un véhicule motorisé dans l'établissement.

En fonction de la forme et dès l'apparition de la menace, il appartient à chacun d'analyser la situation et de choisir entre évacuer, fuir, se cacher et/ou se barricader.

Alerte interne

Corne de brume

Alerte externe

17 ou 112

Indiquer si possible :

- nb d'individus, localisation, type d'armes
- localisation des victimes,
- lieu de regroupement après fuite

L'évacuation voire la fuite dispersée est généralement l'option à privilégier, à condition qu'elle puisse se faire en restant hors de portée des individus malveillants.

Choix n°1 : Evacuer – Fuir

- Prendre la sortie la moins exposée et la plus proche.
- En fonction du site : laisser la porte ouverte ou déverrouiller le système de verrouillage.
- Si possible et selon la situation, freiner la progression de ou des individu(s) en fermant les portes intérieures (clé, boutons molletés),
 - Demander autant que possible le silence,
 - (Re)prendre contact avec les services de police et suivre les directives,
 - Suivre les directives des forces d'intervention et des services de secours,
 - Rejoindre le lieu de regroupement après fuite : **le théâtre**

Dans certaines circonstances, il n'est pas possible de fuir :

Choix n°2 : Se cacher – Se barricader

- Se cacher sur place ou si on le peut dans un local à proximité immédiate identifié comme étant plus sûr = Lieu de mise à l'abri : **salle de bain ou cuisine**
- Verrouiller les portes (clés ou boutons moletés) et placer des éléments encombrants devant les portes (tables, armoires, tapis...)
- Faire éloigner les enfants des fenêtres et des portes et leur demander de s'allonger
- Éteindre les lumières et demander autant que possible le silence (exemple : roi du silence).
- Mettre les téléphones portables en mode silencieux (sonnerie et vibreur coupés)
- Descendre les volets roulants, (ou autres si possible), fermer les rideaux
- (Re)prendre contact avec les services de police et décrire la situation le plus précisément possible. Suivre les directives.
- Rester proche des personnes manifestant un stress et les rassurer

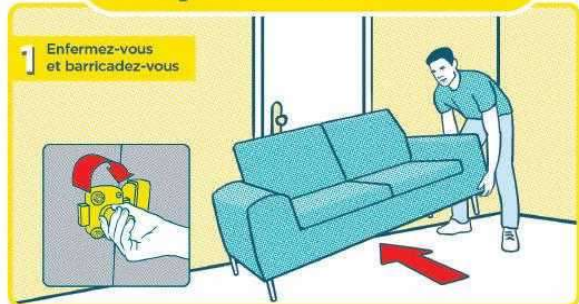
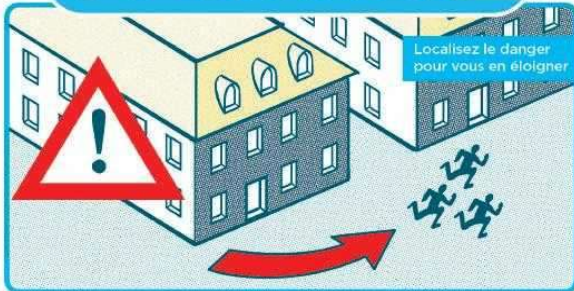
RÉAGIR EN CAS D'ATTAQUE TERRORISTE

AVANT L'ARRIVÉE DES FORCES DE L'ORDRE, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER

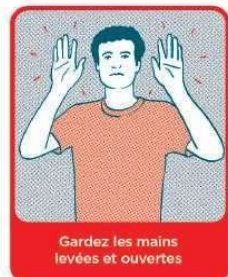
1/ S'ÉCHAPPER

si c'est impossible

2/ SE CACHER



3/ ALERTE ET OBÉIR AUX FORCES DE L'ORDRE



VIGILANCE

- Témoin d'une situation ou d'un **comportement suspect**, vous devez contacter les forces de l'ordre (17 ou 112)
 - Quand vous entrez dans un lieu, repérez les **sorties de secours**
- Ne diffusez aucune information sur l'intervention des forces de l'ordre
- Ne diffusez pas de rumeurs ou d'**informations non vérifiées** sur Internet et les réseaux sociaux
 - Sur les réseaux sociaux, **suivez les comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr**

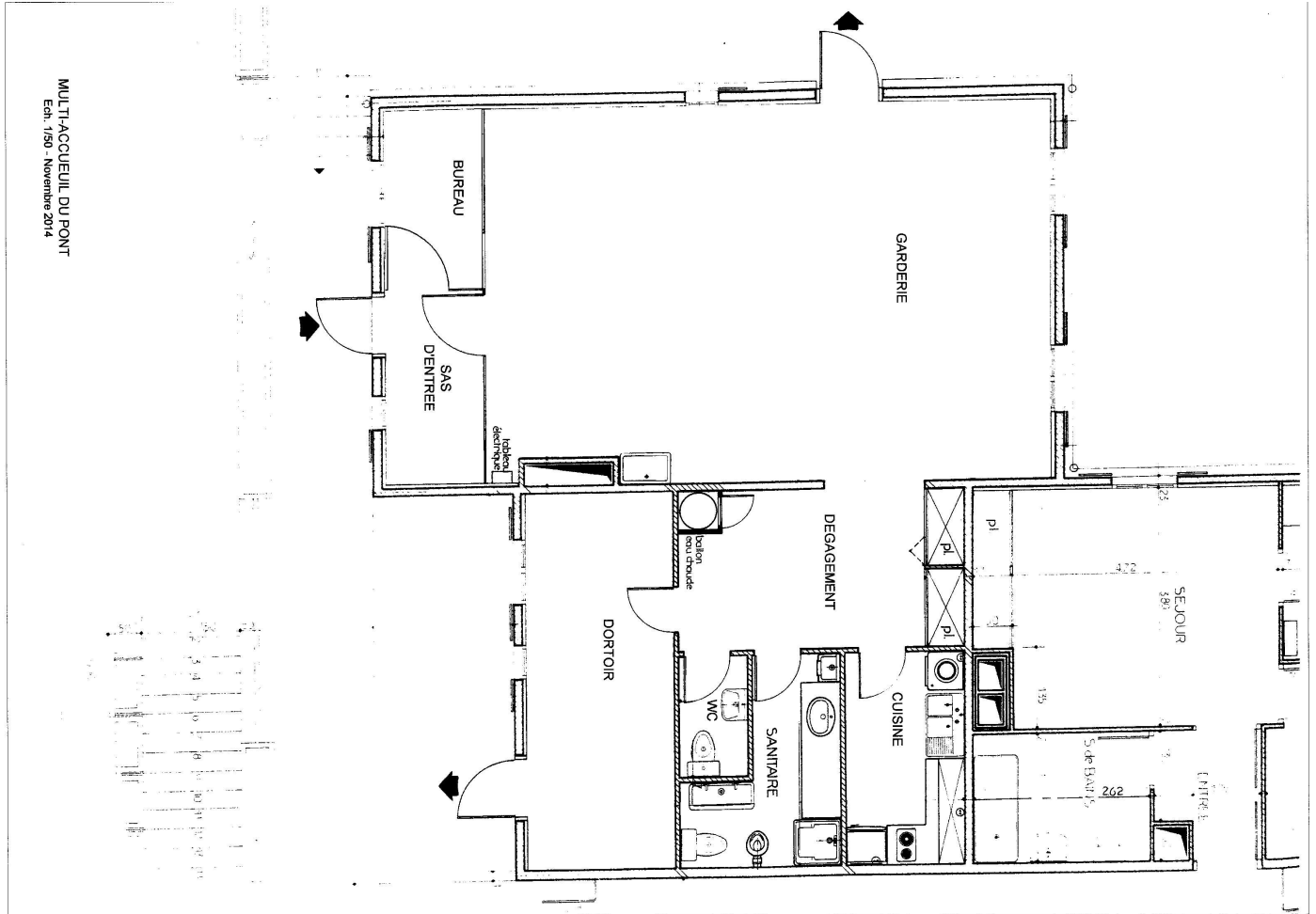


Pour en savoir plus :
www.gouvernement.fr/reagir-attaque-terroriste



PLAN SPÉCIFIQUE INTRUSION

(avec points d'évacuation possibles)



MULTI-ACCUEIL DU PONT
Ech. 1/50 - Novembre 2014

FICHE NUAGE TOXIQU OU ACCIDENT NUCLÉAIRE

Il peut s'agir d'un accident industriel, de l'accident d'un camion transportant des matières dangereuses, des suites d'une explosion, de la dispersion d'un gaz.. Ces types de risques sont regroupés car les conduites à tenir sont les mêmes : il s'agit d'un confinement.

Dans le cas où un événement de ce type se déroulerait dans l'établissement ou à proximité immédiate, il appartient au personnel de donner l'alerte. Inversement il peut s'agir d'une alerte effectuée par les autorités en direction des établissements.

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou **112**

- Regrouper tout le monde à l'abri dans les locaux de confinement prévus : **salle d'activité et dortoir des moyens.**

- Fermer les portes et fenêtres, ainsi que les volets si cela ne nécessite pas l'ouverture des fenêtres.

- Calfeutrer les ouvertures (aérations, grilles de ventilation, autour des huisseries et portes avec du ruban adhésif, papier, et placer si possible des tissus mouillés en bas des portes...)

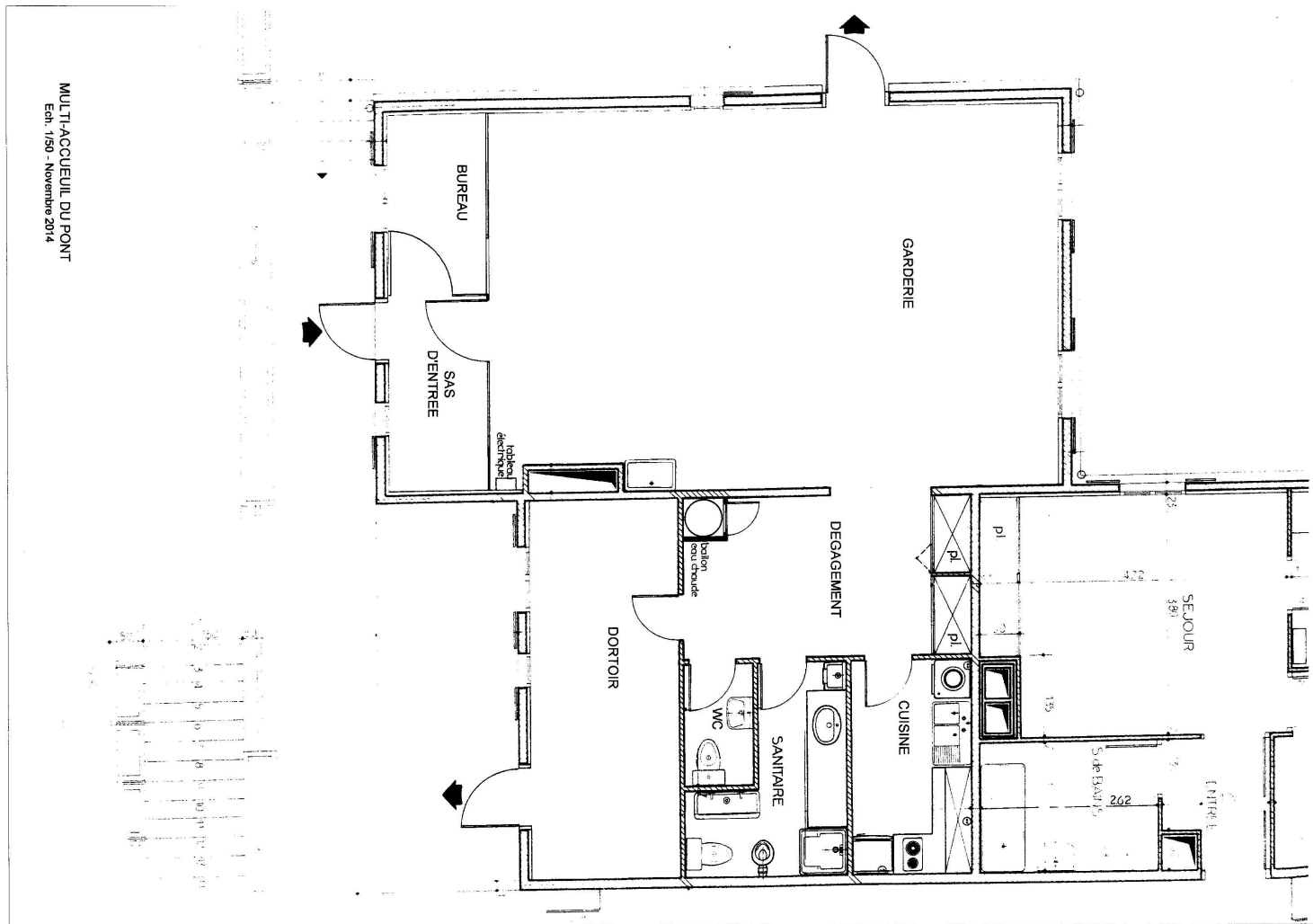
- Couper ventilation, chauffage, gaz et électricité,

- Éviter toute flamme ou étincelle en raison du risque éventuel d'explosion

- Se protéger si nécessaire des effets irritants du gaz en respirant à travers d'un linge mouillé ; rincer la peau et les yeux en cas de picotement.

- Attendre des consignes des autorités, et suivre les prescriptions pour le déconfinement.

PLAN SPÉCIFIQUE NUAGE TOXIQUE



MULTI-ACCUEUIL DU PONT
Ech. 1/50 - Novembre 2014

FICHE EXPLOSION

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou **112**

dans l'établissement
ou
À proximité de l'établissement,

-Évacuez dans le calme tout le monde vers les lieux de mise en sûreté externes en évitant les zones fortement endommagées (chutes d'objets, de pylônes...)

Coupez ventilation, chauffage, gaz, électricité.

-Dans l'impossibilité d'évacuer, attendre sur place les secours.

FICHE INONDATION – RUPTURE

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

- Rejoindre les zones prévues en hauteur (étages, collines, points hauts) : rejoindre le plus rapidement possible le point de rassemblement inondation sortir et évaluer la possibilité de monter dans le bâtiment attenant à la crèche du Pont
- Ne pas aller à pieds ou en voiture dans une zone inondée

Dans tous les cas :

- Ne pas prendre l'ascenseur
- Fermer portes, fenêtres, aérations,

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

FICHE TEMPÊTE

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

Rejoignez des bâtiments **en dur**

Eloignez-vous des façades sous le vent et des vitres

Fermez portes et volets

Surveillez ou renforcez, si possible, la solidité des éléments de construction

Renforcez la solidité des baies vitrées en utilisant du ruban adhésif

Limitez les déplacements

Se tenir informé :

Radio France bleu : 101,3 / 103,5

Autorités

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

FICHE GLISSEMENT DE TERRAIN

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement.

Si les délais sont insuffisants :

-pendant le glissement de terrain :

A l'intérieur : abritez vous sous un meuble solide, éloignez vous des fenêtres

A l'extérieur : essayez d'entrer dans un bâtiment en dur le plus proche, sinon, fuyez perpendiculairement à l'axe de la coulée.

-Après l'événement :

Évacuez les bâtiments et n'y retournez pas – éloignez vous de la zone dangereuse.

Rejoignez le point de rassemblement indiqué par les autorités.

N'entrez pas dans un bâtiment endommagé.

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

CONDUITES ET SECOURS D'URGENCE

Si vous le pouvez, vous devez prendre contact avec les services de secours **(18)** et suivre leurs consignes. Dans tous les cas, il pourra être nécessaire de mettre en œuvre des gestes de premier secours.

Priorisation des urgences

Urgences absolues

arrêt cardiaque
perte de connaissance
hémorragie externe
écrasement des membres
trauma du rachis

PRIORITAIRE

Urgences relatives

malaises (aggravation maladie,
difficultés respiratoires, maux de ventre)
brûlures
plaies
crise convulsive (épilepsie)
fractures / luxations

**A TRAITER APRÈS TOUTES
LES URGENCES VITALES**

NON urgent

stress
panique
agitation

**A TRAITER APRES
TOUTES LES URGENCES**

Consignes en fonction des situations spécifiques

1. L'ENFANT OU L'ADULTE A PERDU CONNAISSANCE.

Signes :

- il respire
- il ne répond pas
- il n'obéit pas à un ordre simple
- appeler les services de secours

Que faire ?

- le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté)
- ne rien lui faire absorber
- le surveiller
- si reprend connaissance, le laisser sur le côté et surveiller

2. L'ENFANT OU L'ADULTE FAIT UNE « CRISE D'ÉPILEPSIE » (crise convulsive généralisée)

Signes :

- perte brutale de connaissance,
- il ne réagit pas, ne répond pas,
- son corps se raidit,
- secousses des membres,
- il peut se mordre la langue, devenir bleu, baver, perdre ses urines.

Que faire ? ➡ RESPECTER LA CRISE

- l'accompagner au sol si on assiste au début de la crise,
- ne rien mettre dans la bouche, surtout pas les doigts,
- éloigner les personnes et objets pour éviter blessures,
- glisser une couverture (ou équivalent) sous la tête,
- quand les secousses cessent, le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté) jusqu'au réveil.

Ne pas essayer de le réveiller, il se réveillera lui-même et ne se souviendra de rien.

Si les signes persistent ou si la crise se répète ➡ Appeler les services de secours

3. AUTRES SITUATIONS, TRAUMATISME

Faire appel aux services de secours

En attendant leur arrivée :

- éviter toute mobilisation, tout mouvement du membre ou de l'articulation lésé
- isoler l'adulte ou l'enfant et le rassurer, le couvrir et le surveiller
- en cas de plaie ou d'hémorragie, mettre un pansement serré (sauf si présence d'un corps étranger)
- en cas de fracture, ne pas déplacer, immobiliser le membre ou l'articulation avec une écharpe par exemple (sur les membres supérieurs uniquement)

4. L'ENFANT OU L'ADULTE SAIGNE DU NEZ

Il saigne spontanément :

- le faire asseoir
- le faire se moucher
- faire comprimer les narines 10 minutes
- respirer par la bouche sans parler
- si le saignement ne s'arrête pas, prendre dès que possible un avis médical

Il saigne après avoir reçu un coup (nez ou tête)

- comprimer l'endroit qui saigne
- surveiller l'état de conscience
- si perte de connaissance ➔ situation 5
- prendre dès que possible un avis médical

5. L'ENFANT OU L'ADULTE NE SE SENT PAS BIEN MAIS RÉPOND (malaise, aggravation maladie...)

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- maux de têtes, vertiges, pâleur, sueurs, nausées, douleur, difficultés à respirer, mal au ventre, angoisse, tremblement, sensation de froid, perte de connaissance.

Questions :

- A-t-il un traitement ? Quand a-t-il mangé pour la dernière fois ? A-t-il chaud ? Froid ?

Que faire ?

- Aider à prendre le traitement adapté ou sucre
- Desserrer les vêtements, le rassurer, le protéger (froid, chute intempestive...)
- Le laisser dans la position où il se sent le mieux
- Surveiller

6. STRESS INDIVIDUEL OU COLLECTIF – « CRISE DE NERF »

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- agitation
- hyperactivité
- agressivité
- angoisse
- envie de fuir, panique
- « crise de nerf »
- difficultés à respirer ou parler

Que faire ? En cas de stress individuel :

- l'isoler et s'en occuper personnellement - expliquer rassurer, dialoguer (confier le reste du groupe)
- si besoin, le mettre par terre, assis ou allongé, desserrer ses vêtements, le faire respirer lentement

Que faire en cas de stress collectif ?

- être calme, ferme, directif et sécurisant
- rappeler les informations disponibles, les afficher
- distribuer les rôles et responsabiliser chacun

Si vous avez été exposé au sang (Contact direct sur une peau lésée ou sur des muqueuses (yeux, bouche)..

Que faire ?

Sur une plaie : - nettoyer immédiatement à l'eau courante et au savon puis rincer ;

- appliquer pendant au moins 5 min du Dakin, Javel (9°) ou antiseptique iodé (ex : bétadine)

Sur les muqueuses : - rincer durant 5 min avec du sérum physiologique ou à défaut de l'eau

- demander un avis médical.

MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

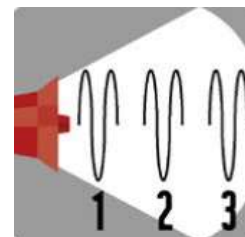
En cas de survenue d'un événement majeur, le Préfet est responsable de l'organisation des secours. Une cellule de crise sera mise en place, regroupant l'ensemble des autorités de secours et d'intervention ainsi que les services de la Ville concernés .

Sur site, tout adulte a un rôle à jouer et chacun devra réagir avec autant de sang froid que possible et mettre en œuvre les consignes indiquées dans les fiches relatives aux différents types de risques, en particulier en cas d'urgence absolue. En cas d'urgence, le PPMS sera activé sous la responsabilité du directeur de site, ou, en son absence, d'une personne désignée comme telle.

Au quotidien	
<p>Au quotidien :</p> <p>Vérifier que les issues de secours ne sont pas obstruées et que les blocs de secours lumineux fonctionnent bien.</p> <p>Vérifier les batteries des téléphones dans fil et le cas échéant des portables mis à disposition.</p> <p>Vérifier le bon état de fonctionnement des dispositifs d'alerte et leur présence aux endroits prévus.</p> <p>Vérifier la complétude et date de péremption de la mallette d'urgence et de la radio.</p>	<p>Responsable :</p> <p>Mme Fréchet Alexia</p>

En cas de survenue d'un événement majeur	
Établir une liaison avec les autorités et transmettre au personnel les directrices des autorités	Fréchet Alexia ou la continuité de direction
S'assurer de la mise en place des différents postes ou dispatcher « en temps réel » les missions	Fréchet Alexia ou la continuité de direction
Vérifier que tous les adultes et enfants présents ont eu connaissance de l'alerte	Fréchet Alexia ou la continuité de direction
Veiller au bon déroulement des opérations de regroupement	Fréchet Alexia ou la continuité de direction
Couper les circuits : ventilation, chauffage, électricité (selon le cas)	Agents de la structure
Contrôler l'accès à l'établissement	Agents de la structure
Assurer l'encadrement des enfants (pointages présents / absents, gestion de l'attente...)	Agents de la structure
Gérer les communications téléphoniques (secours, familles) et réorienter les médias vers la mairie ou les services de l'état.	Fréchet Alexia ou la continuité de direction
Assurer l'encadrement des enfants (gestion de l'attente, rassurer...)	Agents de la structure
Prendre la radio	Agents de la structure
Prendre la malette d'urgence	Agents de la structure
Prendre le cahier de transmission ou d'appel + tablette	Agents de la structure
Prendre le traitements des enfants à PAI	Agents de la structure

Vous avez été témoin d'un événement majeur
Ou savez qu'un événement majeur se déroule à proximité



Vous devez alors respecter les consignes suivantes et les relayer auprès des parents qui entreraient en contact avec vous :

- Se mettre en sécurité en rejoignant sans délai un bâtiment
- Écouter la radio
- Respecter les consignes des autorités



Fréquence France Bleu Auxerre : 101,3 / 103,5.Mhz
Fréquence France Info : 105,5Mhz
Fréquence France Inter : 97,1Mhz
Fréquence Autoroute info : 107,7Mhz
Fréquence radio locale conventionnée par le Préfet ?????
Application smartphone : S.A.I.P



- Ne pas aller chercher son enfant pour ne pas l'exposer ni s'exposer soi-même, un PPMS a été prévu dans son établissement

- Ne pas téléphoner, ne pas encombrer pas les réseaux afin que les secours puissent s'organiser le rapidement possible.

- Recevoir avec prudence les informations n'émanant pas des autorités.



Secours :

Samu : 15
Pompiers : 18
Police : 17 en cas d'urgence

Le **112** est une plateforme qui réoriente sur les services d'urgence.
C'est un numéro prioritaire sur les réseaux de téléphonie mobile

Centre anti poison : 01 40 05 48 48

Services :

Police Municipale : 03 86 72 43 75

Mairie : 03 86 72 43 00

Préfecture : 03 86 72 79 89

service petite enfance : 03 86 72 43 80 ou 44 48 ou 48 69


DTE : 03 86 72 43 81

DDD : 03 86 52 39 0

Quid des autorités susceptibles de donner une alerte ?

Quid des numéros à appeler en contre appel ?

LA MALETTE D'URGENCE DANS LE DORTOIR

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

(à placer dans les lieux de mise à l'abri et de confinement)

voir PPS Education nationale

FICHE - EXERCICE DE SIMULATION

Personne ayant rempli cette fiche :

Date de l'exercice :

Nombre d'enfants présents lors de la simulation :

Lieux de présence des enfants au moment de la simulation (identifier les salles)

.....

Nombre d'adultes présents lors de l'exercice :

Liste des adultes présents lors de l'exercice :

.....

	Oui	Non	Non testé	Observations
Modalités d'organisation :				
Inopiné (préciser origine)				
Présence d'observateurs extérieures (préciser)				
Circonstances particulières				
Type d'événement simulé				
Type de conduite (évacuation – fuite – mise à l'abri – confinement) – préciser où et comment ?				
L'alerte interne :				
Quel signal a été utilisé ? Par qui ? Au bout de combien de temps (le cas échéant?)				
L'alerte a été entendue par tous ?				
La fin d'alerte a été entendue par tous				
L'alerte externe :				
L'alerte a-t-elle été donnée ? Qui ? Comment ? Au bout de combien de temps ?				
Application des consignes générales				
Cellule de crise activée				
Mise à l'abri ou évacuation de tous les présents (de toutes les salles)				
Liste des appels téléphoniques (main courante)				
La radio a été écoutée sur la bonne fréquence				

Le comptage s'est effectué sans problème				
L'échange entre la cellule de crise et les lieux de mise à l'abri a été maintenu				
La communication externe entre la cellule de crise et l'extérieur a été établie				
Respect des missions				
Mallette d'urgence présente et complète				
Fournitures pour activités occupationnelles				
Moyens de communication opérationnels (téléphone filaire, radio avec piles) + portables ?				
Toilettes et points d'eau accessibles				
PPMS actualisé, plans et listes à jour				
Mise en sûreté – Application des conduites spécifiques				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement rapide. Préciser				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement en bon ordre				
Application des précautions indiquées dans les fiches (reprendre la fiche)				
Identification des fluides (préciser lesquels)				
Réaction des enfants (panique?)				
Réaction des adultes (panique, stress?)				
Gestion du stress et de l'attente				
Prise en charge des personnes handicapées				
Disponibilité des traitements spécifiques dans le cadre des projets d'accueils individualisés (PAI)				
Prise en charge des malades et blessés éventuels				

RAPPEL DES CONSIGNES VIGIPIRATE - VIGILANCE ET PRÉVENTION DU TERRORISME DANS LES FAJE

(à personnaliser selon le type d'établissement)

1. Afficher à la porte de l'établissement et dans l'entrée de l'établissement les affiches Vigipirate communiquées à cet effet par le service petite enfance.
2. S'assurer que les voitures ne peuvent stationner à proximité immédiate de l'établissement, et prévenir la police municipale (ainsi que le service petite enfance et la direction générale adjointe pour information) dans le cas contraire (ex : retrait des barrières par les usagers).
3. Contrôler l'accès à l'établissement :
 - Les système de verrouillage des entrées doivent être utilisés en mode visiophone y compris pour le personnel de l'établissement, **et ce malgré les contraintes de fonctionnement occasionnées**. Dès lors que la personne qui se présente n'est pas connue, aucune ouverture à distance ne doit être effectuée.
 - Toute personne non connue du service et n'ayant pas prévenu à l'avance de sa venue (y compris personnel municipal, livreurs...) doit se voir refuser l'entrée, en particulier s'il n'existe pas de sas sécurisé sur le site..
 - Dans la mesure du possible il est demandé de limiter les zones accessibles librement et sans visuel aux personnes extérieures à l'établissement.
4. Contrôler les sacs, colis et bagages...
 - Dans le cadre de « Vigipirate renforcé », les gestionnaires sont autorisés à faire ouvrir les sacs pour les contrôler visuellement (sans fouiller). Effectuer un contrôle visuel aléatoire ?
 - Il doit être demandé aux parents de rapporter chaque soir les affaires de leurs enfants (en dehors des chaussons qui peuvent rester sur place).
 - En aucun cas l'établissement ne doit accepter de bagage volumineux (ex : valise pour la semaine en garde alternée).
5. En cas de rassemblement ponctuel avec les enfants à l'extérieur de la structure (ex : organisation d'une fête), prévenir suffisamment à l'avance le service petite enfance, la directrice générale adjointe et la Police municipale, qui jugera de l'opportunité de mettre en place ou non un dispositif de sécurité renforcé (contrôle d'accès, zone de protection...).
6. Signaler tout comportement ou objet suspect à la Police (17).

Actions mises en œuvre :

Observations

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Durée de l'exercice :.....

Remarques et suggestions :

FICHE – EXERCICE DE SIMULATION – SUITE

.. ➡ La réaction des enfants et des personnels présents dans l'établissement

Observations :

.....
.....
.....
.....

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

The logo for SLOW, consisting of the word "SLOW" in a stylized, italicized blue font with a white outline.

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE



ACTEUR DU SECOURS C'EST VOUS »

PLAN PARTICULIER DE MISE EN SÛRETÉ (PPMS)

Crèche
Kiehlmann

PROPOS INTRODUCTIFS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Ce document a été rédigé en octobre 2018. Il appartient aux responsables du site de l'actualiser régulièrement, notamment après chaque exercice si besoin, et de s'assurer de son appropriation par les différents intervenants.

Il est à destination de l'ensemble des personnels municipaux – titulaires, contractuels, ou prestataires amenés à intervenir au sein des établissements – intervenant dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), les services périscolaires les services de restauration scolaire, les centres de loisirs.

Il a été élaboré avec par les services de la Direction Temps de l'Enfant (DTE), en lien avec les responsables de sites, la direction du Développement Durable, la Police Municipale, le référent sûreté de la Police Nationale.

Le présent PPMS a été transmis :

- au(x) responsable(s) du site concerné : **Mathilde Barbier (directrice)**
- à la Direction du développement durable de la Ville d'Auxerre,
- à la Police municipale de la ville d'Auxerre,
- selon le type d'équipement, aux partenaires institutionnels suivant : Protection Maternelle et Infantile, Inspection Académique, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

QU'EST-CE QU'UN PPMS ?

Les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) recensent les différents risques majeurs auxquels un établissement pourrait être confronté et identifie les conduites à tenir les cas échéant. Les risques majeurs pris en compte sont divers (inondation, incendie, attentat...).

Ils peuvent être d'origine naturelle ou malveillante et peuvent survenir à l'intérieur ou à proximité de l'établissement.

L'intérêt de tels plans est d'amener chacun à réfléchir en amont à ces différents types de situation pour réagir de la manière la plus appropriée possible le cas échéant.

Il existe de longue date une obligation pour l'Éducation Nationale de mettre en place des PPMS au sein des établissements scolaires. Suite aux attentats commis en France en 2015, cette obligation a été renforcée, avec la nécessité d'ajouter le risque d'intrusion malveillante dans la liste des risques identifiés et de réaliser des exercices de simulation correspondant à ce nouveau type de risque.

Sur recommandation de la Préfecture et en lien avec les services de la Police nationale, la Ville d'Auxerre a engagé le même type de démarche en direction de l'ensemble des personnels municipaux intervenant dans les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les restaurants scolaires et les centres de loisirs.

Le document ci-après a été rédigé à partir d'une trame commune déclinée spécifiquement en fonction du site et du public accueilli.

Toute crise se prépare et nécessite une sensibilisation de tous les acteurs, ainsi que des exercices d'application. Il est indispensable que chacun porte une attention particulière à ce document et effectue les exercices avec le plus grand sérieux. La communication qui doit en être faite auprès des enfants et des parents doit être réfléchie en amont au sein des équipes éducatives, en fonction de l'âge des enfants.

Par ailleurs, le PPMS correspond à une gestion de crise potentielle. En ce qui concerne le risque d'attentat, il complète mais ne remplace aucunement les mesures de vigilance et de prévention définies antérieurement qui doivent bien-entendu continuer de s'appliquer (voir annexe).

SOMMAIRE

Fiche établissement

Plan de l'établissement

Recommandations générales:

- > Identifier les différents types de risque et les conduites à tenir
- > La chaîne d'alerte

Fiche incendie – Plan spécifique

Fiche intrusion malveillante - Affiche «réagir en cas d'alerte terroriste» à afficher dans les salles du personnel et dans chaque espace d'accueil- Plan spécifique

Fiche nuage toxique ou accident nucléaire – Plan spécifique

Fiche explosion – Plan spécifique

Fiche inondation – rupture de barrage – Plan spécifique

Fiche glissement de terrain – Plan spécifique

Conduite et secours d'urgence

Missions et responsabilités

Gestion de l'information

Annuaire de crise

Mallette d'urgence

Exercice de simulation

Annexe:

Rappel des mesures Vigipirate à appliquer au quotidien dans l'établissement.

FICHE ETABLISSEMENT

Nom de l'établissement : crèche Kiehlmann
Adresse : 5 place st Pierre 89000 AUXERRE
N° de téléphone : 0386521116

Directrice : Mathilde Barbier
Portable :

Autre responsable : Béatrice Verrier
Portable :

Personnes ressources : Florent Chaïbedra (réfèrent technique)
Portable : 06 75 58 45 78
Nombre d'enfants potentiellement accueillis : 65
Nombre d'adultes potentiellement présents : 23

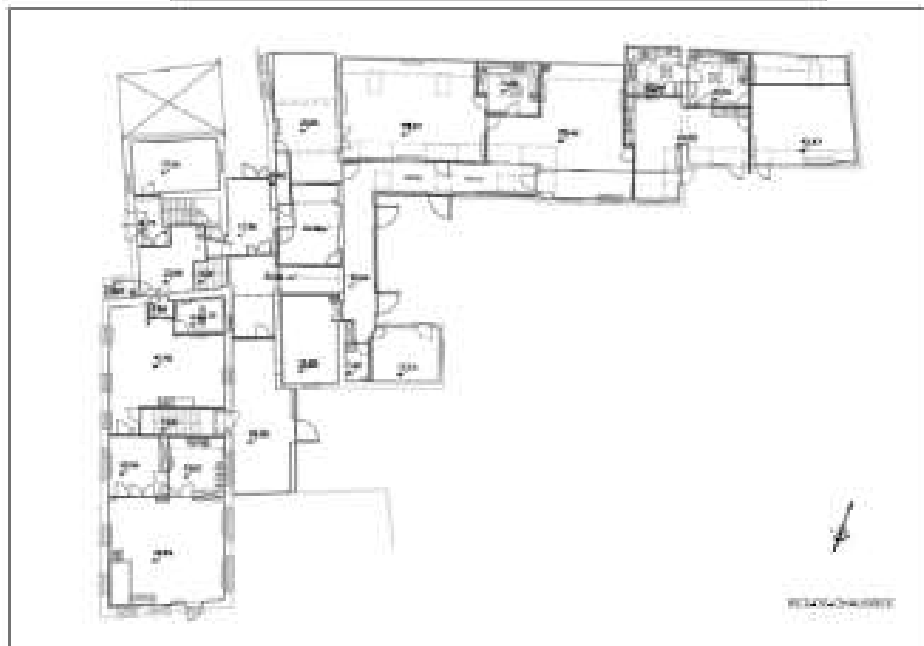
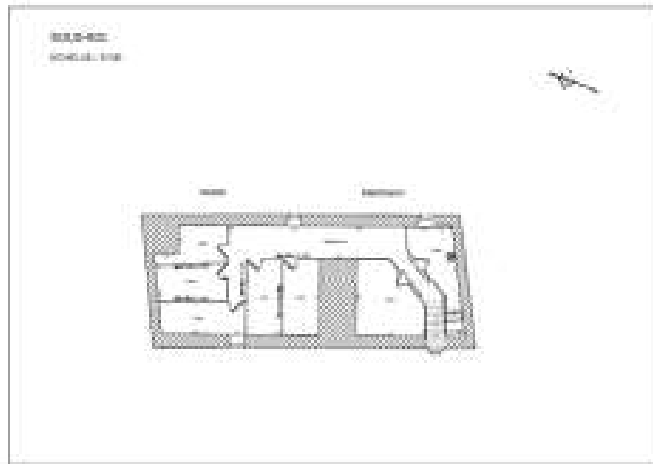
CONNAISSANCE DU SITE

Un plan de l'établissement est proposé ci-après. Il est impératif de savoir situer :

- Les organes de coupure du gaz, de l'électricité, des ventilations, du chauffage, de l'eau
- Les boîtiers de déclenchement des alarmes incendie
- Les locaux à risque (à définir) et causes possibles de sur-accident
- Les ascenseurs
- Les points d'entrée des secours
- Les lieux de rassemblement en cas d'incendie et en cas d'inondation
- Les lieux de confinement (= locaux les plus adaptés pour se confiner)
- Les lieux de mise à l'abri (= locaux les plus sûrs pour se cacher ou se barricader si possible)
- Les lieux de regroupement après fuite

Les éléments à connaître en fonction des types de risques sont repris dans des plans simplifiés sur chaque fiche.

PLAN



RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Identifier les différents types de risques et les conduites à tenir					
RISQUES	ÉVACUER	FUIR	SE CONFINER	SE CACHER SE BARRICADER	
INCENDIE	✓				
INTRUSION TERRORISTE		✓		✓	Selon la situation
ACCIDENT NUCLÉAIRE OU NUAGE TOXIQUE			✓		
EXPLOSION	✓		✓		Selon la situation
INONDATION	✓				
TEMPÊTE	✓		✓		Selon la situation
GLISSEMENT DE TERRAIN	✓				

➤ **Evacuer** signifie que les adultes et les enfants doivent s'extraire du bâtiment voire de l'établissement pour s'éloigner d'un danger repéré au sein de l'établissement. L'évacuation doit généralement se faire dans le calme et de manière organisée, avec un point de regroupement identifié en amont selon le type de risque (cour ou lieu à proximité).

➤ **Fuir** dans certaines situations d'urgence, dans le cadre notamment d'une attaque terroriste, **la fuite dispersée** est la seule option possible. Dans ce cas et en fonction de l'âge des enfants, un lieu de rassemblement après dispersion, externe à l'établissement, pourra être identifié.

➤ **Se confiner** signifie se rassembler et se calfeutrer en limitant les entrées d'air extérieur potentiellement dangereux. Les mesures consistent à fermer les fenêtres, volets, rideaux, calfeutrer les bas de porte, couper les ventilations et éventuellement le chauffage, le gaz et l'électricité. Le rassemblement peut se faire dans un lieu identifié à cet effet en amont ou bien dans les salles d'activités ou de classe selon les situations. Il est important de choisir un lieu sécurisant pour les enfants et dans lequel des activités peuvent être menées avec eux car la durée du confinement peut être relativement longue.

➤ **Se cacher** suppose d'adopter des conduites permettant de ne pas être vu ou entendu (se baisser, mettre son téléphone en mode silencieux...). **Se barricader** consiste à mettre en œuvre des mesures pour éviter ou freiner l'intrusion d'un individu extérieur (verrouiller fenêtres et portes et placer devant du mobilier) et limiter sa visibilité (fermer volets ou rideaux.). Dans ce type de situation question du temps est essentielle. L'alerte aux forces d'intervention doit être aussi rapide que possible.

LA CHAÎNE D'ALERTE

Vous repérez une menace – vous donnez l'alerte

➤ L'alerte à l'intérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, le système d'alerte sera différent. Il est essentiel de bien les connaître car une mauvaise utilisation pourrait mettre en danger les autres personnes dans l'établissement (exemple : le bouton d'alerte incendie ne doit en aucun cas être utilisé en cas d'intrusion terroriste).

➤ L'alerte à l'extérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, il s'agira de prévenir soit la police, soit les pompiers. **Cette alerte doit être donnée le plus tôt possible car elle déclenchera l'intervention des autorités et des secours.**

- le **17** permet de joindre la Police nationale
- le **18** permet de joindre les pompiers
- le **112** est un numéro d'urgence généraliste qui réoriente vers les services d'urgence concernés (police ou pompiers). Il est **prioritaire** sur l'ensemble des réseaux de téléphones mobiles.

En cas d'impossibilité de passer ces appels ou messages, prévenir par tout moyen, dès lors que la situation le permet, une personne qui pourra relayer l'information.

**Si vous n'en êtes pas sûr,
n' imaginez jamais
que quelqu'un
a déjà donné l'alerte !**

Vous entendez ou recevez une alerte

➤ Vous entendez un signal interne

Suivez les préconisations du présent PPMS selon le type de signal. Donnez l'alerte aux forces de secours ou d'intervention si vous n'êtes pas sûr que quelqu'un l'a déjà fait.

➤ Vous recevez une information de votre direction, de la mairie, de la police, de la Préfecture...

Si vous n'êtes pas sûr de l'identité de la personne, **effectuez un contre-appel** pour vérifier avant de suivre les instructions (contre-appel au standard pour ne pas encombrer les lignes téléphoniques).

➤ **Vous entendez le code national d'alerte à la population émis par les sirènes** = 3 cycles de 1 minute et 41 secondes (son montant et descendant) entrecoupés par 5 secondes de silence (il s'agit du même signal émis pour essai chaque premier mercredi du mois, mais avec seulement 1 cycle). Rejoignez un local en dur, fermez le gaz et l'électricité, le chauffage, la ventilation et l'eau. Écoutez **France Bleu 101,3 / 103,5** ou **France info 105,5** en attendant de recevoir d'autres consignes.

➤ Vous recevez une alerte vigilance via l'application smartphone SAIP

Contactez la DTE pour connaître les consignes spécifiques aux ÉAJE.

➤ Toute information vous parvenant par un autre biais doit faire l'objet d'une vérification auprès des autorités compétentes.

FICHE INCENDIE

Alerte interne

Bouton alarme incendie

Alerte externe

18 ou 112

- Evacuez et faites évacuer les enfants en prenant :

- le sacs des couvertures prévu à cet effet ;
- le téléphone (sans fil ou portable) ;
- le cahier de présence des enfants.

Ne perdez pas de temps à récupérer vos affaires personnelles !

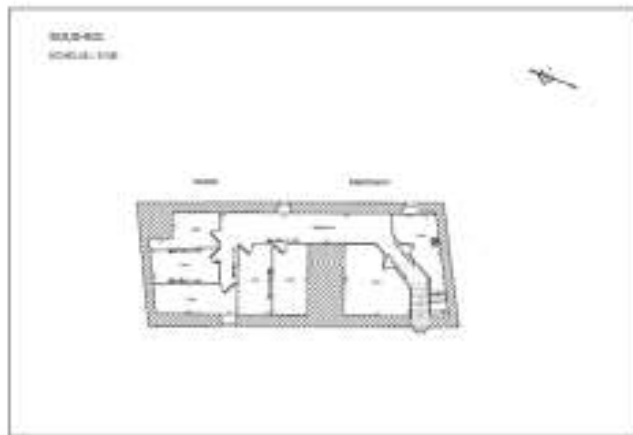
- Fermez les portes et les fenêtres en vérifiant que vous ne laissez personne derrière vous.
- En cas de présence de fumée respirez à travers un linge et baissez-vous.
- N'utilisez pas les ascenseurs.
- Rejoignez le point de rassemblement incendie situé dans le jardin , à proximité du portail.
- Comptez les enfants et faites l'appel si nécessaire.
- Coupez le gaz et l'électricité.
- Même une fois l'incendie maîtrisé, ne pénétrez pas dans l'établissement sans l'accord des pompiers.

Si vous n'avez pas pu évacuer :

- Calfeutrez les portes et fenêtres avec du linge mouillé si possible , respirez (ainsi que les enfants) à travers du linge mouillé si possible, baissez vous pour respirer le plus près du sol.

PLAN SPÉCIFIQUE INCENDIE

PLAN



FICHE

INTRUSION MALVEILLANTE

L'intrusion terroriste peut prendre différentes formes : individu isolé ou groupe d'individus, armes lourdes ou armes blanches qui peuvent être dissimulées, introduction d'engins explosifs, pénétration d'un véhicule motorisé dans l'établissement.

En fonction de la forme et dès l'apparition de la menace, il appartient à chacun d'analyser la situation et de choisir entre évacuer, fuir, se cacher et/ou se barricader.

Alerte interne

Corne de brume

Alerte externe

17 ou 112

Indiquer si possible :

- nb d'individus, localisation, type d'armes
- localisation des victimes,
- lieu de regroupement après fuite

L'évacuation voire la fuite dispersée est généralement l'option à privilégier, à condition qu'elle puisse se faire en restant hors de portée des individus malveillants.

Choix n°1 : Evacuer – Fuir

- Prendre la sortie la moins exposée et la plus proche.

En fonction du site : laisser la porte ouverte ou déverrouiller le système de verrouillage.

- Si possible et selon la situation, freiner la progression de ou des individu(s) en fermant les portes intérieures (clé, boutons molletés),
- Demander autant que possible le silence,
- (Re)prendre contact avec les services de police et suivre les directives,
- Suivre les directives des forces d'intervention et des services de secours,
- Rejoindre le lieu de regroupement après fuite : **le théâtre**

Dans certaines circonstances, il n'est pas possible de fuir :

Choix n°2 : Se cacher – Se barricader

- Se cacher sur place ou si on le peut dans un local à proximité immédiate identifié comme étant plus sûr = Lieu de mise à l'abri : salle de repos du personnel ou grenier archives
- Verrouiller les portes (clés ou boutons moletés) et placer des éléments encombrants devant les portes (tables, armoires, tapis...)
- Faire éloigner les enfants des fenêtres et des portes et leur demander de s'allonger
- Éteindre les lumières et demander autant que possible le silence (exemple : roi du silence).
- Mettre les téléphones portables en mode silencieux (sonnerie et vibreur coupés)
- Descendre les volets roulants, (ou autres si possible), fermer les rideaux
- (Re)prendre contact avec les services de police et décrire la situation le plus précisément possible. Suivre les directives.
- Rester proche des personnes manifestant un stress et les rassurer

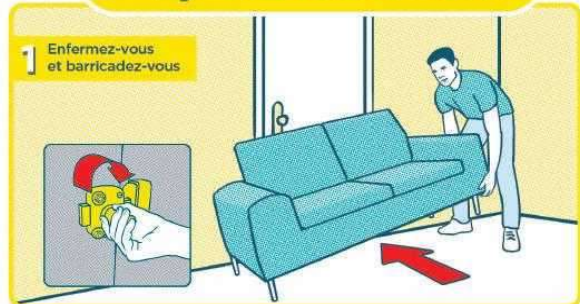
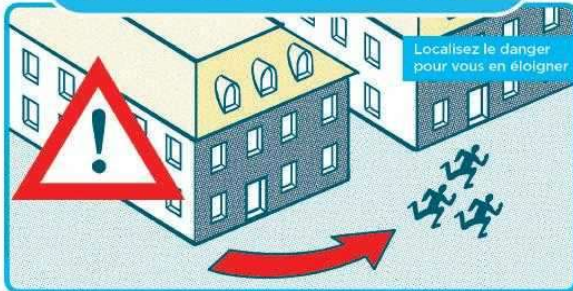
RÉAGIR EN CAS D'ATTAQUE TERRORISTE

AVANT L'ARRIVÉE DES FORCES DE L'ORDRE, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER

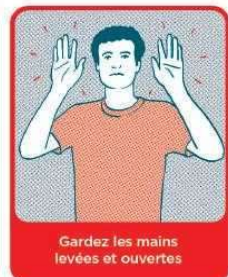
1/ S'ÉCHAPPER

si c'est impossible

2/ SE CACHER



3/ ALERTE ET OBÉIR AUX FORCES DE L'ORDRE



VIGILANCE

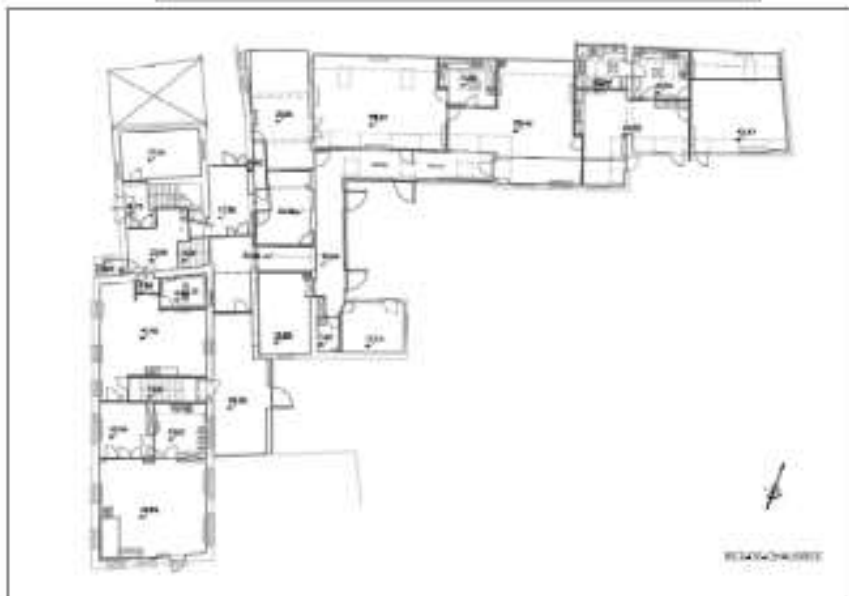
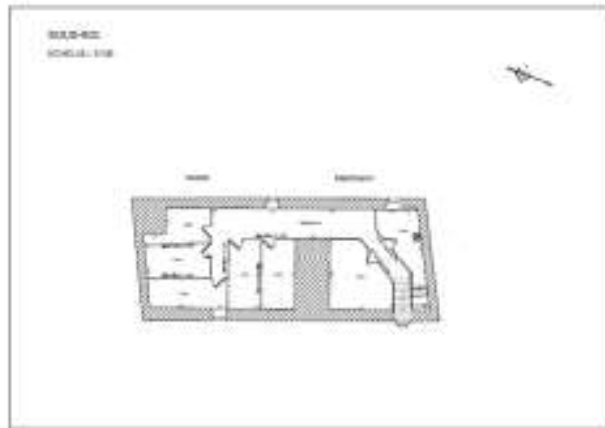
- Témoin d'une situation ou d'un **comportement suspect**, vous devez contacter les forces de l'ordre (17 ou 112)
 - Quand vous entrez dans un lieu, repérez les **sorties de secours**
- Ne diffusez aucune information sur l'intervention des forces de l'ordre
- Ne diffusez pas de rumeurs ou d'**informations non vérifiées** sur Internet et les réseaux sociaux
 - Sur les réseaux sociaux, **suivez les comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr**



Pour en savoir plus :
www.gouvernement.fr/reagir-attaque-terroriste



PLAN SPÉCIFIQUE INTRUSION PLAN



FICHE NUAGE TOXIQUE OU ACCIDENT NUCLÉAIRE

Il peut s'agir d'un accident industriel, de l'accident d'un camion transportant des matières dangereuses, des suites d'une explosion, de la dispersion d'un gaz.. Ces types de risques sont regroupés car les conduites à tenir sont les mêmes : il s'agit d'un confinement.

Dans le cas où un événement de ce type se déroulerait dans l'établissement ou à proximité immédiate, il appartient au personnel de donner l'alerte. Inversement il peut s'agir d'une alerte effectuée par les autorités en direction des établissements.

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou **112**

- Regrouper tout le monde à l'abri dans les locaux de confinement prévus : **salle d'activité et dortoir des moyens.**

- Fermer les portes et fenêtres, ainsi que les volets si cela ne nécessite pas l'ouverture des fenêtres.

- Calfeutrer les ouvertures (aérations, grilles de ventilation, autour des huisseries et portes avec du ruban adhésif, papier, et placer si possible des tissus mouillés en bas des portes...)

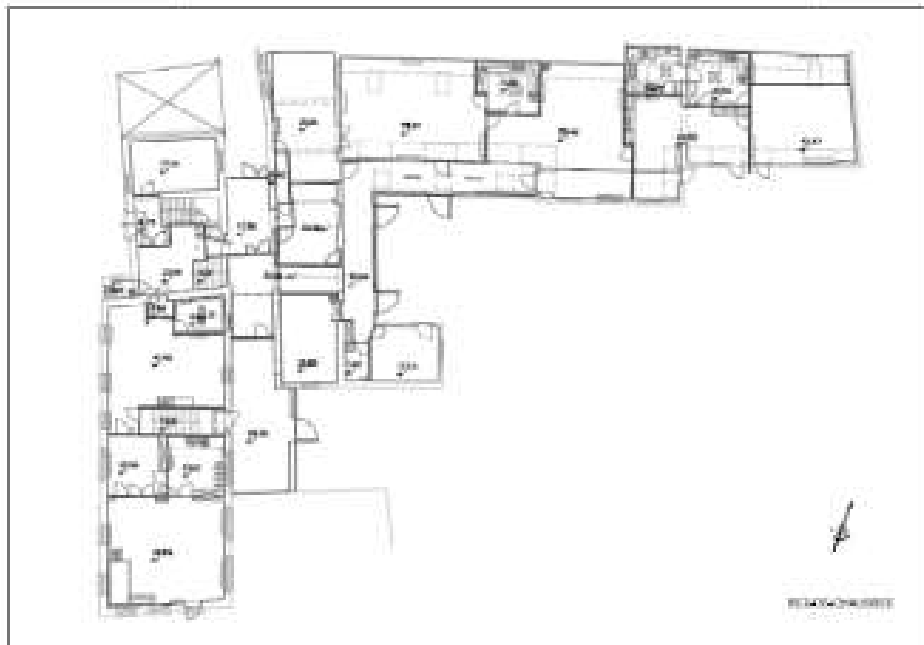
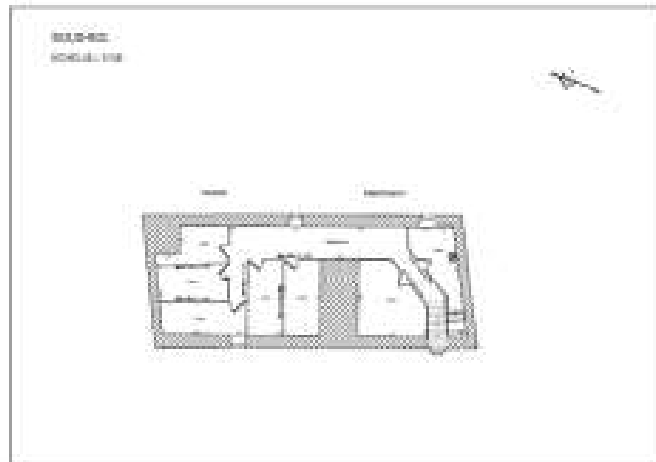
- Couper ventilation, chauffage, gaz et électricité,

- Éviter toute flamme ou étincelle en raison du risque éventuel d'explosion

- Se protéger si nécessaire des effets irritants du gaz en respirant à travers d'un linge mouillé ; rincer la peau et les yeux en cas de picotement.

- Attendre des consignes des autorités, et suivre les prescriptions pour le déconfinement.

PLAN SPÉCIFIQUE NUAGE TOXIQUE PLAN



FCHE EXPLOSION

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou **112**

dans l'établissement
ou
À proximité de l'établissement,

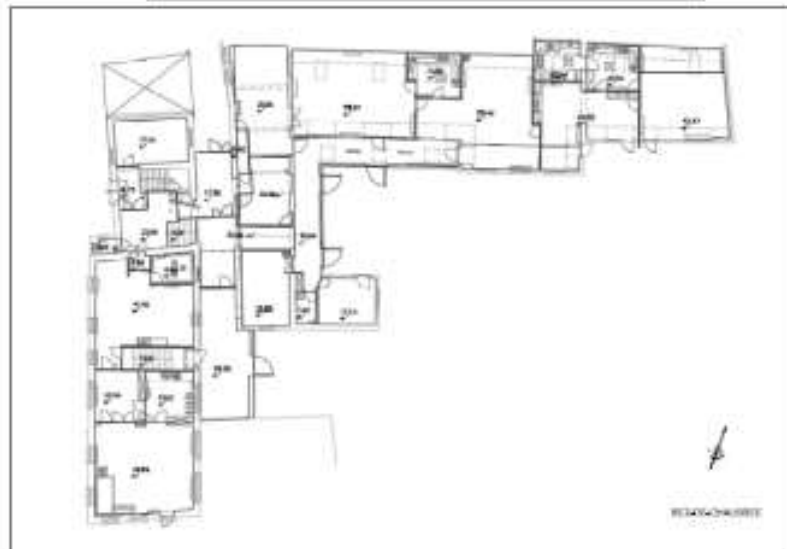
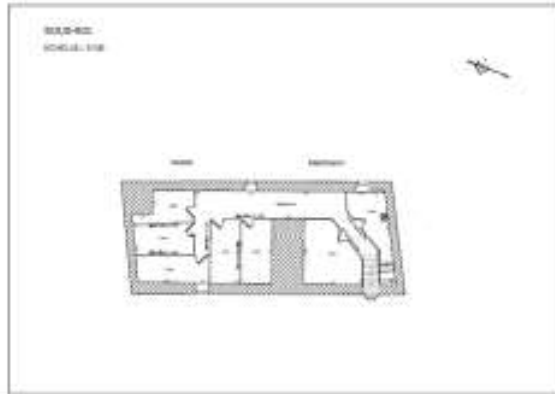
-Évacuez dans le calme tout le monde vers les lieux de mise en sûreté externes en évitant les zones fortement endommagées (chutes d'objets, de pylônes...)

Coupez ventilation, chauffage, gaz, électricité.

-Dans l'impossibilité d'évacuer, attendre sur place les secours.

FICHE INONDATION – RUPTURE DE BARRAGE

PLAN



Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

- Rejoindre les zones prévues en hauteur (étages, collines, points hauts) : **salle de repos du personnel** ou rejoindre le plus rapidement possible le point de rassemblement inondation situé **au théâtre**.
- Ne pas aller à pieds ou en voiture dans une zone inondée

Dans tous les cas :

- Ne pas prendre l'ascenseur
- Fermer portes, fenêtres, aérations,

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

FICHE TEMPÊTE

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

Rejoignez des bâtiments **en dur**

Eloignez-vous des façades sous le vent et des vitres

Fermez portes et volets

Surveillez ou renforcez, si possible, la solidité des éléments de construction

Renforcez la solidité des baies vitrées en utilisant du ruban adhésif

Limitez les déplacements

Se tenir informé :

Radio France bleu : 101,3 / 103,5

Autorités

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

FICHE GLISSEMENT DE TERRAIN

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement.

Si les délais sont insuffisants :

-pendant le glissement de terrain :

A l'intérieur : abritez vous sous un meuble solide, éloignez vous des fenêtres

A l'extérieur : essayez d'entrer dans un bâtiment en dur le plus proche, sinon, fuyez perpendiculairement à l'axe de la coulée.

-Après l'événement :

Évacuez les bâtiments et n'y retournez pas – éloignez vous de la zone dangereuse.

Rejoignez le point de rassemblement indiqué par les autorités.

N'entrez pas dans un bâtiment endommagé.

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

CONDUITES ET SECOURS D'URGENCE

Si vous le pouvez, vous devez prendre contact avec les services de secours **(18)** et suivre leurs consignes. Dans tous les cas, il pourra être nécessaire de mettre en œuvre des gestes de premier secours.

Priorisation des urgences

Urgences absolues

arrêt cardiaque
perte de connaissance
hémorragie externe
écrasement des membres
trauma du rachis

PRIORITAIRE

Urgences relatives

malaises (aggravation maladie,
difficultés respiratoires, maux de ventre)
brûlures
plaies
crise convulsive (épilepsie)
fractures / luxations

**A TRAITER APRES TOUTES
LES URGENCES VITALES**

NON urgent

stress
panique
agitation

**A TRAITER APRES
TOUTES LES URGENCES**

Consignes en fonction des situations spécifiques

1. L'ENFANT OU L'ADULTE A PERDU CONNAISSANCE.

Signes :

- il respire
- il ne répond pas
- il n'obéit pas à un ordre simple
- appeler les services de secours

Que faire ?

- le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté)
- ne rien lui faire absorber
- le surveiller
- si reprend connaissance, le laisser sur le côté et surveiller

2. L'ENFANT OU L'ADULTE FAIT UNE « CRISE D'ÉPILEPSIE » (crise convulsive généralisée)

Signes :

- perte brutale de connaissance,
- il ne réagit pas, ne répond pas,
- son corps se raidit,
- secousses des membres,
- il peut se mordre la langue, devenir bleu, baver, perdre ses urines.

Que faire ? ➡ RESPECTER LA CRISE

- l'accompagner au sol si on assiste au début de la crise,
- ne rien mettre dans la bouche, surtout pas les doigts,
- éloigner les personnes et objets pour éviter blessures,
- glisser une couverture (ou équivalent) sous la tête,
- quand les secousses cessent, le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté) jusqu'au réveil.

Ne pas essayer de le réveiller, il se réveillera lui-même et ne se souviendra de rien.
Si les signes persistent ou si la crise se répète ➡ Appeler les services de secours

3. AUTRES SITUATIONS, TRAUMATISME

Faire appel aux services de secours

En attendant leur arrivée :

- éviter toute mobilisation, tout mouvement du membre ou de l'articulation lésé
- isoler l'adulte ou l'enfant et le rassurer, le couvrir et le surveiller
- en cas de plaie ou d'hémorragie, mettre un pansement serré (sauf si présence d'un corps étranger)
- en cas de fracture, ne pas déplacer, immobiliser le membre ou l'articulation avec une écharpe par exemple (sur les membres supérieurs uniquement)

4. L'ENFANT OU L'ADULTE SAIGNE DU NEZ

Il saigne spontanément :

- le faire asseoir
- le faire se moucher
- faire comprimer les narines 10 minutes
- respirer par la bouche sans parler
- si le saignement ne s'arrête pas, prendre dès que possible un avis médical

Il saigne après avoir reçu un coup (nez ou tête)

- comprimer l'endroit qui saigne
- surveiller l'état de conscience
- si perte de connaissance ➔ situation 5
- prendre dès que possible un avis médical

5. L'ENFANT OU L'ADULTE NE SE SENT PAS BIEN MAIS RÉPOND (malaise, aggravation maladie...)

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- maux de têtes, vertiges, pâleur, sueurs, nausées, douleur, difficultés à respirer, mal au ventre, angoisse, tremblement, sensation de froid, perte de connaissance.

Questions :

- A-t-il un traitement ? Quand a-t-il mangé pour la dernière fois ? A-t-il chaud ? Froid ?

Que faire ?

- Aider à prendre le traitement adapté ou sucre
- Desserrer les vêtements, le rassurer, le protéger (froid, chute intempestive...)
- Le laisser dans la position où il se sent le mieux
- Surveiller

6. STRESS INDIVIDUEL OU COLLECTIF – « CRISE DE NERF »

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- agitation
- hyperactivité
- agressivité
- angoisse
- envie de fuir, panique
- « crise de nerf »
- difficultés à respirer ou parler

Que faire ? En cas de stress individuel :

- l'isoler et s'en occuper personnellement - expliquer rassurer, dialoguer (confier le reste du groupe)
- si besoin, le mettre par terre, assis ou allongé, desserrer ses vêtements, le faire respirer lentement

Que faire en cas de stress collectif ?

- être calme, ferme, directif et sécurisant
- rappeler les informations disponibles, les afficher
- distribuer les rôles et responsabiliser chacun

Si vous avez été exposé au sang (Contact direct sur une peau lésée ou sur des muqueuses (yeux, bouche)..

Que faire ?

Sur une plaie : - nettoyer immédiatement à l'eau courante et au savon puis rincer ;

- appliquer pendant au moins 5 min du Dakin, Javel (9°) ou antiseptique iodé (ex : bétadine)

Sur les muqueuses : - rincer durant 5 min avec du sérum physiologique ou à défaut de l'eau

- demander un avis médical.

MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

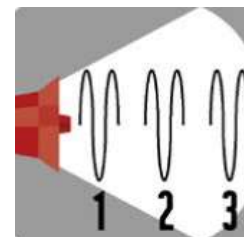
En cas de survenue d'un événement majeur, le Préfet est responsable de l'organisation des secours. Une cellule de crise sera mise en place, regroupant l'ensemble des autorités de secours et d'intervention ainsi que les services de la Ville concernés .

Sur site, tout adulte a un rôle à jouer et chacun devra réagir avec autant de sang froid que possible et mettre en œuvre les consignes indiquées dans les fiches relatives aux différents types de risques, en particulier en cas d'urgence absolue. En cas d'urgence, le PPMS sera activé sous la responsabilité du directeur de site, ou, en son absence, d'une personne désignée comme telle.

Au quotidien	
<p>Au quotidien :</p> <p>Vérifier que les issues de secours ne sont pas obstruées et que les blocs de secours lumineux fonctionnent bien.</p> <p>Vérifier les batteries des téléphones dans fil et le cas échéant des portables mis à disposition.</p> <p>Vérifier le bon état de fonctionnement des dispositifs d'alerte et leur présence aux endroits prévus.</p> <p>Vérifier la complétude et date de péremption de la mallette d'urgence et de la radio.</p>	<p>Responsable :</p> <p>Mme Barbier Mathilde</p>

En cas de survenue d'un événement majeur	
Établir une liaison avec les autorités et transmettre au personnel les directives des autorités	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
S'assurer de la mise en place des différents postes ou dispatcher « en temps réel » les missions	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Vérifier que tous les adultes et enfants présents ont eu connaissance de l'alerte	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Veiller au bon déroulement des opérations de regroupement	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Couper les circuits : gaz, ventilation, chauffage, électricité (selon le cas)	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Contrôler l'accès à l'établissement	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Assurer l'encadrement des enfants (pointages présents / absents, gestion de l'attente...)	Agents de chaque section
Gérer les communications téléphoniques (secours, familles) et réorienter les médias vers la mairie ou les services de l'état.	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Assurer l'encadrement des enfants (gestion de l'attente, rassurer...)	Agents de chaque section
Prendre la radio	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Prendre la mallette d'urgence	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Prendre le cahier de transmission ou d'appel + tablette	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice
Prendre les traitements des enfants à PAI	Barbier Mathilde ou Verrier Béatrice

Vous avez été témoin d'un événement majeur
Ou savez qu'un événement majeur se déroule à proximité



**Vous devez alors respecter les consignes suivantes
et les relayer auprès des parents qui entreraient en contact avec vous :**

- Se mettre en sécurité en rejoignant sans délai un bâtiment
- Écouter la radio
- Respecter les consignes des autorités



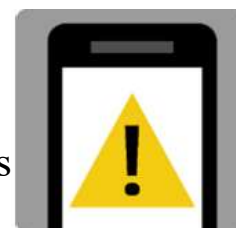
Fréquence France Bleu Auxerre : 101,3 / 103,5.Mhz
Fréquence France Info : 105,5Mhz
Fréquence France Inter : 97,1Mhz
Fréquence Autoroute info : 107,7Mhz
Fréquence radio locale conventionnée par le Préfet ?????
Application smartphone : S.A.I.P



- Ne pas aller chercher son enfant pour ne pas l'exposer ni s'exposer soi-même, un PPMS a été prévu dans son établissement

- Ne pas téléphoner, ne pas encombrer pas les réseaux afin que les secours puissent s'organiser le rapidement possible.

- Recevoir avec prudence les informations n'émanant pas des autorités.



Secours :

Samu : 15
Pompiers : 18
Police : 17 en cas d'urgence

Le **112** est une plateforme qui réoriente sur les services d'urgence.
C'est un numéro prioritaire sur les réseaux de téléphonie mobile

Centre anti poison : 01 40 05 48 48

Services :

Police Municipale : 03 86 72 43 75

Mairie : 03 86 72 43 00

Préfecture : 03 86 72 79 89

DTE : 03 86 72 43 81

service petite enfance : 03 86 72 43 80 ou 44 48 ou 48 69

DDD : 03 86 52 39 0

Quid des autorités susceptibles de donner une alerte ?

Quid des numéros à appeler en contre appel ?

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

SLOW

LA MALLETTE D'URGENCE DANS LE BUREAU DE LA DIRECTRICE

(à placer dans les lieux de mise à l'abri et de confinement)

voir PPS Education nationale

FICHE - EXERCICE DE SIMULATION

Personne ayant rempli cette fiche :

Date de l'exercice :

Nombre d'enfants présents lors de la simulation :

Lieux de présence des enfants au moment de la simulation (identifier les salles)

.....

Nombre d'adultes présents lors de l'exercice :

Liste des adultes présents lors de l'exercice :

.....

	Oui	Non	Non testé	Observations
Modalités d'organisation :				
Inopiné (préciser origine)				
Présence d'observateurs extérieures (préciser)				
Circonstances particulières				
Type d'événement simulé				
Type de conduite (évacuation – fuite – mise à l'abri – confinement) – préciser où et comment ?				
L'alerte interne :				
Quel signal a été utilisé ? Par qui ? Au bout de combien de temps (le cas échéant?)				
L'alerte a été entendue par tous ?				
La fin d'alerte a été entendue par tous				
L'alerte externe :				
L'alerte a-t-elle été donnée ? Qui ? Comment ? Au bout de combien de temps ?				
Application des consignes générales				
Cellule de crise activée				
Mise à l'abri ou évacuation de tous les présents (de toutes les salles)				
Liste des appels téléphoniques (main courante)				
La radio a été écoutée sur la bonne fréquence				

Le comptage s'est effectué sans problème				
L'échange entre la cellule de crise et les lieux de mise à l'abri a été maintenu				
La communication externe entre la cellule de crise et l'extérieur a été établie				
Respect des missions				
Mallette d'urgence présente et complète				
Fournitures pour activités occupationnelles				
Moyens de communication opérationnels (téléphone filaire, radio avec piles) + portables ?				
Toilettes et points d'eau accessibles				
PPMS actualisé, plans et listes à jour				
Mise en sûreté – Application des conduites spécifiques				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement rapide. Préciser				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement en bon ordre				
Application des précautions indiquées dans les fiches (reprenre la fiche)				
Identification des fluides (préciser lesquels)				
Réaction des enfants (panique?)				
Réaction des adultes (panique, stress?)				
Gestion du stress et de l'attente				
Prise en charge des personnes handicapées				
Disponibilité des traitements spécifiques dans le cadre des projets d'accueils individualisés (PAI)				
Prise en charge des malades et blessés éventuels				

RAPPEL DES CONSIGNES VIGIPIRATE - VIGILANCE ET PRÉVENTION DU TERRORISME DANS LES FAJE

(à personnaliser selon le type d'établissement)

1. Afficher à la porte de l'établissement et dans l'entrée de l'établissement les affiches Vigipirate communiquées à cet effet par le service petite enfance.
2. S'assurer que les voitures ne peuvent stationner à proximité immédiate de l'établissement, et prévenir la police municipale (ainsi que le service petite enfance et la direction générale adjointe pour information) dans le cas contraire (ex : retrait des barrières par les usagers).
3. Contrôler l'accès à l'établissement :
 - Les système de verrouillage des entrées doivent être utilisés en mode visiophone y compris pour le personnel de l'établissement, **et ce malgré les contraintes de fonctionnement occasionnées**. Dès lors que la personne qui se présente n'est pas connue, aucune ouverture à distance ne doit être effectuée.
 - Toute personne non connue du service et n'ayant pas prévenu à l'avance de sa venue (y compris personnel municipal, livreurs...) doit se voir refuser l'entrée, en particulier s'il n'existe pas de sas sécurisé sur le site..
 - Dans la mesure du possible il est demandé de limiter les zones accessibles librement et sans visuel aux personnes extérieures à l'établissement.
4. Contrôler les sacs, colis et bagages...
 - Dans le cadre de « Vigipirate renforcé », les gestionnaires sont autorisés à faire ouvrir les sacs pour les contrôler visuellement (sans fouiller). Effectuer un contrôle visuel aléatoire ?
 - Il doit être demandé aux parents de rapporter chaque soir les affaires de leurs enfants (en dehors des chaussons qui peuvent rester sur place).
 - En aucun cas l'établissement ne doit accepter de bagage volumineux (ex : valise pour la semaine en garde alternée).
5. En cas de rassemblement ponctuel avec les enfants à l'extérieur de la structure (ex : organisation d'une fête), prévenir suffisamment à l'avance le service petite enfance, la directrice générale adjointe et la Police municipale, qui jugera de l'opportunité de mettre en place ou non un dispositif de sécurité renforcé (contrôle d'accès, zone de protection...).
6. Signaler tout comportement ou objet suspect à la Police (17).

Actions mises en œuvre :

Observations

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Durée de l'exercice :

Remarques et suggestions :

FICHE – EXERCICE DE SIMULATION – SUITE

.. ➡ La réaction des enfants et des personnels présents dans l'établissement

Observations :

.....
.....
.....
.....

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE



ACTEUR DU SECOURS C'EST VOUS »

PLAN PARTICULIER DE MISE EN SÛRETÉ (PPMS)

Petite crèche
des Rosoirs



PROPOS INTRODUCTIFS

Ce document a été rédigé en mai 2022. Il appartient aux responsables du site de l'actualiser régulièrement, notamment après chaque exercice si besoin, et de s'assurer de son appropriation par les différents intervenants.

Il est à destination de l'ensemble des personnels municipaux – titulaires, contractuels, ou prestataires amenés à intervenir au sein des établissements – intervenant dans les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), les services périscolaires les services de restauration scolaire, les centres de loisirs.

Il a été élaboré avec par les services de la Direction Temps de l'Enfant (DTE), en lien avec les responsables de sites, la direction du Développement Durable, la Police Municipale, le référent sûreté de la Police Nationale.

Le présent PPMS a été transmis :

- au(x) responsable(s) du site concerné : Frédérique Lacroix (**directrice**)
- à la Direction du développement durable de la Ville d'Auxerre,
- à la Police municipale de la ville d'Auxerre,
- selon le type d'équipement, aux partenaires institutionnels suivant : Protection Maternelle et Infantile, Inspection Académique, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

QU'EST-CE QU'UN PPMS ?

Les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) recensent les différents risques majeurs auxquels un établissement pourrait être confronté et identifie les conduites à tenir les cas échéant. Les risques majeurs pris en compte sont divers (inondation, incendie, attentat...).

Ils peuvent être d'origine naturelle ou malveillante et peuvent survenir à l'intérieur ou à proximité de l'établissement.

L'intérêt de tels plans est d'amener chacun à réfléchir en amont à ces différents types de situation pour réagir de la manière la plus appropriée possible le cas échéant.

Il existe de longue date une obligation pour l'Éducation Nationale de mettre en place des PPMS au sein des établissements scolaires. Suite aux attentats commis en France en 2015, cette obligation a été renforcée, avec la nécessité d'ajouter le risque d'intrusion malveillante dans la liste des risques identifiés et de réaliser des exercices de simulation correspondant à ce nouveau type de risque.

Sur recommandation de la Préfecture et en lien avec les services de la Police nationale, la Ville d'Auxerre a engagé le même type de démarche en direction de l'ensemble des personnels municipaux intervenant dans les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les restaurants scolaires et les centres de loisirs.

Le document ci-après a été rédigé à partir d'une trame commune déclinée spécifiquement en fonction du site et du public accueilli.

Toute crise se prépare et nécessite une sensibilisation de tous les acteurs, ainsi que des exercices d'application. Il est indispensable que chacun porte une attention particulière à ce document et effectue les exercices avec le plus grand sérieux. La communication qui doit en être faite auprès des enfants et des parents doit être réfléchie en amont au sein des équipes éducatives, en fonction de l'âge des enfants.

Par ailleurs, le PPMS correspond à une gestion de crise potentielle. En ce qui concerne le risque d'attentat, il complète mais ne remplace aucunement les mesures de vigilance et de prévention définies antérieurement qui doivent bien-entendu continuer de s'appliquer (voir annexe).

SOMMAIRE

Fiche établissement

Plan de l'établissement

Recommandations générales:

- > Identifier les différents types de risque et les conduites à tenir
- > La chaîne d'alerte

Fiche incendie – Plan spécifique

Fiche intrusion malveillante - Affiche «réagir en cas d'alerte terroriste» à afficher dans les salles du personnel et dans chaque espace d'accueil- Plan spécifique

Fiche nuage toxique ou accident nucléaire – Plan spécifique

Fiche explosion – Plan spécifique

Fiche inondation – rupture de barrage – Plan spécifique

Fiche glissement de terrain – Plan spécifique

Conduite et secours d'urgence

Missions et responsabilités

Gestion de l'information

Annuaire de crise

Mallette d'urgence

Exercice de simulation

Annexe:

Rappel des mesures Vigipirate à appliquer au quotidien dans l'établissement.

FICHE ETABLISSEMENT

Nom de l'établissement : petite crèche des Rosoirs
Adresse : 13 rue de la Tour d'Auvergne
89000 AUXERRE
N° de téléphone : 03.86.42.79.73

Directrice : Frédérique LACROIX
Portable :

Personnes ressources : Florent Chaïbedra (réfèrent technique)

Portable : 06 75 58 45 78
Nombre d'enfants potentiellement accueillis : 18
Nombre d'adultes potentiellement présents : 6

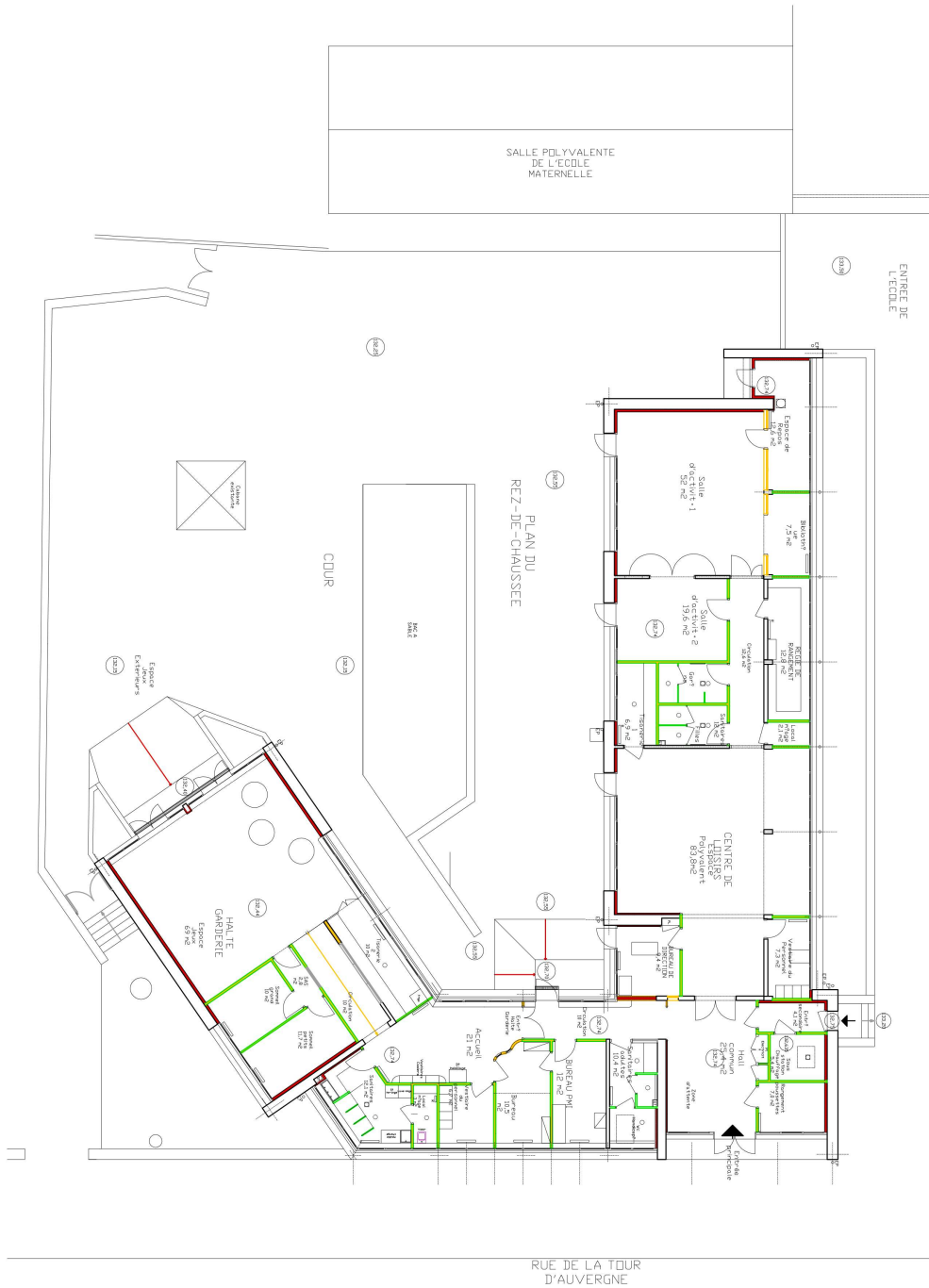
CONNAISSANCE DU SITE

Un plan de l'établissement est proposé ci-après. Il est impératif de savoir situer :

- Les organes de coupure du gaz, de l'électricité, des ventilations, du chauffage, de l'eau
- Les boîtiers de déclenchement des alarmes incendie
- Les locaux à risque (à définir) et causes possibles de sur-accident
- Les ascenseurs
- Les points d'entrée des secours
- Les lieux de rassemblement en cas d'incendie et en cas d'inondation
- Les lieux de confinement (= locaux les plus adaptés pour se confiner)
- Les lieux de mise à l'abri (= locaux les plus sûrs pour se cacher ou se barricader si possible)
- Les lieux de regroupement après fuite

Les éléments à connaître en fonction des types de risques sont repris dans des plans simplifiés sur chaque fiche.

PLAN



PÔLE ENFANCE DES ROSOIRS
Rue de la Tour d'Auvergne
Plan du Rez de Chaussée
Etat Actuel - Ech. 1/200 - 24 Janvier 2005

➤ **Fuir** dans certaines situations d'urgence, dans le cadre terroriste, la fuite dispersée est la seule option possible. Dans ce cas et en fonction de l'âge des enfants, un lieu de rassemblement après dispersion, externe à l'établissement, pourra être

RECOMMANDATIONS GENERALES

Identifier les différents types de risques et les conduites à tenir					
RISQUES	ÉVACUER	FUIR	SE CONFINER	SE CACHER SE BARRICADER	
INCENDIE	✓				
INTRUSION TERRORISTE		✓		✓	Selon la situation
ACCIDENT NUCLÉAIRE OU NUAGE TOXIQUE			✓		
EXPLOSION	✓		✓		Selon la situation
INONDATION	✓				
TEMPÊTE	✓		✓		Selon la situation
GLISSEMENT DE TERRAIN	✓				

➤ **Evacuer** signifie que les adultes et les enfants doivent s'extraire du bâtiment voire de l'établissement pour s'éloigner d'un danger repéré au sein de l'établissement. L'évacuation doit généralement se faire dans le calme et de manière organisée, avec un point de regroupement identifié en amont selon le type de risque (cour ou lieu à proximité).

➤ **Se confiner** signifie se rassembler et se calfeutrer en limitant les entrées d'air extérieur potentiellement dangereux. Les mesures consistent à fermer les fenêtres, volets, rideaux, calfeutrer les bas de porte, couper les ventilations et éventuellement le chauffage, le gaz et l'électricité. Le rassemblement peut se faire dans un lieu identifié à cet effet en amont ou bien dans les salles d'activités ou de classe selon les situations. Il est important de choisir un lieu sécurisant pour les enfants et dans lequel des activités peuvent être menées avec eux car la durée du confinement peut être relativement longue.

➤ **Se cacher** suppose d'adopter des conduites permettant de ne pas être vu ou entendu (se baisser, mettre son téléphone en mode silencieux...). **Se barricader** consiste à mettre en œuvre des mesures pour éviter ou freiner l'intrusion d'un individu extérieur (verrouiller fenêtres et portes et placer devant du mobilier) et limiter sa visibilité (fermer volets ou rideaux.). Dans ce type de situation question du temps est essentielle. L'alerte aux forces d'intervention doit être aussi rapide que possible.

LA CHAÎNE D'ALERTE

Vous repérez une menace – vous donnez l'alerte

➤ L'alerte à l'intérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, le système d'alerte sera différent. Il est essentiel de bien les connaître car une mauvaise utilisation pourrait mettre en danger les autres personnes dans l'établissement (exemple : le bouton d'alerte incendie ne doit en aucun cas être utilisé en cas d'intrusion terroriste).

➤ L'alerte à l'extérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, il s'agira de prévenir soit la police, soit les pompiers. **Cette alerte doit être donnée le plus tôt possible car elle déclenchera l'intervention des autorités et des secours.**

- le **17** permet de joindre la Police nationale
- le **18** permet de joindre les pompiers
- le **112** est un numéro d'urgence généraliste qui réoriente vers les services d'urgence concernés (police ou pompiers). Il est **prioritaire** sur l'ensemble des réseaux de téléphones mobiles.

En cas d'impossibilité de passer ces appels ou messages, prévenir par tout moyen, dès lors que la situation le permet, une personne qui pourra relayer l'information.

**Si vous n'en êtes pas sûr,
n' imaginez jamais
que quelqu'un
a déjà donné l'alerte !**

Vous entendez ou recevez une alerte

➤ Vous entendez un signal interne

Suivez les préconisations du présent PPMS selon le type de signal. Donnez l'alerte aux forces de secours ou d'intervention si vous n'êtes pas sûr que quelqu'un l'a déjà fait.

➤ Vous recevez une information de votre direction, de la mairie, de la police, de la Préfecture...

Si vous n'êtes pas sûr de l'identité de la personne, **effectuez un contre-appel** pour vérifier avant de suivre les instructions (contre-appel au standard pour ne pas encombrer les lignes téléphoniques).

➤ **Vous entendez le code national d'alerte à la population émis par les sirènes** = 3 cycles de 1 minute et 41 secondes (son montant et descendant) entrecoupés par 5 secondes de silence (il s'agit du même signal émis pour essai chaque premier mercredi du mois, mais avec seulement 1 cycle). Rejoignez un local en dur, fermez le gaz et l'électricité, le chauffage, la ventilation et l'eau. Écoutez **France Bleu 101,3 / 103,5** ou **France info 105,5** en attendant de recevoir d'autres consignes.

➤ Vous recevez une alerte vigilance via l'application smartphone SAIP

Contactez la DTE pour connaître les consignes spécifiques aux EAJE.

➤ Toute information vous parvenant par un autre biais doit faire l'objet d'une vérification auprès des autorités compétentes.

FICHE INCENDIE

Alerte interne

Bouton alarme incendie

Alerte externe

18 ou 112

- Evacuez et faites évacuer les enfants en prenant :

- le sacs des couvertures prévu à cet effet ;
- le téléphone (sans fil ou portable) ;
- le cahier de présence des enfants.

Ne perdez pas de temps à récupérer vos affaires personnelles !

- Fermez les portes et les fenêtres en vérifiant que vous ne laissez personne derrière vous.
- En cas de présence de fumée respirez à travers un linge et baissez-vous.
- N'utilisez pas les ascenseurs.
- Rejoignez le point de rassemblement incendie situé dans le jardin au fond de la cour vers le portail allant vers le centre de loisirs.
- Comptez les enfants et faites l'appel si nécessaire.
- Coupez le gaz et l'électricité.
- Même une fois l'incendie maîtrisé, ne pénétrez pas dans l'établissement sans l'accord des pompiers.

Si vous n'avez pas pu évacuer :

- Calfeutrez les portes et fenêtres avec du linge mouillé si possible , respirez (ainsi que les enfants) à travers du linge mouillé si possible, baissez vous pour respirer le plus près du sol.

La responsable de la sécurité du pôle des Rosoirs est la directrice du centre de loisirs Leslie MENCHON.

Tél 06.21.67.19.74 ou 03.86.46.70.35

Le registre de sécurité est dans le hall et la centrale de l'alarme dans le centre de loisirs

FICHE

INTRUSION MALVEILLANTE

L'intrusion terroriste peut prendre différentes formes : individu isolé ou groupe d'individus, armes lourdes ou armes blanches qui peuvent être dissimulées, introduction d'engins explosifs, pénétration d'un véhicule motorisé dans l'établissement. En fonction de la forme et dès l'apparition de la menace, il appartient à chacun d'analyser la situation et de choisir entre évacuer, fuir, se cacher et/ou se barricader.

Alerte interne

Corne de brume

Alerte externe

17 ou 112

Indiquer si possible :

- nb d'individus, localisation, type d'armes
- localisation des victimes,
- lieu de regroupement après fuite

L'évacuation voire la fuite dispersée est généralement l'option à privilégier, à condition qu'elle puisse se faire en restant hors de portée des individus malveillants.

Choix n°1 : Évacuer – Fuir

- Prendre la sortie la moins exposée et la plus proche.
- En fonction du site : laisser la porte ouverte ou déverrouiller le système de verrouillage.
- Si possible et selon la situation, freiner la progression de ou des individu(s) en fermant les portes intérieures (clé, boutons molletés),
 - Demander autant que possible le silence,
 - (Re)prendre contact avec les services de police et suivre les directives,
 - Suivre les directives des forces d'intervention et des services de secours,
 - Rejoindre le lieu de regroupement après fuite : **rassemblement vers le portail de l'école , accès depuis le jardin dans le prolongement de la petite allée longeant notre cour.**

Dans certaines circonstances, il n'est pas possible de fuir :

Choix n°2 : Se cacher – Se barricader

- Se cacher sur place ou si on le peut dans un local à proximité immédiate identifié comme étant plus sûr = Lieu de mise à l'abri : salle de repos du personnel ou grenier archives
- Verrouiller les portes (clés ou boutons moletés) et placer des éléments encombrants devant les portes (tables, armoires, tapis...)
- Faire éloigner les enfants des fenêtres et des portes et leur demander de s'allonger
- Éteindre les lumières et demander autant que possible le silence (exemple :roi du silence).
- Mettre les téléphones portables en mode silencieux (sonnerie et vibreur coupés)
- Descendre les volets roulants, (ou autres si possible), fermer les rideaux
- (Re)prendre contact avec les services de police et décrire la situation le plus précisément possible. Suivre les directives.
- Rester proche des personnes manifestant un stress et les rassurer

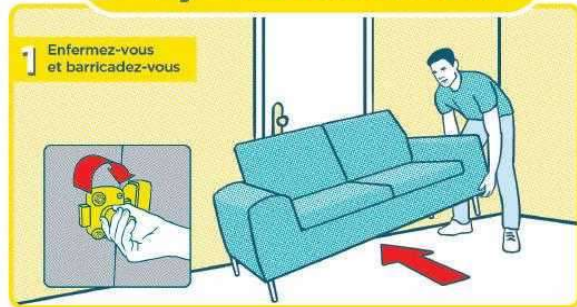
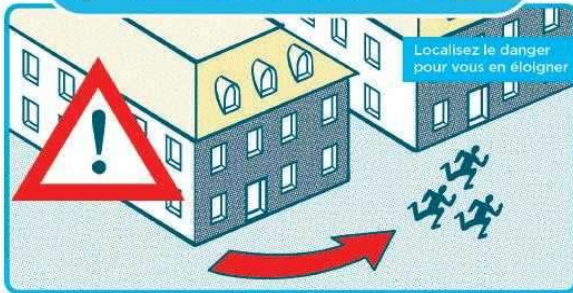
RÉAGIR EN CAS D'ATTAQUE TERRORISTE

AVANT L'ARRIVÉE DES FORCES DE L'ORDRE, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER

1/ S'ÉCHAPPER

si c'est impossible

2/ SE CACHER



3/ ALERTER

ET OBÉIR AUX FORCES DE L'ORDRE



VIGILANCE

- Témoin d'une situation ou d'un **comportement suspect**, vous devez contacter les forces de l'ordre (17 ou 112)
 - Quand vous entrez dans un lieu, repérez les **sorties de secours**
- Ne diffusez aucune information sur l'intervention des forces de l'ordre
- Ne diffusez pas de rumeurs ou d'**informations non vérifiées** sur Internet et les réseaux sociaux
 - Sur les réseaux sociaux, **suivez les comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr**



Pour en savoir plus :
www.gouvernement.fr/reagir-attaque-terroriste



FICHE NUAGE TOXIQUE OU ACCIDENT NUCLÉAIRE

Il peut s'agir d'un accident industriel, de l'accident d'un camion transportant des matières dangereuses, des suites d'une explosion, de la dispersion d'un gaz.. Ces types de risques sont regroupés car les conduites à tenir sont les mêmes : il s'agit d'un confinement.

Dans le cas où un événement de ce type se déroulerait dans l'établissement ou à proximité immédiate, il appartient au personnel de donner l'alerte. Inversement il peut s'agir d'une alerte effectuée par les autorités en direction des établissements.

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou **112**

- Regrouper tout le monde à l'abri dans les locaux de confinement prévus : **salle de bain.**
- Fermer les portes et fenêtres, ainsi que les volets si cela ne nécessite pas l'ouverture des fenêtres.
- Calfeutrer les ouvertures (aérations, grilles de ventilation, autour des huisseries et portes avec du ruban adhésif, papier, et placer si possible des tissus mouillés en bas des portes...)
- Couper ventilation, chauffage, gaz et électricité,
- Éviter toute flamme ou étincelle en raison du risque éventuel d'explosion
- Se protéger si nécessaire des effets irritants du gaz en respirant à travers d'un linge mouillé ; rincer la peau et les yeux en cas de picotement.
- Attendre des consignes des autorités, et suivre les prescriptions pour le déconfinement.

PLAN SPÉCIFIQUE NUAGE TOXIQUE



POLE ENFANCE DES ROSOIRS
Rue de la Tour d'Auvergne
Plan du Rez de Chaussée
Etat Actuel - Ech. 1/200 - 24 Janvier 2005

FICHE EXPLOSION

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou **112**

dans l'établissement
ou
À proximité de l'établissement,

-Évacuez dans le calme tout le monde vers les lieux de mise en sûreté externes en évitant les zones fortement endommagées (chutes d'objets, de pylônes...)

Coupez ventilation, chauffage, gaz, électricité.

-Dans l'impossibilité d'évacuer, attendre sur place les secours.

FICHE INONDATION – RUPTURE DE BARRAGE

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

- Rejoindre les zones prévues en hauteur (étages, collines, points hauts) : **salle de repos du personnel** ou rejoindre le plus rapidement possible le point de rassemblement inondation situé **au théâtre**.
- Ne pas aller à pieds ou en voiture dans une zone inondée

Dans tous les cas :

- Ne pas prendre l'ascenseur
- Fermer portes, fenêtres, aérations,

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou **112**

FICHE TEMPÊTE

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

Rejoignez des bâtiments **en dur**

Eloignez-vous des façades sous le vent et des vitres

Fermez portes et volets

Surveillez ou renforcez, si possible, la solidité des éléments de construction

Renforcez la solidité des baies vitrées en utilisant du ruban adhésif

Limitez les déplacements

Se tenir informé :

Radio France bleu : 101,3 / 103,5

Autorités

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou **112**

FICHE GLISSEMENT DE TERRAIN

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement.

Si les délais sont insuffisants :

-pendant le glissement de terrain :

A l'intérieur : abritez vous sous un meuble solide, éloignez vous des fenêtres

A l'extérieur : essayez d'entrer dans un bâtiment en dur le plus proche, sinon, fuyez perpendiculairement à l'axe de la coulée.

-Après l'événement :

Évacuez les bâtiments et n'y retournez pas – éloignez vous de la zone dangereuse.

Rejoignez le point de rassemblement indiqué par les autorités.

N'entrez pas dans un bâtiment endommagé.

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

CONDUITES ET SECOURS D'URGENCE

Si vous le pouvez, vous devez prendre contact avec les services de secours **(18)** et suivre leurs consignes. Dans tous les cas, il pourra être nécessaire de mettre en œuvre des gestes de premier secours.

Priorisation des urgences

Urgences absolues

arrêt cardiaque
perte de connaissance
hémorragie externe
écrasement des membres
trauma du rachis

PRIORITAIRE

Urgences relatives

malaises (aggravation maladie,
difficultés respiratoires, maux de ventre)
brûlures
plaies
crise convulsive (épilepsie)
fractures / luxations

**A TRAITER APRES TOUTES
LES URGENCES VITALES**

NON urgent

stress
panique
agitation

**A TRAITER APRES
TOUTES LES URGENCES**

Consignes en fonction des situations spécifiques

1. L'ENFANT OU L'ADULTE A PERDU CONNAISSANCE.

Signes :

- il respire
- il ne répond pas
- il n'obéit pas à un ordre simple

- appeler les services de secours

Que faire ?

- le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté)
- ne rien lui faire absorber
- le surveiller
- si reprend connaissance, le laisser sur le côté et surveiller

2. L'ENFANT OU L'ADULTE FAIT UNE « CRISE D'ÉPILEPSIE » (crise convulsive généralisée)

Signes :

- perte brutale de connaissance,
- il ne réagit pas, ne répond pas,
- son corps se raidit,
- secousses des membres,
- il peut se mordre la langue, devenir bleu, baver, perdre ses urines.

Que faire ? ➡ RESPECTER LA CRISE

- l'accompagner au sol si on assiste au début de la crise,
- ne rien mettre dans la bouche, surtout pas les doigts,
- éloigner les personnes et objets pour éviter blessures,
- glisser une couverture (ou équivalent) sous la tête,
- quand les secousses cessent, le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté) jusqu'au réveil.

Ne pas essayer de le réveiller, il se réveillera lui-même et ne se souviendra de rien.

Si les signes persistent ou si la crise se répète ➡ Appeler les services de secours

3. AUTRES SITUATIONS, TRAUMATISMES DIVERS

Faire appel aux services de secours

En attendant leur arrivée :

- éviter toute mobilisation, tout mouvement du membre ou de l'articulation lésé
- isoler l'adulte ou l'enfant et le rassurer, le couvrir et le surveiller
- en cas de plaie ou d'hémorragie, mettre un pansement serré (sauf si présence d'un corps étranger)
- en cas de fracture, ne pas déplacer, immobiliser le membre ou l'articulation avec une écharpe par exemple (sur les membres supérieurs uniquement)

4. L'ENFANT OU L'ADULTE SAIGNE DU NEZ

Il saigne spontanément :

- le faire asseoir
- le faire se moucher
- faire comprimer les narines 10 minutes
- respirer par la bouche sans parler
- si le saignement ne s'arrête pas, prendre dès que possible un avis médical

Il saigne après avoir reçu un coup (nez ou tête)

- comprimer l'endroit qui saigne
- surveiller l'état de conscience
- si perte de connaissance ➡ [situation 5](#)
- prendre dès que possible un avis médical

5. L'ENFANT OU L'ADULTE NE SE SENT PAS BIEN MAIS RÉPOND (malaise, aggravation maladie...)

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- maux de têtes, vertiges, pâleur, sueurs, nausées, douleur, difficultés à respirer, mal au ventre, angoisse, tremblement, sensation de froid, perte de connaissance.

Questions :

- A-t-il un traitement ? Quand a-t-il mangé pour la dernière fois ? A-t-il chaud ? Froid ?

Que faire ?

- Aider à prendre le traitement adapté ou sucre
- Desserrer les vêtements, le rassurer, le protéger (froid, chute intempestive...)
- Le laisser dans la position où il se sent le mieux
- Surveiller

6. STRESS INDIVIDUEL OU COLLECTIF – « CRISE DE NERF »

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- agitation
- hyperactivité
- agressivité
- angoisse
- envie de fuir, panique
- « crise de nerf »
- difficultés à respirer ou parler

Que faire ? En cas de stress individuel :

- l'isoler et s'en occuper personnellement - expliquer rassurer, dialoguer (confier le reste du groupe)
- si besoin, le mettre par terre, assis ou allongé, desserrer ses vêtements, le faire respirer lentement

Que faire en cas de stress collectif ?

- être calme, ferme, directif et sécurisant
- rappeler les informations disponibles, les afficher
- distribuer les rôles et responsabiliser chacun

Si vous avez été exposé au sang (Contact direct sur une peau lésée ou sur des muqueuses (yeux, bouche)..)

Que faire ?

- Sur une plaie :** - nettoyer immédiatement à l'eau courante et au savon puis rincer ;
- appliquer pendant au moins 5 min du Dakin, Javel (9°) ou antiseptique iodé (ex : bétadine)
- Sur les muqueuses :** - rincer durant 5 min avec du sérum physiologique ou à défaut de l'eau
- demander un avis médical.

MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

En cas de survenue d'un événement majeur, le Préfet est responsable de l'organisation des secours. Une cellule de crise sera mise en place, regroupant l'ensemble des autorités de secours et d'intervention ainsi que les services de la Ville concernés .

Sur site, tout adulte a un rôle à jouer et chacun devra réagir avec autant de sang froid que possible et mettre en œuvre les consignes indiquées dans les fiches relatives aux différents types de risques, en particulier en cas d'urgence absolue. En cas d'urgence, le PPMS sera activé sous la responsabilité du directeur de site, ou, en son absence, d'une personne désignée comme telle.

Au quotidien	
<p>Au quotidien : Vérifier que les issues de secours ne sont pas obstruées et que les blocs de secours lumineux fonctionnent bien. Vérifier les batteries des téléphones dans fil et le cas échéant des portables mis à disposition. Vérifier le bon état de fonctionnement des dispositifs d'alerte et leur présence aux endroits prévus. Vérifier la complétude et date de péremption de la mallette d'urgence et de la radio.</p>	<p>Responsable : Frédérique LACROIX</p>

En cas de survenue d'un événement majeur	
Établir une liaison avec les autorités et transmettre au personnel les directrices des autorités	Frédérique LACROIX
S'assurer de la mise en place des différents postes ou dispatcher « en temps réel » les missions	Frédérique LACROIX
Vérifier que tous les adultes et enfants présents ont eu connaissance de l'alerte	Frédérique LACROIX
Veiller au bon déroulement des opérations de regroupement	Frédérique LACROIX
Couper les circuits : gaz, ventilation, chauffage, électricité (selon le cas)	Frédérique LACROIX
Contrôler l'accès à l'établissement	Frédérique LACROIX
Assurer l'encadrement des enfants (pointages présents / absents, gestion de l'attente...)	Agents de chaque section
Gérer les communications téléphoniques (secours, familles) et réorienter les médias vers la mairie ou les services de l'état.	Frédérique LACROIX
Assurer l'encadrement des enfants (gestion de l'attente, rassurer...)	Agents de chaque section
Prendre la radio	Frédérique LACROIX
Prendre la malette d'urgence	Frédérique LACROIX
Prendre le cahier de transmission ou d'appel + tablette	Frédérique LACROIX
Prendre le traitements des enfants à PAI	Frédérique LACROIX

GESTION DE L'INFORMATION

Vous avez été témoin d'un événement majeur Ou savez qu'un événement majeur se déroule à proximité

**Vous devez alors respecter les consignes suivantes
et les relayer auprès des parents qui entreraient en contact avec vous :**

- Se mettre en sécurité en rejoignant sans délai un bâtiment
- Écouter la radio
- Respecter les consignes des autorités

Fréquence France Bleu Auxerre : 101,3 / 103,5.Mhz
Fréquence France Info : 105,5Mhz
Fréquence France Inter : 97,1Mhz
Fréquence Autoroute info : 107,7Mhz
Fréquence radio locale conventionnée par le Préfet ?????
Application smartphone : S.A.I.P

- Ne pas aller chercher son enfant pour ne pas l'exposer ni s'exposer soi-même, un PPMS a été prévu dans son établissement
- Ne pas téléphoner, ne pas encombrer pas les réseaux afin que les secours puissent s'organiser le rapidement possible.
- Recevoir avec prudence les informations n'émanant pas des autorités.

ANNUAIRE DE CRISE

Secours :

Samu : 15
 Pompiers : 18
 Police : 17 en cas d'urgence

Le **112** est une plateforme qui réoriente sur les services d'urgence.
 C'est un numéro prioritaire sur les réseaux de téléphonie mobile

Centre anti poison : 01 40 05 48 48

Services :

Police Municipale : 03 86 72 43 75

Mairie : 03 86 72 43 00

Préfecture : 03 86 72 79 89

DTE : 03 86 72 43 81

service petite enfance : 03 86 72 43 80 ou 44 48 ou 48 69

DDD : 03 86 52 39 0

Quid des autorités susceptibles de donner une alerte ?

Quid des numéros à appeler en contre appel ?

LA MALETTE D'URGENCE

DANS LE BUREAU DE LA DIRECTRICE

(à placer dans les lieux de mise à l'abri et de confinement)

voir PPS Education nationale

FICHE - EXERCICE DE SIMULATION

Personne ayant rempli cette fiche :

Date de l'exercice :

Nombre d'enfants présents lors de la simulation :

Lieux de présence des enfants au moment de la simulation (identifier les salles)

.....

Nombre d'adultes présents lors de l'exercice :

Liste des adultes présents lors de l'exercice :

.....

	Oui	Non	Non testé	Observations
Modalités d'organisation :				
Inopiné (préciser origine)				
Présence d'observateurs extérieures (préciser)				
Circonstances particulières				
Type d'événement simulé				
Type de conduite (évacuation – fuite – mise à l'abri – confinement) – préciser où et comment ?				
L'alerte interne :				
Quel signal a été utilisé ? Par qui ? Au bout de combien de temps (le cas échéant?)				
L'alerte a été entendue par tous ?				
La fin d'alerte a été entendue par tous				
L'alerte externe :				
L'alerte a-t-elle été donnée ? Qui ? Comment ? Au bout de combien de temps ?				
Application des consignes générales				
Cellule de crise activée				
Mise à l'abri ou évacuation de tous les présents (de toutes les salles)				
Liste des appels téléphoniques (main courante)				

La radio a été écoutée sur la bonne fréquence				
Le comptage s'est effectué sans problème				
L'échange entre la cellule de crise et les lieux de mise à l'abri a été maintenu				
La communication externe entre la cellule de crise et l'extérieur a été établie				
Respect des missions				
Mallette d'urgence présente et complète				
Fournitures pour activités occupationnelles				
Moyens de communication opérationnels (téléphone filaire, radio avec piles) + portables ?				
Toilettes et points d'eau accessibles				
PPMS actualisé, plans et listes à jour				
Mise en sûreté – Application des conduites spécifiques				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement rapide. Préciser				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement en bon ordre				
Application des précautions indiquées dans les fiches (reprenre la fiche)				
Identification des fluides (préciser lesquels)				
Réaction des enfants (panique?)				
Réaction des adultes (panique, stress?)				
Gestion du stress et de l'attente				
Prise en charge des personnes handicapées				
Disponibilité des traitements spécifiques dans le cadre des projets d'accueils individualisés (PAI)				
Prise en charge des malades et blessés éventuels				

ANNEXE

RAPPEL DES CONSIGNES VIGIPIRATE - VIGILANCE ET PRÉVENTION DU TERRORISME DANS LES FAJE

(à personnaliser selon le type d'établissement)

1. Afficher à la porte de l'établissement et dans l'entrée de l'établissement les affiches Vigipirate communiquées à cet effet par le service petite enfance.
2. S'assurer que les voitures ne peuvent stationner à proximité immédiate de l'établissement, et prévenir la police municipale (ainsi que le service petite enfance et la direction générale adjointe pour information) dans le cas contraire (ex : retrait des barrières par les usagers).
3. Contrôler l'accès à l'établissement :
 - Les système de verrouillage des entrées doivent être utilisés en mode visiophone y compris pour le personnel de l'établissement, et **ce malgré les contraintes de fonctionnement occasionnées**. Dès lors que la personne qui se présente n'est pas connue, aucune ouverture à distance ne doit être effectuée.
 - Toute personne non connue du service et n'ayant pas prévenu à l'avance de sa venue (y compris personnel municipal, livreurs...) doit se voir refuser l'entrée, en particulier s'il n'existe pas de sas sécurisé sur le site..
 - Dans la mesure du possible il est demandé de limiter les zones accessibles librement et sans visuel aux personnes extérieures à l'établissement.
4. Contrôler les sacs, colis et bagages...
 - Dans le cadre de « Vigipirate renforcé », les gestionnaires sont autorisés à faire ouvrir les sacs pour les contrôler visuellement (sans fouiller). Effectuer un contrôle visuel aléatoire ?
 - Il doit être demandé aux parents de rapporter chaque soir les affaires de leurs enfants (en dehors des chaussons qui peuvent rester sur place).
 - En aucun cas l'établissement ne doit accepter de bagage volumineux (ex : valise pour la semaine en garde alternée).
5. En cas de rassemblement ponctuel avec les enfants à l'extérieur de la structure (ex : organisation d'une fête), prévenir suffisamment à l'avance le service petite enfance, la directrice générale adjointe et la Police municipale, qui jugera de l'opportunité de mettre en place ou non un dispositif de sécurité renforcé (contrôle d'accès, zone de protection...).
6. Signaler tout comportement ou objet suspect à la Police (17).

Actions mises en œuvre :

Observations

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Durée de l'exercice :

Remarques et suggestions :

FICHE – EXERCICE DE SIMULATION – SUITE

..➡ La réaction des enfants et des personnels présents dans l'établissement

Observations :

.....
.....
.....
.....

PLAN PARTICULIER DE MISE EN SÛRETÉ (PPMS)

Petite crèche
de rive droite



PROPOS INTRODUCTIFS

Ce document a été rédigé en mai 2022. Il appartient aux responsables du site de l'actualiser régulièrement, notamment après chaque exercice si besoin, et de s'assurer de son appropriation par les différents intervenants.

Il est à destination de l'ensemble des personnels municipaux – titulaires, contractuels, ou prestataires amenés à intervenir au sein des établissements – intervenant dans les crèches, les services périscolaires les services de restauration scolaire, les centres de loisirs.

Il a été élaboré avec par les services de la Direction Temps de l'Enfant (DTE), en lien avec les responsables de sites, la direction du Développement Durable, la Police Municipale, le référent sûreté de la Police Nationale.

Le présent PPMS a été transmis :

- au(x) responsable(s) du site concerné : Noémie Galopin (**directrice**)
- à la Direction du développement durable de la Ville d'Auxerre,
- à la Police municipale de la ville d'Auxerre,
- selon le type d'équipement, aux partenaires institutionnels suivant : Protection Maternelle et Infantile, Inspection Académique, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

QU'EST-CE QU'UN PPMS ?

Les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) recensent les différents risques majeurs auxquels un établissement pourrait être confronté et identifie les conduites à tenir les cas échéant. Les risques majeurs pris en compte sont divers (inondation, incendie, attentat...).

Ils peuvent être d'origine naturelle ou malveillante et peuvent survenir à l'intérieur ou à proximité de l'établissement.

L'intérêt de tels plans est d'amener chacun à réfléchir en amont à ces différents types de situation pour réagir de la manière la plus appropriée possible le cas échéant.

Il existe de longue date une obligation pour l'Éducation Nationale de mettre en place des PPMS au sein des établissements scolaires. Suite aux attentats commis en France en 2015, cette obligation a été renforcée, avec la nécessité d'ajouter le risque d'intrusion malveillante dans la liste des risques identifiés et de réaliser des exercices de simulation correspondant à ce nouveau type de risque.

Sur recommandation de la Préfecture et en lien avec les services de la Police nationale, la Ville d'Auxerre a engagé le même type de démarche en direction de l'ensemble des personnels municipaux intervenant dans les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les restaurants scolaires et les centres de loisirs.

Le document ci-après a été rédigé à partir d'une trame commune déclinée spécifiquement en fonction du site et du public accueilli.

Toute crise se prépare et nécessite une sensibilisation de tous les acteurs, ainsi que des exercices d'application. Il est indispensable que chacun porte une attention particulière à ce document et effectue les exercices avec le plus grand sérieux. La communication qui doit en être faite auprès des enfants et des parents doit être réfléchie en amont au sein des équipes éducatives, en fonction de l'âge des enfants.

Par ailleurs, le PPMS correspond à une gestion de crise potentielle. En ce qui concerne le risque d'attentat, il complète mais ne remplace aucunement les mesures de vigilance et de prévention définies antérieurement qui doivent bien-entendu continuer de s'appliquer (voir annexe).

SOMMAIRE

Fiche établissement

Plan de l'établissement

Recommandations générales:

- > Identifier les différents types de risque et les conduites à tenir
- > La chaîne d'alerte

Fiche incendie – Plan spécifique

Fiche intrusion malveillante - Affiche «réagir en cas d'alerte terroriste» à afficher dans les salles du personnel et dans chaque espace d'accueil- Plan spécifique

Fiche nuage toxique ou accident nucléaire – Plan spécifique

Fiche explosion – Plan spécifique

Fiche inondation – rupture de barrage – Plan spécifique

Fiche glissement de terrain – Plan spécifique

Conduite et secours d'urgence

Missions et responsabilités

Gestion de l'information

Annuaire de crise

Mallette d'urgence

Exercice de simulation

Annexe:

Rappel des mesures Vigipirate à appliquer au quotidien dans l'établissement.

FICHE ETABLISSEMENT

Nom de l'établissement : petite crèche de Rive Droite
Adresse : pôle rive droite
16-18 avenue de la résistance
89000 AUXERRE
N° de téléphone : 03.86.18;02;75
Directrice : Noémie Galopin
Portable :
Personnes ressources : Florent Chaïbedra (réfèrent technique)
Portable : 06 75 58 45 78
Nombre d'enfants potentiellement accueillis : 20
Nombre d'adultes potentiellement présents : 6

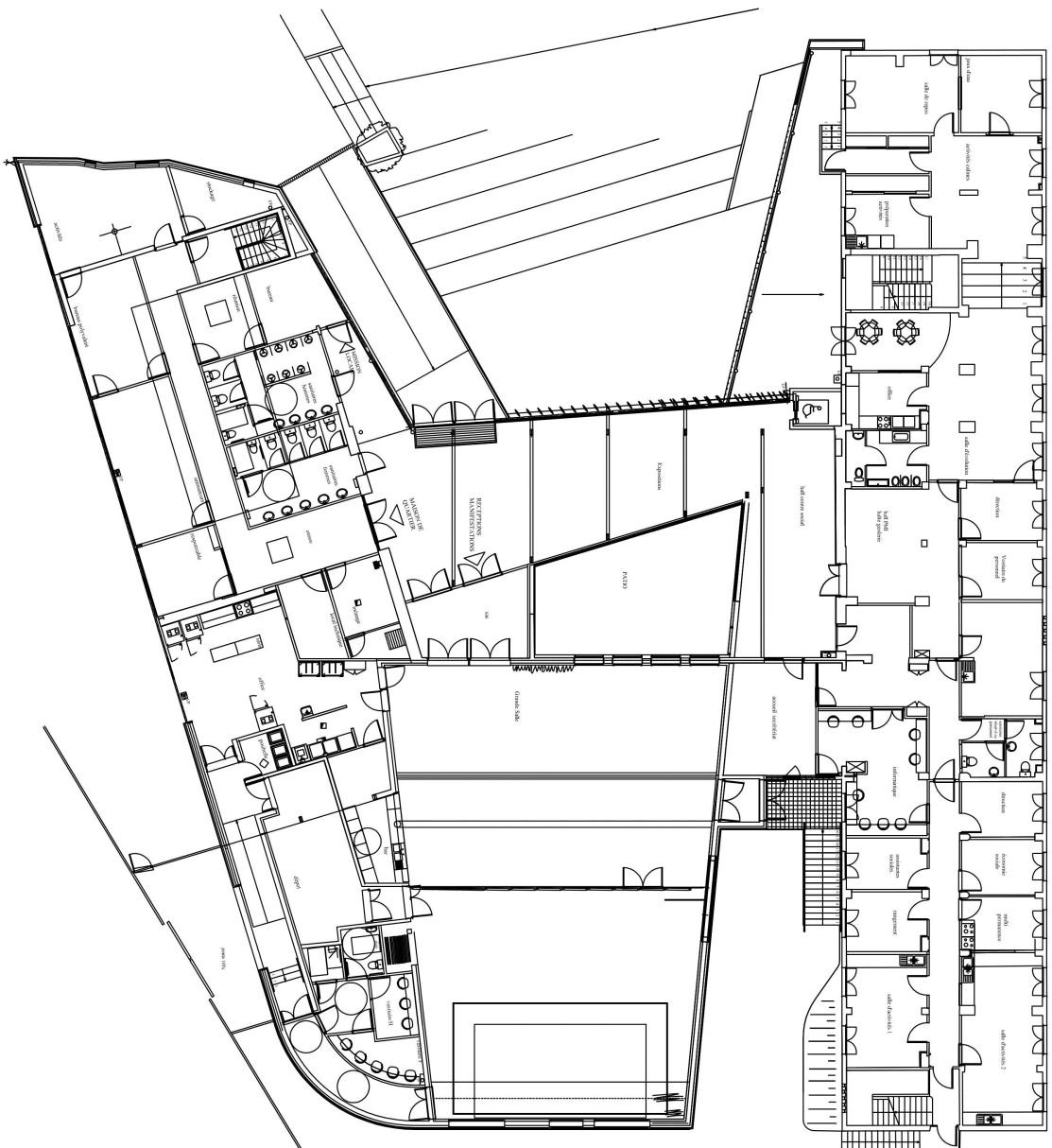
CONNAISSANCE DU SITE

Un plan de l'établissement est proposé ci-après. Il est impératif de savoir situer :

- Les organes de coupure du gaz, de l'électricité, des ventilations, du chauffage, de l'eau
- Les boîtiers de déclenchement des alarmes incendie
- Les locaux à risque (à définir) et causes possibles de sur-accident
- Les ascenseurs
- Les points d'entrée des secours
- Les lieux de rassemblement en cas d'incendie et en cas d'inondation
- Les lieux de confinement (= locaux les plus adaptés pour se confiner)
- Les lieux de mise à l'abri (= locaux les plus sûrs pour se cacher ou se barricader si possible)
- Les lieux de regroupement après fuite

Les éléments à connaître en fonction des types de risques sont repris dans des plans simplifiés sur chaque fiche.

PLAN



POLE RIVE DROITE
Rez de Chaussée Haut

➤ **Fuir** dans certaines situations d'urgence, dans le cadre terroriste, la fuite dispersée est la seule option possible. Dans ce cas et en fonction de l'âge des enfants, un lieu de rassemblement après dispersion, externe à l'établissement, pourra être

RECOMMANDATIONS GENERALES

Identifier les différents types de risques et les conduites à tenir					
RISQUES	ÉVACUER	FUIR	SE CONFINER	SE CACHER SE BARRICADER	
INCENDIE	✓				
INTRUSION TERRORISTE		✓		✓	Selon la situation
ACCIDENT NUCLÉAIRE OU NUAGE TOXIQUE			✓		
EXPLOSION	✓		✓		Selon la situation
INONDATION	✓				
TEMPÊTE	✓		✓		Selon la situation
GLISSEMENT DE TERRAIN	✓				

➤ **Evacuer** signifie que les adultes et les enfants doivent s'extraire du bâtiment voire de l'établissement pour s'éloigner d'un danger repéré au sein de l'établissement. L'évacuation doit généralement se faire dans le calme et de manière organisée, avec un point de regroupement identifié en amont selon le type de risque (cour ou lieu à proximité).

➤ **Se confiner** signifie se rassembler et se calfeutrer en limitant les entrées d'air extérieur potentiellement dangereux. Les mesures consistent à fermer les fenêtres, volets, rideaux, calfeutrer les bas de porte, couper les ventilations et éventuellement le chauffage, le gaz et l'électricité. Le rassemblement peut se faire dans un lieu identifié à cet effet en amont ou bien dans les salles d'activités ou de classe selon les situations. Il est important de choisir un lieu sécurisant pour les enfants et dans lequel des activités peuvent être menées avec eux car la durée du confinement peut être relativement longue.

➤ **Se cacher** suppose d'adopter des conduites permettant de ne pas être vu ou entendu (se baisser, mettre son téléphone en mode silencieux...). **Se barricader** consiste à mettre en œuvre des mesures pour éviter ou freiner l'intrusion d'un individu extérieur (verrouiller fenêtres et portes et placer devant du mobilier) et limiter sa visibilité (fermer volets ou rideaux.). Dans ce type de situation question du temps est essentielle. L'alerte aux forces d'intervention doit être aussi rapide que possible.

LA CHAÎNE D'ALERTE

Vous repérez une menace – vous donnez l'alerte

➤ L'alerte à l'intérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, le système d'alerte sera différent. Il est essentiel de bien les connaître car une mauvaise utilisation pourrait mettre en danger les autres personnes dans l'établissement (exemple : le bouton d'alerte incendie ne doit en aucun cas être utilisé en cas d'intrusion terroriste).

➤ L'alerte à l'extérieur de l'établissement

Selon le risque identifié, il s'agira de prévenir soit la police, soit les pompiers. **Cette alerte doit être donnée le plus tôt possible car elle déclenchera l'intervention des autorités et des secours.**

- le **17** permet de joindre la Police nationale
- le **18** permet de joindre les pompiers
- le **112** est un numéro d'urgence généraliste qui réoriente vers les services d'urgence concernés (police ou pompiers). Il est **prioritaire** sur l'ensemble des réseaux de téléphones mobiles.

En cas d'impossibilité de passer ces appels ou messages, prévenir par tout moyen, dès lors que la situation le permet, une personne qui pourra relayer l'information.

**Si vous n'en êtes pas sûr,
n' imaginez jamais
que quelqu'un
a déjà donné l'alerte !**

Vous entendez ou recevez une alerte

➤ Vous entendez un signal interne

Suivez les préconisations du présent PPMS selon le type de signal. Donnez l'alerte aux forces de secours ou d'intervention si vous n'êtes pas sûr que quelqu'un l'a déjà fait.

➤ Vous recevez une information de votre direction, de la mairie, de la police, de la Préfecture...

Si vous n'êtes pas sûr de l'identité de la personne, **effectuez un contre-appel** pour vérifier avant de suivre les instructions (contre-appel au standard pour ne pas encombrer les lignes téléphoniques).

➤ **Vous entendez le code national d'alerte à la population émis par les sirènes** = 3 cycles de 1 minute et 41 secondes (son montant et descendant) entrecoupés par 5 secondes de silence (il s'agit du même signal émis pour essai chaque premier mercredi du mois, mais avec seulement 1 cycle). Rejoignez un local en dur, fermez le gaz et l'électricité, le chauffage, la ventilation et l'eau. Écoutez **France Bleu 101,3 / 103,5** ou **France info 105,5** en attendant de recevoir d'autres consignes.

➤ Vous recevez une alerte vigilance via l'application smartphone SAIP

Contactez la DTE pour connaître les consignes spécifiques aux EAJE.

➤ Toute information vous parvenant par un autre biais doit faire l'objet d'une vérification auprès des autorités compétentes.

FICHE INCENDIE

Alerte interne

Bouton alarme incendie

Alerte externe

18 ou 112

- Evacuez et faites évacuer les enfants en prenant :

- le sacs des couvertures prévu à cet effet ;
- le téléphone (sans fil ou portable) ;
- le cahier de présence des enfants.

Ne perdez pas de temps à récupérer vos affaires personnelles !

- Fermez les portes et les fenêtres en vérifiant que vous ne laissez personne derrière vous.
- En cas de présence de fumée respirez à travers un linge et baissez-vous.
- N'utilisez pas les ascenseurs.
- Rejoignez le point de rassemblement incendie **situé sur l'esplanade du pôle rive droite , à proximité de l'immeuble des bureaux de l'OAH.**
- Comptez les enfants et faites l'appel si nécessaire.
- Coupez le gaz et l'électricité.
- Même une fois l'incendie maîtrisé, ne pénétrez pas dans l'établissement sans l'accord des pompiers.

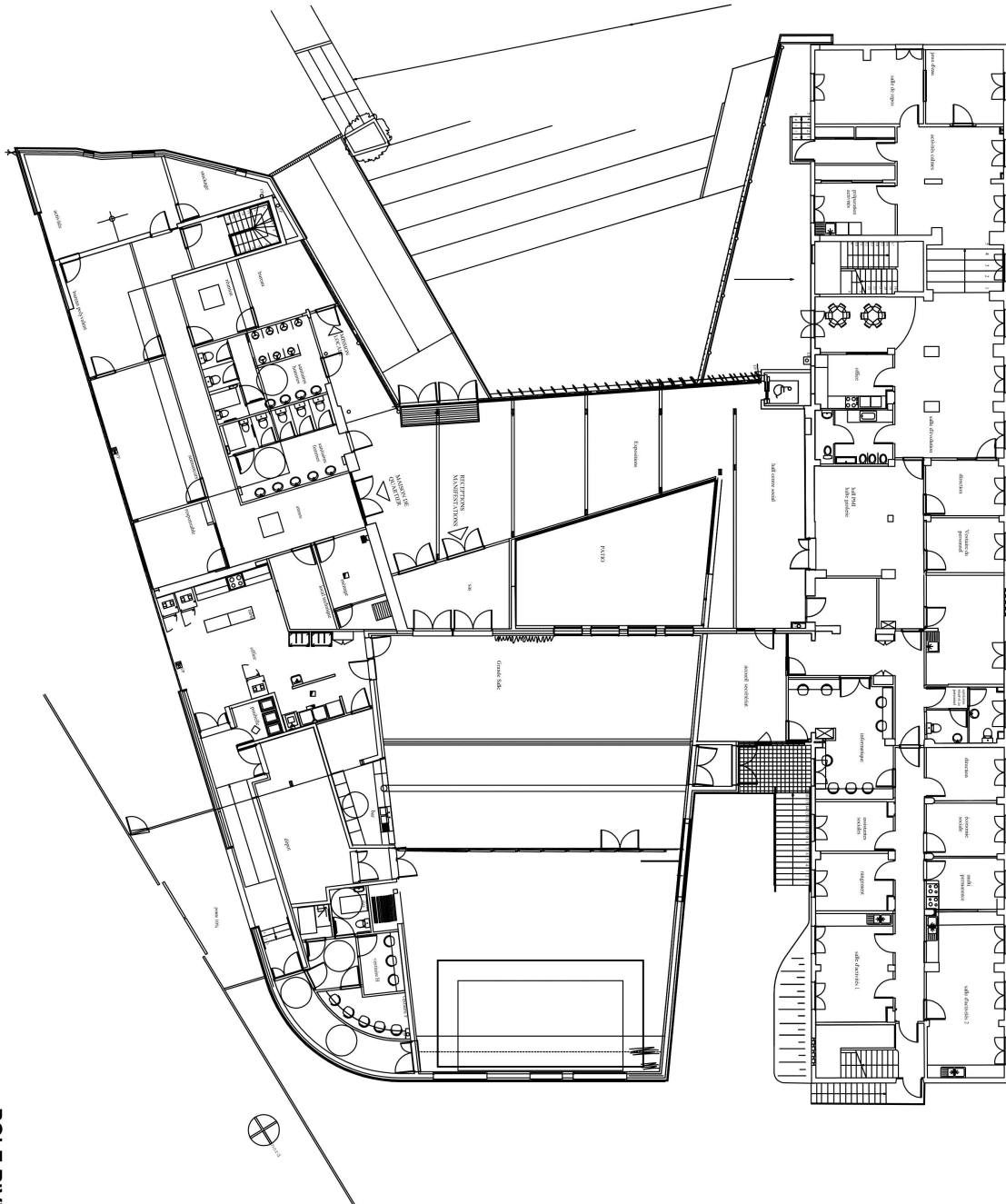
Si vous n'avez pas pu évacuer :

- Calfeutrez les portes et fenêtres avec du linge mouillé si possible , respirez (ainsi que les enfants) à travers du linge mouillé si possible, baissez vous pour respirer le plus près du sol.

La responsable de la sécurité du pôle Rive Droite est la directrice du centre de Loisirs Mme Nadège MIGNON tél 03.86.46.73.91 ou 07.63.19.59.63

Le registre de sécurité est dans le centre de Loisirs et la centrale de l'alarme dans les locaux de l'EAA

PLAN SPÉCIFIQUE INCENDIE



POLE RIVE DROITE
Rez de Chaussée Haut

FICHE

INTRUSION MALVEILLANTE

L'intrusion terroriste peut prendre différentes formes : individu isolé ou groupe d'individus, armes lourdes ou armes blanches qui peuvent être dissimulées, introduction d'engins explosifs, pénétration d'un véhicule motorisé dans l'établissement.

En fonction de la forme et dès l'apparition de la menace, il appartient à chacun d'analyser la situation et de choisir entre évacuer, fuir, se cacher et/ou se barricader.

Alerte interne

Corne de brume

Alerte externe

17 ou 112

Indiquer si possible :

- nb d'individus, localisation, type d'armes
- localisation des victimes,
- lieu de regroupement après fuite

L'évacuation voire la fuite dispersée est généralement l'option à privilégier, à condition qu'elle puisse se faire en restant hors de portée des individus malveillants.

Choix n°1 : Evacuer – Fuir

- Prendre la sortie la moins exposée et la plus proche.

En fonction du site : laisser la porte ouverte ou déverrouiller le système de verrouillage.

- Si possible et selon la situation, freiner la progression de ou des individu(s) en fermant les portes intérieures (clé, boutons molletés),
- Demander autant que possible le silence,
- (Re)prendre contact avec les services de police et suivre les directives,
- Suivre les directives des forces d'intervention et des services de secours,
- Rejoindre le lieu de regroupement après fuite : **local bureaux de l'OAH**

Dans certaines circonstances, il n'est pas possible de fuir :

Choix n°2 : Se cacher – Se barricader

- Se cacher sur place ou si on le peut dans un local à proximité immédiate identifié comme étant

plus sûr = Lieu de mise à l'abri : salle de repos du personnel ou grenier

- Verrouiller les portes (clés ou boutons moletés) et placer des éléments encombrants devant les portes (tables, armoires, tapis...)
- Faire éloigner les enfants des fenêtres et des portes et leur demander de s'allonger
- Éteindre les lumières et demander autant que possible le silence (exemple :roi du silence).
- Mettre les téléphones portables en mode silencieux (sonnerie et vibreur coupés)
- Descendre les volets roulants, (ou autres si possible), fermer les rideaux
- (Re)prendre contact avec les services de police et décrire la situation le plus précisément possible. Suivre les directives.
- Rester proche des personnes manifestant un stress et les rassurer

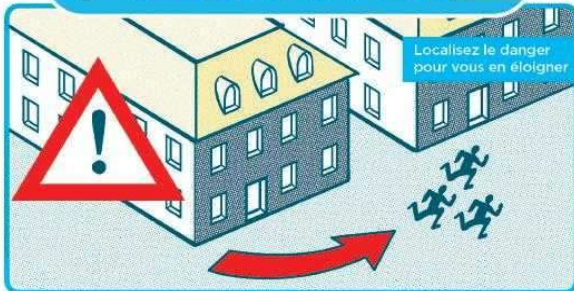
RÉAGIR EN CAS D'ATTAQUE TERRORISTE

AVANT L'ARRIVÉE DES FORCES DE L'ORDRE, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER

1/ S'ÉCHAPPER

si c'est impossible

2/ SE CACHER



3/ ALERTER ET OBÉIR AUX FORCES DE L'ORDRE



VIGILANCE

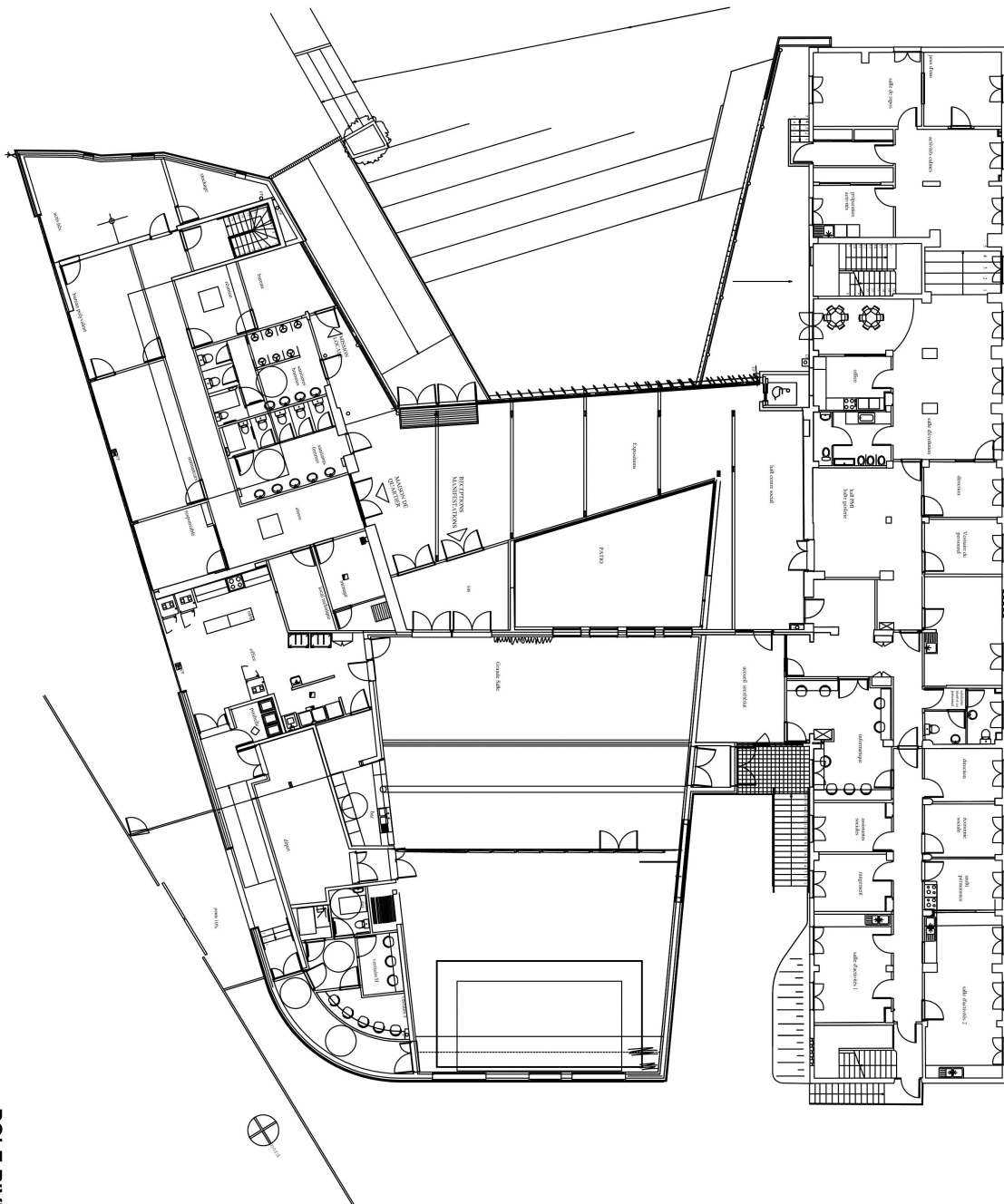
- Témoin d'une situation ou d'un **comportement suspect**, vous devez contacter les forces de l'ordre (17 ou 112)
 - Quand vous entrez dans un lieu, repérez les **sorties de secours**
- Ne diffusez aucune information sur l'intervention des forces de l'ordre
- Ne diffusez pas de rumeurs ou d'**informations non vérifiées** sur Internet et les réseaux sociaux
 - Sur les réseaux sociaux, **suivez les comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr**



Pour en savoir plus : www.gouvernement.fr/reagir-attaque-terroriste



PLAN SPÉCIFIQUE INTRUSION



POLE RIVE DROITE
Rez de Chaussée Haut

FICHE NUAGE TOXIQUE OU ACCIDENT NUCLÉAIRE

Il peut s'agir d'un accident industriel, de l'accident d'un camion transportant des matières dangereuses, des suites d'une explosion, de la dispersion d'un gaz.. Ces types de risques sont regroupés car les conduites à tenir sont les mêmes : il s'agit d'un confinement.

Dans le cas où un événement de ce type se déroulerait dans l'établissement ou à proximité immédiate, il appartient au personnel de donner l'alerte. Inversement il peut s'agir d'une alerte effectuée par les autorités en direction des établissements.

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou 112

- Regrouper tout le monde à l'abri dans les locaux de confinement prévus : **salle de bain**
- Fermer les portes et fenêtres, ainsi que les volets si cela ne nécessite pas l'ouverture des fenêtres.
- Calfeutrer les ouvertures (aérations, grilles de ventilation, autour des huisseries et portes avec du ruban adhésif, papier, et placer si possible des tissus mouillés en bas des portes...)
- Couper ventilation, chauffage, gaz et électricité,
- Éviter toute flamme ou étincelle en raison du risque éventuel d'explosion
- Se protéger si nécessaire des effets irritants du gaz en respirant à travers d'un linge mouillé ; rincer la peau et les yeux en cas de picotement.
- Attendre des consignes des autorités, et suivre les prescriptions pour le déconfinement.

FICHE EXPLOSION

Alerte interne

Pas d'alarme générale -
Information par oral

Alerte externe

18 ou **112**

dans l'établissement
ou
À proximité de l'établissement,

-Évacuez dans le calme tout le monde vers les lieux de mise en sûreté externes en évitant les zones fortement endommagées (chutes d'objets, de pylônes...)

Coupez ventilation, chauffage, gaz, électricité.

-Dans l'impossibilité d'évacuer, attendre sur place les secours.

FICHE INONDATION – RUPTURE DE BARRAGE

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

- Rejoindre les zones prévues en hauteur (étages, collines, points hauts)
- Ne pas aller à pieds ou en voiture dans une zone inondée

Dans tous les cas :

- Ne pas prendre l'ascenseur
- Fermer portes, fenêtres, aérations,

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

FICHE TEMPÊTE

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement

Si les délais sont insuffisants :

Rejoignez des bâtiments **en dur**

Eloignez-vous des façades sous le vent et des vitres

Fermez portes et volets

Surveillez ou renforcez, si possible, la solidité des éléments de construction

Renforcez la solidité des baies vitrées en utilisant du ruban adhésif

Limitez les déplacements

Se tenir informé :

Radio France bleu : 101,3 / 103,5

Autorités

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

FICHE GLISSEMENT DE TERRAIN

Si les délais sont suffisants, les autorités feront évacuer préventivement l'établissement.

Si les délais sont insuffisants :

-pendant le glissement de terrain :

A l'intérieur : abritez vous sous un meuble solide, éloignez vous des fenêtres

A l'extérieur : essayez d'entrer dans un bâtiment en dur le plus proche, sinon, fuyez perpendiculairement à l'axe de la coulée.

-Après l'événement :

Évacuez les bâtiments et n'y retournez pas – éloignez vous de la zone dangereuse.

Rejoignez le point de rassemblement indiqué par les autorités.

N'entrez pas dans un bâtiment endommagé.

Alerte interne

Information orale

Alerte externe

18 ou 112

CONDUITES ET SECOURS D'URGENCE

Si vous le pouvez, vous devez prendre contact avec les services de secours **(18)** et suivre leurs consignes. Dans tous les cas, il pourra être nécessaire de mettre en œuvre des gestes de premier secours.

Priorisation des urgences

Urgences absolues

arrêt cardiaque
perte de connaissance
hémorragie externe
écrasement des membres
trauma du rachis

Urgences relatives

malaises (aggravation maladie,
difficultés respiratoires, maux de ventre)
brûlures
plaies
crise convulsive (épilepsie)
fractures / luxations

NON urgent

stress
panique
agitation

PRIORITAIRE

**A TRAITER APRES TOUTES
LES URGENCES VITALES**

**A TRAITER APRES
TOUTES LES URGENCES**

Consignes en fonction des situations spécifiques

1. L'ENFANT OU L'ADULTE A PERDU CONNAISSANCE.

Signes :

- il respire
- il ne répond pas
- il n'obéit pas à un ordre simple
- appeler les services de secours

Que faire ?

- le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté)
- ne rien lui faire absorber
- le surveiller
- si reprend connaissance, le laisser sur le côté et surveiller

2. L'ENFANT OU L'ADULTE FAIT UNE « CRISE D'ÉPILEPSIE » (crise convulsive généralisée)

Signes :

- perte brutale de connaissance,

Que faire ? ➡ RESPECTER LA CRISE

- l'accompagner au sol si on assiste au début de la crise,

« EN SITUATION D'URGENCE, LE PREMIER ACTEUR DU SECOURS C'EST VOUS »

- il ne réagit pas, ne répond pas,
- son corps se raidit,
- secousses des membres,
- il peut se mordre la langue, devenir bleu, baver, perdre ses urines.

- ne rien mettre dans la
- éloigner les personnes et objets pour éviter blessures,
- glisser une couverture (ou équivalent) sous la tête,
- quand les secousses cessent, le mettre en position latérale de sécurité (sur le côté) jusqu'au réveil.

Ne pas essayer de le réveiller, il se réveillera lui-même et ne se souviendra de rien.

Si les signes persistent ou si la crise se répète ➔ Appeler les services de secours

3. AUTRES SITUATIONS, TRAUMATISMES DIVERS

Faire appel aux services de secours

En attendant leur arrivée :

- éviter toute mobilisation, tout mouvement du membre ou de l'articulation lésé
- isoler l'adulte ou l'enfant et le rassurer, le couvrir et le surveiller
- en cas de plaie ou d'hémorragie, mettre un pansement serré (sauf si présence d'un corps étranger)
- en cas de fracture, ne pas déplacer, immobiliser le membre ou l'articulation avec une écharpe par exemple (sur les membres supérieurs uniquement)

4. L'ENFANT OU L'ADULTE SAIGNE DU NEZ

Il saigne spontanément :

- le faire asseoir
- le faire se moucher
- faire comprimer les narines 10 minutes
- respirer par la bouche sans parler
- si le saignement ne s'arrête pas, prendre dès que possible un avis médical

Il saigne après avoir reçu un coup (nez ou tête)

- comprimer l'endroit qui saigne
- surveiller l'état de conscience
- si perte de connaissance ➡ [situation 5](#)
- prendre dès que possible un avis médical

5. L'ENFANT OU L'ADULTE NE SE SENT PAS BIEN MAIS RÉPOND (malaise, aggravation maladie...)

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- maux de têtes, vertiges, pâleur, sueurs, nausées, douleur, difficultés à respirer, mal au ventre, angoisse, tremblement, sensation de froid, perte de connaissance.

Questions :

- A-t-il un traitement ? Quand a-t-il mangé pour la dernière fois ? A-t-il chaud ? Froid ?

Que faire ?

- Aider à prendre le traitement adapté ou sucre
- Desserrer les vêtements, le rassurer, le protéger (froid, chute intempestive...)
- Le laisser dans la position où il se sent le mieux
- Surveiller

6. STRESS INDIVIDUEL OU COLLECTIF – « CRISE DE NERF »

Signes possibles (un ou plusieurs) :

- agitation
- hyperactivité
- agressivité
- angoisse
- envie de fuir, panique
- « crise de nerf »
- difficultés à respirer ou parler

Que faire ? En cas de stress individuel :

- l'isoler et s'en occuper personnellement - expliquer rassurer, dialoguer (confier le reste du groupe)
- si besoin, le mettre par terre, assis ou allongé, desserrer ses vêtements, le faire respirer lentement

Que faire en cas de stress collectif ?

- être calme, ferme, directif et sécurisant
- rappeler les informations disponibles, les afficher
- distribuer les rôles et responsabiliser chacun

Si vous avez été exposé au sang (Contact direct sur une peau lésée ou sur des muqueuses (yeux, bouche)..)

Que faire ?

- Sur une plaie :** - nettoyer immédiatement à l'eau courante et au savon puis rincer ;
- appliquer pendant au moins 5 min du Dakin, Javel (9°) ou antiseptique iodé (ex : bétadine)
- Sur les muqueuses :** - rincer durant 5 min avec du sérum physiologique ou à défaut de l'eau
- demander un avis médical.

MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

En cas de survenue d'un événement majeur, le Préfet est responsable de l'organisation des secours. Une cellule de crise sera mise en place, regroupant l'ensemble des autorités de secours et d'intervention ainsi que les services de la Ville concernés .

Sur site, tout adulte a un rôle à jouer et chacun devra réagir avec autant de sang froid que possible et mettre en œuvre les consignes indiquées dans les fiches relatives aux différents types de risques, en particulier en cas d'urgence absolue. En cas d'urgence, le PPMS sera activé sous la responsabilité du directeur de site, ou, en son absence, d'une personne désignée comme telle.

Au quotidien	
<p>Au quotidien : Vérifier que les issues de secours ne sont pas obstruées et que les blocs de secours lumineux fonctionnent bien. Vérifier les batteries des téléphones dans fil et le cas échéant des portables mis à disposition. Vérifier le bon état de fonctionnement des dispositifs d'alerte et leur présence aux endroits prévus. Vérifier la complétude et date de péremption de la mallette d'urgence et de la radio.</p>	<p>Responsable : Mme GALOPIN Noémie</p>

En cas de survenue d'un événement majeur	
Établir une liaison avec les autorités et transmettre au personnel les directrices des autorités	GALOPIN Noémie
S'assurer de la mise en place des différents postes ou dispatcher « en temps réel » les missions	GALOPIN Noémie
Vérifier que tous les adultes et enfants présents ont eu connaissance de l'alerte	GALOPIN Noémie
Veiller au bon déroulement des opérations de regroupement	GALOPIN Noémie
Couper les circuits : gaz, ventilation, chauffage, électricité (selon le cas)	GALOPIN Noémie
Contrôler l'accès à l'établissement	GALOPIN Noémie
Assurer l'encadrement des enfants (pointages présents / absents, gestion de l'attente...)	Agents de chaque section
Gérer les communications téléphoniques (secours, familles) et réorienter les médias vers la mairie ou les services de l'état.	GALOPIN Noémie
Assurer l'encadrement des enfants (gestion de l'attente, rassurer...)	Agents de chaque section
Prendre la radio	GALOPIN Noémie
Prendre la malette d'urgence	GALOPIN Noémie
Prendre le cahier de transmission ou d'appel + tablette	GALOPIN Noémie
Prendre le traitements des enfants à PAI	GALOPIN Noémie

GESTION DE L'INFORMATION

Vous avez été témoin d'un événement majeur Ou savez qu'un événement majeur se déroule à proximité

**Vous devez alors respecter les consignes suivantes
et les relayer auprès des parents qui entreraient en contact avec vous :**

- Se mettre en sécurité en rejoignant sans délai un bâtiment
- Écouter la radio
- Respecter les consignes des autorités

Fréquence France Bleu Auxerre : 101,3 / 103,5.Mhz
Fréquence France Info : 105,5Mhz
Fréquence France Inter : 97,1Mhz
Fréquence Autoroute info : 107,7Mhz
Fréquence radio locale conventionnée par le Préfet ?????
Application smartphone : S.A.I.P

- Ne pas aller chercher son enfant pour ne pas l'exposer ni s'exposer soi-même, un PPMS a été prévu dans son établissement
- Ne pas téléphoner, ne pas encombrer pas les réseaux afin que les secours puissent s'organiser le rapidement possible.
- Recevoir avec prudence les informations n'émanant pas des autorités.

ANNUAIRE DE CRISE

Secours :

Samu	:	15
Pompiers	:	18
Police	:	17 en cas d'urgence

Le **112** est une plateforme qui réoriente sur les services d'urgence.
C'est un numéro prioritaire sur les réseaux de téléphonie mobile

Centre anti poison : 01 40 05 48 48

Services :

Police Municipale : 03 86 72 43 75

Mairie : 03 86 72 43 00

Préfecture : 03 86 72 79 89

DTE : 03 86 72 43 81

service petite enfance : 03 86 72 43 80 ou 44 48 ou 48 69

DDD : 03 86 52 39 0

Quid des autorités susceptibles de donner une alerte ?

Quid des numéros à appeler en contre appel ?

LA MALLETTE D'URGENCE RANGÉE DANS LE BUREAU DE LA DIRECTRICE

(à placer dans les lieux de mise à l'abri et de confinement)

voir PPS Education nationale

FICHE - EXERCICE DE SIMULATION

Personne ayant rempli cette fiche :

Date de l'exercice :

Nombre d'enfants présents lors de la simulation :

Lieux de présence des enfants au moment de la simulation (identifier les salles)

.....

Nombre d'adultes présents lors de l'exercice :

Liste des adultes présents lors de l'exercice :

.....

	Oui	Non	Non testé	Observations
Modalités d'organisation :				
Inopiné (préciser origine)				
Présence d'observateurs extérieures (préciser)				
Circonstances particulières				
Type d'événement simulé				
Type de conduite (évacuation – fuite – mise à l'abri – confinement) – préciser où et comment ?				
L'alerte interne :				
Quel signal a été utilisé ? Par qui ? Au bout de combien de temps (le cas échéant?)				
L'alerte a été entendue par tous ?				
La fin d'alerte a été entendue par tous				
L'alerte externe :				
L'alerte a-t-elle été donnée ? Qui ? Comment ? Au bout de combien de temps ?				
Application des consignes générales				
Cellule de crise activée				
Mise à l'abri ou évacuation de tous les présents (de toutes les salles)				
Liste des appels téléphoniques (main courante)				

La radio a été écoutée sur la bonne fréquence				
Le comptage s'est effectué sans problème				
L'échange entre la cellule de crise et les lieux de mise à l'abri a été maintenu				
La communication externe entre la cellule de crise et l'extérieur a été établie				
Respect des missions				
Mallette d'urgence présente et complète				
Fournitures pour activités occupationnelles				
Moyens de communication opérationnels (téléphone filaire, radio avec piles) + portables ?				
Toilettes et points d'eau accessibles				
PPMS actualisé, plans et listes à jour				
Mise en sûreté – Application des conduites spécifiques				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement rapide. Préciser				
Évacuation, mise à l'abri ou confinement en bon ordre				
Application des précautions indiquées dans les fiches (reprenre la fiche)				
Identification des fluides (préciser lesquels)				
Réaction des enfants (panique?)				
Réaction des adultes (panique, stress?)				
Gestion du stress et de l'attente				
Prise en charge des personnes handicapées				
Disponibilité des traitements spécifiques dans le cadre des projets d'accueils individualisés (PAI)				
Prise en charge des malades et blessés éventuels				

ANNEXE

RAPPEL DES CONSIGNES VIGIPIRATE - VIGILANCE ET PRÉVENTION DU TERRORISME DANS LES FAJE

(à personnaliser selon le type d'établissement)

1. Afficher à la porte de l'établissement et dans l'entrée de l'établissement les affiches Vigipirate communiquées à cet effet par le service petite enfance.
2. S'assurer que les voitures ne peuvent stationner à proximité immédiate de l'établissement, et prévenir la police municipale (ainsi que le service petite enfance et la direction générale adjointe pour information) dans le cas contraire (ex : retrait des barrières par les usagers).
3. Contrôler l'accès à l'établissement :
 - Les système de verrouillage des entrées doivent être utilisés en mode visiophone y compris pour le personnel de l'établissement, et **ce malgré les contraintes de fonctionnement occasionnées**. Dès lors que la personne qui se présente n'est pas connue, aucune ouverture à distance ne doit être effectuée.
 - Toute personne non connue du service et n'ayant pas prévenu à l'avance de sa venue (y compris personnel municipal, livreurs...) doit se voir refuser l'entrée, en particulier s'il n'existe pas de sas sécurisé sur le site..
 - Dans la mesure du possible il est demandé de limiter les zones accessibles librement et sans visuel aux personnes extérieures à l'établissement.
4. Contrôler les sacs, colis et bagages...
 - Dans le cadre de « Vigipirate renforcé », les gestionnaires sont autorisés à faire ouvrir les sacs pour les contrôler visuellement (sans fouiller). Effectuer un contrôle visuel aléatoire ?
 - Il doit être demandé aux parents de rapporter chaque soir les affaires de leurs enfants (en dehors des chaussons qui peuvent rester sur place).
 - En aucun cas l'établissement ne doit accepter de bagage volumineux (ex : valise pour la semaine en garde alternée).
5. En cas de rassemblement ponctuel avec les enfants à l'extérieur de la structure (ex : organisation d'une fête), prévenir suffisamment à l'avance le service petite enfance, la directrice générale adjointe et la Police municipale, qui jugera de l'opportunité de mettre en place ou non un dispositif de sécurité renforcé (contrôle d'accès, zone de protection...).
6. Signaler tout comportement ou objet suspect à la Police (17).

Actions mises en œuvre :

Observations

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Durée de l'exercice :

Remarques et suggestions :

FICHE – EXERCICE DE SIMULATION – SUITE

..☞ La réaction des enfants et des personnels présents dans l'établissement

Observations :

.....
.....
.....
.....

SOMMAIRE ANNEXES

DES PROTOCOLES MEDICAUX

1 ARBRE DE DÉCISION

2 ACCIDENT D'EXPOSITION AU SANG

3 AUTO-INJECTEUR ANAPEN

4 AUTO-INJECTEUR JEXT

5 BABYHALER

6 PLS

7 COURRIER PRÉVENTIF VACCINATION ET DOSSIER MÉDICAL

8 DÉCLARATION ACCIDENT CRÈCHE VILLE D'AUXERRE

9 FICHE DE SIGNALEMENT D'ÉVÈNEMENT INDESIRABLE

10 MASQUE

11 LAVAGE DES MAINS

12 GEL HYDROALCOOLIQUE

13 EQUIPE DE SANTE

14 CERTIFICAT MÉDICAL

15 VISITE DU MÉDECIN

16 FICHE DE SUIVI MÉDICAL

17 PAI

18 SUIVI INDIVIDUEL DES VACCINATIONS

19 SUIVI VACCINATIONS DE TOUS LES ENFANTS

20 ORDONNANCES À L'ATTENTION DES PARENTS

21 ORDONNANCES À L'ATTENTION DES PROFESSIONNELS

22 SAMU 15 MESSAGE D'ALERTE À AFFICHER PRÈS DU TÉLÉPHONE ET DANS TROUSSE DE SECOURS

23 VALIDITÉ APRÈS OUVERTURE

24 RÉUNION D'INFORMATION SUR L'UTILISATION DES TROUSSES

TABLEAU DE SUIVI :

- **25 ARMOIRE À PHARMACIE**
- **26 TROUSSE DE SOINS ET D'URGENCE**
- **27 TROUSSE DE SORTIE**
- **28 TROUSSE D'ÉVACUATION**
- **29 FICHE DE SUIVI SANTÉ**

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

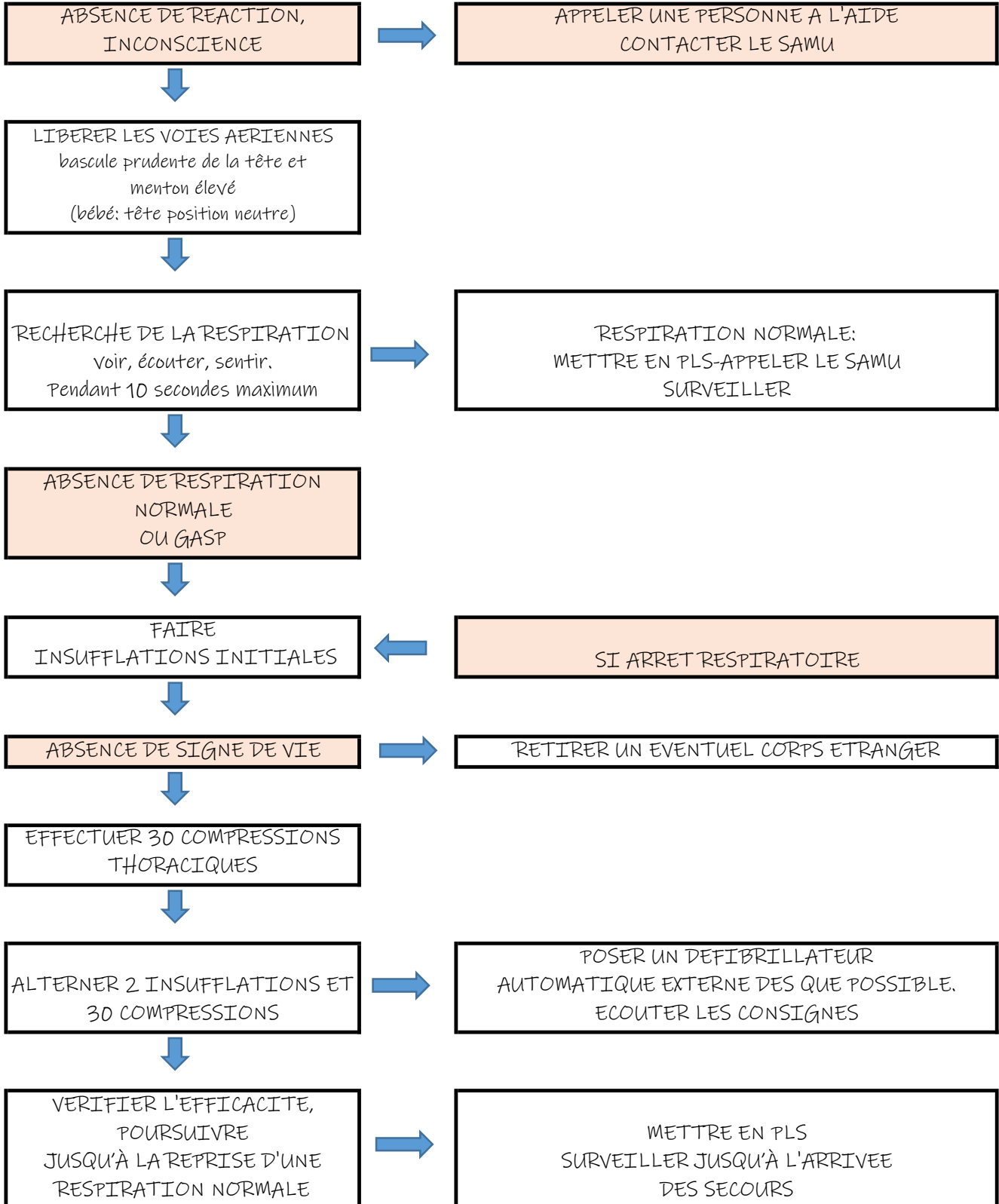
- **30 SURVEILLANCE DE SIESTE**

31 AT MAIRIE D'AUXERRE

32 CONDUITES À TENIR EN CAS D'ACCIDENT D'UN COLLÈGUE

ARBRE DE DECISION

RECONNAISSANCE ET PRISE EN CHARGE DE L'ARRET CARDIAQUE

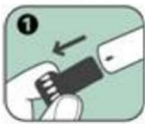
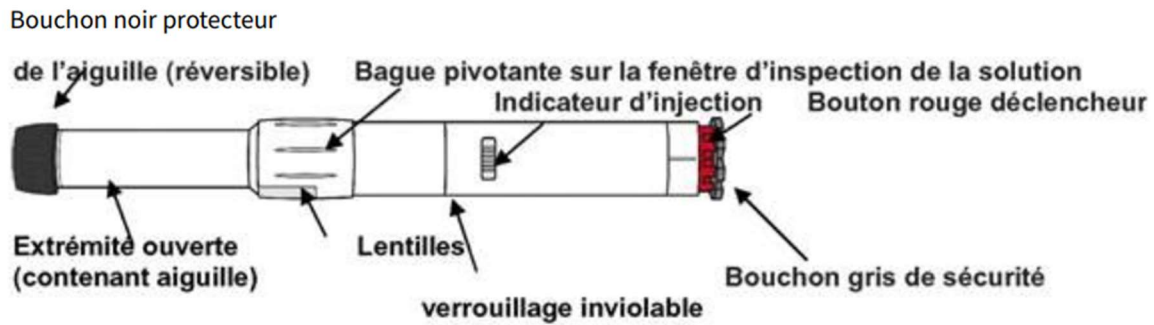


CONDUITE À TENIR EN CAS D'ACCIDENT D'EXPOSITION AU SANG



AUTO INJECTEUR D'ADRENALINE ANAPEN

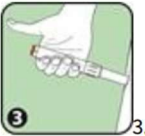
MODE D'EMPLOI



1. Enlever le bouchon noir protecteur de l'aiguille en tirant fortement dans le sens de la flèche; cela permet également de retirer une gaine grise de protection de l'aiguille.



2. Enlever le bouchon gris de sécurité du bouton rouge déclencheur en tirant dans le sens de la flèche.



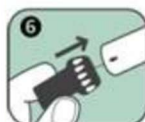
3. Appuyer l'extrémité ouverte (contenant l'aiguille) de l'auto-injecteur ANAPEN sur la face externe de la cuisse. Il est possible d'utiliser ANAPEN à travers un vêtement léger, tel que du jean, du coton ou du polyester.



4. Appuyer sur le bouton rouge déclencheur de façon à entendre un « clic ». Maintenir en position pendant 10 secondes. Retirer lentement l'auto-injecteur de la cuisse puis masser légèrement le site d'injection.



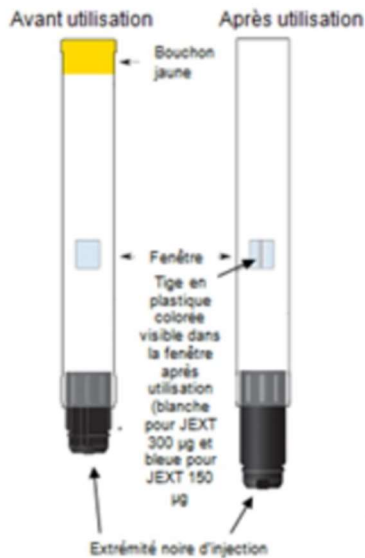
5. L'indicateur d'injection est passé au rouge, ce qui indique que l'injection est terminée. Si l'indicateur d'injection n'est pas rouge, recommencer l'injection avec un autre auto-injecteur ANAPEN.



6. Après l'injection, l'aiguille dépasse du dispositif. Pour la recouvrir, replacer la partie large du bouchon noir protecteur de l'aiguille en l'enclenchant sur l'extrémité ouverte (contenant l'aiguille) de l'auto-injecteur ANAPEN (comme indiqué par la flèche).

AUTO INJECTEUR D'ADRENALINE JEXT

MODE D'EMPLOI



1. Tenez le stylo injecteur JEXT dans votre main dominante (celle que vous utilisez pour écrire) avec votre pouce le plus près possible du bouchon jaune.



2. Retirez le bouchon jaune avec l'autre main.



3. Placez l'extrémité noire du stylo injecteur contre la face extérieure de votre cuisse, tenez l'injecteur à angle droit de la cuisse (environ 90°).



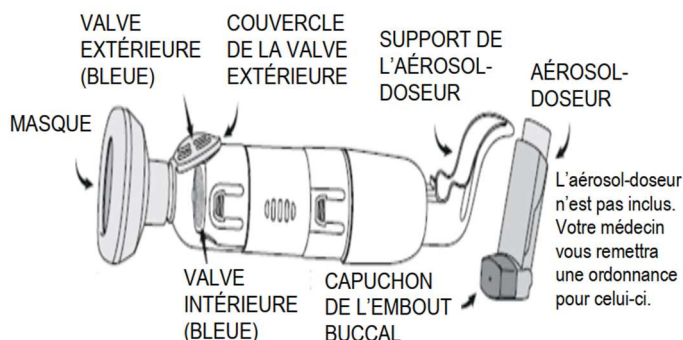
4. Pressez fermement l'extrémité noire contre l'extérieur de votre cuisse jusqu'à ce que vous entendiez le déclic confirmant le début de l'injection, maintenez-le en position. Tenez fermement l'injecteur en place contre la cuisse pendant 10 secondes (comptez lentement jusqu'à 10) puis retirez. L'extrémité noire s'étire automatiquement pour recouvrir l'aiguille.



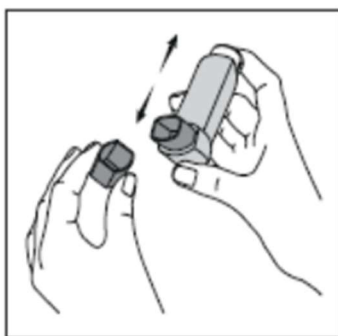
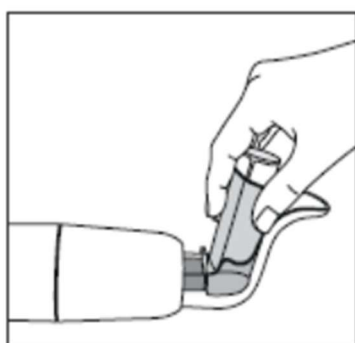
5. Massez la zone d'injection pendant 10 secondes. Recherchez immédiatement une aide médicale. Composez le 15 (ou le numéro international 112) et demandez l'intervention du SAMU en précisant "anaphylaxie".

UTILISATION DU BABYHALER

VEUILLEZ CONSULTER L'ILLUSTRATION CI-DESSOUS POUR CONNAÎTRE LE NOM DE CHACUNE DES PIÈCES DU DISPOSITIF BabyHALER®.



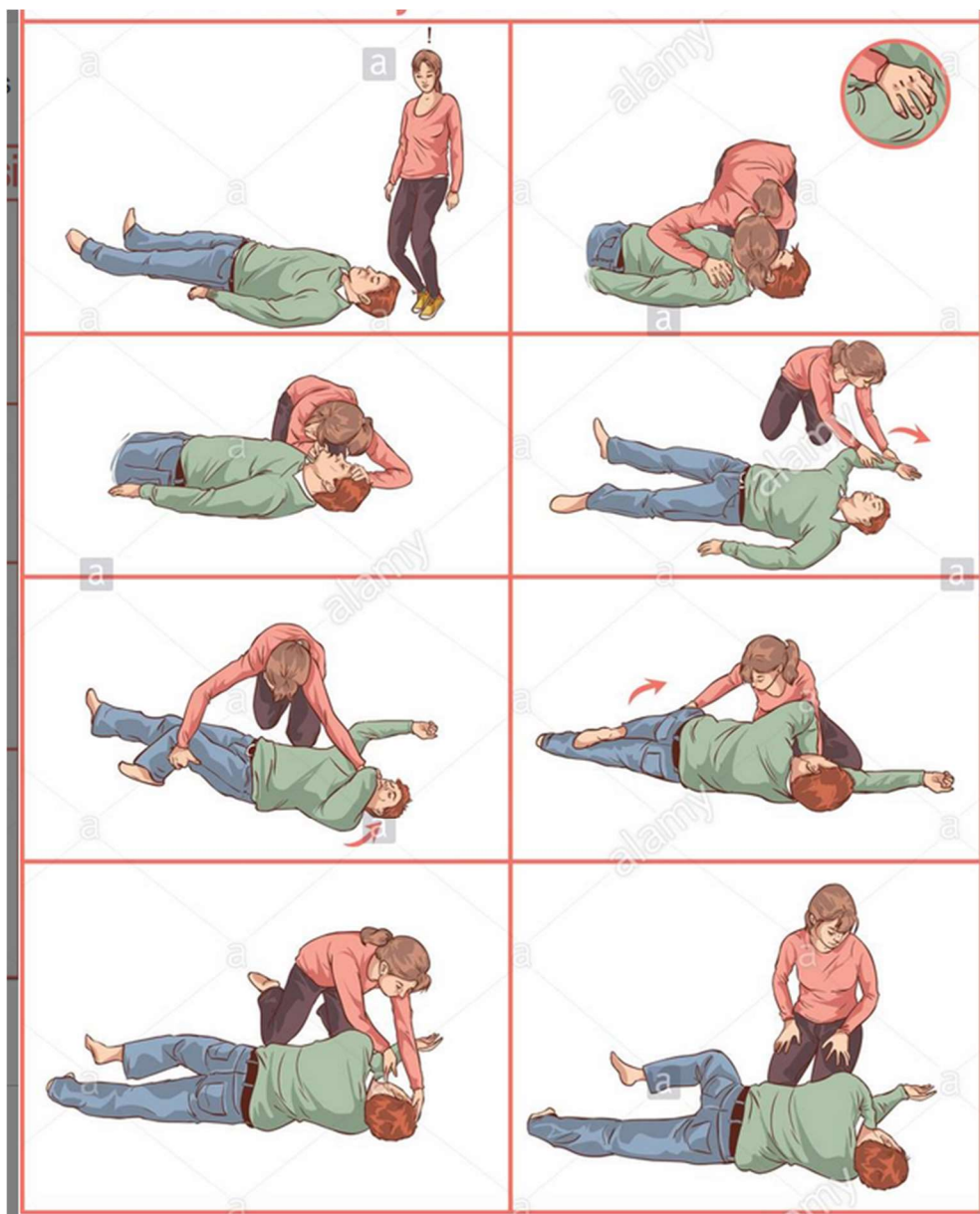
1. SE LAVER LES MAINS
2. VÉRIFIER LE MONTAGE DU DISPOSITIF ET LA POSITION CORRECTE DES VALVES
3. AGITER LE SPRAY, L'INTRODUIRE DANS LE LOGEMENT PRÉVU SUR LE BABYHALER
4. PRENDRE L'ENFANT DANS LES BRAS, SON DOS CONTRE VOUS UNE MAIN POSÉE SUR SON ABDOMEN
5. LIBÉRER UNE DOSE DANS LE BABYHALER MAINTENU À L'HORIZONTAL ET PLACER LE MASQUE SUR LE NEZ ET LA BOUCHE DE L'ENFANT COMPTER 10 INSPIRATIONS (les valves bleues se soulèvent)
6. SI LA PRÉSCRIPTION PRÉVOIT 2 BOUFFÉES, RECOMMENCER L'OPÉRATION PRÉCÉDENTE
7. À LA FIN DU SOIN, RETIRER LE FLACON DOSEUR ET REMETTRE LE CAPUCHON



ENTRETIEN DU BABYHALER

1. LAVAGE DU MASQUE AVEC PRODUIT À VAISSELLE ET RINCER À L'EAU TIÈDE, LAISSER SECHER
2. EN CAS DE TRAITEMENT PRÉSCRIT, DEMANDER AUX PARENTS DE NETTOYER LE BABYHALER COMPLÈTEMENT UNE FOIS PAR SEMAINE, LE LAISSER SECHER SANS ESSUYER

POSITION LATÉRALE DE SÉCURITÉ (PLS)



1. Découverte d'une victime
2. Vérifiez si la personne respire et placez-la ensuite en position latérale de sécurité
3. Basculez la tête de la personne en arrière en tirant le menton vers le haut.
4. Ecartez le bras du côté du retournement à angle droit et pliez le coude
5. Assurez votre position au sol et attrapez le bras non plié pour le ramener sur le côté opposé. Positionnez la main sur l'oreille opposée en maintenant le coude surélevé
6. Saisissez la jambe opposée au retournement derrière le genou, repliez-la, pied au sol. Faites pivoter ensuite la victime vers vous, tout en maintenant sa main contre son oreille
7. Retirez votre main placée sous la tête de la victime.
8. Ajustez la jambe pliée et stabilisez la victime. En attendant les secours, surveillez la victime, notamment sa respiration et son état de conscience

COURRIER PREVENTIF

OBJET : VACCINATIONS ET/OU DOSSIER MEDICAL DE VOTRE ENFANT

Madame, Monsieur,

Dans l'intérêt de votre enfant et pour son bon accueil, merci de nous fournir les documents suivants :

- Certificat médical
- Photocopies des vaccinations à jour
- Autorisations de soins signées
- PAI à jour

Sans retour de votre part d'ici ledes mesures seront prises.

D'avance, nous vous remercions de faire le nécessaire.

Le Responsable de l'établissement

Direction du Temps de l'Enfant, service petite enfance

CRECHE /MULTIACCUEIL DECLARATION D'ACCIDENT

Structure :

Nom, prénom de la personne responsable :

N° de téléphone :

date :

Jour et heure de l'accident :

Lieu précis : (salle de jeux, cour, espace vert, équipement sportif, trajet ...)

Circonstances :

Victime :

Nom, prénom :

Date de naissance :

Adresse :

Nature et localisation des blessures, contusions, douleur :

Mesures prises : (Appel des parents, SAMU, pompiers etc....)

Tierce personne en cause : Nom, Prénom :

Date de Naissance :

Adresse

Assurance de la victime : Cie d'assurances

N° de police :

Signature du déclarant

Dans un délai de 24 h. Merci

*A transmettre à la Direction du Temps de l'Enfant et au service Affaires juridiques-
assurances (suivi par Mme Chantal PERREAU 03.86.72.43.40)*

FICHE DE SIGNALEMENT

D'ÉVÉNEMENT INDESIRABLE (FSEI)

DATE.....HEURE.....	
ETABLISSEMENT :	
Personne déclarante	
Nom:	Nom:
Prénom :	Prénom :
Fonction :	Fonction / lieu
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	
Nombre d'enfants	Nombre de professionnels
Description des faits	
Actions mises en place	
Gravité et conséquences	
<p>Mineure : incident ou accident sans aucun dommage</p> <p>APPEL RESPONSABLE PETITE ENFANCE</p> <p>Significative : atteinte superficielle, insatisfaction des personnes, des professionnels, dégâts matériels peu importants.</p> <p>Majeure : atteinte grave nécessitant une prise en charge, dégâts matériels sérieux, désorganisation du service, altération de la confiance.</p> <p>Grave : invalidité permanente, menace de pronostic vital ou décès, médiatisation de l'évènement, procédure judiciaire pénale, fermeture.</p> <p>NB : chaque tranche peut entraîner un risque de niveau supérieur, à prendre en compte pour l'évaluation</p>	
Déclaration effectuée	
<p>Compagnie d'assurance CDF Service social</p> <p>Assurance maladie Dépôt de plainte</p> <p>Déclaration AT à envoyer à la DRH le plus vite possible, documents spécifiques pour les consultations médicales et soins</p>	
Personnes averties	
<p>Responsable de la structure Médecin de crèche Service petite enfance</p> <p>DRH Audrey Séquino conseillère en prévention des risques professionnels 03.86.72.43.47</p>	

NB : si un enfant est concerné, une copie de cette déclaration doit être ajoutée dans son dossier

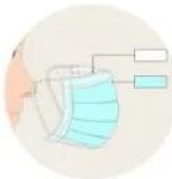
FICHE PREVENTION

COMMENT METTRE UN MASQUE

Comment mettre mon masque chirurgical ?



Je me lave
les mains



Je tourne mon masque
dans la bonne direction
(bord rigide en haut,
face blanche vers moi)



J'attache le
haut de mon
masque



Je pince le bord
rigide pour
l'ajuster à mon
nez



J'attache le bas
de mon masque



Pour le retirer, je
ne touche que
les attaches



Je jette mon
masque et je
me lave les
mains

Comment mettre mon masque FFP2 ?



Je me lave
les mains



Je tourne mon
masque dans la
bonne direction
(bord rigide en
haut)



Je passe les
élastiques derrière
la tête, de part et
d'autre des oreilles



Je vérifie que le
masque couvre
bien mon
menton



Je pince le bord
rigide pour
l'ajuster à mon
nez



Pour le retirer, je
ne touche que
les attaches



Je jette mon
masque et je
me lave les
mains

SOURCES

<https://solidarites-sante.gouv.fr>

L'EQUIPE SANTE LES AUTRES ACTEURS

CRECHES MUNICIPALES	
Etablissement	
Responsable	
Adjointe	
Responsable du service du temps de l'enfant (DTE)	Aurore CLUZEL tél 03.86.72.44.39 ou 07.85.34.01.04 Mail : aurore.cluzel@auxerre.com
Responsable du service petite enfance	Marie DEFRANCE / tél : 03.86.72.43.80 ou 06.73.74.09.38 Mail : marie.defrance@auxerre.com
Assistante	Ingrid ALESSANDRINI / tél 03.86.72.48.69 ou 06.07.15.28.28 Mail : ingrid.alessandrini@auxerre.com
Conseillère technique	Catherine RAVIER-LETENDART / tél : 03.86.72.44.48 Mail : catherine.ravier-letendart@auxerre.com
Pédiatre	Docteur Evie MARIUS-LEPRINCE / tél : 06.17.03.13.67 Mail : emariusleprince@ch-auxerre.fr
Psychologue	
SAMU 15 POMPIERS 18 POLICE 17 CENTRE ANTI POISON 01.40.05.48.48 HOPITAL D'AUXERRE 03.86.48.48.48 Police nationale 03.86.51.85.00	
SAMU SOCIAL 115 (Hébergement d'urgence) Enfants disparus 116 000 Enfance en danger 119 Police municipale : 03.86.72.43.75	
INSTITUTIONS SANITAIRES / TUTELLES	
Direction Départementale de Protections des Populations (DDPP) ??	
Agence Régionale de Santé (ARS) antenne de l'Yonne	
08.20.20.85.20	
Protection Maternelle et Infantile (PMI)	
Secrétariat 03.86.49.58.58	
Dr Fabienne BEAUFRERE 03.86.72.88.64	
Marie-Line DEMERSSEMAN 03.86.72.88.63	
Nathalie MORIN 03.86.72.88.62	
Outil important de la CPAM « guide pratique : collectivités de jeunes enfants et maladies infectieuses » sur le site ameli	
SANTE ET CONDITIONS AU TRAVAIL	
DRH conseillère en prévention Audrey SEQUINO 03.86.72.43.47	
Gestionnaire RH Émilie BOTELLA 03.86.72.43.74	
Médecine du travail : AIST 89 03.86.72.07.55	
ORGANISMES DE FORMATION voir CNFPT ou organisation interne MAIRIE	
Gestes de Premiers Secours, incendie, HACCP	

AUXERRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

ANNEXE 13

CERTIFICAT MEDICAL

Document exclusivement destiné au Médecin de crèche et au Responsable d’Etablissement soumis à la confidentialité de ces informations.

A remettre sous pli cacheté.

Je soussigné, docteur							
Certifie que l’enfant							
Age :	mois	Poids :	kg	Taille :	cm	PC :	cm
<input type="checkbox"/> Ne présente actuellement aucun signe cliniquement décelable d’affection contagieuse ou allergique							
<input type="checkbox"/> Ne présente actuellement aucune contre-indication à l’accueil en établissement collectif							
Est à jour de ses vaccinations obligatoires selon le calendrier vaccinal							
<input type="checkbox"/> Oui		<input type="checkbox"/> non					
<input type="checkbox"/>							
Si non, lesquelles :							
Ou certificat de contre-indication temporaire (valable 6 mois)							
Alimentation / vitamines							
Développement psychomoteur							
Surveillance médicale particulière/allergie (établir un PAI si nécessaire)							
Souhaitez-vous prendre contact avec le médecin de la crèche ?							
Fait à			le :.....				
Cachet			signature :				

VISITE DU MEDECIN

OBJET : visite du docteur

Chers parents,

Le responsable de l'établissement et son équipe ont le plaisir de vous faire savoir que le Docteur ci-dessus nommé viendra à la crèche de votre enfant le :

..... / /

Nous vous remercions à cette occasion de penser à nous apporter e carnet de santé de votre enfant.

Afin de respecter le secret médical, nous vous rappelons de penser à placer ce dernier dans une enveloppe cachetée avec la mention « confidentiel ».

Vous pouvez y joindre par écrit des questions concernant particulièrement votre enfant.

Le médecin :

- Regardera le carnet de santé de votre enfant, notamment les vaccinations
- Répondra aux questions de santé et de développement que peut se poser l'équipe
- Validera les bonnes pratiques en matière d'hygiène alimentaire, de santé et d'éveil des enfants

A cette occasion, nous vous rappelons que les vaccinations sont obligatoires ou recommandées pour la vie en collectivité. Pensez à vérifier les dates de rappel que vous trouverez sur le tableau des vaccinations affiché dans votre crèche.

Le responsable d'établissement

FICHE DE SUIVI MEDICAL

Nom de l'enfant :	Nom du médecin traitant :
Prénom :	Téléphone :
Date de naissance :	
Rang dans la fratrie :	
VISITE D'ADMISSION ET/OU DE SUIVI EFFECTUEE PAR :	
Docteur :	
Examen clinique	
Date :/...../..... Age :mois	
Poids :kg Taille :cm PC :cm	
Auscultation CP	
Palper abdominal	
OGE	
Etat rhinopharyngé	
Yeux	
Oreilles	
Hanches	
Autres	
Développement psychomoteur	
Eveil/ Sociabilité	
Tonus	
PAI éventuel	
Vaccins à faire	
Recommandations/éléments à surveiller	

PROJET D'ACCUEIL INDIVIDUALISE

Circulaire n°2003-135 du 8 septembre 2003 concernant l'accueil des enfants et adolescents atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période

Vu la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Vu le décret n°2006-923 du 26 juillet 2006 relatif à la protection des mineurs accueillis hors du domicile familial

Vu le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans

Un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) peut être proposé pour aider l'accueil des enfants atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période et/ou en situation de handicap. Ce PAI permet de définir les aménagements nécessaires à la bonne prise en charge de l'enfant et aux conduites à tenir en cas d'urgence. Il est signé par les parents ou les représentants légaux et la collectivité d'accueil petite enfance ou par les parents et l'assistante maternelle et ne dispense pas d'une ordonnance au nom de l'enfant si besoin est.

Nom de l'enfant :	Prénom :
Date de naissance :	Age :
Adresse :	

COORDONNEES DES ADULTES QUI SUIVENT L'ENFANT

	NOM	ADRESSE	TELEPHONE	Priorité d'appel
Mère				
Père				
Autre représentant légal				
Médecin traitant				
Médecin spécialiste qui suit l'enfant				
Service hospitalier				
Service d'urgence	SAMU		15 ou 112	

AUTORISATION DU RESPONSABLE LEGAL	
Je soussigné(e)	représentant légal de l'enfant :
Autorise.....	
A administrer à .....les médicaments prescrits par le docteur.....	
Selon le protocole défini dans ce Projet d'Accueil Individualisé (PAI)	
Fait à	le :
Signature :	

TRAITEMENT ET/OU AMENAGEMENT PARTICULIER

Traitement médicamenteux par voie orale ou inhalation :

- En application de l'ordonnance du médecin (à joindre au PAI)
- Donné par :

Nom du médicament	Doses	Durée du traitement

Autres traitements (Kinésithérapie, psychomotricité, orthophonie ou autre selon l'ordonnance jointe)

BESOINS SPECIFIQUES DE L'ENFANT		
Régime alimentaire et ou panier repas (cocher la case correspondante)	Oui	Non
Panier repas apporté par parent uniquement		
Menu habituel avec une éviction simple (lecture du menu avec les parents)		
Restauration collective autorisée		
Autre		
Activités => recommandations particulières		
Rythme de l'enfant		
Activités physiques et motrices		
Activités de manipulations (à titre d'exemple pour les allergies, une attention particulière doit être portée à la manipulation de certains matériaux)		

PROTOCOLE D'URGENCE

A renseigner par le médecin qui suit l'enfant.

Ce protocole est destiné à la mise en œuvre de traitements d'urgence par les personnels non soignants en charge de l'enfant.

Nom :Prénom :
Date de naissance :Poids :

COMPOSITION DE LA TROUSSE D'URGENCE (fournie par les parents)

Symptômes	Conduite à tenir
En cas d'apparition d'un des signes suivants : <ul style="list-style-type: none">• .• .• .• .• . Signes d'aggravation : <ul style="list-style-type: none">• .• .• .• .• .• . Traitement de fond de l'enfant :	<ul style="list-style-type: none">• Appeler le centre 15 (112) et suivre leurs recommandations• Prévenir la famille
Informations utiles à transmettre au 15 : <ul style="list-style-type: none">••	

Les vaccinations contre la diphtérie, la poliomyélite, le tétanos, l'*Haemophilus b*, l'hépatite B, la coqueluche, la rougeole, les oreillons, la rubéole, le pneumocoque et le méningocoque sont **obligatoires chez les nourrissons avant l'âge de 18 mois**.

Qu'est-ce que ça veut dire « être à jour » ?

« Être à jour » c'est avoir reçu les vaccins nécessaires en fonction de son âge et avec le bon nombre d'injections pour être protégé.

Si mes vaccins ne sont pas « à jour » ?

Il n'est pas nécessaire de tout recommencer, il suffit de reprendre la vaccination au stade où elle a été interrompue. On parle de « rattrapage ».

Pour en savoir plus



VACCINATION
INFO SERVICE.FR

Le site de référence qui répond à vos questions

Une question ? Un conseil ? Parlez-en à votre médecin, votre pharmacien, votre sage-femme ou votre infirmier.

BCG (Tuberculose)

La vaccination contre la tuberculose est recommandée à partir de 1 mois et jusqu'à l'âge de 15 ans chez certains enfants exposés à un risque élevé de tuberculose.

Diphtérie-Tétanos-Poliomyélite

Les rappels de l'adulte sont recommandés à âges fixes soit 25, 45, 65 ans et ensuite tous les dix ans.

Coqueluche

Le rappel coqueluche se fait à 25 ans. Les futurs parents sont particulièrement concernés, car la vaccination protège les nourrissons de moins de 6 mois dont la vaccination n'est pas complète.

Hépatite B

Si la vaccination n'a pas été effectuée au cours de la première année de vie, elle peut être réalisée jusqu'à 15 ans inclus. À partir de 16 ans, elle est recommandée uniquement chez les personnes exposées au risque d'hépatite B.

Pneumocoque

Au-delà de 24 mois, cette vaccination est recommandée dans des situations particulières.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

SLO

À partir de l'âge de 12 mois et jusqu'à l'âge de 24 ans inclus, une dose unique est recommandée pour ceux qui ne sont pas déjà vaccinés.

Rougeole-Oreillons-Rubéole

Pour les personnes nées à partir de 1980, être à jour signifie avoir eu deux doses de vaccin.

Papillomavirus humain (HPV)

La vaccination est recommandée chez les filles âgées de 11 à 14 ans avec un rattrapage jusqu'à 19 ans inclus. La vaccination des garçons aux mêmes âges est mise en place depuis le 1^{er} janvier 2021. De plus, la vaccination est recommandée aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) jusqu'à l'âge de 26 ans.

Grippe

La vaccination est recommandée, chaque année, notamment pour les personnes à risque de complications : les personnes âgées de 65 ans et plus, celles atteintes de certaines maladies chroniques dont les enfants à partir de 6 mois, les femmes enceintes et les personnes obèses (IMC > 40 kg/m²).

Zona

La vaccination est recommandée chez les personnes âgées de 65 à 74 ans inclus.



Mise à jour : avril 2021

DT07-016-21PC

TABLEAU DES VACCINS EXISTANTS EN FRANCE

Noms commerciaux des vaccins	Maladies ciblées par le vaccin
Act-Hib®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites à Haemophilus influenzae b
Avaxim 160®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite A
Avaxim 80®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite A
Bexsero®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites et septicémies à méningocoques
Boostrixtetra®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche
Cervarix®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Infections à papillomavirus humain (HPV)
Dukoral®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Choléra
Encepur 0,5 ml®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Encéphalite à tiques
Engerix B 10®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite B
Engerix B 20®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite B

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Gardasil®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Infections à papillomavirus humain (HPV)
Gardasil 9®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Infections à papillomavirus humain (HPV)
HBVAXPRO 10®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite B
HBVAXPRO 40®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite B
HBVAXPRO 5®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite B
Havrix 1440®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite A
Havrix 720®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite A
Hexyon®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche ■ Méningites à Haemophilus influenzae b ■ Hépatite B
Immugrip®	
Imovax Polio®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Poliomyélite
Infanrix Hexa®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche ■ Méningites à Haemophilus influenzae b

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite B
Infanrix Quinta®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche ■ Méningites à Haemophilus influenzae b
Infanrix Tetra®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche
Influvac®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Grippe saisonnière
Influvac®	
Influvac tetra®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Grippe saisonnière
Ixiaro®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Encéphalite japonaise
M-M-RVaxpro®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Rougeole ■ Oreillons ■ Rubéole
Menjugate 10®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites et septicémies à méningocoques
Menveo®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites et septicémies à méningocoques
NeisVac®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites et septicémies à méningocoques

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Nimenrix®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites et septicémies à pneumocoques
Pentavac®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche ■ Méningites à Haemophilus influenzae b
Pneumovax®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites, septicémies et pneumonies à pneumocoque
Priorix®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Rougeole ■ Oreillons ■ Rubéole
Prévenar 13®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méningites, septicémies et pneumonies à pneumocoque
Rabipur®	
Repevax®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche
Revaxis®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Poliomyélite ■ Tétanos
Rotarix®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gastro-entérite à rotavirus

Envoyé en préfecture le 05/07/2022


Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Rotateq®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gastro-entérite à rotavirus
Spirolept®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Leptospirose
Stamaril®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Fièvre jaune
Tetravac-acellulaire®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche
Ticovac 0,25ml®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Encéphalite à tiques
Ticovac 0,5ml®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Encéphalite à tiques
Twinrix Adulte®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite A ■ Hépatite B
Twinrix Enfant®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite A ■ Hépatite B
Tyavax®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Fièvre typhoïde ■ Hépatite A
Typhim Vi®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Fièvre typhoïde
Vaccin Genhevac B Pasteur®	
Vaccin rabique Pasteur®	
Vaqta 50®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Hépatite A

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Varilrix®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Varicelle
Varivax®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Varicelle
Vaxelis®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Diphtérie ■ Tétanos ■ Poliomyélite ■ Coqueluche ■ Méningites à Haemophilus influenzae b ■ Hépatite B
Vaxigrip®	
Vaxigrip tetra®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Grippe saisonnière
Zostavax®	<ul style="list-style-type: none"> ■ Zona

Publié le 26.03.2018

Mis à jour le 04.04.2019



SUIVI DES VACCINATIONS OBLIGATOIRES POUR LES NOURRISSONS À PARTIR DU 1 ^{ER} JANVIER 2018						
NOM PRÉNOM DATE DE NAISSANCE						
ÂGE	2 MOIS	4 MOIS	5 MOIS	11 MOIS	12 MOIS	16/18 MOIS
DIPHTÉRIE, TÉTANOS, POLIOMYÉLITE COQUELUCHE HAEMOPHILUS INFLUENZA DE TYPE B HÉPATITE B						
PNEUMOCOQUE						
MÉNINGOCOQUE C						
ROUGEOLE, OREILLONS, RUBÉOLE						

LES ORDONNANCES A LA CRECHE

A L'ATTENTION DES PARENTS

Nous vous informons que **les médicaments en crèche doivent rester exceptionnels** et que, dans la mesure du possible, ils doivent être administrés en deux fois, **le matin et le soir, à la maison.**

Dans le cas où un traitement doit être donné en crèche, une ordonnance doit nous être impérativement fournie.

Sur l'ordonnance, doivent figurer les points suivants :

- La date de l'ordonnance,
- Les nom, qualité et signature du médecin,
- Les nom, prénom, date de naissance et poids de l'enfant,
- Le nom des médicaments sur l'ordonnance doit correspondre aux médicaments fournis ! (En cas de générique, équivalence précisée par le pharmacien)
- La durée du traitement
- La posologie (quantité et nombre de fois par jour).

SURTOUT, L'ORDONNANCE DOIT ETRE LISIBLE !

Dans le cas où il manquerait un de ces points et/ou l'ordonnance ne serait pas clairement écrite, **aucun traitement ne sera administré.**

Pour information, si l'établissement ne dispose pas d'infirmière ou d'auxiliaire de puériculture formée, la Ventoline ne peut être administrée que dans le cadre d'un PAI ou avec accord du SAMU. Dans le cas d'un traitement ponctuel, si aucune infirmière ou auxiliaire de puériculture n'est présente, il sera de votre responsabilité de vous déplacer afin d'administrer celle-ci.

Merci de votre compréhension

L'équipe de la crèche

LES ORDONNANCES A LA CRECHE

A L'ATTENTION DES PROFESSIONNELS

Lorsqu'un enfant a des traitements ponctuels devant être donnés à la crèche, **vous devez impérativement vérifier sur l'ordonnance que les points suivants soient présents et cela, avant le départ des parents :**

- La date de l'ordonnance,
- Les nom, qualité et signature du médecin,
- Les nom, prénom, date de naissance et poids de l'enfant,
- Le nom des médicaments sur l'ordonnance doit correspondre aux médicaments fournis ! (**En cas de générique, équivalence précisée par le pharmacien**)
- La durée du traitement
- La posologie (quantité et nombre de fois par jour).

SURTOUT, L'ORDONNANCE DOIT ETRE LISIBLE !

Si un seul de ses points manque vous devez refuser l'administration du médicament et en informer les parents.

NB : Vous devez également noter l'heure d'administration du traitement du matin par les parents sur la feuille de transmission, afin d'éviter toute prise de traitement trop rapprochée.

Merci à toutes et tous,

Le service petite enfance.

MESSAGE D'ALERTE

SAMU 15

POMPIERS 18

FICHE A METTRE DANS LA TROUSSE D'URGENCE ET A AFFICHER A COTE DE CHAQUE TELE PHONE

1. ENONCER CLAIREMENT VOS COORDONNEES :

- Votre nom et votre fonction
- Nom de la crèche :
- Adresse :
- Ville d'Auxerre
- Numéro de téléphone :
- Code d'accès :

2. DESCRIPTION DE L'ENFANT ET DE SON ETAT :

- Son nom et prénom
- Son âge
- Conscience
- Etat respiratoire, état cardiaque
- Vomissements
- Température
- Mouvements anormaux, convulsions (mettre l'enfant en PLS)
- Actions entreprises

SI ACCIDENT :

- Heure de survenue, circonstances
- Type de blessures (chute, choc, etc....)
- Brûlure (localisation, étendue, avec quoi)
- Ingestion toxique (lequel, quantité)
- Nombre de blessés ou intoxiqués
- Actions entreprises

3. PRECISER SI DU PERSONNEL PARAMEDICAL EST PRESENT

4. ECOUTER ET APPLIQUER LES DIRECTIVES

- La conversation est enregistrée et vaut prescription

5. ATTENDRE L'AUTORISATION DE RACCROCHER

6. SURVEILLER LA VENUE DES SECOURS AFIN DE LEUR FACILITER L'ACCES

SINISTRE OU ACCIDENT

DECLARATION D'UN SINISTRE

Il est obligatoire de déclarer un sinistre auprès de notre société d'assurances en cas d'accident survenu au sein de l'établissement engendrant une consultation médicale ou si l'accident peut engendrer des séquelles physiques ou des dégâts matériels (lunettes cassées par exemple).

=> Remplir la déclaration de manière objective dans les 48 heures. Elle ne doit comporter aucun élément à caractère confidentiel comme un diagnostic médical, un traitement...

=> faire valider par la responsable du service petite enfance (Marie DEFRANCE 03.86.72.43.80) avant de l'adresser au Service affaires juridiques et assurances de la Mairie d'Auxerre (responsable Stéphanie RAPIIN : 03.86.72.43.40)

INFORMATION SOUS FORME D'E-MAIL :

Exemple de situation nécessitant juste une information sous forme d'e-mail auprès du service petite enfance :

- ➔ Si un événement survient sans entraîner de consultation immédiate mais requiert une surveillance sur quelques jours
- ➔ Si une manifestation est organisée dans la crèche (intérieur ou jardin) en dehors des horaires d'ouvertures définis, envoyer un mail à la direction du Temps de l'Enfant (+ ou - le cabinet du Maire) 15 jours avant l'évènement. Préciser la date, la tranche horaire concernée, le type de manifestation (réunion, fête) et si possible le nombre de participants
- ➔ Si une sortie est organisée en dehors de la crèche envoyer un mail à la direction du Temps de l'Enfant (à revoir avec Marie, ex bibliothèque, passerelle école....)

A SAVOIR :

- Il est interdit d'utiliser son véhicule personnel pour accompagner un enfant ou un collègue à l'hôpital. Si la situation ne requiert pas l'appel des secours, demander conseil au service petite enfance ou à la DRH selon le motif
- En cas de départ de l'enfant seul avec les pompiers, il conviendra de prévenir votre responsable hiérarchique si un professionnel accompagne l'enfant. Cette action vaudra mission justifiant le changement de poste de travail.
- Il est impératif de respecter le plan Vigipirate et d'établir une fiche risque/organisation avant toute sortie avec les enfants et de la transmettre au service petite enfance de la Mairie d'Auxerre
- En cas d'intervention du SAMU ou des pompiers ; la PMI doit être systématiquement prévenue par mail.

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS



JE SUIS VICTIME D'UN ACCIDENT DE SERVICE

J'EN PARLE À

MA HIÉRARCHIE

LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

JE/MON RESPONSABLE ALERTE
LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES LE JOUR MÊME

JE PEUX ME DÉPLACER

1. JE VIENS À LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES REMPLIR L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE ET PRENDRE DES BONS DE PRISE EN CHARGE.



2. JE ME RENDS AUX URGENCES / CHEZ MON MÉDECIN TRAITANT / CHEZ SOS MÉDECIN.

JE NE PEUX PAS ME DÉPLACER ET JE SUIS EMMENÉ(E) AUX URGENCES

1. MON RESPONSABLE VIEN À LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES PRENDRE LES BONS DE PRISE EN CHARGE ET LES EMMENER AUX URGENCES.

mes collègues témoins ou moi
lorsque je le peux



2. JE VIENS À LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES REMPLIR L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.



J'INFORME MON RESPONSABLE SI J'AI UN ARRÊT DE TRAVAIL ET LE DÉPOSE À LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES SOUS 48 HEURES MAXIMUM

UN EXAMEN EST FAIT PAR LA CONSEILLÈRE EN PRÉVENTION POUR ANALYSER LES CAUSES ET IDENTIFIER LES MESURES DE PRÉVENTION.

UNE EXPERTISE PEUT ÊTRE DEMANDÉE PAR L'AUTORITÉ TERRITORIALE AFIN DE DÉTERMINER L'IMPUTABILITÉ OU NON DE L'ACCIDENT DE SERVICE.
A LA SUITE DE CETTE EXPERTISE, LA COMMISSION DE RÉFORME PEUT ÉGALEMENT ÊTRE SAISIE PAR L'AUTORITÉ TERRITORIALE.

LORSQUE JE SUIS GUÉRI, JE VAIS VOIR MON MÉDECIN POUR QU'IL ME FOURNISSE UN CERTIFICAT MÉDICAL FINAL QUE JE DÉPOSE À LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.

QUE FAIRE EN CAS D'ACCIDENT OU DE MALAISE D'UN COLLÈGUE SUR LE LIEU DU TRAVAIL ?



1

Lorsqu'un collègue se blesse ou fait un malaise, pour lui porter efficacement secours, il faut avant tout :

- **RESTER CALME**
- **OBSERVER L'ENVIRONNEMENT**
- **RÉFLÉCHIR POSÉMENT**
- **ALERTER**
- **AGIR**

Lors d'un accident, la protection du lieu de celui-ci doit être la première action du sauveteur afin d'éviter un sur-accident pour lui-même, la victime ou les témoins.

Dans un second temps, si un Sauveteur Secouriste au Travail (SST)* est présent sur le lieu de l'accident, lui demander de s'occuper de la victime. Il est formé et connaît les procédures à suivre.

S'IL N'Y A PAS DE SST, AVANT DE PORTER SECOURS, IL FAUT SE POSER LES QUESTIONS SUIVANTES :

PERSISTE-T-IL UN DANGER ? PUIS-JE LE SUPPRIMER ?

SI OUI, RÉALISER LA PROTECTION SOI-MÊME OU LES TÉMOINS
SI NON, NE PAS S'APPROCHER ET EMPÊCHER LES TÉMOINS D'ACCÉDER À LA ZONE DANGEREUSE

RÈGLE GÉNÉRALE : NE JAMAIS DEPLACER LA VICTIME, SAUF EN CAS D'EXTRÊME URGENCE (SI LE DANGER NE PEUT ÊTRE SUPPRIMÉ PAR EXEMPLE).

2

L'ALERTE DES SECOURS



15

18

112

L'alerte se fait après avoir protégé la victime et réalisé un examen rapide de celle-ci. Il faut donner le plus de détails sur les causes de l'alerte : **qui / quoi / où / quand / combien de victimes**

Appréciation (état apparent) :

- conscient/inconscient
- difficulté à respirer/arrêt respiratoire
- blessé gravement (ex : forte hémorragie)...

Autres : • conditions atmosphériques • état des routes • danger d'explosion, de feu • fuite de liquide (matière dangereuse) • risque d'effondrement, électrique • première mesures prises, gestes effectués...

IL EST IMPÉRATIF DE FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS ET D'Y ENVOYER QUELQU'UN POUR GUIDER LES SECOURS JUSQU'À LA VICTIME. S'IL N'Y A PERSONNE POUR ACCUEILLIR LES SECOURS, ÊTRE LE PLUS PRÉCIS POSSIBLE SUR LA LOCALISATION DE LA VICTIME.

LE MESSAGE D'ALERTE DÉLIVRÉ, ATTENDRE LES INSTRUCTIONS ET NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER.

ATTENTION : VOUS N'ÊTES PAS HABILITÉ À TRANSPORTER UNE VICTIME D'UN ACCIDENT DANS VOTRE VÉHICULE PERSONNEL OU DE SERVICE. CE SONT LES SERVICES DE SECOURS QUI DÉTERMINERONT LE MODE DE TRANSPORT APPROPRIÉ À L'ÉTAT DU BLESSÉ.

*La liste des agents SST est disponible sur Intranet.

FICHE DE POSTE

INTITULÉ DU POSTE : RÉFÉRENT SANTÉ ACCUEIL INCLUSIF

DGA :

DIRECTION: DTE

SERVICE : PETITE ENFANCE

POSTE OCCUPÉ PAR :

MISE A JOUR LE : 17/05/2022

FILIÈRE : MEDICO SOCIALE

CADRE D'EMPLOI : MÉDECIN, POSSÉDANT UNE SPÉCIALISATION EN MATIÈRE DE SANTÉ DU JEUNE ENFANT, UNE PERSONNE TITULAIRE DU DIPLÔME D'ÉTAT DE PUÉRICULTRICE, OU D'INFIRMIÈRE DIPLÔMÉE D'ÉTAT AVEC AU MOINS D'EXPÉRIENCE AUPRÈS DE JEUNES ENFANTS OU UN DIPLÔME UNIVERSITAIRE DE SANTÉ DU JEUNE ENFANT

SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE : MARIE DEFRANCE

RAISON D'ÊTRE DU POSTE :

UN RÉFÉRENT « SANTÉ ACCUEIL INCLUSIF » INTERVIENT DANS CHAQUE ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'ACCUEIL NON PERMANENT D'ENFANTS. « LE RÉFÉRENT SANTÉ ET ACCUEIL INCLUSIF » TRAVAILLE EN COLLABORATION AVEC LES PROFESSIONNELS MENTIONNÉS À L'ARTICLE R .2324-40, LES PROFESSIONNELS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL DE LA PROTECTION MATERNEL ET INFANTILE MENTIONNÉ À L'ARTICLE L.2112-1 ET AUTRES ACTEURS LOCAUX EN MATIÈRE DE SANTÉ, DE PRÉVENTION ET DE HANDICAP. IL PEUT AVEC L'ACCORD DES TITULAIRES DE L'AUTORITÉ PARENTALE OU REPRÉSENTANTS LÉGAUX DE L'ENFANT, CONSULTER LE MÉDECIN TRAITANT DE CELUI-CI.

AVANTAGES LIÉS À L'ACTIVITÉ (SI OUI, PRÉCISER) :

PRIME DE VALORISATION DES NIVEAUX DE RESPONSABILITÉ ET D'ENCADREMENT :

NBI :

LOGEMENT DE FONCTION :

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL :

LE NOMBRE D'HEURES VARIE SELON LA TAILLE DE LA CRÈCHE, CELA REPRÉSENTE EN 2022 UN VOLUME ANNUEL DE 100 HEURES.

UN PLANNING ANNUEL SERA ÉTABLI AVEC CHAQUE DIRECTEUR(TRICE):

- **GRANDE CRÈCHE KIEHLMANN : 40 HEURES PAR AN (AU MINIMUM 8 HEURES PAR TRIMESTRE)**
- **PETITE CRÈCHE DU PONT : 20 HEURES PAR AN (AU MINIMUM 6 HEURES PAR TRIMESTRE)**
- **PETITE CRÈCHE DES ROSOIRS : 20 HEURES PAR AN (AU MINIMUM 6 HEURES PAR TRIMESTRE)**
- **PETITE CRÈCHE DE RIVE DROITE : 20 HEURES PAR AN (AU MINIMUM 6 HEURES PAR TRIMESTRE)**

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

PERMIS :

VL:

PL:

SPL:

HABILITATIONS :

CACES :

HABILITATION ELECTRIQUE :

AUTRES (SI OUI, PRÉCISER) :

COMPÉTENCES NÉCESSAIRES :

Savoirs-faire :

- communiquer
- choisir les outils adaptés de transmission d'informations
- aptitudes à diriger
- organiser les interventions
- instaurer et maintenir des liens entre les différents acteurs
- vérifier les éléments d'activité
- concevoir des supports adaptés à l'activité

Savoirs-être :

- Exemplarité
- Sens du service public
- Maîtrise de soi
- Travail en équipe
- Écoute, disponibilité et bienveillance
- Rigueur, organisation et réactivité
- Capacité d'adaptation et polyvalence
- assurer la confidentialité

Savoirs généraux :


- Statut de la Fonction Publique Territoriale et environnement territorial
- éléments de base en réglementation petite enfance
- normes rédactionnelles

MISSIONS	ACTIVITÉS
ASSURER LA QUALITÉ SANITAIRE ET LE SUIVI DES PROTOCOLES ET PROCÉDURES DES CRECHES	Contribuer, en concertation avec le référent technique de de la micro-crèche, le responsable technique ou le directeur de l'établissement ou du service, à l'établissement des protocoles annexés au règlement de fonctionnement, et veiller à leur bonne compréhension par l'équipe -réaliser des audits sanitaires sur site plusieurs fois par an -accompagner l'amélioration continue des pratiques des EAJE
INFORMER, SENSIBILISER ET CONSEILLER LA DIRECTION ET L'ÉQUIPE DE L'ÉTABLISSEMENT OU DU SERVICE EN MATIÈRE DE SANTÉ DU JEUNE ENFANT ET D'ACCUEIL INCLUSIF DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP OU ATTEINTS DE MALADIE CHRONIQUE	Présenter et expliquer aux professionnels chargés de l'encadrement des enfants les protocoles prévus au II de l'article R.2324-30 Apporter son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être et au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins dans l'établissement ou le service.
PROTOCOLE D'ACCUEIL INDIVIDUALISÉ (PAI)	Veiller à la mise en place de toutes les mesures nécessaires à l'accueil inclusif des enfants en situation de handicap, vivant avec une affection chronique, ou présentant tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière

	<p>Pour un enfant dont l'état de santé le nécessite, aider l'établissement ou du service dans la compréhension et la mise en œuvre du projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant de l'enfant en accord avec sa famille</p>
<p>ASSURER DES ACTIONS D'ÉDUCATION ET DE PROMOTION DE LA SANTÉ AUPRÈS DES PROFESSIONNELS,</p>	<p>Notamment en matière de recommandations nutritionnelles, d'activités physiques, de sommeil, d'exposition aux écrans et de santé environnementale et veiller à ce que les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux puissent être associés à ces actions</p>
<p>CONTRIBUER DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DÉPARTEMENTAL DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES MENTIONNÉ À L'ARTICLE L.226-3 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES,</p>	<p>En coordination avec le référent technique de de la micro-crèche, le responsable technique ou le directeur de l'établissement ou du service, au repérage des enfants en danger ou en risque de l'être et à l'information de la direction et des professionnels sur les conduites à tenir dans ses situations</p>
<p>RELATION AVEC LES FAMILLES</p>	<p>En coordination avec le référent technique de de la micro-crèche, le responsable technique ou le directeur de l'établissement ou du service</p> <p>Procéder, lorsqu'il l'estime nécessaire pour l'exercice de ses missions et avec l'accord des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux, à son initiative ou à la demande du référent technique de de la micro-crèche, du responsable technique ou du directeur de l'établissement ou du service, à un examen de l'enfant afin d'envisager si nécessaire une orientation médicale.</p> <p>Il peut aussi avec leur accord entrer en relation avec le médecin traitant de l'enfant</p> <p>Délivrer lorsqu'il est médecin, le certificat médical attestant de l'absence pour l'enfant de toute contre-indication à l'accueil en collectivité</p>



DISPOSITIONS RELATIVES AU DECRET STRUCTURES PUBLIQUES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Document à compléter, dater et signer et à retourner à la
Direction Protection Maternelle et Infantile – Service EAJE
16 et 18 boulevard de la Marne – 89089 AUXERRE

ou par voie dématérialisée : marie-sylvie.bidaut@yonne.fr -
marie-line.demersseman@yonne.fr – karen-marie.jarry@yonne.fr

IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT	
Nom de l'établissement	Creche kiehlmann
Adresse	5 rue Saint Pierre
Capacité	55 places
Type	Crèche
Catégorie	

STRUCTURE

- Téléphone n°1 : 03.86.52.11.16.....
- Téléphone n°2 :
- Courriel :crechekiehlmann@auxerre.com.....

Choix du taux d'encadrement : 1 pour 5 et 1 pour 8

Horaires et jours d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30

TYPE DE GESTION

municipale x ~~inter communale~~

Nom et adresse du responsable gestionnaire	Ville d'Auxerre
DSP oui non x	Nom du délégataire : Date de début de contrat : Date de fin de contrat :
Téléphone	03.86.72.48.69
Courriel	Petite.enfance@auxerre.com

PERSONNEL

Nom, qualification et modalités d'intervention du référent santé : Catherine Ravier Létendart, Infirmière puéricultrice, 30h par an réparties en 4h minimum par trimestre, pour de la formation, rencontre des familles et suivi des enfants nécessitant une prise en charge particulière.

Nom, qualification et modalités de mise en œuvre de l'analyse des pratiques : Camille Guérin, psychologue du développement, 3h de réunion coaching management direction, 6h de réunions sur les pratiques professionnelles avec les équipes terrain et 1h de rédactionnel

Missions confiées à la directrice (article 2324-34-1 du CSP)

Fournir la copie du document précisant *les compétences et les missions confiées par délégation au professionnel chargé de la direction de l'établissement.*

Voir document en annexe

La personne gestionnaire d'un établissement ou d'un service précise par écrit les compétences et les missions confiées par délégation au professionnel qu'elle a chargé de la direction de l'établissement ou du service.

Une copie de ce document est adressée au président du conseil départemental du département qui a délivré l'autorisation ou donné l'avis prévu respectivement aux articles R. 2324-20 et R. 2324-22, ainsi que, le cas échéant, au conseil de l'établissement ou du service.

Le document précise la nature et l'étendue des délégations notamment en matière de :

- 1° Conduite de la définition et de la mise en œuvre du projet d'établissement ou de service ;*
- 2° Animation et gestion des ressources humaines ;*
- 3° Gestion budgétaire, financière et comptable ;*
- 4° Coordination avec les institutions et les intervenants extérieurs.*

TABLEAU DU PERSONNEL

NOM Prénom	Qualification/diplôme	Fonction	Temps total de travail	Temps auprès des enfants
BARBIER Mathilde	Infirmière Puéricultrice	Directrice	39h12	Néant
VERRIER Béatrice	EJE	Mission administrative	39H12 Mi-temps thérapeutique	Néant
Moreau Sophie	Auxiliaire Puéricultrice	Responsable de section	35H	35H
Debray Sandra	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
Trameau Mélanie	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
IDRISSI Chafia	CAP AEPE	CAP AEPE	35H	35H
OUMAHMA Sahiba	CAP AEPE	CAP AEPE	35H	35H
DIDRON Lisa	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
CASSELIN Céline	CAP PE	CAP AEPE	21H	21H
PRIBILLE Sabine	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
GUICHARD Christine	CAP PE	CAP PE	35H	35H

PEGUY Eva	CAP PE	CAP PE	35H	35H
MAXIME Tiffany	CAP PE	CAP PE	35H	35H
FOUCHAQ Katia	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
ALLINDRE Typhaine	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
MALLARD Anne- Marie	CAP PE	CAP PE	35H	35H
SCHALTEGGER Mathilde	CAP PE	CAP PE	35H	35H
WOLNICZAK Margot	CAP PE	CAP PE	35H	35H
MILLIERE Sarah	BAC PRO SAPAT	BAC PRO SAPAT	35H	35H
BELTRAMINI Claire	Auxiliaire Puéricultrice	ASA Santé	35H	35H
CARROUE Sandrine	Auxiliaire Puéricultrice	ASA Santé	35H	35H
GAUDRY Ophélie	CAP PE	ASA Santé	35H	35H
HAJJOU Sabrina	CAP PE	ASA Santé	35H	35H
LAKLALA Hafid	EJE	Reclassement	35H	35H
HARDION Laurence	EJE	Reclassement	35H	35H
BEAUJEAN Stéphanie	CAP PE	ASA Santé	35H	35H
PUGGIONI Annie		Reclassement	35H	35H
CLAIN Marie- Chantal		ASA Santé	35H	35H
ALICHERIF Samira		Agent d'entretien	35H	35H
LOS Laurent		Agent d'entretien	35H	35H
BRAUD MEZIERES Stéphanie	CAP cuisine	Cuisinière	35H	35H

Date :

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le


The logo for SLOW, consisting of the word "SLOW" in a stylized, italicized blue font.

ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Nom - Cachet et signature du gestionnaire :



DISPOSITIONS RELATIVES AU DÉCRET STRUCTURES PUBLIQUES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_084-DE

Document à compléter, dater et signer et à retourner à la
Direction Protection Maternelle et Infantile – Service EAJE
16 et 18 boulevard de la Marne – 89089 AUXERRE

ou par voie dématérialisée : marie-sylvie.bidaut@yonne.fr -
marie-line.demersseman@yonne.fr – karen-marie.jarry@yonne.fr

IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT	
Nom de l'établissement	Petite crèche du Pont
Adresse	1 rue Courtillière
Capacité	13 places
Type	Petite crèche
Catégorie	Multi-âge

STRUCTURE

- Téléphone n°1 : 03.86.52.20.20
- Téléphone n°2 :
- Courriel : crechedupont@auxerre.com.....

Choix du taux d'encadrement : 1 pour 6

Horaires et jours d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h00 à 19h00

TYPE DE GESTION

municipale x ~~inter-communale~~

Nom et adresse du responsable gestionnaire	Ville d'Auxerre
DSP oui non x	Nom du délégataire : Date de début de contrat : Date de fin de contrat :
Téléphone	03.86.72.48.69
Courriel	petite.enfance@auxerre.com

PERSONNEL

Nom, qualification et modalités d'intervention du référent santé : Catherine Ravier Létendart, Infirmière puéricultrice, 30h par an réparties en 4h minimum par trimestre, pour de la formation, rencontre des familles et suivi des enfants nécessitant une prise en charge particulière.

Nom, qualification et modalités de mise en œuvre de l'analyse des pratiques : Camille Guérin, psychologue du développement, 3h de réunion coaching management direction, 2h de réunions sur les pratiques professionnelles avec les équipes terrain et 1h de rédactionnel

Missions confiées à la directrice (article 2324-34-1 du CSP)

Voir document en annexe

La directrice de la crèche se voit confier par délégation :

- *La conception et le déploiement du projet d'établissement, son suivi, sa supervision, son évaluation et la mise en place de toutes les améliorations continues*
- *L'animation de son équipe, la gestion du suivi des compétences, des connaissances, le respect des taux d'encadrement et l'application des normes règlementaires, la formation continue de son équipe, le suivi des heures et congés du personnel*
- *Le suivi des heures de temps contractuelles des familles accueillies, l'équilibre des budgets d'investissement et de fonctionnement, les commandes de matériel et de mobilier*
- *L'inscription de la crèche dans son tissu local, la coordination des actions avec tous les acteurs intervenants au sein de la crèche*

TABLEAU DU PERSONNEL

NOM Prénom	Qualification/diplôme	Fonction	Temps total de travail	Temps auprès des enfants
FRECHOT Alexia	Infirmière	Directrice	39h12	50%
CHŒUR Valérie	CAP AEPE	CAP AEPE	35H	35H
MAILLOT Capucine	CAP AEPE	CAP AEPE	35H	35H
PEIX Elodie	EJE	EJE	35H	35H

Date :

Nom - Cachet et signature du gestionnaire :

DISPOSITIONS RELATIVES AU DÉCRET STRUCTURES PUBLIQUES

Document à compléter, dater et signer et à retourner à la
Direction Protection Maternelle et Infantile – Service EAJE
16 et 18 boulevard de la Marne – 89089 AUXERRE

ou par voie dématérialisée : marie-sylvie.bidaut@yonne.fr -
marie-line.demersseman@yonne.fr – karen-marie.jarry@yonne.fr

IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT	
Nom de l'établissement	Petite crèche des RIVE DROITE
Adresse	16-18 avenue de la Résistance
Capacité	20 places
Type	Petite crèche
Catégorie	Multi-âge

STRUCTURE

- Téléphone n°1 : 03.86.18.02.75
- Téléphone n°2 :
- Courriel : crecherivedroite@auxerre.com

Choix du taux d'encadrement : 1 pour 6

Horaires et jours d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00

TYPE DE GESTION

municipale x ~~inter-communale~~

Nom et adresse du responsable gestionnaire	Ville d'Auxerre
DSP oui non x	Nom du délégataire : Date de début de contrat : Date de fin de contrat :
Téléphone	03.86.72.48.69
Courriel	petite.enfance@auxerre.com

PERSONNEL

Nom, qualification et modalités d'intervention du référent santé : Catherine Ravier Létendart, Infirmière puéricultrice, 30h par an réparties en 4h minimum par trimestre, pour de la formation, rencontre des familles et suivi des enfants nécessitant une prise en charge particulière.

Nom, qualification et modalités de mise en œuvre de l'analyse des pratiques : Camille Guérin, psychologue du développement, 3h de réunion coaching management direction, 2h de réunions sur les pratiques professionnelles avec les équipes terrain et 1h de rédactionnel

Missions confiées à la directrice (article 2324-34-1 du CSP)

Voir document en annexe

La directrice de la crèche se voit confier par délégation :

- La conception et le déploiement du projet d'établissement, son suivi, sa supervision, son évaluation et la mise en place de toutes les améliorations continues
- L'animation de son équipe, la gestion du suivi des compétences, des connaissances, le respect des taux d'encadrement et l'application des normes règlementaires, la formation continue de son équipe, le suivi des heures et congés du personnel
- Le suivi des heures de temps contractuelles des familles accueillies, l'équilibre des budgets d'investissement et de fonctionnement, les commandes de matériel et de mobilier
- L'inscription de la crèche dans son tissu local, la coordination des actions avec tous les acteurs intervenants au sein de la crèche

TABLEAU DU PERSONNEL

NOM Prénom	Qualification/diplôme	Fonction	Temps total de travail	Temps auprès des enfants
GALOPIN Noémie	EJE	Directrice	39h12	50%
RODRIGUES Emanuela	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
DESNOYERS Roseline	CAP PE	CAP PE	35H	35H
PERROT Caroline	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
PICOCHÉ Marion	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H
MARTIN Cécile	CAP PE	CAP PE	35H	35H

Date :

Nom - Cachet et signature du gestionnaire :

DISPOSITIONS RELATIVES AU DÉCRET STRUCTURES PUBLIQUES

Document à compléter, dater et signer et à retourner à la
Direction Protection Maternelle et Infantile – Service EAJE
16 et 18 boulevard de la Marne – 89089 AUXERRE

ou par voie dématérialisée : marie-sylvie.bidaut@yonne.fr -
marie-line.demersseman@yonne.fr – karen-marie.jarry@yonne.fr

IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT	
Nom de l'établissement	Petite crèche des Rosoirs
Adresse	13 rue de la Tour d'Auvergne
Capacité	18 places
Type	Petite crèche
Catégorie	Multi-âge

STRUCTURE

- Téléphone n°1 : 03.86.42.79.73
- Téléphone n°2 :
- Courriel : crechedesrosoirs@auxerre.com

Choix du taux d'encadrement : 1 pour 6

Horaires et jours d'ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00

TYPE DE GESTION

municipale x ~~inter-communale~~

Nom et adresse du responsable gestionnaire	Ville d'Auxerre
DSP oui non x	Nom du délégataire : Date de début de contrat : Date de fin de contrat :
Téléphone	03.86.72.48.69
Courriel	petite.enfance@auxerre.com

PERSONNEL

Nom, qualification et modalités d'intervention du référent santé : Catherine Ravier Létendart, Infirmière puéricultrice, 30h par an réparties en 4h minimum par trimestre, pour de la formation, rencontre des familles et suivi des enfants nécessitant une prise en charge particulière.

Nom, qualification et modalités de mise en œuvre de l'analyse des pratiques : Camille Guérin, psychologue du développement, 3h de réunion coaching management direction, 2h de réunions sur les pratiques professionnelles avec les équipes terrain et 1h de rédactionnel

Missions confiées à la directrice (article 2324-34-1 du CSP)

Voir document en annexe

La directrice de la crèche se voit confier par délégation :

- La conception et le déploiement du projet d'établissement, son suivi, sa supervision, son évaluation et la mise en place de toutes les améliorations continues
- L'animation de son équipe, la gestion du suivi des compétences, des connaissances, le respect des taux d'encadrement et l'application des normes réglementaires, la formation continue de son équipe, le suivi des heures et congés du personnel
- Le suivi des heures de temps contractuelles des familles accueillies, l'équilibre des budgets d'investissement et de fonctionnement, les commandes de matériel et de mobilier
- L'inscription de la crèche dans son tissu local, la coordination des actions avec tous les acteurs intervenants au sein de la crèche

TABLEAU DU PERSONNEL

NOM Prénom	Qualification/diplôme	Fonction	Temps total de travail	Temps auprès des enfants
LACROIX Frédérique	EJE	Directrice	39h12	50%
Bourgeois Françoise	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	28H	28H
TIECHE Laurie	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	28H	28H
VILMER Laurie	CAP AEPE	CAP AEPE	35H	35H
AGARD Chloé	Auxiliaire Puéricultrice	Auxiliaire Puéricultrice	35H	35H

Date :

Nom - Cachet et signature du gestionnaire :

AUXERRE

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, Crescent MARAULT, Maire d'Auxerre, conformément à l'article R. 2324-27 du Code de la santé publique, transmettre, suite à la demande du service départemental de la protection maternelle infantile de l'Yonne, les informations suivantes :

- La crèche Kiehlmann est désormais dénommée : grande crèche Kiehlmann ;
- La capacité d'accueil à la grande crèche Kiehlmann est de 55 enfants âgés de 10 semaines à 6 ans ;
- Le taux d'encadrement est d'un professionnel pour 5 enfants non marcheurs et d'un professionnel pour 8 enfants non marcheurs ;
- La grande crèche Kiehlmann est ouverte du lundi au vendredi de 07h30 à 18h00 et est fermée les jours fériés, deux à quatre semaines l'été ainsi qu'une semaine pendant les congés de Noël.

A Auxerre, le 16 mai 2022

Signature



AUXERRE

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, Crescent MARAULT, Maire d'Auxerre, conformément à l'article R. 2324-27 du Code de la santé publique, transmettre, suite à la demande du service départemental de la protection maternelle infantile de l'Yonne, les informations suivantes :

- Le multi-accueil du Pont est désormais dénommé : petite crèche Pont ;
- La capacité d'accueil à la petite crèche Pont est de 13 enfants âgés de 10 semaines à 6 ans ;
- Le taux d'encadrement est d'un professionnel pour 6 enfants ;
- La petite crèche Pont est ouverte du lundi au vendredi de 07h30 à 18h00 et est fermée les jours fériés, deux à quatre semaines l'été ainsi qu'une semaine pendant les congés de Noël.

A Auxerre, le 16 mai 2022

Signature



AUXERRE

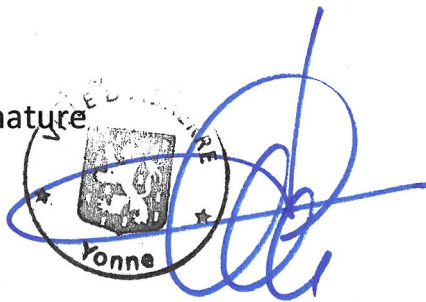
CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, Crescent MARAULT, Maire d'Auxerre, conformément à l'article R. 2324-27 du Code de la santé publique, transmettre, suite à la demande du service départemental de la protection maternelle infantile de l'Yonne, les informations suivantes :

- Le multi-accueil rive-droite est désormais dénommé : petite crèche rive-droite ;
- La capacité d'accueil à la petite crèche rive-droite est de 20 enfants âgés de 10 semaines à 6 ans ;
- Le taux d'encadrement est d'un professionnel pour 6 enfants ;
- La petite crèche Rosoirs est ouverte du lundi au vendredi de 07h30 à 18h00 et est fermée les jours fériés, deux à quatre semaines l'été ainsi qu'une semaine pendant les congés de Noël.

A Auxerre, le 16 mai 2022

Signature

A circular official stamp of the Yonne department is visible, featuring the coat of arms of Yonne in the center, surrounded by the text 'Yonne' and 'Département de l'Yonne'. A large, stylized blue ink signature is written over the stamp.

AUXERRE

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, Crescent MARAULT, Maire d'Auxerre, conformément à l'article R. 2324-27 du Code de la santé publique, transmettre, suite à la demande du service départemental de la protection maternelle infantile de l'Yonne, les informations suivantes :

- Le multi-accueil des Rosoirs est désormais dénommé : petite crèche Rosoirs ;
- La capacité d'accueil à la petite crèche Rosoirs est de 18 enfants âgés de 10 semaines à 6 ans ;
- Le taux d'encadrement est d'un professionnel pour 6 enfants ;
- La petite crèche Rosoirs est ouverte du lundi au vendredi de 07h30 à 18h00 et est fermée les jours fériés, deux à quatre semaines l'été ainsi qu'une semaine pendant les congés de Noël.

A Auxerre, le 16 mai 2022

Signature



Département de l'YONNE

Ville d'AUXERRE

Certificat

FL

Le maire de la ville d'Auxerre

Certifie :

- que madame Mathilde BARBIER, née le _____ est employée à la mairie d'Auxerre en tant que puéricultrice hors classe de la fonction publique territoriale depuis le 04 décembre 2004,

- que madame Mathilde BARBIER est nommée directrice de la structure Crèche KIEHLMANN située au 5 place Saint Pierre à Auxerre.

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Auxerre, le 23 mai 2022.

La 1ère adjointe chargée de l'attractivité, du tourisme,
Des relations internationales, des ressources humaines
Et de la coordination globale du projet,
Carole CRESSON-GIRAUD



Département de l'YONNE

Ville d'AUXERRE

Certificat

FL

Le maire de la ville d'Auxerre

Certifie :

- que madame Frédérique LACROIX, née le _____ est employée à la mairie d'Auxerre en tant qu'éducatrice jeunes enfants de la fonction publique territoriale depuis le 11 octobre 2004,

- que madame Frédérique LACROIX est nommée directrice de la structure Multi-Accueil des Rosoirs située au 13 rue de la Tour d'Auvergne à Auxerre.

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Auxerre, le 23 mai 2022.

La 1ère adjointe chargée de l'attractivité, du tourisme,
Des relations internationales, des ressources humaines
Et de la coordination globale du projet,
Carole CRESSON-GIRAUD



Département de l'YONNE

Ville d'AUXERRE

Certificat

FL

Le maire de la ville d'Auxerre

Certifie :

- que madame Alexia FRECHOT, née le _____ est employée à la mairie d'Auxerre en tant qu'infirmière en soins généraux de la fonction publique territoriale depuis le 01 février 2016,

- que madame Alexia FRECHOT est nommée directrice de la structure Multi-Accueil du Pont située au 1 rue Courtilière à Auxerre.

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Auxerre, le 23 mai 2022.

La 1ère adjointe chargée de l'attractivité, du tourisme,
Des relations internationales, des ressources humaines
Et de la coordination globale du projet,
Carole CRESSON-GIRAUD



Département de l'YONNE

Ville d'AUXERRE

Certificat

FL

Le maire de la ville d'Auxerre

Certifie :

- que madame Noémie GALOPIN, née le _____ est employée à la mairie d'Auxerre en tant qu'éducatrice jeunes enfants de la fonction publique territoriale depuis le 13 janvier 2003,

- que madame Noémie GALOPIN est nommée directrice de la structure Multi-Accueil Rive Droite située au 16-18 avenue de la Résistance à Auxerre jusqu'au 31 juillet 2022.

En foi de quoi j'ai délivré le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Auxerre, le 23 mai 2022.

La 1ère adjointe chargée de l'attractivité, du tourisme,
Des relations internationales, des ressources humaines
Et de la coordination globale du projet,
Carole CRESSON-GIRAUD



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-085 - Délégation du service public de la restauration collective – Rapport d'activité exercice 2020/2021 (période 01/09/2020 au 25/04/2021 et période 26/04/2021 au 31/08/2021)

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 28

votants : 36 dont 8 pouvoirs

absents : 3

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

En application de l'article L.3131-5 du code de la Commande Publique, disposant : « Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services », la société de restauration ELRES (ELIOR pour son appellation commerciale) avec laquelle le contrat de délégation du service public de la restauration collective a été signé le 17 juillet 2015, prolongé jusqu'au 25 avril 2021 a produit les rapports d'activité afférents à la 6ème année du contrat et à la 1ère année du nouveau contrat (26 avril 2021 au 31 août 2026). L'exercice va du 1^{er} septembre 2020 au 25 avril 2021 pour l'ancienne DSP et du 26 avril 2021 au 31 août 2021 pour la nouvelle DSP et les rapports précités sont à produire pour le 31 décembre qui suit. Cette échéance a été respectée.

Son contenu répond aux dispositions applicables pour permettre de mesurer les enjeux du service ainsi rappelés :

- des matières premières sous signes officiels de qualité pour tous les convives et pour les denrées livrées à la crèche Kiehlmann, dont, pour le public cible (enfants et accompagnants), 40 % de composants AB, 1 service de viande AB tous les 10 repas et 2 services de pain AB par semaine et pour les autres publics, 20 % de composants AB et 2 services de pain AB par semaine,
- des collations pour les structures petite-enfance et le portage à domicile,
- des produits frais, de saison,
- des préparations et/ou des composants expressément demandés et d'autres expressément interdits,
- les circuits courts privilégiés puisque les composants issus de ces circuits doivent être à 70 % (seuil de la 3ème année jusqu'à la fin du contrat) et 55 % dans le nouveau contrat, et certains composants doivent pouvoir l'être à 100 %.

Par circuit court, est entendu un rayon de 150 kms autour de la cuisine centrale et un intermédiaire au maximum (cf. cahier des charges 2015/2020 & 2021/2025). En cas d'impossibilité dûment démontrée d'approvisionnement dans les conditions précitées, le rayon d'approvisionnement pourra être porté à 190 km autour de la cuisine centrale (cf. cahier des charges 2021/2025).

- une démarche qualité et développement durable globale,
 - une activité extérieure limitée à 50 % (+ ou - 5 %) du nombre de repas produits (285 00) soit 142 500 repas (+ ou - 5 %).
- Le nombre de repas produits pour des tiers a été de 41 932 pour la période du 01/09/2020 au 25/04/2021 et de 44 676 pour la période 26/04/2021 au 31/08/2021, soit un total de 86 608 repas.

Les principaux éléments de l'activité de ces exercices sont les suivants :

- 194 110 repas (période 01/09/2021 au 25/04/2021) et 80 598 repas (période 26/04/2021 au 31/08/2021) soit **274 708** repas et repas pique-nique ont été servis

VILLE D'AUXERRE (YONNE)***DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022***

ce qui est supérieur à l'exercice précédent (223 025) Le volume de repas est aussi inférieur à la base contractuelle de référence qui est de 285 000 repas. (-15%)

Les repas pour les maternelles ont connu une hausse sur l'année scolaire de 52%, ceux des élémentaires, une hausse de 16%. Ces importantes hausses s'expliquent par une période de confinement moins importante et une amélioration de la situation sanitaire. En revanche, le nombre de repas servis pour l'université a connu de baisse importante de 53% suite à la fermeture de l'établissement et des cours en distanciel pour les étudiants

- 27 922 repas pour le portage (27 997 repas pour la période 01/09/19 au 31/08/2020)
- 6275 repas pour les crèches (une hausse de 11%),
- les seuils de 40 % pour le public cible et 20 % pour les autres convives de composants AB ont été presque respectés avec respectivement 38% et 29 % de composants AB
- Le rythme de présentation des services de viande AB et de pain AB a été respecté,
- la part des composants en circuits courts reste inférieure à l'objectif contractuel de 70 % (seuil de la 3ème année jusqu'à la fin du contrat) et 55 % dans le nouveau contrat,

Le contexte sanitaire et les protocoles ont nécessité une adaptation des services de repas, les offres alimentaires en vrac ont été proscrites, des adaptations de menus ont été faites en privilégiant des composants portionnés (fromage, fromage blanc.....)

De plus, les mêmes difficultés sont relevées à savoir concilier le local et la diversité, le respect de l'équilibre alimentaire au travers du GEMRCN et la satisfaction des enfants en évitant la monotonie. Par ailleurs, des composants et produits frais ne se trouvent pas en local ou encore pas en quantité suffisante. Le délégataire fait état aussi de nos demandes de label et/ou IGP et relève l'absence de légumerie adaptée aux volumes à traiter qu'il considère comme pénalisante pour les légumes verts. La liste des fournisseurs locaux avec les quantités acquises par produit a été fournie. L'intermédiaire VIVALYA (grossiste migennois) contribue à diversifier les fournisseurs locaux et la gamme des produits achetés localement. A l'identique de l'exercice précédent, ces difficultés et explications ont été considérées. Aucune pénalité pour non-respect de l'objectif n'a été appliquée.

- la production pour l'activité extérieure a été de 86 608 repas pour un maximum possible de 146 000 repas (limite de 50 % maximum du nombre total des repas prévus au présent contrat la 1^{ère} année avec une tolérance de + ou - 5%). S'agissant des conditions techniques d'exécution du contrat (fonctionnement des installations, éventuels incidents susceptibles de perturber la production et maintenance entretien pour garantir de bonnes conditions de production dans le respect des règles applicables à l'activité), la ville propriétaire est intervenue pour des travaux de petites maçonnerie et peinture. Les portes battantes de la zone tranchage ont été remplacées

Il n'y a eu aucune interruption d'activité grâce à une organisation adaptée des travaux tenant compte du rythme de production.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Le délégataire, pour ce qui lui incombe, a précisé dans son rapport d'activité la liste des prestataires et des contrats souscrits pour la maintenance ainsi que les interventions faites.

Pour sa part, la ville a respecté le plan de renouvellement des matériels en remplaçant une imprimante pour les étiquettes de barquettes (6836,40 €).

Le rapport comprend les éléments financiers prévus :

- Le compte d'exploitation synthétique est produit. Le chiffre d'affaires a été de 1 147 815 € ht pour la période du 01/09/2020 au 25/04/2021 & de 448 741 € ht pour la période du 26/04/2021 au 31/08/2021 soit un total de **1 596 556 € ht** pour la période du 01/09/2020 au 31/08/2021

Le chiffre d'affaires pour la période du 01/09/2019 au 31/08/2020 était de 1 368 548 € ht

-La compensation financière de la ville au titre des tarifs sociaux de la restauration collective (factures directes au titre de la petite enfance, des centres de loisir, de l'iut, d'Auxerre, de la restauration scolaire & des adultes) s'est élevée à un montant total de **373 319,52 €** pour la période du 01/09/2020 au 31/08/2021
235 619,04 € pour la période du 01/09/2020 au 25/04/2021 et de 119 700,48 € pour la période du 26/04/2021 au 31/08/2021.

Un complément de 25 396,86€ ttc a été versé à la présentation des arrêts des compte (01/09/2020 au 31/08/2021).

- Le montant facturé auprès des familles a été de **590 826,72 €**.

Les impayés de l'exercice pour la période (01/09/2020 au 25/04/2021) étaient de 18 131,68 €, 117 familles présentaient des impayés.

Les impayés de l'exercice pour la période (26/04/2021 au 31/08/2021) étaient de 12 670,06€ ht , 137 familles présentaient des impayés.

- les prix unitaires, en application de la formule de révision, ont varié de + 1,520% entre le 1^{er} septembre 2020 et le 1^{er} septembre 2021

- la redevance principale versée à la Ville qui établit les factures figure pour 117 803€ pour la période du 01/09/2021 au 25/04/2021 & 63 838€ pour la période du 26/04/2021 au 31/08/2021 soit au total 181 641 € toutes taxes.

Celle due au titre de l'activité extérieure a été du montant non révisable forfaitaire de 55 000,00€ pour la période du 01/09/2020 au 31/08/2021

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de prendre acte du rapport d'activité dressé par le délégataire pour l'exercice 2020/2021 couvrant la période 1^{er} septembre 2020 - 31 août 2021.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

Exécution de la délibération :
*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*
Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Ville Auxerre – Rapport d'activité du 01/09/2020 au 25/04/2021

AUXERRE

elior 



**Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-présent le rapport annuel d'activité de la
Délégation de Service Public de la restauration scolaire et municipale de la
Ville d'Auxerre pour l'année 2020/2021.**

La présentation de ce document répond aux exigences de la loi N°95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005, relatifs aux Marchés Publics et Délégation de Services Public.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Par ailleurs, ce rapport doit faire l'objet d'un examen par la commission consultative des services publics locaux (article L 1413 -1).

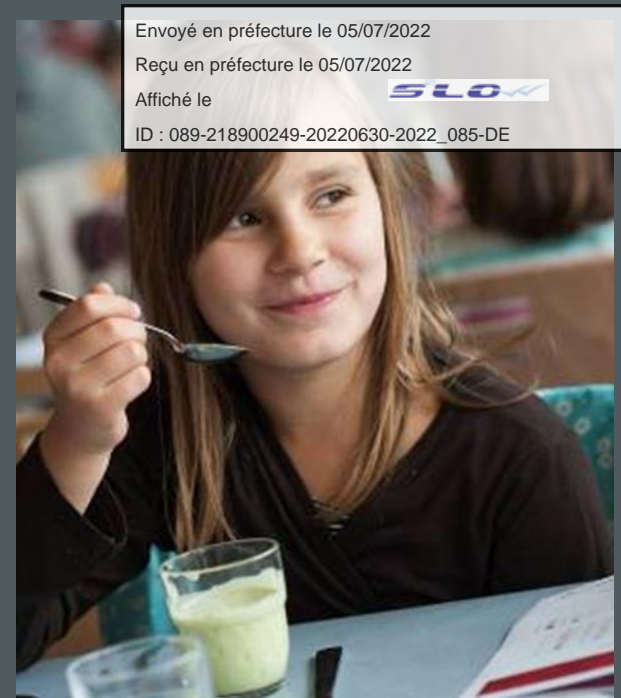
Nous espérons avoir répondu à vos attentes et nous vous prions de croire notre engagement permanent pour que la qualité du service de restauration de votre ville soit à la hauteur de la confiance que vous nous accordez.

SOMMAIRE

1. Auxerre: Activité et résultats
2. Activité pour les tiers — —
3. Qualité et sécurité des repas
4. Nutrition et satisfaction des convives
5. Maintenance
6. Fluides
7. LES ANNEXES



1 VILLE AUXERRE ACTIVITÉ ET RÉSULTATS



AUXERRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

MOYENNE REPAS SERVIS PAR JOUR

TYPE	CATEGORIE	A-1		A	
		NB DE REPAS MOYEN PAR JOUR	NB DE JOURS DE FONCTIONNEMENT	NB DE REPAS MOYEN PAR JOUR	NB DE JOURS DE FONCTIONNEMENT
Scolaire	Maternelles	455	87	426	102
	Primaires	721	136	821	102
	Adultes Scolaires	147	87	139	102
	Adultes non Scolaires	1	87	145	102
Centres de Loisirs	Maternelles	57	49	45	63
	Primaires	62	96	79	63
	Adultes	18	49	18	63
IUT	Etudiants	127	119	497	114
	Extérieur	3	119	0	114
	Personnel	0	119	0	114
Personnes Agées	Personnes Agées	76	366	80	237
FTA	Adultes	30	366	28	237
Crèche Kielhmann	crèche	44	198	55	155
Crèche 5J	crèche	29	193	26	155
Crèche 3J	crèche	6	52	4	28
	TOTAL	1777		2357	


L'ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENCE

	Base contractuelle	A-1	26/04 au 31/08/2021	En qté	En %
Maternelle	64 500	39 561	43 442	3 881	8,93%
Primaire	113 500	98 054	83 728	-14 326	-17,11%
CLSH Maternelle	13 400	11 254	7 786	-3 468	-45%
CLSH Primaire					
Adultes scolaire et CLSH	22 900	13 824	15 399	1 575	10,23%
Site universitaire	13 500	15 459	5 738	-9 721	-169,41%
Portage	35 000	27 997	18 884	-9 113	-48,26%
Adultes CHRS / FTA	14 400	10 868	6 628	-4 240	-63,97%
Enfant jusqu'à 4 ans	7 800	5 622	4 176	-1 446	-34,63%
Prestation annexe		386	136	-250	-183,82%
Total	285 000	223 025	185 917	-36 858	-19,82%

Le comparatif de l'évolution est impossible. Nous présentons des chiffres qui ne correspondent pas à une année pleine, la fin de la DSP étant le 25 avril 2021.



LE COMPTE D'EXPLOITATION SYNTHÉTIQUE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Montants en € HT	Année A-1	Année A 01/09/2020 au 25/04/2021
Nombre de repas (y compris collations PA et prestations annexes)	223 025	194 110
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 368 548	1 147 815 €
MATIERE PREMIERE	-458 956	-445 051 €
MAIN-D'ŒUVRE	-536 727	-368 039 €
TOTAL FRAIS GENERAUX	-218 349	-191 135 €
TOTAL CHARGES DIVERSES	-186 316	-17 053 €
FRAIS DE SIEGE	-132 521	-116 086 €
RESULTAT D'EXPLOITATION	-164 321	10 452 €

Détail des frais généraux

ELECTRICITE		
EAU		
GAZ / MAZOUT	-1 433	-376
LOC./ ENTRET./ REPAR. VEHICULE	-29 226	-19483
CARBURANTS_	-5 609	-3796
PRODUITS LESSIVIELS	-1 895	-7875
VERRERIE-VAISSELLE	-1 715	-3175
CONSO. US. UNIQUE	-43 988	-47 759
LINGE ET UNIFORMES	-9 883	-8424
HONORAIRES FRAIS DE LABORATOIR	-2 182	-1484
DEPLACEMENT/MISSION/RECEPTION	-2 909	-663
HONORAIRES LIES A LA FORMATION		0
ENTRETIEN/ MAINTENANCE IMMOBIL		-8422
ENTRETIEN LOCAUX	-2 552	-8318
FOURNITURES D'EXPLOITATION		-6282
LOCATION MAT. D'EXPLOITATION		1507
ENTRETIEN/ MAINTENANCE MOBILIE	-10 195	-3089
HONORAIRES CONSEIL/DEVELOPPEME	-83	-19
DECORATION SONORISATION		0
ANIMATION COMMERCIALE	-5 358	-3702
HONORAIRES MARKETING / COMMUNI	-184	0
AUTRES HONORAIRES	-545	-386
ECARTS ENCAISSEMENTS		-2
COMM. CARTES DE CREDIT TR		-96
FOURNITURES DE BUREAU ET DE GESTION	-1 905	-1289
LOCATION MAT. DE BUREAU / MOBILIER	-883	-79
TEL / FAX	-1 643	-1140
FRAIS D'EXPEDITION - RELANCES	-56	-104
ASSURANCES	-1 987	-1235
LOCATION SYSTEMES D'INFORMATIO		-2229
ENTRET./ REPAR. / MAINTEN. SYS		-2884
HONORAIRES SYSTEMES D'INFORMAT	-13 054	-2404
COUTS RESEAU INFORMATIQUE		-2319
CANTINES.COM	-33 850	-23673
CVAE		-7252
ORGANIC		-1547
AUTRES IMPOTS ET TAXES	-12 645	-176
FRAIS GENERAUX DIVERS		82
TOTAL	-218 135	-191 135

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le 01/09/2022

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Détail des Charges diverses

Montants en € HT	Année A-1	01/09/20 au 25/04/21
REDEVANCES AFFERMAGE	-181 714	-117 803
REDEVANCES DE CONCESSION		
LOYERS & CHARGES		
LOCATION FINANCIERE	0	-18
AMORTISSEMENTS	-4 602	-1 459
AMORTISSEMENTS DE CADUCITE		241
PROVISIONS POUR CHARGES DE CADUCITE		
PROVISIONS DE RENOUVELLEMENT	0	0
CREANCES DOUTEUSES		-4 730
ELEMENTS EXCEPTIONNELS LIES AU PERSONNEL		
AUTRES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	-592
PRODUITS ET CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	0	16 173
REGUL. FREQUENTATION EX. ANTER		98 000
PERTE SUR CREANCES		-6 864
TOTAL CHARGES DIVERSES	-186 316	-17 053

LES COMPENSATIONS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

	Cvts Mensuel	Cumul	CA HT Mensuel	Cumul	12ième	Facturation famille	Factures directes	Total encaissement	Cumul	Cumul
sept-20	29 305	29 305	165 265,14	165 265,14	29 452,38	71 018,93	40 049,57	140 520,88	140 520,88	24 744,26
oct-20	20 592	49 897	114 741,52	280 006,66	29 452,38	48 721,47	35 693,89	113 867,74	254 388,62	873,78
nov-20	25 847	75 744	146 188,00	426 194,66	29 452,38	69 878,67	25 665,95	124 997,00	379 385,63	21 191,00
déc-20	18 613	94 357	104 218,78	530 413,44	29 452,38	51 026,73	21 909,71	102 388,82	481 774,44	1 829,96
janv-21	25 902	120 259	145 662,48	676 075,92	29 452,38	69 960,99	26 823,13	126 236,50	608 010,94	19 425,98
févr-21	15 564	135 823	85 924,73	762 000,65	29 452,38	34 287,35	27 766,30	91 506,03	699 516,97	- 5 581,30
mars-21	29 333	165 156	164 064,71	926 065,36	29 452,38	75 603,46	36 317,93	141 373,77	840 890,74	22 690,94
avr-21	3 555	168 711	20 375,59	946 440,95	29 452,38	8 784,69	5 313,71	43 550,78	884 441,52	- 23 175,19
mai-20								-		-
juin-20								-		-
juil-20								-		-
août-20								-		-
Total	168 711		946 440,95		235 619,04	429 282,29	219 540,19	884 441,52		RAR 61 999,43

LA RÉPARTITION DES MODES DE PAIEMENT

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



	Chèques encaissé	Espèces	Chèques encaissés sur CC	Prélèvement	Paiement en ligne	TIP Chèques	TIP DOMICILIE	Virements	Total	%
SEPTEMBRE	0,00	-1 932,70	-379,20	0,00	-1 084,30	-183,30	0,00	0,00	-3 579,50	0,92%
OCTOBRE	-168,05	-850,60	-597,75	-24 579,05	-15 479,60	-1 281,65	-89,15	-434,40	-43 480,25	11,17%
NOVEMBRE	-247,75	-1 376,35	-588,45	-35 586,00	-15 226,25	-1 812,50	-832,95	-462,55	-56 132,80	14,42%
DÉCEMBRE	0,00	-1 546,90	-716,75	-36 308,55	-18 505,70	-1 878,30	-905,40	-900,75	-60 762,35	15,61%
JANVIER	-211,15	-2 379,90	-232,25	-35 881,00	-16 287,90	-1 278,95	-265,55	-734,35	-57 271,05	14,71%
FÉVRIER	-24,30	-1 275,80	-1 055,40	-37 044,10	-18 132,95	-2 014,05	-681,35	-810,60	-61 038,55	15,68%
MARS	-621,30	-1 755,65	-574,99	-31 551,15	-13 855,20	-1 191,60	-126,50	-1 403,85	-51 080,24	13,12%
AVRIL	-382,40	-548,75	-556,33	-34 535,60	-17 902,15	-1 253,97	-373,80	-462,52	-56 015,52	14,39%
									0	
									-389	
	-1 654,95	-11 666,65	-4 701,12	-235 485,45	-116 474,05	-10 894,32	-3 274,70	-5 209,02	360,26	

FACTURES IMPAYÉES PAR LES FAMILLES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

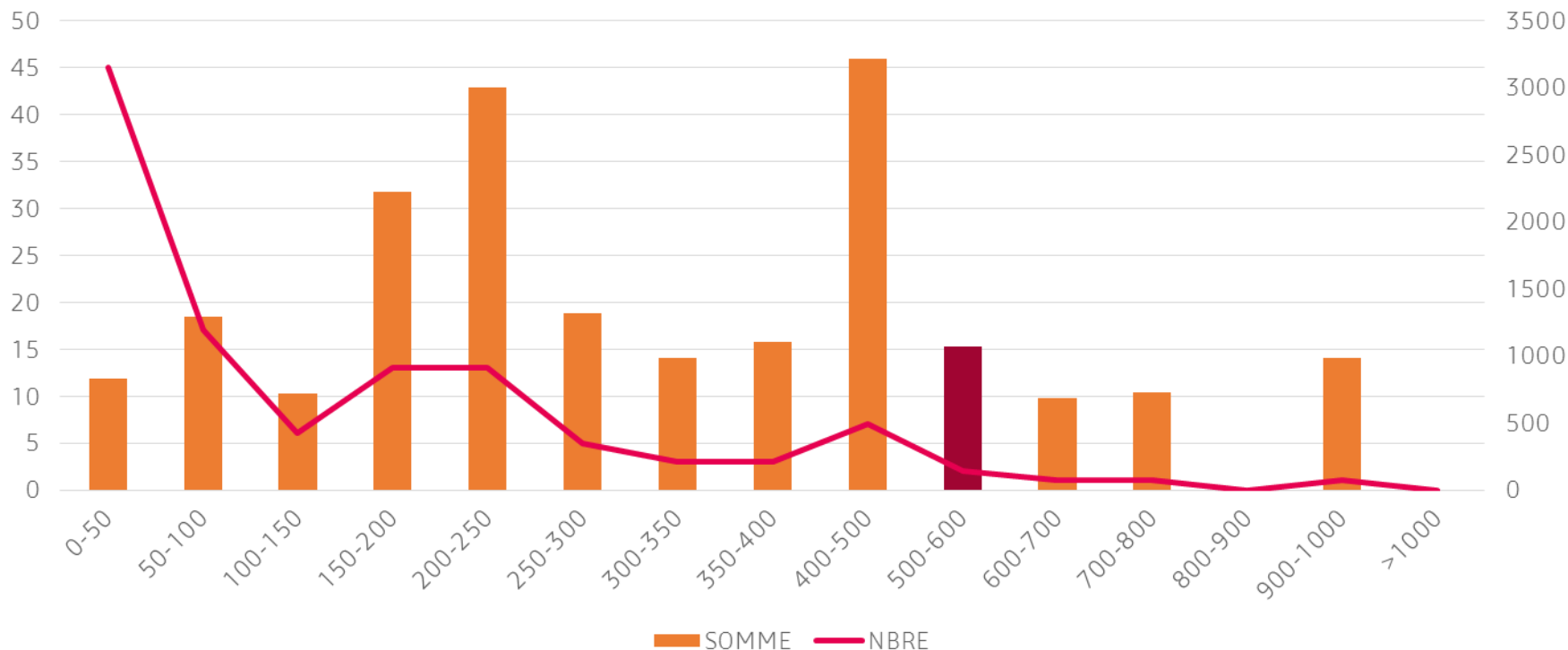
Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

117 familles présentent des impayés pour une somme de 18 131,68 €

Nbre de familles par tranche de dette



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

2

L'ACTIVITÉ POUR LES TIERS

AUXERRE



PRÉSENTATION DES REPAS P POUR LES TIERS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

La production des repas pour tiers, au cours de période: 1^{er} septembre 2020 au 25 avril 2021, s'établit à 41 932

	Total Nb de repas livrés	Chiffre d'affaire HT
IESHA	1 386	6 080,75€
Crèche les Loupiots	2 206	8 561,49€
Bourdon	483	2 213,81€
Coulanges	4 928	16 090,58€
St Florentin	10 196	26 529,99€
Escolives	6 447	19 469,94€
Gurgy	8 059	28 174,26€
CCAS Monéteau	5 870	24 392,85€
CCAS Gurgy	159	1 252,76€
Chevillon	2 198	9 174,19€
Total	41 932	141 940,60€

Activité extérieure sept 2020 au 25 avril 2021												
Mois	Contrat	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	TOTAL	PRIX UNITAIRE HT	C.A. HT
		IESHA	Repas primaire	141	157	182	120	191	131	197	63	1182	4,320 €	5 106,24 €
	Repas adulte	26	29	35	22	32	22	34	4	204	4,777 €	974,51 €
Crèche les Loupiots	Repas primaire	339	302	304	277	319	273	361	31	2206	3,881 €	8 561,49 €
Bourdon	Repas primaire		114							114	3,452 €	393,53 €
	Repas adulte	63	306							369	4,933 €	1 820,28 €
Coulanges	Repas primaire	877	505	824						2206	3,000 €	6 618,00 €
	Repas primaire				551	810	397	892	72	2722	3,480 €	9 472,56 €
St Florentin	Repas primaire	1 707	1 115	1 766	1 138	1 667	824	1 784	195	10196	2,602 €	26 529,99 €
Escolives	Repas primaire	793	473	796	519	763	381	874	112	4711	3,020 €	14 227,22 €
SPL Escolives	Repas primaire	168	510	109	135	188	409	217	0	1736	3,020 €	5 242,72 €
Gurgy	Repas primaire	1 284	1 022	1 248	813	1 287	865	1 338	202	8059	3,496 €	28 174,26 €
	Prestation annexe									0	6,125 €	- €
CCAS Monéteau	Déjeuners	702	728							1430	4,095 €	5 855,85 €
	Déjeuners			764	806	761	735	788	586	4440	4,175 €	18 537,00 €
CCAS Gurgy	Déjeuners	21	20	16	22	18	18	23	21	159	7,879 €	1 252,76 €
Chevillon	Déjeuner primaire		432							432	3,430 €	1 481,76 €
	Diners primaire		496							496	2,589 €	1 284,14 €
	Déjeuners adultes		584							584	3,430 €	2 003,12 €
	Diners adulte		645							645	2,954 €	1 905,33 €
	Pique nique		41							41	2,745 €	112,55 €
	Prestation annexe									0		2 387,29 €
	TOTAL	6 121	7 479	6 044	4 403	6 036	4 055	6 508	1 286	41 932		141 940,60 €

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

3

LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES REPAS



ENGAGEMENTS QUALITATIF

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

	Pourcentages	Exigences DSP
LOCAL	37%	70%
BIO	38%	40%
VIANDE LOCALE OU BIO	83%	/
PAIN ARTISANAL OU BIO	100%	100%
BIO et/ou Local TOTAL	60%	/
« fait en cuisine" (ni BIO ni Local) ex : pâtisserie, potage, dessert lacté, entrée pâtissière...	9%	/
IGP/AOP	17%	/

Autre public	CCTP	A
BIO	20 %	29%
service pain Bio / sem	100%	100%
LOCAL	70 %	37 %

ENGAGEMENTS QUALITATIFS

Il nous semblait intéressant en complément de nos engagements précédemment affichés, de vous montrer la part des produits nécessaires à l'équilibre alimentaire, au respect de la réglementation et à la découverte du goût dans nos menus. Ces produits, pour la plupart, ne peuvent être approvisionnés en local.

Ainsi, certains produits sont quasi sont incontournables dans ces menus:

Exemples d'aliments nécessaires à l'équilibre alimentaire Ne pouvant pas faire partie du local	% des produits qui sortent de la cuisine	Leur intérêt:
Poissons	6,8%	Diversité / Equilibre alimentaire / réglementation
Fruits hors fruits locaux (banane, orange...)	4,1%	Diversité / Equilibre alimentaire
Légumes surgelés (petits pois, épinards, ratatouille...)	6,7%	Capacité de traitement de la CC / disponibilité régionale / saisonnalité / diversité
Certaines viandes (dinde, viande hachée, charcuterie...)	5,3%	
Fruits au sirop	1,4%	
Plats écoresponsable	3,3%	Demande du marché
Ovoproduit	1,2%	Diversité / Equilibre alimentaire / réglementation
Total	28,8%	

CONCERNANT LE LOCA

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

. La part de local est en baisse par rapport à 2020, Les principales explications sont les suivantes.

Les changements de menus pour pouvoir respecter le protocoles COVID nous ont obligés à fournir beaucoup plus de produits en individuels pour éviter les manipulations et les mouvements dans les salles de restaurant. Ces produits n'existent pas chez les fournisseurs locaux.

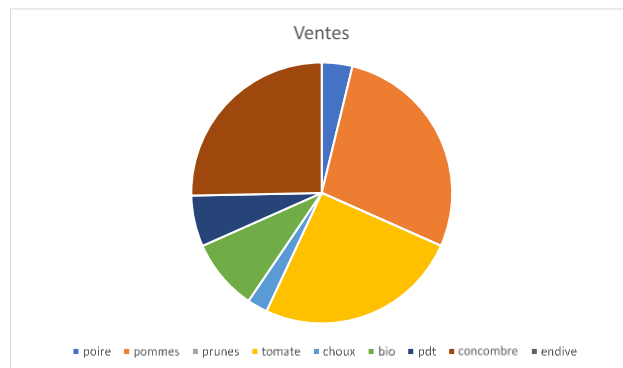
- Certaines catégories de produits de base ne sont pas disponibles en local, et sont incontournables comme présenté précédemment (ovoproduits, poissons, et certaines charcuteries, ...).
- Pas de diversité de fruits en local . Présence dans nos menus de fruits « exotiques » de qualités (ex: bananes), et de fruits AOC/IGP (ex: clémentines de corse) ou de production française (ex :kiwis, melons , pastèques)
- Demande de diversité dans l'assiette et de composants appréciés des enfants.
- L'absence d'une vraie légumerie qui limite les possibilités d'utilisation de produits locaux (salade, épinards, poireaux...)
- Le respect du GEMRCN, le poisson représentant près de 7% des plats proposés, et certaines viandes (viandes hachées, volailles) pour près de 4% également.
- Les préparations faites en cuisine, comme les pâtisseries, desserts lactés ou les potages frais, qui représentent 9% des produits proposés. Ces plats apportent une qualité supplémentaire qui est plébiscitée par Elios et par la ville. Comme dans de nombreux contrats, il serait justifié de considérer que le fait Maison est du Local.
- Les plats écoresponsables proposés , qui représentent plus de 3%

Bourgogne primeurs pour elior

Cuisine centrale auxerre

Du 26/04/2021 au 01/09/2021

- * 7.9 tonnes de produits locaux
- * 0.7 tonnes de produits certifiés agriculture biologique (certificat CER-PT59584-C201138)



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

GAEC DE SOUILLY 89230 MONTIGNY LA RESLE			
FROMAGE BLANC BIO		1420	KG
CREME DESSERT BIO		1025	KG
EARL FAUCHEUX 89480 LUCY/YONNE			
LENTILLES BIO		175	KG
SCEA PROU 6 RUE DES BALLETS 89580 VALLAN			
POMMES		1740	KG
FERME DE L ABBAYE DE LA PIERRE QUI VIRE 89630 SAINT LEGER VAUBAN			
YAOURT NATURE BIO		2048	PCE
YAOURT AROMATISE BIO		21769	PCE
CLOS DE ROCHY SARL 89120 DICY			
POIRE BIO		888	KG
POTIMARON BIO		503	KG
PREVOT ETIENNE 89420 SAINTE MAGNANCE			
POTIMARON BIO		180	KG
CAROTTES BIO		3070	KG
POMME DE TERRE BIO		7680	KG

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

VIVALYA MIGENNES			
POMMES		3882	KG
TOMATES		1062	KG
CONCOMBRES		929	KG
POIRES		1873	KG
CAROTTES BIO		160	KG
SALADE		507	KG
CELERI		682	KG
COURGETTES		98	KG
CHOUX		240	KG
OIGNONS		211	KG
ENDIVES		410	KG
POIREAUX		471	KG
PRUNES		476	KG
POMME DE TERRE		237	KG
LDC BOURGOGNE POULET			
POULET LOCAL		322,1	KG

BODIN SURGELE					
POULET LOCAL ET BIO				1060	KG
SICABA BIO ET LOCAL					
VEAU				979,21	KG
PORC				485,29	KG
AGNEAU				324,84	KG
BŒUF BIO				356,26	KG
VEAU BIO				139,54	KG
PORC BIO				518,32	KG
BIO GOOD					
ETS GUILMOT FROMAGES LOCAUX ET BIO					
BRILLAT SAVARIN IGP				122,8	KG
CHAOURCE				212,5	KG
CREMEUX BOURGUIGNON BIO				122,55	KG
SOUMAINTRIN IGP				112	KG
LANGES AOP				63,6	KG

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022


Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

GAEC BUTIN 89210 PRODUCTEUR PORC LOCAL						
ROTI DE PORC				700,92		KG
SAUTE DE PORC				205,09		KG
CARRE DE PORC				573,75		KG
CHIPOLATAS				335,17		KG
JAMBON				206,06		KG
PATE DE FOIE				158,58		KG
SAUCISSE DE TOULOUSE				259,09		KG
SAUCISSO A L AIL				108,31		KG
HUGUIERS FRERES 10230 MAILLY LE CAMP						
SAUTE DE BŒUF				1595,8		KG
LES FERMES DU RAVILLON 89113 VILLEMÉR						
COQUILLETES BIO				640		KG
FUSILI BIO				650		KG
LES RUCHERS DU MORVAN 58120 CHÂTEAU CHINON						
PAIN D EPICES BIO				156		KG
BOULANGERIE RIVE DROITE 89000 AUXERRE						
PAIN BIO 400GR				8332		PCE
PAIN 400GR				15424		PCE
BAGUETTE 250 GR				5605		PCE
BAGUETTINE 125 GR				3479		PCE
PAIN CEREALES 400 GR				467		PCE
PAIN SESAME 400 GR				328		PCE

LES ANIMATIONS DANS L'ASSIETTE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Notre programme s'articule autour des thématiques suivantes :



Animations Saveurs et Découvertes



Animations Nutritionnelles



Animations Développement Durable



Animations Calendaires

QUELQUES EXEMPLES

Cocktail de rentrée le 1er septembre 2020

Du 12 au 16 octobre 2020 « semaine du gout »

Menu orange le 5 novembre 2020

La valise des saveurs le 20 novembre 2020

Le repas de Noel le 17 décembre 2020


La chandeleur le 2 février 2021

Le nouvel an chinois le 5 février 2021

La Belgique le 18 mars 2021

Raconte moi une recette le 25 mars 2021

RÉSULTATS DES CONTRÔLES MICROBIOLOGIQUES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

61 analyses ont été réalisées sur la cuisine centrale d'Auxerre.

→ **98,36 % de ces analyses sont satisfaisantes.**

A	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	41	40	1	97,56%

A	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces		20	0	100,00%

LES AUDITS HYGIÈNE ET RAP VISITE DES ORGANISMES OFFICIELS DE CONTRÔLE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Pour votre contrat

Du 1^{er} septembre 2021 au 26 avril 2021

Un audit a été réalisé sur la cuisine centrale

17 novembre 2020, note de l'audit: 19,48

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



4

POINT NUTRITION ET SATISFACTION DES CONVIVES



FRÉQUENCE DES COMMISSIONS RESTAURATION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

	20/10/20	08/12/2020
PORTAGE	X	X

Les réunions « commission restauration » ont été perturbées par les protocoles COVID. Ainsi, les menus scolaires proposés par Elios ont été validés par la ville hors commission.

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année
Entrées contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0,9
Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	8 sur 20 min	10,8
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0,2
Plats protidiques ayant un rapport P/L < 1	2 sur 20 max	1,5
Poissons ou préparations à base de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L > ou = 2	4 sur 20 min	4,6
Viandes non hachées de bœuf, de veau ou d'agneau et abats de boucherie	4 sur 20 min	3,8
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	4 sur 20 max	2,1
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	10 sur 20 min	10,1
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	10 sur 20 min	10,3
Fromages contenant au moins 150 mg de calcium laitier par portion	8 sur 20 min	9,1
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	4 sur 20 min	5,2
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	6 sur 20 min	7,7
Desserts contenant plus de 15% lipides	3 sur 20 max	2,1
Desserts ou produits laitiers contenant plus de 20g de glucides simples totaux par portion et moins de 15% lipides	4 sur 20 max	0,7
Desserts de fruits crus 100 % fruits crus	8 sur 20 mini	9,1

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Synthèse



Contrat : AUXERRE

Synthèse du 01/09/2020 au 25/04/2021

Types convives : MATERNELLE, ELEMENTAIRE

Prestation : DEJEUNER

Restauration Enseignement

AUXERRE

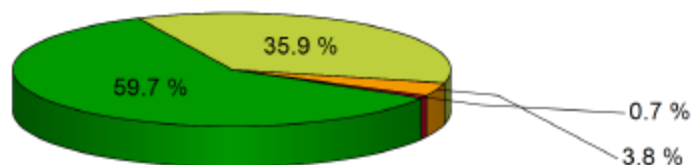
ECOLES DE AUXERRE

• METHODOLOGIE

La synthèse porte sur les 10 établissements qui ont effectués l'observation. Au total, la commune compte 12 établissements.

- Types de convives : MATERNELLE, ELEMENTAIRE
- Période observée : du 01/09/2020 au 25/04/2021
- Prestation : DEJEUNER

• SATISFACTION GLOBALE



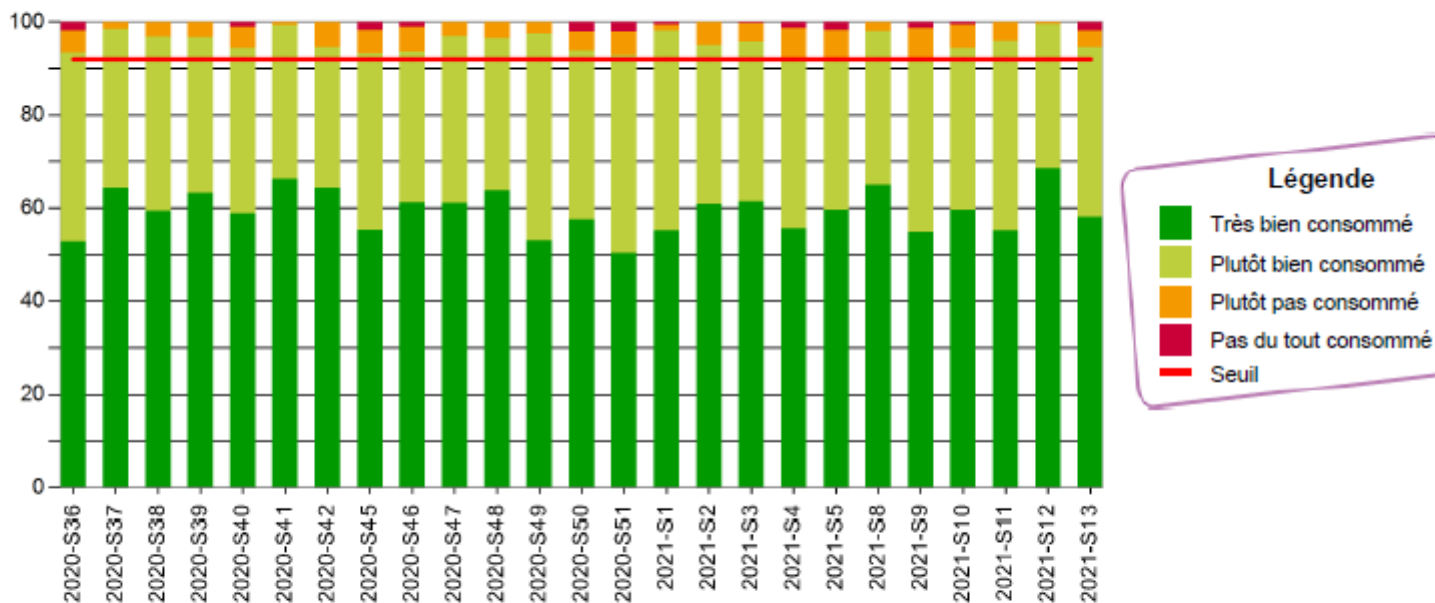
Légende

- Très bien consommé
- Plutôt bien consommé
- Plutôt pas consommé
- Pas du tout consommé

- 95,5% des plats ont été noté « bien consommés » (sous-total Très bien et plutôt bien) par les établissements effectuant l'opération.

ECOLES DE AUXERRE

• SATISFACTION HEBDOMADAIRE



Graphique représentant le pourcentage des plats notés « Très bien consommé / Plutôt bien consommé / Plutôt pas consommé / Pas du tout consommé » par les restaurants ayant effectué l'observation.

Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

ECOLES DE AUXERRE

• SATISFACTION PAR RESTAURANT

Période observée : du 01/09/2020 au 25/04/2021

MATERNELLE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %	Nombre de plats notés / nombre de plats
Ecole CLAIRIONS	61.3	24.7	86	9.4	4.8	14	437 / 1616 plats
Ecole JEAN ZAY	0	89.1	89.1	10.5	0.4	10.9	475 / 1626 plats
Ecole LABORDE	94.3	5.7	100	0	0	0	435 / 1616 plats
Ecole MIGNOTTES	74.5	20.3	94.8	5.2	0	5.2	330 / 1626 plats
Ecole PARIS	61.5	37.6	99.1	0.9	0	0.9	455 / 1616 plats
Ecole PIEDALLOUES	3	93.4	96.5	3	0.5	3.5	427 / 1626 plats
Ecole PIERRE CURIE	86.5	10.8	97.3	2.7	0	2.7	37 / 1626 plats
Ecole RENOIR	69.7	26.7	96.4	3.6	0	3.6	469 / 1616 plats
ECOLE ROSOIRS	91.6	6.9	98.5	1.3	0.2	1.5	533 / 1626 plats
Ecole SAINT SIMEON	79.1	19.1	98.3	1.3	0.4	1.7	465 / 1616 plats

ECOLES DE AUXERRE

• SATISFACTION PAR RESTAURANT

Période observée : du 01/09/2020 au 25/04/2021

ELEMENTAIRE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %	Nombre de plats notés / nombre de plats
Ecole CLAIRIONS	61.2	24.4	85.6	9.8	4.5	14.4	418 / 1616 plats
Ecole JEAN ZAY	0	89.3	89.3	10.3	0.4	10.7	486 / 1626 plats
Ecole LABORDE	94.2	5.8	100	0	0	0	434 / 1616 plats
Ecole MIGNOTTES	74.8	20.1	94.8	5.2	0	5.2	329 / 1626 plats
Ecole PARIS	61.6	37.5	99.1	0.9	0	0.9	456 / 1616 plats
Ecole PIEDALLOUES	3.2	93.3	96.6	3	0.5	3.4	436 / 1626 plats
Ecole PIERRE CURIE	83.3	11.1	94.4	5.6	0	5.6	18 / 1626 plats
Ecole RENOIR	69.6	27	96.6	3.4	0	3.4	471 / 1616 plats
ECOLE ROSOIRS	91.6	6.9	98.5	1.3	0.2	1.5	534 / 1626 plats
Ecole SAINT SIMEON	79.3	19.2	98.5	1.1	0.4	1.5	464 / 1616 plats

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

5

LA MAINTENANCE

AUXERRE

BILAN SUR LES INSTALLATIONS

Cuisine centrale

Etat des lieux avec les services des bâtiments de la ville

Matériel

Changement des portes battantes en zone tranchage

Nouvelle imprimante pour les étiquettes des barquettes

LES PROPOSITIONS DE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS

Matériel pour la cuisine

1 sauteuse

Hottes en très mauvais état malgré la réfection des joints par la ville(réf rapport hygiène air)

Steam pour potage (existant sous dimensionné)

Essoreuse à salade

Lave cagettes

Alarme température des chambres froides

Renouvellement des moteurs des chambres froides

Changement de l'adoucisseur

Convoyeur barquettes thermoscelleuse chaude

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

6

LES FLUIDES

AUXERRE




Les consommations de fluides

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

GAZ			
	N:De facture	Montant	BTES
Septembre	5955380	268,30	2
Octobre			
Novembre			
Décembre	6117230	268,30	2
Janvier			
Février			
Mars			
Avril			
Mai			
Juin			
Juillet			
Août			
		536,60	4

Les consommations de fluides

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

EAU			
	N:De facture	Montant € HT	M3
Septembre			
Octobre	1054057268	1 677,62	368
Novembre			
Décembre			
Janvier			
Février			
Mars			
Avril	1058549475	1 871,67	422
Mai			
Juin			
Juillet			
Août			
		3 459,09	790

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO


ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

7

ANNEXES

elior 

REVISION DE PRIX VILLE D'AUXERRE 2020 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

VILLE D'AUXERRE			
DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE LA RESTAURATION COLLECTIVE 01/09/2015 - 31/12/2020			
REVISION DES PRIX AU 1ER SEPTEMBRE 2020 selon l'article IV .6			
<u>Formule de la Révision de prix :</u>		$P = P_0 * (0,050 + 0,950 * (0,500 * (IND1 / IND1_0) + 0,500 * (IND2 / IND2_0)))$	
<u>Indices - Révision de prix :</u>			
IND 1 : 1764287_M12 / IND 2 : 10562705			
IND 1 : 1764287_M12 :09-2019 à 08-2020 (107,632) / A-1 (105,386)			
IND 2 : 10562705 : T2 -2020 (104,000) / T2 -2019 (102,900)			
<u>Résultat Révision de prix :</u>			
		Coefficient de révision	1,0152
		Taux de Révision	1,520%

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES AU 1ER SEPTEMBRE 2020 - Article Annexe**Décomposition du prix unitaire - 40% composants AB et 1 service sur 10 de viandes AB**

Offre de base Menus 5 composantes	Public des écoles et centres de loisirs			Enfants des crèches	Repas site universitaire	Service portage	Repas CHRS	PRIX MOYEN
	Enfants maternels	Enfants élémentaires	Adultes					
Denrées	2,527	2,694	3,155	2,121	2,813	3,208	2,812	2,761
Personnel	1,531	1,531	1,531	1,531	1,531	1,531	1,531	1,531
Conditionnement	0,101	0,120	0,120	0,101	0,039	0,302	0,039	0,117
Autre charges	0,735	0,712	0,698	0,721	0,604	0,839	0,782	0,727
Frais de siège	0,052	0,052	0,052	0,052	0,052	0,052	0,052	0,052
S/total HT	4,945	5,109	5,556	4,525	5,039	5,931	5,216	5,189
Redevance	0,663	0,663	0,663	0,663	0,663	0,663		0,663
Sous Total HT	5,608	5,772	6,219	5,188	5,702	6,594	5,216	5,852
Surcoût portage HT						2,006		
Total HT	5,608	5,772	6,219	5,188	5,702	8,600	5,216	6,044
Total repas TTC	5,917	6,089	6,561	5,473	6,016	9,073	5,503	6,376
Incidence HT Menus 4 composantes	0,254	0,254	0,254	0	0	0	0	0,109
Incidence HT Menus éco-responsable	0,119	0,119	0,119	0	0	0	0	0,051

LE COMPTE D EXPLOITATION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Devises	EUR	A-1	A (1er sept au 25 avril 2021)
Chiffre d'affaires hors taxes		1 368 548 €	1 147 815 €
TOTAL			
Autres produits	Subventions		
	Reprise s/prov et Divers	0 €	0 €
TOTAL DES PRODUITS		1 368 548 €	1 147 815 €
Achats hors taxes	Marchandises		
	Mat.Première	458 956 €	445 051 €
TOTAL ACHATS .....	.....	458 956 €	445 051 €
Salaires + charges (dont intérimaires)		536 727 €	368 039 €
Frais généraux		0 €	0 €
Frais généraux		205 705 €	182 160 €
Taxes diverses		12 645 €	8 975 €
Divers		314 235 €	233 906 €
TOTAL DES CHARGES (2 à 7)		1 528 267 €	1 238 131 €
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (1-8)		-159 719 €	-90 316 €
Dot. Amortissements		4 602 €	1 219 €
Dot. Provisions		0 €	4 730 €
Produits financiers			
Frais financiers			
RESULTAT AVANT IMPOT (9-10-11+12-13)		-164 321 €	-96 265 €
Produits exceptionnels		0 €	114 173 €
Charges exceptionnelles			7 456 €
Divers (+ ou -)			
Impôt s/les bénéfices			
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (14+15-16+17-18)		-164 321 €	10 452 €

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

MERCI DE VOTRE ATTENTION



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

Ville Auxerre – Rapport d'activité du 26/04/2021 au 31/08/2021

AUXERRE

elior 



**Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-présent le rapport annuel d'activité de la
Délégation de Service Public de la restauration scolaire et municipale de la
Ville d'Auxerre pour l'année 2020/2021.**

La présentation de ce document répond aux exigences de la loi N°95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005, relatifs aux Marchés Publics et Délégation de Services Public.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Par ailleurs, ce rapport doit faire l'objet d'un examen par la commission consultative des services publics locaux (article L 1413 -1).

Nous espérons avoir répondu à vos attentes et nous vous prions de croire notre engagement permanent pour que la qualité du service de restauration de votre ville soit à la hauteur de la confiance que vous nous accordez.

SOMMAIRE

1. Auxerre: Activité et résultats
2. Activité pour les tiers — —
3. Qualité et sécurité des repas
4. Nutrition et satisfaction des convives
5. Maintenance
6. Fluides
7. LES ANNEXES



1 VILLE AUXERRE ACTIVITÉ ET RÉSULTATS



AUXERRE

MOYENNE REPAS SERVIS PAR JOUR

TYPE	CATEGORIE	A-1		A	
		NB DE REPAS MOYEN PAR JOUR	NB DE JOURS DE FONCTIONNEMENT	NB DE REPAS MOYEN PAR JOUR	NB DE JOURS DE FONCTIONNEMENT
Scolaire	Maternelles	455	87	424	40
	Primaires	721	136	766	40
	Adultes Scolaires	147	87	133	40
	Adultes non Scolaires	1	87	1	40
Centres de Loisirs	Maternelles	57	49	36	49
	Primaires	62	96	107	49
	Adultes	18	49	13	49
IUT	Etudiants	127	119	38	36
	Extérieur	3	119	0	36
	Personnel	0	119	0	36
Personnes Agées	Personnes Agées	76	366	71	128
FTA	Adultes	30	366	24	128
Crèche Kielhmann	crèche	44	198	83	51
Multi accueil 5j	crèche	29	193	41	51
Halte garderie 3j	crèche	6	52		
	TOTAL	1777		1736	

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW


ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

FREQUENTATION

	Base contractuelle (année pleine)	A (26 avril au 31 aout)
Maternelle	65 000	16952
Primaire	120 500	30635
CLSH Maternelle	13 000	6983
CLSH Primaire		
Adultes scolaire et CLSH	22 000	6015
Site universitaire	17 000	1379
Portage	28 000	9038
Adultes CHRS / FTA	12 000	3080
Enfant jusqu'à 4 ans	7 500	2099
Prestation annexe		138
Total	285000	76319



LE COMPTE D'EXPLOITATION SYNTHÉTIQUE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Montants en € HT	Année A-1	Année A 26/04 au 31/08/2021
Nombre de repas (y compris collations PA et prestations annexes)	223 025	80 598
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 368 548	448 741 €
MATIERE PREMIERE	-458 956	-201 840 €
MAIN-D'ŒUVRE	-536 727	-190 578 €
TOTAL FRAIS GENERAUX	-218 349	-88 325 €
TOTAL CHARGES DIVERSES	-186 316	-93 243 €
FRAIS DE SIEGE	-132 521	-45 384 €
RESULTAT D'EXPLOITATION	-164 321	-170 629 €

Détail des frais généraux

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE21

ELECTRICITE	-30 610	-12150
EAU	-3 962	-1875
GAZ / MAZOUT	-1 433	-417
LOC./ ENTRET./ REPAR. VEHICULE	-29 226	-6392
CARBURANTS_	-5 609	-2297
PRODUITS LESSIVIELS	-1 895	-1602
VERRERIE-VAISSELLE	-1 715	-2407
CONSO. US. UNIQUE (hors Barq.)	-43 988	-3762
BARQUETTES		-12761
LINGE ET UNIFORMES	-9 883	-4787
HONORAIRES FRAIS DE LABORATOIR	-2 182	-750
DEPLACEMENT/MISSION/RECEPTION	-2 909	-930
HONORAIRES LIES A LA FORMATION		-528
ENTRETIEN/ MAINTENANCE IMMOBIL		-426
ENTRETIEN LOCAUX	-2 552	-3473
FOURNITURES D'EXPLOITATION		-124
LOCATION MAT. D'EXPLOITATION		0
ENTRETIEN/ MAINTENANCE MOBILIE	-10 195	-7716
HONORAIRES CONSEIL/DEVELOPPEME	-83	-48
DECORATION SONORISATION		-330
ANIMATION COMMERCIALE	-5 358	-1938
HONORAIRES MARKETING / COMMUNI	-184	-210
AUTRES HONORAIRES	-545	-159
ECARTS ENCAISSEMENTS		0
COMM. CARTES DE CREDIT TR		-20
FOURNITURES DE BUREAU ET DE GESTION	-1 905	-330
LOCATION MAT. DE BUREAU / MOBILIER	-883	-1
TEL / FAX	-1 643	-563
FRAIS D'EXPEDITION - RELANCES	-56	-1
ASSURANCES	-1 987	-493
LOCATION SYSTEMES D'INFORMATIO		-1116
ENTRET./ REPAR. / MAINTEN. SYS		-1378
HONORAIRES SYSTEMES D'INFORMAT	-13 054	-1593
COUTS RESEAU INFORMATIQUE		-1229
CANTINES.COM	-33 850	-12692
CVAE		-3165
ORGANIC		-675
AUTRES IMPOTS ET TAXES	-12 645	0
FRAIS GENERAUX DIVERS		13
TOTAL	-218 135	-88 325

Détail des Charges diverses

Montants en € HT	Année A-1	Année A 26/04 au 31/08/2021 A
REDEVANCES AFFERMAGE	-181 714	-63 838
REDEVANCES DE CONCESSION		
LOYERS & CHARGES		
LOCATION FINANCIERE	0	18
AMORTISSEMENTS	-4 602	0
AMORTISSEMENTS DE CADUCITE		
PROVISIONS POUR CHARGES DE CADUCITE		
PROVISIONS DE RENOUVELLEMENT	0	0
CREANCES DOUTEUSES	0	502
ELEMENTS EXCEPTIONNELS LIES AU PERSONNEL		-27 561
AUTRES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	-2 364
PRODUITS ET CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	0	0
TOTAL CHARGES DIVERSES	-186 316	-93 243

LES COMPENSATIONS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le


SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

LES COMPENSATIONS

	Cvts Mensuel	Cumul	CA HT Mensuel	Cumul	12ième	Facturation famille	Factures directes	Total encaissement	Cumul		Cumul
sept-20		-		-				-	-		-
oct-20		-		-				-	-		-
nov-20		-		-				-	-		-
déc-20		-		-				-	-		-
janv-21		-		-				-	-		-
févr-21		-		-				-	-		-
mars-21		-		-				-	-		-
avr-21	6 359	6 359	33 607,02	33 607,02			6 863,17	6 863,17	6 863,17		26 743,85
mai-20	22 517	28 876	118 866,81	152 473,83	29 925,12	76 341,35	24 963,04	131 229,51	138 092,68	-	12 362,70
juin-20	26 863	55 739	135 899,97	288 373,80	29 925,12	70 798,48	28 768,70	129 492,30	267 584,98		6 407,67
juil-20	10 190	65 929	50 110,13	338 483,93	29 925,12	14 404,60	27 728,20	72 057,92	339 642,90	-	21 947,79
août-20	2 444	68 373	10 716,94	349 200,87	29 925,12		10 716,94	40 642,06	380 284,96	-	29 925,12
Total	68 373		349 200,87		119 700,48	161 544,43	99 040,05	380 284,96		AAE -	31 084,09

LA RÉPARTITION DES MODES DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



	Chèques encaissé	Espèces	Chèques encaissés sur CC	Prélèvement	Paiement en ligne	TIP Chèques	TIP DOMICILIE	Virements	Total	%
MAI	-170,40	-1 198,05	-621,37	-25 045,55	-8 041,85	-610,70	-106,80	-637,73	-36 432,45	19,31%
JUIN	-406,15	-805,50	0,00	-27 263,85	-17 847,65	-928,30	-235,60	-664,15	-48 151,20	25,52%
JUILLET	-249,75	-649,15	-1 191,61	-45 561,45	-16 817,00	-1 244,30	0,00	-416,20	-66 129,46	35,05%
AOÛT	-200,40	-888,20	0,00	-26 352,48	-9 084,05	-899,29	-229,40	-298,85	-37 952,67	20,12%
									0	
	-1 026,70	-3 540,90	-1 812,98	-124 223,33	-51 790,55	-3 682,59	-571,80	-2 016,93	-188 665,78	

FACTURES IMPAYÉES PAR LES FAMILLES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

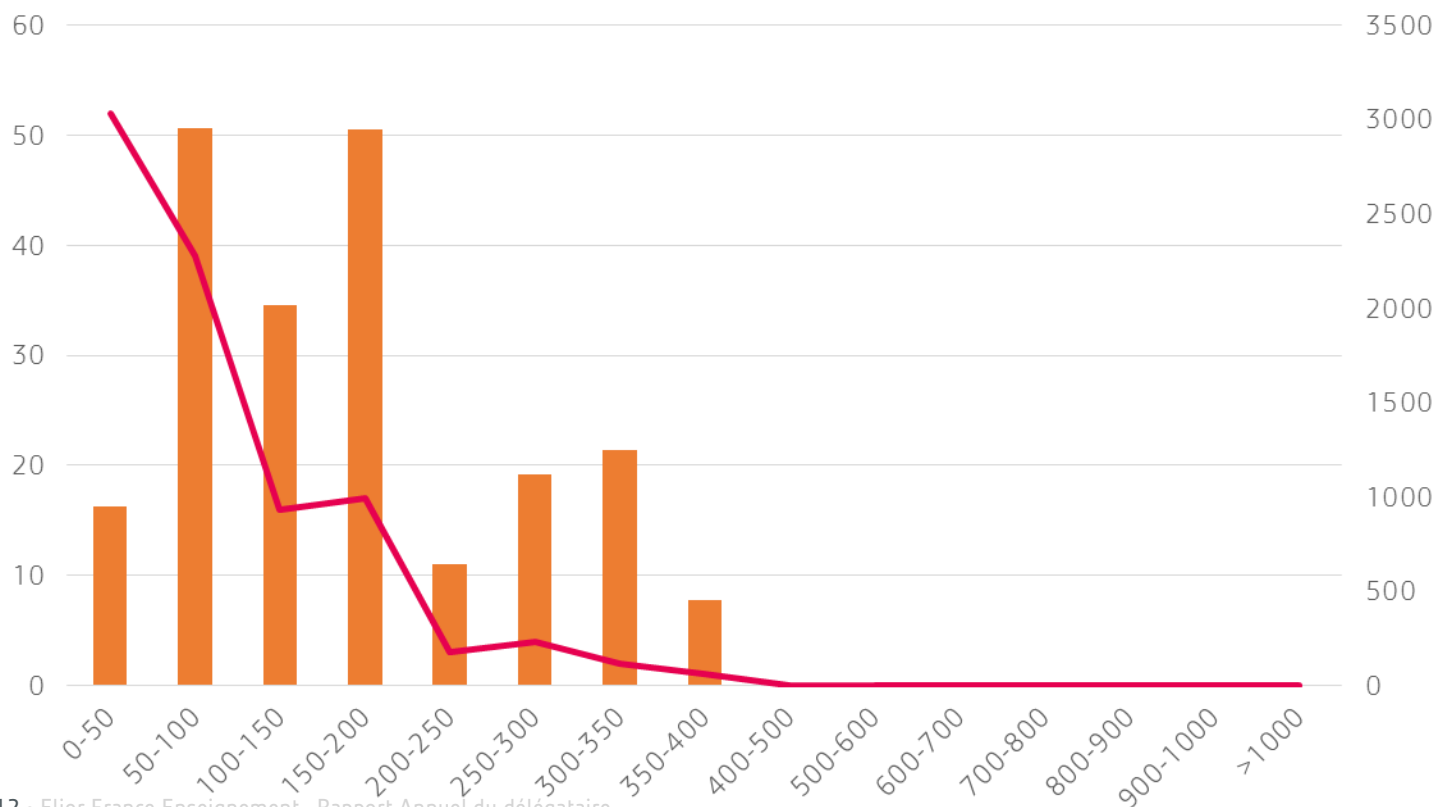
Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

137 familles présentent des impayés pour une somme de 12 670,06€

Nbre de familles par tranche de dette



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

2

L'ACTIVITÉ POUR LES TIERS

AUXERRE



PRÉSENTATION DES REPAS P POUR LES TIERS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

La production des repas pour tiers, au cours de cette période s'établit à **44 676 repas**

	Total Nb de repas livrés	Chiffre d'affaire HT
IESHA	516	2 262,94
Crèche les Loupiots	1 045	4 055,55
Bourdon	1 596	5 858,91
Coulanges	1 930	6 716,40
St Florentin	4 511	11 737,62
Escolives	3 214	9 706,28
Gurgy	3 989	13 998,12
CCAS Monéteau	3 213	13 414,28
CCAS Gurgy	107	843,05
Viva	7 649	25 833,85
Chevillon	16 906	55 886,59
Total	44 676	150 313,68

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Activité extérieure du 26 avril 2021 au 31 août 2021									
Mois		avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	TOTAL	PRIX UNITAIRE HT	C.A. HT
Contrat									
IESHA	Repas primaire	38	158	180	66		442	4,320 €	1 909,44 €
	Repas adulte	8	28	32	6		74	4,777 €	353,50 €
Crèche les Loupiots	Repas primaire	81	295	348	261	60	1045	3,881 €	4 055,65 €
	Repas adulte				1097	263	1360	3,452 €	4 694,72 €
Bourdon	Repas adulte					236	236	4,933 €	1 164,19 €
	Repas primaire						0	3,000 €	- €
Coulanges	Repas primaire	193	702	851	184		1930	3,480 €	6 716,40 €
	Repas primaire	380	1408	1627	551	545	4511	2,602 €	11 737,62 €
Escolives	Repas primaire	183	685	796	171		1835	3,020 €	5 541,70 €
SPL Escolives	Repas primaire	36	125	169	579	470	1379	3,020 €	4 164,58 €
Gurgy	Repas primaire	286	1089	1357	988	249	3969	3,496 €	13 875,62 €
	Prestation annexe					20	20	6,125 €	122,50 €
CCAS Monéteau	Déjeuners						0	4,095 €	- €
	Déjeuners	119	704	735	807	848	3213	4,175 €	13 414,28 €
CCAS Gurgy	Déjeuners	4	25	24	31	23	107	7,879 €	843,05 €
VIVA	Déjeuner primaire					3 116	3116	3,500 €	10 906,00 €
	Diner primaire					2 888	2888	3,100 €	8 952,80 €
	Déjeuner adulte					849	849	3,850 €	3 268,65 €
	Diner adulte					796	796	3,400 €	2 706,40 €
Chevillon	Déjeuner primaire						0	3,430 €	- €
	Déjeuner primaire			210	1584	1 350	3144	3,484 €	10 953,70 €
	Diners primaire			168	1516	1 125	2809	2,630 €	7 387,67 €
	Diners primaire						0	2,589 €	- €
	Déjeuners adultes			168	2474	2 244	4886	3,484 €	17 022,82 €
	Déjeuners adultes						0	3,430 €	- €
	Diners adulte			195	2301	1 822	4318	3,001 €	12 958,32 €
	Diners adulte						0	2,954 €	- €
	Pique nique						0	2,745 €	- €
	Pique nique			8	204	241	453	2,788 €	1 262,96 €
	Trappeur adulte				441	367	808	3,160 €	2 553,28 €
	Trappeur prim				262	226	488	2,788 €	1 360,54 €
	Repas médiéval						0	2,690 €	- €
Repas médiéval						0	2,745 €	- €	
Prestation annexe						0		2 387,29 €	
	TOTAL	1 328	5 219	6 868	13 523	17 738	44 676		150 313,68 €

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

3

LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES REPAS



ENGAGEMENTS QUALITATIF

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

	Pourcentages	Exigences DSP
LOCAL OU CIRCUITS COURTS	57%	55%
BIO	36%	40%
VIANDES LOCALES OU BIO	1 viande bio/semaine	1 viande bio/semaine
PAIN ARTISANAL LOCAL OU BIO	2 services/semaine	2 services/semaine
EGALIM (50% alimentation durable)	54%	50%
« fait en cuisine" (ni BIO ni Local) ex : pâtisserie, potage, dessert lacté, entrée pâtissière...	9%	/
IGP/AOP	18%	/

Autre public	CCTP	A
BIO	20 %	28%
service pain Bio / sem	100%	100%
LOCAL ou CIRCUIT COURT	55 %	57 %

ENGAGEMENTS QUALITATIFS

Il nous semblait intéressant en complément de nos engagements précédemment affichés, de vous montrer la part des produits nécessaires à l'équilibre alimentaire, au respect de la réglementation et à la découverte du goût dans nos menus. Ces produits, pour la plupart, ne peuvent être approvisionnés en local.

Ainsi, certains produits sont quasi sont incontournables dans ces menus:

Exemples d'aliments nécessaires à l'équilibre alimentaire Ne pouvant pas faire partie du local	% des produits qui sortent de la cuisine	Leur intérêt:
Poissons	6,8%	Diversité / Equilibre alimentaire / réglementation
Fruits hors fruits locaux (banane, orange...)	4,1%	Diversité / Equilibre alimentaire
Légumes surgelés (petits pois, épinards, ratatouille...)	6,7%	Capacité de traitement de la CC / disponibilité régionale / saisonnalité / diversité
Certaines viandes (dinde, viande hachée, charcuterie...)	5,3%	
Fruits au sirop	1,4%	
Plats écoresponsable	3,3%	Demande du marché
Ovoproduit	1,2%	Diversité / Equilibre alimentaire / réglementation
Total	28,8%	

CONCERNANT LE LOCA

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

 SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

. La part de local est en baisse par rapport à 2020, Les principales explications sont les suivantes.

Les changements de menus pour pouvoir respecter le protocoles COVID nous ont obligés à fournir beaucoup plus de produits en individuels pour éviter les manipulations et les mouvements dans les salles de restaurant. Ces produits n'existent pas chez les fournisseurs locaux.

- Certaines catégories de produits de base ne sont pas disponibles en local, et sont incontournables comme présenté précédemment (ovoproduits, poissons, et certaines charcuteries, ...).
- Pas de diversité de fruits en local . Présence dans nos menus de fruits « exotiques » de qualités (ex: bananes), et de fruits AOC/IGP (ex: clémentines de corse) ou de production française (ex :kiwis, melons , pastèques)
- Demande de diversité dans l'assiette et de composants appréciés des enfants.
- L'absence d'une vraie légumerie qui limite les possibilités d'utilisation de produits locaux (salade, épinards, poireaux...)
- Le respect du GEMRCN, le poisson représentant près de 7% des plats proposés, et certaines viandes (viandes hachées, volailles) pour près de 4% également.
- Les préparations faites en cuisine, comme les pâtisseries, desserts lactés ou les potages frais, qui représentent 9% des produits proposés. Ces plats apportent une qualité supplémentaire qui est plébiscitée par Elios et par la ville. Comme dans de nombreux contrats, il serait justifié de considérer que le fait Maison est du Local.
- Les plats écoresponsables proposés , qui représentent plus de 3%

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

GAEC DE SOUILLY FERME DE SOUILLY 89230 MONTIGNY LA RESLE

					A	
FROMAGE BLANC AB				445	KG	

EARL FAUCHEUX 89480 LUCY/YONNE

LENTILLES AB				150	KG	
--------------	--	--	--	-----	----	--

ETIENNE PREVOT 89 420 SAINTE MAGNANCE

POMME DE TERRE BIO				450	KG	
--------------------	--	--	--	-----	----	--

FERME DE L ABBAYE DE LA PIERRE QUI VIRE 89630 SAINT LEGER VAUBAN

YAOURT NATURE AB				5 400	PCE	
YAOURT AROMATISE AB				3 700	PCE	

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

VIVALYA MIGENNES			
POMMES		1920	KG
TOMATES		1946	KG
CONCOMBRES		1448	KG
POIRES		335	KG
CAROTTES BIO		75	KG
SALADE		253	KG
CELERI		493	KG
COURGETTES		27	KG
CHOUX		210	KG
POMME DE TERRE		332	KG

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

VIVALYA MIGENNES			
POMMES		1920	KG
TOMATES		1946	KG
CONCOMBRES		1448	KG
POIRES		335	KG
CAROTTES BIO		75	KG
SALADE		253	KG
CELERI		493	KG
COURGETTES		27	KG
CHOUX		210	KG
POMME DE TERRE		332	KG

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

SICABA BIO ET LOCAL			
BŒUF		177,46	KG
VEAU		119,62	KG
BŒUF BIO		348,6	KG
VEAU BIO		192,57	KG
PORC BIO		184,59	KG

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

ETS GUILMOT FROMAGES LOCAUX ET BIO

BRILLAT SAVARIN IGP

72

KG

CHAOURCE

58,75

KG

CREMEUX BOURGUIGNON BIO

80,84

KG

REGAL DE BOURGOGNE

50,78

KG

SOUMAINTRIN IGP

64,8

KG

LANGES AOP

80

KG

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

GAEC BUTIN 89210 PRODUCTEUR PORC LOCAL

ROTI DE PORC		418,40	KG
CHIPOLATAS		283,66	KG
JAMBON		200,83	KG
PATE DE FOIE		105,86	KG
SAUCISSE DE TOULOUSE		118,75	KG
SAUCISSON A L AIL		47,98	KG

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

HUGUIERS FRERES 10230 MAILLY LE CAMP

SAUTE DE BŒUF

54,29

KG

LES FERMES DU RAVILLON 89113 VILLEMÉR

COQUILLETES BIO

110

KG

FUSILI BIO

120

KG

BODIN SURGELE

POULET LOCAL ET BIO

130

KG

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW


ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

LES PRODUITS ET FOURNISSEURS

BOULANGERIE RIVE DROITE 89000 AUXERRE

PAIN BIO 400GR	1606	PCE
PAIN 400GR	3505	PCE
BAGUETTE 250 GR	1398	PCE
BAGUETTINE 125 GR	1169	PCE
PAIN CEREALES 400 GR	313	PCE

LES ANIMATIONS DANS L'ASSIETTE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Notre programme s'articule autour des thématiques suivantes :



Animations Saveurs et Découvertes




Animations Nutritionnelles



Animations Développement Durable




Animations Calendaires

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

QUELQUES EXEMPLES

La cuisine Maestro le 21 mai 2021

RÉSULTATS DES CONTRÔLES MICROBIOLOGIQUES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

42 analyses ont été réalisées sur la cuisine centrale d'Auxerre.

→ **95,23 % de ces analyses sont satisfaisantes.**

A	Nombre d'analyses	Résultats		% Satisfaisant
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Plats	32	31	1	96,88%

A	Nombre d'analyses	Résultats		% de résultats acceptables ou satisfaisants
		Satisfaisants	Non-satisfaisants	
Surfaces		10	1	90,00%

LES AUDITS HYGIÈNE ET RAP VISITE DES ORGANISMES OFFICIELS DE CONTRÔLE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Pour votre contrat

Au cours de l'année scolaire,
Un audit a été réalisé sur la cuisine centrale:

> 9 juillet 2021, note de l'audit: 19,21

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



4

POINT NUTRITION ET SATISFACTION DES CONVIVES



FRÉQUENCE DES COMMISSIONS RESTAURATION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Les réunions « commission restauration » ont été perturbées par les protocoles COVID. Ainsi, les menus scolaires proposés par Elios ont été validés par la ville hors commission.

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année
Entrées contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0,9
Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	8 sur 20 min	10,8
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0,2
Plats protidiqes ayant un rapport P/L<1	2 sur 20 max	1,5
Poissons ou préparations à base de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L> ou =2	4 sur 20 min	4,6
Viandes non hachées de bœuf, de veau ou d'agneau et abats de boucherie	4 sur 20 min	3,8
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	4 sur 20 max	2,1
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	10 sur 20 min	10,1
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	10 sur 20 min	10,3
Fromages contenant au moins 150 mg de calcium laitier par portion	8 sur 20 min	9,1
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	4 sur 20 min	5,2
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	6 sur 20 min	7,7
Desserts contenant plus de 15% lipides	3 sur 20 max	2,1
Desserts ou produits laitiers contenant plus de 20g de glucides simples totaux par portion et moins de 15% lipides	4 sur 20 max	0,7
Desserts de fruits crus 100 % fruits crus	8 sur 20 mini	9,1

Synthèse

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE



Contrat : AUXERRE

Synthèse du 26/04/2021 au 31/08/2021

Types convives : MATERNELLE, ELEMENTAIRE

Prestation : DEJEUNER

Restauration Enseignement

AUXERRE

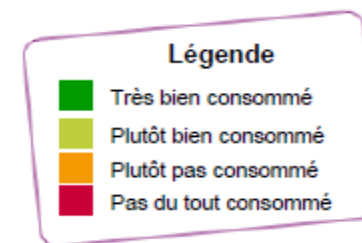
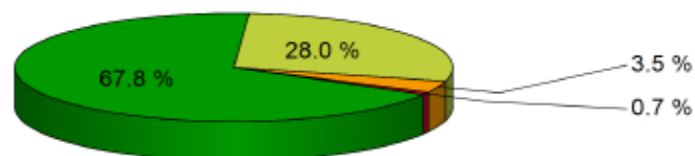
ECOLES DE AUXERRE

• METHODOLOGIE

La synthèse porte sur les 9 établissements qui ont effectués l'observation. Au total, la commune compte 12 établissements.

- Types de convives : MATERNELLE, ELEMENTAIRE
- Période observée : du 26/04/2021 au 31/08/2021
- Prestation : DEJEUNER

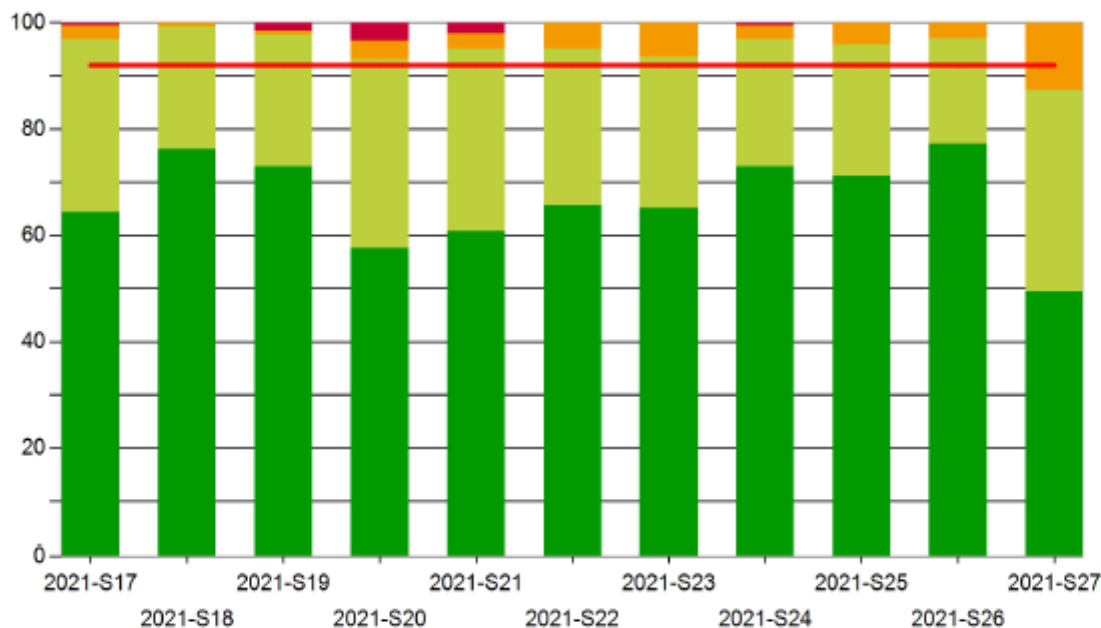
• SATISFACTION GLOBALE



• 95,8% des plats ont été noté « bien consommés » (sous-total Très bien et plutôt bien) par les établissements effectuant l'opération.

ECOLES DE AUXERRE

• SATISFACTION HEBDOMADAIRE



Légende

- Très bien consommé
- Plutôt bien consommé
- Plutôt pas consommé
- Pas du tout consommé
- Seuil

Graphique représentant le pourcentage des plats notés «Très bien consommé / Plutôt bien consommé / Plutôt pas consommé / Pas du tout consommé» par les restaurants ayant effectué l'observation.

Le seuil correspond à la moyenne nationale des résultats obtenus pour l'ensemble des restaurants effectuant « l'Observatoire du Goût ».

ECOLES DE AUXERRE

• SATISFACTION PAR RESTAURANT

Période observée : du 26/04/2021 au 31/08/2021

MATERNELLE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %	Nombre de plats notés / nombre de plats
Ecole CLAIRIONS	56.4	29.7	86	9.9	4.1	14	172 / 818 plats
Ecole JEAN ZAY	2.8	87.2	89.9	10.1	0	10.1	179 / 818 plats
Ecole LABORDE	93.7	6.3	100	0	0	0	175 / 818 plats
Ecole PARIS	69	24.7	93.7	6.3	0	6.3	158 / 818 plats
Ecole PIEDALLOUES	7.5	92.5	100	0	0	0	53 / 818 plats
Ecole PIERRE CURIE	88.7	11.3	100	0	0	0	71 / 818 plats
Ecole RENOIR	76.4	22	98.4	1.1	0.5	1.6	182 / 818 plats
ECOLE ROSOIRS	94.7	4.2	98.9	0.5	0.5	1.1	190 / 818 plats
Ecole SAINT SIMEON	86.8	12.6	99.5	0	0.5	0.5	182 / 818 plats

ECOLE DE AUXERRE

• SATISFACTION PAR RESTAURANT

Période observée : du 26/04/2021 au 31/08/2021

ELEMENTAIRE	Très bien consommé %	Plutôt bien consommé %	Sous-total bien conso. %	Plutôt pas consommé %	Pas du tout consommé %	Sous-total pas conso. %	Nombre de plats notés / nombre de plats
Ecole CLAIRIONS	56.4	29.7	86	9.9	4.1	14	172 / 818 plats
Ecole JEAN ZAY	2.9	87.1	90	10	0	10	170 / 818 plats
Ecole LABORDE	93.5	6.5	100	0	0	0	155 / 818 plats
Ecole PARIS	69	24.7	93.7	6.3	0	6.3	158 / 818 plats
Ecole PIEDALLOUES	7.5	92.5	100	0	0	0	53 / 818 plats
Ecole PIERRE CURIE	88.7	11.3	100	0	0	0	71 / 818 plats
Ecole RENOIR	78.2	22.1	98.3	1.1	0.6	1.7	181 / 818 plats
ECOLE ROSOIRS	95.3	3.7	99.1	0.5	0.5	0.9	214 / 818 plats
Ecole SAINT SIMEON	86.8	12.6	99.5	0	0.5	0.5	182 / 818 plats

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

5

LA MAINTENANCE

AUXERRE

BILAN SUR LES INSTALLATIONS

Cuisine centrale

Etat des lieux avec les services des bâtiments de la ville

Matériel

Changement des portes battantes en zone tranchage

Nouvelle imprimante pour les étiquettes des barquettes

LES PROPOSITIONS DE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS

Matériel pour la cuisine

1 sauteuses

Hottes en très mauvais état malgré la réfection des joints par la ville(réf rapport hygiène air)

Steam pour potage (existant sous dimensionné)

Essoreuse à salade

Lave cagettes

Alarme température des chambres froides

Renouvellement des moteurs des chambres froides

Changement de l'adoucisseur

Convoyeur barquettes thermoscelleuse chaude

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE


6

LES FLUIDES

AUXERRE



Les consommations de fluides

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

GAZ			
	N:De facture	Montant	BTES
Septembre		0	
Octobre		0	
Novembre		0	
Décembre		0	
Janvier		0	
Février		0	
Mars		0	
Avril		0	
Mai		0	
Juin		0	
Juillet		0	
Août		0	

Les consommations de fluides

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

EAU			
	N:De facture	Montant € HT	M3
Septembre		0	
Octobre		0	
Novembre		0	
Décembre		0	
Janvier		0	
Février		0	
Mars		0	
Avril		0	
Mai		0	
Juin		0	
Juillet		0	
Août		0	

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO


ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

7

ANNEXES

elior 

LE COMPTE D EXPLOITATION

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

Devises	EUR	A-1	A (26 avril au 31 août 2021)
Chiffre d'affaires		1 368 548 €	448 741 €
hors taxes			
TOTAL			
Autres	Subventions		
produits	Reprise s/prov et amortis.	0 €	0 €
	Divers		
TOTAL DES PRODUITS		1 368 548 €	448 741 €
Achats	Marchandises		201 840 €
hors taxes	Mat.Premières	458 956 €	201 840 €
TOTAL ACHATS .....	.....	458 956 €	190 578 €
Salaires + charges		536 727 €	0 €
(dont intérimaires)		0 €	84 485 €
Frais généraux		205 705 €	3 840 €
Taxes diverses		12 645 €	109 204 €
Divers		314 235 €	589 948 €
TOTAL DES CHARGES (2 à 7)		1 528 267 €	589 948 €
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (1-8)		-159 719 €	-141 207 €
Dot. Amortissements		4 602 €	0 €
Dot. Provisions		0 €	-502 €
Produits financiers			
Frais financiers			
RESULTAT AVANT IMPOT (9-10-11+12-13)		-164 321 €	-140 704 €
Produits exceptionnels		0 €	0 €
Charges exceptionnelles			29 925 €
Divers (+ ou -)			
Impôt s/les bénéfices			
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (14+15-16+17-18)		-164 321 €	-170 629 €

Décomposition du prix unitaire

Offre de base	Public des écoles et centres de loisirs			Enfants des crèches	Restaurant universitaire	Service Portage	Repas CHRS	PRIX MOYEN PONDÉRÉ
	Menu 5 composants	Enfants maternels	Enfants élémentaires						Adultes
COMPOSITION DU PRIX UNITAIRE	70 000	128 500	22 000	7 500	17 000	28 000	12 000	285 000
Dénrées	2,123	2,457	3,197	1,763	2,977	3,220	2,827	2,535
Personnel	1,577	1,577	1,577	1,577	1,577	1,577	1,577	1,577
Conditionnements	0,109	0,149	0,168	0,099	0,039	0,357	0,168	0,154
Gestion des usagers	0,128	0,128	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,089
Autres charges	0,505	0,505	0,505	0,505	0,505	0,505	0,505	0,505
Frais de siège	0,053	0,053	0,053	0,053	0,053	0,053	0,053	0,053
S/total HT	4,495	4,869	5,500	3,997	5,151	5,712	5,130	4,914
Redevance	0,625	0,625	0,625	0,625	0,625	0,625	0,625	0,625
Total HT	5,120	5,494	6,125	4,622	5,776	6,337	5,755	5,539
Surcoût portage HT						1,977		0,194
Total seniors HT						8,314		5,733
Total repas TTC	5,402	5,796	6,462	4,876	6,094	8,771	6,072	6,048
Menu 4 composants HT	4,930	5,284	5,885	4,522	5,536			

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_085-DE

MERCI DE VOTRE ATTENTION



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-086 - Muséum d'histoire naturelle – Approbation de la convention-cadre 2022-24 avec la Région

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 28

votants : 36 dont 8 pouvoirs

absents : 3

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Céline BÄHR

Plusieurs conventions-cadres triennales ont permis aux Muséums d'Autun, Dijon et Auxerre de recevoir des subventions d'investissement du Conseil régional pour un programme d'actions sur la biodiversité.

Dans la convention 2019-21, le Muséum de Besançon a rejoint les trois muséums bourguignons.

Il convient maintenant de mettre en place une nouvelle convention-cadre pour la période 2022-2024.

Cette convention a pour but d'aider financièrement les quatre muséums cités dans leurs missions de préservation et de présentation de la biodiversité tout en favorisant les collaborations autour de la valorisation de leurs collections et, plus généralement, de la culture scientifique.

Les Muséums d'Autun, Auxerre, Dijon et Besançon s'engagent à inscrire leurs actions dans un ensemble d'axes prioritaires partagés définis en concertation avec la Région, axes orientés vers la préservation de la biodiversité locale et l'éducation au développement durable.

Les trois axes définis pour 2022-24 sont les suivants :

- Sensibiliser et éduquer dans les muséums ;
- Préserver et conserver la biodiversité ;
- Collaborer et coopérer entre muséums et avec les structures éducatives du territoire.

Ces axes seront traités à travers diverses actions, notamment :

- La conservation, l'étude, l'enrichissement et la valorisation (dont valorisation numérique) des collections des muséums, témoins de la biodiversité présente et passée ;
- Un programme d'actions culturelles et pédagogiques (ateliers, expositions...) ;
- Le développement d'actions de médiation et d'aménagements en faveur de la biodiversité dans le parc du Muséum ;
- La formation des acteurs de la culture scientifique et technique et des enseignants.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire à signer, le moment venu, la convention susmentionnée passée entre les quatre collectivités de tutelle des Muséums concernés et le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 36
- Voix contre : 0
- Abstentions : 0
- Absents lors du vote : 3

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.



Convention triennale d'objectifs relative au soutien aux Muséums d'Histoire Naturelle

Entre les soussignés :

La Région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan – 25031 Besançon Cedex, représentée par la Présidente du Conseil régional en exercice, dûment habilitée par délibération n°22 CP-XXX de la Commission Permanente du Conseil régional du 2022, ci-après dénommée « la Région »,

Et

Le Muséum d'Histoire Naturelle (MHN) d'Autun, ayant son siège social Place du Champs de Mars 71400 AUTUN, représenté par Vincent CHAUVET, Maire, dûment habilité par délibération en date du 2022,

Le Muséum d'Histoire Naturelle (MHN) d'Auxerre, ayant son siège social 14 place de Hôtel de Ville, BP 70059, 89012 AUXERRE Cedex, représenté par Crescent MARAULT, Maire, dûment habilité par délibération en date du 2022,

Le Muséum d'Histoire Naturelle (MHN) de Besançon, ayant son siège social au 2 rue Mégevand, 25 034 Besançon Cedex, représenté par sa maire, Anne VIGNOT, dûment habilitée par délibération en date du 2022,

Le Jardin des Sciences de la Ville de Dijon, ayant son siège social à la Mairie de Dijon - CS 73 310 – Place de la Libération – 21033 Dijon Cedex, représenté par son maire, François REBSAMEN, dûment habilité par délibération du conseil municipal de la Ville de Dijon, en date du 2022,

Ces quatre structures étant collectivement désignées ci-après sous le terme « les bénéficiaires »

VU le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1611-4 et L 4221-1 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu le règlement budgétaire et financier du Conseil régional adopté le 24 septembre 2021 ;

Vu la délibération n° 22 CP-XXX de la Commission permanente du Conseil régional en date du ... 2022 ;

Il est tout d'abord exposé ce qui suit :

Préambule :

La Région Bourgogne-Franche-Comté

Les enjeux de préservation et de reconquête de la biodiversité, dont la Région est chef de file, sont majeurs à l'heure d'un effondrement scientifiquement démontré, aggravé par le changement climatique. Sans nature, pas de vie. Sans pollinisateur, pas d'agriculture. Sans une ressource en eau suffisante et préservée, pas de développement du tourisme, ni d'attractivité. La Région, chef de file pour la préservation de la biodiversité, a une responsabilité de premier plan pour que l'action publique soit coordonnée, efficiente et massive, pour que la mobilisation et l'action des citoyens soient soutenues, pour que les entreprises prennent toute leur part dans cette action.

L'intervention de la Région, chef de file pour la protection de la biodiversité, est orientée par la Stratégie Régionale Biodiversité 2020-2030, votée par l'assemblée plénière en octobre 2020 :

- Protéger et reconquérir,
- Mettre la biodiversité au cœur des politiques d'aménagement,
- Faire de la biodiversité un enjeu de développement,
- Entraîner l'adhésion et la participation de tous
- Approfondir la connaissance
- Améliorer l'efficacité de l'action publique

La Région anime et coordonne, avec l'appui de l'Agence Régionale de la Biodiversité BFC, les actions qui découlent de la Stratégie Régionale Biodiversité.

Dans le cadre des axes « Protéger et reconquérir », « Entraîner l'adhésion et la participation de tous », « Approfondir la connaissance » et en appui de ses politiques d'intervention en faveur de la transition écologique, la Région développe une politique de sensibilisation, d'éducation et d'accompagnement de tous les publics afin que les enjeux et objectifs soient mieux compris et ainsi, les changements de comportements facilités.

Pour ce faire, elle s'appuie sur des structures-références ayant développé et professionnalisé des compétences dans ce domaine. Par leur action d'éducation en direction du grand public et des scolaires, les muséums d'histoire naturelle contribuent à l'atteinte des objectifs régionaux et de sa Stratégie Régionale Biodiversité.

Les bénéficiaires

- ⇒ **Autun** : Le Muséum d'histoire naturelle Jacques de La Comble à Autun, musée de France, dépend pour son fonctionnement de la communauté de communes du Grand Autunois Morvan. Les collections, qui sont pour la plupart issues de la donation de la Société d'Histoire naturelle à la Ville d'Autun en 1964, relèvent de la compétence de la commune d'Autun.

Les collections sont estimées à près de 800 000 échantillons (minéralogie, pétrographie et paléontologie). Cette partie se complète par un herbier de 300 000 parts. A ces deux ensembles viennent se joindre une collection d'insectes (100 000 pièces) et un ensemble en ornithologie (5 000 oiseaux naturalisés, œufs et nids).

Le muséum d'Autun travaille en étroite collaboration avec la Société d'Histoire naturelle d'Autun. Il organise des manifestations, expositions, colloques, conférences, cafés des sciences, et participe aux journées nationales axées sur le patrimoine. Le muséum d'Autun met ses collections à la disposition de nombreux partenaires scientifiques (Muséum national d'Histoire naturelle, muséums régionaux, Universités de Dijon et Lyon...).

Toutes ces actions ont comme objectifs de sensibiliser, faire connaître, préserver la biodiversité actuelle et de faire découvrir l'évolution de celle-ci par la connaissance des paléoenvironnements et paléoclimats dont les traces sont reconnaissables sur la région Bourgogne-Franche-Comté.

Auxerre : Le Muséum d'Auxerre, musée de France, est une structure municipale incluse dans le Pôle muséal. Actif dans des réseaux diversifiés de partenaires locaux, régionaux et nationaux (culture, culture scientifique, patrimoine, conservation, recherche, EEDD (Education à l'Environnement et au Développement durable), enseignement, animation et champ social), le Muséum d'Auxerre conserve et communique aux chercheurs des collections représentatives des biodiversité et géodiversité passées et présentes (160 000 spécimens) ; il assure une mission de sensibilisation des publics à la biodiversité, à l'impact anthropique sur les écosystèmes et à l'EEDD par des actions et programmations culturelles diversifiées, sur site, sur site naturel et hors les murs ; il assure également une mission d'expertise scientifique au niveau local et collabore avec des chercheurs et des programmes scientifiques pour l'avancement des connaissances bioécologiques. Enfin, le Muséum d'Auxerre mène une politique active d'enrichissement des collections pour continuer à enregistrer la biodiversité et la géodiversité régionales et métropolitaines, un axe majeur dans le contexte de l'Anthropocène.

- ⇒ **Besançon** : Installé à la Citadelle à partir de 1959, le Muséum d'histoire naturelle de Besançon est un établissement atypique, tant par son inscription au sein d'un site patrimonial majeur (fortifications Vauban inscrites au Patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en juillet 2008), que par l'articulation étroite entre d'importantes collections d'histoire naturelle (plus d'un million de spécimens recouvrant des champs divers : zoologie, botanique, géologie, instruments scientifiques, ethnologie extra-européenne...) et des collections « vivantes » (articulées autour de cinq secteurs animaliers). Acteur scientifique engagé dans la compréhension, l'étude et la préservation de la biodiversité, il bénéficie de l'appellation Musée de France, au titre de la loi 2002-5 du 4 janvier 2002.
- ⇒ **Dijon** : Le Jardin des sciences (Muséum - Jardin botanique – Planétarium), au cœur du parc de l'Arquebuse, est un espace dédié aux relations Homme / nature / environnement et à la biodiversité, largement reconnu par les publics, avec près de

120 000 visiteurs annuels. Il dispose de l'ensemble des équipements, des savoir-faire et savoir-dire en lien avec les thématiques abordées. Il anime en transversalité le plan en faveur de la biodiversité sur le territoire. Dans ce cadre, de nombreuses actions visant à développer la sensibilisation et la participation des habitants sont menées tant sur le site de l'Arquebuse que sur l'ensemble du territoire.

La Région et les bénéficiaires ayant constaté leur intérêt commun pour les actions d'éducation à l'environnement et au développement durable et de sensibilisation des acteurs, ils ont souhaité structurer leur collaboration à travers la mise en œuvre d'une convention pluriannuelle d'objectifs répondant aux objectifs déclinés dans leur stratégie respective.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Région, et les bénéficiaires en matière d'éducation et de sensibilisation à la transition écologique.

L'annexe à la présente convention expose les objectifs d'action partagés par la Région et les bénéficiaires.

Les actions s'inscrivant dans les axes prioritaires d'intervention définis dans cette annexe pourront faire l'objet d'une mise en œuvre effective sous réserve d'être confirmées chaque année. D'autres actions s'inscrivant hors des objectifs retenus pourront le cas échéant être soutenues par la Région en substitution.

Le montant du soutien de la Région est décidé chaque année sous réserve des crédits disponibles et des inscriptions budgétaires définies annuellement par l'assemblée délibérante et ce, en vertu du principe de l'annualité budgétaire. Le montant de chacune des subventions annuelles attribuées est un plafond non révisable à la hausse. Elles s'inscrivent en section d'investissement.

Des actions d'investissement et de fonctionnement de Muséums non présentées et non soutenues au titre de la politique d'éducation à l'environnement et au développement durable du conseil régional, peuvent faire l'objet de dossiers de demande d'aide au titre d'autres politiques régionales (recherche, culture...).

Article 2 : Modalités de définition et de suivi du partenariat

Les bénéficiaires communiqueront un programme prévisionnel à la Région, au plus tard le 31 mars de l'année d'exercice budgétaire devant faire l'objet d'un financement à leur bénéfice.

Pour l'année d'exercice concernée, tout ou partie de ce programme constituera, après concertation éventuelle, la base du partenariat via l'identification des actions pouvant être subventionnées par la Région en application de la présente convention.

Au moins une fois par an, les bénéficiaires présentent un bilan global des investissements réalisés l'année précédente. Ce rendu ne se substitue pas aux obligations prévues à l'article 4 de la présente convention.

Deux mois avant le terme de la CPO, les Muséums présenteront à la Région un pré-bilan collectif des trois années de convention, présentant une analyse quantitative et qualitative des actions réalisées (sous la forme détaillée en annexe 2). Le bilan complet sera présenté au plus tard fin février 2025.

Article 3 : Conventions annuelles d'application

Si le principe d'annualité budgétaire commande la mise en œuvre opérationnelle de la présente convention, celle-ci devra être conçue dans une logique de continuité, au service des priorités décrites ci-dessous.

Durant la période de validité de la convention de partenariat, les priorités de la présente convention seront déclinées en programmes annuels.

Par conséquent, pour chaque année, la Région attribuera aux bénéficiaires un montant de subventions proportionnelles qui seront précisées dans une convention financière annuelle, sous réserve des crédits disponibles et des inscriptions budgétaires.

Article 4 : Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les engagements pris dans la présente convention en matière d'axes d'intervention (précisés dans l'annexe 1), sur les thématiques en lien avec la transition écologique.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention d'objectifs prend effet à compter de l'exercice 2022 et ce, pour une durée de 3 années.

Article 6 : Communication et information sur la convention pluriannuelle d'objectifs

Les obligations des bénéficiaires en matière de communication sont précisées dans chacune des conventions annuelles.

D'une manière générale, les Muséums s'engagent à faire connaître le dispositif, ainsi que l'appui dont ils bénéficient de la part de la Région Bourgogne-Franche-Comté, lors d'entretiens ou contacts avec la presse ou les médias.

Si l'un ou l'autre des bénéficiaires décide de réaliser des publications ou toute autre action d'information presse ou toute action de promotion, il doit obligatoirement mentionner le concours financier de la Région. Le logo de l'institution régionale doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication, en respect de sa charte d'application.

Les Muséums s'engagent à prendre l'attache de la Région (Direction de la Communication et des Relations avec les Citoyens), systématiquement et préalablement à toute organisation de cérémonies (presse, protocolaires) afin d'en définir les modalités pratiques (contenu des cartons d'invitation, liste d'invités de la Région, prises de parole...).

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_086-DE

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

Article 8 : Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention. À défaut d'accord amiable, les litiges seront soumis au tribunal administratif de Besançon.

Fait à Besançon, le
en cinq exemplaires originaux

La Présidente de la Région
Bourgogne-Franche-Comté

Le Maire d'Autun,
représentant le MHN
d'Autun

Le Maire d'Auxerre,
représentant le MHN
d'Auxerre

La Maire de Besançon,
représentant le MHN de
Besançon

Le Maire de Dijon,
représentant le Jardin des
Sciences de la Ville de
Dijon

ANNEXE 1

Cadre général et objectifs communs de la convention pluriannuelle d'objectifs conclue entre le Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté et les Muséums d'Autun, Auxerre, Besançon et Dijon

Depuis 2015, la Région Bourgogne-Franche-Comté accompagne les Muséums dans la mise en œuvre d'un programme d'actions élaboré en commun, reprenant le partenariat initié en 2004 avec l'ancienne Région Bourgogne.

Pour la période 2022-2023-2024, la Région souhaite concentrer le partenariat sur 3 axes d'intervention prioritaires qui sont exposés ci-après.

AXE 1 – SENSIBILISER ET ÉDUCUER DANS LES MUSÉUMS

L'éducation des publics adultes et scolaires aux enjeux environnementaux fait partie des priorités de la Région. En complément du dispositif « classes environnement » qui permet à des classes d'effectuer des séjours en centre agréé, la Région souhaite s'appuyer sur les Muséums pour proposer une approche scientifique de sensibilisation. Les actions proposées s'appuieront sur les spécificités de chaque Muséum pour aborder et intégrer autant que possible les enjeux de transition écologique (consommation locale et responsable, gestion des déchets et économie circulaire, sobriété énergétique, ...), et de biodiversité (connaissance, impacts anthropiques, préservation et durabilité des ressources naturelles).

La Région soutiendra les investissements réalisés pour répondre aux enjeux d'éducation des populations.

AXE 2 – PRESERVER ET CONSERVER LA BIODIVERSITÉ

Les Muséums sont par nature des lieux de conservation de collections scientifiques sur la faune, la flore ou la géologie. Leur préservation et leur mise en valeur contribuent aux politiques d'éducation et de sensibilisation en fournissant des matériaux et des références aux expositions thématiques.

La Région soutiendra les investissements contribuant à la mission conservatoire des muséums.

AXE 3 – COLLABORER ET COOPERER ENTRE MUSEUMS ET AVEC LES STRUCTURES EDUCATIVES DU TERRITOIRE

Chaque Muséum présente ses spécificités et les implantations sont suffisamment éloignées pour pouvoir envisager des actions de partage de thématiques, de contenus pédagogiques, voire de matériels ou de tout ou partie d'expositions. De même, chaque Muséum « rayonne » sur son territoire en mettant à disposition d'acteurs autres des supports de sensibilisation.

La Région soutiendra les investissements permettant de favoriser la meilleure diffusion possible des actions et supports pédagogiques.

Modalités concernant les bilans annuels et triennal de la CPO

BILANS ANNUELS (à compléter pour fin février de l'année suivante au plus tard)

Bilan financier (réalisé par la Région) : subventions votées, montants versés

Bilan quantitatif : nombre d'entrées (grand public, scolaire, autres – chercheurs, bénévoles...-)

Bilan technique :

Investissements réalisés en matière de	Sensibilisation et éducation	Conservation, gestion et mise à jour de collections	Collaboration et coopération entre muséums et avec les structures éducatives du territoire	Autres : développement de la connaissance scientifique...
Autun				
Auxerre				
Besançon				
Dijon				

BILAN TRIENNAL (à compléter pour fin février 2025 au plus tard)

Bilan des 3 années de CPO	Points positifs	Points négatifs	Points à développer
Autun			
Auxerre			
Besançon			
Dijon			

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_086-DE

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-087 - Mise en paiement de bons d'achat (récompense du concours à voix haute) – Librairie Obliques

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 28

votants : 36 dont 8 pouvoirs

absents : 3

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Farah ZIANI, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Céline BÄHR

La Direction de la Culture a eu recours à l'utilisation de bons d'achats provenant de la Librairie Obliques, située 2 place de l'hôtel de Ville à Auxerre, afin de les offrir en guise de récompenses pour deux événements dont voici les détails :

Le festival Parole et Parole(s) s'est déroulé du 2 au 7 Mai 2022 dans différents lieux de la Ville, promouvant les arts de la parole. Le Jeudi 5 mai un concours de lecture était organisé à l'Abbaye Saint-Germain, réunissant 48 lecteurs de classes de CM1 et de CM2, répartis en 4 groupes.

Pour récompenser les 3 gagnants de chaque groupe 3 bons leur ont été distribués, d'une valeur faciale de : 20, 15 et 10 €.

Pour chacun des 4 groupes :

Le 3^{ème} finaliste a reçu un bon de 10 €

Le 2^{ème} finaliste a reçu un bon de 15 €

Le gagnant a reçu un bon de 20 €

Avec ces bons, les lecteurs pourront acheter les livres de leur choix à la librairie Obliques.

Soit un montant d'une facture totale de 180 €.

Le festival Courts 89 est un festival de courts métrages scolaires de l'Yonne organisé par Canopé le Jeudi 2 Juin au Cinéma CGR d'Auxerre, qui a pour objectifs de donner la possibilité aux élèves de s'impliquer collectivement dans un projet de réalisation audiovisuelle, de présenter leurs films devant un large public et enfin de pouvoir échanger avec des professionnels. La Ville d'Auxerre est partenaire du festival et a offert 2 bons d'achats d'une valeur de 50 € chacun pour récompenser 2 catégories.

Avec ces bons, les gagnants pourront acheter les livres de leur choix à la librairie Obliques.

Soit un montant d'une facture totale de 100 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- L'attribution de bons d'achat chez Obliques pour les gagnants du concours de lecture à voix haute pour les élèves de CM1 et CM2,
- L'attribution de bons d'achats chez Obliques au Festival Courts 89 de la part de la Ville d'Auxerre comme prix remis aux gagnants de 2 catégories,
- Le règlement des deux factures pour une valeur totale de 280 € à la librairie Obliques.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 35
- Voix contre : 0
- Abstention : 1 I. POIFOL-FERREIRA
- Absents lors du vote : 3

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-088 - Convention de partenariat avec l'AJA – Avenant n° 1

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Hicham EL MEHDI

La ville d'Auxerre et l'AJ Auxerre ont conclu une convention de partenariat sur la période de juillet 2021 à juin 2024 dont l'article 3.3 Mois d'établissement des prix des places stipule « Le prix des places est celui applicable au 1er juillet 2021 ; les prix sont fermes. En cas de montée de l'équipe professionnelle sur la période contractuelle, les parties conviennent de se revoir pour revoir le contenu et/ou les conditions financières de la convention. »

A la fin d'une saison palpitante où l'engouement populaire a montré la place importante de l'AJA dans la vie des auxerrois, le club phare de la région monte dans l'élite du football français. C'est l'assurance de connaître, après dix ans d'absence à ce niveau, des matchs de haut niveau et l'accueil de clubs prestigieux.

Pour rappel, la ville d'Auxerre construit avec l'AJ Auxerre un partenariat durable, basé sur les valeurs du sport, en soutenant l'école de football, la réussite du sport féminin, l'exportation de la marque Auxerre dans tout l'hexagone.

Le partenariat porte sur quatre axes principaux :

- L'achat de places, billetterie et hospitalité, afin d'amener aux stades des personnes éloignées du sport et des événements sportifs, ainsi que des futurs investisseurs,
- Le soutien à l'équipe féminine, afin d'accompagner les joueuses dans leurs choix de carrière et le financement de leurs formations,
- Le développement de l'accueil des jeunes, futurs joueurs des équipes auxerroises ou au-delà,
- La promotion du territoire à l'échelle locale et nationale sur les différents supports de visibilité du club.

Après négociations entre les deux parties, la convention de partenariat, pour la période de juillet 2021 à juin 2024, est revalorisée à hauteur de 120 000 € HT pour l'année 2022.

Une subvention de 80 000 € HT ayant été votée lors du Conseil Municipal de décembre 2021, il convient d'acter une subvention de 40 000 € HT pour 2022.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat précitée,
- D'autoriser le versement d'une subvention de 40 000 € HT en complément de l'année 2022,
- D'autoriser le Maire à signer l'avenant et tous documents afférents.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 31
- Voix contre : 2 D. ROYCOURT, F. LOURY
- Abstentions : 2 M DEBAIN, S. DOLOZILEK
- Absents lors du vote : 4

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.



CONVENTION DE PARTENARIAT

AJ Auxerre – Ville d’Auxerre

1^{er} juillet 2021 – 30 juin 2024

Avenant N°1

Entre les soussignés :

La Ville d’Auxerre, représentée par son Maire, Crescent MARAULT, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal n° 2022-088 en date du 30 juin 2022,

D’une part,

La S.A.S A.J. AUXERRE FOOTBALL, société par actions simplifiée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d’Auxerre sous le numéro 434 386 470, dont le siège social est situé Stade de l’Abbé Deschamps, 89000 AUXERRE, représentée par le signataire des présentes, dûment habilité à cet effet,

D’autre part,

Préambule :

L’article 3.3 de la convention de partenariat juillet 2021 – juin 2024 entre L’AJ Auxerre et la Ville d’Auxerre stipule :

3.3 Mois d’établissement des prix des places

Le prix des places est celui applicable au 1er juillet 2021 ; les prix sont fermes. En cas de montée de l’équipe professionnelle sur la période contractuelle, les parties conviennent de se revoir pour revoir le contenu et/ou les conditions financières de la convention.

A la fin d’une saison palpitante où l’engouement populaire a montré la place importante de l’AJA dans la vie des auxerrois, le club phare de la région monte dans l’élite du football français. Sur la saison 2021/2022, ce sont ainsi plus de 200 000 personnes qui sont venus au Stade, 6 matchs à plus de 10 000 spectateurs dont 3 matchs à plus de 17 000 personnes. Avec le passage du Club de la Ville en LIGUE 1, c’est l’assurance de connaître, après dix ans d’absence à ce niveau, des matchs de haut niveau et l’accueil de clubs prestigieux.

Conformément à l'article 3.3 de la convention, les deux parties ont convenu de réviser les articles suivants :

Article 1 : Objet de la convention

1.1 Places hospitalités pour chaque match à domicile :

- 5 places « Club EUROPE » avec prestations associées
- 4 places « Club BOURGOGNE » avec prestations associées
- Places de parking VIP

1.2 Billetterie par match de championnat à domicile :

- 5 abonnements en catégorie 1
- 800 places de match à utiliser équitablement sur 4 matchs ; soit 200 places par match (matches à définir en début de chaque saison. Il est convenu également que sur les matchs AJA/PSG et AJA/OM le nombre de places disponible est réduit à 50).

Pour les matchs hors championnat, la ville d'Auxerre pourra bénéficier de la politique tarifaire du club.

1.3 Actions de visibilité

1.3.1 Equipe professionnelle masculine :

DROITS D'IMAGE

- Label « Sponsor Officiel de l'AJ Auxerre »
- Droits d'image collective (5 joueurs minimum)
- Droit d'utilisation du logo club et logo composite
- Territoire de communication : France

VISIBILITÉ MAILLOT

- Visibilité sur l'avant du short pour l'ensemble des matchs de Ligue 1 Uber eats

VISIBILITÉ STADE

- Panneautique LED : 2 minutes de visibilité / match
- Panneau fixe en ligne de touche hors TV
- Spots écran géant : 3 spots / match
- 1 panneau fixe terrain d'entraînement

VISIBILITÉ MÉDIAS CLUB

- Votre logo en Rang 2 sur l'ensemble des supports de visibilité multipartenaires (panneaux interview ; tunnel joueurs, entrée couloir joueurs, support promotionnels club, programme de match, calendrier, poster)

DIGITAL

- Facebook : 4 posts
- Twitter : 4 posts
- Instagram : 4 posts
- 2 Envoi d'emailing dédié

ÉVÉNEMENTIEL

- Opération dédiée avec les joueurs de l'AJ Auxerre selon les modalités établies par la convention AJA-Communauté de l'agglomération 1^{er} juillet 2022-30 juin 2025. *(Chaque commune (29 communes) bénéficiera d'une opération en présence de joueurs de l'AJA. Il est entendu que ces opérations seront lissées sur la durée du contrat et il est prévu de limiter le nombre d'opérations à dix par saison, selon les modalités définies au préalable avec chaque commune concernée. Le club prévoit, tout ou partie des joueurs (minimum deux joueurs) présents pendant une durée d'une heure trente à l'occasion d'une animation organisée conjointement avec la commune concernée).*

A propos de l'organisation de ces opérations :

- *Le Maire de chaque commune concernée devra choisir le lieu et la date ;*
- *Cette opération pourra donc être organisée pour différents publics (Asso sportive, Ecole, Centre de loisirs ou à l'occasion d'un évènement sportif – ou pas)*
- *Lors de chaque opération, nous prévoyons :*
- *Moment d'échange avec les joueurs (questions/réponses ; dédicaces, etc.)*
- *Mise en place d'une activité / atelier ludique avec les jeunes*

Le Club prévoit, toute ou partie des Joueurs (et à tout le moins un minimum de 2 Joueurs) seront présents pendant une durée maximale d'une heure et demie (1h30) à l'occasion d'une animation organisée par la CA dans un lieu qui sera défini conjointement entre la CA et le CLUB sous réserve du respect par la CA des conditions suivantes :

- (i) un lieu sécurisé tant vis-à-vis de l'accueil du public que de l'accueil des Joueurs ; et*
- (ii) un lieu situé à proximité du Stade ou du centre d'entraînement de l'Equipe Masculine.*

Il est expressément convenu que le(s) lieu(x), date(s) et horaires de ces opérations seront choisis en concertation entre le CLUB et la CA, dans le respect des contraintes sportives et professionnelles de l'Equipe Masculine, ainsi que des consignes de l'entraîneur. Il est convenu entre les Parties que le CLUB disposera en outre du droit de donner des instructions sur le déroulement et sur tout ce qui a trait à l'organisation de ces opérations.

Les frais afférents à l'organisation de ces opérations, en ce notamment compris les éventuels frais de déplacement, de sécurité et de restauration des Joueurs concernés, sont considérés comme des Frais Techniques et par conséquent resteront à la charge des communes organisatrices.

- Participation à la semaine de l'olympisme

Les modalités de cette participation restent à définir ; les parties s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts pour la bonne réalisation de ces opérations, une fois par saison.

1.3.2 Equipe Féminine :

DROITS D'IMAGE

- Label « Sponsor Officiel de l'équipe féminine »
- Droit d'image collective des joueuses
- Droit d'utilisation du logo club et logo composite
- Territoire de communication France

VISIBILITÉ MÉDIAS CLUB

- Visibilité multipartenaires sur l'ensemble des supports de communication de l'équipe féminine

DIGITAL

- Votre logo sur les visuels d'annonce des résultats de l'équipe sur les réseaux sociaux

PASSERELLE METIERS

- Possibilité d'accueil de joueuses pour des stages au sein de la Ville d'Auxerre

1.3.3 Equipes jeunes

- 1 opération Escort Kids

DROITS D'IMAGE

- Label « Partenaire Officiel AJA Acadomia »
- Droits d'image collectifs des jeunes du club (5 joueurs min)
- Utilisation du logo et logo composite du club
- Territoire de communication France

VISIBILITE TERRAIN

- Paire de panneaux fixes sur le terrain officiel du centre de formation

VISIBILITE MEDIAS CLUB

- Visibilité multipartenaires sur l'ensemble des supports de communication du centre

PASSERELLE METIERS

- Possibilité d'accueil des jeunes pour des stages au sein de la Ville d'Auxerre
- Intervention auprès des jeunes, retours d'expériences et mise en avant de solutions de reconversion
- Participation au financement de formations scolaires

Article 3 : Conditions financières et de règlement :

3.1 – Conditions financières

Le montant forfaitaire payé annuellement par la Ville d'Auxerre est de 120 000 € HT pour les actions de visibilité et pour les places hospitalité et billetterie durant chaque saison sportive contractuelle.

Année 2022 : 120 000 € HT

Année 2023 : 120 000 € HT

Année 2024 : 60 000 € HT jusqu'au terme de la convention

La collectivité étant gérée en annuité budgétaire, chaque montant sera voté annuellement.

Par décret n° 2001-829 du 04 septembre 2001, le montant maximum des sommes versées par les collectivités territoriales en exécution de contrats de prestations de services ne peut dépasser 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, ce montant étant également plafonné en valeur absolue et ce pour toutes les sociétés sportives.

La SAS AJA s'engage à indiquer chaque année le montant total des produits du compte de résultat de l'année précédente, et à alerter la Ville d'Auxerre si ce double plafond venait à être dépassé ; le contrat serait alors caduc et devrait être renouvelé selon le même formalisme.

3.3 Mois d'établissement des prix des places

Le prix des places est celui applicable au 1er juillet 2022 ; les prix sont fermes. En cas de descente de l'équipe professionnelle sur la période contractuelle, les parties conviennent de se revoir pour réviser le contenu et/ou les conditions financières de la convention.

Fait à Auxerre, le

Le Maire d'Auxerre,

Crescent MARAULT

Le Directeur Général de l'AJA,

Baptiste MALHERBE

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-089 - Contrat de concession pour le Service Public de Distribution de gaz (DSP) – Rapport annuel 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Céline BÄHR

La distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal de la Ville d'Auxerre et de la commune associée de Vaux est consentie à GRDF sur les bases d'un contrat de concession remanié en 2003 et d'une durée de 20 ans.

Pour l'année 2021, le compte-rendu d'activité annuel que le concessionnaire doit communiquer à l'autorité concédante a été produit par GRDF pour analyse par les services de la ville. Il est joint en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte de la réception du rapport d'activités 2021 produit par GRDF.

Vote du conseil municipal : sans objet

Exécution de la délibération :


(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ DE CONCESSION 2021

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE

AUXERRE



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



L'édito

La transition écologique vers la neutralité carbone en 2050, la sécurité d'approvisionnement, la création de valeur sur les territoires sont des enjeux majeurs, et le gaz, de plus en plus vert, est un levier efficace et accessible pour décarboner à coûts maîtrisés la société, tout en apportant des solutions locales porteuses de bénéfices économiques et environnementaux dans les territoires.

Vous le savez, GRDF est convaincu que la transition écologique ne sera possible que si elle se traduit concrètement en actions au plus proche des territoires et décidées localement en concertation avec tous les acteurs.

Et vous, autorités concédantes, êtes de plus en plus nombreuses à vous engager dans la réalisation de projets concrets en faveur du développement de moyens de production de gaz vert, énergie durable, locale et stockable dans des infrastructures existantes pour décarboner les usages énergétiques à un coût soutenable et maîtrisé pour les clients.

Ainsi en 2021, au périmètre national, ce sont 152 nouveaux sites qui injectent du biométhane dans l'ensemble des réseaux de gaz. Au total, cela représente 365 sites en fonctionnement pour une capacité de production de 6,4 TWh par an, soit l'équivalent de la consommation de 1 606 740 logements neufs ! Et la dynamique reste soutenue, avec un potentiel supplémentaire de 19 TWh en cours d'étude ou de réalisation. Pour accueillir ces nouvelles capacités d'injection, 287 zonages de raccordement ont été validés pour 528 M€ d'investissements de renforcement des réseaux. L'objectif de 10% de gaz vert injecté prévu en 2030 sera atteint et même dépassé d'ici 2 à 3 ans dans certains territoires.

Pour renforcer encore son ancrage local, GRDF s'est récemment doté d'une raison d'être : *Agir pour donner au plus grand nombre le choix d'une énergie d'avenir, performante, renouvelable, sûre et abordable, au cœur de la vie des territoires.* Celle-ci exprime la vision que notre entreprise a de son rôle dans la société et pour les générations futures. Elle reflète les valeurs de service public qui sont au cœur de notre identité et que nous portons avec fierté partout où nous sommes présents.

Je suis très heureuse de partager avec vous cette vision dans ce compte-rendu qui fait le point sur l'activité de GRDF sur votre concession en 2021.

Laurence Poirier-Dietz
Directrice générale

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



01	L'essentiel de votre concession	6
	Les chiffres clefs de votre concession	8
	Vos interlocuteurs territoriaux	10
	Votre contrat de concession	11
02	L'activité au quotidien	12
	Les clients et leurs usages	14
	Les services et les prestations	20
	L'activité de comptage	22
	L'écoute client	26
	La chaîne d'intervention	32
	La sécurité du réseau	37
03	Le patrimoine de votre concession	46
	Vos ouvrages	48
	Les chantiers	55
	Les investissements	58
	La valorisation de votre patrimoine	64
04	Le compte d'exploitation	68
	Le tarif de distribution - ATRD	70
	La synthèse du compte d'exploitation	72
	Les recettes	75
	Les charges	77
	L'équilibre financier	81
05	La transition écologique	84
	Le gaz vert	86
	La mobilité durable	88
	Les données au service de la maîtrise de l'énergie	89
06	GRDF & Vous	92
	La distribution du gaz, une mission de service public	94
	Une organisation à votre service	97
	Les outils digitaux à votre disposition	101

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



01

L'essentiel de votre concession

1.1	Les chiffres clefs de votre concession	8
1.2	Vos interlocuteurs territoriaux	10
1.3	Votre contrat de concession	11

1.1 Les chiffres clefs de votre concession

Clientèle



12 457

Nombre de clients



147

Nombre de premières mises en service clients



326 GWh

Quantités de gaz acheminées



94,4%

Taux de satisfaction accueil dépannage gaz / exploitation maintenance (région)



142

Nombre de réclamations



93,3%

Taux de demandes fournisseurs traitées dans les délais

Contrat



2023

Année d'échéance du contrat



20

Durée du contrat



21/01/2003

Date d'entrée en vigueur du contrat

Économie



16 k€

Redevance R1



1 790 k€

Investissements réalisés
sur la concession



4 154 k€

Recettes
acheminement et hors
acheminement

Maintenance et sécurité



131%

Taux d'atteinte
de l'objectif de
surveillance du réseau



107%

Taux de visites
réalisées sur les postes
de détente réseau



100%

Taux de visites réalisées
sur les robinets



100%

Taux de visites réalisées
sur les branchements
collectifs



250

Nombre
d'interventions de
sécurité gaz



260

Nombre d'incidents

Patrimoine



175 km

Longueur totale des
canalisations



11 723

Nombre de compteurs
domestiques actifs



345 m

Longueur de réseau
développé

1.2 Vos interlocuteurs territoriaux



THIERRY GAY
votre Directeur Territorial
06 21 70 82 31 | 03 80 54 26 41
thierry.gay@grdf.fr



LESLIE ARNOULT
Conseillère des Collectivités Territoriales
06 65 74 79 24
leslie.arnoult@grdf.fr

1.3 Votre contrat de concession

GRDF est lié aux autorités concédantes par un contrat de concession qui précise les conditions d'exploitation du service public de la distribution de gaz et les engagements contractuels des deux parties pendant la durée du contrat.

Date d'entrée en vigueur du contrat : 21/01/2003

Durée d'application : 20 ans

Pour accéder aux informations détaillées du CRAC

Vous pouvez compléter votre lecture et votre analyse du CRAC en utilisant :

- Le « Guide de lecture », lorsque vous voyez « Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC ». Ce document est disponible sur le site GRDF.fr, à la rubrique Collectivités, ou à l'adresse suivante : https://docgaz.grdf.fr/docs/crac_guide_de_lecture.pdf.
- La « Plateforme de Données Concession (PDC) », qui vous donne accès directement à toutes les données détaillées présentées dans le CRAC. Elle est accessible sur le site GRDF.fr via le « Portail Collectivités ».

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



02 L'activité au quotidien

2.1	Les clients et leurs usages	14
2.2	Les services et les prestations	20
2.3	L'activité de comptage	22
2.4	L'écoute client	26
2.5	La chaine d'intervention	32
2.6	La sécurité du réseau	37

2.1 Les clients et leurs usages

Les clients et les consommations sur votre concession

GRDF achemine le gaz pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte de la vente réalisée par le fournisseur d'énergie.

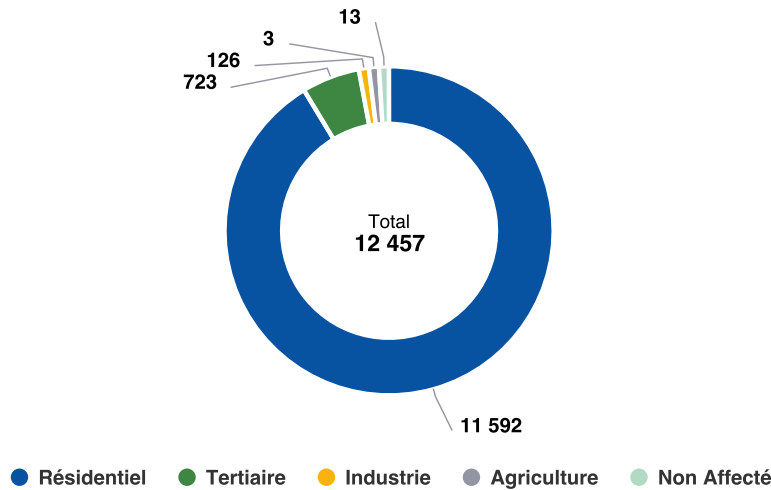


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

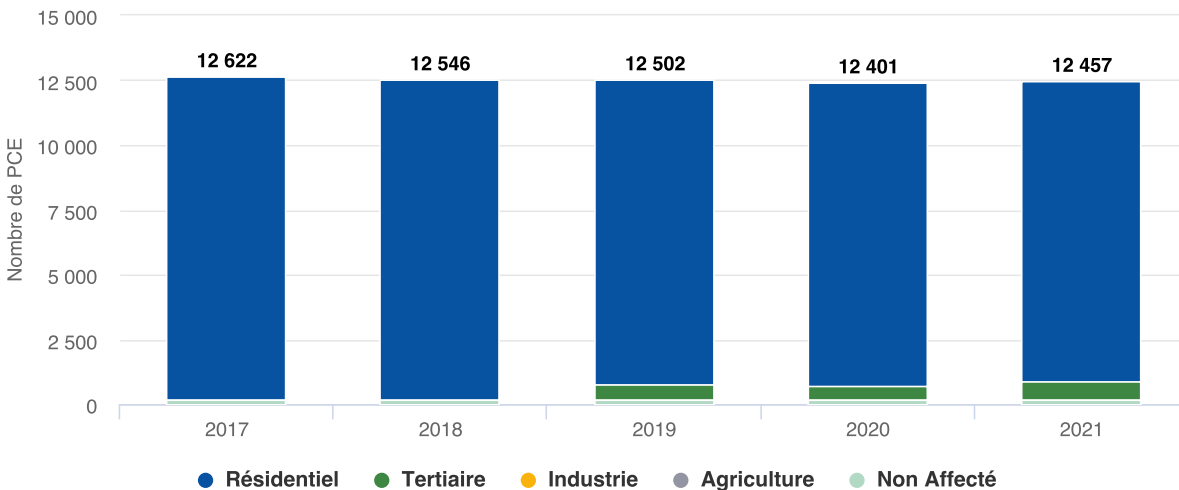
Les clients et la consommation par secteur d'activité

Le nombre de clients de votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par secteur d'activité.

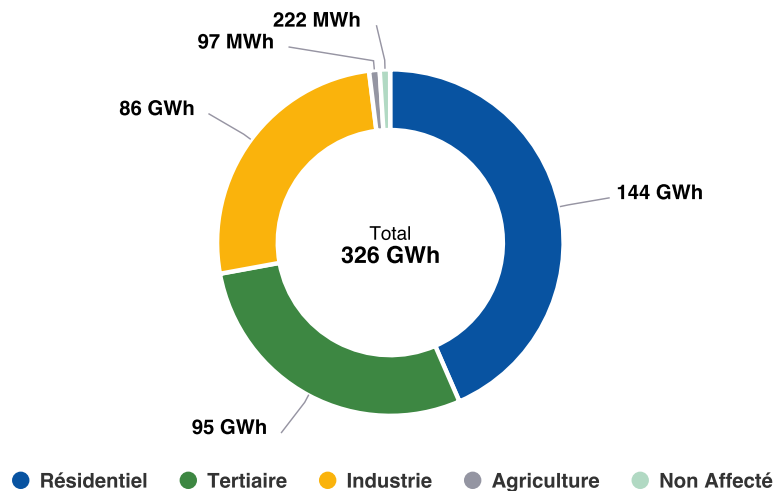
Répartition du nombre de clients par secteur d'activité en 2021



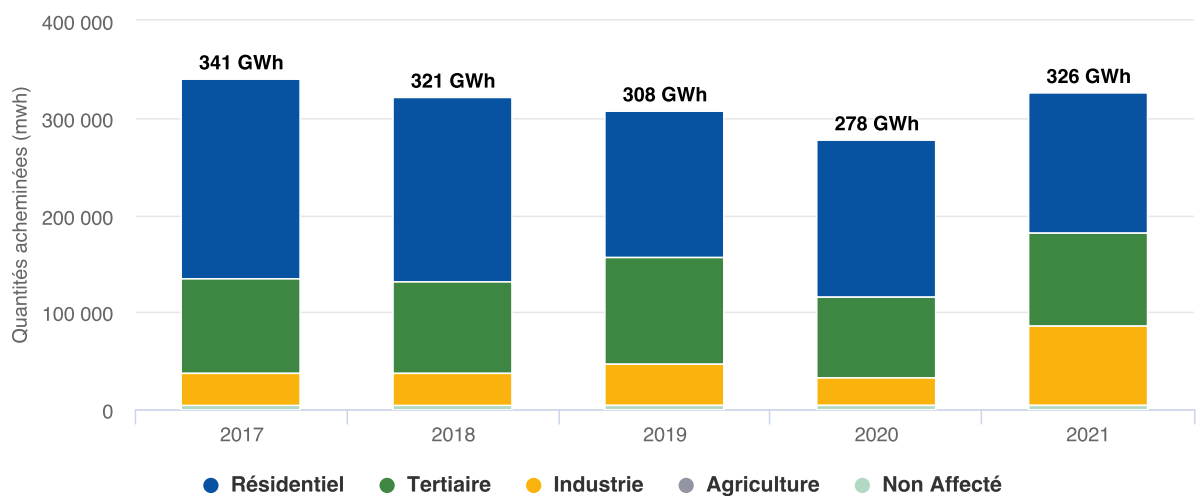
Évolution du nombre de clients par secteur d'activité



Répartition des quantités acheminées par secteur d'activité en 2021



Évolution des quantités acheminées par secteur d'activité



Vous pouvez constater une évolution marquée des données du secteur tertiaire entre l'année 2018 et 2019 et les suivantes. Cette évolution n'indique pas un réel changement d'utilisation du gaz sur votre concession : elle n'est en effet que le reflet d'un changement d'organisation de la base de données pour donner suite à l'évolution de la réglementation sur ce sujet.

En effet, conformément aux évolutions prévues par l'article 179 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), la détermination du secteur d'activité des points de consommation gaz a évolué :

- Auparavant, les petits professionnels consommant moins de 300 MWh par an (correspondant aux tarifs T1 et T2 en gaz) étaient considérés réglementairement comme relevant du secteur « résidentiel ».
- Pour donner suite à la publication du décret 2020-196 du 4 mars 2020 et de l'arrêté du 6 mars 2020, les fournisseurs d'énergie ont été tenus de transmettre

à GRDF le code NAF de tous leurs clients professionnels.

Ainsi, il est désormais possible de connaître :

- Avec plus de précisions sur le secteur d'activité des clients petits professionnels (clients T1 et T2) qui sont désormais déclinés en « tertiaire », « industrie » et « agricole ».
- Plus précisément le sous-secteur d'activité des entreprises (clients T3 et T4).

En résumé, le nombre de clients « résidentiel » (en grande majorité des clients T1 et T2) a mécaniquement tendance à diminuer au profit des secteurs « tertiaire », « industrie » et « agricole ». Le nouveau format des données a l'avantage d'être plus précis et riche en informations.

Par ailleurs, les informations concernant les codes NAF de chaque client gaz (remontées par les fournisseurs) participent à la détermination du secteur d'activité. Leur complétude augmentant avec la mise en place d'une procédure plus robuste, la qualité et la précision des données de consommation et de leur répartition par secteur est en train de s'améliorer, même si localement (pour certains secteurs), des discontinuités peuvent être remarquées. A partir des données de consommation 2021, la répartition en secteurs d'activités (ou sectorisation) tiendra désormais compte de l'historique des informations partagées par le fournisseur (code NAF notamment). Cette évolution vise à faciliter l'interprétation des données agrégées de consommation, en les rendant moins dépendant d'éventuelles aléas dans la complétude des informations reçues par GRDF.

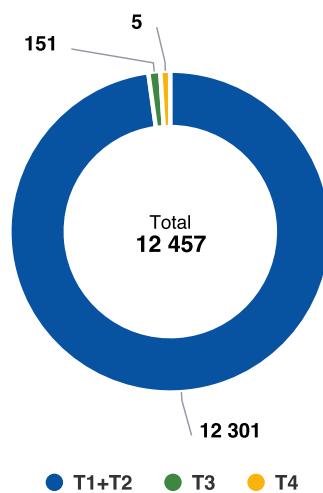
Enfin, une ultime évolution de la répartition en secteurs d'activités a été demandé par le Ministère de la Transition Écologique. Elle concerne la prise en compte des consommations correspondantes au code NAF « Production et distribution de vapeur et d'air conditionné ». Il s'agit entre autres de chaufferies desservant différents types de clients finaux (dont des bailleurs, des immeubles, de réseau de chaleur mais aussi des clients tertiaires voir industriels et du service à l'énergie). Ces consommations ont été historiquement (années 2018, 2019, 2020) affectées au secteur d'activité « résidentiel », en raison du nombre important de clients résidentiels estimés pour ce code NAF. Afin de pouvoir mieux suivre ce type d'utilisation, le ministère a demandé d'affecter désormais la consommation correspondante à ce code NAF au secteur d'activité « industrie ». Une conséquence de cette évolution sera visible dans la comparaison entre consommation de l'année 2020 et 2021 : transfert d'une partie de la consommation affectée en 2020 au secteur résidentiel vers le secteur industriel.



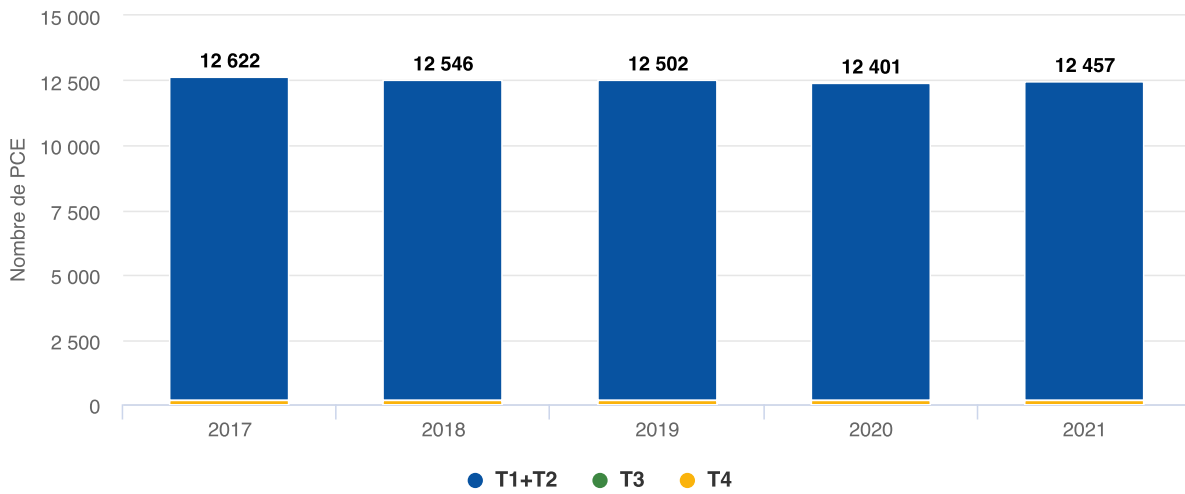
Les clients et les consommations par tarif d'acheminement

Le nombre de clients de votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par tarif.

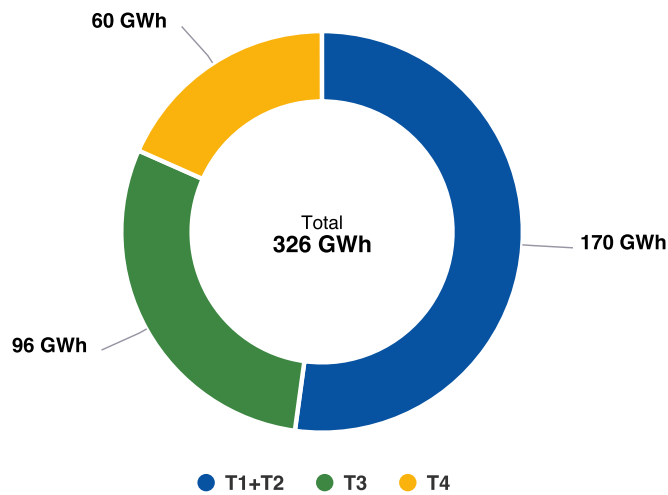
Répartition du nombre de clients par tarif en 2021



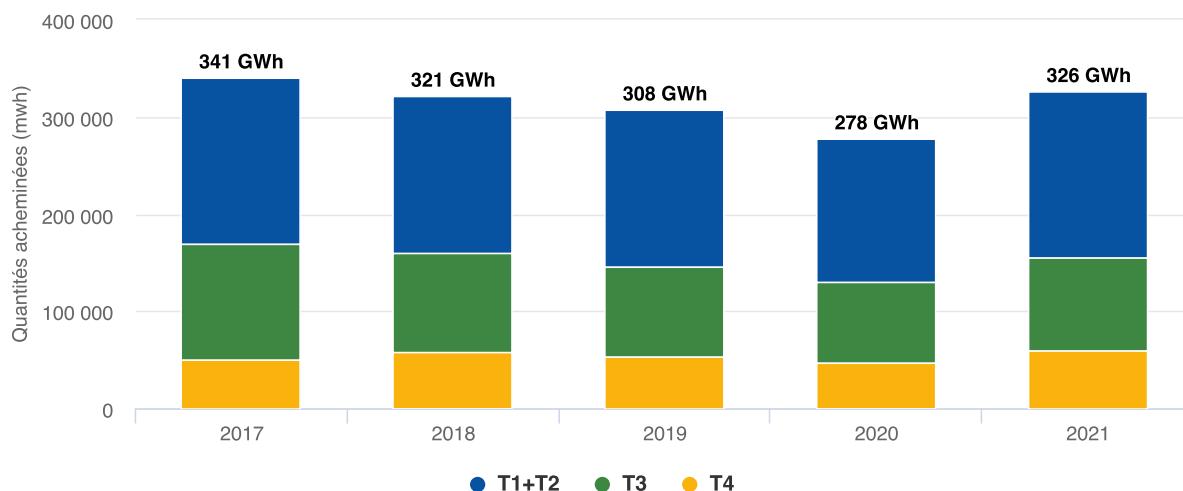
Évolution du nombre de clients par tarif



Répartition des quantités acheminées par tarif en 2021



Évolution des quantités acheminées par tarif



L'efficacité énergétique du réseau

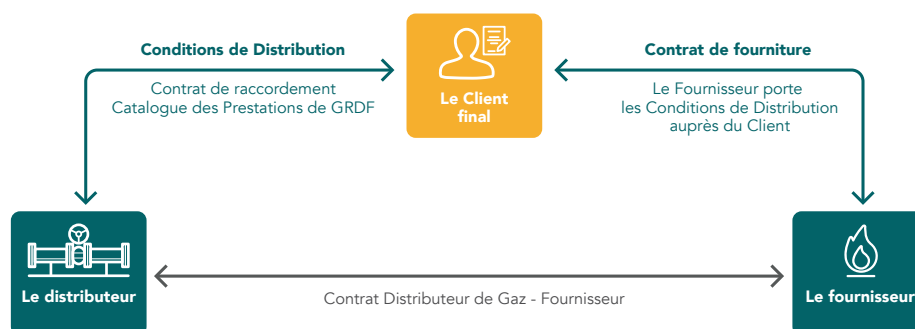
La sécurité du réseau et l'efficacité énergétique sont étroitement liées. Elles constituent deux priorités essentielles tant pour GRDF que pour les autorités concédantes. Les émissions de méthane sur les ouvrages concédés ont principalement pour origine les incidents et les dommages aux ouvrages causés par des tiers lors de réalisation de travaux à proximité d'un réseau de gaz.

GRDF observe l'évolution de ces émissions de méthane au niveau national. En 2021, celles-ci sont quasiment identiques à celles de 2020, année durant laquelle ces émissions avaient été marquées par une forte baisse liée notamment aux reports de travaux dus aux élections municipales puis à la crise sanitaire qui avaient permis de diminuer sensiblement les endommagements de canalisations gaz par les entreprises de terrassement.

Ce très bon résultat s'explique également par la poursuite des actions volontaires de GRDF et des pouvoirs publics en matière de conception des réseaux, de modernisation de la cartographie et de sensibilisation des entreprises de terrassement.

2.2 Les services et les prestations

Les prestations et services réalisés par GRDF sont définis dans le catalogue des prestations, liant le distributeur au client, qui permet de décrire la nature des prestations réalisables à la demande des clients. Ce catalogue des prestations est validé par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) et mis à jour tous les ans. Il est consultable sur le site **grdf.fr**.



Les principales prestations réalisées

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel, GRDF réalise ainsi :

- Des prestations intégrées dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à la résiliation du contrat de fourniture...).
- Des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux...), identifiées dans le catalogue de prestations.

Le catalogue des prestations est disponible sur le site de GRDF à l'adresse suivante : www.grdf.fr/institutionnel/actualite/publications/catalogue-prestations.

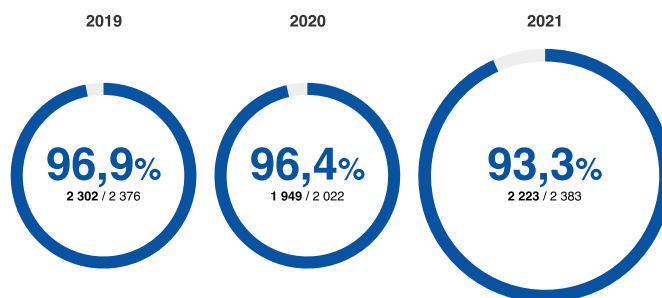
Les principales évolutions du catalogue 2021 publié le 1er juillet 2021 ont notamment porté sur :

- Des compléments apportés aux prestations en lien avec les compteurs communicants.
- Une modification des prestations relatives à l'injection du Biométhane dans les réseaux.

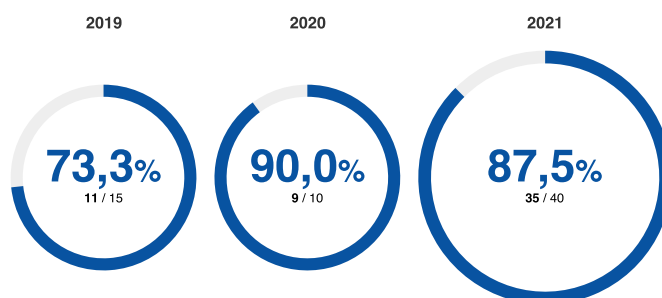
Principales demandes de prestations réalisées sur la concession

	2019	2020	2021
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	1 789	1 575	1 889
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	1 172	1 045	1 203
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	95	57	89
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	1 280	1 181	1 463
Demande d'intervention urgente ou express par rapport au délai standard	81	38	91
Déplacement vain ou annulation tardive facturés	59	46	44
1ère mise en service	23	23	147

Taux de respect du délai catalogue des demandes reçues des fournisseurs



Taux de raccordement dans les délais catalogue



2.3 L'activité de comptage

Le relevé des compteurs

Le relevé des compteurs par GRDF est séparé entre les plus gros consommateurs (environ 100 000, relevés à distance sur un rythme mensuel ou journalier), et le reste des clients (11 millions environ).

Sur ce dernier périmètre, pour les cas où le compteur n'est pas encore communicant, le déploiement étant en cours, le relevé est organisé sur un rythme semestriel et réalisé par des entreprises prestataires de GRDF.

La qualité du relevé des comptages

Les indicateurs de mesure tiennent compte de l'arrivée des compteurs communicants, qui viennent améliorer le relevé du comptage, en particulier pour certains compteurs inaccessibles car situés dans le logement des clients.

Le « taux de relevés sur index réels télérelevés » est de 99,2% sur votre concession. Il correspond à la consolidation du télérelevé des nouveaux compteurs communicants.

Le « taux de relevés corrigés » est de 0,3% sur votre concession. Il correspond au nombre d'index corrigés rapporté au nombre de compteurs non communicants relevés. Les corrections de relevés interviennent suite à des contrôles des consommations relevés à pied, à des corrections sur des index estimés ou à des contestations d'index issus des réclamations clients ou des demandes fournisseurs.

Le « taux de compteurs avec index lu au moins une fois dans l'année » est de 99,1% sur votre concession. Il correspond au nombre de compteurs dont l'index a pu être lu sur le nombre total de compteurs. Il concerne tous les compteurs actifs, qu'ils soient communicants ou non communicants.

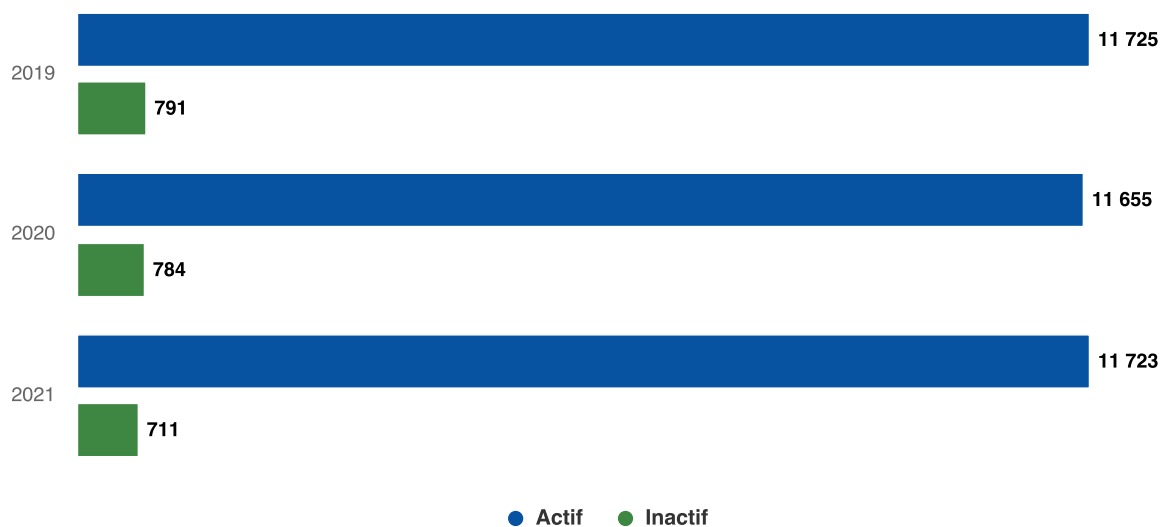
Ces indicateurs sont conçus pour rendre compte de la qualité du service de relevé, en cohérence avec le déploiement des compteurs communicants, qui constitueront l'essentiel du parc de compteurs d'ici 2023.

L'accessibilité des compteurs non communicants lors du relevé

La majorité des compteurs est accessible sans nécessiter la présence du client pour le relevé. Dans le cas d'un compteur inaccessible, un rendez-vous client est nécessaire pour collecter l'index. Une annonce du passage du releveur est alors faite au préalable. Le client aura la possibilité, s'il ne peut pas être présent lors du passage du releveur, de fournir un autorelevé qu'il pourra transmettre à GRDF.

En complément, et afin d'accompagner le client tout au long de son parcours du relevé, GRDF a mis en place en 2020 un nouveau service consistant en l'envoi de SMS aux clients qui n'auraient pu être présents, leur permettant d'envoyer leur index en autorelevé.

Évolution des compteurs domestiques actifs et inactifs

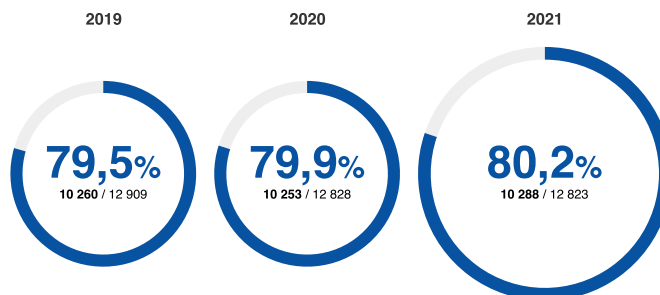


En 2021, sur votre concession le nombre de compteurs domestiques est de 12 434. En 2020, ce nombre était de 12 439 et de 12 516 en 2019.

Évolution des compteurs industriels actifs et inactifs



Taux d'accessibilité des compteurs domestiques et industriels



L'organisation du relevé des compteurs évolue avec l'arrivée des compteurs communicants gaz qui réduisent, au fil de leur déploiement, la volumétrie du relevé à pied et amènent des évolutions profondes dans le pilotage de la qualité du comptage.

Le compteur communicant gaz au service de la transition écologique des territoires

Le déploiement des compteurs communicants gaz a pour objectif majeur de permettre aux clients de bénéficier d'une meilleure connaissance de leurs consommations de gaz. Grâce au compteur communicant, les clients peuvent visualiser sur un espace personnalisé et sécurisé leur consommation quotidienne, la comprendre et ainsi entreprendre des actions de maîtrise de l'énergie. La réussite du projet, débuté à grande échelle en 2017 et qui se poursuit jusqu'en 2023, passe également par la mobilisation des acteurs de l'écosystème de la maîtrise de l'énergie.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Depuis le début du déploiement sur votre concession, 7 833 compteurs communicants ont été installés dont 4 963 en 2021. De plus, 3 concentrateurs ont été installés depuis le début du déploiement.

2.4 L'écoute client

Le Service Client GRDF

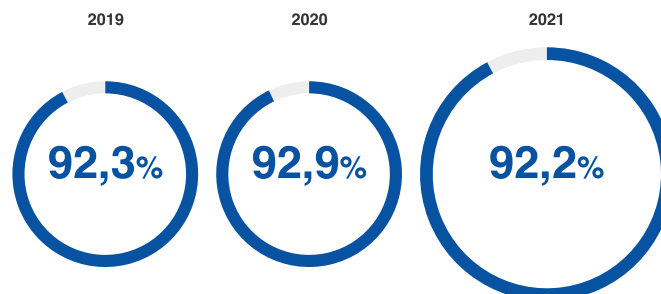
Le Service Client GRDF traite l'ensemble des demandes (hors Urgence Sécurité Gaz) concernant le raccordement, le conseil en matière de solutions gaz naturel et l'ensemble des prestations réalisées par GRDF. Il est dédié à tous les clients, promoteurs, partenaires et fournisseurs. Vous pouvez contacter nos conseillers sur notre site internet grdf.fr (rubrique Aide & contacts) ou par téléphone du lundi au vendredi de 8h à 17h.



59 876

APPELS TOUS MOTIFS CONFONDUS SUR VOTRE RÉGION GRDF

Taux d'accessibilité du Service Client GRDF sur votre région GRDF



Satisfaction des collectivités locales

Comme chaque année, GRDF sollicite les collectivités locales pour mesurer leur niveau de satisfaction. Cette année 1 806 élus et fonctionnaires territoriaux ont répondu à cette enquête, soit autant que les deux années précédentes. Avec 98% de collectivités se déclarant satisfaites de la relation concessionnaire, la qualité s'est maintenue par rapport à 2020.

Dans le détail, on observe notamment que 95% des collectivités se déclarent confiantes dans la qualité des données fournies, et 94% considèrent que le CRAC permet d'avoir une vision précise de l'activité de GRDF sur leur concession. Les attentes des élus et des fonctionnaires territoriaux vis-à-vis de GRDF restent fortes sur la coordination des programmes travaux ainsi que leur suivi. GRDF s'engage à poursuivre ses efforts pour toujours mieux répondre aux attentes des collectivités locales et apporter au cœur des territoires une énergie sûre et de plus en plus renouvelable.

95% des
collectivités
réaffirment leur
satisfaction à
GRDF

Satisfaction des clients particuliers et professionnels

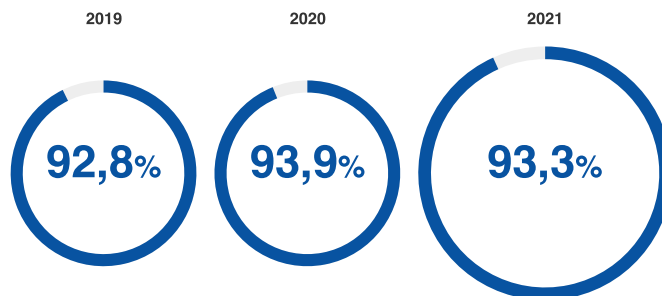
Un dispositif dématérialisé d'enquêtes de satisfaction est actif depuis 2015. Il permet, via des questionnaires en ligne, la mesure « à chaud » de la satisfaction des clients sur les différentes prestations de GRDF.

90% de satisfaction, objectif du projet d'entreprise GRDF

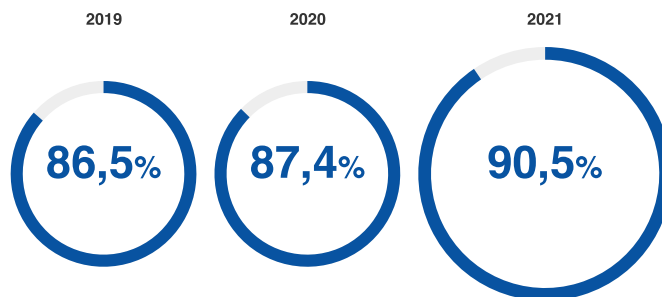


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

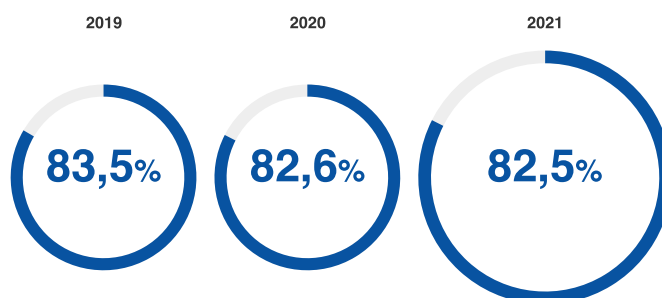
Taux de satisfaction des particuliers lors d'un raccordement (avec ou sans extension) - hors collectif sur votre région GRDF



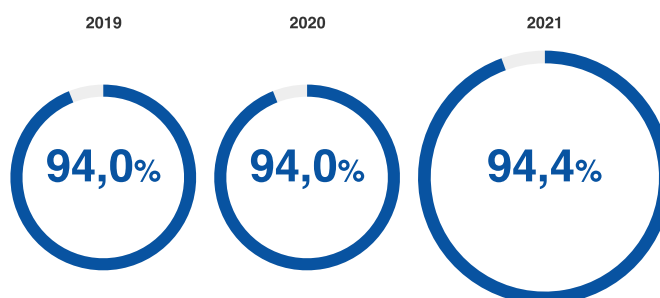
Taux de satisfaction des particuliers lors d'une mise en service avec intervention sur votre région GRDF



Taux de satisfaction des particuliers pour l'accueil distributeur sur votre région GRDF



Taux de satisfaction des particuliers et professionnels pour l'accueil dépannage gaz / exploitation maintenance sur votre région GRDF



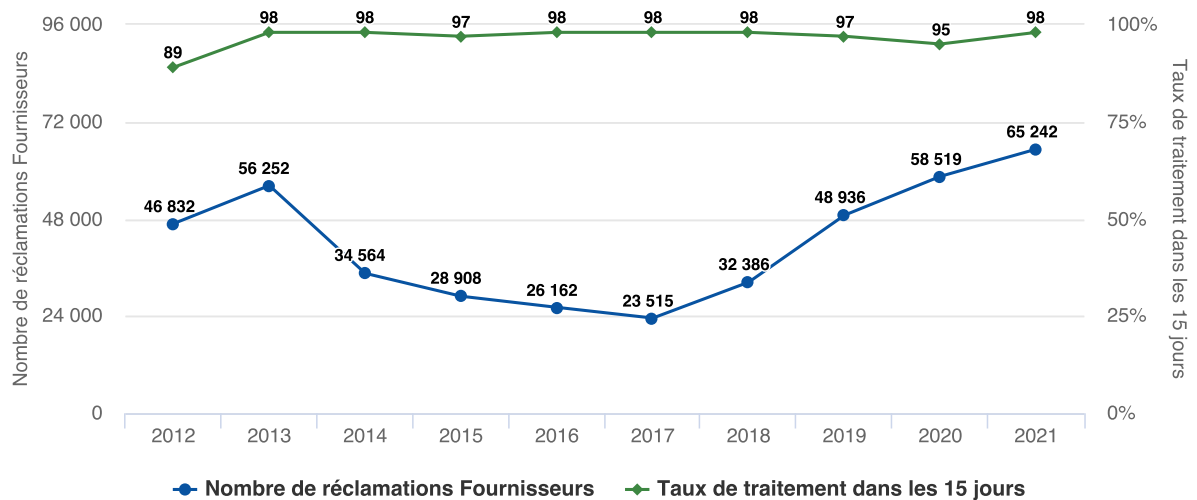
La gestion des réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients

Après une baisse continue du nombre de réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients depuis l'ouverture des marchés et jusqu'en 2017, les années 2018-2021 sont marquées par une augmentation des réclamations.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution des réclamations Fournisseurs courantes au niveau national



En 2021 sur votre région GRDF, le taux de réponse aux réclamations fournisseurs courantes dans les 15 jours atteint 96,3%.

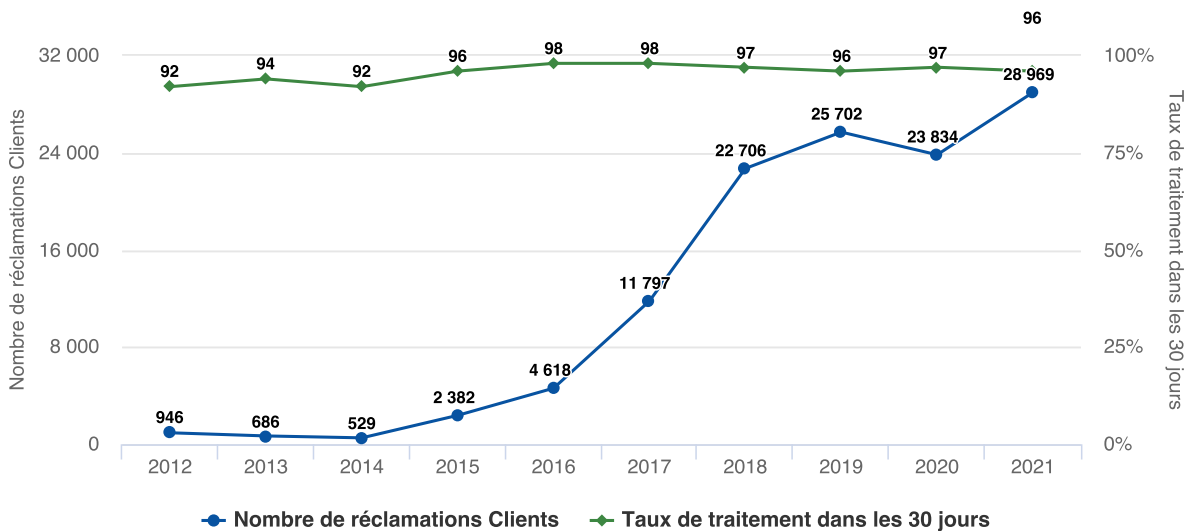
La gestion des réclamations directement émises par les clients

Les réclamations émises directement par les clients ont été en forte augmentation ces dernières années, cette évolution de la volumétrie des réclamations est la résultante de deux phénomènes :

- Une tendance générale et progressive depuis 2014 pour trois raisons :
 - GRDF est plus connu des clients et ceux-ci l'interpellent directement sans passer par leur fournisseur d'énergie,
 - GRDF a fait évoluer son Service Client en simplifiant et structurant son dispositif téléphonique et en modernisant son site grdf.fr, où les contacts pour des demandes ou des réclamations y sont facilités. Le client est également mieux informé et mieux guidé dans son parcours réclamations,
 - GRDF a mieux qualifié les réclamations dans les outils de collecte, permettant d'en fiabiliser le dénombrement (de nouvelles actions de sensibilisation de l'ensemble des acteurs ont d'ailleurs été réalisées en 2020 et 2021).
- GRDF a intensifié depuis 2018 le déploiement des compteurs communicants dont la généralisation a été initiée en 2017, entraînant des retours clients selon le contexte, comme évoqué ci-dessus.

Les délais de traitement de ces réclamations sont en légère dégradation en 2021 avec près de 96% de réponses apportées en moins de 30 jours contre 97% en 2020.

Évolution des réclamations Clients courantes au niveau national

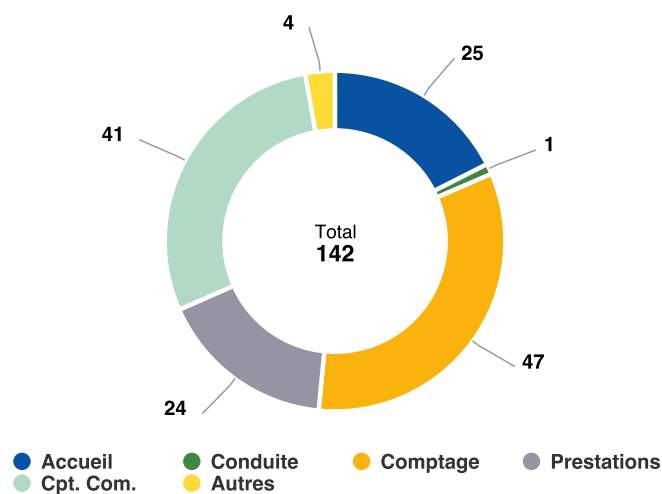


Les réclamations sur votre concession

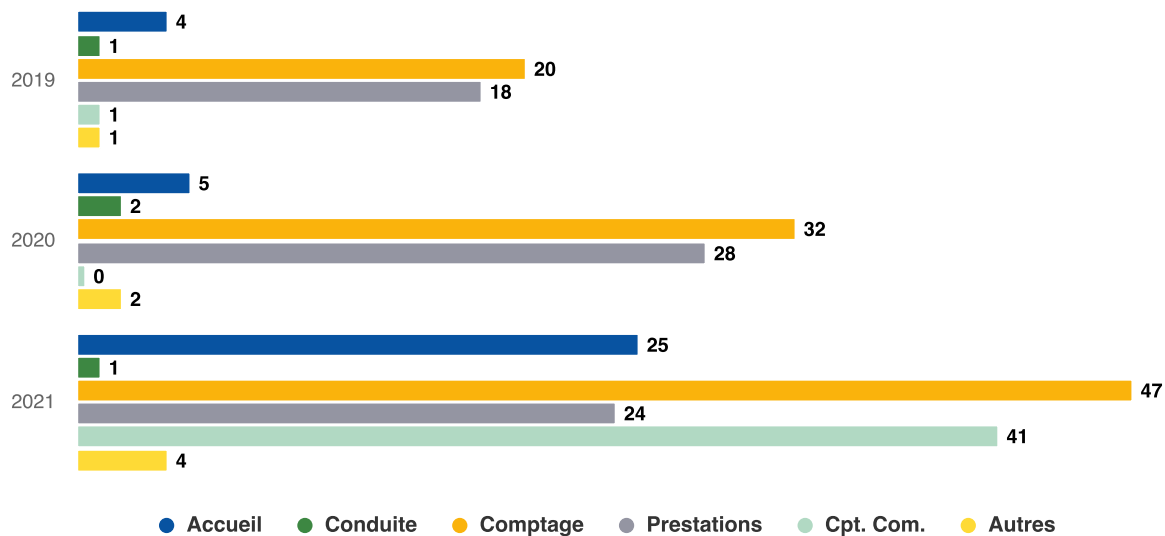
Les réclamations émises par les clients se répartissent en plusieurs catégories :

- « Accueil » : accueil acheminement, livraison / gestion des demandes,
- « Conduite » : conduite et surveillance du réseau,
- « Comptage » : données de comptage (hors pose de compteur communicant),
- « Prestations » : gestion et réalisation des prestations,
- « Cpt. Com. » : opérations de pose des compteurs communicants,
- « Autres ».

Répartition des motifs de réclamations en 2021



Evolution du nombre de réclamations par motif



En 2021 sur votre concession, le nombre total de réclamations est de 142. Ce nombre total était de 69 en 2020, et de 45 en 2019.

En 2021 sur votre concession, le taux de réponse sous 30 jours aux réclamations (tous émetteurs confondus) s'élève à 95,1%.

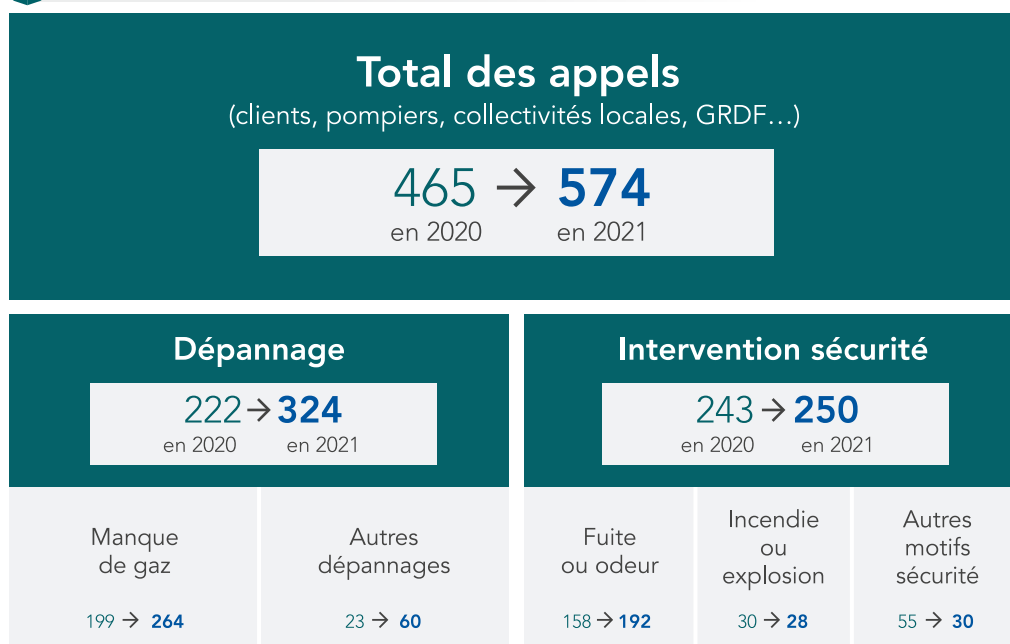
2.5 La chaîne d'intervention

Les appels sur votre concession

Les appels reçus sont répartis en « interventions de sécurité gaz » (fuites ou odeurs de gaz, incendies, explosions ou autres motifs de sécurité) et en « dépannages gaz » (manque de gaz et autres dépannages).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Les interventions de sécurité

Le délai d'intervention de sécurité suite à appel de tiers pour odeur de gaz fait l'objet d'un engagement dans le Contrat de Service Public signé avec l'État. Une attention particulière est apportée au suivi des interventions de sécurité.

Sur votre département, le taux d'intervention avec une arrivée sur les lieux de l'incident en moins de 60 minutes est de 99,0%.

Les incidents sur votre concession

Les tableaux ci-après rassemblent l'ensemble des incidents ou anomalies survenus sur le territoire de votre concession, ainsi que leur répartition par nature, par siège, par cause et par type d'ouvrage.

Nombre total d'incidents

210 → 260
en 2020 en 2021

Incidents, par nature

Manque de gaz ou défaut pression sans fuite	Fuite de gaz sans incendie ni explosion	Incendie et/ou explosion	Autres natures
61 → 73	96 → 139	17 → 18	36 → 30

Incidents, par siège du défaut

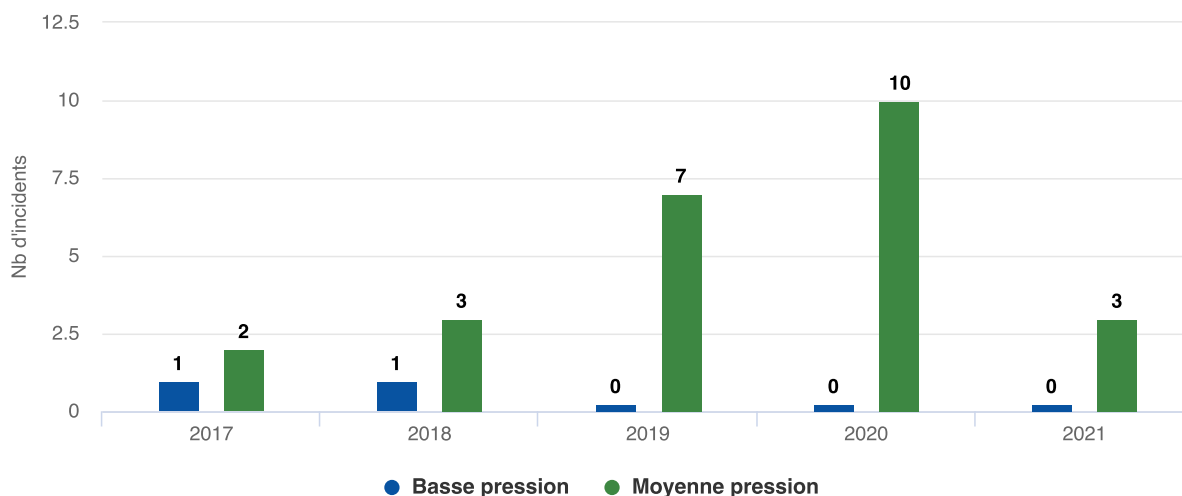
Installations intérieures desservies par GRDF	Ouvrages exploités par GRDF	Autres sièges
51 → 56	145 → 191	14 → 13

Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par type d'ouvrage		Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par cause de l'incident	
Réseau	Branchement individuel ou collectif	Dommages	Défaut de mise en œuvre
10 → 4	97 → 134	14 → 19	16 → 21
CI, CM et branchement particulier	Poste de détente et protection cathodique	Défaillance d'installations à proximité	Incendie
16 → 25	3 → 5	0 → 0	1 → 3
Autres ouvrages exploités par GRDF		Environnement	Matériel
19 → 23		11 → 11	103 → 136

Clients concernés par une interruption de livraison suite à un incident

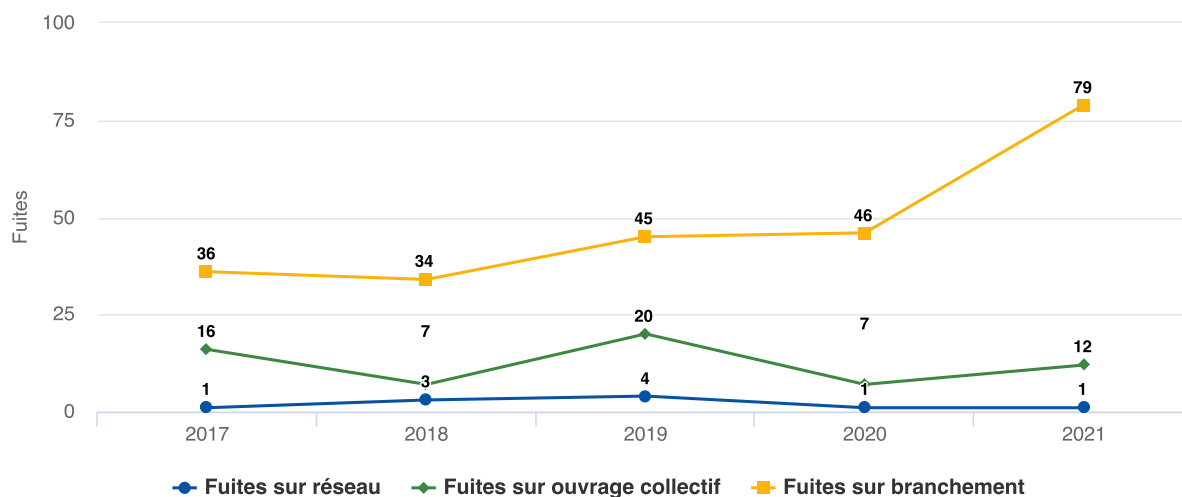
295 → 267

Répartition des incidents sur le réseau par pression



Certains incidents répertoriés sont liés à des fuites de gaz. En 2021, les incidents ayant pour origine une fuite se répartissent comme suit :

Évolution des fuites par type d'ouvrage



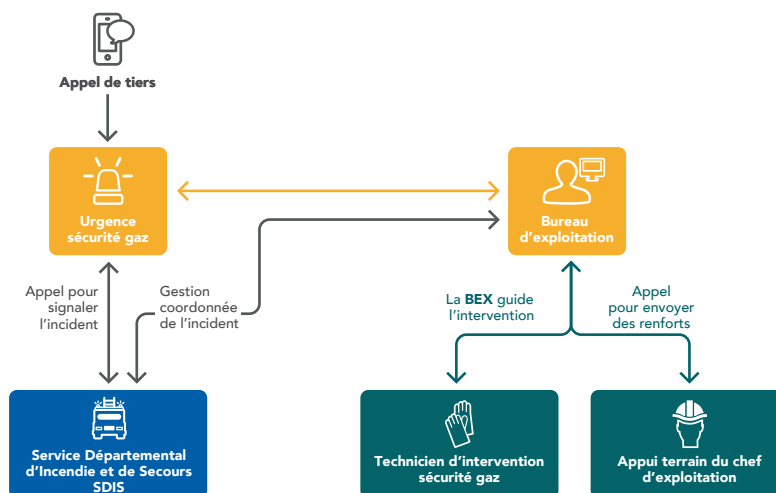
Les incidents significatifs sur les ouvrages exploités par GRDF

Un incident est dit « significatif » ou « majeur » lorsqu'il entraîne :

- une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients,
- et/ou au moins une victime.

La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

Déclenchée lors d'incidents spécifiques, la Procédure Gaz Renforcée se distingue des procédures d'intervention gaz classiques. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz, notamment grâce à une coordination renforcée entre Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et exploitants du réseau gaz. La PGR représente 1,9% des interventions de sécurité.



En 2021 sur votre concession, 4 Procédures Gaz Renforcées ont été réalisées sur un total de 250 interventions de sécurité gaz.

Le délai d'interruption du flux gazeux

Le suivi du « délai d'interruption du flux gazeux » en cas de fuite traitée en Procédure Gaz Renforcée sur la voie publique permet de mesurer à la fois l'efficacité de l'organisation, des moyens engagés et des décisions prises, et la qualité de la maintenance des robinets de sectionnement. Il comptabilise le temps écoulé entre l'appel du client et l'arrêt effectif du flux gazeux sur les lieux de l'incident.

Sur votre département, le « délai d'interruption du flux gazeux » est de 54 minutes.

Plan Origaz : le plan d'organisation et d'intervention gaz

GRDF a adopté un plan d'organisation et d'intervention, appelé « Plan Origaz », permettant de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les répercussions, pour les personnes ou les biens, d'un événement important concernant la distribution du gaz.

Le chef d'exploitation du bureau d'exploitation (BEX) assure la conduite du réseau sur un territoire donné, dirige toutes les opérations et actions lors des incidents. Il organise ainsi les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en coopération avec les opérateurs présents sur le terrain et en coordination avec les services de secours.

Le Bureau d'Exploitation a mis en œuvre la procédure ORIGAZ une fois sur l'année 2021.

InfoCoupure

GRDF met à disposition de ses clients « InfoCoupure », un service gratuit disponible 7j/7 et 24h/24 sur le site infocoupure.grdf.fr.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

2.6 La sécurité du réseau

Le schéma de vannage

Le schéma de vannage permet d'interrompre rapidement et efficacement l'alimentation en gaz lors d'incidents ou de travaux, et de limiter le nombre de clients coupés. Il définit le nombre et le positionnement des organes de coupure (vannes ou robinets) sur le réseau.

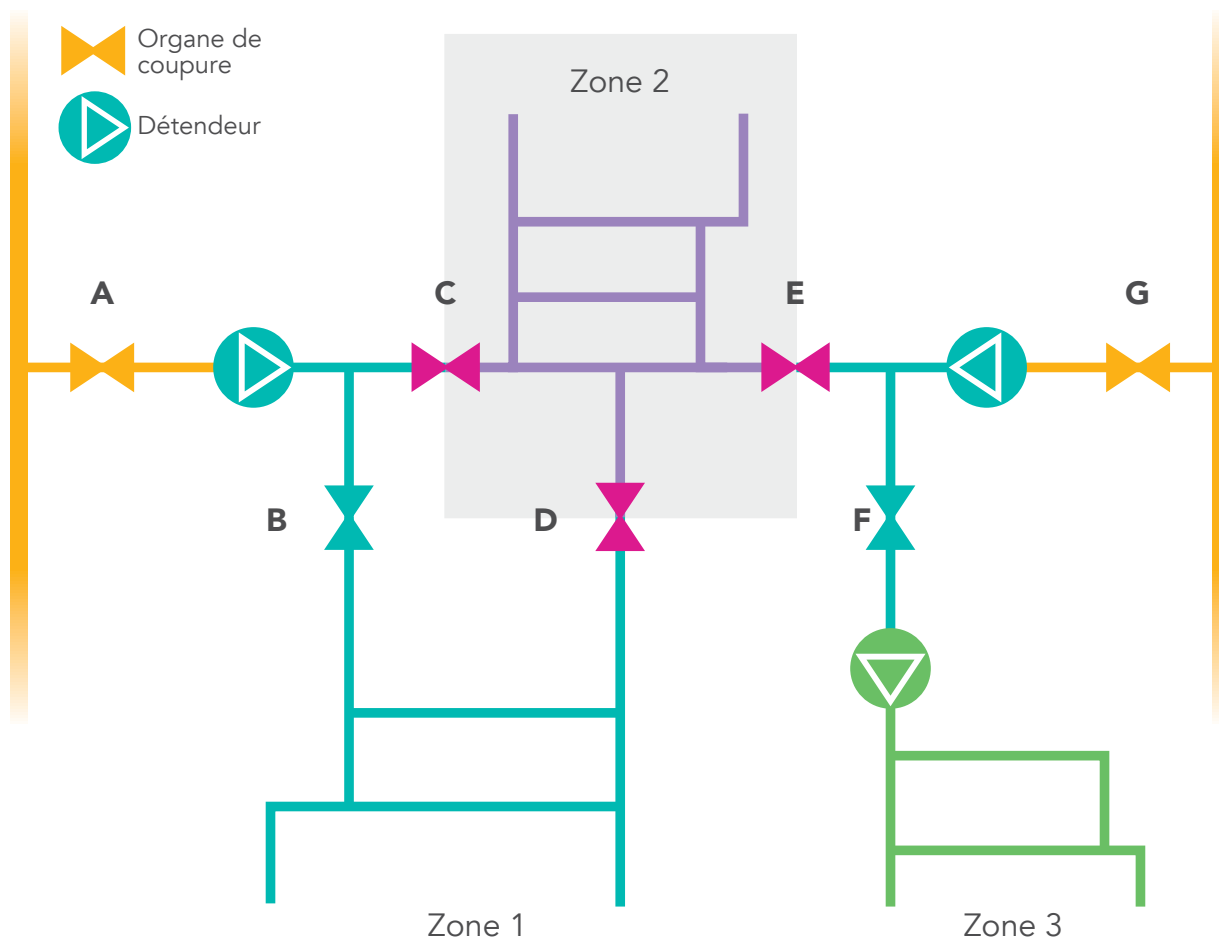
Au niveau national, GRDF a investi en 2021, 18 millions d'euros de travaux d'optimisation des schémas de vannage (insertion d'organes de coupure sur des secteurs insuffisamment pourvus, suppression des superflus, travaux de structure du réseau...). Environ 110 000 organes de coupure sont exploités et entretenus sur les réseaux enterrés.

GRDF est en cours d'équipement, sur les postes de détente réseau les plus importants et les postes d'injection de biométhane, de dispositifs de télésurveillance permettant d'identifier les dysfonctionnements en temps réel.

L'organisation du réseau est progressivement réalisée selon les principes représentés dans le schéma ci-dessus :

- Des artères principales, en acier ou en polyéthylène, relient les postes de desserte transport/distribution (entre les points A et G). Ces artères sont maillées et séparables par des robinets (C et E) qui permettent d'isoler un tronçon, en cas de besoin, en limitant l'impact d'une coupure pour les clients (maximum 1500 clients coupés) ainsi que le temps de décompression : c'est le schéma de vannage ; Depuis quelques années, des postes d'injection Biométhane sont raccordés sur ces artères principales afin d'alimenter le réseau en gaz vert.
- Des réseaux tertiaires (antenne B, D et F) en MPB sont raccordées au réseau secondaire desservant l'ensemble des clients des zones 1 et 3 ; Chaque antenne tertiaire est isolable en cas de besoin par la fermeture d'un robinet (F) entraînant la coupure de 500 clients maximum.
- Des réseaux BP (zone 3) en ilot ou maillés sont alimentés par un ou plusieurs postes de détente MPB/BP ; ils sont raccordés sur le réseau secondaire ou tertiaire MPB.

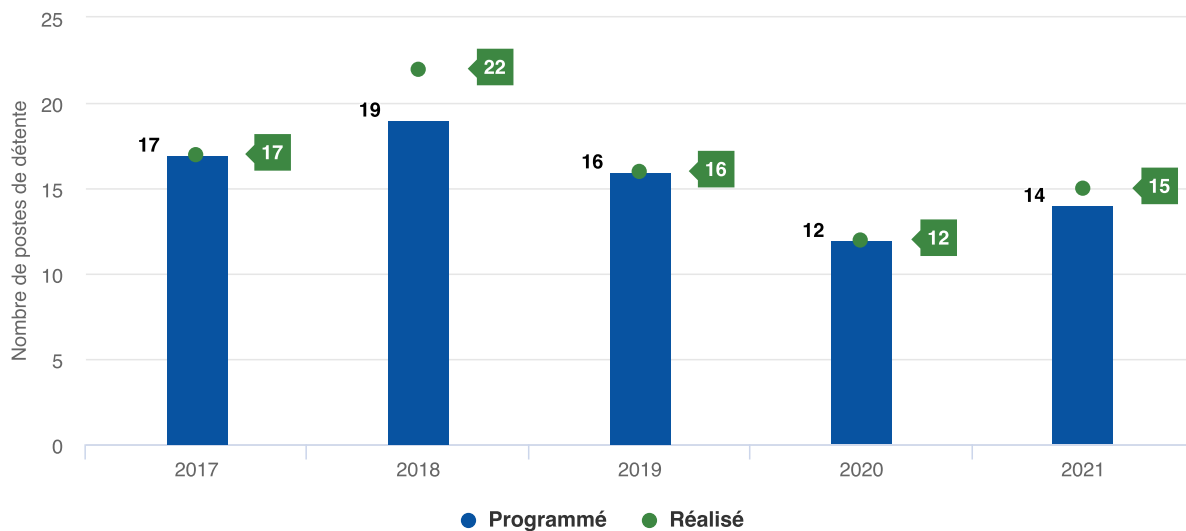
Au fur et à mesure des renouvellements de réseau BP par du réseau MPB, la structuration du réseau se poursuit selon ces principes, intégrant également l'impact du développement des gaz verts et de l'implantation de station GNV.



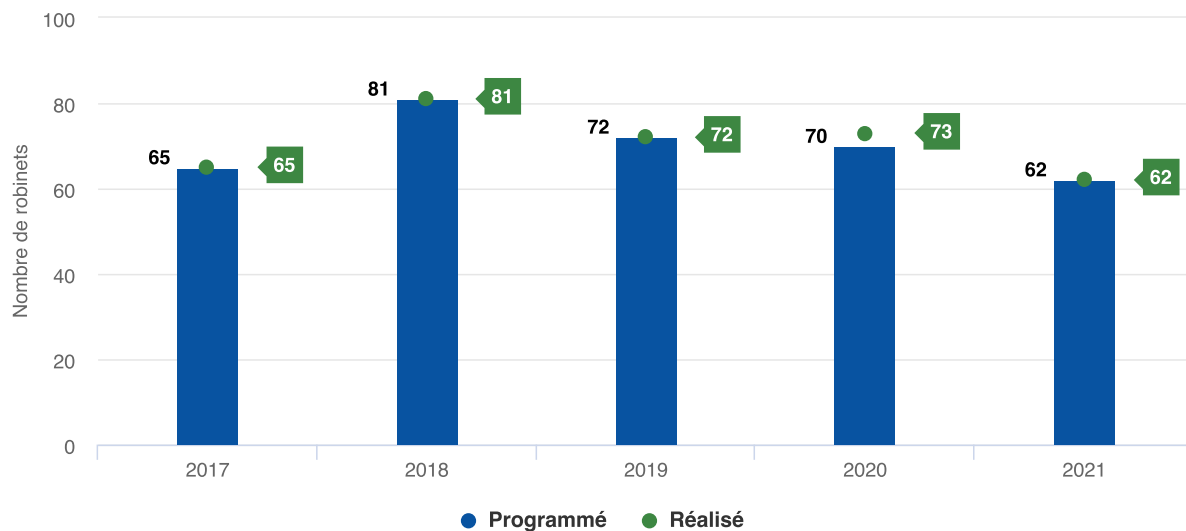
La politique de maintenance et de surveillance

La maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, spécifique par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés. Au total environ 80 gammes de maintenance sont appliquées.

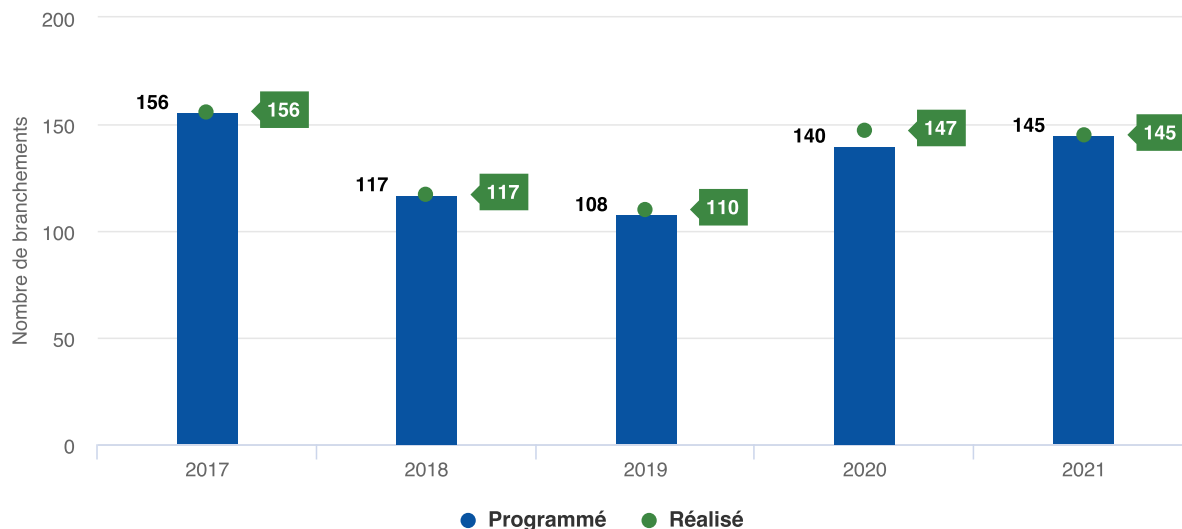
Visites de maintenance des postes de détente réseau



Visites de maintenance des robinets de réseau



Visites de maintenance des branchements collectifs



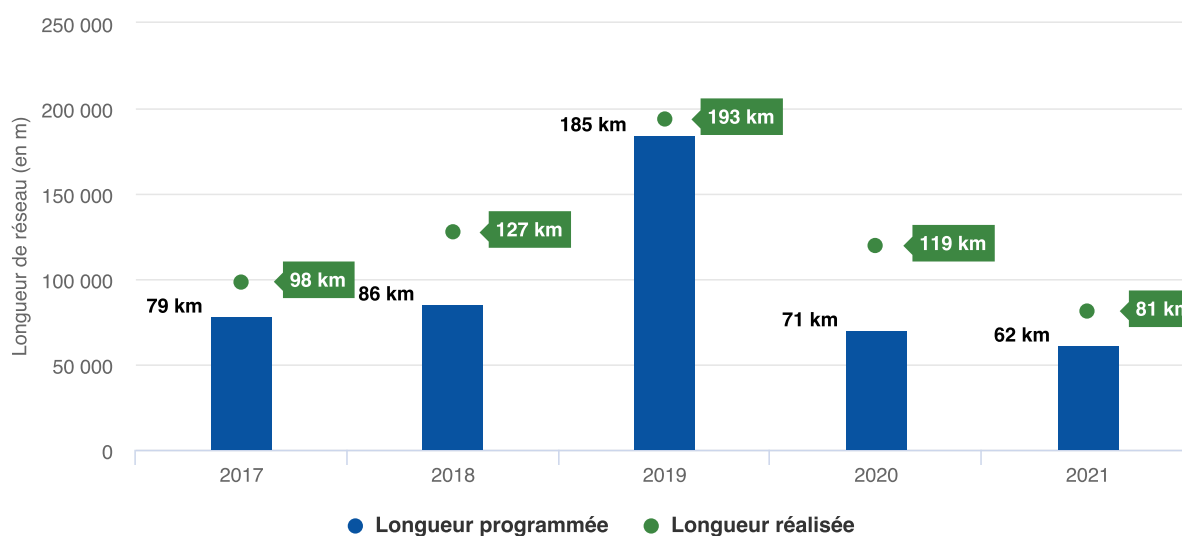
La surveillance systématique du réseau

La Recherche Systématique de Fuite (RSF) s'effectue soit à l'aide de Véhicules de Surveillance Réseau (VSR) équipés de capteurs de méthane, soit à pied pour les canalisations situées dans des passages non accessibles aux véhicules. En cas de présence suspecte de méthane, le technicien procède à des analyses et peut faire appel à une équipe d'intervention via l'Urgence Sécurité Gaz.

La périodicité de surveillance dépend de deux facteurs :

- les caractéristiques du réseau (nature, pression),
- l'environnement du réseau (densité de population, présence de travaux tiers, terrain...).

Longueur de réseau surveillé programmé et réalisé



La sécurité des installations intérieures

Les installations de distribution de gaz situées à l'intérieur des habitations sont placées sous la responsabilité de l'occupant du logement. Elles ne font pas partie du domaine concédé. Environ 97% des incidents en France liés au gaz trouvent leur origine sur cette partie des installations.

En complément de la réglementation existante, GRDF mène une politique de prévention fondée sur :

- la réalisation d'actions de communication sur la sécurité des installations, à destination des utilisateurs,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Sécurité Gaz » sur les installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois, dont le coût est pris en charge par GRDF.

En 2021, sur votre concession :

- 23 diagnostics ont été réalisés suite à l'accord du client,
- aucune situation de danger - grave et immédiat - n'a été mise en évidence nécessitant une interruption de la fourniture de gaz, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.



Les opérations spécifiques pour nos clients les plus fragiles : CIVIGAZ

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ est une opération spécifique visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les éco-gestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

La vérification des dispositifs de comptage

Conformément à la réglementation et indépendamment des éventuelles demandes des clients, GRDF procède à la vérification des dispositifs de comptage. La périodicité de vérification dépend de la technologie des compteurs.

Dépose et pose des compteurs

Type de compteur	Périodicité	2019	2020	2021
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	1 074	175	1 991
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	7	18	26
Compteurs industriels à pistons rotatifs ou de vitesse	5 ans	34	27	27

Le réglementation anti-endommagement et son évolution

Le cadre réglementaire anti-endommagement est applicable depuis le 1^{er} juillet 2012. Il concerne tous les intervenants des chantiers. Il est constitué d'un ensemble de mesures ayant pour objectif de renforcer la sécurité, de la conception des projets à la réalisation des travaux à proximité des ouvrages enterrés ou aériens.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

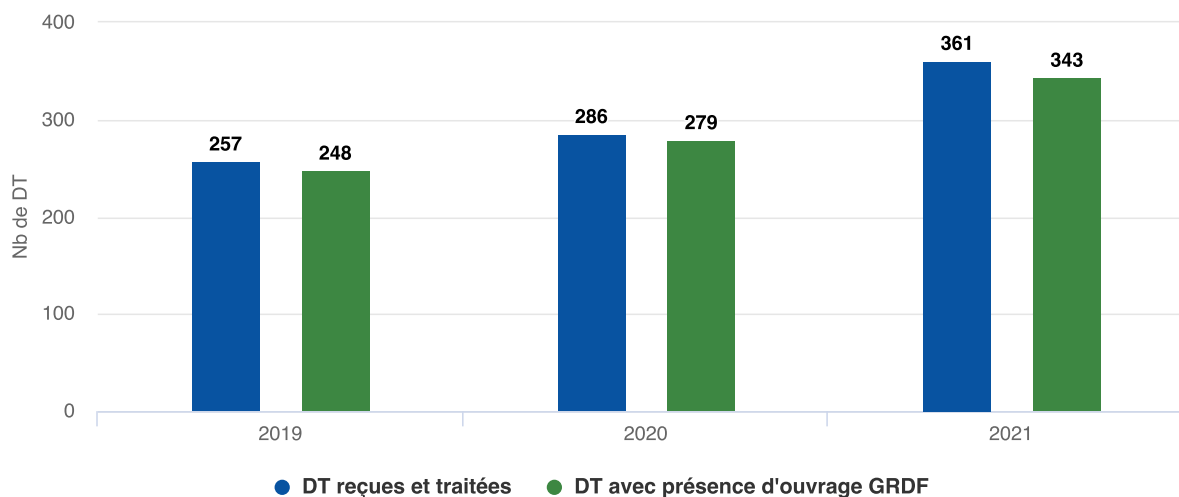
Le suivi des travaux de tiers sur votre concession

GRDF traite l'ensemble des déclarations de travaux référencées via le Guichet Unique de téléservice de l'Ineris : les DT (Déclarations de projet de Travaux) réalisées par les responsables de projet, les DICT (Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux) ou les Déclarations conjointes DT-DICT adressées par les exécutants de travaux, dans les délais réglementaires.

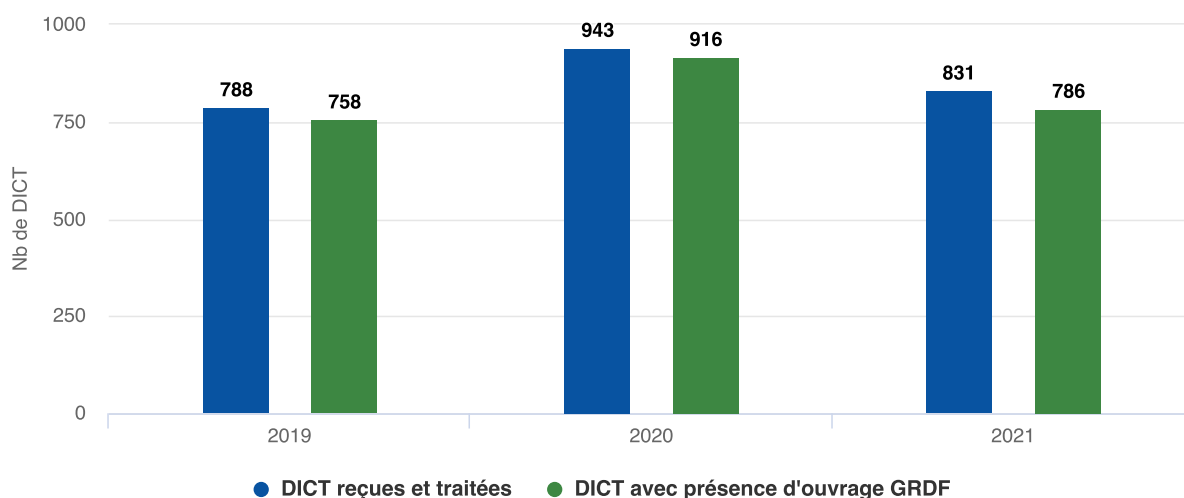


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution des Déclarations de Travaux



Évolution des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux



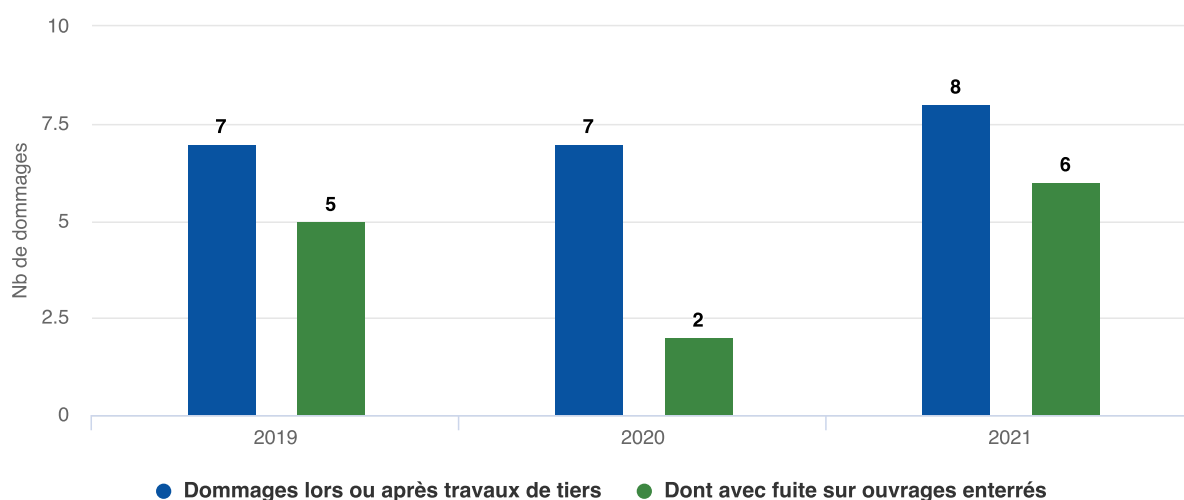
Les dommages aux ouvrages

Les dommages aux ouvrages lors de travaux de tiers provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Evolution du nombre de dommages aux ouvrages



Dommmages

	2019	2020	2021
Nb de DO avec fuite sur ouvrages enterrés	5	2	6
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	758	916	786
Taux	0,66%	0,22%	0,76%

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le
ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE

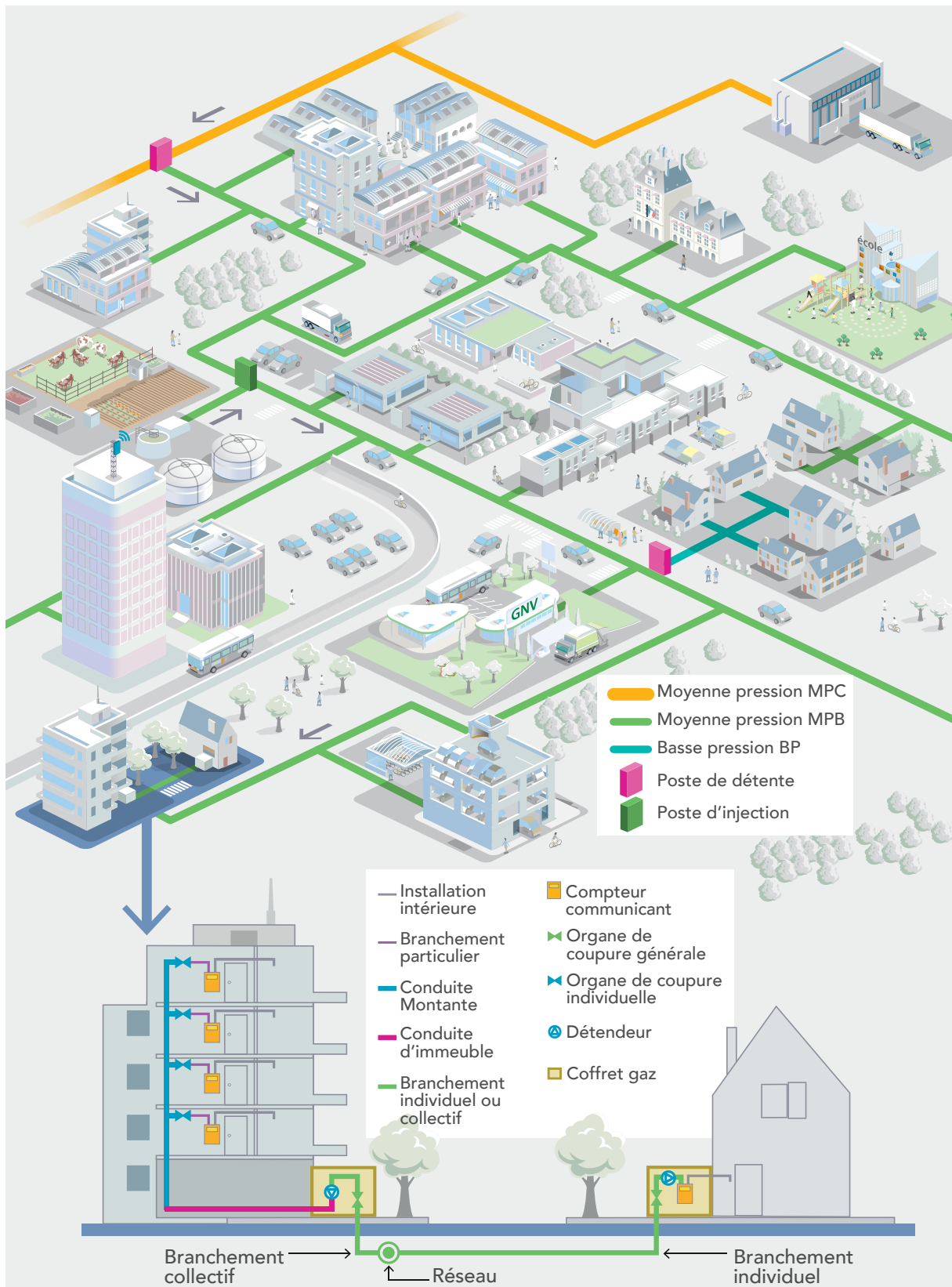


03

Le patrimoine de votre concession

3.1 Vos ouvrages	48
3.2 Les chantiers	55
3.3 Les investissements	58
3.4 La valorisation de votre patrimoine	64

3.1 Vos ouvrages



Sur le réseau de distribution de gaz géré par GRDF sont connectés à fin d'année 2021 près de 5,8 millions de branchements individuels qui alimentent des maisons, des chaufferies collectives et des sites tertiaires et industriels, ainsi que 860 000 branchements collectifs d'immeubles reliant 5,2 millions d'appartements. Ce sont donc près de 11 millions de logements qui sont alimentés en gaz. 96% de ce réseau est exploité en Moyenne Pression.

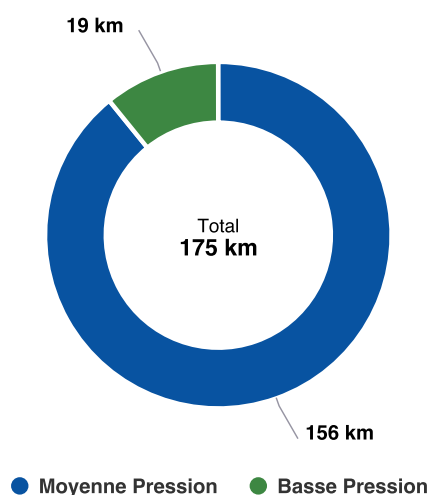
L'inventaire des canalisations

L'inventaire des canalisations par type de pression

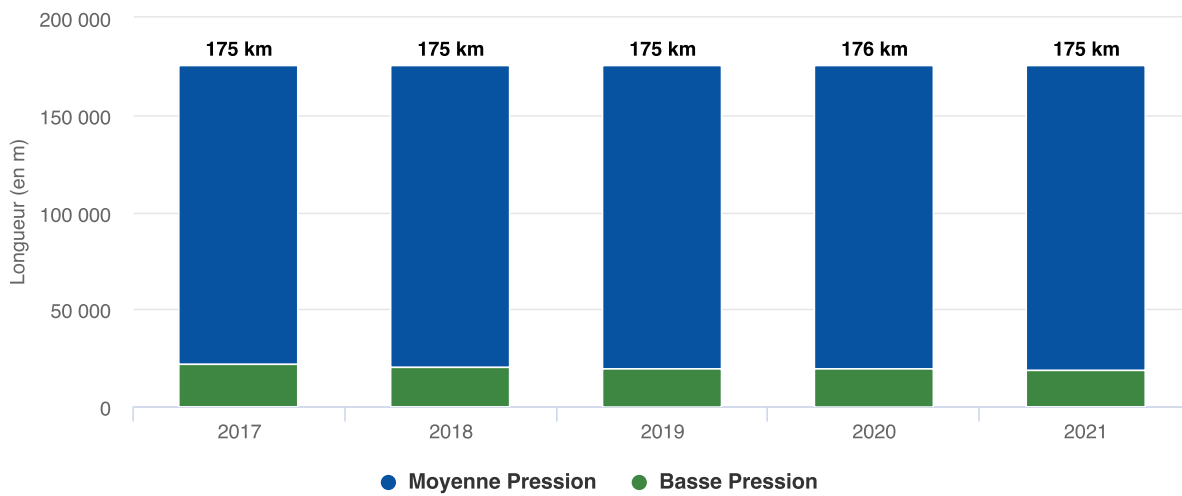
Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations en basse et moyenne pression. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par pression, pour l'année 2021,
- l'historique de la répartition par pression, sur les 5 dernières années.

Répartition des canalisations par pression en 2021



Évolution des canalisations par pression

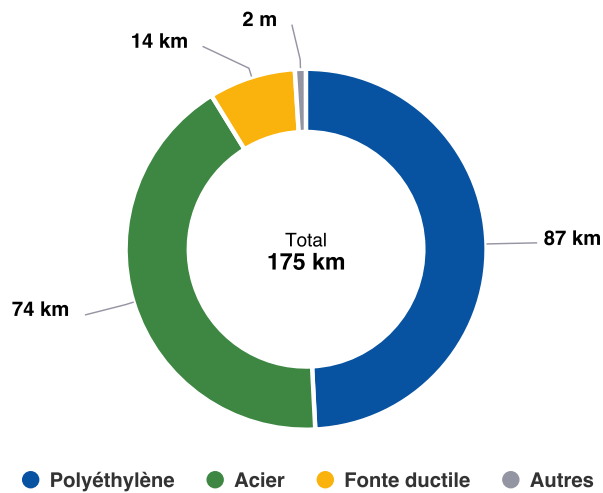


L'inventaire des canalisations par type de matière

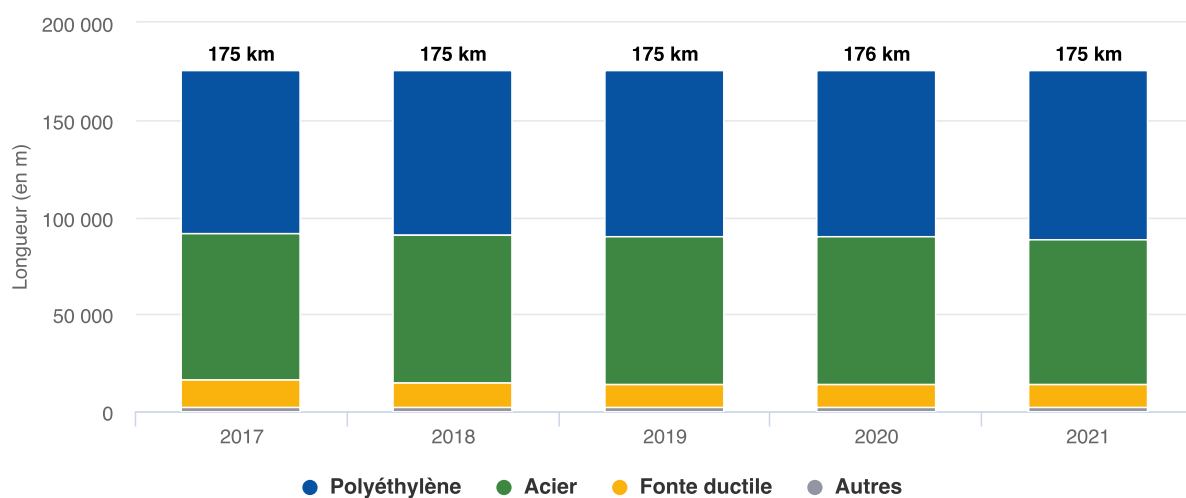
Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations de différentes matières. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par matière sur l'année 2021,
- l'historique de la répartition par matière sur les 5 dernières années.

Répartition des canalisations par matière en 2021



Évolution des canalisations par matière



L'inventaire des ouvrages

Retrouvez ci-dessous l'inventaire du patrimoine de votre concession par type d'ouvrage. Les données sont affichées en nombre d'ouvrages.

Inventaire des ouvrages

	2019	2020	2021
Postes de détente réseau	31	31	30
Robinets de réseau utiles à l'exploitation	88	88	89
Branchements collectifs	1 073	1 074	1 069



L'amélioration de la cartographie du réseau de gaz

Les classes de précision

La réglementation « anti-endommagement » fixe des classes de précision (A, B et C), associées à la cartographie des réseaux. Elle précise également les modalités de réponse aux déclarations de travaux par les exploitants et les mesures de prévention des dommages sur les chantiers. GRDF classe en A (précision maximale) les réseaux neufs et renouvelés, améliore la précision cartographique des réseaux posés avant 2012 vers la Classe A (arrêté du 15 février 2012 modifié) et la complétude des branchements en cartographie « Grande Echelle » (arrêté du 13 juillet 2000).

Sur votre concession, le taux de réseau en précision cartographique classe A sur les réseaux neufs et renouvelés est proche de 100%.

La mise à jour de la cartographie

GRDF met à jour sa cartographie en continu, notamment après des travaux de pose et de renouvellement d'ouvrages gaz ou à l'occasion d'actions correctives. Il améliore sa cartographie en poursuivant une démarche de géoréférencement des fonds de plans « Grande Echelle ».

En 2021, sur votre concession 180 actes de mise à jour de la cartographie ont été réalisés.

La démarche d'inventaire complémentaire des ouvrages

GRDF a réalisé de 2004 à 2009 un inventaire de ses branchements collectifs en utilisant un référentiel unique et commun à toutes ses entités : ce référentiel a été appelé « Référentiel d'Inventaire d'Ouvrages » (RIO).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

L'indice de connaissance du patrimoine

Le patrimoine de la distribution de gaz est en constante évolution. La connaissance de ce patrimoine est assurée par l'inventaire technique et l'inventaire comptable mis à jour en permanence pour garantir cohérence et exhaustivité.

Pour mesurer et objectiver le niveau de connaissance du patrimoine, GRDF a mis en place l'indice de connaissance du patrimoine à la maille contractuelle depuis 2016. L'indice est constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie et autres éléments de connaissance et de gestion). Ce système de mesure permet d'évaluer la progression de la connaissance du patrimoine au fil des années.

Au national en 2021, l'indice de connaissance du patrimoine est de 90.

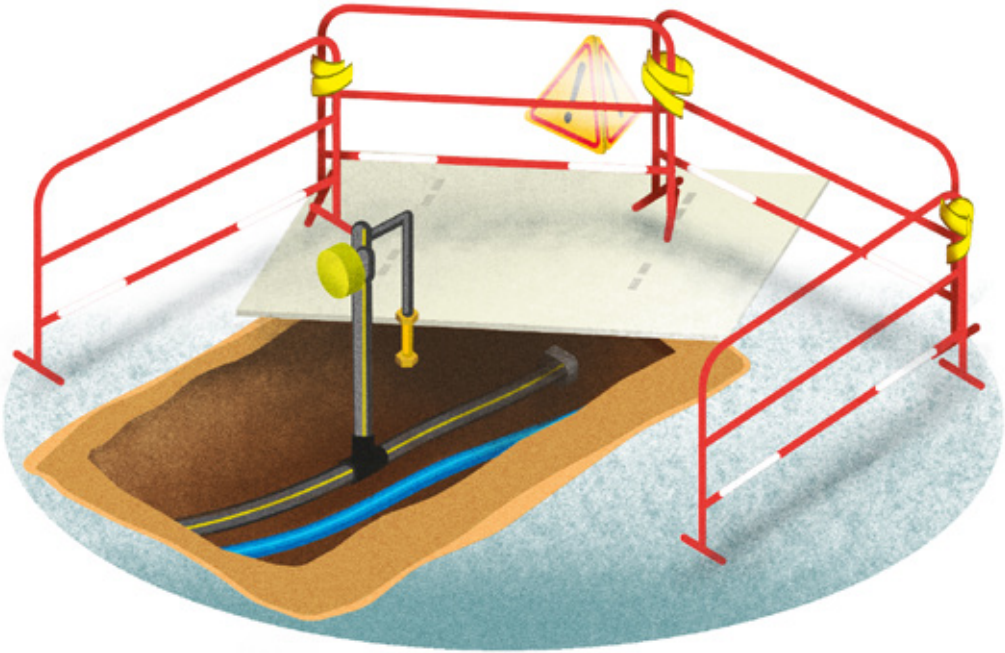
Voici le détail de l'indice de connaissance du patrimoine à l'échelle de votre concession.

Indice de connaissance du patrimoine

N°	Sous-indicateur	Pts max	Gradation	Note 2021
1	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	Binaire	10
2	Connaissance des matériaux et diamètre dans le système d'information géographique (SIG)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
3	Connaissance de l'année de pose des ouvrages dans le SIG	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
4	Connaissance des branchements individuels (report sur le plan)	5	0 à 25% : 0 point, >25% : Progressif	2
5	Taux de cohérence entre GMAO (gestion de la maintenance) et la base des immobilisations pour le nombre de branchements collectifs	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
6	Connaissance des branchements collectifs (report sur plan)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	2
7	Connaissance des ouvrages d'immeuble collectif (nombre de CI/CM, longueur, matériau, nombre de branchements particuliers, année de pose, pression)	10	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	10
8	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (stock)	5	0 à 80% : 0 point, >80% : Progressif	4
9	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (flux)	3	0 à 90% : 0 point, >90% : Progressif	3
10	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour le nombre de vannes	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	3
11	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour les postes de détente réseau et poste d'injection biométhane	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
12	Existence d'une cartographie numérisée et procédure de mise à jour	5	Binaire	5
13	Taux de plans grande échelle géoréférencés	10	Progressif	10
14	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (stock)	5	Progressif	4
15	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (flux) (tolérance de 0,5% en cas d'opérations en cours de vérification)	5	Binaire	5
16	Mise à disposition, sur le Portail Collectivités GRDF, de données patrimoniales informatisées sur le périmètre de votre concession	10	Binaire	10
17	Existence d'une modélisation pour l'exploitation et la conception des réseaux	5	Binaire	5
TOTAL		100		91

03

Le patrimoine de votre concession



3.2 Les chantiers

La politique d'investissement de GRDF

Les investissements réalisés en concession par GRDF se décomposent en trois grandes familles, selon leur degré de prévisibilité : les investissements de raccordements et de transition écologique, les modifications d'ouvrages à la demande de tiers et les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages.

Les principaux chantiers sur votre territoire

Les chantiers de raccordements et de transition écologique

Ces travaux concernent :

- les raccordements de nouveaux clients et de stations GNV,
- les investissements liés au développement des gaz verts (raccordement des unités de production, renforcements, maillages, ...).

Les demandes de raccordement varient en fonction de nombreux facteurs externes tels que le dynamisme immobilier local, la conjoncture économique ou les réglementations.

Pour les projets d'extension du réseau de gaz, la réglementation prévoit la réalisation d'une étude technico-économique appelée « B sur I » (Bénéfice sur Investissement). Ainsi, conformément à la réglementation et au contrat de concession, le concessionnaire réalise à ses frais les travaux de développement du réseau dès lors que le critère de décision des investissements « B sur I », défini par l'arrêté du 28 juillet 2008, est au moins égal à zéro.

Le raccordement des unités de production de biométhane peut nécessiter des travaux de maillage du réseau. Un maillage permet de réunir plusieurs zones de consommation pour absorber la production de gaz vert. Dans les territoires où sont exploitées plusieurs unités de méthanisation, il peut y avoir besoin de réalisation de chantiers de rebours qui permettent de compresser le biométhane injecté dans le réseau de distribution afin qu'il soit acheminé dans un réseau de distribution de pression supérieure (par exemple de la MPB à la MPC) ou dans le réseau de transport.

Le raccordement des stations GNV peut nécessiter des travaux de renforcement du réseau de distribution, car les débits demandés sont importants.

En 2021, ces travaux ont représenté 345 m sur votre réseau.

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE DE GEMBOUX	65 m		1
ALLEE DE GUYENNE	48 m		1
BOULEVARD DES ALPES	41 m		1
RUE DE CHAMPAGNE	36 m		1
RUE HAUTE MOQUETTE	33 m		1
PLACE DE L EGLISE	31 m		2
RUE PIERRE RECKEL	31 m		1
RUE GUSTAVE DEFRANCE	27 m		1

Les principaux chantiers de modification d'ouvrages à la demande de tiers

Dans la grande majorité des cas, les demandes de modification des ouvrages sont à l'initiative des collectivités. Ainsi GRDF peut être amené à déplacer des ouvrages, par exemple dans le cadre de grands projets urbains, à la suite de modifications sur le réseau de transport de gaz ou bien encore à la demande d'autres occupants du sous-sol, d'aménageurs ou de clients finals.

En 2021, il n'y a pas eu de chantiers de modification d'ouvrages à la demande de tiers sur votre réseau.

Veillez renseigner un ID de template valide (chantiers ou chiffres_cles)



Les chantiers d'adaptation et de modernisation des ouvrages

Les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages sont centrés sur l'optimisation des actifs au profit de la sécurité, du respect de la réglementation, de la continuité d'acheminement et du développement durable. Ils regroupent les investissements de structure (optimisation des schémas de vannage, restructurations et renforcements de réseau) et les investissements de modernisation.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

En 2021, GRDF a modernisé 1 706 m de votre réseau.

Adaptation et modernisation des ouvrages

	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE GUYNEMER BLERLOT GARROS BREGUET BASTIE	913 m	3	75
RUE D ECKMUHL	574 m	2	17
RUE DU DOCTEUR ROUX	139 m	1	10
BOULEVARD DU 11 NOVEMBRE	66 m		
ALLEE DU FOULON	13 m		
AVENUE PIERRE DE COURTENAY	1 m		

Le contrôle de la conformité des travaux

La conformité des travaux réalisés par les prestataires de GRDF est garantie par la mise en œuvre d'une démarche de contrôle au fil de l'eau sur un échantillon très représentatif des chantiers (plus de 40%).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

3.3 Les investissements

La politique d'investissement nationale déclinée dans votre concession

L'une des missions essentielles du distributeur de gaz est de définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz naturel (articles L. 111-61 et L. 432-8 du Code de l'énergie).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Au niveau national, après une année 2020 en retrait du fait de l'impact significatif de la crise sanitaire, les investissements de GRDF ont atteint 1 195 M€ en 2021.

Un tiers des investissements totaux est consacré à la modification, l'adaptation et la modernisation des ouvrages. La moitié est dédiée aux investissements liés aux raccordements, à la transition écologique et aux compteurs communicants. Les autres investissements concernent les comptages (hors compteurs communicants), les investissements logistiques et le système d'information.

Après une année 2020 significativement perturbée par la crise sanitaire, les investissements de raccordements, portés par les conversions fioul-gaz, se sont nettement redressés en 2021, dépassant leur niveau de 2019 en dépit d'un début de fléchissement en construction neuve. Il en est de même des investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages. Les investissements liés au développement du biométhane, qui n'avaient pas été impactés par la crise sanitaire, poursuivent leur essor. En revanche, le déploiement des compteurs communicants n'a pu retrouver son rythme nominal, du fait de l'impact de la pénurie mondiale de composants électroniques, qui impacte la totalité des fournisseurs de compteurs.

Les investissements prévus dans le tarif ATRD6

Sur la période 2020-2023, la CRE a retenu l'intégralité des prévisions d'investissements demandées par GRDF. A l'instar de la période tarifaire précédente, les montants d'investissements prévisionnels augmentent significativement, portés par la poursuite du déploiement des compteurs communicants (dont l'achèvement est attendu en 2023), le raccordement de sites d'injection de biométhane, ainsi que l'adaptation et la modernisation des ouvrages. Les mécanismes de régulation incitative, mis en place dans le cadre de l'ATRD5, sont maintenus. Ils ont pour objectif d'encourager GRDF à la maîtrise de ses investissements sans compromettre la réalisation des ouvrages nécessaires à l'exploitation et à la sécurité. Sur la période ATRD6, GRDF prévoit de consacrer en moyenne plus de 340 millions d'euros par an aux travaux de modification, d'adaptation et de modernisation des ouvrages.



Les clés de lecture pour comprendre les tableaux d'investissements

GRDF prévoit ses investissements en fonction de la finalité de ceux-ci (raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages, adaptation et modernisation des ouvrages...) et non par famille de biens (canalisations, branchements, postes de détente...). En revanche, les investissements réalisés peuvent être suivis selon ces deux approches.

Ainsi, à l'échelle de votre concession, sont présentés ci-après :

- Les mises en service de l'année (immobilisations) par famille de biens
- Les flux de dépenses (décaissées) par finalité.

Les investissements mis en service dans l'année correspondent à la valeur totale des biens mis en service en 2021. Ils sont présentés en 3 grandes familles :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de réseau, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc...)
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane
- Les « Autres biens mutualisés », qui correspondent à la quote-part des investissements réalisés sur les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...).

Cette présentation, adoptée dans le CRAC 2020, permet de mieux distinguer les investissements de GRDF au périmètre de votre concession, selon la fonction remplie par les biens concernés au sein de l'activité de distribution. Elle est utilisée dans les tableaux présentant les investissements mis en service, la valorisation du patrimoine et l'origine de financement des biens, ainsi que les charges d'investissements.

Les investissements en flux de dépenses de l'année correspondent au montant effectivement dépensé (décaissé) sur une année.

Les deux approches sont complémentaires et sont équivalentes en moyenne sur une période longue.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les deux tableaux ci-après présentent des synthèses de restitution des investissements :

- le premier tableau des mises en service dans l'année par famille de biens,
- le second tableau du flux de dépenses de l'année par finalité.

Vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens sur la « Plateforme de Données Concessions » accessible depuis le « Portail Collectivités », l'espace sécurisé et dédié aux collectivités desservies en gaz, sur le site grdf.fr.

Invest. réalisés par famille d'ouvrages (en euros)

	2019	2020	2021
TOTAL	1 057 139	407 127	2 116 924
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	690 327	178 647	1 311 324
Premier établissement	98 376	80 192	311 236
Canalisations et distributions	44 917	28 207	146 006
Branchements	42 242	42 391	149 215
Branchements - Individuels	40 344	37 121	138 410
Ouvrages collectifs	1 898	5 270	10 805
Installations techniques	11 217	9 595	16 016
Postes de détente réseau	11 217	0	0
Autres installations	0	9 595	16 016
Renouvellement	591 951	98 455	1 000 088
Canalisations et distributions	357 853	3 447	536 997
Branchements	228 126	95 009	433 754
Branchements - Individuels	135 237	28 682	331 470
Ouvrages collectifs	92 889	66 326	102 284
Installations techniques	5 971	0	29 337
Postes de détente réseau	3 571	0	29 337
Autres installations	2 400	0	0
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	152 110	30 202	563 662
Compteurs et postes clients	152 110	30 202	563 662
Compteurs	146 631	27 884	463 347
Postes clients et équipements de télérelevé	5 479	2 318	100 315
BIENS MUTUALISÉS	214 702	198 278	241 938
Mobilier et immobilier	58 104	49 745	69 641
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	27 511	17 916	32 321
Aménagements	22 032	17 001	20 782
Autres équipements	8 561	14 828	16 538
Véhicules et engins d'exploitation	12 883	11 354	5 817
Immobilisations incorporelles	143 715	137 180	166 480
Projets informatiques	114 001	110 747	141 015
Autres immobilisations incorporelles	29 714	26 433	25 465

Investissements par finalité - flux (en euros)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL	899 823	744 958	1 789 593	881 022	797 092	861 975
RACCORDEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE	72 847	83 442	262 457	99 000	73 000	77 000
Raccordements individuels et de pavillons et petits pros	43 011	48 374	233 291	54 000	50 000	55 000
Lotissements, zones d'aménagement	0	0	0	18 000	0	0
Raccordements de clients importants	29 836	32 739	29 166	27 000	23 000	22 000
Transition écologique (biométhane, GNV, Smart Gas Grids)	0	2 329	0	0	0	0
MODIFICATION D'OUVRAGES À LA DEMANDE DE TIERS	21 582	10 978	20 393	20 000	20 000	20 000
ADAPTATION ET MODERNISATION DES OUVRAGES	445 122	399 077	766 519	475 000	450 000	525 000
Investissements de structure des ouvrages	19 201	780	12 662	40 000	0	0
Dont restructurations et renforcements	0	780	12 662	0	0	0
Dont schéma de vannage	19 201	0	0	40 000	0	0
Modernisation des ouvrages	425 921	398 297	753 857	435 000	450 000	525 000
Dont réseaux (fonte ductile, cuivre, autres matériaux, ...)	686	1 476	2 463	0	20 000	100 000
Dont branchements et ouvrages collectifs	379 413	307 737	616 059	350 000	350 000	350 000
Autres investissements de modernisation	45 823	89 084	135 335	85 000	80 000	75 000
MODERNISATION DE LA CARTOGRAPHIE ET INVENTAIRE	29 669	26 432	25 062	16 162	23 140	24 749
COMPTAGE	152 615	63 628	521 192	63 493	53 074	42 930
Projet Compteurs Communicants Gaz	129 958	45 257	495 037	43 678	35 037	23 587
Postes de livraison clients	5 803	1 005	10 608	5 000	5 000	5 000
Compteurs et télérelevé	16 854	17 367	15 546	14 815	13 038	14 343
AUTRES	177 987	161 400	193 971	207 367	177 878	172 296
Logistique	54 919	51 010	59 601	63 844	62 950	69 678
Véhicules	12 883	11 354	5 817	19 155	32 386	14 833
Immobilier	21 717	14 909	12 952	24 758	11 745	34 051
Autres (outillage, télécom, matériel informatique, ...)	20 319	24 747	40 832	19 931	18 818	20 795
Système d'information	123 068	110 390	134 370	143 523	114 928	102 618

A noter que la présentation des investissements évolue légèrement (sans impact sur le total des investissements) : les investissements de modernisation de la cartographie et inventaire, auparavant intégrés dans le chapitre « Adaptation et modernisation des

ouvrages » font désormais l'objet d'une rubrique séparée. Cela permet de distinguer les investissements corporels sur les ouvrages du réseau de distribution des investissements incorporels de cartographie et bases de données.

Les prévisions d'investissements

GRDF produit des prévisions d'investissements, non engageantes, pour l'année en cours au moment de la publication du CRAC et les deux années suivantes pour les contrats dont les investissements d'adaptation et modernisation des ouvrages sont supérieurs à 100 k€/an en moyenne sur les trois dernières années (soit 300 k€ sur 3 ans).

Ces prévisions ne peuvent pas être totalement exactes par définition, dans la mesure où certains investissements ne sont pas à l'initiative de GRDF (ex : « raccordement d'un nouveau client », « modification d'ouvrages à la demande de tiers »). Néanmoins, plus l'horizon de temps est proche, plus l'estimation sera pertinente.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

3.4 La valorisation de votre patrimoine

Les origines de financement

Il s'agit de montrer qui, de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers, a financé les ouvrages. Le tableau ci-dessous restitue l'origine de financement de tous les biens en service à fin 2021.

Origine de financement (en euros)

	Financée par GRDF	Financée par Autorité Concédante	Financée par des tiers
TOTAL	25 966 642	0	850 435
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	21 212 428	0	849 523
Canalisation de distribution	11 040 518	0	597 977
Branchements	9 541 253	0	251 546
Branchements individuels	5 440 486	0	107 067
Ouvrages collectifs	4 100 767	0	144 478
Installations techniques	630 658	0	0
Postes de détente réseau	310 006	0	0
Protection cathodique	242 429	0	0
Autres installations	78 222	0	0
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	2 143 101	0	0
Compteurs et postes clients	2 143 101	0	0
Compteurs	1 263 486	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	879 615	0	0
BIENS MUTUALISÉS	2 611 113	0	912
Mobilier et immobilier	718 984	0	912
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	255 537	0	0
Aménagements	324 738	0	0
Génie civil	9 011	0	912
Terrains	1 468	0	0
Autres équipements	128 231	0	0
Véhicules et engins d'exploitation	131 216	0	0
Immobilisations incorporelles	1 760 912	0	0
Projets informatiques	1 425 622	0	0
Autres immobilisations incorporelles	335 290	0	0



La valeur nette réévaluée de votre concession

Il s'agit de montrer la valeur du patrimoine de la de la concession qui reste encore à rembourser par les clients via le tarif de distribution (ATRD). En effet, la valeur nette réévaluée de la part des biens financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture.

Conformément au système de régulation de la distribution du gaz défini par la CRE, le remboursement et la rémunération des investissements financés par GRDF s'effectuent via une annuité constituée de l'amortissement sur la durée de vie économique des biens réévalué et un taux réel avant impôt appliqué à la valeur nette réévaluée des financements du distributeur (BAR : Base d'Actifs Régulés). Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession .

Valorisation du patrimoine (en euros)

	VNR début d'année	VNR fin d'année	Remb. éco. réval. de l'année	Coût de financement de l'année	Charges d'invest. de l'année
TOTAL	14 656 310	15 337 700	1 027 379	645 327	1 672 707
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	13 220 887	13 424 504	733 783	560 914	1 294 696
Canalisation de distribution	6 753 732	6 926 846	352 582	287 457	640 040
Branchements	6 184 268	6 201 427	355 738	261 103	616 841
Branchements individuels	3 784 818	3 844 148	208 339	160 599	368 938
Ouvrages collectifs	2 399 450	2 357 279	147 399	100 504	247 903
Installations techniques	282 888	296 231	25 462	12 354	37 816
Postes de détente réseau	197 283	217 835	8 785	8 684	17 468
Protection cathodique	51 006	39 513	11 493	2 059	13 552
Autres installations	34 598	38 882	5 184	1 611	6 795
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	525 677	983 933	97 181	41 522	138 702
Compteurs et postes clients	525 677	983 933	97 181	41 522	138 702
Compteurs	479 527	863 875	72 066	37 404	109 470
Postes clients et équipements de télérelevé	46 150	120 058	25 114	4 118	29 232
BIENS MUTUALISÉS	909 746	929 262	196 416	42 892	239 308
Mobilier et immobilier	288 114	297 879	50 071	14 514	64 585
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	75 643	83 777	20 234	3 646	23 880
Aménagements	119 144	111 644	24 803	5 205	30 008
Génie civil	1 816	1 694	121	74	196
Terrains	14 245	14 245	0	584	584
Autres équipements	77 266	86 519	4 912	5 004	9 916
Véhicules et engins d'exploitation	30 749	24 525	12 040	1 346	13 386
Immobilisations incorporelles	590 883	606 858	134 305	27 032	161 337
Projets informatiques	480 298	493 281	112 020	22 008	134 029
Autres immobilisations incorporelles	110 586	113 577	22 285	5 024	27 309

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



04 Le compte d'exploitation

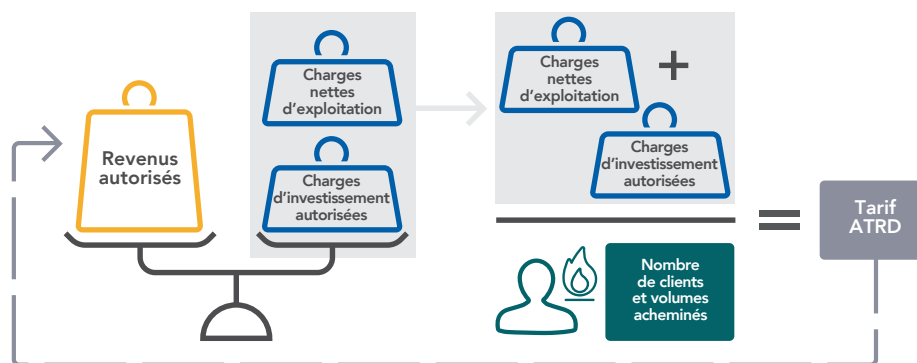
4.1	Le tarif de distribution - ATRD	70
4.2	La synthèse du compte d'exploitation	72
4.3	Les recettes	75
4.4	Les charges	77
4.5	L'équilibre financier	81

4.1 Le tarif de distribution - ATRD

Méthode de détermination du tarif de distribution

Depuis 2003, avec l'ouverture à la concurrence de la fourniture de gaz naturel et la séparation des activités d'infrastructure (distribution et transport) d'une part, et de fourniture de gaz d'autre part, le législateur a confié à la CRE la mission de définir notamment le tarif ATRD. Elle détermine la méthodologie ainsi que la structure et le niveau du tarif pour chacun des distributeurs de gaz naturel dans sa zone de desserte exclusive.

Ce tarif est fixé pour une période de quatre ans. Il est déterminé pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement d'un « opérateur efficace » (articles L452-1 à L452-3 du code de l'énergie).



Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. Le tarif est défini par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), tous les

4 ans, pour permettre à GRDF de couvrir les charges d'exploitation et de capital d'un distributeur efficace.

L'élaboration du tarif ATRD6 par la CRE

La Commission de Régulation de l'Énergie a publié le 23 janvier 2020 sa délibération relative au tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF, dit ATRD6. Ce nouveau tarif est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2020 pour une durée de quatre ans. L'évolution moyenne envisagée du tarif ATRD6 s'établit à environ -0,3%/an sur la période.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Evolution du tarif au 1^{er} juillet 2021

Chaque année, la grille tarifaire évolue au 1^{er} juillet de l'année N selon la formule d'indexation « $IPC_N - X + k_N$ » où :

- IPC_N est le taux d'inflation prévisionnel pour l'année N pris en compte dans le projet de loi de finances de l'année N,
- X est le facteur d'évolution annuel sur la grille tarifaire égal à -1,9% pour la

période ATRD6,

- k_N est l'évolution de la grille tarifaire, en pourcentage, plafonnée à $\pm 2\%$, correspondant à l'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) à la date du 1^{er} janvier de l'année N.

Au 1^{er} juillet 2021, le tarif a augmenté de 0,7%.

La grille applicable du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 est la suivante :

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Prix proportionnel (par MWh)	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part inférieure à 500MWh/j	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part supérieure à 500MWh/j
T1	< 6 MWh/an	41,16 €	31,07 €		
T2	de 6 à 300 MWh/an	137,76 €	8,57 €		
T3	de 300 à 5 000 MWh/an	918,60 €	6,09 €		
T4	> 5 000 MWh/an	15 678,48 €	0,85 €	206,16 €	103,08 €

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j)	Terme annuel à la distance (par m)
TP	Tarif de proximité	37 040,88 €	102,84 €	67,56 €



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

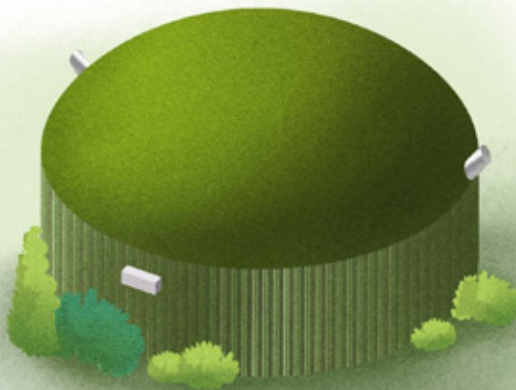
4.2 La synthèse du compte d'exploitation

Les données présentées dans ce compte d'exploitation constituent une vision synthétique de l'économie de votre concession. Ces données sont disponibles sous une forme plus détaillée dans la « Plateforme de Données ».

Le principe de péréquation tarifaire

Conformément aux articles L. 452-1-1 à 452-3 du code de l'énergie, le tarif de distribution de GRDF sur sa zone de desserte exclusive (tarif « péréqué ») est déterminé par la CRE à partir de l'ensemble des charges supportées par GRDF selon le principe de la juste couverture des coûts au niveau national d'un gestionnaire de réseau efficace.

Ainsi, le tarif de distribution péréqué est le même pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation de gaz, les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé, les investissements passés, la valeur des ouvrages de la concession, les investissements à venir et la durée résiduelle du contrat de concession. La péréquation permet d'éviter des variations brutales de tarif à la maille de la concession, offrant ainsi la possibilité de réaliser d'importants programmes d'investissements.



Le compte d'exploitation

Dans un service public péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE. Disposer d'un compte d'exploitation au périmètre

de chaque contrat permet à l'autorité concédante d'apprécier sa situation dans le système de péréquation national.

Pour la mettre en lumière dans un tel système, il est nécessaire que l'ensemble des recettes et des charges supportées par les clients soit calculé selon les mêmes méthodes que celles adoptées par la CRE, mais en les appliquant au périmètre de la concession. Il faut toutefois rester vigilant sur l'interprétation de la différence entre les recettes et les charges de la concession. En effet, le mécanisme tarifaire de la CRE permet la couverture des charges par les recettes en moyenne sur la période tarifaire, et non systématiquement sur chaque année.

**Le compte
d'exploitation
est la déclinaison
locale des
principes tarifaires**

Par ailleurs, un certain nombre d'aléas sont couverts par un mécanisme de régularisation (CRCP : Compte de Régularisation des Charges et des Produits) qui se répercute dans le mouvement tarifaire de l'année suivante, à la hausse ou à la baisse. Il s'agit notamment des variations de recettes liées aux impacts climatiques, les écarts sur les charges d'investissement et la régulation incitative (bonus/malus).

Ainsi, il convient de scinder la différence entre les recettes et les charges en trois items :

- la contribution à la péréquation tarifaire,
- l'impact du climat sur les recettes,
- la ligne « Autres », qui correspond à la différence entre les recettes constatées sur la concession corrigées de l'impact climatique, les charges de la concession et la valeur de la contribution à la péréquation. Cette ligne correspond donc au reliquat du compte d'exploitation économique, et constitue la résultante de nombreux mécanismes du modèle régulé.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Compte d'exploitation synthétique (en euros)

	2019	2020	2021
RECETTES D'ACHEMINEMENT	3 772 192	3 581 130	3 902 915
Part Abonnement	1 371 134	1 355 223	1 327 622
Part Consommation	2 178 994	2 006 066	2 348 696
Part Capacité (+Terme distance TP)	120 039	113 311	116 343
Part commissionnement (reversé aux fournisseurs)	102 025	106 530	110 254
CHARGES NETTES D'EXPLOITATION	1 706 216	1 992 021	1 687 851
Charges d'exploitation brutes	1 932 461	2 233 370	1 939 193
Recettes liées aux prestations complémentaires	-226 245	-241 349	-251 342
CHARGES D'INVESTISSEMENTS	1 667 444	1 631 035	1 672 707
Remboursement économique	906 419	1 009 397	1 027 379
Rémunération de la base d'actifs	761 025	621 638	645 327
PRODUITS MOINS CHARGES	398 531	-41 927	542 357
Impact climatique	-16 059	-96 367	193 088
Contribution à la péréquation	193 184	-81 708	154 758
Autres (régularisation du tarif précédent, impayés...)	221 406	136 149	194 511

Rappels :

- Un impact climatique négatif signifie que les recettes de GRDF ont été inférieures à la prévision de la CRE en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen,
- Une contribution de la concession à la péréquation tarifaire négative signifie que la concession bénéficie du système de solidarité nationale.

En 2021, à l'échelle nationale, le climat a été plus froid que le climat moyen, générant un impact climatique positif d'environ 70 M€.

4.3 Les recettes

Les recettes

Recettes Acheminement et Hors Acheminement (en euros)

	2019	2020	2021
PRODUITS	3 998 436	3 822 479	4 154 257
Recettes liées à l'acheminement du gaz	3 772 192	3 581 130	3 902 915
Recettes liées aux prestations complémentaires	226 245	241 349	251 342
Prestations ponctuelles	49 842	38 678	51 516
Prestations récurrentes	148 862	158 368	162 463
Prestations producteurs de biométhane	0	10 580	0
Raccordements et autres travaux	27 540	33 723	37 362

Les recettes sont constituées des :

- Recettes d'acheminement du gaz,
- Recettes liées aux prestations complémentaires,
- Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive.

Les recettes d'acheminement du gaz

Pour les clients dont les compteurs sont relevés de manière mensuelle ou journalière, les recettes liées à l'acheminement sont directement disponibles dans le système de facturation de GRDF. Pour les clients dont les compteurs continuent à être relevés semestriellement en attendant la fin du déploiement des compteurs communicants, les consommations sont reconstituées pour obtenir une valeur sur l'année calendaire. Les recettes d'acheminement découlent de ce calcul par utilisation de la grille tarifaire.

Méthode d'élaboration des recettes d'acheminement

GRDF utilise la « méthode publique des profils », et les dates de relevé ainsi que les index de consommation des clients en complément des clients ayant des compteurs télérelevés. Plus le déploiement des compteurs communicants se poursuit, plus cette méthode reposera sur des consommations réelles.

Les recettes liées aux prestations complémentaires

Les recettes liées aux prestations complémentaires sont majoritairement constituées des recettes liées aux prestations du catalogue.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive

Lorsqu'une concession de la zone péréquée (dite concession « amont ») permet l'acheminement du gaz vers une concession hors de cette zone (dite concession « aval »), la concession amont facture à la concession aval une charge correspondant à 50% du tarif ATRD en vigueur appliqué aux volumes transités vers la concession aval.

Cette valeur de 50% est applicable quel que soit l'opérateur amont. Elle correspond à la couverture des charges d'exploitation normatives (en moyenne 47% du tarif ATRD) et d'une quote-part des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs (en moyenne 3% du tarif de distribution), conformément à la délibération tarifaire de la CRE du 10 mars 2016 relative à l'ATRD5.

Pour la concession amont il s'agit d'une recette, et pour les concessions aval il s'agit d'une charge.

4.4 Les charges

Les charges d'exploitation de la concession

Charges d'exploitation (en euros)

	2019	2020	2021
TOTAL	1 932 461	2 233 370	1 939 193
Main d'œuvre	1 023 448	1 261 560	1 005 956
Achats de matériel, fournitures et énergie	117 021	127 406	162 349
Sous-traitance	212 211	245 263	257 913
Redevances (contractuelle et occupation du domaine public)	8 506	24 859	25 632
Impôts et taxes	56 621	53 898	34 179
Autres charges d'exploitation	514 654	520 385	453 163
Dont immobilier	92 305	83 375	76 468
Dont informatique, poste et telecom	148 238	140 597	118 436
Dont assurances	73 466	75 294	91 039
Dont communication et animation de la filière gaz	29 482	33 639	25 348
Dont commissionnement	102 025	106 530	110 254
Dont autres	69 138	80 949	31 618

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître précisément l'ensemble des charges de la concession, qui sont de deux types : les charges d'exploitation (coûts d'exploitation nécessaires à l'exécution du service) et les charges liées aux investissements (le remboursement des investissements et leur coût de financement).

S'agissant des charges d'exploitation, le tarif de distribution est construit à partir de l'ensemble des charges de GRDF sur le principe de la juste couverture des coûts d'un opérateur efficient, sans tenir compte des recettes et des charges propres à chaque contrat de concession. GRDF, opérateur national, ne tient pas une comptabilité spécifique à chaque concession. L'entreprise mutualise sur plusieurs concessions les moyens permettant de répondre à ses missions de service public, dans un souci d'optimisation opérationnelle et économique.

L'infrastructure concédée à GRDF étant très diffuse sur le territoire, il se révèle complexe de rattacher directement certaines dépenses à la gestion d'une seule concession. Par exemple, les charges liées au salaire d'un technicien d'intervention sont difficilement rattachables à telle ou telle concession si ce dernier intervient sur les réseaux de plusieurs collectivités. Dans ce cas, il devient nécessaire d'affecter ces charges en utilisant des règles, au plus près de la réalité de l'exploitation. Ces règles sont identiques pour toutes les concessions pour ne pas en pénaliser certaines et ne pas compter plusieurs fois ces charges.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les clés opérationnelles et patrimoniales retenues

Les charges liées à l'activité de la concession sont constituées des charges imputées directement (redevances dues), des charges affectées par des clés opérationnelles ou patrimoniales, et enfin, de charges réparties selon une clé financière (elle-même déterminée par les dépenses opérationnelles et patrimoniales préalablement affectées à la concession).

Plus l'activité est réalisée à une maille locale, plus l'utilisation de clés opérationnelles augmente.

Voici la répartition à la maille nationale des charges d'exploitation par type d'agence et par type de clé pour 2021.

Type d'agence	Affecté directement	Clé Opérationnelle	Clé Patrimoniale	Clé Financière	Total
Locale	0,0%	11,3%	7,3%	4,9%	23,5%
Régionale	2,4%	9,0%	16,0%	6,9%	34,3%
Nationale	5,4%	2,5%	26,8%	1,4%	36,0%
Siège	0,0%	0,7%	4,0%	1,4%	6,1%
Total	7,9%	23,5%	54,1%	14,5%	100,0%



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les charges d'investissement de la concession

La présentation des charges d'investissement distingue trois familles de biens, regroupés selon la fonction qu'ils remplissent dans le cadre de l'activité de distribution :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de distribution, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc...),
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent à la fois les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télélevé, mais également les postes d'injection de biométhane,
- Les « Biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...).

Dans les données détaillées mises à votre disposition sur la « Plateforme de Données Concession », vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens.

Charges d'investissements (en euros)

	2019	2020	2021
TOTAL	1 667 444	1 631 035	1 672 707
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	1 332 816	1 267 850	1 294 696
Canalisation de distribution	707 670	632 957	640 040
Branchements	582 984	595 388	616 841
Branchements individuels	330 259	348 252	368 938
Ouvrages collectifs	252 724	247 135	247 903
Installations techniques	42 163	39 505	37 816
Postes de détente	20 043	18 120	17 468
Protection cathodique	17 255	15 710	13 552
Autres installations	4 866	5 675	6 795
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	97 474	123 478	138 702
Compteurs et postes clients	97 474	123 478	138 702
Compteurs	78 923	85 034	109 470
Postes clients et équipements de télérelevé	18 550	38 444	29 232
BIENS MUTUALISÉS	237 154	239 707	239 308
Mobilier et immobilier	61 961	64 574	64 585
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	26 078	24 732	23 880
Aménagements	33 076	31 018	30 008
Génie civil	853	202	196
Terrains	354	502	584
Autres équipements	1 600	8 120	9 916
Véhicules et engins d'exploitation	15 099	14 437	13 386
Immobilisations incorporelles	160 094	160 695	161 337
Projets informatiques	133 067	134 132	134 029
Autres immobilisations incorporelles	27 027	26 563	27 309

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître l'exhaustivité des charges supportées par les clients et liées aux investissements réalisés par le concessionnaire. Pour cela, en plus des informations sur les investissements et leur amortissement, il faut également faire apparaître les frais financiers liés au coût de financement de ces investissements. Par souci de cohérence globale, les charges d'investissement sont calculées selon les principes définis par la CRE.

Si les dépenses d'exploitation sont mutualisées et donc difficilement rattachables à une concession, à l'inverse, les charges liées aux investissements sont pour l'essentiel (95% en moyenne) directement rattachables à la concession car il s'agit majoritairement d'ouvrages physiquement situés sur le territoire de la collectivité.

Méthode de calcul

Les charges d'investissement sont imputées directement au périmètre du contrat de concession lorsqu'elles concernent des ouvrages localisés sur la concession. Dans les autres cas, elles sont calculées selon la répartition des ouvrages mutualisés au prorata des PDL de chaque concession.

Le mode de calcul des charges relatives aux investissements et de la valeur nette réévaluée des ouvrages est cohérent avec celui retenu par la CRE, prenant en compte une durée de remboursement des ouvrages également déterminée par la CRE.

Pour la période ATRD6 2020-2023, la CRE a fixé le taux de rémunération à 4,1%.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Evolution de la durée de remboursement de certains ouvrages

Dans le cadre de l'ATRD6, la durée de remboursement des branchements et conduites d'immeubles / conduites montantes a été réduite de 45 à 30 ans, à partir du 1^{er} janvier 2020. Elle concerne les nouveaux investissements et les ouvrages mis en service à compter de 2005, et a été retenue par la CRE afin de limiter les risques de coûts échoués à moyen terme.

La réduction de cette durée réglementaire d'amortissement entraîne une augmentation des charges de capital normatives sur la période tarifaire à venir, toutes choses égales par ailleurs, mais contribue à accélérer la diminution de la base des actifs régulés (BAR).

Cette hausse des charges de capital normatives est compensée par la baisse concomitante du taux de rémunération de la BAR entre l'ATRD5 et l'ATRD6.

Pour les clients, cette évolution est neutre sur le long terme.

Pour les autorités concédantes, cette évolution se traduit, à partir des données 2020, par une diminution de la valeur nette du patrimoine (VNR et VNC) plus rapide par rapport à la situation précédente (impact global de l'ordre de 10 à 15% de la BAR au niveau national à l'échéance 2050).

La durée de remboursement économique des autres actifs reste inchangée.

4.5 L'équilibre financier

L'impact du climat sur les quantités de gaz acheminées sur le réseau de distribution

La mise en évidence de la contribution à la péréquation suppose d'isoler l'impact des variations climatiques sur les recettes de la concession.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Lorsque cet impact est négatif, cela signifie que GRDF n'a pas perçu le niveau de recettes que la CRE avait estimé sur la base d'une température moyenne, ce qui constitue un manque à gagner pour GRDF (et inversement). Ce manque à gagner (respectivement, ce trop-perçu) est pris en compte par la CRE lors de l'évolution annuelle du tarif ATRD de l'année suivante, via le CRCP, de sorte que GRDF recouvre (ou restitue) auprès des clients cet impact climatique.

La contribution de la concession à la péréquation tarifaire

La contribution de chaque concession à la péréquation est calculée par différence entre :

- Les recettes d'acheminement de la concession corrigées du climat,
- La répartition, au prorata des charges de chaque concession, du total du revenu autorisé de la zone de desserte péréquée.

Cette contribution dépend donc de plusieurs facteurs : le nombre de clients, leur consommation, l'activité d'exploitation sur la concession, la quantité d'ouvrages et leur valeur.

Lorsque la contribution à la péréquation est positive, cela signifie que la concession participe au système national de solidarité. Inversement, une contribution à la péréquation négative signifie que la concession bénéficie de ce système. La « valeur » de cette contribution permet à chaque autorité concédante de connaître sa situation dans le système de solidarité, mais est sans incidence sur le niveau du tarif, le niveau des investissements ou le niveau de qualité de service. Pour une même concession, la contribution à la péréquation peut évoluer dans le temps. Par exemple, un investissement important peut faire augmenter les charges d'investissement sur une période donnée, alors que les recettes restent stables : mécaniquement, la contribution à la péréquation va diminuer pour cette concession.

Le calcul de la contribution à la péréquation n'a de sens qu'au regard de l'ensemble de celles des autres concessions. Ainsi, même si les caractéristiques d'une concession en particulier ne changent pas (nombre de clients constant, recettes stables, investissements stables), l'évolution de ces mêmes caractéristiques pour d'autres concessions aura un impact sur sa propre contribution à la péréquation.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Dernière ligne du compte d'exploitation synthétique intitulée « Autres »

La ligne « Autres » du compte d'exploitation synthétique est calculée par différence entre les recettes, les charges de la concession, l'impact climatique et la contribution à la péréquation.

Ce montant est impacté par de nombreux paramètres, dont les principaux sont :

- L'apurement du CRCP de l'année précédente.
- L'impact des paramètres retenus par la CRE : coefficient de lissage ($X=1,9\%$) et hypothèses d'inflation prévisionnelle.
- Les différences entre les trajectoires prévisionnelles (OPEX et CAPEX) et les montants effectivement réalisés.

Une partie des impacts constatés en année N seront réintégrés via le CRCP dans le cadre des évolutions tarifaires annuelles au 1^{er} juillet N+1.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



05 La transition écologique

5.1	Le gaz vert	86
5.2	La mobilité durable	88
5.3	Les données au service de la maîtrise de l'énergie	89

5.1 Le gaz vert

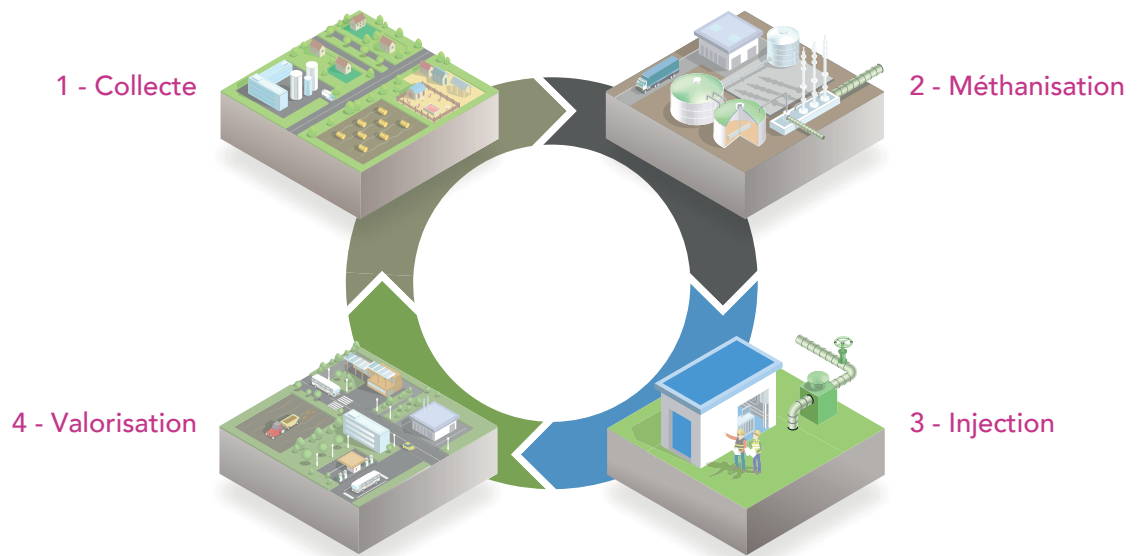
Le gaz vert, vos déchets ont de l'avenir

Le biogaz est un gaz 100% renouvelable produit localement et issu de la fermentation anaérobie (méthanisation) de résidus agricoles, d'effluents d'élevage et de déchets des territoires. Après épuration, il atteint le même niveau de qualité que le gaz naturel et peut donc être injecté dans les réseaux et couvrir les besoins des clients en chauffage, cuisson, eau chaude sanitaire et carburant. On l'appelle alors biométhane. Utilisé comme carburant (BioGNV), il offre une solution économique et écologique pour le transport de marchandises et de personnes.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Le biométhane



1 - Collecte

Les déchets sont collectés et transportés sur le site de méthanisation.

2 - Méthanisation

Les déchets sont triés, préparés et introduits dans le méthaniseur. Ils sont mélangés et chauffés. Les bactéries les transforment en biogaz et digestat.

3 - Injection

Le biogaz est épuré et devient du biométhane. Dans le poste d'injection, GRDF odorise et contrôle la qualité du biométhane. Sa pression est ensuite régulée avant injection dans le réseau de distribution de gaz naturel.

4 - Valorisation

Le digestat, engrais naturel, peut être épandu sur les terres agricoles. Le biométhane est injecté dans le réseau pour une utilisation similaire à celle du gaz naturel : chauffage, eau chaude sanitaire, cuisson, électricité, carburant...

5.2 La mobilité durable

Le GNV, un carburant qui préserve santé et environnement

La qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique sont des enjeux majeurs qui nécessitent l'engagement de l'ensemble des acteurs. S'il a déjà fortement réduit ses émissions, le secteur des transports reste un fort contributeur avec près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre et des émissions importantes de polluants locaux tels que particules et oxydes d'azote, notamment dans les centres-villes.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Sur votre région administrative, il y a 17 stations GNV raccordées au réseau GRDF, correspondant à une consommation de 44 GWh.

5.3 Les données au service de la maîtrise de l'énergie

Croiser les données, un enjeu majeur de la transition écologique

Dans le cadre de leurs décisions de planification, d'aménagement, d'investissement ou d'accompagnement des porteurs de projets, les collectivités et les autorités concédantes jouent un rôle clé dans la concrétisation de la transition énergétique : développement des énergies renouvelables, transformation des pratiques de mobilité en faveur de la qualité de l'air, maîtrise de la demande en énergie, détection de la précarité énergétique...



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les données gaz mises à disposition des collectivités

GRDF s'inscrit dans ce cadre réglementaire et favorise l'utilisation des données de consommation de gaz et de production de gaz renouvelable en proposant des canaux d'accès adaptés aux différents acteurs concernés.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les supports mis à disposition des collectivités de la région EST

Ma com' gaz, un portail digital qui vient **compléter le site Portail Collectivité** ; une exclusivité pour les Collectivités de **la région EST** !

Retrouvez toutes les informations dont vous pourriez avoir besoin concernant les collectivités territoriales desservies en gaz :

- Travaux voirie
- Extension de réseau
- Renouvellement de concession
- Demande de supports « Kit Collectivité »
- Foire aux questions
- Contact utiles...

... ainsi que des supports vous permettant de communiquer sur le gaz et ses usages à vos riverains, de relayer l'ensemble des offres de GRDF à vos administrés.

Pour y accéder, rendez-vous sur : <http://macomgaz.grdf.fr>



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



06 GRDF & Vous

6.1	La distribution du gaz, une mission de service public	94
6.2	Une organisation à votre service	97
6.3	Les outils digitaux à votre disposition	101

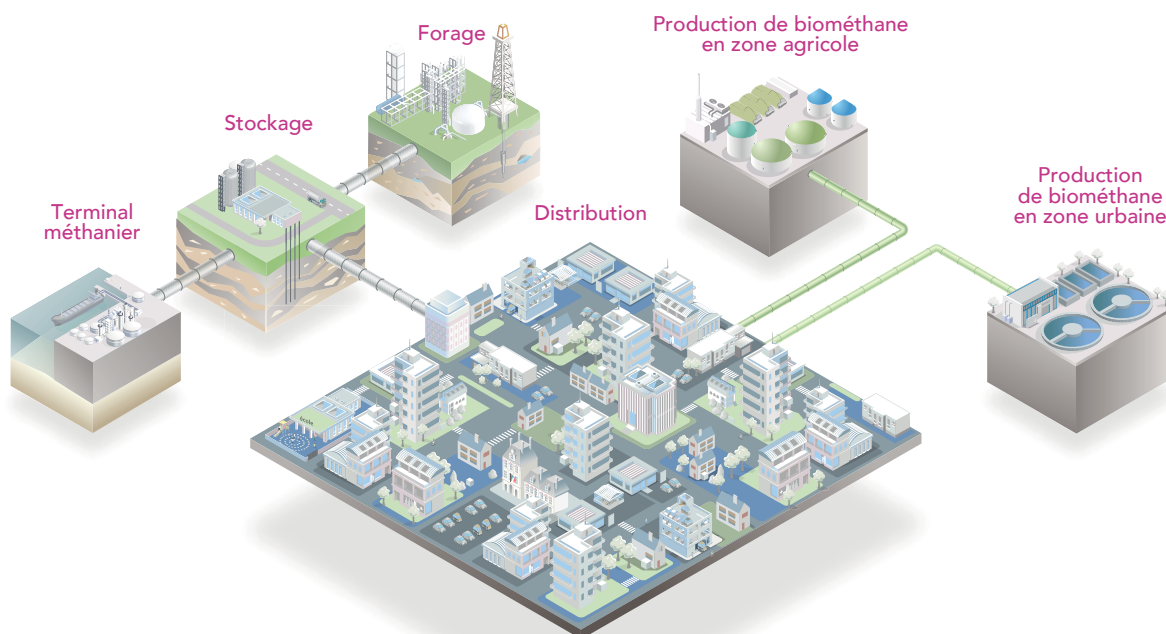
6.1 La distribution du gaz, une mission de service public

La chaîne gazière

La chaîne gazière est composée des activités suivantes :

- la production (importation et désormais production locale),
- le stockage,
- l'acheminement (activités de « distribution » et de « transport »), assuré par les gestionnaires de réseau,
- la commercialisation de gaz, par les fournisseurs d'énergie.

La chaîne gazière



Terminal méthanier

Le gaz naturel peut provenir de gisements terrestres et marins (offshore). Il est acheminé par voie maritime jusqu'aux terminaux méthaniers en France. Il est principalement importé d'Algérie et du Nigéria.

Stockage

Le gaz naturel est stocké dans les réservoirs souterrains à plusieurs centaines de mètres de profondeur. Le stockage permet d'ajuster la distribution de gaz naturel à la demande des clients.

Forage

Le gaz naturel peut provenir de gisements terrestres par forage et être acheminé par gazoduc. En France, il est importé principalement de Norvège, de Russie et des Pays-Bas.

Distribution

Le gaz est acheminé des points de stockage ou de production biométhane aux clients via un réseau de basse et de moyenne pression. GRDF gère ce réseau par délégation des collectivités, lequel est utilisé par l'ensemble des fournisseurs.

Production de biométhane en zone agricole

Le gaz vert peut être produit à partir de la méthanisation de matières agricoles ou de fumier. Triés et mélangés, ces intrants sont chauffés et transformés en biométhane.

Production de biométhane en zone urbaine

Le gaz vert peut être produit à partir de la valorisation des déchets urbains. Triés et mélangés, ces derniers sont chauffés et transformés en biométhane.

La triple autorité encadrant la distribution du gaz

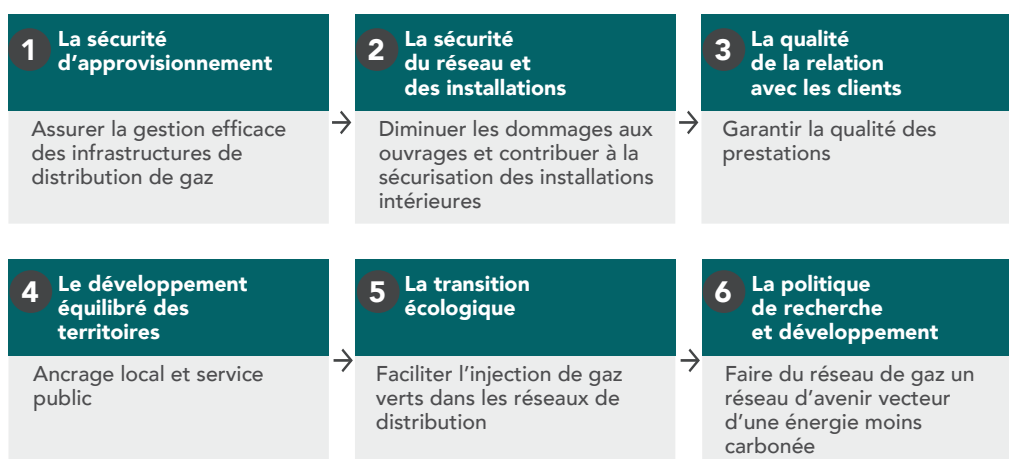
Trois autorités encadrent l'activité de GRDF :

- L'État : GRDF est lié à l'État par un contrat de service public signé pour une

- durée de 4 ans (2019-2023) et soumis à la réglementation régissant son activité.
- La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : elle fixe le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) à l'intérieur de la zone de desserte de chaque distributeur ainsi que le contenu et le tarif des prestations complémentaires des Catalogues des Prestations de chaque opérateur.
 - L'Autorité Concédante : elle exerce notamment le contrôle du bon accomplissement par GRDF des missions de service public déléguées et des engagements du contrat de concession qui la lie à GRDF.

Les missions de GRDF de service public

L'État a confié à GRDF des missions de service public. Le socle de ces engagements est rappelé dans le Contrat de Service Public (CSP) pluriannuel conclu entre les deux parties, mettant un accent particulier sur la sécurité d'approvisionnement, la sécurité des réseaux et des installations, la qualité de la relation avec tous les clients, le développement équilibré des territoires, la transition écologique et la politique de recherche et de développement.

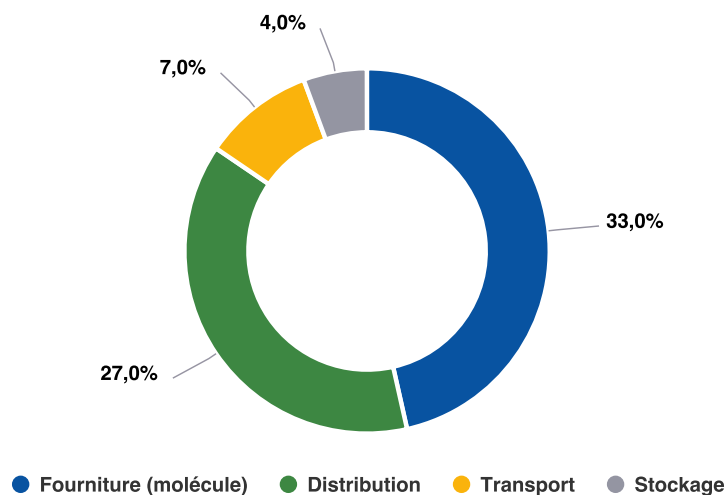


La facture type

Composantes de la facture d'un client résidentiel

La facture de gaz naturel est envoyée par le fournisseur à son client. Voici un exemple de facture sur la vente de gaz naturel au tarif réglementé, en début d'année 2021 (source : site Internet CRE).

Facture type d'un client résidentiel



Le gaz, une énergie compétitive

Le gaz est une des énergies les plus compétitives. Pour suivre l'évolution des prix des énergies, GRDF met à disposition de tous les clients sur son site Internet un outil interactif présentant un « baromètre » de ces prix : www.grdf.fr/particuliers/evolution-prix-energies



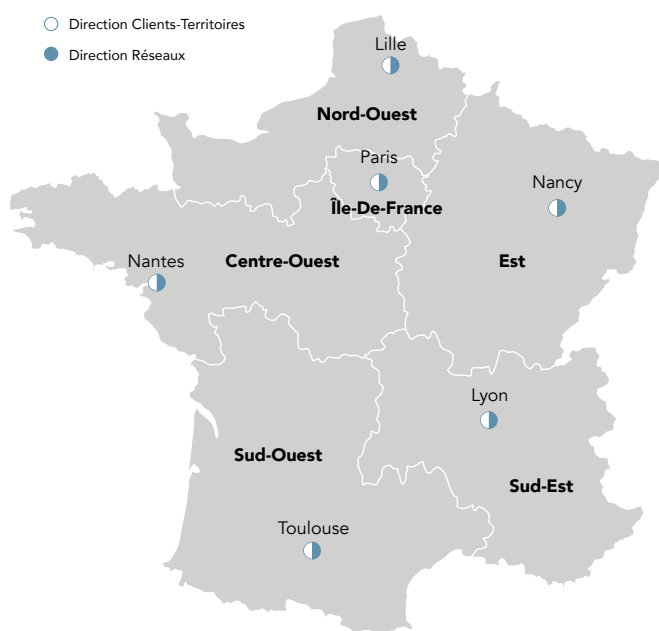
6.2 Une organisation à votre service

L'organisation de GRDF

L'organisation de GRDF est composée d'un niveau national, regroupant des activités d'expertise et des fonctions supports, et d'un ancrage local basé sur six régions, dénommées « régions GRDF ». Ces deux niveaux d'organisation sont complémentaires pour mener à bien des actions mutualisées sur toute la France



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Les activités liées au réseau (dépannage) et à la clientèle (interventions) sont, depuis le 1er janvier 2018, spécialisées par énergie. Les activités gazières sont regroupées au sein d'une même entité appelée Agence d'Intervention (AI), la zone de desserte de GRDF est couverte par 63 AI.

L'objectif de cette évolution de l'organisation est triple :

- renforcer le professionnalisme gazier orienté client,
- ancrer la proximité avec les autorités concédantes et les collectivités,
- moderniser les outils de programmation des interventions pour un service plus efficient.

Les engagements de GRDF en matière de sécurité restent inchangés, en particulier la capacité d'intervention en moins d'une heure.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Au sein des territoires, des agences locales portent les missions de GRDF.

Des agences locales

- Relations Collectivités Territoriales.
Votre interlocuteur de proximité
- Travaux
- Exploitation
- Gestion Clientèle



Le maillage local de GRDF s'appuie sur des agences régionales et des services nationaux.

Des agences régionales

- Acheminement
- Relations Collectivités Territoriales
- Développement
- Patrimoine
- Travaux
- Exploitation
- Services Supports



Des services nationaux

- Agence diagnostic qualité gaz
- Unités Urgence Sécurité Gaz
- Service comptabilité
- Directions fonctionnelles



La politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)

Avec son Projet d'Entreprise, GRDF a souhaité aborder deux questions majeures : la place du gaz vert dans la transition énergétique, et son rôle dans la société actuelle. Aujourd'hui, les attentes de la société civile envers les entreprises sont de plus en plus fortes, poussant ces dernières à s'investir sur les grands enjeux d'un monde en pleine mutation, en particulier dans le secteur de l'énergie, et à viser une performance globale, aussi bien économique qu'extra-financière : sociale, sociétale et environnementale.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Achats responsables : GRDF obtient l'unique label attribué par les pouvoirs publics en la matière

GRDF a reçu le label Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR), unique label reconnu par l'Etat dans ce domaine. Cette reconnaissance décernée conjointement par le médiateur des entreprises et le conseil national des achats, distingue les organisations ayant fait la preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs. Le plus haut niveau de reconnaissance, à savoir un critère d'excellence, a été attribué à GRDF sur la question de la contribution au développement du territoire saluant la qualité et l'impact positif des coopérations entre GRDF et les acteurs et/ou écosystèmes locaux.

Attribuée pour une durée de 3 ans, cette distinction témoigne des nombreuses actions concrètes engagées durablement par GRDF dans des pratiques d'achats responsables, vertueuses et réciproques. Elle témoigne également de son rôle d'acteur du développement économique local.

Les chiffres clefs de GRDF



Le plus long réseau de gaz en Europe

204 233 km

de réseau de gaz,
soit plus de 5 fois
le tour de la terre

257 TWh

de gaz
acheminé

1,2 milliard d'€

investis pour développer,
entretenir et exploiter
le réseau

1 million d'€

consacré chaque jour
à la sécurité du réseau



Une entreprise dynamique



11 643
collaborateurs



496
embauches
en CDI



751
alternants
vont être formés
chez GRDF



3,56
milliards d'€
de chiffre d'affaires



Un vecteur d'énergie au service des territoires

11 millions de clients
en France

9 585 communes
desservies par le réseau
de distribution de gaz

77 % de la population
habite une commune desservie
en gaz par GRDF

418 stations GNV
raccordées sur le réseau GRDF

**304 sites
d'injection biométhane**
d'injection de biométhane
exploités sur le réseau GRDF

**3,3 TWh
de biométhane injecté**
dans le réseau GRDF

6.3 Les outils digitaux à votre disposition

Le Portail Collectivités : le nouvel espace digital à votre service

Le Portail Collectivités a été mis en service fin 2021, et remplace les outils MaConcessionGaz et MonRéseauGaz.

Accessible sur grdf.fr, le Portail Collectivités est un espace dédié et sécurisé offrant à toutes les collectivités desservies en gaz l'accès à un ensemble de services et de données relatifs à l'activité de GRDF sur leur territoire pour répondre à leurs besoins.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Branchement

Tuyauterie reliant une canalisation du réseau de distribution au Poste de Livraison ou, en l'absence de Poste de Livraison, au compteur. Quand celui-ci alimente un immeuble avec plusieurs logements c'est un « Branchement Collectif », dans tous les autres cas il s'agit d'un « Branchement Individuel ».

Branchement particulier

Le branchement particulier est la partie située juste en amont du compteur et qui permet de le raccorder aux parties de l'installation commune (conduite d'immeuble, conduite montante, conduite de course, nourrice de compteur).

Catalogue des prestations

Liste des prestations disponibles pour le client et/ou le fournisseur, établie par GRDF et publiée sur le site www.grdf.fr.

Compteur

Appareil de mesure du volume de gaz livré au client. Selon le cas, il fait partie du Dispositif Local de Mesurage ou le constitue.

Compteur Domestique

Compteur dont le débit nominal est strictement inférieur à 16m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G4 (6m³/h) et G6 (10m³/h).

Compteur Industriel

Compteur dont le débit nominal est supérieur ou égal à 16m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G10 (16m³/h) et au-delà.

Concentrateur

Le concentrateur est un matériel assurant le relais entre les compteurs et les systèmes d'information de GRDF.

Conditions standard de livraison (CSL)

Les Conditions Standard de Livraison (CSL) s'appliquent au client dont l'index au compteur est relevé semestriellement, quel que soit le débit maximum du compteur. Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF, chapitre « Conditions générales ».

Conduite d'immeuble (CI)

La conduite d'immeuble est une tuyauterie qui peut être uniquement à l'intérieur de l'immeuble ou en partie à l'extérieur lorsque le coffret gaz est situé à distance de l'immeuble desservi.

Conduite montante (CM)

La conduite montante est une tuyauterie verticale pour la plus grande partie, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de l'immeuble.

Contrat d'acheminement

Contrat signé entre le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD) et un fournisseur d'énergie, en application duquel le GRD achemine le gaz vers le client final.

Contrat de fourniture

Contrat signé entre le client final et un fournisseur d'énergie de son choix, en application duquel celui-ci lui facture sa consommation de gaz.

Contrat de livraison direct (CLD)

Le Contrat de Livraison Direct (CLD) est conclu avec GRDF par un client dont l'index au compteur est relevé mensuellement, et lorsque le débit maximum du compteur est supérieur à 100 m³/h. Il se substitue aux Conditions Standard de Livraison (CSL). Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF, chapitre « Conditions générales ».

Degré-jour (de chauffe)

Il correspond à la différence entre la température à partir de laquelle on considère que l'on commence à chauffer (16°C) et la température extérieure. De fait, un degré-jour de chauffe ne peut être que positif, quand celui-ci est à zéro la température est au-dessus de 16°C. Par exemple, s'il fait -4°C le degré-jour correspondra à 20.

Dispositif de mesurage

Ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés à l'extrémité aval du réseau de distribution, utilisé par le Distributeur pour déterminer les quantités livrées au point de livraison et leurs caractéristiques.

Fournisseur

Prestataire titulaire d'une autorisation délivrée par le Ministère chargé de l'énergie, qui vend une quantité de gaz au client en application d'un contrat de fourniture.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Le gaz est transporté par grandes quantités et sur de longues distances par le Gestionnaire du Réseau de Transport (GRT). Sur le territoire concédé, il est ensuite acheminé vers les clients finals par GRDF, le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD) communément désigné « distributeur ».

GNV

Utilisation du gaz comme carburant. C'est le même gaz que celui utilisé pour le chauffage ou la cuisson. Le GNV existe sous deux états : liquide (GNL) ou comprimé (GNC).

Installation intérieure

L'installation intérieure du client commence à l'aval du compteur. Dans le cas des conduites montantes sans compteur individuel, elle commence à l'aval du robinet de coupure individuelle.

IRIS

Les IRIS (Ilots Regroupés pour l'Information Statistique) sont définis par l'INSEE et constituent « la brique de base en matière de diffusion de données infra-communales ». Il doit respecter des critères géographiques et démographiques et avoir des contours identifiables sans ambiguïté et stables dans le temps.

Normo mètre cube (Nm³)

Quantité de gaz sec (exempt de vapeur d'eau) qui occupe un volume d'un mètre cube.

Poste d'injection

Équipement clef de l'intégration du biométhane au réseau GRDF. Il permet, en aval du méthaniseur et de l'épurateur du producteur, d'odoriser, de contrôler, de compter et d'injecter le gaz dans le réseau de distribution local.

Poste de livraison

Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution, assurant généralement les fonctions de détente et de régulation de pression, ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les quantités livrées au point de livraison.

Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS)

Quantité de chaleur (en KWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante (1,01325 bar) et à une température initiale de zéro Celsius.

Pression de livraison

Pression relative du gaz au point de livraison.

Quantité acheminée

Quantité de gaz livrée au point de livraison déterminée par relevé du compteur. En cas de dysfonctionnement du compteur, la quantité consommée peut être corrigée. En cas d'absence du client lors du relevé et lorsque le compteur est inaccessible, la quantité acheminée est estimée.

Réseau de distribution

Le réseau de distribution est composé des ouvrages de distribution qui permettent au Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRDF) d'acheminer le gaz jusqu'aux clients finals (résidentiels, entreprises ou bâtiments tertiaires).

Réseau BP

Le Réseau BP (Basse Pression). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 19 et 21 millibar.

Réseau MPA

Le Réseau MPA (Moyenne Pression de type A). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 50 millibar et 0,4 bar.

Réseau MPB

Le Réseau MPB (Moyenne Pression de type B). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bar.

Réseau MPC

Le Réseau MPC (Moyenne Pression de type C). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 4 et 25 bar.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE

Compte rendu d'activité de concession 2021

AUXERRE

DIRECTEUR DE PUBLICATION : JÉRÔME CHAMBIN

RÉDACTEURS : CÉCILE NIVAUD, EMILIO SOBA

Date de création : juin 2021
Compte-rendu d'activité créé par la Solution Paddix® (www.paddix.com)
Réalisé par IDIX - www.idix.fr



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



// Choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il devient de plus en plus vert

Aujourd'hui près d'une cinquantaine de sites injectent du gaz vert sur l'ensemble des réseaux de gaz français et près de 400 projets sont à l'étude. Produit à partir de déchets issus notamment de cultures agricoles, d'effluents d'élevages et de déchets ménagers, le biométhane offre une énergie plus responsable pour se chauffer, cuisiner et se déplacer. L'ambition est d'injecter 30% de gaz renouvelable dans les réseaux en France d'ici à 2030.

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il offre une mobilité moins polluante

Le Gaz Naturel Véhicule (GNV) permet d'améliorer la qualité de l'air, de préserver l'environnement et de réduire les nuisances sonores. Moins polluant, il offre une solution alternative aux carburants traditionnels : réduction de 95% les émissions de particules fines et de 50% les oxydes d'azote par rapport à la norme Euro VI. Aujourd'hui plus de 20 millions de véhicules roulent déjà au GNV et au BioGNV dans le monde.

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il est moderne et connecté

Le gaz répond aux nouveaux modes de consommation. Performants et connectés, le réseau de distribution et les équipements au gaz naturel offrent des fonctionnalités adaptées aux nouveaux usages et contribuent à l'atteinte des objectifs que s'est fixés la France en matière de performance énergétique.

Le gaz c'est l'avenir et il faut le dire

C'est tout l'enjeu de la nouvelle signature de GRDF, « choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir ». Des mots forts qui traduisent la conviction que le gaz est une énergie indispensable à un mix énergétique équilibré qui répond aux attentes des consommateurs et des territoires.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

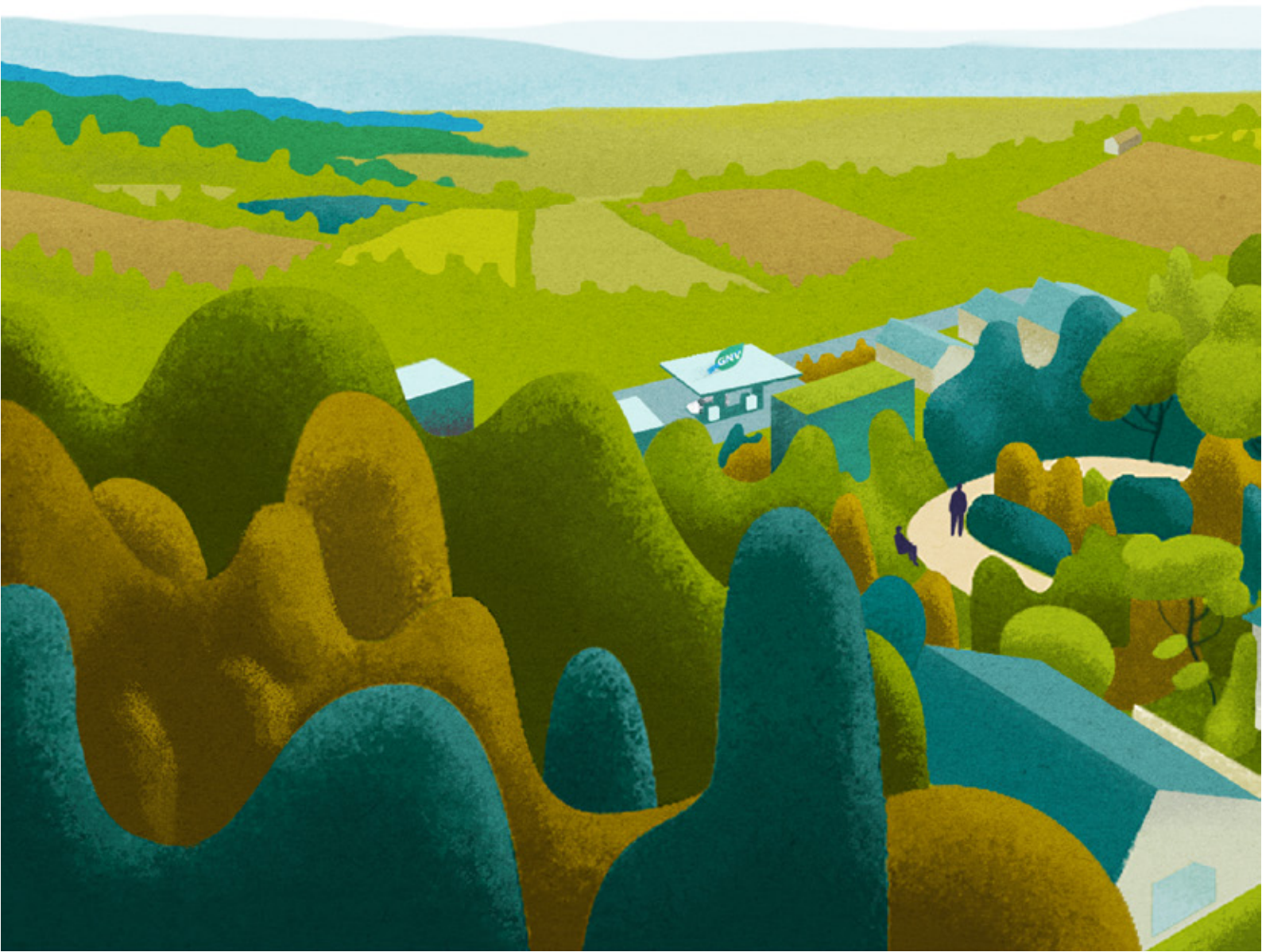
ID : 089-218900249-20220630-2022_089-DE



Choisir le gaz,
c'est aussi choisir l'avenir

Quel que soit votre fournisseur

GRDF, Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros.
Siège social : 6 rue Condorcet, 75009 Paris. RCS Paris 444 786 511



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-090 - Délégation de Service Public Auxerrexpo - Rapport d'activités 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

Au 1^{er} janvier 2020, l'exploitation du site "Auxerrexpo" a été confiée au groupe Centre France *via* la filiale Centre France Parc Expo par la voie d'une Délégation de Service Public et ce, pour une durée de 8 ans.

Conformément à l'article L.14113 du Code général des collectivités territoriales, le Maire présente au conseil municipal le rapport d'activités du délégataire pour en prendre acte.

Centre France Parc Expo a remis son rapport d'activités pour 2021 conformément aux termes du contrat de Délégation de Service Public.

Les caractéristiques principales de la saison 2021 sont les suivantes :

En 2021, le secteur de l'événementiel a continué à être impacté par les restrictions sanitaires découlant de l'épidémie de COVID-19. L'interdiction de rassemblement jusqu'au 30 juin 2021, soit les 6 premiers mois de l'année, a fortement bouleversé l'activité du site.

LES EVENEMENTS

1^{er} semestre

Du 7 mars au 31 août 2021, le site d'Auxerrexpo a accueilli le plus grand centre de vaccination de l'Yonne. Le délégataire, en relation avec l'ARS, la Préfecture et les services de la ville d'Auxerre, a œuvré pour accompagner l'organisation, la logistique, le suivi technique et l'accueil du public de ce centre.

2^{ème} semestre

Sur les 28 événements qui ont pu être maintenus sur la seconde période de l'année, 10 correspondent à des salons dont 2 salons professionnels, 8 à des réunions professionnelles, les 10 autres événements se répartissent entre spectacles et concerts (4), événements de loisirs (2), vide-greniers et braderie (2), divers (2).

La fréquentation, hors entrées liées au centre de vaccination (86 513 entrées), est de 61 398 soit une progression de 60% par rapport à 2020 mais une baisse de 65% par rapport à 2019, dernière année dite normale de référence.

Les événements les plus fréquentés :

- Foire d'Auxerre : 12 300 visiteurs en 2021 comparés à 2020 avec 12 000 visiteurs et 2019 avec 25 000 visiteurs
- Air Parc : 8 700 visiteurs contre 10 000 visiteurs en 2020 et 20 000 visiteurs en 2019
- Salon de la maison : 5 000 visiteurs (pas de référence par rapport à 2020 et 2019)
- Salon vinifrance : 5 000 visiteurs (pas de référence par rapport à 2020 et 2019)

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

- Salon du mariage : 4 200 visiteurs (pas de référence par rapport à 2020 et 2019)

L'ACTIVITE LOCATIVE

Auxerexpo, c'est 6 000 m² d'espace :

- 4 000 m² pour le hall principal,
- 1 000 m² pour le centre de congrès,
- 1 000 m² pour l'espace polyvalent.

L'activité de Centre France Parc Expo se caractérise par 2 pôles distincts :

- L'organisation d'événements par les équipes internes
- L'activité locative des espaces auprès d'autres structures

Répartition des jours location/occupation & taux d'occupation par espace

	Jours de location	Jours d'occupation	Taux d'occupation
Espace 4000	69	172	65%
Espace congrès	78	144	60%
Espace polyvalent	18	66	36%

BILAN FINANCIER

Tant en 2020 qu'en 2021, l'impact économique et social résultant de la crise est sans précédent :

24 événements annulés représentant un chiffre d'affaires de 625K€ et une marge nette estimée à 250K€.

Mise en place du chômage partiel de janvier à mai avec un travail effectif établi à 1 jour par semaine pour maintenir une activité à minima.

Toutefois, le chiffre d'affaires qui avait chuté de 63% en 2020 passant de 1 576K€ en 2019 à 582K€ est reparti à la hausse en 2021 avec un réalisé à 963K€.

De plus, accusant un déficit de 195,9K€ en 2020, le résultat net devient positif avec 93,7K€ de bénéfices nets sur l'exercice 2021.

Les différentes aides gouvernementales, la réduction drastique des charges et la subvention de la mairie dans le cadre du contrat de DSP ont participé au maintien de cet équilibre.

PROMOTION ET COMMUNICATION

Pour 2021, le budget total consacré à la promotion des événements (75K€) et de l'offre locative (3K€) s'élève à 78K€ contre 47,2K€ en 2020 (+65,25%).

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

La stratégie de communication est renforcée par l'utilisation des supports internes :

- Site web d'Auxerexpo
- Site billetterie
- Réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn)

En vue de développer la programmation de spectacles, de concerts, de théâtre, un tarif à la personne a été mis en place pour la location d'espace équipé. L'objectif est de proposer 1 spectacle et 1 concert par mois + diversification de l'offre.

SITUATION DU PERSONNEL

L'effectif reste inchangé entre 2020 et 2021 malgré la démission de 3 des 4 chargées de projets événementiels. Ces postes ont été intégralement remplacés.

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

>> Evolution

Les ambitions du groupe permettent de prévoir une évolution annuelle de l'activité d'environ 644K€ par rapport à 2021. Le début de l'année 2022 est marquée par une reprise épidémique entraînant le report ou l'annulation de certains événements.

Pour 2022, 62 événements sont déjà programmés avec un chiffre d'affaires estimé à 1,6M€

>> Effectif

Trois créations de poste, chargé de communication, chef de projet event BtoB et un technicien sont prévus à échéance 2023.

>> Investissement

Lors du renouvellement de DSP, un programme d'investissement portant sur la réhabilitation de l'espace polyvalent a été défini. Ces travaux de rénovation réalisés par la Mairie permettront d'améliorer le confort et d'accroître les capacités d'accueil du site notamment pour les congrès et séminaires.

En parallèle, le groupe Centre France prévoit d'investir en moyens humains et techniques à hauteur de 350K€ dans le mobilier, le matériel audiovisuel et technique pour l'espace polyvalent permettant d'atteindre les perspectives de développement.

PROBLEMATIQUE

Durant la période de confinement, le parking d'Auxerexpo a été investi par la communauté des gens du voyage.

Face à cette problématique récurrente, des travaux de sécurisation, empiérement et pose d'un portique électrique anti-intrusion, ont été réalisés par la communauté d'agglomération.

Malgré ce dispositif, les occupations illégales se sont multipliées sur les mois de janvier, de mars à août, en septembre et novembre. De nombreuses dégradations, des vols et des incivilités ont été constatées.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte du rapport d'activité du service établi pour l'année 2021 par Centre France Parc Expo.

Vote du conseil municipal : sans objet

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

BIENVENUE A AUXERREXPO

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2021

AUXERREXPO

CENTRE FRANCE PARC EXPO

 **parcexpo**


AUXERREXPO

SOMMAIRE

CENTRE FRANCE PARC EXPO	P 2
I. PARTIE TECHNIQUE	P 6
I.A / ACTIVITE DU SERVICE	P 6
I.A.a Nombre de jours d'ouverture au public	P 6
I.A.b Nombre total de jours d'occupation	P 7
I.A.c Typologie et nature des manifestations	P 9
I.A.d Taux d'occupation	P 10
I.A.e Fréquentation	P 11
I.A.f Nombre de jours par événement	P 12
I.A.g Période de fermeture	P 12
I.A.h Incidents et réclamations des usagers	P 13
I.A.i Etat du matériel et réparations	P 14
I.A.j Récapitulatif des rapports des organismes de contrôle	P 17
I.B / SITUATION DU PERSONNEL	P 18
I.B.a Effectif affecté au service	P 18
I.B.b Evolutions majeures liées au personnel	P 18
I.B.c Accidents de travail	P 19
I.B.d Observations de l'inspection du travail	P 19
I.B.e Attestation d'assurance	P 20
II. PARTIE COMMERCIALE	P 21
II.A Présentation globale de l'activité	P 21
II.B Programme de location	P 22
II.C Moyens mis en oeuvre	P 23
II.D Actions de promotion et de communication	P 24
II.E Perspectives de développement / Crise du COVID-19	P 25
II.F Principaux contrats de prestations	P 28
III. PARTIE FINANCIERE	P 29
III.A Compte d'exploitation de l'exercice	P 29
III.B Bilan financier par manifestation	P 31
ANNEXE 1 Rapport des commissaires aux comptes	
ANNEXE 2 Résultat d'exploitation	
ANNEXE 3 Programmation 2021	
ANNEXE 4 Tarifs des prestations	

Filiale créée en 2013, la société Centre France Parc Expo est née du contrat de délégation de service publique d'Auxerrexpo entre la mairie d'Auxerre et le groupe Centre France.

Le contrat fixé entre ces parties prévoit la gestion des espaces d'Auxerrexpo, l'organisation de la Foire d'Auxerre et le développement de l'événementiel grand public et corporate et ce jusqu'en 2027.

En décembre 2019, Sébastien Fuentes prend la responsabilité de la gestion de la structure sous la direction de Grégoire Cusinberche, directeur du pôle événementiel du groupe Centre France.

Des actions de fond sont engagées pour développer l'activité par la création de 15 nouveaux événements et d'une agence de tourisme d'affaires en partenariat avec l'Office de Tourisme auxerrois .

Auxerrexpo, c'est :

des salons professionnels grand public : Foire d'Auxerre, Salon des Vins de France, Salon Immobilier et Habitat , Salon du Véhicule d'Occasion, Salon fiers d'être apprentis, Salon des seniors, Salon du chocolat de la Saint Valentin, Salon du mariage, Salon du bien-être, RIDY, etc.

des événements "loisirs" grand public : Air Parc, Nuit de Folie, etc.

des événements et congrès : Soirée des adhérents 110 B, Championnat de France de Gymnastique Artistique, Congrès de la Fnsea, Congrès Régional de l'Ordre des Experts Comptables, Congrès National de la Sage-femme Libérale, Congrès des Ingénieurs Hospitaliers de France, etc.

des conventions et séminaires : Assemblée Générale de la Caisse d'Épargne , Vœux du Maire, convention HMY, séminaire Groupama, Vœux VNF, etc.

Avec une moyenne de 80 événements à l'année, le site se développe depuis 2013 et repose sur une équipe structurée en 2 pôles distincts : les événements organisés en interne et les événements reçus.

De 2 événements organisés en 2012 à 17 événements en 2019, CFPE a su redonner du souffle aux manifestations pré-existantes et apporter de nouveaux rendez-vous au parc des expositions.



L'année 2021 a de nouveau été marquée par la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID -19.

Le secteur de l'événementiel a été très fortement impacté par les mesures de protection de la population qui ont découlé de la crise sanitaire.

Les rassemblements ont été totalement interdits ou fortement limités jusqu'au 30 juin 2021, soit les 6 premiers mois de l'année.

Le pass sanitaire puis vaccinal a permis la réouverture des lieux de rassemblement avec un impact majeur sur la fréquentation accusant une baisse moyenne de 30%.

Nos équipes ont oeuvré pour permettre une reprise d'activité dès la fin des restrictions et ainsi limiter au maximum l'impact de celles-ci.

La reprise s'est donc opérée dès septembre avec 28 évènements produits ou accueillis en 4 mois.

Les faits marquants en 2021

Centre de vaccination

Face à la vague épidémique et à la vaccination massive de la population, Centre France Parc Expo a proposé de mettre à disposition les locaux d'Auxerreexpo et son savoir-faire pour accueillir un centre de vaccination.

En relation avec l'ARS, la préfecture et les services de la ville d'Auxerre, les équipes de Centre France Parc Expo ont oeuvré durant près de 5 mois pour accompagner l'organisation, la logistique, le suivi technique et l'accueil du public.

Ainsi, Centre France Parc Expo (CFPE) a rempli les missions essentielles suivantes :

- une mise à disposition gracieuse de 94 jours d'exploitation de l'espace congrès
- la réception et le stockage des doses de vaccins et du matériel médical
- le stockage et l'évacuation des DASRI (déchets d'activités de soins à risques infectieux)
- CFPE a réalisé les contrôles de stockage et de conservation
- communiqué par voie dématérialisée pour faciliter l'information du public (réseaux sociaux, site internet et réalisation d'une vidéo de présentation du centre de vaccination)
- gérer les appels téléphoniques pour renseigner et faciliter la prise de RDV. Près de 3800 appels téléphoniques liés à la vaccination ont été gérés par les équipes d'Auxerreexpo.
- la permanence technique et de sécurité incendie
- la désinfection et le nettoyage quotidien des espaces ouverts au public
- la fourniture de matériel (400 stylos, tables, chaises, cloisons de séparation, brancard, fauteuil roulant) .

Masse salariale

Mise en place du chômage partiel pour l'intégralité des équipes de janvier à mai 2021.
Démission puis recrutement de 3 chargés de projet.

Conséquences économiques et sociales sur 2021 :

- **28 événements réalisés contre 80 habituellement**
- **La fréquentation en baisse de 30%**
- **Chute du chiffre d'affaires de 40 %** avec un réalisé de 964K€ contre 1,6K€ prévu.
- **Résultat net de l'entreprise positif : +93.7K€** la marge brute dégagée par les événements maintenus ainsi que les différentes aides gouvernementale ont permis de maintenir un équilibre positif
- Départ volontaire de 3 des 4 chargés de projets événementiels en août et octobre. Intégralement remplacés.

Les mesures de sauvegarde prises par CFPE :

- mise en activité partielle de l'intégralité de l'équipe
- réduction drastique des coûts de fonctionnement et d'investissement
- Mise en place d'actions de prospection massive
- Réflexion stratégique sur l'offre

D'autres faits marquants en 2021 :

- Vols, dégradations et occupations illégales du parking d'Auxerreexpo par la communauté des gens du voyage en janvier, de mars à août, en septembre, et en novembre.

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A / ACTIVITÉ DU SERVICE

L'activité de Centre France Parc Expo se caractérise par 2 pôles distincts :

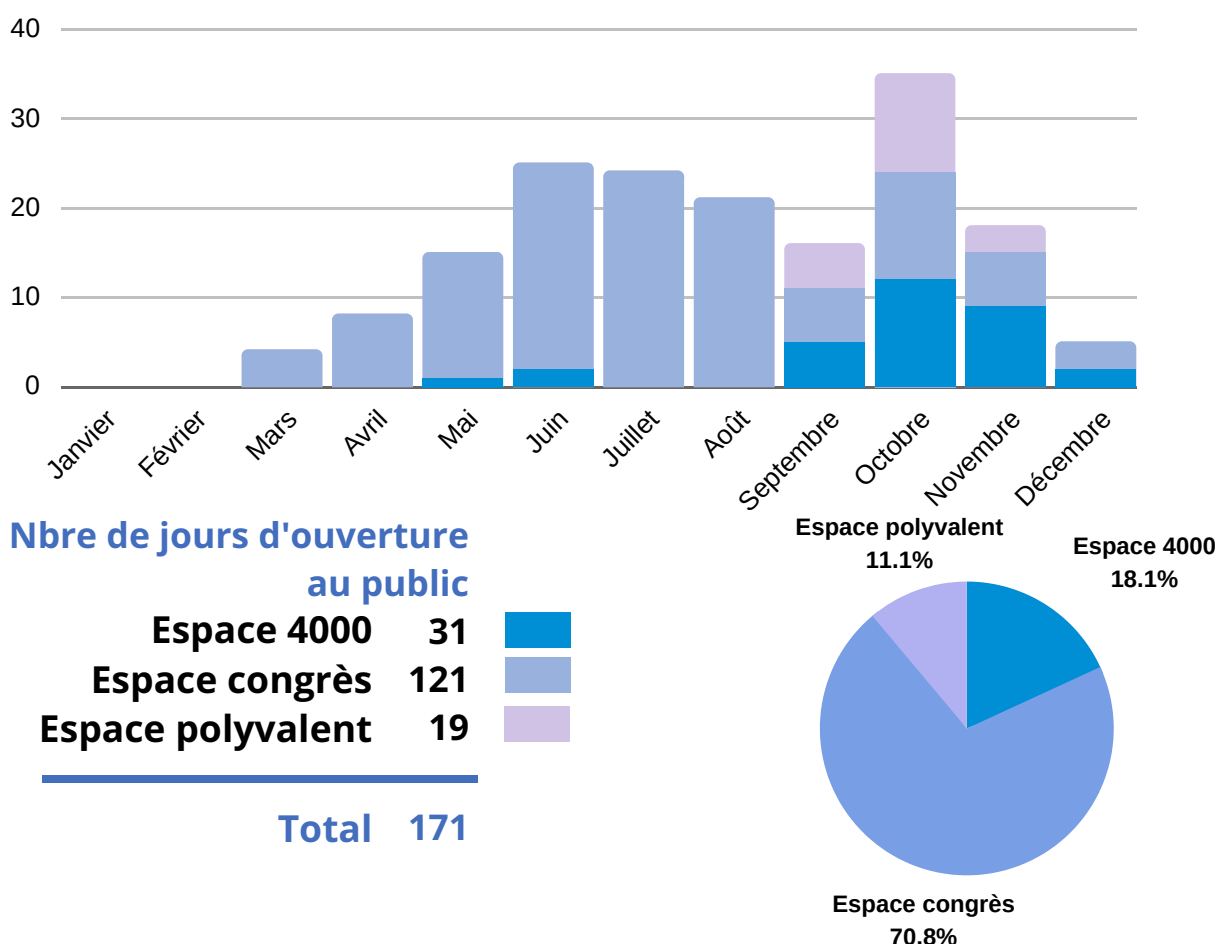
- l'organisation d'événements par les équipes internes
- l'activité locative des espaces auprès d'autres structures.

Il est donc important de distinguer le nombre de jours de location auprès d'autres organisateurs et le nombre total de jours d'occupation des espaces.

Il faut également distinguer le nombre de jours d'ouverture au public du nombre de jours d'occupation, qui prend en compte le montage et le démontage de l'événement.

Détail par manifestation en Annexe 1

I.A.a / Nombre de jours d'ouverture au public



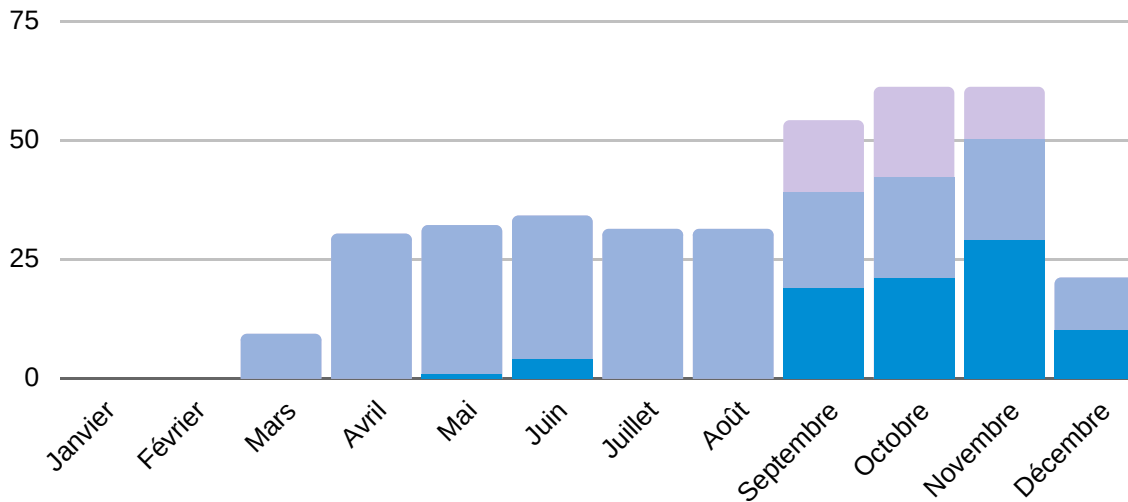
La crise sanitaire et les restrictions des rassemblements ont contraints Auxerrexpo à fermer ses portes et CFPE a cessé toute activité durant les mois de janvier à juin 2021.

L'accueil du centre de vaccination de mars à août 2021 dans l'espace congrès dope considérablement le nombre de jours d'ouverture au public. 94 jours sont consacrés à l'accueil du public dans l'espace congrès.

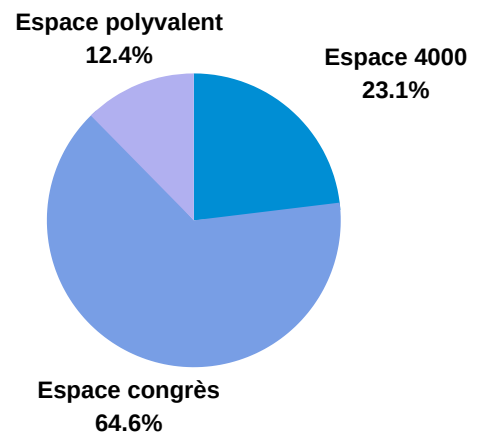
I. PARTIE TECHNIQUE

I.A / ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.b/ Nombre de jours d'occupation des espaces



Nbre de jours location		
Espace 4000	84	
Espace congrès	235	
Espace polyvalent	45	
Total	364	



L'espace le plus occupé est l'espace congrès, fortement sollicité pour accueillir le centre de vaccination.

Si on isole cet évènement, on peut constater un bon équilibre d'occupation entre les espaces 4000 et congrès.

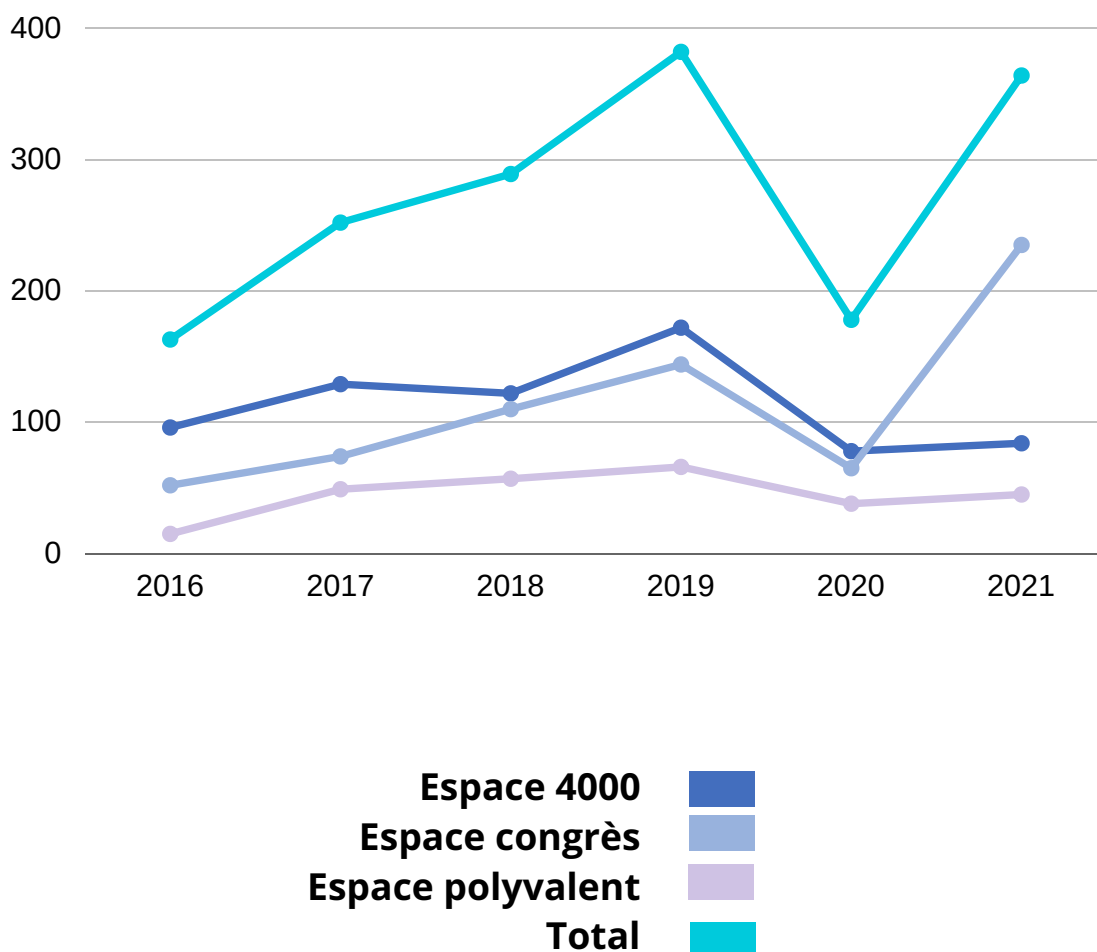
L'espace polyvalent reste peu exploité en raison du manque d'équipements et d'aménagements (pas de chauffage ni de climatisation, pas d'isolation).

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A / ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.b / Nombre total de jours d'occupation des espaces

Evolution sur 6 ans



Après une année 2020 fortement marquée par la crise sanitaire, les espaces d'Auxerrexpo sont revenus à un niveau d'occupation proche de 2019. Néanmoins, cette situation est à pondérer en raison du fort nombre de jours d'exploitation du centre de vaccination de mars à août.

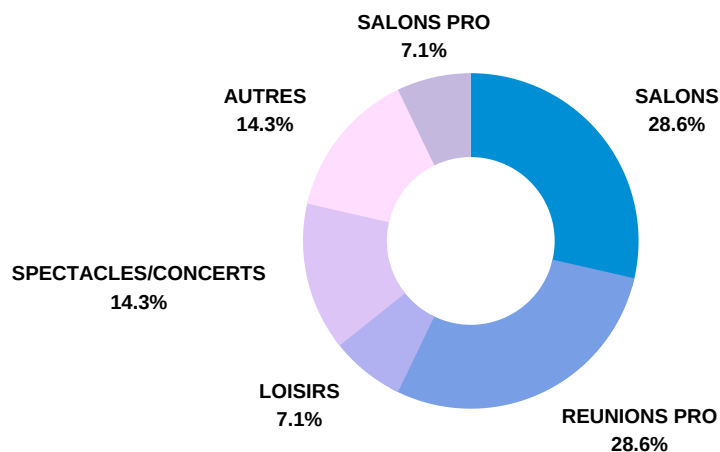
I. PARTIE TECHNIQUE

I.A / ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.c / Typologie et nature des manifestations

Typologie des manifestations

	2020	2021
Salons grand public - Foires - marchés	2	8
Salons professionnels	0	2
Congrès	1	0
Assemblées générales	0	3
Réunions- Conférences - Séminaires	13	5
Repas - Mariages	2	0
Événements de Loisirs	1	2
Spectacles	0	3
Concerts	1	1
Vide-greniers et braderies	1	2
Exposition	1	0
Divers	1	2
Total	23	28



Les salons grands publics et les réunions professionnelles sont majoritaires. La programmation des concerts et spectacles a été fortement impactée par les restrictions sanitaires.

I. PARTIE TECHNIQUE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

parc expc SLO

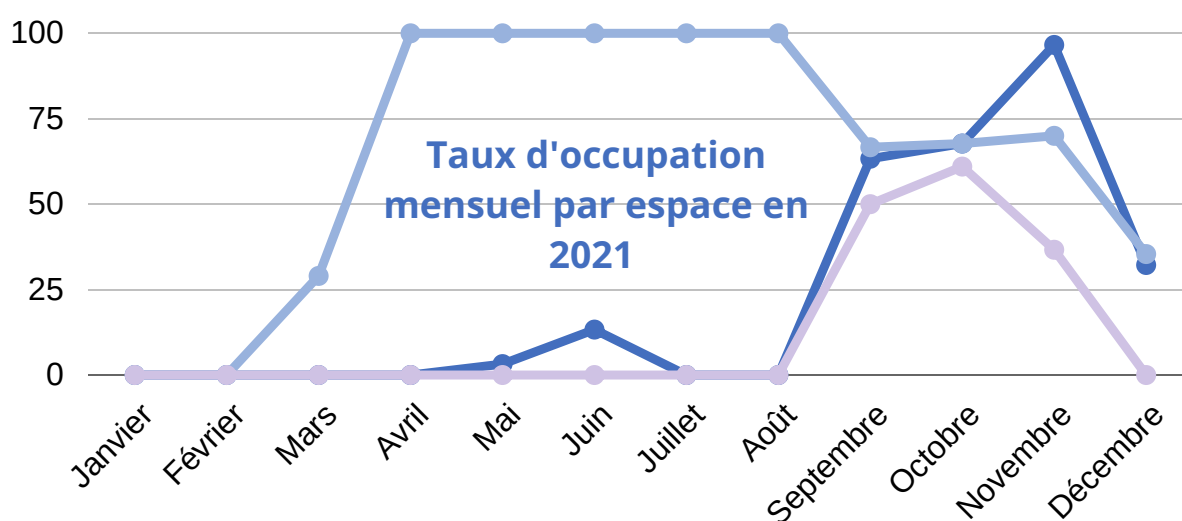
ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE REXPO

I.A / ACTIVITÉ DU SERVICE

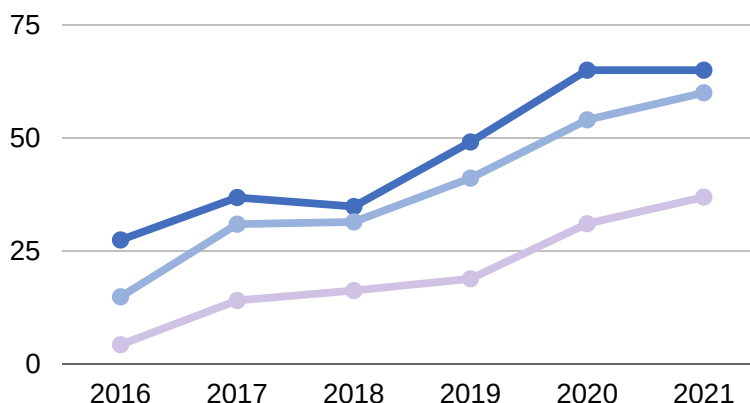
I.A.d / Taux d'occupation

Espace 4000	65%
Espace Congrès	60%
Espace Polyvalent	36%

**Taux d'occupation annuel
par espace en 2021**
(pendant la période d'ouverture)



**Evolution du taux
d'occupation annuel par
espace depuis 2016**
(pendant la période d'ouverture)



Pour déterminer l'évolution du taux d'occupation, nous avons isolé les périodes de fermeture administrative suite à la crise sanitaire pour mieux appréhender la tendance qui s'en dégage.

Les mois de septembre, octobre et novembre sont denses avec un taux d'occupation très élevé. Le mois de décembre reste plus faible. Le reprise épidémique s'est déclaré sur ce mois entraînant l'annulation de certains événements.

Nous pouvons constater la progression constante du taux d'occupation depuis 2016 avec des taux entre 60% et 65% pour les espaces congrès et 4000.

I. PARTIE TECHNIQUE

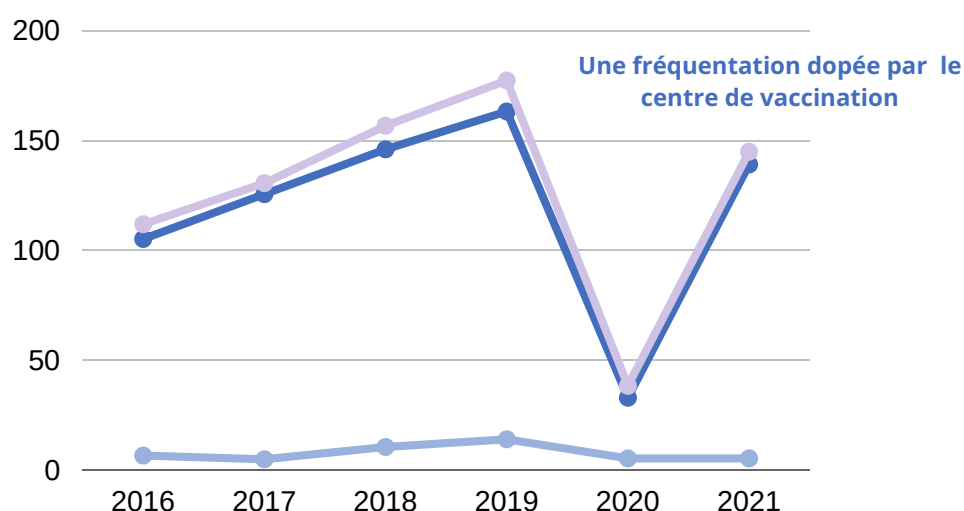
I.A / ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.e / Fréquentation

Fréquentation 2021 selon la typologie de visiteurs

Fréquentation grand public	139 172	■
Fréquentation de professionnels	5 420	■
Fréquentation totale	144 911	■

Evolution de la fréquentation depuis 2016



Les événements les plus fréquentés

FOIRE D'AUXERRE	12 300	■
AIR PARC	8 700	■
SALON DE LA MAISON	5 000	■
SALON VINIFRANCE	5 000	■
SALON DU MARIAGE	4 200	■

La fréquentation du centre de vaccination s'élève à 86 513 entrées dopant considérablement la fréquentation annuelle d'Auxerreexpo.

Le nombre d'entrées des événements s'élève donc à 61 398 soit +60% par rapport à 2020 et -65% par rapport à 2019, dernière année dite normale.

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A / ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.f / Nombre de jours par événement

Moyenne du nombre de
jours ouverts au public
par événement

1,8

jours d'ouverture public/
événement

Moyenne du nombre
total de jours
d'occupation par
événement

4,8

jours d'occupation/
événement

I.A.g / Période de fermeture

Auxerrexpo a fermé ses portes du 1/01/2021 au 06/03/2021. Une réouverture s'est opérée pour accueillir le centre de vaccination. La reprise des événements s'est réalisée en septembre 2021 avec des mesures de protection (sécurité sanitaire renforcée, contrôle du pass sanitaire).

Ces jours de fermeture correspondent à l'interdiction d'ouverture des ERP de type L et T dans le cadre des restrictions de rassemblement ordonnés par le gouvernement.

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A. ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.h / Incidents et réclamations des usagers

Espace polyvalent	Espace non chauffé, non climatisé, non isolé, sans équipement
Espace 4000	Sécurisation des réserves de stockage : nombreux vols Nombreuses fuites au niveau de la toiture Hauteur sous plafond non adaptée aux grands concerts ou spectacles Trappes électriques au sol dégradées
Hall d'accueil	Pas de chauffage ni climatisation (la température peut varier de 10 à 40°) Nombreuses fuites au niveau de la verrière
Bureaux administratifs	Le chauffage et la climatisation sont hors service, obsolètes et ne peuvent plus être réparés. Les températures atteignent 40° très régulièrement.
Parking sud	Sécurisation de l'entrée : les piétons et les véhicules empruntent la même entrée pouvant engendrer des risques importants d'accidents. Installation d'un portique électrique et de blocs béton freinant l'intrusion illégale de véhicules.
Parking nord	Parking non goudronné donc impraticable la majeure partie de l'année. Pas d'éclairage
Parvis	Eclairage trop faible. Pas de mobilier urbain (bancs, poubelles)
Signalisation	Auxerrexpo est mal indiqué depuis les principaux axes. Les zones piétonnes et de circulation ne sont pas indiquées. L'entrée principale n'est pas indiquée.
Offre	Pas assez de concerts et de spectacles. Site excentré et mal desservi depuis la gare et les zones hôtelières.

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A. ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.i / Etat du matériel et réparations

OPÉRATIONS EFFECTUÉES

- *évaporateur et détendeur chambre froide
- *Couture rideaux
- *Réparation fuite fontaine extérieure (terrassment et changement joint fournit par la mairie)
- *Installation Climatisation bureau
- *Local transfo : remplacement BAPI et gant d'isolement
- *Remplacement transformateur général
- *Remplacement Rampe de néons réserve
- *Remplacement Batteries système intrusion
- *Remplacement 2 BAES
- *Réparation robinet urinoir
- *Remplacement prise murales local traiteur
- *Remplacement 3 disjoncteurs différentiel TGBT
- *Installation éclairage extérieur porte administration
- *Remplacement 1 RIA et 3 extincteurs
- *Remplacement poignée porte de service congrès
- *Remplacement ensemble serrure porte de service congrès
- *Remplacement pêne porte de service congrès
- *Réparation ampli sonorisation 4000

OPÉRATIONS A EFFECTUER

ESPACE CONGRES :

- o remise en état cloisons mobiles et rails
- o pb connection audio vidéo murale
- o brûlure moquette à réparer
- o porte technique seuil de porte à refaire
- o fuite d'eau rangement cloisons coté rue
- o étanchéité eau porte technique
- o fixation appliques séminaire non adaptée (vissée dans le placo)
- o plusieurs portes abîmées, fermeture difficile
- o détection intrusion obsolète
- o clenche porte séparation 4000 à refaire
- o trou dans un montant de paroi vitré façade sud
- o sas avec 4000 à refaire sol et mur

CUISINE

- o porte ext tordue, fermeture difficile
- o thermostat radiateur cassé
- o fixation robinetterie à revoir
- o chauffe eau , coupure intempestive
- o eau chaude couleur orangée dû à la tuyauterie en galvanisé
- o 1 roue table inox à remonter
- o douche inutilisable

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A. ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.i / Etat du matériel et réparations

OPÉRATIONS A EFFECTUER

HALL D'ENTREE

- o fuites verrière
- o portes extérieures abîmées, fermeture difficile
- o problème d'étanchéité des portes extérieures eau et poussière (feuilles...)
- o fissuration sol
- o ferme-porte à remonter
- o clenches portes séparation 4000 à remettre en état
- o panneau mobile accès banque d'accueil à régler

WC

- o miroir manquant
- o néons grands toilettes homme pb électrique
- o verrouillage porte des wc à revoir
- o carrelage mural wc femme à revoir toilettes handicapés
- o Haut parleur alerte incendie en défaut

4000

- o joints de dilatation dalle à refaire
- o fissures de la dalle avec différence de hauteur
- o trappes au sol détériorées, une partie a été rénovée
- o fuites façade nord
- o porte camion à remettre en état
- o porte coupe feu 4000 / réserve en mauvais état, fermeture impossible
- o une vitre façade sud à remplacer
- o un bout de verrière enfoncée à remettre en état
- o système de détection intrusion obsolète
- o seuils de porte ext inadaptés, s'abîment énormément
- o passage câble électrique armoire 400A au 4000 à sécuriser

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A. ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.i / Etat du matériel et réparations

OPÉRATIONS A EFFECTUER

EXTERIEUR

- o armoire le long des clôtures à remettre en état
- o corrosion dans armoire électrique parking
- o verrouillage de la grille d'entrée en position ouverte à installer et portail à remettre en état
- o trous dans le bitume à reboucher
- o poteau de délimitation parking à resceller et remettre en état
- o guérites abîmées et hors d'usage
- o trappe élec sur la voirie à revoir passage entre le parking sud et nord
- o éclairage parvis et casquette à revoir, obsolète
- o sol parvis enfoncé

MATERIEL

- o alimentation puissance électrique sur passerelle à sécuriser (boîtier, disjoncteurs)
- o gradin : réparation et remise en état
- o gradin : manque deux moteurs pour la mise en service de la nouvelle configuration conforme sécurité incendie (8 modules)
- o commande CTA 2 4000 fatiguée
- o calorifuge CTA extérieur HS
- o chauffe-eau local sécu et bureau hors service
- o machine de nettoyage balayeuse et autolaveuse obsolète et HS
- o corrosion sur canalisation chauffage
- o vmc grand wc en panne, à remplacer

BUREAU

- o ouvrant abîmé clenche et système de fermeture sur plusieurs fenêtres. Réparation impossible , trop vieux
- o problème surchauffe avec le soleil
- o chauffage non asservi pas de régulation et clim HS

I. PARTIE TECHNIQUE

I.A. ACTIVITÉ DU SERVICE

I.A.j / Récapitulatif des rapports des organismes de contrôle

Commission de sécurité : 17/11/2021

Système alarme sonore : 9/03/2021

Désenfumage : 31/03/2021

Système détection incendie : 08/03/2021

Ria, extincteur : 01/12/2020

Electricité : 9/12/2020

Installation chaufferie, gaz: 09/12/2020

Thermographie : 9/12/2020

Chariot gradin : 22/12/2020



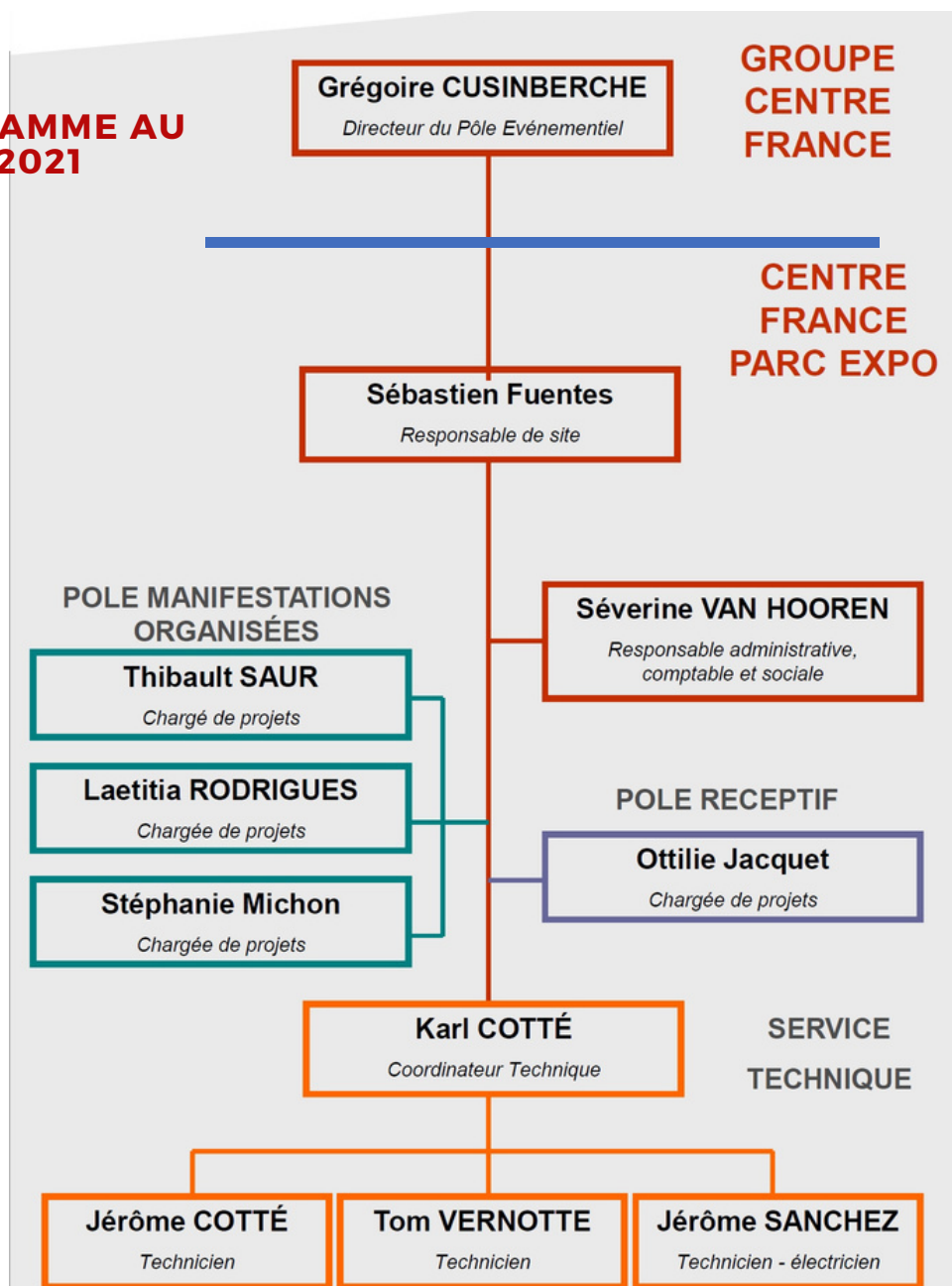
I. PARTIE TECHNIQUE

I.B. SITUATION DU PERSONNEL

I.B.a / Effectif affecté au service

	Temps complet	CDI
Responsable de Site	1	1
Responsable administratif	1	1
Coordinateur Technico-commercial	1	1
Chargé de Projets Commercial	4	
Technicien d'exploitation	3	3 dont 1 en arrêt longue maladie
Total		10

**ORGANIGRAMME AU
31/12/2021**



I. PARTIE TECHNIQUE

I.B. SITUATION DU PERSONNEL

I.B.b / Evolutions majeures liées au personnel

Démission de 3 chargées de projets évènementiels
Amélie Redor / Léa Duchesne / Lucie Sarrazin

Recrutement de 3 chargés de projets évènementiels
Otilie Jacquet / Stéphanie Michon / Thibault Saur

I.B.c / Accidents de travail

Néant

I.B.d / Observation de l'inspection du travail

Néant

I. PARTIE TECHNIQUE

I.B. SITUATION DU PERSONNEL

I.B.e / Attestation d'assurances



Nous soussignés, Generali IARD, Société Anonyme de droit français régie par le Code des Assurances, dont le Siège Social est sis 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, attestons que :

**LA MONTAGNE SA
45 RUE DU CLOS FOUR
63100 CLERMONT FERRAND**

Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales françaises et notamment :
Centre France Parc Expo

bénéficie des garanties du contrat de **Responsabilité Civile n° 56 366 974**, souscrit auprès de notre Compagnie, couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'elle pourrait encourir du fait de ses activités définies au contrat.

Et ce dans les limites ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation (y compris RC organisateur)	GARANTIES en Euros par sinistre (sauf mention contraire)
TOUS dommages corporels, matériels et immatériels confondus	15.000.000 EUR
DONT :	
1/ Faute inexcusable de l'employeur en France (accident du travail et maladie professionnelle); tous dommages confondus	5.000.000 EUR par sinistre et par an
2/ Atteintes accidentelles à l'environnement : tous dommages confondus	1.500.000 EUR par sinistre et par an
3/ Dommages aux biens confiés/RC vestiaires/RC dépositaire Dont vol dans les vestiaires et vol d'objets précieux	1.000.000 EUR 100.000 EUR
4/ Dommages immatériels non consécutifs	750.000 EUR
Responsabilité Civile Après-Livraison / Après-Travaux / Après-Prestations et Responsabilité Civile Professionnelle	GARANTIES en Euros par année d'assurance (sauf mention contraire)
TOUS dommages corporels, matériels et immatériels confondus	3.000.000 EUR

Période de validité : du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2021.

La présente attestation est délivrée pour valoir ce que de droit. Elle ne peut engager l'Assureur au-delà des limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 18/12/2020
Generali IARD,
Par délégation
Fabien TECHER



Generali IARD
Société Anonyme au capital de 94 630 300 euros
Entreprise régie par le Code des Assurances – 552 062 663 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will 75456 Paris cedex 09
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurance sous le numéro 026

Generali IARD
Société anonyme au capital de 94 630 300 euros
Entreprise régie par le Code des assurances – 552 062 663 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will 75456 Paris cedex 09
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurance sous le numéro 026

II. PARTIE COMMERCIALE

II.A. PRESENTATION GLOBALE DE L'ACTIVITÉ

L'année 2021 a été marquée par la crise sanitaire, entraînant une interdiction des rassemblements et la fermeture administrative d'Auxerreexpo durant les 6 premiers mois de l'année.

L'impact économique et sociale est sans précédent :

- 24 événements annulés représentant un chiffre d'affaires de 625K€ et une marge nette estimée à 250K€
- mise en place du chômage partiel de janvier à mai avec un travail effectif à 20% soit 1 jour par semaine pour maintenir une activité à minima.

Grâce à la forte mobilisation des équipes d'Auxerreexpo, à une réduction drastique des charges et aux différentes aides gouvernementales, l'impact économique de ces restrictions a pu être contenu.

Le chiffre d'affaires qui avait chuté de 1576 K€ en 2019 à 582 K€ en 2020, est reparti à la hausse en 2021 avec un réalisé de 963K€.

Accusant un déficit de 195,9K€ en 2020, le résultat net devient positif avec 93,7K€ de bénéfices nets sur l'exercice 2021.

La subvention de la mairie à hauteur de 340K€ dans le cadre du contrat de la délégation de service public et les différentes aides gouvernementales :

- 72K€ au titre du chômage partiel,
 - 4,5K€ d'exonération de charges patronales
 - 3,3K€ au titre de l'aide aux coûts fixes
- ont participé au maintien de ce bon équilibre.

II. PARTIE COMMERCIALE

II.A. PRESENTATION GLOBALE DE L'ACTIVITÉ

II.B. PROGRAMME DE LOCATION (DÉTAIL EN ANNEXE)

Mars à Août	Centre de vaccination
Mai	Conseil Communautaire - Réunion professionnelle
Juin	Conseil Communautaire - Réunion professionnelle CDG 54 - Concours fonction publique
Septembre	Salon du Bien-Etre - Salon grand public Vide-greniers Moov'e - Salon grand public (mobilité électrique) Foulées Roses - Réunion professionnelle Foire d'Auxerre - Foire grand public Maltavern - Concert
Octobre	Salon des Seniors - Salon grand public COVEA - Assemblée générale ALEFPA - Réunion professionnelle CER FRANCE - Assemblée Générale Air Parc - Loisirs enfants
Novembre	RIDY - Salon professionnel Salon du véhicule d'occasion - Salon grand public Vide-greniers Sellig - Spectacle humour Nuit de Folie - Loisirs discothèque Salon Vinifrance - Salon grand public Salon du mariage - Salon grand public Salon de la maison - Salon grand public
Décembre	Cirque de Moscou sur Glace - Spectacle CAMPA - Salon professionnel agricole 110 Bourgogne - Assemblée générale Sellig - Spectacle humour Yonne Républicaine - Arbre de Noël Ma Colocataire est une garce - Théâtre

II. PARTIE COMMERCIALE

II.C. MOYENS MIS EN OEUVRE

Moyens humains Remplacement de 3 chargés de projets événementiels
Formation des nouveaux arrivants

Moyens techniques Une action spécifique a été mise en place pour développer la programmation de spectacles et de concerts.
Objectifs : 1 spectacle et 1 concert par mois + diversification de l'offre.

Actions mises en place :

- Refonte de la politique commerciale à destination des productions de concerts et de spectacles :

Tarif à la personne pour la location d'espace totalement équipé, offrant plus de lisibilité aux producteurs sur la maîtrise de leur coûts et un tarif très dégressif en fonction du nombre de représentations. (voir doc annexe)

- Mise à disposition du site de billetterie d'Auxerreexpo www.billet.auxerreexpo.com avec une commission sur vente réduite à 5% contre 10% pour les sites de billetterie nationaux.

4665 billets vendus en 2021

Premiers résultats sur 2021 (septembre à décembre) :

1 concert + 2 spectacles + 1 pièce de théâtre

Résultats non définitifs sur 2022 :

8 pièces de théâtre

2 spectacles

7 concerts

II. PARTIE COMMERCIALE

II.D. ACTIONS DE PROMOTION ET COMMUNICATION

Promotion des événements

Budget consacré : 75K€

Supports : Presse quotidienne, radios locales, affichages urbains et périurbains, mailing, réseaux sociaux internes, sites web interne et externes, invitations.

Chaque événement fait l'objet d'un plan de communication spécifique.

Promotion de l'offre locative

Budget consacré : 3K€

Supports spécialisés : Presse Evasion

Les actions de promotion ont été suspendues afin de limiter les charges

Création d'une présentation interactive des espaces

Supports internes

Site web auxerexpo.com

85 000 visites

30 000 visiteurs uniques

Site billetterie (vente de billets pour spectacles, concerts, salons...)

50 374 visites

14 343 visiteurs uniques

Réseaux sociaux

Facebook 10 951 abonnés

Twitter 2000 abonnés

Instagram 2000 abonnés

Linkedin 500 abonnés

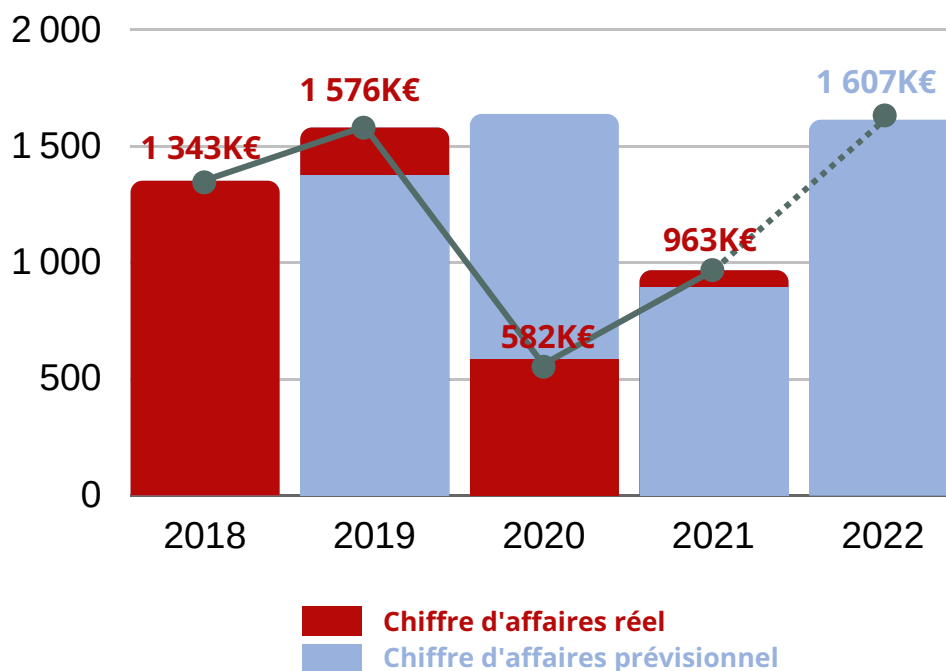
II. PARTIE COMMERCIALE

II.D. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Evolution

Les ambitions du groupe permettent de prévoir une évolution de l'activité d'environ 644K€ par rapport à 2021 constituant le niveau d'activité le plus important depuis la création d'Auxerrexpo. Le début de l'année 2022 est marquée par une reprise épidémique qui a pour conséquence le report ou l'annulation de certains événements.

Evolution prévisionnelle du chiffre d'affaires



Investissements

Les travaux de rénovation par la mairie du bâti de l'espace polyvalent va permettre à Auxerrexpo d'améliorer considérablement sa capacité et son confort d'accueil à partir de 2023 (date prévisionnelle de fin des travaux). Le groupe Centre France pourra alors investir des moyens humains et techniques avec notamment un investissement de 350 K€ dans le mobilier, le matériel audiovisuel et technique.

Création d'emploi

Création d'un poste de chargé de communication à échéance 2023.
 Création d'un poste de chef de projet event BtoB septembre 2023.
 Création d'un poste de technicien 2023.
Ces créations de postes dépendent des dates de réalisation des travaux de l'espace polyvalent.

II. PARTIE COMMERCIALE

II.D. PROGRAMMATION 2022 (NON DÉFINITIVE)

- Janvier** Salon Passion Minéraux - Salon grand public
- Février** Fan Club- Théâtre
Arnaud Demanche - Spectacle humour
Air Parc - Loisirs enfants
- Mars** Salon du tatouage - Salon grand public
Couple en Délire - Théâtre
Salon Vinifrance - Salon grand public
Hugues Aufray - Concert
Vide Greniers
Rencontre tourisme - Salon Professionnel
Retraités de la Banque Populaire - Assemblée générale
La Guerre des Sexes - Théâtre
Salon du Véhicule d'occasion - Salon grand public
Groupama - Assemblée générale
Printemps des aînés - Repas festif
UNAF - congrès national
EPTB - réunion de travail
- Avril** Celtic Legends - Spectacle
Mon Père cet escroc - Théâtre
Salon du Chiot - Salon grand public
Vide-greniers
Mise sous pli Prefecture
- Mai** Fête des agents mairie/agglo - Réunion professionnelle
Les Années 80 - Concert
Harmonie d'Auxerre - Concert
Crédit Agricole - Assemblée générale
Salon de l'Habitat - Salon grand public
Sitaphy - Réunion professionnelle
Nuit de Folie - Loisirs/discothèque
- Juin** Evidanse - Spectacle
Fête de la gastronomie - Salon parc Roscoff
Mise sous pli préfecture
Eglise évangélique - Réunion religieuse
Ines Reg - Spectacle (annulé)
Jeune Chambre Economique - Congrès (annulé)

II.D. PROGRAMMATION 2022 (NON DÉFINITIVE)

Juillet 1 au 04/07 Monster Trucks- Spectacle
5/07 Caisse d'Epargne - Assemblée générale

Septembre 02/09 Devey Bickford - Réunion professionnelle
16 au 19/09 Foire d'Auxerre - Salon grand public
22/09 CDG89 - Concours fonction publique
30/09 - 01/10 Salon des Seniors - Salon grand public

Octobre 1/10 Tisséade - Salon grand public
5-7/10 Disgroup - Salon professionnel industrie alimentaire
8/10 Et Elles Vécurent Heureuses - Théâtre
13/10 Abbaborn - Concert
14-16/10 Salon d'automne - Exposition peintures
15/10 Daniel Guichard - Concert
16/10 Vide-Greniers
20/10 CITE 89 - Salon professionnel
26/10 - 6/11 AIR PARC - Loisirs enfant

Novembre 10/11 Thiéfaîne - Concert
19/11 Nuit de Folie - Loisirs discothèque
26-28/11 Salon de la Maison - Salon grand public
26-29/11 Salon du Mariage - Salon grand public
29/11 Vide-greniers
Mise sous pli Prefecture

Décembre 03/12 Mars et Venus - Théâtre
3-4/12 Salon du Cheval - Salon grand public
9/12 110 Bourgogne - Assemblée générale
11/12 Aldebert - Spectacle/concert
17/11 - Eric Antoine - Spectacle pour arbre de Noël

Liste non exhaustive

II. PARTIE COMMERCIALE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

 parc expc SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE REXPO

II.E. PRINCIPAUX CONTRATS DE PRESTATIONS 2019

Libellé	Total 2021
EDF	72551,16
AVEO	64379,18
EQUIP EVENEMENT	61438,35
DERICHEBOURG	41469,42
PACK SECURITE	33193,85
BOURGOGNE MORVAN TRAITEUR	32688,32
CRIT AUXERRE	27924,69
PUBLIMAT 3 DIFFUSION	27837
CENTRE FRANCE PUBLICITE	26222,01
DV SPECTACLES	22828,92
FESTINS DE BOURGOGNE	21089,03
ORANGE	18554,11
ENGIE COFELY CENTRE	16448,72
BY EVOS	15250
COURTOIS	14719,68
VYP	14319
VILLE AUXERRE	12467,93
BACKSTAGE INFLUENCE	12000
SIEMENS	8306,65
METRO	7784,35
G. QUILLIN TRAITEUR	7692,32
AJA FOOT	6900
AJA FOOTBALL	6400
LYONNAISE DES EAUX	6315,51
WOLFF	6275
FRENCH TWINS ILLUSION	6000
EIFFAGE AUXERRE	5648,98
DB ANIMATION	5329,6
LACOTTE CABINET CONSEIL	5250
ANIMATION CREATIVE	5171
PUBLITEX	4696
BNP PARIBAS LEASE GROUP	4299,28

III. PARTIE FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE REXPO

III. A / COMPTE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE

Détail en annexe

Réal 2021		BP PR V 2021		Ecart en %		Réal 2020		Ecart en %		Natures		Réal 2021		BP PR V 2021		Ecart en %		Réal 2020		Ecart en %		Filter	CRDG		
MENSUEL												CUMUL													
												Publicités	Pub Co locale	4		4		3	1	35,9%	1	1			
													Total Publicités	4		4		3	1	35,9%	1	1			
21		21				21						Événementiel	Stands - Espaces	379	-4	382	ns	217	162	74,7%	1	1			
17		17				17							Billetterie	96		96		55	41	74,3%	1	1			
93	138	-45	-32,4%	0	93	ns							Prestations	516	976	-460	-47,1%	305	211	69,0%	1	1			
131	138	-7	-4,9%	0	131	ns							Total Evénementiel	991	973	19	1,9%	577	414	71,6%	1	1			
												Prestations	Partenariats	37		37		2	35	ns	1	1			
														Total prestations Fabrication	37		37		2	35	ns	1	1		
												Autres produits	Remises accordées	-69		-69		-1	-68	ns	1	1			
														Total Autres produits	-69		-69		-1	-68	ns	1	1		
131	138	-7	-4,9%	0	131	ns							Total Chiffre d'Affaires D'Activité	964	973	-9	-0,9%	582	382	65,6%	1	1			
131	138	-7	-4,9%	0	131	ns							Total Chiffre d'Affaires	964	973	-9	-0,9%	582	382	65,6%	1	1			

Réal 2021		BP PR V 2021		Ecart en %		Réal 2020		Ecart en %		Natures		Réal 2021		BP PR V 2021		Ecart en %		Réal 2020		Ecart en %		Filter	CRDG		
MENSUEL												CUMUL													
-1	0	-1	-826,8%			-1						Achats	Achat carburant	0	1	-0	-71,0%	0	0	-15,2%	1	1			
12	7	5	71,2%	4	8	201,9%							Achat fluides	78	62	16	25,0%	67	11	15,7%	1	1			
0	0	0	29,0%										Achat fournitures de bureau et administrative	1	1	-0	-38,0%	1	0	-9,8%	1	1			
5	0	4	919,7%	0	5	ns							Fournitures d'entretien et petit outillage	8	5	3	59,6%	5	3	56,9%	1	1			
													Autres achats	3		3		3			1	1			
16	8	9	115,4%	4	12	280,1%							Total Achats	90	69	21	30,6%	73	17	22,7%	1	1			
1	2	-0	-18,7%			1						Prestations externes	Intérim, prêt de personnel et régies	7	11	-4	-34,3%	7	1	10,2%	1	1			
86	77	9	11,1%	-7	93	ns							Sous-traitance foires et salons	508	535	-26	-4,9%	349	159	45,5%	1	1			
0	0	0				0							Hébergement / Référéncement / Graphisme n	0		0		1	-1	-100,0%	1	1			
0	0	0				0							Sous-traitance informatique	0	0	0		0	0		1	1			
87	79	8	10,7%	-7	94	ns							Autres sous-traitances	0	0	0		0	0	300,0%	1	1			
													Total Prestations externes (sous-traitance)	516	546	-30	-5,5%	357	159	44,6%	1	1			
2	1	0	16,7%	2	0	-18,1%						Services extérieurs	Locations matériel, informatique, logiciels	22	19	3	13,3%	20	2	10,5%	1	1			
-1	0	-1	-500,0%	0	-1	-500,0%							Locations véhicules	2	3	-1	-41,7%	3	-1	-41,7%	1	1			
1	1	-1	-35,7%	-28	29	-103,3%							Entretien des bâtiments, nettoyage locaux, ga	12	13	-1	-5,7%	13	-1	-7,6%	1	1			
0	0	-0	-100,0%										Entretien, réparation matériel	1	1	-0	-17,2%	3	-2	-55,4%	1	1			
4	2	2	109,4%	7	-3	-38,0%							Maintenance	34	29	5	17,2%	32	2	6,2%	1	1			
1	1	1	86,3%	2	-1	-50,7%							Assurances	14	10	4	40,5%	15	-1	-5,7%	1	1			
0	0	0	19,0%	0	0	51,4%							Autres affranchissement admin	3	3	-0	-1,7%	3	0	-6,2%	1	1			
5	2	3	196,2%	2	3	132,9%							Téléphonie	19	19	0	0,1%	16	3	18,8%	1	1			
0	0	0				0							Promotion et communication	16	16	0	0,0%	12	4	30,2%	1	1			
													Autres services extérieurs	0	0	0		0	0		1	1			
12	8	4	54,6%	-14	26	-186,6%							Total Services extérieurs	123	98	25	26,1%	117	6	5,1%	1	1			
0	0	0				0						Autres charges	Frais de mission et de réception	1	0	1	588,9%	1	0	36,9%	1	1			
1	1	0	32,1%	2	-1	-47,9%							Honoraires, frais d'actes et expertise	9	8	1	13,5%	11	-2	-16,1%	1	1			
0	0	0				0							Divers autres charges	2	2	0	0,0%	4	-1	-31,9%	1	1			
0	0	-0	-37,7%	0	0	108,3%							Services bancaires	2	2	-0	-16,6%	1	1	74,5%	1	1			
1	1	0	21,7%	2	-1	-32,4%							Total Autres charges	15	13	2	15,3%	16	-2	-10,4%	1	1			
8	11	-3	-26,9%	12	-4	-34,1%						Contributions Groupe	Contributions Groupe Structure	122	134	-12	-8,7%	145	-23	-15,8%	1	1			
2	2	0	8,0%	2	0	0,4%							STRUCTURE - Prestations	33	33	1	2,2%	30	4	12,1%	1	1			
0	0	0				0							STRUCTURE - Frais de mission et d	0	0	0		1	-1	-96,4%	1	1			
2	3	-1	-43,0%	1	1	78,6%							STRUCTURE - Honoraires	9	14	-5	-33,9%	7	3	40,5%	1	1			
4	6	-2	-32,9%	9	-5	-54,5%							STRUCTURE - Prestations Groupe	79	87	-8	-8,9%	108	-28	-26,2%	1	1			
8	11	-3	-26,9%	12	-4	-34,1%							Total Contributions Groupe	122	134	-12	-8,7%	145	-23	-15,8%	1	1			
125	106	19	17,7%	-3	128	ns							Total Consommations intermédiaires	866	859	7	0,8%	709	157	22,2%	1	1			
6	32	-26	-80,8%	3	3	129,1%							Valeur ajoutée	98	114	-16	-13,8%	-126	225	-177,6%	1	1			
5%	23%			2441%									% de la VA p/r CA	10%	12%			-22%			1	1			

III. PARTIE FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

 parcexpo SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE REXPO

III. B / BILAN FINANCIER PAR MANIFESTATION

EVENEMENT	CA	CHARGES	MASSE SALARIALE	AUTRES CHARGES	MARGE	TAUX DE MARGE
GMF	24	-16	-1.2	-0.6	6.2	25.8%
ALEFPA	9	-3	-1.2	-0.4	4.4	48.8%
CIRQUE DE MOSOU SUR GLACE	30	-24	-2.4	-0.6	3	10%
CONCERT MALTAVERN	14	-5	-3.6	0	6.4	45.7%
CONCOURS CDG54	12	-4	-1.2	-0.6	8.2	68.3%
CONSEIL COMMUNAUTAIRE	14	-8	-3.6	-1.2	1.2	8.5%
COVEA	9	-3	-2.4	-0.6	3	33.3%
GRDF	3	-2	-0.6	0	0.4	13%
CONSEIL MUNICIPAL	7	-4	-1.2	-0.6	1.2	17%
CENTRE DE VACCINATION	94	-15	-52.4	-37.6	-11	-11.7%
MOOV'E	3	0	0.4	0	2.6	86.6%
RIDY	115	-52	-14.2	-1.2	47.6	41.4%
SALON CAMPA	97	-55	-2.5	-0.6	38.9	40.1%

III. PARTIE FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

 parc expc SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE REXPO

III. B / BILAN FINANCIER PAR MANIFESTATION

EVENEMENT	CA	CHARGES	MASSE SALARIALE	AUTRES CHARGES	MARGE	TAUX DE MARGE
SALON VINIFRANCE	17	-5	-1.2	-1.2	9.6	56.4%
THEATRE DECEMBRE	1	0	-0.6	-0.2	0.2	20%
AIR PARC	55	-32	-8.4	-8	6.6	12%
FOIRE D'AUXERRE	167	-125	-21.2	-3	17.8	10.6%
NUIT DE FOLIE	49	-26	-4.4	-0.6	18	36.7%
SALON DE LA MAISON	81	-43	-4.6	-1.2	32.2	39.7%
SALON DES SENIORS	109	-72	-14	-1.8	21.2	19.4%
SALON DU MARIAGE	35	-15	-4.6	-2.2	13.2	37.7%
SALON DU VEHICULE D'OCCASION	11	-7	-2.4	-1.2	0.4	3.6%
VIDE GRENIERS	2	-0.5	-0.5	-0.4	0.6	30%
VIDE GRENIERS	2	-0.5	-0.5	-0.4	0.6	30%
LOCAION DE CHAISES	2	0	0	0	2	100%
TOTAL	962	-517	-149.3	-64.2	231.5	24%



CONTACTS

Responsable du site : Sebastien FUENTES / 03 86 42 06 01 /
sebastien.fuentes@centrefrance.com

Responsable technique : Karl Cotté / 03 86 42 06 00 / karl.cotte@centrefrance.com

Standard : 03 86 42 06 00 / auxerrexpo@centrefrance.com

ADRESSE

Auxerrexpo - Centre France Parc Expo

1, rue des plaines de l'Yonne BP 342 89006 Auxerre Cedex

NOUS SUIVRE



auxerrexpo.com/



[facebook.com/auxerrexpo/](https://www.facebook.com/auxerrexpo/)



<https://www.instagram.com/auxerrexpo.89/?hl=fr>

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

CENTRE FRANCE PARC EXPO

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 €

Siège social : Rue des Plaines de l'Yonne 89000 AUXERRE

R.C.S : AUXERRE 790 451 504

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2021

SAS WOLFF & Associés

Siège social : 19, Boulevard Berthelot, 63400 CHAMALIERES

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Riom

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'associé unique,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CENTRE FRANCE PARC EXPO relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justifications des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le paragraphe « C3 – CREANCES » de l'annexe des comptes annuels fait référence à la méthode d'évaluation des créances inscrites à l'actif du bilan.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue et décrite dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles, et mis en œuvre parallèlement des tests pour vérifier, par sondages, l'application de cette méthode.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de la continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil de direction.

VI – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels

Il nous appartient d’établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, sans toutefois garantir qu’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l’on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l’article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, définit et met en œuvre des procédures d’audit face à ces risques, et recueille des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative provenant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chamalières, le 10 mai 2022

Le commissaire aux comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES

Patrick WOLFF



Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12						
Adresse de l'entreprise RUE DES PLAINES DE L YONNE 89000 AUXERRE		Durée de l'exercice précédent* 12						
Numéro SIRET* 7 9 0 4 5 1 5 0 4 0 0 0 1 9		Néant <input type="checkbox"/> *						
		Exercice N clos le, 31122021		N-1 31122020				
		Brut 1		Amortissements, provisions 2				
		Net 3		Net 4				
Capital souscrit non appelé (I)		AA						
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC				
		Frais de développement *	CX	CQ				
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	8 941	1 661	683	
		Fonds commercial (1)	AH	AI				
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK				
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO				
		Constructions	AP	AQ				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	1 854	0	0	
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	7 894	49 632	28 869	
		Immobilisations en cours	AV	AW				
		Avances et acomptes	AX	AY				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT				
		Autres participations	CU	CV	10	10		
		Créances rattachées à des participations	BB	BC				
		Autres titres immobilisés	BD	BE				
Prêts		BF	BG					
Autres immobilisations financières*		BH	BI					
TOTAL (II)		BJ	BK	69 993	18 689	51 303	29 562	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM	Commissaire aux Comptes SAS WOLFF & ASSOCIES 19, boulevard Berthelot 63400 CHAMALIERES Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23			
		En cours de production de biens	BN	BO				
		En cours de production de services	BP	BQ				
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS				
		Marchandises	BT	BU				
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW					
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	373 597	24 535	349 061	62 767
		Autres créances (3)	BZ	CA	236 286		236 286	188 901
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC				
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE				
Disponibilités		CF	CG	10 758		10 758	9 627	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI	6 731		6 731	3 818	
	TOTAL (III)	CJ	CK	627 372	24 535	602 836	265 114	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW						
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM						
Ecarts de conversion actif* (VI)		CN						
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	IA	697 365	43 225	654 140	294 677	
Renvois : (1) Dont droit au bail :			CP	(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		(3) Part à plus d'un an	CR	
Clause de réserve de propriété :*	Immobilisations :		Stocks :			Créances :		

Désignation de l'entreprise		SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N		Exercice N - 1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 1 000)	DA	1 000	1 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB			
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK)	DC			
	Réserve légale (3)	DD	100	100	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> BI)	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="checkbox"/> EJ)	DG			
	Report à nouveau	DH	(27 078)	168 838	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	93 724	(195 917)	
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK			
	TOTAL (I)	DL	67 745	(25 978)	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM			
	Avances conditionnées	DN			
	Commissaire aux Comptes TOTAL (II)	DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	31 204	17 022	
	Provisions pour charges	DQ			
	TOTAL (III)	DR	31 204	17 022	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU			
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI)	DV	23 276		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	303 726	139 132	
	Dettes fiscales et sociales	DY	146 545	129 511	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	1 947		
Compte régul.	Autres dettes	EA	16 664	30 539	
	Produits constatés d'avance (4)	EB	63 029	4 450	
	TOTAL (IV)	EC	555 190	303 633	
	Ecarts de conversion passif* (V)	ED			
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	654 140	294 677	
RENOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB			
	(2) Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
		Écart de réévaluation libre	ID		
		Réserve de réévaluation (1976)	IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	555 190	303 633		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

		Exercice N				Exercice (N - 1)		
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires			Total	
Désignation de l'entreprise : SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO						Néant <input type="checkbox"/> *		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue	{ biens * services *	FD		FE		FF	
			FG	963 658	FH		FI	963 658	582 037
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	963 658	FK		FL	963 658	582 037
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	343 361	340 000
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	11 753	9 489
	Autres produits (1) (11)					FQ	4	55
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	1 318 777	931 582
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	865 572	708 506
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	28 171	22 250
	Salaires et traitements*					FY	241 233	254 614
	Charges sociales (10)					FZ	71 480	75 932
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements*		GA	5 452	1 598	
			- dotations aux provisions*		GB			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*	GC	4 696	12 338			
	Pour risques et charges : dotations aux provisions	GD						
Autres charges (12)	GE	6 068	9 857					
Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	1 222 676	1 085 097	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	96 101	(153 514)	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*			(III)	GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré*			(IV)	GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ	46	300	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	Commissaire aux Comptes		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	SAS WOLFF & ASSOCIES		
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	19, boulevard Berthelot		
	Différences positives de change				GN	63400 CHAMALIERES		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO	Tél. 04 73 31 56 00 - Fax 04 73 36 35 23		
Total des produits financiers (V)					GP	46	300	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	0	0	
	Différences négatives de change				GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT			
Total des charges financières (VI)					GU	0	0	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	45	299	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	96 147	(153 215)	

Désignation de l'entreprise SAS CENTRE FRANCE PARC EXPO

		Exercice N		Exercice N - 1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	43 229		982
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB			
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	17 022		15 840
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	60 252		16 822
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	5 672		34 407
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF			4 801
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	31 204		17 022
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	36 877		56 231
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	23 374		(39 409)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	2 522		3 293
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	23 276		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	1 379 075		948 705
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	1 285 351		1 144 622
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	93 724		(195 917)
RENVIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO			
	(2) Dont	produits de locations immobilières	HY		
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG		
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP		
		- Crédit-bail immobilier	HQ		
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH			
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	46		300
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK			
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX			
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC		
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
	(9) Dont transferts de charges	A1	7 447		
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2			
	Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS	A5			
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3			
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4				
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives	A6			
	obligatoires	A9			
Dont cotisations facultatives Madelin		A7			
Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite		A8			
(7) joindre en annexe : Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le		Exercice N		Exercice N - 1	
		Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR		5 672			
PRODUITS SUR EXERCICE ANTERIEUR				43 229	
PROV CLIENTS +90JOURS		31 204		17 022	
Commissaire aux Comptes					
SAS WOLFF & ASSOCIES					
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N		Exercice N - 1	
		Charges antérieures		Produits antérieurs	
19, boulevard Berthelot					
63400 CHAMALIERES					
Tél. 04 73 31 56 00 - Fax 04 73 36 35 23					

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

Annexe aux comptes sociaux annuels de la société C

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

Exercice : 2021

Commissaire aux Comptes

Direction Financière Groupe Centre France

SAS WOLFF & ASSOCIES
19, boulevard Berthelot
63400 CHAMALIERES
Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

CENTRE FRANCE PARC EXPO

Rue des plaines de l'Yonne
89006 AUXERRE

Note préliminaire

L'annexe des comptes sociaux ainsi développée, fait partie intégrante des comptes annuels pour l'exercice 2021.

Ces comptes annuels se caractérisent par les données suivantes :

Chiffre d'affaires	963 658
Résultat d'exploitation	96 101
Résultat courant	96 147
Résultat net annuel	93 724

Commissaire aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES
19, boulevard Berthelot
63400 CHAMALIERES
Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

A – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

A 1 - Présentation des comptes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

A 2 – Modes et Méthodes d'évaluation

Les comptes sont établis suivant les principes généraux prévus par les textes. Ces principes sont les suivants :

- Principe de prudence,
- Continuité de l'exploitation,
- Pérennité des méthodes.

Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés sont évalués à leur valeur historique d'acquisition sous déduction des amortissements calculés en fonction de leur durée probable d'utilisation. Les terrains ne sont pas amortis. Ces actifs feraient l'objet d'un amortissement exceptionnel si leur valeur d'utilité ou leur valeur vénale s'avérait durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

A 3 Changement de méthode ou de présentation

Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est intervenu, susceptible de limiter la comparabilité des comptes de l'exercice par rapport aux comptes de l'exercice précédent.

A4 – Intégration fiscale

La société fait partie du groupe fiscal dont la société intégrante est LA MONTAGNE.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales versent à la société LA MONTAGNE l'impôt sur les bénéfices calculé comme si elles étaient imposées séparément. Les crédits d'impôt et autres réductions des sociétés filiales sont remboursés par la société mère pour la fraction de leurs montant qui ne trouvent pas à s'imputer sur le montant de leur impôt. La société LA MONTAGNE comptabilise l'économie d'impôt sur les bénéfices résultant de l'intégration fiscale.

B – FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'exercice 2021, l'activité de la société a continué à être impactée par la pandémie, certains des événements de l'année 2021 ont dû être annulés. La société a utilisé les mesures gouvernementales mises en place pour y faire face avec le recours au chômage partiel pour une partie du personnel, et a bénéficié des aides dites « couts fixes ».

C – EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN

Commissaire aux Comptes

C 1 – MOUVEMENTS AFFECTANT LES DIFFERENTS POSTES DE L'ACTIF IMMOBILISE**SAS WOLFF & ASSOCIES**19, boulevard Berthelot
63400 CHAMALIERES

Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

C 1.1 – Immobilisations

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	Valeur brute à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture
RUBRIQUES				
Immobilisations incorporelles	8 979 €	1 623 €		10 602 €
Immobilisations corporelles	40 774 €	25 571 €	6 963 €	59 381 €
Immobilisations financières	10 €			10 €
TOTAL	49 763 €	27 194 €	6 963 €	69 994 €

C 1.2 – Amortissements et Dépréciations

Amortissements :

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice
RUBRIQUES				
Immobilisations incorporelles	8 296 €	645 €		8 941 €
Immobilisations corporelles	11 904 €	4 808 €	6 963 €	9 749 €
TOTAL	20 200 €	5 453 €	6 963 €	18 690 €

C 2 – STOCKS

La société « CENTRE FRANCE PARC EXPO » ne gère pas de stocks.

C 3 – CREANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur faciale. Elles font l'objet de dépréciations lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires, en regard de leur valeur probable de réalisation à la date d'établissement des comptes.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	373 597	373 597	
Fournisseurs			
Personnel/Organismes sociaux	8 926	8 926	
Impôts et taxes assimilées			
Taxes sur la valeur ajoutée	44 167	44 167	
Etats autres collectivités : Créances diverses	24 391	24 391	
Groupe et Associés	150 481	135 028	15 453
Autres	8 320	8 320	
Charges constatées d'avance	6 731	6 731	
TOTAL	616 615	601 162	15 453
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Commissaire aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES

19, boulevard Berthelot

63400 CHAMALIERES

Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

Le détail des produits à recevoir au titre de l'exercice

	Montant
Créances Clients et Cptes rattachés	99 533
Etats-Impôts et Taxes	24 391
Autres	7 222

La société est liée au GROUPE CENTRE France par une convention de gestion centralisée de la trésorerie. Le compte courant groupe résulte essentiellement de l'application de cette convention et du placement concomitant des excédents de trésorerie auprès du Groupe.

C 4 – TRESORERIE ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Le poste trésorerie et valeurs mobilières de placement s'élèvent à un montant de 10 758,34 €. La ventilation par nature de ce poste est la suivante :

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
RUBRIQUES				
Disponibilités bancaires	5 122	1 371		6 493
Caisses	4 505		240	4 265
CBC				
TOTAL	9 627	1 371	240	10 758

C 5 – CAPITAL ET RESERVES

Le capital est constitué de 100 actions de valeur nominale de 10 Euros chacune. L'actionnaire unique de « CENTRE FRANCE PARC EXPO » est la société « CENTRE FRANCE EVENEMENTS ».

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	100			10,00 €
Action amorties				
Actions à dividende prioritaire (1)				
Actions de préférence				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				
TOTAL	100			

Commissaire aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES

19, boulevard Berthelot

63400 CHAMALIERES

Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

Tableau de variation des Capitaux Propres

	Balance Ouverture	Augmentation capital	Résultat de l'exercice N	Affectation résultat n-1	Dividendes versés	Autres variations	Balance de Clôture
Capital social	1 000						1 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport							
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	100						100
Réserves statutaires							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	168 838			(195 917)			(27 079)
Résultat	(195 917)		93 724	195 917			93 724
Capitaux Propres : (hors Prov. Régl & Subv. Invest.)	(25 979)		93 724	(0)			67 745
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Total Capitaux Propre	(25 979)		93 724	(0)			67 745

C 6 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Elles sont constituées en regard des risques et charges encourues par la Société à la clôture de l'exercice social. Leurs constitutions relèvent d'une observation individuelle des éléments ou événements connus à la date d'établissement des comptes annuels, de nature à altérer dans l'avenir le patrimoine de la Société.

Tableau des flux sur provisions

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
RUBRIQUES				
Prov pour litiges				
Avantage en nature				
Prov clients plus de 90 jours	17 023 €	31 205 €	17 023 €	31 205 €
TOTAL	17 023 €	31 205 €	17 023 €	31 205 €

C7 – DETTES

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)	23 276	23 276		
Groupe et Associés				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	303 727	303 727		
Personnel et comptes rattachés	31 470	31 470		
Dettes fiscales et sociales	39 476	39 476		
Dettes état et autres	75 600	75 600		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 948	1 948		
Autres dettes	16 664	16 664		
Produits constatés d'avance	63 030	63 030		
TOTAL	555 190	555 190		
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Commissaire aux Comptes
SAS WOLFF & ASSOCIES
 19, boulevard Berthelot
 63400 CHAMALIERES
 Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

Les dettes fournisseurs regroupent les factures reçues et non encore réglées à la date de clôture de l'exercice, ainsi que les charges de même nature non encore facturées mais se rapportant à l'exploitation annuelle.

Détail des charges à payer au titre de l'exercice

Charges à payer	Montant 2021	Montant 2020
Dettes		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	139 388 €	113 818 €
Dettes fiscales et sociales	41 026 €	47 946 €
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Groupe et Associés		
Autres dettes	5 253 €	4 842 €
TOTAL	185 666 €	166 606 €

Commissaire aux Comptes**C 8 – CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE****SAS WOLFF & ASSOCIES**

19, boulevard Berthelot

63400 CHAMALIERES

Té. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

Ces éléments se répartissent comme suit :

RUBRIQUES	Charges	Produits
Evénements sur N+1	6 731 €	
Evénements sur N+1		63 030 €
TOTAL	6 731 €	63 030 €

D – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**D 1 – CHIFFRE D'AFFAIRES****Ventilation par secteur d'activité**

Décomposition du chiffre d'affaires de la société :

RUBRIQUES	2021	2020
Prestations De Service et techniques	100 568 €	263 872 €
Location De Stands +	378 865 €	216 851 €
Vente De Billets	96 349 €	55 280 €
Publicité	4 410 €	3 244 €
Autres produits d'activités annexes	383 466 €	42 792 €
TOTAL CA	963 658 €	582 038 €

D 2 – CHARGES et PRODUITS CALCULES - TRANSFERTS DE CHARGES

Pour l'exercice, ils se présentent de la façon suivante :

RUBRIQUES	Charges	Produits	Résultat
Prov pour dépréciation des créances	4 696 €	4 306 €	Exploitation
Amortissements des immobilisations	5 453 €		Exploitation
Amortissements dérogatoires			Exceptionnel
Prov pour risques et charges	31 205 €	17 023 €	Exceptionnel
Transfert de charges		7 448 €	Exploitation
TOTAL	41 354 €	28 776 €	

Commissaire aux Comptes

D 3 – CHARGES D'EXPLOITATION

Le montant des charges d'exploitation pour l'exercice est de 1 222 676,25 euros.

Elles se décomposent de la façon suivante :

RUBRIQUES	2021	2020
Achats		
Charges Externes	865 573 €	708 506 €
Frais de personnel	312 714 €	330 546 €
Impôts et taxes	28 172 €	22 250 €
Autres charges de gestion	6 068 €	9 857 €
Amortissements et provisions	10 149 €	13 937 €
TOTAL	1 222 676 €	1 085 097 €

SAS WOLFF & ASSOCIES

19, boulevard Berthelot

63400 CHAMALIERES

Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

Les charges externes

Les postes les plus significatifs inclus dans les charges externes sont :

- Les locations et fournitures de matériels pour les manifestations,
- Les frais de publicité
- La sous-traitance et personnel extérieur
- L'organisation des événements
- La maintenance

Les frais de personnel

Légère diminution des frais de personnel.

RUBRIQUES	2021	2020
Salaires et traitement	241 233 €	254 614 €
Charges sociales	71 481 €	75 932 €
TOTAL	312 714 €	330 546 €

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

Annexe aux comptes sociaux annuels de la société C

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

Exercice : 2021

Direction Financière Groupe Centre France

RUBRIQUES	2021	2020
CDI - Hommes	4,00	5,00
CDI - Femmes	4,83	5,00
CDD		
TOTAL	8,83	10,00

D 4 – RESULTAT FINANCIER

Il est constitué de la différence entre les produits relatifs au placement ponctuel des disponibilités de la société, à la rémunération des avances financières ainsi que des dividendes perçus de la société, et les charges financières.

Taux de rémunération :

	2021	2020
Compte Courant	1.17 %	1.18 %
Compte trésorerie		
Rémunération (débitéur)	1 %	1 %
Emprunteur (créditéur)	0,05 %	0,05%

Commissaire aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES

19, boulevard Berthelot
63400 CHAMALIERES

Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 22

Le résultat financier se décompose de la manière suivante :

RUBRIQUES	Charges	Produits
Intérêts Comptes Courants		
Intérêts Comptes pivots de trésorerie		46 €
Autres	0 €	
TOTAL	0 €	46 €
RESULTAT	46 €	

D 5 – RESULTAT EXCEPTIONNEL

Figurent en « Résultat exceptionnel » les produits et charges résultant d'événements ou d'opérations distincts des activités ordinaires et récurrentes de l'activité, et notamment les dotations et reprises sur provisions à caractère exceptionnel.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

Annexe aux comptes sociaux annuels de la société CE

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

exercice : 2021

Direction Financière Groupe Centre France

Le résultat exceptionnel se décompose de la manière suivante :

RUBRIQUES	Charges	Produits
VNC et produits de cessions d'actifs		
Prov à caractère exceptionnel	31 205 €	17 023 €
Subventions rapportées au résultat		
Divers	5 672 €	43 229 €
TOTAL	36 877 €	60 252 €
RESULTAT	23 375 €	

D 6 – TRANSFERT DE CHARGES

RUBRIQUES	2 021	2 020
Exploitation	7 448 €	
Financière		
Exceptionnelles		
TOTAL	7 448 €	

Commissaire aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES

19, boulevard Berthelot

63400 CHAMALIERES

Tél: 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

D 7 – PARTICIPATION DES SALARIES

Application de l'accord de participation des salariés aux résultats de l'activité événementielle du 25 juin 2020.

RUBRIQUES	2021	2020
Accord participation	2 522	3 293
Forfait Social		
TOTAL	2 522	3 293

D 8 – TABLEAU DE FINANCEMENT Commissaire aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES			
<i>En euros</i>	19, boulevard Berthelot 63400 CHAMALIERES Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23	2021	2020
Bénéfice net annuel		93 724	(195 917)
Amortissement des actifs immobilisés		5 452	1 598
Pertes ou (profits) sur actifs immobilisés			
Dépréciation des actifs immobilisés (Profit) sur cession d'Immobilisation			4 801
(Reprise) en résultat des Subventions d'investissement			
Provisions (ou reprise des provisions) réglementées			
Provisions (ou reprise des provisions) risques et charges		14 182	1 182
Marge Brute d'Autofinancement		113 358	(188 336)
(Augmentation) diminution des valeurs d'exploitation			
(Augmentation) diminution des comptes Clients		(286 294)	193 010
(Augmentation) diminution autres créances		23 040	12 884
Augmentation (diminution) des comptes Fournisseurs		166 542	(105 225)
Augmentation (diminution) des autres dettes et CT		61 738	3 539
Variation des actifs et dettes liés à l'activité		(34 974)	104 208
Produits liés à la cession d'Actifs immobilisés (Investissements) de la Période		(27 193)	(29 156)
Charges à répartir (créées) au cours de la période			
(Acquisition) de Titres de Participation			
Remboursement de Dépôts & Cautionnement (ou actifs associés)			10 000
(Augmentation) diminution des créances liées aux cessions d'immob.			
Augmentation (diminution) des dettes liées aux acquisitions d'immob.			
Flux Financiers liés aux Investissements		(27 193)	(19 156)
Dividendes versés aux Actionnaires			
Avances consenties ou reçues en comptes courants		(50 061)	68 495
Augmentation de capital réalisée au cours de la période			
Subventions obtenues au cours de la période			
Emprunts souscrits au cours de la période			
Emprunts bancaires (remboursés) au cours de la période			
Flux des Opérations financières		(50 061)	68 495
Variation annuelle de la Trésorerie		1 130	(34 788)
Trésorerie (au début de l'exercice)		9 627	44 414
Trésorerie (à la clôture de l'exercice)		10 758	9 627

E – AUTRES INFORMATIONS**E 1 – COMPTES CONSOLIDÉS**

La société « CENTRE FRANCE PARC EXPO » est consolidée par la société « LA MONTAGNE » en qualité de société tête de Groupe.

E 2 – IMPOTS DIFFERES

RUBRIQUES	Actif		Passif		Solde Impôts différé
	Montant	Impôt	Montant	Impôt	
ORGANIC					
PARTICIPATION	2 522 €	631 €			631 €
DEFICITS REPORTABLES					
TOTAL	2 522 €	631 €			631 €

Les impôts différés ont été calculés au taux de 25 %.

E 3 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

C - Les engagements du « CENTRE FRANCE PARC EXPO » en matière de pensions de retraite, complément de retraite et d'indemnités assimilées sont les suivantes :

- Article L123-13 (al.3) du Code de Commerce et
- Article 531-2/9 du PCG.

Le montant des indemnités de départ à la retraite « IDR » a été déterminé avec un logiciel spécifique.

Les variables sont les suivantes :

Taux d'actualisation	0,66 %
Rotation des effectifs	Forte
Age de départ à la retraite (1)	63 ans

(1) Avec prise en compte de la nouvelle réforme

Soit le montant de l'engagement des indemnités de départ à la clôture de l'exercice est le suivant :

RUBRIQUES	2021	2020
Engagement Brut	20 419	22 542
Charges Sociales	6 840	7 552
TOTAL	27 259	30 094

Commissaire aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES

19, boulevard Berthelot

63400 CHAMALIERES

Tél. 04 73 31 56 00 – Fax 04 73 36 35 23

F – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La crise sanitaire continue d'affecter partiellement nos activités et la société utilise les leviers à sa disposition et autres aides de l'Etat pour limiter ses effets. L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est dans l'incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

A la date d'arrêté des comptes 2021 par le conseil de direction, la continuité d'exploitation de la société n'est pas remise en cause.

Réel 2021		BP REV 2021		Ecart 2021 %		Réel 2020		Ecart 2020 %		Natures	Réel 2021		BP REV 2021		Ecart 2021 %		Réel 2020		Ecart 2020 %		Filtre	CRDG	
MENSUEL											CUMUL												
-1	0	-1	-826,8%		-1	8	201,9%			Achats	0	1	-0	-71,0%	0	0	-15,2%					1	1
12	7	5	71,2%	4	8					Achat carburant	78	62	16	25,0%	67	11	15,7%					1	1
0	0	0	29,0%		0	0				Achat fluides	1	1	-0	-88,0%	1	0	-9,8%					1	1
5	0	4	919,7%	0	5		ns			Achat fournitures de bureau et administratives	8	5	3	59,6%	5	3	56,9%					1	1
										Fournitures d'entretien et petit outillage	3		3			3						1	1
										Autres achats												1	1
16	8	9	115,4%	4	12		280,1%			Total Achats	90	69	21	30,6%	73	17	22,7%					1	1
1	2	-0	-18,7%		1					Prestations externes	7	11	-4	-34,3%	7	1	10,2%					1	1
86	77	9	11,1%	-7	93		ns			Intérim, prêt de personnel et régies	508	535	-26	-4,9%	349	159	45,5%					1	1
0	0	0			0					Sous-traitance foires et salons	0	0	0		1	-1	-100,0%					1	1
0	0	0			0					Hébergement / Référencement / Graphisme n	0	0	0		0	0	300,0%					1	1
0	0	0			0					Sous-traitance informatique	0	0	0		0	0						1	1
0	0	0			0					Autres sous-traitances	0	0	0		0	0						1	1
87	79	8	10,7%	-7	94		ns			Total Prestations externes (sous-traitance)	516	546	-30	-5,5%	357	159	44,6%					1	1
2	1	0	-16,7%	2	0		-18,1%			Services extérieurs	22	19	3	13,3%	20	2	10,5%					1	1
-1	0	-1	-500,0%	0	-1		-500,0%			Locations matériel, informatique, logiciels	2	3	-1	-41,7%	3	-1	-41,7%					1	1
1	1	-1	-35,7%	-28	29		-103,3%			Locations véhicules	12	13	-1	-5,7%	13	-1	-7,6%					1	1
0	0	-0	-100,0%		0					Entretien, réparation matériel	1	1	-0	-17,2%	3	-2	-55,4%					1	1
4	2	2	109,4%	7	-3		-38,0%			Maintenance	34	29	5	17,2%	32	2	6,2%					1	1
1	1	1	86,3%	2	-1		-50,7%			Assurances	14	10	4	40,5%	15	-1	-5,7%					1	1
0	0	0	19,0%	0	0		51,4%			Autres affranchissement admin	3	3	-0	-1,7%	3	0	-6,2%					1	1
5	2	3	196,2%	2	3		132,9%			Téléphonie	19	19	0	0,1%	16	3	18,8%					1	1
0	0	0			0					Promotion et communication	16		16		12	4	30,2%					1	1
0	0	0			0					Autres services extérieurs	0	0	0		0	0						1	1
12	8	4	54,6%	-14	26		-186,8%			Total Services extérieurs	123	98	25	26,1%	117	6	5,1%					1	1
0	0	0			0					Autres charges	1	0	1	588,9%	1	0	36,9%					1	1
1	1	0	32,1%	2	-1		-47,9%			Frais de mission et de réception	9	8	1	13,5%	11	-2	-16,1%					1	1
0	0	0			0					Honoraires, frais d'actes et expertise	2	2	0		4	-1	-31,9%					1	1
0	0	-0	-37,2%	0	0		108,3%			Divers autres charges	2	2	0		1	1	74,5%					1	1
0	0	0			0					Services bancaires	2	2	-0	-16,6%	1	1	74,5%					1	1
1	1	0	21,7%	2	-1		-32,4%			Total Autres charges	15	13	2	15,3%	16	-2	-10,4%					1	1
8	11	-3	-26,9%	12	-4		-34,1%			Contributions Groupe	122	134	-12	-8,7%	145	-23	-15,8%					1	1
2	2	0	8,0%	2	0		0,4%			STRUCTURE - Prestations	33	33	0	2,2%	30	4	12,1%					1	1
0	0	0			0					STRUCTURE - Frais de mission et d	0	0	0		1	-1	-96,4%					1	1
2	3	-1	-43,0%	1	1		78,6%			STRUCTURE - Honoraires	9	14	-5	-33,9%	7	3	40,5%					1	1
4	6	-2	-32,9%	9	-5		-54,5%			STRUCTURE - Prestations Groupe	79	87	-8	-8,9%	108	-28	-26,2%					1	1
8	11	-3	-26,9%	12	-4		-34,1%			Total Contributions Groupe	122	134	-12	-8,7%	145	-23	-15,8%					1	1
125	106	19	17,7%	-3	128		ns			Total Consommations intermédiaires	866	859	7	0,8%	709	157	22,2%					1	1
6	32	-26	-80,8%	3	3		129,1%			Valeur ajoutée	98	114	-16	-13,8%	-176	225	-177,6%					1	1
5%	23%			2441%						% de la VA p/r CA	10%	12%			-22%							1	1

BP REV 2021 = Budget révisé 2021 (Réel à fin mai + prévisionnel de juin à décembre)

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOX

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

Commentaires Ecart Réel 2021 vs Budget révisé 2021

Ecart de 21 K€, soit 30,6% par rapport au budget dont 18 K€ lié au gaz. Consommation plus importante que prévue.

Ecart de 17 K€, soit 22,7% par rapport au budget lié aux consommations d'électricité et de gaz plus importantes (moins d'événements tenus en 2020, effet de la crise sanitaire liée au covid-19).

Baisse des charges directes en lien avec l'organisation des événements

Hausse liée à l'organisation d'événements (moins d'événements tenus en 2020, effet de la crise sanitaire liée au covid-19).

Hausse liée aux frais d'installation et d'entretien de la climatisation et de conventions de partenariats - échanges de marchandises (AJA FOOT, AMICALE DES CUISINIERS et CROIX ROUGE FRANCAISE).

Hausse liée à la téléphonie et aux campagnes de promotion.

Facturation des frais et fonctions supports par le Groupe (services mutualisés - structure)

Facturation des frais et fonctions supports par le Groupe (services mutualisés - structure)

Réel 2021		BP REV 2021		Ecart en %		Réel 2020		Ecart en %		Natures	Réel 2021		BP REV 2021		Ecart en %		Réel 2020		Ecart en %		Filtre	CRDG
MENSUEL										CUMUL												
10	2	8	528,0%	2	8	407,5%						25	20	5	26,3%	19	7	35,0%				
34	29	5	16,0%	29	5	16,0%						313	306	7	2,3%	306	7	2,3%				
34	29	5	16,0%	29	5	16,0%						313	306	7	2,3%	306	7	2,3%				
-2		-2		-5	2	-50,0%						-72	-69	-3	4,2%	-52	-20	39,6%				
0	0	0	12,9%	0	0	94,8%						3	3	0	4,8%	3	-1	-20,2%				
7	4	3	79,1%	-12	19	-163,0%						65	73	-9	-11,8%	70	-5	-7,2%				
0	1	-1	-190,2%	1	-1	-186,4%						7	6	1	24,7%	6	1	8,9%				
39	34	5	13,6%	14	25	182,4%						315	318	-3	-0,9%	334	-19	-5,5%				
30%	25%			12627%								33%	33%			57%						
637%	108%			517%								322%	280%			-264%						
-43	-4	-39	952,3%	-13	-30	226,9%						-243	-225	-18	8,0%	-479	236	-49,3%				
-32,6%	-2,9%			-11979,2%								-25,2%	-23,1%			-82,3%						
0	0	0		0	0	456,7%						7	7	1	7,5%	0	7	ns				
32	28	3	12,1%	28	3	11,9%						343	340	3	1,0%	340	3	1,0%				
0	0	-0	-100,4%	0	0	-100,4%						2	0	2	ns	0	1	ns				
0	0	-0	-100,0%	0	0							5	0	4	ns	3	2	56,5%				
1	0	0	62,8%	0	1	678,6%						1	1	-1	-100,0%	7	-7	-100,0%				
-3	1	-3		0	-4	-385,0%						5	5	1	10,5%	2	4	241,1%				
												0	2	-3	-116,3%	-3	2	-86,3%				
-15	24	-39	-163,7%	16	-31	-193,5%						96	119	-23	-19,2%	-154	250	-162,6%				
-1	0	-1	ns	0	-1	ns						0	1	-1	-95,9%	0	0	-84,7%				
												0	0	0		0	0	-88,5%				
-16	24	-40	-167,6%	16	-32	-199,4%						96	120	-24	-19,9%	-153	249	-162,8%				
30		30		16	14	90,9%						60	0	60	ns	17	43	258,2%				
31		31		24	7	28,9%						37	3	33	956,5%	56	-19	-34,4%				
-1		-1		-8	7	-89,7%						23	-3	27	-769,8%	-39	63	-159,3%				
3	4	-1	-37,1%	3	-1	-23,4%						3	4	-1	-37,1%	3	-1	-23,4%				
23	20	4	19,0%		23							23	20	4	19,0%		23					
-43	0	-43	ns	5	-47	ns						94	93	1	0,7%	-196	290	-147,8%				
-15	24	-40	-163,7%	16	-32	-194,7%						102	125	-23	-18,7%	-152	253	-167,0%				
-12%	18%			14891%								11%	13%			-26%						

BP REV 2021 = Budget révisé 2021 (Réel à fin mai + prévisionnel de juin à décembre)

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

Commentaires Ecart Réel 2021 vs Budget révisé 2021

Taxes : CVAE, CFE, taxe d'habitation et taxe d'ordures ménagères	Taxes : CVAE, CFE, taxe d'habitation et taxe d'ordures ménagères
Indemnités de chômage partiel versées par l'Etat et exonération des cotisations patronales URSSAF	Indemnités de chômage partiel versées par l'Etat
Remboursement assurance Subvention versée par le Mairie d'Auxerre de 340 K€ et 3 K€ d'aide coûts fixes versée par l'Etat Droits d'auteurs SACEM versées pour les manifestations organisées	
Produits exercices antérieurs : Gaz de France 2016 Clients à +90 jours de 2021	

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le



ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

Typologie	Manifestation	Espace Occupé	Début événement	Fin d'événement	Début d'occupation	Fin d'occupation	Nombre de jour ouvert au public	Nombre de Jours Occupés	Organisation	Typologie	
Centre de vaccination	Centre de vaccination	congrès	07/03/2021	30/08/2021	mars	août	94	162	externe	particuliers	86513
Réunion	Conseil Communautaire	congrès /4000	20/05/2021	20/05/2021	19/05/2021	20/05/2021	1	2	externe	professionnel	120
Concours	CDG54	4000	22/06/2021	22/06/2021	21/06/2021	24/06/2021	1	3	externe	particuliers	651
Réunion	Conseil Communautaire	4000	24/06/2021	24/06/2021	23/06/2021	25/06/2021	1	3	externe	professionnel	86
Salon grand public	Salon du Bien-Etre	Congrès	04/09/2021	05/09/2021	01/09/2021	06/09/2021	2	6	Interne	particuliers	2715
Vide Greniers	Vide Greniers	4000	05/09/2021	05/09/2021	04/09/2021	05/09/2021	1	2	Interne	particuliers	1513
Salon grand public	Moov'e	Parking	11/09/2021	11/09/2021	10/09/2021	12/09/2021	1	3	Interne	particuliers	253
Réunion	Foulées Roses	Bar	13/09/2021	13/09/2021	13/09/2021	13/09/2021	1	1	Interne	professionnel	20
Salon grand public	Foire d'Auxerre	4000/congrès/poly	17/09/2021	20/09/2021	09/09/2021	22/09/2021	4	14	Interne	particuliers	12306
Concert	Maltavern	Poly	24/09/2021	24/09/2021	23/09/2021	25/09/2021	1	3	Interne	particuliers	1204
Salon grand public	Salon des Seniors	4000/poly	01/10/2021	02/10/2021	28/09/2021	04/10/2021	2	7	Interne	particuliers	3176
Assemblée Générale	COVEA	4000/congrès	13/10/2021	13/10/2021	11/10/2021	14/09/2021	1	4	externe	professionnel	374
Réunion	ALEFPA	congrès	20/10/2021	20/10/2021	18/10/2021	20/09/2021	1	3	externe	professionnel	279
Assemblée Générale	CER France	congrès	22/10/2021	22/10/2021	21/10/2021	22/10/2021	1	2	externe	professionnel	308
Loisirs	AIR PARC	4000/congrès/poly	23/10/2021	03/11/2021	1/10/2021	04/11/2021	11	18	Interne	particuliers	8706
Salon professionnel	RIDY	4000/congrès/poly	09/11/2021	09/11/2021	05/11/2021	10/11/2021	1	6	externe	professionnel	2907
Salon grand public	Salon du Véhicule d'occasion	4000/poly	13/11/2021	14/11/2021	11/11/2021	15/11/2021	2	5	Interne	particuliers	2499
Vide Greniers	Vide Greniers	Congrès	14/11/2021	14/11/2021	13/11/2021	14/11/2021	1	2	Interne	particuliers	1587
Spectacle	Sellig	congrès	19/11/2021	19/11/2021	18/11/2021	20/11/2021	1	3	externe	particuliers	253
Loisirs	Nuit de Folie	4000	20/11/2021	20/11/2021	16/11/2021	22/11/2021	1	7	Interne	particuliers	2053
Salon grand public	Salon des vins	4000	26/11/2021	28/11/2021	24/11/2021	30/11/2021	3	7	Interne	particuliers	5117
Salon grand public	salon du mariage	congrès	27/11/2021	28/11/2021	24/11/2021	30/11/2021	2	7	Interne	particuliers	4279
Salon grand public	Salon de la maison	4000	27/11/2021	29/11/2021	24/11/2021	30/11/2021	3	7	Interne	particuliers	5057
Spectacle	Cirque de Moscou sur glace	4000	02/12/2021	02/12/2021	01/12/2021	02/12/2021	1	2	externe	particuliers	1152
Salon professionnel	CAMPA (agriculture)	4000/congrès	08/12/2021	08/12/2021	03/12/2021	10/12/2021	1	8	externe	professionnel	1291
Assemblée Générale	110 bourgogne	congrès	10/12/2021	10/12/2021	10/12/2021	11/12/2021	1	2	externe	professionnel	300
Réunion	Arbre de Noël Yonne Rep	Bar	11/12/2021	11/12/2021	11/12/2021	11/12/2021	1	1	externe	professionnel	54
Spectacle	Ma collocataire est une garce	Congrès	31/12/2021	31/12/2021	30/12/2021	31/12/2021	1	2	externe	particuliers	138
							142	292			144911

BOOK TARIFAIRE RECEPTIF

2021

AUXERREXPO

**CENTRE FRANCE
PARC EXPO**

DOCUMENT INTERNE
(ne pas diffuser)

auxerrexpo.com

INFORMATIONS PRATIQUES

Ce document est à destination d'un usage interne à l'entreprise CENTRE France PARC EXPO et ne peut donc être transmis à toute personne extérieure à l'entreprise sauf accord de la direction.

Les tarifs de location sont régis par l'accord de DSP entre La Mairie d'Auxerre et CFPE.

Les tarifs s'entendent hors taxes.
La TVA est de 20 %

Toute remise devra être validée par la direction avant d'être proposée au client.

L'établissement d'un devis est obligatoire.

DOCUMENTS UTILES

Les fiches techniques des espaces sont disponibles dans le serveur :

Commun/5.manifestations accueillies/TARIFS

SOMMAIRE

LOCATION D'ESPACE

LE 4000.....	page 3
LE POLYAVLENT.....	page 3
LE CONGRES.....	page 4
LE BAR.....	page 5
LE HALL D'ACCUEIL....	page 5
LE PARKING.....	page 5
PRIVATISATION	page 6
SPECTACLES.....	Page 7

FRAIS ANNEXES

FRAIS DE DOSSIER.....	page 8
FRAIS DE GESTION.....	page 8

PRESTATIONS

COMPLEMENTAIRES

PERSONNEL.....	page 9
NETTOYAGE.....	page 9
TECHNIQUE	page 10
LOCATION STANDS.....	page 11
LOCATION MOBILIER..	page 12

OFFRE SEMINAIRES

FORFAIT REUNION.....	page 14
½ JOURNEE D'ETUDE.	page 15
JOURNEE D'ETUDE.....	page 16

LOCATION D'ESPACE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

LE 4000

Surface : 4000m² (180 x L 50 m) Cf fiche technique 4000

Compris dans les tarifs : tables, chaises, éclairage néons, chauffage/clim
électricité, eau.

	Par jour	2020	2021	2022	2023
EXPLOITATION	HALL complet	5 385 €	5 440 €	5 600 €	5 760€
	<i>Le m²</i>	<i>1,33 €</i>	<i>1,36 €</i>	<i>1,4 €</i>	<i>1,44€</i>
MONTAGE DEMONTAGE	HALL complet	2 766 €	2 840 €	2 920 €	3 000 €
	<i>Le m²</i>	<i>0,69 €</i>	<i>0,71 €</i>	<i>0,73 €</i>	<i>0,75 €</i>

LE POLYVALENT

Surface : 938m² (L41,5 x l 23,45 m) cf Fiche Technique

Compris dans les tarifs : tables, chaises, électricité, éclairage néons, eau.

		2020	2021	2022	2023
EXPLOITATION	HALL complet	1 310 €	1 350 €	1 390 €	1 430 €
	<i>Le m²</i>	<i>1,31 €</i>	<i>1,35 €</i>	<i>1,39 €</i>	<i>1,43 €</i>
MONTAGE DEMONTAGE	HALL complet	760 €	780 €	810 €	830 €
	<i>Le m²</i>	<i>0,76 €</i>	<i>0,78€</i>	<i>0,81€</i>	<i>0,83 €</i>

LOCATION D'ESPACE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

LE CONGRES

Surface : 1000m² (L23.41 x l 42.20 m) moquettés, modulables en 2 x 250m² + 500m² ou 2 x 500m² cf fiche technique

Compris dans les tarifs : tables, chaises, éclairage LED, chauffage/clim électricité, eau

Scène 80m² max, 3 vidéos projecteur avec écran (1 en fond de salle 8x5 et 2 en milieu de salle (2x2m) pupitre, 6 micros HF, pont avec projecteurs, sonorisation.

		2020	2021	2022	2023
EXPLOITATION	1000m ²	2 907 €	2 994 €	3 084 €	3 177 €
	750 m ²	2 354 €	2 425 €	2 497 €	2572 €
	500m ²	1 801 €	1 856 €	1 911 €	1968 €
	250m ²	1 039 €	1070 €	1 102 €	1 135 €
MONTAGE DEMONTAGE	1000m ²	1 453 €	1 497 €	1 542 €	1 588 €
	750 m ²	1 177 €	1 212 €	1248 €	1 286 €
	500m ²	900 €	928 €	955 €	984 €
	250m ²	519 €	535 €	551 €	567 €

Tarif 1/2 JOURNEE (4 heures max) :

-30% par rapport au tarif de base

LOCATION D'ESPACE

LE BAR

Surface : xxm² (L.. x l .. m) moquettés, Hauteur sous plafond

Compris dans les tarifs : tables, chaises, éclairage LED, chauffage/clim électricité.
Utilisation du BAR avec frigo et arrière cuisine

		2020	2021	2022	2023
JOURNEE	salle	500 €	515 €	530 €	545 €
1/2 journée	salle	250 €	257,50 €	265 €	272,50 €

HALL D'ACCUEIL (privatisation avec accord de la direction)

Surface : xxm² (L.. x l .. m),

Compris dans les tarifs : banque d'accueil, 2 PC, écrans de signalisation

		2020	2021	2022	2023
JOURNEE	hall	1 000 €	1 030 €	1 060 €	1 092 €
1/2 journée	hall	500 €	515 €	530 €	546 €

PARKING

Surface : 12 000m²

Compris dans les tarifs : uniquement surface au sol

		2020	2021	2022	2023
EXPLOITATION	Privatisation totale si + de 6000m ²	6000 €	6000 €	6000 €	6000 €
	Au m ² si - de 6000m ²	0,4 €	0,4 €	0,4 €	0,4 €
CIRQUES et spectacles	TARIF x Nbre de représentation x jauge	0,5 €	0,5 €	0,5 €	0,5 €
	FORFAIT obligatoire	500 €	500 €	500 €	500 €

LOCATION D'ESPACE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

PRIVATISATION DU PARC

Surface : 6000m²

Compris dans les tarifs : exploitation de l'intégralité des surfaces louables d'Auxerrexpo, tables, chaises, éclairage, chauffage/clim électricité, eau.

		2020	2021	2022	2023
EXPLOITATION	Le parc	9 000 €	9 270 €	9 548 €	9 834 €
MONTAGE DEMONTAGE	Le parc	4 500 €	4 635 €	4 774 €	4 917 €

LOCATION D'ESPACE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

SPECTACLES-CONCERT

Surface : en fonction de la jauge

Compris dans les tarifs :

- location de la salle
- scène de XXm² max
- pont d'accroche selon configuration de base cf fiche technique
- aménagements : pendrillonnage de la salle, installation d'un parterre de chaises, pour les jauges supérieur à 800 : mise en place d'un gradin (de 131 à 1190 places), montage et démontage d'une scène (max XX m² hauteur 1,80m), 3 loges d'artistes avec sanitaires, nettoyage pour remise en état, éclairage salle néons, permanence technique.

SALLE	Jauge	2020	2021	2022	2023
CONGRES	<800	2 000 €	2 000 €	2 100 €	2 200 €
ESPACE 4000	800 à 1499	5 € /pers			
	1500 à 1999	4 € /pers			
	2000 à 2499	3 € /pers			
	2500 à 2999	2,5 € /pers			
	3000 à 3499	2 € /pers			
	3500 à 4000	2 € /pers			

SERVICE DE SECURITE INCENDIE

1 SSIAP 2 ET 2 SSIAP 1

SERVICE DE REPRESENTATION

De 1 501 à 3000 pers : 1 SSIAP1

De 3001 à 6000pers : 1 SSIAP2 – 2 SSIAP 1

Remises :

2 concerts/spectacles : - 30%

4 concerts/spectacles : - 40 %

6 concerts/spectacles : - 60 %

FRAIS ANNEXES

FRAIS DE DOSSIER

Comprenant : traitement du dossier, devis, facturation, annonce de l'événement sur nos réseaux sociaux et site internet.

		2020	2021	2022	2023
ENTREPRISE	forfait	500 €	500 €	510 €	515 €
ASSOCIATION et SPECTACLE	forfait	100 €	100 €	105 €	107 €

FRAIS DE GESTION

Applicable pour la recherche de prestataires : animations, concerts, spectacles, communication, traiteurs, transports, team building...

	TRAITEURS	AUTRES PRESTATAIRES
Prestataires référencés	10%	30%
Prestataires non référencés	15%	30%

FLUIDES

	CHAUFFAGE	
Espace 4000	400 € HT / j	
Espace congrès	260 € HT / j	

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

PERSONNEL

	TARIF horaire de jour (6h-21h)	TARIF horaire de nuit (21h-6h)
PERMANENCE TECHNIQUE 1 personne obligatoire pendant la présence du client	38 €	45 €
Personnel d'accueil 1 personne	32 €	38,4 €
SSIAP 1 1 agent obligatoire, 2 si >700 pax	34,30 €	41 €
SSIAP 2 1 agent obligatoire si >1500 pax	37,40 €	44 €
Agent de sécurité	27 €	32,40 €
Maître chien	30 €	36 €
Chargé de sécurité obligatoire sur type T FORFAIT JOUR	650 €	

JOURS FERIES : tarifs x2

NETTOYAGE

	TARIF horaire de jour (6h-21h)
PERMANENCE NETTOYAGE 1 personne (obligatoire pendant la présence du public)	27 € /h
Espace 4000 le m ²	0,09 €/m²
Congrès le m ²	0.19 €/m²
Poly le m ²	0.09 €/m²
Grands sanitaires	78 €
Petits sanitaires	47 €
Le bar	31 €
Local traiteur	171 €
Parvis	94 €
Hall d'accueil	91 €

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

TECHNIQUE

	TARIF UNITAIRE
ELECTRICITÉ 16 A MONO 3KW	88 €
ELECTRICITÉ 32 A TRIPHASÉ	218 €
ARRIVEE D' EAU	80 €
PENDRILLON le ml	2,51 ml
CHARIOT ELEVATEUR AVEC CARISTE /l'heure	94,80 €
INSTALLATION SCENE	6€/m²
INSTALLATION CHAISE / chaise	
INSTALLATION TABLE /table	
INSTALLATION GRADIN	1€/pax

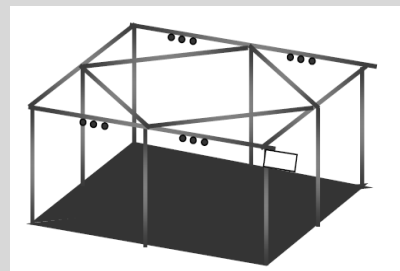
PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

LOCATION DE STANDS (installation comprise)



STAND EQUIPÉ

CLOISONS,
1 ENSEIGNE COMMERCIALE,
1 RAIL DE SPOTS/9M² OU 6M²,



STAND SANS CLOISONS

POTEAUX RAIDISSEURS
1 ENSEIGNE COMMERCIALE
1 RAIL DE SPOTS/9M²

	TARIF UNITAIRE
STAND EQUIPE le m ² comprenant structure alu raidisseur et cloisons blanches en polycarbonate, spot LED, enseigne commerciale 500x 150mm	17,50 €
STAND EQUIPE sans cloison le m ² comprenant structure alu raidisseur, spot LED, enseigne commerciale 500x 150mm	12 €
CLOISON le ml	23 €

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

LOCATION DE MOBILIER (installation comprise)



		TARIF UNITAIRE
MOQUETTE le m ²	Couleurs sur catalogue	5,7 €
RÉSERVE avec porte fermant à clé	1M ²	150 €
	Le m ² sup	23 €
CHAISE BLANCHE		26 €
TABLE RONDE		46 €
ENSEMBLE TABLE RONDE + 3 CHAISES		124 €
BANQUE HOTESSE		82 €
TABOURET Z		24 €
MANGE-DEBOUT		54 €
REFRIGERATEUR 100L		110 €

D'autres types de mobilier sont disponibles sur simple demande.

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

SLOW

COMMUNICATION (installation comprise)



		TARIF UNITAIRE
Borne de gel hydro alcoolique sans contact	Ecran (L1080 H1920) avec contenu 100% personnalisable Image fixe ou mobile ou vidéo	70 €/jour
Totem LED	Ecran (L1080 H1920) avec contenu 100% personnalisable Image fixe ou mobile ou vidéo	150 €/jour
Ecran géant mobile L3,50 x H2 m pitch 3,9		1000 €/ jour
Pack visibilité 5 bornes gel hydroalcoolique + 5 totems		750 €
Pack visibilité 5 bornes gel hydroalcoolique + 5 totems +écran géant		1500 €

D'autres types de mobilier sont disponibles sur simple demande.

BOOK TARIFAIRE

OFFRE SEMINAIRE

Les tarifs évoluent en fonction de la date choisie :

Période rouge :

Tous les DIMANCHES

MARDIS, MERCREDIS, JEUDIS hors vacances scolaires

Période bleue :

Tous les LUNDIS et VENDREDIS hors période de vacances scolaires

Période blanches :

Tous les jours de vacances scolaires hors dimanche

OFFRE SEMINAIRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

FORFAIT REUNION

INCLUS DANS LE PACK :

DUREE : ½ journée (4heures)

RESTAURATION : Accueil café (café – thé – viennoiseries – jus d'orange)

INSTALLATION : Classe ou théâtre

TECHNIQUE : vidéo-projecteur avec écran, set de table, feuilles, stylos, paperbord, sono, micro (scène et pupitre en fonction du nombre de personnes)

SECURITE ET NETTOYAGE

PAX	ESPACE	2020	2021	2022	2023
10 à 49 pax	LE BAR	21 €/pax	21 €/pax	22 €/pax	22 €/pax
	<i>L'heure supp/ pax</i>	<i>2 €/pax</i>	<i>2 €/pax</i>	<i>2 €/pax</i>	<i>2 €/pax</i>
50 à 149 pax	CONGRES 250	21 €/pax	21 €/pax	22 €/pax	22 €/pax
	<i>L'heure supp/ pax</i>	<i>2 €/pax</i>	<i>2 €/pax</i>	<i>2 €/pax</i>	<i>2 €/pax</i>
150 à 299 pax	CONGRES 500	19 €/pax	19 €/pax	20 €/pax	20 €/pax
	<i>L'heure supp/ pax</i>	<i>1 €/pax</i>	<i>1 €/pax</i>	<i>1 €/pax</i>	<i>1 €/pax</i>
300 à 800 pax	CONGRES 1000	19 €/pax	19 €/pax	20 €/pax	20 €/pax
	<i>L'heure supp/ pax</i>	<i>1 €/pax</i>	<i>1 €/pax</i>	<i>1 €/pax</i>	<i>1 €/pax</i>

OFFRE SEMINAIRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

FORFAIT 1/2 JOURNEE D'ETUDE

INCLUS DANS LE PACK :

DUREE : 1/2 journée (4heures)

RESTAURATION :

Accueil café (café – thé – viennoiseries – jus d'orange

Déjeuner 3 plats + fromage + soft + café

INSTALLATION : Classe ou théâtre

TECHNIQUE : vidéo-projecteur avec écran, set de table, feuilles, stylos, paperbord, sono, micro (scène et pupitre en fonction du nombre de personnes)

SECURITE ET NETTOYAGE

OPTION : FORFAIT VINS 7€/pax

Vins rouges et blancs (2 bouteilles/5pers)

PAX	ESPACE		2020	2021	2022	2023
10 à 49 pax	LE BAR+ CONGRES 250	Période blanche	44 €/pax	44 €/pax	45 €/pax	45 €/pax
		Période bleue	46 €/pax	46 €/pax	47 €/pax	47 €/pax
		Période rouge	48 €/pax	48 €/pax	49 €/pax	49 €/pax
	L'heure supp/ pax		2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax
50 à 149 pax	CONGRES 250+ CONGRES 250	Période blanche	44 €/pax	44 €/pax	45 €/pax	45 €/pax
		Période bleue	46 €/pax	46 €/pax	47 €/pax	47 €/pax
		Période rouge	48 €/pax	48 €/pax	49 €/pax	49 €/pax
	L'heure supp/ pax		2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax
150 à 299 pax	CONGRES 500+ CONGRES 500	Période blanche	42 €/pax	42 €/pax	43 €/pax	43 €/pax
		Période bleue	44 €/pax	44 €/pax	45 €/pax	45 €/pax
		Période rouge	46 €/pax	46 €/pax	47 €/pax	47 €/pax
	L'heure supp/ pax		1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax
300 à 800 pax	CONGRES 1000+ ESPACE 4000 1000	Période blanche	42 €/pax	42 €/pax	43 €/pax	43 €/pax
		Période bleue	44 €/pax	44 €/pax	45 €/pax	45 €/pax
		Période rouge	46 €/pax	46 €/pax	47 €/pax	47 €/pax
	L'heure supp/ pax		1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax

OFFRE SEMINAIRE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_090-DE

FORFAIT JOURNEE D'ETUDE

INCLUS DANS LE PACK :

DUREE : 1 journée (8heures)

RESTAURATION :

Accueil café (café – thé – viennoiseries – jus d'orange

Déjeuner 3 plats + fromage + soft + café

Pause Café

INSTALLATION : Classe ou théâtre

TECHNIQUE : vidéo-projecteur avec écran, set de table, feuilles, stylos, paper-bord, sono, micro (scène et pupitre en fonction du nombre de personnes)

SECURITE ET NETTOYAGE

OPTION : FORFAIT VINS 7€/pax

Vins rouges et blancs (2 bouteilles/5pers)

PAX	ESPACE		2020	2021	2022	2023
10 à 49 pax	LE BAR+ CONGRES 250	Période blanche	52 €/pax	52 €/pax	53 €/pax	53 €/pax
		Période bleue	55 €/pax	55 €/pax	56 €/pax	56 €/pax
		Période rouge	58 €/pax	58 €/pax	59 €/pax	59 €/pax
	L'heure supp/ pax		2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax
50 à 149 pax	CONGRES 250 + CONGRES 250	Période blanche	52 €/pax	52 €/pax	53 €/pax	53 €/pax
		Période bleue	55 €/pax	55 €/pax	56 €/pax	56 €/pax
		Période rouge	58 €/pax	58 €/pax	59 €/pax	59 €/pax
	L'heure supp/ pax		2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax	2 €/pax
150 à 299 pax	CONGRES 500+ CONGRES 500	Période blanche	50 €/pax	50 €/pax	51 €/pax	51 €/pax
		Période bleue	52 €/pax	52 €/pax	53 €/pax	53 €/pax
		Période rouge	56 €/pax	56 €/pax	57 €/pax	57 €/pax
	L'heure supp/ pax		1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax
300 à 800 pax	CONGRES 1000+ ESPACE 4000 1000	Période blanche	50 €/pax	50 €/pax	51 €/pax	51 €/pax
		Période bleue	52 €/pax	52 €/pax	53 €/pax	53 €/pax
		Période rouge	56 €/pax	56 €/pax	57 €/pax	57 €/pax
	L'heure supp/ pax		1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax	1 €/pax

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-091 - Délégation de Service Public du Camping « L'arbre sec » - Rapport d'activités 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

Le camping municipal d'Auxerre – Camping « L'Arbre Sec » - a été mis en gestion à l'entreprise FRERY par voie d'une Délégation de Service Public au 1er avril 2019 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Conformément à l'article L.14113 du Code général des collectivités territoriales, le Maire présente au conseil municipal le rapport d'activités du délégataire pour en prendre acte. Le contenu du rapport est désormais fixé par l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

Ce bilan d'activité et les comptes annuels feront l'objet d'une analyse détaillée soumise à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux à l'automne prochain.

L'entreprise FRERY a remis son rapport d'activités pour 2021 conformément aux termes du contrat de Délégation de Service Public.

Préambule

La saison 2021 a encore été impactée par la crise sanitaire et les mesures gouvernementales qui en découlaient. Aussi, les éléments communiqués dans le rapport d'activité sont difficilement comparables à ceux de 2020 voire de 2019 et ne sont pas représentatifs de l'activité d'une saison classique.

Les caractéristiques principales de la saison 2021 sont les suivantes :

Le camping de l'arbre sec a obtenu son classement en 3 étoiles-tourisme en octobre 2019. Il propose 165 emplacements dont 56 emplacements "confort caravane" et 109 emplacements nus.

Les tarifs appliqués en 2021 correspondent aux tarifs de 2020.

Fréquentation

Le nombre d'entrées sur la saison est de 6 938 à comparer aux 4 236 de 2020 et aux 7 474 en 2019 soit +64% et -7%.

Le nombre de nuitées est de 9 624 contre 6 906 en 2020 et 11 250 en 2019. La durée moyenne du séjour est de 1,38 jour. En 2020, il était de 1,63 jour et de 1,51 jour pour 2019.

Plus de 83% de la fréquentation annuelle est réalisée sur les mois de juillet, août et septembre avec une hausse de 39% pour le mois d'août.

43%, contre 55% en 2020, de la fréquentation est représenté par une clientèle française avec un séjour moyen de 1,47 jour.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Les clients Néerlandais, avec une progression de 11% par rapport à 2020, représentant 29% de fréquentation globale (29%). La durée de leur séjour équivaut à celle des français.

Les résidents du Royaume-Uni séjournent le plus longtemps sur notre territoire avec une durée moyenne de 1,67 jour.

Guide, publicité, communication

Le délégataire a réalisé les actions de communication/promotion suivantes :

- > Réservation d'un encart de 1/6 de pages dans le guide F.F.C.C (fédération des campeurs, caravaniers et camping-caristes),
- > Maintien de l'agrément avec ACSI, spécialiste du camping en Europe, qui permet au camping "l'arbre sec" d'être référencé dans leur guide international. Ce référencement a pour objectif de développer la fréquentation hors période estivale avec la pratique d'une tarification privilégiée pour les détenteurs de la carte
- > Présence du camping sur la centrale de réservation d'ACSI optimisée par leur partenariat avec 14 autres opérateurs dans 11 pays dont 10 en Europe (plus grande visibilité au niveau international).
- > Promotion du camping sur le site PITCHUP. Partenaire anglais de réservation en ligne permettant de toucher une nouvelle clientèle mais aussi d'avoir une plus grande visibilité Outre-Manche.

Moyens humains et matériel, investissements

Moyens humains

Pour la gestion quotidienne du camping, un couple de responsables polyvalents a été recruté. Un agent polyvalent à temps partiel aide pour les travaux relatifs à l'entretien des espaces verts et des sanitaires et, ce tout au long de la saison.

L'entreprise FRERY a pris le parti de dédier, à temps partiel, une équipe détachée du siège afin d'assurer diverses opérations telles que la formation, la communication, la mise en hivernage, le contrôle des comptes, ...

Investissements

La réhabilitation du local vacant et l'acquisition de différents matériels et accessoires en vue de l'obtention du label « Accueil vélo » ont été réalisés sur la saison 2020. Il n'y a pas eu de nouvel investissement sur 2021.

Bilan financier

Le résultat de l'exercice 2021 est de 10 770,99 € contre 3 693,90 € en 2020 et 13 655,37 € pour la saison 2019.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Malgré la crise sanitaire qui s'est poursuivie en 2021, le chiffre d'affaires réalisé progresse d'environ 41,16% pour atteindre 78 840,04 € HT, hors subvention pour contrainte de Service Public versée par la ville d'Auxerre d'un montant de 77 000 €, contre 55 849.89 € HT (hors subvention) en 2020.

La subvention versée représente environ 49.41% du CA global.

Le montant des charges a augmenté passant de 129 155,99 € en 2020 à 145 069,05 € en 2021.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte du présent rapport d'activités et financier 2021 de la Délégation de Service Public Camping « L'Arbre Sec » - Saison 2021.

Vote du conseil municipal : sans objet

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_091-DE

Fréry

CONCESSIONS
PUBLIQUES

26, Rue Schwob
36000 CHATEAUROUX
Tél : 02.54.22.26.61 – Courriel : contact@frery.eu

AUXERRE



Rapport d'activités 2021

Présentation de l'équipement

▣ Adresse :

8 Route de Vaux - 89000 AUXERRE

▣ Classement :

3 étoiles - TOURISME - 165 emplacements (56 emplacements « confort caravane » et 109 emplacements nus) - décision de classement publiée sur le site « ATOUT FRANCE » en date du 28 octobre 2019, valable 5 ans.

▣ Superficie :

Surface cadastrale : 20 657 m²

▣ Période d'ouverture

1er avril au 15 octobre

▣ Modalités d'accueil :

- 1 Bâtiment d'habitation et de réception comprenant au rez-de-chaussée un bureau d'accueil, un local laverie ainsi qu'une salle de convivialité et à l'étage un logement de fonction.
- 2 Blocs sanitaires
- 1 Bâtiment épicerie (hors services)
- 1 Bâtiment aménagé pour « Accueil vélo »
- 1 Bâtiment de services pour le rangement du matériel
- 1 Tente Indiana 3 personnes pour la location

▣ Activités de loisirs :

- Visite culturelle et touristique de la Ville d'Auxerre
- Visite des vignobles et découvertes gastronomiques en Bourgogne
- Promenade à vélo touristique
- Tourisme fluvial
- Une piste de boules
- Aire de jeux pour enfants
- Terrain de volley
- Location de vélos à proximité
- Piscine municipale à proximité

▣ Personnel :

- 1 Couple de responsables à temps complet assurant l'accueil et la gestion avec un contrat saisonnier
- 1 Équipe détachée du siège à temps partiel pour la formation, établir le lien avec les Collectivités locales, la communication, l'entretien des espaces verts, la mise en hivernage du site, le contrôle des comptes, etc.
- 1 agent polyvalent à temps partiel pour aider aux travaux d'entretien des espaces verts et des sanitaires.

Les tâches de direction et de comptabilité sont assurées au siège social de l'entreprise.

Tarif 2021

AUXERRE

TARIF 2021

CAMPING D'AUXERRE L'ARBRE SEC ***

AUXERRE (89)

BASSE SAISON

HAUTE SAISON

1er avril au 02
juillet et du 28 août
au 15 octobre

3 juillet au 27 août

CAMPING (tarif journalier)*

- Adulte	4,10 €	5,10 €
- Enfant de moins de 13 ans	3,10 €	4,10 €
- Emplacement	5,00 €	
- Véhicule supplémentaire	3,00 €	
- Branchement électrique	4,00 €	
- Animal en laisse	1,50 €	
- Forfait ACSI (jusqu'au 07/07 et à partir du 25/08)	14,00 €	
- Visiteur	1,50 €	
- Parking client randonneur	2,50 €	
- Garage mort	3,50 €	7,00 €

LOCATION TENTE INDIANA 3 COUCHAGES (tout compris sauf draps)*

- Location journalière	35,00 €
- Location semaine	210,00 €
- Caution location	250 € + 50 €

AUTRES SERVICES

- Forfait ménage fin de séjour (ne comprend pas la vaisselle)	50,00 €
- Lave Linge (maxi 4kg)	6,00 €
- Sèche linge, le programme	5,00 €
- Pain de glace	1,30 €
- Élément à réfrigérer	1,00 €
- Prise européenne (vente ou caution)	20,00 €
- Vidange camping-car + plein d'eau	5,50 €

GRUPE DE PLUS DE 10 PERSONNES*

- Adultes, par personne	3,80 €
- Enfants de moins de 13 ans, par personne	2,80 €

* Plus taxe de séjour en vigueur par jour et par personne

Remise de 25% pour les centres de loisirs d'Auxerre et les résidents de villes jumelées avec Auxerre
SAS Entreprise FRERY 26, Rue Schwob 36000 CHATEAUROUX SIRET 497 576 991 00028 TVA FR 22 497 576 991

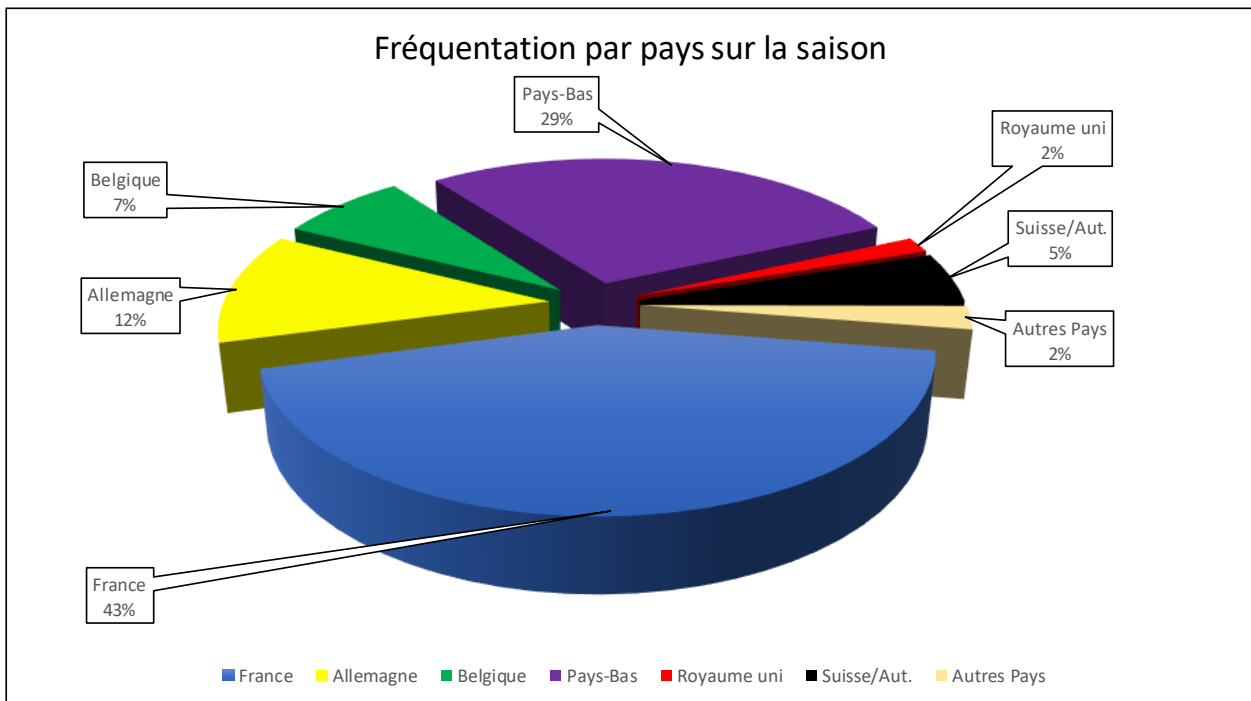
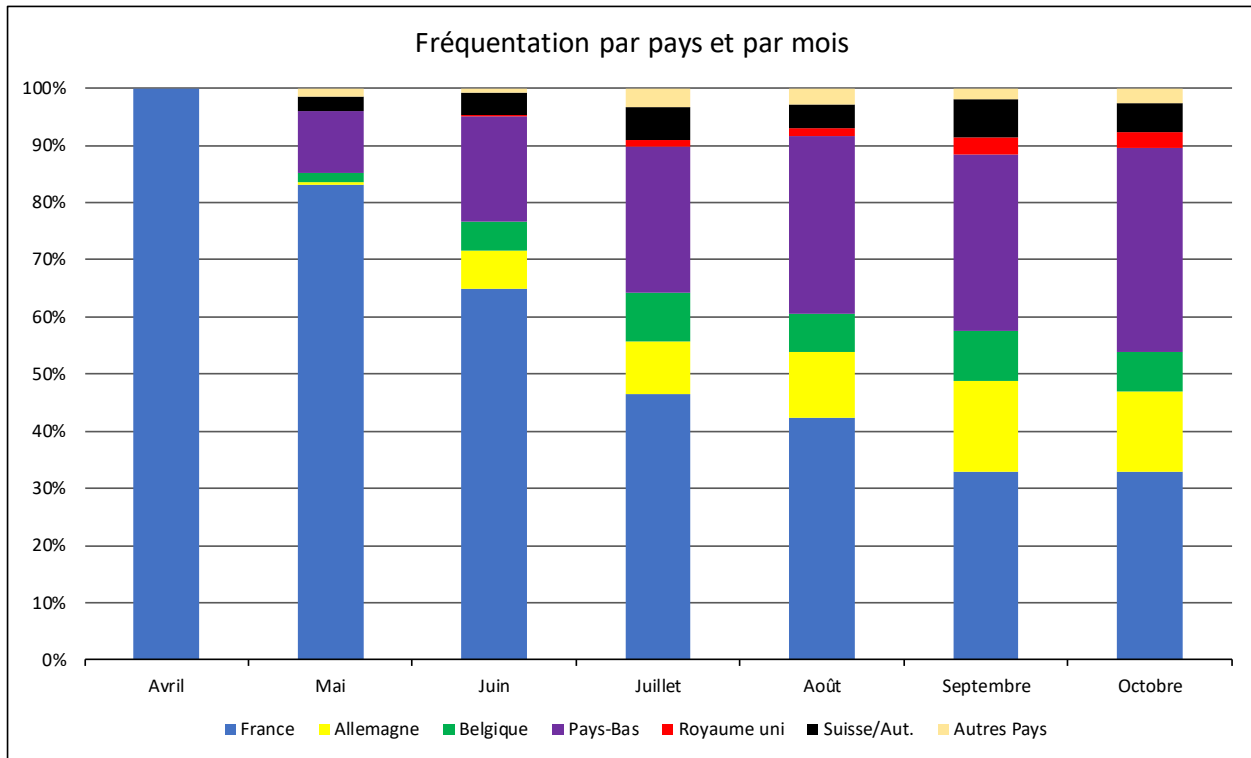
Statistiques de Fréquentation

STATISTIQUES DE FREQUENTATION : GLOBAL

En nombre de NUITEES

En nombre d'ARRIVEES

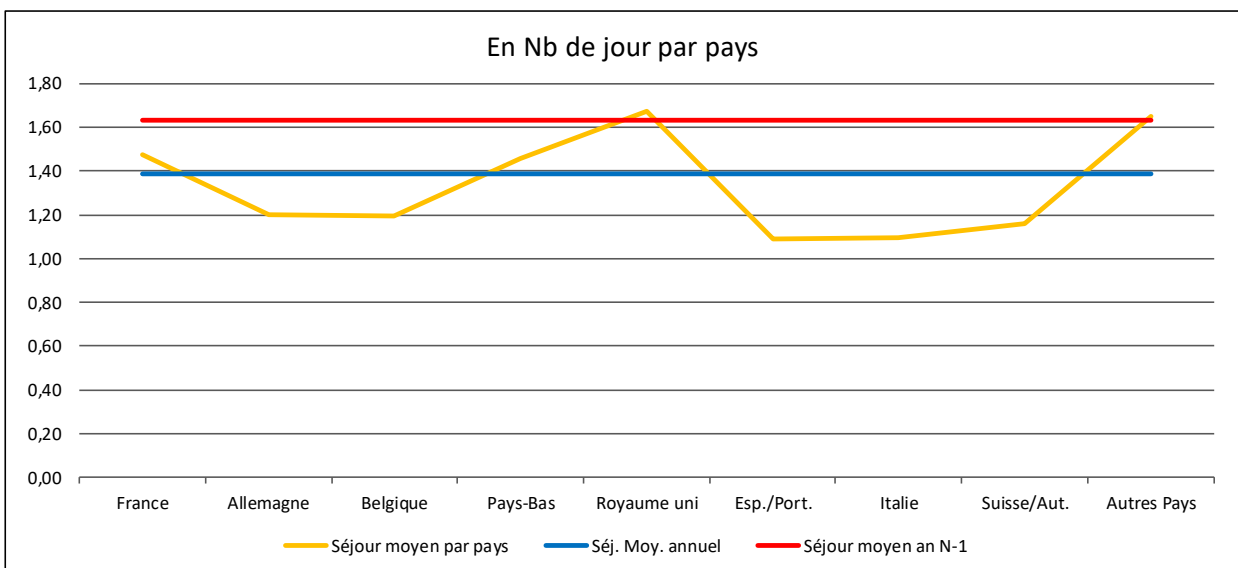
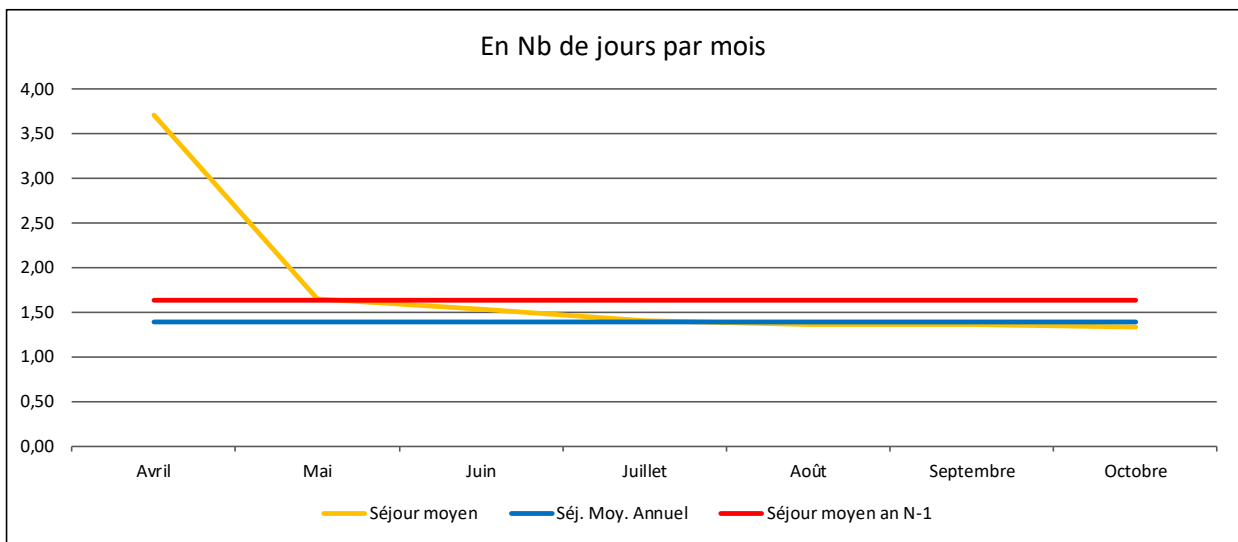
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Total saison	Année N-1
France	26	485	743	1079	1343	737	178	4080	3748
	7	314	460	694	974	514	126	2768	2164
Allemagne		2	78	213	371	358	76	1096	739
		2	70	179	312	289	62	912	504
Belgique		10	58	200	208	196	38	700	682
		8	48	180	166	159	34	587	476
Pays-Bas		63	211	594	990	696	194	2685	1217
		11	121	418	664	499	142	1844	712
Royaume uni			2	24	47	67	14	154	91
			2	13	23	40	14	92	68
Esp./Port.			2	8	15	21	4	50	4
			2	8	15	17	4	46	4
Italie		4	5	36	78	22		141	65
		4	5	34	74	16		129	52
Suisse/Aut.		14	44	136	132	149	28	489	283
		12	38	114	121	125	23	421	213
Autres Pays		9	9	76	87	43	14	229	77
		5	8	37	59	30	5	139	43
TOTAL NUITEES	26	587	1152	2366	3271	2289	546	9624	6906
TOTAL ARRIVEES	7	356	754	1677	2408	1689	410	6938	4236



Statistiques du séjour moyen

Séjour moyen global - Saison 2021

	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Total saison	Année N-1
TOTAL NUITÉES	26	587	1152	2366	3271	2289	546	9624	6906
TOTAL ARRIVÉES	7	356	754	1677	2408	1689	410	6938	4236
Séjour moyen	3,71	1,65	1,53	1,41	1,36	1,36	1,33	1,39	1,63



Bilan Financier

PRODUITS :

✘ Camping entrées	84 597
✘ Location de tentes	848
✘ Ventes annexes	1 465
- T.V.A. collectée	- 8 069
✘ Subvention d'exploitation H.T.	77 000
I - TOTAL C.A. H.T.	155 840

CHARGES :

✘ Achats de marchandises	382
✘ Électricité	12 956
✘ Eau & Fioul	8 530
✘ Carburant, lubrifiant	681
✘ Entretien, réparations, petit outillage	7 929
✘ Fournitures administratives	764
✘ Ordures ménagères	3 667
✘ Autres Impôts et Taxes	502
✘ Primes d'assurances	3 376
✘ Location machine à cartes bleues	232
✘ Publicités, animations	4 053
✘ Commissions centrales de réservations Pitchup	120
✘ Missions, voyages et déplacements	3 523
✘ Frais de P.T.T., téléphone et WIFI	3 026
✘ Salaires, charges et frais de déplacement	74 544
✘ Gardiennage	-
✘ Commissions cartes et chèques vacances	60
✘ Dotations aux amortissements	4 333
✘ Frais de gestion	16 391
II - TOTAL DES CHARGES	145 069

RÉSULTAT (TOTAL I - TOTAL II) **10 771**

Rapport d'activité

PRÉAMBULE :

Avant de présenter ce rapport d'activité de l'exercice 2021, il nous paraît indispensable de rappeler que malheureusement la crise sanitaire sans précédent, qui dure depuis le début 2020, continue de toucher tous les pays dans le monde.

Après la levée de certaines mesures et jusqu'à la date d'ouverture autorisée (gouvernement, communes...), nous avons dû préparer l'ouverture dans les meilleures conditions sanitaires, tant pour les usagers que pour les salariés.

1° Fréquentation :

Pour l'exercice 2021, le nombre d'entrées a été de 6.938 à comparer aux 4.236 de 2020 et 7.474 de 2019, soit respectivement +64% et -7%.

Le nombre de nuitées est quant à lui de 9.624 contre 6.906 en 2020 et 11.250 en 2019, soit respectivement +39% et -14%.

Compte tenu de ce ratio, le séjour moyen ressort cette année à 1,39 Jour, pour 1,63 Jour l'an passé.

Puis, comme vous avez pu le remarquer dans l'analyse des statistiques, les mois d'avril, mai et octobre sont quasi nuls (confinement du printemps et mauvais temps de l'automne), le mois de septembre est équivalent aux mois de juillet alors qu'août est nettement supérieur à 2020 (+39%) et identique à 2019.

Les mois de juillet, août et septembre réalisent à eux seuls plus de 83 % de la fréquentation de l'année.

Vous pourrez constater également que la fréquentation française représente 43 % du total contre 55 % en 2020. Si la clientèle étrangère n'a pas pu ou n'a pas voulu venir davantage séjourner en France, cela n'a pas été le cas à AUXERRE où les Néerlandais (+11%) et les Allemands (+1%) viennent bouleverser les statistiques nationales.

2° Communication :

Pour la saison 2021, nous avons reconduit notre présence :

Le guide F.F.C.C., principal guide des campeurs français sur lequel nous avons réservé un encart de 1/6 de page en quadrichromie.

Le guide A.C.S.I. tour opérateur néerlandais avec lequel nous avons, outre une publicité sur son guide international, maintenu l'agrément pour développer notre fréquentation hors périodes estivales par la pratique d'une tarification aux porteurs de leur carte.

Nous sommes également présents sur leur centrale de réservation optimisée par leur partenariat avec quatorze autres opérateurs dans 11 pays, dont 10 en Europe.

Pour maintenir notre visibilité outre-Manche, nous avons reconduit sur le site de notre partenaire anglais de réservation en ligne PITCHUP, notre présence. Ce partenariat permet non seulement de toucher une nouvelle clientèle qui souhaite réserver et/ou payer leur séjour directement par internet, mais aussi d'avoir une plus grande visibilité au niveau international.

Hélas, cette année particulièrement chahutée pour les vacanciers britanniques, « PITCHUP » ne nous ont pas apporté les retombées escomptées.

Tous les éléments de promotion ont été reconduits pour l'exercice 2022 puisque nous avons pu maintenir notre agrément auprès d'ACSI.

3° Moyen humain et matériel, investissements :

Pour la saison 2021, nous avons mis en place un couple de responsables polyvalents pour assurer l'ensemble des tâches sur le camping.

Ces professionnels nous donnent entière satisfaction depuis plusieurs années de collaboration sur d'autres sites.

Tout au long de la saison, un agent polyvalent à temps partiel pour aider aux travaux d'entretien des espaces verts et des sanitaires.

Une équipe détachée du siège à temps partiel pour le suivi, établir le lien avec les Collectivités locales, la communication, l'entretien des espaces verts, la mise en hivernage du site, le contrôle des comptes, etc.. ; Personnel indispensable pour un exercice aux exigences particulières et incontournables de par la situation sanitaire et à l'étude des travaux à réaliser pour modifier certaines structures d'accueil et rendre ce camping plus agréable et sécurisé.

En termes de matériels, d'installations et de services, depuis notre arrivée, nous effectués les investissements suivants :

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_091-DE

- Une tondeuse autoportée professionnelle de marque John-Deere.
- Un combi système multi-usage Stihl.
- Nettoyeur haute pression Stihl.
- Un taille-haie thermique Stihl.
- Un débroussailleur Stihl.
- Un aspirateur à eau et à poussière.
- Une tondeuse thermique tractée John-Deere.
- Un véhicule utilitaire d'occasion
- Une remorque Trelgo
- Un poste informatique avec une imprimante multifonction.
- Un logiciel de gestion.
- Un lot de petit outillage d'entretien et de réparations
- Remplacé une partie de l'éclairage dans les sanitaires par des hublots LED à détection.
- Remplacé un groupe de VMC.
- Remplacé certains robinets vétustes des sanitaires par des mitigeurs.
- Aménagé le logement de fonction.
- Mis en place d'un habitat toilé 3 Personnes de type Indiana avec kit de vie et de mobilier.
- Remplacements nécessaires et complémentaires à l'existant pour le renouvellement du classement et solliciter la troisième étoile.
- Réhabilité un local vacant, acquis les différents matériels et accessoires pour solliciter et obtenir le label « Accueil-Vélo ».
- Installé un défibrillateur

4° Bilan financier :

Le chiffre d'affaires total H.T de l'exercice s'élève à 155 840,04 €, avec un montant significatif de la subvention de la Ville d'Auxerre, pour contrainte de Service Public de 77 000.00 €, contre un montant de 132 849,89 €, l'exercice précédent.

Dans le même temps, les charges de l'exercice sont passées de 129 155,99 € à 145 069,05 €. Les charges retrouvent un niveau similaire à celle de 2019, dernière année de référence.

Ainsi, le résultat dégagé (Recettes – Frais Généraux) fait ressortir un résultat bénéficiaire de 10 770,99 € contre 3 693,90 € en 2020 et 13 655,37 € en 2019.

Conclusion

Nous remercions Monsieur le Maire, ses Conseillers et l'ensemble de ses services que nous avons sollicités et qui ont toujours répondu présents tout au long de cette année 2021.

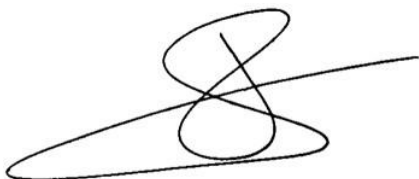
Nous remercions également l'Office de Tourisme d'Auxerre avec qui nous entretenons d'excellents rapports et qui nous apporte tout son soutien dans notre gestion.

Malgré la crise qui a persisté en 2021, le chiffre d'affaires réalisé est nettement remonté sur l'exercice.

Compte tenu des premiers chiffres de fréquentation 2022, nous espérons cette saison retrouver un fonctionnement normal.

Fait à Châteauroux, le 30 mai 2021

**Monsieur Julien Marcilhac
Directeur Général**



VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-092 - Personnel communal – Modification de l'effectif réglementaire

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que des avancements de grade et promotions internes.

Il prendra effet au 01/07/2022.

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement des articles L332-8 et L 332-14 du Code Général de la Fonction Publique. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. Un tableau récapitulatif des postes susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle est annexé à la présente délibération.

Le comité technique paritaire a été consulté et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint,
- D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 35
- Voix contre : 0
- Abstentions : 0
- Absents lors du vote : 4

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)
Publiée le : 06.07.22

Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Modifications	B		
Total général			478	89
Secteur administratif			81	2
Adjoint administratif territorial			17	1
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe			23	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe			18	1
Attaché			12	
Attaché principal			1	
Attaché hors classe			1	
Rédacteur	1		4	
Rédacteur principal de 2ème classe			2	
Rédacteur principal de 1ère classe			3	
Secteur animation			58	12
Adjoint territorial d'animation			19	10
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe			22	2
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe			7	
Animateur			6	
Animateur principal de 2ème classe			2	
Animateur principal de 1ère classe			2	
Enseignement artistique			58	21
Professeur de dessin			1	
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie			1	
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie			1	
Professeur d'enseignement artistique de classe normale			16	5
Professeur d'enseignement artistique hors classe			6	
Assistant d'enseignement artistique			10	6
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe			8	3
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe			15	7
Secteur médico-social			19	3
Infirmier en soins généraux			1	
Puéricultrice hors classe			1	
Cadre de santé			1	
Auxiliaire de puériculture de classe normale			10	1
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure			6	2
Patrimoine et bibliothèques			42	6
Attaché territorial de conservation (patrimoine)			1	
Bibliothécaire territorial			1	
Adjoint territorial du patrimoine			9	1
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe			9	4
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe			7	1
Conservateur (patrimoine)			1	
Conservateur (bibliothèque)			1	
Assistant de conservation			4	
Assistant de conservation principal de 2ème classe			3	
Assistant de conservation principal de 1ère classe			4	
Attaché territorial principal de conservation (patrimoine)			1	
Bibliothécaire territorial principal			1	
Secteur police municipale			13	
Brigadier-chef principal			6	
Gardien-brigadier			3	
Brigadier (appellation)			4	
AUTRES EMPLOIS			1	
Collaborateur de cabinet			1	
Secteur social			46	
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles			14	
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles			17	
Assistant socio-éducatif			6	
Educateur territorial de jeunes enfants			7	
Conseiller socio-éducatif			2	
Secteur sportif			11	
Opérateur des APS	1		1	
Educateur territorial des A.P.S			5	
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe			1	
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe			2	
Conseiller territorial A.P.S. principal			2	
Secteur technique			149	45
Adjoint technique territorial			60	34
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe			50	9
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe			24	2
Agent de maîtrise			1	
Agent de maîtrise principal			6	
Ingénieur principal			1	
Ingénieur			1	
Technicien			3	
Technicien principal de 2ème classe			1	
Technicien principal de 1ère classe			2	

Tableau des emplois permanents qui peuvent être occupés par des contractuels VA ^{juin} 2022

Emplois	Cadre d'emploi	Service	Base du temps de travail hebdomadaire	Base
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture (B)	PETITE ENFANCE	35h	L332-8 du code général de la FP
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture (B)	PETITE ENFANCE	35h	L332-8 du code général de la FP
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture (B)	PETITE ENFANCE	35h	L332-8 du code général de la FP
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture (B)	PETITE ENFANCE	31h	L332-8 du code général de la FP
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture (B)	PETITE ENFANCE	31h	L332-8 du code général de la FP
Auxiliaire petite enfance	Adjoint technique (C)	PETITE ENFANCE	35h	L332-8 du code général de la FP
Responsable Abbaye	Attaché (A)	CULTURE SPORT ET VIE ASSOCIATIVE	35H	L332-8 du code général de la FP
Chargé(e) des collections	Assistant de conservation du patrimoine (B)	MUSEES	35H	L332-8 du code général de la FP
Directeur-trice de la Cohésion sociale et du temps de l'enfant	Attaché (A)	COHESION SOCIALE TEMPS DE L'ENFANT	35H	L332-8 du code général de la FP
Directeur-trice Tranquillité publique	Attaché (A)	CABINET	35 H	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants (A)	PETITE ENFANCE	35H	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS (B)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS (B)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS (B)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS (B)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS (B)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS (B)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS (B)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Conseiller des APS (A)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Educateur-trice Sportif-ive	Conseiller des APS (A)	SPORT ET VIE SPORTIVE	35h	L332-8 du code général de la FP
Médiateur-trice	Animateur (B)	ARTS ET REGARDS	35H	L332-8 du code général de la FP
Médiateur-trice MHN	Assistant de conservation du patrimoine (B)	MUSEES	35H	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	15H	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Professeur d'enseignement artistique (A)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	8 h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Professeur d'enseignement artistique (A)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	6h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	BEAUX ARTS	6h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	BEAUX ARTS	15 h	L332-8 du code général de la FP

Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	BEAUX ARTS	13 h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	7 h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Professeur d'enseignement artistique (A)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	8h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Professeur d'enseignement artistique (A)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	10 h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	16h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	11 h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	14 h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	11 h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	20h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	20h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Professeur d'enseignement artistique (A)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	16h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Professeur d'enseignement artistique (A)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	16 h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Professeur d'enseignement artistique (A)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	20 h	L332-8 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	20h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	10 h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	20 h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	10h	L332-14 du code général de la FP
Professeur-re	Assistant d'enseignement artistique (B)	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	20h	L332-14 du code général de la FP
Responsable d'espace d'accueil et d'animation	Attaché (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP
Responsable d'espace d'accueil et d'animation	Conseiller socio-éducatif (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP
Responsable d'espace d'accueil et d'animation	Attaché (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP
Responsable d'espace d'accueil et d'animation	Conseiller socio-éducatif (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP
Responsable Education Vie Scolaire	Attaché (A)	EDUCATION VIE SCOLAIRE	35h	L332-8 du code général de la FP
Responsable petite enfance	Educateur de jeunes enfants (A)	TEMPS DE L'ENFANT	35H	L332-8 du code général de la FP
Technicien-ne	Technicien, (B)	SANTE HYGIENE	35h	L332-14 du code général de la FP
Technicien-ne politique de l'arbre	Technicien, (B)	CONTRATS TRAVAUX	35 H	L332-8 du code général de la FP
Travailleur-se social(e)	Assistant socio-éducatif (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP
Travailleur-se social(e)	Assistant socio-éducatif (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP
Travailleur-se social(e)	Assistant socio-éducatif (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP
Travailleur-se social(e)	Assistant socio-éducatif (A)	QUARTIER CITOYENNETE	35h	L332-8 du code général de la FP

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-093 - Rapport activités 2021

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

L'Auxerrois dispose depuis 2021 d'un projet de territoire Transformons l'Auxerrois 2021-2031.

Dans ce cadre, il est proposé que le rapport d'activités de la Ville d'Auxerre soit commun à celui de la Communauté de l'Auxerrois considérant que la Communauté doit adresser avant le 30 septembre de chaque année un rapport d'activités aux maires de chaque commune membre du groupement en vertu de l'article L.5211-39 du CGCT.

Ainsi, le rapport annuel d'activités produit au titre de l'exercice 2021 retrace à la fois les réalisations de la Communauté de l'Auxerrois et de la Ville d'Auxerre.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte du contenu de ce rapport d'activités 2021.

Vote du conseil municipal : sans objet

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

2021

RAPPORT D'ACTIVITÉ



AUXERRE



communauté de l'auxerrois



Gilles Rouvera

Directeur général des services



L'ANNÉE 2021 CONSTITUE UN TOURNANT POUR LA GOUVERNANCE DE L'AGGLOMÉRATION AUXERROISE.

D'abord, un tournant vers une gestion et une organisation résolument axées sur les politiques publiques prioritaires par nos élus dans un Projet de transition et de modernisation de l'Auxerrois qui ambitionne à l'horizon 2031 d'en faire un territoire attractif, libéré de ses contraintes, ouvert sur demain et fier de ses réussites.

Mais aussi, un tournant vers un fonctionnement notamment budgétaire beaucoup plus transversal entre nos collectivités mutualisées au service de l'ensemble des 29 communes de l'Agglomération.

Ce rapport d'activités 2021 inaugure ce nouveau périmètre d'action défini par les politiques publiques que sont le développement économique, l'habitat, la valorisation du patrimoine et de l'espace public, la mobilité, la transition environnementale, la culture, la vie sportive, l'enfance et la cohésion sociale.

Sa lecture vous donnera à la fois une vision globale et cohérente des objectifs stratégiques et opérationnels que nos collectivités se sont fixés dans ces domaines, mais aussi les principaux indicateurs qui vous permettront de mesurer les moyens mis en œuvre pour les atteindre et suivre la réalisation progressive et concrète de ce Projet de territoire.

Bonne lecture.



AUXERROIS, UN TERRITOIRE EN DEVENIR..... 4**PRÉSENTATION DE LA COLLECTIVITÉ..... 8****LES MOYENS POUR AGIR..... 18**

1. Projet d'administration	18
2. Finances	20
3. Ressources humaines	24
4. Coopération territoriale	26
5. Planification foncière	30

POLITIQUES PUBLIQUES : BILAN 2021..... 32

1. Développement économique	32
2. Habitat	42
3. Valorisation des monuments remarquables	48
4. Valorisation de l'espace public	51
5. Mobilités et infrastructures	55
6. Environnement	61
7. Enfance	75
8. Culture	85
9. Vie sportive	99
10. Action sociale et politique de la ville	103

LES COMMUNES DE L'AGGLOMÉRATION..... 111

SOMMAIRE



RETROSPECTIVE 2021

INAUGURATION DE LA STATION H2



FIN DES TRAVAUX DE LA COULÉE VERTE



1^{ER} FORUM DES ASSOCIATIONS



> NOVEMBRE

> JUILLET

> JANVIER

> SEPTEMBRE

> MAI

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

OPÉRATION CHÈQUES CADEAUX



UN ÉCLAIRAGE PUBLIC 100% LED DU CENTRE- VILLE D'AUXERRE



DÉSIGNATION D'UN SERVICE DPO COMMUN POUR L'AGGLOMÉRATION

INTROD



AUXERRE, PREMIER PÔLE COMMERCIAL DU DÉPARTEMENT

587 M d'Euros de chiffre d'affaires annuel



UNE POPULATION STABLE

68 187 habitants sur le territoire de la Communauté d'agglomération

34 846 habitants sur le territoire de la ville

5 041 habitants en centre-ville



UNE POPULATION QUI VIEILLIT

29,4 % des habitants de l'agglomération ont plus de 60 ans

21,2 % ont entre 20 et 39 ans

28 % des habitants de la ville ont plus de 60 ans

23,9 % ont entre 20 et 39 ans



UNE POPULATION AUX FAIBLES REVENUS

15% de la population se situe sous le seuil de pauvreté dans l'agglomération

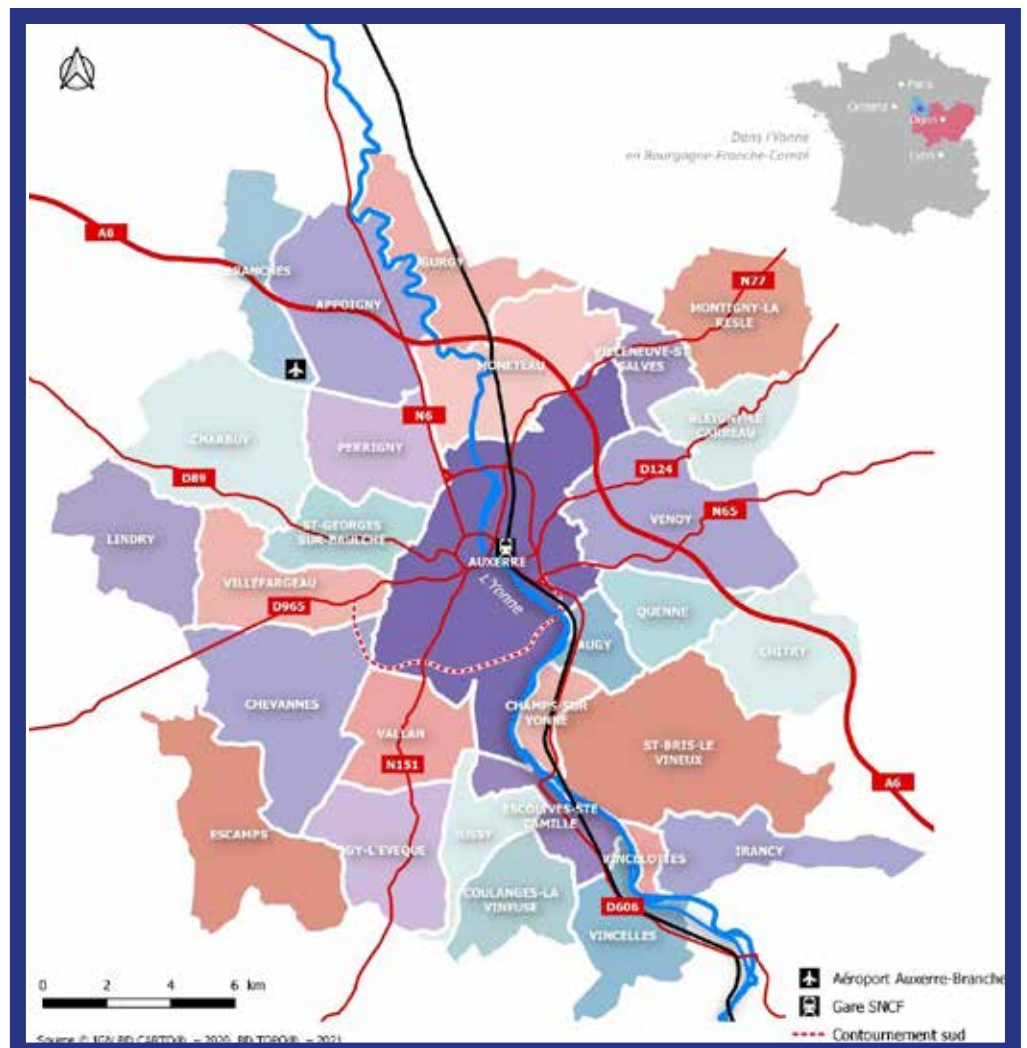
21% sont sous le seuil de pauvreté en ville

18% sont sous le seuil de pauvreté au centre-ville



UN BASSIN D'EMPLOI ATTRACTIF

13 610 déplacements quotidiens entrants dans l'agglomération



LES 4 AXES DE NOTRE TRANSFORMATION : UN TERRITOIRE ATTRACTIF, LIBÉRÉ, OUVERT ET FIER

On ne mène pas un projet de territoire ambitieux par la juxtaposition, sans vue d'ensemble, de différents projets, mais bien en adoptant une méthode stratégique :

- établir un diagnostic qui prend pleinement en compte le ressenti et les constats, ainsi que l'avis des acteurs du territoire, tout en tenant compte de nos environnements et de leurs évolutions ;
- affirmer une ambition, une vision pour transformer durablement notre territoire ;
- définir des enjeux ;
- et enfin développer un plan d'actions.

Notre projet de territoire privilégie les approches transversales, chaque projet étant défini à l'aune de trois dimensions fondamentales : économique, sociale et environnementale.

1. UN TERRITOIRE ATTRACTIF

La transformation de l'Auxerrois tient d'abord dans notre capacité à créer les conditions de l'attractivité : réinventer la ville ; attirer investisseurs, talents et entrepreneurs ; favoriser le développement des entreprises déjà installées dans notre bassin de vie. L'attractivité, c'est aussi celle de l'agglomération à travers son tissu commercial, son maillage urbain, ses façades, sa qualité de vie, du centre-ville d'Auxerre aux rues des villages de l'Auxerrois. L'attractivité, c'est encore celle de l'ensemble d'un territoire organisé pour ses habitants : offre éducative, offre médicale, offre culturelle et sportive, offre commerciale et de services, offre de logements de qualité car il s'agit non seulement d'attirer de nouveaux habitants, de les séduire, mais aussi de permettre à la population de rester dans l'Auxerrois

UNE NOUVELLE VILLE AU CŒUR DE L'AUXERROIS

C'est un cœur de ville qui sera construit sur les 17 hectares de la friche industrielle et urbaine Batardeau Montardoins, en bordure d'Yonne. Ce site exceptionnel fera le lien entre rive gauche et droite, entre le centre-ville, le quartier de la gare et la plaine des sports. L'objectif est de créer, avec des partenaires privés, un quartier emblématique, innovant, mixte et durable.

2. UN TERRITOIRE LIBÉRÉ DE SES CONTRAINTES

La transformation profonde de l'espace public et la réhabilitation du cœur d'Auxerre accompagnent le développement économique du territoire et contribuent à améliorer au quotidien la qualité de vie des Auxerrois : réduction des temps de déplacement et de la pollution atmosphérique, développement de nouvelles mobilités, reconquête des voiries, végétalisation... Autant d'actions structurantes qui feront entrer notre territoire dans la modernité.

UN PROJET SOCLE : LE CONTOURNEMENT SUD

Relier l'extrémité sud de la RN6 à la D965 permettra de former les trois quarts d'une boucle de contournement d'Auxerre. Un chantier vital, aux conséquences majeures à la fois pour le cadre de vie (pollution, nuisances sonores, modes alternatifs de déplacement...) et pour la circulation de transit (meilleure interconnexion et accessibilité des sites multimodaux). Ce chantier mobilise l'État, la Région, le Département, la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre.



UN TERRITOIRE OUVERT SUR DEMAIN

La prise en compte de l'environnement et de la nécessaire transition énergétique et écologique, dans un territoire où la nature est omniprésente, est au centre de notre projet de transformation, au même titre que l'économie et la place de l'Homme dans la cité. La limitation de notre empreinte carbone avec le choix d'énergies décarbonées, notre engagement pour un monde plus vert et responsable, sont des signaux forts du changement durable d'Auxerre.

L'HYDROGÈNE, UN MARQUEUR DU TERRITOIRE

L'hydrogène vert combine tous les atouts pour relever le défi de la transition énergétique. Il ne rejette que de l'eau et génère zéro bruit et zéro émission. L'Agglomération de l'Auxerrois veut devenir un acteur régional du déploiement des solutions hydrogène, en lien avec la Région, l'État et l'Europe.

LA FIERTÉ D'UN TERRITOIRE

L'Auxerrois doit devenir une « destination » incontournable en attirant 500 000 touristes chaque année. Alors que de nombreux sites voisins (Vézelay, Guédelon, Chablisien...) bénéficient d'une notoriété mondiale, notre territoire dispose d'atouts incontestables : ville labellisée Pays d'Art et d'Histoire, 35 sites patrimoniaux exceptionnels, trois musées, des parcours d'œnotourisme et de gastronomie, un tourisme fluvial ou à vélo, le réseau des 28 communes de l'agglomération, une réelle authenticité... À nous d'être fiers de notre territoire.

L'ABBAYE SAINT-GERMAIN, UN SITE D'EXCEPTION

Monument historique majeur de la région et site d'exception datant du VI^e siècle, qui accueille déjà 55 000 visiteurs/an, dont 20% de touristes étrangers, l'abbaye Saint-Germain deviendra un espace mêlant culture et économie autour d'un fil rouge : l'écrit et les arts de la parole, notamment francophones.

NOTRE MÉTHODE DE TRAVAIL : RESPONSABLE, COLLECTIVE, ENGAGÉE

**Faire de la politique autrement, c'est notre engagement de campagne.
C'est aussi ce que les Auxerrois attendent de nous.**

Cet engagement se traduit par des méthodes de travail nouvelles, qui privilégient le fond, les projets, le travail collaboratif avec les acteurs du territoire.

Les Auxerrois attendent de nous une vision, un cap, et, pour les atteindre, des réalisations concrètes qui transformeront durablement notre territoire pour lui redonner toute son attractivité.

Privilégier les enjeux qui transforment la ville

Soyons responsables. Faire de la politique autrement, cela signifie d'abord ne pas céder à la facilité en soutenant des projets de court terme, électoraux, au détriment des enjeux de long terme pour lesquels les Auxerrois nous ont élus. Or, c'est en nous attaquant aux problèmes de fond que nous arriverons à transformer notre ville.

Privilégier les enjeux transversaux pour construire le territoire

Soyons collectifs. Faire de la politique autrement, cela passe par un réel travail de fond, collectif, transversal, et en lien avec tous nos partenaires et les habitants. La requalification du cœur de notre agglomération impacte directement, par exemple, l'urbanisme, les transports, le développement économique, l'habitat... Nous mettrons en place des outils de démocratie de proximité afin que les habitants soient réellement parties prenantes des décisions. Travaillons main dans la main pour transformer enfin notre agglomération.

Privilégier l'action concrète plutôt que la communication

Soyons engagés. Faire de la politique autrement, c'est laisser aussi chaque élu de la majorité libre de faire avancer ses dossiers en fédérant autour d'un projet les équipes administratives. Avec comme priorité d'agir sur le terrain pour changer notre territoire, avant de communiquer. Car les Auxerrois ne veulent plus d'effets d'annonce, ils souhaitent des changements concrets.

L'AGGLO

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Développement des zones d'activité, aéroport, promotion et animation du tissu économique et commercial, développement numérique, démarche technopolitaine et écosystème hydrogène, tourisme, installations portuaires.

L'HABITAT

Politique de l'habitat, aires d'accueil des gens du voyage.

MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

Transports urbains, déplacement doux, pôle multimodal, contournement Sud.

L'ENVIRONNEMENT

Maîtrise énergétique, transition écologique, énergies renouvelables, eau potable, assainissement, gestion et traitement des déchets, préservation des milieux naturels.

VALORISATION DES MONUMENTS REMARQUABLES

CULTURE
Mise en valeur de la richesse historique et patrimoniale des différentes communes de l'Agglomération (label Ville et Pays d'Art et d'Histoire).

SPORT

Stade nautique.

POLITIQUE DE LA VILLE



LA VIE DE L'AGGLO

LA VILLE

VIE ÉCONOMIQUE

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC

Eclairage public, voirie, espaces verts, propreté.

MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES

Stationnement, contournement Sud.

L'ENVIRONNEMENT

Maîtrise énergétique, transition écologique, énergies renouvelables.

VALORISATION DES MONUMENTS REMARQUABLES

Travaux sur les monuments remarquables.

ENFANCE

Petite enfance, centres de loisirs, vie scolaire (écoles, périscolaire et restauration scolaire)

CULTURE

Réseau de lecture publique, conservatoire de musique et de danse, école des Beaux-arts, musées, Abbaye Saint-Germain.

SÉCURITÉ

VIE SPORTIVE

COHÉSION SOCIALE

Actions sociales et les espaces d'accueil et d'animation.

LES COMPÉTENCES
ET DE LA MAIRIE

**CRESCENT MARAULT**

Maire d'Auxerre

Chargé du développement économique, des affaires générales, des ressources humaines et du dialogue social

LES ADJOINTS AU MAIRE**Carole Cresson Giraud**1^{ère} adjointe

Attractivité, du tourisme, des relations internationales, ressources humaines et coordination globale du projet

**Pascal Henriat**2^{ème} adjoint

Finances et budget

**Céline Bähr**3^{ème} adjointe

Développement durable, culture, patrimoine et enseignement supérieur

**Vincent Vallé**4^{ème} adjoint

Politique du logement et de l'habitat, vie associative

**Maryline Saint-Antonin**5^{ème} adjointe

Santé, affaires sanitaires et sociales, solidarités, bien-être animal, handicap et seniors

**Hicham El Mehdi**6^{ème} adjoint

Sports

**Emmanuelle Miredin**7^{ème} adjointe

Communication, développement numérique, attractivité, jeunesse et formation professionnelle

**Bruno Marmagne**8^{ème} adjoint

Eudcation

**Isabelle Joaquina**9^{ème} adjointe

Commerce et artisanat

**Sébastien Dolozlek**10^{ème} adjoint

Sécurité et tranquillité publiques, Adjoint chargé des quartiers

**Patricia Voye**11^{ème} adjointe

Etat-civil, formalités administratives et démocratie de proximité

**Nordine Bouchrou**12^{ème} adjoint

Urbanisme, travaux et accessibilité

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS



Margaux Grandrue
Maire déléguée de la commune associée de Vaux



Marie-Ange Baulu
Déléguée aux hameaux de Laborde et Jonches



Julien Juvet
Délégué au hameau des Chesnez



Souleymane Koné
Délégué aux anciens combattants, à la francophonie et aux fêtes/cérémonies



Auria Bourouba en lien avec Maryline Saint-Antoine
Déléguée au centre communal d'action sociale

LES AUTRES CONSEILLERS

Les conseillers de la majorité



Dominique Avrillault



Véronique Besnard



Isabelle Dejust



Raymonde Delage



Christopher Blin



Dominique Mary



Denise Dufour



Ruscain Ndombasi Tukilonga



Abdeslam Oucherif



Mostafa Ouzmerkou



Laurent Ponroy



Philippe Radet

LES CONSEILLERS D'OPPOSITION

LISTE "POUR AUXERRE"



Mani Cambefort



Mathieu Debain



Sophie Fèvre



Isabelle Poifol-Ferreira



Rémi Prou-Méline

LISTE "L'ASSURANCE D'UNE TRANSITION SEREINE"



Maud Navarre



Farah Ziani

LISTE "AUXERRE ÉCOLOGIE LA VILLE ENVIE"



Florence Loury



Denis Roycourt



CRESCENT MARAULT
Président

LES VICE-PRÉSIDENTS



Christophe Bonnefond
Maire de Venoy
Chargé des infrastructures, de l'habitat, des aménagements publics et des travaux



Pascal Henriat
Adjoint au Maire d'Auxerre
Chargé des finances, budget et prospective financière



Arminda Guiblain
Maire de Monéteau
Chargée des TIC, aménagement numérique, SIG



Magloire Siopathis
Maire d'Appoigny
Chargé des mobilités, transports



Odile Maltoff
Maire de Coulanges-la-Vineuse
Chargée du développement touristique



Dominique Chambenoit
Maire de Chevannes
Chargé de la politique de la ville, de l'accueil des gens du voyage et de la cohésion sociale



Francis Heurley
Maire de Quenne
Chargé de la mutualisation, de la CLECT, et de la commission des finances



Philippe Vanthmeesche
Maire d'Escolives-Sainte-Camille
Chargé du développement durable, de l'environnement et du Plan climat



Lionel Mion
Maire de Villeneuve-Saint-Salves
Chargé des déchets et des déchèteries



Pascal Barberet
Maire de Villefargeau
Chargé de l'assainissement, eaux usées et eaux pluviales



Michaël Taton
Maire de Lindry
Chargé de l'eau potable

LES CONSEILLERS DÉLÉGUÉS



Chrystelle Edouard
Adjointe au maire de Saint-Georges s/Baulche
déléguée à la petite enfance



Nicolas Briolland
Maire d'Augy
délégué au transport
aérien



Yves Vecten
Maire d'Escamps
délégué à la protection des
espaces naturels



Emilie Laforge
Maire de Branches
déléguée aux
cheminements doux



Stéphane Antunes
Maire de Champs s/Yonne
délégué aux équipements
sportifs et culturels

LES DÉLÉGUÉS TITULAIRES



Gérard Delille
Maire de Charbuy
délégué aux ressources
humaines



Carole Cresson Giraud
Adjointe au Maire d'Auxerre
déléguée aux ressources humaines



Céline Bähr
Adjointe au Maire
d'Auxerre



**Maryline
Saint-Antonin**
Adjointe au Maire
d'Auxerre



Vincent Vallé
Adjoint au Maire d'Auxerre



Emmanuelle Miredin
Adjointe au Maire
d'Auxerre



Hicham El Mehdi
Adjoint au Maire
d'Auxerre



Bruno Marmagne
Adjoint au Maire d'Auxerre



Isabelle Joaquina
Adjointe au Maire
d'Auxerre



Sébastien Dolozilek
Adjoint au Maire d'Auxerre



Marie-Ange Baulu
Conseillère municipale
d'Auxerre



Julien Juvet
Conseiller municipal
d'Auxerre



Nordine Bouchrou
Conseiller municipal
d'Auxerre



Souleymane Koné
Conseiller municipal
d'Auxerre



Patricia Voye
Conseillère municipale
d'Auxerre



Auria Bourouba
Conseillère municipale
d'Auxerre



Raymonde Delage
Conseillère municipale
d'Auxerre



Véronique Besnard
Conseillère municipale
d'Auxerre



Philippe Radet
Conseiller municipal
d'Auxerre



Margaux Grandrue
Conseillère municipale
d'Auxerre



Laurent Ponroy
Conseiller municipal
d'Auxerre



**Mostafa
Ouzmerkou**
Conseiller municipal
d'Auxerre



Mani Cambefort
Conseiller municipal
d'Auxerre



Mathieu Debain
Conseiller municipal
d'Auxerre



Sophie Fèvre
Conseillère municipale
d'Auxerre



Farah Ziani
Conseillère municipale
d'Auxerre



Rémi Prou-Méline
Conseiller municipal
d'Auxerre



Maud Navarre
Conseillère municipale
d'Auxerre



Florence Loury
Conseillère municipale
d'Auxerre



Denis Roycourt
Conseiller municipal
d'Auxerre



Maryse Naudin
Adjointe au maire
d'Appoigny



Frédéric Petit
Maire de Bleigny-le-Carreau



Anna Contant
Adjointe au maire de
Chevannes



Christian Bouley
Maire de Chitry-le-Fort



**Jean-Luc
Liverneux**
Maire de Gurgy



**Jean-Luc
Bretagne**
Maire de Gy-Levêque



Stéphan Podor
Maire d'Irancy



Patrick Barbotin
Maire de jussy



David Crene
Conseiller municipal de
Monéteau



Patrick Picard
Conseiller municipal de
Monéteau



Dominique Torcol
Maire de Montigny-la-Resle



Sylvie Préau
Adjointe au maire de
Perrigny



Olivier Félix
Maire de Saint-Bris-le-
Vineux



Michel Ducroux
Adjoint au maire de Saint-
Georges s/Baulche



Bernard Riant
Maire de Vallan



Guido Romano
Maire de Vincelles



Michel Boubouleix
Maire de Vincelottes

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

POUVOIR DE
ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE
(DECISION, AVIS...)

SLOW

RÉDACTION DU

INSTANCES	PARTICIPANTS	PRÉPARATION DE L'ODJ	TYPE DE SUJET
-----------	--------------	----------------------	---------------

I. INSTANCES POLITIQUES

Agglomération					
En amont des décisions - Instances de travail et de consultation					
Conseil des Maires	Président, Maires	Service gestionnaire des instances	Choix politiques et stratégiques de la Communauté	Avis	Service gestionnaire des instances
Assemblées des Territoires	Elus communautaires, Maires, élus municipaux	Service gestionnaire des instances	Sujets transversaux sur le territoire	Informations	Pas de compte-rendu
Commission générale	Elus communautaires et municipaux	Service gestionnaire des instances	Sujets communs à la Ville et à l'Agglomération	Informations	Pas de compte-rendu
Commissions thématiques	Conseillers communautaires, municipaux, VP	Service gestionnaire de la thématique	Sujets et orientations de la thématique - balayage des projets de délibérations la concernant	Consultatif	Service gestionnaire de la thématique
Comités de pilotage et groupes de travail	Elus municipaux, communautaires, Président (ou VP)	Service gestionnaire du projet	Amont Projet et Projets transversaux	Proposition	Service gestionnaire du projet
Conseil de Développement	Habitants, associations, entreprises, élus communautaires, VP	Service gestionnaire des instances	Elaboration du projet de territoire, documents de prospective et de planification résultant de ce projet, conception et évaluation des politiques locales de promotion du développement durable	Consultation	Service gestionnaire des instances
Instances de préparation et de décision					
Bureau communautaire	Président, VP, conseillers communautaires délégués	Service gestionnaire des instances	Préparation des projets en amont du conseil Sujets d'actualités, suivi des projets en cours	Consultation	Service gestionnaire des instances
Conseil communautaire	Président, VP, conseillers communautaires	Service gestionnaire des instances	Délibération	Décision	Service gestionnaire des instances

I. INSTANCES POLITIQUES

Ville d'Auxerre					
En amont des décisions - Instances de travail et de consultation					
Commissions thématiques	Adjoint, conseillers municipaux	Service gestionnaire de la thématique	Sujets et orientations de la thématique - balayage des projets de délibérations la concernant	Avis	Service gestionnaire de la thématique
Commission générale	Elus municipaux et communautaires	Service gestionnaire des instances	Sujets communs à la Ville et à l'Agglomération	Information	Service gestionnaire des instances
Majorité	Adjoint et conseillers municipaux de la majorité	Cabinet	Balayage des projets en cours	Information	Pas de compte-rendu
Conseil municipal des enfants	28 élèves, maximum, des classes de CM1 des écoles d'Auxerre	animatrice coordinatrice	2 commissions (loisir, culture / cadre de vie, sécurité)	Selon les sujets (décision/avis)	Animatrice référente, Coordinatrice du projet et Responsable du Service des Centres de Loisirs et Accueils Péricolaires
Instances de préparation et de décision					
Bureau municipal	Maire / adjoints / conseillers municipaux délégués	Service gestionnaire des instances	Sujets et orientations d'intérêts municipaux - balayage des projets de délibérations	Avis	Service gestionnaire des instances
Conseil municipal	Maire / Elus municipaux / directeurs	Service gestionnaire des instances	Délibérations	Décision	Service gestionnaire des instances

II. INSTANCES POLITICO-ADMINISTRATIVES

Réunion de direction Maire Président	Maire Président / 1er VP / 1ère adjointe / directeurs	Direction générale?	Tous les sujets concernant l'agglomération et la ville	Informations sur l'avancée des dossiers et points d'arbitrage	Pas de compte-rendu
Visa des délibérations	Maire Président/DG/Dircab/Directeur DMARH	Service gestionnaire des instances	Projets de délibérations	Validation	Pas de compte-rendu

III. INSTANCES ADMINISTRATIVES


CODIR	DGS / Directeurs		Info/actu- dossiers thématiques	Information, débat, décision	Assistante DG
-------	------------------	--	---------------------------------	------------------------------	---------------

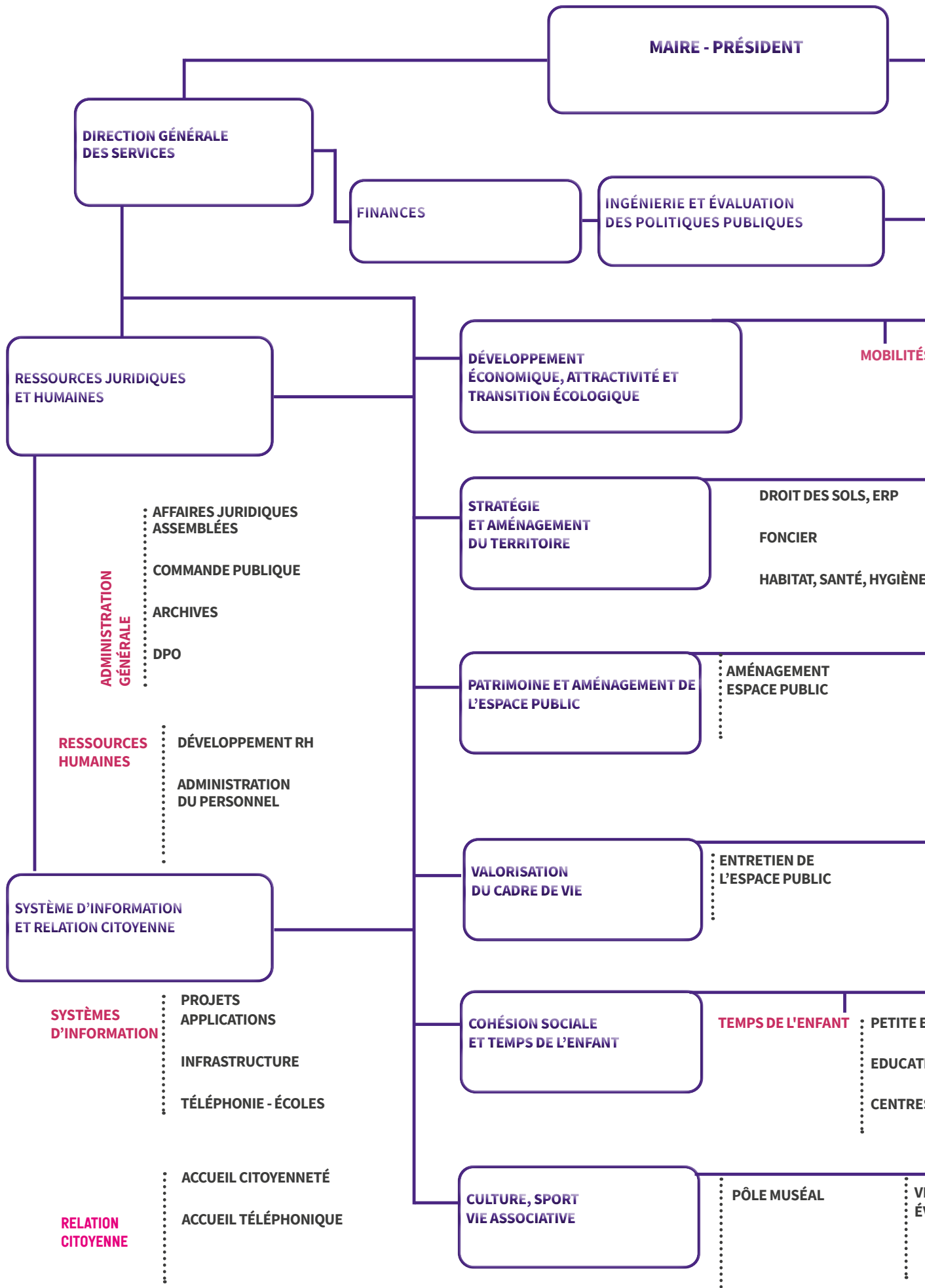
IV. INSTANCES PARITAIRES

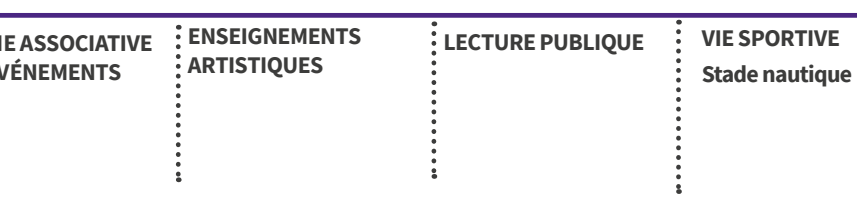
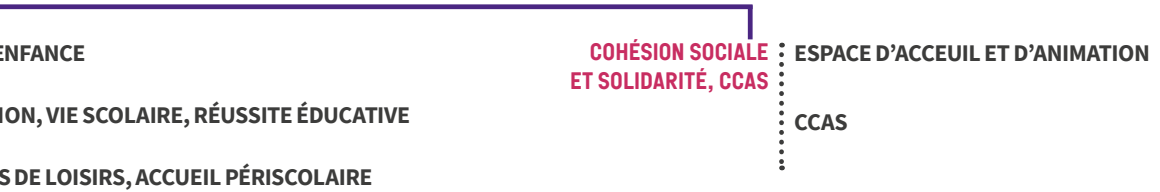
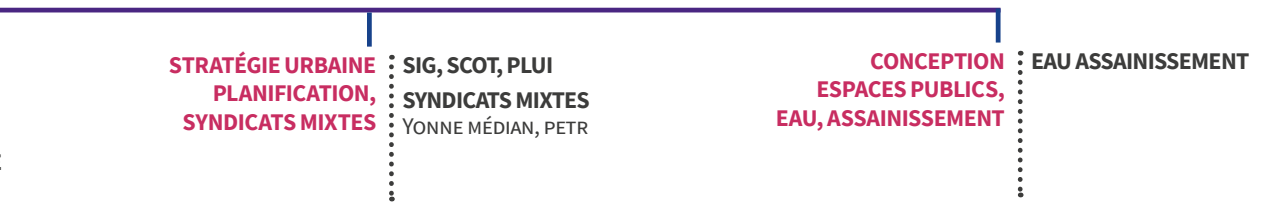
CT	Composition paritaires OS / élus	DRH	Organisation collective de travail	Avis	DRH
CHSCT	Composition paritaires OS / élus	DRH	Sécurité et conditions de travail	Avis + conseils	DRH
CAP	Composition paritaires OS / élus	DRH	situation individuelle	Avis	DRH
CCP	Composition paritaires OS / élus	DRH	situation individuelle	Avis	DRH

CCAS					
Conseil d'administration du CCAS	Maire (Président de droit) / Elus municipaux / Représentants d'associations / Directeur	Président	Affaires générales du CCAS (Finances, gestion du personnel, activités)	Décisionnel	Directeur du CCAS

LES INSTANCES

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

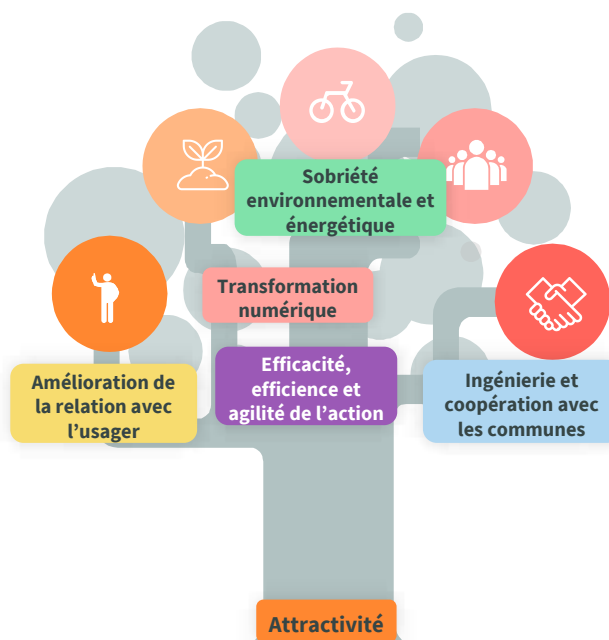
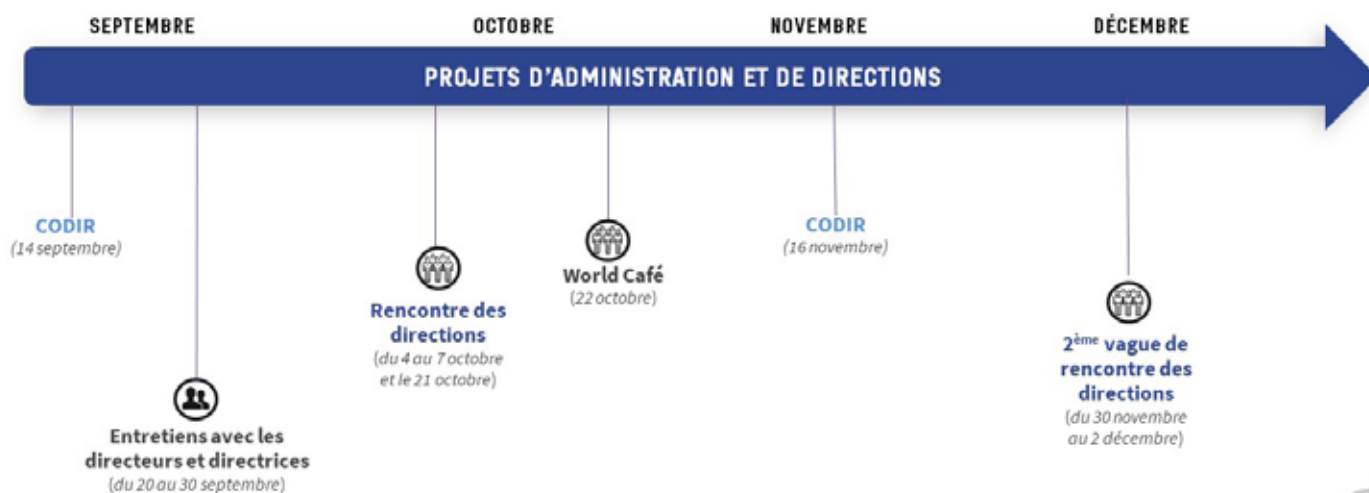




DES OUTILS AU SERVICE D'UNE AMBITION

Pour réaliser les ambitions politiques du Projet de territoire, La Ville d'Auxerre et la Communauté d'Agglomération auxerroise se sont dotées d'outils de pilotage et de gestion de leurs ressources. Ces missions transversales au sein de l'organisation mutualisée sont les finances, les ressources humaines, la coopération territoriale et la planification foncière. Ils constituent autant de ressources pour agir.

- Le 2nd semestre 2021 a été marqué par le lancement de l'élaboration de notre projet d'administration. Il aboutira au cours de l'été 2022 avec la mise en œuvre de son suivi
- Sa construction s'est faite de manière collective marquée par différents temps forts 2021 :



POURQUOI UN PROJET D'ADMINISTRATION ? POURQUOI MAINTENANT ?

LES MOTIFS

Parce que nous sommes au début d'un nouveau projet de territoire 2021 - 2031.

Parce que les attentes des citoyens et des élus évoluent.

Parce que notre fonctionnement mutualisé a maintenant 2 ans, c'est le bon moment pour s'interroger sur son sens collectif.

Parce que notre organisation est récente (CT du 5 janvier 2021).

Partager collectivement une vision, formalisée et déclinée en cohérence avec les orientations politiques

LES OBJECTIFS

Définir la raison d'être de notre administration ainsi que les valeurs associées.

- > Le sens
- > Les valeurs et principes d'actions
- > Les missions
- > L'articulation des politiques publiques

Décliner opérationnellement les orientations politiques et évolutions réglementaires

- > L'adaptation aux enjeux du mandat, du projet de territoire et aux besoins des citoyens liés aux évolutions (démographique, sociologique, environnementale...)
- > Les compétences nécessaires
- > Les simplifications possibles

Favoriser la transversalité dans notre organisation

- > Les modalités de fonctionnement transversal
- > Coordination et homogénéité de conduite des projets transverses
- > Le rôle de l'encadrement dans la déclinaison du projet politique
- > Le partage des pratiques et des compétences
- > La lisibilité de l'action

L'ARTICULATION D'ENSEMBLE : RÉSULTATS ATTENDUS

ARTICULATION PROJET D'ADMINISTRATION / PROJET DE DIRECTION ET PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES

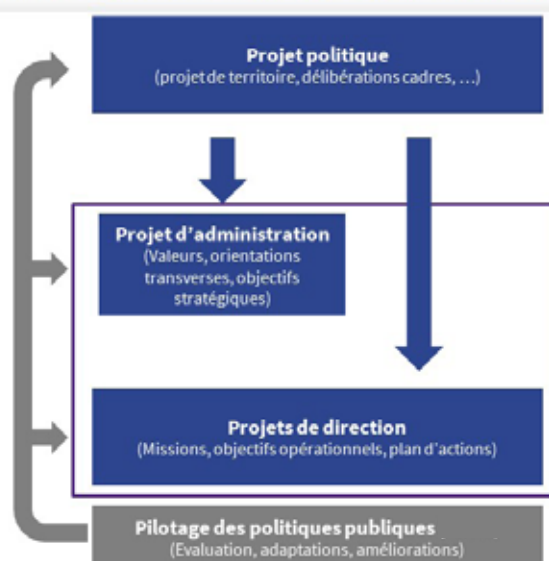
2 temps :

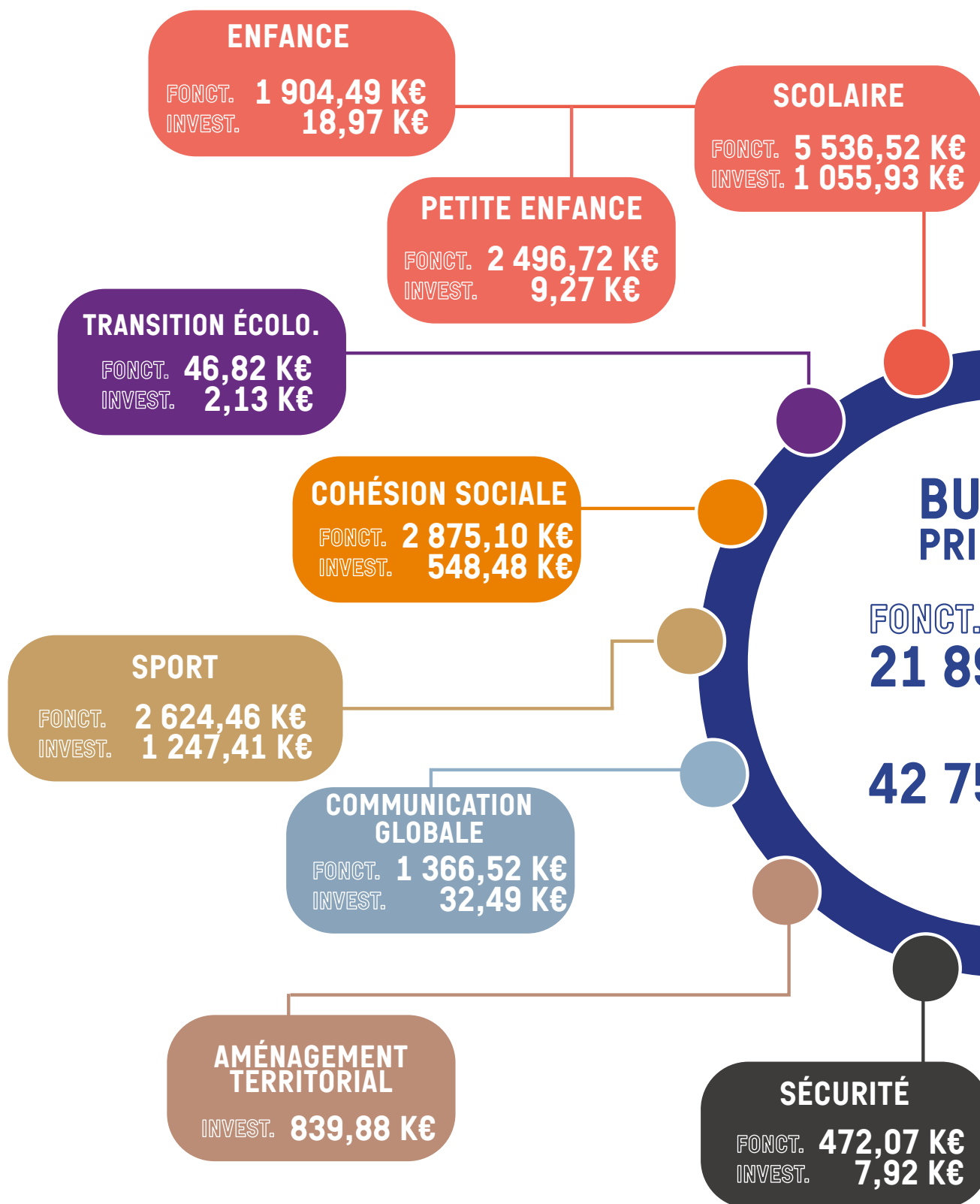
1. L'élaboration d'un projet d'administration

- > Pour définir un socle commun de valeurs et partager une même vision des fondamentaux de la raison d'être et des missions
- > Occasion de travailler sur des orientations transversales permettant d'optimiser des modes de fonctionnement concernant l'ensemble des directions (par exemple gouvernance, management, place du numérique...)

2. La construction de projets de direction

- > Les objectifs politiques et stratégiques de chaque direction y seront détaillés
- > Les directions élaboreront alors leur projet de service en transposant ces objectifs stratégiques en objectifs opérationnels eux-mêmes traduits en plan d'actions.





POUR AGIR E LA VILLE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

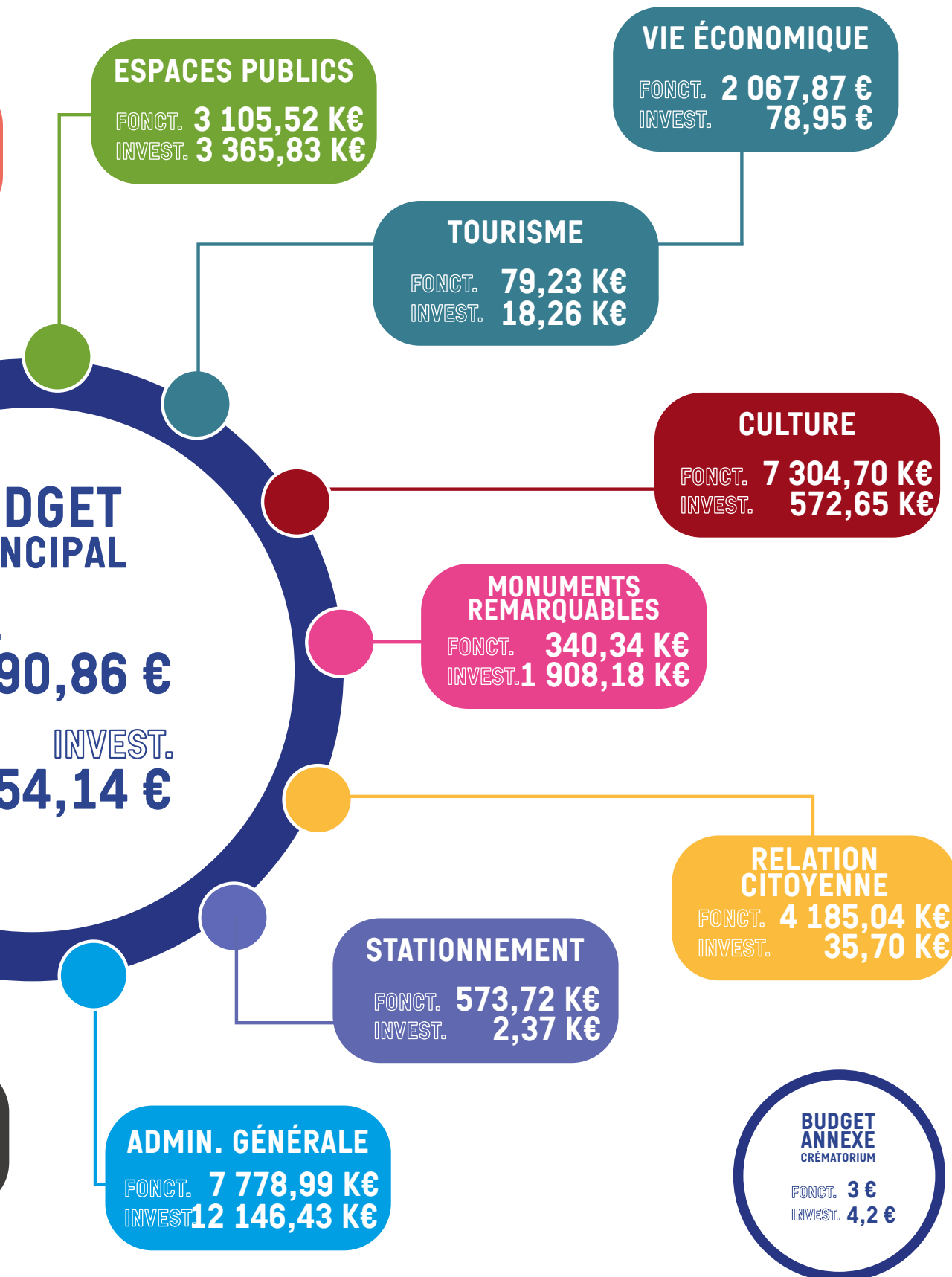
Affiché le

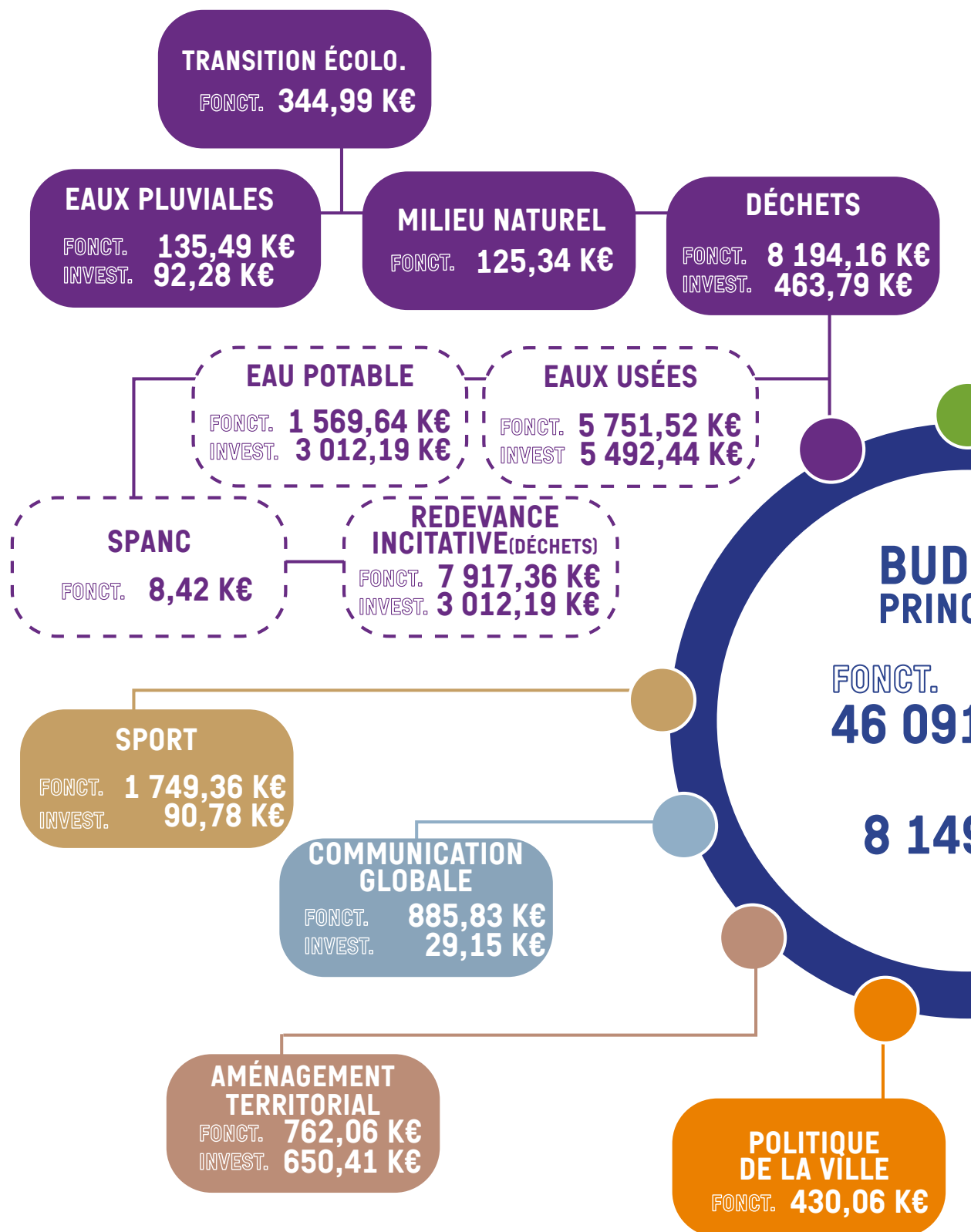
ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

21

SLOW

NUXERRE





POUR AGIR COMMUNAUTÉ

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

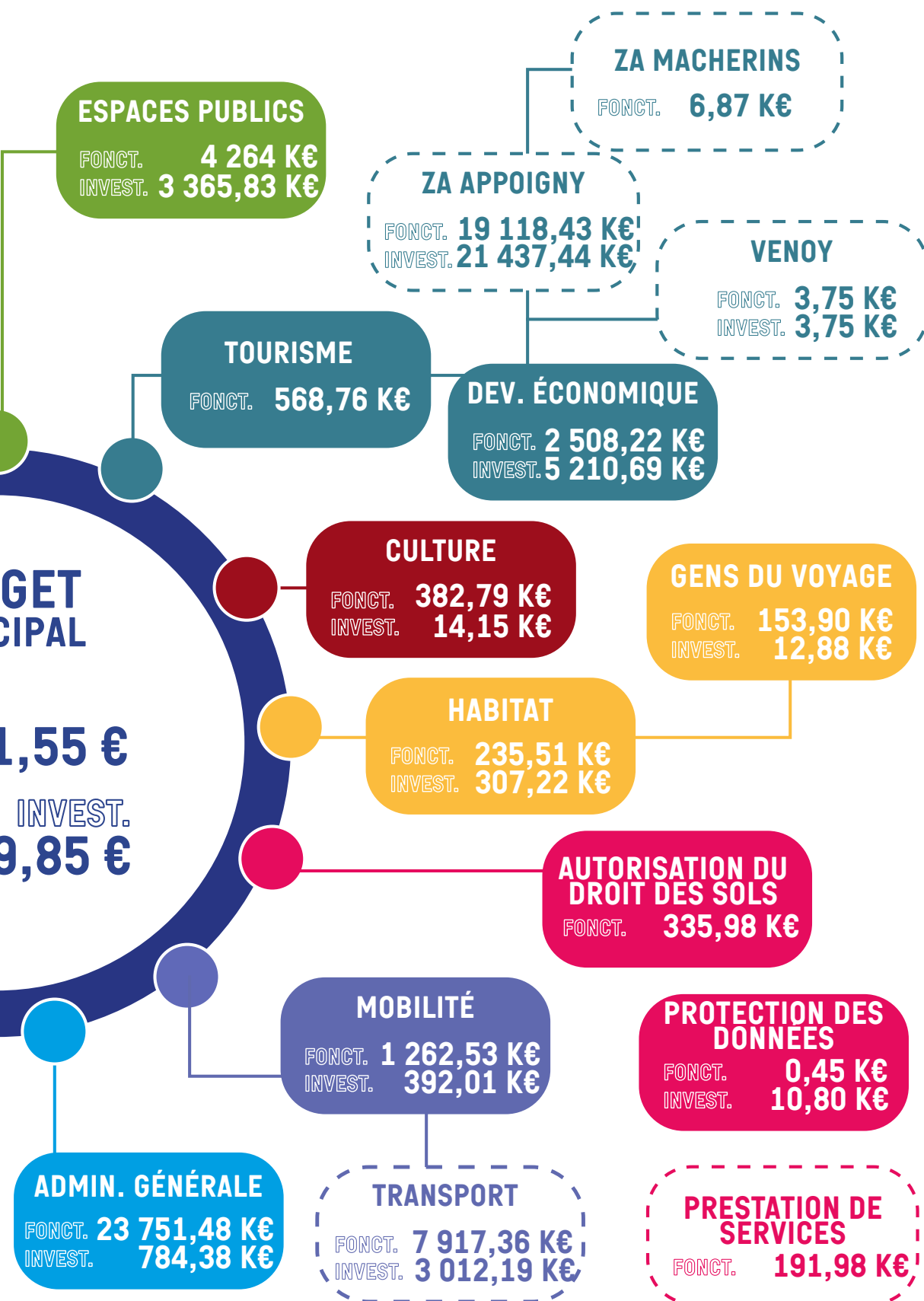
Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

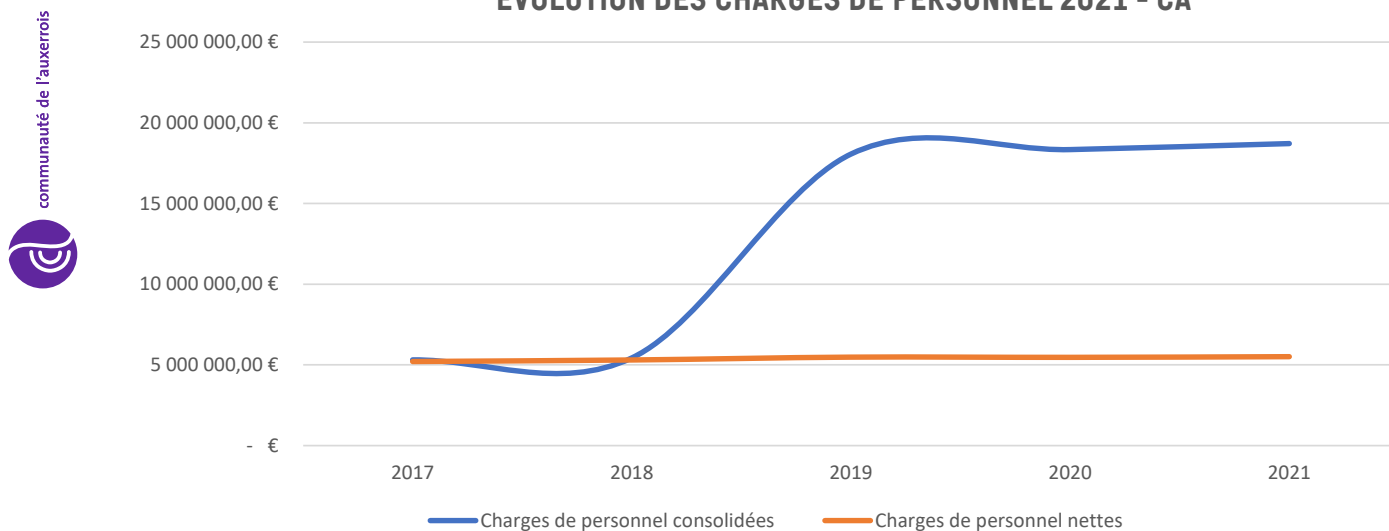
ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

23



FINANCES

EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL



La différence entre les charges de personnel consolidées et nettes correspond :

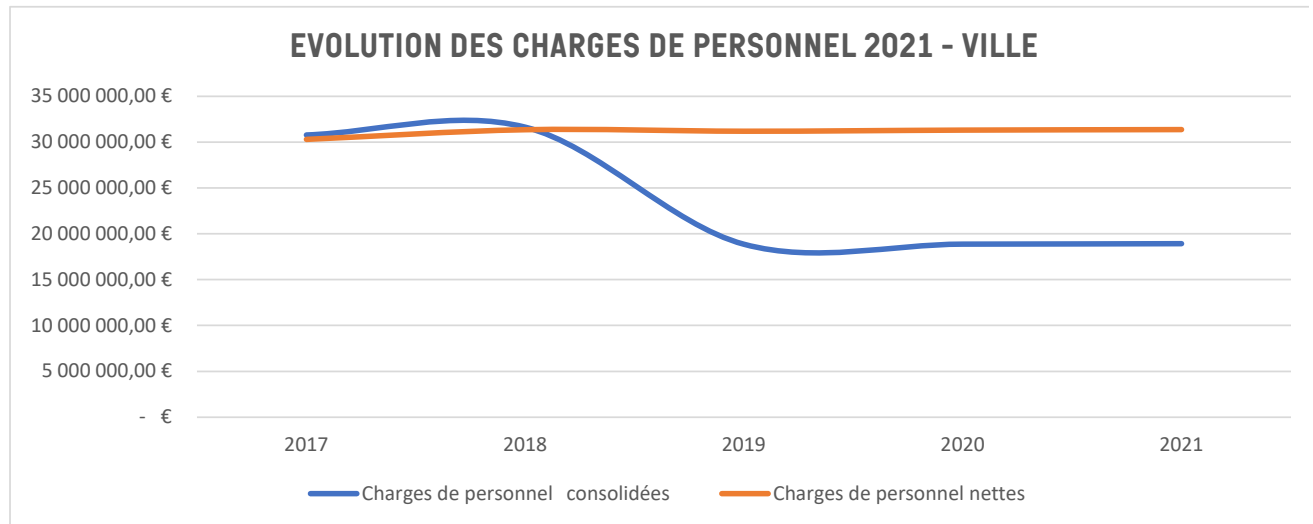
- aux retraitements relatifs aux services mutualisés entre la ville et la CA mais aussi le stade nautique qui sont refacturés à travers l'attribution de compensation de la ville (12,4 M € en 2021) ;
- aux refacturations du budget principal aux budgets annexes qui nécessitent une neutralisation de ces montants afin qu'ils ne soient pas comptabilisés deux fois (500 K € en 2021) ;
- aux refacturations à des tiers extérieurs tels que les syndicats mixtes ou aux communes membres de la CA pour les services communs « protection des données » et « Autorisation du droit des sols » (255 K € en 2021).

Les charges de personnel nettes entre 2020 et 2021 ont augmenté de 0,8 % et entre 2017 et 2021 de 6 % soit une augmentation moyenne sur les 5 dernières années de 1,14 %.

Effectif réglementaire de la CA par filière des titulaires permanents

FILIÈRES	BUDGÉTÉ	POURVUS	VACANTS
Administratif	127	100	27
Patrimoine et bibliothèque	5	4	1
Animation	1	1	0
Sociale et médico-sociale	0	0	0
Culturelle	0	0	0
Technique	316	289	27
Activité physique et sportive	9	7	2
TOTAL	458	401	57

AUXERRE



La différence entre les charges de personnel consolidées et nettes correspond :

- aux retraitements relatifs aux services mutualisés entre la ville et la CA mais aussi le stade nautique qui sont refacturés à travers l'attribution de compensation de la ville (12,4 M € en 2021) ;
- aux refacturations du budget principal au budget annexe assainissement (jusqu'en 2019 suite au transfert de la compétence) qui nécessite une neutralisation de ce montant afin qu'ils ne soient pas comptabilisés deux fois ;
- aux refacturations à des tiers extérieurs (30 K € en 2021).

Les charges de personnel nettes entre 2020 et 2021 ont augmenté de 0,2 % et entre 2017 et 2021 de 4 % soit une augmentation moyenne sur les 5 dernières années de 0,8 %.

Effectif réglementaire de la Ville d'Auxerre par filière des titulaires permanents

FILIÈRES	BUDGÉTÉ	POURVUS	VACANTS
Administratif	85	75	10
Patrimoine et bibliothèque	41	35	6
Animation	58	47	11
Sociale et médico-sociale	50	61	-11
Culturelle	62	52	10
Technique	148	130	18
Police municipale	13	8	5
Activité physique et sportive	10	10	0
TOTAL	467	418	49



Réunion d'information sur le RGPD aux communes

SERVICE COMMUN DE PROTECTION DES DONNÉES

MISSION

Un service commun de protection des données personnelles a été créé au 1^{er} janvier 2021. Ce service travaille à la fois pour les 15 communes membres adhérentes et pour certains établissements qui bénéficient de prestations de services (CCAS, Syndicat mixte Yonne Médian, SM PETR, SM Aéroport, Syndicat de fourrière animal).

Le rôle du service commun est de garantir la protection des données personnel des citoyens et usagers en assurant une protection optimale des données à chaque instant et ainsi être ne mesure de la démontrer en documentant leur conformité au règlement général sur la protection des données personnelles – RGPD.

- Recenser les traitements de données
- Réaliser un plan de mise en conformité
- Analyser l'impact relative à la protection des données
- Définir et optimiser les processus
- Réaliser les rapports d'activités et leur suivi

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

La refacturation aux adhérents du service se fait sur la base du nombre de jours de prestation réalisés pour les établissements et pour les communes adhérentes sur la base du nombre d'habitants de chacune d'elles.

FAIT MARQUANT

Evolution du mode de fonctionnement du service commun avec le renforcement de l'équipe du service commun à travers la mise à disposition d'agents, la désignation d'un représentant au sein du service commun pour répondre aux dispositions du RGPD et des préconisations de la CNIL, et une réévaluation des estimations financières du service commun.

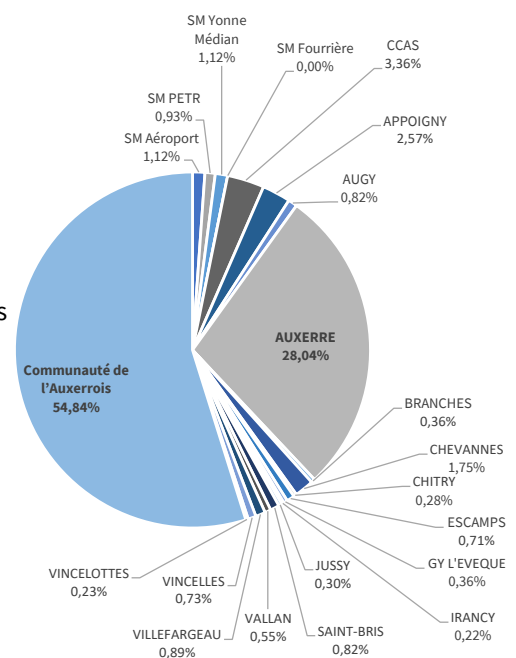
ACTIVITÉ COURANTE

L'activité du service commun consiste à :

- Mettre en place la démarche
- Sensibiliser et former les acteurs

Répartition du financement du service commun

La refacturation aux adhérents du service se fait sur la base du nombre de jours de prestations réalisées pour les établissements et pour les communes adhérentes sur la base du nombre d'habitants de chacune d'elles.




84 522,66 €
 Coût du service commun

RÉALISATIONS POUR L'ANNÉE 2021

- Désignation DPO pour l'ensemble des entités suite à la réorganisation des services.
- Diffusion de la « culture informatique et libertés » et cartographie des traitements (Registre des activités de traitements).
- Acquisition et déploiement d'un logiciel de pilotage de la conformité « Adequacy ».
- Reprise des fiches de traitement dans le logiciel « Adequacy ».
- 6 directions de la CA (avec l'ensemble de leurs services) ont bénéficié d'une sensibilisation RGPD et d'un accompagnement pour le recensement de leurs traitements.
- Toutes les communes membres et établissements publics locaux sauf le SMFACY (Syndicat mixte de la fourrière animale du centre Yonne) ont bénéficié d'une sensibilisation et un accompagnement pour le recensement de leurs traitements.
- Mise à disposition des supports de formations.
- Diffusions de fiches pratiques et modèles.
- Publications d'articles dans le journal interne et diffusion d'une compilation d'informations dans les communes membres.
- Mise en conformité des cookies sur les sites internet de la CAVA .
- Analyse de conformité personnalisée des sites internet des Communes concernées et recommandation pour corriger les non conformités.

Quelques chiffres :

- 524 traitements créés
- 3 demandes d'exercice de droits (usager et agent)
- 2 violations de données



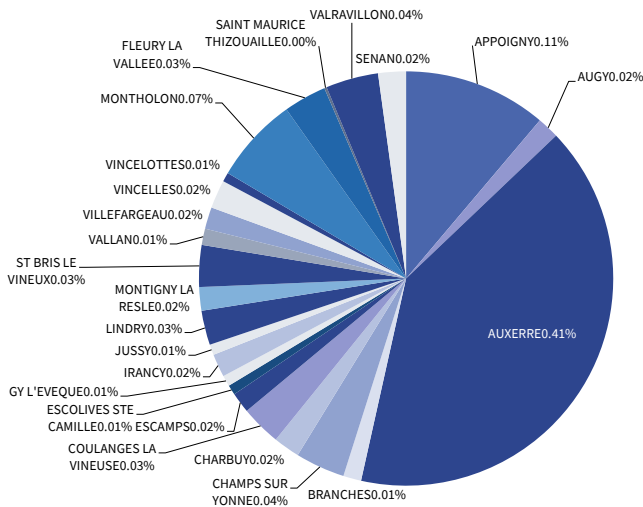


Service d'instruction des autorisations d'urbanisme

SERVICE COMMUN D'AUTORISATION DE DROIT DES SOLS

MISSION

Part de chaque commune dans l'activité 2021 du service (eqPC)



Pour pallier à l'arrêt, par les services de l'Etat, de l'instruction des autorisations relatives aux droits des sols – ADS –, **la Communauté a mis en place un service commun pour le compte des communes le souhaitant dès juillet 2015**. Ce service intervient pour le compte des communes membres mais également des communes hors territoire de la CA en prestation de service.

Au 1er janvier 2021, 24 communes bénéficient du service commun dont 19 communes membres de la CA et 5 communes de la Communauté de communes de l'Aillantais en prestation de service.

Ce service commun s'inscrit dans une logique de solidarité intercommunale et de mutualisation

des moyens. Il intervient dans l'application du droit des sols, dont la mission première est l'accompagnement des communes dans l'instruction des autorisations et des actes d'urbanisme. Il prend en charge l'instruction des demandes des communes depuis le dépôt en commune jusqu'à la proposition d'arrêté au Maire.

Selon les options retenues par chaque commune membre le service peut être amené à réaliser les missions suivantes :

- Des certificats d'urbanisme dits « opérationnel » (Cub) au sens de l'article L 410-1b.
- Des certificats d'urbanisme dits « informatif » (Cua).
- Des permis de construire et modificatifs.
- Des permis de démolir, pour autant que ce permis ait été institué par délibération du Conseil Municipal, conformément à l'article L 421-3 du Code de l'Urbanisme.
- Des permis d'aménager et modificatifs,
- Des déclarations préalables (DP), pour autant que le Conseil Municipal ait décidé de les soumettre à cette obligation s'agissant de l'édification de clôtures (article R421-12 du Code de l'Urbanisme).
- Des autorisations de travaux (au titre du Code de la Construction et de l'Habitation).

FAIT MARQUANT

À compter du 1^{er} septembre 2021, une nouvelle convention a été signée avec les communes adhérentes au service commun, la précédente étant arrivée à son terme.

Cette nouvelle convention est basée sur un nouveau mode de calcul qui intègre :

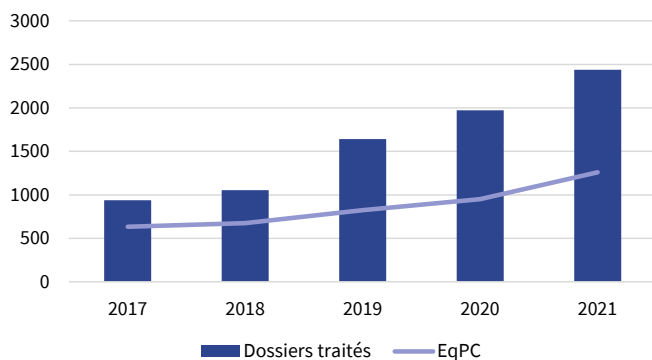
- une part fixe qui vise à couvrir les frais de fonctionnement fixe et qui intègre une notion de solidarité car elle intègre le potentiel financier de la commune,
- une part variable qui se calcule sur la base du nombre d'actes traités.

Comparativement sur les années 2021-2020, une augmentation de +30 % de l'activité instruction est constatée dont une hausse de 33 % de dépôt de DP ainsi que de 11 % de Cua. Les Cua sont étroitement liés aux mutations foncières et généralement demandés lors des ventes et acquisitions de biens. Cette augmentation de ce type d'actes peut notamment traduire une accélération du renouvellement immobilier sur le territoire des communes membres. Concernant, les DP cela peut se traduire par la reprise de l'activité économique suite au déconfinement progressif qui s'est déroulé successivement durant cette période.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Le service est composé de 4 instructeurs et un responsable de service 3,80 ETP (équivalent temps plein).

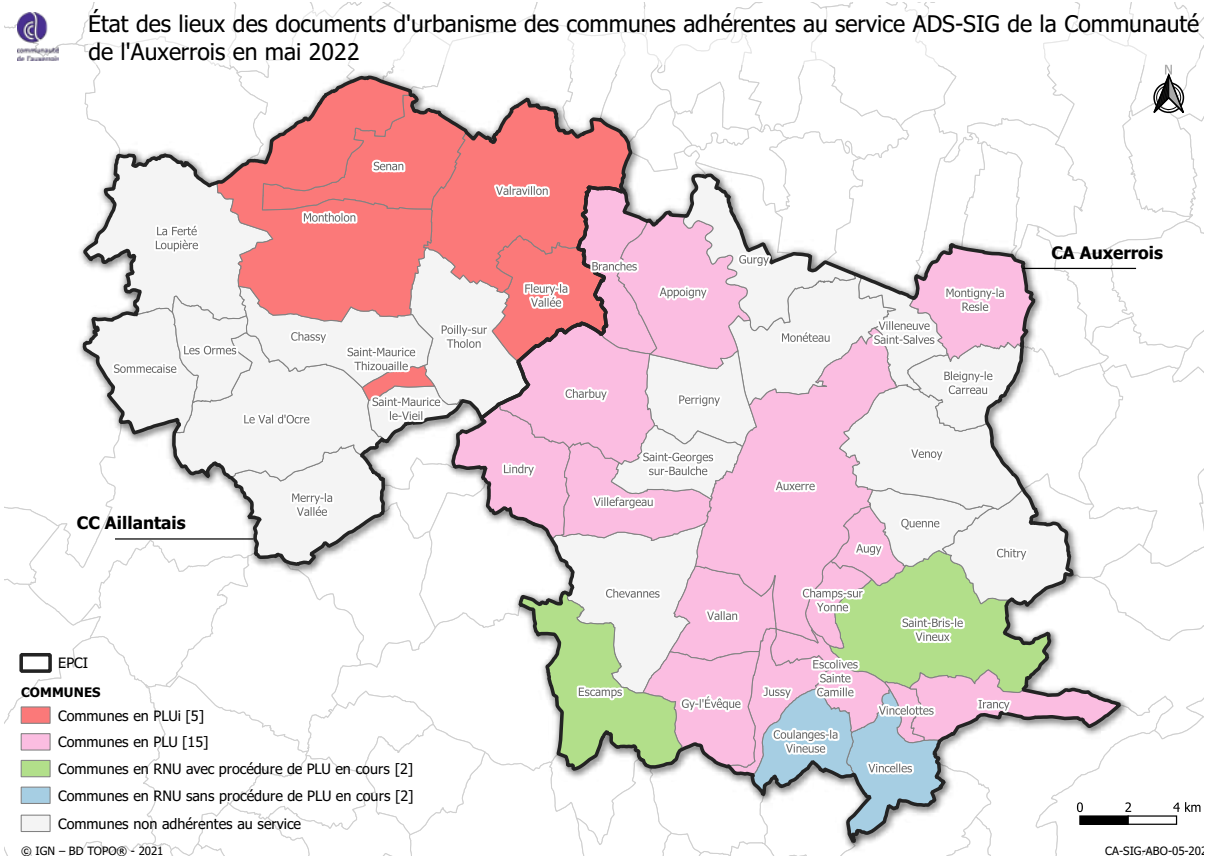
ACTIVITÉ COURANTE



153 665,52 €

Coût du service commun

Évolution des dossiers traités



PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL - HABITAT DÉPLACEMENTS (PLUIHD)

Pour la mise en œuvre d'un projet de territoire intégré à l'échelle des 29 communes de l'agglomération, il est nécessaire que la collectivité se dote d'un outil adapté à sa stratégie territoriale. C'est pourquoi, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a décidé la mise en place d'un PLUIHD. Le Conseil des Maires s'est réuni à plusieurs reprises depuis octobre 2020 et des ateliers ont été animés sur l'année 2021 pour définir les enjeux et les attendus d'un PLUIHD sur le territoire communautaire

Lors de ces ateliers participatifs 2021, il est ressorti une interconnexion et un enrichissement croisé des trois volets que sont le PLU¹, le PLH² et le Plan de Mobilité. Le PLUIHD est l'échelle pertinente pour mettre en œuvre une stratégie de développement durable cohérente en préservant les ressources et les espaces. C'est également une interface entre les orientations du SRADDET³, celles du SCoT⁴ et l'autorisation d'urbanisme individuelle.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est la boîte à outils qui mettra en cohérence les différents enjeux pour l'aménagement du territoire auxerrois (habitat, mobilité, activités économiques, environnement, patrimoine). Ce document sera également l'outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant les règles d'utilisation des sols sur l'ensemble du territoire de l'agglomération à l'exception du Site Patrimonial Remarquable (SPR) d'Auxerre qui est couvert par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV).

Les enjeux définis par les élus déclinent les 4 axes de transformation du projet de territoire de

l'auxerrois : un territoire attractif, libre, ouvert et fier.

- Réinventer l'auxerrois
- Valoriser une identité et une qualité paysagère
- Favoriser le développement des entreprises et attirer investisseurs, talents et entrepreneurs
- Attirer de nouveaux habitants et favoriser le parcours résidentiel
- Développer une offre de services à destination de tous les citoyens de l'agglomération
- Tendre à un territoire autonome en énergie
- Améliorer, fluidifier et optimiser les déplacements
- Favoriser les îlots de fraîcheur
- Prévenir les risques d'inondation
- S'inscrire dans la transition énergétique et écologique
- Conforter la place de l'agriculture dans le territoire auxerrois
- Impulser un changement durable de l'Auxerrois
- Créer la destination "Auxerre" pour le développement touristique de l'ensemble de l'agglomération
- Reconquérir l'Yonne et ses abords.

L'année 2021 a également été marquée par :

- l'élaboration des PLU des communes de Chitry-le-Fort, Escamps, Jussy, Saint-Bris-le Vineux et Vincelottes,
- les procédures de modification des PLU de Montigny-la-Resle et Venoy,
- la procédure de révision simplifiée du PLU de Branches.





STRATÉGIE FONCIÈRE

L'EMPRISE FONCIÈRE

La Communauté de l'Auxerrois est adhérente à l'établissement Public Foncier – EPF – Doubs Bourgogne Franche-Comté. A l'appui de cet établissement, la Communauté de l'Auxerrois et la ville d'Auxerre peuvent développer leur stratégie d'acquisition et d'aménagement.

L'EPF intervient pour le compte de l'Agglomération en matière de portage foncier : il a ainsi vocation à acquérir directement, sur demande d'une collectivité, des biens nus ou bâtis, les gérer puis les rétrocéder à la collectivité au moment opportun, lorsqu'elle est prête à réaliser son projet.

En 2021, les portages fonciers par l'EPF pour le compte de l'Agglomération ont concerné les projets suivants :


- Ilot rue Etienne Dolet à Auxerre en lien avec le projet de réhabilitation et la restructuration du Port.
- L'Hôtel de la Poste, 9 rue d'Orbandelle, l'immeuble 7 rue d'Orbandelle et celui situé au 46 rue de Paris à Auxerre. Ce portage concerne le projet de requalification de ce secteur en lien avec la Place des Cordeliers. L'objectif est de rouvrir un hôtel dans le cadre de la

revitalisation du centre ancien et d'intégrer ce projet à l'opération « cœur de ville », afin d'offrir une offre d'hébergement pour les touristes.

- Ilot rue Joubert à Auxerre afin de réhabiliter cet îlot constitué de logements à l'étage et de commerces au rez-de-chaussée en lien avec trois autres propriétés situés rue Joubert dont la communauté est déjà propriétaire.
- Ilot Place Saint Germain à Auxerre dans le cadre du projet du site de l'Abbaye Saint-Germain.

Concernant la Ville, un portage a été réalisé par l'EPF pour l'îlot Montardoins / Guilliet en lien avec le projet de réhabilitation et de restructuration du site des silos du Batardeau et de l'usine Guilliet.

1. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE



AuxR Parc

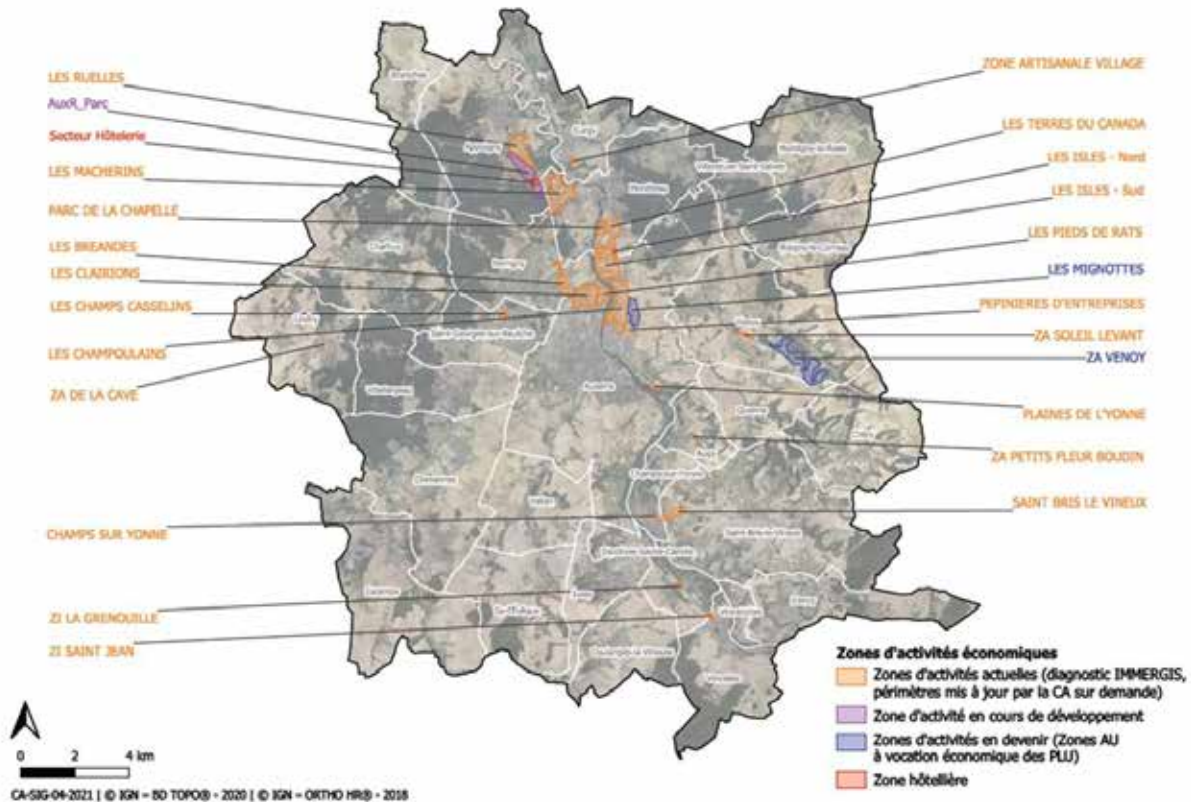


1.1 AMÉNAGEMENT DES ZAE*

NOTRE MISSION



La communauté de l'Auxerrois gère depuis le 1er janvier 2019 23 zones d'activités dont deux communautaires et 21 transférées par les communes. Elles sont réparties sur 13 communes (carte ci-dessous).



FAIT MARQUANT

- Décision d'aménager deux nouvelles ZAE (VENOY, Mignottes)
- Décision de thématiser les ZAE à commercialiser :
 - AuxR_Parc : Logi-industrie et sous-traitance industrielle
 - Venoy (AuxR_EcoParc) : Valorisation des déchets
 - Mignottes (AuxR_H2) : Filière hydrogène

* Zones d'activité économique



Zone d'activité économique de Saint-Bris

ACTIVITÉ COURANTE

Les zones d'activités existantes

La communauté de l'agglomération a confié en partie par convention l'entretien des zones d'activités sur lesquelles elles sont implantées. La communauté d'agglomération rembourse annuellement les dépenses liées.

La commercialisation des nouvelles zones communautaires

ZA Les MACHERINS : 2,5 hectares



59.6 %

surface vendue
pour 32€ HT le m²



51 496 M²

vendus pour
1 637 279 €

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

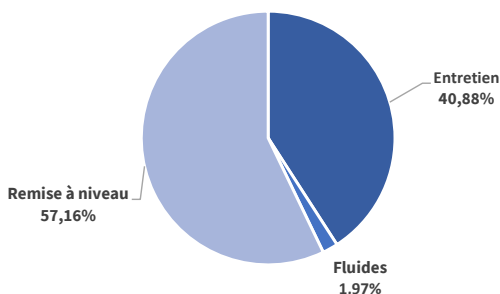
Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Budget alloués 2021 : 546 610 €



Pour 2021, 7 opérations de remise à niveau ont été réalisés. Les 4 chantiers les plus importantes ont eu lieu à Auxerre avec les travaux de la rue Colonel Rozanoff- Guynemer, à Lindry, Rue du Bois Rollin, à Saint Georges sur Baulche, Rue Arnold Marti et Allée de la Fontaine à Perrigny avec la création d'aménagements de sécurité.

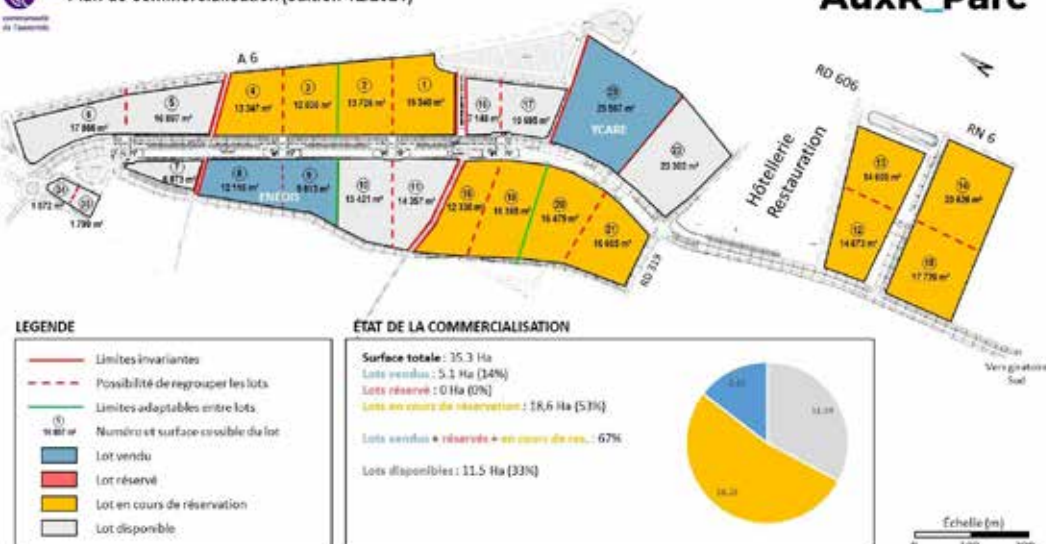
PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Accompagner les filières, initiatives et écosystèmes pour un développement économique novateur, performant et responsable

Développer les parcs d'activité dans le respect des règles environnementales et de la transition écologique :

- **Aux'R Parc** : Accueillir de nouvelles activités dans un cadre haut de gamme répondant à un cahier des charges exemplaire en matière de transition écologique
- **Futur Parc d'activité H2 des Mignottes** : Accueillir des entreprises et start-up dans le domaine de la transition énergétique dont l'unité de production d'hydrogène vert répondant à un cahier des charges exemplaire en matière de transition écologique
- **L'Eco-pôle de Venoy** : dédier le pôle aux éco-activités comme la production de matériaux responsables répondant à un cahier des charges exemplaire en matière de transition écologique


Plan de commercialisation (édition 12/2021)



LES INDICATEURS

Hectares entretenus : 620 hectares (voir carte).
L'objectif de commercialisation est de 80% pour fin 2022 concernant AuxR_Parc.



Envoyé en préfecture le 05/07/2022
Reçu en préfecture le 05/07/2022
Affiché le 
ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

1.2 PROMOTION ET ANIMATION DU TISSU ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL

MISSIONS



Améliorer l'attractivité du centre-ville et des centres bourgs en accompagnement le développement des activités commerciales du territoire Auxerrois pour les habitants et les consommateurs. Rôle d'interface entre les différents acteurs locaux, la mission est de fédérer et coordonner les acteurs autour d'un projet commun : diversifier et améliorer l'offre commerciale en vue de réduire la vacance commerciale.

AUXERRE **Garantir l'attractivité des marchés existants et leur rayonnement en proposant des promotions et animations. Il doit en outre assurer la qualité des foires commerciales de la ville.**

FAIT MARQUANT

Ce sont 61 commerçants indépendants de la ville d'Auxerre qui ont participé à la **1^{ère} opération chèques cadeaux** organisé en l'absence du repas des seniors compte tenu du contexte sanitaire. Cette opération a permis d'injecter 79 000 € dans l'économie locale.

Afin d'améliorer la gestion du centre-ville et accroître nos connaissances sur les usages du centre-ville, l'Agglomération s'est dotée d'un outil d'analyse de flux piéton « My Traffic ». Il permet notamment d'accompagner les commerçants dans leur décision d'installation et de suivre l'évolution de l'attractivité du centre-ville.

Gestion du dispositif Fonds Régional des Territoires qui visent à soutenir les dépenses d'investissements matériels et immatériels des entreprises hors industries.

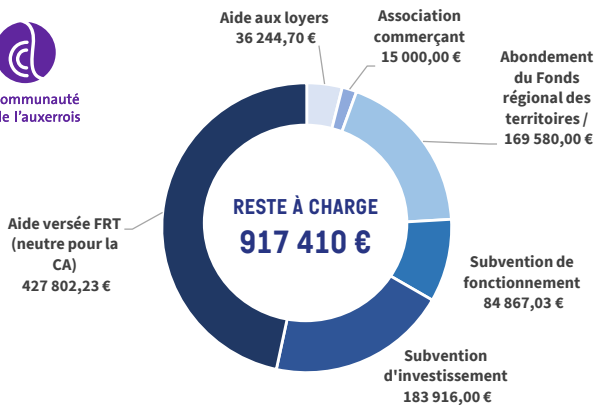
Mais aussi...

Décision d'aménager l'espace 1000 d'Auxerrexpo. L'objectif est de créer un nouvel espace de 960 m² au sein du centre de congrès de l'Auxerrois permettant de capter des événements de grandes importances de type congrès, séminaires contribuant ainsi à répondre à la stratégie de la collectivité de devenir un pôle d'attractivité à mi-distance entre Paris et Dijon.

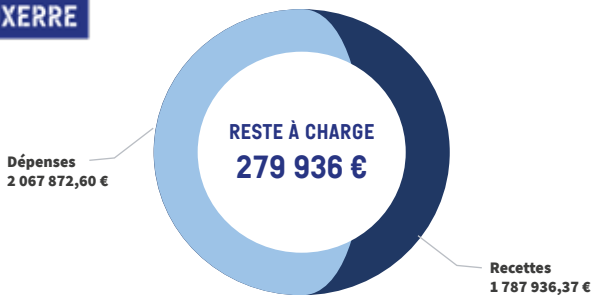


Boutique éphémère - Auxerre

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



AUXERRE



INDICATEURS

- **Evolution du taux de vacance** (centre-ville Auxerre) : 2019 : 21 % / 2020 : 19 % / 2021 : 16 %.
- **Aides à l'immobilier d'entreprises** : Epicerie Solidaire : 20 000 € / Richoux Voyage : 10 000 €.
- **Commerçants accompagnés** : 45 demandes d'implantation.
- **Entreprises soutenues via le Fonds régional des territoires** : 43.
- **Centre-ville d'Auxerre** : 30 installations / 10 fermetures / 10 déménagements.

- **Foire Saint Martin** : baisse de la fréquentation de 30 % par rapport à 2019 (1^{ère} édition post COVID).

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Revitaliser les commerces et l'animation en centre-ville et dans les centres-bourgs (en lien avec les directions Patrimoine bâti et aménagement de l'espace public et Stratégie et aménagement du territoire).

Accompagner les commerçants (nouveaux, actuels, futurs).

Equilibrer l'offre commerciale et adapter les commerces aux nouveaux besoins.

Accompagner les communes sur leurs réflexions en matière de commerce.

Acquérir le label villes et villages étoilés.

Favoriser le commerce et l'artisanat de proximité.

Mettre en œuvre le programme Action Cœur de ville.

Assurer la gestion transversale de la dynamisation du centre-ville :

- Bien articuler les événements, aménagements, etc...
- Avoir une centralisation des informations sur les événements.

MISSION



communauté
de l'Auxerrois

Avec l'équipe de l'Office de tourisme, mettre en œuvre la stratégie de développement touristique. Celle-ci s'articule autour des axes suivants :

- Mise en valeur du patrimoine culturel et historique de la ville et de l'agglomération
- Mise en valeur et développement du tourisme fluvial
- Développement de l'offre d'hébergement de qualité sur le territoire
- Promotion de l'œnologie et de la gastronomie du territoire

FAIT MARQUANT

Le transfert des installations portuaires à la Communauté de l'Auxerrois :

La Communauté de l'Auxerrois dans le cadre de la compétence développer le tourisme fluvial ou plus largement le tourisme fluvestre.

L'enjeu aujourd'hui consiste à développer les synergies entre les différentes pratiques touristiques : produits associant bateau, vélo et rando, ou bateau et gastronomie par exemple. Ainsi, la partie du canal du Nivernais qui traverse l'Auxerrois se nomme « l'escale Vignoble » grâce aux différents villages qui bordent le canal.

La Communauté de l'Auxerrois veut donner de l'importance à ce patrimoine fluvial afin de développer l'économie liée. 2021 a donc été marqué par le transfert des 6 installations portuaires situées à Vaux, Gurgy, Champs/Yonne, Bailly, Vincelles, Vincelottes et Monéteau.

Mais aussi...

Zoom sur la reprise de Garçon la note ! après la crise sanitaire.

Le public a été au rendez-vous du Festival « Garçon La note : Un soir, une terrasse, un concert ! 43 concerts gratuits ont pu séduire le public en juillet et en août, à Auxerre et dans 13 villages de l'Auxerrois. Les conditions météorologiques de juillet et les contraintes importantes liées à la crise sanitaire n'ont pas empêché un public transgénérationnel de se retrouver en plein air.

Les sentiers de randonnée

Le schéma de randonnée adopté par l'Agglomération auxerroise en 2019 distingue 17 sentiers pour leur intérêt touristique. Les opérations de balisage interrompue vont pouvoir reprendre.





ACTIVITÉ COURANTE

L'office de tourisme est une composante du service tourisme qui pilote et déploie la stratégie de développement touristique de l'Agglomération auxerroise.

Selon le Code du Tourisme (article L.133-3), «**l'office de tourisme assure l'accueil et l'information des touristes ainsi que la promotion touristique de la commune ou du groupement de communes**, en coordination avec le Comité départemental et le Comité régional du Tourisme. Il contribue à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local»

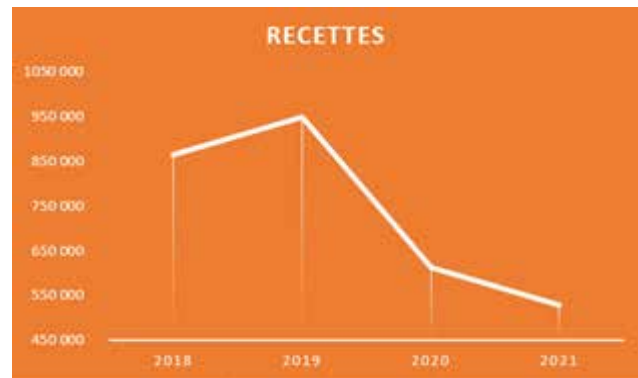
MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Le budget de l'OTI sur les 4 dernières années :

	2018	2019	2020	2021
Dépenses	826 473	1 072 068	494 991	524 610
Recettes	864 340	947 732	611 728	528 673

En année « normale, plus de 50 % des dépenses sont consacrées à des actions et à l'opérationnel : mise en place des oenobus, Garçon la Note, Agence de voyage réceptive, programme de visite guidées, salons et action de promotion. Les autres dépenses sont affectées aux missions de service public : accueil et information des visiteurs et des habitants, accompagnement des professionnels...

La **baisse des recettes** est corrélative à la baisse de fréquentation touristique impactant



le reversement de taxe de séjour, l'activité de l'agence réceptive et les ventes de la boutique.

L'évolution de la taxe de séjour indique une perte de plus de 40% entre 2019 et 2020 et de plus de 30% entre 2019 et 2021.

DÉCOMPOSITION DES RECETTES 2021 DE L'OTI



Entretien des installations portuaires : 16 794,88 €/an

En parallèle, la ville d'Auxerre propriétaire du **camping**, externalise la gestion et l'exploitation de ce dernier auprès d'un prestataire, la société FRERY, via une délégation de service public. A ce titre, la ville verse une contribution de 77 000 €.

INDICATEURS

Nombre de visiteurs à l'office :

	2021	% 2021	2020	% 2020	2019	% 2019
Français	23 754	87%	18 798	89%	32 324	66%
International	3550	13%	2324	11%	16652	34%
Total	27 304	100%	21 122	100%	48 976	100%

Nombre d'hébergements : Le parc hôtelier de l'Auxerrois offres 1028 chambres

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Rendre la destination auxerroise attractive et durable et proposer un territoire à haute valeur environnementale aux entreprises, habitants et visiteurs

Développer l'hébergement

- Développer l'hôtellerie traditionnelle sur les segments manquants.
- Augmenter la mise en marché des résidences secondaires.
- Augmenter les hébergements alternatifs chez l'habitant.
- Créer et améliorer le schéma camping – camping-car.
- Développer l'hébergement fluvial.
- Développer le Port en intégrant les objectifs de développement durable et de transition écologique via une charte.

Enrichir et pérenniser l'offre touristique

- Accroître la visibilité et l'offre liées au patrimoine viticole du cœur de ville et de l'Yonne.

- Favoriser le développement et la mise en marché de l'offre itinérance rando – vélo – bateau – pêche.
- Améliorer l'offre et la visibilité du tourisme d'affaire.
- Travailler en synergie avec la culture et le patrimoine pour accompagner la mise en marché des produits, développer la médiation patrimoniale, le Pays d'arts et d'histoire.
- Pérenniser et développer les animations touristiques (festival de musique...).

Accroître la notoriété

- Valoriser le potentiel du territoire et développer une stratégie de communication.
- Améliorer la signalétique.
- Approfondir le marketing territorial.





Inuaguration station hydrogène, 13 oct. 2021

1.4 LA DÉMARCHE TECHNOPOLITAINE ET L'ÉCOSYSTÈME HYDROGÈNE

MISSION



La Communauté porte un projet ambitieux qui vise le développement des usages de l'hydrogène et la création d'un hub territorial de l'hydrogène sur son territoire. L'objectif est de faire de notre territoire ainsi que celui de la Région Bourgogne-Franche-Comté, un territoire exemplaire en matière d'innovation, de transition énergétique, de mobilité lourde propre et de développement économique en lien avec cette nouvelle filière. Par une délibération en date du 22 octobre 2020, les conseillers communautaires ont validé à l'unanimité l'engagement de la Communauté de l'Auxerrois dans ce projet.

Ceci a donné lieu à une réponse à l'appel à projet "Ecosystèmes territoriaux hydrogène" de l'Agence de transition écologique (ADEME). La CAA a été déclarée lauréate de cet AAP⁵ en 2021.

FAIT MARQUANT

La CAA souhaite mettre en place un véritable écosystème économique afin de créer un pôle dynamique propice aux échanges, au portage de projets collaboratifs et au développement.

Cette démarche se matérialise dans un premier temps avec la mise en place de deux équipements hautement qualitatifs avec leurs spécificités propres, que sont le Pôle Environnemental et le Vestiaire de la friche industrielle Guilliet en cours de réhabilitation. La CAA souhaite intégrer ces équipements dans une démarche plus globale pour faciliter la prise de hauteur sur les sujets à forts enjeux, que sont la transition énergétique et l'innovation. L'objectif est de permettre, à terme, de mettre en lien au sein d'un même écosystème économique les acteurs de la recherche publique et privée, de la formation, les entreprises (industries et startups), pour mettre en place des relais de croissance fort autour de la thématique de l'innovation, du développement durable et des nouvelles technologies, avec un effort particulier sur le déploiement de la filière hydrogène. Cette démarche pourra permettre de prétendre à la mise en place d'un technopôle hydrogène, c'est-à-dire d'une aire urbaine concentrant des activités de haute-technologie, mêlant industrie, formation, laboratoire de recherche et incubateur d'entreprises, le tout axé sur la thématique de l'hydrogène.

Mais aussi...

- Inauguration de la station AuxHYGen, le 13 oct. 2021.
- Livraison des 5 bus hydrogènes à partir de septembre 2021.
- Décision de créer la ZA des Mignottes
- La CA est Lauréate de l'appel à projet "Ecosystèmes territoriaux hydrogène" de l'Agence de transition écologique (ADEME) qui donne droit à des aides pour financer des futurs investissements en lien avec la filière hydrogène : 180 000 € d'aide par bus pour les 4 prochains bus H2, 171 000 € d'aide pour une benne d'ordures ménagères H2, une aide à l'entreprise Béthery pour l'achat de 2 camions rétrofittés H² et des subventions pour l'extension de la station qui a actuellement une puissance de 1 mégawatt et qui passera à 3 mégawatt lors que les trains hydrogène rouleront.

ACTIVITÉ COURANTE

Réhabilitation de la halle GUILLIET. Elle est évaluée à 1,1 M € avec 499 K € de payés sur 2021

Création du pôle environnemental achevé en 2021. L'opération s'élève à 3,9 M € TTC dont 137 K € de payés en 2021. La charge résiduelle est de 2,5 € déduction faite des subventions perçues et du FCTVA.

INDICATEURS

Nombre de bus Transdev roulants à l'hydrogène (bus hydrogène / bus total) :



22 %

de la flotte de bus roule à l'hydrogène

PRINCIPAUX ET OPÉRATIONNELS

Accompagner les filières, initiatives et écosystèmes pour un développement économique novateur, performant et responsable

Développer les parcs d'activité dans le respect des règles environnementales et de la transition écologique

- Futur Parc d'activité H2 des Mignottes : Accueillir des entreprises et start-up dans le domaine de la transition énergétique dont l'unité de production d'hydrogène vert répondant à un cahier des charges exemplaire en matière de transition écologique.

Mettre en œuvre le déploiement de l'écosystème hydrogène (en lien avec la direction Patrimoine bâti et aménagement de l'espace public)

- Mobilités lourdes et transport de voyageurs : Mettre en place les bus hydrogène (5) et la station de production et de distribution d'hydrogène « AuxHYGen ».
- Augmenter la capacité de production et de distribution de la station afin d'être en phase avec l'arrivée des TER hydrogène.
- Acquérir une benne.
- Alimenter les bâtiments, des événements et des chantiers avec l'hydrogène stationnaire.
- Travailler sur le rétrofit pour les véhicules poids lourds, les véhicules utilitaires légers et la partie agricole.
- Faire émerger un centre de maintenance pour ce type de véhicules.
- Travailler au déploiement d'une offre de formation pour ces nouvelles technologies.
- Faire labelliser l'écosystème auxerrois comme un technopôle hydrogène.



2. L'HABITAT

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE



911

2.1 HABITAT

MISSION



communauté
de l'auxerrois

Pour répondre aux besoins quotidiens des habitants et à l'amélioration du cadre de vie, l'activité se traduit par la définition des politiques locales de l'habitat et du logement ainsi que par leur traduction en programmes d'action.

La politique de l'habitat recoupe également des activités du quotidien en termes de lutte contre l'habitat indigne par des relevés d'indécence, d'insalubrité et d'immeubles menaçant ruine, en passant par la promotion de la production de nouveaux logements, le pilotage des dispositifs d'amélioration de l'habitat, la veille et l'observation sectorielles.

FAIT MARQUANT

1. La réactualisation du PLH⁶



Le contenu du PLH 2, adopté à l'unanimité par le conseil communautaire, a été élaboré en 2021 avec les groupes de travail PLUI-HD réunis de mars 2021 à janvier 2022 avec pour objectifs :

- La mise à jour des 29 fiches communales.
- La prise en compte de la nouvelle gouvernance en termes d'orientations.
- Le recalibrage des objectifs communaux en termes de production de logements.
- La redéfinition du programme d'actions pour répondre aux enjeux du territoire.

2. La redéfinition du volet « habitat » d'Action Cœur de Ville

Au-delà de l'inscription de nouveaux enjeux faisant écho à une stratégie globale à l'échelle de l'agglomération en termes de réhabilitation du parc ancien et traduites aujourd'hui par 5 fiches actions du PLH (affirmer une politique

en faveur des centres bourgs et centres ville, développer la rénovation énergétique du parc privé, déployer un dispositif d'accompagnement des copropriétés, lutter contre la non décence et l'habitat indigne, lutter contre la précarité énergétique), le service s'est attaché à développer des opérations immobilières en lien avec des promoteurs spécialisés dans la réhabilitation patrimoniale mais aussi des investisseurs locaux pour reconquérir le parc de logements vacants, réhabiliter un patrimoine dégradé et participer à la redynamisation du commerce de centre-ville. A ce titre, le développement de la convention immobilière avec **Action Logement a déjà permis l'engagement de 9 des 12 actions** initialement inscrites en 2019. Un avenant est en cours de préparation pour inscrire de nouveaux projets développés. L'enveloppe de **crédits réservés par Action Logement pour l'aide à l'investissement passerait ainsi de 2,8 M€ à 5,7 M€.**

3. La redéfinition des objectifs partenariaux avec les bailleurs sociaux du territoire

Outre la participation à la redéfinition du NPNRU, l'année 2021 a été marquée par les négociations avec les 3 principaux bailleurs du territoire (OAH, DOMANYS et HABELLIS) pour élaborer leurs Conventions sociale (CUS).



La CUS définit la politique patrimoniale de l'organisme HLM, ses engagements et ses objectifs. Dans ce cadre, la défense des intérêts du territoire en termes de production de logements sociaux s'est notamment traduite par des principes aujourd'hui inscrits dans le PLH : permettre un meilleur équilibre territorial de l'offre et assurer aux communes qui le souhaitent un renouvellement de l'offre de logements sociaux dans le cadre du plan de vente de chaque bailleur.

4. La création du « service technique habitat » pour favoriser la lutte contre l'habitat indigne

Qu'il s'agisse du repérage, du signalement et éventuellement du traitement de l'indécence, de l'insalubrité ou du péril, ce n'était pas moins de 4 intervenants différents au sein de la CA-VA qui agissaient jusqu'à présent.

Aujourd'hui et quel que soit le domaine d'intervention, un seul service répond à cette mission. Une mission renforcée d'accompagnement par l'intermédiation pour la recherche de solution à l'amiable entre locataires, propriétaires et gestionnaires. Le rôle de conseil auprès des communes pour le diagnostic technique du bâti, les pouvoirs de police générale du maire. L'accompagnement des propriétaires et locataires ainsi que le traitement curatif des immeubles repérés (des biens sans maître aux immeubles menaçants ruine). Globalement, c'est moins de signalements officiels sur la ville d'Auxerre mais plus de dossiers ouverts au bénéfice des communes de l'agglomération,

plus de résolutions de problématiques par l'intermédiation et plus de clôture de dossiers antérieurs à 2021.

ACTIVITÉ COURANTE

- Suivi-animation des OPAH en 2021 :
 - 250 dossiers instruits ouverts
 - 247 dossiers instruits clôturés
 - Il reste près de 240 dossiers actifs jusqu'en avril 2024
- Organisation d'un atelier à destination de petites copropriétés en difficulté (07 juillet) :
 - Aide à la gouvernance
 - Aide à la définition de projets de réhabilitation
- Redéfinition du dispositif « toiture-façade » de la Ville d'Auxerre dans le cadre du PSMV et accompagnement des propriétaires en partenariat avec l'instructrice PSMV⁷.
- Instruction des demandes des bailleurs sociaux pour la vente de logements sur le territoire de la Ville d'Auxerre.
- Réalisation des fiches d'identité des prospects au titre de la procédure de regroupement des bailleurs sociaux.
- Interface avec les notaires : 254 attestations hygiène-salubrité.
- Technique Habitat :
 - Procédures de mise en sécurité (péril) : 11
 - Indécence et insalubrité : 18 signalements officiels dont 1 insalubrité (arrêté)

préfectoral), 7 dossiers traités par l'intermédiation et 7 dossiers clôturés (autant que sur la période 2017-2020) dont 1 insalubrité.

• Création et développement du SIG Habitat indigne en lien avec le service SIG⁸ : Création des couches « péril » et « insalubrité » et développement en cours de la couche « indécence » Développement du réseau partenarial, de la veille et de l'observation sectorielle.

- Conventionnement avec AREHA-Est pour l'analyse de l'occupation du parc social
- Conventionnement avec le GIP-SNE pour le fichier national de demande de logement social
- Réponse à l'appel à projet national pour l'expérimentation du fichier LOVAC (affinage de la situation des logements vacants)
- Récolte de différentes bases de données (RPLS, SITADEL, LOVAC, patrimoine médiéval ...) et développement des couches SIG en lien avec le service référent (exemple : couche « Base permanente des équipements » qui recense l'ensemble des équipements, activités et services sur le territoire intercommunal).

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



286 590 €

d'aide aux particuliers

INDICATEURS

Réhabilitation du parc très dégradé) :

72 % des logements de type F2 – F3 programmés pour le parc locatif et répondre à 65 % de de la demande locative.

- Livraisons d'opérations engagées en 2020 (11 opérations de réhabilitation complète dont 7 sur Auxerre au titre d'ACV et 4 hors Auxerre : 2 sur Saint-Bris-le-Vineux, Appoigny et Escolives-Sainte-Camille) :
 - 23 logements conventionnés créés dont 3 en intermédiation locative sociale
 - Résorption de la vacance : 27 logements
- 2021 : 9 opérations de réhabilitation complète d'immeuble engagées (5 sur Auxerre au titre d'ACV⁹ et 3 hors Auxerre : Chevannes, Vallan et Villeneuve-St-Salves) :
 - 15 logements locatifs conventionnés créés,
 - 25 logements locatifs libres créés,
 - Résorption vacance : 43 logements.
- Programmation d'opérations pour livraisons 2022 et postérieur :
 - 8 immeubles,
 - 32 logements conventionnés créés,
 - 15 logements locatifs libres créés,
 - Résorption vacance : 34 logements.
- Accompagnement de petites copropriétés dégradées ou très dégradées : 4.
- Mise en œuvre et suivi de la politique de lutte contre l'habitat indigne.
- Procédures de mise en sécurité (péril) : 11.



- Indécence et insalubrité :
 - 18 signalements officiels dont 1 insalubrité (arrêté préfectoral),
 - 7 dossiers traités par l'intermédiation,
 - 7 dossiers clôturés (autant que sur la période 2017-2020) dont 1 insalubrité.
- Création et développement du SIG Habitat indigne en lien avec le service SIG :
 - Création des couches « péril » et « insalubrité ».
 - Développement en cours de la couche « indécence ».
- Evolution de l'accompagnement des communes hors Auxerre :
 - Prise en compte des projets communaux dans le projet de PLH
 - Accompagnement des communes sollicitant le service pour résorption habitat indigne : + 3 (Champs-sur-Yonne, Irancy et Jussy)

- Une 1^{ère} opération de prise en charge des travaux d'office et accompagnement à la résorption des biens sans maître : Vallan.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Mettre en place une politique de l'habitat adaptée pour tous et améliorer et réhabiliter l'habitat

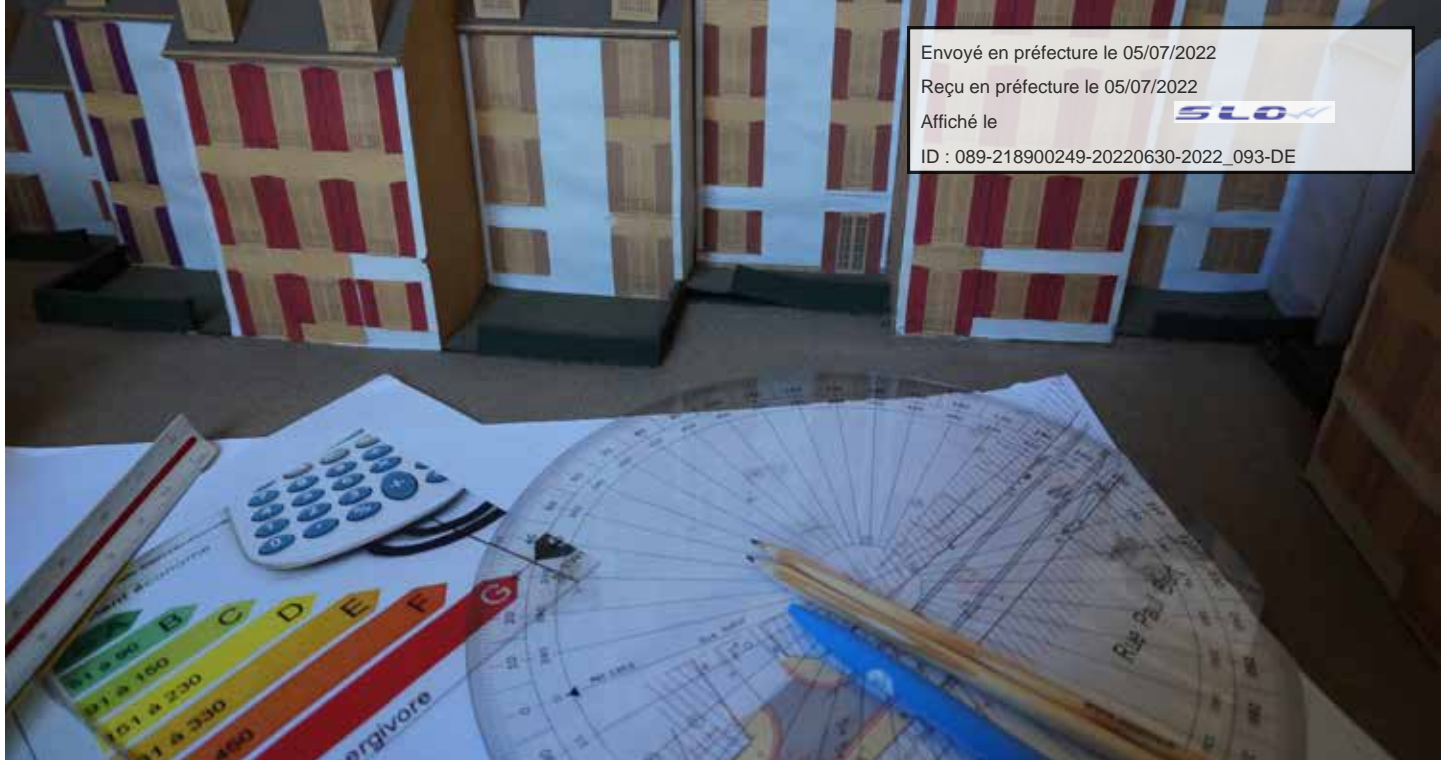
Réhabiliter l'habitat ancien dégradé dans le centre-ville et porter la réflexion au niveau communautaire :

- Accompagner les centres-bourgs dans la rénovation de leur patrimoine ancien privé
- Lutter contre l'habitat indigne

Privilégier la construction dans les « dents creuses »



Remise du Coquelicot d'or à la Ville d'Auxerre pour ses actions de dynamisation de son centre-ville - Mai 2021



Résorber la vacance.

- Ramener le taux moyen de 10,5 à 8 (hors politique du NPNRU¹⁰).
- Objectif : remettre 200 logements vacants réhabilités par an sur le marché (hors NPNRU)

Améliorer le parc locatif social.

- Projet NPNRU sur les quartiers Sainte Geneviève et les Rosoires : mixité sociale dans les QPV¹¹, reconstitution LLS à l'échelle de l'agglomération, requalification du parc locatif social.

Approuver le PLH pour une durée de 6 ans et l'intégrer dans le cadre du nouveau PLUiHD.

Créer des logements étudiants et jeunes travailleurs.

Offrir une nouvelle offre d'habitation à l'échelle communautaire afin d'habiter différemment le territoire.

- Logements intergénérationnels.
- Concevoir des logements connectés.
- Concevoir des logements adaptés aux nouvelles façons d'habiter (notamment en lien avec le télétravail).



3. VALORISATION DES MONUMENTS REMARQUABLES



Vue sur le haut de la Tour de l'horloge

3.1 LES TRAVAUX

MISSION

communauté
de l'auxerrois

L'agglomération compte 66 monuments remarquables sur son territoire dont 16 sur la ville d'Auxerre

L'enjeu est de protéger, rénover et valoriser ce patrimoine historique architectural, vecteur de cohésion sociale et d'attractivité pour l'économie locale. La maladie du patrimoine c'est de croire que cela relève du passé, or les centres anciens sont des lieux d'innovation, des lieux de modernité, des lieux de vie. Il faut faire de notre histoire passé une stratégie contemporaine. C'est dans ce cadre que la Ville d'Auxerre a engagé une étude préalable à la révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) de son Site Patrimonial Remarquable (SPR). Cet outil initié en 1964 et approuvé en 1981, soit âgé de plus de 40 ans, doit être dépoussiéré mais surtout doit devenir un moteur de revitalisation, d'attractivité du territoire, et non se limiter à la seule conservation du patrimoine. L'histoire commence aujourd'hui.

FAIT MARQUANT

- Fin des travaux de la maison Marie Noël qui consistaient en la rénovation de la façade sur rue de l'immeuble.
- Mise en accessibilité de l'église Saint-Eusèbe.
- Poursuite des travaux de mise en sécurité et désenfumage à l'Abbaye saint Germain.

- Mise en accessibilité du parvis de l'abbaye Saint-Germain.
- Lancement des études de faisabilité pour la requalification de l'abbaye saint Germain en vu de l'inscription au contrat de plan état région.
- Réalisation du confortement de la terrasse nord de l'abbaye Saint-Germain, réfection d'un mur de soutènement de l'abbaye Saint-Germain.
- Etude pour la mise en accessibilité depuis le transept sud de la cathédrale Saint-Etienne.
- Amélioration de la sécurité incendie Cathédrale (installation et maintenance de deux colonnes sèches + trappes d'accès en toitures par escaliers ou échelles).
- Démarrage de l'opération de réfection et d'amélioration du système antipigeons sur la cathédrale Saint Etienne.
- Installation de platelages dans les combles de Saint-Eusèbe.
- Porte d'entrée remplacée au Musée Leblanc-Duvernoy.
- Réfection d'arcs boutants (Saint-Etienne, Saint-Germain).
- Rejointoiement des pierres de façades de la tour Saint-Jean.

INDICATEURS

Nombre de monuments remarquables sur le territoire communautaire : 66

Nombre de monuments remarquables propriété (partielle ou totale) de la ville d'Auxerre : 16

Nombres de monuments remarquables qui ont fait ou feront l'objet d'une réhabilitation : 5

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Élaborer les documents de planification nécessaires à l'aménagement durable et partagé du territoire.

Réviser le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Site Patrimonial Remarquable :

- Définir les enjeux et le périmètre
- Reconstituer et faire vivre la commission locale du SPR
- Élaborer le PSMV comme un outil d'attractivité territorial

Réaliser les projets du territoire (espaces publics, bâtiments) de valorisation et d'attractivité.

Préserver et restaurer le patrimoine historique.





4. VALORISATION DE L'ESPACE PUBLIC

4.1 AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN

MISSION

AUXERRE Rue, avenue, place, jardin public, parc, square sont tous des espaces publics. Ce sont des lieux de circulation ou de rassemblement qui participe au vivre ensemble. Leur aménagement et leur entretien doivent concilier différents aspects : place de la voiture, sécurité des piétons, convivialité de l'espace, conciliation des usages, végétalisation (améliorer la qualité de l'aire, créer des îlots de fraîcheur, favoriser la biodiversité, améliorer l'infiltration de l'eau dans le sol) mais aussi au niveau de l'éclairage public (permettre aux usagers de circuler en toute sécurité, de lutter contre la pollution lumineuse et réaliser des économies énergétiques et budgétaires avec le passage en LED).

FAIT MARQUANT

- Fin des travaux de la coulée verte, promenade de 12 km autour d'Auxerre
- Fin de l'aménagement de la liaison cyclable (véloroute) entre Auxerre et Vaux

Mais aussi...

- Rénovation de l'éclairage public (passage aux LED).

- Des sanisettes design et gratuites, Auxerrois Magazine, novembre 2021.
- Aménagement du carrefour rue du Lycée Jacques Amyot/rue de l'Etang St-Vigile en plateau ralentisseur.
- Aménagement de l'avenue Haussmann (entre les rues L.Bréguet et P.Scherrer).
- Aménagement de la cour du Groupe scolaire Marie Noël.
- Aménagement complet de la rue Vieillard et du carrefour avec la rue Bourneil (dans la continuité des travaux d'assainissement et d'eau potable).
- Mise en accessibilité de cheminement piéton Complexe sportif René-Yves Aubin et Mairie-Maison de Vaux.
- Remise à niveau des voiries des zones d'activité économique de la CA (Saint-Georges-sur-Baulche, Auxerre, Perrigny, Lindry).
- Conception et fabrication d'un nouveau type de mobilier urbain.





ACTIVITÉ COURANTE

Valorisation du cadre de vie

- Espaces verts : Gestion et entretien des espaces verts publics et privés de la ville dont les terrains de sport ; embellissement du domaine public
- Cimetières : Gestion des opérations funéraires, des concessions et des monuments ; application du respect des dispositions réglementaires et entretien des cimetières
- Propreté : Entretien du domaine public ; désherbage des trottoirs ; suppression des tags ; participation à la viabilité hivernale
- Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre des travaux relatifs aux espaces verts, aux aires de jeux, à l'éclairage public et au mobilier électrique
- Gestion du patrimoine arboré
- Gestion des contrats de maintenance : éclairage, signalisation tricolore, espaces verts, vidéo protection, mobilier électrique, horodateurs, sanitaires publics, illuminations, propreté et jeux d'enfants
- Entretien en régie des aires de jeux et du mobilier électrique

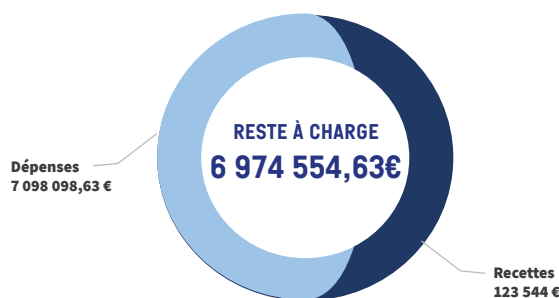
Aménagement de l'espace public

- Mise en œuvre les projets de création, requalification et mise en valeur de l'espace public de la municipalité et de l'agglomération :
- Gestion de la voirie : autorisations, inspection de voirie, gestion du stationnement, diagnostic de la voirie et de ses abords, gestion des autorisations, coordination des travaux, surveillance du domaine public, gestion de la circulation et gestion du stationnement payant ;

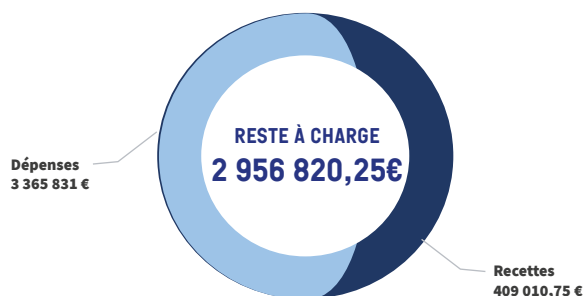
- Entretien du domaine public : entretien courant des voiries – réfection de trottoirs – entretien des chemins ruraux – création et réfection de la signalisation routière verticale et horizontale – création et réfection de mobilier urbain ;
- Aménagement : Collaboration à la conception des projets urbains – conduite de la réalisation des projet – réfection et requalification du patrimoine voirie.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Fonctionnement



Investissement



2021 marque :

- La fin de la réhabilitation de la place Saint Germain pour un coût de 744 K € (dont 198 K € payé en 2021). La ville a bénéficié de 440 K € de subventions (Etat, Région, Département),
- L'achèvement de la coulée verte pour un coût total 2,7 M € dont 257 K € payés sur 2021, La rénovation de l'éclairage public du centre-ville d'Auxerre pour un montant de 695 K € ; le reste à charge pour la collectivité est de 406 K € déduction faite des subventions de l'Etat.

ENTRETIEN COURANT

- Entretien des voiries urbaines et rurales (entretien courant, réfection de trottoirs, etc.).
- Entretien des chemins ruraux.
- Participation à l'entretien des espaces verts publics et privés de la ville (fauchage, etc.).
- Réalisation des programmes annuels de réfection des trottoirs (enrobé et gravillonnage).
- Réalisation du programme annuel de réfections de voirie.

INDICATEURS

- 183 km de voiries.
- 300 km de trottoirs.
- 877 barrières, potelets, et panneaux posés ou remplacés.
- 14 909 m² de gravillonnage et 3 639 m² d'enrobé utilisés pour la réfection de trottoirs.
- 680 kilomètres d'accotements fauchés.
- 1 700 arrêtés d'autorisation d'occupation du domaine public délivrés.
- 1 055 consultations de déclaration de travaux (DT) ou de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).
- Opérations d'aménagement de l'espace public réalisées pour un coût de 2,4 M€.
- 12km de voie cyclable à entretenir sur la ville.
- 53 aires de jeux pour enfants.
- 180 ha d'espaces verts dont 11 parcs publics.

- 10 780 concessions publiques
- 10 021 arbres et 3 000 m² de massifs fleuris.
- 9 000 foyers d'éclairage publics.
- 6 sanisettes gratuites sur la commune.
- 10 Bornes IRVE.
- 44 Carrefours à feu.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Valoriser et rendre l'espace public plus agréable à vivre

Accroître la végétalisation de l'espace public (aménagement et entretien) et actualiser la gestion différenciée des espaces pour l'adapter aux nouveaux besoins :

- Végétaliser les cours d'écoles.
- Revoir notre façon d'entretenir l'espace public et les niveaux de service afin de rendre l'espace public plus agréable et adapté aux enjeux environnementaux.

Optimiser l'éclairage public

Être labellisé « Villes et villages étoilés » :

- Rénover et moderniser l'éclairage public.

Réaliser des aménagements urbains afin d'améliorer le cadre de vie

Retrouver la place de l'Yonne :

- Créer, autour de la ville, le « jardin sans fin ».
- Réhabiliter la place du Maréchal Leclerc.
- Rationnaliser le parc des aires de jeu.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

5. MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURES



5.1 TRANSPORTS URBAINS

MISSION



Depuis le 1^{er} septembre 2018, le service public de transport de la Communauté de l'auxerrois est exploité par la filiale Transdev Auxerrois, du Groupe Transdev, dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP). Au terme de cette DSP, le 31 août 2023, il appartiendra à la Communauté de mettre en place un nouveau contrat de transport.

Le contexte de la DSP actuelle est marqué par la crise structurelle de financement des transports publics accentuée par la crise économique conjoncturelle du COVID-19. Malgré ces difficultés, la Communauté a continué à investir au cours de cette DSP, en particulier avec l'acquisition de 5 bus hydrogène ainsi qu'avec le déploiement d'un système billettique sur l'ensemble du parc urbain et périurbain.

FAIT MARQUANT

Le mercredi 1^{er} septembre 2021 restera comme une date clé de l'histoire de l'Auxerrois. C'est en cette veille de rentrée scolaire que la Communauté d'agglomération a mis en circulation les cinq premiers bus à hydrogène

qui circulent sur la ligne 1, entre la gare Saint-Gervais et les Clairions. Ces Businova H2, des bus à hydrogène conçus et fabriqués en France par Safran, ne rejettent que de l'eau et de l'oxygène dans l'atmosphère. Ils sont alimentés par la station de production d'hydrogène vert construite avenue de la Turgotine, près de la gare. La transition énergétique du territoire vers l'utilisation de carburants non polluants est en route.

INDICATEURS

Le réseau comprend :

- 1 navette de centre-ville électrique
- 1 ligne forte toutes les 15 minutes
- 2 lignes urbaines structurantes toutes les 20/30 minutes
- 4 lignes urbaines de maillage toutes les 40/60 minutes
- 1 service de transport à la demande périurbain avec 3 allers et 3 retours par jour
- 47 lignes scolaires





Bus transdeven rechargement à la station H2 d'Auxerre

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

L'acquisition des bus hydrogène s'élève à 3,1 M€. En tenant compte des aides perçues, **le reste à charge est de 1,4 M €.**

Le coût d'exploitation du service est de 7,9 M € financé par : 3,8 M € de versement mobilités, 0,8 M € de recettes tarifaires, 1,8 M € de subventions par des tiers (régions, état, ville d'Auxerre) et 1,2 M € de subvention d'équilibre versé par le budget principal.

Sur les 7,9 M € de coût de service, 7,3 M € sont portés par la société Transdev à travers une délégation de service public.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Développer et améliorer les mobilités pour les adapter aux défis de demain

- Développer un réseau de bus avec une flotte entièrement propre
- Assurer le renouvellement de la DSP Transport

INDICATEURS



1,3 M

de kilomètres parcourus par les transports en commun



1,7 M

de voyages effectués par les usagers soit + 20% de fréquentation par rapport à 2020 (année Covid)

5.2 DÉPLACEMENT DOUX

MISSION



communauté
de l'auxerrois

L'Agglomération souhaite s'engager dans la promotion des mobilités douces également appelées mobilités « actives » au regard de leur bénéfice sur la santé. Il s'agit de développer la marche et le vélo pour les déplacements de courte et moyenne distance, en complémentarité des solutions de mobilité collectives (transports en commun) ou mutualisées (covoiturage et autopartage).

FAIT MARQUANT

L'année 2021 a permis de définir les axes d'intervention qui ont guidé les actions à engager en 2022 pour le développement de l'usage du vélo :

- Elaboration d'un schéma de continuités cyclables jalonnées et d'une programmation de réalisations. Au-delà du volet aménagement, ce schéma identifiera également les actions complémentaires à mettre en œuvre pour favoriser l'usage (ex : stationnements, dispositifs incitatifs, actions de sensibilisation et d'accompagnement pour donner envie et lever les freins à l'usage).
- Déploiement d'un service de location courte durée (libre-service sur espace public), moyenne et longue durée couvrant l'ensemble du territoire communautaire.

INDICATEURS

- **12 Km** de pistes cyclables sur la ville d'Auxerre.
- Nombre de vélos à assistance électrique LEO en location : **74 dont 54%** pour une durée d'un

an ; **39 locations** de vélos classiques dont la grande majorité sont des locations d'1 mois et 3 mois (à 85%).

- **15 trottinettes électriques** disponibles en location LEO :

- **1,57%** (à horizon 2023, l'objectif est de 5 %) de pratique du vélo dans les mobilités professionnelles.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Développer et améliorer les mobilités pour les adapter aux défis de demain.

- Elaborer et suivre un plan d'action en faveur des mobilités douces et actives.
- Schéma de Cohérence des circulations douces.
- Contribuer au PLUIHD¹² sur les expertises Déplacements / Mobilités ».

Transformer l'aménagement du territoire en menant une stratégie plus durable et responsable en matière d'environnement et dont le principal objectif est l'amélioration du cadre de vie des Auxerrois.

- Développer les déplacements doux à l'échelle de l'agglomération et favoriser les liaisons entre communes (en lien avec le schéma de cohérence des circulations douces à l'échelle de l'agglomération).
- Reconnecter les chemins existants entre eux.
- Identifier, signaler et sécuriser.
- Concevoir de nouvelles liaisons douces.





Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le
 ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

Agent ASVP

5.3 PARC DE STATIONNEMENT

MISSION

AUXERRE Organisation du stationnement en lien avec la politique de mobilité et d'amélioration des espaces publics.

Gestion du stationnement payant, du contentieux du stationnement payant et des parkings couverts.

FAIT MARQUANT

Adaptation de la politique de stationnement dans le contexte de crise sanitaire (Covid).

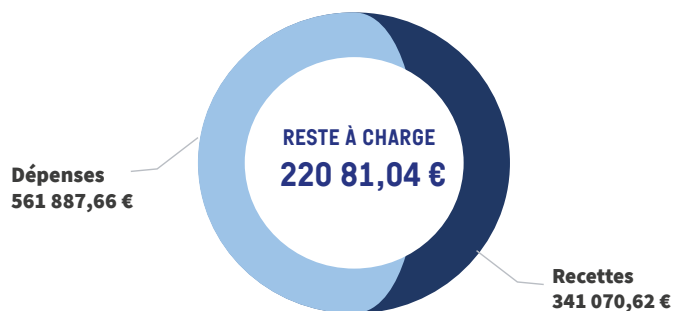
Mais aussi...

Réflexion sur le stationnement et élaboration d'une nouvelle grille tarifaire pour une mise en œuvre au début de l'année 2022.

ACTIVITÉ COURANTE

- Gestion des cartes d'abonnements (résidents, autres).
- Gestion des abonnements (box/emplacements) au Parking du Pont et surveillance du site.
- Collecte des horodateurs.
- Gestion des RAPO.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



INDICATEURS

- 4 312 places de stationnement sur la ville (dont 2 498 gratuites, soit 58%).
- 2 parkings couverts.
- 269 abonnés au Parking du Pont (89 box et 123 emplacements) soit 53.69 % d'occupation.
- 532 cartes de stationnement délivrées (soit 61 300 € de recettes).
- Recettes horodateurs : 102 393.50 €.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Assurer la continuité de service de l'activité et la réactivité et permettre la réalisation des projets

- Contribuer à la réflexion sur la politique et l'aménagement du stationnement
 - * Gestion du stationnement

5.4 CONTOURNEMENT SUD

MISSION



communauté
de l'auxerrois

AUXERRE

Destiné à relier la RN6 et la RD965, le contournement Sud de 9,9 km comporte une section sous maîtrise d'ouvrage de l'État (de la RN 6 à la RN 151) et une section sous maîtrise d'ouvrage du conseil départemental (de la RN 151 à la RD 965).

En formant le troisième quart du contournement, ce projet permettra de retirer la majeure partie du trafic de transit du centre-ville d'Auxerre, d'améliorer la sécurité et de réduire les nuisances pour les riverains et de mettre en œuvre des projets de requalification urbaine de certains quartiers :

- Pour la partie portée par la maîtrise d'ouvrage de l'État, la variante approuvée par le comité de pilotage le 16 novembre 2021 est estimé à 100 millions d'euros.
- Pour la partie portée par la maîtrise d'ouvrage du conseil départemental, les travaux sont estimés à 29 millions d'euros.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

CA
22,5 M€

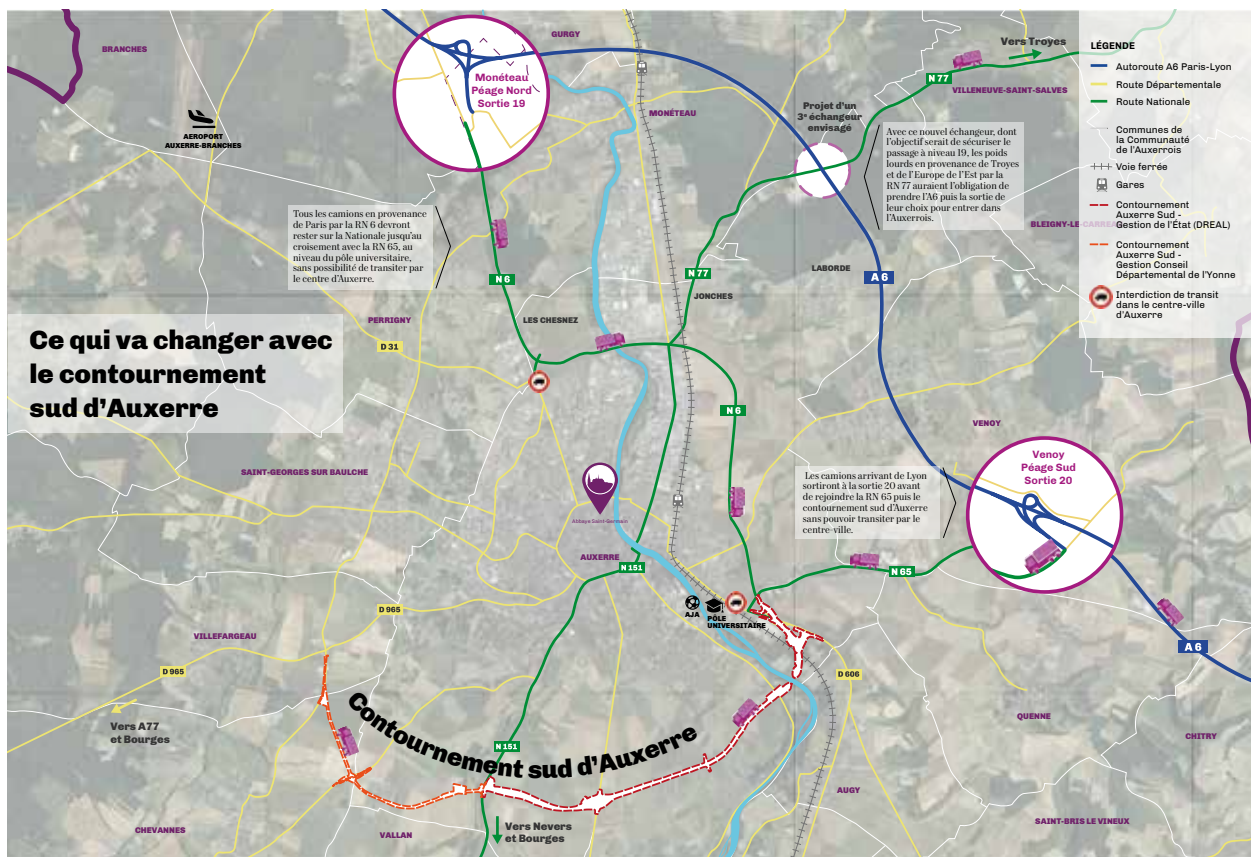


VA
13 M€

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Assurer le développement des mobilités et des déplacements en accord avec les défis environnementaux et les nouvelles attentes.

Accompagner la réalisation du contournement sud (chemins ruraux, abords du contournement...).



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

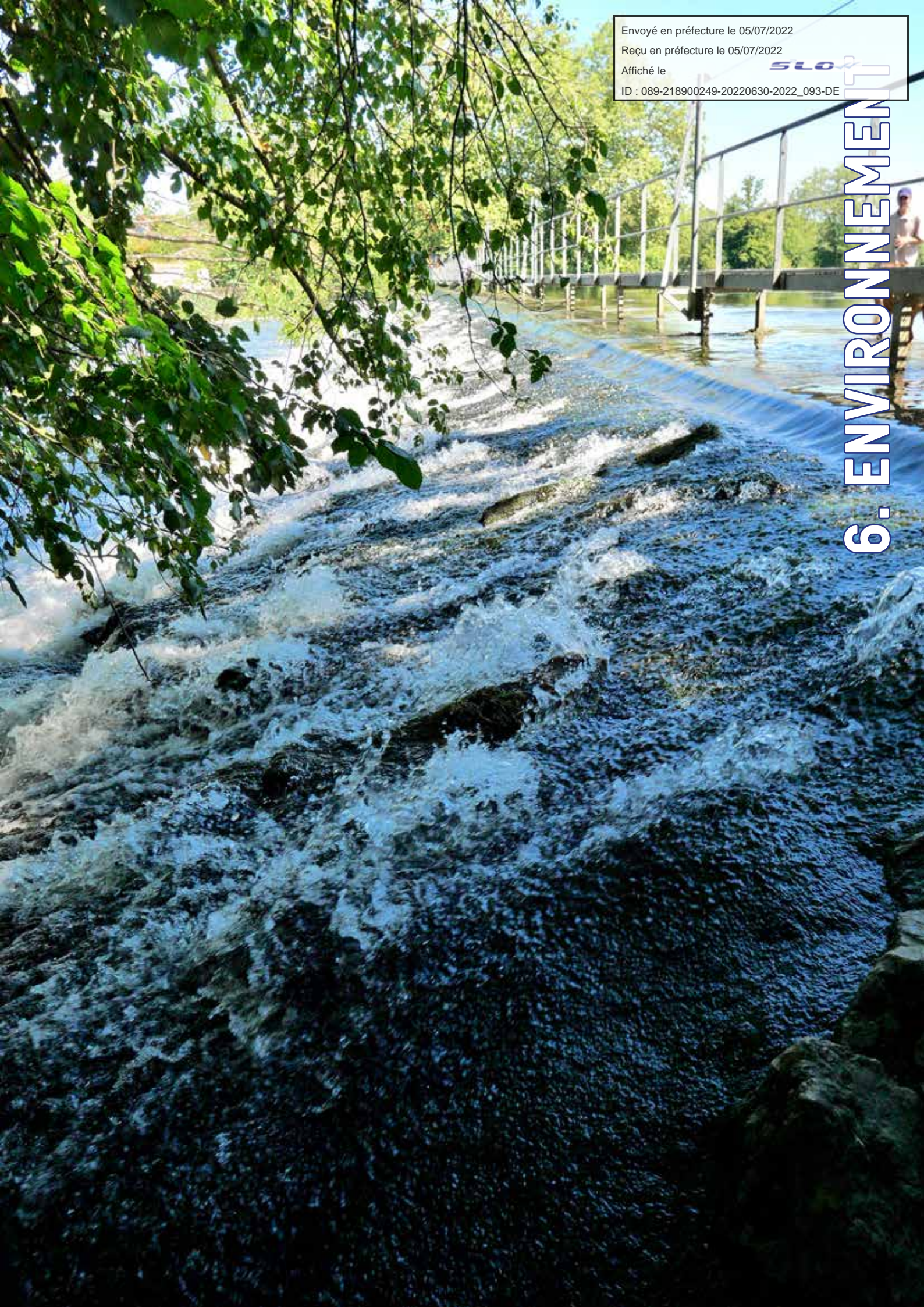
Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

SLO

6. ENVIRONNEMENT



6.1 MAÎTRISE ÉNERGÉTIQUE

MISSION



À l'heure de la transition énergétique, la maîtrise de l'énergie est devenue un enjeu majeur pour nos collectivités.

AUXERRE

Ces économies d'énergie se traduisent par la rénovation de bâtiments publics (isolation ou changement de chauffage), la rénovation de l'éclairage public extérieur ou le raccordement d'un bâtiment public ou résidentiel à un réseau de chaleur.

Elle se traduit aussi à travers nos modes de déplacements notamment avec le déploiement de nouvelles mobilités.

En complément, dans le cadre du dispositif CEE (Certificats d'Economie d'Énergie) qui se traduit par le versement de prime afin d'encourager les économies d'énergie, les collectivités s'inscrivent dans cette démarche afin d'aller chercher les aides financières correspondant aux certificats obtenus.

FAIT MARQUANT

En 2021, le centre-ville d'Auxerre a vu aboutir le passage de son éclairage public au 100% LED, soit 654 points. Entre 2018 et 2021, cela représente une économie annuelle de 230 068 KWh sur le périmètre centre-ville.

Mais aussi...

- Lancement de l'opération de réhabilitation du Conservatoire de Musique et de danse d'Auxerre.
- Lancement de l'opération de réhabilitation de la Salle Vaublanc.

- Remplacement de la chaufferie fioul de l'école rive droite par une chaufferie bio gaz performante.
- Campagne de travaux portant sur de l'isolation, des calorifugeages, et divers travaux en lien avec les certificats d'économie d'énergie.
- Finalisation de la mise en place d'éclairage LED dans l'ensemble des gymnases de la collectivité.
- Décision de construire une seconde chaufferie biomasse avec une mise en service au cours de l'année 2024 et d'un second réseau de chaleur.
- Finalisation de la mise en place et du paramétrage de GTC permettant d'affiner les données et le suivi du marché d'exploitation des installations thermiques.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Concernant le passage en LED de l'éclairage public du centre-ville, l'investissement s'est élevé à **700 K €** pour un reste à charge par la collectivité à **408 K €**. À terme, cet investissement se traduira par une économie d'énergie de **340 Kwh** par point lumineux et une économie financière de **37 K € par an**.

En lien avec la démarche CEE, près de **6 M kwh** Cumac sont générés en 2021 et se traduiront par le versement d'une aide financière soit **49K €** lorsque les CEE seront valorisés.





PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Créer un territoire innovant (en lien avec la direction Développement économique, attractivité et transition écologique)

Viser l'autonomie énergétique dans le quartier Batardeau Montardoins :

- Mettre en place un réseau de chaleur autonome.
- Développer les énergies renouvelables.

Adapter nos politiques publiques pour réduire l'empreinte environnementale.

Développer les énergies renouvelables :

- Installer 4 centrales solaires.
- Construire 2 centrales hydroélectriques sur l'Yonne.
- Développer les réseaux de chaleur.
- Accroître le réseau de bornes de recharge électrique et hydrogène des véhicules.
- Eolien.
- Solaire, agricole et communal.
- Pompes à chaleur.
- Méthanisation.

Tendre vers l'autonomie énergétique

- Accompagner la rénovation des bâtiments.
- Projet Batardeau Montardoins.

Incorporer les innovations dans nos interventions sur l'espace public et les bâtiments.

Identifier les innovations, les analyser et les calibrer (veille sur les matériaux...).

Varié les matériaux en fonction des usages.

Prescrire la mise en œuvre des matériaux Réduire la consommation d'énergie :

- Tendre vers l'autonomie énergétique.

Optimiser l'éclairage public.

Être labellisé « Villes et villages étoilés » :

- Travailler sur les horaires d'extinction / abaissement et sur la pollution lumineuse provenant des commerces et des entreprises.
- Harmoniser la politique d'éclairage entre le SDEY et la Communauté.
- Déterminer une politique d'éclairage pour les zones d'activités 3.3. Rénover et moderniser l'éclairage public.
- Réaliser le passage 100% led sur la ville d'Auxerre (2023-2024).

Développer et améliorer les mobilités pour les adapter aux défis de demain.

Élaborer et suivre un plan d'actions en faveur des mobilités douces et actives :

- Schéma de Cohérence des circulations douces Harmoniser la politique d'éclairage entre le SDEY¹³ et la Communauté.

Accompagner la construction d'un pôle d'échanges multimodal au niveau de la gare SNCF.

Renforcer l'attractivité de l'aéroport et développer l'aviation d'affaires propre.

Développer un réseau de bus avec une flotte entièrement propre.

Améliorer l'offre ferroviaire Auxerre – Paris.

Contribuer au PLUIHD sur les expertises Déplacements / Mobilités.

Assurer le renouvellement de la DSP¹⁴ Transport.

6.2 TRANSITION ÉCOLOGIQUE

MISSION



communauté
de l'auxerrois

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, dans la continuité de son action en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, s'est engagée dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Territorial.

Le « Plan Climat » a pour but l'élaboration d'un diagnostic, d'une stratégie et d'un plan d'actions pour faire de l'Auxerrois un territoire neutre en carbone en 2050. L'élaboration du Plan Climat puis sa mise en œuvre s'effectuent dans une dynamique de partenariat entre les acteurs du territoire et la collectivité afin de se donner les moyens de répondre aux enjeux de la crise climatique de manière intersectorielle et transversale.

De plus, la Communauté de l'Auxerrois fait face à de nombreux enjeux liés à l'agriculture et l'alimentation. Le projet alimentaire territorial – PAT - complète et prolonge les programmes préventifs pour l'eau. Il permet d'inscrire, dans une démarche plus vaste, la transition des exploitations vers une agriculture durable, de porter la réflexion à l'échelle du système alimentaire, et de renforcer la résilience alimentaire et climatique. Le PAT se situe dans le prolongement des actions déjà engagées pour le climat et la préservation des ressources en eau (partenariats notamment avec Bio Bourgogne, Chambre d'agriculture et SAFER), l'animation de l'association pour la qualité de l'eau potable, la contribution à l'étude du GRAP Nord Bourgogne et l'étude d'opportunité-faisabilité pour une légumerie/conserverie :

- Pour identifier les besoins des exploitants (étude typologique agricole, enquêtes producteurs, études filières luzerne...)
- Pour accompagner les mutations de l'agriculture (étude post conversion AB),
- Pour connaître les potentialités culturelles des sols, orienter les producteurs en recherche de diversification, et pour préserver particulièrement les sols à forte valeur agronomique

Le PAT¹⁵ est un prolongement logique des démarches engagées. Il ajoute de la cohérence, en faisant le lien avec les filières et l'alimentation au sens large (humaine, animale, jusqu'à l'énergie comme la valorisation des biodéchets et co-produits de l'agriculture par la méthanisation...).





FAIT MARQUANT

PLAN CLIMAT ET LABEL TERRITOIRE “ENGAGÉ CLIMAT AIR ENERGIE”

Les délibérations des conseils communautaire (2015-130) et municipal (2015-015) actent l’engagement de la Communauté de l’auxerrois et de la Ville d’Auxerre dans la démarche de labellisation Cit’ergie.

Suite à la mutualisation des services de la Communauté de l’auxerrois et de la Ville d’Auxerre le 1er janvier 2019, le COPIL PCAET- Cit’ergie du 18 Septembre 2019 décide de mettre en place une démarche mutualisée « Plan climat » regroupant PCAET et Cit’ergie afin d’améliorer la gouvernance et de favoriser les synergies.

La volonté du nouvel exécutif était en juin 2021 de poursuivre le processus de labellisation Cit’ergie à l’échelle de la Communauté de l’auxerrois et de la Ville d’Auxerre.

À ce titre, la délibération N° 2021-141 dont l’objet est la « Labellisation Cit’ergie Ville d’Auxerre et Agglomération de l’auxerrois – Actualisation de la démarche », a été votée en conseil communautaire le 07/10/2021.

Celle-ci fixe entre autres les 2 objectifs suivants :

- S’engager dans la finalisation du PCAET¹⁶ et la labellisation CAP Cit’ergie, selon un calendrier commun à définir, permettant la complémentarité des 2 démarches.

- Établir la nouvelle gouvernance de la démarche Plan Climat : COPIL, COTECH, équipe projet, selon les exigences du référentiel Cit’ergie

La labellisation Cit’ergie® désormais dénommée « Territoire Engagé Climat Air Energie » récompense pour quatre ans la performance des collectivités s’engageant volontairement dans une politique énergie climat durable. Afin de répondre aux objectifs de réduction des émissions de CO₂, d’efficacité énergétique et de développement des énergies d’origine renouvelable, la labellisation Cit’ergie sera utilisée comme une méthodologie de soutien pour l’élaboration et le renforcement du programme d’actions du Plan Climat-Air-Energie Territorial.

Mais aussi..

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

Par ailleurs, dans cette démarche, la Communauté d’agglomération d’Auxerrois a été nommée lauréate de l’appel à projet National de la DRAAF pour la construction d’une démarche PAT sur son territoire.

ACTIVITÉ COURANTE

Suivi et animation des dossiers / projets suivants :

- PCAET : finalisation diagnostic, EES, mise en place de la gouvernance, préparation et animation des ateliers COTECH et COPIL pour la définition de la stratégie puis du plan d'actions.
- Réactualisation des bilans de GES des bâtiments de la ville et CA.
- Convention de partenariat avec ATMO BFC qui assure la surveillance de la qualité de l'air sur l'auxerrois.

Pour le PAT :

- Recours à un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la construction de la démarche.
- Réalisation d'un diagnostic agro-alimentaire par le PETR du Grand Auxerrois à l'échelle du PETR avec le cabinet Vitagora. L'ensemble des élus du PETR du Grand Auxerrois ont souhaité mettre en place une stratégie pour la filière agroalimentaire du territoire « de la fourche à la fourchette » dans le but de rendre plus pérennes et durables les

filiales locales. Dans ce cadre, le cabinet Vitagora a été missionné pour structurer cette démarche afin d'aboutir à une feuille de route stratégique, ainsi qu'à un plan d'actions. Cet accompagnement se fait en complément du travail en cours à l'échelle de l'Agglomération, mais permet de construire des synergies entre les projets des territoires voisins, mais aussi trouver un équilibre financier pour certains projets qui auront besoin d'échelles d'application plus importantes.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Adapter nos politiques publiques pour réduire l'empreinte environnementale.

Elaborer, décliner et suivre le plan Climat :

- Structurer un réseau métier dans les directions afin de relayer les actions
- Définir la gouvernance et les modalités de l'animation transversale (focus sur les articulations avec PLUI notamment).

INDICATEURS



25
ACTEURS

impliqués sur le Plan climat (Elus, institutions, chambres consulaires, partenaires territoriaux)



Atelier Plan Climat - Cotech juin 2022



6.3 ÉNERGIES RENOUVELABLES

MISSION

communauté
de l'auxerrois

AUXERRE

Développer les énergies renouvelables afin de réduire l'empreinte environnementale de nos politiques publiques. Cette mission embrasse tous les projets d'ENR (énergies renouvelables) : Solaires, hydroélectriques, Eoliens, méthanisation.

FAIT MARQUANT

En 2021, la Communauté d'agglomération a lancé une étude d'opportunité et de faisabilité, sur le potentiel de production hydroélectrique de quelques sites identifiés sur le territoire de l'Agglomération. Cette étude menée par le cabinet Hydréole, se base sur le cahier de charges produit par l'ADEME BFC sur la faisabilité d'une centrale hydroélectrique. Cette étude fait partie intégrante de la politique d'agglomération en matière de production des énergies renouvelables.

Concernant la centrale solaire, une convention de développement avec Total Energie a été élaborée.

La communauté poursuit sa politique de développement de la filière hydrogène avec le lancement des cinq bus hydrogène sur le transport urbain de l'agglomération et prépare l'extension de la station de production pour accompagner l'arrivée des trains TER H2O, des quatre bus qui viendront compléter la flotte de transport urbain et l'acquisition d'une benne à ordures roulantes à l'hydrogène.

Enfin, les conclusions sur l'étude portant sur la surchauffe urbaine menée par la Ville par le bureau d'étude TRIBU ont été restituées. Elle a permis de constater des températures nocturnes plus élevées dans les secteurs urbanisés et

indique l'existence d'îlots de chaleur urbain caractérisés sur la ville, avec un impact sanitaire élevé. Par niveau d'importance, le centre-ville apparaît en première position en termes d'enjeu de surchauffe urbaine, suivi du quartier Sainte Geneviève, puis les zones d'activités situées près de l'avenue Jean Mermoz, ensuite les quais de la République, et enfin les secteurs pavillonnaires. Les facteurs déterminants ayant un fort impact sur ce phénomène sont l'existence de tissus denses et d'îlots fermés, la rugosité aux vents et le piégeage de la chaleur par le bâti.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Adapter nos politiques publiques pour réduire l'empreinte environnementale.

Développer les énergies renouvelables :

- Installer 4 centrales solaires.
- Construire 2 centrales hydroélectriques sur l'Yonne.
- Développer les réseaux de chaleur.
- Accroître le réseau de bornes de recharge électrique et hydrogène des véhicules.
- Eolien.
- Solaire, agricole et communal.
- Pompes à chaleur.
- Méthanisation.

6.4 EAU POTABLE

MISSION



communauté
de l'auxerrois

Le service public d'eau potable a pour mission la production, le traitement, le transfert, le stockage, la distribution et la protection des ressources.

Il intervient sur l'ensemble du territoire de la Communauté de l'auxerrois, exception faite de la commune d'Escamps qui est en représentation substitution dans un syndicat. L'exploitation du service est déléguée via deux contrats d'affermage : Véolia pour Chitry le Fort et Suez pour le reste du territoire de la communauté (jusqu'en 2022).

La Communauté réalise en directe les investissements plus importants. Ces travaux sont financés par une surtaxe communautaire.

FAIT MARQUANT

Le transfert des installations portuaires à la Communauté de l'Auxerrois :

La communauté d'agglomération de l'auxerrois a fait réaliser le schéma directeur du réseau d'eau potable (2021-2022).

Il a permis la mise en évidence des différents enjeux tels que :

- La sécurisation de la production d'eau potable,
- La sécurisation de la distribution via la finalisation des interconnexions,
- Le renouvellement du réseau et l'amélioration du rendement,
- La maintenance du patrimoine,
- L'amélioration de de la qualité de service aux abonnés.

Les investissements nécessaires pour y répondre ont été chiffrés à plus de 60 M€.


Mais aussi...

Choix du mode de gestion futur

Les contrats de délégation arriveront à terme le 30 juin 2023. Aussi le Conseil communautaire a choisi le 24 juin 2021 la concession comme futur mode de gestion.





Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

Travaux d'adduction d'eau potable - Laborde

ACTIVITÉ COURANTE

Pérennisation du réseau : **8,83km** de conduites renouvelées

RENOUVELLEMENT DE CONDUITE EN 2021				
COMMUNE	RUE /LIEU	DIAMÈTRE	MATÉRIAU	LINÉAIRE (M)
Travaux réalisés par la CA (inclus travaux de renforcement ou de déplacement)				
Auxerre	Rue du Château d'eau Rue Robert Rimbart	350	Fonte	1130
Monéteau	Rue de l'Ermitage	100	Fonte	465
Monéteau	Rue de l'Ermitage	80	Fonte	330
St Bris	Le Douzein	63	PEHD	910
St Georges	Rue des Champs St Eusèbe	125	Fonte	665
St Georges	Rue du Thureau	300	Fonte	575
Villefargeau	Bois L'abbé	90	PEHD	1070
Total				8705
Total des conduites renouvelées				8830

INDICATEURS

	2019	2020	2021
Nombre d'utilisateurs	33462	33579	33632
Volumes produits (m3)	6 115 484	6 116 842	5 943 783
Consommation autorisée (m3)	4 023 190	4 047 566	3 949 786
Linéaire de conduites (km)	727,15	744,16	746,75
Rendement (%)	73,40	73,98	75,37
Taux moyens de renouvellement (%)	0,63	0,64	0,57
Taux de conformité physico-chimique de l'eau Suez Eau France (%)	98,94	97,04	93,39
Taux de conformité physico-chimique de l'eau Suez Eau France (%)	55,56	60,00	100
Prix/m3ETTC périmètre Suez Eau France (base 120m3)	2,16	2,23	2,32
Prix m3ETTC périmètre Véolia (base 120m3)	2,73	2,82	2,94

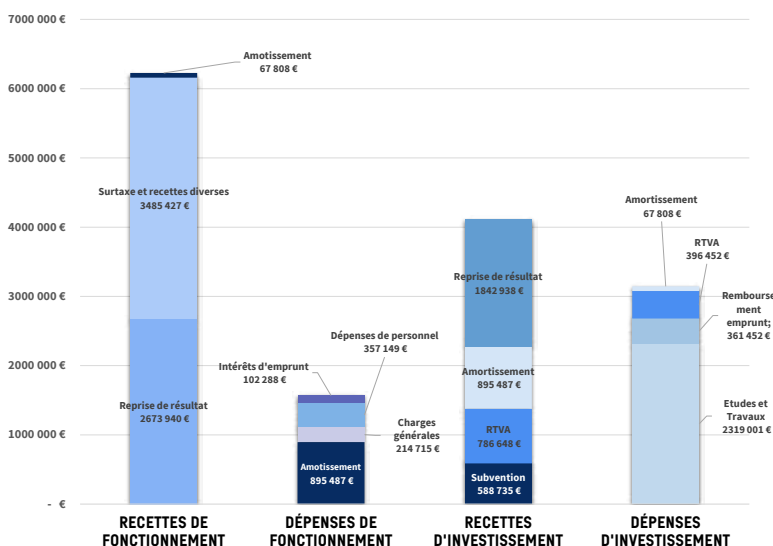
PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Optimiser les gestions de l'eau et anticiper les nouvelles réglementations au niveau de l'agglomération.

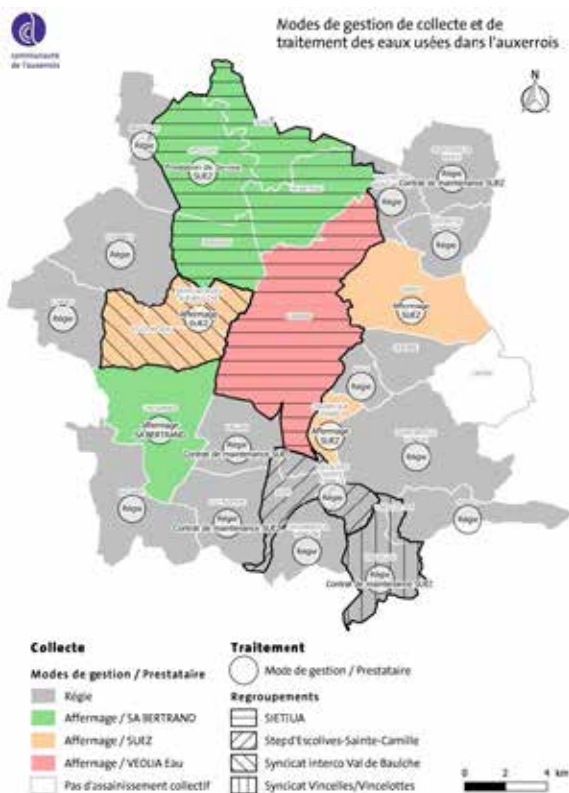
Sécuriser l'alimentation en eau potable

- Mettre en place un traitement de l'eau potable (création a minima d'un site de production) pour sécuriser la qualité de l'eau distribuée
- Interconnecter les réseaux pour sécuriser l'aspect quantitatif

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



6.5 L'ASSAINISSEMENT



MISSION



communauté
de l'auxerrois

La Communauté est compétente en matière d'assainissement collectif depuis le 1^{er} janvier 2020 sur l'ensemble du territoire.

Elle a pour mission d'organiser le service, de contrôler sa bonne exécution, de décider des investissements à réaliser.

Ce service public a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées. Il doit garantir un réseau efficient sur l'ensemble du territoire et des rejets d'eaux conformes à la réglementation.

Deux modes de gestion cohabitent, à savoir la délégation de service public et la régie de manière transitoire avant l'adoption d'un mode de gestion unique.

FAIT MARQUANT

Harmonisation tarifaire :

Une harmonisation tarifaire sur 10 ans avec un tarif cible de 2,83€HT calculé en fonction notamment des investissements à venir a été présenté le 16 décembre 2021 dans le cadre de la tarification 2022.

Mais aussi...

Choix du mode de gestion :

De nombreux contrats de délégation arriveront prochainement à terme. Aussi le Conseil communautaire a choisi le 24 juin 2011 la concession comme futur mode de gestion unique.

Lancement du schéma directeur (2021-2023)

Le schéma directeur est un outil d'aide à la décision des élus locaux et des services. C'est un outil de planification qui permet de donner une vision claire, pédagogique et prospective (15 ans) des programmes d'actions et d'investissement à réaliser, qui doivent être

hiérarchisés et quantifiés pour s'assurer de leur adéquation avec le développement du territoire, la protection du milieu naturel mais aussi avec les capacités financières du maître d'ouvrage. Il donne un cadre réglementaire opposable définissant les conditions et les modalités auxquelles est soumis le déversement des effluents et raccordement dans le réseau d'assainissement des eaux usées et pluviales de la collectivité.

Les études réglementaires sur le système d'assainissement d'Appoigny

En 2021, elles ont concerné :

- Le renouvellement de l'arrêté d'autorisation de la station d'épuration
- L'Etude sur la Recherche et la réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)
- La mise en place du diagnostic permanent



Travaux d'assainissement - Monéteau

ACTIVITÉ COURANTE

Pérennisation et amélioration du réseau :
1,31 km de réseau renouveler

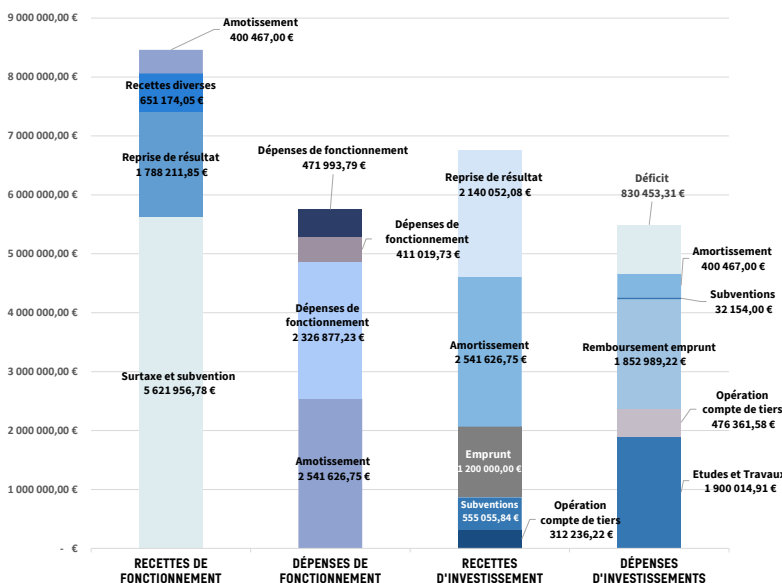
RÉALISATION 2021		
Lieux	Type	Linéaire (km)
Auxerre : rue Viellard	Séparatif	0,54
Auxerre : rues de Paris et V.Martin	Remplacement	0,1
Vincelles : rues Noel et St Jean	Remplacement	0,55
Villefargeau : rue du Manoir	Remplacement	0,12
Total renouvellement 2021		1,31

ENTRETIEN COURANT

L'entretien courant a concerné notamment :

- Le curage des réseaux
- L'inspection télévisée des réseaux : environ 7km d'inspection /an
- Les enquêtes de conformité des biens : plus de 750 en 2021
- Le suivi de l'autosurveillance des points réglementaires (traitement et réseaux) : 152 bilans /an (entrée -sortie) pour les Station d'épuration de capacité supérieure à 2000 EH
- La gestion quotidienne du parc des stations d'épuration, 23 stations de 30 EH à 82 500EH (Appoigny)
- La gestion quotidienne du parc des postes de refoulement : 95

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



INDICATEURS

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

	2020	2021
Nombre d'abonnés	37 006	37 017
M3 assainis /an	-	4 254 250
Linéaire de réseau (unitaire et gravitaire)	472	472
Taux de conformité STEP > 2000 EH (152 bilans entrée/ sortie)	93%	97%
Quantité de MS produite /an (en t de MS) STEP > 2000E	987	1085

PRIX €TTC/M3 AU 01/01	2020	2021	2022
Augy	1,59	1,59	1,89
Bleigny le carreau	1,34	1,34	1,62
Branches	2,29	2,29	2,49
Charbuy	2,29	2,29	2,36
Coulanges la Vineuse	1,92	1,92	2,21
Escamps	3,71	3,71	3,70
Escolives Sainte Camille	2,81	2,81	2,84
Gy l'Evêque	2,68	2,68	2,77
Irancy	1,33	1,33	1,62
Jussy	1,40	1,40	1,67
Lindry	1,33	1,33	1,62
Montigny la Resle	2,23	2,23	2,43
Quenne	1,37	1,37	1,66
Saint Bris le Vineux	2,91	2,91	2,90
Vallan	2,98	2,98	2,96
Villeneuve Saint Salves	2,09	2,09	2,33
Vincelles/Vincelottes	1,90	1,90	2,16

PRIX €TTC/M3 AU 01/01	2020	2021	2022
Appoigny	2,34	2,35	2,42
Auxerre	2,20	2,21	2,42
Champs sur Yonne	2,65	2,71	2,71
Chevannes	2,65	2,70	2,82
Gurgy	2,15	2,17	2,17
Monéteau	2,18	2,19	2,45
Perrigny	1,77	1,78	2,06
Saint Georges sur Baulches	2,45	2,50	2,50
Venoy	2,44	2,83	2,98
Villefargeau	3,00	3,06	3,11

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Optimiser les gestions de l'assainissement et anticiper les nouvelles réglementations au niveau de l'agglomération.

Gérer de manière optimale et innovante les boues des stations d'épuration et supprimer les filières de boues liquides.

Rationaliser le nombre de stations d'épuration :

- Supprimer et créer des interconnexions
- Valoriser et innover dans les nouvelles stations
- Améliorer le traitement





6.6 GESTION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

MISSION



La Communauté de l'Auxerrois assure l'organisation et l'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Des collectes de déchets aux portes à porte, un réseau de 7 déchetteries, des services connexes comme la maintenance du parc de bacs roulants sont autant de service permettant à chaque usager de trier ses déchets correctement dans un objectif de préservation des ressources naturelles.

FAIT MARQUANT

Renouvellement des marchés publics de collecte et traitement des déchèteries et des déchets issus des points d'apport volontaire. Fort impact budgétaire

Mais aussi..

Incendie criminel détruisant 18% du parc de véhicules de collecte

Mise en place d'horaires déchèteries sur la période estivale

ACTIVITÉ COURANTE

En 2021, le gisement des déchets ménagers et assimilés est constitué des tonnages issus de :

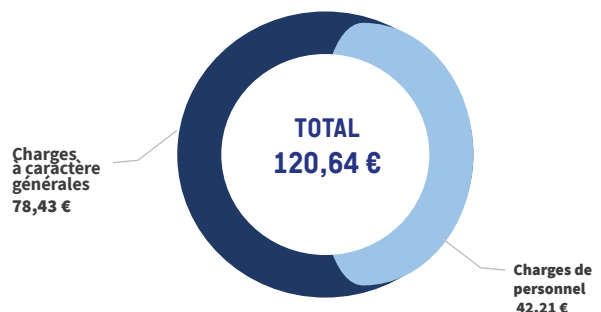
- La collecte des ordures ménagères résiduelles
- La collecte sélective des emballages ménagers
- La collecte sélective des biodéchets
- Les déchetteries

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Dépenses CA



Dépenses par habitant



ENTRETIEN COURANT

COMPTABILISATION DES TONNAGES PAR FLUX COLLECTÉS

TYPE DE DÉCHETS	68 050 hab		67 832 hab		Yonne 2019	Bourgogne FC 2019
	2021	2020	Evol. 2021/2020	%		
	Tonnes	kg/an/hab	kg/an/hab	%	kg/an/hab	kg/an/hab
Ordures ménagères et assimilées	15408	226	218	4%	189	186
Cartons et Sélectif porte à porte	4575	67	65	3%	65	57
Points Recyclage (sans le Verre)	536	8	8	0%		
Verre	2276	33	35	-6%	38	39
Textiles	278	4	3	33%	NC	NC
Déchetteries	19026	279	246	13%	NC	NC
Biodéchets (*)	89	19	21	-10%	8	11
TOTAL	41947	616	573	8%		

Le ratio exprimé en kg/an/hab des déchets collectés en 2021 progresse de 8% par rapport à l'exercice précédent.

MODE DE VALORISATION DES TONNAGES COLLECTÉS

Valorisation énergétique

15408 tonnes d'ordures ménagères collectées sont enfouies en centre de stockage. Les biogaz formés sont récupérés par une mise en dépression du massif et les biogaz sont transformés en énergie électrique et remis dans le réseau grâce à une turbine.

Les encombrants collectés en déchetteries sont triés dans une usine de transformation en Combustible Solide de Récupération, où les matériaux sont triés, broyés et transformés en briquettes pour être utilisés en cimenterie comme matériaux de chauffage.

Enfin, les Déchets Dangereux recueillis en déchetteries sont classés par famille puis incinérés dans des usines spéciales.

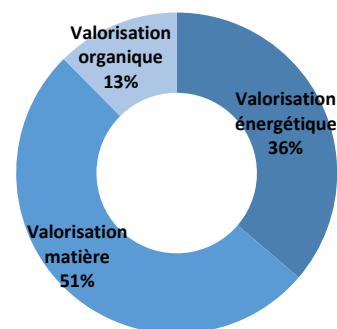
Valorisation matière

7387 tonnes collectées sont des matériaux recyclables qui ont été triés puis utilisés pour fabriquer de nouveaux produits et éviter l'utilisation de matières premières.

Valorisation organique

5298 tonnes collectées en déchetteries sont des végétaux destinés au compostage. Le compost est utilisé pour amender des terres agricoles ou encore revendu à des paysagistes, des services communaux, des particuliers. Il en va de même pour les 89 tonnes de biodéchets issus des restes de repas.

Mode de valorisation des déchets



INDICATEURS

41947 Tonnes de déchets collectés

226 Kg/an/hab d'ordures ménagères

31,9% Taux de recyclage des déchets collectés

62,7% Taux de valorisation des matières

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Collecter et valoriser les déchets

Optimiser le fonctionnement de la collecte et anticiper les évolutions réglementaires.

- Réaliser une étude sur le mode de gestion et la collecte des déchets.

Refondre le dispositif de la tarification des déchets afin de l'harmoniser.

Réduire les déchets non valorisables :

- Poursuivre les actions de prévention.
- Développer les filières de tri ou d'économie circulaire autour des déchets (en relation avec l'éco pôle).

Optimiser le fonctionnement des déchetteries et l'offre de service :

- Redimensionner les déchetteries existantes afin d'améliorer l'accueil et le service.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

7. ENFANCE



7.1 PETITE ENFANCE

NOTRE MISSION

Afin de permettre aux familles de concilier vie professionnelle et vie familiale, les services Petite-enfance de la ville d'Auxerre ont adapté leurs modes d'accueil. Ils permettent ainsi aux enfants tout à la fois de s'éveiller et de s'épanouir dans un environnement sécurisant.

Le projet éducatif et social des structures de la Petite-enfance a pour objet, notamment, d'accompagner les enfants dans leur découverte du monde les entourant, d'assurer leur socialisation en douceur, de favoriser l'éveil et l'autonomie, de leur garantir des soins individualisés, de respecter leurs rythmes et repères ainsi que d'assurer leur sécurité à la fois physique et affective.

Il a également pour objectif de réduire les inégalités en offrant à l'enfant un environnement où il puisse développer ses potentialités motrices, intellectuelles et sociales.

Nos actions pédagogiques sont construites à partir des capacités de développement de l'enfant en ayant le souci de s'ouvrir à la différence, dans un environnement respectueux et solidaire et de donner un accès à la culture pour tous.

La politique publique petite enfance implique de :

- Superviser, soutenir et optimiser le fonctionnement de 4 établissements municipaux d'accueil de jeunes enfants dans le respect des obligations de la CNAF et de la PMI, et travailler avec les 6 structures non-municipales dans le cadre d'une coordination petite enfance pour permettre aux familles de concilier vie familiale, vie professionnelle et temps libre et pour favoriser le bien-être, l'éveil et la socialisation des enfants,
- Superviser, organiser les 2 lieu d'accueil enfant parent (LAEP)
- Suivre l'activité du relais d'assistante maternelles pour la garde à domicile,
- Analyser l'activité et le coût des structures, la typologie des publics et les besoins d'accueil et adapter les services aux besoins du territoire,
- Suivre et animer le partenariat financier et technique avec la CAF et s'inscrire dans les dynamiques locales de réseaux dont le REAPP,
- Contribuer à la rénovation des locaux et suivre les programmes de travaux.





FAIT MARQUANT

À partir du 7 septembre 2021, deux nouvelles structures municipales d'accueil enfants/parents ont ouvert à Auxerre pendant deux demi-journées. L'objectif est de permettre à des parents, des futurs parents ou des grands-parents de l'Auxerrois de se rencontrer et de partager avec deux accueillants spécialement formés : expériences, préoccupations et parfois difficultés.

Cette pause conviviale est gratuite, totalement anonyme et sans rendez-vous. Pendant ce temps, les enfants de 0 à 6 ans, placés sous la responsabilité de leurs parents, peuvent rencontrer dans une pièce spécialement aménagée d'autres enfants, partager avec eux des jeux et découvrir la vie en collectivité. Les deux structures sont agréées par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

ACTIVITÉ COURANTE

L'année 2021 a de nouveau été marquée par la situation sanitaire qui a fortement impacté les équipes (protocoles, absences d'agents...). Malgré tout, la ville d'Auxerre a maintenu l'offre de service et poursuivi son travail sur la qualité de l'accueil.

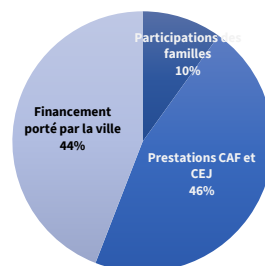
Dans nos 4 établissements des projets pédagogiques ont été déployés en 2021 sur les axes suivants : l'enfant et l'art, l'éveil sensoriel, le développement durable et le libre accès aux jeux.

Des audits internes pédagogiques et sanitaires ont été réalisés pour évaluer la mise en place et la conformité des bonnes pratiques.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



Répartitions des finances de la Petite Enfance



Contribution versée par la ville pour les structures non municipales : 612 350€

ENTRETIEN COURANT

Les structures de la petite enfance font l'objet d'une attention particulière.

Ainsi, à travers l'ensemble des ateliers municipaux comportant 6 ateliers couvrant l'ensemble des métiers du bâtiment, les régies sont proactives dans la gestion des interventions et des demandes ponctuelles.

Dans le même temps et s'agissant d'Etablissement Recevant du Public, ils font l'objet de contrôles réglementaires :

- Installation et conformité électrique
- Moyens de secours (extincteurs, système de sécurité incendie, désenfumage)
- La direction du patrimoine a également mis en place et gère des marchés contribuant à la bonne tenue de son patrimoine portant notamment sur :
 - Le clos couvert et toitures terrasse,
 - Contrat de performance énergétique des installations thermiques (chaufferies des établissements)
 - Les équipements techniques
 - Les portes et portails automatiques
 - Les ascenseurs et portes automatiques
 - La vidéoprotection et le contrôle d'accès
 - Les SSI, désenfumage et extincteurs
 - Les poste de transformation Haute Tension

En complément une démarche de réfection des peintures des murs dans la crèche Kielhmann a été réalisée ainsi que divers aménagements.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Assurer l'accueil dans les crèches (et dans les RAM à compter du 1.01.2023)

Anticiper les besoins de la population

- Mener des diagnostics, réaliser des analyses des besoins sociaux et démographiques et les rendre disponibles pour l'ensemble des projets du territoire.
- Développer la veille sur les usages, les besoins et les tendances sociales.
- Réaliser des suivis statistiques de fréquentation de l'ensemble des services.

Offrir et proposer à la population des conditions d'accueil adaptées et attractives.

- Offrir aux familles des solutions de garde adaptées aux besoins et optimiser le fonctionnement.
- Accueillir les enfants selon des projets pédagogiques respectant le développement de l'enfant et ses besoins.

INDICATEURS



106

Total du nombre de places en 2021



54 %

Taux d'occupation en 2021



151 697

Total du nombre d'heures facturées en 2021



136 751

Total du nombre d'heures de présence effectives en 2021



7.2 CENTRES DE LOISIRS

MISSION

Les cinq centres de loisirs de la ville d'Auxerre (centre de loisirs des Rosoires, centre de loisirs des Brichères, centre de loisirs Rive Droite, centre de loisirs Sainte-Geneviève, centre de loisirs Maison des Enfants) accueillent les enfants de 2 ans et demi/3 ans révolus et scolarisés jusqu'à 12 ans. L'encadrement des enfants est assuré par une équipe de professionnels diplômés.

Les centres de loisirs répondent, dans leur organisation, à une réglementation. Un projet éducatif et un projet pédagogique permettent de poursuivre les objectifs éducatifs de la Ville pour favoriser l'égalité des chances et contribuer à l'épanouissement de tous les enfants.

Ces centres de loisirs ont pour vocation d'offrir aux enfants un espace éducatif et récréatif en dehors du temps scolaire en contribuant au développement de leurs compétences collectives et individuelles et de leur autonomie par l'apprentissage de la vie en collectivité, l'accès à des loisirs éducatifs, culturels et de détente tout en respectant leur propre rythme et en impliquant leurs familles.

FAIT MARQUANT

Décision au conseil communautaire de décembre de créer un Conseil Municipal d'Enfants : les élections se dérouleront en janvier 2022.

ACTIVITÉ COURANTE

Organisation d'un service restauration au sein des centres de loisirs qui ne le proposaient pas : Sainte-Geneviève à partir des vacances d'automne 2020 et rive droite à partir des vacances d'été 2021.

Harmonisation des horaires d'ouverture des centres de loisirs le mercredi et vacances (8h-18h).

Depuis les vacances d'Automne 2021, le centre de loisirs des Brichères ferme à 18h30 pendant les vacances.

Organisation de séjours dans le cadre du dispositif « des colos apprenantes » pour les enfants issus des quartiers politique de la ville de l'auxerrois (69 enfants partis aux vacances d'été et 16 aux vacances d'automne).

INDICATEURS



PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Assurer la continuité de service de l'activité et permettre la réalisation des projets

- Assurer l'accueil sur les temps périscolaires et extrascolaires
- Informer la population sur les services proposés

Offrir et proposer à la population des conditions d'accueil adaptées et attractives

- Offrir des solutions et services périscolaires adaptés ;
- Accueillir les enfants selon des projets pédagogiques respectant le développement de l'enfant et ses besoins

Accroître la participation des usagers à la réflexion sur l'évolution de nos offres et services

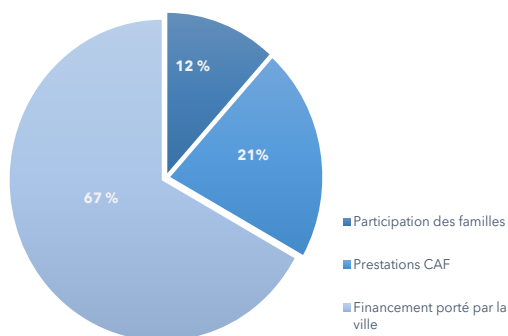
- Organiser le Conseil municipal des enfants

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



Contribution versée par la ville pour les structures non municipales : 194 718,78 €

Répartitions des ressources extra-scolaire





Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

Nouveau restaurant scolaire Ecole Brazza - Auxerre

7.3 VIE SCOLAIRE ET PÉRISCOLAIRE

MISSION

La ville d'Auxerre compte :

- 13 écoles maternelles
- 13 écoles élémentaires
- 4 écoles maternelles et élémentaires privées
- 11 restaurants scolaires

La ville a accueilli 2 602 élèves.

Elle participe à la réussite éducative des écoliers en veillant à instaurer de bonnes conditions de travail en classe. La rénovation des écoles et l'investissement dans de nouveaux matériels contribuent au bien-être des élèves et à la qualité des apprentissages.

Elle propose des interventions éducatives sur le temps scolaire (musicales, culturelles et sportives). Celles-ci contribuent à enrichir la mise en œuvre du programme scolaire.

Ces missions consistent à assurer le suivi et la mise en œuvre de l'évolution de la carte scolaire (suivi de l'évolution du nombre de classes et d'écoles, dérogations de secteurs scolaires, modification des secteurs scolaires...), le mobilier scolaire, les crédits de fonctionnement des écoles, réaliser et gérer l'entretien quotidien, assurer la gestion des agents

territoriaux spécialisés des écoles maternelles. La direction participe à l'application de la politique éducative municipale (en termes d'accompagnement scolaire) et de services périscolaires : restauration scolaire et accueil périscolaire, dispositif d'aide aux devoirs.

Elle assure aussi les relations avec les écoles dont la préparation et le suivi des conseils d'écoles.

Elle coordonne le programme de réussite éducative porté par la caisse des écoles et financé par les services de l'Etat

FAIT MARQUANT

Depuis septembre 2021, une démarche de déclaration des accueils périscolaires (Exceptées les études surveillées) en accueils de loisirs a été réalisée. Par conséquent, ces accueils sont soumis à une réglementation spécifique : projet pédagogique obligatoire, taux d'encadrement à respecter, direction par un personnel qualifié... Ainsi, chaque directrice d'un centre de loisirs à la responsabilité des temps périscolaires organisés au sein de plusieurs écoles regroupées par secteur. Elle est l'interlocutrice pour toute question relative à l'organisation et qualité

de l'accueil et la gestion des enfants. Elle est aussi garante de la cohérence des pratiques entre animateurs en étroite collaboration avec les équipes enseignantes, de la définition et la mise en œuvre du projet pédagogique, des besoins de matériel, la relation avec les familles en cas de difficulté rencontrée...

Mais aussi...

Plus de 100 m² de locaux peu utilisés dans l'école Brazza ont été transformés cet été, en salle de restauration et en cuisine en liaison froide. Des travaux qui permettront d'éviter de transporter en bus chaque midi 90 élèves et 10 accompagnateurs adultes sur le groupe scolaire des Mignottes, limitant ainsi l'empreinte carbone de la collectivité. Ce nouveau restaurant scolaire permettra également aux enfants de profiter pleinement de leur pause méridienne. Les élèves des Mignottes bénéficieront aussi de meilleures conditions au moment du repas, le nombre d'enfants étant réduit. Coût total des travaux : 320 000 euros

ACTIVITÉ COURANTE

Garantir le fonctionnement des 26 écoles, des garderies, des études et des restaurants scolaires de l'inscription à la gestion des moyens humains, financiers et matériels (locaux, travaux, équipements, transports, etc.) indispensables et mettre en place toute adaptation nécessaire de fonctionnement ;

Gérer les accueils périscolaire (matin, midi et soir) qui sont proposés dans toutes les écoles ;

Gérer les transports scolaires pour les ramassages intra-urbains et les activités du temps scolaire (gymnase, piscine...);

Suivre l'exécution de la Délégation du Service Public de la restauration collective ;

Contribuer au dispositif vigipirate avec l'appui de la police nationale ;

Contribuer à l'optimisation du patrimoine scolaire.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

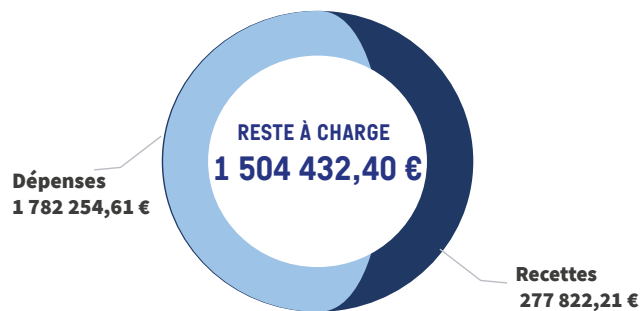
LE SCOLAIRE



Coût par élève en
maternelle
1 710,51 €

Coût par élève en
élémentaire
704,06 €

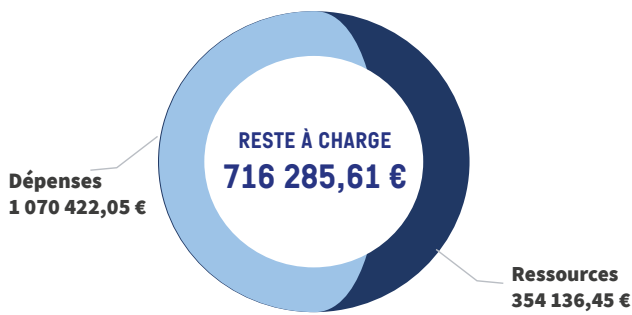
LA RESTAURATION RAPIDE



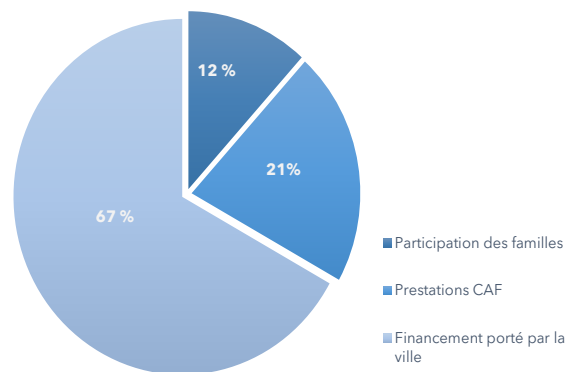


Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

LE PERISCOLAIRE



RÉPARTITION DES RESSOURCES EXTRA-SCOLAIRE



Dans cinq restaurants parmi les 11, les enfants d'élémentaire bénéficient d'un self, avec choix dirigé, garantissant l'équilibre alimentaire. La ville d'Auxerre a défini précisément la qualité de la prestation demandée à la société de restauration ELIOR qui prépare chaque jour les repas à la cuisine centrale. Les repas sont ensuite acheminés en liaison froide dans chaque restaurant. Une fois par semaine, un menu végétarien est proposé ; il permet de montrer aux enfants que l'on peut manger autrement mais toujours équilibré. Les menus sont composés par une diététicienne qui veille à la qualité et au bon équilibre des repas servis sans jamais oublier la notion de plaisir et de découvertes culinaires.

En 2020-2021, 38% des composants ont été des produits issus de l'agriculture biologique (40% prévus au contrat). 37% des composants étaient issus des circuits courts (55% prévus au contrat). Les exigences prévues au contrat n'ont pas pu être respectées pour les produits issus des circuits courts en raison de la crise sanitaire.

ENTRETIEN COURANT

L'ensemble des établissements scolaires font l'objet d'une attention particulière.

Ainsi, à travers l'ensemble des ateliers municipaux comportant 6 ateliers couvrant l'ensemble des métiers du bâtiment, les régies sont proactives dans la gestion des interventions et des demandes ponctuelles.

Dans le même temps et s'agissant d'Établissement Recevant du Public, ils font l'objet de contrôles réglementaires :

- Installation et conformité électrique
- Moyens de secours (extincteurs, système de sécurité incendie, désenfumage)
- Ascenseur

La direction du patrimoine a également mis en place et gère des marchés contribuant à la bonne tenue de son patrimoine portant notamment sur :

- Le clos couvert et toitures terrasse,
- Contrat de performance énergétique des installations thermiques (chaufferies des établissements)

- Les équipements techniques
- Les portes et portails automatiques
- Les ascenseurs et portes automatiques
- La vidéoprotection et le contrôle d'accès
- Les SSI, désenfumage et extincteurs
- Les poste de transformation Haute Tension

En complément une démarche de remise à niveau des stores et rideaux et de réfection des peintures des murs dans plusieurs établissements a été réalisée.

Les travaux 2021 ont portées sur les opérations suivantes :

- Réaménagement à l'école Brazza intégrant le traitement thermique des espaces et leur mise en accessibilité
 - Intégration d'un restaurant scolaire
 - Salle de motricité
 - Vestiaire pour le personnel
 - Espace Rased
 - Locaux stockage matériel pédagogique
 - Salle des professeurs
- Changement de volume verrier à Courbet et Renoir
- Poursuite des travaux de requalification des écoles à Saint Siméon visant à un regroupement des élèves dans un seul établissement
- Agrandissement et réfection de la cour de l'école Marie Noelle
- Réfection de la cour de la Maternelle Courbet
- Mise en place des dispositifs Vigipirate dans les écoles des Clairions, Brazza, et Piedalloues
- Lancement de l'étude de faisabilité pour la reconfiguration de l'école Rive Droite
- Remplacement de la chaufferie fioul de l'école rive droite par une installation performante fonctionnant au biogaz

Réfection de la toiture de l'école Brazza.

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Assurer la continuité de service de l'activité et permettre la réalisation des projets.

- Assurer l'accueil dans les écoles.
- Assurer l'accueil sur les temps périscolaires et extrascolaires.
- Informer la population sur les services proposés.
- Assurer nos missions d'animation sociale, d'accompagnement social et délivrer nos offres.
- Assurer la mise en œuvre de la restauration scolaire et du portage de repas.

Accompagner de manière adaptée tous les publics.

- Mener nos accompagnements sociaux auprès des publics spécifiques.
- Offrir des solutions et des possibilités à tous afin d'accompagner chacun au plus haut seuil de compétence.

Renforcer la qualité de l'offre de restauration collective et la coupler au Projet Alimentaire territorial.

- Appliquer la loi Egalim et la loi climat et résilience.
- Rénover la cuisine centrale (cible 2026), en cohérence avec les besoins en restauration collective et le PAT.
- Être certifié Ecocert niveau 2 en 2022.
- Améliorer la collecte des bio déchets et la valorisation des déchets.
- Suivre la DSP sur la restauration collective et le portage à domicile.
- Anticiper les capacités de la restauration collective.



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

SLO

8. LA CULTURE



8.1 RÉSEAU DE LECTURE PUBLIQUE

MISSION

AUXERRE La lecture publique est composée de trois sites (Jacques Lacarrière, Sainte-Geneviève et Colette) qui ont pour mission la valorisation et la conservation de supports écrits, audio ou vidéo, avec une collection de 40 000 documents patrimoniaux. Un fonds important est mis à disposition du public, destiné à des prêts physiques ou numériques par le biais d'une bibliothèque numérique et d'un service de VOD. Lieux de rencontres, d'animations, de découvertes et d'accès à la connaissance, les bibliothèques mènent des actions particulières pour la lutte contre l'illettrisme, les publics empêchés, le jeune public et les seniors.

FAIT MARQUANT

Déménagement de l'ancienne bibliothèque Saint-Siméon et aménagement de la nouvelle : ouverture de la médiathèque Colette fin juin.

Mais aussi...

- Des travaux de peinture et de changements des sols dans les différents espaces publics de la bibliothèque Jacques-Lacarrière
- Mise en place de l'accueil centralisé, en attente des automates de prêts et les postes informatiques mis à disposition du public mis en place en 2022.

ACTIVITÉ COURANTE

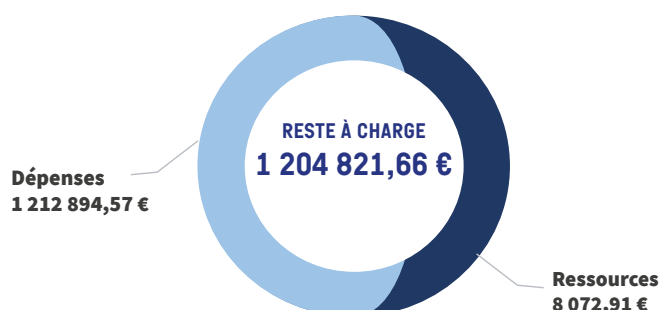
Les missions :

- La promotion du livre et de la lecture,
- L'accueil du public et l'aide à la recherche,
- La constitution des collections, et leur mise à disposition pour tous les publics,
- La conservation et la mise en valeur des collections, notamment patrimoniales,
- L'animation des espaces et des collections.


2021 :

- Cycle "Imaginaires : de Tolkien à Harry Potter" : 216 participants aux 15 rendez-vous proposés dans les bibliothèques.
- 12 autres animations, dont 4 hors les murs : 167 participants.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS





Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

ENTRETIEN COURANT

Le service bibliothèque consacre environ 100 K € par an pour le renouvellement des collections (livre et média) ou abonnement (magazines, presse, etc.)

Les travaux sur la bibliothèque Jacques-Lacarrière (changement des revêtements de sol, peintures, système de sécurité incendie) : 115 698,07 €

L'aménagement de la bibliothèque Saint-Siméon : 140 000 € financé à 55%

L'aménagement du mobilier sur Saint Siméon pour 97 700,51 € TTC (subventionné à 50 %) et sur Sainte Geneviève pour 19 955,01 € TTC (CNAF).

INDICATEURS

	2021	2019
Entrées sur les 3 lieux	27 801	78 152
Nombre de prêts	104 888	180 044
Inscrits actifs	3 626	5 912

**2020, avec la crise COVID, n'est pas représentative*

Avec la crise sanitaire, La bibliothèque Saint-Siméon (devenue médiathèque Colette) a été ouverte 8 mois, Sainte-Geneviève 6 mois et Jacques-Lacarrière, du fait des travaux dans les espaces publics, n'a été ouverte que partiellement durant une grande partie de l'année. Aucun des 3 lieux n'a retrouvé ses horaires d'ouverture d'avant Covid.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Apprendre, transmettre et échanger : élaborer un programme d'éducation artistique, culturelle et sportive pour tous les âges.

Valoriser la lecture publique et renforcer l'attractivité des bibliothèques dans une logique de troisième lieu.

- Mettre en place une bibliothèque jeunesse à Sainte-Geneviève dans le cadre d'un projet global enfance jeunesse du quartier.
- Développer les actions envers la jeunesse, les seniors et les publics empêchés.
- Favoriser la lecture en plein air et la lecture à voix haute dans le cadre de la Cité de la parole et du son.

8.2 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE

MISSION

AUXERRE Le Conservatoire à Rayonnement Départemental propose un enseignement accessible à tous en musique et en danse.

La pratique collective est au centre de cette formation et permet des échanges avec d'autres élèves ou amateurs de tous âges. Les élèves acquièrent progressivement les savoirs et savoir-faire nécessaires à la pratique de leur art leur permettant de poursuivre leur passion en amateurs éclairés et autonomes au sein d'ensembles et de groupes musicaux ou chorégraphiques.

Ceux qui souhaitent s'orienter vers un des métiers de la musique ou de la danse s'engagent dans le cycle d'enseignement supérieur (cycle spécialisé = 3ème cycle) du conservatoire, dont le diplôme est reconnu au niveau national.

Activités du conservatoire

Tout au long de l'année scolaire, le conservatoire organise de nombreuses manifestations et actions au sein de la ville et de ses environs : auditions, concerts (à l'Abbaye Saint Germain, au théâtre, au Silex, à l'Escale), master-classes et conférences...

Ces manifestations sont ouvertes à tous et sont gratuites.

FAIT MARQUANT

Décision de créer un pôle de musique et de danse sur un seul site. Des travaux en matière d'acoustique, thermique et d'accessibilité seront réalisés.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS





PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Apprendre, transmettre et échanger : élaborer un programme d'éducation artistique, culturelle et sportive pour tous les âges.

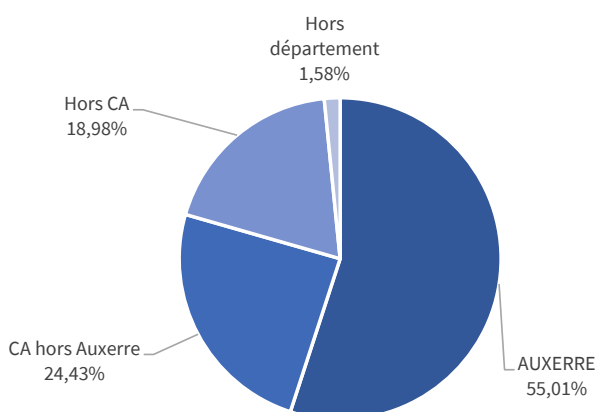
Développer un schéma communautaire des enseignements artistiques.

- Développer l'EAC sur l'agglomération.
- Travailler la mise en réseau des enseignements artistiques sur l'agglomération.
- Favoriser la diffusion artistique sur le territoire.

Rénover le patrimoine bâti.

- Rénover le Conservatoire afin de concevoir une politique musique et danse de l'agglomération.

INDICATEURS



44
Disciplines
enseignées



13
Formations ou
cultures musicales



41
Enseignants



357
Instruments à
jouer



613
Heures d'enseignement
réalisées

8.3 LES BEAUX-ARTS

MISSION

AUXERRE Unique école du département, elle accueille en moyenne 200 élèves par année.

L'école a une mission d'initiation aux arts plastiques, elle permet sur une ou deux années de découvrir, acquérir des bases de graphisme, couleurs et volume. Elle propose pour ceux qui le désirent, un travail plus personnel en atelier libre.

FAIT MARQUANT

Exposition des travaux des élèves en juin : Magie dans le paysage (à l'Abbaye St Germain et virtuelle sur Artsteps)

Mais aussi...

Création de 22 tutoriels vidéos par les professeurs lors des confinements

ACTIVITÉ COURANTE

Permettre au public des plus de 6 ans une initiation aux arts plastiques

Préparation aux concours d'entrée des écoles d'arts

Les disciplines enseignées : graphisme, couleur, volume, photo, image numérique

Les ateliers et stages de l'été 2021 ont porté sur le modèle vivant

INDICATEURS



199

Nombre d'élèves



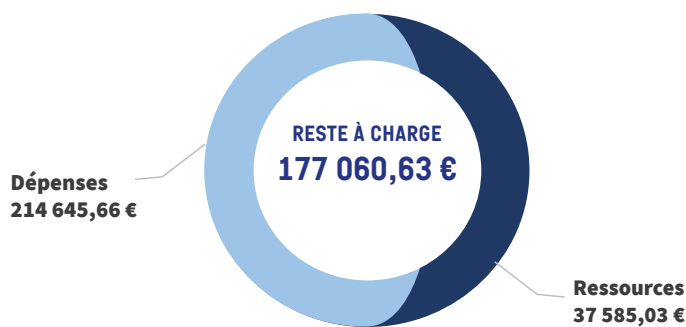
3

Heures hebdo par élève

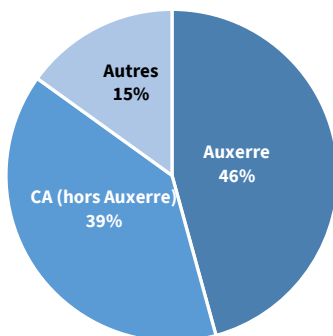




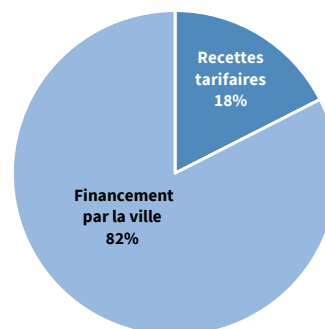
MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS



Répartition de la fréquentation



Répartition du financement



PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Apprendre, transmettre et échanger : élaborer un programme d'éducation artistique, culturelle et sportive pour tous les âges.

Développer un schéma communautaire des enseignements artistiques.

- Développer l'EAC sur l'agglomération.
- Travailler la mise en réseau des enseignements artistiques sur l'agglomération.
- Favoriser la diffusion artistique sur le territoire.

8.4 MUSÉES

MISSION

Le pôle muséal est composé de trois « Musées de France » (Musée Saint-Germain, Muséum d'histoire naturelle, Musée Leblanc Duvernoy), de deux structures associées (Salle d'Eckmühl et Micro-folie) et d'une artothèque. **Il a pour mission d'assurer la conservation des collections et leur référencement national pour les trois labellisés Musée de France, d'animer les différents sites par des expositions temporaires ou permanentes ainsi que par un riche programme d'éducation artistique et culturelle pour tous les publics.**

FAIT MARQUANT

Prêts d'œuvre pour l'exposition Napoléon (La Villette) et valorisation dans le cadre de l'opération « L'art prend l'air ».

Mais aussi..

- Préparation du partenariat avec le centre Pompidou,
- Expositions et animations :

« Imaginaire, de Tolkien à Harry Potter », une réalisation conjointe Bibliothèques et Pôle muséal avec la participation du service Pays d'art et d'histoire,

Étude scientifique sur l'ichtyosaure (reptile fossile) conservé au Muséum.

Projet EAC hors les murs avec le collège Albert Camus autour de l'ichtyosaure du Muséum.

« Color Power » œuvres accueillie au sein de différentes écoles et centre de loisirs (Auxerre, chablis, St Georges) accompagnée de séances d'animations pédagogiques sur le thème de la couleur, x

Préparation de l'exposition « Hélène Guinepied, l'art en liberté ».

ACTIVITÉ COURANTE

En 2021, l'ensemble des sites a poursuivi ses missions de médiation auprès des publics durant les fermetures administratives (dispositifs virtuels ou hors les murs, expositions de plein air) et adapté l'accueil des groupes et du grand public aux contraintes sanitaires.

Au Muséum, le travail approfondi sur les collections a concerné plus de 10 000 spécimens pour diverses opérations : récolement, numérisation, restauration, prêt à d'autres musées ou étude scientifique.

Poursuite des campagnes de récolement aux Musées d'art et d'histoire, des campagnes de numérisation.

Poursuite des campagnes de restauration collections et du mobilier classé Monuments historiques.

Poursuite du travail d'inventaire et de reconditionnement des dépôts archéologiques.

Structuration du service des publics à l'échelle du Pôle muséal avec édition d'un programme commun.

Exposition Napoléon - Musée d'Eckmühl





MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Reste à charge par la ville



PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Apprendre, transmettre et échanger : élaborer un programme d'éducation artistique, culturelle et sportive pour tous les âges.

Mettre en valeur les programmes des sites patrimoniaux abbaye et musées.

- Rénover le parcours muséal de l'Abbaye.
- Renforcer l'accueil des scolaires et diversifier les actions pour les publics.
- Créer des fascicules à destination des familles.
- Améliorer les visites commentées et virtuelles.

INDICATEURS

Nombre d'expositions: 5 au muséum, 7 à l'artothèque

LA FRÉQUENTATION	2021
Musée Saint-Germain	13 026
Le Blanc-Duvernoy	621
Eckmühl	551
Micro-Folie	1 489
Musée d'art et Histoire	15 687
Visiteurs	2 310
Scolaire	1 167
Artothèque	3 477
Visiteurs	7 656
Hors les murs	2 460
Museum	10 116

8.5 ABBAYE SAINT-GERMAIN

NOTRE MISSION

L'abbaye Saint-Germain accueille chaque année plus de 55 000 visiteurs dont 20 % de touristes étrangers. La beauté du site et la présence de fresques murales les plus anciennes de France en font un des points d'intérêt majeur de la région Bourgogne-Franche-Comté. De nombreuses visites patrimoniales, expositions, rencontres et spectacles animent le lieu tout au long de l'année. Son identité culturelle Cité de la parole et du son et la personnalité de Saint-Germain, en font des marqueurs forts de l'attractivité régionale et nationale.

Le projet culturel et artistique de l'abbaye Saint-Germain est une invitation à se reconnecter avec la culture, après deux années de repli familial dû à la pandémie, un projet où la parole circule : chanson, poésie, théâtre, dialogue entre le patrimoine, les œuvres du musée et les visiteurs.

FAIT MARQUANT

Lancement de la Cité des arts de la parole lors du festival Parole parole(s) du 4 septembre : une programmation riche avec des invités de renom : Bertrand Perier et Jeanne Cherhal et des partenariats plus locaux : le musée d'Auxerre (visite en audio description), France Bleu Auxerre (studio enregistrement et atelier), La francophonie, (conférence), la jeune chambre

économique (ateliers avec le public) et des comédiens locaux.

Mais aussi...

Lancement de la requalification du site et inscription au Contrat de Plan Etat Région pour bénéficier d'appui financier pour une 1ère phase : projet culturel et scientifique innovant, espace de congrès et séminaires

ACTIVITÉ COURANTE

Destination première dans l'auxerrois, elle propose une programmation culturelle dense avec des conférences, accueils de colloques, festivals, salons, expositions, spectacles, visites commentées et numériques. Ses cryptes abritent les fresques murales les plus anciennes de France, ainsi que le tombeau de Germain, autour duquel s'est construite l'abbaye. Elle abrite le musée d'art et d'histoire, musée de France, riche de collections archéologiques et Beaux-Arts.

7 expositions accueillies : portées par des associations locales, des artistes ou des services culturelles de la ville en veillant à ce que les supports artistiques soient variés : Peintures, dessins, sculptures, photographie, art numérique.

- Exposition de l'école des beaux-arts : arts graphiques.





Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

- Exposition Pétra : logis été 2021 : montage numérique et peinture
- Exposition Illusions : cellier été 2021 : multisupport, Thème : les illusions, interactive et pédagogique.
- Chroniques Nomades : cellier rentrée 2021 : photographie du Voyage, thème : le changement climatique.
- Exposition Sorcicel , femmes détenues : logis automne 2021 : photographie et écrits.
- Grands formats : cellier fin d'année : multi-supports, thème : le ciel.
- Exposition Francophonie : logis fin d'année : peinture et sculptures. Thème : le Grand nord et L'Afrique.

Exposition emblématique 2021 : l'exposition d'été « Illusions » avec une très bonne fréquentation : 10 695 visiteurs.

Organisation des visites guidées patrimoniales : Les visites scolaires, les visites monastiques, les Visite art de la parole (opérationnelle en 2022) et les visites flash

Accueil du forum des associations organisé par le service vie associative de la ville

Organisation et accueil du festival cinéma « O la belle Toile » avec 6 projections pendant l'été.

INDICATEURS

28 663 visiteurs avec 4 mois de fermeture (+ 6208 visiteurs par rapport à 2020 qui avait connu 3 mois de fermeture). Les conditions sanitaires ont limité les jauges de certaines manifestations (55 428 en 2019).

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Rendre la destination de l'Auxerrois attractive (en lien avec la direction Développement économique, attractivité et transition écologique).

Accompagner le projet de l'Abbaye Saint Germain (en lien avec la direction Culture, Sport et Vie associative et la Direction du Patrimoine et de l'Aménagement de l'Espace Public) :

- Valoriser le site de l'Abbaye (musées et réalisation du programme d'aménagement des espaces extérieurs).

Réinventer et réinvestir l'espace public afin de (re) connecter les populations à la vie culturelle, associative et sportive.

Promouvoir l'identité culturelle de l'Abbaye Saint-Germain **Cité de la parole et du son** :

- Affirmer un programme dense et varié permettant de candidater au label européen Centre culturel de rencontre.

Apprendre, transmettre et échanger : élaborer un programme d'éducation artistique, culturelle et sportive pour tous les âges.

Rénover le patrimoine bâti :

- Rénover le site de l'Abbaye afin de le transformer en pôle muséal global, futur pôle d'attractivité touristique et culturel d'importance nationale.

Communiquer, faire savoir.

Développer les outils numériques et les réseaux pour créer une communication culturelle :

- Valoriser #AuxerreCulture, vecteur important de communication des actions culturelles de la ville et véritable outil de productions culturelles.
- Développer les portails numériques vers les publics (Site internet de l'Abbaye).
- Accroître le rayonnement sur les réseaux professionnels.
- Proposer avec la Direction de la communication une application numérique de type "sortir à Auxerre".

Mettre en avant l'identité d'Auxerre à travers le marketing territorial :

- Développer le partenariat de marque pour l'Abbaye.
- Acquérir et valoriser des labels.

Développer les publications :

- Constituer un fonds Pays d'Art et d'Histoire.
- Identifier les programmes de saison / événementiels à produire pour une meilleure information du public.
- Produire des contenus scientifiques et professionnels.

Faire travailler l'écosystème culturel en partenariat avec des experts.

- Mettre en place des instances garantes de la bonne avancée des projets et de la montée en puissance de l'Abbaye Saint-Germain : Comités centraux et groupes opérationnels.





Projection cinéma en plein air à Gurgy (Festival Ô la belle Toile)

8.6 PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

MISSION

La mission Pays d'Art et d'Histoire valorise le patrimoine communautaire et répond au cahier des charges du label du Ministère de la culture. Elle permet aux différentes communes de l'Auxerrois de prendre conscience de la valeur et de la richesse de leur histoire par l'intermédiaire de documents et actions en direction des habitants. Les actions se font en direction des habitants mais aussi du jeune public (et éventuellement des touristes dans le cas des brochures par exemple).

FAIT MARQUANT

Mise en valeur de Gurgy comme commune-test pour la valorisation du patrimoine sur la CA : réalisation d'un livret Parcours VPAH inauguré lors des journées patrimoine, recueil de la mémoire des anciens du village, animations lors des JEP (écobalade en lien avec le service Développement Durable) et atelier aquarelle le long de l'Yonne et diffusion d'un film lors d'une séance de cinéma en plein air.

ACTIVITÉ COURANTE

L'animation et la valorisation du patrimoine communautaire passeront aussi par le portage de projets sur l'ensemble du territoire du Pays d'art et d'histoire tels que :

- Réalisation de Brochures chartées VPAH sur des éléments patrimoniaux (Focus tour de l'horloge, Parcours Gurgy, Explorateurs Abbaye Saint-Germain)
- Création de la page PAH sur le site de la CA : <https://www.agglo-auxerrois.fr/Agglomeration/Territoire/Le-Pays-d-art-et-d-histoire-de-l-Auxerrois>
- Aide et accompagnement pour la valorisation du patrimoine dans les communes du territoire
- Reconstitution et numérisation du patrimoine historique dont la numérisation de la cloche de la tour de l'horloge : Opportunité de la restauration des cloches pour avoir une vue 360° de la grande cloche comme jamais personne ne pourra plus la voir une fois réinstallée. La vue 360° a été ajoutée dans l'appli Rendre, Parcours centre-ville ainsi que sur la page PAH du site de la CA.
- Ô la belle toile – CA : projection de films dans des communes de l'agglomération, si possible en lien avec le patrimoine, que ce soit le film ou le lieu où il est projeté.
- « Minute Patrimoine » : réalisation de vidéos en lien avec le patrimoine des communes du Pays d'art et d'histoire, qu'il soit monumental, naturel ou plus insolite.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

Animation du patrimoine : 47 K € dont 23 K € de subvention.

INDICATEURS

Les acteurs et décideurs rencontrés sur 2021 :

- 20 maires conjointement avec l'office de tourisme,
- acteurs locaux externes : CAUE, Créasup, Panoramic, etc.
- acteurs internes : archives municipales, centres de Loisirs pour les ateliers Lézards des Arts, etc.

Nombre d'actions menées pour le PAHI : une vingtaine par an.

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Réinventer et réinvestir l'espace public afin de (re) connecter les populations à la vie culturelle, associative et sportive.

Décliner les actions du Pays d'art et d'histoire :

- S'inscrire dans les programmes des journées nationales (journées européennes du patrimoine, nuit des musées, semaine de l'archéologie, etc.).
- Proposer des actions mettant en valeur le patrimoine monument historique mais aussi le petit patrimoine.
- Accompagner les communes dans le cadre du Pays d'Arts et d'histoire, notamment en faisant participer les habitants.

Communiquer, faire savoir.

Développer les publications :

- Constituer un fonds Pays d'Art et d'Histoire.



Atelier aquarelle Valorisation du patrimoine naturel dans le cadre des Journées du Patrimoine - Gurgy

9. LA VIE SPORTIVE



9.1 VIE SPORTIVE

MISSION

AUXERRE Auxerre est labellisée « Ville active et sportive » et « terre de jeux 2024 » grâce à ses nombreux équipements, une richesse digne de ce que l'on retrouverait dans de plus grandes agglomérations. Elle suppose une attention accrue sur la maintenance des espaces ouverts et couverts, une gestion des plannings d'occupation complexe et un accompagnement des clubs au quotidien. La Ville souhaite également être opérateur avec une action pilote pour la promotion du sport santé et organiser des événements comme l'éco trail de la coulée verte et le green stadium.

FAIT MARQUANT

Mise en place d'activités sportives et physique pour les agents municipaux et communautaires sur le temps méridien.

Mais aussi...

Finalisation du terrain synthétique des hauts d'Auxerre et du Stade Auxerrois.

ACTIVITÉ COURANTE

La ville possède et entretient 70 équipements sportifs, dont certains très spécifiques :


- Complexe Gymnique
 - Skate Park
 - Boulodrome
 - Base de ski nautique
 - Base de canoë/kayak
 - Buggy club
 - Espace Fitness extérieur
 - Complexe Sportif René Yves Aubin
 - Complexe Sportif et de Loisirs Serge Mésones
- Cela représente 50 000 m² d'installations couvertes dont 8 gymnases et 205 122 m² extérieurs.

Quatre axes fondamentaux du Projet Sportif Territorial :

- Les valeurs du sport et des activités physiques vecteurs d'épanouissement humain
 - Le Sport, enjeu de santé publique
 - Accompagnement de la vie associative sportive
 - Auxerre, Ville Sportive, terre d'accueil de grands rendez-vous sportifs
- La ville d'Auxerre est labélisée Ville Active et Sportive 2020-2022 (niveau Bronze). La ville est également labélisée « Terre de jeux 2024 » avec le CNOS





Envoyé en préfecture le 05/07/2022
 Reçu en préfecture le 05/07/2022
 Affiché le 
 ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

Activité paddle - Green stadium (parc de l'Arbre sec-Auxerre)

Actions portées :

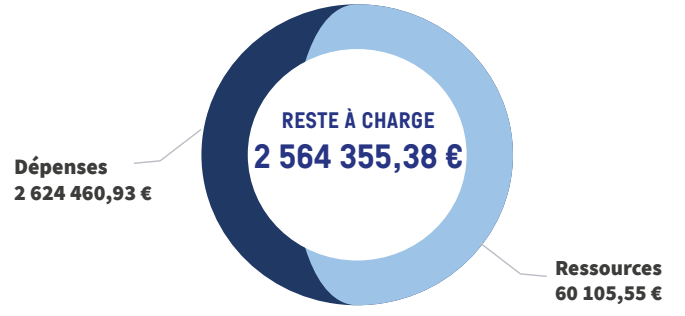
- La semaine Olympique et Paralympique : une semaine d'animation dans les établissements scolaires pour promouvoir la pratique du sport chez les jeunes et mobiliser la communauté éducative autour des valeurs citoyennes et sportives.
- Le Green Stadium qui a proposé du 8 juillet au 20 août 2021 des animations sportives gratuites aux jeunes tous les après-midis en semaine et 3 animations adultes par soirée sur le site de l'Arbre Sec.
- Sport pour les agents le midi. Avec pour objectifs : moins de stress, bien-être au travail, meilleure santé physique, meilleure cohésion d'équipe
- Sport Santé ville d'Auxerre : avec deux grands axes qui sont le sport Santé et le sport sur ordonnance via le Pass avec la collaboration du CDOS 89
- L'accompagnement de l'ensemble des associations pour toutes leurs démarches de demande de subventions et tout autre besoin administratif
- La ville a accompagné cette année dans le cadre du Top Sport 2021 le PLPB et le Vélo Club d'Auxerre dans l'organisation de leur Cyclocross national du 20 novembre
- La ville d'Auxerre est également partenaire du nouveau dispositif de l'Etat concernant le « Savoir Rouler à Vélo », tout comme le « Savoir Nager » avec le Stade Nautique.

La communauté d'agglomération gère et entretient le stade nautique :

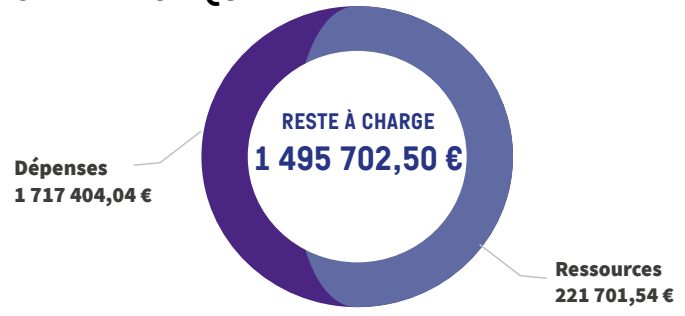
- Mise en place des Apprenti'Stages sur petites et grandes vacances : lutte et prévention des noyades ; dispensé par les MNS dans leur cadre d'emploi : 280 enfants concernés par ce dispositif
- Finalisation du livret de l'élève. Suivi pédagogique dans le cadre scolaire
- Utilisation des bassins extérieur du 19 mai au 26 septembre 2021: plus grande amplitude d'ouverture des bassins intérieurs
- Ouverture de l'équipement aux vacances de Noël pour la première fois: 2 500 entrées.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

VIE SPORTIVE



STADE NAUTIQUE



ENTRETIEN COURANT

Sur le stade nautique :

- Mise en place de destructeurs de chloramines des bassins intérieurs : 29 900 €. Amélioration du confort des baigneurs et du personnel.
- Réfection des joints de fond de bassin ludique intérieur : 14 000 €
- Réfection, étanchéité et sécurisation des toitures terrasses : 46 000 €
- Achat d'un container : 8 600 €. Augmenter les capacités de rangement du matériel.
- Changement des parois des blocs sanitaires hommes et femmes : 15 500 €. Remplacement du mobilier d'origine et harmonisation.
- Carrelage haut de gradin : 5 500 €. Faciliter le nettoyage.

Sur les équipements sportifs municipaux :

- Remplacement systématique des filets des mobiliers sportifs quand cela est nécessaire,
- Installation d'un conteneur maritime pour rangement matériel au terrain de football synthétique des Hauts d'Auxerre,
- Remplacement des éclairages des gymnases pour passer en système Led.

INDICATEURS

		2021
AUXERRE	Associations sportives	118
	Disciplines proposées	51
	Licenciés/ adhérents	11 000
	Fréquentation GreenStadium	2 361
	Pause sportives (participation agents)	68
STADE NAUTIQUE	Nombre d'entrées totales	99 675
	Nombre d'entrées payantes	49 792
	Apprenti'Stages (lutte et prévention des noyages)	280
	Tarif moyen payé par l'utilisateur	3,90 €
	Coût de revient par entrée *	17,23 €

* Avec la crise sanitaire, le coût de revient a doublé (dépenses fixes et nombre d'entrée divisé par deux)

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Réinventer et réinvestir l'espace public afin de (re) connecter les populations à la vie culturelle, associative et sportive

Faire du sport un enjeu de santé publique :

- Valoriser le sport santé pour favoriser un retour progressif à une activité physique régulière adaptée (Sport sur ordonnance, activités pour les agents, green stadium, etc)
- Favoriser l'accessibilité aux pratiques sportives et intégrer les pratiques autonomes (articulation avec l'aménagement des espaces publics, le mobilier) 2.5 Faire du sport un vecteur de lien social et une pratique pour tous
- Accroître les interventions dans les écoles / quartiers



Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

10. COHÉSION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA VILLE



10.1 ACTION SOCIALE

MISSION

L'action sociale de la Ville d'Auxerre est portée par le Centre Communal d'Action Sociale et les Espaces d'accueil et d'animation (EAA).

1. Le centre communal d'action sociale (CCAS) a pour mission d'accueillir conseiller et orienter les administrés dans leurs action sociale démarches d'aides sociales.

Il anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune avec des missions obligatoires et des missions facultatives définies par son Conseil d'administration, en lien avec la politique sociale du plan de mandat.

Il met en œuvre des actions en liaison étroite avec les acteurs de l'action sociale locale (Conseil Départemental, DDCSPP, associations, ...) et d'autres partenaires (OAH, ANPAA,...)

1.1 Le Pôle Action Sociale

Le pôle d'action sociale regroupe l'ensemble des services proposés par le CCAS aux auxerrois hors établissement.

Une diversité d'actions pour aider les auxerrois dans leur vie quotidienne, rétablir ou acquérir des droits, leur donner une adresse, accueillir les plus en difficulté dans un lieu collectif, leur permettre d'acquérir plus d'autonomie, les insérer dans un quartier, redonner une dynamique positive, les stimuler, les renseigner; les conseiller, les accompagner dans leur démarche, contribuer au maintien à domicile...

Tous les champs du social sont concernés : logement, santé, accès aux droits, justice, emploi.

1.2 Le Pôle Hébergement

Il regroupe l'accueil, l'orientation, l'hébergement et l'accompagnement social des publics les plus précaires dépourvus de logement. Il est organisé en deux services, l'« urgence » le Service d'Hébergement d'Accueil et D'Orientation (SHAO) et l'« insertion », l'Accompagnement Vers l'Insertion (ASVI) Pour le SHAO, l'accueil est inconditionnel, toute l'année, dans le cadre d'une mise à l'abri pour toutes personnes majeures en situation de détresse.

L'ASVI accompagne les personnes ou les familles hébergées vers le logement de droit commun par un projet d'insertion en prenant en compte l'ensemble de leur potentialités afin qu'elles recouvrent le plus haut seuil d'autonomie

2. Les Espaces d'Accueil et d'Animation

La mission des EAA est de proposer dans chaque quartier des lieux d'écoute, des actions d'animation et d'apprentissages, permettant l'initiative des Auxerrois.

- L'Alliance : Saint Siméon
- La Boussole : Piedalloues / Saint-Julien-Saint-Amâtre
- La Confluence : Rive Droite / Saint-Gervais / Brazza
- La Ruche : Sainte-Geneviève / Boussicats / Brichères
- La Source : Rosoirs





Les EAA proposent un choix d'activités basées sur des prestations de services, des actions de co-construction de projets et le développement de la citoyenneté :

Activités régulières et services adaptés aux besoins exprimés par les habitants.

- Activités pour toute la famille,
- Sorties de loisirs & culturelles,
- Accompagnement à la scolarité,
- Ateliers linguistiques, de cuisine, d'informatique,
- Permanences sociales et juridiques,
- Soutien à la parentalité.

Accompagnement de projets collectifs des habitants pour répondre à leurs aspirations.

- Départs en vacances et sorties,
- Soutien à la vie associative locale, (service vie associative à intégrer)
- Valorisation des pratiques artistiques des habitants,
- Appui à la création et animation de groupes (habitants, locataires, parents, seniors...).

Développement du pouvoir d'agir des habitants sur les questions de société concernant leur territoire.

- Organisation de débats,
- Soutien aux initiatives concrètes des habitants (échange de services...),
- Appui à l'implication des habitants dans les instances (centre social, comité de quartier, conseil citoyen...),
- Mobilisation de collectifs autour de problématiques spécifiques locales.

FAIT MARQUANT

La gestion de la crise sanitaire a eu un impact fort sur le fonctionnement et l'activité des Services.

Malgré cela, les équipes ont toujours gardé le lien avec les habitants.

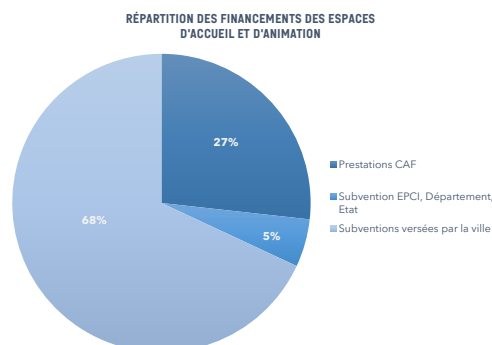
La Ville et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Auxerre ont fait le choix d'impulser un **diagnostic de territoire** afin de disposer d'une photographie de la population. Le diagnostic permettra de dresser un **portrait actualisé** de la ville et de ses habitants, d'**évaluer la cohérence** de l'offre avec les besoins réels, de **renforcer la dynamique participative et partenariale**, et d'**alimenter les réflexions dans le cadre de l'Analyse des Besoins Sociaux et de la Convention Territoriale Globale**. L'étude couvre des thématiques très larges : dynamiques démographiques, animation de la vie locale en passant par les problématiques d'insertion et de santé. Le diagnostic s'est appuyé sur des données statistiques (INSEE, CAF...) mais également sur une enquête diffusée auprès de la population Auxerroise (1346 répondants) et la rencontre d'acteurs locaux (élus, associations, agents de la Ville, partenaires institutionnels...). Le diagnostic sera finalisé en 2022 et aboutira sur la définition d'axes de travail qui guideront les politiques des prochaines années.

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

La ville a versé une subvention au CCAS à hauteur de 890 000 €.

Concernant les espaces d'accueil et d'animation, leur coût et leur financement est le suivant :

Espaces d'accueil et d'animation



PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Favoriser l'accompagnement individuel des agents

- Structurer une politique d'action sociale en direction des agents.
- Permettre l'intégration de la prévoyance... etc.

Offrir et proposer à la population des conditions d'accueil adaptées et attractives

- Proposer dans chaque quartier des lieux d'écoute, des actions d'animation et d'apprentissages, permettant l'initiative des Auxerrois.
- S'associer au développement des nouveaux projets en lien avec les besoins de la population (logement, mobilité, santé...).



10.2 POLITIQUE DE LA VILLE

MISSION

La politique de la ville a pour but de réduire les écarts de développement au sein de la ville.

Elle vise à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers les plus pauvres et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants, qui subissent un chômage et un décrochage scolaire plus élevés qu'ailleurs, et notamment des difficultés d'accès aux services et aux soins.

Parmi les outils de cette politique publique :

- Le Contrat de ville : dispositif de développement urbain et social en faveur des quartiers dits prioritaires d'Auxerre (Sainte Geneviève/Brichères, Les Rosoirs et Rive-Droite) et en « veille active » (Saint Siméon). Cet outil a été prorogé jusqu'en 2023. Ce contrat comprend 4 piliers transformés depuis 2020 via la rénovation du contrat de ville : la Gestion Urbaine de Proximité/Cadre de vie-Aménagement de l'espace ; l'accompagnement à la scolarisation/le décrochage scolaire/Jeunesse-Education ; le développement social local/lien social dans les quartiers ; la Mobilisation vers l'Emploi
- Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) qui prévoit la transformation profonde de plus de 450 quartiers prioritaires de la politique de la ville en intervenant fortement sur l'habitat, les équipements et les espaces publics, pour favoriser la mixité dans ces territoires. Sur l'Auxerrois, 2 quartiers ont été retenus au titre du NPNRU :
 - Au titre de l'intérêt national : Les Brichères-Sainte-Geneviève
 - Au titre de l'intérêt régional : Les Rosoirs

FAIT MARQUANT

Sur le volet social :

- La programmation d'actions 2021 du contrat de ville de l'auxerrois comprenant 63 projets déposés dont 53 retenus, 26 nouvelles actions et 2 dispositifs à part entière : le PLIE et le PRE.
- Les négociations avec les acteurs locaux de l'insertion professionnelle financés au titre du droit commun de la politique de la ville : la maison de l'emploi, la mission locale, le Club Mob, le CIDFF et l'ADAVIRS.
- Le plan quartier d'été 2021 avec 4 actions retenus.
- Les colos apprenantes été 2021 avec 55 enfants partis.

La programmation d'actions bis 2021 avec 10 actions déposées et 8 actions financées.

Le plan quartier solidaires jeunes 2021 dont 1 action retenue sur 5 « les écoles à la découverte du rugby » par le RCA.

Les colos apprenantes d'automne 2021 avec 16 enfants de 6 à 12 ans partis.



Programme colos apprenantes



«Escapes estivales» (MJC Auxerre) financé par le Contrat de ville de l'Auxerrois 2021 - ©Presse évasion

Une enquête aux habitants des QPV sur le contrat de ville et les problématiques soulevées dans les quartiers et 4 rencontres partenariales par QPV donnant lieu à 1 réunion bilan avec le groupe de travail élus politique de la ville pour préparation l'évaluation du contrat de ville en 2022 et inscrire les nouvelles orientations de l'appel à projet du contrat de ville pour 2022.

Sur le volet urbain :

Le programme urbain de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) a été examiné le 13 septembre 2021 par les membres du Comité d'engagement de l'ANRU sur la base du dossier transmis par le porteur de projet le 05 août 2021 et de la présentation faite en séance.

Le comité d'engagement de l'ANRU a remis un avis favorable sur le projet urbain, la stratégie d'ensemble et le ciblage opérationnel des

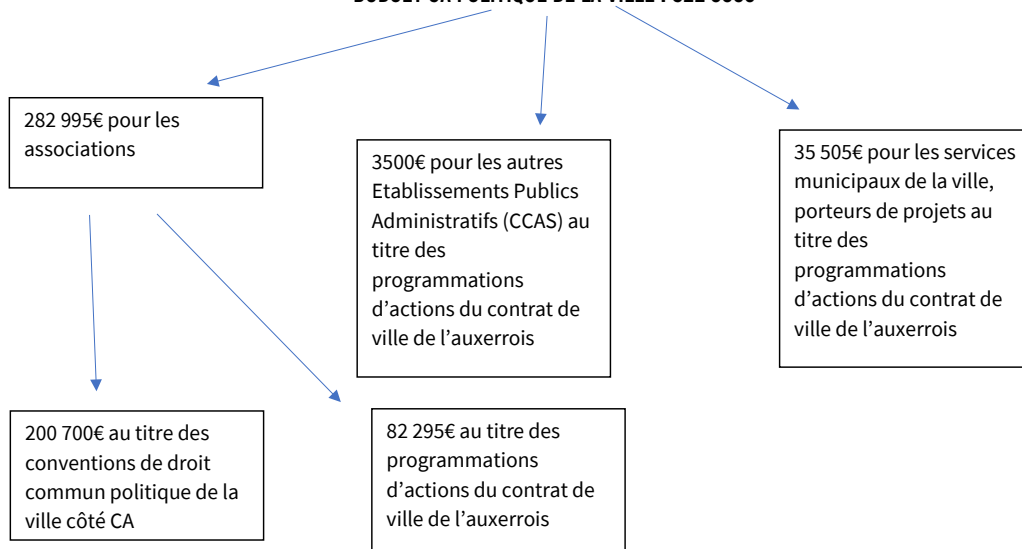
actions pour ces deux quartiers.

ACTIVITÉ COURANTE

Le contrat de ville permet à des porteurs de projets multiples (associations, auto-entrepreneurs, entreprises, collectivités...) de mener des actions en lien avec ces thématiques pour les habitants des quartiers en fonction des besoins repérés. Chaque année, un appel à projet est lancé à cet effet et une programmation d'actions est définie. Depuis la crise sanitaire de 2020, l'Etat facilite le financement d'actions supplémentaires dans le cadre de plans nationaux comme évoqué ci-dessus. Ce qui implique une gestion technique, administrative et financière importante sur l'année sans compter le suivi des actions validées, le relais d'Appels à Projets d'Etat...

MOYENS FINANCIERS ALLOUÉS

BUDGET CA POLITIQUE DE LA VILLE : 322 000€



INDICATEURS

Nombre d'actions financées au titre de la politique de la ville : 66 pour 2021 dont 2 dispositifs : le Programme de Réussite Educative (9 sous-actions) et le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (9 sous-actions).

Orientations des projets financés par la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois au titre de la politique de la ville : accompagnement à la scolarisation, accès à l'offre culturelle et sportive, lutte contre l'illectronisme et l'illettrisme, les valeurs de la république et de la citoyenneté, l'accompagnement de publics fragiles et l'accès à l'emploi via l'insertion sociale et professionnelle.

Orientations des projets financés par la ville d'Auxerre au titre du contrat de ville : éducation-jeunesse, prévention-santé, offre culturelle et sportive, valeurs de la république et de la citoyenneté.

Nombre d'habitants vivant en Quartiers Politique de la Ville : 6249 (référence 2018).

PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Transformer l'aménagement du territoire en menant une stratégie plus durable et responsable en matière d'environnement et dont le principal objectif est l'amélioration du cadre de vie des Auxerrois

Mener le nouveau projet de rénovation urbaine.

Coordonner toutes les actions sociales du territoire.

Proposer des actions au titre du contrat de ville en fonction des besoins repérés pour les habitants des Quartiers « Politique de la Ville ».

Accroître la participation des usagers à la réflexion sur l'évolution de nos offres et services.

Animer le Conseil citoyen de l'opération du NPNRU Ste Geneviève / Rosoirs.



Quartier prioritaire Sainte-Geneviève - Auxerre (Politique de la Ville)

LES MAIRIES DE L'AGGLOMÉRATION

APPOIGNY

24 rue Châtel Bourgeois
89380 - 03 86 53 24 22
mairie.appoigny@wanadoo.fr
www.mairie-appoigny.fr

AUGY

3 rue Paul Vissé
89290- 03 86 53 85 90
mairie@augy89.com
www.augy89.fr

AUXERRE

Place de l'Hôtel de ville
89000 - 03 86 72 43 00
mairie@auxerre.com
www.auxerre.fr

BLEIGNY-LE-CARREAU

4 rue du Saule
89230 - 03 86 41 81 18
mairie-bleigny-le-carreau@wanadoo.fr
www.bleigny-le-carreau.fr

BRANCHES

Route de Guerchy
89113 - 03 86 73 79 33
mairie-de-branches-89@wanadoo.fr
Site internet : sans

CHAMPS-SUR-YONNE

2, Place Binoche
89290 - 03 86 53 30 75
mairie.champssuryonne@wanadoo.fr
www.champs-sur-yonne.fr

CHARBUY

2, rue des Ecoles
89113 - 03 86 47 13 10
secretariat@charbuy.fr
www.charbuy.fr

CHEVANNES

1 place de la Mairie
89240 - 03 86 41 24 98
mairie.chevannes@gmail.com

CHITRY

Place de l'Eglise
89530 - 03 86 41 42 07
mairie-chitry-le-fort@wanadoo.fr
Site internet : sans

COULANGES- LA-VINEUSE

39 rue André Vildieu
89580 - 03 86 42 20 59
mairie-coulanges-la-vse@wanadoo.fr
https://spl-payscoulangeois.fr

ESCAMPS

28 rue des Ecoles
89240 - 03 86 41 22 05
mairie.escamps@wanadoo.fr
www.escamps.fr

ESCOLIVES-STE -CAMILLE

2 place de la Mairie
89290 - 03 86 53 34 24
mairie.escolives@wanadoo.fr
www.escolives-ste-camille.fr

GURGY

11 rue de l'Île Chamond
89250 - 03 86 53 02 86
mairie.gurgy@wanadoo.fr
www.gurgy.net

GY-L'ÉVÊQUE

41 route nationale
89580 - 03 86 41 65 61
mairie-gyleveque@orange.fr
Site internet : sans

IRANCY

Rue Soufflot
89290 - 03 86 42 29 34
mairie.irancy@wanadoo.fr
Site internet : sans

JUSSY

Grande rue
89290 - 03 86 53 33 78
mairie.jussy@wanadoo.fr
Site internet : sans

LINDRY

18 rue du 14 Juillet
89240 - 03 86 47 14 03
mairie.lindry@orange.fr
mairie-lindry.fr

MONÉTEAU

Place de la Mairie
89470 - 03 86 40 63 93
mairie@moneteau.fr
www.moneteau.fr

MONTIGNY-LA-RESLE

7 Place de l'Eglise
89230 - 03 86 41 82 21
mairie-montigny-la-resle@wanadoo.fr
www.mairie-montigny-la-resle-89.fr

PERRIGNY

7 rue des Ecoles
89000 - 03 86 46 64 17
mairiedeperrigny@wanadoo.fr
www.perrigny.fr

QUENNE

2 rue Pluvignons
89290 - 03 86 40 35 47
quenne.mairie@wanadoo.fr
site internet : sans

SAINT-BRIS-LE-VINEUX

1 rue du Docteur-Tardieux 89530 - 03 86 53
31 79
mairie@saint-bris-le-vineux.fr
www.saint-bris-le-vineux.fr

ST-GEORGES-SUR-BAULCHE

37 Grande Rue
89000 - 03 86 94 20 70
contact@saint-georges-sur-baulche.fr
www.saint-georges-sur-baulche.fr

VALLAN

10 bis rue de l'Abreuvoir
89580 - 03 86 41 30 18
mairie.vallan@wanadoo.fr
www.mairie-vallan.fr

VENOY

1 place de la Mairie
89290 - 03 86 40 20 77
mairie.venoy@orange.fr
www.mairie-venoy.fr

VILLEFARGEAU

2 rue de l'Eglise
89240 - 03 86 41 29 20
mairie.villefargeau@wanadoo.fr
www.villefargeau.fr

VILLENEUVE-ST-SALVES

8 rue de l'Eglise
89230 - 03 86 41 84 82
mairievilleneuvesaintsalves@wanadoo.fr
www.villeneuvesaintsalves.fr

VINCELLES

72 Grande rue
89290 - 03 86 42 22 49
mairie-vincelles@wanadoo.fr
https://vincelles.fr

VINCELOTES

28 rue St-Martin
89290 - 03 86 42 28 55
mairievincelottes@wanadoo.fr
Site internet : sans

Envoyé en préfecture le 05/07/2022

111

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE

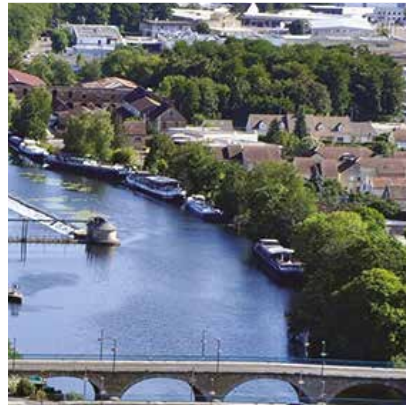
Envoyé en préfecture le 05/07/2022

Reçu en préfecture le 05/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 089-218900249-20220630-2022_093-DE



AUXERRE



communauté de l'auxerrois

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-094 - Renouvellement des contrats d'assurances - Convention de groupement de commandes entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'auxerrois

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Crescent MARAULT

Les contrats d'assurance de la Ville d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois prennent fin au 31 décembre 2022.

Les différents contrats doivent donc être renouvelés.

Après analyse des besoins en terme assurantiel sur les deux structures, il est nécessaire de lancer un marché public de services pour des services d'assurances pour les lots suivants :

- Assurance dommage aux biens
- Assurance véhicules à moteur
- Assurance responsabilité civile
- Assurance protection fonctionnelle
- Assurance tout risque expositions
- Assurance cyber risques

Dans le but d'optimiser les coûts des primes d'assurance et rationaliser les coûts de gestion, il est proposé de créer un groupement de commandes pour la passation de contrats de la commande publique qui porteront sur la prestation de services d'assurance.

Les articles L 2113-6 et suivants du Code de la commande publique prévoient que des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés. La convention constitutive du groupement, signée par ses membres, en définit les règles de fonctionnement.

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois est à ce titre désignée coordonnateur du groupement et sera notamment chargée d'organiser la consultation relative au(x) contrat(s), en conformité avec les règles de la commande publique.

Les modalités de fonctionnement du groupement ainsi que la répartition des missions sont détaillées dans la convention ci-annexée.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention de groupement de commandes ci-annexée, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :

- Voix pour : 35
- Voix contre : 0
- Abstention : 0
- Absents lors du vote : 4

Exécution de la délibération :

(articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.



communauté
de l'auxerrois

Convention de groupement de commandes pour un marché public de services d'assurances de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois et de la ville d'Auxerre

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

et

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois, représentée par son 1^{ER} Vice-Président, Christophe BONNEFOND dûment habilité par délibération n°XX du 30 juin 2022, sise 6 bis place Maréchal Leclerc, à Auxerre

Ci-après dénommée « La communauté d'agglomération de l'auxerrois » ;

D'une part,

et

La ville d'Auxerre, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération n°XX du 30 juin 2022, sise 14 place de l'Hôtel de Ville, à Auxerre

Ci-après dénommée « La ville d'Auxerre » ;

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « Les membres du groupement ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Les membres du groupement susmentionnés souhaitent se regrouper pour l'achat de prestations de services d'assurances, en vue d'optimiser l'efficacité économique de leurs achats et rationaliser leurs coûts de gestion.

Pour ce faire, les parties conviennent de créer un groupement de commandes portant sur un ou plusieurs contrats de la commande publique destinés à satisfaire ce besoin.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes entre la ville d'Auxerre et la communauté d'agglomération de l'auxerrois conformément aux dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique.

Elle s'applique aux marchés, accords-cadres ou toutes autres catégories de contrats passés par les membres et qui porteront sur la maintenance, l'entretien et les travaux des bâtiments et équipements.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

La convention définit les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de participation de ses membres.

Le groupement a pour objet de permettre la désignation commune de prestataires qui seront chargés de la maintenance, l'entretien et les travaux des bâtiments et équipements répondant aux besoins des membres du groupement.

ARTICLE 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres de ce groupement de commandes sont la ville d'Auxerre et la communauté d'agglomération de l'auxerrois.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

3.1 Désignation du coordonnateur et rémunération

La Communauté de l'Auxerrois est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes.

Le coordonnateur assure les missions décrites ci-après à titre gratuit du groupement et prend à sa charge les frais de fonctionnement du groupement.

3.2 Répartition des missions

3.2.1 Missions du coordonnateur

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation à mettre en place dans le respect du Code de la commande publique ;
- Recenser les besoins des membres du groupement ;
- Élaborer les documents de la consultation ;
- Définir les critères qui serviront au jugement des candidatures et des offres ;
- Rédiger l'avis d'appel public à concurrence ;
- Procéder à la réception puis à l'analyse des candidatures et des offres ;
- Rédiger le rapport d'analyse ;
- Convoquer et réunir la commission compétente, le cas échéant ;
- Informer les candidats et les soumissionnaires des résultats de la mise en concurrence ;
- Signer et notifier le contrat au candidat retenu ;
- Passer les avenants éventuels ;
- Résilier le contrat conformément à ses stipulations ;
- Décider de reconduire ou non les contrats après avis des membres du groupement ;

Le coordonnateur est mandaté pour signer et notifier les contrats, le cas échéant, des avenants, des reconductions et des résiliations des marchés, au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Il est chargé de la gestion des procédures et reste compétent en cas d'infructuosité de la consultation pour mener à bien la suite de la procédure conformément à la réglementation des contrats publics.

3.2.2 Missions des membres du groupement

Au stade de la préparation :

- Communiquer au coordonnateur leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation ;
- Transmettre au coordonnateur la délibération approuvant l'adhésion au présent groupement de commandes et autorisant son représentant à signer les éventuels avenants à la convention de groupement ;
- Respecter le choix du(es) titulaire(s) des contrats correspondants à leurs besoins propres ;

Chaque membre s'engage sur le contrat à hauteur de ses attentes exprimées clairement et préalablement lors de la définition des besoins.

Au stade de l'exécution :

Chaque membre du groupement est autonome dans l'exécution du marché ou de l'accord cadre et ce dans le cadre des dispositions définies dans le marché.

Chaque membre s'engage à signaler au coordonnateur tout litige dans l'exécution du marché et à lui communiquer toutes informations ou pièces relatives aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché.

Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

ARTICLE 4 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres du groupement est celle du code de la Communauté de l'Auxerrois.

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Le groupement est constitué une fois la présente convention signée et rendue exécutoire. La convention est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention ne s'applique pas aux marchés en cours d'exécution à la date de l'entrée en vigueur de la convention.

ARTICLE 6 : ADHÉSION ET RETRAIT

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes constitué par la présente convention doit faire l'objet d'un accord de chacune des parties à la convention.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant à la présente convention, par lequel le nouveau membre en accepte les conditions sans réserve. Ces avenants éventuels seront signés par le représentant de chaque membre qui se sera vu déléguer cette compétence par son assemblée délibérante.

Le nouvel adhérent ne peut bénéficier des conditions d'un contrat en cours. Toute nouvelle adhésion n'a d'effet que pour les consultations postérieures.

Le retrait est libre et constaté par une décision de l'assemblée délibérante compétente puis notifié aux autres membres du groupement. Le membre du groupement de commandes qui se retire demeure tenu par les engagements pris dans le cadre des contrats en cours.

ARTICLE 7 : MODIFICATION, RÉSILIATION

7.1 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention prendra la forme juridique d'avenants librement acceptés et dûment agréés par chacun des membres du groupement à travers son représentant.

7.2 Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment sur décision à l'unanimité des membres du groupement.

7.3 Résiliation d'un contrat

En cas de résiliation d'un contrat, le montant de l'indemnisation éventuelle sera divisé entre les membres du groupement, pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le contrat.

ARTICLE 8 : ACTION EN JUSTICE

Le coordonnateur a le pouvoir d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement.

En cas de litige relatif à la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal

administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas – 21000 Dijon.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable.

Fait à Auxerre, le

Pour la communauté d'agglomération de l'auxerrois,

Son 1^{er} Vice-Président,

Christophe BONNEFOND

Pour la ville d'Auxerre,

Son Maire,

Crescent MARAULT

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-095 - Délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire - Modification

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIREVIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n°2020-005 du 05 juillet 2020, dans l'intérêt d'une gestion fluide des affaires de la commune, le conseil municipal avait fait application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales en chargeant le maire, pour la durée de son mandat, de certaines attributions limitativement énumérées par ledit article.

La loi du 21 février 2022 dite loi « 3DS » ayant ajouté de possibles attributions à déléguer au maire, il est proposé de modifier la délibération n°2020-005 du 05 juillet 2020.

Il est donc proposé, que le maire soit chargé, pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

Le conseil municipal souhaite déléguer au maire la fixation des tarifs de l'ensemble des droits prévus au profit de la commune à l'exception de ceux qui ont un caractère fiscal.

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Le conseil municipal souhaite déléguer au maire la réalisation de l'ensemble des emprunts et opérations financières s'y rapportant.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

Le conseil municipal souhaite déléguer au maire l'ensemble des droits de préemption urbain.

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;

Le conseil municipal souhaite déléguer au maire le pouvoir d'ester en justice, tant en demande qu'en défense, en toutes matières et devant toutes juridictions y compris la constitution de partie civile.

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

Le conseil municipal souhaite déléguer au maire le pouvoir de régler, dans le respect des contrats d'assurances prévus au 6°, toutes les conséquences des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux.

18° De donner, en application de l'article L.324.1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

Le conseil municipal fixe le montant maximum des lignes de trésorerie à réaliser à 5 000 000 €.

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

Le conseil délègue au Maire l'ensemble des droits de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial.

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du Code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

Le conseil municipal souhaite déléguer l'intégralité des demandes de subventions à son profit dans tous les domaines.

27° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Le conseil municipal souhaite déléguer le dépôt de toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

31° D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

La loi du 21 février 2022 dite loi « 3DS » a également ajouté la possibilité de déléguer au 30° de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales « *D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation* ».

Le Décret susmentionné n'étant pas encore publié, cette délégation sera proposée lors d'un prochain conseil.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De déléguer au maire, pour la durée de son mandat, les attributions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales dans les conditions énumérées ci-dessus,

- Que les décisions prises en application de cette délibération peuvent, par délégation du maire, être signées par un autre élu agissant dans les conditions fixées à l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales ou par un agent dans les conditions fixées à l'article L.2122-19 du même Code,

- De confirmer que le conseil municipal sera tenu informé des décisions prises en application de cette délégation dans les conditions prévues à l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

- De préciser que sans préjudice des délégations de fonctions octroyées par le maire aux adjoints et conseillers municipaux en application de l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par l'élu assurant le remplacement du maire en vertu de l'article L. 2122-17 du Code général des collectivités territoriales.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Vote du conseil municipal : sans objet

- Voix pour : 27
- Voix contre : 5 S. FEVRE, M. DEBAIN,
M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE,
I. POIFOL-FERREIRA
- Abstentions : 3 M. NAVARRE, F. LOURY,
D. ROYCOURT
- Absents lors du vote : 4

Exécution de la délibération :

*(articles L.2131-1 et L.2131-2 du
Code général des collectivités
territoriales)*

Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

N° 2022-096 - Actes de gestion courante – Compte rendu

Le conseil de la Ville d'Auxerre, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le 30 juin 2022 à 18 h 00 à la salle du Conseil municipal sise à l'Hôtel de ville, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39

présents : 27

votants : 35 dont 8 pouvoirs

absents : 4

Étaient présents : Crescent MARAULT, Carole CRESSON-GIRAUD, Pascal HENRIAT, Céline BÄHR, Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN, Hicham EL MEHDI, Emmanuelle MIRE DIN, Bruno MARMAGNE, Sébastien DOLOZILEK, Patricia VOYE, Nordine BOUCHROU, Marie-Ange BAULU, Julien JOUVET, Auria BOUROUBA, Souleymane KONÉ, Margaux GRANDRUE, Christopher BLIN, Véronique BESNARD, Abdeslam OUCHERIF, Denise DUFOUR, Dominique MARY, Florence LOURY, Sophie FEVRE, Mani CAMBEFORT, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA.

Pouvoirs : Dominique AVRILLAULT à Dominique MARY, Isabelle DEJUST à Carole CRESSON-GIRAUD, Mostafa OUZMERKOU à Nordine BOUCHROU, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Denis ROYCOURT à Florence LOURY, Mathieu DEBAIN à Sophie FEVRE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Isabelle JOAQUINA, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Abdeslam OUCHERIF.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

Décisions du Maire :

Date	N°	Objet
13/05/22	DIEPP-017-2022	Portant demande de subvention auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche Comté pour l'organisation du festival rues barrées, à hauteur de 37 500.00 € sur un montant total de 75 000.00 € HT.
23/05/22	DIEPP-018-2022	Portant demande de subvention auprès de la Région Bourgogne Franche Comté pour le programme d'investissement 2022 du muséum d'Auxerre, à hauteur de 20 000 € HT sur un montant total de 37 700 € HT.
18/05/22	DIEPP-019-2022	Portant demande de subvention auprès de l'Etat pour le financement des travaux de rénovation de l'aire de jeux du parc de l'Arbre Sec, à hauteur de 66 520 € HT sur un montant total de 16 6300 € HT.
18/05/22	DIEPP-020-2022	Portant demande de subvention pour le financement des travaux d'aménagement d'un city stade au Square de Laborde, après de : <ul style="list-style-type: none">- L'Etat (DSIL) : 53 918.44 € HT- Conseil régional BFC : 20 000 € HT Sur un montant total de 134 796.10 € HT.
18/05/22	DIEPP-021-2022	Portant demande de subvention pour le financement des travaux de réaménagement du parking de l'étang Saint-Vigile, auprès de : <ul style="list-style-type: none">- L'Etat (FNADT) : 298 080.00 € HT,- FEDER : 198 720.00 € HT,

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

		- Conseil départemental de l'Yonne : 298 080.00 € HT, Sur un montant total de 993 600 € HT.
19/05/22	DIEPP-022-2022	Portant demande de subvention auprès de l'Etat pour le financement de la mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite de la bibliothèque Lacarrière à Auxerre, à hauteur de 12 751.02 € HT sur un montant total de 31 877.55 € HT.
19/05/22	DIEPP-023-2022	Portant demande de subvention auprès de l'Etat pour le financement des adaptations des installations thermiques du groupe scolaire des Clairions et du stade Pierre Bouillot à Auxerre dans le cadre d'une démarche environnementale, à hauteur de 22 046.08 € HT sur un montant total de 44 092.15 € HT.
13/05/22	FB-008-2022	Abroge et remplace la décision fixant les tarifs applicables pour les services municipaux : crèche Kiehlmann, multi accueil du Pont, multi accueil des Rosoirs et multi accueil Rive Droite.
11/05/22	FB-011-2022	Abroge et remplace la décision fixant les tarifs annuels du conservatoire de musique et de danse et des beaux-arts pour l'année scolaire 2021-2022.
20/05/22	FB-012-2022	Fixant les tarifs du conservatoire de musique et de danse et des beaux-arts pour l'année scolaire 2022-2023.
25/05/22	FB-013-2022	Fixant les tarifs de l'activité du centre de loisirs Sainte-Geneviève « Evi-danse » 2021-2022.

Conventions

2022-172	9/5/22	Convention de mise à disposition de locaux avec Monsieur Dounia BEN SAAD pour l'organisation d'un mariage à l'espace d'accueil et d'animation la Confluence les 4 et 5 juin 2022 pour un montant de 220 €.
2022-173	9/5/22	Convention de prestation de services avec Madame Marie-Paule PRIVÉ pour l'organisation d'ateliers de massages-relaxation et confection de soins le 29 juin 2022 à l'espace d'accueil et d'animation l'Alliance pour un montant de 140 € la séance.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

2022-174	9/5/22	Convention de prestations de services avec La Tribu d'Es-sence pour l'écriture et la réalisation d'une pièce de théâtre à l'espace d'accueil et d'animation l'Alliance les 10, 17, 24 et 31 mai et les 7 et 10 juin 2022 pour un montant subventionné dans le cadre du contrat de ville.
2022-175	12/5/22	Convention d'objectifs avec l'école AJA foot 2022-2023 pour l'organisation de cours pour les scolaires jusqu'au 1er juillet 2022 selon planning.
2022-176	12/5/22	Convention de prestation de services avec Auxerre Sports de contact et arts martiaux pour l'organisation du Green stadium sur la plaine des sports de l'arbre sec du 11 juillet au 19 août 2022 pour un montant de 30 € la séance.
2022-177	12/5/22	Convention de prestation de services avec Auxerre Pieds Poings pour l'organisation du Green stadium sur la plaine des sports de l'arbre sec du 11 juillet au 19 août 2022 pour un montant de 30 € la séance.
2022-178	12/05/22	Convention de prestation de services avec Handball club Auxerrois pour l'organisation du Green stadium sur la plaine des sports de l'arbre sec du 11 juillet au 19 août 2022 pour un montant de 30 € la séance.
2022-179	12/05/22	Convention de prestation de services avec Olympique Canoë Kayak Auxerrois pour l'organisation du Green stadium sur la plaine des sports de l'arbre sec du 11 juillet au 19 août 2022 pour un montant de 40 € la séance.
2022-180	12/05/22	Convention de prestation de services avec Rugby club auxer-rois pour l'organisation du Green stadium sur la plaine des sports de l'arbre sec du 11 juillet au 19 août 2022 pour un montant de 30 € la séance.
2022-181	12/05/22	Convention de prestation de services avec UFOLEP de l'Yonne pour l'organisation du Green stadium sur la plaine des sports de l'arbre sec du 11 juillet au 19 août 2022 pour un montant de 30 € la séance.
2022-182	12/05/22	Convention de prestation de services avec Icona Latina pour l'organisation du Green stadium sur la plaine des sports de l'arbre sec du 11 juillet au 19 août 2022 pour un montant de 30 € la séance.
2022-183	12/05/22	Convention avec le Conseil départemental et la Communauté de l'auxerrois pour la mise à disposition d'équipements dans le cadre de la manifestation Yonne sport Adapté le 9 juin 2022.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

2022-184	13/05/22	Convention de mise à disposition de locaux pour un montant de 220 € entre la ville d'Auxerre et Mme Duhayer Ophélie du samedi 06/08/22 à 8h au dimanche 07/08/22 à 23h dans les locaux de l'EAA l'Alliance pour un baptême.
2022-185	13/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux entre la ville d'Auxerre et M. Petit Jacques le mercredi 18 mai 2022 de 18 h à 22 h dans les locaux de l'EAA la Confluence pour une réunion Publique,
2022-186	16/05/22	Contrat de cession de droits d'exploitation avec Pour ma pomme dans le cadre du spectacle sonor interactif organisé le 21 mai 2022 à l'espace d'accueil et d'animation La Boussole pour un montant de 1900 €.
2022-187	16/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec la Mutualité française bourguignonne pour l'organisation d'une formation incendie à l'espace d'accueil et d'animation des Piedalloues le 23 mai 2022.
2022-188	16/05/22	Convention de prestations de services avec Monsieur Laurent GUTIERREZ pour l'organisation d'une conférence portant sur l'éducation nouvelle dans la France de l'entre-deux guerres le 11 mai 2022. Seuls les frais de déplacements sont pris en charge.
2022-189	16/05/22	Convention de partenariat avec le Centre communal d'action sociale pour des interventions au sein des espaces d'accueil et d'animation jusqu'au 31 décembre 2022.
2022-190	16/05/22	Convention de prestations de services avec Monsieur Benjamin SAVEL pour la mise en place d'une action "proactif game, la petite boutique des solutions" à l'espace d'accueil et d'animation La Source les vendredis matins jusqu'au 31 décembre 2022 pour un montant de 2 520 €.
2022-191	17/05/22	Convention de mise à disposition de locaux avec Madame Ophélie DUHAYER pour l'organisation d'un baptême les 6 et 7 août 2022 à l'espace d'accueil et d'animation l'Alliance pour un montant de 220 €.
2022-192	17/05/22	Convention de prestations de services avec Monsieur Benjamin SAVEL pour la mise en place d'une action "famille 3.0" à l'espace d'accueil et d'animation La Source les mercredis après-midi jusqu'au 31 décembre 2022 pour un montant de 1 620 €.
2022-193	18/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec l'Unité territoriale de solidarité de l'auxerrois pour l'organisation des Assises du schéma de l'enfance à l'espace d'accueil et d'animation la Confluence les 13 et 14 juin 2022.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

2022-194	20/05/22	Convention de mise à disposition à titre gracieux d'un minibus avec l'AJA Omnisports pour une durée d'un an selon besoins.
2022-195	20/05/22	Convention de mise à disposition à titre gracieux d'un minibus avec le véloclub d'Auxerre pour une durée d'un an selon besoin.
2022-196	20/05/22	Convention avec l'Union départementale des sapeurs pompiers de l'Yonne pour l'organisation d'un dispositif prévisionnel de secours dans le cadre de la fan zone du 14 mai 2022 selon devis estimatif à hauteur de 2 670,50 €.
2022-197	20/05/22	Contrat de partenariat avec DECATHLON dans le cadre de la promotion du sport (démonstrations et initiations) du 28 juin au 17 juillet 2022.
2022-198	20/05/22	Convention de mise à disposition de matériel à titre gracieux avec le conseil départemental de l'Yonne dans le cadre du Green stadium du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-199	20/05/22	Convention de mise à disposition de matériel à titre gracieux avec la mairie de Monéteau dans le cadre de la fête du 14 juillet 2022.
2022-200	20/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec Madame Sylvia LEVY dans le cadre de la réunion publique pour les élections législatives à l'espace d'accueil et d'animation l'Alliance le 20 mai 2022.
2022-201	23/05/22	Convention de mise à disposition de locaux avec Madame Karima JEBLI pour l'organisation d'un baptême à l'espace d'accueil et d'animation l'Alliance les 4 et 5 juin 2022 pour un montant de 220 €.
2022-202	23/05/22	Convention de mise à disposition de locaux avec Madame Stéphanie KOULIBALY YELE pour l'organisation d'un baptême à l'espace d'accueil et d'animation la Ruche du 24 au 27 juin 2022 pour un montant de 220 €.
2022-203	23/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec la Compagnie des drôles de Drame pour l'organisation d'ateliers de théâtre les lundis du 19 septembre 2022 au 26 juin 2023 à l'espace d'accueil et d'animation la Confluence.
2022-204	23/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec la Compagnie des drôles de Drame pour l'organisation de répétition et de présentation de travail d'ateliers les 4 et 5 mars 2023 et les 17 et 18 juin 2023 à l'espace d'accueil et d'animation la Confluence.
2022-205	24/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec Monsieur Paul TEQUI dans le cadre des élections législatives pour l'organisation d'une réunion publique à l'espace d'accueil et d'animation l'Alliance le 24 mai 2022.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

2022-206	24/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec le Patronage laïque Paul Bert pour l'organisation du club Pyramide du 5 septembre 2022 au 26 juin 2023 au Centre de loisirs des Brichères.
2022-207	24/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec le RAM Dauphin pour l'organisation d'ateliers d'éveil de septembre 2022 à juin 2023 au centre de loisirs rive droite.
2022-208	31/05/22	Convention d'objectifs et de financement pour la prestation de service animation collective familles auprès de l'espace d'accueil et d'animation la Ruche.
2022-209	31/05/22	Convention d'objectifs et de financement pour la prestation de service animation collective familles auprès de l'espace d'accueil et d'animation la Source.
2022-210	31/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec l'association Envol pour l'organisation d'une soirée festive à l'espace d'accueil et d'animation la Confluence le samedi 1er et le dimanche 2 octobre 2022.
2022-211	31/05/22	Convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux avec l'association Envol pour l'organisation de soirées festives à l'espace d'accueil et d'animation la Confluence les 26 et 27 mars et les 25 et 26 juin 2022.
2022-212	31/05/22	Convention de mise à disposition de locaux avec la Ligue de l'enseignement de Bourgogne Franche comté pour l'organisation d'une conférence "Mieux comprendre la guerre en Ukraine" le 3 juin 2022 pour un montant de 320 €.
2022-213	01/06/22	Convention de prestations de service avec le Stade auxerrois dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 30 € la séance du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-214	01/06/22	Convention de prestations de service avec le Motonautique sporting club de l'Yonne dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 10 € la séance pour les 6-15 ans et de 12 € la séance pour les adultes du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-215	01/06/22	Convention de prestations de service avec l'AJA omnisports dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 30 € la séance du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-216	01/06/22	Convention de prestations de service avec la première compagnie d'Arc dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 30 € la séance du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-217	01/06/22	Convention de prestations de service avec le Patronage laïque Paul Bert dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 30 € la séance du 11 juillet au 19 août 2022.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

2022-218	01/06/22	Convention de prestations de service avec Dan Tian dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 40 € la séance du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-219	01/06/22	Convention de prestations de service avec la Fédération de l'Yonne pour la pêche et la protection du milieu aquatique dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 100 € la séance du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-220	01/06/22	Convention de prestations de service avec UFOLEP de l'Yonne dans le cadre de l'organisation du green stadium pour des interventions sportives à hauteur de 30 € la séance du 11 juillet au 19 août 2022.
2022-221	07/06/22	Convention de mise à disposition de locaux avec Monsieur Paul William KOULIBALY pour l'organisation d'un baptême du 24 au 27 juin 2022 à l'espace d'accueil et d'animation la Ruche pour un montant de 220 €.
2022-222	07/06/22	Avenant à la convention de mise à disposition des locaux de l'espace d'accueil et d'animation la Confluence avec l'association ENVOL ayant pour objet l'ajout d'une journée d'utilisation le 24 juin 2022.
2022-223	07/06/22	Convention de mise à disposition de locaux avec l'ARS de Bourgogne Franche Comté pour le renouvellement des membres du Conseil territorial du 4 au 5 juillet 2022 à l'espace d'accueil et d'animation la Ruche, à titre gracieux.
2022-224	07/06/22	Convention de mise à disposition de locaux avec l'Inspection académique pour l'organisation d'une réunion des directeurs le 5 juillet 2022 à l'espace d'accueil et d'animation la Ruche, à titre gracieux.
2022-225	07/06/22	Convention de prestation de services avec Madame Laurine CHEVALIER pour l'organisation d'ateliers créatifs dans le cadre de Lézards des arts du 25 au 29 juillet 2022 pour un montant de 1 214,60 €.
2022-226	14/06/22	Avenant à la convention de mise à disposition des locaux de l'espace d'accueil et d'animation la Confluence avec l'Unité territoriale de solidarité de l'auxerrois ayant pour objet la prolongation de l'occupation de la grande salle jusqu'au 14 juin 2022.
2022-227	17/06/22	Convention de prestation de services avec Monsieur Pierre-Antoine JACQUIN pour l'organisation d'une conférence "l'architecture historiciste en Côte d'Or au XIX ème siècle" à l'Abbaye Saint Germain le 7 juin 2022 à titre gracieux.
2022-228	17/06/22	Convention de prestations de service avec Madame Anaïs BRIVES pour l'organisation de l'exposition "désorientations" les 16 et 17 juin 2022 au musée à titre gracieux.

VILLE D'AUXERRE (YONNE)**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022**

Date	Libellé
02/06/2022	Bail de location précaire pour locaux à usage de bureaux – Botte d'Or

NU-MERO	MAI	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2022-2228	2, 9, 16, 23,30	AVF	84,97	Cours de danse	Passage Soufflot
2022-2205	4	Nexity	22,23	AG de copropriété	Passage Soufflot
2022-2204	5	Association Habitat et Humanisme	23,95	Réunion	Maison Paul Bert
2022-2206	5	IREPS BFC	85,73	Formation	Passage Soufflot
2022-2207	6	UR Francas BFC	28,35	Formation	Passage Soufflot
2022-2215	6, 20	Association Ateliers alternatifs Psyrates	58,81	Permanence de tests psychotechniques	Passage Soufflot
2022-2202	7, 8	Madame Schnurer	233,62	Evènement familial	Salle polyvalente de Laborde
2203-2203	7, 8	Madame Grigorian	125,47	Evènement familial	Salle polyvalente des Chesnez
2022-2223	10, 24	AAC Test Psycho	126	Permanence de tests psychotechniques	Passage Soufflot
2022-2210	12	Association Photo Club Auxerrois	15,02	Réunion	Maison Paul Bert
2022-2209	12	RéPPOP BFC	219,54	Formation	Passage Soufflot
2022-2211	13	LPO	30,49	Réunion	Maison Paul Bert
	14, 28	Association Parkins'Yonne - convention de mise à disposition gratuite		Réunion	Maison Paul Bert

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

2022-2216	13, 20	DASES	50,8	Réunion	Passage Soufflot
2022-2208	14, 15	Madame Michot	233,62	Evènement familial	Salle polyvalente de Laborde
2022-2217	17	AMIDON 89	5,14		
2022-2214	16, 17	UR Francas BFC	158,75	Formation	Passage Soufflot
2022-2219	19	Nexity	38,1	AG de copropriété	Passage Soufflot
2022-2218	19	ADMD	9,56	Réunion	Passage Soufflot
2022-2220	21	Madame Tillier	42,21	Réunion	Maison Paul Bert
2022-2212	21, 22	Monsieur Dervaux	233,62	Evènement familial	Salle polyvalente de Laborde
2022-2213	21, 22	Monsieur Bastide	125,47	Evènement familial	Salle polyvalente des Chesnez
2022-2226	24	Nexity	28,58	AG de copropriété	Passage Soufflot
	24	Syndicat FAFPT Ville d'Auxerre - mise à disposition gratuitement		AG	Passage Soufflot
2022-2224	25	Nexity	34,93	AG de copropriété	Passage Soufflot
2022-2225	27	Confraternité des pèlerins de St de Compostelle	19,6	Réunion	Maison Paul Bert
	27	Madame Guyot - parti animaliste- mise à disposition gratuitement		Réunion publique	Passage Soufflot
2022-2222	28, 29	Madame Gouge	136,29	Evènement familial	Salle polyvalente des Chesnez
2022-2221	28,29	Madame Beltier	233,62	Evènement familial	Salle polyvalente de Laborde
2022-2229	30	Century 21	29,3	AG de copropriété	Maison Paul Bert
2022-2230	31	Nexity	44,45	AG de copropriété	Passage Soufflot

VILLE D'AUXERRE (YONNE)

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 30 JUIN 2022

2022-2227	mois	CNFPT	1596,07	Formations	Maison Paul Bert
			4074,29		

Marchés et avenants

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
189007	01/06	Restauration et mise en valeur de la tour de l'horloge- Mission de Maîtrise d'œuvre Avenant 2	53 306.94€
222002	01/06	Marché subséquent n°2 Aménagement et remise à niveau des voiries des zones d'activités Economiques Programme 2022	325 986.38€
21VA15	01/06	Expertise pour le CHSCT Avenant1	588.00€
20VA28	28/04	Fournitures de bâtiments pour bâtiments et équipements communaux Années 2021 à 2024 Lot 1 Avenant2	Montant inchangé
22VA08	07/06	Abbaye Saint Germain Conservation & Restauration Phase 01 - Avenant 1	Sans suite

Vote du conseil municipal : sans objet

Exécution de la délibération :
 (articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)
 Publiée le : 06.07.22

Le maire certifie le caractère exécutoire de la délibération.